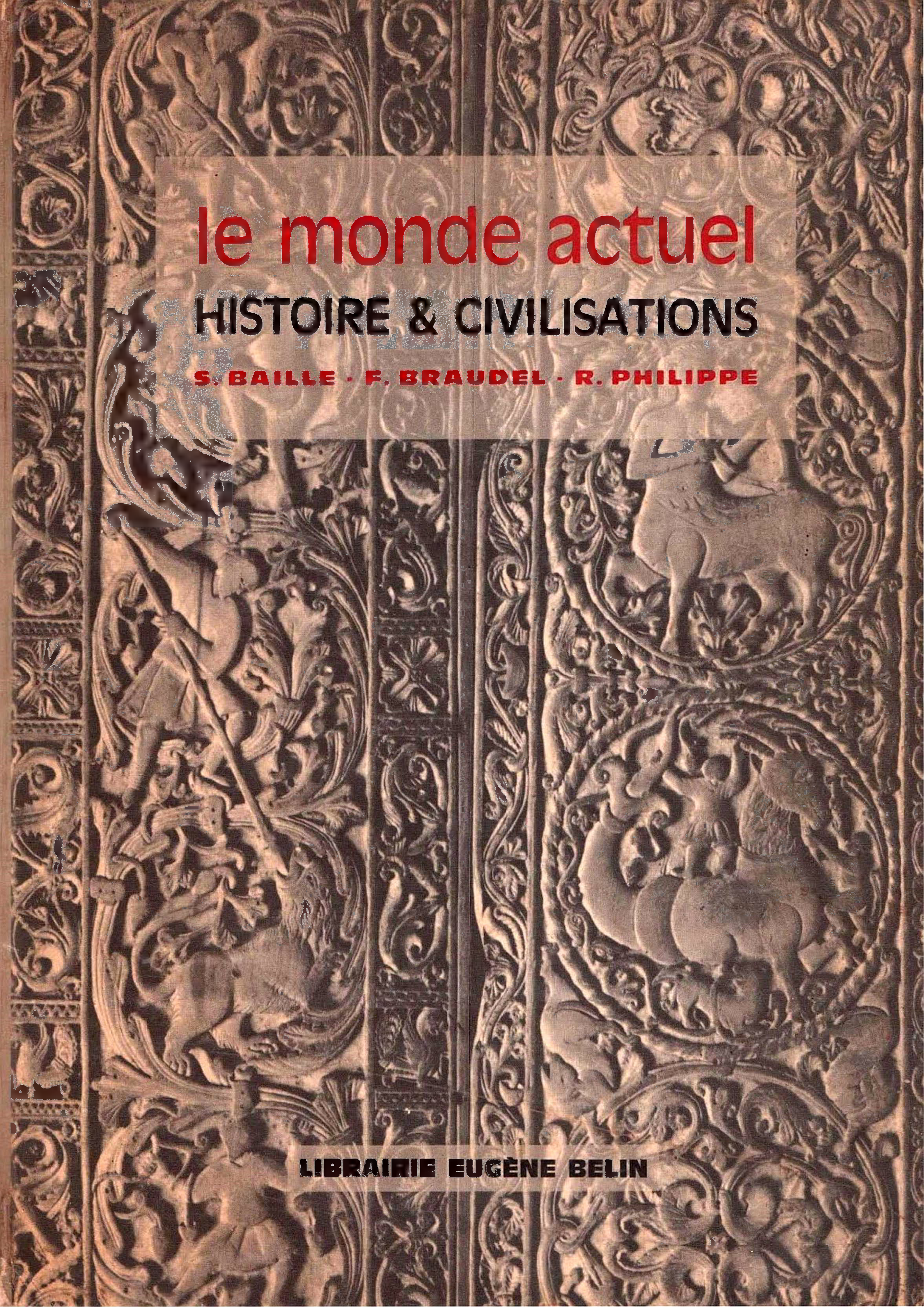


le monde actuel

HISTOIRE & CIVILISATIONS

S. BAILLE · F. BRAUDEL · R. PHILIPPE

LIBRAIRIE EUGÈNE BELIN

COLLECTION ROBERT PHILIPPE

LE MONDE ACTUEL

Histoire et civilisations

Classes terminales - Propédeutique
Classes préparatoires aux Grandes Écoles

S. BAILLE
Agrégée d'histoire, Professeur au Lycée Marie Curie

F. BRAUDEL
Agrégé d'histoire, Professeur au Collège de France

R. PHILIPPE
Agrégé d'histoire, Professeur à l'École Pratique des Hautes Études

LIBRAIRIE CLASSIQUE EUGÈNE BELIN
8, Rue Férou à Paris



INTRODUCTION

HISTOIRE ET TEMPS PRÉSENT

Ces premières pages précisent le sens de l'effort exigé des élèves des Classes Terminales par leur nouveau programme d'histoire. Elles ne pouvaient, en toute logique, qu'être placées en tête de ce volume. Pourtant la logique pédagogique ne sera pas tout à fait d'accord avec cette solution. La lecture de ces pages serait à reporter, de préférence, après la première partie du programme, vers le début du second trimestre, quand sera abordée l'étude difficile des grandes civilisations et que les candidats auront acquis une certaine familiarité avec le vocabulaire et les discussions philosophiques. L'épreuve d'une première lecture, d'entrée de jeu, n'est cependant pas à écarter.

Le nouveau programme d'histoire des Classes Terminales pose des problèmes difficiles. Il se présente comme une explication du monde actuel tel qu'il se révèle, en termes souvent obscurs, tel qu'on peut le comprendre aux lumières multiples d'une histoire qui ne fait fi d'aucune des sciences sociales voisines : géographie, démographie, économie, sociologie, anthropologie, psychologie...

Trois explications successives.

Expliquer l'actualité reste une prétention. Tout au plus, peut-on nourrir l'ambition de la mieux comprendre, par tel ou tel chemin. Votre programme en propose successivement trois :

a) Tout d'abord, les jours que nous vivons s'expliquent, en partie, par les jours qui les ont immédiatement précédés. Pour ce bref retour en arrière, l'histoire prendra facilement la parole. La première partie de votre programme met donc en cause ces journées, ces années dramatiques, inhumaines souvent, qu'a vécues le monde depuis le début de la Première Guerre Mondiale, en août 1914, jusqu'à l'heure présente. Ces événements ont bouleversé, dramatisé au possible le « premier » XXe siècle et se prolongent dans notre vie actuelle par d'innombrables conséquences.

b) Ces événements d'hier expliquent et n'expliquent pas, à eux seuls, l'univers actuel. En fait, à des degrés divers, l'actualité prolonge d'autres expériences beaucoup plus éloignées dans le temps. Elle se nourrit de siècles révolus, même de toute « l'évolution historique vécue par l'humanité jusqu'à nos jours ». Que le présent implique pareille dimension de temps vécu ne doit pas vous paraître absurde bien que, tous, nous ayons tendance, spontanément, à considérer le monde qui nous entoure dans la seule durée fort brève de notre propre existence et à voir son histoire comme un film rapide où tout se succède ou se bouscule : guerres, batailles, entretiens au sommet, crises politiques, journées révolutionnaires, révolutions, désordres économiques, idées, modes intellectuelles, artistiques...

Cependant vous n'aurez pas de peine à constater que la vie des hommes implique bien d'autres réalités qui ne peuvent prendre place dans ce film des événements : l'espace dans lequel ils vivent, les formes sociales qui les emprisonnent et décident de leur existence, les règles éthiques, conscientes ou inconscientes, auxquelles ils obéissent, leurs croyances religieuses et philosophiques, la civilisation qui leur est propre. Ces réalités ont une vie beaucoup plus longue que la nôtre et nous n'aurons pas toujours le loisir, au cours de notre existence, de les voir changer de fond en comble.

Ci-contre : **São-Paulo** (Brésil) : L'avenue Santo-Amaro.

Si l'on peut avoir recours à une comparaison, le monde physique qui nous entoure — montagnes, fleuves, glaciers, rivages — se déforme assurément. Or, si lente est cette évolution que nul, parmi nous, ne saurait s'en apercevoir de ses propres yeux, sans des références à un passé lointain, sans l'aide d'études et de mesures scientifiques qui dépassent les limites de notre seule observation. La vie des nations, des civilisations, les comportements psychiques ou religieux ont assurément moins d'apparente immuabilité, et pourtant des générations et des générations d'hommes se succèdent, sans trop les altérer. Ce qui ne diminue pas, au contraire, l'importance de ces forces profondes qui s'incorporent à notre vie et façonnent le monde.

Ainsi un passé proche et un passé plus ou moins lointain se mêlent dans la multiplicité du temps présent : alors qu'une histoire proche court vers nous à pas précipités, une histoire lointaine nous accompagne à pas lents.

Cette histoire lointaine, cette *télé-histoire*, est celle que met en cause la seconde partie de votre programme. Choisir, en effet, les grandes civilisations comme « cadres intelligibles » du monde actuel, c'est dépasser le mouvement rapide de l'histoire telle que vous la suivrez, de 1914 à 1962. C'est nous inviter à réfléchir à une certaine histoire à respiration lente, « de longue durée ». Les civilisations sont assurément des personnages à part dont la longévité dépasse l'entendement. Fabuleusement vieilles, elles persistent à vivre dans chacun d'entre nous; et elles nous survivront longtemps encore.

c) Ces deux explications achevées (histoire récente, histoire lointaine), votre programme en appelle une troisième, il s'agit cette fois de définir les grands problèmes de l'an de grâce 1962, à l'échelle du monde. Entendez toutes les catégories de problèmes : politiques, sociaux, économiques, culturels, techniques, scientifiques... En somme il vous est demandé, au-delà des lumières du double chemin historique que nous aurons suivi, de distinguer, dans l'univers qui nous entoure, l'essentiel de l'accessoire.

D'ordinaire, l'historien réfléchit et travaille sur le passé et, si la documentation ne lui donne pas toujours les moyens de l'appréhender exactement, du moins sait-il à l'avance, étudiant par exemple le XVIIIe siècle, vers quelles échéances progresse le « Siècle des Lumières » et c'est, à soi seul, un élément précieux de connaissance et de discernement. Il connait *le mot de la fin*. Lorsqu'il s'agit du monde actuel qui s'offre à nous comme une série de possibles, distinguer les grands problèmes, c'est essentiellement imaginer le mot de la fin, discerner, entre tous ces possibles, ceux qui triompheront demain. Voilà qui est difficile, aléatoire, sans doute nécessaire.

Condorcet pensait que l'opération était licite. Des historiens sérieux (voyez le texte de Witold Kula, p. 6) se font courageusement les défenseurs du pronostic, si dangereux soit-il. Un économiste de réputation mondiale, Colin Clark, a calculé en 1951, à partir des statistiques qu'il connaissait alors, les dimensions probables de l'économie de l'avenir. Jean Fourastié disserte avec tranquillité de *la civilisation de 1980* qui dicte, ou devrait dicter la politique raisonnable de 1960. Une « science » très fragile, la *prospective* du philosophe Gaston Berger, prétend se spécialiser dans l'appréhension de l'avenir proche : le « futurible », comme disent d'un mot affreux certains économistes, le futurible étant ce que l'on peut, dès maintenant, légitimement mettre au futur, ce mince copeau de l'avenir proche que l'on calcule à l'avance et qu'il est presque donné de saisir.

Cette attitude prête parfois à sourire. Elle a l'avantage, en tout cas, de suggérer, dans la confusion du temps présent, cette ligne de fuite privilégiée qui, vraie ou à demi vraie, dégage, parce qu'elle plonge droit vers l'avenir, les plus vastes des problèmes d'aujourd'hui et essaie de leur donner un sens. *Le monde actuel est un monde en devenir.*

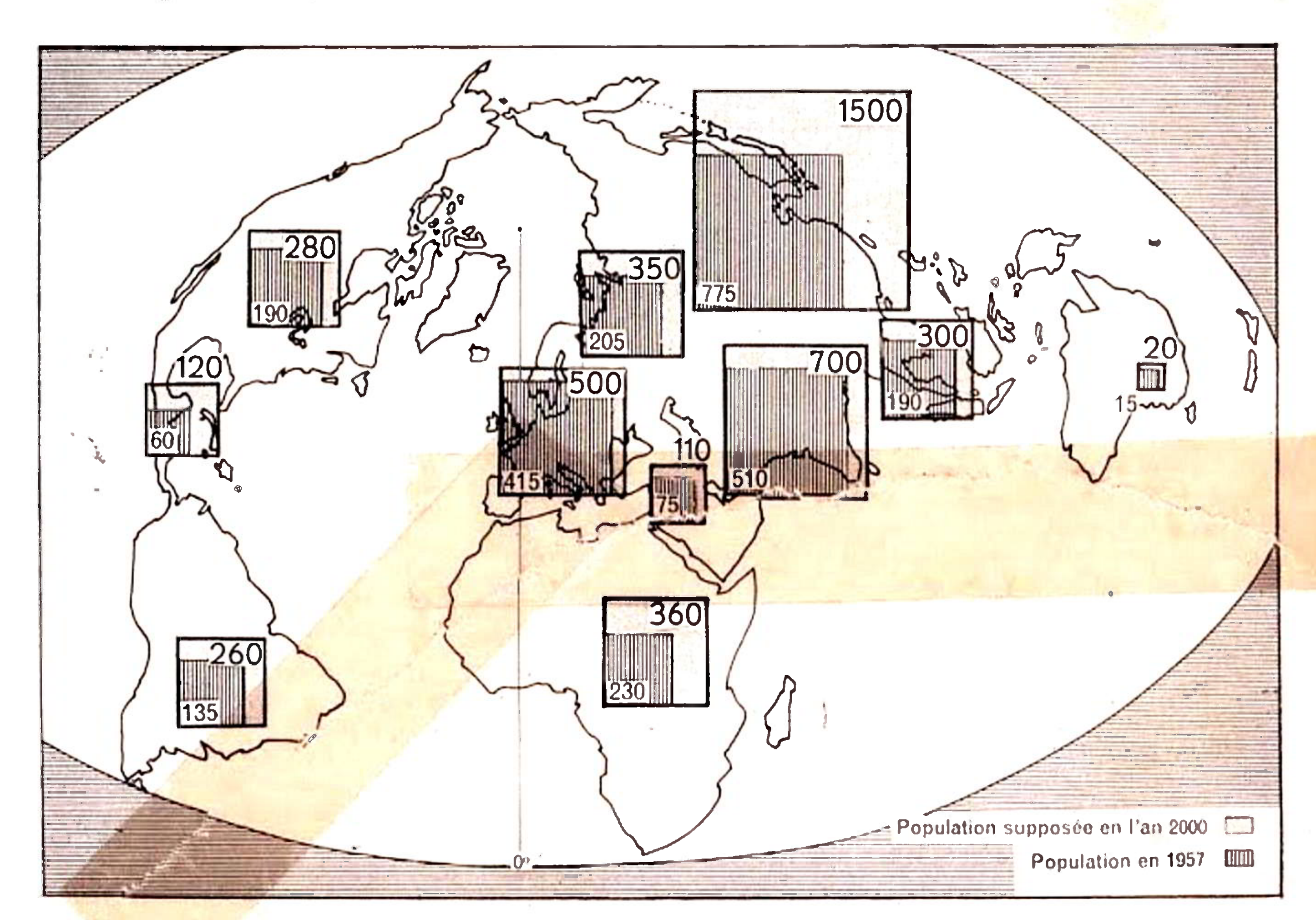
Vous trouverez ci-dessous une carte vraisemblable de la répartition de la population du monde en l'an 2000. Elle vous fera réfléchir et comprendre, entre autres choses, qu'aucun planificateur — et la planification n'est-elle pas, par excellence, l'étude attentive et « prospective » des grands problèmes actuels? — aucun planificateur ne saurait établir un programme quelconque sans avoir mentalement

(outre bien d'autres documents) une telle carte devant les yeux. Elle donne son sens plein à la réflexion de M. Houphouët Boigny, Président de la République de la Côte d'Ivoire, à savoir qu'en Asie et en Afrique Noire, la planification ne peut, en aucune manière, prendre le même visage, car le sous-développement d'un côté doit faire face à la su rpopulation, de l'autre au sous-peuplement.

L'histoire multiple et une.

Que l'histoire se prête à ces jeux, à ces spéculations, qu'elle se veuille, en somme, science du présent — et d'un présent ambigu — peut vous étonner. Y a-t-il abus de sa part? Prendrait-elle, comme le loup de la fable, les habits d'autrui, au vrai ceux des sciences sociales, ses voisines? Nous en reparlerons au début de la seconde partie de ce livre. Alors, le problème vous paraitra plus clair, car c'est un problème du temps en soi et le temps sera abordé dans la perspective de vos études de philosophie.

La multiplicité évidente des explications de l'histoire, leur écartèlement entre des points de vue différents, leurs contradictions mêmes s'accordent, en fait, dans une *dialectique* particulière à l'histoire, fondée sur la diversité des temps historiques eux-mêmes : temps rapide des événements, temps allongé des épisodes, temps ralenti, paresseux des civilisations. On peut rester dans les limites de tel ou tel temps historique chaque fois qu'il s'agit d'une étude particulière. Par contre, toute tentative d'explication historique *globale* — telle que l'histoire des civilisations — oblige à multiplier ces photographies, diverses par leur temps de pause, puis à ramener ces multiples temps et images à l'unité, comme les couleurs du spectre solaire dûment mêlées restituent, obligatoirement, la lumière blanche.



La population du monde en l'an 2000.

NOTES ET DOCUMENTS

1 Sur l'histoire.

A recommander, en raison de leur clarté : Daniel Halévy, *Essai sur l'accélération de l'histoire*, Paris, Self, 1948; Emile Callot, *Ambiguités et antinomies de l'histoire*, Paris, Rivière, 1962 (surtout chapitre VI, intitulé : *L'histoire anticipée*); les anticipations de Jean Fourastié, *La civilisation de 1975* et (avec la collaboration de Claude Vimont) *Histoire de demain*, ces deux ouvrages dans la Collection *Que Sais-je?*, 1956.

2 Sur la prédiction.

A. Condorcet, *Esquisse d'un tableau des Progrès de l'Esprit humain* (1794). « Si l'homme peut prédire, avec une assurance presque entière les phénomènes dont il connaît les lois; si lors même qu'elles lui sont inconnues, il peut, *d'après l'expérience du passé*, prévoir avec une grande probabilité les événements de l'avenir, pourquoi regarderait-on comme une entreprise chimérique celle de tracer avec quelque vraisemblance le tableau des destinées futures de l'espèce humaine, d'après les résultats de son histoire? »

B. La note suivante est une intervention de Witold Kula, professeur à l'Université de Varsovie, au Colloque de Cerisey, en juillet 1958, dont les discussions ont été publiées (*L'histoire et ses interprétations*. Entretiens autour de Toynbee, sous la direction de Raymond Aron, Paris, Mouton, 1961).

« Je suis d'accord ... pour admettre la possibilité, dans certaines limites, de la prévision historique. La vie serait impossible sans prévision, et toute prévision se fonde finalement sur l'expérience historique. Au temps de Law, personne ne pouvait prévoir, faute de précédent historique, ce que serait l'effet d'une inflation monétaire; il est clair que nous sommes aujourd'hui, à cet égard, bien mieux armés, précisément parce qu'il y a eu l'expérience Law, et beaucoup d'autres après elle. L'histoire peut donc précisément *parce qu'*elle est scientifique et objective, nous éclairer sur les mécanismes sociaux et, sans se prostituer aucunement, fournir des armes efficaces dans le combat présent pour une meilleure organisation de la société ».

Nous ne dirions pas *parce que* (mots soulignés dans le texte), mais *quand*. Mais W. Kula n'accepte qu'une histoire *objective et scientifique*, ce en quoi nous sommes volontiers d'accord avec lui.

3 Sur la prospective.

Pour Gaston Berger (1895-1961), philosophe, industriel, longtemps Directeur Général de l'Enseignement Supérieur, la « prospective » (il a créé le mot) est surtout une *attitude*. « Nous avons tous un sentiment très vif de la rapidité avec laquelle s'accélère aujourd'hui le rythme des transformations du monde... Le retard, comme le progrès, est cumulatif ». Et il citait Péguy : « L'heure qui sonne est sonnée. Le jour qui passe est passé. Demain seul reste, et les après-demain ».

« L'attitude prospective ne nous livre pas encore tout son sens lorsque nous disons qu'elle nous tourne vers l'avenir. Il faut ajouter qu'elle nous fait regarder au loin. A une époque où les causes engendrent leurs effets à une vitesse sans cesse croissante, il est nécessaire de ne pas considérer simplement les résultats immédiats des actions en cours. La prospective est tout particulièrement l'étude de l'*avenir lointain* (c'est nous qui soulignons).

« Ce ne sont point les mêmes méthodes qui doivent servir dans la prévision à court terme et dans la prospective à objectifs éloignés. Ce ne sont pas non plus les mêmes hommes qui doivent les mettre en œuvre. Il serait dangereux que l'officier au combat fût associé aux négociations de paix, puisque son rôle est de combattre, même pendant que la paix s'élabore. Mais les dirigeants seraient impardonnables, alors qu'ils font la guerre, de ne point songer à la paix qui devra la suivre. Dans l'adversaire d'aujourd'hui, ils doivent apercevoir déjà le collègue, le client, l'ami de demain... Il arrive de même assez fréquemment que des actions à court terme doivent être engagées dans une direction opposée à celle que révèle une étude de la longue période. Les exécutants doivent les conduire avec vigueur, mais, à l'échelon le plus élevé, les chefs responsables doivent calculer l'importance de ces accidents et leur donner leur place exacte dans l'ensemble des événements. » Gaston Berger, *Prospective*, nº 1, mai 1958).

4 Sur le futurible.

Le mot a été lancé par le Bulletin SEDEIS (205, boulevard Saint-Germain, Paris) qui publie à ce sujet articles ou discussions, ainsi cette discussion du 10 septembre 1961 sur les *Institutions politiques de la France en 1970*, engagée sur un rapport de Roger Priouret. Nous en rapportons deux moments qui suffisent à montrer l'intérêt qu'offre une telle recherche, l'obligation qu'elle impose d'une analyse en profondeur d'une situation donnée.

M. Raymond ARON. — « La prospective appliquée à la politique est certainement la plus difficile de toutes les prospectives... il y a une espèce de paradoxe à vouloir intégrer, dans une analyse de la *société* telle qu'elle est, une prévision de la *politique* telle qu'elle sera. Le résultat de ce paradoxe est immédiatement visible dans le rapport de Priouret qui comporte deux parties : une première qui est une analyse de la *société*

française et de ses tendances politiques, une seconde qui est une analyse à court terme de la politique française. Or, ce qu'il y a de plus frappant, c'est que Priouret aurait pu écrire la seconde partie sans écrire la première et que la seconde ne se déduit pas de la première. Chacune de ces deux parties est parfaitement intéressante en elle-même, mais il aurait évidemment pu discuter le retour au régime parlementaire, l'institution d'un régime présidentiel du type américain, la démocratie populaire dominée par les communistes et la dictature militaire du type « franquiste », sans se référer à l'analyse dite structurelle de la société actuelle.

Dans la mesure où l'on considère le cas de la politique française, il y a une question de date. Nous sommes en 1961, nous vivons sous un régime que l'on peut appeler, pour ne susciter aucune passion, un régime gaulliste et, étant donné le caractère de ce régime, beaucoup d'événements qui se passeront dans les neuf prochaines années que vous soumettez à nos méditations dépendent de la longévité d'un homme, ce qui exige une hypothèse d'ordre biologique plutôt qu'une hypothèse d'ordre politique. Dès lors, si nous voulons faire de la prospective sur le régime français à neuf années d'échéance, nous devons manifestement commencer par dire : en supposant qu'il ne se trouve pas de généraux pour recommencer un coup d'état, en supposant que le régime gaulliste durera un certain temps, et ainsi de suite... Autrement dit, il faut commencer par supprimer l'éventualité d'accident.

Le problème fondamental me paraît alors le suivant : si l'on suppose qu'il ne se passe rien au dehors qui contrarie la politique française, si l'on suppose qu'il n'y a pas d'unité politique de l'Europe, qu'il n'y a pas de guerre mondiale, qu'il n'y a pas de crise du pouvoir si l'on élimine tous les accidents d'ordre extérieur, si l'on suppose que la politique française des neuf prochaines années se déroule de manière autonome, en fonction des données intérieures, nous arrivons à la seconde partie de l'étude de M. Priouret, c'est-à-dire aux quatre possibilités qu'il envisage.

La question que je voudrais lui poser est celle de la relation entre les hypothèses de sa seconde partie et les analyses de la première. Autrement dit : supposons que la nature de la société française soit autre qu'il ne l'a décrite dans sa première partie, ne pourrait-il pas faire à peu près la même analyse des quatre possibilités du régime français ? Ne sommes-nous pas dans une étude des possibilités de la politique française du type classique, les phénomènes des sociétés industrielles ne jouant guère de rôle dans l'analyse elle-même ?

Je voulais simplement dire une chose très simple : au cours de ces dernières années, la politique française a été dominée non pas par les structures de la société industrielle, mais par la crise d'Algérie. Elle a été dominée très simplement par le fait qu'il y avait une minorité de la nation française qui déclarait qu'elle n'obéirait pas à une décision du pouvoir légal si ce pouvoir légal prenait certaines mesures, et, depuis 1956 ou 1957 jusqu'à aujourd'hui, la turbulence de la politique française est directement fonction d'un problème proprement politique qui était : colonisation, guerre d'Algérie, pacification. Mais c'est un problème qu'il faut résoudre et même si ceux qui disent que 90 % des Français acceptent l'indépendance de l'Algérie ont raison, le fait est que les 10 % qui ne sont pas d'accord sont susceptibles, au cours des prochaines années, de prolonger une crise pathétique de la société française, simplement en employant un certain nombre de moyens. Cela est une donnée de la politique française depuis quelques années et peut-être encore pour un certain temps et cela n'a rien à voir avec les données structurelles de la société moderne.

M. Roger PRIOURET. — Il me semble que nous nous sommes trouvés, en fait, devant deux thèses tout à fait opposées.

Raymond Aron reprend la thèse d'André Siegfried. Pour André Siegfried, il y avait deux attitudes politiques fondamentales de la France. Notre pays est tantôt bonapartiste, tantôt orléaniste. Bonapartiste, c'est-à-dire acceptant le pouvoir personnel et le souhaitant même. Orléaniste, c'est-à-dire s'en remettant aux députés du soin de gérer les affaires publiques. Devant chaque crise, une défaite comme celle de 1871 ou une guerre qui se prolonge comme celle d'Algérie, la France change d'attitude, c'est-à-dire passe du Bonarpartisme à l'Orléanisme comme en 1871, ou de l'Orléanisme au Bonapartisme, comme le 13 mai 1958.

Personnellement, au contraire, je pense que le changement actuel, sans être totalement indépendant de ces constantes du tempérament politique français, est lié aux bouleversements que l'industrialisation apporte dans la société. C'est un autre rapprochement historique qui me vient à l'esprit. A la première révolution industrielle correspond le coup d'État du 2 décembre 1851, à la seconde le coup d'État du 13 mai 1958. En d'autres termes, un bouleversement des conditions de la production et de la consommation paraît inconciliable dans l'histoire avec le régime parlementaire et amène notre pays vers la forme du pouvoir autoritaire qui correspond à son tempérament, c'est-à-dire au pouvoir personnel.

NOTE : *Le livre premier a été écrit par Mlle S. Paille, le second par F. Braudel, le troisième par R. Philippe.*

LIVRE PREMIER

LE MONDE DE 1914 A NOS JOURS

Tout ce premier livre est une chronique rapide des événements majeurs à partir du mois d'août 1914.

Cette chronique est morcelée en trois récits successifs :

— de 1914 à 1929, sont mis en cause la première guerre mondiale (1914-1918) et l'après guerre, jusqu'à la cassure économique de 1929 qui a brisé brutalement l'élan du monde occidental;

— de 1929 à 1939 la crise économique bouleverse le monde, fait apparaître, ou renaître des antagonismes fondamentaux;

— enfin, nous essaierons, malgré les difficultés de plus en plus grandes à mesure que nous nous rapprochons du temps actuel, de dégager les grandes lignes et quelques explications (1939 à 1962).

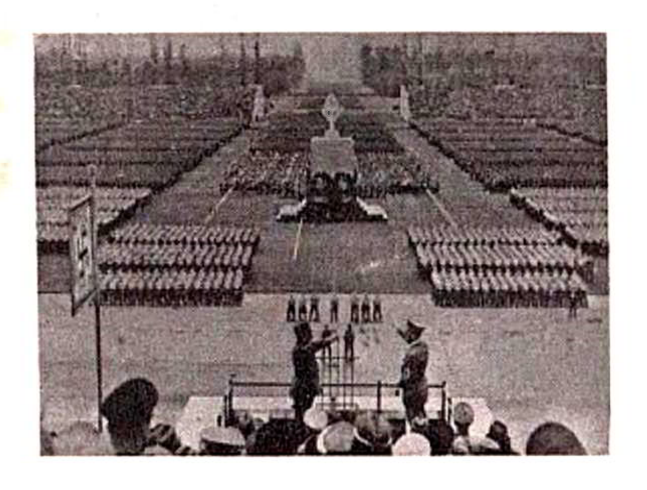
Notre préoccupation majeure sera de permettre au lecteur de bonne volonté de choisir sa route, ses points de vue, ses explications, en lui offrant la possibilité d'en peser, chaque fois, le bien fondé ou l'incertitude.



1. **La guerre de 1914-1918 :** Éclaireurs français.



3. **Le communisme :** Khroutchev.



2. **Le fascisme :** Parade nazie à Nuremberg.



4. **Le général de Gaulle.**

I. La fin de « l'Univers européen » : de 1914 à 1929.

En 1914, le monde entre dans une période très sombre. La Première Guerre gagne très vite le monde entier, débordant largement des limites de l'Europe où elle a pris naissance et où elle connaît ses plus grandes violences. Toute la science, toute la technique, d'immenses réserves de courage et d'intelligence ont été mobilisées par cette guerre, et jetées dans la lutte.

La victoire coûteuse, difficile des Démocraties (1918), les dix années folles qui vont suivre, ne rétablissent ni vraiment la paix, ni la santé du monde, ni la prépondérance ancienne de l'Europe.

En 1929, d'autres catastrophes, économiques, s'annoncent. Elles ouvrent une nouvelle phase dramatique de l'histoire du Monde.

II. Le monde désorganisé (1929-1939).

Dix ans durant, après la première guerre mondiale, les hommes se sont efforcés de « rétablir » le Monde, de lui rendre l'équilibre acquis au XIX[e] siècle. Trop d'éléments imprévus, trop de fermentations nouvelles ont rendu illusoire cette reconstruction selon des principes traditionnels.

Dès 1929, l'apparence — si fragile — de stabilité et de prospérité s'évanouit en face d'une crise économique qui prit vite des proportions anormales, elle bouleversa les structures et les habitudes plus que ne l'avait fait la guerre elle-même, modifia de fond en comble les rapports entre les États, accentua les oppositions entre puissances. Atteignant le monde entier, elle fit apparaître avec plus d'évidence que jamais l'étroite solidarité entre les continents.

De cette solidarité évidente, les hommes des années 30 ne voulurent voir que « l'envers », ce qui les opposait dans un monde désorganisé où l'on mourrait de faim, à côté de richesses laissées à l'abandon.

Dans la panique qui accompagna la crise économique, les divergences d'intérêts acquirent une violence extrême; le désordre universel et le déchaînement des rivalités précipita le Monde vers une seconde guerre plus généralisée et, par certains côtés, bien plus éprouvante que ne l'avait été la première.

III. Depuis 1939 : Le monde en mouvement.

Les hésitations des Démocraties, les exigences et les violences des Pays Totalitaires, le jeu prudent de l'U. R. S. S. ont précipité l'Europe, puis le monde dans une nouvelle guerre *plus « totale »* que la première conflagration : les civils y sont impliqués autant que les militaires; *plus générale* : les opérations se déroulent aussi bien en Europe qu'en Asie, en Afrique du Nord et sur tous les océans; enfin *plus longue*, commencée en Europe en septembre 1939 (et en Chine depuis juillet 1937), elle bouleverse tragiquement le monde jusqu'en août 1945.

Des destructions inimaginables, des massacres sans nom s'abattent sur le Monde. L'Europe ravagée, disloquée, achève d'épuiser et de gaspiller son avance et ses ressources. Les Nations, jadis « dominantes » comme la Grande-Bretagne, ont tout « joué » pour subsister. Elles sont distancées, de loin, par les deux géants qui, dans un effort extraordinaire, ont écrasé leurs adversaires, mais maintenant se retrouvent face à face. Entre eux, même dans leur alliance contre l'Axe, l'accord n'a jamais été chaleureux. La victoire aggrave d'autant plus leur opposition que l'affaiblissement de l'Europe crée un vide et que le monde entier « bouge ». Les pays d'Amérique Latine ou du Moyen-Orient, déjà indépendants, les colonies, plus ou moins brutalement libérées de la tutelle occidentale, cessent d'être de simples figurants.

Par son extension, par les découvertes techniques qu'elle a favorisées (des progrès de l'aviation à l'industrie nucléaire), la Seconde Guerre Mondiale a comme resserré le monde, rendant les antagonismes plus dramatiques, promouvant, en même temps, une solidarité humaine plus étroite que jadis.

L'Europe en 1914
Colonies et dominions

1. **L'Europe domine le monde.**

2. **L'Europe se lie au monde.**

Chemins de Fer
Lignes de Navigation
Lignes telégrahiques

GRANDEUR ET FAIBLESSE DE L'EUROPE

En 1914, l'Europe est liée à l'ensemble du monde. Depuis longtemps, ils sont entraînés dans une expérience commune : tout aboutit ou semble aboutir à l'Europe.

Elle n'a connu que des guerres partielles (la guerre franco-prussienne de 1870, les guerres balkaniques de 1912-1913), ou des guerres coloniales; en 1905, en 1911, les mécanismes qui, la conduisant au conflit, détruiraient ou du moins compromettraient son hégémonie sur les autres continents, ont été enrayés.

De toutes façons, l'Europe semble condamnée à perdre cette hégémonie : elle n'est qu'un continent étroit, minuscule; elle n'est qu'une victoire de l'intelligence, de l'habileté raisonnée : toutes choses qui s'imitent; elle ne tient le reste du monde que par des liens faciles, mais fragiles, des liaisons maritimes : elle est une *thalassocratie*.

I. L'Europe et le monde en 1914.

1. L'Europe domine le monde : En ce début du XXe siècle qui prolonge, sans rupture visible, l'euphorie matérielle de la fin du XIXe siècle, l'Europe pense encore dominer et tenir le Monde.

Par des conquêtes multiples, par une pénétration économique quasi universelle, elle a favorisé l'éveil, à son profit, de bien des régions du monde; les « Bourgeois conquérants » d'Occident y ont puisé à pleines mains tout ce que réclamaient les nouvelles industries, source de leur puissance, de leur richesse et de leur optimisme; ils y vendent les produits fabriqués, en série déjà, et leur concurrence tue, au loin, l'artisanat local. Avec un bonheur inégal, les marchandises et les marchands britanniques, allemands, français, néerlandais ont pénétré dans ces pays lointains d'Amérique du Sud ou d'Extrême-Orient que la navigation à vapeur rend de plus en plus accessibles.

Cette pénétration économique revêt mille formes : les Empires coloniaux se sont encore étendus, mais depuis la fin du XIXe siècle, la pénurie de terres « vacantes » et l'extrême concurrence (l'opposition franco-allemande à propos du Maroc, par exemple) rendent l'acquisition de nouvelles colonies à peu près impossible.

Le « partage du monde » semble achevé, ce qui le rend d'autant plus contestable aux yeux des nations tard venues et pauvrement servies, comme l'Italie, l'Allemagne, le Japon.

Puisque l'acquisition de terres coloniales nouvelles risque de provoquer des conflits très vifs, voire un incendie général, les États, à la suite de leurs commerçants et de leurs hommes d'affaires, ont adopté peu à peu une autre forme de pénétration non moins efficace : celle pratiquée en Chine depuis la fin du XIXe siècle, qui laisse en principe subsister l'indépendance d'un État fantôme, cependant aménagé et exploité du dehors à peu près comme le sont les colonies : les Européens, ou, en Chine de Fu-Kien, les Japonais, y drainent les produits qui intéressent leurs industries; méthodiquement ils y introduisent les cultures qui leur sont nécessaires, construisent chemins de fer et ports en vue de leur propre et seul avantage.

De cette domination économique stricte, durement conduite, les exemples sont innombrables, de la Chine dépecée systématiquement (à partir des « Traités inégaux »), jusqu'au Brésil, ou bien à la République Argentine — où la Grande-Bretagne construit le réseau ferré et installe ses frigorifiques, ses compagnies de navigation et tout le réseau de ses banques.

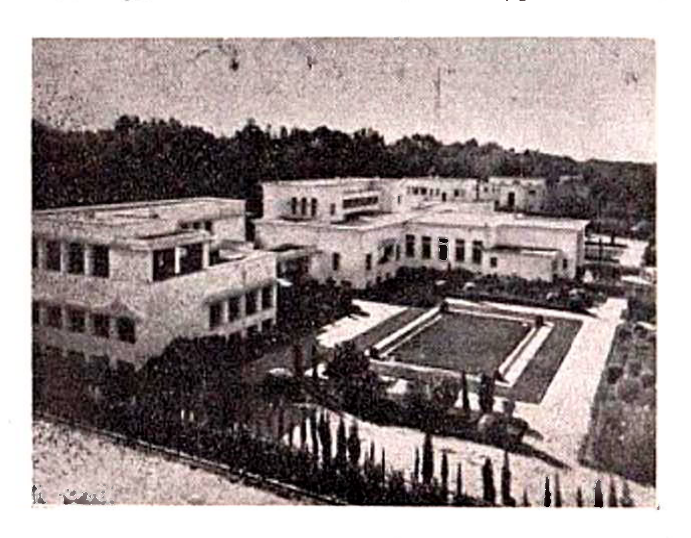
Cependant deux nations ont échappé à cette mainmise générale et font figure d'exception, et déjà de grandes, voire de très grandes puissances économiques : les États-Unis et le Japon.

Si l'on « pardonne » aux États-Unis d'avoir supplanté la Grande-Bretagne et d'être indéniablement déjà les plus gros producteurs industriels du monde, l'essor du Japon, par contre, inquiète et irrite : les Japonais ne sont pas des Anglo-Saxons, pas même des Blancs. Ils viennent d'affirmer leur force neuve de façon éblouissante contre les Russes (Guerre russo-japonaise de 1904-1905) et ont fort mal accepté que les puissances blanches, y compris leurs alliés britanniques (alliance de 1902) aient arrêté leur conquête de la Mandchourie chinoise (traité de Portsmouth, États-Unis, 1905) : le Japon n'est pas encore tout à fait maître de ses mouvements.

La vieille Europe, malgré la nouvelle puissance économique des États-Unis, ou la croissance inattendue du Japon, continue à se sentir le vrai



L'Europe éducatrice.
1. Une église au Pérou. 2. L'Institut d'hygiène à Rabat.



centre d'un monde qu'elle a conscience de dominer de toute son expérience, de toute sa puissance multiple, marchande et financière, solidement implantée, et que les premières tentatives impérialistes des États-Unis (contre l'Espagne) ou du Japon (contre la Russie) n'ont guère troublée, encore moins ébranlée. Elle se sent sûre aussi de son intelligence, de ses possibilités de création technique : si le téléphone est américain, l'automobile, l'avion, le cinéma, appelés à bouleverser la vie quotidienne, sont ses inventions authentiques qu'elle distribue au reste du monde.

Pas davantage, les Européens ne s'inquiètent de l'apparition çà et là (en Inde, en Tunisie) ou de la renaissance (en Égypte) de mouvements nationalistes, certes encore bien timides, modérés et dont l'objectif semble être, tout au plus, l'accession des élites « indigènes » à la direction des affaires strictement locales. Encore, pour certains Européens, s'agit-il là de revendications excessives, dues seulement à des « erreurs » de colonisation et qu'il importe de rectifier au plus vite.

2. L'Europe éduque le monde : L'effort de pénétration, de colonisation ne se restreint nullement au seul domaine économique; les Européens réalisent aussi, le voulant ou non, une œuvre considérable d'éducation et de « diffusion » de biens culturels.

Partout, en Afrique, en Asie, les missionnaires essaient d'apporter aux peuples colonisés ou dominés les biens spirituels tels que l'Europe les conçoit. A défaut de conversions massives au christianisme, ils tentent, au moins, de « préparer le terrain », de donner aux individus le sens de leur dignité; ils cherchent à « élever leur niveau moral », selon les normes européennes, bien sûr, et de ce fait, ils détruisent les cadres des sociétés traditionnelles, préparent, inconsciemment, l'apparition et le développement de ces mouvements nationalistes qui profitent du caractère ambigu d'une expansion qui se veut, à la fois, éducatrice et dominante.

Éducatrice, elle l'est à plusieurs titres. Développé ou sommaire, jamais inexistant, particulièrement en avance dans le domaine colonial français, l'enseignement a établi partout ses réseaux et ses services. Ainsi à Alger, les Écoles Supérieures ont été transformées en Université en 1904. Cet enseignement n'a atteint évidemment, au plus, qu'un pourcentage réduit des enfants; il a cependant formé un nombre appréciable de médecins, d'avocats, d'administrateurs et parfois quelques ingénieurs.

Par ses missions catholiques ou protestantes, par ses professeurs détachés à l'étranger, l'Europe a instruit ces peuples qu'elle a, à la fois, exploités, guidés et souvent aimés. Et souvent elle a agi par l'exemple. Les entreprises européennes ont servi de modèles, plus ou moins imités, il est vrai : des villes coloniales ont été construites à l'occidentale, des administrateurs, des médecins, des officiers européens ont été des instructeurs au sens plein du mot. Et les historiens occidentaux ont recréé de toutes pièces l'histoire ensevelie de ces peuples, inattentifs à un passé qu'ils considèrent aujourd'hui comme un patrimoine et une raison d'être!

Sur le plan politique, nul doute non plus : l'Europe a servi de modèle aux nationalistes et aux nationalismes qui vont bientôt, plus tôt qu'on ne le pensait en 1914, se dresser contre elle, au nom même de ses principes, de son enseignement.

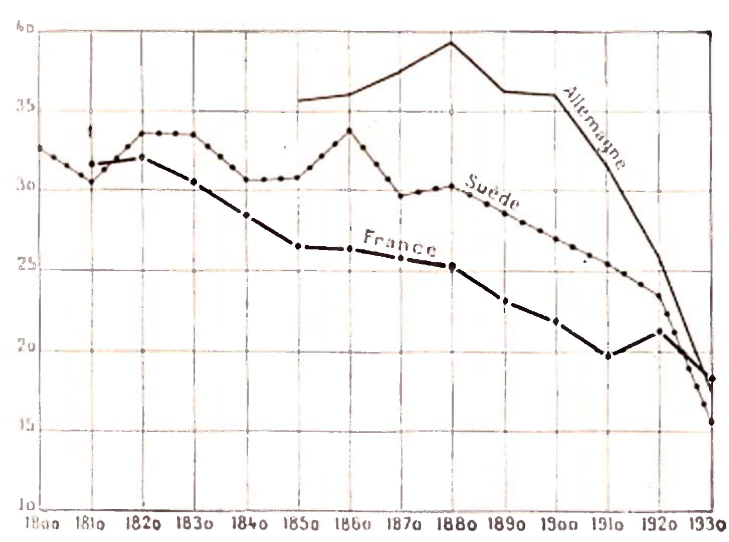
Mais en 1914, le problème des nationalismes d'outre-mer, en pays colonisé, directement ou non, se pose à peine. Il ne pèse guère encore sur l'actualité du monde, qui a bien d'autres soucis et préoccupations non sans raison apparente.

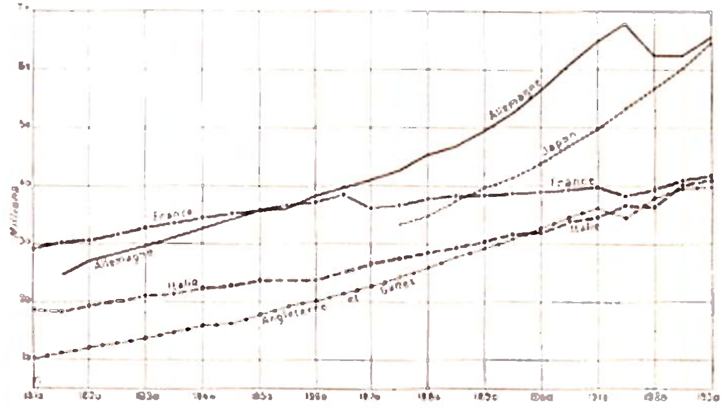
3. La montée du nombre des hommes : L'accroissement démographique du monde devient un problème urgent; on pourrait soutenir qu'il domine tout.

En 1878, on estimait la population mondiale à 1 440 millions d'individus; en 1914, à 1 650 millions. De cet essor, l'Europe semble être la grande responsable : avec ses diverses formes d'exploitation économique, elle a apporté, enseigné des techniques médicales nouvelles, permis des progrès sensibles de l'hygiène. Lentement, les peuples que nous appellerions aujourd'hui sous-développés en ont bénéficié : les épidémies les plus meurtrières sont enrayées, les maladies endémiques atténuées, les famines circonscrites, combattues souvent avec efficacité; le blé, le riz circulent. Grâce à quoi l'Asie, vers 1914, atteint, estime-t-on, le chiffre énorme de 800 millions d'habitants (il est vrai, l'actuelle population de la Chine seule). La population africaine, par contre, ne semble pas avoir beaucoup augmenté (100 ou 150 millions, mais rien ne prouve l'exactitude de ces chiffres). La raison de cette stagnation est simple : la pénétration européenne reste partielle, la diffusion des méthodes médicales et de l'hygiène lente, limitée.

En proie, eux aussi, à la crue démographique générale, les Européens ont émigré largement, massivement : on estime à 11 ou 12 millions le nombre des départs définitifs d'Europe, entre 1900 et 1913. Bien sûr, les partants ont leurs préférences; paysans (le plus grand nombre), ils vont vers les régions où subsistent des terres vacantes, sous un climat à peu près identique à celui qu'ils abandonnent. Le flux des émigrants se dirige avant tout, vers l'Amérique. L'accélération de la navigation maritime permet aussi d'aller chercher fortune dans les régions jusque-là à peu près vides de l'hémisphère Sud (Brésil, Argentine, Australie). Le navire à vapeur, à coque de fer et à l'hélice, le *steamer*, a pris possession de l'Atlantique Nord dès le milieu du XIXe siècle; il prend possession de l'Atlantique Sud avec cinquante ans de retard, si bien qu'en 1914 encore bien des voiliers mouillent, dans la rade d'Alger, à Gibraltar, dans les ports du continent Sud-américain qui se transforment (Bahia, Santos, Rosario...).

Tous ces pays en voie de peuplement ou à peine touchés par l'apport européen semblent encore en 1914, de simples annexes, des dépendances du continent qui les a « découverts », au vrai des pays mineurs. Les Européens s'en disputent la possession ou l'exploitation comme si, seuls, ils pouvaient décider de leur sort (ce qui est encore à peu près vrai), et qu'ils en étaient les maîtres, les propriétaires.





1. **La baisse de la natalité (‰).**

2. **La montée démographique.**

II. Les rivalités européennes.

L'Europe qui unit le monde est fort loin d'être unie elle-même. Ses divisions et ses craintes perpétuelles la menacent du dedans.

L'acquisition de colonies, la pénétration de pays neufs par les puissances européennes ont été très inégales, il y a les nantis et les autres. Et déjà, hors d'Europe, les affrontements sont nombreux qui, au cours des dernières décennies, ont terriblement mis la paix en danger. Les crises marocaines de 1905 et 1911 ont été sur le point de rallumer une guerre franco-allemande.

1. Les enjeux coloniaux et économiques : Assez logiquement ces décisifs problèmes coloniaux ont commandé le progressif groupement politique des États européens.

Les accords franco-anglais de 1904 et anglo-russe de 1907 sont, pour l'essentiel, des règlements de contentieux colonial; il est remarquable que seuls aient abouti les pourparlers entre puissances possédant de vastes territoires coloniaux, capables de se faire des concessions réciproques. Par contre, le projet de règlement des questions coloniales pendantes entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne ne peut aboutir. L'une a tout à demander, l'autre aurait tout à donner, ou à céder. L'habileté des diplomates n'y peut rien changer.

La pénétration économique réalisée par les États européens est fonction de leur puissance financière et, de ce point de vue encore, la position des « vieilles » métropoles, de la Grande-Bretagne en particulier, reste dominante. Parmi les puissances « neuves », l'Allemagne seule parvient, et assez vite, à une solidité financière relative (en 1911, Caillaux réussit au moment d'Agadir à bousculer la Bourse de Berlin). Cette solidité, en tout cas, lui permet d'installer des bases économiques dans des pays encore non-développés. Elle s'est orientée ainsi avec succès vers l'Empire Ottoman (la *Bagdadbahn*, le chemin de fer de Bagdad), la Chine, le Brésil; cependant partout, et même là, elle se heurte aux positions anciennes, plus solides que les siennes, ou aux « sphères d'influence » de la Grande-Bretagne.

Ces deux puissances, Allemagne et Grande-Bretagne, sont, en 1914, en pleine compétition. Si la « première place », du point de vue économique, a été enlevée par les États-Unis, les deux grandes puissances industrielles d'Europe se disputent âprement la seconde; la Grande-Bretagne est déjà distancée par l'énorme croissance de l'Allemagne dont les industries chimiques, métallurgiques, mécaniques, plus récentes que leurs rivales britanniques, produisent davantage, à meilleur compte et déversent leur fabrication sur tous les marchés, y compris celui de Londres.

Même dans le domaine où la Grande-Bretagne s'était habituée à être l'incontestable reine du monde, la marine, elle se sent dès lors moins sûre; sans doute, la flotte commerciale britannique demeure-t-elle la plus importante (12 millions de tonneaux contre 3 à l'Allemagne), mais la marine de guerre allemande s'est considérablement accrue depuis le règne de Guillaume II (« notre avenir est sur l'eau ») et c'est justement à cet aspect de la rivalité anglo-allemande qu'il faut attribuer l'échec des pourparlers qui, en 1913 et en mai 1914, avaient réussi sur certains points (prolongement de la *Bagdadbahn*, en particulier) et auraient dû, dans l'esprit de leurs initiateurs, être parallèles aux accords de 1904 et 1907, signés avec la France et la Russie.

Distancées, les autres puissances, la France en tête, continuent, à des rythmes plus ou moins vifs, leur évolution. L'industrialisation de la Russie, passablement anarchique, qui se trouve pour une bonne part entre les mains de capitalistes étrangers (français notamment), ne doit pas être sous-estimée, pas plus que les efforts faits dans l'Empire austro-hongrois et les belles réalisations de petits pays, surtout la Suisse et la Belgique.

Par contre, l'Italie est quelque peu écrasée par un problème démographique d'autant plus malaisé à résoudre que les industries se développent dans le Nord, alors que les provinces méridionales sont, de beaucoup, les plus peuplées et les plus pauvres.

2. Population et économie : Malgré l'émigration importante, entre 1900 et 1913, la population européenne s'est considérablement accrue.

Elle passe de 400 à 452 millions. Cet accroissement est sensible dans tous les pays, la France exceptée, et contribue pour une large part, à aggraver les tensions au-dedans et au dehors.

La nécessité de créer des emplois impose partout, sauf en France, une expansion économique qui, alors, ne peut guère se faire que dans l'industrie

et le commerce, l'agriculture étant, en quelque sorte, saturée, peu « élastique » et l'exode rural un phénomène quasi général. Donc il faut produire et vendre davantage, alors que les marchés se saturent, que la concurrence se fait âpre, que la surproduction menace, avec les crises et leur cortège de chômage, de misères et de revendications : les souvenirs de la grande crise des années 1880 ne sont pas encore effacés.

Pour éviter de telles difficultés, dans une Allemagne d'autant plus menacée que son essor démographique est plus grand, sa croissance plus vive, sa production plus importante, ses réserves financières moindres, ses débouchés extérieurs (colonies ou sphères d'influence) plus resserrés, le gouvernement contrôle, anime la vie économique et passe d'importantes commandes d'armement qui, tout en maintenant le rythme de la production, évitent des difficultés intérieures et renforcent la puissance du pays à l'extérieur. Le jeu permet de peser plus fortement pour obtenir des débouchés plus larges, soutenir des épreuves de force (Kraft-proben). Par là, d'ailleurs, les dirigeants allemands retrouvent encore les traditions militaires prusiennes, toujours vivaces.

3. La course aux armements et les tensions diplomatiques : L'accroissement du potentiel militaire allemand (proposé au Reichstag, en janvier, et voté, en juillet 1913) provoque, dans toute l'Europe, des mesures identiques : loi militaire française dite « des trois ans », en août 1913; décision du Conseil russe, à la fin de 1913.

Même les petits États, comme les Pays-Bas ou la Belgique, sentent la nécessité d'accroître leur puissance militaire.

Comme toujours, cette course aux armements, cette montée de dépenses improductives, ne résolvent pas le vrai problème : si les difficultés industrielles sont un temps, estompées, les finances, elles, sont de plus en plus obérées et menacées, les rivalités internationales s'en trouvent exaspérées.

Cet aspect économique des rivalités européennes dresse surtout la Grande-Bretagne contre l'Allemagne; dans une moindre mesure, des problèmes de débouchés, de marchés font que les rapports entre la France et l'Allemagne, l'Italie et l'Empire austro-hongrois (rives orientales de l'Adriatique) ou les relations entre la Russie et l'Empire ottoman sont, parfois, assez difficiles.

A tout cela s'ajoute, enfin, le lourd héritage des grands problèmes internationaux, issus du XIXᵉ siècle finissant. Le passif est très lourd qui porte sur des possessions ou annexions contestées : l'Alsace-Lorraine qui dramatise sans fin les rapports franco-allemands, le Trentin et le Tyrol qui compliquent les relations entre l'Italie et l'Empire austro-hongrois, la Bosnie-Herzégovine qui oppose la Serbie à ce même Empire; toujours, la poussée de la Russie vers la mer libre se heurte au *Drang nach Osten* des Empires Centraux.

Ces problèmes, ces difficultés, ces tensions créent une lourde inquiétude dans une Europe en pleine croissance, riche en travail : elle éclate par excès de population, de production industrielle, de force.

Grâce à l'essor démographique, les industries ont une main-d'œuvre importante, à bon marché, encore docile; les divers gouvernements disposent de considérables réserves d'hommes à mobiliser; les remarquables progrès techniques ont permis un armement si puissant (pense-t-on) qu'une guerre ne saurait durer longtemps. L'instrument semble si parfait qu'il est à la fois insensé et tentant de l'utiliser.

« Tous ces nouveaux engins de destruction, beaucoup plus efficaces que les anciens, ont bouleversé les conditions de la guerre. Les anciennes villes fortes, incapables de résister, ont perdu leur rôle militaire pour la défense des frontières; on ne compte plus que sur les camps retranchés...

Aucune expérience n'a permis de se rendre compte des effets de cette révolution dans l'art militaire; les hommes de métier eux-mêmes ne se représentent pas ce que serait une guerre entre deux grandes nations européennes. Mais l'image qu'on s'en fait est si effrayante qu'elle suffit à empêcher tous les gouvernements d'en prendre la responsabilité.

Les progrès de l'art de la guerre ont rendu la guerre si odieuse que personne n'ose plus la faire. La chimie des explosifs aboutit à consolider la paix. »

Cette « utilisation » des armes est un objet de méditations, de discussions, d'élaborations précises.

Deux blocs, deux groupes de puissances aux intérêts, aux enthousiasmes contradictoires s'affrontent, en une guerre froide comme nous dirions aujourd'hui, en une « paix armée » comme l'on disait alors.

En 1914, ces deux blocs, anciens déjà, ne semblent pas d'une solidité à toute épreuve et tel partenaire des uns est sollicité sans vergogne par les autres, et réciproquement.

III. La veillée d'armes.

1. Les combinaisons diplomatiques.

Si l'Allemagne essaie de s'entendre avec la Grande-Bretagne, la France a, dès 1902, signé un accord avec l'Italie et la soutient, moralement du moins, dans son opposition à l'Autriche-Hongrie. Quant à la Russie, périodiquement, Guillaume II tente de renouer avec le tsar Nicolas II une amitié d'enfance mais, périodiquement, le Conseil du tsar le ramène à l'alliance française.

Ces hésitations, plus spectaculaires dans la Triple Entente (France, Russie, Grande-Bretagne) sont plus profondes, plus graves pour la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) car les intérêts italiens et austro-hongrois sont par trop divergents, en Adriatique comme sur la frontière des Alpes ou au regard des relations avec les pays balkaniques, si importantes pour les gouvernements de Vienne, de Budapest et de Rome.

En outre, les grandes puissances étendent le réseau de leurs alliances aux petits États engagés dans la clientèle de l'un ou de l'autre des « grands ». Cela, surtout en Europe balkanique où l'effervescence ne cesse guère et où s'affrontent des protecteurs jamais désintéressés. Sur ce vaste échiquier ce sont les petites pièces qui bougent, ou que l'on bouge, avec le plus de facilité.

Les Empires Centraux soutiennent les revendications bulgares et, depuis les dernières années du XIXe siècle, s'intéressent de fort près à ce qui se passe dans l'Empire ottoman; cependant la Roumanie, qui leur avait été liée jusqu'en 1913, les a abandonnés pour rejoindre la Serbie, de tout temps protégée de la Russie (parce qu'hostile à sa voisine l'Autriche-Hongrie).

2. Les risques : Ces garanties que chacun des États a multipliées, ce jeu compliqué des alliances risquent, à chaque difficulté, de provoquer l'incendie, de conduire à la catastrophe.

Le gouvernement français a alors le sentiment d'une navigation difficile au milieu d'écueils et de périls. Les voyages du président Poincaré (élu en décembre 1913) en Angleterre et en Russie prouvent que la République Française s'emploie à retenir la Russie, et à entraîner franchement l'Angleterre. En France encore l'inquiétude de l'opinion publique est profonde, car rien n'est plus faux que l'image que l'on se fit plus tard de la douceur de vivre avant 1914; tous les hommes jeunes ont tenu prêts, comme nous dit l'un d'eux, leurs souliers de marche, dans l'attente de la mobilisation...

Il a fallu, en 1913, que l'Allemagne se montre très modérée, voire réticente, pour que le gouvernement de Vienne ne vole pas au secours de la Turquie d'abord, puis de la Bulgarie lors des guerres balkaniques. Mais depuis l'automne 1913, le gouvernement allemand prend des mesures militaires qui renforcent sa position, parce que la défection de la Roumanie apparaît aux Empires Centraux comme un signe inquiétant. A son tour, c'est un signe inquiétant pour les autres que cette parade, il en résulte une augmentation nouvelle des tensions existantes.

La situation dans les Balkans qui restent une poudrière, n'a nullement été éclaircie ou apaisée par le traité de Bucarest (août 1913); la progression de la Serbie, l'attrait que représente pour trop de sujets de la Monarchie dualiste ce petit royaume plein de vie et d'élan, sont des causes nouvelles d'inquiétude pour le gouvernement autrichien, qui entend être respecté et protégé, d'autant plus que sa position intérieure est très menacée.

D'autre part, les Serbes semblent décidés à tirer le plus grand profit des deux guerres balkaniques, au cours desquelles ils viennent de triompher; le succès est mauvais conseiller et leur propagande s'intensifie en Bosnie-Herzégovine où, d'ailleurs, jamais la domination autrichienne n'avait été sincèrement admise. C'est là justement que le drame va commencer.

3. L'attentat de Sarajevo et ses suites : Le 28 juin 1914, l'attentat de Sarajevo contre l'Archiduc héritier François-Ferdinand et son épouse, échoue, une première fois, puis réussit, une seconde fois.

Après un mois d'attente, l'Autriche-Hongrie envoie un ultimatum à la Serbie (23 juillet). Déjà les États-Majors ont préparé, étudié les mesures à prendre dans l'immédiat; les préparatifs de mobilisation sont amorcés. Guillaume II, dès l'automne 1913, est « prêt à tirer l'épée, si c'est

nécessaire »; et le Ministre de la guerre autrichien, arguant que : « L'équilibre des forces se déplace contre nous », pousse à la guerre, même si la Russie devait y participer.

Or, la Russie, elle aussi, songe à la guerre, pour défendre la Serbie, bien sûr, pour préserver aussi le libre passage des Détroits qu'elle estime menacé par l'emprise allemande sur l'Empire ottoman; le Conseil du Tsar en vient à trouver qu' « une pression directe... peut devenir nécessaire ».

Les puissances occidentales et les États-Unis essaient d'arrêter la machine infernale; elle est déjà en mouvement; par le jeu automatique des alliances, l'Europe est plongée, en quelques jours, dans une guerre généralisée.

L'acceptation par la Serbie, le 25 juillet, de la presque totalité de l'ultimatum, est jugée insuffisante par Vienne : Belgrade est bombardée le 28. Or dès le 25, l'énorme, la lente machine de guerre russe s'est mise en branle, pour protéger la petite Serbie; le 29, lorsque le bombardement de Belgrade est connu, le gouvernement russe décrète une mobilisation partielle qui serait inefficace, puisque l'armée russe est en pleine réorganisation (réorganisation qui devait s'achever en 1917); aussi, le 30 juillet, la Russie décrète-t-elle la mobilisation générale. De ce fait, l'Allemagne se croit obligée d'agir. *Ses plans militaires l'y obligent qui tablent sur la rapidité des attaques que ses armées doivent conduire. Il lui faut surprendre les autres, pour ne pas être surprise elle-même. Elle craint par dessus tout que la force russe ne soit mise en place sur ses frontières. Il lui faut gagner de vitesse la lente mobilisation russe, sinon elle serait prise dans cette guerre sur deux fronts (le Zweifrontenkrieg) que redoutent ses stratèges et son opinion. La mobilisation russe, le 25, a décidé de la guerre.*

Logique avec ses craintes et ses plans, l'Allemagne fit échouer les dernières tentatives de médiation (conférence à Quatre : Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie — proposée par la Grande-Bretagne le 27); elle se déclare décidée à remplir ses engagements à l'égard de l'Autriche-Hongrie et, le 31, envoie un double ultimatum : à la Russie pour exiger l'arrêt de sa mobilisation; à la France pour obtenir une déclaration formelle de neutralité.

Aux refus opposés le 1er août, l'Allemagne répond par la déclaration de guerre à la Russie, après avoir décrété la mobilisation générale; à peu près à la même heure, un ordre identique est donné par la France; le 3 août, la guerre est déclarée à la France.

Les ambitions militaires allemandes étaient connues. Von der Goltz les avait exposées en 1912 dans un ouvrage intitulé *Deutschland und der nächste Krieg* et le général Von Bernhardi les avait résumées dans son ouvrage *Von Heutigen Kriege*, la guerre actuelle, t. II, p. 74 :

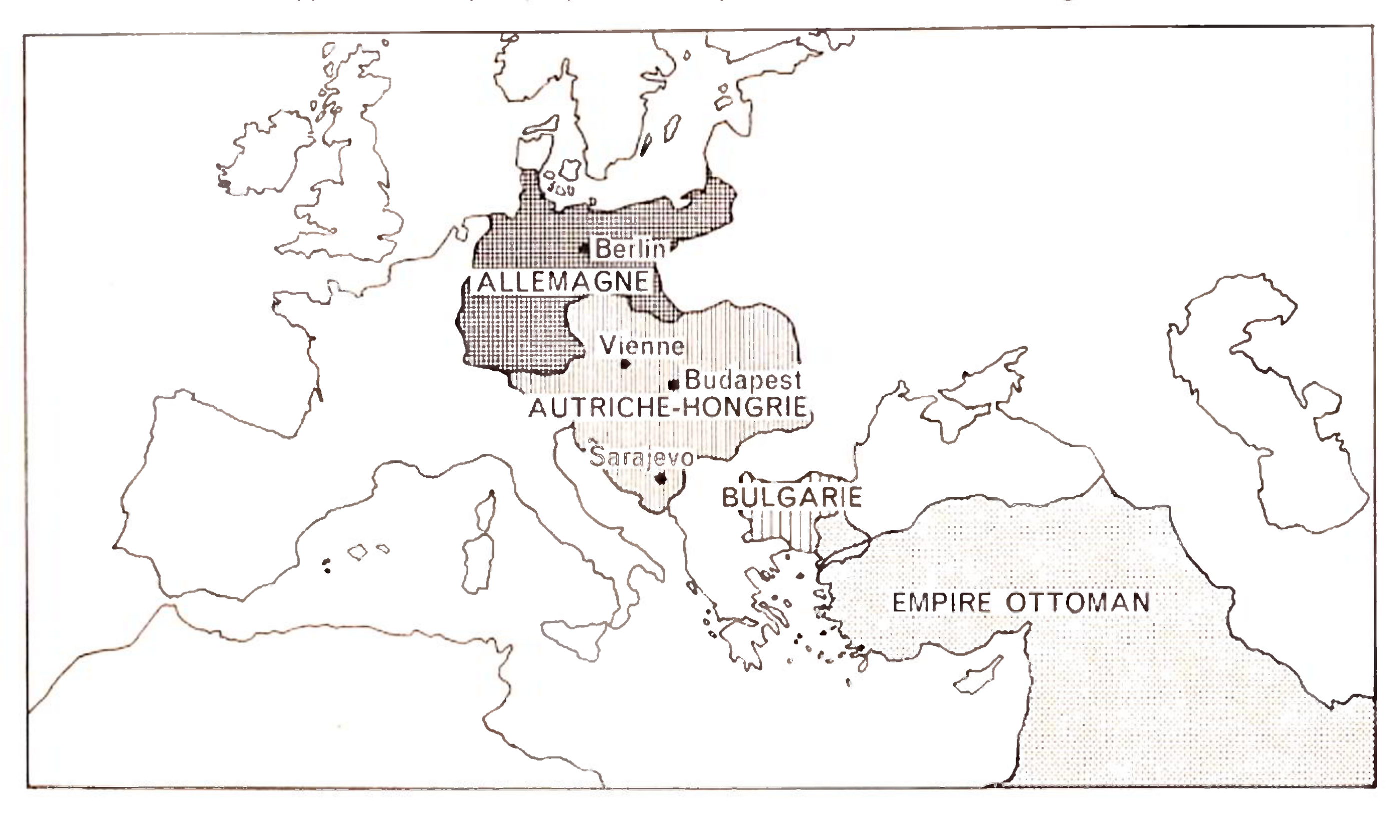
« Si l'Allemagne avait à soutenir une double guerre contre la France et la Russie, il serait désirable, au point de vue politique, de porter d'abord un coup aussi foudroyant que possible à la France dont l'hostilité contre nous serait assurément plus acharnée que celle de la Russie. On aboutit aux mêmes conclusions si l'on considère que la France sera beaucoup plus vite prête que la Russie où la mobilisation et la concentration demandent beaucoup plus de temps : on peut espérer battre les Français avant que les Russes soient à craindre. On peut considérer aussi qu'une victoire rapide sur la France paralyserait aussitôt le commandement russe et aurait un effet rafraîchissant sur l'Angleterre, qui peut-être n'inclinerait pas à prendre parti pour les Français. »

Chez les Alliés, toute une fraction de l'opinion rejetait l'idée d'une guerre. En Angleterre, « l'attitude d'une grande partie des Libéraux était encore incertaine. Beaucoup d'entre eux condamnaient toutes les guerres (ou presque toutes) comme criminelles; un plus grand nombre soutenaient que le Foreign Office avait des préjugés contre l'Allemagne; ils avaient en horreur de combattre pour défendre l'équilibre européen ou pour rendre plus forte la Russie, puissance considérée comme moins civilisée que l'Allemagne et qui était l'ennemi historique de l'Empire britannique dans l'Inde. Les protestations contre l'abandon de sa neutralité par la Grande-Bretagne se remarquaient surtout dans le *Manchester Guardian* et le *Daily News*, et des manifestes dans le même but étaient publiés par divers groupes de personnages importants : les évêques de Lincoln et de Hereford, le Comité britannique pour la neutralité, etc. Un groupe de savants, appartenant en général à l'Université de Cambridge, déclara que la guerre contre l'Allemagne dans l'intérêt de la Russie et de la Serbie, serait « un péché contre la civilisation », et le *Labour Leader* appela « les ouvriers syndiqués » à manifester partout contre la guerre. »

L'Italie reconnaissant « le caractère agressif du conflit » refuse de se ranger aux côtés des Empires Centraux, ses alliés (et, de ce fait, l'appui de l'Italie va être l'objet de sérieux marchandages); à Londres, la Chambre des Communes a voté, dès le 2 août, les crédits nécessaires à l'application des accords maritimes franco-anglais, et, le 4 août, après la violation, par l'Allemagne, de la neutralité belge, la Grande-Bretagne déclare la guerre à son tour.

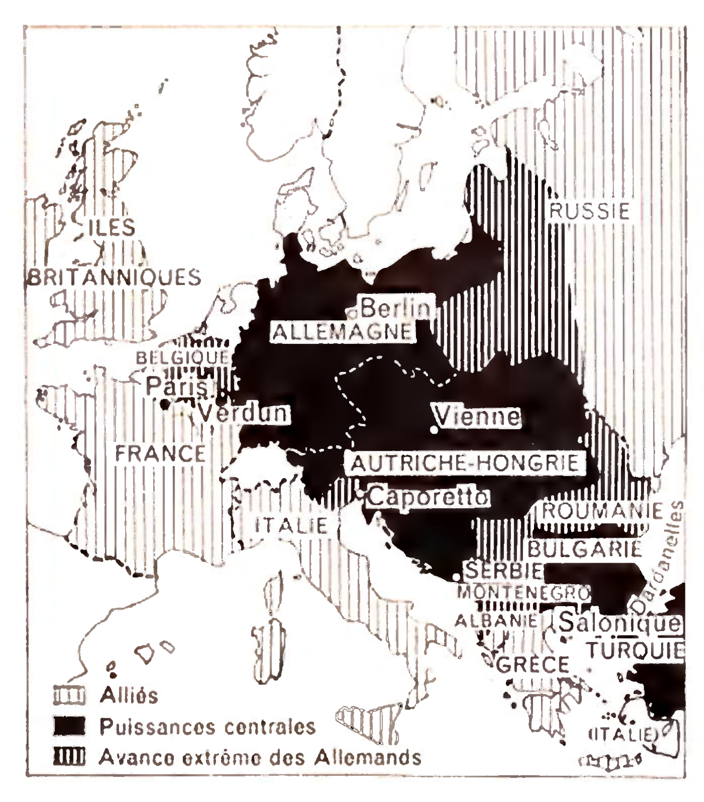
1. Les « puissances centrales » et leurs alliés.

Les Empires centraux, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, obtinrent en 1914 l'appui de la Turquie (Empire Ottoman) et, en 1915, celui de la Bulgarie.



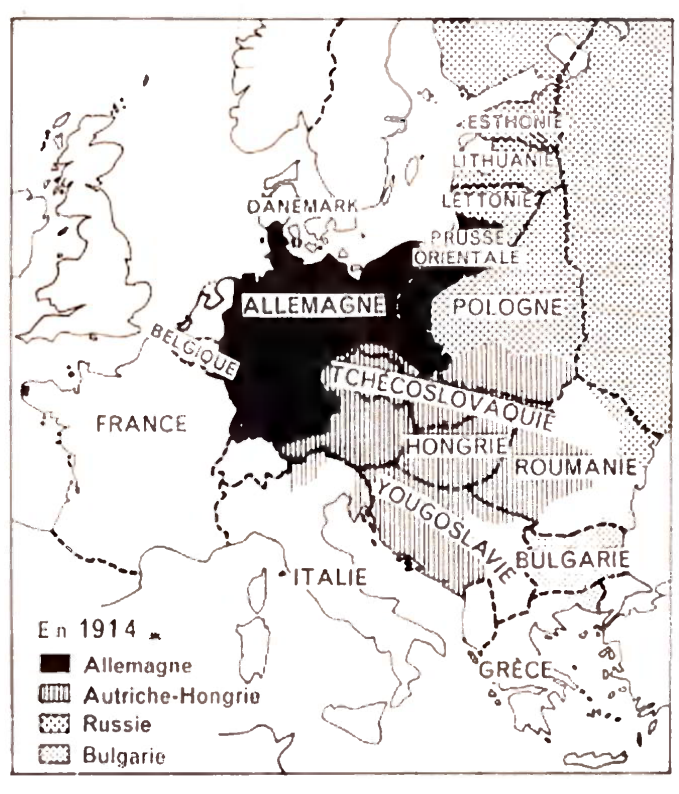
2. La guerre.

En 1915, l'Italie se range aux côtés des Alliés mais en dépit de la résistance de la Serbie et de l'alliance de la Roumanie (1916), les Empires centraux tiennent l'Europe de la Baltique à la Mer Noire.



3. Le bilan de la guerre.

Modification des frontières et naissance d'États nouveaux : Pologne, Tchécoslovaquie et Yougoslavie; Lithuanie, Lettonie, Esthonie, Finlande; U. R. S. S.



LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE (1914-1918)

La Première Guerre Mondiale a été un drame aux dimensions du monde. Le problème n'est pas seulement d'en reconstituer l'enchaînement mais d'en ressaisir l'atmosphère, d'en comprendre les tragiques lenteurs, d'en voir, tout à la fois, les grandeurs, les souffrances héroïques (de part et d'autre), les ravages, les inutilités aussi. Plus que les autres témoins et acteurs, plus que les historiens, les romanciers ont su évoquer avec exactitude cette immense peine des hommes. Le premier en date de ces romans bouleversants, *Le Feu* de Henri Barbusse, paru en 1916, obtenait alors le *Prix Goncourt*. Il fut accueilli par de violentes protestations. En cette année — celle de Verdun — la guerre continuait encore, avec ses exigences, ses impératifs, ses aveuglements nécessaires.

I. La guerre de mouvement (août-novembre 1914).

1. Les opinions publiques au service de la bonne cause : Au 4 août 1914, Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Russie, Grande-Bretagne, sans compter la Serbie et la Belgique, sont en guerre.

A part quelques esprits lucides, comme Lord Kitchener, tous, gouvernants et gouvernés, estiment que le conflit sera court : six à sept semaines, au plus. Avec la puissance de feu des « armes modernes », il est impossible, pense-t-on, que dure une guerre qui doit être, de toute évidence, terriblement meurtrière.

Dans la perspective d'une guerre forcément courte, d'une sorte de cataclysme brutal, la vie des nations et des peuples se trouve aussitôt suspendue; les affiches blanches de la mobilisation ont littéralement arrêté la vie de chaque jour. Les hommes partis, les usines ont fermé, voilà les non-mobilisés sans travail du jour au lendemain (en Allemagne, de juillet à fin août, le chômage passe de 3 à 25 % de la population ouvrière, en France, de 4,5 à 43 %). Les chemins de fer sont réquisitionnés pour le transport exclusif de troupes et de matériel. Seules, les campagnes connaissent une activité réduite : femmes, enfants, hommes trop âgés pour être mobilisés, achèvent les travaux des champs.

Alors chacun vit « suspendu » aux nouvelles, aux journaux, au « communiqué » affiché chaque soir... Partout la presse unanime soutient la juste cause, partout (dans les Empires Centraux comme chez les Puissances de l'Entente) se réalise cette « Union sacrée » qui, avant la guerre, eût semblé impossible.

En France, malgré l'assassinat de Jean Jaurès (31 juillet 1914) et l'émotion immense que provoque la disparition du grand orateur socialiste, l'union nationale s'affirme unanime : tous les Français approuvent le message du Président de la République, Raymond Poincaré : « La France... sera héroïquement défendue par tous ses fils dont rien ne brisera, devant l'ennemi, l'union sacrée... »; en Allemagne, le 4 août, les socialistes votent les crédits de guerre et Guillaume II proclame : « Derrière l'armée et la flotte se tient tout le peuple allemand, uni comme un seul homme. »

Aux déclarations gouvernementales répondent et le courage des mobilisés, et la ferveur des foules sur le passage des convois en route vers le théâtre des combats, on va bientôt dire vers le *front*. Cet enthousiasme est celui de Charles Péguy...

Chaque peuple est profondément convaincu de la légitimité de sa défense, de la « lâcheté » de l'agression d'en face. Et, devant le péril, dans cette « vie suspendue » des premières semaines, toutes les oppositions parlementaires se taisent d'elles-mêmes; elles laissent aux dirigeants, souverains ou ministres, la charge de mener, au plus vite, la mobilisation nécessaire de toutes les forces. Seule compte la guerre.

L'unanimité pourtant n'est pas aussi complète qu'il y paraît : la France, seule, ne connaît pas d'inquiétude sur le plan de son unité nationale. Partout ailleurs, des minorités risquent de s'opposer à l'action commune : Alsaciens-Lorrains, Danois, Polonais, en Allemagne; Irlandais dans le Royaume-Uni; Slaves d'Autriche-Hongrie; innombrables nationalités soumises en Russie. Certes les gouvernements essaient de convaincre les récalcitrants, et, le plus souvent, ils emploient la manière forte pour maintenir, au moins apparente, la nécessaire « union sacrée ».

D'autre part, si partout les partis socialistes organisés, ont voté les crédits de guerre, leur attitude est en contradiction avec les décisions des congrès antérieurs de la Seconde Internationale. Toutefois, le gouvernement français n'eut pas à appliquer le méticuleux plan de mesures policières prévue à cet effet, pas plus que les ministres de Guillaume II ne furent appelés à employer « sans ménagement » la force contre d'éventuels grévistes. Seuls quelques isolés, impuissants, s'étonnaient avec l'anarchiste Victor Serge, emprisonné depuis longtemps : « Comment se faisait-il qu'il ne se trouvât pas, parmi toutes ces victimes, d'hommes assez courageux pour se jeter, « ennemis », les uns vers les autres en s'appelant « frères »!

2. *Les forces en présence : Dès le XIX[e] siècle, les puissances avaient constitué des armées nationales; seule la Grande-Bretagne qui n'avait guère envisagé une guerre continentale, a conservé le système du volontariat, et la Russie, trop étendue, mal équipée encore, ne peut appeler tous les hommes de chaque contingent.*

Les puissances centrales — *Allemagne*, *Autriche-Hongrie* — semblent, au départ, les plus favorisées : encerclées, elles ont à faire « front » de tous côtés, mais, plus solidement unies, elles ont entre elles des relations plus courtes donc plus faciles; il leur est possible, en outre, de transporter avec une rapidité relative les troupes d'un théâtre d'opérations à l'autre. Plus encore, leur puissance militaire s'affirme supérieure : les armées allemandes et austro-hongroises sont nombreuses, leur encadrement solide; en ce qui concerne l'armée allemande, sa puissance de feu (artillerie lourde en particulier) est incomparable. En outre, les Puissances Centrales ont de larges réserves humaines. Seules, les forces navales ne peuvent soutenir la comparaison avec celles des Franco-Britanniques, malgré les efforts considérables de l'Allemagne depuis 1890 et l'œuvre de l'Amiral von Tirpitz.

Les Puissances de l'Entente, *France*, *Grande-Bretagne*, *Russie*, *Belgique*, *en dehors de leur supériorité maritime*, *disposent d'une puissance coloniale qu'elles peuvent utiliser*. Il est vrai que dans l'hypothèse d'une guerre courte, la seule envisagée en 1914, ce prolongement d'outre-mer n'apparaît pas comme décisif. Bien sûr, les *Alliés* représentent un ensemble humain plus important que celui des Empires Centraux. Cependant, seule parmi eux, la France a établi le service militaire obligatoire, sa population n'est plus, à beaucoup près, la première du continent, et, si tous les hommes en état de porter les armes ont été mobilisés, pratiquement, il n'y a pas de réserves. Les Britanniques enrôlent des volontaires, mais l'improvisation de cette armée est lente. Quant à la Russie, si ses paysans manifestent un courage et une endurance rares, ils ne sont ni encadrés, ni vraiment armés.

Enfin, les Alliés ont de grandes difficultés à communiquer entre eux. Jamais, sans doute, la flotte allemande ne menaça sérieusement les relations franco-britanniques; par contre, la Russie, vite isolée, ne put recevoir le matériel qui lui manquait que par le port peu commode d'Arkangelsk (et l'unique voie ferrée d'Arkangelsk à Moscou fut aussitôt « saturée »), ou par l'interminable Transsibérien!

Enfin, si les États-Majors russe, français, anglais se sont concertés, s'ils ont établi des plans communs, ils n'ont confié à aucun organisme le soin de coordonner régulièrement leurs actions : les chefs alliés conservent une dangereuse autonomie de décision. A tel point que, fin août, alors que tout va au plus mal sur le « front occidental », le roi Albert de Belgique, décide de se cramponner au camp retranché d'Anvers, alors que le Maréchal French se propose de replier le corps expéditionnaire britannique derrière la Seine et que le général Joffre tente, avec obstination, le regroupement des forces françaises dans l'espoir d'arrêter le flot de l'envahisseur. Ainsi chacun agit à sa guise.

3. *Les opérations militaires d'août à novembre 1914 : Les plans de campagne sont prêts depuis longtemps. Dès 1900, sous la menace d'encerclement que représente, contre eux, l'alliance franco-russe, les dirigeants allemands ont mis au point un plan (le plan de Von Schlieffen) qui doit leur assurer une décision rapide.*

Vu les lenteurs de la mobilisation russe, le problème, en tout premier lieu, est « d'en finir avec la France », en cinq ou six semaines. Aussi bien la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg semble-t-elle indispensable : le risque calculé à l'avance (celui d'une intervention britannique) n'est pas absolument certain, pense même le Haut-Commandement allemand.

L'aile gauche française, surprise, doit être débordée, l'armée stationnée sur la frontière de l'Est prise à revers, et la France qui n'a pas de réserves mise hors de combat. Les forces allemandes doivent, alors, se retourner vers l'Est et déferler vers la Russie.

A ce plan, connu bien sûr, au moins en partie, les États-Majors franco-russes opposent une double riposte : attaques françaises sur les Vosges et dans l'Ardenne pour « démanteler » le dispositif allemand — rapide poussée russe, « dès le quatorzième jour de la mobilisation », avant même que les forces de l'immense Empire ne soient rassemblées, afin d'obliger, sans plus tarder, les Allemands à détendre leur poussée en direction de l'Ouest.

Ces calculs commandent les très rapides opérations des premières semaines, réalisation méticuleuse des plans prévus. Les Allemands pénètrent au Luxembourg, en Belgique, où d'ailleurs les ralentit la résistance héroïque de l'armée belge (Liège, Anvers), puis ils se heurtent bientôt à l'extrême pointe des armées franco-britanniques. L'élan allemand est cependant tel qu'il bouscule tout devant lui (défaite de Charleroi, 22-23 août); de même sont bloquées les offensives françaises de dégagement en Lorraine et à travers l'Ardenne (20-22 août). Fin août, les troupes allemandes déferlent librement vers le Sud, négligeant les ports de la mer du Nord et de la Manche, si grande est leur hâte, d'encercler l'armée française, d'en finir au plus vite avec elle. Rien ne compte en dehors de ce but essentiel. Ainsi se déroule un classique exercice de *Kriegsspiel*.

La riposte russe a cependant mieux réussi que l'offensive de Lorraine. Devant l'avance imprévue des Russes en Prusse Orientale, von Moltke, chef de l'État-Major allemand, dégarnit le théâtre occidental et se retourne contre l'avance russe, arrêtée à Tannenberg, 24-29 août.

Cependant, après un *très savant* regroupement des forces françaises, comptant aussi sur l'arrivée de renforts anglais plus nombreux, Joffre prépare la contre-attaque. Une série d'erreurs et de fausses manœuvres des allemands (laissant intact, à leur droite, le camp retranché de Paris, et se hâtant à l'excès de franchir la Marne), offre l'occasion attendue. L'ordre d'attaquer est donné, le 6 septembre au matin. Les soldats des deux camps, épuisés par ces premières semaines de marche et de combats ininterrompus, s'acharnent cependant, se cramponnent à leurs positions. Finalement, l'aile droite allemande est si menacée que le Haut Commandement donne l'ordre général de repli sur l'Aisne. Telle est la victoire de la Marne (6-13 septembre), qui sembla miraculeuse, doublée de celle du Grand-Couronné (autour de Nancy, 4-10 septembre), tandis que les Russes sont eux aussi, vainqueurs des Autrichiens à Lemberg (Galicie, 3-11 septembre).

Le plan allemand a donc échoué; von Falkenheyn qui a remplacé von Moltke à la tête des armées allemandes, essaie de déborder, de nouveau, l'armée alliée sur sa gauche et de reprendre le grand mouvement d'encerclement. De leur côté, les Alliés s'efforcent de rejoindre Albert de Belgique qui s'échappe d'Anvers et, par la même occasion, de déborder l'aile droite allemande. De la mi-septembre à la mi-novembre, les deux armées, cherchant ainsi à se gagner de vitesse, avancent vers le Nord. Les derniers combats, particulièrement meurtriers, de cette *course à la mer*, ont lieu en territoire belge, à l'embouchure de l'Yser, autour d'Ypres, ville martyre (17 novembre). Les Allemands n'ont pu atteindre leurs derniers objectifs : Dunkerque et Calais. Les relations franco-britaniques restent assurées et relativement faciles.

Fin novembre! La guerre, qui devait durer de six à sept semaines, dure déjà depuis plus de trois mois! Les grands mouvements de troupes sont alors terminés ou du moins suspendus à l'Ouest. La guerre rapide, que chacun prévoyait, n'a apporté la victoire à aucun des camps; la guerre longue, interminable, lui succède, que personne n'avait cru possible.



Le Kronprinz et son état major.

II. Les nouvelles perspectives.

Ainsi, la guerre, échappant aux prévisions des sages, s'est installée pour longtemps. Dès l'hiver 1914-1915, la guerre de position révèle ses nouvelles possibilités et son affreux visage.

1. Transformation de la guerre de mouvement en guerre de position.

D'elle-même, la guerre s'est modifiée. A mesure que les jours deviennent plus courts, les opérations moins mobiles, il faut rester sur les positions toujours chèrement acquises. Les combattants cherchent à s'abriter : un trou d'obus, un coin de fossé, une tranchée étroite, bientôt des abris : chacun s'enterre. Peu à peu, les combats se ralentissent encore. Le froid et la brume aidant, il faut aménager, relier entre eux ces abris provisoires qui, peu à peu, deviennent des systèmes complexes de fossés, creusés à environ deux mètres de profondeur, de part et d'autre d'un « no man's land » plus ou moins large, recouvert de réseaux de fil de fer barbelés, destinés à ralentir les éventuelles attaques et sous lesquels on imagine de creuser, en profondeur, les longs cheminements des mines et contre-mines.

En avant des tranchées, un parapet de sacs de



Les tranchées : Plan directeur d'un officier.

Quelques mètres seulement séparaient les tranchées allemandes des tranchées françaises. A travers ce réseau inextricable de lignes ennemies, certains tentaient de nouer des relations pacifiques (v. ci-contre).

sable protège à demi contre le tir d'en face. Près des tranchées, sous des amas de madriers et de terre, des « abris » sont aménagés pour permettre aux hommes de prendre quelques heures de repos, entre les guets interminables. Partout, une boue gluante, nauséabonde, colle aux souliers, aux vêtements, imprègne tout. Les lignes de tranchées sont reliées entre elles par des « boyaux » tortueux. A l'arrière, se trouvent les cuisines, les postes de commandement, l'artillerie lourde, de plus en plus puissante, chargée de démolir les fortifications adverses et de soutenir les attaques d'infanterie.

Une tactique nouvelle se fait jour peu à peu : il n'est plus question d'offensives brillantes, d'uniformes chamarrés, voyants; alors commence le règne de la boue, de l'uniforme terne qui se perd dans la grisaille des terres retournées et des roches à nu. Vie morne, lente d'ordinaire, avec l'orchestration ininterrompue ou presque, même en secteur calme, des rafales de mitrailleuses ou des éclatements des grenades à main; la nuit, une fusée éclairante tire brutalement de l'ombre, un instant, tel ou tel secteur du *no man's land*. En bruit de fond, le grondement de l'artillerie qu'on entend au loin, jusqu'à 20 ou 30 km vers les pays qu'habitent les civils.

De temps en temps, une attaque est décidée par l'un ou l'autre camp. En général, l'affaire débute par une longue et puissante « préparation d'artillerie » : le secteur attaqué est littéralement labouré par les obus, les réseaux de barbelés qui subsistent sont finalement cisaillés à la main; l'ordre d'attaque venu, les fantassins sortent des tranchées, bondissent derrière le « barrage roulant » d'obus qui les précède, ou devrait les précéder, et aussi vite que possible ils pénètrent dans ce qui fut les lignes adverses. Alors l'avance se fait de plus en plus lente, la « poche » créée par l'attaque d'ordinaire se rétrécit vers l'avant, et l'élan s'épuise devant les ripostes ennemies. Puis, le secteur se fige à nouveau, jusqu'à la prochaine attaque; on attend, interminablement, dans la boue et l'angoisse, avec un courage surhumain.

Cependant l'armement, les méthodes de combat, l'observation, le repérage, tout se perfectionne; aux ballons captifs, vulnérables, sont substitués des avions : simples observateurs-photographes tout d'abord, ils deviennent des participants effectifs au combat. Parmi les moyens nouveaux : les gaz lacrymogènes, puis asphyxiants (premier usage par les Allemands, en avril 1915), puis obus à gaz ou incendiaires qui obligent les combattants au port de masques protecteurs. En 1916, les Britanniques lancent dans la bataille les premières automobiles blindées, montées sur chenilles, armées de mitrailleuses : ce sont les *tanks*, les premiers chars d'assaut. L'avenir proche leur est réservé.

Correspondance franco-allemande de tranchée à tranchée.

C'est un billet lancé par les Allemands dans une tranchée française. Le texte dit en substance : « Pourquoi nous avoir lancé des grenades la nuit dernière ? Maintenant nous allons devoir en lancer aussi. 25 000 Russes ont été fait prisonniers à Lublin... Prière de répondre. »

2. La mobilisation économique : Dans cette guerre qui s'éternise, l'ordre des facteurs se trouve inversé; d'août à novembre 1914, tout se passait sur le front et rien à l'arrière; désormais, la guerre s'est immobilisée, figée, au prix d'effroyables dépenses de matériel, de munitions, de vêtements, d'hommes. « L'arrière » connaît, de nouveau, une grande activité.

Il lui faut subvenir à ces besoins; les usines remises en marche sont reconverties en vue des fabrications de guerre, les laboratoires sont mobilisés

à leur tour, les transports organisés pour alimenter le « front ». Cette activité exige un personnel spécialisé : les hommes nécessaires à ces fabrications, aux recherches, à la marche des transports sont rappelés du front et « affectés » à des postes certes moins exposés, mais indispensables.

Quelle est la puissance des deux blocs, en ce domaine économique, face à la situation nouvelle ?

Pour l'Entente, les conditions *immédiates* sont défavorables : l'avance allemande de l'été 1914 a privé les alliés du large potentiel industriel de la Belgique et de la presque totalité des possibilités françaises (40 % du charbon, 90 % du fer, 95 hauts fourneaux, sur 125 installés en France, sont entre les mains des Allemands). Les industries britanniques et françaises doivent s'équiper pour fournir d'extrême urgence le matériel et les munitions indispensables. Les dotations réglementaires de munitions ne seront atteintes en France, qu'en août 1918! Quant à la Russie, son industrie est incapable de faire face au simple entretien des armes (importées du Japon ou des États-Unis, par le Transsibérien) et à la difficile fabrication des munitions; c'est seulement à la fin de 1915 que les Russes parviennent à organiser une fabrication régulière de canons. De même, le renouvellement des navires, pour le transport des troupes ou des matières premières, n'est pas assez rapide, surtout lorsque, en 1917, l'Allemagne intensifie son effort de guerre sous-marine.

Les Empires Centraux semblent favorisés :

L'outillage économique allemand, surtout (mais il ne faut pas sous-estimer la production métallurgique des usines Skoda en Bohême par exemple) est mieux adapté, les fabrications de guerre ont commencé dès avant 1914, leur production s'accélère vite; en 1917, l'Allemagne produit 2 000 canons et 9 000 mitrailleuses par mois contre 200 en 1913. Cette supériorité, les Puissances Centrales l'utilisent à leur gré, d'autant qu'elles peuvent mettre à profit leur possibilité de déplacer les forces d'un front à l'autre, par leurs lignes intérieures.

A la longue cependant, la situation se retourne : les Empires Centraux s'épuisent plus vite que leurs adversaires. Un des aspects majeurs de cette guerre est, en effet, le *blocus* que les puissances occidentales, dominant les mers, imposent durement aux Empires Centraux. Dès novembre 1914, les Allemands doivent créer un office de la pomme de terre et des céréales; très tôt, les produits alimentaires sont rationnés à l'arrière, même dans les armées. Ainsi sont institués des jours sans viande dans les armées autrichiennes. Le manque de « produits stratégiques », comme le cuivre ou le caoutchouc, oblige l'État à intervenir, de plus en plus, dans la direction des affaires économiques.

Ce n'est pas que les puissances de l'Entente n'aient, elles aussi, à subir des restrictions, en particulier durant les jours si sombres de 1917, où des cartes de rationnement sont imposées à la population civile. Mais malgré les difficultés et les risques de la navigation, entravée par la guerre sous-marine, France, Grande-Bretagne et Belgique peuvent utiliser les ressources énormes de leurs Empires Coloniaux. Au début des hostilités, cette possibilité semblait de peu d'intérêt dans l'immédiat, mais à mesure que s'éternise la guerre, elle se révèle décisive pour le ravitaillement en matières premières, produits stratégiques ou alimentaires, en hommes aussi. Ceux-ci viennent combler les vides des armées métropolitaines. Ces ressources, peu à peu mises en œuvre, vont lentement modifier la situation et les perspectives militaires. *La balance progressivement penche en faveur de l'Entente.*

3. La lassitude des combattants et des peuples : Cependant un problème nouveau se dessine. Cette guerre longue, presque sans espoir, les combattants et l'arrière vont-ils en supporter l'épreuve? La prolongation même de la guerre semble tout compromettre : de part et d'autre, un effort trop intense épuise les énergies, les ressorts se détendent, à mesure que l'on « s'installe » dans la guerre.

La reprise industrielle indispensable à la poursuite de la guerre avait obligé les autorités à renvoyer à l'arrière le personnel qualifié (ingénieurs, techniciens, ouvriers) sans lequel les programmes de production ne pouvaient être réalisés. Déchargés de leurs obligations militaires, appelés, sans qu'ils y soient souvent pour rien, à reprendre la vie civile, ces hommes font figure « d'embusqués » aux yeux de leurs anciens camarades, les vrais soldats, « les poilus ». Quand, pour des raisons humanitaires et aussi pour répondre à des impératifs démographiques (la brutale baisse de natalité, qui apparaît dans tous les pays belligérants, doit être enrayée) on organise des « permissions » d'une dizaine de jours, le contraste apparaît brutalement à leurs yeux. Les « poilus », au retour du front, comprennent mal que des hommes aussi jeunes qu'eux aillent, tranquillement, à l'usine ou au « bureau ».

Comme le constatent ces permissionnaires, la vie a repris. Sous couleur de bienfaisance, les bals,

Ci-contre : **1. Clémenceau à Châlons-sur-Marne.**
2. Prisonniers allemands.

les divertissements se multiplient. Telle grande organisation touristique édite, en *1917*, un guide des champs de bataille, de la Marne à la Voie Sacrée (de Bar-le-Duc à Verdun), destiné aux visiteurs britanniques! Les permissionnaires fêtés, choyés, savent que, dans quelques jours, pour eux, va recommencer l'enfer. Leur lassitude grandit qui les rend sensibles aux propagandes, en particulier à celle, inattendue, qui se fait de tranchée à tranchée, par-dessus le *no man's land*.

A l'arrière, la ferveur des premières semaines de la guerre s'émousse, elle aussi; la vie quotidienne reprend ses droits, impose ses servitudes matérielles (ravitaillement, chauffage, vêtement) et plus encore s'installent l'inquiétude, l'attente des nouvelles.

Cette guerre est terriblement meurtrière. Pour combler les vides du front, les commandements sont obligés de faire appel à de très jeunes soldats, requis par anticipation, instruits rapidement, très vite envoyés au front, alors que les postes d'arrière sont confiés aux inaptes, aux anciens blessés qui achèvent une convalescence, aux « territoriaux » trop âgés. Cette inévitable dureté, chaque jour plus évidente, s'illustre, surtout chez les alliés occidentaux, par la constitution de gouvernements forts, dirigés en Grande-Bretable par Lloyd George (décembre 1916), en France par Georges Clémenceau (novembre 1917). Il faut *tenir*.

Tant de souffrances, d'angoisse expliquent le grand ébranlement qui, à partir de 1917 surtout, va secouer les États les moins solides. Dès avril 1916, les Irlandais s'étaient soulevés. Après 1917, au lendemain de l'explosion révolutionnaire russe, des signes de dislocation se manifestent, particulièrement dans les Empires Centraux, en Turquie où, du fait du blocus maritime, la situation alimentaire est devenue tragique.

L'union sacrée des premières semaines de la guerre se détériore partout. Sous la pression de leurs militants, les partis socialistes abandonnent, dans tous les pays, le soutien des gouvernements. Les éléments les plus hardis vont même jusqu'à se réunir en Suisse (Zimmerwald, mai 1915; Kienthal, avril 1916) pour réclamer « une paix sans annexion, ni indemnité » et la signature immédiate d'un armistice.

Dans les usines de guerre, les seules importantes et où le personnel soit très nombreux, les syndicats, reformés, entreprennent un grand effort de propagande pour l'arrêt du carnage. Souvent, cette propagande pacifiste est orchestrée, financée, par les soins du bloc adverse qui ne laisse échapper aucune occasion d'affaiblir « l'ennemi »; toutefois le succès de cette propagande témoigne de l'extrême lassitude des peuples.

A la fin de 1916, alors que le vieil Empereur d'Autriche François-Joseph vient d'être remplacé par le libéral Charles Ier, le moment parut propice, à certains, pour engager des négociations. Des pourparlers, des sondages furent effectués de divers côtés; le Président des États-Unis, W. Wilson, le Pape, Benoît XV, essayèrent de trouver une solution : le premier, penchant nettement vers les puissances occidentales, le second, plus informé des « buts de paix » des Empires Centraux que de ceux des puissances de l'Entente (note d'août 1917). Ni l'un ni l'autre ne sont admis comme arbitres.





N.V.F.

Phot: Haeckel

III. Les opérations de novembre 1914 à novembre 1918.

La fin du conflit ne vint pas de ces seules lassitudes (certaines cependant d'une immense portée, comme la Révolution Russe), mais de la décision tardive et dramatique des armes.

1. L'équilibre des forces, 1915-1916 : L'infinie lassitude des peuples et des combattants s'explique par le piétinement des opérations militaires; malgré des efforts inouïs et des pertes énormes, les années 1915 et 1916 n'apportent aucun changement notable dans l'équilibre des dispositifs en présence.

Lorsque, à la fin de 1914, les opérations s'enlisèrent, surtout à l'Ouest, les forces en présence s'équilibraient *grosso modo*. Le Haut Commandement allemand, pouvant déplacer facilement ses troupes d'un front à l'autre, tenta une nouvelle manœuvre (comme celle qui faillit réussir en 1917-1918), un nouveau choix : bousculer, disperser les armées russes, ensuite reporter son effort entier contre l'Occident.

En novembre 1914, le *front oriental* s'était à peu près stabilité. De mai à septembre 1915, les Empires Centraux lancent trois offensives puissantes qui font reculer la ligne russe de Galicie et Mazurie, jusqu'à la Bérésina. Les Occidentaux ne restent pas inactifs. Cependant, pas plus que l'entrée en guerre de l'Italie (mai 1915), les attaques lancées en Artois (mai), puis en Champagne (septembre) ne parviennent à soulager le front russe; l'attaque dirigée contre les Dardanelles et voulue par Winston Churchill, Lord de l'Amirauté britannique, se solde par un échec coûteux (février-avril 1915). Par contre, l'alliance bulgare permet aux Empires Centraux d'en finir avec l'héroïque obstination serbe. Au début de l'hiver 1915-16, l'armée serbe fuit à travers les montagnes, s'embarque sur des navires franco-britanniques pour ne pas tomber sous la férule des Austro-Hongrois et des Bulgares.

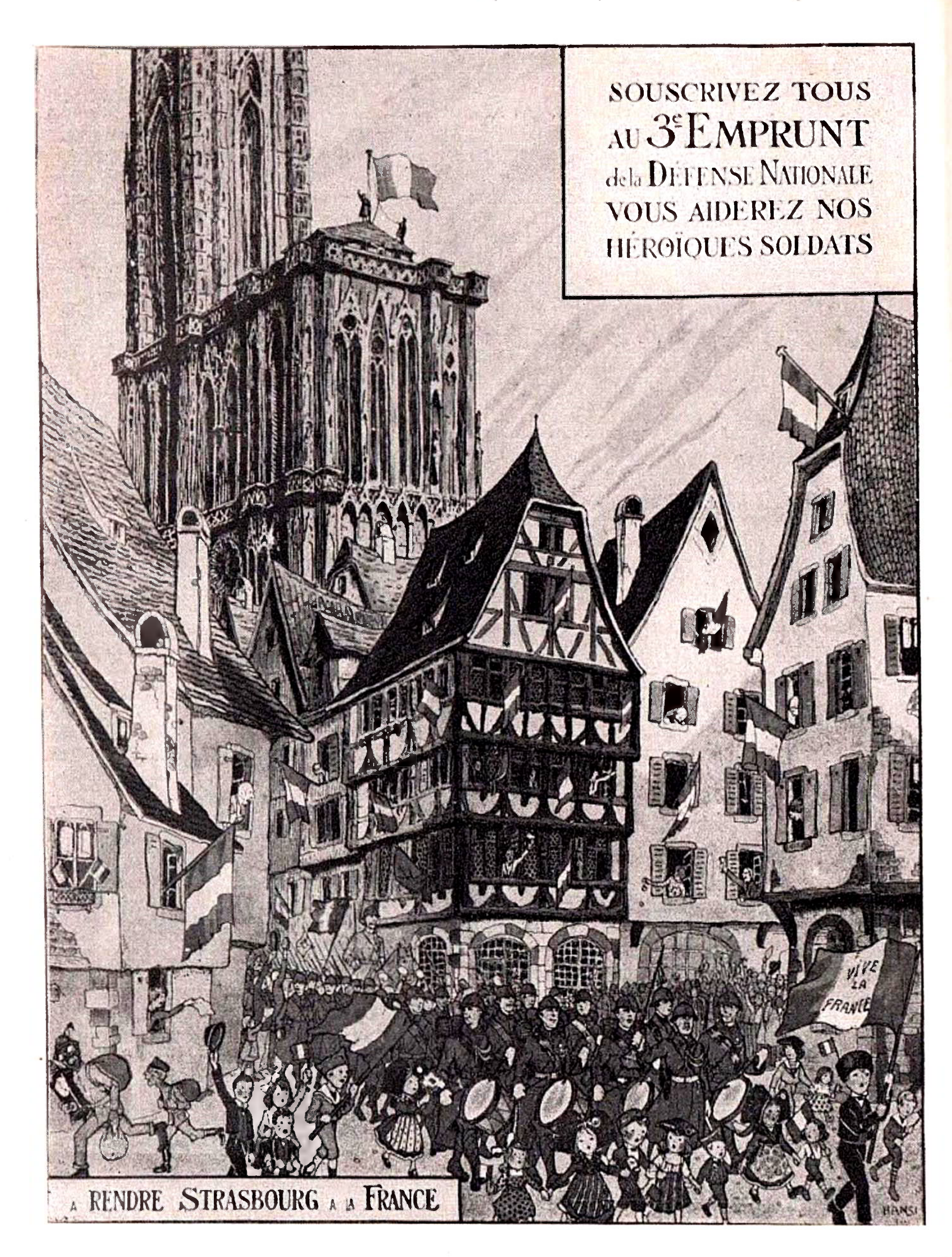
Tout compte fait, malgré d'incontestables succès, l'offensive à l'Est n'a pas apporté de solution en 1915. *En 1916*, les Allemands qui conservent l'initiative des opérations tentent de « faire sauter », cette fois, le front occidental, et plus spécialement la *charnière de Verdun*. Une série d'offensives, à partir du 2 février 1916, met en ligne des moyens considérables contre le saillant de Verdun; elles se prolongent jusqu'en juillet. Les Allemands conquièrent, en subissant (240 000 hommes tués entre février et juin 1916 devant Verdun) et infligeant (275 000 soldats français tués dans le même laps de temps et le même secteur) des pertes énormes, quelques éléments du camp retranché : ainsi les forts de Douaumont et de Vaux, mais ils « ne passent pas ». Et à partir de juin, des contre-offensives alliées sont lancées en Italie, en Russie, sur la Somme (juillet) qui obligent les Allemands à retirer des troupes de « l'enfer de Verdun » pour colmater les brèches ouvertes çà et là, permettant au commandement français de reprendre à peu près tout le terrain perdu à Verdun (24 octobre-15 décembre 1916). L'entrée en guerre de la Roumanie (août 1916) survient trop tard : l'armée roumaine est écrasée (fin 1916); tandis que sur le front balkanique, créé par les alliés à Salonique, une série d'opérations confuses entraîne de lourdes pertes, sans gains appréciables.

Sur mer, la guerre sous-marine que les Allemands avaient déclenchée dès 1915 (torpillage du paquebot *Lusitania*, en avril 1915) s'intensifie, menaçant les communications vitales des Alliés; toutefois, la flotte allemande de haute mer a dû renoncer à reprendre la lutte en surface après la dure *bataille du Jutland* (4 mai 1916) au cours de laquelle, comme à Verdun en quelque sorte, la flotte britannique, tout en subissant de très lourdes pertes (3 croiseurs de bataille, 3 croiseurs cuirassés, 6 torpilleurs coulés et plus de 6 000 hommes tués) interdit aux unités allemandes de prendre le large.

2. Les épreuves de 1917 : La guerre s'enlise de nouveau; c'est le moment où sont tentées les démarches en vue d'une paix blanche. Mais durant les premiers mois de 1917, il semble que les Empires Centraux puissent à nouveau entrevoir une issue favorable.

Leur situation alimentaire et économique, certes, est rendue extrêmement difficile par le *blocus maritime* que les Alliés ont établi, malgré les conventions internationales antérieures, dès 1915, et qu'ils ont resserré, au cours de l'été 1916, en limitant le commerce des neutres : Pays scandinaves, Pays-Bas. Il faut restreindre à l'extrême l'utilisation des produits stratégiques. D'ailleurs les Empires Centraux ne sont pas seuls à souffrir de cette pénurie et, en 1917, la dislocation qui menace les Alliés paraît grave. La Révolution russe éclate, en effet,

Ci-contre : 1. **La Voie Sacrée,** liaison entre Verdun et l'arrière, avril 1917.
2. **L'armée allemande,** une halte d'infanterie.


SOUSCRIVEZ TOUS
AU 3e EMPRUNT
de la DÉFENSE NATIONALE
VOUS AIDEREZ NOS
HÉROÏQUES SOLDATS
VIVE LA FRANCE
A RENDRE STRASBOURG A LA FRANCE
HANSI

en mars 1917; le « moral » des armées occidentales semble lui aussi très atteint. Hindenburg, commandant en chef des armées allemandes, sent proche le moment où la force morale de ses adversaires risque de s'effondrer. Il décide alors un *repli stratégique* sur le front occidental, jusqu'à une ligne puissamment aménagée, fortifiée, pratiquement inexpugnable (la ligne Hindenburg) d'où, les attaques pourront être lancées, au moment même, pense le Haut Commandement allemand, où le front oriental s'effondrera, cette fois, de lui-même.

A l'Est, les prévisions allemandes sont justes : l'offensive tentée en mai par les Russes tourne au désastre, l'armée russe se désagrège. A l'Ouest, les Franco-Britanniques ont voulu empêcher le regroupement allemand (offensives malheureuses d'Artois et de Champagne en avril 1917); l'échec de ces offensives meurtrières et stériles atteint profondément le moral de l'armée : des mutineries éclatent; le Haut Commandement français est remanié : Joffre, élevé au maréchalat, prend sa retraite, Pétain remplace Nivelle placé un instant seulement à la tête des armées françaises; des opérations de moindre envergure, à l'automne, sont satisfaisantes à Verdun, en Champagne. Ce sont là de pauvres compensations à côté de la disparition du front russe, après la nouvelle révolution d'octobre-novembre à Pétrograd, et de l'effondrement italien à la bataille de Caporetto (24 octobre 1917).

Un nouveau partenaire cependant entre en guerre : les États-Unis. Fort émus déjà, au moment du torpillage du Lusitania, ils n'ont pas accepté que les Allemands reprennent la guerre sous-marine « à outrance » et s'attaquent, de nouveau, à tous les navires rencontrés par leurs sous-marins dans la zone dite de blocus (décision allemande du 9 janvier 1917). A cette violation de la promesse faite par l'Allemagne en 1916, et matérialisée par les attaques contre des paquebots et cargos battant pavillon étoilé, le Président Wilson se décide à répondre : le congrès américain approuve la déclaration de guerre aux Empires Centraux, le 2 avril 1917.

3. Les dernières grandes offensives : Avant que les États-Unis ne soient prêts à participer utilement aux combats d'Europe, la décision ne peut-elle pas être emportée? Toute la force des armées centrales se tourne contre les fronts occidentaux (français et italiens).

La paix est signée en effet, avec la Russie (Brest-Litovsk, mars 1918) et avec la Roumanie (Bucarest, mai 1918); non seulement elle libère les troupes austro-allemandes de l'Est (et les prisonniers faits par les Russes), mais aussi elle permet aux Empires Centraux de puiser dans les réserves de céréales de ces deux vastes greniers : l'Ukraine, la Roumanie.

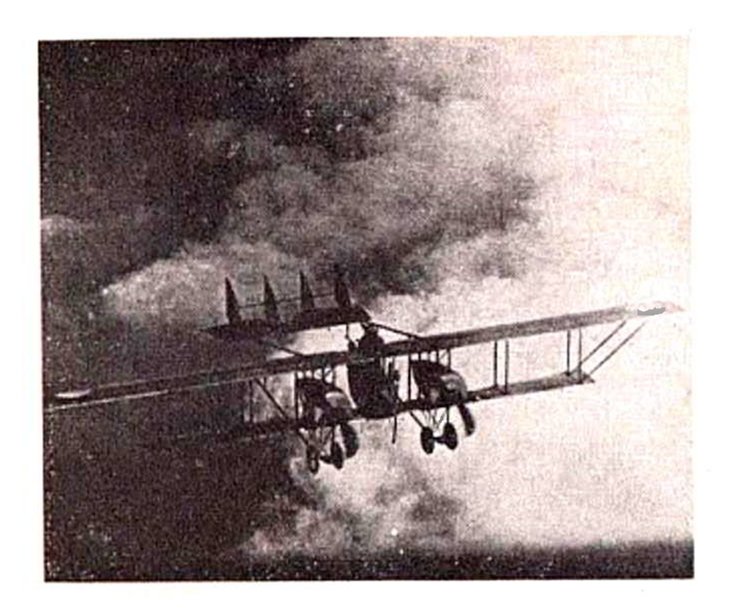
Les attaques anglaises en Syrie, la résistance acharnée du camp de Salonique sont à peine une gêne pour les Empires Centraux qui se raidissent dans un effort gigantesque : la nouvelle armée américaine doit être prête au début de l'été 1918, il faut, coûte que coûte, pensent les dirigeants allemands, avoir fini la guerre avant cette échéance. De la ligne Hindenburg, dès les premiers jours du printemps (21 mars 1918), débouchent les offensives prévues, avec une puissance de feu jamais réunie, un élan, une vigueur renouvelée, des méthodes efficaces d'attaque par les seules zones basses des positions ennemies.

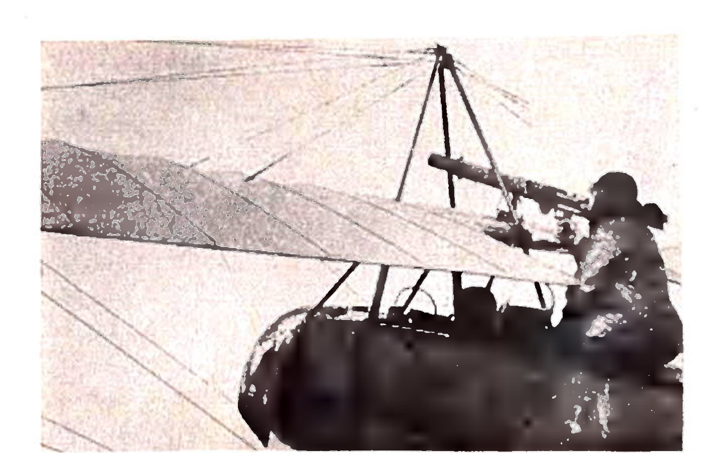
Les Allemands enfoncent profondément le secteur d'Arras, par où s'effectuait, mal d'ailleurs, la jonction franco-britannique. D'Arras à Compiègne, une poche très large est ouverte, difficile à colmater. Pour les alliés, grâce à l'énergie de Clémenceau, Président du Conseil français depuis novembre 1917, cette alerte conduit à une décision immédiate et bénéfique : l'organisation d'un commandement unique interallié, confié au général Foch (conférence de Doullens, 26 mars 1918). Avant que les effets de cette décision ne se fassent pleinement sentir, les Allemands enfoncent, en avril, le front des Flandres, d'Ypres à Béthune, renouvelant la manœuvre précédente, cette fois contre le secteur de jonction des troupes anglo-belges. Puis des attaques massives sont lancées contre l'armée française sur l'Aisne (mai-juin), puis en Champagne (juillet) tandis que des avions, les Gothas, des dirigeables, les Zeppelins, et même une lourde pièce d'artillerie, « la Bertha », bombardent Paris dans l'espoir de démoraliser l'arrière.

L'angoisse est à son comble, des réfugiés refluent des régions menacées vers les provinces tranquilles; *il semble que les « coups de boutoir » répétés des Allemands aient si profondément atteint les défenses occidentales que la fin soit proche.*

Pourtant dès le mois de juin, un redressement s'opère sur l'Aisne, en Italie la situation s'améliore, puis la dramatique offensive allemande, contre Reims, est bloquée dès le 15 juillet et, à partir du 18 juillet, l'initiative passe brusquement aux mains des alliés; les Allemands sont rejetés au Nord de la Marne (seconde bataille de la Marne). L'avance alliée, dès lors, ne s'arrête plus.

Ainsi, au cours des combats acharnés du printemps et du début de l'été 1918, le sort de la guerre s'est







joué. Pour les alliés, il s'agissait de « tenir le dernier quart d'heure » et de permettre aux États-Unis d'achever leur mobilisation, de transporter en Europe leurs troupes fraîches, leur matériel. Pour les Empires Centraux, il fallait gagner de vitesse les Américains, forcer la décision : de toutes façons, la guerre ne pouvait plus durer; la démoralisation avait gagné les populations des Empires autoritaires, en Allemagne comme en Autriche-Hongrie; les révolutions, sociales ou nationales, grondaient, que seule une victoire aurait pu étouffer.

Après la seconde bataille de la Marne, les attaques alliées ne vont plus s'arrêter. De nouvelles troupes américaines, coloniales ou formées de jeunes recrues sont jetées dans la bataille. Tandis que pour les Empires Centraux et leurs alliés les réserves humaines sont épuisées : le commandement allemand est obligé de dissoudre des unités faute de renforts.

Dès le 6 août, Foch (qui reçoit le bâton de maréchal) écrit : « *Dès à présent l'intérêt indiscutable de l'Entente est d'exploiter, sans retard et dans toute*

Les armes et les munitions.

1, 2 et 3. Naissance de l'aviation : Caudron bi-place; monoplan armé d'une mitrailleuse; un camp d'aviation.
4. Circulaire sur le prix des munitions.

PRIX des MUNITIONS

AVANT de donner l'ordre de tirer un coup de canon INUTILE, songez à ce qu'il COÛTE.

CALIBRE	PRIX	CALIBRE	PRIX	CALIBRE	PRIX
65	30 fr.	145	280 fr.	293	1.380 fr.
75	60 fr.	155	325 fr.	305	2.800 fr.
80	50 fr.	16	260 fr.	320	2.200 fr.
90	60 fr.	19	310 fr.	340	5.200 fr.
95	75 fr.	220	540 fr.	370	2.750 fr.
100	115 fr.	240	890 fr.	400	3.850 fr.
105	115 fr.	270	850 fr.	520	6.300 fr.
120	120 fr.	274	2.200 fr.		
[illegible]	285 fr.	280	1.180 fr.		

MUNITIONS DES CANONS DE TRANCHÉE

CALIBRE	PRIX	CALIBRE	PRIX
58 N° 2	115 fr.	150	110 fr.
Mortier V D	70 fr.	240	330 fr.
		340	700 fr.

la mesure du possible, le renversement obtenu dans la situation militaire : il faut frapper à coups redoublés et répétés. »

Les opérations de « dégagement » prévues sur le front de France se transforment en une bataille généralisée et, dès le 8 août (le « jour de deuil » dit Ludendorff, chef effectif des armées allemandes), la progression alliée a atteint la ligne Hindenburg d'où étaient parties les attaques du printemps; dans son élan, elle la rompt. Dès ce moment, Ludendorff juge la partie perdue; l'armée allemande, écrit Foch, donne des « preuves manifestes de sa désorganisation »; les alliés, cependant, ne pensent pas pouvoir achever la guerre avant l'hiver.

Pourtant, de tous côtés, les offensives réussissent, se transforment en vastes opérations victorieuses. Autour de *Salonique*, les troupes alliées, si longtemps sur la défensive, refoulent les Bulgares qui leur sont opposés (bataille du Vardar) et les obligent à capituler (29 septembre 1918). Dans ce secteur, l'avance des alliés est si dangereuse que, malgré la situation dramatique du front occidental, Allemands et Autrichiens doivent, de toute urgence, prélever des troupes des secteurs en action ou du front italien pour protéger la vallée du Danube. En même temps, les *troupes britanniques* partant, les unes de *Bassora*, les autres de *Suez*, conquièrent la Mésopotamie et la Syrie. Les alliés poursuivent sans relâche leur avance : *les Italiens* se lancent à l'assaut des positions autrichiennes (Vittorio-Veneto, 24 octobre). Le front ennemi cède de tous côtés. Dans la Monarchie austro-hongroise, des révolutions nationales éclatent (Prague, 14 octobre), en Allemagne des mutineries (Kiel, 3 novembre), des grèves, puis une véritable révolution.

Plus isolée, plus menacée que quiconque, la Turquie, la première, demande l'armistice, le 18 octobre; l'Autriche-Hongrie, le 29; l'Allemagne, le 6 novembre. Les négociations sont menées rapidement, les armistices signés le 30 octobre avec la Turquie, le 3 novembre avec l'Autriche-Hongrie (Charles I[er] n'a plus aucune autorité), le 11 novembre avec l'Allemagne : Guillaume II a abdiqué le 9.

L'interminable combat est fini. Reste à faire, voire à « gagner la paix ».

L'armistice.

1. Le témoignage d'un soldat.

Ns voilà maintenant [illegible]
devons biffer depuis le premier
novembre. Suis détachement au
171 d'inf. avec le Capitaine L'Huillier,
qui fait fonction de Chef de Bataillon;
en ce jour il n'a pas encore sa
quatrième ficelle.
C'est au Capitaine L'Huillier qu'est
venue le 7 novembre l'orgueilleuse
Allemagne s'avouer vaincue sur
la route de la Capelle à [illegible].
C'était curieux à voir ces messieurs
venir se mettre à genoux aux
grands poilus de France.
Cette fois le génie du mal qui se
croyait invincible, est terrassé
à jamais; nous les avons, c'est à
nous de les tenir par la bride
c'est à chacun son tour de rire.

2. La signature de l'armistice (Image populaire).

Alors la joie explose, immense et prend des allures de liesse collective, quand, le 11 novembre 1918, salves de canons, sirènes, cloches sonnant à toute volée — en France à 11 heures du matin — annoncent la conclusion de l'armistice. A Paris, la foule envahit en cortèges ininterrompus, fabuleux, les grands boulevards et les rues de la capitale.

Alors, qui n'a pas cru, et de tout cœur, naïvement, que s'achevait « la dernière des guerres », qu'une ère nouvelle commençait avec le plein triomphe du droit!





Wilson.

UNE PAIX DIFFICILE ET INCERTAINE
(1919-1930)

Il fallut dix années pour construire la paix et reconstruire le monde tant bien que mal.

Toute la charge en retombe vite, exclusivement, sur l'Europe elle-même encore meurtrie. Le Japon quitte la scène principale dès le lendemain de la conférence manquée de Washington (1921) sur la limitation des armements maritimes. La Russie est en proie à sa révolution et à sa difficile reconstruction intérieures. Les États-Unis, après le trop grand rôle joué par le Président Woodrow Wilson, se replient dans un isolement qui parut égoïste.

Logiquement la paix à construire souffrit des querelles, des rivalités, des rancœurs, des mesquineries de la seule ouvrière qui reste à l'œuvre, la petite, la vieille Europe, et aussi de son conservatisme inné, de ses peurs. Générosité, grandeur de vues, imagination créatrice, passion du neuf, aucune de ces forces n'a joué son rôle nécessaire, bienfaisant.

Qui a compris alors, sans réticence, l'œuvre idéaliste d'Aristide Briand? Et pourquoi a-t-on si férocement ri, alors, de ses illusions et de ses désillusions? Sa faillite était la faillite de la sagesse et de l'idéalisme, sans quoi rien d'humain ne peut se construire à l'échelle des cités, comme du monde.

I. Le bilan de la guerre.

1. Les pertes et destructions : Les premiers moments de soulagement passés, le bilan des pertes apparut terriblement lourd pour les vainqueurs comme pour les vaincus.

Le coût humain de la guerre a été évalué en gros à 8 millions d'hommes tués, dont près de 7 millions d'Européens.

En Allemagne, comme en France, à peu près 16 % de la population masculine, entre vingt et cinquante ans, a été sacrifiée; à quoi s'ajoute la masse innombrable des mutilés, des gazés, qui ne peuvent plus espérer qu'une vie diminuée; il y a la masse des habitants des « régions dévastées » (Belgique, France du Nord-Est, Serbie), de ces populations sous-alimentées au cours de longues années de misère : leur affaiblissement physiologique favorise les épidémies (par exemple la redoutable grippe espagnole de 1918, sorte de peste à vrai dire). En outre, les naissances ont été moins nombreuses, dans tous les pays belligérants, les « classes creuses », représentent, pour l'avenir, un déficit sérieux que ne comble pas la forte natalité des années de l'immédiat après-guerre.

Par delà les pertes humaines, la guerre a causé *d'innombrables dégâts matériels;* en France, où se déroulèrent la plupart des opérations militaires du front occidental, plus de 300 000 maisons, environ 8 000 usines ont été détruites, 52 000 km de routes, 6 000 km de voies ferrées ont disparu, plus de 3 millions d'hectares de terres cultivées sur l'emplacement des fronts, ont été saccagées, de grands espaces (en Champagne « Pouilleuse », en particulier) sont considérés comme irrémédiablement perdus.

A cela, s'ajoute l'usure excessive de tout l'équipement économique : les chemins de fer, les rails, le matériel roulant, les routes mal ou pas entretenus, les usines où les machines ont tourné au maximum, au delà de leur résistance, les champs qui n'ont pas reçu d'engrais, le matériel agricole qui n'a pas été renouvelé, ni modernisé.

Les *dépenses de guerre* ont englouti une partie énorme de la fortune nationale des divers États : 30 % pour la France, 26 % pour l'Italie, 22 % pour l'Allemagne... Pour faire face aux besoins urgents de la guerre, il a fallu procéder à des achats massifs, payés généralement sur les réserves d'or que rien ne venait plus alimenter. La France a ainsi perdu la moitié de ses réserves-or, l'Italie, les 6/7e; en outre, les neutres, plus spécialement les États-Unis, ont consenti de fortes avances : il faudra les rembourser, un jour ou l'autre.

Tant que la guerre a duré, le problème urgent avait été de « la gagner ». En novembre 1918, après quatre années et demie de combats, toute

l'attention se porte sur le total des pertes qui paraît énorme. *Très vite, logiquement, va se poser le « problème des réparations » et du paiement des dettes.* Il empoisonna littéralement le « premier après-guerre », de 1919 à 1929.

2. Autre passif : L'Europe désorganisée. Pour mener la lutte, les principales puissances de l'Entente, la France et la Grande-Bretagne, avaient renoncé, pour un temps, aux régimes parlementaires libéraux pour confier la conduite de la guerre à des gouvernements forts : Llyod George, depuis 1916 en Grande-Bretagne; Georges Clémenceau, depuis 1917 en France.

Il avait donc fallu renoncer à certaines libertés cependant « inviolables et sacrées », telle la liberté d'opinion et d'expression. En France, la censure, « Anastasie », avait été la terreur des journaux; de multiples procès avaient été intentés aux pacifistes.

D'autre part, la mobilisation économique, imposée par la guerre, avait provoqué une ingérence accrue de l'État en un domaine jusqu'alors jalousement réservé (ainsi que le voulaient les principes sacro-saints du libéralisme économique) aux entreprises privées. Là encore, et pour faire triompher « le droit » à la liberté qu'elles affirmaient défendre, les puissances occidentales ont dû le limiter, le déformer. Ce sont là de graves précédents qui font entrevoir quelques-unes des altérations que subit la « civilisation occidentale », au cours de ce dernier demi-siècle.

Le coût de la guerre avait désorganisé les finances publiques (sauf celles des Etats-Unis, bien entendu); la grande maladie des finances publiques apparaît alors : l'inflation, accompagnée aussitôt, inexorablement, d'une *hausse des prix* (plus de 250 % en France et en Italie, entre 1913 et 1920). Or, ni les salaires, ni les traitements, ni les revenus ne suivent la même vertigineuse ascension. Du coup, le niveau général de vie se trouve fortement abaissé, mis à part les favorisés : spéculateurs heureux, industriels ou marchands privilégiés, tous ou presque tous « nouveaux riches ».

Là encore, après l'Armistice, dès que l'angoisse de la guerre interminable s'est estompée, le déséquilibre s'affirme; il est perçu avec d'autant plus d'impatience que tous n'ont pas également souffert, n'ont pas payé également leur tribut. A côté des blessés et des malades, de ceux qui ont tout perdu, s'étale, insolent, le luxe de ces « nouveaux riches », de tous ceux qui ont « fait fortune avec le sang des autres ».

Ces contrastes aggravent les rancœurs, ils font apparaître, plus que ne l'avaient fait les débuts du capitalisme, l'opposition brutale entre les possédants et les « autres ». Ces autres, surtout les ouvriers, atteints, bousculés par la hausse des prix, sont maintenant un peu mieux armés pour se défendre qu'avant la guerre.

Malgré les limitations imposées à sa liberté, le syndicalisme a, en effet, accompli de larges progrès : en Grande-Bretagne, par exemple, les *Trade Unions* comptaient 4 millions d'adhérents en 1913, plus de 8, en 1920. Le renforcement du mouvement syndical, l'abaissement du niveau de vie et, aussi, la propagande permanente qu'est, à lui seul, le succès de la Révolution russe, l'action des tenants de la IIIe Internationale expliquent les *puissants mouvements sociaux* qui éclatent un peu partout, surtout dans les pays vaincus, où la déception politique aggrave le malaise social.

En Allemagne, dès janvier 1919 (groupe Spartakus, semaine rouge à Berlin), en Hongrie, de mars à juillet 1919 (Bela Kun) les révolutionnaires, les « bolcheviks », semblent, un instant, triompher. En Italie, comme en France, des grèves très sérieuses se déroulent, surtout en 1920. Pour conjurer le péril révolutionnaire, les gouvernements occidentaux recourent à des remèdes jugés radicaux : l'établissement généralisé de régimes parlementaires, et, dans les pays proches de la Russie, des réformes agraires qui, pense-t-on, doivent arrêter toute propagande révolutionnaire (il s'agit en somme de dresser un « cordon sanitaire »).

Dans une Europe ruinée, jetée au milieu de difficultés innombrables, les responsables politiques semblent se tourner, avec obstination, vers le passé; ils ne cherchent d'autre issue aux problèmes nouveaux, nés de la guerre, que dans des solutions antérieures, qui, certes, avaient fait la grandeur des pays libéraux de l'Europe occidentale, à la fin du XIXe siècle, mais qui négligent la terrible épreuve de 1914-1918, comme si elle n'avait été qu'un accident passager.

3. Les conséquences de la guerre, hors d'Europe : Si la guerre a épuisé l'Europe, elle a épargné, même favorisé le reste du monde. Déjà se dessine « le déclin de l'Europe », relatif, mais réel.

Les puissances coloniales, France, Grande-Bretagne, Belgique, ont appelé à l'aide leurs peuples sujets; cette participation à la guerre a accéléré, logiquement, le mouvement d'émancipa-

tion visible dès avant 1914. Les « colonisés », après avoir combattu sur les fronts d'Europe et du Moyen-Orient, rentrent chez eux conscients de l'aide apportée et consentie et aussi de la vulnérabilité des pays européens.

D'autre part, à la faveur de rivalités cruelles qui opposent les vainqueurs entre eux, des peuples reçoivent leur indépendance (Irak, Arabie), d'autres sont soumis à un régime qui devra les conduire, aussi, dans un avenir qu'ils espèrent proche, à la pleine indépendance (pays sous mandat).

Alors pourquoi, seules les colonies des vaincus européens auraient-elles droit à ce traitement de faveur, alors que les colonies des vainqueurs qui n'ont ménagé leur participation ni en hommes, ni en richesses, seraient maintenues en tutelle? La contradiction ne peut être dissimulée par le large octroi de décorations ou de pensions, voire de quelques concessions libérales. Déjà, fermentent le sentiment national et les aspirations à l'indépendance, surtout dans les colonies les plus évoluées d'Extrême-Orient : Inde, Indochine, Insulinde; ailleurs aussi, de façon moins visible.

En Extrême-Orient, quel exemple entraînant aussi que celui du Japon. Entré dans la lutte contre les Empires Centraux, dès août 1914, son action avait été, prosaïquement, de mettre la main sur les établissements allemands, en Chine et dans le Pacifique, et, en outre, de suppléer les puissances occidentales occupées ailleurs, dans l'approvisionnement des colonies, même d'y favoriser la création de certaines industries (industries cotonnières à Bombay, par exemple); enfin, après la Révolution russe, les troupes nippones avaient occupé « à toutes fins utiles » les provinces maritimes russes et même pénétré jusqu'au lac Baïkal. En elle-même, cette montée de l'impérialisme japonais menace l'Europe, bien plus encore que par les avantages acquis et qui sont assez restreints, par l'exemple qu'elle offre, aux peuples colonisés, d'un État non-européen, totalement affranchi et devenu une grande puissance.

De l'autre côté du Pacifique, non plus menaçant la puissance de l'Europe, mais la surclassant de très haut, les *États-Unis* sont les véritables vainqueurs de cette grande épreuve mondiale.

En fait, cette primauté va à une nation en plein essor. Avant comme après leur intervention, ils ont fourni aux alliés du matériel, des denrées alimentaires; leurs usines, leurs champs ont produit davantage; leur puissance se trouve immensément accrue. D'autre part, la guerre a provoqué un véritable renversement financier : désormais les États-Unis, non seulement sont libérés de toute tutelle financière européenne, mais encore sont devenus, et trèslargement, créditeurs de l'Europe. Cette prépondérance est illustrée par le rôle essentiel que le Président Woodrow Wilson a joué au long des difficiles négociations qui précédèrent les armistices, puis conduisirent aux Traités de Paix.

II. Les traités de paix.

1. Élaboration et difficultés : Le Président Wilson dans son message au Congrès, le 8 janvier 1918 (page suivante), avait défini « les buts de paix » des États-Unis et, à cette occasion, forçant les autres à s'aligner sur lui, proclamé les principes selon lesquels les Démocraties entendaient résoudre et fixer les problèmes soulevés par la guerre, ou mieux par la paix prochaine.

Essentiellement, dans son esprit, il s'agissait d'appliquer le vieux principe des « nationalités », tant pour la délimitation des frontières que pour le choix des gouvernements (point 6, concernant la Russie, points 7 à 13); d'autre part, le Président des États-Unis estimait, comme les autres gouvernements occidentaux, que la règle d'or de la paix devait être le libéralisme (points 2 et 3). Enfin, il suggérait la création d'un organisme international (point 14).

Cependant des problèmes délicats abordés dans ce message du 8 janvier 1918, laissaient prévoir un règlement malaisé, capable d'entraîner bien des complications : ainsi le sort des colonies (point 5), le désarmement (point 4), les négociations même des traités de paix (point 1).

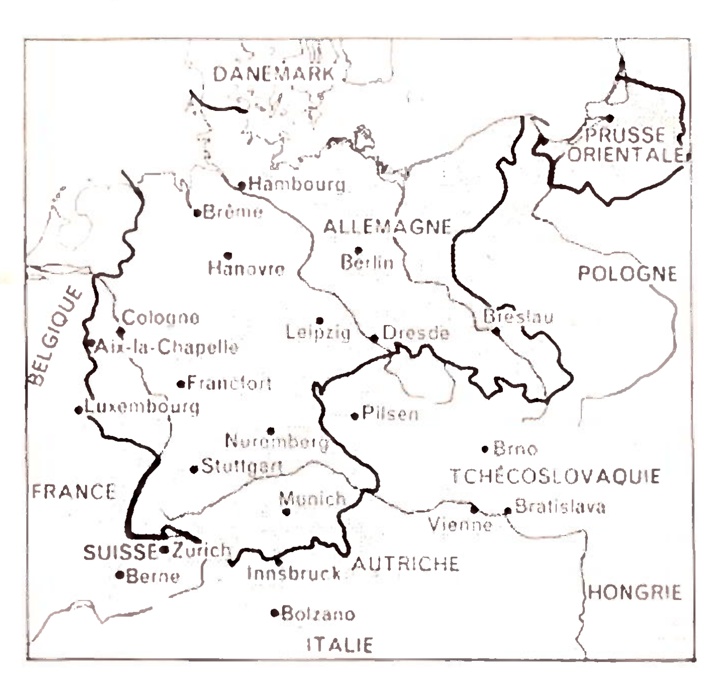
Ces beaux principes wilsoniens avaient été élaborés dans la lointaine Amérique, où n'existaient pas de vieilles nations, ni de vieilles querelles, ni de vieilles frontières, et où le danger d'une revanche n'était pas envisagé, un seul instant, dans cette lointaine Amérique qui, par surcroît, n'oubliait pas son origine de colonie révoltée.

Or, dans la réalité de la vieille Europe, l'application de ces principes se heurtait à des *difficultés* insurmontables que ne comprirent ni les États-Unis, ni leur Président.

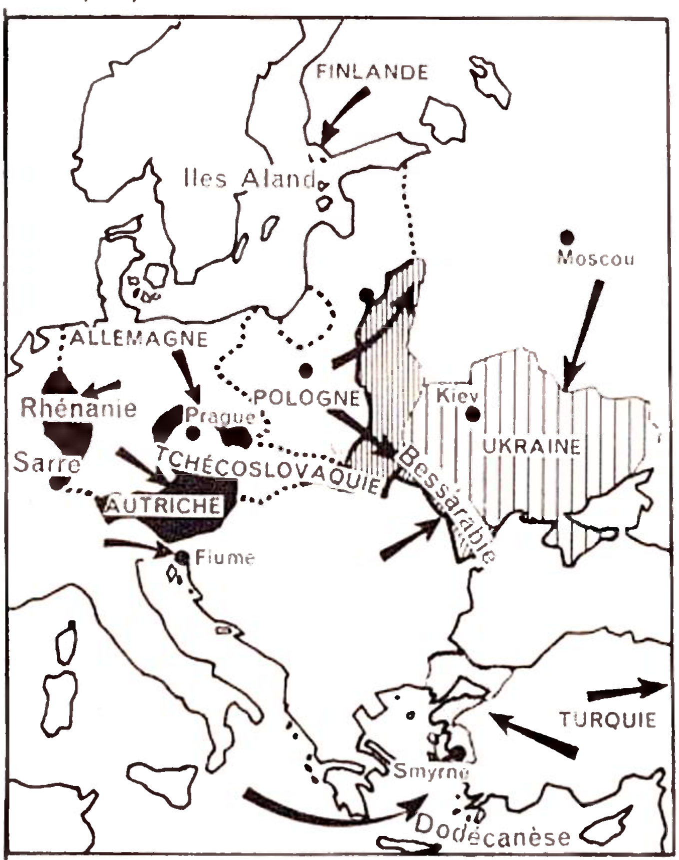
Par exemple, la contradiction est flagrante entre

LES SÉQUELLES DE LA GUERRE

1. **Les Revendications allemandes.** Cette carte, publiée en Allemagne après la signature du traité de Versailles, représente en trait noir gras les frontières de la nouvelle Allemagne et, en grisé, les régions revendiquées par les nationalistes allemands.



2. **Les prolongements de la guerre.** Territoires occupés par différentes nations de 1919 à 1939.



3. **Les 14 points du Président Wilson.**

Point 2. Liberté absolue de navigation sur les mers en dehors des eaux territoriales, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, sauf pour les mers qui pourraient être fermées par une action internationale...
Point 3. Suppression, autant qu'il sera possible, de toutes les barrières douanières; établissement, entre toutes les nations qui veulent la paix, de rapports commerciaux équitables.
Point 5. Les problèmes coloniaux seront abordés avec un esprit rigoureusement impartial; l'intérêt des populations indigènes devant peser d'un poids égal à celui des revendications des gouvernements qui devront fournir des titres à l'appui de leurs demandes.
Point 6. Tous les territoires russes devront être évacués; toutes les questions concernant la Russie devront être réglées de manière à permettre à la Russie de déterminer, en pleine liberté, ses institutions, son orientation politique et son développement propre; la Société des Nations Libres lui donnera toute l'aide dont elle pourrait avoir besoin. Le traitement qui sera fait à la Russie, dans les mois à venir, sera la pierre de touche de la bonne volonté et de la compréhension des nations, abstraction faite de leurs propres intérêts et de leurs sympathies.
Point 14. Une Société des Nations devra être établie, sur des bases clairement définies, pour garantir l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des grands comme des petits États.

4. **Les garanties insuffisantes.**
Lettre de Foch (1919).

Le Pt du Conseil représentant le gouvt. après avoir discuté [illegible] plusieurs points de vue de [illegible], il terminait en déclarant [illegible] situation de [illegible] [illegible] des Ministres [illegible] qu'une formule suffisamment claire aura été [illegible] sérieusement arrêtée par les Chefs de gt.

Les tractations se poursuivant toujours entre les mêmes chefs de gt, je demandais à être entendu par le Conseil des Ministres français, [illegible] le [illegible] avril au Pt du Conseil, [illegible] au Pt de la Rép., en insistant sur « les différences fondamentales qui semblent exister entre les conditions de la Paix telles qu'elles sont [illegible] et telles qui à mes yeux, [illegible] à la Fr. le [illegible] indisp. à une frontière militaire. »

le point 11 du message, concernant la Serbie et les promesses faites par les Alliés à l'Italie pour obtenir son entrée en guerre (Convention d'avril 1915), de même pour la Roumanie. Par ailleurs, Wilson pense, de loin, que les « lignes des nationalités sont clairement reconnaissables » (point 9); or il y a, au contraire, dans toute l'Europe danubienne et balkanique, d'effroyables ambiguïtés : des ilôts de colonisation germanique ou hongroise se situent au milieu de populations slaves; ailleurs, il y a imbrication de peuplements italien, yougoslave, ou grec, qu'il n'est pas facile, chaque fois, d'éclaircir. Ces mosaïques défient toute simplification.

D'autre part, W. Wilson reconnaît lui-même (points 11 et 13) la nécessité d'accorder « un libre accès à la mer » à la Serbie et à la Pologne. Alors que faire avec les autres États continentaux prisonniers de l'épaisseur des terres? Déjà, en raison de ce « libre accès » à la mer, à travers le « couloir polonais » par exemple, le principe des nationalités ne pouvait guère être respecté.

De même, le sort des pays non-européens fut dominé, trop souvent, par les intérêts antagonistes des vainqueurs, et non, par le souci des « populations concernées » (point 5).

Ces *affrontements entre vainqueurs* furent mémorables, surtout lorsque, renonçant aux séances plénières, où rien ne pouvait être tranché, les quatre *Grands :* Wilson, Clémenceau, Llyod George, et le ministre italien Orlando, décidèrent de travailler en comité restreint. Ce procédé permit d'avancer, mais renforça le caractère secret de l'élaboration des traités, nouvelle entorse aux principes énoncés (point 1); autre inconvénient majeur, il écartait de toute discussion les vaincus, l'Allemagne surtout à qui les textes ne furent communiqués qu'une fois élaborés *(Diktat)*, et qui subissait ainsi la loi des vainqueurs.

Enfin, lacune non moins grave, l'absence « qui fut une présence », comme dit un historien, de la Russie en révolution. Aucun vainqueur n'avait reconnu le gouvernement de Lénine; les Britanniques et les Français en Russie, et les Japonais en Extrême-Orient, soutenaient l'action des « Russes blancs »; toutefois, il était impossible d'ignorer, même dans une discussion entre quatre délégués occidentaux, l'attraction que la Révolution russe exerçait sur les peuples déçus d'Europe.

Le *poids de l'opinion publique* se faisait sentir, également, à propos d'un autre problème, qui, lui, rejoignait les préoccupations du Président Wilson (point 14), et, de ce fait, renforçait sa position face à ses interlocuteurs. Les peuples vainqueurs, eux surtout (pour les vaincus les problèmes sont plus complexes), veulent que ne reviennent plus les jours affreux du conflit; que les sacrifices consentis n'aient pas été inutiles. Ils adhèrent donc avec ferveur à l'idée lancée par Wilson d'un organisme collectif, chargé de régler les conflits, et que crée le *Pacte de la Société des Nations*, préambule à tous les traités signés dans la région parisienne, du 28 juin 1919 (Traité de Versailles avec l'Allemagne) à août 1920.

2. Les exigences des vainqueurs : Malgré les protestations des vaincus (surtout des Allemands), malgré la déception des Américains et de leur Président, malgré la mauvaise humeur des Italiens, malgré les rivalités franco-britanniques, les Traités de Paix furent signés (non ratifiés ensuite par les États-Unis).

Ils proclament la *responsabilité exclusive des Empires Centraux* (article 231 du Traité de Versailles), en foi de quoi ceux-ci sont condamnés pour avoir provoqué le conflit, « violé les lois et usages de la guerre et les lois de l'humanité ». En vertu de ce jugement, les vainqueurs exigent de leurs adversaires des abandons de territoires, des avantages économiques, des garanties militaires : ce que les Allemands, pour qui les traités sont particulièrement sévères, appellent « une paix carthaginoise ».

Pour les arrangements territoriaux, en Europe, pas d'annexions : simplement, le principe des nationalités est appliqué. Ainsi s'explique que les frontières occidentales des Empires Centraux soient peu modifiées : seules les régions annexées par l'Allemagne, lors de son unification, sont rendues à la France (Alsace-Lorraine), à la Belgique (districts ardennais), au Danemark (Slesvig). D'autre part, la Sarre, riche en houille, en partie française en 1814, est confiée pour quinze ans à la France, sous contrôle de la S. D. N. (Société des Nations).

Par contre, à l'Est de l'Allemagne et en Europe danubienne, où l'évolution libérale et nationale n'avait pu encore s'achever, les règlements de 1914-1920 font apparaître des États nouveaux, issus surtout de l'éclatement de la Monarchie austro-hongroise et, comme le prévoyait Wilson dans son message, la Pologne est ressuscitée.

Si, en gros, l'apparition de ces nations nouvelles était souhaitable, le tracé de leurs frontières, loin d'être « clairement reconnaissable » comme le croyait Wilson, fut difficile à fixer, à cause de la complexité réelle du peuplement et des traditions.

Le principe des nationalités fut toujours invoqué et, lorsqu'il s'agissait de départager entre eux des

« Pays Amis », on procéda à des plébiscites (en Haute-Silésie entre la Pologne et la Tchécoslovaquie); mais lorsqu'une contestation opposait ces nations nouvelles et les pays vaincus, elle était toujours résolue au détriment de ces derniers; et même, comme pour le « couloir polonais » débouchant sur la mer, ou la région des Sudètes donnée à la Tchécoslovaquie, lorsqu'il s'agissait d'assurer la sécurité ou des débouchés maritimes, des régions de peuplement germanique majoritaire furent attribuées aux pays nouvellement créés. A l'inverse, les vainqueurs s'opposent absolument à l'*Anschluss*, c'est-à-dire à l'union de l'Autriche, de peuplement germanique, avec l'Allemagne. Enfin, les ports dont la possession était trop contestée, furent « détachés » de leur arrière-pays et passèrent sous contrôle de la S. D. N. (Danzig, Fiume).

Ces décisions ne furent pas appliquées sans mal. Comme elles ne tenaient pas assez compte des promesses des Alliés, la guerre reprit, en 1919 entre la Roumanie et la Hongrie (celle-ci en pleine révolution) et en 1920, entre l'Italie et la Yougoslavie. D'autre part, les Puissances Occidentales cherchant à isoler, au maximum, la Russie, par crainte de la « contagion » révolutionnaire, créèrent les États Baltes, complétant ainsi le « cordon sanitaire » qui sépare désormais l'Europe du monde *bolchevik*.

Au total, la nouvelle carte de l'Europe fait apparaître un morcellement, une *balkanisation* des plaines de l'Europe Centrale et Danubienne; d'où des risques évidents de conflits, des heurts d'ambition, des déceptions, des rancunes, de mauvais fonctionnements économiques.

Hors d'Europe, les possessions allemandes ou turques furent partagées entre les vainqueurs, surtout les Franco-Britanniques. Alors, s'instaure le régime des *Mandats* : les puissances doivent, en principe, guider vers l'indépendance les pays à elles confiés, sous le contrôle de la S. D. N. Ce partage fut délicat au Moyen-Orient à cause des richesses pétrolières.

En outre, dans le *domaine économique*, les Alliés imposent l'internationalisation des fleuves d'Europe Centrale, en particulier du Danube et de l'Elbe (débouchés de la Tchécoslovaquie), la liberté de navigation dans le canal de Kiel, et, bien entendu, au point de vue douanier, exigent des vaincus, la clause de la nation la plus favorisée.

Du *point de vue militaire*, les vaincus, essentiellement les Allemands dont on redoute les traditions belliqueuses, doivent se contenter d'une armée de métier, réduite (100 000 hommes pour l'Allemagne) et les Alliés se réservent un droit de contrôle.

Les critiques que soulèvent ces Traités (plus particulièrement celui de Versailles), les difficultés entre les Alliés, la crainte manifestée par les dirigeants français (surtout le maréchal Foch) de voir renaître le militarisme allemand et d'avoir à subir une « revanche » allemande, l'inventaire des énormes pertes de la guerre, expliquent deux aspects complémentaires de ces Traités de Paix : la recherche des garanties et le problème des réparations.

3. Garanties et règlements ultérieurs: Les Français voulaient que fût solidement garantie leur frontière de l'Est.

Clémenceau et Foch (celui-ci refusa d'assister à la signature du Traité de Versailles, le 28 juin 1919) protestèrent, vigoureusement, contre ses clauses territoriales. Foch rêvait d'un État tampon établi sur la rive gauche du Rhin. Les Alliés concédèrent seulement, avec l'exploitation de la Sarre pour quinze ans, la démilitarisation et l'occupation momentanée de la Rhénanie. Les dirigeants français jugèrent ces concessions insuffisantes; les Anglo-saxons inclurent alors, dans le Traité, une clause de garantie à la France en cas d'attaque allemande; mais le Traité n'ayant pas été ratifié par le Sénat américain (novembre 1919), il n'en subsiste « plus rien », comme disait Clémenceau, et la difficile victoire des Occidentaux débouchait sur les « pires » règlements : imposant aux vaincus, à l'Allemagne en particulier, des conditions sévères qu'en même temps rendait illusoires la désunion des vainqueurs.

La défection américaine, entraînant celle des Anglais, pouvait être compensée, sans doute, par l'instauration de la Société des Nations dont le pacte servait de préambule à tous les traités (28 avril 1919). Cet organisme international devait, en principe, régler pacifiquement tous les conflits.

Les pays qui ratifièrent ces traités, sauf les vaincus, furent membres de droit de la S. D. N. (les États-Unis n'en firent donc pas partie); les neutres, les anciens vaincus pourraient y accéder dans l'avenir, après avoir obtenu les deux tiers des voix à l'Assemblée Générale.

Malheureusement, les puissances signataires du pacte de la S. D. N. sont encore beaucoup trop attachées à leurs prérogatives nationales étroites, à leurs rivalités vigilantes, pour consentir à des limitations réelles de souveraineté. La méfiance qui est de règle, retire à l'organisme toute efficacité : aucune force matérielle n'est prévue pour faire

respecter les décisions de l'Assemblée; ses décisions ne peuvent d'ailleurs être prises que sur le plan économique (sanctions économiques). Seul, le recours à l'arbitrage est prévu en cas de conflit. Néanmoins, entre 1920 et 1929, si imparfait et incomplet que fût cet ancêtre de l'O. N. U., il sembla qu'il pouvait aider puissamment à maintenir le monde en paix.

Autre grave problème : Comme le proclamait W. Wilson, il ne pouvait être question d'une indemnité de guerre; l'idée de « réparations » dues par l'Allemagne et ses Alliés fût universellement admise.

Mais alors comment estimer, très vite, le montant des sommes à percevoir? Chaque État eut à évaluer ses pertes, y compris les dommages aux personnes (donc les pensions d'invalidité, de veuves, d'orphelins). Les premières estimations atteignirent la somme astronomique (alors) de 1 000 milliards de francs-or qui ne pouvait être exigée, même en se fondant sur l'extraordinaire essor économique de l'Allemagne « d'avant-guerre ». On se contenta, au moment de la signature des traités, d'admettre le principe des réparations, et leur paiement partie en nature (charbon, biens d'équipement, bétail), partie en espèces, sans en fixer le montant global, ni accepter la solution, proposée par certains Allemands, de laisser les « responsables » réparer eux-mêmes, ce qui, du point de vue des Alliés, aurait eu le grave inconvénient de favoriser une rapide renaissance de l'économie allemande.

III. La société des nations et la stabilisation de la paix.

Signer la paix, ensuite la construire.

Le premier problème à affronter, et qui va dominer la vie internationale, jusqu'en 1924, fut celui des *réparations*.

1. Le problème des réparations est très ardu à résoudre, car tous les intérêts s'affrontent, se contredisent.

Du côté des ex-Alliés (la solidarité des combats s'est vite émoussée) les tiraillements et les oppositions rendent impossible un accord qui, seul, aurait permis de résoudre le problème. Les « pays dévastés », Belgique et France, considèrent que leur revient, de droit, la majeure partie des réparations à acquitter par l'Allemagne; cependant la Grande-Bretagne obligée de reconstituer sa flotte et qui a perdu, au cours des années de guerre, sa primauté maritime au profit des États-Unis, entend que ce « dommage » soit lui aussi couvert par des paiements allemands; quant aux États-Unis, non directement intéressés, leurs dirigeants estiment qu'une Allemagne ruinée serait un danger tant du point de vue social (risques de révolution) que du point de vue économique (une Allemagne ruinée ne pourrait plus acheter de produits anglo-saxons) ou politique : il s'agit de ne pas laisser s'affirmer la prépondérance française en Europe.

Une des causes majeures de l'opposition entre Alliés est, en effet, au lendemain de la Guerre, la méfiance que font naître les succès militaires de la France et ses exigences manifestées, vainement d'ailleurs, lors des discussions de Versailles.

Au cours de ces années, les deux grands pays intéressés, Grande-Bretagne et France, se sont affrontés plus ou moins violemment, suivant les fluctuations de leurs opinions publiques. Dans l'un et l'autre pays s'affrontent deux conceptions de la politique à suivre, à l'égard de l'Allemagne et de « l'ex-Allié ».

D'une part, les nationalistes en France (représentés surtout par Raymond Poincaré) et les conservateurs en Grande-Bretagne (ou plus exactement les banquiers et les hommes d'affaires) sont pour l'intransigeance : les uns à l'égard de l'Allemagne, les autres à l'égard de la France. D'autre part, les Travaillistes et certains Libéraux britanniques souhaitent, comme la plupart des Radicaux français, une solution viable d'entente entre les anciens Alliés, même de réconciliation (c'est la politique d'Aristide Briand).

Ces deux tendances alternent, et, chaque solution reçoit un début d'application, ainsi l'emportent tantôt des compromis (conférence de Londres et de Cannes, en 1921 et janvier 1922), tantôt de véritable épreuves de force (occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges, en janvier 1923, sous l'impulsion de Poincaré).

De toutes façons l'Allemagne résiste. Les décisions, comme à Versailles, sont prises en dehors d'elle. Aux injonctions des Alliés, elle oppose le refus plein de raideur du Dr. Simons (Ministre des Affaires Étrangères) puis l'habile souplesse de Walter Rathenau (grand industriel rhénan venu au pouvoir, en 1921) qui tente d'apitoyer les « vainqueurs » sur le sort de l'Allemagne où, de fait, l'économie est totalement désorganisée (effondrement du mark, en 1921 et 1923).

Les experts américains proposent finalement, en 1924, un plan de liquidation : le *plan Dawes*, qui prévoit une limitation des versements allemands (2,5 milliards de marks par an), une garantie prise sur l'équipement industriel et commercial allemand (hypothèque sur les chemins de fer) et un contrôle budgétaire, confié à un agent général, américain, installé à Berlin.

Malgré les réductions sévères que représente, pour la France surtout, une pareille solution, elle est adoptée et se révèle efficace, cinq années durant; mais, en 1929, les puissances anglo-saxonnes imposent, les Allemands participant cette fois aux discussions, un nouvel arrangement. Il allège les livraisons en nature, et, surtout, fixe le terme des paiements (ils auraient dû être effectués jusqu'en 1948!), supprime tout contrôle financier ou économique (plan Young, août 1929). Ces règlements et allègements ne comportent pas la contrepartie que réclamait Poincaré, d'un allègement analogue des dettes des anciens Alliés entre eux, surtout à l'égard des États-Unis.

2. La recherche d'un nouvel équilibre : Tandis que la recherche d'une solution au problème des réparations occupait en Occident et plus spécialement en France, l'essentiel des discussions, les dernières secousses de la guerre achevaient de s'apaiser à travers le Monde.

En effet, les armistices de l'automne 1918 n'avaient pas arrêté totalement les hostilités et, pendant quelques années encore, le feu va renaître çà et là. La rivalité, la défiance entre vainqueurs avaient, comme pour les réparations, des effets néfastes sur la stabilisation du monde.

La France n'est pas la seule puissance dont le camp des vainqueurs se méfie; si son prestige militaire, plus que sa véritable puissance, est sorti accru de la guerre, si elle reçoit une part copieuse de « territoires soumis au régime des mandats de la S. D. N. » (Syrie, une partie du Togo, la plus grande partie du Cameroun), elle n'en est pas moins épuisée.

Par contre, le Japon avait largement profité de la guerre pour étendre son emprise économique sur l'Est asiatique et, à Versailles, il avait obtenu mandat sur les îles du Pacifique Nord, occupées jadis par l'Allemagne. Contre cette puissance envahissante, s'alarment tout d'abord les Anglo-Saxons, car le Japon est, lui aussi, comme la Grande-Bretagne et désormais les États-Unis, une grande puissance maritime.

Justement dans le cadre des projets de désarmement qui suivent la signature des Traités de Paix, une *conférence navale fut réunie à Washington* en 1921, en vue d'établir une *pax anglo-saxonica*, réservant la prépondérance, sur mer, aux deux grandes puissances, la Grande-Bretagne et les États-Unis, et limitant proportionnellement les armements des autres États : le Japon a droit à une flotte équivalant aux deux tiers du tonnage de celle de l'un ou l'autre pays anglo-saxon, la France et l'Italie, au quart. Le représentant français à Washington, Aristide Briand, que l'on surnomma quelques années plus tard « le pélerin de la Paix », fait échouer l'accord, voulant préserver la liberté de construction de sous-marins et de navires légers, ces « armes des pauvres ».

Si Briand a manifesté le désaccord de la France, le Japon moins ouvertement hostile, a lui aussi ressenti ce coup d'arrêt que veulent lui infliger les Anglo-Saxons. Retiré désormais dans son lointain Pacifique, il accepte avec désinvolture les décisions et controverses européennes. Il profite des unes et ne tient guère compte des autres.

Ainsi les États-Unis préoccupés de leur « prosperity », reviennent à l'isolationnisme, les Japonais ne jouent plus en apparence qu'un rôle de figurants. Pratiquement, l'Europe se retrouve seule pour résoudre les difficultés mondiales, issues de la Guerre et des Traités. Des problèmes aigus surgissent ainsi sur les rives de l'étroite Adriatique, au Moyen-Orient, et dans les rapports avec l'U. R. S. S.

Sur les rives de l'*Adriatique*, l'Italie ne peut, ni ne veut admettre que les Alliés n'aient pas tenu leurs promesses; elle réclame la possession de Fiume et de la côte dalmate (expédition de Gabriele d'Annunzio et de ses « arditi », en septembre 1919). Finalement un accord avec la Yougoslavie (Rapallo, novembre 1920) résoud le litige : l'Italie garde l'Istrie et Zara; la Yougoslavie, la Dalmatie; Fiume est constitué en État indépendant sous contrôle de la S. D. N. (puis annexé par l'Italie fasciste, en janvier 1924).

Au Moyen-Orient, double, triple problème : celui du partage des dépouilles arabes de l'Empire Ottoman, celui de l'opposition franco-britannique, celui de la révolution conduite par Mustapha-Kémal qui refuse l'humiliation du Traité de Sèvres (août 1920). A peine installé au pouvoir, il s'attaque à Smyrne qu'il enlève aux Grecs après dix-huit mois de combats.

Les ex-Alliés sont divisés (les Anglais veulent soutenir les Grecs, les Français et les Italiens admettent vite la nécessité d'une révision du Traité de Sèvres), l'U. R. S. S. soutient Mustapha-Kémal. La question est réglée par le Traité de Lausanne (juillet 1923) : la Turquie recouvre ses frontières de 1913, tandis qu'un transfert de populations, turques de Macédoine vers Smyrne, grecques de Smyrne vers la Macédoine, règle le conflit.

Les rapports avec l'U. R. S. S. sont très complexes. La lutte, que les Occidentaux avaient engagée, en soutenant les adversaires des Bolcheviks (Russes blancs et Polonais) a cessé en 1921 (paix de Riga) sans que, pour autant, les anciens Alliés de la Russie tsariste reconnaissent la Révolution. Mais pouvait-on ignorer longtemps cet immense pays, dont les réserves et les besoins intéressaient si fort les hommes d'affaires de tous les pays? Au vrai, les relations économiques se renouaient, dès 1921.

Sur le plan politique, l'Allemagne prit l'initiative de la première reconnaissance (Traité de Rapallo en 1922) pour sortir de son isolement de vaincue. Les puissances occidentales suivirent, ne voulant pas laisser aux Allemands le bénéfice d'une reconnaissance dont rien ne justifiait le refus; la Grande-Bretagne, en janvier 1924, la France, en octobre 1924, rétablirent des relations diplomatiques normales avec l'U. R. S. S. qui, cependant, demeurait encore hors de la S. D. N.

3. La grande Société des Nations : En 1924 sont apaisés les derniers remous de la guerre, la paix semble installée. C'est sur la scène de la S. D. N. que l'on peut s'en rendre compte.

Après les élections françaises de mai 1924, Aristide Briand, « le pèlerin de la Paix », s'installe au Quai d'Orsay qu'il ne quitte plus guère jusqu'à la veille de sa mort (1932).

De tout son enthousiasme, il se consacre à cette politique de conciliation et de « réconciliation » en Europe, qu'il avait entrevue en 1921-1922. Politique réaliste, d'ailleurs, (« Je fais la politique de notre natalité » disait-il), mais dont on conteste alors la lucidité. Son action, en tout cas, tend à resserrer autour de la France calmée, sereine, les petites nations; elle vise, sincèrement, à un rapprochement avec la Grande-Bretagne (l'Entente Cordiale restant peu amène) et, surtout, elle rêve d'une réconciliation avec l'Allemagne que semble chercher, de son côté, le Chancelier Stresemann.

C'est dans cette perspective que furent signés en octobre 1925, *les accords de Locarno* qui devaient sceller le rapprochement franco-allemand : ils préludaient à l'entrée de l'Allemagne à la S. D. N. (septembre 1926). Il fallait tout de même en finir avec les séquelles de la guerre, rendre à l'Allemagne de Weimar un équilibre qui lui permît de vivre, sans retomber dans des rêves de domination militaire.

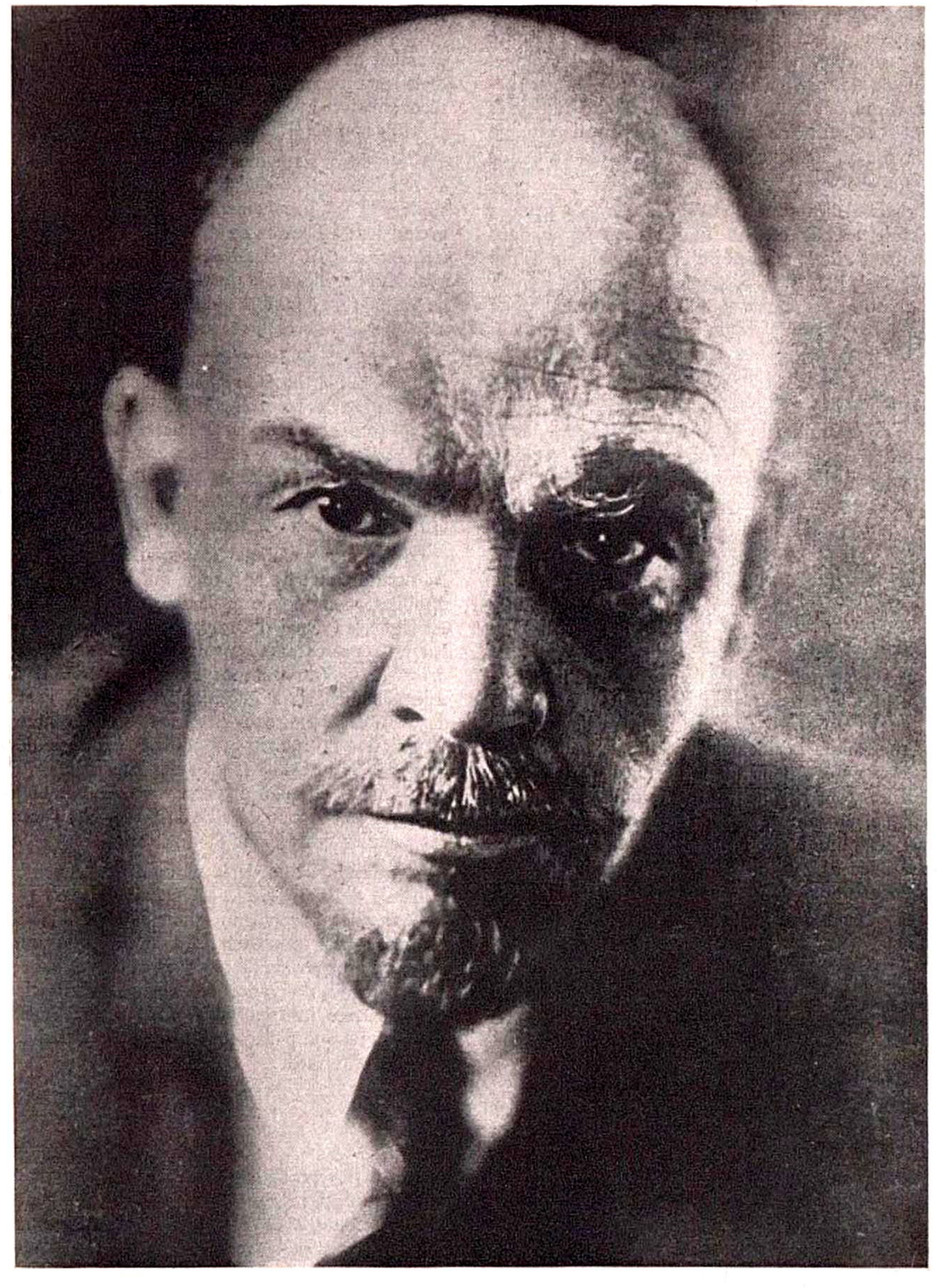
A l'opposé de la politique suivie par Poincaré, en 1922, Briand liquide l'affaire rhénane et accélère l'évacuation des territoires allemands occupés encore par les troupes alliées; les dernières unités françaises quittent la Rhénanie, en 1930, quatre ans avant le délai fixé par le Traité de Versailles, avec l'espoir que sera respectée la clause, prévue en 1919, de la démilitarisation de cette région.

La grande querelle franco-allemande réglée, A. Briand s'attache au projet qui lui est cher : la stabilisation mondiale de la Paix. *Le 27 août 1928* est signé, au Quai d'Orsay, en grande cérémonie, par les représentants de soixante nations, le Pacte *Briand-Kellog* (du nom de ses initiateurs). Il met solennellement la « guerre hors la loi », l'action de Briand se tournait ainsi vers une unification progressive du monde qui pourrait, alors, se développer dans le calme (projet des États-Unis d'Europe); son éloquence persuasive entraînait les délégués aux Assemblées de la S. D. N.; l'accord des peuples consolidait sa position.

Et pourtant! lors de la réunion de l'Assemblée Générale de la S. D. N., à Genève, en mars 1929, le Chancelier Stresemann faisait circuler une carte « rouge » des minorités allemandes, soumises à des États non germaniques : la situation des Sudètes, des Allemands du couloir de Danzig, des Alsaciens, était déclarée insupportable. Ce sont ces mêmes populations que réclamera l'Allemagne hitlérienne, dix ans plus tard.

***

Faut-il penser qu'entre 1918 et 1929, avec une vitesse exceptionnelle, a déjà disparu une génération d'hommes, avec ses illusions, ses programmes, ses faux calculs? Qu'avec d'autres illusions, d'autres faux calculs, une génération nouvelle d'hommes et de programmes s'annoncent?



Lénine.

LA RÉVOLUTION RUSSE, TOURNANT DE L'HISTOIRE DU MONDE (1917-1939)

Les 25 et 26 octobre (ancien style) 1917, les Bolcheviks s'emparent du pouvoir à Petrograd. Sur le moment, en Europe, on ne pense guère qu'aux conséquences militaires de cette nouvelle révolution.

En fait il s'agit bel et bien d'une cassure du Monde. Cette cassure modifia, fondamentalement, toute l'évolution historique. Pôle d'attraction ou de répulsion, le phénomène révolutionnaire russe est la référence par rapport à quoi se situent, plus ou moins consciemment, tous les actes et prises de position. Le mot d'André Malraux reste juste : « Si vous voulez rêver, vous pouvez imaginer, sans absurdité, que... l'événement capital de la guerre de 1914 n'a pas été Verdun, mais la Révolution russe... ». Plus qu'à elle-même, c'est encore à ses conséquences qu'il faut la mesurer.

I. La révolution russe.

1. Les causes de la chute de l'Empire: Dès la fin du XIX[e] siècle, plus encore après la forte flambée révolutionnaire de 1904-1905, la stabilité du pouvoir du Tsar paraît très compromise.

L'immense Empire autocratique est presqu'exclusivement agricole encore (85 % de la population vit de l'agriculture). Sans doute, une industrie s'est-elle créée, très concentrée, qui a fait des progrès spectaculaires, elle demeure cependant comme étrangère au pays, un peu à cause des capitaux qui l'ont financée, et surtout parce que les ouvriers qui y travaillent, sont relativement peu nombreux (2 millions à peu près en 1914) et qu'ils ne constituent pas encore une classe véritable, restant très proches du paysannat. De même l'équipement commercial du pays reste sommaire : ainsi en 1914, 400 mètres de voies ferrées par 100 km² (en Allemagne, au même moment 11 700 km). Les déplacements sont lents, difficiles, longs, en un pays qui évoque « l'immensité planétaire ».

Des tentatives de réforme (réforme agraire de Stolypine) ont à peine affecté l'immobilisme du gouvernement. Cette inertie, très tôt, suscite un malaise général et l'opposition active des Révolutionnaires dont presque tous les dirigeants d'ailleurs sont exilés, divisés en outre par de vives querelles de doctrine et de méthode (par exemple, la rupture entre Mencheviks et Bolcheviks aux Congrès de Bruxelles et Londres, en 1903).

Souhaitée par les uns, crainte par les autres, la Révolution est déjà là. Chacun en parle.

En mai 1906, dans le wagon qui les emporte de Paris à Madrid, au mariage du roi Alphonse XIII, un diplomate français répond aux questions du Grand-Duc Wladimir-Alexandrowitch, cousin du Tsar Nicolas II, et écoute ses confidences : « Puisque nous parlons entre amis, que feriez-vous si vous étiez l'Empereur? (la question s'adresse au diplomate français, Maurice Paléologue, qui hésite, puis répond) — Eh bien!... je n'essaierais pas d'arrêter la Révolution; je tenterais de la diriger en prenant comme point d'appui les masses rurales. Je donnerais des terres aux paysans, beaucoup de terres; je ferais de l'expropriation forcée une loi de Salut Public... — Mais, cette grande réforme agraire, dont vous me parlez, nous n'y pensons que trop... C'est le rêve séculaire des moujiks, le *tcherny pérédiel*, « le grand partage noir »... Et croyez-moi ce ne serait pas une simple révolution; ce serait une effroyable jacquerie; ce serait encore pis qu'au temps de Pougatchef... Le Tsar en serait la première victime et la Russie, la Sainte Russie orthodoxe n'y survivrait pas... Que Dieu m'accorde la grâce de mourir auparavant! » (*La Table Ronde*, 1956, 2).

La guerre accélère la décomposition de l'Empire par suite des lourdes défaites subies par les armées russes; les combats meurtriers ont atteint aussi, souvent, l'élite des ouvriers, envoyés au front par mesure de précaution politique.

A l'arrière, comme chez tous les belligérants, l'épreuve fait apparaître les souffrances, le mécontentement, la misère. Par crainte d'une agitation ouvrière (car les dirigeants russes se souviennent des troubles qui accompagnèrent la désastreuse guerre russo-japonaise de 1904-1905), les usines qui ne travaillent pas pour la guerre ont fermé leurs portes. Peu à peu, l'économie se paralyse. Les paysans ne peuvent plus se procurer les biens

industriels nécessaires et, à leur tour, refusent de livrer leurs récoltes; celles-ci, d'ailleurs, s'amenuisent, ne serait-ce qu'avec l'occupation étrangère des terres de l'Ouest et les incidences d'une mobilisation de plus en plus élargie. Très vite, *la famine menace* les centres urbains, en particulier l'énorme ville excentrique de Petrograd où d'interminables queues assiègent les boulangeries. L'agitation populaire y est permanente.

Aux yeux des bourgeois et des libéraux, défaites, paralysie de l'économie témoignent de l'urgence de réformes profondes. L'incapacité évidente du Tsar, Nicolas II (1894-1917), aidant, l'opposition se généralise (assassinat de l'étrange Raspoutine, en décembre 1916, par un groupe de conjurés proches de la famille impériale).

La situation paraît si inquiétante que les Alliés délèguent auprès du Tsar l'ambassadeur de Grande-Bretagne, lequel reçut de lui cette assez extraordinaire réponse : « Vous me dites, Monsieur l'Ambassadeur, que je dois mériter la confiance de mon peuple. N'est-ce pas plutôt mon peuple qui doit mériter *ma* confiance? » Ceci en date du 13 janvier 1917, alors qu'une vague de froid immobilise toutes les voies ferrées, bloque le ravitaillement du front et des centres urbains, portant à son comble l'impatience des habitants de la capitale.

2. L'explosion révolutionnaire : Le bouleversement, imminent en janvier 1917, s'opère bientôt, en deux étapes rapides : une première révolution, en février-mars 1917, renverse sans peine apparente le tsarisme, mais ne parvient pas à résoudre les problèmes urgents; en octobre-novembre, une seconde vague révolutionnaire porte au pouvoir les Bolcheviks, conduits par Lénine, rentré de Suisse en avril 1917, grâce à la complaisance et au calcul intéressé des autorités allemandes.

Depuis le mois de janvier, dans toutes les villes, ni combustibles, ni pain; des grèves ont éclaté dans tous les centres industriels, à Moscou, à Pétrograd en particulier. Un violent sursaut de désespoir et la misère soulèvent les masses russes, d'ordinaire si patientes.

A partir du 8 mars (27 février, ancien style) se succèdent des émeutes dont une grande manifestation de femmes, à Pétrograd. Cependant les responsables ne croient nullement à la gravité de la situation : le 8 mars, Nicolas II est parti pour le front, le 9, le Ministre de l'Intérieur déclare même : « Si la Révolution doit se produire en Russie, ce ne sera pas avant cinquante ans. » A peine amorcé, le mouvement s'étend vite : grévistes, émeutiers fraternisent avec les soldats de la garnison; le bureau du Comité Central du Parti Bolchevik prévoit la création d'un « Gouvernement Révolutionnaire Provisoire qui devra se mettre à la tête... du régime républicain naissant ». La Douma, de son côté, devant l'aggravation des troubles, organise un Comité provisoire. Le 12 mars, elle constate l'effondrement du régime impérial. Le 15, Nicolas II abdique.

La rapidité, la relative facilité de la révolution mesurent la dégradation profonde du régime. Toutefois la disparition de l'Empire ne résoud pas toutes les difficultés. Le pouvoir est partagé entre deux forces :

Le Comité de la Douma, *Gouvernement provisoire* (Prince Lvov), composé de grands bourgeois libéraux auprès desquels a été détaché « l'ambassadeur de la Révolution », *Kerensky*.

Le *Soviet* des députés, ouvriers et soldats où dominent les socialistes.

Cette dualité paralyse toute action; d'ailleurs, les journées de février-mars ont fait naître un immense mouvement populaire : en fait, une incroyable anarchie s'empare du pays, y provoque des troubles inouïs (le dégel d'un grand fleuve sibérien a-t-on dit parfois). Dans les campagnes, les paysans s'emparent des terres; partout l'armée se désorganise d'autant plus vite que les soldats ne veulent pas être tenus à l'écart du partage de ces champs désirés depuis si longtemps.

En outre, tout le peuple russe réclame la paix (manifestations à Pétrograd, en avril) et les émeutes se multiplient (juillet, encore à Pétrograd). Or, le gouvernement provisoire s'est engagé, vis-à-vis des Alliés, à continuer la guerre, épuisante; le peut-il avec une armée débandée? L'offensive, lancée en Galicie, échoue lamentablement. Elle témoigne de l'impuissance foncière du Gouvernement provisoire, présidé par Kérensky depuis juillet; le général Kornilov veut rétablir un pouvoir fort et marche sur Pétrograd (août), il est arrêté en chemin par la désertion de ses troupes et la ferme résistance de la population de la capitale.

Kérensky, abandonné par les modérés, honni par les Bolcheviks depuis les journées d'avril et de juillet, n'a, en réalité, plus aucun pouvoir. Il ne s'appuie sur rien. Son gouvernement, finalement, est emporté sans effort par la *seconde vague révolutionnaire*.

Lénine qui avait dû fuir en Finlande en juillet, est revenu définitivement à Pétrograd, le 23 octobre, et, avec le Comité Central du Parti Bolchevik, il prépare le « soulèvement armé devenu inévitable et urgent ». Les mardi 6 et mercredi 7 novembre 1917 (24 et 25 octobre, ancien style), « les Bolcheviks font glisser la ville dans leurs mains ».

Le mouvement est, en octobre 1917, passablement anarchique et, de lui-même, il s'oriente vite vers des solutions extrêmes. Lénine le répétait souvent : « Le pays des ouvriers et des paysans pauvres, je vous l'assure, est cent fois plus à gauche que nous-même », ainsi prouve-t-il son génie révolutionnaire, son sens politique, en « expliquant » aux Russes encore peu conscients, leurs aspirations réelles. Il sait canaliser, ordonner, dominer cette extraordinaire marée. Il est le très grand homme de ces jours difficiles. Et, comme tout grand homme authentique, difficile à saisir, à voir.

L'orateur n'est pas extraordinaire, avec un accent aristocratique qui trahit son origine (il était issu d'une famille de petite noblesse), ce n'est pas par l'éloquence qu'il gouverne; absolument désintéressé, absolument dénué de vanité, il n'est pas lui-même, mais l'avocat de la Révolution, du Marxisme, et de l'histoire russe qu'il connait admirablement. Sa grande habileté manœuvrière, est-ce autre chose que cet étonnant renoncement à soi-même, ce dépassement de la personne?

L'homme, le voici, avant son ascension de novembre, à sa première arrivée à la gare de Finlande, alors qu'il venait de Suisse, en avril 1917.

Jusqu'alors, le parti bolchevik a collaboré avec le gouvernement provisoire présidé par Lvov, « sous une double condition » : 1° que des démarches soient entreprises pour accélérer la conclusion de la paix avec l'Allemagne; 2° Que soient maintenus les conseils ouvriers de base qui ont été les organes effectifs de la Révolution.

Un seul membre du Comité Central du Parti — Joseph Staline — faisait alors une campagne quotidienne dans la *Pravda*, pour soutenir le Gouvernement Provisoire, sans aucune condition; il affirmait d'ailleurs que, pendant une guerre et une révolution, on ne pouvait pas poser de conditions au Gouvernement Provisoire.

Quand Lénine arriva à la gare de Finlande (avril 1917) une foule de 5 000 personnes l'attendait. Au premier rang se trouvaient tous les membres du Comité Central. Or avant que le train ne se fût arrêté, Lénine cria de la portière : *Tout le pouvoir aux Soviets ! A bas le Gouvernement Provisoire !* Toute la foule répéta son cri. Ovations pour Lénine.

Le Comité Central semble alors dérouté. Ses membres font quatre ou cinq pas en arrière. Et un beau Géorgien, qui se trouve à l'extrême droite de la délégation — Joseph Staline — est tellement pâle et dérouté qu'il fait, quant à lui, quinze ou vingt pas en arrière et se perd dans la foule.

En fait, Lénine va lutter aussitôt contre la majorité du Comité Central, surtout contre Staline, et pendant plusieurs mois, pour imposer son point de vue. Ce n'est qu'en août 1917 qu'il obtient la majorité... Et ceci, non sans l'aide de pressions extérieures, ainsi de la part de Léon Trotzky et de ses amis, qui venant de l'extrême droite des Mencheviks et n'appartenaient pas encore au Parti Communiste mais soutenaient Lénine du dehors, en exigeant comme lui que « tout le pouvoir passât aux Soviets ». (*Témoignage inédit* (18 janvier 1962) de Georges Gurvitch, alors jeune professeur à l'Université de Pétrograd.)

3. Le communisme de guerre : La victoire si rapide (dite d'octobre) des 6 et 7 novembre était très fragile.

1. *Les Grands Décrets*. Il faut la *consolider* au plus vite. Dès la nuit du 7 au 8 novembre, Lénine rédige le premier décret qui rendra la Révolution irréversible, que n'a pas osé (ou pu?) prendre le gouvernement Kérensky : le *décret sur la terre*. « Les domaines des propriétaires fonciers de même que les terres des couvents, de l'Église, passent aux comités agraires des cantons et aux Soviets des députés paysans de districts. »

Les terres exploitées directement sont laissées à leurs propriétaires : Lénine, renonçant à « la doctrine » par « tactique », attache à la révolution les paysans qui ont ainsi reçu d'elle, la terre qu'ils convoitaient.

Le 14 novembre un décret établit le *contrôle ouvrier sur toutes les entreprises industrielles*. Enfin, le 15 novembre, un Manifeste, établi par Staline, précise que tous les peuples de Russie sont souverains et ont le droit de disposer d'eux-mêmes, (jusques et y compris à la sécession). Il y a là, avant la lettre, ce que nous appelons aujourd'hui, une décolonisation. Ainsi s'esquissait, pour la Russie, la solution du difficile problème des minorités nationales incorporées à l'Empire des Tsars.

Ces mesures décisives ont été prises par les « Commissaires du Peuple » (expression lancée par Trotsky pour remplacer celle de « ministres », dont Lénine disait qu'elle est « abjecte et a traîné partout ») en tout cas, elles doivent assurer la survie de la Révolution; elles ne sont que les plus remarquables, les plus efficaces, des innombrables décisions prises au lendemain de la victoire révolutionnaire, au milieu des difficultés sans nombre que rencontrent les nouveaux maîtres et responsables de la Russie.

2. *La guerre*. En première urgence, il faut *liquider la guerre*. La paix avec les Empires Centraux a été l'un des buts immédiats des Bolcheviks. Malgré la profonde déception que causent les terribles exigences allemandes et après une reprise catastrophique des hostilités en février-mars 1918, le *traité de Brest-Litovsk* est signé, le 3 mars 1918. Il consacre la perte des Pays Baltes et de l'Ukraine qui devient un État vassal de l'Allemagne. L'effondrement allemand, le rendit caduc dès la fin de 1918.

Débarrassés dans l'immédiat du poids de cette « guerre impérialiste », puis des clauses de la capitulation, les communistes voient se dresser contre



1. **Lénine parle, à Pétrograd.**



2. **Bela-Kun, le révolutionnaire qui échoue.**
Le 21 mars 1919, à Budapest, le communiste Bela-Kun passe de la prison au gouvernement. Il organise, pendant 133 jours, une dictature prolétarienne, puis s'enfuit en Russie (1er août 1919).



3. **Denikine, le réactionnaire qui échoue.**
En 1918, en Russie du Sud, Denikine lutte contre les « Rouges ». Il prend appui sur l'Ukraine, un moment (mai à octobre 1919) tient tout le pays de la Mer Noire à Moscou, puis tout s'effondre.

eux la *Contre-Révolution,* d'autant plus agressive, que les Franco-Britanniques la soutiennent. Son action devient vite inquiétante surtout après la défaite allemande, à l'automne 1918.

C'est miracle que la Russie nouvelle ait survécu à la tourmente. Assaillie de toutes parts, elle fait front, jette dans la bataille les meilleurs de ses militants et, comme sous la Convention française en 1793, les Commissaires du Peuple — certains implacables — galvanisent le courage des armées improvisées : Trotsky participe à la défense de Pétrograd, à l'écrasement de l'armée de Youdénitch (juillet 1919-janvier 1920); Staline dirige les opérations contre Denikine, dans la région du Don (octobre 1919).

Le premier temps de passivité et de surprise passé, les paysans se ressaisissent; avec les armées « blanches », en effet, reviennent les anciens propriétaires qui menacent de reprendre leurs terres; les paysans contribuent dès lors, à disloquer ces armées des contre-révolutionnaires (arrêt de l'offensive de l'Amiral Koltchak sur la Volga, en février 1920).

Enfin, d'anciens officiers des armées impériales se mettent au service de la Révolution pour sauver la « Patrie en danger » : ainsi Toukhachevsky qui combat les armées polonaises du Maréchal Pilsudski (avril 1920-février 1921). Les Polonais doivent signer la *paix de Riga* (12 mars 1921) qui fixe, comme frontière commune, celle de 1792 (du second partage). L'intervention polonaise s'est produite à un moment où déjà la contre-révolution avait été vaincue et où, seules, les lointaines Provinces-Maritimes étaient encore occupées par les Japonais. La Russie est alors hors de danger.

3. *L'organisation provisoire.* Incontestablement, cet effort énorme exigea une *rigueur implacable* : « Une commission extraordinaire », la Tchéka, fut créée, en janvier 1918, pour « combattre la Contre-Révolution, la spéculation, le sabotage », et ordonna des exécutions qui n'ont rien à envier à la Terreur de 1793-94.

D'autre part, il faut, pour survivre et résister à cette tempête lente à s'apaiser, créer de toute urgence des organismes gouvernementaux capables de donner aux Russes l'impression qu'ils participent directement à l'organisation de la victoire et, en même temps, par leur concentration, aptes à faciliter des décisions rapides, énergiques.

C'est l'un des buts évidents de la *Constitution de 1918* qui délégua au Conseil des Commissaires du Peuple les pouvoirs du Congrès pan-russe des Soviets (élu au suffrage universel, mais dont sont exclus « les rentiers, les prêtres, les ennemis du régime »). En somme, c'est là un gouvernement révolutionnaire, et comme au Comité de Salut Public de 1793, les Commissaires du Peuple s'affrontent librement, discutent, prennent des positions souvent diamétralement opposées, la prééminence de Lénine ne tient qu'à la seule puissance de sa personnalité, à la clarté de ses vues, à son désintéressement absolu.

4. *L'expansion révolutionnaire.* L'une des causes de ces affrontements va être le très grave et brûlant problème de l'*expansion révolutionnaire.*

Trotsky en était le partisan farouche; en pleine crise, il avait animé en mars 1919, à Moscou, le Congrès des délégués des nouveaux Partis Communistes et fondé la *Troisième Internationale*, le *Komintern.*

Cette propagande révolutionnaire, efficace, fut particulièrement ressentie dans les pays alors les plus profondément atteints par les suites de la guerre.

Les Communistes allemands, les *Spartakistes,* conduits par Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, réunis en congrès à Berlin (30 décembre 1918-2 janvier 1919) semblent prêts à prendre le pouvoir; mais, combattus par les socialistes appuyés par l'armée, ils furent pourchassés et massacrés sans pitié, sauvagement, à travers toute l'Allemagne (janvier 1919).

En Hongrie, *Bela Kun,* emprisonné le 22 février 1919, prenait la tête du gouvernement, le 21 mars 1919; il ne put résister aux efforts conjugués des contre-révolutionnaires et des Roumains et s'enfuyait, le 6 août.

L'action du Komintern se fit sentir aussi en Chine (Sun Yat Sen, cf. chap. v), dans les pays occidentaux (France, Italie en particulier où éclatent des grèves importantes en 1920-21), enfin dans les colonies européennes.

***

Toutefois, les difficultés intérieures russes sont bientôt telles que la politique de « révolution permanente », voulue par Trotsky, doit être abandonnée, pour le moins suspendue. Une sorte de reflux se produit alors, et après l'effort gigantesque qu'elle vient de fournir, la Russie est obligée de s'arrêter, voire de « faire un pas en arrière », comme le reconnaît Lénine.

II. La consolidation du régime.

Le régime doit en effet, coûte que coûte, se consolider malgré les (ou en raison des) difficultés innombrables, des tensions, surtout des misères. Un retour en arrière se dessine.

1. Une effroyable misère : Ce retour en arrière, n'était pas voulu, bien sûr, mais subi, accepté avec une rare intelligence des réalités de l'heure. La plupart des observateurs signalent bien que malgré les ruines, la famine, les rigueurs de la guerre civile et une misère effroyable, le peuple russe témoigne, durant les années dites du « communisme de guerre », d'une joie immense, d'un courage qui expriment l'adhésion populaire profonde comme l'avait montré son soutien à l'effort de lutte contre les « Russes Blancs ».

Mais l'exaltation fiévreuse cède peu à peu; la reprise de la vie quotidienne se fait dans les *pires conditions.* Durant la lutte, le Conseil des commissaires du peuple avait instauré un système de prélèvement sur les excédents des récoltes qui, à la longue, provoque l'hostilité des paysans. Les mauvaises récoltes aggravent l'impression de pénurie réelle (en particulier, en 1921, dans les très riches régions céréalières, telles que l'Ukraine) et la disparition à peu près totale de produits industriels, le système d'échanges en nature adopté, incitent davantage encore les ruraux à se contenter d'une économie et donc d'une production de subsistance. La surface des terres cultivées diminue, l'élevage se réduit aux besoins locaux; les centres urbains ne sont plus ravitaillés, les usines ferment, les ouvriers partent vers les campagnes pour trouver de quoi subsister : Moscou perd plus de 40 % de sa population ouvrière, Pétrograd, plus de 69 %. En 1920, la production industrielle n'est plus que le 1/7e de la production de 1913.

Le charbon, le bois manquent en plein hiver. La *situation sanitaire* traduit une misère inimaginable : le typhus, toutes les affections issues de carences alimentaires font d'immenses ravages; plus de cinq millions de citadins périrent de misère au cours de ces mois de détresse.

Les communistes sont rendus responsables de cette effroyable crise et des insurrections éclatent, animées par les Russes blancs ou les Mencheviks, comme la mutinerie des marins de Kronstadt, le 3 mars 1921, au cri de « Pour les Soviets, sans les Communistes. »

2. La N. E. P. (Nouvelle Économie Politique) est une pause dans l'effort révolutionnaire: Pour éviter à tout prix une catastrophe complète, Trotsky serait partisan de la méthode forte et d'une accentuation du régime socialiste; la majorité du Conseil des Commissaires du Peuple suit Lénine et renonce à cette violence; dès la fin de l'année 1920, l'orientation nouvelle vers une halte nécessaire est envisagée, elle devient officielle lors du Congrès du Parti Communiste, en mars 1921.

Lénine l'annonce : « Nous avons trop conquis, il faut reculer... Nous sommes stupides et faibles, nous avons pris l'habitude de dire que le Socialisme est un bien et le Capitalisme un mal. Mais le Capitalisme n'est un mal que par rapport au Socialisme, par rapport au Moyen-Age où s'attarde encore la Russie, le Capitalisme est un bien » (avril 1921).

C'est la *Nouvelle Économie Politique*, la N. E. P., qui va permettre aux Russes de s'adapter aux nouvelles structures de leur pays, qu'il faut construire, et de surmonter la pénurie à peu près totale. La N. E. P. établit un régime *d'économie mixte* où coexistent un secteur privé et un secteur nationalisé. Le système de troc et de réquisition instauré, au début de la révolution, autant par nécessité que par principe, est abandonné. Aussitôt réapparaissent les signes monétaires et, immédiatement, une inflation vertigineuse; on rétablit aussi les impôts.

Le *système monétaire* nouveau fondé sur le rouble-or est stabilisé en 1924. D'autre part, et dans certaines limites, la N. E. P. rétablit certains droits de propriété et d'héritage. Ces mesures sont favorables à la classe des paysans aisés, les *Koulaks*, seuls susceptibles de disposer de l'excédent de production indispensable au ravitaillement des centres urbains. Les petits ateliers, le commerce de détail sont « dénationalisés », favorisant l'apparition dans les villes, à Moscou surtout, redevenue capitale, de toute une floraison de spéculateurs, les *Nepmen*... Enfin, pour réanimer l'industrie, en activer le développement, les communistes font appel aux capitaux étrangers, appel limité fatalement, par la méfiance des prêteurs éventuels, et volontairement par les perspectives plus lointaines de l'établissement du socialisme.

Car *la N. E. P. n'est qu'une pause* pendant laquelle se prépare l'étape suivante : la commission du Plan d'État, le *Gosplan*, établie dès janvier 1920, accumule enquêtes et travaux préparatoires.

Dans les *campagnes*, si la collectivisation des terres a été interrompue, des organismes d'État, les *sovkhoz* (fermes ou industries agricoles) commencent à fonctionner et à « donner l'exemple ». Les Soviets de paysans pauvres essaient d'organiser une exploitation communautaire[1] des champs obtenus en 1917-18 et conservés malgré la reconquête menée par les Koulaks. De toutes façons, d'ailleurs, la production agricole reprend vite à cause de l'archaïsme même des modes de culture russes : il suffit que les terres soient de nouveau ensemencées pour qu'une amélioration soit aussitôt sentie.

Dans l'industrie, par contre, la nationalisation des activités de base a été maintenue. D'une part le financement de ce secteur nationalisé est assuré par l'impôt (une grande nouveauté dans le monde d'alors), d'autre part, les usines similaires du secteur nationalisé sont groupées en *trusts* (avril 1923) qui doivent réaliser les bénéfices au profit de l'État.

3. *Les aspects politiques de la N. E. P. : Si l'économie, ou tout au moins certains secteurs, sont réanimés par la N. E. P., il n'empêche que de graves difficultés apparaissent.*

Tout d'abord, dès 1923, se produit ce que Trotsky appela la *crise des ciseaux* : la stagnation des prix agricoles et la hausse des prix industriels ouvrent les ciseaux des prix et arrêtent les achats des paysans et les ventes des excédents de récoltes des koulaks, dans les villes : le chômage et la disette réapparaissent.

Par ailleurs, les « profiteurs » de la N. E. P., *Koulaks* et *Nepmen*, semblent décidés à s'emparer du pouvoir : ils pénètrent en masse dans les Soviets locaux; en 1924, une violente campagne s'engage pour les éliminer du Parti en même temps que les « fonctionnaires négligents » (une vieille tradition russe à la vie dure!)

Ces difficultés aggravent les oppositions toujours vives au Conseil des Commissaires du Peuple, en particulier celles où s'affrontent Staline, premier secrétaire du Parti Communiste depuis 1921, et Trotsky; « il n'y a que moi, disait Lénine, qui puisse conduire cet attelage mal assorti ». Mais Lénine disparaît très vite : frappé d'hémiplégie en mai 1922, il prononce son dernier discours en novembre 1922, et meurt le 21 janvier 1924.

Le *conflit* entre ses deux principaux collaborateurs devient brutal, Staline a pour lui « l'appareil » du Parti; Trotsky, fidèle à ses positions doctrinales, veut l'arrêt immédiat de la N. E. P., la reprise de l'action révolutionnaire hors de la Russie, par là il semble critiquer l'œuvre de Lénine. La lutte tourne vite à son désavantage : il est relevé de ses fonctions de Commissaire aux Armées (1925), puis, après avoir tenté de porter la discussion devant l'opinion, au XVe Congrès à Léningrad, il est condamné (novembre), envoyé en Asie Centrale (décembre 1927), enfin expulsé en janvier 1929[2].

Cette lutte se termine par la victoire de Staline. Dès 1924, du fait de sa position privilégiée de Premier Secrétaire du Parti Communiste, il a orienté le pays dans une voie très précise. Le communisme conquérant ne lui paraît pas possible tant qu'il n'est pas solidement établi dans le pays de Lénine. D'autre part, l'adhésion des régions non russes (Caucase, Asie Centrale) au Communisme impose à l'auteur du Manifeste du 15 novembre 1917 de donner une existence constitutionnelle à ces nationalités.

Dès le 29 décembre 1922, la forme fédérale de l'État nouveau apparut dans le nom désormais officiel d'*Union des Républiques Socialistes Soviétiques* (U. R. S. S.). Cela ne suffisait pas encore. En janvier 1924, une nouvelle Constitution crée une Chambre fédérale, le Soviet des Nationalités, à côté du Soviet de l'Union. Les règles d'élection sont les mêmes qu'en 1918 (suffrage universel « limité » et public), les deux Soviets composant le Comité Central exécutif délèguent leurs pouvoirs à un Presidium de 27 membres, sorte de chef d'État à forme collective, et au Conseil des Commissaires du Peuple. Le *Parti communiste* contrôlant les élections à tous les échelons (candidature unique) et dont l'organisation est modelée sur celle de l'État et très fortement hiérarchisée, a une importance décisive : il recrute, regroupe les éléments les plus dynamiques du pays, les engage, à fond, dans « l'édification du Socialisme », en dispose comme d'une véritable « troupe de choc » dévouée corps et âme qui obéit sans discuter aux mots d'ordre venus du Secrétaire Général.

Dans la dizaine d'années qui précèdent la Seconde Guerre Mondiale, l'U. R. S. S. va vivre par force, et volontairement, sur elle-même. Elle construit de façon intelligente, avec une énergie de fer, une économie moderne et par des procédés inédits. Elle construit en même temps une société nouvelle, un État nouveau, une Nation nouvelle ou mieux un groupe de Nations Nouvelles. En 1939-1940, cette immense bataille intérieure est gagnée et assurée la socialisation entière de l'U. R. S. S.

1. Deux formes d'exploitation communautaire apparaissent : les *artels*, associations où sont mis en commun la terre et les moyens de production, et les *kolkhoz* où la collectivisation est totale.

2. Trotsky, après avoir erré d'un pays à l'autre, est finalement assassiné en 1940 à Mexico.

III. La socialisation de l'U.R.S.S.

1. La planification: Malgré toutes les difficultés sociales et politiques qu'elle fit apparaître, la N. E. P. avait permis à l'U. R. S. S. de survivre.

En 1927, la situation est redressée, la production a, de nouveau, dépassé le niveau de 1913. Mais ce n'est pas suffisant.

Dès 1918, Lénine avait déclaré : « Le socialisme est l'abolition des classes. Pour abolir les classes, il est nécessaire tout d'abord de renverser les propriétaires terriens et les capitalistes »; or, la N. E. P., même après l'épuration de 1924, avait renforcé, tout au moins, la situation des *koulaks;* par ailleurs, malgré la reprise industrielle, le pays était demeuré surtout agricole, ce qui le rendait vulnérable et l'éloignait des voies du socialisme. C'était là le grand reproche de Trotsky. Celui-ci éliminé en novembre 1927, les travaux du Gosplan sont repris avec activité. En juin 1929, le XVI[e] Congrès du Parti Communiste approuve la nouvelle voie que va suivre l'U. R. S. S. et que Staline explique, à la fin de 1929, dans deux articles parus dans la *Pravda :* « L'année de la grande crise » et « Au diable, la N. E. P! »

En fait depuis octobre 1928, l'économie soviétique avait entrepris une mutation essentielle. D'enquêtes minutieuses, innombrables, et menées par le Gosplan depuis 1921, de projets et contre-projets, était sorti ce qu'on appela par la suite le *premier Plan Quinquennal.* Le problème : permettre à l'U. R. S. S. de combler « le retard de cinquante à cent ans sur les pays occidentaux » que reconnaît Staline. Pour ce faire, renonçant au développement « spontané » ou « anarchique » de l'économie libérale, l'État soviétique entreprend « de créer une industrie capable de réoutiller et de réorganiser, sur la base du Socialisme, non seulement l'industrie dans son ensemble, mais aussi les transports et l'agriculture ». Cette création doit être méthodique, stable, continue. Il faut donc en premier lieu que les fondements de l'économie socialiste soient solidement établis et la progression assurée. D'où la nécessité de *plans-perspectives* fixant le développement à atteindre dans un certain délai (cinq ans). Comme tous les secteurs économiques sont solidaires, le Plan les concerne tous à la fois et comme cette perspective élimine, par définition, les possibilités de profits individuels, tous les bénéfices doivent être utilisés pour un accroissement de la puissance du pays. Il s'agit, au total, d'une *socialisation* bien plus rationnelle, bien plus systématique que celle qui avait été réalisée, ou ébauchée lors des années héroïques du « Communisme de guerre » et, donc, de la disparition de toutes les formes de propriété individuelle qu'avait rétablies la N. E. P.

2. Les deux premiers plans quinquennaux: La première étape de cette marche vers le socialisme, le premier plan quinquennal, couvre la période de 1929 à 1933.

1. *Le but est d'établir les fondements de la puissance soviétique;* d'où la primauté accordée à l'équipement industriel lourd : aux *industries de base* (prospection, extraction des minéraux, barrages, fonderies et aciéries) qui permettent l'indépendance de l'industrie, et partant de l'économie soviétique à l'égard des puissances capitalistes. Cette création ne peut se faire spontanément, il faut des techniciens, des capitaux. Force est donc de faire appel à l'Occident, mais seuls des techniciens consentent à venir en U. R. S. S.; les capitaux boudent. Toute l'immense mutation entreprise est forcément réalisée par autofinancement, avec les bénéfices réemployés dans l'équipement économique. La vente massive des produits bruts (céréales en particulier) au monde extérieur aurait dû, d'autre part, apporter le supplément de ressources indispensable, mais la crise économique mondiale (cf. chap. VI) limitant les achats, réduit le commerce international, supprime pour l'U. R. S. S. tout débouché et aggrave encore son vif sentiment d'isolement et d'opposition au reste du monde.

Au cours du premier Quinquennat la géographie économique de l'U. R. S. S. se modifie : de nouveaux centres industriels apparaissent, la production de base s'accroît. A côté des trusts, groupements horizontaux déjà existants, sont constitués des *combinats* qui unissent sous la même direction les éléments indispensables à une production donnée. Des difficultés considérables subsistent, tout spécialement pour les transports, encore très insuffisants, pas toujours très judicieusement employés (accumulation de rames de wagons pleins de minerais, bloqués faute de locomotives, par exemple).

L'autre aspect majeur du premier Plan Quinquennal est la réorganisation de l'agriculture : les fermes d'État, les sovkhoz, sont élargies, les exploitations collectives de paysans pauvres, kolkhoz ou artels, étendues; on crée aussi, desservant des groupes de kolkhoz, des Stations de Machines et Tracteurs (les S. M. T.), chargées de mettre à la disposition des paysans le gros matériel agricole récemment sorti des usines, réalisant ainsi une mécanisation rapide des campagnes russes jusqu'alors remarquables par l'archaïsme de leurs modes de culture.

Ces transformations ne pouvaient se concevoir que dans le cadre d'une société d'où avait disparu toute propriété : la collectivisation des terres, de toutes les terres, fut réalisée aux dépens des koulaks; de 1929 à 1933 on procède à la « dékoulakisation » des terres; plus ou moins brutalement les paysans aisés durent abandonner leurs propriétés regroupées dans les kolkhoz, ou aménagées en sovkhoz.

Cet abandon, rarement spontané, fut accompagné d'une véritable hécatombe de cheptel, de la destruction des récoltes, ce qui provoqua une pénurie nouvelle (en 1930 surtout) et la déportation des koulaks qui fournirent de la main-d'œuvre dans les chantiers ouverts en Sibérie et dans le Nord. Malgré des souffrances et des déceptions sévères, le premier Plan eut des résultats positifs. En janvier 1934, le XVII[e] Congrès du Parti Communiste s'intitula fièrement « le Congrès des vainqueurs » affirmant ainsi, à la face du monde en proie aux séquelles de la grande dépression de 1929, sa confiance dans le régime nouveau.

2. *Le deuxième Plan, pour la période de 1933-1937, doit permettre à l'U. R. S. S. d'élargir sa production :* pour l'agriculture, la collectivisation des terres est pratiquement achevée : 93 % des exploitations rurales sont des kolkhoz; quant à l'industrie, l'effort s'y intensifie. Une concentration gigantesque des centres industriels est prévue; si le secteur de base reste prioritaire, on aménage néanmoins d'autres industries chimiques, ou de transformation, indispensables à la vie courante.

Un autre aspect de ce second Quinquennat est l'*amélioration technique :* l'augmentation de la productivité ouvrière est illustrée par le mineur *Stakhanov* (en 1935, dans le bassin du Donetz). Les ouvriers furent encouragés à dépasser les normes prévues par le Plan et à perfectionner outils et machines.

3. *En 1938, les résultats sont remarquables.* La production a augmenté, et malgré l'essor démographique considérable (147 millions d'habitants en U. R. S. S., en 1926; 170 millions, en 1939) le niveau de vie s'est élevé. Surtout, les citoyens soviétiques ont l'espoir de sortir bientôt de peine; d'autre part, un fait plus remarquable encore, est l'élévation incomparable du *niveau technique* des travailleurs soviétiques; aussi bien dans les *sovkhoz* que dans les combinats, la main-d'œuvre, très peu qualifiée avant la révolution, acquiert une formation technique poussée, en même temps que décroît le pourcentage des illettrés (en 1914, on comptait 97 % d'analphabètes dans les régions les moins évoluées). Cette éducation est d'ailleurs favorisée par le très grand nombre de jeunes : 45 % de la population a moins de vingt ans, en 1939.

Toutefois, un certain ralentissement a été imposé dans l'amélioration des conditions de vie par les difficultés extérieures qui, dès 1935, obligent les dirigeants soviétiques à consacrer une part croissante de la production industrielle aux préparatifs de défense contre l'hitlérisme, de plus en plus menaçant.

Malgré cette inquiétude, en 1938, était lancé le *troisième Plan Quinquennal* qui devait atténuer la concentration industrielle gigantesque (on parla alors de « gigantomanie ») réalisée durant le second quinquennat et opérer une véritable redistribution des industries à travers le pays : par exemple, est prévue la création des usines de tracteurs à Stalingrad (Volgograd).

Mais la seconde Guerre Mondiale arrêta brutalement la mise en œuvre du troisième Plan.

3. Rigueurs politiques : Ces incroyables transformations qui brusquement font de l'U. R. S. S. un pays industrialisé dont la production se rapproche de celle des plus grandes puissances, n'ont pas été faciles.

1. *La lutte contre les opposants.* Ces transformations exigeaient une tension permanente, un sacrifice héroïque de toutes les satisfactions immédiates afin que la « vie fût meilleure » pour les générations à venir. En attendant, les citoyens soviétiques continuaient à vivre entassés dans des logements exigus, à être mal vêtus, souvent très mal chaussés, à faire de longues stations devant les magasins d'État pour se procurer un minimum de biens. Dans la voie choisie, la moindre défaillance, la moindre hésitation pouvait tout compromettre. Comme les *Nepmen*, les *koulaks* durent disparaître et, après eux, tous ceux qui cherchaient à sauver un minimum de bien-être ou d'indépendance matérielle, intellectuelle ou morale.

La nécessité de cette « unanimité » explique que le régime se soit durci, que la « dictature du prolé-

tariat » soit devenue plus exigeante. Tous les opposants au régime disparaissent; il y a deux périodes où la rigueur atteint son paroxysme : tout au début de la planification, entre 1927 et 1929, lorsqu'il s'agit de faire taire tous ceux qui, avec ou contre Trotsky, n'ont pas approuvé la prise de pouvoir de Staline et la nouvelle impulsion donnée à l'U. R. S. S.; la seconde période plus dramatique encore s'ouvre, en 1936, après l'assassinat, à Léningrad, du vieux révolutionnaire Kirov. C'est le moment où les menaces hitlériennes se précisent, où le nazisme risque de contaminer l'U. R. S. S. En même temps, des difficultés intérieures ralentissent la réalisation du second plan quinquennal : la récolte a été insuffisante, en 1936, et le rythme d'accroissement de la production n'est plus celui qui avait été prévu.

Comme pour stimuler les énergies, briser les résistances, s'ouvre, à partir de 1936, une série de grands procès à Moscou (les « purges ») qui doivent éliminer, les uns après les autres, tous les anciens opposants à Staline et tous ceux qui, comme Toukhatchevsky, auraient pu lui porter ombrage; les exécutions, les déportations massives connues en Occident font croire qu'il s'agit des « derniers soubresauts du Communisme agonisant ».

2. Cependant, au même instant, *Staline élargit la base politique du régime* qui, contrairement à l'opinion courante en Occident, est désormais solidement installé.

En décembre 1936, fut promulguée une *Nouvelle Constitution* qui apporte quelques modifications au régime de 1924. Les changements les plus importants concernent le mode de scrutin : toutes les restrictions au suffrage universel sont supprimées, le vote est désormais secret; d'autre part, les inégalités qui subsistaient entre la représentation des villes et celle des campagnes sont très atténuées. Le pouvoir central est simplifié. Les deux Chambres, le Soviet de l'Union représentant la population, et celui des Nationalités représentant les Républiques fédérées, constituent le Soviet Suprême, réuni deux fois par an et qui désigne le *Presidium* de trente-sept membres et le Conseil des Commissaires du Peuple.

En outre, l'article 126 de la Constitution déclare : « les citoyens les plus actifs et les plus conscients, de la classe ouvrière et des autres couches des travailleurs, s'unissent dans *le Parti communiste* de l'U. R. S. S., qui est à l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs tant sociales que d'État ».

Ce rôle capital du Parti communiste est illustré par le fait que, jusqu'en 1940, Staline, chef incontesté de l'U. R. S. S., ait jugé inutile de se faire élire à la tête du Presidium et soit demeuré Secrétaire Général du Parti Communiste. Il dominait ainsi tout le Parti, encore peu nombreux à l'époque (en 1938, après les purges, il ne comptait plus guère que deux millions d'adhérents), mais qui servait de solide armature à l'immense population soviétique.

Dans le Parti, comme dans le peuple entier, l'élément jeune, les moins de vingt ans, les Komsomols, représentait une force considérable, toute entière tournée vers l'avenir. Elle n'avait plus rien de commun avec l'ancienne Russie si ce n'est un patriotisme renouvelé par l'immensité de la tâche menée à bien.

NOTES ET DOCUMENTS

La révolution d'octobre, à Pétrograd.

Le mercredi 7 novembre la forteresse de Pierre-et-Paul tirait le coup de midi comme je descendais la Nevsky. Il faisait une journée froide et humide. La porte de la Banque d'État était fermée et gardée par quelques soldats, baïonnette au canon. « A quel camp appartenez-vous? leur demandai-je. Au gouvernement? — Fini le gouvernement! me répondit l'un d'eux, avec un ricanement, Dieu merci! » c'est tout ce que je pus obtenir.

Les tramways roulaient sur la Nevsky, hommes, femmes, enfants s'accrochaient à chaque saillie. Les boutiques étaient ouvertes et la foule, dans la rue, paraissait plutôt moins inquiète que la veille. La nuit avait fait éclore sur les murs une nouvelle floraison d'appels aux paysans, aux soldats du front, et aux ouvriers de Pétrograd contre l'insurrection...

J'achetais un numéro du « Rabotchi Pout », le seul journal en vente, semblait-il, et un peu plus tard un soldat me revendit 50 kopeks son numéro du « Dien ». L'organe bolchevique, tiré en grand format sur les presses de la Rousskaïa

Volia, journal réactionnaire saisi, portait des titres énormes : « Tout le pouvoir aux Soviets des Ouvriers, Soldats et Paysans! » « La Paix, du Pain, la Terre! » L'article de fond était signé de Zinoviev, compagnon de cachette de Lénine...

Le Dien donnait des nouvelles fragmentaires de cette nuit agitée : les bolcheviks avaient pris le Central Téléphonique, la Gare Baltique, l'Agence Télégraphique; les Junkers de Peterhof étaient incapables d'arriver à Pétrograd; les Cosaques restaient indécis; des ministres avaient été arrêtés, le chef de la milice municipale, fusillé; partout des arrestations, des contre-arrestations, des escarmouches entre patrouilles de soldats, de Junkers et de gardes rouges.

Au coin de la Morskaïa, je rencontrai le capitaine Gomberg, menchevik « jusqu'au-boutiste », secrétaire de la section militaire de son parti. Quand je lui demandai si l'insurrection avait réellement eu lieu, il haussa les épaules et, d'un air las, me répondit : « Le diable le sait! Les bolcheviks peuvent peut-être s'emparer du pouvoir, mais ils ne le garderont pas plus de trois jours. Ils n'ont pas d'hommes de gouvernement. Peut-être vaut-il mieux même qu'ils soient à l'épreuve, ça les achèvera. »...

En exhibant des papiers appropriés, je réussis à gagner la porte de la galerie de la presse (au Palais Marie où siégeait le Conseil de la République). Là, un colosse de matelot m'arrêta en souriant et comme je lui présentais mon sauf-conduit, me dit : « Si vous étiez saint Michel lui-même, vous ne passeriez pas, camarade. »...

Un petit homme à moustaches grises, en uniforme de général, occupait le centre d'un groupe de soldats. Il était rouge de colère. « Je suis le général Alexeiev, criait-il. Comme supérieur et comme membre du Conseil de la République, j'exige qu'on me laisse passer. »

La sentinelle se gratta la tête, lançant du coin de l'œil un regard plein d'embarras; elle fit signe à un officier qui se trouva lui-même fort confus, quand il vit de quoi il s'agissait; sans bien savoir ce qu'il faisait, il se mit au garde-à-vous: « Excellence, bégaya-t-il, employant involontairement les formes de l'ancien régime; l'accès du Palais est strictement interdit... Je n'ai pas le droit... »

... Nous arrivâmes à Smolny, dont la massive façade était tout illuminée, de toutes les rues, plongées dans l'obscurité, se déversaient des flots de formes vagues qui se mouvaient avec hâte. Des automobiles et des motocyclettes passaient; une énorme automobile blindée, couleur d'éléphant, avançait lourdement avec deux drapeaux rouges à sa tourelle en donnant des coups de sirène. Il faisait froid et à la grille extérieure les gardes rouges avaient allumé un feu. A la porte intérieure, à la lueur d'un autre feu, les sentinelles déchiffrèrent péniblement nos passeports et nous examinèrent. Les capots de toile des canons et des mitrailleuses installés de chaque côté de la porte avaient été enlevés et les bandes de munitions pendaient, comme des serpents, aux culasses. Des automobiles blindées, moteurs en marche, étaient rangées dans la cour sous les arbres. Les longs couloirs nus, faiblement éclairés, tremblaient sous le bruit assourdissant des pas, des cris, des appels. Une atmosphère d'agitation fébrile régnait. Une foule dégringolait l'escalier : des ouvriers en blouses et en bonnets de fourrure noirs, beaucoup le fusil à l'épaule; des soldats en grossières capotes couleur de boue et avec la chapka grise aplatie sur le haut; quelques chefs... courant, entourés de groupes où tout le monde parlait à la fois, le visage harassé et anxieux, une serviette bourrée sous le bras. La séance extraordinaire du Soviet de Pétrograd venait de prendre fin. J'arrêtai Kamenev, petit homme aux mouvements vifs, à la face large et animée, presque sans cou. Sans autre préambule, il nous lut en français une traduction rapide de la résolution votée.

« Le Soviet des Députés Ouvriers et Soldats de Pétrograd, saluant la Révolution victorieuse accomplie par le prolétariat et la garnison de Pétrograd, souligne particulièrement l'union, l'organisation, la discipline et la coopération parfaite des masses au cours du soulèvement; rarement moins de sang fut répandu et rarement insurrection connut pareil succès.

Le Soviet exprime sa ferme conviction que le Gouvernement Soviétique Ouvrier et Paysan, qui sera créé par la Révolution et qui assurera au prolétariat des villes l'appui de toute la masse des paysans pauvres, marchera avec fermeté vers le socialisme, seul moyen d'éviter les misères et les horreurs inouïes de la guerre.

Le nouveau Gouvernement Ouvrier et Paysan présentera immédiatement à tous les belligérants des propositions en vue d'une paix démocratique et juste.

Il supprimera immédiatement la grande propriété foncière et remettra les terres aux paysans. Il établira le contrôle des ouvriers sur la production et la répartition des produits manufacturés et instaurera un contrôle général des banques qui deviendront monopole d'État.

Le Soviet des Députés Ouvriers et Soldats de Pétrograd exhorte les ouvriers et les paysans de Russie à mettre toute leur énergie et tout leur dévouement au service de la Révolution ouvrière et paysanne. Le Soviet exprime la conviction que les ouvriers des villes, alliés aux paysans pauvres, sauront maintenir parmi eux une discipline inflexible et assurer l'ordre révolutionnaire parfait, indispensable pour la victoire du socialisme. Le Soviet est convaincu que le prolétariat des pays occidentaux nous aidera à conduire la cause du socialisme à une victoire complète et durable. »...

John Reed,
Dix jours qui ébranlèrent le monde.



Louis Armstrong.

LES ANNÉES FOLLES
(1919-1929)

Volontiers, lorsqu'on évoque l'histoire du monde (et plus spécialement de l'Europe) entre 1919 et 1929, revient l'expression « d'années folles ». Pourtant l'après-guerre s'ouvrait sur un tableau sévère. Mais la détente des énergies, l'aveuglement conscient, ou non, qui règne alors donnent à ces dix années un visage étrange, un peu inquiétant. Elles sont sous le signe de la joie triste, souvent peu raisonnable, sous le signe de l'esprit qui n'a pas abdiqué tous ses droits.

I. Les contradictions de l'après-guerre.

1. Détente et crise morale : Au sortir de l'angoisse dans laquelle les hommes, les Européens surtout, avaient vécu si longtemps, éclata un véritable appétit de vie, un besoin d'être, de s'affirmer vivant.

Cet appétit prend, surtout chez les vainqueurs, une *allure de rébellion* contre les *tabous* du passé. L'expérience de la guerre, l'impuissance démontrée, après la guerre, de « rétablir » le monde, renforcent les attitudes de négation; le pessimisme sensible dès avant 1914 (et qui est de toutes les époques) s'étale volontiers et engendre une opposition plus ou moins brutale qui s'exprime, exemple entre mille, par des modes (passablement extravagantes) adoptées avec enthousiasme, dans la mesure justement où elles risquent de mieux marquer encore la coupure, d'esquisser une libération.

Un des aspects de cette rupture avec le passé est l'*émancipation féminine ;* bien sûr ce mouvement avait commencé dès avant 1914, mais « après la guerre », il prit une ampleur nouvelle, même dans les pays latins. Beaucoup de femmes n'avaient-elles pas dû travailler, même si elles appartenaient aux classes aisées ? Cependant, sauf dans les pays anglo-saxons, on ne leur reconnaît pas encore de droits civiques. Toutefois, leur présence s'impose de plus en plus nombreuse dans les professions libérales auxquelles elles n'avaient jusqu'alors guère accès.

Ce refus du passé se marque mieux encore dans les Lettres et les Arts, ce champ des faciles révoltes. Les formes « à la mode » (surréalisme, dadaïsme, jazz) pullulent, savoureuses et irritantes. Elles expriment toutes une rupture nette à l'égard des modes antérieures à la guerre. Les continuateurs de Debussy, de Zola, d'Anatole France, des Impressionnistes ne sont bientôt plus suivis. A ce moment Picasso modifie sa manière.

Le vieux monde a inconsciemment soif de renouveau. Avec la honte de la défaite, les soldats du Kaiser ont remporté dans leurs bagages la valse viennoise et la polka bavaroise. Le siècle de Ford, des abattoirs de Chicago, des Yankees millionnaires, exige un décor musical différent. L'Amérique donne le ton à l'économie des peuples de la vieille Europe, à leurs amusements aussi.

Et lorsque les snobs de la Coupole et du Jimmy's commencent déjà à se lasser des rythmes nègres, les véritables disques des pionniers de la Nouvelle-Orléans arrivent régulièrement. Odéon publie en France les gravures de Louis Armstrong et de Bix Beiderbecke.

Le jazz. Les premiers messagers du jazz en France furent les soldats de l'armée Pershing. Dès 1917, les orchestres de caf'conc proposent à leur public le cake-walk, le one-step et le populaire fox-trot. Des ensembles noirs, des *jazz-bands*, sont engagés par les grands dancings. Au Palace de Paris, sept nègres placides et souples, déchainent les pieds des danseurs, surpris et charmés par l'exotisme des mélodies et des rythmes. Et le premier véritable amateur de jazz fut peut-être un jeune poète de trente ans, Jean Cocteau, aujourd'hui président d'honneur de l'Académie du Jazz. C'était l'époque où il écrivait le « Coq et l'Arlequin » et fasciné par cette étrange musique, Jean Cocteau devait ajouter quelques lignes :

« Le band américain l'accompagnait sur des banjos et dans de grosses pipes en nickel. A droite de la petite troupe en habit noir, il y avait un barman de bruits sous une pergola dorée, chargée de grelots, de tringles, de planches, de trompes de motocyclette. Il en fabriquait des cocktails, mettant parfois un zeste de cymbale, se levant, se dandinant et souriant aux anges. Mr. Pilcer, en frac, maigre et maquillé de rouge, et M[lle] Gaby Deslys, grande poupée de ventriloque, la figure de porcelaine, les cheveux de maïs, la robe en plumes d'autruches, dansaient sur cet ouragan de rythmes et de tambours

une sorte de catastrophe apprivoisée qui les laissait tout ivres et myopes sous une douche de six projecteurs contre avions. »

Des esthètes, écrivains, rimailleurs, peintres et décorateurs annonçaient des temps nouveaux et n'écoutaient que la musique nègre. Autour d'eux quelques snobs répétaient à l'envi leur enthousiasme pour ces nouveautés qui n'étaient encore que l'apanage de ceux dont la fortune permettait les loisirs et l'achat des premiers disques, qui furent les meilleurs ambassadeurs du jazz, avec la radio.

Tout ce petit monde fréquentait la boîte à la mode : « le Bœuf sur le toit ». L'ambiance musicale était assurée par les pianistes Wiener et Doucet et les conversations des élégants consommateurs portaient aussi bien sur les nouveautés de l'école « dada » que sur l'importance du jazzo-flûte dans l'œuvre de Jack Hylton.

L'art nègre devait balayer la civilisation de la belle époque et pour mieux annoncer ces temps nouveaux, les stridentes sonorités des orchestres qui imitaient ceux d'Amérique paraissaient plus efficaces que nulles autres. Ce fut donc un public vaniteux, à l'affût du scandale et du modernisme à tout prix, qui fut la première troupe de partisans du jazz. A Bruxelles, à l'Alhambra, l'écrivain Robert Coffin découvrait la magie des percussions neuves. Il écrivit alors l'un des premiers ouvrages traitant du jazz : « Aux frontières du jazz. »

Cette forme de détente et de crise, cette « mode nouvelle » que nous ont conservée tant d'œuvres littéraires, picturales ou cinématographiques, est le fait, bien sûr, de quelques privilégiés, individus, nations. Profondément, à travers le monde entier, se creuse une rupture beaucoup plus universelle qui oppose, plus violemment que jamais les générations entre elles et témoigne, dès ce moment-là, des effets psychologiques de « l'accélération de l'Histoire ».

2. L'instabilité économique : De 1919 à 1929, les hommes ont eu, sur le plan économique (et social), le sentiment très vif d'une instabilité.

1. Cette impression d'écroulement général n'est que trop bien illustrée par les *crises monétaires* qui sévissant à peu près partout dans le monde, la matérialisent.

Le coût de la guerre avait été très lourd; pour y faire face, les belligérants avaient eu recours à l'inflation et, de ce fait, la stabilité des rapports entre les monnaies (un des faits les plus constants de l'économie du XIXe siècle) avait été rompue.

Tant que les hostilités avaient duré, une « solidarité monétaire » entre Alliés avait soutenu artificiellement les cours, mais, dès 1919 (mars 1919 pour les États-Unis), les pays « riches » (États-Unis et, dans une certaine mesure, Grande-Bretagne) abandonnent le soutien monétaire des pays pauvres ou appauvris par la guerre (France, Italie) dont la monnaie s'effondre. Quant aux vaincus, leur situation est pire.

A ce phénomène quasi universel, les experts ne trouvent que *deux remèdes* : ou la *déflation* (en Grande-Bretagne : réduction des signes monétaires pour rétablir la parité avec la « couverture-or ») ou la *dévaluation* (en France ou en Allemagne : la monnaie nationale perd un quart, ou davantage, de son ancienne valeur).

De toute façon, ces difficultés monétaires engendrent de graves perturbations dans les échanges, elles renforcent les tendances protectionnistes, fortes après la guerre; elles bouleversent les habitudes humaines, par exemple en France la vanité des « économies », du « bas de laine », devient flagrante et contribue largement à développer les nouvelles « modes ». Une autre conséquence apparaît dans les *migrations de capitaux*, ceux-ci fuient les pays à monnaie instable et s'investissent là où les revenus sont en hausse aggravant ainsi la différence entre pays prospères et pays en crise.

2. L'attirance des pays riches s'accroît : du fait de la guerre, des inventions et des mises au point ont été réalisées en vue des opérations militaires mais sont désormais, « reconverties » pour les besoins de la paix; *alors se dessine une « seconde révolution industrielle » que bien des signes annonçaient dès les dernières années du XIXe siècle.*

Née aux États-Unis, elle se traduit par une accélération des rythmes de production (standardisation, travail à la chaîne), par un abaissement des prix de revient et par des ventes massives. La nouvelle production en série exige de transformer, de rééquiper les industries; les petites entreprises disparaissent absorbées par des *trusts* de plus en plus gigantesques, financièrement seuls capables de mettre en place les nouveaux équipements.

Cette « seconde révolution industrielle » fait appel à de *nouvelles sources d'énergie*, le pétrole, l'électricité; elle jette en masse sur le marché des produits nouveaux (tissus de rayonne, automobiles, etc...), elle bouleverse, complètement, les structures économiques, contribue à donner cette impression de rupture.

Cela d'autant plus que *les vieux pays industriels*, comme la Grande-Bretagne, dans une certaine mesure la France, *ne suivent pas*, conservent dans la plupart des industries, leurs vieilles méthodes et se laissent amplement distancer ou rattraper par les puissances plus dynamiques : le Japon, surtout l'Allemagne, qui suivent l'exemple des États-Unis.

L'agriculture est (plus qu'elle ne l'avait été au XIXe siècle) atteinte aussi par ces bouleversements monétaires : l'inflation décharge les paysans de leurs dettes. Les pays « neufs » qui avaient, entre 1914 et 1918, fourni les ressources indispensables

aux Occidentaux et, pour cela accru leur production, continuent à produire davantage et les cultures s'étendent et se perfectionnent. En même temps, peu à peu, les pays d'Europe Centrale et l'U. R. S. S. recommencent à exporter. Après la première impression de soulagement, la disette écartée bientôt apparut la menace de surproduction.

Enfin, aggravant encore davantage l'anarchie du monde, les *problèmes démographiques* se compliquent. La poussée de natalité qui suivit la guerre s'est prolongée dans certains pays européens, les plus pauvres, et les possibilités d'émigration sont réduites soit à cause de l'élévation des prix de transport, soit, le plus souvent, à cause de la fermeture des pays qui recevaient autrefois les émigrants : États-Unis, Allemagne, Dominions britanniques. Par ailleurs, en Asie, la population continue à croître à une vitesse excessive et le Japon, en particulier, éclate dans son archipel si exigu (64,5 millions d'habitants en 1930 contre 30 millions à peu près vers 1900).

Ce sont là signes de progrès, de *prospérité*. Mais cette réalité s'accompagne d'incertitudes, de désastres pour les uns, de bénéfices pour les autres.

3. Le conservatisme politique : Tant d'effervescence, de recherches, de nouveauté, de ruptures s'accordent étrangement avec un renforcement généralisé (sauf en Russie) de la politique conservatrice.

La guerre a, partout, exaspéré les nationalismes. Les États ne se replient que trop volontiers dans une exaltation d'eux-mêmes par fierté de la victoire (France, Grande-Bretagne), en raison de la déception que provoquent les discussions des Traités de Paix (Italie, États-Unis), par orgueil blessé chez les vaincus.

Les difficultés monétaires, l'essor vertigineux de certaines économies renforcent, davantage encore, ce repliement sur soi : *le protectionnisme est de règle*; il faut garantir les industries en voie de rééquipement, ou celles qui végètent faute de s'adapter. La concurrence devenant de plus en plus sévère à mesure que les années s'écoulent, contrairement aux promesses (message de Wilson, point 3) et à l'avis de bien des experts, le monde se cloisonne, se hérisse de barrières douanières. Le phénomène est particulièrement sensible en Europe Centrale, avec l'apparition des États nouveaux et l'allongement des frontières. Ce nationalisme économique et sentimental prend appui sur les forces conservatrices, parce que, dans les vieilles démocraties, il s'agit de « conserver » les formes qui ont permis la victoire et, partout, il convient de se « défendre » contre la « contagion révolutionnaire ».

Le grand fait politique de cet après-guerre est, en effet, la coupure du monde en deux, du fait de la Révolution soviétique.

La stabilisation du régime communiste fait éclore des mouvements opposés, pour ou contre l'expérience de l'Est.

Ceux qu'écrasent les structures traditionnelles, y voient l'exemple à suivre, à imiter. Or dans le contexte de nationalisme aigu qui domine l'Europe (et le monde) après 1919, ils font figure de véritables traîtres, dont le but est la subversion de l'ordre établi, l'imitation de l'étranger. De ce fait, même dans la classe ouvrière des divisions apparaissent entre ceux qui suivent les « bolcheviks » et rêvent d'une révolution, et ceux qui, par crainte d'un communisme étranger, se tournent vers un socialisme réformateur.

L'importance respective de l'une ou l'autre tendance, est d'ailleurs, liée à la plus ou moins grande prolétarisation des masses (très peu de communistes dans les Trade-Unions britanniques tandis que les syndicats italiens deviennent, en majorité, communistes).

En face du monde du travail divisé par *l'attirance du communisme*, et s'unissant contre « l'homme au couteau entre les dents », il y a tout le reste de chaque nation, c'est-à-dire la majorité. Là encore, la crainte du communisme (ou parce qu'on en agite « l'épouvantail ») modifie considérablement les données politiques traditionnelles : les partisans d'aménagements sociaux ou simplement fiscaux, même très modérés (comme les libéraux britanniques ou les radicaux français), se heurtent à une opposition vite généralisée que dressent, savamment, les intérêts menacés, en criant « au Communisme », (ainsi le « mur d'argent » contre le premier ministère Herriot, en 1924-1925).

C'est, aussi, *la crainte du « Communisme athée »* qui fait prendre position à l'Église Catholique (et aux Églises en général) et la rapproche des forces conservatrices, malgré le réveil des tendances « progressistes » (Dom Sturzo crée le mouvement des « popolari » en Italie, dès 1919) et le rappel par Pie XI (1922-1939) de l'obligation stricte, pour les catholiques, de lutter contre « les abus du capitalisme, l'injustice sociale » et de rechercher « une conciliation du travail et du capital ». Bref toute la structure politique de l'Occident se fige, empêche les novations, refuse ce besoin de réformes et ne lui laisse que les manifestations de la mode, ou de l'esprit.

II. Évolution intérieure des principaux États.

Y a-t-il vraiment une évolution de la vie politique des principaux États, ou bien une agitation apparente, et comme le disent les sociologues, de ces mouvements qui n'avancent pas, « danse sur place » ?

Tous les éléments que nous venons d'étudier, apparaissent plus ou moins nettement dans l'évolution intérieure des divers pays. En gros, les *Démocraties Occidentales* (États-Unis, Grande-Bretagne, France) continuent, avec plus ou moins de bonheur et de tranquillité, sur leur lancée, tandis que les *Pays de l'Europe Moyenne*, l'Italie et l'Allemagne surtout, sont en proie à de graves secousses, et que s'y confirme un mécontentement fondamental.

Enfin, dans *l'Asie* surpeuplée et le *Monde Arabe*, où l'évolution s'accélère, les traditions et croyances séculaires sont affrontées aux techniques occidentales et au matérialisme qu'elles véhiculent. De violents conflits s'y préparent.

1. Les démocraties occidentales, victorieuses.

a) *Les États-Unis sont les réels vainqueurs, en 1918.* L'aide fournie très tôt aux puissances occidentales et leur participation à la Guerre ont favorisé un *essor économique* considérable qui se prolonge durant les années d'après-guerre. La *puissance financière* des États-Unis est devenue prépondérante. Désormais l'Europe n'est plus créditrice, c'est elle qui emprunte aux grands organismes bancaires (ou à l'État Américain).

D'autre part, la *production* s'accroît dans tous les domaines. Cette progression économique s'accompagne d'une concentration capitaliste remarquable que soutiennent et coiffent les grandes banques d'affaires (Morgan, Rockefeller). Pour faciliter l'écoulement des produits industriels, se généralise la méthode des ventes à crédit qui permet, même aux Américains dont les revenus sont modestes (et il y en a !), de se procurer les éléments de confort qui, en Europe, restent le privilège des classes aisées. L'impression universelle est que les richesses sont inépuisables, que tous, ou presque tous les citoyens en profitent : c'est vraiment la « prospérité ».

Mais, précisément, ce niveau de vie supérieur à celui des autres nations, les Américains des États-Unis veulent le conserver : ce qui justifie le maintien d'un strict protectionnisme. D'autre part, les difficultés ressenties lors de l'entrée en guerre (l'opposition violente des citoyens d'origine allemande), la conviction de leur supériorité, l'étonnement un peu scandalisé provoqué par les âpres discussions entre puissances européennes (si petites et si semblables entre elles, vues des États-Unis) ont favorisé un retour à l'*isolationnisme* qui, aux États-Unis, est, en somme, une forme de nationalisme. On voit renaître le Ku-Klux-Klan, le Congrès vote, en 1921 et en 1924, des lois restreignant l'immigration; et même les lois de prohibition (de l'alcool de vin) semblent traduire ce repli des États-Unis sur eux-mêmes.

C'est le *Parti Républicain*, soutenu par les grands industriels et les banques les plus importantes, qui profite de ce reflux nationaliste et conserve la Présidence pendant toute cette période (Harding meurt en 1923, puis Coolige est à la Maison Blanche jusqu'en 1928; Hoover est élu, en 1928).

b) *La situation de la Grande-Bretagne* est moins brillante. Certes, de tous les pays européens engagés dans la Guerre, c'est elle qui a le moins souffert, matériellement, et ses pertes ont été relativement légères. Mais, de 1914 à 1918, toute l'activité britannique a été tournée vers la Guerre, et les problèmes de reconversion que les dirigeants ont à résoudre à la fin des hostilités sont délicats.

Problèmes économiques : Les Anglais sont encombrés de leur passé et de leur réputation de première puissance économique (au XIXe siècle), ils n'admettent guère d'être déchus de cette primauté, ils ne conçoivent, surtout pas, que quelque chose dans les structures, ou dans leurs habitudes, puisse être changé puisque, jadis, elles leur assuraient la première place. Aussi se raidissent-ils pour *sauvegarder leur monnaie.*

Avec un courage et un civisme admirables ils renoncent aux solutions de facilité et dès 1919 se lancent dans la restauration de la Livre; en 1920, une livre ne valait plus que 3,20 dollars; en 1925, l'ancienne parité (1 livre pour 5 dollars) est rétablie : « la livre peut, désormais, regarder le dollar en face ». En 1922, les représentants anglais à la conférence monétaire de Gênes imposent l'adoption du « Gold Exchange Standard » qui fixe les changes au profit des monnaies garanties par une couverture-or (comme la livre).

Cette déflation, voulue par les financiers londoniens, aggrave les *difficultés économiques.* L'équipement industriel de la Grande-Bretagne est, déjà, ancien et passablement dépassé, néanmoins il n'est pas question de le changer, pas plus qu'il n'est question de réorganiser la production houillère (il existe une multitude de petites mines et cette dispersion est peu rentable) ou d'adopter de nouvelles formes d'industries (maintien des industries du fer-blanc au Pays de Galles, malgré la victorieuse concurrence de l'aluminium).

Ce conservatisme économique est lourd de conséquences. Pour garder des prix concurrentiels, les patrons bloquent les salaires. Une telle attitude est, évidemment, à la source de *difficultés sociales :* la hausse des prix, l'élévation du coût de la vie, par l'accroissement des éléments de confort, provoquent des mouvements de grève, en 1920-21, en 1926. D'autre part, le chômage demeure une plaie de l'économie britannique.

La tension sociale est une des causes de l'importance prise par le *Parti Travailliste* (Labour Party) aux dépens des libéraux dont l'influence ne cesse de décroître au long de cette période.

Toutefois, les Travaillistes ne sont pas encore assez nombreux pour gouverner seuls et lorsqu'ils sont au pouvoir (Mac Donald, en 1924) ils se heurtent, malgré la timidité de leurs projets (« socialisme de poule mouillée »), à une opposition du monde de la finance qui crie au communisme.

En conséquence, de 1920 à 1929, ce sont les conservateurs qui dominent et mènent la *vie politique* britannique, leur leader est Baldwin, assisté généralement d'Austen Chamberlain, aux Affaires Étrangères, et de Winston Churchill à l'Échiquier (Ministère des Finances). Tous trois reprennent les vues de Joseph Chamberlain et discrètement, préparent, par des mesures de détail, un retour au protectionnisme qui leur paraît indispensable pour sauver l'industrie britannique.

Il faudrait aussi renforcer les liens du *Commonwealth*, mais là, les dirigeants britanniques se heurtent à l'éveil de résistances nationales, tant en Égypte (abolition du protectorat, en février 1922) qu'aux Indes malgré l'octroi de l'Indian Act (décembre 1919, opposition de Gandhi).

Par contre, dans le partage des dépouilles turques, les Anglais ont obtenu le contrôle de la Mésopotamie (Irak) et des rives du Golfe Persique, ce qui leur permet de prendre une part essentielle à la production du pétrole dont les usages se multiplient et qui tend à remplacer la houille, premier fondement de la puissance britannique.

Les conservateurs stabilisent la domination britannique dans ces régions du Moyen-Orient. Ils tentent, aussi, non sans difficulté, de régler le douloureux problème de l'Irlande, où la guerre civile a repris (Cork, 1920), par la reconnaissance de l'autonomie (Traité de Londres, en 1921 qui ne put être appliqué qu'après 1923, à cause de l'agitation du *Sinn Fein* sous la direction de Valera[1]).

c) En France, les conditions générales sont différentes, la situation plus délicate. Le pays a été bien plus atteint par la guerre que les Démocraties Anglo-Saxonnes et dans l'euphorie de la victoire on crut trop, et de bonne foi, la promesse, inlassablement répétée, du ministre des Finances Klotz, « l'Allemagne paiera ». Avec courage, sans toujours beaucoup de discernement, on se mit à reconstruire les régions dévastées, et, pour *financer la reconstruction*, en attendant les paiements allemands on eut recours à l'inflation, sans pour autant éviter l'accroissement de la dette publique (32 milliards, en 1914, 294 milliards, en 1924).

D'autre part, les *milieux ouvriers* français sont sensibilisés à la propagande révolutionnaire en raison même de l'abaissement très net de leur niveau de vie, malgré certains avantages comme la réduction de la durée du travail (la « journée de huit heures » est obtenue, dès 1919).

Enfin, après la Guerre, la France retombe dans l'engourdissement du début du XX[e] siècle. La forte proportion de ruraux, la dispersion des capitaux (la France reste, encore, un pays de « petits capitalistes » par rapport aux États-Unis, à la Grande-Bretagne ou à l'Allemagne) expliquent l'aspect timoré, réduit de la plupart des entreprises qui ne sont plus à l'échelle de leurs concurrentes étrangères et, en même temps, ces tendances sont responsables du renforcement des barrières douanières.

Dans ces conditions, toute la vie française, et pas seulement la vie politique, est dominée entre 1919 et 1930 par les problèmes financiers.

Les prêteurs possibles (et contrairement à ce qui se produisit en 1945, il y a encore des capitaux disponibles, en France, durant ces années 20) ne consentent à aider les finances de l'État que s'ils ont confiance. Ils soutiennent donc les gouvernements qui « font des économies », c'est-à-dire les gouvernements à tendances conservatrices (Chambre Bleu-Horizon de 1920, ministère Poincaré en 1926-1929). Mais les mesures prises mécontentent les masses populaires qui votent « à gauche » (*Cartel des Gauches*, en mai 1924); les milieux financiers refusent, alors, de soutenir le ministère radical (Ministère Herriot) issu de ces élections, spéculent et, devant la gravité de la situation artificiellement créée, obtiennent la formation d'un Ministère d'Union Nationale, à dominante conservatrice, dirigé par Raymond Poincaré, qui dévalue et stabilise le franc (le franc-Poincaré de 1928 à 1/5[e] du franc-Germinal qui avait été maintenu jusqu'en 1914).

Ces difficultés, ces spéculations monétaires ont de profondes conséquences sur la vie du pays.

Les paysans, libérés de leurs dettes par l'inflation, peuvent procéder à certains réaménagements plus rentables grâce à l'accélération des moyens de transport. Alors les cultures se spécialisent, l'élevage se développe. *L'industrie* en grande partie obligée de se rénover par suite des destructions de la guerre, progresse; en particulier la métallurgie du fer (Lorraine) et celle de l'aluminium qui devient le

1. L'agitation irlandaise reprit en 1932 à cause de la crise économique; le Président de Valera proclama la République de l'Eire dont l'indépendance fut reconnue par le gouvernement britannique en 1937.

Horthy.

L'amiral Nicolas Horthy de Nagybanya, héros de la bataille navale d'Otrante (14 mai 1917), prend le commandement de l'armée hongroise après l'aventure de Bela Kun. Proclamé régent du royaume de Hongrie le 1er mars 1920, il poursuit une contre-révolution inutilement sanguinaire (les atrocités blanches).



La marche sur Rome (1922).

Mussolini et le ministre Acerto après l'entrevue avec le roi.



Mustapha Kemal.

Il modernise la Turquie pour la faire vivre à l'heure de l'Occident; ici : adoption de l'alphabet latin.

« métal français » grâce à l'abondance de minerai de bauxite provençal et à l'équipement hydro-électrique des montagnes. Cette reprise cependant reste modérée; seules quelques usines sont équipées selon les nouvelles méthodes (usines Citroën, au Quai de Javel, à Paris, usines Renault, à Billancourt); en général, ce sont des industries nouvelles; les autres conservent, à tous points de vue, leurs dimensions anciennes très modestes.

Toutefois, *la dévaluation du franc a permis un remarquable essor des exportations :* en effet les prix français, exprimés en monnaie étrangère, sont plus bas que ceux des pays concurrents, ce qui, nécessairement, stimule la production. De ce fait, dans une France où normalement la main-d'œuvre est insuffisante (malgré une désertion accélérée des campagnes) la *situation sociale* s'améliore un peu; à partir de 1926, et, par voie de discussion, les syndicats obtiennent des avantages notables (assurances sociales, en 1928).

Les mêmes caractères se retrouvent dans *l'exploitation du monde colonial :* quelques réformes, quelques initiatives généreuses (développement de la médecine, de l'enseignement) mais un total refus d'admettre une promotion générale des peuples colonisés; un essor considérable de la production, l'introduction de modes de cultures modernes (mécanisation), mais à peu près exclusivement en vue de l'exportation, sans que l'effort accompli soit accompagné d'une élévation sensible du niveau de vie des « indigènes ».

Pourtant la vitalité française s'affirme dans une éclatante floraison de peintres (Matisse, Picasso, Rouault, Braque, Léger, Marquet...) et d'écrivains (A. Gide, P. Valéry, P. Claudel, Giraudoux, J. Romains, Montherlant, R. Martin du Gard, Mauriac, Malraux...). L'œuvre de M. Proust (1871-1922), « A la Recherche du Temps Perdu », connaît un très grand rayonnement. C'est la quête difficile de ses années révolues d'enfance et de jeunesse et du bonheur qu'il y retrouve ou croit y retrouver, de toute une France désuète et finie. A ce jeu fallacieux de souvenirs, la France entière pense qu'elle a connu, avant 1914, le bonheur de vivre, façon de juger les temps tristes qu'elle traverse.

2. Le déséquilibre de l'Europe moyenne : En face des vieilles Démocraties et de leur équilibre momentanément retrouvé, les Etats de l'Europe moyenne, beaucoup plus profondément affectés, traversent une période d'instabilité pénible.

a) *L'Italie* bien que faisant partie du camp des vainqueurs, est un de ces pays mécontents et « malades ». Les Italiens ont été déçus par le Traité de Saint-Germain, signé avec l'Autriche, le 10 septembre 1919, et par les accords avec la Yougoslavie (Traité de Rapallo, novembre 1920). Les nationalistes italiens suivent le poète Gabriele d'Annunzio (affaire de Fiume) et refusent de soutenir les gouvernements responsables, à leurs yeux, de ces piètres règlements.

Surtout, la *situation sociale* est inquiétante. Le surpeuplement s'aggrave : la population, de 33 millions vers 1900 atteint, en 1919, 38 millions, près de 42, en 1929. Cet accroissement est d'autant plus dramatique que les possibilités d'émigration sont réduites : la cherté des transports limite les migrations saisonnières vers l'Amérique du Sud; les États-Unis se ferment aux immigrants italiens (lois de 1921 et 1924); l'Allemagne, en crise, n'a plus besoin de supplément de main-d'œuvre. La misère est extrême, surtout parmi les journaliers agricoles du Sud qui réclament un partage des grandes propriétés (latifundia) sur lesquelles ils travaillent irrégulièrement.

Quant aux industries de l'Italie du Nord, la période de reconversion qui suit la guerre est difficile; de ce fait, la propagande communiste fait de rapides progrès (grèves de 1920 avec l'apparition de Soviets d'usines à Milan), entraînant une rupture et un affaiblissement de la classe ouvrière.

En face de cette misère et de cette agitation, *le pouvoir politique* reste parfaitement immobile, attendant le « pourrissement » des grèves, sans s'inquiéter des progrès du communisme (Giolitti disait : « Le Bolchevisme à Rome est aussi impossible que l'olivier à Moscou »). Mais les possédants et les nationalistes, eux, s'inquiètent, se regroupent en « faisceaux de combat » : « il Fascio » est une véritable organisation paramilitaire, animée par Benito Mussolini.

En 1921, le Fascio compte, déjà, plus de 300 000 adhérents, dès ce moment, le heurt entre les « Fascistes » et les « Syndicalistes » est inévitable. Il se produit, à Milan en particulier, durant l'été 1922, Mussolini ayant décidé de remettre de l'ordre, puisque le gouvernement ne s'en préoccupait pas; l'écrasement des grévistes milanais lui permet de s'imposer au Roi (Marche sur Rome, 29 et 30 octobre 1922). De 1922 à 1924, Président du Conseil, Mussolini paraît gouverner selon les règles démocratiques, mais déjà, les « Chemises Noires » établissent une véritable dictature et font « disparaître » les adversaires les plus remarquables du Fascisme (assassinat du leader socialiste Matteoti, en avril 1924). A partir de 1924, la dictature fasciste apparaît sous son vrai jour.

b) *La situation de l'Allemagne* est plus dramatique encore, au départ. Mais les possibilités de redres-

sement sont grandes et font espérer, jusqu'à la crise de 1929, une certaine stabilisation du régime républicain. Sans doute, la défaite a-t-elle totalement désorganisé le pays et ouvert les portes à une situation pré-révolutionnaire qui avait, en 1918, rendu toute résistance impossible.

Le destin politique de l'Allemagne est incertain. Après l'abdication de Guillaume II (9 novembre 1918) les Socialistes prennent le pouvoir sans contestation. Dès le mois de décembre cependant, ils se heurtent à l'agitation provoquée par la III[e] Internationale (Spartakistes) et pour en venir à bout, le *social-démocrate Ebert* est obligé de faire appel à l'Armée, et ainsi lui redonne du pouvoir. Dans ces conditions (écrasement des communistes, réapparition du pouvoir de l'armée, neutralisation de la Social-Démocratie) est élaborée la Constitution républicaine de l'Allemagne, dite Constitution de Weimar (août 1919) qui établit un régime présidentiel. La situation n'en est pas éclaircie pour autant.

L'économie allemande est désorganisée, mais l'industrie, nullement touchée par la Guerre, conserve son énorme potentiel matériel et cette extraordinaire puissance d'adaptation qu'elle a déjà prouvée dans le passé.

Par contre, *les finances de l'État sont dans une situation catastrophique :* du fait de la Guerre, de la réduction territoriale, des réparations qu'exigent les vainqueurs.

La Nation allemande ne comprend pas ni ne suit ces bouleversements rapides. Peu à peu, sous l'influence des cadres administratifs, fidèles, tout au moins à l'esprit, de l'Ancien Régime, les Allemands ont l'impression de se trouver devant une énorme duperie : ils n'ont pas été battus mais trahis (d'où l'assassinat des hommes politiques qui ont négocié avec les vainqueurs comme Erzberger et Rathenau, en 1922).

Ces sentiments, bien entendu, sont entretenus par l'armée redevenue puissante (tentative de coup d'état de Kapp, en mars 1920) et les éléments libéraux et démocrates sont trop peu nombreux, trop divisés pour avoir une influence réelle malgré (ou peut-être à cause de) la présence du socialiste Ebert à la Présidence de la République, de 1920 à 1925 (répression des grèves en Rhénanie, en 1920-1921).

Comme dans tous les pays touchés par la guerre, et plus encore à cause de la défaite, *les difficultés, qui s'imposent d'abord, sont d'ordre financier et monétaire.*

Comme en France ou en Italie, la monnaie (le mark) perd de sa valeur : pour avoir un mark-or il faut, en janvier 1922, 45,69 marks-papier; en janvier 1923, 4 282! Cette crise ralentit le paiement des réparations. Pour obtenir des gages, Raymond Poincaré, alors Président du Conseil français, décide l'occupation de la Ruhr et provoque, ainsi, d'une part une véritable paralysie de l'économie allemande et, d'autre part, l'effondrement plus complet encore du mark : en octobre 1924, il faut 6 milliards de marks-papier pour 1 mark-or.

Grâce à l'intervention d'experts américains et de capitaux britanniques et américains, la situation monétaire est assainie et, à l'automne 1924, une nouvelle monnaie est créée : le *Reichsmark* (Dr. Schacht).

Toute cette crise a eu de graves conséquences : 1) *elle a hâté et renforcé la concentration capitaliste;* les grandes entreprises ayant, seules, pu surmonter la catastrophe, sont les bénéficiaires de l'expansion industrielle qui en résulte (la production de l'acier passe de 8 à 11 millions de tonnes, entre 1919 et 1924); 2) à l'inverse, *la crise a accéléré la prolétarisation des classes moyennes* qui disparaissent alors et laissent face à face une masse désorientée, divisée, et un capitalisme qui triomphe et utilise sa force d'expansion pour transformer complètement la vie industrielle allemande et y introduire la « Seconde Révolution Industrielle » qui lui permet d'accroître, encore, bénéfices et production.

Les hommes d'affaires soutiennent la République de Weimar à condition qu'elle soit solide (ils encouragent l'écrasement des mouvements communistes en octobre 1923 et aident à la répression du « putsch de Munich » organisé en novembre 1923 par des nostalgiques de la défaite — Ludendorf, Hitler), et qu'elle soit conservatrice (élection de Hindenburg à la Présidence de la République, en 1925). Déjà, certains d'entre eux reprennent les vieux rêves pangermanistes auxquels Hitler, dans sa prison après le putsch de Munich, a donné une forme nouvelle dans « Mein Kampf » (cf. chap. III *in fine*, la carte rouge de Stresemann).

c) Dans les autres Pays d'Europe Centrale et en Turquie, les mêmes phénomènes se produisent, qu'il s'agisse d'États « Résiduels » sévèrement amputés (Autriche, Hongrie, Bulgarie, Turquie) ou d'États Nouveaux ou agrandis par des provinces enlevées à divers pays (États Baltes, Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie, Grèce). Seule *la Tchécoslovaquie,* malgré les difficultés avec des minorités vivantes (Slovaques, Ruthènes, Sudètes), s'organise rapidement, solidement, se donne une économie saine, et un régime démocratique assez libéral.

Partout ailleurs, l'économie et les finances sont en déséquilibre, les difficultés créées par les minorités pour les nouveaux États, la disproportion et les rancœurs pour les États résiduels, font naître des problèmes si complexes que, partout, des *gouvernements forts,* à tendances dictatoriales, s'installent : le maréchal Pilsudski, en Pologne; l'amiral Horthy, en Hongrie; le roi Alexandre, en Yougoslavie; Mustapha-Kémal, en Turquie. Mais peu à peu, la situation se stabilise dans cette partie de l'Europe comme ailleurs. Après 1925, une ère de calme, de paix semble s'instaurer.

III. L'inquiétude de l'Asie et du monde arabe.

Hors de ses limites, la guerre avait atteint le prestige de l'Europe et, partant, sa puissance.

Si l'Afrique Noire demeure encore assez passive, le Monde arabe, transformé par l'effondrement de l'Empire Turc, et surtout l'Asie Orientale sentent ce reflux de la puissance européenne, et tentent d'en profiter.



1. **Abd-el-Krim.**



2. **Tchang Kaï-chek.**

1. L'agitation des pays soumis : Dans les pays colonisés ou ceux qui viennent d'être libérés de la tutelle turque (ceux-ci sont l'enjeu des rivalités européennes) le fait le plus marquant est l'affirmation d'un nationalisme, exceptionnel encore avant 1914.

Au Maroc (Guerre du Rif contre Abd-el-Krim), en Tunisie (Le Destour), en Égypte (apparition du parti de l'Indépendance : le Wafd) l'agitation nationaliste se tourne partout contre la puissance occupante; *au Moyen-Orient*, c'est, davantage, contre la *colonie « Sioniste »* (ancêtre de l'actuel État d'Israël) établie par les soins des Anglais, que se dresse le nationalisme arabe.

En Inde, avec Gandhi qui veut orienter l'admirable patience et le détachement des foules hindoues vers la résistance passive à la domination anglaise, le mouvement pour l'autonomie (swaraj) fait de grands progrès, quitte d'ailleurs après la répression (Gandhi est emprisonné, en 1922-1923) à abandonner la « non-violence » (parti du Congrès, avec Nehru; parti communiste, avec Tagore). Il en est de même dans les pays d'Indochine française, où l'agitation nationaliste est incessante, et en Insulinde Néerlandaise.

L'exaspération du nationalisme est, bien souvent, provoquée par la *situation économique*. Après l'éclipse de la guerre, les puissances colonisatrices ont voulu reprendre la totale direction des affaires économiques et certaines industries créées par les « indigènes » (à Bombay, par exemple) se trouvent en difficulté du fait de la concurrence métropolitaine. D'autre part, en Indochine, comme à Ceylan, ou aux Iles de la Sonde, Java en particulier, toute l'exploitation était organisée au profit des « Blancs » et les progrès profitaient peu aux Indigènes. Cet aspect était particulièrement sensible dans les pays pétroliers du Moyen-Orient où les âpres rivalités entre pays européens (France et Grande-Bretagne, par exemple) contrastaient avec la faible part des bénéfices (royalties) laissée aux pays producteurs de pétrole.

2. Les difficultés de la Chine: En Chine, Sun Yat-sen, seul chef après la mort de Yuan Tché Kaï (1916), reprend l'œuvre de pacification (opposition entre la Chine du Nord et la Chine du Sud) et, surtout, de reconstruction.

Il veut débarrasser la Chine de la tutelle économique étrangère : il refuse donc de signer le Traité

de Versailles qui a laissé les accès du Chantoung au Japon; il n'intervient pas pour faire cesser les grèves de 1922 et 1925, à Hong Kong et à Canton, contre les Anglais; il veut faire participer l'État aux bénéfices réalisés par les entreprises privées qu'il maintient et avec lesquelles il s'allie (les Soong) et essaie de donner une armature solide à son pays.

Pour cette œuvre, soutenu à l'intérieur par le *Kuo Min Tang* (le Parti du Peuple), Sun Yat-sen demande, à l'extérieur, l'aide du pays, qui par définition lutte contre toutes les formes de l'Impérialisme : l'U. R. S. S. qui lui envoie des techniciens. Mais c'était un isolé; à sa mort (mars 1925) ses collaborateurs se disputent sa succession. Finalement, Tchang Kaï-chek l'emporte avec l'aide des capitalistes de la Chine Moyenne (les Soong).

Après la mort de Sun Yat-sen, une tension se manifesta à l'intérieur du parti lui-même et les divergences s'accrurent entre l'aile gauche et l'aile droite. Dès 1923, le gouvernement de Canton avait invité des conseillers russes pour l'assister dans l'édification d'un système de gouvernement et d'administration civile et militaire; le modèle qui lui avait été proposé rappelait fortement le régime des Soviets et des commissaires du peuple. C'est ce système que préconisait un vieil ami de Sun, Tchang Kaï-chek. Tchang Kaï-chek né en 1886, dirigeait l'Académie militaire de Whampoa à côté de Canton, dans laquelle enseignaient les instructeurs soviétiques. Le nouveau système préconisé par Tchang fut adopté par Hou Han-min (1936) qui avait succédé à Sun Yat-sen, à la tête du Kouomin Tang. Les éléments de l'aile droite, qui au début n'avaient pas de grande influence, s'opposèrent à ce projet. Bientôt Tchang devint à Canton le personnage le plus en vue, car c'était lui qui commandait l'excellente armée de Canton, instruite par les conseillers russes. Par son mariage avec la sœur de Mme Sun Yat-sen (1er décembre 1927) Tchang Kaï-chek se trouvait allié à l'une des plus puissantes familles de banquiers de la Chine, les Song. Les banquiers chinois et bientôt les Européens aussi, mirent leurs capitaux à sa disposition, ce qui permit à Tchang de payer ses troupes et de financer ses premières réformes administratives. Dans le même temps, les conseillers soviétiques étaient licenciés, voire même exécutés.

Le groupe de gauche, éliminé du gouvernement, s'organisa sous l'impulsion des communistes. Il se replia dans la province du Kiang-si pour y fonder un état socialiste et comme première mesure procéda à une réforme agraire. Il apparaît comme la première cellule de la Chine communiste d'aujourd'hui.

L'alliance de Tchang Kaï-chek et des capitalistes a donc pour corollaire la rupture avec les Communistes chinois, d'abord (affaire de Nankin en 1927), puis avec l'U. R. S. S.; en même temps l'union des deux Chines qu'avait réalisée Sun Yat-sen, est détruite et Tchang Kaï-chek doit entreprendre la reconquête de la Chine du Nord (1927), puis lutter contre ses propres généraux (1929 à 1933). L'ordre rétabli, Tchang Kaï-chek, aidé de Wang Ching-weï, veut reprendre, sur des bases moins « isolationistes » l'œuvre de Sun Yat-sen, le Japon ne lui en laisse pas la possibilité.

3. Au Japon la situation est totalement différente : Dès la fin du XIXe siècle, les techniques occidentales y avaient été adoptées; le Japon avait su, d'autre part, profiter de la guerre de 1914 à 1918 pour consolider sa situation et confirmer sa domination en Extrême-Orient.

Surtout, sa *puissance industrielle* le distingue; certes, les paysans nippons sont nombreux, mais la production agricole est à peine suffisante pour l'énorme population dont l'accroissement est vertigineux; et l'industrie permet de faire vivre une partie importante de la nation.

C'est une *industrie moderne*, dominée par de grandes familles (les Mitsui et les Mitsubischi, par exemple) et qui produit à très bon marché : les prix de revient sont bas parce que la masse des salaires reste faible, les Japonais se contentant de rémunérations peu élevées et, d'ailleurs, toute revendication est impossible dans un pays surpeuplé où le chômage est toujours menaçant.

Comme à la fin du XIXe siècle, *le Japon est à la recherche de débouchés*, de terres vacantes. Les dépouilles allemandes acquises, en 1919, sont insuffisantes : toutes les terres d'émigration possible se ferment (États-Unis, Dominions britanniques, et même, pays de l'Amérique du Sud). Les Japonais se sentent mis au banc des grandes puissances (Conférence de Washington en 1921) ce qui n'est pas fait pour stabiliser le régime, semi-libéral, qui semblait s'instaurer et que combattaient militaires et partisans de la Tradition.

Pour lutter contre l'étouffement qui le menace, le Japon se tourne, de nouveau, vers la Mandchourie chinoise qu'il tente de coloniser économiquement sans l'annexer, pour ne pas provoquer de difficultés avec la Chine, l'U. R. S. S., et les Pays Occidentaux. Or cette pénétration patiente, non officielle, risque d'être interrompue par la stabilisation, en Chine, du régime de Tchang Kaï-chek, juste au moment où l'équilibre économique du Japon, comme celui de tous les États du Monde (sauf U. R. S. S.), se trouve menacé par la crise de 1929.

NOTES ET DOCUMENTS

1 Programme du parti national-socialiste publié en 1920.

1. Nous exigeons, nous basant sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la fusion de tous les Allemands en une grande Allemagne.

2. Nous exigeons pour le peuple allemand l'égalité des droits avec les autres nations, l'abolition des traités de Versailles et de Saint-Germain.

3. Nous exigeons des territoires — des colonies — pour la nourriture de notre peuple et l'établissement de son excédent de population.

4. Ne peut être citoyen que celui qui fait partie du peuple allemand. Ne peut faire partie du peuple que celui qui est de sang allemand, quelle que soit sa confession. En conséquence, aucun Juif ne peut faire partie du peuple.

5. Celui qui n'est pas citoyen ne doit pouvoir vivre en Allemagne que comme hôte et doit être soumis à la juridiction applicable aux étrangers.

6. Le droit de prononcer sur la direction et les lois de l'État ne peut être attribué qu'aux citoyens. C'est pourquoi nous exigeons que tout emploi public, de quelque nature qu'il soit, ne puisse être occupé, dans l'Empire, dans les États, dans les communes, que par ces citoyens.

7. Nous exigeons que l'État s'engage à assurer aux citoyens la possibilité de gagner leur vie. S'il est impossible de nourrir l'ensemble de la population de l'État, il faut expulser les ressortissants des nations étrangères.

8. Toute immigration de non-Allemands doit être interdite. Nous exigeons que tous les non-Allemands qui ont immigré en Allemagne depuis le 2 août 1914 soient immédiatement contraints à quitter l'Empire.

9. Tous les citoyens doivent avoir des droits égaux et des devoirs égaux.

10. Le premier devoir de tout citoyen doit être de travailler, soit intellectuellement, soit manuellement. L'activité individuelle ne doit pas s'exercer en opposition aux intérêts de la communauté, mais dans le cadre de cette communauté et pour l'utilité de tous...

18. Nous exigeons une lutte sans merci contre ceux qui, par leur activité, nuisent à l'intérêt général. La canaille des usuriers, mercantis,... ces criminels envers le peuple, doit être punie de mort, sans qu'il soit tenu compte de la confession ou de la race.

19. Nous exigeons que le droit romain, au service d'une organisation matérialiste du monde, soit remplacé par un droit commun allemand...

23. Nous exigeons que la loi combatte le mensonge politique conscient et sa diffusion par la presse... Les journaux dont l'action est contraire à l'intérêt général doivent être interdits...

LARAN et VILLEQUET,
Textes d'histoire pour l'Enseignement secondaire,
t. V, p. 321.

2 Tchang Kaï-chek et les communistes. *Correspondance du Times de Londres, mars-avril 1927*, citée par Tibor MENDE, « La Chine et son ombre » Éditions du Seuil, Paris 1960.

10 mars 1927 : « ... Certains signes, encore obscurs et indéterminés, mais distinctement perceptibles, annoncent que des changements considérables pourraient survenir en Chine, dans la situation politique... »

12 avril 1927 : « Changhaï s'est réveillée ce matin au bruit d'une intense fusillade, déroulée dans les rues étroites... Il est peut-être exagéré de dire que la puissance communiste est brisée, mais il est certain que les communistes ont subi une lourde défaite... »

18 avril 1927 : « La campagne anti-communiste de Tchang Kaï-chek et de ses généraux croît en intensité. A Canton... une vigoureuse action a été entreprise; de nombreux communistes ont été tués ou blessés... des actions identiques se sont produites en maints endroits... Sur le Yang-Tsé, on tire sur les navires étrangers et les navires de guerre britanniques et américains ont répondu au tir... »

25 avril 1927 : « Hier soir les leaders du Kouomin Tang ont reçu les journalistes chinois de Changhaï à dîner. Ils leur ont expliqué qu'à l'origine Sun Yat-sen a admis les communistes dans le Parti en raison de l'amitié qu'il porta à la Russie et pour favoriser les progrès de la classe ouvrière, mais les communistes ont trahi les principes de Sun Yat-sen, ils ont voulu dominer le Parti et imposer à la Chine des idées qui lui sont étrangères. Désormais, il faut par conséquent les supprimer et les éliminer. Les étudiants eux-mêmes déclarent à présent qu'ils partagent ces sentiments... »

30 avril 1927 (de Pékin) : « L'exécution de vingt communistes par strangulation a eu lieu hier dans des conditions d'extrême brutalité. Elle a été accomplie avec une lenteur tout à fait délibérée... D'après la loi et la coutume chinoises, les victimes qui avaient conspiré pour renverser le Gouvernement, méritaient la peine de mort. Le fait qu'ils aient été jugés secrètement, sans procès, et condamnés séance tenante par leurs juges, ne paraît pas surprendre les Chinois... Les exécutions de communistes qui ont lieu actuellement à Canton, à Changhaï et ailleurs de par la loi des prétendus « nationalistes modérés » sont tout aussi sommaires et tout aussi cruelles... »

L'AMÉRIQUE DEVANT LA CRISE

1 L'exode des petits propriétaires ruinés par la crise.

... Sur ces entrefaites arriva la masse des expatriés, attirés par le mirage de l'Ouest; du Kansas, de l'Oklahoma, du Texas, du Nouveau-Mexique, du Nevada, et de l'Arkansas, par familles, par tribus entières ils s'amenèrent, chassés par la poussière, chassés par les tracteurs. Des charretées, des caravanes de sans-logis, affamés; vingt mille, cent mille, deux cent mille. Ils déferlaient par-dessus les montagnes, ventres creux, toujours en mouvement, pareils à des fourmis perpétuellement affairées, en quête de travail, de quelque chose à faire, de quelque chose à soulever, à pousser, à hisser, à trainer, à piocher, à couper, n'importe quoi, n'importe quel fardeau à porter en échange d'un peu de nourriture. Les gosses ont faim. Nous n'avons pas de toit. Pareils à des fourmis perpétuellement affairées, en quête de travail, de nourriture et surtout de terre...

Alors que les Californiens avaient envie d'une foule de choses : richesses accumulées, succès mondains, plaisirs, luxe et sécurité bancaire, les émigrants, nouveaux barbares, ne désiraient que deux choses : de la terre et de la nourriture; et pour eux les deux choses n'en faisaient qu'une. Et si les souhaits des Californiens étaient confus et nébuleux, ceux des Okies étaient concrets, immédiatement réalisables. L'objet de leurs convoitises s'étalait tout au long de la route, là, sous leurs yeux, à portée de la main : des champs fertiles avec de l'eau pas loin; de la belle terre grasse qu'on émiette entre ses doigts pour l'expertiser; l'herbe odorante et les brins d'avoine que l'on mâchonne jusqu'à ce que l'on sente dans sa gorge cette saveur pénétrante, légèrement sucrée.

Plus d'un, devant un champ en friche, se voyait déjà au labeur, le dos courbé, sachant que le travail de ses deux bras ferait surgir à la lumière choux-fleurs, navets, carottes et maïs doré.

Et un homme affamé, sans gite, roulant sans trêve par les routes avec sa femme à ses côtés et ses enfants amaigris à l'arrière, voyant à l'abandon ces champs susceptibles de produire non pas des bénéfices mais de la nourriture, cet homme avait le sentiment qu'un terrain en friche est un péché, qu'un sol non cultivé est un crime commis contre des enfants affamés.

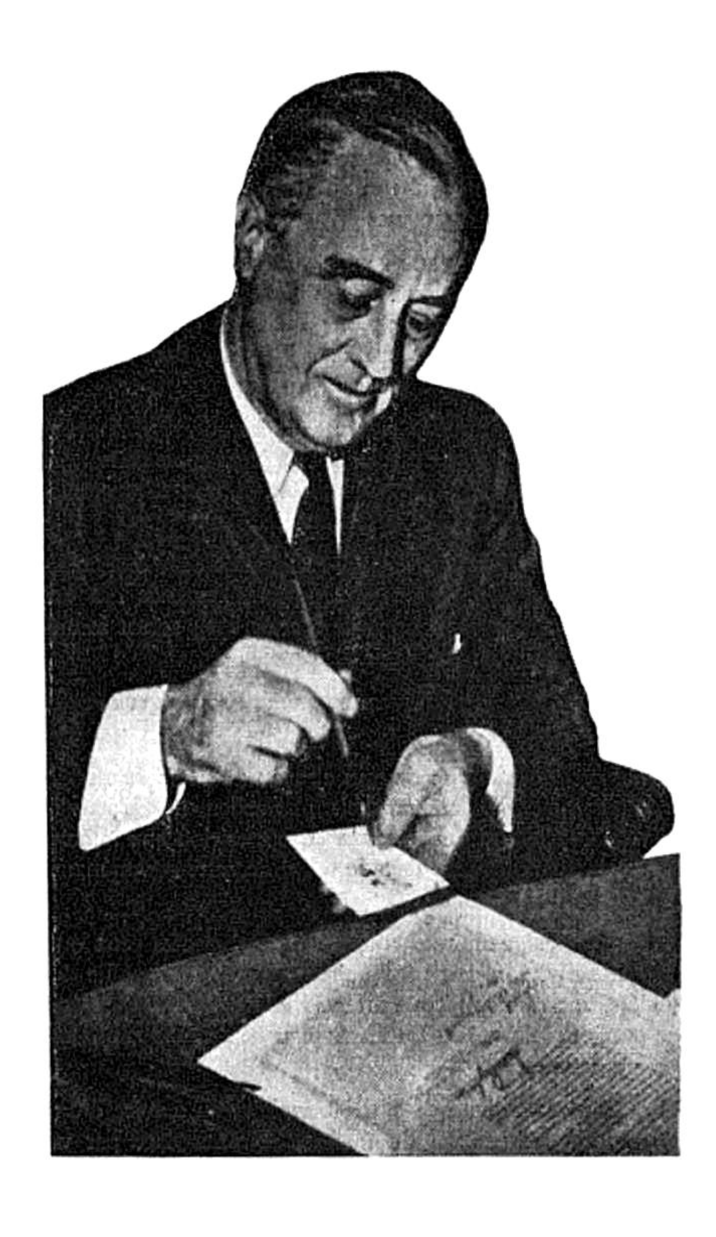
J. Steinbeck, *Les Raisins de la Colère.*

2 Franklin Roosevelt

Le 8 novembre 1932, Franklin Roosevelt, candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis obtient 22 814 000 suffrages (contre 16 000 000 à son concurrent républicain le Président Hoover).

« Cousin éloigné de Théodore Roosevelt, ministre de la marine de Wilson, il avait été candidat des démocrates à la vice-présidence en 1920. En 1921, à l'âge de trente-neuf ans, la poliomyélite le laisse paralysé des jambes. Il continue d'afficher un sourire audacieux, poursuit sa carrière politique (gouverneur de New-York) et triomphe de son infirmité en entrant toujours farouchement dans l'action!

Dès qu'il assume le pouvoir, le 4 mars 1933, « il fait quelque chose ». Son plan? « Choisir une méthode, l'essayer; si elle échoue, en essayer une autre; mais essayer quelque chose. »



LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

A partir d'octobre 1929, l'économie mondiale se désorganise, se bloque.

D'abord crise financière aux États-Unis, vite généralisée, la dépression gagne tous les secteurs économiques, atteint le monde entier, entraînant un chômage considérable (40 millions de chômeurs enregistrés). Pour redresser la situation un seul espoir : l'intervention des pouvoirs publics; lorsque l'équilibre semble se rétablir, le monde (U. R. S. S. mise à part) se trouve divisé en deux camps : les puissances « satisfaites », les États « prolétaires ».

I. La crise financière.

1. A Wall-Street, le Krach du « Jeudi Noir » : Dans l'histoire des Etats-Unis, le « Jeudi Noir » (24 octobre 1929) est une date néfaste, essentielle.

Ce jour-là, la Bourse de New-York connut une des séances les plus affolantes d'une histoire pourtant déjà mouvementée. Depuis le début de la semaine, les affaires « se présentaient » mal; et, contrairement à ce qui se produisait depuis des mois, de très nombreux ordres de vente avaient provoqué une baisse générale des actions; cependant les 22 et 23 octobre, les acheteurs avaient été encore assez actifs pour que les cours se maintiennent, tant bien que mal. Il n'en fut pas de même, le 24.

Dès les premières heures de l'ouverture de la Bourse, une quantité considérable d'ordres de vente est enregistrée, provenant soit de petits porteurs inquiets de l'évolution des jours précédents, soit de spéculateurs « jetant sur le marché » tout ce qu'ils détiennent pour ne pas trop perdre à la baisse. La panique est d'autant plus grande que la plupart des porteurs d'actions n'en sont en réalité propriétaires que pour 20 à 30 %, le reste ayant été « prêté » par les banques. Durant toute la matinée du 24, il n'arrive plus, à Wall-Street, que des ordres de vente, pas une seule offre d'achat [1].

La situation est telle que, vers midi, ce jeudi 24 octobre, les six plus grosses Banques new-yorkaises groupées autour de la Banque Morgan (dont le siège est sur Wall-Street, en face de la Bourse) décident d'arrêter l'effondrement des cours par un rachat massif (pour 240 millions de dollars). La baisse est ainsi enrayée jusqu'à la fin de la semaine, mais elle reprend dès le lundi suivant et se poursuit jusqu'à la mi-novembre : le groupe des Banques est désormais impuissant à l'endiguer. Le prix des actions, un temps stabilisé grâce aux efforts du gouvernement (par l'inflation, on peut maintenir de hauts salaires nominaux donc favoriser l'activité du pays), recommence à baisser au printemps 1930, lorsque les banques voulurent « réaliser » (c'est-à-dire revendre) les actions achetées, en octobre 1929. La confiance n'était pas encore assez rétablie, la panique s'abattit de nouveau sur Wall-Street, irrémédiablement, cette fois; à la fin de 1930, la « Prosperity » dont les Américains avaient été si fiers, avait disparu.

La « crise », comme on l'appelle bientôt sans autre précision, est en fait un enchaînement de crises, de tensions, financières tout d'abord.

2. Origines et explications de la crise : Le phénomène, d'une gravité exceptionnelle, atteignit bientôt le monde entier.

Aussitôt étudié et analysé, il s'est présenté dès le début, comme un cas typique de l'évolution d'une économie « libérale ».

La théorie classique admet l'existence de « crises cycliques » en économie libérale : les progrès techniques permettent de jeter, sur le marché, des biens nouveaux qui trouvent des acheteurs de plus en plus nombreux, la production est alors stimulée; toutefois, au bout d'un certain temps, plus ou moins long, le marché se rétrécit par simple saturation, il y a alors une surproduction qui progressivement paralyse l'économie, engendre des faillites, du chômage; la crise, plus ou moins grave, plus ou moins longue, atteint des secteurs économiques et une aire géographique variables. Puis peu à peu, le marché s'assainit, les entreprises les moins résistantes ayant disparu, les stocks, malgré tout, sont épuisés, de nouvelles techniques mises au point, la marche des affaires reprend, jusqu'à la prochaine crise.

Les tenants de cette explication estiment que *ces dépressions reviennent assez périodiquement avec plus ou moins de violence et qu'elles sont, en somme, salutaires* au développement de l'économie. Celle de 1929, à l'origine tout au moins, fut considérée comme une crise « violente », achèvement d'une période de prospérité jusque-là particulièrement favorable.

L'importance de la dépression (ou « récession »), fut telle qu'elle sembla donner raison aux économistes marxistes. Moins optimistes que les libéraux, ils voyaient dans ces crises de plus en plus fréquentes et graves, la ponctuation de l'évolution capitaliste : chaque dépression provoquant une concentration plus grande des entreprises, par conséquent la prolétarisation de plus vastes secteurs de la société.

1. L'afflux d'ordres de vente était tel que personne ne songeait à acheter une action, qui, dix minutes ou une heure plus tard, aurait perdu de 10 à 15 % de sa valeur.

Quelle que soit l'interprétation, on s'interroge toujours sur les origines du « Jeudi Noir » et de ses répercussions hors des Etats-Unis.

Dans le monde entier et malgré l'apparente prospérité, *un profond malaise économique et social subsistait* depuis les années difficiles de 1920-1921; le nombre des chômeurs (10 millions au début de 1929) prouve une relative stagnation des affaires.

Les prix agricoles avaient baissé depuis 1926 : série de bonnes récoltes et réapparition sur le marché de denrées en provenance des pays restés « hors-circuit » depuis la Guerre, comme l'U. R. S. S. Enfin, aggravant les difficultés agricoles, plus particulièrement en Amérique du Nord où l'évolution allait vite, les transformations des habitudes alimentaires (plus de viande et de laitages, moins de céréales) commençaient à faire sentir leurs effets et désorganisaient les anciens marchés agricoles.

Aux États-Unis, la situation était critique : pris dans l'ambiance optimiste de la « prosperity », *les fermiers s'étaient lourdement endettés* pour acquérir soit du nouveau matériel, soit des biens ménagers, améliorant leur confort. La baisse des prix provoqua donc, chez eux, des difficultés de trésorerie qui, de toute évidence, étaient ressenties ensuite par les organismes prêteurs : banques ou industriels vendant à crédit. En effet, pour faciliter l'écoulement de leur production, les grandes entreprises américaines avaient généralisé le système de la « vente à tempérament ». Confiants en l'expansion économique de leur pays, les industriels agrandissaient, rééquipaient leurs usines, en obtenant, eux aussi, des banques, des prêts garantis sur les stocks et traites à recouvrer. Et la production avait augmenté à un rythme accéléré.

Dès 1928, des signes de saturation apparaissent, les ventes se raréfient, la production plafonne (celle de l'automobile diminue); ce ralentissement s'accompagne d'une baisse des prix des matières premières, normale puisque les industries de transformation en consomment moins. Ce resserrement du marché, ce malaise, suffisent pour que, la crainte remplaçant la confiance, les financiers les plus avisés, ou déjà atteints, aient lancé les ordres de vente qui provoquèrent l'effondrement d'octobre-novembre 1929.

D'autre part, sans aucun doute, des questions financières, extérieures aux États-Unis, furent aussi à l'origine de la crise; elles expliquent sa propagation dans le monde entier.

La stabilité du dollar, en effet, avait été un des éléments de la « prosperity ». Elle avait permis aux Américains de contribuer largement à la restauration de l'économie des pays européens, en particulier de l'Allemagne et de l'Autriche après 1924. Cette solidité du dollar avait attiré vers les États-Unis une masse importante de capitaux et d'or; mais depuis la dévaluation et la stabilisation du « Franc-Poincaré » (1926-1928) le franc apparaissait comme une monnaie saine et à bon marché; capitaux et or désertaient donc l'Amérique pour venir s'accumuler en France; ainsi apparurent des difficultés financières à un moment où, justement, la prospérité américaine commençait à être sérieusement ébranlée.

3. Les répercussions de la crise hors des États-Unis : L'Europe reçut le premier choc; les prêts que les banques américaines avaient consentis aux Etats de l'Europe centrale, les maintenaient dans un équilibre très précaire.

C'était plus particulièrement *la situation de l'Autriche*. Aussi, dès la fin d'octobre 1929, certaines banques viennoises se trouvèrent en difficulté; pour les sauver, le gouvernement les fit couvrir par la Banque d'État. En même temps, en Allemagne, les partisans de l'union douanière, l'*Anschluss*, gagnaient du terrain : c'était une grande tentation, pour la petite Autriche, de trouver ainsi une stabilité qu'à elle seule elle ne parvenait pas à réaliser. Mais le Traité de Versailles avait interdit, par avance, cette sorte d'union. Les puissances occidentales s'inquiétèrent, ce qui, en langage financier, signifie que les capitaux prêtés à l'Autriche furent retirés. On renonça à l'Anschluss, mais, en mai 1931, les banques de Vienne cessaient leurs paiements.

De Vienne, le reflux gagne l'Allemagne où, toutes proportions gardées, la situation économique avait de singulières ressemblances avec celle des États-Unis. A la base, toutefois, une différence majeure : l'expansion des industries allemandes était financée, surtout, par des capitaux étrangers particulièrement américains et anglais. Depuis le krach de Wall-Street, la situation se dégradait très rapidement; la méfiance politique à l'égard de l'Anschluss et, ensuite, la fermeture des banques viennoises aggravant la panique, les capitaux fuient l'Allemagne et, en juillet 1931, le désastre financier n'est évité que par l'envoi, d'urgence, de fonds en provenance de Londres, New-York et Paris.

La Grande-Bretagne est atteinte alors. Les banques londoniennes (surtout la banque Rotschild) avaient soutenu celles de Vienne et de Berlin; lorsque, pour éviter une véritable hémorragie de capitaux, le gouvernement allemand décide d'interdire toute sortie de devises (juillet 1931) les organismes londoniens sont durement touchés. La situation financière britannique n'était déjà pas saine, à cause de l'excédent croissant des importations sur les exportations, à cause, aussi, de la monnaie chère. L'immobilisation des capitaux prêtés en Europe Centrale, dans l'atmosphère de déroute financière qui régnait alors, fut fatale à la Banque d'Angleterre. Pour la sauver, Paris et New-York doivent encore envoyer, de toute urgence, de l'or; mais la Bourse de Londres ferme. Le 24 septembre 1931, seules sont ouvertes, encore, les bourses de New-York, Paris et Prague.

II. Les conséquences générales de la crise.

Les conséquences de la « crise » ont été aussi fortes sur l'ensemble du monde que celles de la Première Guerre Mondiale elle-même. La « crise » se présente comme une coupure d'une extrême importance. Le monde va en sortir absolument différent, prêt pour de nouvelles épreuves et pour de nouvelles aventures.

En présence de cet effondrement généralisé des bourses et des banques, les *gouvernements*, dans les pays les plus atteints, doivent agir : le Chancelier allemand, Brüning, obtient, le 20 juin 1931, un moratoire d'un an pour le paiement des dettes. En Grande-Bretagne, décisions spectaculaires, en opposition avec les traditions : en septembre 1931, un gouvernement d'union nationale décide de dévaluer la Livre (abandon de l'étalon-or auquel les Anglais avaient tant sacrifié dans l'immédiat après-guerre). En novembre, autre rupture avec la politique suivie, au moins officiellement, depuis le milieu du XIXe siècle : des *tarifs protecteurs* sont rétablis.

Hors d'Europe et des États-Unis, la crise se propage aussi bien au Japon (décembre 1931) que dans les pays dont l'indépendance économique est moins assurée (Dominions, Pays de l'Amérique du Sud) atteints soit à cause de la dévaluation de la Livre, soit à cause des conséquences du désastre financier mondial.

Seule, la France paraissait épargnée : la dévaluation récente lui avait permis de conserver une certaine stabilité financière qui ne céda que plus tard : les difficultés commencèrent à devenir graves, chez elle, seulement en 1932. Quant à *l'U. R. S. S.*, elle ne fut atteinte qu'indirectement par les conséquences économiques de cette débâcle financière généralisée.

1. Paralysie économique et concentration capitaliste : La désorganisation du marché financier a eu des effets immédiats.

Dans les pays industrialisés, l'arrêt de toutes les transactions dans les bourses et les banques provoqua le ralentissement, souvent même, l'arrêt de la production industrielle; aux États-Unis, par exemple, elle diminua de moitié entre mars 1930 et juillet 1932.

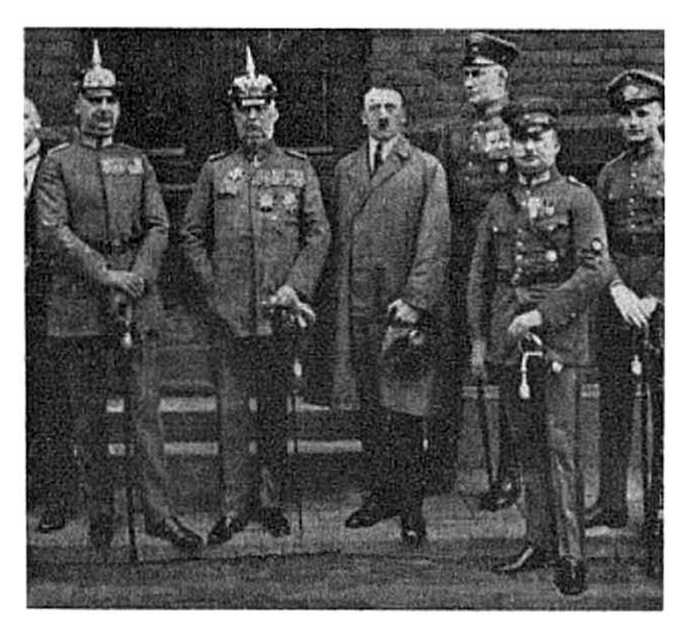
Peu à peu, à mesure que s'épuisent les stocks ou, à l'inverse, à cause de l'amoncellement des produits non vendus, les usines ferment. Ce sont les entreprises les plus fortes qui normalement résistent le mieux et, en pleine débâcle, comme toujours en temps de dépression, *la concentration capitaliste s'accentue : les trusts les plus solides rachètent à bas prix leurs rivaux au bord de la faillite.*

En fait, les produits industriels n'étaient pas les seuls à encombrer le marché, de bonnes récoltes avaient été, elles aussi, à l'origine de la crise : le marché agricole reste d'autant plus encombré que les moyens de conservation ont fait des progrès et surtout que le chômage et la misère engendrés par la récession industrielle, limitent les débouchés normaux. Là aussi, l'encombrement provoque des difficultés financières telles que, en particulier aux États-Unis, les cultivateurs sont obligés de vendre leurs terres; à la place des petites exploitations individuelles, se constituent de larges domaines, propriétés des grands organismes prêteurs.

L'économie des États, immobilisée sous un amoncellement de produits ou de denrées impossibles à écouler, faute de moyens financiers, le *commerce* extérieur, lui aussi, s'arrête : dans les ports, les bateaux sont désarmés; sur les voies ferrées, les trains de marchandises ne circulent plus.

Dans les pays moins évolués, où prédomine encore l'exploitation de type colonial, la situation devient vite catastrophique, car les produits sont bloqués par l'arrêt du commerce international, et leur accumulation fait baisser les prix jusqu'à des taux si dérisoires que l'on doit détruire les stocks invendus (au Brésil, on immerge les sacs de café dans le port de Santos, ou on les brûle dans les locomotives). Le monde se trouve devant cette absurdité désespérante d'être en pleine misère et de détruire des stocks énormes de matières premières.

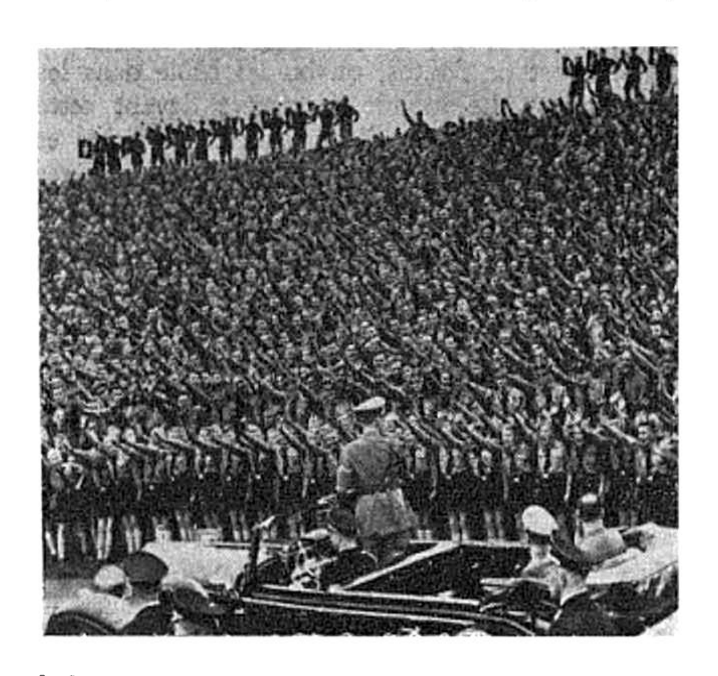
La paralysie de l'économie fait renaître la vieille habitude de produire tout ce dont on a besoin. Les agriculteurs, sur leurs terres, renoncent aux cultures dites de spéculation (destinées à la vente) et se contentent d'une production de subsistance. Dans les pays, surtout ceux, comme l'Allemagne, qui sont très durement touchés et auraient besoin, pour vivre selon les normes courantes, d'importations variées, on recherche des « produits de remplacement » (les ersatz) et on tente l'expérience de vie en économie fermée ou *autarcie,* c'est-à-dire que les rapports commerciaux avec l'extérieur sont réduits au minimum et sévèrement contrôlés. La désorganisation financière va ainsi à l'opposé du remède que le XIXe siècle avait utilisé contre toutes les dépressions (en particulier celle des années 1873-1880) : l'expansion coloniale. Mais dans le monde entièrement occupé des années 30, où



1. **Avant la crise :** Le putsch de Münich.



2. **Déjà la crise :** Émeute à Vienne (juillet 1927).



3. **Après la crise :** Hitler au pouvoir; parade à Nüremberg.

il n'y a plus de terres « vacantes », où les mêmes problèmes se retrouvent partout, la fuite au dehors n'est plus possible; un repliement sur soi ne semble cependant guère plus profitable.

2. Misère et changements sociaux.

Tous les aspects de la « crise » sont essentiels par les résonances qu'ils eurent sur la vie des hommes. Les usines qui ferment parce qu'elles ne peuvent plus écouler leurs produits, les bateaux désarmés... ce sont des masses d'ouvriers en chômage.

A mesure que la crise s'installe, ce ne sont plus seulement les manœuvres, payés à la journée, ou les ouvriers spécialisés, payés à la semaine, que l'on renvoie, mais ceux qui croyaient avoir un emploi stable : employés, ingénieurs, ceux qu'on appelle, aux États-Unis « les chômeurs à col blanc ». La misère gagnant de proche en proche, arrive le tour des médecins, des avocats sans clients ou dont les clients ne peuvent plus payer, des commerçants dont les affaires sont suspendues. Dans les campagnes les journaliers agricoles ne sont plus utilisés; on préfère donner du travail à un quelconque membre de la famille, en chômage, car il n'est guère de famille où tout le monde travaille à plein temps.

Les statistiques sont impuissantes à évoquer cette sorte de cataclysme qui accompagne l'immobilisation de l'économie. Le nombre des chômeurs « officiels » (ceux qui avouent être en chômage) passe approximativement de 10 millions en 1929, à 40 millions en 1932, pour le monde entier. Mais les statistiques ne considèrent pas comme chômeurs ceux qui travaillent quelques heures par semaine. D'autres sources peuvent mieux nous renseigner, entre autres, la baisse très sensible de la natalité : en Suisse le taux d'accroissement de la population de 13 % en 1930, est tombé à 4 % en 1940, au moment même où les progrès de l'hygiène abaissaient le taux de mortalité.

Alors se produit, dans la plupart des pays atteints par la crise, une prolétarisation accélérée des classes moyennes.

La concentration capitaliste élimine les classes moyennes puisque disparaissent les petites entreprises industrielles et les exploitations agricoles individuelles. Un immense transfert de propriété, de richesse se produit et les éléments dépossédés sont difficiles à réadapter, surtout en période de crise. (Les « Raisins de la Colère ».)

Cette brusque plongée hors des cadres habituels du rythme de vie, de « l'avenir assuré » explique le désespoir (le nombre des suicides augmente) et l'aggravation de la rupture entre les générations.

La désorganisation de la vie économique, la stagnation (au mieux) ou le recul des industries et

du commerce sont responsables du ralentissement de l'urbanisation. Depuis le XIXe siècle et à un rythme de plus en plus accéléré, la population affluait vers les villes : en particulier après la guerre 1914-1918, pendant la période de reconstruction. Pendant la crise, comme en U. R. S. S. aux moments de disette et d'arrêt des industries, mais avec une ampleur beaucoup plus grande, à l'échelle du monde, se dessine un mouvement de désertion des centres urbains, de ces villes où la misère est la plus effroyable.

Ces masses humaines « flottantes » : chômeurs, éléments prolétarisés, fermiers chassés de leurs terres, citadins fuyant les villes, constituent des armées de mécontents qui ne peuvent admettre ni le luxe, ni le simple bien-être de ceux qui ont échappé à la débâcle. Cependant ils sont trop inorganisés, ils ont, encore, des habitudes, des réflexes trop différents pour être autre chose qu'une « masse de manœuvre » dont peuvent jouer les *gouvernements en place, ou les adversaires des régimes établis.*

3. L'intervention des États : Les gouvernements sont obligés de se préoccuper de la restauration de l'économie, ce qui est la négation des principes du libéralisme traditionnel.

Dès 1931, aux États-Unis, une des citadelles du libéralisme, on réclame l'adoption « d'un programme national de production et de distribution »; des gouvernements, on attend partout des mesures de sauvegarde et de salut.

Les premières : retour au protectionnisme, dévaluation monétaire, sont immédiates et dans le sens des politiques traditionnelles. Pour protéger les économies nationales chancelantes, le monde se hérisse de barrières douanières encore plus hautes; pour que le commerce reprenne sur des bases plus saines, il faut réajuster la monnaie non plus à la « couverture-or » abandonnée généralement, mais à une plus saine estimation des richesses du pays. Ces manipulations monétaires sont assorties, le plus souvent, d'une surveillance étroite du trafic des devises (contrôle des changes).

Or ces décisions ne suffisent pas : la crise est beaucoup trop profonde et ce qui, jadis, eut permis de surmonter des moments difficiles se révèle, alors, inefficace. Les gouvernements doivent aller beaucoup plus avant. Pour permettre aux entreprises, industrielles ou agricoles, de reprendre ou de survivre, *on pratique aux États-Unis, en France, en Allemagne, en Italie une sorte de « socialisation des pertes ». L'État garantit, renfloue les banques ou les affaires proches de la faillite* et dont l'écroulement risquerait d'aggraver encore la situation.

Cette aide peut prendre la forme de *subventions* accordées, surtout aux cultivateurs pour les encourager à détruire une partie de leurs récoltes excédentaires : vin, céréales, ou à abandonner en friches une partie de leurs champs (subventions, en 1935, en France pour l'arrachage des plants de vigne). L'intervention gouvernementale prend aussi un aspect plus direct (dans le secteur industriel ou commercial) par le lancement de grands travaux (dans la vallée de Tennessee aux États-Unis) qui, tout en utilisant les chômeurs, « consomment » du ciment, de l'acier, des machines de tout genre et, ainsi, participent au réveil de l'économie. L'État élargit son intervention en devenant lui-même animateur d'industries : celles de l'armement sont nationalisées à ce moment-là.

La masse des sans travail est, au moins en partie, prise en charge par les pouvoirs publics; il fallut, dès 1930, prévoir des secours, des indemnités de chômage; puis organiser peu à peu de grands chantiers : barrages, autostrades, assèchement des marais, « bonification » des terres, qui permirent d'occuper la main-d'œuvre disponible; l'accroissement de l'activité des industries de guerre, acheva, dans la plupart des cas, de résorber le sous-emploi.

Toutes ces mesures grevaient les budgets nationaux (en 1933-34, 60 % du budget des États-Unis sont consacrés à de grands travaux, en 1937, en Allemagne, 72 %).

Une des conséquences les plus remarquables de la crise fut de faire éclater davantage l'opposition entre les États riches et les États pauvres (les « having » et les « having not »).

Les nations dont les ressources étaient plus équilibrées, la solidité ancienne, qui pouvaient compter sur les richesses de territoires extérieurs, malgré la violence de l'ébranlement et toutes les misères qu'il engendra, peuvent conserver leurs structures traditionnelles. Elles s'y cramponnent, d'ailleurs, davantage après la tourmente, comme aux éléments sûrs qui les ont sauvées du naufrage.

Elles sont les « riches » (États-Unis, Grande-Bretagne, France détiennent à eux seuls, en 1937, 80 % du stock d'or mondial), elles peuvent s'offrir le luxe de rester « démocrates ».

Les autres, les « pauvres » (Allemagne, Italie, Japon ne disposent, en 1937, que de 5 % du stock d'or!) resserrées dans des frontières étroites que renforcent de hautes barrières douanières, aux prises avec une population en surnombre, ne disposant pas de ressources suffisantes, exclues, en outre, de l'exploitation des régions « coloniales » et de leurs richesses, renoncent, brutalement, aux traditions, et se lancent dans des aventures qui vont jeter le monde entier dans une nouvelle guerre.



Léon Blum.

Le 4 juin 1936, Léon Blum, ancien maître des requêtes au Conseil d'État, président du parti socialiste, forme le gouvernement. C'est, en France, le premier gouvernement à direction socialiste qu'appuie le « Front Populaire »; il multiplie les réformes sociales : contrats collectifs, congés payés, semaine de quarante heures. En 1937, Léon Blum se heurte à l'opposition du Sénat et démissionne. En 1938, il reconstitue un éphémère gouvernement socialiste (vingt jours). Il est déporté en 1943. En décembre 1946, il est, pour la troisième fois, chef d'un gouvernement socialiste sans lendemain. Il meurt en 1950.

LES DÉMOCRATIES SATISFAITES : ÉTATS-UNIS, GRANDE-BRETAGNE, FRANCE

Les trois grandes démocraties occidentales, et quelques autres États, comme la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse, les Pays scandinaves, la Tchécoslovaquie, le Canada, parvinrent à surmonter la crise de 1929, sans être obligés de modifier de fond en comble leurs structures économiques, sociales et politiques. L'ébranlement cependant avait été, partout, si profond que même ces puissances connurent des changements importants. En tout cas l'équilibre des forces, les relations nationales ou internationales, furent bouleversées. Le redressement se fit plus ou moins rapidement, sans être, nulle part, complètement réalisé lorsque éclata la Seconde Guerre Mondiale.

I. Dans toutes les démocraties.

1. Ruptures sociales : Une des différences frappantes, entre les États qui conservèrent des structures démocratiques et ceux où s'établirent des dictatures, apparaît dans les conséquences sociales de la crise.

Malgré l'appauvrissement sensible des classes moyennes, citadines ou rurales, la prolétarisation ne fut pas totale, les cadres sociaux subsistèrent, au moins en apparence. Après quelques années dures, ces classes moyennes purent survivre, maintenir certaines des traditions de la petite bourgeoisie libérale « d'autrefois ». Le prolétariat proprement dit ne s'accrut guère, et, dans des cadres sociaux à peu près maintenus, des éléments prolétarisés se cramponnèrent, déployèrent des trésors d'ingéniosité pour « conserver leur rang ».

Cet effort trahit la rupture réelle qui s'opère alors en profondeur. Si les cadres sociaux sont à peu près conservés, si de nombreuses catégories de personnes, en France surtout où la rupture est plus grave, s'ingénient à préserver des valeurs du passé, une *rupture morale et intellectuelle* apparaît, au moins aussi sensible que celle qui suivit la guerre de 1914-1918. Alors avait fleuri, en Europe, surtout, un art « gratuit »; après l'ébranlement profond des années de crise, une autre forme de pensée se manifeste : les écrivains « s'engagent », dans un monde disloqué, cherchant explications et remèdes, parfois accablés par l'absurdité de ce qui les entoure. Au théâtre (avec Brecht et Giraudoux par exemple), dans le roman (avec Steinbeck, Hemingway ou Malraux), en philosophie (où débute l'existentialisme) toutes ces préoccupations neuves se font jour. Dans l'art, aussi, se manifeste cet engagement : en 1937, Picasso compose « Guernica » sa plus grande œuvre expressionniste; au cinéma, Charlie Chaplin poursuit son œuvre admirable (les Temps Modernes). De nouveaux metteurs en scène apparaissent chez qui surgit cette inquiétude nouvelle (Carné, Pabst, Bunuel).

Cette fermentation, en opposition avec la production des dix années précédentes, illustre la rupture entre les uns, attachés au passé, et les autres qui cherchent une issue inédite aux difficultés vécues. A Paris, durant ces années 30, les tenants du passé lisent la « Revue des deux Mondes » ou la « Revue de Paris », ils se pressent dans les théâtres des boulevards pour applaudir les œuvres légères de Sacha Guitry; leurs adversaires trouvent l'écho de leurs préoccupations dans les théâtres d'avant-garde, s'émerveillent de l'œuvre de Giraudoux et applaudissent à des reprises de pièces antiques (« Les Oiseaux », à l'Atelier), ils suivent passionnément les mouvements nouveaux de pensée (création de la Revue *Esprit*, en 1932; de *La Pensée*, en 1939).

Cet engagement des plus lucides parmi les jeunes générations s'explique par la permanence de lourdes difficultés sociales. Si la vie économique renaît progressivement, le chômage demeure que ne parviennent à guérir ni les États-Unis (où l'on compte encore 9 millions de chômeurs, en 1938), ni la Grande-Bretagne (où, en 1937, sur un million de chômeurs, le quart environ n'a pu travailler depuis plus d'un an), ni la France (malgré la loi des 40 heures, en 1936, et la diminution lente de sa population).

2. Fragile rétablissement économique : Par rapport aux puissances pauvres, au « having not », la situation des démocraties avait semblé se restaurer vite, en grande partie parce que, malgré la violence de la crise, les structures économiques avaient montré plus de solidité.

Les finances et la monnaie avaient été soutenues par un afflux d'or qui laissa certains pays à peu près complètement dépourvus de ce traditionnel signe de richesse. Si toutes les monnaies ont été dévaluées, si le *Gold Exchange Standard* de 1922 a été abandonné, voire oublié, les pays, fidèles au libéralisme, n'en conservèrent pas moins le souci d'un certain rapport entre la monnaie et l'encaisse-or des instituts d'émission. Cette politique leur fut possible parce que, contrairement aux autres puissances, ils avaient pu, malgré la crise, préserver un avoir, des capitaux qui facilitèrent la reprise.

Cette renaissance fut rendue possible par le relatif équilibre des divers secteurs de l'activité (ainsi en Tchécoslovaquie); surtout, par la possibilité d'étendre suffisamment les sphères d'influence. Dans le groupe des Démocraties « satisfaites », se trouvent, en effet, toutes les puissances coloniales : Grande-Bretagne, Pays-Bas, Belgique, France; ou les États jouissant de vastes territoires peu peuplés encore (États-Unis, Canada) et susceptibles d'élargir leurs relations commerciales hors de leurs propres frontières.

Cette restauration n'en demeure pas moins partielle et *l'instabilité économique subsiste* : les souvenirs de « la crise » sont si proches que le moindre fléchissement provoque une inquiétude qui, chaque fois, aggrave le malaise. De toutes façons, la production ne retrouve pas son rythme antérieur et, à partir de 1937, se dessine une nouvelle régression soulignée par l'accroissement du chômage. Seule la politique de réarmement à laquelle participent, alors, tous les États du monde, y porte remède.

Le rétablissement demeure fragile, il est plus encore un redressement financier qu'une véritable reprise économique et c'est ce dont témoigne l'histoire intérieure de chacun de ces États : la France, par exemple, où la crise survenue plus tard est plus longue, plus difficile, ne retrouve pas son équilibre, tandis que la Grande-Bretagne qui a pris très tôt, et avec courage, de radicales mesures de dévaluation, peut mieux rétablir sa situation.

3. Déformations du libéralisme : La reprise, précaire ou à peu près assurée, comporte, même dans les pays décidés à conserver les formes traditionnelles du libéralisme, des aspects en contradiction avec sa nature même.

Par exemple, la *concentration capitaliste* avait réalisé, au cours de la débâcle, de grands progrès favorisant, comme toujours, la création de véritables « monopoles », tuant la libre concurrence. Par ailleurs, pour lutter contre le chômage et redresser la monnaie, les Pouvoirs Publics avaient dû intervenir et cette intervention renforce le pouvoir exécutif obligé de prendre des décisions, d'agir, souvent d'urgence, pour vaincre la crise.

« Une démocratie politique a besoin, pour être solide, d'une économie en voie d'expansion », écrit un économiste contemporain. Les désastres financiers, la crise de 1929 en ralentissant l'essor des pays occidentaux a faussé les données et imposé des changements. Autant que le libéralisme économique, le libéralisme politique du XIXe siècle, support de la grandeur de l'Europe, avait été imposé en 1919 par les vainqueurs, au monde, comme la forme supérieure de toute organisation, presque de toute civilisation; ce libéralisme ne résiste pas à l'ébranlement, même dans les pays les plus favorisés. Ses déformations sont plus graves là où la crise atteint profondément les structures (en France); elles sont moindres là où plus de richesses accumulées ou exploitables peuvent aider au redressement (dans les pays anglo-saxons). Toutefois, elles existent partout, elles sont une des difficultés majeures des démocraties, elles absorbent leurs énergies alors que grandit, du côté des pays de dictature, le danger d'agression.

II. La « Recovery » américaine.

1. La crise et les élections présidentielles de 1932 : La situation aux Etats-Unis n'a pas cessé d'empirer depuis le jeudi noir (24 octobre 1929); toute l'économie progressivement se paralyse.

L'effondrement des prix, la réduction de la production agricole et industrielle, le chômage (plus de 12 millions de chômeurs, en 1932) et, pour les non-chômeurs, la réduction des heures de travail, des salaires, s'aggravent, malgré les paroles optimistes des officiels. Le Président Hoover essaie de conjurer la crise par des encouragements : « Tout sera terminé dans 60 jours »; les faits ne le contredisent que trop brutalement, la décomposi-

tion de la Nation devient manifeste : la misère affaiblit la population, la mortalité croit, les jeunes hésitent à se marier, à avoir des enfants; dans cette atmosphère de panique, les Pouvoirs Publics sont frappés d'impuissance; ils laissent se développer *le gangstérisme* (groupes de trafiquants d'alcool tournant ouvertement les lois de prohibition), et l'agitation de l'*American Legion* (association d'Anciens Combattants) qui décide de « remettre de l'ordre ».

Dans ces conditions, les élections présidentielles de novembre 1932 prennent une importance exceptionnelle. Les Républicains, au pouvoir, n'ont à peu près rien tenté pour enrayer la débâcle nationale; *les Démocrates* ont choisi comme candidat l'homme que ses adversaires eux-mêmes considèrent comme « la dernière chance » des États-Unis : F. D. Roosevelt. Élu par 23 millions de voix contre 16 à Hoover, il s'entoure, pendant « le temps des canards boiteux » (entre l'élection du Président, en novembre, et son installation, en mars de l'année suivante) d'une équipe de juristes, d'économistes, d'hommes d'affaires (son « brain trust ») qui s'acharnent à étudier la crise, à découvrir ce qui pourrait en arrêter les progrès. Alors que la future équipe gouvernementale est au travail, la situation se détériore encore; en octobre 1932, plusieurs États décrètent la fermeture des banques; à New-York, on n'utilise plus de signes monétaires, mais le troc, même pour les achats courants, et, finalement, le 4 mars 1933, jour où Roosevelt entre à la Maison Blanche, toutes les banques des États-Unis ont clos leurs guichets.

2. Le New-Deal : La crise, sans précédent, ne peut relever des remèdes traditionnels; il s'agit donc de tenter quelque chose d'absolument nouveau.

L'ensemble des mesures prises et la politique suivie constituent le *New Deal* (la nouvelle donne) à la fois œuvre d'assainissement, par l'abolition des lois de prohibition, œuvre sociale, par les secours accordés aux sans travail et par la lutte contre le chômage, enfin œuvre de reconstruction économique.

Les experts du *Brain Trust* ont dégagé qu'une des causes majeures de la dégradation de l'économie est l'excessif endettement de la plupart des producteurs.

Les décisions les plus urgentes sont donc *d'ordre financier*. Dès le 10 mars 1933, les banques durent rouvrir leurs portes, toutes les opérations bancaires et boursières étant étroitement surveillées. Puis, de mai à octobre 1933, volontairement, alors que les réserves d'or augmentent, pour alléger le poids des dettes (et surtout celles des agriculteurs) le dollar est dévalué, en deux étapes.

Ces mesures financières n'étaient pas seules urgentes. Le 12 mars 1933, l'*Agricultural Ajustement Act* réorganisa le crédit agricole et encouragea la réduction de certaines cultures; le 16 juin, ce fut le tour de l'industrie : le *National Recovery Act* recommande et favorise les ententes entre industriels pour éliminer la concurrence ruineuse en période de crise et, en même temps, impose aux employeurs le respect de certaines normes de travail et un salaire minimum. Enfin, des industries reçoivent des commandes de l'État : c'est le *pump priming* (l'amorçage de la pompe).

Pour conjurer la crise, il ne suffisait pas de relancer la production, il fallait l'écouler. A cet effet, et dans un but humanitaire, *des mesures sociales* accompagnent les décisions relatives à l'économie. Tout d'abord l'aide aux chômeurs est largement accordée, puis, peu à peu, s'organisent des chantiers: routes, ports, constructions navales, barrages, où sont embauchés les jeunes chômeurs. Ceux-ci ne reçoivent qu'une part de leur salaire, le reste est versé directement à leur famille : ainsi la misère est allégée, la consommation reprend. Le plus remarquable de ces grands chantiers fut l'aménagement de la vallée de Tennessee (*Tennessee Valley Authority*, dont la création a été votée en mai 1933), l'État fédéral entreprenant le réaménagement, par construction de barrages et restauration des sols, de toute une région dévastée par une exploitation agricole abusive et qui relevait de plusieurs États.

3. Opposition et résultats : Cette ingérence de l'État dans l'économie, et du pouvoir fédéral dans les affaires locales souleva de vives oppositions principalement dans le monde des affaires et les milieux républicains.

La Cour Suprême de Justice en fut le porte-parole : elle rejeta comme inconstitutionnelles toutes les lois du *New Deal* (en 1935-36), soulignant ainsi la volonté de maintenir le pouvoir politique à l'écart des problèmes sociaux et économiques. En outre cette période est marquée par de nombreuses grèves : les ouvriers réclamaient la stricte observation du N. R. A., peu respecté. Enfin, le redressement économique n'était pas très stable : en 1934, le Gouvernement ayant quelque peu relâché son soutien, une nouvelle baisse de l'activité se produisit avec un début de panique; il fallut, pour l'enrayer, un nouveau « réamorçage de la pompe ».

Malgré ces oppositions et ces difficultés, le *New Deal* avait permis aux États-Unis de retrouver une

économie à peu près saine, les Américains prouvèrent leur reconnaissance en réélisant Roosevelt à la présidence, en novembre 1936, par plus de 27 millions de voix. Sûr de l'appui populaire, le Président voulut consolider son œuvre. Il obtint, finalement, de la Cour Suprême l'approbation du *New Deal.*

Cette victoire est capitale : elle fait apparaître une modification profonde de la structure des États-Unis. D'une part le droit syndical, reconnu, permit l'organisation de la masse ouvrière en deux grands syndicats : l'A. F. L. et le C. I. O. (c'est-à-dire l'*A*merican *F*ederation of *L*abour, le plus ancien, et le *C*ommittee for *I*ndustrial *O*rganisation, né de la scission de l'A. F. L. en 1935); elle va désormais jouer un rôle important dans la vie américaine. Le pouvoir central, celui du Président sort de l'épreuve très renforcé; ainsi s'affirme l'évolution suivie depuis le XIXe siècle, mais en un temps, où, partout, le « pouvoir fort » semble être le plus sûr moyen de sauvegarde.

III. L'équilibre britannique.

1. Le redressement intérieur : La Grande-Bretagne avait, la première, pris des mesures radicales pour enrayer la débâcle financière: les décisions de septembre et novembre 1931 (dévaluation de la livre et retour au protectionnisme) prises très tôt, bien avant que les autres États atteints par la crise n'y aient recours, apportèrent le soulagement espéré.

Les industries se remirent en marche, au prix de reconversions; là aussi, comme aux États-Unis, *l'intervention des pouvoirs publics* s'avère nécessaire et se manifeste par la nationalisation de certains grands organismes (B. B. C., Transports londoniens).

Les exploitations minières trop mal équipées furent fermées; une réorganisation de ces industries extractives, qui avaient été à l'origine de la grandeur britannique, est entreprise, mais les résultats ne sont pas très encourageants. De même *les industries textiles*, alourdies par un outillage vétuste et de trop rigides traditions, ne parviennent pas à retrouver leur ancienne activité. Par contre, la dispersion des industries légères dans le Bassin de Londres et le début de la reconversion de l'industrie galloise (on abandonne, enfin! la production désuète du fer blanc) se révèlent bénéfiques.

Les constructions navales sont stimulées, elles aussi : la mise en chantier du *Queen Mary*, en 1933, illustre cet effort de renouvellement.

Le redressement économique comporte une *renaissance de l'agriculture*, sacrifiée jusque-là à l'essor industriel et dont le déclin s'était accentué encore après la Première Guerre Mondiale. A partir de 1931, les Anglais favorisent un véritable retour à la terre : il s'agit de produire davantage, afin que les importations de denrées alimentaires pèsent moins lourd dans la balance commerciale. En même temps, on espère que cette renaissance agricole résorbera le chômage, qui demeure inquiétant.

Le nombre des chômeurs (22 % de la population ouvrière, en 1933) diminue (12 %, en 1937) mais demeure trop fort et, surtout, il existe en Grande-Bretagne un chômage permanent : en 1937, environ 250 000 ouvriers n'ont pu trouver de travail pendant un an, ce qui révèle une reprise assez précaire. Le plein emploi ne fut réalisé qu'en 1939, lorsque, la guerre proche, toutes les industries d'armement furent utilisées à plein.

Malgré ces difficultés, la Grande-Bretagne pouvait considérer la crise comme dépassée. *Une des raisons de ce succès ? L'accumulation des richesses dans le pays;* il existait encore de très grosses fortunes : 26 pour 1000 des contribuables anglais sont classés comme ayant de forts revenus (à la même époque seulement 5 pour 1000 des contribuables français dans cette même catégorie). Cette puissance capitaliste disponible permit la reprise que beaucoup considéraient avec satisfaction d'autant que les difficultés subsistantes semblaient le fait de la désorganisation générale du commerce international.

2. Les rapports avec le Commonwealth : Atteinte par la crise, la Grande-Bretagne avait espéré trouver dans le Commonwealth l'appui, l'aide dont elle avait besoin.

Au plus fort de la débâcle, une conférence des Premiers Ministres avait été convoquée non pas à Londres mais à *Ottawa*, pour bien souligner la prise en considération des Dominions. La réunion,

en juillet 1932, fut décevante pour les Anglais. Les Dominions refusèrent de recevoir les chômeurs que voulait leur envoyer le gouvernement britannique; ils refusèrent également de constituer un bloc douanier, à l'intérieur duquel les échanges libres auraient été néfastes à leurs industries naissantes, la concurrence anglaise étant trop forte pour elles. Ils acceptèrent seulement le régime de la *préférence impériale*, les membres du Commonwealth s'accordaient, mutuellement, la clause de la nation la plus favorisée : les tarifs les plus bas, les contingents les plus importants étaient automatiquement concédés. Ce résultat, loin de ce qu'avaient espéré les Anglais, comportait d'incontestables avantages. Par ailleurs, des règlements financiers intervinrent avec d'autres pays économiquement liés à la Grande-Bretagne, comme le Portugal, les États Scandinaves ou les pays du Moyen-Orient. Ainsi, s'élargit le domaine où les industries britanniques purent à la fois se ravitailler et écouler leur production.

La crise de 1929 atteignant davantage les pays les moins évolués rendit plus délicats les rapports entre la Grande-Bretagne et ceux des pays associés à elle qui lui étaient moins sentimentalement liés.

En *Irlande* l'opposition aux clauses du traité de Londres de 1921 reprit vigueur. Triomphant aux élections de 1932, de Valera proclame la République. Après une guerre de tarifs onéreuse pour le nouvel État, la Grande-Bretagne consentit à reconnaître l'indépendance de l'Eire (avril 1937).

En *Inde*, la crise a de très sérieuses répercussions. La situation économique s'y révèle dramatique, la misère pire que jamais, les Indiens décidés à obtenir, coûte que coûte, des concessions. Terriblement divisés entre eux, ils font échouer la conférence de « la Table Ronde » (novembre 1930-décembre 1932). Londres tente alors une réforme autoritaire : l'Empire des Indes devient une fédération de provinces ayant des Parlements locaux qui désignent leurs représentants à un Parlement fédéral.

Cette « Constitution » de 1935 en soi bien modérée, ne donna satisfaction à personne : les nationalistes indiens groupés dans le *Parti du Congrès*, conduits par *Nehru*, trouvaient les concessions dérisoires; les nationalistes britanniques, dont le porte-parole était W. Churchill, considéraient comme inopportune une mesure qui risquait d'affaiblir la position de la Grande-Bretagne en Extrême-Orient, à un moment où la situation y était de plus en plus tendue et où les Anglais avaient besoin de leurs colonies pour rétablir leur économie. Le succès du Parti du Congrès aux élections de 1937 sembla donner raison aux pessimistes de Londres, mais la menace japonaise se précisant, les Indiens renoncèrent, pour un temps, à leurs revendications.

Au Moyen-Orient, la présence des gîtes pétroliers qu'exploite la Grande-Bretagne, et la nécessité de conserver libre le passage du Canal de Suez expliquent la politique souple qu'adopte le gouvernement anglais reconnaissant l'indépendance de l'Égypte (août 1936), tout en surveillant de très près l'évolution du monde arabe.

3. La stabilité politique : Cet ensemble de mesures, à l'intérieur comme dans le Commonwealth, exprime un des caractères les plus notoires de cette période de l'histoire britannique.

Devant la crise, un Gouvernement d'Union Nationale avait été formé; en réalité les Conservateurs en prirent très vite la direction. Comme aux États-Unis, l'intervention des pouvoirs publics avait été nécessaire pour redresser la situation économique et le budget, en équilibre, dès 1934, semble indiquer le succès de l'opération.

Mais les conséquences politiques et morales de la crise se prolongèrent bien au-delà. Tout d'abord se posa le problème du budget militaire qui grevait les finances publiques, et contre lequel s'insurgent les Travaillistes qui voudraient le désarmement tandis que les nationalistes, Churchill en tête, le trouvent insuffisant devant la menace croissante du National-Socialisme allemand.

* * *

Après la mort de George V (mars 1935) la Grande-Bretagne se trouve en face d'autres graves difficultés qui tiennent aux déformations mêmes des conceptions libérales, à la contagion du fascisme en Europe, ou à la crainte qu'il provoque. Le nouveau roi, Édouard VIII, très aimé des petites gens, était autoritaire et semblait lié de trop près à des personnalités favorables aux régimes totalitaires. Une violente campagne fut lancée contre lui, sous prétexte de son mariage probable avec une Américaine deux fois divorcée; malgré le véhément soutien de W. Churchill, il dût abdiquer, le 10 décembre 1936, et son frère, George VI, fut couronné le 13 mai 1937. Cette crise dynastique passée, la Grande-Bretagne, conduite par Neville Chamberlain, est entraînée à la fois dans une politique de réarmement qu'impose la menace des puissances totalitaires (affaire d'Éthiopie, guerre d'Espagne, Anschluss) et de concessions qui ne font que rendre l'adversaire, chaque fois, plus redoutable. Ayant sauvegardé le libéralisme qui fit sa grandeur, la Grande-Bretagne est trop préoccupée d'elle-même, trop sur la défensive pour rendre sa pleine vitalité à la démocratie parlementaire.

IV. Les crises françaises.

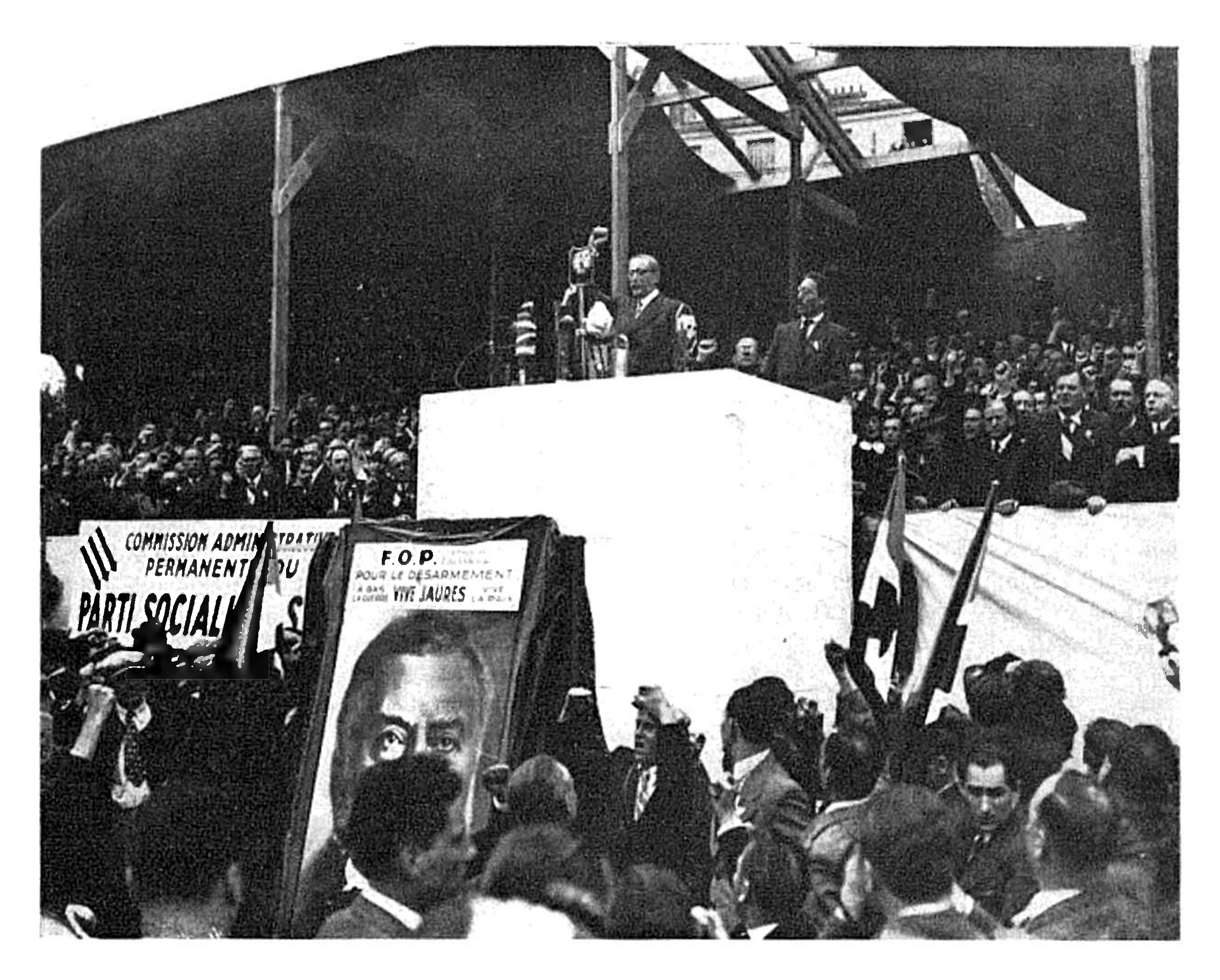


Les grandes démonstrations populaires.
A l'occasion de la Fête de la Paix, Léon Blum harangue la foule dans le parc de Saint-Cloud.

1. Crise économique et structurelle : La France a été tardivement atteinte par la dépression de 1929. La dévaluation du franc-Poincaré avait rendu une certaine activité à son économie, en expansion jusque vers le milieu de 1930, le fléchissement ne devint catastrophique qu'à partir de 1932, au moment où la Grande-Bretagne était déjà en plein redressement.

Pourquoi après ce retard la crise a-t-elle sévi avec une telle violence? Les dévaluations monétaires, réalisées en 1931 dans les autres pays, ont fait du franc une monnaie chère. En outre, contrairement à ce qui s'était produit tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne, la crise, en France, n'est pas essentiellement une crise financière, mais bien davantage *une crise de structure* qu'avait, un temps, dissimulée la reprise après la dévaluation de 1926-28; elle n'en apparait que plus brutalement dans le monde malade et désorganisé des années 30. A cette époque, la France, certes, est encore un pays riche, mais avec des fortunes moindres que dans les autres grandes démocraties; les moyens et petits revenus sont les plus nombreux, donc, du point de vue économique, ils sont, par nature, moins facilement mobilisables et demeurent réticents à l'égard des entreprises privées.

La part de l'agriculture dans le revenu national reste importante, beaucoup plus qu'aux États-Unis ou, surtout, qu'en Grande-Bretagne; or l'agriculture française est vite atteinte par la crise (mévente du blé et du vin) et incapable, à cause de l'insuffisance même des propriétés et des revenus, de réaliser une reconversion ou les aménagements indispensables. Tout cela aurait exigé une politique cohérente, à longue portée, ce qui ne fut guère le cas. La ruine des producteurs agri-



Le Front Populaire.

Le 14 juillet 1937, Place de la Nation avec Léon Blum, Marcel Cachin, Maurice Thorez...

coles provoque celle des industries et celle du commerce.

Le chômage, la misère sont effroyables; la mortalité, en particulier dans les régions industrielles, est considérable : dans telle grande ville textile du Nord, très durement touchée par la crise, on enregistre, à peu près, un enterrement d'enfant par semaine; des gamins, arrivant à l'école, se précipitent sur les vieux croûtons de pain trouvés dans les cours de récréation. Cette situation, plus ou moins dramatique suivant les régions de France, provoque une agitation sociale qui déborde le simple cadre politique où l'on voudrait la classer.

Sans doute, la France possède un vaste empire colonial qui peut l'aider. Mais, là encore, les répercussions de la grande débâcle des années 30 font apparaître des problèmes plus structurels (importance des mouvements nationalistes en Indochine et déjà en Afrique du Nord) que proprement financiers ou économiques.

2. Le vieillissement de la nation : La crise fut d'autant plus grave que le pays n'était plus adapté aux données nouvelles du monde.

La France est un pays de petites propriétés, de petites entreprises industrielles ou commerciales : sous couleur d'individualisme les Français préfèrent « être leur maître », vivoter plutôt que de s'intégrer dans une affaire plus vaste. Pour cela, même après la reconstruction qui suivit la guerre de 1914-18, l'économie française (à part quelques exceptions) demeure en marge de « la seconde révolution industrielle » et l'outillage, générale-

ment utilisé, reste mal adapté aux exigences d'une concurrence sérieuse.

Cette inadaptation n'est qu'un aspect d'un phénomène plus général : le vieillissement du pays. Vieillissement démographique tout d'abord : la France a été le premier pays où l'accroissement de la population se soit ralenti; les pertes énormes de la Première Guerre Mondiale ont accéléré le mouvement; alors qu'entre 1890 et 1900 le taux d'accroissement de la population française était encore de 2 %, il tombe de 1930 à 1940, à — .1 %, malgré un abaissement sensible de la mortalité (en 1935, 17,4 pour 1000; en 1935, 15,7 pour 1000) le déficit est de 18 000 individus en 1935. Cet affaiblissement démographique a pour corollaire un vieillissement général de la population et explique le refus de changer, la peur de toute innovation, traits essentiels de cette époque.

Ainsi se comprennent certaines positions de défense prises durant les années sombres de la dépression : le relèvement des tarifs douaniers dès lors exhorbitants qui permettent à l'économie française de se rétablir en vase clos, grâce aux dépendances d'Outre-Mer; la création de l'Office du blé, les subventions accordées aux vignerons pour arracher leurs vignes, aux cultivateurs pour dénaturer leur blé ou leur sucre. Aucune mesure d'ensemble n'a été sérieusement envisagée.

Un autre vieillissement apparaît dans la désadaptation des institutions. Plus tard, Léon Blum écrira : « Le régime parlementaire ou représentatif ne constitue pas la forme de gouvernement démocratique exactement adaptée à la société française. » Or, tout en proclamant la nécessité d'une réforme constitutionnelle, d'une adaptation du régime aux besoins nouveaux, personne ne peut, ou n'ose aller jusqu'à la simple élaboration d'un projet.

3. Crise politique et immobilisme : Toutes ces difficultés inquiétaient les Français, beaucoup d'entre eux cherchaient une issue.

Pour les uns, sensibles au désordre économique, à la misère populaire, au gaspillage élevé au rang de remède, il s'agit de réaliser une répartition plus équitable des sacrifices qu'impose la crise. Mais, plus encore que dans la décennie précédente, et surtout parce que le Parti Communiste a pris plus d'importance et soutient ces revendications, les tenants d'une politique sociale (plutôt que socialiste) sont considérés comme des « représentants de Moscou », qui veulent compromettre la survie de la France. Leur voix se fait plus violente quand éclatent, entre 1931 et 1934, des scandales financiers où sont compromis nombre de dirigeants politiques et qui font apparaître au grand jour certaines tares fondamentales du régime.

Quant aux autres, que l'on a pu appeler les « partisans de l'ordre établi », ils utilisent, aussi, ces scandales, mais en sens inverse. Pour eux, point n'est question de répartir équitablement les charges; ils réclament une refonte de l'État qui confierait le pouvoir à un gouvernement « fort ». Ils constituent des Ligues largement influencées par le fascisme et où se retrouvent, côte à côte, des éléments venus d'horizons très divers : Doriot, ancien directeur de l'Humanité, Déat, ancien socialiste S. F. I. O. et les disciples royalistes de Ch. Maurras (Action française) ou les Croix-de-Feu du Colonel de la Rocque; leur programme reste imprécis, et leur propagande très active pour obtenir le pouvoir. Le 6 février 1934, ils croient le moment venu; une manœuvre parlementaire et des contre-manifestations populaires leur barrent la route.

Entre ces deux extrémismes, les gouvernements successifs témoignent d'une redoutable impuissance : lorsque les électeurs, en 1932 et en 1936, envoient à la Chambre des Députés des majorités de gauche, les gouvernements issus de ces majorités (Herriot, en 1932; Blum, en 1936) sont combattus par les « puissances d'argent ». La majorité de gauche, rapidement disloquée, est remplacée par une coalition centre-radicaux-droite.

Dans la Chambre issue des *élections de 1932*, après des ministères radicaux et la *crise de février 1934*, l'instabilité des gouvernements facilite l'*arrivée au pouvoir de Pierre Laval* qui sacrifie l'intérêt des salariés aux nécessités de l'équilibre budgétaire (politique de déflation de 1935) et esquisse un rapprochement avec les dictatures.

Aux élections de 1936, la réaction populaire arrête cette tentative fascisante. Dans une atmosphère de révolution sociale, *un ministère à direction socialiste* (présidé par Léon Blum) est constitué, en juin, et réalise une partie du programme du « Front populaire » : augmentation des salaires, semaine de 40 heures, congés payés, retour aux conventions collectives (accords Matignon, 7-8 juin 1936) et, en 1937, création de la S. N. C. F. (qui réunit en une seule exploitation d'État toutes les compagnies de chemin de fer).

Cette expérience ne dure pas : la plupart des capitaux, pour échapper au fisc, se transforment en lingots d'or; l'application de la semaine de 40 heures ralentit la reprise industrielle, la déception généralisée provoque l'éclatement du Front populaire et le retour au pouvoir des radicaux (Daladier), appuyés sur la droite (Paul Reynaud). Le danger fasciste grandit en France et hors de France, mais parce que les Communistes sont à la tête du combat la défense de la liberté laisse la masse des Français assez hésitante.

NOTES ET DOCUMENTS

Le 6 février 1934

Depuis les dernières semaines de 1933, l'affaire Stawisky émeut l'opinion; les groupes fascisants parisiens s'emparent du scandale où sont compromis des hommes de gauche; dès le mois de janvier 1934, des manifestations se multiplient; le préfet de police, jugé trop indulgent à l'égard de ces manifestations, est nommé Résident Général au Maroc; c'est le prétexte de l'émeute.

Les points de rassemblement prescrits formaient un vaste cercle autour du Palais-Bourbon.

U. N. C. (Union Nationale des Combattants : Champs-Élysées (à 20 h).

Solidarité Française : Grands Boulevards (à 19 h).

Jeunesses Patriotes : Place de l'Hôtel de Ville (à 19 h).

Front Universitaire : Boulevard Saint-Michel (à 18 h 30).

Action Française : Boulevard Saint-Germain (à l'heure de sortie des ateliers et des bureaux).

Croix de Feu (ordres verbaux).

Une note de police du 5 février figurant au dossier de la direction des Renseignements généraux contient le passage suivant :

« Les *heures* des rassemblements envisagés *ne concordent pas*, puisque les Anciens Combattants sont appelés pour *20 heures*, alors que les Jeunesses Patriotes le sont à *19 heures ;* mais, *compte tenu des distances à parcourir*, il semble cependant qu'entre 20 heures et 21 heures, il pourrait y avoir Place de la Concorde plusieurs milliers de personnes, dont les sentiments, voire les intentions, sont hostiles au Gouvernement et au Parlement. » (Extrait des Rapports de la Commission d'enquête de la Chambre des Députés, séance du 17 mai 1934.)

« ...Les manifestants étaient extrêmement agressifs. Le plus souvent, ils se battaient en tirailleurs, criblant de pierres et de ferrailles les policiers et les gardes qui s'ébranlaient lourdement pour les chasser, s'essoufflaient dans le vide, passaient leur fureur sur quelques attardés et, dans leur repli, se faisaient une seconde fois assommer de cailloux. Mais, à plus d'une reprise, des colonnes se formèrent, tentant de véritables assauts, jetant le poids de plusieurs milliers d'hommes acharnés sur les cordons de police.

« Deux de ces charges, menées contre le pont de la Concorde, faillirent tout emporter. Certains manifestants avaient emmanché des lames de rasoir au bout de leurs cannes; d'autres, paraît-il, se servirent de couteaux...

« La foule, maintenant, se rapproche du mur vivant qui défend le pont. Je vois s'abattre un cheval qu'on éventre, des cavaliers s'effondrent sur le sol dans un grand bruit de ferraille, les pierres volent, tombent en grêle sur la garde mobile descendue en hâte des camions. Précédée des drapeaux dont les lances sont coiffées de casques aux crinières pendantes, enlevés aux (gardes) municipaux, la foule se rue sur le barrage. Pris dans cet effroyable remous, j'entends... ce que je crains depuis des heures d'entendre : le coup de revolver, ce signal donné par qui? Je vois alors distinctement les gardiens tirer en l'air, puis les mousquetons s'abaisser vers la foule. Salve. A blanc? A balle?

« A blanc, semble-t-il. La foule reflue, puis revient d'un coup et, comme un gigantesque bélier, heurte les hommes en uniforme. C'est alors que, brusquement, sous les coups de feu qui se précipitent et prennent le rythme des coups de mitrailleuse, des cris de douleur fendent la huée et que des manifestants s'écroulent sur le pavé... » *Les Nouvelles Littéraires*, 10 février 1934.) —

La Commission d'enquête de la Chambre des Députés conclut, le 17 mai, à l'unanimité qu'aucune mitrailleuse ne fut utilisée, place de la Concorde, dans la soirée du 6 février 1934.

En réponse à cette manifestation de la droite, la C. G. T. et les partis de gauche organisèrent, le 12 février, une grève générale et une manifestation populaire au Cours de Vincennes et Place de la Nation, à Paris.

« La grève générale du 12 février 1934 décidée par la Confédération Générale du Travail est certainement la manifestation la plus importante qui ait été organisée en France par les syndicats ouvriers... Son but était de dresser la classe ouvrière française contre un mouvement qui apparaissait en France et qui à ses yeux avait un caractère fasciste. Les treize manifestations de janvier, et les émeutes des 6 et 7 février 1934 étaient aux yeux des dirigeants de la C. G. T. les preuves matérielles de ce mouvement.

« Une autre caractéristique de cette manifestation, c'est qu'elle a groupé la majorité du monde du travail et que d'autre part les partis politiques de gauche ont participé à son organisation. Son importance ... a dépassé les prévisions des organisateurs. » (Rapport de la commission d'enquête de la Chambre des Députés, 17 mai 1934.)



Le 6 février 1934, à Paris.



Hitler.

LES NATIONS INSATISFAITES : ITALIE, ALLEMAGNE

Bien que les vainqueurs, depuis 1919, aient imposé, un peu partout, des régimes démocratiques, un certain nombre d'États européens (Pologne, Bulgarie, Portugal, Espagne) avaient connu des régimes dictatoriaux; Mussolini avait pris le pouvoir en Italie, dès 1922. Justement, la dictature mussolinienne est déjà bien différente de ces dictatures et des dictatures traditionnelles. Après la crise de 1929, ces différences s'accentuent fortement; le fascisme se révèle comme une forme nouvelle de contre-révolution, imité bientôt dans le monde entier, plus spécialement dans les pays d'Europe centrale et méridionale, où l'absence de traditions démocratiques, le déséquilibre économique, enfin le surpeuplement contribuent à favoriser son apparition.

I. Le fascisme : Un phénomène politique et social.

1. Les origines : Dans certains pays où la démocratie n'était qu'une façade, très vite, en présence de difficultés nouvelles, les pouvoirs publics montrèrent leur impuissance.

Partout où s'établissent des dictatures, le processus est le même et le fascisme surgit dans des conditions identiques : il répond à des difficultés presque toujours les mêmes; les solutions proposées sont analogues, mais les réalisations varient d'une expérience à l'autre.

En Italie, l'État se cantonne dans un immobilisme désespérant; en Allemagne, il se lie à des forces compromettantes et envahissantes (alliance du gouvernement Ebert avec l'armée en 1920-21). Cette carence du pouvoir public paraît intolérable, dès que les difficultés économiques (la crise de 1920-21 pour l'Italie, celle de 1929 pour l'Allemagne) créent une agitation d'autant plus sérieuse que la stabilité du pays s'avère déjà précaire (absence de fondements industriels en Italie, expansion trop brutale en Allemagne, ce qui réduisait les possibilités de reprise rapide) et que les masses ouvrières étaient davantage pénétrées par le Communisme.

Contre ces masses se groupent, spontanément, tous ceux qui, pour une raison quelconque, craignent l'établissement du socialisme. Une des raisons, invoquée dans bien des cas et qui, très largement, entre dans la genèse du fascisme, c'est la défense passionnée du pays : *un nationalisme* excessif. Il est remarquable que le fascisme ne soit apparu que dans les pays « insatisfaits » qui se jugeaient frustrés des avantages de la victoire commune (Italie, Japon) ou qui ne pouvaient admettre l'humiliation de la défaite (Allemagne).

Le fascisme doit à ses origines deux de ses aspects fondamentaux : un *anti-communisme* qui, normalement, s'oriente vers une réaction sociale et politique, et un *nationalisme*, à la fois politique (c'est-à-dire essentiellement revendicatif) et économique. Il apparaît comme une sorte de remède, en temps de crise, à une carence politique trop douloureuse pour un pays mécontent, appauvri, qui se croit menacé par une révolution sociale.

2. Les appuis du fascisme : Normalement, les appuis les plus solides du fascisme se retrouvent parmi les éléments menacés par les désordres économiques et sociaux.

Donc, volontiers *la moyenne et la petite bourgeoisies* guettées par la prolétarisation, à la suite des crises économiques, redoutant de perdre certains avantages, vont se joindre aux fascistes; tout au moins elles soutiennent chaudement leur action. A ces éléments, se joignent *des fonctionnaires*, *des employés*, dont les salaires sont réduits, beaucoup de *jeunes gens* qui ne peuvent utiliser leurs diplômes ou leur préparation technique à l'exercice d'un métier, à cause de la dépression économique, à qui sont fermées les issues vers un avenir assuré et qui cependant refusent l'aventure révolutionnaire. Enfin, *les anciens combattants*, aigris par la défaite, ou par une victoire tronquée, qui, si souvent, ne peuvent retrouver un métier après la guerre; ils s'étaient enrôlés déjà dans les ligues militaristes (Arditi de G. d'Annunzio, les Corps Francs allemands). Ils voient dans le fascisme le moyen de retrouver une vie exaltante, héroïque. Dans ce dernier groupe, au moins à l'origine, se sont recrutées les troupes de choc : *faisceaux* italiens, *Sections d'Assaut* hitlé-

riennes, qui préparèrent la prise de pouvoir et, ensuite, assurèrent l'encadrement de la Nation.

L'appui des grands industriels et des hommes d'affaires ne vint que plus tard, lorsque le parti (fasciste ou national-socialiste) se fut suffisamment consolidé, qu'il eut pris figure de défenseur véritable de l'ordre social établi et abandonné ses anciens airs de trublion : les industriels allemands soutinrent le gouvernement du socialiste Ebert en 1923, pour écraser le putsch de Munich, dont Hitler était un des principaux animateurs, mais, dix ans plus tard, ils lièrent partie avec les Nazis pour écraser le socialisme qui leur paraissait plus dangereux.

Une fois au pouvoir, tout fascisme s'appuie sur le *Parti :* parti unique strictement hiérarchisé, où l'obéissance au chef est la règle impérieuse, où les fonctions sont nettement fixées : les formations para-militaires sont destinées à combattre les ennemis du régime; les œuvres de police sont confiées à des corps spécialisés (Gestapo, Ovra). Le recrutement du Parti, qui risquerait d'être envahi par des « traîtres », après la victoire, est surveillé très strictement; surtout, il se fait parmi les très jeunes gens formés dans des groupements de jeunesse (Ballila et Giovanni, Jungvolk, Hitlerjugend) ayant subi un entraînement physique et moral qui les transforme en troupes fanatiques.

3. L'idéologie fasciste : Le ciment de cette coalition est surtout sentimental. Il s'agit de créer chez tous ces hommes un enthousiasme tel qu'ils soient absolument dévoués au régime.

Utilisant les réactions spontanées des masses populaires, peu évoluées encore du point de vue politique, savamment maintenues dans l'ignorance par une propagande très bien orchestrée, les dirigeants prétendent réaliser une véritable *révolution spirituelle*, toujours à partir d'un mythe, assez simple, susceptible d'entrainer la Nation entière. Pour

Les bases sentimentales du fascisme.

Hindenburg, Hitler et Goering réunis pour la commémoration de Tannenberg (19e anniversaire).



les Allemands, c'est le mythe de la pureté de la race, pour les Italiens, le mythe de la Grandeur Romaine qu'il importe de retrouver. Dans une telle perspective, plus de place, évidemment, pour une « lutte des classes » de conception marxiste et dont la crainte est à l'origine du regroupement fasciste. Tout doit s'effacer devant les impératifs nationaux; est « dépassée la lutte de classe contre classe, de dogme religieux contre dogme; mais la lutte du sang contre le sang, de race contre race, de peuple contre peuple » (Hitler) devient le levain de toute action. Pour que triomphe le mythe fasciste, ou nazi, il est indispensable que le pouvoir soit entre les mains d'un seul homme. Mussolini disait : « le XXe siècle sera le siècle des chefs »; qu'il soit appelé *Duce* ou *Führer* (ou, plus tard, *Caudillo*) le *chef fasciste* est infaillible, on lui doit une obéissance aveugle; toutes ses décisions sont indiscutables. Sa puissance s'exerce dans tous les domaines, car tout se ramène à lui. L'État qu'il incarne, régit tout : c'est un *État Totalitaire*. De toute évidence, l'État, qui s'impose ainsi, a besoin d'être assuré du soutien de ses « sujets ». C'est sur le Parti que repose cette tâche : c'est lui qui, s'identifiant à l'État, contrôle et anime tous les secteurs de la vie de la nation aussi bien politiques qu'économiques.

Il ne peut être question du maintien d'une quelconque opposition. Tout ce qui n'est pas derrière le Chef ne peut être qu'un ennemi public et, de ce fait, doit être exclu de la communauté nationale. Comme il n'est pas certain que les adversaires du régime se dévoilent, commettent des actes délictueux, il faut que la Justice puisse prononcer des sanctions contre ceux dont la tiédeur ou le comportement risquerait d' « amoindrir le sentiment national ». Plus aucune règle de droit, plus aucune garantie ne sont respectées à l'égard de ceux qui pourraient être des opposants : c'est le propre de la tyrannie.

II. Les dictatures européennes.

L'Italie et l'Allemagne sont les deux nations où le « phénomène fasciste » se manifesta le plus nettement, qui servirent de modèle aux autres dictatures. Mais les même traits se retrouvent dans l'une et l'autre expériences avec des accentuations différentes et malgré ces similitudes le fascisme italien est assez loin du nazisme allemand.

1. Le fascisme italien : C'est surtout après l'assassinat du chef socialiste Matteoti, en avril 1924, que s'affirme le régime dictatorial, en Italie; Mussolini, cependant, demeure toute sa vie l'opportuniste qu'il proclamait être dès 1919, à la création du Fascio : « nous, fascistes, nous n'avons pas de doctrine pré-constituée, notre doctrine c'est le fait ».

Il n'y a donc pas, à proprement parler, de programme fasciste : le but est *la restauration de l'antique gloire romaine;* c'est pourquoi, l'ancien révolutionnaire Mussolini se fait, de plus en plus véhémentement, le défenseur de l'État qu'il transforme, de l'armée qu'il asservit, de la Monarchie qu'il maintient « à titre historique », voire de l'Église dont l'appui lui paraît indispensable dans un pays en grande majorité catholique.

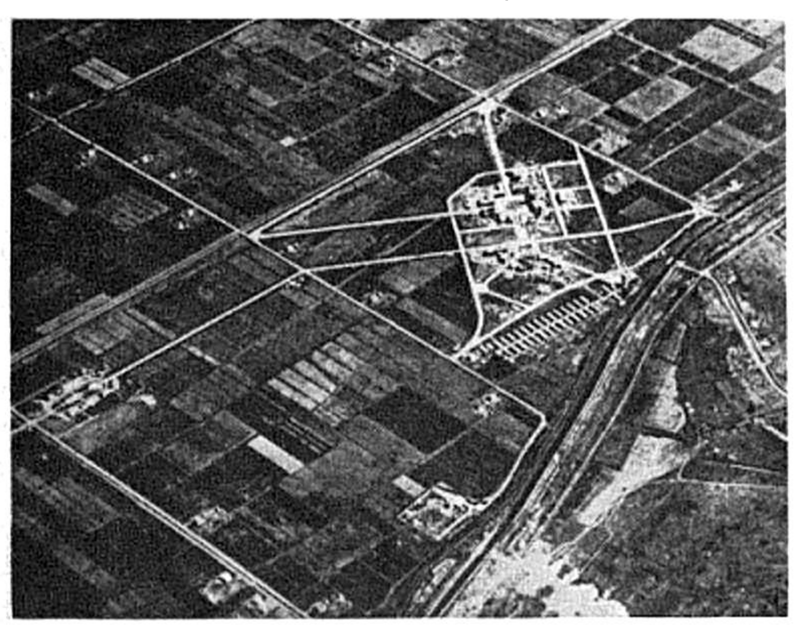
Il agit sur l'opinion publique en utilisant, au maximum, les moyens de propagande que mettent

Mussolini.

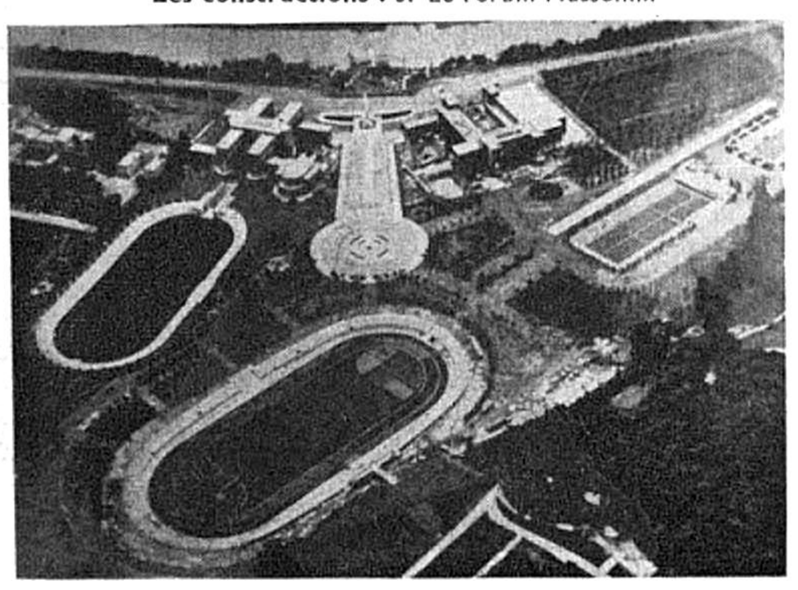




La bonification : 1. Les Marais Pontins, avant.
2. Les Marais Pontins, après.



Les constructions : 3. Le Forum Mussolini.



à sa disposition les techniques nouvelles : la radio en particulier. Il soulève l'enthousiasme de ses partisans qui vivent dans *un état d'exaltation continuelle.*

A partir de 1926, une nouvelle organisation du pays se dessine à travers les *lois Fascistissimes :* c'est le *corporatisme* qui veut surmonter la lutte des classes, en introduisant dans la structure de l'État tous les éléments qui s'affrontent, normalement, en régime libéral. Les syndicats sont supprimés en 1926, de même que le droit de grève et de lock-out. A partir de 1927, les syndicats fascistes sont organisés et, en 1930, est créé le *Conseil National des Corporations;* en réalité il ne prend vie qu'à partir de 1934, sous la tutelle du Ministre des Corporations. Les chefs d'entreprises conservent leur organisation qui prend un caractère officiel et, à partir de 1934, ils sont représentés au Conseil National des Corporations.

De même au point *de vue politique*, si la Monarchie est maintenue, le Sénat n'est plus qu'une assemblée de dirigeants fascistes, la Chambre des Députés a disparu. En 1938, elle est remplacée par une *Chambre des Faisceaux et Corporations* groupant le Conseil National des Corporations et le Conseil National du Parti. Tout l'édifice politique est, en réalité, dominé par le Duce assisté d'un Grand Conseil Fasciste de 25 membres.

Mussolini entend aussi dominer *la vie spirituelle* des Italiens; d'une part les œuvres d'éducation sont multipliées : Ballila et Giovanni pour les enfants et adolescents et *Dopolavoro* pour les travailleurs (cours du soir et délassements). D'autre part, le Duce veut une entente avec l'Église : il règle le conflit entre la Papauté et la Monarchie italienne (occupation de Rome, 1871) par les *Accords du Latran* [1] du 11 février 1929, qui donnent théoriquement au pape un droit de contrôle sur l'Église italienne. Mais très vite les fascistes se heurtent aux mouvements d'Action Catholique, soutenus par le Vatican, et qui sont interdits par le gouvernement, en 1931; cette question fait renaître une certaine hostilité entre l'Église et le pouvoir civil.

Une *œuvre considérable* est accomplie dans le pays, il s'agit d'une remise en ordre (par exemple les trains partent à l'heure), d'une action économique remarquable bien que contrariée par les répercussions de la grande dépression de 1929. Mussolini lance les Italiens dans de « grandes batailles » : celle du blé, en 1925, celle de la lire, en 1926, celle du charbon en 1935. Les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des efforts. En 1925, le Duce inaugure la bataille du blé en labourant

1. Les accords du Latran résolvent la question de l'indépendance juridique de la Papauté en créant le minuscule État du Vatican.

lui-même, torse nu, au soleil, un champ récemment en friche... mais l'extension des terres de culture oblige les éleveurs, les transhumants en particulier, à sacrifier leur bétail. Par ailleurs, des travaux d'aménagement des sols (bonification des Marais Pontins et du delta du Pô), d'équipement industriel, surtout en Italie du Nord (création de centrales hydro-électriques dans les Alpes) sont activement poussés; des auto-routes sont créées et les villes, Rome surtout, sont embellies.

Cet ensemble de travaux présente le double intérêt d'élever le potentiel économique de l'Italie et de donner du travail aux Italiens. Car un autre aspect de la politique fasciste est l'action démographique poursuivie par le gouvernement : l'émigration est interdite, sauf vers les colonies italiennes; la natalité, spontanément considérable, est encouragée : une population nombreuse étant la « principale richesse de l'Italie ». Mais les aménagements économiques sont insuffisants pour absorber la main-d'œuvre disponible et, malgré les efforts du gouvernement, le chômage, la misère subsistent, surtout dans l'Italie du Sud où le retard s'accentue dans tous les domaines.

Sous cette pression démographique renforcée, l'Italie fasciste se lance dans une politique coloniale hasardeuse; il s'agit de pacifier la Cyrénaïque et la Libye et d'établir des colons italiens dans ces déserts. Les résultats, une fois de plus, sont décevants; l'Italie fasciste entreprend aussi la conquête de l'Éthiopie (octobre 1935-mars 1936) ce qui provoque des difficultés avec la Société des Nations et la Grande-Bretagne en particulier (cf. ch. IX).

2. Le nazisme allemand : Les conditions de l'établissement du régime hitlérien sont assez différentes de celles du fascisme. Le principe est le même, non les modalités et les réalisations.

a) Depuis 1925 (élection de Hindenburg à la Présidence de la République), *les tendances réactionnaires* l'emportent dans la République de Weimar, la crise de 1929 y a été ressentie très durement : comme aux États-Unis, toute la vie économique se paralyse, la production industrielle, surtout celle de la métallurgie, diminue de façon spectaculaire (en 1929, la production de l'acier était de 16 millions de tonnes, elle tombe à 5 millions de tonnes, en 1932). Cette dépression est accompagnée de l'habituel cortège de chômage (plus de 5 millions et demi de chômeurs en Allemagne, en 1932) et de misères, car elle est ressentie également dans l'agriculture et accélère, là comme dans le secteur industriel, la concentration des entreprises, par conséquent la prolétarisation de très nombreux Allemands. En 1932, on estime que 80 % de la population est prolétarisée.

Débâcle économique, transformations sociales aggravent le mécontentement d'autant plus que la brutalité de l'effondrement a surpris, que si l'Allemagne sombre dans la misère et le désespoir, la France n'a pas encore été atteinte par la dépression et qu'elle avait reçu le plus clair des « réparations », prévues par le plan Dawes (cf. chap. XII) ce qui exaspère le nationalisme allemand.

Dans ce désarroi, comme cela se produisit quelques années plus tard en France, les affrontements plus violents favorisent la formation et l'élargissement de *ligues* qui se heurtent sur tous les plans; elles opposent durement les Allemands entre eux et tentent de se substituer au gouvernement impuissant à rétablir l'équilibre économique et à maintenir l'ordre dans le pays. Deux tendances dominent ces divisions :

1. *Première tendance* : le Front Rouge, pro-communiste, le Front de Fer où se retrouvent libéraux et socialistes, se recrutent à la fois dans les masses populaires et chez les libéraux.

2. *Seconde tendance :* le Front Gris financé surtout par le grand capitalisme et le Front Brun de Hitler regroupant tous les mécontents, représentent les forces réactionnaires et nationalistes.

En mars 1932, les élections présidentielles témoignent d'une certaine méfiance à l'égard du Front Brun des *nationaux socialistes;* mais Hindenburg, réélu, appelle au pouvoir Von Papen, l'homme du Front Gris. L'agitation s'aggravant malgré un net reflux nazi, à la fin de 1932 (réélections au Reichstag), *Hitler devient chancelier le 30 janvier 1933.*

Les hommes du Front Gris pensent ainsi le neutraliser. Mais l'*Assemblée est dissoute (1er février 1933)*, les troupes de choc du Front Gris et les S. A. (Sections d'assaut du Front Brun) sont chargées de rétablir l'ordre. Malgré l'incendie du Reichstag (27 février 1933), imputé aux communistes, ce qui permet de les mettre hors la loi, l'opposition est encore assez vigoureuse : elle remporte 12 millions de voix contre 17 aux Nazis lors des élections de la fin février. La nouvelle Assemblée accorde, néanmoins, les pleins pouvoir à Hitler, pour quatre ans. Le Chancelier en profite pour achever de mettre la main sur tous les organismes gouvernementaux.

Hitler a pris ainsi légalement le pouvoir; il lui suffit désormais d'en écarter ceux qui pourraient être ses rivaux : dans la nuit du 30 juin 1934, les principaux dirigeants du Front Gris sont assassinés, en même temps que certains chefs nazis; Von Papen est épargné. Enfin, Hindenburg, peu gênant puisqu'il approuvait tout, meurt à quatre-vingt-sept ans, le 2 août 1934; la veille, une loi avait décidé la fusion de la Chancellerie et de la Présidence : *Hitler est Reichsführer et un plébiscite, le 19 août, consacre cette décision par 89 % des votants.*

« Hitler n'est en rien un esprit intellectuellement créateur »; sa conception systématique qui s'oppose à l'opportunisme de Mussolini est exprimée dans *Mein Kampf* (1923) et reflète les théories de Gobineau (Essai sur l'inégalité des races humaines) et de Houston Stewart Chamberlain; retrouvant

les doctrines des pangermanistes du XIXe siècle, il les adapte à la situation actuelle, à l'Allemagne dont il refuse, avec beaucoup d'autres, d'admettre la défaite et l'humiliation : la capitulation de 1918, acceptée, alors que le sol de la Patrie n'avait pas été envahi, ne peut être qu'une trahison qu'il faut effacer. Plus encore, la race germanique est le peuple des Seigneurs, destiné à conduire le reste de l'humanité et pour qui le plus strict droit est de posséder plus de territoires et de richesses; ceux qui n'appartiennent pas à la race élue, les Sémites (Juifs), en particulier, sont considérés comme des dégénérés qu'il faut écarter de la collectivité allemande. Le Reichsführer « incarnation souveraine de l'instinct de conservation du peuple » promet de donner du travail et du pain aux Allemands, à condition qu'ils le suivent aveuglément.

Capitalistes et conservateurs soutiennent le nouveau régime qui les rassure contre les progrès du socialisme; les classes moyennes et tous les mécontents, victimes des crises de 1922 et de 1929, lui font confiance et espèrent retrouver leurs anciens avantages.

Enfin, l'armée de chômeurs est rapidement enrégimentée en un *Front du Travail* que dirige le Dr Ley (janvier 1934). Comme Mussolini, Hitler compte beaucoup sur son ascendant personnel (grandes parades, discours radiodiffusés), sur l'éducation de la jeunesse, et sur le goût des Allemands pour les grandes manifestations de foule.

Cependant, il se heurte à *quelques oppositions irréductibles :* celle des juifs bien entendu, contre lesquels sont publiés les décrets de Nuremberg, en 1935 (interdiction de mariages mixtes, de toute possession foncière, réduction de leurs activités professionnelles); les chrétiens ne peuvent admettre le mythe de la race supérieure (Pie XI condamne le nazisme, en 1937; les chefs des Églises Réformées, Niemöller en particulier, dénoncent le racisme et sont pourchassés); enfin communistes et démocrates sont non moins irréductibles, non moins persécutés.

Pour abattre cette opposition, Hitler utilise les S. A., puis, après juin 1934, les S. S. (échelons de protection : Schutzstaffeln) plus durs, et surtout la *Gestapo ;* au début on assassine les plus marquants des insoumis, ensuite, sont ouverts les camps de concentration.

L'action du nazisme est, tout d'abord, une œuvre politique.

Le Führer a annoncé qu'il entendait « clore l'ère des révolutions et des crises qui durent depuis quinze ans ». Dès 1933, une centralisation, renforcée par l'obéissance absolue des hommes de confiance mis aux postes essentiels, remplace la traditionnelle structure fédérale allemande. En vertu des pleins pouvoirs accordés à Hitler en mars 1933, toute la vie parlementaire cesse : le Führer a tous les pouvoirs, celui de légiférer, comme celui de rendre la justice, sans avoir à se soumettre aux règles communes. Aucun groupement hostile ou réticent ne peut subsister : tous les partis ont été brutalement dissous, au printemps 1933.

Hitler avait promis de *donner du travail et du pain* aux Allemands. Dès mai 1933, après la liquidation des syndicats libres, est organisé le *Front du Travail* auquel doivent adhérer tous les ouvriers soumis au régime du travail obligatoire. En septembre 1933, le *Front paysan* est organisé par Darre qui imagine de créer un « bien héréditaire » l'*Erbhof*, qui ne peut être ni hypothéqué, ni vendu, ni loué et doit permettre de constituer une classe de paysans propriétaires. Après 1934, la tendance autarcique se confirme et oblige les cultivateurs allemands à intensifier leurs efforts d'autant plus que de vastes espaces cultivables (plus d'un million d'hectares) sont enlevés à l'agriculture pour les besoins militaires : aérodromes, autostrades, lignes de défense. Les industries, vivifiées par d'abondantes commandes d'État (grands travaux, armement) doivent s'organiser de façon à limiter au maximum les importations étrangères. Cet essor qui rétablit l'Allemagne aux tout premiers rangs de grande puissance, s'accompagne d'une concentration capitaliste d'autant plus marquée qu'elle est encouragée, patronnée par l'État (loi de 1933 sur les cartels obligatoires) et, d'ailleurs, étroitement soumise à la réalisation des *plans quadriennaux*.

En 1933, on prévoit la disparition du chômage par une politique de grands travaux et, en 1937, il faut libérer l'Allemagne de toute dépendance vis-à-vis de l'étranger pour l'approvisionnement en matières premières (surtout matières premières stratégiques). Dans ce cadre autarcique s'inscrit l'aménagement du commerce de troc avec les pays de l'Europe danubienne, fournisseurs de matières premières et qui demandent en échange des produits fabriqués. Le Troisième Reich organise ainsi en plein cœur de l'Europe une sphère d'expansion économique qui lui permet de se fermer au commerce international.

Cet isolement aggrave l'opposition entre les puissances de l'Ouest et le bloc dominé par l'Allemagne hitlérienne; les Occidentaux acceptent difficilement d'être évincés d'une région qui intéresse leur commerce tandis que l'extension de la « zone Reichsmark » atteint, peu à peu, les citadelles avancées du libéralisme, la Tchécoslovaquie en particulier, et que les exigences allemandes se précisent.

NOTES ET DOCUMENTS

Le fascisme tel que le concevait Mussolini.

L'État est devenu un géant. C'est l'État qui peut résoudre les contradictions dramatiques du capitalisme. Ce qu'on appelle la crise ne peut être résolu que par l'État et dans l'État. Où sont les ombres de J. Simon qui à l'aube du libéralisme, proclamaient que « l'État doit travailler à se rendre inutile et à préparer sa démission »?...

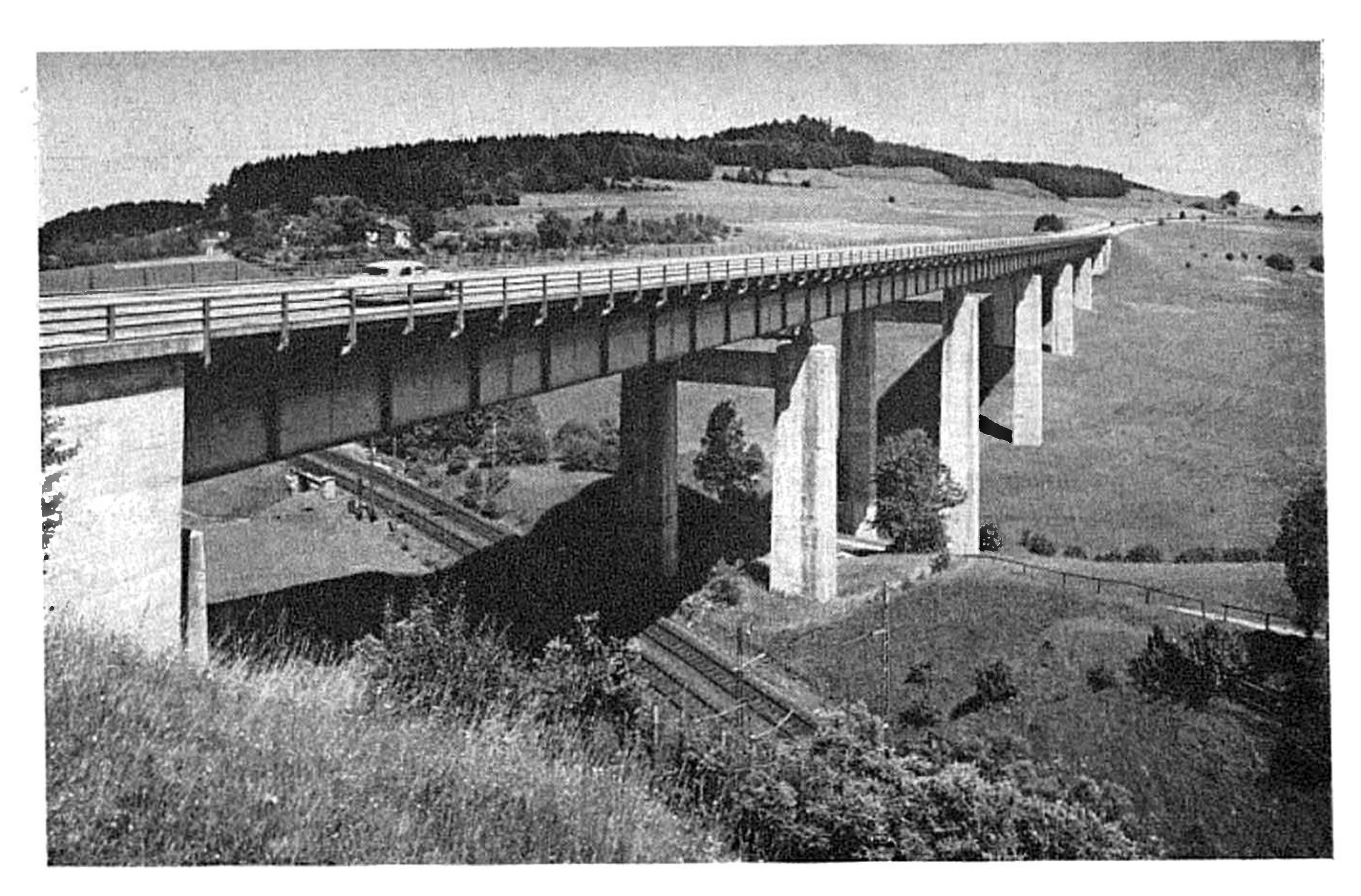
Si libéralisme signifie individu, fascisme signifie État. Mais l'État fasciste est unique et c'est une création originale. Il n'est pas réactionnaire, mais révolutionnaire, en ce sens qu'il devance la solution de certains problèmes universels, posés ailleurs, — dans le domaine politique par le fractionnement des partis, par les abus de pouvoir du parlementarisme, par l'irresponsabilité des Assemblées; — dans le domaine économique, par les fonctions syndicales toujours plus nombreuses et plus puissantes, tant du côté ouvrier que du côté patronal, à la fois par leurs conflits et leurs ententes; dans le domaine moral, par la nécessité de l'ordre, de la discipline, de l'obéissance aux règles morales de la patrie.

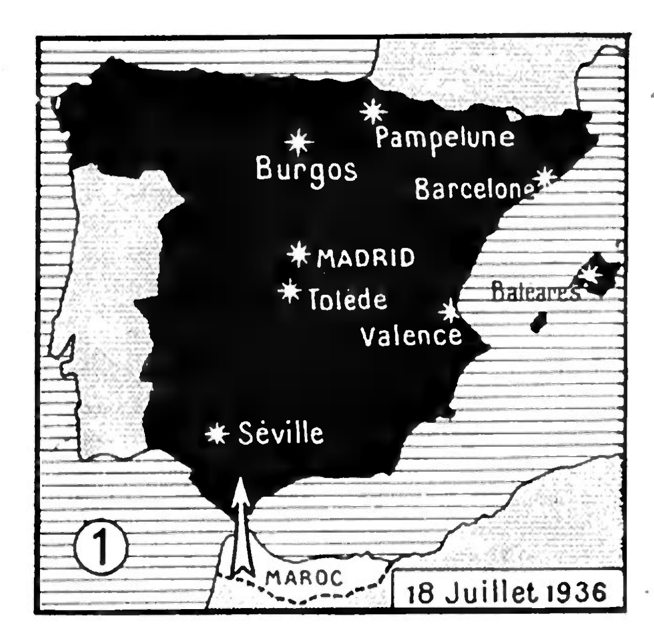
Le fascisme veut que l'État soit fort, organisé et repose en même temps sur une large base populaire. L'État fasciste s'est attribué le domaine de l'économie, et par les institutions corporatives, sociales, éducatives qu'il a créées, le sens de l'État arrive jusqu'aux ramifications extrêmes du pays et, dans l'État, circulent, encadrées dans leurs organisations respectives, toutes les forces politiques, économiques, et spirituelles de la nation. Un État qui s'appuie sur des millions d'individus qui le reconnaissent, le sentent et sont prêts à le servir, n'est pas l'État tyrannique du Seigneur du Moyen-Age. Il n'a rien de commun avec les États absolutistes d'avant ou d'après 1789. L'individu dans l'État fasciste n'est pas annulé, mais bien plutôt multiplié, de même que dans un régiment un soldat n'est pas diminué mais multiplié par le nombre de ses compagnons d'armes. L'État fasciste organise la nation, mais il laisse cependant aux individus une marge suffisante; il a limité les libertés inutiles ou nuisibles, mais il a conservé les libertés essentielles. Dans ce domaine, l'État seul est juge et non l'individu.

MUSSOLINI : *Le Fascisme, Doctrines, Institutions*, cité dans *Recueils de Textes d'Histoire* pour l'enseignement secondaire, Tome V, l'*Époque Contemporaine* (1871-1945) par M. LARAN et J. WILLEQUET.

L'œuvre nazie en Allemagne.

La construction des autostrades a été l'une des grandes réalisations du fascisme allemand.
Ci-dessous : l'autostrade de Berlin à Chiemgau.

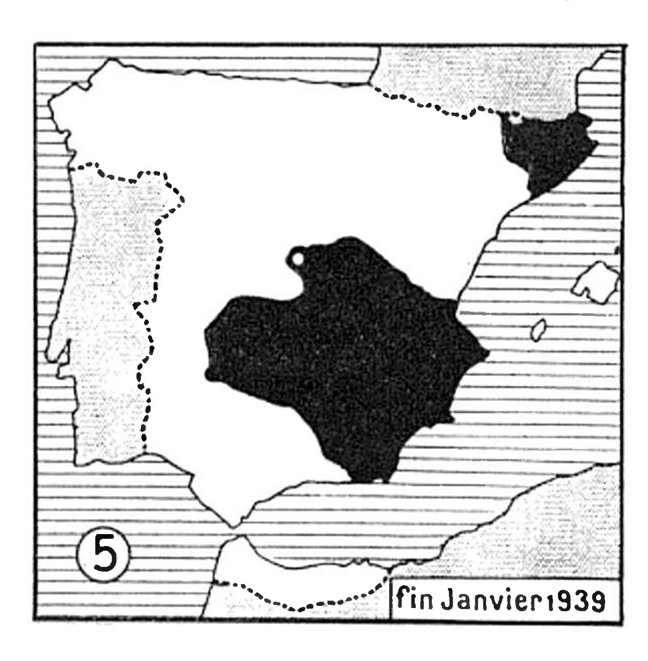












La guerre d'Espagne.

1. Le 18 juillet 1936, le général Franco, en disgrâce aux Canaries, rejoint le Maroc. Les garnisons se « prononcent », sortent dans la rue et proclament l'état de guerre contre le gouvernement en place (villes indiquées sur la carte).
2. En Espagne, dans les régions vitales, le pronunciamento échoue : c'est la guerre civile entre gouvernementaux et insurgés. Fin 1936 les insurgés occupent un espace continu du Sud au Nord (en blanc sur la carte 2). Madrid reste aux mains des gouvernementaux (en noir).
3. Les gouvernementaux ne contrôlent plus que le tiers du territoire mais avec la moitié de la population (décembre 1937).
4. En avril 1938, une offensive des insurgés a isolé la Catalogne.
5. Le 26 janvier 1939, Barcelone est prise. Le 28 mars Franco occupe Madrid. C'est la fin de la guerre.

LA SITUATION INTERNATIONALE SE DÉGRADE (1929-1939)

La réussite, au moins apparente, des dictatures européennes est un exemple aussi entraînant que l'est, à l'opposé, le succès de l'U.R.S.S. La « contagion » fasciste avait gagné même les puissances les plus avantagées, les plus solides; à plus forte raison, les petits États, ou ceux qui se débattent, comme l'Espagne, dans des difficultés inextricables, y deviennent-ils sensibles.

A l'inverse de ce qui s'était produit jusqu'alors, ce ne sont plus, uniquement, les rivalités internationales qui sont essentielles, mais bien l'opposition à l'intérieur des États entre les deux tendances extrêmes et qui se réfèrent à l'étranger : Dictatures ou U.R.S.S.

Cet affrontement n'est pas immédiatement sensible. A cause de la grande dépression, la stabilité si péniblement atteinte, dans le cadre de la S.D.N., est rompue; ensuite, à partir de 1935, les initiatives des Pays Totalitaires réduisent les Démocraties à une attitude défensive périlleuse dans la mesure même où leur volonté de concession dégrade régulièrement leur situation intérieure, dans la mesure aussi où leur faiblesse encourage leurs adversaires.

I. Éclatement de la S.D.N.

1. Abandon de la sécurité collective.

La confiance en la paix retrouvée, si difficilement stabilisée, fut réduite à néant par les suites de la crise de 1929. L'équilibre intérieur des Nations, ébranlé, aussi bien du point de vue économique que politique, les relations envenimées par les difficultés grandissantes, la nécessité de nouer, coûte que coûte, de nouveaux liens commerciaux changent totalement les données de base des problèmes internationaux. En particulier l'opposition des blocs monétaires (en 1931-1932) rompt la solidarité entre les Nations.

En Extrême-Orient, le Japon dès 1922, après la conférence de Washington, s'était enfermé dans une sorte d'abstention systématique à l'égard des problèmes internationaux.

Le maintien d'un équilibre économique, très précaire par suite de l'accroissement vertigineux de sa population (54 millions d'habitants en 1914; 70, en 1938) accaparait ses efforts. Comme tous les États instables, peu riches, la dépression de 1929 l'atteignit durement et entraîna aussitôt le retour au pouvoir des militaires partisans d'une action vigoureuse à l'extérieur. Les nouveaux dirigeants ne peuvent plus compter, pour le ravitaillement du pays et l'écoulement de sa production industrielle sur aucune région étrangère puisque le monde entier se cloisonne de barrières douanières; ils cherchèrent « une planche de salut » reprenant à leur compte l'ancienne politique d'expansion sur le continent asiatique.

En septembre 1931, ils s'emparaient de la Mandchourie qu'ils érigent en Royaume, le Mandchoukouo, (mars 1932) à la tête duquel ils placent l'Empereur de Chine détrôné en 1912. Puis l'armée nippone commence un savant « grignotage » de la Chine. Celle-ci fait appel à la S. D. N. Mais si les experts reconnaissent tous le caractère agressif de l'action japonaise, que nul ne songe à nier, l'Assemblée Générale, à Genève, n'ose pas condamner le trop puissant agresseur, qui d'ailleurs se retire de l'Organisation internationale (mars 1933). Toutefois, la situation intérieure reste très mouvante au Japon, des ligues s'y constituent, s'affrontent, le pouvoir des militaires semble même faiblir. Pour un temps, la conquête brutale de la Chine est interrompue, mais une lente infiltration se poursuit.

En Occident, la sécurité collective, à laquelle Aristide Briand avait consacré les dernières années de sa vie, est totalement abandonnée.

Parce que *la France a été atteinte plus tard que les autres* par la dépression, une certaine méfiance renaît à son égard, comme à l'égard d'une puissance privilégiée et se manifeste lorsqu'il s'agit de résoudre une fois de plus le *problème des Réparations*. En juin 1931, le gouvernement allemand avait obtenu un moratoire d'un an pour le paiement des obligations imposées par le plan Young (1929).

A cause des effets catastrophiques de la « crise » et redoutant que l'Allemagne, ruinée, accablée par les échéances ne puisse satisfaire les engagements privés qu'elle avait souscrits, les grandes Puissances réunies à *Lausanne* (juillet 1932) imposent à la France de renoncer à tout ce qui lui avait été encore promis (environ 70 % des sommes prévues). Ces décisions marquent un tournant capital, elles constituent en fait *la première révision du Traité de Versailles*. Lorsqu'en 1928-29, Briand avait envisagé d'adoucir les clauses des règlements internationaux de 1919-1920, il s'était heurté à une violente opposition, en France et en Europe danubienne surtout. Or cette révision s'instaure en 1932, dans des circonstances bien plus défavorables qu'alors, car la France, au lieu d'en être l'instigatrice, et donc de pouvoir en retirer quelques garanties, se trouve en mauvaise position : c'est contre elle que se font les accords de Lausanne, c'est elle qui en supporte le poids d'autant plus que, sauf la Belgique et la Pologne, les autres puissances européennes refusent de suivre son exemple et de lier à la question du paiement les Réparations allemandes celle de la reconnaissance des dettes de guerre dues encore aux États-Unis.

Cet accord de juillet 1932 ne portait pas atteinte en lui-même à la S. D. N., mais il avait ébranlé la confiance des petites nations et fait apparaître davantage encore *l'opposition franco-britannique*. Or, la solidarité des deux grandes puissances occidentales avait été durant les dix années précédentes la meilleure garantie de l'équilibre européen. Profitant de cette rupture, voulant obtenir une révision des traités de 1919-20 que l'*Italie* réclame, elle aussi, Mussolini a, en mars 1933, une initiative qui porte un nouveau coup très dur à l'organisation genevoise. Un *pacte à quatre* (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie) est signé, établissant une sorte de directoire européen qui, par voie de négociation, en plein accord, doit procéder à la révision du « Diktat » de Versailles, sans que les petits États soient même consultés. Hitler est alors au pouvoir; il fait de cette révision un des points de son programme et dans sa hâte, il veut l'obtenir immédiatement; mécontent des travaux d'une conférence du désarmement qui ne reconnaît pas, tout de suite, l'égalité des droits entre l'Allemagne et les autres puissances, il rappelle son représentant, quitte la S. D. N., en octobre 1933, tout en protestant de sa volonté de procéder à « une reconstruction pacifique de l'Europe » (et du monde, car il invoque aussi le problème des ex-colonies allemandes).

Le départ du Japon, celui de l'Allemagne, laissent la S. D. N., en cette fin d'année 1933, affaiblie. On ne peut guère plus dès lors compter sur elle. L'entrée de l'U. R. S. S. (septembre 1934) ne compense pas cette perte. Force en est de revenir aux accords et alliances traditionnels.

2. La Politique des pactes (1934, mai 1935) : Du moment où l'Allemagne se retire de la S. D. N. (octobre 1933) à l'annonce officielle de l'alliance germano-italienne, « l'axe Berlin-Rome » (1er novembre 1936), les événements se précipitent qui, finalement, dressent, en Europe, les deux camps dont l'opposition est à l'origine de la Seconde Guerre Mondiale.

Hitler, dans *Mein Kampf*, avait annoncé son plan pour restaurer la grandeur germanique. La révision des traités de 1919 était indispensable : le Reich devait avoir l'armée que ses traditions, sa population, son industrie lui permettaient de posséder; d'autre part, tous les territoires peuplés d'Allemands et soumis à des États non germaniques devaient être rattachés à la Mère Patrie; enfin l'Allemagne surpeuplée, suréquipée avait droit à « l'espace vital » qui lui permettrait de confirmer sa primauté.

La première opération vise une région peuplée d'Allemands et isolée (par surcroît, terre natale, « ingrate », de Hitler), l'Autriche. A plusieurs reprises déjà, plus spécialement en 1931, la question de l'*Anschluss* avait été posée. Chaque fois, les puissances européennes s'étaient opposées à sa réalisation. En 1934, le Chancelier Dollfuss venait de réprimer durement une agitation ouvrière. Contre un pouvoir que ne soutiennent plus dès lors les masses populaires, les Nazis tentent de réaliser l'union. Cependant, malgré l'assassinat du Chancelier (juillet 1934), le gouvernement autrichien résiste; les puissances européennes s'émeuvent; des troupes italiennes sont massées sur le Brenner; la tentative hitlérienne est arrêtée.

Plus aisément, parce que les formes sont mieux respectées, l'Allemagne recouvre le territoire de la Sarre, confié à la France en 1919 sous le contrôle de la S. D. N. Par plébiscite, les Sarrois choisissent leur avenir et, en janvier 1935, à une majorité de 90 % à peu près, ils optèrent pour le Reich, malgré une certaine méfiance chez quelques-uns d'entre eux à l'égard du nazisme (de nombreux bulletins portent la mention « pour l'union avec l'Allemagne, mais pas pour Hitler »).

Les progrès, les manœuvres de l'Allemagne inquiètent les autres États européens; *la France* en particulier se sent visée et essaie de retrouver la *clientèle des États d'Europe danubienne* (Petite Entente). Renouant avec la politique de Briand qui avait voulu être le porte-parole des petites nations,

Louis Barthou entreprend un regroupement qu'interrompt brutalement l'assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie, alors qu'il débarquait à Marseille, en visite officielle (octobre 1934); le Ministre des Affaires Étrangères est blessé mortellement à ses côtés et son successeur, Pierre Laval, a une tout autre conception de la diplomatie française : négligeant la Petite Entente, très attiré personnellement par le fascisme, il se tourne vers l'Italie.

Mussolini a acquis, depuis le coup d'arrêt imposé à Hitler en Autriche, une position importante, dont il entend tirer parti. Des conversations franco-italiennes ont lieu dès janvier 1935, à Rome, et l'élaboration d'une politique commune est envisagée lorsque, une fois de plus, une initiative hitlérienne vient bouleverser la vie européenne. Le 16 mars 1935, on apprend que l'Allemagne dénonçant le traité de Versailles *reconstitue* son armée : la petite armée autorisée en 1919 fournit les cadres de la nouvelle *Wehrmacht;* l'émotion est intense, surtout dans les pays voisins que cette décision menace; mais la Grande-Bretagne, pas plus que le Gouvernement français ne veulent agir; les États-Unis, en proie à une crise d'isolationnisme depuis la dépression de 1929, se désintéressent entièrement des difficultés européennes. La tension passagère s'apaise, dans une impression d'impuissance et de mauvaise conscience. Les conversations amorcées à Rome, en janvier, reprennent, élargies à la Grande-Bretagne, à Stresa, en avril, pour trouver le moyen d'arrêter toute initiative « susceptible de mettre en danger la paix de l'Europe ». La solidarité des trois puissances est, d'ailleurs, menacée par les projets italiens sur l'Afrique Orientale.

Pierre Laval complète le système d'alliance par un accord avec l'U. R. S. S., pour éviter de la forcer à chercher une alliance « contre nature » avec l'Allemagne qui romprait son isolement diplomatique (pacte franco-soviétique de mai 1935).

3. Le renversement de la politique italienne : La conférence de Stresa est la dernière manifestation d'entente entre les anciens alliés européens.

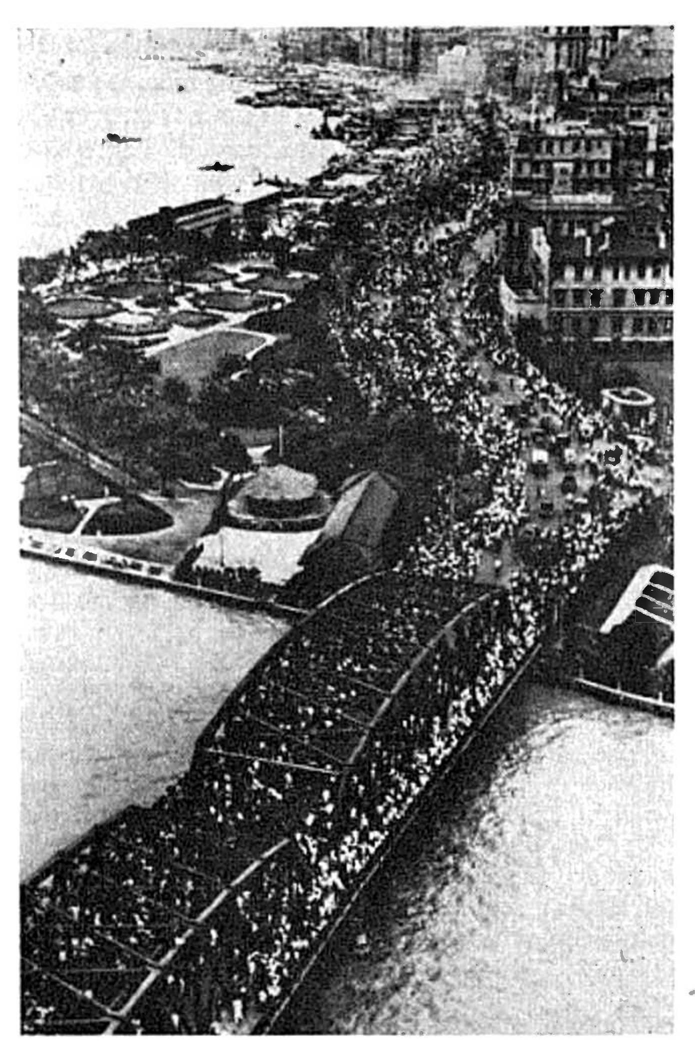
L'Italie, dès le début de 1935, envisage une grande aventure qui la sépare des deux puissances occidentales et contribue à accélérer son rapprochement avec le Reich. *Cherchant débouchés et terres de colonisation, rêvant de grandeur et de prestige, Mussolini prépare la conquête de l'Éthiopie :* la pénétration italienne y avait commencé depuis quelques mois et un incident sans gravité, en décembre 1934 (fusillade de Oual-Oual), servit de prétexte à une opération de grande envergure, commencée le 2 octobre 1935. Aussitôt l'opinion mondiale réagit; à Genève le délégué de l'Éthiopie, membre de la S. D. N. obtient avec l'appui très ferme de la Grande-Bretagne, une condamnation de l'agression italienne (7 octobre). Les Anglais ne peuvent que difficilement laisser les Italiens s'installer aux sources même du Nil, alors qu'ils sont en train d'accroître l'irrigation des terres cotonnières au Soudan, ni leur abandonner une part du contrôle de la Mer Rouge : le trafic qui la traverse est vital pour eux, puisqu'il s'agit de l'acheminement des pétroles du Moyen-Orient, de tout le commerce avec l'Inde, l'Extrême-Orient, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Mais le pacte de la S. D. N. ne prévoit que des sanctions économiques ; celles-ci, décidées, ne sont appliquées qu'avec une certaine mollesse (les produits pétroliers dont l'intérêt stratégique était peu important en 1919, depuis lors devenus essentiels, ne figurent pas sur la liste des produits interdits); le canal de Suez aux mains des Britanniques reste ouvert au trafic italien, si bien que les sanctions irritent plutôt qu'elles ne gênent l'Italie. Pour se ravitailler, elle doit resserrer ses liens commerciaux avec les pays qui n'appliquent pas les sanctions, l'Allemagne en particulier. En même temps certains États, comme la Yougoslavie sont ruinés par l'application des sanctions et se tournent, aussi, vers le Reich, ils entrent dans la sphère de domination économique allemande qui grandit encore dans l'Europe du Sud-Est.

L'inutilité des sanctions est totale; les Italiens munis d'un matériel de guerre moderne peuvent écraser sans difficultés les Éthiopiens; entrés à Addis-Abéba, le 5 mai 1936, ils y proclament, le 7 mai, la renaissance de l'Empire romain. Les sanctions inutiles sont levées, le 7 juillet.

L'échec de la S. D. N. a eu, entre temps, une conséquence redoutable en Allemagne : le 7 mars 1936, les troupes de la Wehrmacht nouvellement reconstituée ont franchi le Rhin et réoccupé la zone démilitarisée (en vertu des traités de 1919). Comme l'année précédente, l'émotion est considérable en Belgique et dans la France de l'Est, où sont encore vivants les souvenirs de la Première Guerre Mondiale, mais les gouvernements se contentent de protestations platoniques. W. Churchill affirme, dans ses *Mémoires*, que c'eût été le moment d'abattre Hitler, que la réoccupation militaire de la Rhénanie avait été un véritable coup de dés. Mais pour imposer le retrait des troupes allemandes, il eût fallu déclancher une action militaire; or personne n'en voulait : la Grande-Bretagne occupée par le problème des sanctions et, somme toute, loin de la menace; la France, en pleine période pré-électorale, et beaucoup trop divisée, l'une et l'autre n'ayant que des forces armées dérisoires à opposer à la Wehrmacht déjà mieux équipée. Dès leur rentrée en Rhénanie les troupes allemandes prennent position et les travaux d'édification d'une ligne fortifiée le long de la frontière (ligne Siegfried) commencent, face à la ligne Maginot française, en voie de construction depuis 1929.

Dans ces conditions, logiquement, les deux pays totalitaires se rapprochent; l'Italie est prête à quitter la S. D. N. (son départ n'a lieu qu'en décem-



L'exode de la population chinoise.

Devant les troupes japonaises, la population chinoise de Changhaï fuit vers la concession française par le Pont du Jardin. Les Japonais prennent Changhaï en novembre 1937. Un immense exode porte une grande partie de la population chinoise active vers l'Ouest avec ses outils, ses machines, ses richesses... « Les étudiants et les professeurs chargés de tout ce qu'ils avaient pu emporter de leurs universités s'installèrent dans les villages. Cette émigration constitue un des plus mémorables exploits de la guerre de Chine. » Pour ravitailler cette « Chine de l'Ouest», Anglais et Américains construisent la « Route de Birmanie » de Rangoon à Tchoung-King.

bre 1937); n'ayant trouvé de compréhension qu'auprès de l'Allemagne qui semble approuver sa « grande politique méditerranéenne », elle accepte l'offre allemande « d'une collaboration toujours plus étroite » (septembre 1936) pour « déployer une action commune dans l'œuvre de la paix et de la reconstruction et défendre « le patrimoine sacré de la civilisation européenne » contre le « danger communiste » (octobre 1936). Ainsi s'élabore *l'axe Berlin-Rome* dont Mussolini annonça la naissance, le 1er novembre 1936. A ce moment, l'Italie n'est peut-être pas décidée à aller fort loin dans cette alliance qu'elle voudrait borner à « éliminer toute influence de la Russie en Occident » et à « freiner l'amitié franco-anglaise » (communiqué final de la visite de Goering, à Rome, en janvier 1937).

La menace que fait peser sur le monde l'alliance des États totalitaires et l'expansion japonaise en Extrême-Orient suscite un réveil des éléments de gauche, les plus lucides.

Mais jusqu'alors l'hostilité entre communistes et socialistes a été assez forte pour empêcher toute action commune. Toutefois, dès l'été 1935, la conférence du *Komintern* donne aux divers partis communistes la consigne de se rapprocher de tous les éléments de gauche, même du centre, décidés à *barrer la route au fascisme envahissant* : c'est l'origine des *Fronts Populaires* qui, en Espagne, en France, au Japon en particulier, triomphent aux élections de 1936 et 1937. Mais ce sursaut est trop faible, finalement il ne contribue guère qu'à consolider les liens entre l'Italie et l'Allemagne, auquel se joint le Japon où le régime dictatorial est renforcé. En face de ce bloc, la France et la Grande-Bretagne affaiblies par des divisions et des rivalités ne savent même pas si elles pourraient compter sur les États-Unis, elles voient s'effriter les alliances continentales, sous la pression du camp opposé. Elles sont condamnées à paraître timorées et hésitantes.

II. « Les grandes manœuvres » (Hitler).

1. Le conflit sino-japonais : Les militaires japonais, soutenus par la haute bourgeoisie, engagent le Japon dans une guerre de conquêtes en Chine.

Les difficultés intérieures, apparemment résolues par l'arrivée au pouvoir de l'ondoyant Prince Konoyé, *le Japon* semblait s'orienter vers une politique de juste milieu entre les forces libérales et populaires désireuses d'une entente avec les démocraties occidentales et d'une période de paix, d'une part, et, d'autre part, les militaires qui avaient imposé l'adhésion au pacte anti-Komintern (1935) et souhaitaient la reprise de l'expansion en Asie Orientale et Sud-Orientale.

Le 7 juillet 1937 (le double 7 des Chinois) un incident se produit aux abords de Pékin où une patrouille japonaise, à la recherche d'un déserteur, est mal accueillie par les Chinois. De cette fusillade naît une *guerre qui, prolongée jusqu'en 1945*, met aux prises le Japon, dirigé de plus en plus étroitement par le clan des militaires et dont les méthodes et préoccupations rejoignent celles des fascistes européens, et la Chine, hésitante d'abord, divisée, isolée. Puis, à mesure que la pression nippone se fait plus lourde, l'union nationale s'y rétablit. L'aide des démocraties, surtout après 1941, se révèle plus efficace.

Les Japonais disposent d'un équipement bien plus moderne que leurs adversaires, ils prennent immédiatement l'avantage, conquièrent la Chine du Nord, débarquent dans la région du Yang-Tsé-Kiang où ils se heurtent à une résistance acharnée tant à Changhaï (qui tombe entre les mains des assaillants, en novembre 1937) qu'à Nankin (prise en décembre 1937).

Les côtes occupées, la pénétration se fait plus lente, plus périlleuse vers l'intérieur : au Nord, *les Japonais se heurtent vite aux Soviétiques* dont ils avaient sous-estimé la puissance (c'est le moment où le procès de Toukhatchevsky fait croire à l'effondrement soviétique); le long du Yang-Tsé-Kiang ils se heurtent à la résistance des nationalistes groupés autour de Tchang Kaï-chek auxquels se joignent les communistes nombreux en Chine du Nord intérieure (longue marche de Mao Tsé-toung de 1934-1935) et qui soutiennent le gouvernement national contre les envahisseurs.

Néanmoins *les Japonais atteignent Han-Kéou en octobre 1938;* mais à partir de là, la pénétration est rendue impossible par les défilés d'I-Chang que les Chinois défendent âprement : jamais les Japonais ne purent les franchir, ni pénétrer dans le « Bassin Rouge » — le Setchouen — devenu la citadelle de Chine indépendante, vers laquelle refluent réfugiés et volontaires.

Un gouvernement pro-nippon cependant a été établi à Nankin, en janvier 1939, il est dirigé par un ancien collaborateur de Sun Yat-sen et de Tchang Kaï-chek lui-même, Wuang Ching-weï, qui semble croire en une renaissance chinoise grâce à l'aide japonaise.

Nous rencontrons, pour la première fois, cette forme particulière d'absorption d'un pays, par l'organisation d'un gouvernement, théoriquement national, mais qui n'a aucun pouvoir réel et doit entériner toutes les décisions de l'occupant. Par son existence même, ce gouvernement fantôme crée, dans le pays asservi, de graves conflits : pour certains, il représente la légalité, pour d'autres il n'est que l'expression de la pire des trahisons, l'entente avec le vainqueur. L'Allemagne hitlérienne usa abondamment de ce procédé lorsqu'elle domina l'Europe.

2. La guerre d'Espagne : L'Europe avait, elle aussi, cessé d'être en paix depuis 1936, la guerre s'était allumée en Espagne. Il s'agissait, officiellement, d'une guerre civile mais des volontaires des deux camps y mesuraient leurs forces.

La situation intérieure de l'Espagne était très trouble : après l'éphémère dictature (selon les normes très anciennes) du Général Primo de Rivera, en avril 1931, la *République* avait été proclamée, république conservatrice au début, influencée par la très puissante Église et représentée par Alcala Zamora (Président de la République en 1931); mais très vite se dessina un puissant courant démocratique décidé à rejeter la tutelle du clergé. Dès les élections de 1931, les « Rouges » avaient obtenu la majorité aux Cortes et entrepris de démocratiser, même de socialiser l'Espagne et de laïciser l'État. L'agitation, entretenue par les militaires et les conservateurs, progressait alors un peu partout, tandis que les forces populaires s'organisaient de leur côté.

Aux élections de février 1936 le « Frente Popular » triomphe, et de ce fait l'opposition s'aggrave; il devient évident que la socialisation du pays va être accélérée, ce que ne peut admettre la masse des conservateurs.

La « République Rouge » s'était montrée assez indulgente à ses adversaires, les laissant aux postes de commandes ou tout au moins en liberté.

Après la mort accidentelle du chef de la rébellion Sanjurjo, l'ancien chef d'État major, en disgrâce, *le Général Franco donne le signal de la révolte le 17 juillet, de Tétouan (Maroc espagnol).* L'Espagne coupée en deux camps, sombre aussitôt dans une lutte atroce.

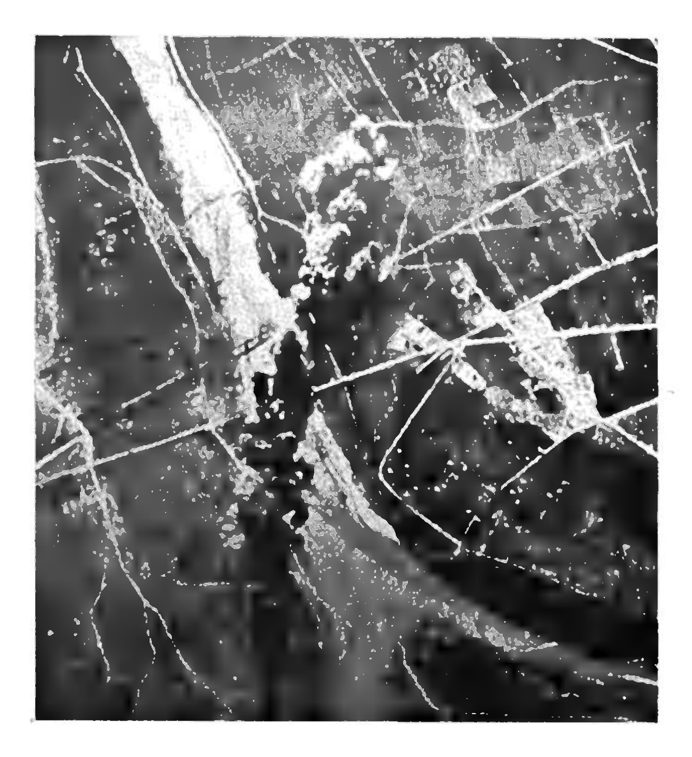
Les gouvernementaux, soutenus par les milices ouvrières et paysannes, par les Catalans et les Basques qui veulent conserver leur autonomie nationale, sont abandonnés par les forces régulières : l'armée, la police.

Les insurgés, que viennent renforcer les éléments fascistes de la Phalange et qui peuvent compter sur le fanatisme religieux de certaines provinces et sur les forces armées, ne triomphent pas immédiatement; très vite cependant, ils obtiennent le secours des Puissances Totalitaires, tandis que les Démocraties décident (1er août 1936) d'appliquer le principe de non-intervention. Seuls, au début, les communistes soutiennent les gouvernementaux, puis lorsqu'il apparait que les Allemands et les Italiens, surtout, envoient des renforts aux insurgés, des volontaires de plus en plus nombreux vont se joindre aux troupes gouvernementales, passant les Pyrénées avec plus ou moins d'aisance, suivant les consignes variables données par le Gouvernement français.

Mais il est trop tard, déjà et, malgré l'héroïsme des Républicains, force leur est de se retirer progressivement. Madrid assiégée, dès novembre 1936, résiste jusqu'en mars 1939 (échec italien à Guadalajara, février 1937), tous les centres vitaux tombent les uns après les autres aux mains des insurgés (Bilbao, 16 juin 1937; Barcelone, 26 janvier 1939). Les Républicains, épuisés, pourchassés, refluent vers la frontière française pour échapper au massacre. Le Général Franco entre, vainqueur, dans Madrid en ruine, le 28 mars 1939. Il a pris le titre de *Caudillo*. Avec lui triomphent, même si au début il n'en était pas le porte-parole, les forces fascistes qui l'ont soutenu et ont écrasé les Républicains.







Ci-contre : 1. **Entrée des franquistes à Malaga** (1937).
2. **Navarrais des armées franquistes.**
3. **Bombardement d'un pont sur l'Ebre par les Franquistes.**

Le destin de l'Espagne a préoccupé l'Europe entière : La presse, jour après jour, a renseigné l'opinion. Voici l'émouvant récit du bombardement de Guernica, écrit par l'envoyé spécial du *Times* et publié le 29 avril 1937 : *J'ai vu ... plus de trois mille bombes incendiaires en aluminium lancées en moins de trois heures.*

A 2 heures du matin, quand j'ai visité la ville, le spectacle était terrifiant. Guernica brûlait d'un bout à l'autre. Les reflets de l'incendie pouvaient être vus sur les nuages au-dessus des montagnes, à vingt kilomètres de distance...

Le but du bombardement était apparemment de démoraliser la population civile et de détruire le berceau de la race basque.

Le jour était bien choisi. Le lundi est, en effet, jour de marché à Guernica et les paysans de toute la région s'y rendent. Il était 16 h 30 lorsque la cloche de l'église sonna l'alarme pour signaler l'approche des avions. Les gens se réfugièrent aussitôt dans les caves et les abris préparés depuis le bombardement de Durango... Un prêtre prit la direction des opérations et tout se passa avec ordre.

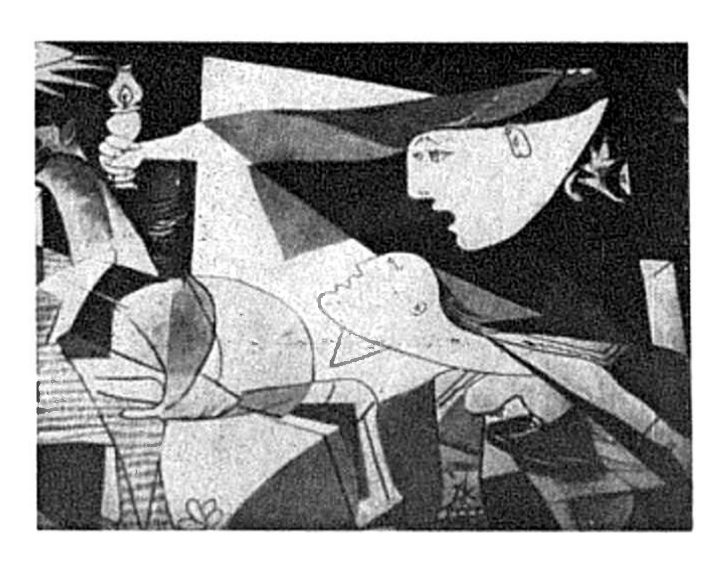
Un avion de bombardement allemand apparut, lança six grosses bombes. Cinq minutes après, un second avion survint et laissa tomber un nombre égal de bombes. Un quart d'heure, et trois « junkers » vinrent continuer l'œuvre de destruction. A partir de ce moment, le bombardement augmenta d'intensité et fut continu. Il ne cessa qu'à 19 h 45.

La ville de 7 000 habitants, auxquels il faut ajouter 3 000 réfugiés, avait été lentement, systématiquement détruite, et, dans un rayon de huit kilomètres, d'autres avions incendiaient, l'une après l'autre, les fermes de la région. Il est impossible de savoir encore le nombre des victimes, mais dans l'hôpital, par exemple, l'un des premiers objectifs touchés, quarante-deux miliciens furent tués...

« Le système employé par les appareils de bombardement allemands peut intéresser ceux qui étudient la nouvelle science militaire. Tout d'abord, de petits d'avions lancèrent de lourdes bombes et des grenades à main sur toute la ville, en attaquant un quartier après l'autre, suivant un plan bien ordonné. Puis des avions de combat volèrent très bas et fauchèrent à la mitrailleuse les gens que la panique avaient fait sortir de leurs abris, dont certains d'ailleurs avaient été percés jusqu'à des profondeurs de 7 à 8 mètres par des obus d'une demi-tonne. Nombre de ces malheureux furent tués, comme le furent aussi les moutons qui avaient été amenés au marché...

Je me suis entretenu avec des centaines de personnes qui, toutes, donnent la même description précise des événements. J'ai vu, moi-même, et j'ai mesuré les énormes cratères creusés par les bombes qui détruisirent Guernica, où, ayant traversé la cité le jour auparavant, je puis affirmer qu'il n'y en avait pas alors. Des bombes incendiaires d'aluminium allemandes qui n'avaient pas explosé ont été trouvées dans la ville. Elles portent toutes la marque « Fabrique Rheinsdorf 1936 ». Les types d'avions allemands utilisés étaient de lourds avions de bombardement, des Junkers 52 ainsi que d'autres appareils Heinkel 111, à vitesse moyenne, et des avions de chasse Heinkel 51.

Moi-même, j'ai essuyé le feu des mitrailleuses de six de ces appareils dans le petit village de Arbacegui-Guerricaiz, alors que je m'étais réfugié dans un large entonnoir, et que ces avions rentraient de Guernica.



Guernica (fragment), peinture de Picasso (1937).

Cette guerre d'Espagne, atroce par l'amoncellement des ruines, des misères, des haines, le nombre élevé des morts, a de graves répercussions internationales. Tandis que les Puissances Totalitaires aident ouvertement les Franquistes (bombardement de Guernica, 23 mars 1937, par des avions allemands) peut-être moins cependant qu'on ne le crut sur le moment, les Démocraties, Grande-Bretagne et France surtout, se sont montrées singulièrement hésitantes (parce que l'U. R. S. S. était trop nettement du côté des Républicains), divisées, une fois de plus, timorées. Les hésitations et variations des Démocraties expliquent la hardiesse grandissante des pays totalitaires.

3. Politique de force en Europe centrale : Après la remilitarisation de la Rhénanie (mars 1936) et l'annonce officielle de l'alliance germano-italienne (novembre 1936), alors que se déroule la guerre civile espagnole, le statut de l'Europe Centrale se trouve remis en question.

Entraînant Mussolini dans son sillage, Hitler entreprend la reconstruction du monde; dès 1937, il dénonce l'article 231 du traité de Versailles sur la responsabilité de l'Allemagne dans l'origine de la guerre de 1914-1918 et réclame le retour au Reich, non seulement de toutes les terres où vivent les Allemands, mais aussi l'annexion de l'Ukraine, l'acquisition de colonies.

En face des Démocraties qui ne commencent à réarmer qu'assez mollement, qui admettent certaines de ses réclamations, le Führer réalise systématiquement le plan prévu dans *Mein Kampf*: il agit selon un schéma qui réussit chaque fois, comme il avait réussi lors de la remilitarisation de l'Allemagne : l'annonce, ou la réalisation, d'un coup de force éclate en fin de semaine (les Bourses fermées pour le Week-end, il y a peu de risques d'affolement financier); les gouvernements européens qui, d'ordinaire, n'ignorent pas ce qui va se passer, restent éberlués, passifs, puis l'émotion tombe sur quelques bonnes paroles de Hitler affirmant que c'est, évidemment, la dernière de ses entreprises. Les coups de force rythment dès lors la vie internationale, ils tendent à l'extrême les relations entre les Pays totalitaires et les autres, ponctuent la détérioration progressive de la situation jusqu'au moment où éclate la Seconde Guerre Mondiale.

Tout d'abord l'*Anschluss, différée jusqu'alors, est réalisée.* Depuis la formation de l'axe Berlin-Rome, malgré ses objections et ses réticences, Mussolini ne peut plus s'opposer à l'incorporation de l'Autriche au Reich; il l'avoue : « lorsqu'un événement est fatal, mieux vaut qu'il se produise avec vous que malgré vous, ou contre vous ». Le coup de force est minutieusement préparé de l'intérieur (infiltration des Nazis en Autriche, propagande très active), alors que, depuis 1934, le gouvernement ne peut guère compter sur les éléments populaires pour défendre l'indépendance du pays. Quand la situation est suffisamment dégradée, Hitler convoque à Berchtesgaden le Chancelier autrichien Schuschnigg (12 février 1938) et lui impose la participation des Nazis au gouvernement (Seyss-Inquart, chef des nazis autrichiens, devient Ministre de l'Intérieur). C'est la première étape : le Chancelier tente d'organiser un plébiscite sur l'Anschluss; les Nazis ne lui en laissent pas le temps et, à l'appel de Seyss-Inquart, le 12 mars, au lever du jour, les troupes allemandes envahissent l'Autriche parce que « les exigences de l'ultimatum allemand au gouvernement autrichien n'ont pas été satisfaites ». Le 13, Hitler entrant dans sa patrie en annonce le rattachement à l'Allemagne. Des milliers d'Autrichiens récalcitrants sont enfermés dans des camps de concentration.

Les *gouvernements occidentaux* n'avaient pas agi pendant ce dernier mois angoissé de l'indépendance autrichienne; ils élèvent une timide protestation; mais les peuples sont émus, « profundly shoked » dit le premier ministre anglais, Neville Chamberlain.

L'annexion de l'Autriche rend intenable la situation de la *Tchécoslovaquie*. C'était pourtant le pays danubien le plus solide; la démocratie s'y était enracinée, peut-être un peu partiale, plus favorable aux Tchèques qu'aux autres peuples, mais jusqu'en 1933, même à travers les remous de la dépression économique, l'État avait paru stable (importance de la métallurgie et des usines Skoda de Plsen); l'armée tchèque était bien équipée, une ligne fortifiée complétait les défenses naturelles des montagnes. Toutefois, la réalisation de l'Anschluss compromettait gravement la sécurité du pays, littéralement encerclé par le Reich.

Dès le 13 mars 1938, Hitler donne l'ordre de préparer les plans d'attaque; de leur côté les Occidentaux envisagent les mesures à prendre : la France a renouvelé, en 1936, sa garantie à la Tchécoslovaquie; la Grande-Bretagne est plus réticente, mais se considère engagée aux côtés de la France.



1. Entrée des troupes allemandes à Salzbourg.



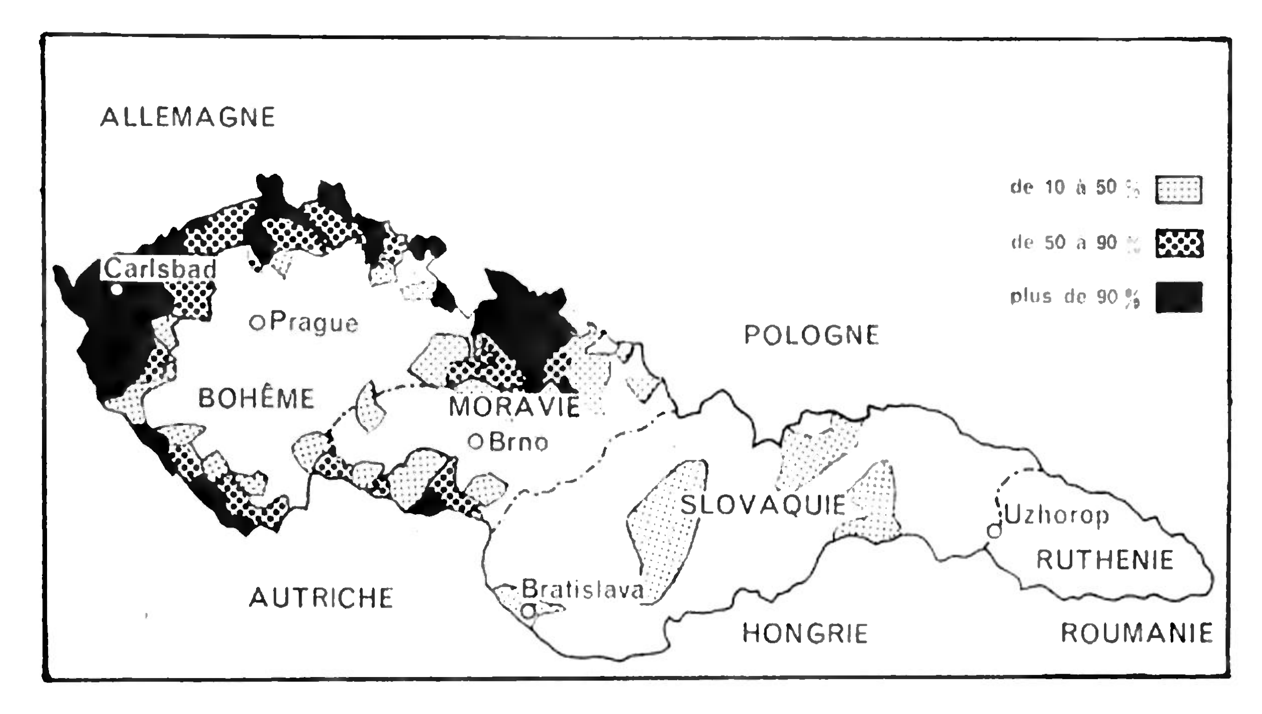
2. Retour à Naples des volontaires italiens en Espagne.

Une fois de plus, la diplomatie hitlérienne va jouer sur ces hésitations visibles des Démocraties et les mettre brusquement devant le fait accompli. Toujours le schéma habituel : les Nazis, conduits par Henlein créent une agitation pro-hitlérienne, assez artificielle dans les montagnes où la population est surtout allemande, les Sudètes en particulier; sous la pression des Occidentaux, le Président tchèque Bénès fait quelques concessions en faveur des minorités ethniques, en avril 1938. Mais ces concessions sont jugées insuffisantes; le 12 septembre, dans un grand discours, frénétique, à Nuremberg, Hitler clame : « le Reich n'admettra plus qu'on puisse continuer à opprimer 3 millions et demi d'Allemands; je prie les hommes d'Etat étrangers d'être convaincus que ce n'est pas là une simple phrase ». Les gouvernements occidentaux en sont tellement convaincus et en même temps si profondément émus, que Neville Chamberlain « le premier » Britannique prend l'avion pour aller rencontrer Hitler (15 septembre).

Du 15 au 28 septembre, les exigences allemandes se font plus pressantes, *le gouvernement tchèque est sommé d'abandonner, avant le 1er octobre, toute cette barrière montagneuse fortifiée qui protège le pays d'une invasion, mais qui est peuplée d'Allemands.* Neville Chamberlain fait, en avion, les allées et venues entre l'Allemagne et Londres, d'où il transmet les demandes allemandes aux gouvernements de Paris et de Prague. De son côté, l'U. R. S. S. propose sa garantie, inutilement d'ailleurs puisque la Pologne et la Roumanie refusent d'accorder le droit de passage aux troupes soviétiques. Les Tchèques se préparent, calmes et résignés à subir l'assaut allemand (mobilisation générale le 23 septembre, au soir); en France, l'angoisse grandit, tandis que les postes de radio déversent des discours de plus en plus frénétiques de Hitler et qu'un émetteur en langue française installé à Stuttgart commence « son travail » de démoralisation. Roosevelt, Mussolini tentent de s'interposer; les Italiens obtiennent, le 28, que ne soit pas lancé l'ordre de mobilisation générale en Allemagne; dans cette atmosphère tendue, c'est le premier rayon d'espoir. Brusquement, le 28, on apprend qu'*une réunion a lieu à Munich : sous la présidence de Mussolini, les quatre grands (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie) vont, en l'absence des intéressés, les Tchèques, et aussi en l'absence de l'U. R. S. S., donner une solution au problème tchèque.* En termes un peu moins rudes, les exigences allemandes sont imposées au gouvernement de Prague qui ne peut plus résister : ses alliés occidentaux l'ont abandonné et l'U. R. S. S. a été neutralisée par l'attitude de la Pologne et de la Roumanie.

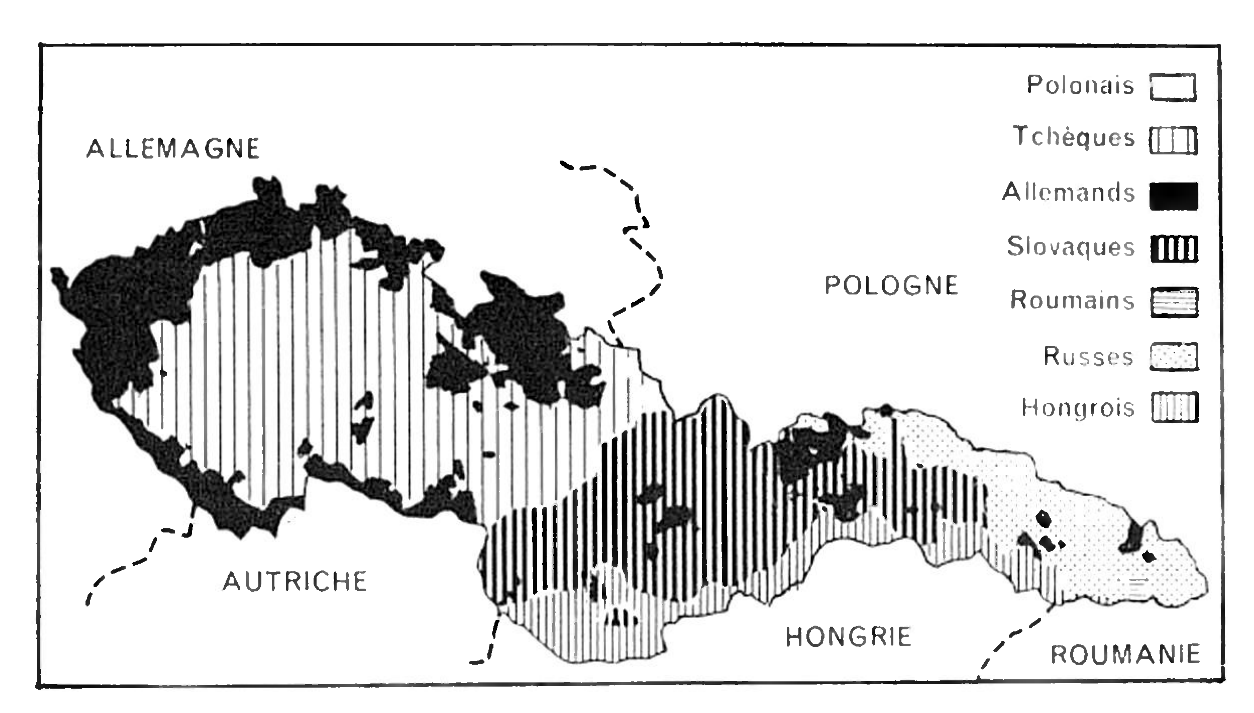
En Occident, les accords de Munich sont accueillis avec « un lâche soulagement »; Neville Chamberlain est surnommé le « messager volant de la paix »; le Président Daladier reçoit, à Paris, un livre d'or de reconnaissance où des milliers de signatures sont apposées. Hitler n'a-t-il pas annoncé, le 28 septembre, qu'une fois la question tchèque réglée « l'Allemagne n'aurait plus à formuler aucune revendication territoriale ». Abandonnerait-il le programme de *Mein Kampf?* Il ne semble pas que les dirigeants occidentaux aient pu le croire, mais ils s'apercevaient, un peu tard, de leur totale impréparation

LES NATIONALITÉS EN EUROPE CENTRALE



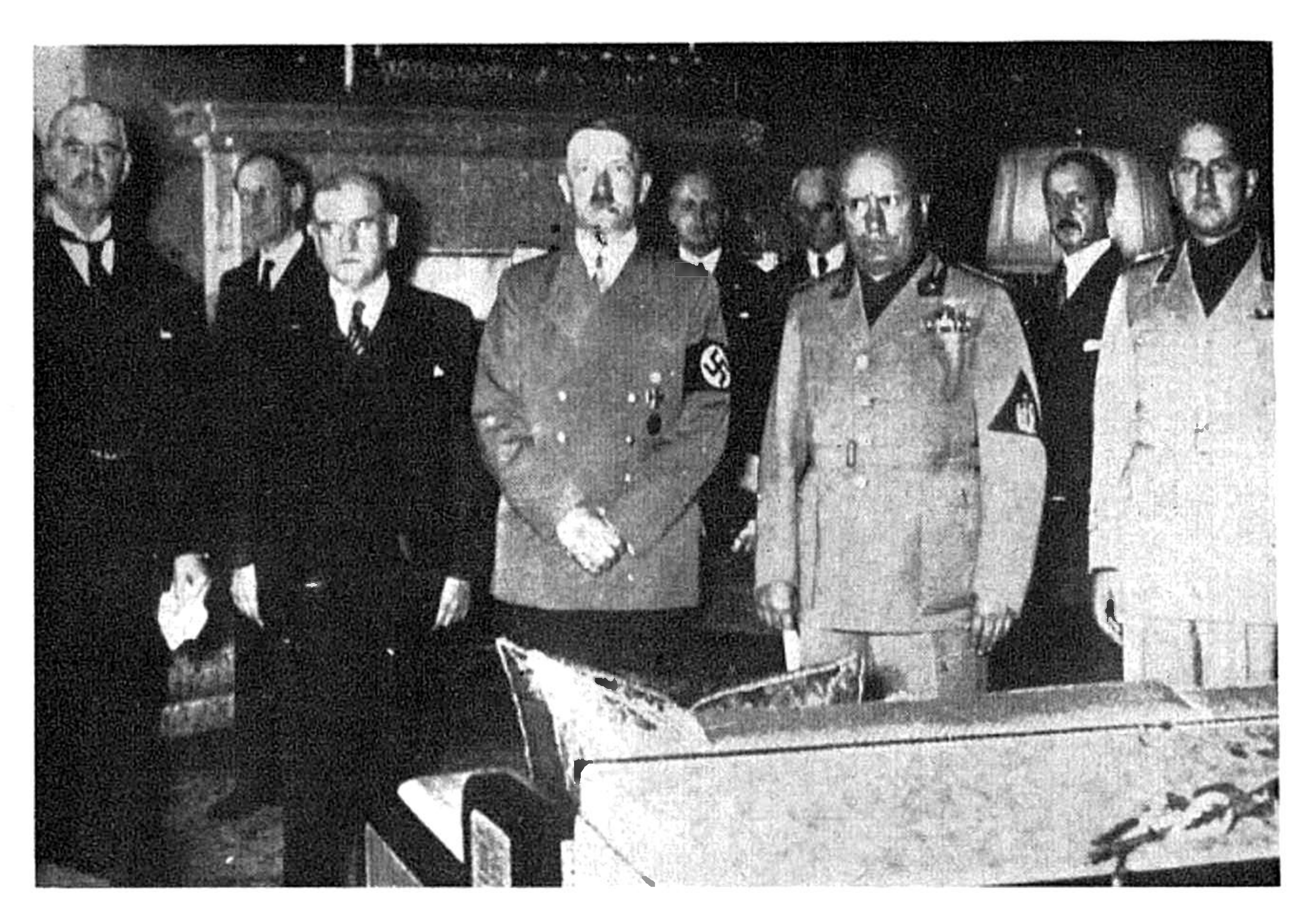
1. Les Allemands.

Cette carte a été établie dans le clan nazi, à l'appui des prétentions de Hitler. Elle donne la proportion d'Allemands pour cent habitants. Elle dessine, par conséquent, les régions dont Hitler envisage l'annexion, c'est-à-dire : le quadrilatère montagneux et boisé, toute la ceinture défensive de la Bohême. C'est la condamnation de la Bohême et, au total, de la Tchécoslovaquie.



2. Toutes les nationalités.

Cette seconde carte a été établie du côté tchèque, français et anglais, à l'appui des discussions de Münich. Elle montre l'extrême diversité de la Tchécoslovaquie et, donc, sa fragilité.



Daladier à Munich.

De gauche à droite : Chamberlain, Daladier, Hitler, Mussolini, Ciano. A Munich, dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, les premiers ministres de France, de Grande-Bretagne et d'Italie autorisent Hitler à annexer, en Tchécoslovaquie, les territoires où les Allemands sont en majorité.

à la guerre et voulaient utiliser ce répit pour combler leur retard. En même temps, France et Grande-Bretagne tentaient une sorte d'offensive diplomatique : des conversations sont engagées avec l'Allemagne (dès la nuit du 29 au 30 septembre, à Munich, Chamberlain propose à Hitler un pacte de non-agression) et avec l'U. R. S. S. Mais la désinvolture avec laquelle les « Quatre » les ont traités lors de la conférence de Munich paraît une raison suffisante, aux dirigeants soviétiques, de ne se considérer liés par aucun engagement.

Hitler, malgré les promesses faites fin septembre, reprend sa politique d'annexions et son exemple est suivi par Mussolini. Toujours selon le même scénario : quelques revendications prenant prétexte d'intérêts de la Nation, allemande ou italienne, un coup brutal qui laisse l'Europe atone, des promesses affirmant que c'est la dernière fois et, souvent, dans le même discours, la prochaine victime est désignée. C'est ainsi que dans les premiers mois de 1939 *l'Allemagne* achève d'absorber la Tchécoslovaquie (protectorat de Bohême-Moravie, État satellite slovaque, le 15 mars 1939), occupe le port de Memel en Lithuanie, le 22 mars, mais Ribbentrop, Ministre des Affaires Étrangères du Reich, déclare, cynique, que ce teritoire pouvait être « un objet d'échange éventuel pour la restitution du Corridor » de Danzig. De semaine en semaine, les menaces contre la Pologne se précisent.

L'Italie, elle aussi, cède à cette politique de coup de force : l'Albanie est brutalement occupée le 9 avril 1939 et Mussolini réclame la possession de Nice, de la Corse, de la Tunisie.

Dans cette atmosphère de « jungle », chaque puissance essaie de renforcer ses alliances. L'Allemagne et l'Italie dominent en Europe Centrale. En avril 1939, la France et la Grande-Bretagne



Daladier rentre à Paris.

A son retour à Paris, la foule fait à Daladier un accueil triomphal. On ne veut pas croire, alors, que l'inévitable échéance de la guerre est seulement reportée et l'on se berce d'illusions : au prix d'énormes concessions, la paix paraît sauvée.

qui vient d'établir le service militaire obligatoire) commencent à se consulter en vue d'établir des plans militaires; les premières unités d'aviation britanniques prévues dans le cadre de cette collaboration s'installent en France, en juillet. Les Démocraties promettent leur garantie aux États les plus menacés : Pologne, Roumanie, Grèce; elles essaient d'entraîner avec elles les petits pays occidentaux, mais la Belgique ne veut s'engager en aucune façon de crainte de « provoquer » l'Allemagne : depuis 1936, le Roi Léopold III veut maintenir une neutralité qui paraît bien vaine. Enfin, des négociations sont reprises avec l'U. R. S. S., mais l'anti-communisme farouche des Polonais ralentit les pourparlers. L'Allemagne en profite pour proposer cette « alliance contre nature » que chacun croyait impossible et qui cependant est signée le 22 août 1939 à Moscou par les ministres des Affaires Étrangères : Ribbentrop (Allemagne) et Molotov (U. R. S. S.) en présence de Staline.

Lorsque, en France, les journaux parurent portant, en manchette, l'annonce de la signature du pacte germano-soviétique, en même temps que le résumé d'un discours de Hitler, la guerre apparaît, à tous, imminente.

La Pologne sommée d'abandonner Danzig et son Corridor, les Occidentaux annoncent leur ferme volonté de soutenir le gouvernement de Varsovie. En vain, les plus grandes autorités du monde : le Pape Pie XII, le Président Roosevelt, tentent d'obtenir un sursis, un nouvel arbitrage. Cette fois, malgré l'ultime dérobade de l'Italie, Hitler se lance dans l'aventure : le 1er septembre 1939, à 5 h. 45 du matin les blindés et avions allemands pénètrent en force en Pologne. La Seconde Guerre Mondiale a commencé.

LE DESTIN DE L'ALLEMAGNE

Sous la « peau » de l'Allemagne d'aujourd'hui, l'infrastructure de l'Allemagne d'hier (1939).

La puissance allemande, en 1939, repose sur l'efficacité de son réseau de communications (autostrades et canaux aménagés par le régime hitlérien), sur ses puissantes concentrations industrielles (Ruhr), sur son économie agricole organisée pour assurer, en cas de guerre, le ravitaillement autonome du Reich et de son armée.

La Wehrmacht, la grande armée nationale allemande, est née avec le rétablissement du service militaire obligatoire (16 mars 1935), suivi de peu par la reconstitution du Grand État-Major et de l'Académie de guerre. En 1938, le commandement est épuré : l'armée passe aux mains des nazis.

Le plus grand Reich (1939-1945).

Destruction de l'État polonais (déc. 1939), victoire sur la France (juin 1940), conquête de la Yougoslavie et de la Grèce (mai 1941), victoires sur l'U.R.S.S. (1942), tous ces succès portent l'Allemagne à croire que le rêve pangermanique se réalise. Un Reich allemand dominera le « grand espace » européen : « le devoir allemand est de constituer une puissance organisatrice au-dessus des États ». C'était le triomphe, apparemment définitif, des classes dirigeantes allemandes.

Le partage (1945).

L'U.R.S.S. résiste. Les Anglo-Saxons attaquent en Afrique (1942), en Italie (1943) et finalement en France (1944). L'armée russe attaque. L'armée allemande submergée capitule sans condition (8 mai 1945).

L'Allemagne est, à son tour, occupée par les armées étrangères.

L'opposition, chez les vainqueurs entre les deux blocs, l'un capitaliste, l'autre communiste, aboutit à la création de deux Allemagnes : une Allemagne de l'Ouest capitaliste et une Allemagne de l'Est communiste (en gris clair sur la première carte).

LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1939-1945)

La guerre favorise, tout d'abord, les pays totalitaires : en juin 1940, toute résistance armée a cessé sur le continent, seule la Grande-Bretagne poursuit la lutte.

Mais en 1941, l'Allemagne s'attaque à l'U. R. S. S., le Japon aux États-Unis, ce qui facilite la formation de la coalition qui, après un long temps de mise au point, écrase les puissances de l'Axe.

Tandis que se constitue cette force énorme qui devait triompher, le continent européen sous la domination allemande, l'Asie orientale et Sud-orientale sous l'occupation japonaise, œuvrent pour leur libération dans le silence et la souffrance.

I. La guerre européenne.

I. Les victoires allemandes (1939-1941) : Dans une lutte terriblement inégale, l'armée allemande élimine ses adversaires dans une succession de guerres-éclairs. Rien ne lui résiste.

1. *La guerre de Pologne :*

Le 1er septembre 1939, à l'aube, les gares, les ponts, les voies ferrées, les lieux de rassemblement de l'armée polonaise sont bombardés impitoyablement, les populations civiles, les troupes elles-mêmes terrorisées ou décontenancées par le bruit assourdissant des avions mitraillant « en piqué »; les blindés, les *Panzer*, foncent à travers le pays, écrasant fantassins et cavaliers. L'Europe s'éveille, morne, « dans la guerre »; les puissances occidentales décidées à honorer leurs engagements, cette fois, mobilisent. En France, des trains bondés de soldats partent vers la ligne Maginot et reviennent, non moins bondés de civils évacués des zones d'opérations; tout ce transfert est fait dans un silence angoissé, rien qui puisse évoquer la confiance d'août 1914. Les Démocraties déclarent la guerre à l'Allemagne, le 3 septembre 1939.

Dès le 1er septembre, l'Italie annonça sa « non-belligérance » : l'organisation militaire y était au point; malgré la guerre d'Ethiopie et l'occupation de l'Albanie, les armées étaient nombreuses grâce à la forte population; la situation économique, cependant, justifiait la décision du Duce qui ne laisse, d'ailleurs, aucun doute sur son orientation future, aucune place pour les marchandages analogues à ceux dont avait été l'objet la même Italie, au début de la Première Guerre Mondiale.

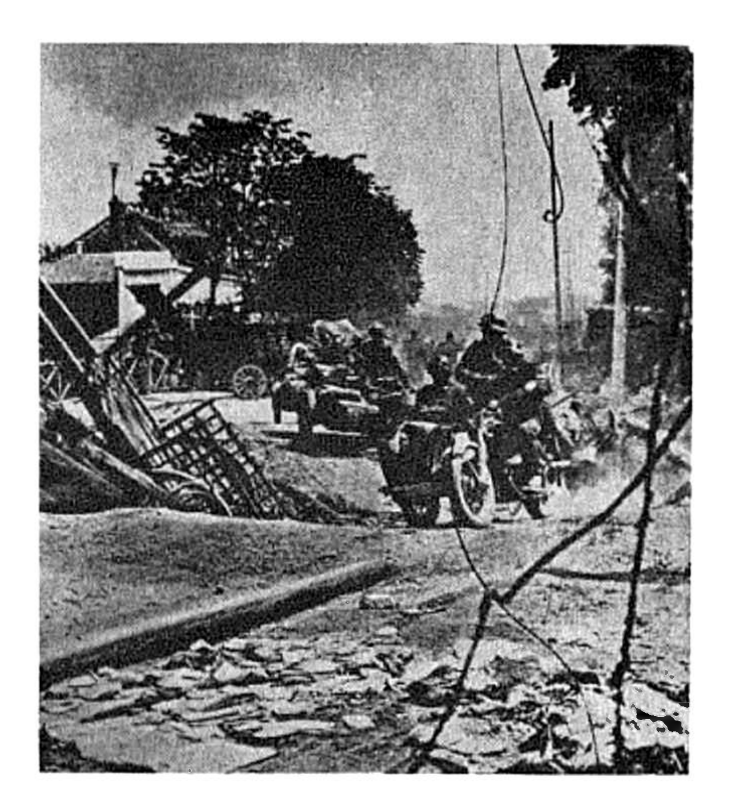
Quant à l'U.R.S.S., le pacte du 22 août lui avait secrètement promis le partage de la Pologne : elle attendait le moment de réclamer « sa part ». Les puissances, non européennes, ne se considèrent pas concernées par le conflit qui s'ouvre en Europe, sauf les Dominions britanniques qui, à part l'Afrique Australe assez réticente, se rangent aux côtés de la Grande-Bretagne.

La campagne de Pologne est le premier exemple de « guerre éclair » (le Blitzkrieg) menée par la Wehrmacht ; malgré leur extraordinaire courage, que peuvent des cavaliers contre les blindés allemands? ou des fantassins, armés légèrement, contre les mitrailleuses, surtout contre une aviation omniprésente qui surprend, disperse, harcèle les groupes, brouille, coupe les communications, rend inutilisables les lignes de repli? Malgré une défense héroïque, l'armée polonaise est coupée en plusieurs tronçons, neutralisée par l'avance foudroyante des *Panzer*. Les Allemands sont devant Varsovie, le 9 septembre; le 17, à leur tour, les Soviétiques franchissent la frontière; dix jours de combats désespérés « pour l'honneur » et le 27 septembre, c'est la capitulation, suivie, le lendemain 28, d'un nouveau partage entre l'U. R. S. S. et l'Allemagne qui organise, aussitôt, sa part en « Gouvernement », où les Polonais seront traités en « sous-hommes ».

Cependant à l'Ouest, quelques timides actions de dégagement ont été tentées, au cours de ce tragique mois de septembre, pour attirer (comme on l'avait si souvent tenté au cours de la Première Guerre Mondiale) les troupes allemandes et soulager la Pologne; mais sans aucun résultat.

2. *La « drôle de guerre » :*

Fin septembre, la Pologne abattue, la guerre s'enlise. Va-t-on retrouver la guerre de positions de jadis? Une guerre de positions améliorée, plus confortable, grâce aux énormes travaux de maçonnerie réalisés de part et d'autre, grâce à une étonnante absence de combats. Les adversaires se voient, peuvent se parler, travaillent parfois les uns en face des autres. Pas un coup de feu cependant, sauf de temps à autre, deux ou trois obus symboliques, et encore. C'est la *drôle de guerre*, où



Les « motorisés » allemands.

l'on attend quelque chose, où l'inaction ronge les énergies qu'attaquent, par ailleurs, les propagandes diverses, par la radio, les fausses nouvelles; bruits de paix ou de trahison, surtout pendant les premiers mois. En France, l'inquiétude et le doute sont partout. A la suite du Pacte germano-soviétique, le parti communiste a été interdit dès la mobilisation, cette interdiction enlève à une partie des Français la possibilité de considérer cette guerre comme la leur; beaucoup pensent que la disparition de la Pologne a fait perdre toute signification aux combats, enfin, certains ne sont pas sûrs de ne pas travailler à un renforcement des fascismes. L'impression de désordre, d'injustice, d'inutilité est accrue par le nombre considérable « d'affectés spéciaux », hommes valides, restés à l'arrière, les uns parce qu'ils occupent des postes économiques indispensables, les autres, pour des raisons moins évidentes. L'afflux des réfugiés dans les régions hors de l'atteinte ennemie ajoute au flottement général. Presque rien ne se passe dans les lignes fortifiées. C'est la « drôle de guerre ».

3. *Les forces en présence :*

Les Alliés tentent de mettre à profit ce répit inespéré pour accroître leurs forces. *L'armée française* complète ses effectifs, regroupe ses blindés (trop peu nombreux malgré les avis répétés du colonel de Gaulle), mais *l'affaiblissement démographique* limite l'effort militaire et le commandement français, influencé par la guerre 1914-18, n'a prévu qu'une guerre de positions, défensive, en attendant l'arrivée des Alliés. Or la Grande-Bretagne, où le service militaire n'est devenu obligatoire qu'en 1939, ne réalise que lentement son programme d'armement et n'envoie pas plus de huit divisions sur le Continent; Léopold III de Belgique se cantonne dans une neutralité absolue et refuse toute conversation en vue d'une défense commune. Comme l'État-Major français, il pense, que le canal Albert, les lignes fortifiées peuvent arrêter un temps l'avance éventuelle des Allemands.

En fait, les Alliés ne semblent pas avoir compris la leçon de la campagne polonaise et ne se préparent nullement à faire face à un nouveau *Blitzkrieg :* blindés et avions sont « dilués à l'infini », écrit Saint-Exupéry et, de ce fait, totalement inefficaces bien que, en chiffres absolus, les forces occidentales soient à peu près comparables à celles que l'Allemagne met en ligne.

Au contraire, les stratèges du IIIe Reich, à partir des leçons de la guerre 1914-18, ont mis au point une tactique, expérimentée en Espagne, perfectionnée en Pologne, fondée sur la puissance alors invincible des blindés, soutenus, précédés par l'aviation; les unités de chars percent les lignes ennemies, progressent rapidement à l'arrière en élargissant la « poche » créée, coupent les lignes de ravitaillement et de repli des adversaires, les flancs de la poche étant protégés par l'action incessante, massive des avions de bombardement qui achèvent de désorganiser l'arrière des lignes déjà disloquées.

Mais si le Reich l'emporte sur le continent, la puissance navale des Alliés est très supérieure et la lutte contre les sous-marins rendue plus efficace par l'action de l'aviation et l'organisation de grands convois encadrés d'unités spécialisées dans la lutte contre les submersibles.

4. *L'Europe du Nord en guerre :*

Pendant l'hiver 1939-40, la situation au Nord de l'Europe est mouvante, malgré la volonté de neutralité des États Scandinaves. Le 30 novembre 1939, les Soviétiques n'ayant pu obtenir par négociation la vaste rectification de frontières qu'ils exigeaient de la *Finlande*, commencent une guerre qui ne se termina que le 12 mars 1940; tout au long de l'hiver, dans les forêts et les lacs glacés, les deux armées mènent une lutte *classique*, inégale; les autres États Scandinaves, la Suède en particulier, n'osent soutenir les Finlandais de peur d'être assaillis à leur tour et se contentent de laisser passer (ou partir) les volontaires; les Occidentaux ne peuvent pas grand'chose, l'accès de la mer Baltique leur étant interdit.

En mars, la Finlande, épuisée, accepte les rectifications de frontières réclamées par l'U.R.S.S; elle en conserve une profonde blessure qui la fait basculer dans le camp allemand, lorsque les relations germano-soviétiques s'enveniment.

Au début du printemps 1940, d'autres dangers menacent les pays scandinaves : le fer de Suède, indispensable à l'économie de guerre allemande, est transporté au long des côtes norvégiennes. Les Alliés veulent couper ce trafic et mouiller des mines sur le parcours emprunté. Les Allemands envahissent la *Norvège* (en même temps qu'ils occupent le Danemark); le 9 avril, ils y installent un gouvernement pro-nazi dirigé par Quisling et les Panzer progressent vers le Nord pour gagner de vitesse les Occidentaux qui débarquent, le 14 avril, sur plusieurs points de la côte (le 1er mai, le nouveau Président du Conseil français, Paul Reynaud, a annoncé : « La route du fer est coupée »). Le 24 avril, les troupes alliées débarquées, sont vaincues, ne peuvent se maintenir et privées de tout secours extérieur, elles doivent capituler (9 juin). A ce moment-là, le sort de la guerre continentale est déjà joué, sur le front Ouest : il n'a pas résisté à une nouvelle manœuvre de *Blitzkrieg*.

5. *La défaite française :*

Le 10 mai Hitler lance l'ordre d'attaquer le front occidental; comme prévu, il n'aborde pas la ligne fortifiée, mais la contourne par le Nord : la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas sont bombardés et les divisions blindées y pénètrent, bousculant, une fois de plus, les lignes de défense. L'État-Major allié décide d'envoyer des troupes (les meilleures troupes françaises) pour endiguer le flot ennemi. Vainement, comme en Pologne, rien ne résiste à l'assaut conjugué des Panzer et de l'aviation qui écrase les villes (Rotterdam), les rassemblements de troupes, les gares, les aérodromes, les voies ferrées. Tandis que des renforts sont envoyés dans les plaines du Nord où l'on redoute une avance rapide, le secteur ardennais dégarni (les chars ne peuvent pas, pense-t-on, se lancer à travers un terrain aussi défavorable) est enfoncé à son tour, le 14 mai, par l'armée blindée de Guderian qui franchit la Meuse à Sedan et crée une « poche » profonde, impossible à colmater : en effet, l'État-Major français, pris au dépourvu, se révèle incapable de faire front. En pleine bataille, on décide de remanier l'État-Major et le commandement suprême passe de Gamelin à Weygand; coup sur coup, on apprend la capitulation hollandaise le 15, l'avance vertigineuse des Allemands (Bruxelles, Anvers, Saint-Quentin sont occupés le 18 mai, Arras et Amiens, le 21), la capitulation belge (le 28) et l'isolement de l'armée du Nord à Dunkerque où s'effectue un réembarquement dramatique sous le harcèlement des bombardiers (28 mai-3 juin).

L'exode accroît la confusion : d'innombrables civils fuient l'avance allemande; voitures sur le toit desquelles on entasse les matelas comme pare-mitraille et où sont chargés les trésors, piétons, cyclistes surchargés de bagages, paysans dans leurs carrioles, encombrent les routes, se mêlent aux troupes plus ou moins débandées, empêchent le passage des renforts. Et, sur ces longues théories, les avions allemands, les *Stukas*, plongent en piqué. Les trains de réfugiés sont, eux aussi, mitraillés; les familles disloquées, dispersées; un tourbillon infernal provoque un embouteilllage gigantesque, tandis que les troupes allemandes progressent, bousculant les dérisoires défenses improvisées. Le 6 juin, la Somme est franchie, le 14, Paris, déclaré ville-ouverte est occupé. Et la guerre s'allume sur les Alpes : le 10 juin, Mussolini qui veut sa part des dépouilles françaises attaque les hautes vallées alpines.

Replié à Tours, puis à Bordeaux, profondément divisé, le gouvernement français est aux abois. Le Président Paul Reynaud et quelques-uns de ses plus proches collaborateurs, dont le général de Gaulle, veulent continuer la lutte, faciliter l'embarquement rapide et le transfert vers l'Afrique du Nord de tout ce qui peut être sauvé de l'armée et du matériel. Ils se heurtent à l'opposition du vice-président du Conseil, Pétain, qui soutient, avec Weygand, que l'honneur de l'armée exige la signature d'un armistice. Des discussions dramatiques se déroulent auxquelles se joint, parfois, W. Churchill, chef du gouvernement britannique depuis le 10 mai; il appuie le point de vue de Reynaud, va même jusqu'à proposer une union politique franco-britannique (14 juin). Finalement, le Président du Conseil, harrassé, cède, démissionne (16 juin), remplacé aussitôt par le maréchal Pétain qui demande l'armistice. Quelques parlementaires s'embarquent pour le Maroc; le général de Gaulle prend l'un des derniers avions qui quittent l'aérodrome de Bordeaux et s'envole vers Londres d'où, le 18 juin, il lance un appel aux Français pour les conjurer de poursuivre la lutte.

Les négociations franco-allemandes cependant s'engagent. Le 21 juin, aux conditions draconiennes qu'il impose, Hitler ajoute une mise en scène douloureuse : la signature de l'Armistice à Rethondes, dans le wagon même où, le 11 novembre 1918, les Allemands avaient dû s'incliner devant Foch, représentant les Alliés vainqueurs. L'armistice intervient également avec l'Italie, le 24 juin. Les combats cessent le 25 : la France est largement occupée et la petite zone Sud, dite libre, est soumise à un étroit contrôle. La guerre continentale semble terminée. La flotte qui devait être désarmée et les colonies sont l'objet d'âpres luttes. Les Britanniques essaient d'obtenir que certaines escadres françaises quittent les ports où les Allemands pourraient s'en emparer : c'est le drame de Mers-el-Kébir (3 juillet) et de Dakar (8 juillet) : des unités françaises y sont coulées par la flotte britannique. Quant aux colonies, l'appel du général de Gaulle n'y est entendu qu'en A. E. F. et dans les colonies du Pacifique.

2. La Grande-Bretagne tient tête : L'effondrement de la France laisse l'Allemagne maîtresse sur le continent. La Grande-Bretagne, menacée, est seule.

Certes, fin juin 1940, du gouvernement polonais en exil au général de Gaulle, tous ceux qui ne veulent pas admettre que la défaite de leur pays soit définitive, se retrouvent à Londres; mais leur présence n'apporte guère de soulagement à la terrible solitude britannique : les exilés sont peu nombreux et on ne voit pas très bien, à cette époque, en quoi peut consister leur action autrement que dans une contre-propagande radiodiffusée, la B. B. C. leur accorde largement l'usage de ses émetteurs.

1. *Bataille d'Angleterre.* L'heure paraît dramatique pour le Royaume-Uni : ayant refusé la paix que lui propose Hitler, le gouvernement de Churchill, soutenu par la population entière, s'apprête à affronter l'assaut.

Le 8 août, Hitler donne l'ordre à l'aviation de « préparer » l'attaque que devait diriger Goering. Pendant plus d'un mois, les bombardier allemands déversent leurs projectiles, d'abord sur les côtes méridionales, puis sur les aérodromes, enfin sur les villes dont certaines, comme Coventry, sont totalement détruites; Londres est durement touché. Les raids allemands font, en un mois, près de 7 000 morts, plus de 16 000 blessés; la flotte aérienne qui y participe compte quelque 2 000 bombardiers, escortés d'un millier de chasseurs qui renouvellent leurs attaques, nuit et jour. A ces assauts, tiennent tête 540 chasseurs britanniques appuyés sur une D. C. A. très précise grâce à un système de radio-repérage perfectionné. De nuit en nuit, aux périodes où les marées seraient favorables, on attend le débarquement; les lignes de défense, les fossés anti-chars sont prêts...

Le 17 septembre, Hitler décide « d'ajourner » l'opération. Pour les Anglais, l'étreinte se desserre, les bombardements s'espacent, la vie reprend et l'activité s'intensifie dans les industries de guerre, spécialement dans les régions hors de portée des avions allemands (Écosse surtout).

La guerre se déplace mais n'en reste pas moins inexpiable. Renonçant à ses projets d'invasion, le 12 octobre, *Hitler tente d'abattre le Royaume-Uni en paralysant le trafic indispensable à la vie du pays.* Or, même privés de l'appui de la flotte française, les Anglais conservent une incontestable supériorité navale que seule risque de menacer la hardiesse des sous-marins allemands. Pour faciliter leur tâche et aider l'aviation qui doit les soutenir, Hitler voudrait obtenir des bases navales et aériennes plus méridionales que celle dont il dispose en France occupée. Toutefois, il ne peut décider le général Franco à entrer dans la guerre (entrevue de Hendaye, octobre 1940) et, de ce fait, ne peut s'emparer de Gibraltar. Il ne peut, davantage, obtenir du gouvernement de Vichy (entrevue Hitler-Pétain, à Montoire le 23 octobre 1940) la cession de bases en Afrique du Nord ou en A. O. F. (Bizerte, Casablanca, Dakar), et, pour l'instant, il ne songe pas à violer trop ouvertement la convention d'armistice : l'achèvement de la conquête de l' « espace européen » vers l'est et le sud-est le préoccupe davantage.

2. *La guerre en Méditerranée orientale. Les pays satellites de l'Allemagne, Hongrie et Bulgarie, ont en effet profité des succès de leur protecteur pour entreprendre, dès août 1940, des « rectifications de frontières » substantielles : la Roumanie (qui avait dû, en juillet, céder à l'U. R. S. S. ses provinces du Nord-Est : Bukovine du Nord et Bessarabie) doit abandonner à peu près la moitié de son territoire à ses voisins et, finalement, elle est occupée par les troupes allemandes, au début d'octobre 1940.*

Fin octobre, une intervention italienne qu'Hitler essaie vainement d'empêcher (entrevue Hitler-Mussolini à Florence, le 28 octobre 1940) va permettre à Churchill de retrouver son vieux projet de lutte contre l'Allemagne à partir du Sud-Est européen : Mussolini lance ses troupes contre la Grèce; mais les Grecs résistent victorieusement (décembre 1940) et la flotte britannique intervient (lourdes pertes italiennes au cap Matapan, au sud du Péloponèse, en mars 1941). Le danger est tel que le Duce est obligé de demander l'aide des Allemands, aussi bien en Grèce qu'en Tripolitaine.

Une fois de plus, les blindés allemands écrasent tout sur leur passage : la Bulgarie est occupée, le 2 mars 1941, la Yougoslavie où un coup d'État anti-allemand vient de se produire, est envahie, l'armée disloquée doit capituler (17 avril 1941), le pays est démembré (18 avril), soumis à une occupation cruelle. L'armée grecque, jusque-là victorieuse, est à son tour dispersée, Athènes enlevée, le 17 avril, le Péloponèse entièrement occupé le 2 mai et la Crète enlevée aux Anglo-Grecs par des parachutistes (18-20 mai). La flotte britannique, qui n'a rien pu faire contre cette opération aéroportée, est lourdement frappée lors d'un combat aéro-naval au large de Cythère, le 23 mai.

Les positions britanniques en Méditerranée orientale sont ainsi très dangereusement menacées : le gouvernement de Vichy « autorise » les Allemands à utiliser les *aérodromes de Syrie* et une révolte pro-allemande éclate *en Irak* (2-31 mai 1941); une intervention rapide des Anglais vers Bagdad et l'occupation, avec le concours des F. F. L. (Forces françaises libres), de la Syrie (8 juin-14 juillet 1941) permettent d'éviter que la région de Suez et celle des pétroles irakiens ne tombent sous la domination allemande.

Mais *l'Égypte et la zone du Canal sont menacées, cette fois, par l'Ouest.* Depuis septembre 1940, les Italiens ont entrepris, à partir de la Cyrénaïque, la conquête de ces régions d'importance vitale pour la Grande-Bretagne. L'affaire tournant mal pour eux, en mars 1941, « l'Afrika Corps » commandé par le général Rommel est débarqué en Libye; avec ses blindés, il menace, par deux fois, le delta du Nil. Au moment le plus tragique (avance allemande jusqu'à El Alamein et prise de Marsa-Matrouk, fin juin 1942) le général Montgomery est

nommé à la tête de la VIII[e] armée composée de Britanniques, d'Australiens et de Néo-Zélandais auxquels se joignent des F. F. L. (en particulier la colonne Leclerc venue du Tchad). Il remporte une série de victoires (23 octobre, 2-3 novembre 1942) qui disloquent l'*Afrika Korps* et conduisent les troupes alliées jusqu'au sud-tunisien (prise de la ligne Mareth, en mars 1943).

3. La bataille de l'Atlantique : La fréquence des engagements navals en Méditerranée, l'insécurité de la zone du canal de Suez et de la mer Rouge (pendant que les Anglais conquièrent l'Éthiopie, de janvier à septembre 1941) obligent les navires venant d'Asie ou d'Australie à passer par l'Afrique du Sud.

La longue traversée de l'Atlantique permet aux sous-marins allemands d'attaquer les convois dont l'importance est vitale pour la Grande-Bretagne : ils lui apportent le ravitaillement indispensable, les matières premières dont les industries de guerre sont grandes consommatrices, les renforts de troupes nécessaires.

De véritables « meutes » de sous-marins allemands prennent en chasse ces grands convois, les attaquent, en surface, de nuit; ils opèrent surtout dans le « trou noir » de l'Atlantique, cette zone qui ne peut être atteinte par les avions de repérage. En 1941, les pertes sont très lourdes; mais peu à peu des projectiles nouveaux, plus efficaces, atteignent les submersibles et, surtout, l'autonomie plus grande des avions à « grand rayon d'action » permettent de limiter le danger : en 1944, les submersibles allemands et italiens avaient pratiquement disparu de l'Atlantique.

En Grande-Bretagne, sous la très ferme autorité de W. Churchill, le peuple entier fait preuve, une fois de plus, de la ténacité admirable qui le sauva toujours des pires dangers. Toute la nation est au combat; le 4 décembre 1941, les femmes anglaises sont mobilisées; le rationnement est strict et il n'existe pas de « marché noir »; les bénéfices de guerre sont « épongés » par un impôt qui peut atteindre 100 % des revenus, à un certain niveau. Mais cet effort gigantesque est épuisant et durant les sombres heures de 1941, Churchill lui-même redoute le prolongement de l'épreuve, au cas où son pays ne serait pas soutenu davantage par les États-Unis.

Dès l'effondrement français, le Président Roosevelt avait commencé une lente et habile préparation de l'opinion américaine, très isolationniste encore, à une participation à la guerre qui lui apparut de plus en plus nécessaire. Tout d'abord, par l'élargissement de la *loi de neutralité*, Roosevelt fit accepter au Congrès la cession, à la Grande-Bretagne, de navires, puis d'avions américains; mais c'est seulement après sa troisième réélection à la Présidence, en novembre 1940) fait unique dans l'histoire des États-Unis) qu'il put agir fermement : en mars 1941, il fait voter la loi *Prêt-Bail* qui autorise le gouvernement fédéral à fournir tout ce qui peut être nécessaire à « des États dont la protection présente un intérêt vital pour les États-Unis », ces fournitures étant imputées au budget fédéral.

D'autre part, indirectement, les États-Unis sont engagés dans la bataille de l'Atlantique : *La zone de sécurité* au large des côtes américaines est étendue et la flotte chargée de surveiller les sous-marins qui pénétreraient dans cette zone, en signale la présence aux convois britanniques, ainsi mieux protégés.

Mais les États-Unis ne sont pas encore décidés à entrer dans le conflit.

II. « L'ordre nouveau. »

1. L'Élargissement du conflit : Le 22 juin 1941, l'Allemagne dénonce le Pacte d'août 1939 et attaque l'U. R. S. S. Les Panzer foncent à travers l'immense pays qui n'a pas encore achevé de se préparer à la lutte et demande l'aide des Occidentaux.

Churchill, pas plus que Roosevelt, ne témoigne une confiance absolue dans ce co-belligérant qu'ils redoutent l'un et l'autre et ils tiennent à préciser leurs « buts de paix ». Quelque part dans l'Atlantique, à bord du Potomac, les deux chefs d'États anglo-saxons se rencontrent et élaborent (14 août 1941) *la Charte de l'Atlantique*, premier élément de la future Charte des Nations Unies.

Les États-Unis, toutefois, ne se décident pas à la guerre. Ils y sont précipités, le 7 décembre 1941, par l'attaque imprévue que les Japonais lancent sur la flotte mouillée à Pearl Harbour, dans les îles Hawaï. La *Grande Alliance* en résulte. Elle est la réunion, non exempte de méfiance, dans une

commune hostilité à l'égard des puissances de l'Axe, de l'U. R. S. S. et des pays anglo-saxons, Commonwealth compris, auxquels se joignent tous les gouvernements en exil : tchèque, polonais, norvégien, néerlandais, belge, yougoslave, grec, et le général de Gaulle.

L'axe, face à cette coalition hétéroclite, semble beaucoup plus solide. Le 27 septembre 1940, l'Allemagne, l'Italie et le Japon se sont liés par le *Pacte tri-partite*, auquel ont adhéré la plupart des états satellites : Bulgarie, Hongrie, Finlande, Mandchoukouo et Chine de Wuang Ching-weï. A ce moment-là, ce n'était plus un pacte anti-Komintern car il fallait encore ménager l'U. R. S. S. Mais en juin 1941, l'anti-communisme fondamental des trois grands de l'Axe réapparaît et semble cimenter leur union. Par ailleurs, l'éloignement du Japon permet un partage du monde qui ne suscite pas de trop graves rivalités et favorise l'établissement de cet « ordre nouveau » que les pays totalitaires veulent imposer au monde.

2. L'ordre nouveau en Europe : En Europe, depuis que « les audaces » mussoliniennes ont mal tourné en Grèce comme en Lybie, l'Allemagne plie tout à son effort de guerre.

Le rôle de l'Italie est d'autant plus modeste que sa population, toujours hostile à la guerre, se détache du fascisme et que les intrigues se nouent, en liaison avec la Cour et jusque dans l'entourage du Duce. Hitler l'ignore et se contente de reprocher à son partenaire d'avoir retardé, par ses initiatives malheureuses, le moment de l'attaque contre l'U. R. S. S.

1. *La guerre contre l'U. R. S. S.. Utilisant toujours la même méthode, toujours avec le même succès, l'État-Major allemand a lancé, le 22 juin 1941, avions et Panzer contre la nouvelle frontière soviétique.* Il ne s'agit pas d'une totale surprise; comme la Pologne en 1939, ou la France en 1940, l'U. R. S. S., en 1941, prévoyait, attendait l'attaque, mais l'armée rouge cède sous le choc et se replie sur une ligne fortifiée (ligne Staline) en arrière des acquisitions territoriales réalisées depuis septembre 1939.

Du 15 juillet au 7 août, en des combats acharnés, les Soviétiques tentent, en vain, d'arrêter l'avance allemande, mais *le front est enfoncé et les Allemands déferlent vers l'intérieur de l'immense pays.* Léningrad, défendue par Vorochilov, est investie, Kiev est atteinte, Moscou bombardée; la « bataille des capitales » soviétiques commence. L'avance allemande se ralentit un peu aux abords de Moscou où elle atteint sa plus grande avancée : Kalinine est prise; mais Toula résiste (20 novembre 1941).

Malgré ses affirmations, Hitler « a fait comme Napoléon », il s'est laissé surprendre par l'hiver au fond de la Russie. Ses généraux demandent en vain « un repli stratégique » vers l'ouest, pour éviter aux troupes allemandes les rigueurs climatiques contre lesquelles elles ne sont pas équipées, mais le Führer, chef suprême des armées, refuse. Il a déclaré, dès le 16 octobre, que la Russie soviétique était « militairement liquidée »; il entame *une campagne d'hiver autour de Moscou.* Le tir des canons allemands est enrayé par le gel, les chars ne peuvent plus avancer, les hommes, transis, épuisent leurs forces à survivre, tandis que les Russes, habitués aux rigueurs de l'hiver, soutenus par un patriotisme ardent, aménagent les défenses de la capitale et préparent la grande offensive d'hiver qui, sous la conduite de Joukov et de Timochenko, à partir du 20 décembre 1941 et jusqu'en fin février, va leur permettre de desserrer l'étreinte allemande.

Avec le printemps et les renforts, *les attaques allemandes reprennent :* sous la conduite de von Rundstedt elles se dirigent, cette fois, vers le sud-est, vers les pétroles du Caucase et de l'Emba. Les lignes, au nord, sont relativement stables, tandis qu'au sud d'Orel offensives et contre offensives font osciller le front. Malgré l'effort énorme des Soviétiques qui lancent dans la bataille tout ce dont ils peuvent disposer en hommes et en matériel, l'avance allemande se poursuit, inexorable : le Caucase est atteint au début d'août, on se bat dans les rues de Stalingrad, en septembre. L'hiver seul interrompt, encore, la progression des envahisseurs; ils n'ont pas pu atteindre la Caspienne, même pas pu prendre pied sur la rive gauche de la Volga. A partir de novembre 1942, l'Armée Rouge reprend une offensive qui ne connait plus de recul durable jusqu'à ce que l'Elbe soit atteinte, en avril 1945.

2. *Les aménagements de l'espace allemand.*

Sauf la Suède et la Suisse dont la neutralité est respectée, l'Espagne et le Portugal dont les sympathies vont à l'axe, l'Europe est dominée par les régimes totalitaires, essentiellement par l'Allemagne. Mussolini imagine bien une union latine qui grouperait l'Italie, l'Espagne, la Roumanie et, à la rigueur, la France, pour faire contre-poids à la puissance allemande mais ce ne sont là que des rêves. *L'Italie* appauvrie doit, trop souvent, appeler à l'aide, pour être prise en considération. Ne relèvent d'elle que les côtes orientales de l'Adriatique.

A l'Allemagne revient la direction du reste de l'Europe. Qu'elle ait annexé certaines régions (l'Alsace-Lorraine par exemple), ou organisé des « protectorats » (Bohême, Pologne orientale ou Ukraine), qu'elle se contente d'une occupation militaire (France du Nord ou Grèce), qu'elle laisse subsister un gouvernement autonome (gouvernement de Vichy, roi de Danemark) ou même qu'elle soit alliée à certains États, de toutes façons, elle domine par l'armée, l'administration civile, la *Gestapo* qui, sous les ordres de Himmler, a des ramifications dans tous les pays (milice française par exemple) et fait preuve d'une cruauté inouïe.

La presse, la radio reçoivent informations et mots d'ordre des services de la Propagande nazie que dirige Gœbbels.

Tout est subordonné à l'effort de guerre allemand. Les industries comme la recherche scientifique s'y consacrent. Il s'agit de fournir l'énorme quantité de matériel indispensable, de fabriquer ce qui fait défaut, par exemple du pétrole synthétique puisque les gisements roumains et ceux des Carpathes sont les seuls exploités et que la guerre motorisée est grande consommatrice d'essence. Il faut aussi inventer des engins nouveaux qui surclassent les armes de l'adversaire (rôle de la base d'essais de Peenmünde, à l'embouchure de l'Oder, où sont mises au point les premières fusées à réaction, les V1 et V2); les besoins de la consommation civile courante sont satisfaits, ensuite, dans la mesure du possible. En Allemagne, la ration est supérieure à ce qui est octroyé aux « sous-hommes » des régions conquises.

L'exploitation des pays occupés est donc rigoureuse : les matières premières, les denrées alimentaires, les produits fabriqués, les machines, le matériel de transport sont à la disposition du Reich qui multiplie les réquisitions, les achats à des cours fixés arbitrairement (en 1939 un *Reichsmark* valait 11 francs, en 1940, 20!). Partout l'inflation monétaire est favorisée : les soldats de la Wehrmacht sont payés, par les pays occupés, dans la monnaie du pays; d'autre part le « marché noir » contribue amplement à la désorganisation économique et à la dégradation morale des pays incorporés à « l'espace allemand ».

Le cas du gouvernement de Vichy est un exemple caractéristique. Après l'Armistice de juin 1940, le maréchal Pétain obtint par 569 voix contre 80, à l'Assemblée Nationale (Sénat et Chambre des Députés réunis à Vichy, le 10 juillet) le mandat de réformer la Constitution. Discrètement, le Président Lebrun donna sa démission; c'en était fait de la Troisième République! A sa place, s'élève un État français qui se proclame autoritaire et traditionnaliste, dont la devise est « Travail-Famille-Patrie ». La France, répète-t-on, a été victime des chimères que lui présentaient les « politiciens corrompus » (dont certains se retrouvent bientôt en prison), elle doit se redresser « dans la dignité ».

Or ce redressement n'est guère réalisable : *le IIIe Reich exige toujours davantage,* utilise tous les moyens de chantage possibles (retour des réfugiés chez eux, rapatriement des prisonniers, ravitaillement de Paris, maintien de la zone dite libre) pour obtenir soit des bases aéro-navales en Afrique du Nord (Montoire, octobre 1940), soit des avantages économiques, soit l'envoi de travailleurs « volontaires » en Allemagne (organisation du Service du Travail Obligatoire — S. T. O. — en septembre 1942, lorsque les pertes de la Wehrmacht, en U. R. S. S., vidèrent les usines allemandes des ouvriers spécialisés), soit l'application de la politique raciale en France, dès octobre 1940.

D'autre part, *la nature même du gouvernement de Vichy rend le programme de « révolution nationale » illusoire.* Pétain, très âgé, aimant la France et méprisant les Français, ayant une certaine sympathie pour des collectivités, mais ignorant les formes nouvelles de vie, se croit indispensable; autour de lui, de féroces rivalités opposent les « dauphins » surtout l'amiral Darlan, ambitieux et anti-anglais, et Pierre Laval, grand admirateur du fascisme; c'est ce dernier que l'Allemagne impose au chef de l'État.

Il s'agit de *réaliser une « collaboration » avec l'Allemagne* que les Français subissent, au début, comme une sorte de fatalité, que seuls quelques-uns, très rares, souhaitent; parmi ces derniers se mêlent les admirateurs et disciples de Charles Maurras, les anciens ligueurs; des anciens combattants qui suivent aveuglement le « héros de Verdun », croient, avec bien des partisans de l'ordre établi, que le gouvernement de Vichy, comme les fascismes, est le seul rempart possible contre le communisme (création de tribunaux spéciaux contre les communistes); ils applaudissent à la publication de « la Charte du Travail » (4 octobre 1941, qui interdit la grève et prône le « retour à la terre ») et à la façade cléricale que se donne volontiers le nouvel État français.

3. *Les résistances :*

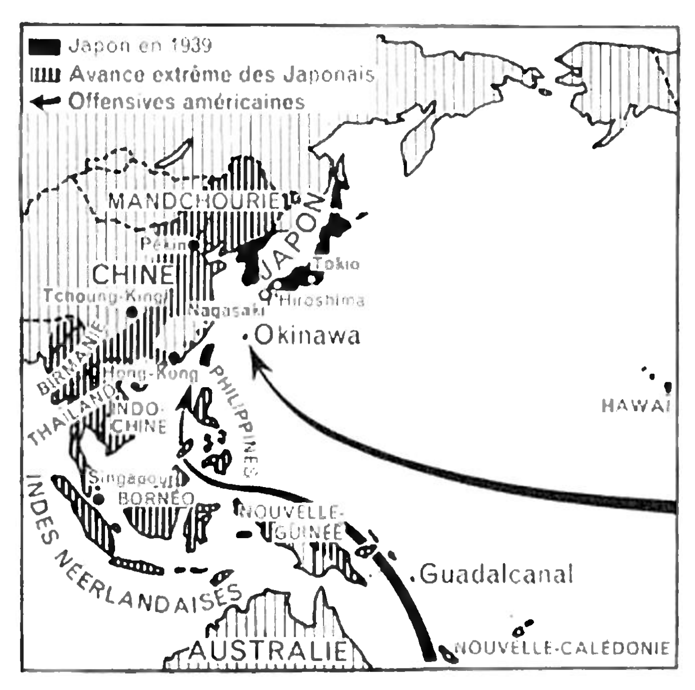
La collaboration voulue par Laval, considérée comme nécessaire par Pétain et beaucoup d'autres, ne pouvait dans le cadre de la guerre qu'être une sujétion.

En France, comme dans tous les pays vaincus et occupés, en partie grâce aux appels lancés par les exilés à la B. B. C., surtout à cause du refus de considérer la victoire allemande comme définitive, en raison de l'indignation grandissante vis-à-vis des pires aspects du nazisme, *le mouvement de résistance à l'occupant* se répand, s'organise.

En U. R. S. S., soutenu par le gouvernement, il peut se développer dans le cadre légal. Des groupes de *Partisans* importants, où se retrouvent des soldats isolés de leurs unités par l'avance allemande, des directeurs de kolkhozes ou de grandes usines, le personnel administratif, pourchassé par les occupants, se constituent à l'arrière du front et réalisent des coups de main en liaison avec les opérations militaires proprement dites.

Mais le cas de l'U. R. S. S. reste isolé; partout ailleurs les Résistants sont condamnés par l'autorité qu'elle soit d'occupation ou autonome; en même temps, les gouvernements exilés à Londres se méfient un peu de ces mouvements qui s'élaborent en dehors d'eux et où, après juin 1941, les communistes entrent en masse.

Malgré cette méfiance et ces difficultés, *des réseaux s'organisent :* par petits groupes, usant de noms d'emprunt, de codes secrets, demeurant volontairement isolés pour éviter qu'une « rafle » ne détruise tout d'un seul coup, les Résistants entreprennent un travail multiple, incessant qui va de la quête du renseignement à la « filière » pour faire échapper ceux qui sont trop compromis ou les victimes du régime, les



La guerre en Asie et dans le Pacifique.

Juifs en particulier, et, plus tard, surtout à partir de 1942, au sabotage. Lorsque le mouvement prit plus d'ampleur, avec l'apport des réfractaires du S. T. O., des *maquis* se constituent dans les régions boisées, inaccessibles (dans le Vercors par exemple, à partir de novembre 1942) d'où partent des commandos chargés d'opérations précises.

Les Alliés finirent par se rendre compte de l'appui qu'ils pouvaient trouver dans l'action inlassable des Résistants. Ils furent renseignés sur tous les mouvements des Allemands par des émissions de postes clandestins; par d'incessants et périlleux voyages entre l'Angleterre et le continent.

Par contre, *les Allemands et leurs satellites menèrent une lutte* sans merci contre la Résistance. La Gestapo en fut particulièrement chargée et employa tous les moyens pour détruire les réseaux clandestins et les maquis. Ce furent d'abord des opérations « individuelles », véritables chasses à l'homme avec des « souricières » savamment montées, des tortures de plus en plus perfectionnées pour obtenir des renseignements; la prise d'otages, exécutés au moindre attentat, des exécutions exemplaires (pendaisons) pour « terroriser ». Et toujours, après les rafles ou les arrestations individuelles, le départ vers les « camps de la mort » où les déportés, entassés comme du bétail, étaient soumis à un travail intensif, dans les pires conditions et servaient à toutes sortes d'expériences. Lorsque les maquis furent constitués et un peu armés grâce aux parachutages anglais ou aux prises réalisées sur les occupants, les Allemands dirigèrent contre eux de véritables expéditions militaires (plateau des Glières, en mars 1944) accompagnées de massacres généralisés; quand la domination du nazisme fut très ébranlée, des « expéditions punitives » atteignirent des villages entiers : Oradour-sur-Glane par exemple. Malgré ces coups répétés, rien ne put étouffer ce grand mouvement où tant d'hommes et de femmes, de tous les pays de l'Europe occupée, se sacrifièrent pour leur idéal de liberté, de respect de la personne, d'égalité sociale, pour qu'il y ait « des lendemains qui chantent ».

3. L'Ordre Nouveau japonais : Jusqu'en 1941, le Japon, en Extrême-Orient, a lui aussi, été le promoteur d'un « ordre nouveau » dont les aspects, toutefois, sont assez différents de ceux que l'Allemagne a imposés en Europe.

Le Gouvernement nippon était passé progressivement entre les mains des partisans de l'expansion armée, leur anti-communisme avait favorisé le rapprochement du Japon et des pays totalitaires jusqu'à la conclusion, le 27 septembre 1940, du Pacte Tripartite (succédant au Pacte antikomintern de novembre 1936). A l'intérieur même du pays, le régime s'appuyait sur l'armée, la police (Kompetaï), les forces conservatrices et le grand capital; il exaltait la fidélité à l'Empereur et un patriotisme aveugle.

1. *En juillet 1940, est définie « la sphère de co-prospérité de la Grande-Asie orientale ».*

Dans ce domaine, les Japonais veulent effacer toutes les traces de la domination européenne; les peuples d'Extrême-Orient sont appelés à s'unir pour, à l'exemple du Japon, retrouver l'essence de leur originalité, tout en utilisant les techniques économiques occidentales qui seules peuvent leur permettre de se libérer des séquelles de la colonisation.

En Chine, solidement établis sur le littoral, par l'intermédiaire du gouvernement pro-nippon de Wuang Ching-weï, les Japonais sentent faiblir l'opposition du gouvernement nationaliste de Tchang Kaï-chek avec la reprise de la lutte contre les communistes de Mao Tsé-toung (en 1941). Dans les montagnes, au bord des déserts chinois, la confusion règne, les Japonais, eux, s'intéressent surtout à la Chine « utile » qu'ils dominent.

En Indochine, après la défaite française ils se font accorder (août 1940) des privilèges économiques, des bases navales et aériennes qui leur permettent d'étendre leur action et d'y favoriser le mouvement nationaliste, déjà très vigoureux, tout en conservant, un temps, les cadres administratifs et techniques français qui leur sont nécessaires. En même temps, dès 1940, le Japon resserre ses liens d'amitié avec la Thaïlande pour laquelle il obtient, en mars 1941, des avantages au détriment du Cambodge.

2. *Expansion nippone de décembre 1941-août 1942.*

Le 7 décembre 1941, les avions japonais coulent la plus grosse partie de la flotte américaine mouillée à Pearl-Harbour, dans les îles Hawaï, et y détruisent les escadres aériennes destinées à la protection du Pacifique.

Le même jour, des troupes débarquent dans la partie britannique de Bornéo, pénètrent, à travers la Thaïlande, en Malaisie britannique. Les jours suivants, la progression nipone continue, rapide : des débarquements-surprises ont lieu à Hong-Kong, aux Philippines, dans les îles Marianne, dans les îles Salomon, en Indonésie; les Japonais s'insinuent dans les montagnes de Birmanie, bloquent à la fois Singapour, Java, le réduit stratégique du général américain Mac-Arthur

aux Philippines. Au début de mai 1942, la route de Birmanie, qui permettait aux Occidentaux de ravitailler la Chine nationaliste, est coupée; l'Autralie est menacée par l'occupation des îles de la Sonde et la conquête presque totale de la Nouvelle-Guinée et des îles Salomon; l'Inde semble être, elle-aussi, à la veille d'une invasion.

L'édifice que des siècles de colonisation européenne avaient construit est balayé en quelques mois.

3. *L'organisation de la sphère de co-prospérité de la Grande-Asie orientale.*

Comme l'Allemagne, en Europe, le *Japon organise les régions* qu'il occupe : des points stratégiques (Hong-Kong, Singapour, Timor) sont annexés, d'autres régions reçoivent une autonomie limitée (États malais, Indonésie), certains pays, enfin, sont « associés » comme le Mandchoukouo, l'Indochine, la Thaïlande. Mais, comme en Europe, quel que soit le régime établi, toute la « sphère de co-prospérité » est exploitée par les Japonais. Un ministère nippon de la Grande-Asie Orientale contrôle les activités économiques en fonction des besoins du Japon. Les plans d'aménagement prévoyaient d'ailleurs le renforcement de cette prépondérance; cette domination économique est illustrée par le rattachement de toutes les monnaies au *yen*.

Mais la réalisation complète de ces projets est entravée par la guerre : le Japon exige alors un effort de plus en plus grand; à partir de 1943, les pertes infligées à la flotte marchande privent les habitants de bien des denrées et produits indispensables. L'occupation se fait alors lourde et cruelle.

Au début, le *Japon a été aidé par les mouvements nationalistes* qui cherchent à se libérer de la tutelle européenne. Bientôt le poids de l'occupation, la perspective de passer d'une sujétion à une autre, détache d'eux bien des dirigeants mis en place par les Japonais eux-mêmes, par exemple Soekarno, en Indonésie.

Les nouveaux États se retournent contre les occupants. Ils avaient acquis, dès lors, assez de vigueur pour s'opposer, également, à un rétablissement éventuel de la tutelle européenne que la victoire alliée menaçait de ramener avec elle.

Aussi bien sur le front soviétique que dans le Pacifique, le début de l'année 1942 marque le point culminant de la puissance des pays totalitaires.

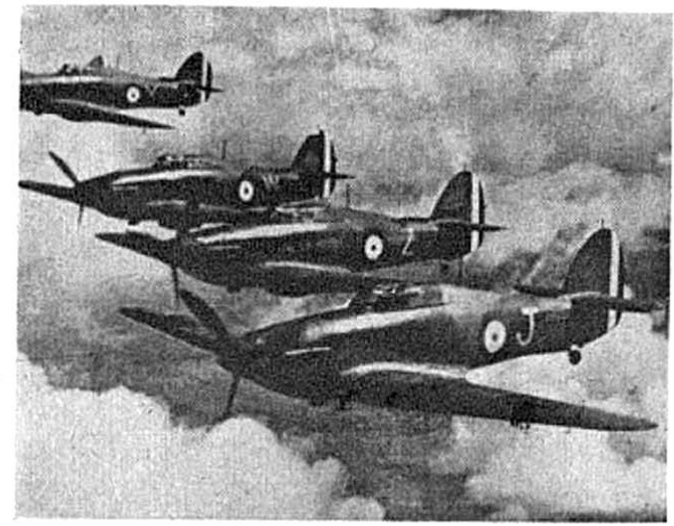
A partir de l'été 1942, des signes de fléchissement se manifestent. Certes, les épreuves de la guerre ne sont pas finies, loin de là, l'issue favorable à la Grande Alliance n'est pas, dès lors, inscrite dans le déroulement des événements. Cependant la supériorité des puissances de l'Axe, incontestée jusque là, sauf peut-être dans l'Atlantique, est de moins en moins évidente, l'équilibre des forces se rétablit en attendant de se renverser définitivement.

III. La victoire de la Grande Alliance.

1. Renforcement de la puissance économique et militaire de la Grande-Alliance : Il a fallu presque un an aux États-Unis pour réparer le désastre de Pearl-Harbour et pourtant, dès leur entrée en guerre, toutes les richesses de la nation, toutes ses énergies ont été tournées vers le conflit qui menaçait de si près la grandeur du pays.

Dans cet effort gigantesque rien n'a été laissé de côté : les études sont accélérées qui permettent de renforcer les défenses (blindages, par exemple) mais aussi, et surtout, le pouvoir offensif : on met au point des moteurs d'avion plus puissants, donnant une plus grande autonomie et par conséquent plus d'efficacité aux flottes aériennes, on perfectionne les explosifs et les études sur la fission de l'atome sont poursuivies fébrilement. Utilisant les expériences malheureuses des premières années de guerre, les Anglo-Saxons améliorent les parachutages et constituent des unités entières aéro-portées; ils étudient les problèmes de débarquement, ayant éprouvé l'impossibilité d'utiliser les ports existants; ils accélèrent la construction de porte-avions que l'on considérait, en 1939, comme très encombrants et inutiles mais qui, après Pearl-Harbour, apparaissent comme des éléments indispensables de la guerre moderne.

La domination des mers a été mise en question par l'expansion nippone et l'activité des sous-marins allemands; les voies aériennes, par les régions polaires (pistes et aérodromes du Grand Nord canadien et de l'Alaska), permettent alors d'atteindre directement l'U. R. S. S.; pour éviter les zones dangereuses de l'Atlantique et de la Méditerranée et approvisionner la VIII[e] armée britannique, en







Égypte, on établit des liaisons à travers l'Afrique et, par là aussi, vers l'U. R. S. S. Le vol lourd des gros avions emplit les solitudes les plus reculées. La guerre est désormais totale « à l'échelle du monde », aucune vaste région de la Terre n'est en dehors des combats.

Les Alliés disposent de réserves considérables. Hitler, s'emparant du bassin du Donetz, avait cru stériliser l'économie soviétique, mais des usines ont surgi dans le Kouzbass, dans l'Oural, en Asie Centrale et l'U. R. S. S., en même temps qu'elle soutenait le terrible choc des armées ennemies, développait de puissantes industries de guerre.

Les Occidentaux avaient peut-être perdu, avec l'Indonésie et la Malaisie, des réserves de caoutchouc, d'étain, de pétrole qui pouvaient leur manquer; mais ils avaient à leur disposition le reste du monde : des plantations de caoutchouc en Inde, dans le bassin du Congo, et aussi (tentées sans grand succès) au Brésil, du pétrole au Moyen-Orient et en Amérique, de l'étain en Afrique et en Bolivie. Richesses, réserves d'hommes, possibilités de mouvement donnent aux Alliés une aisance, une force dont le poids ne peut que s'accroître à mesure que se prolonge une guerre de plus en plus technique et onéreuse : le 2 février 1945, pour un raid sur Berlin, les Alliés enverront 15 000 « forteresses volantes », accompagnées de 900 chasseurs qui consomment, à eux tous, 16 millions de litres d'essence.

2. L'essouflement des puissances de l'Axe : Pour triompher, le Japon, l'Allemagne utilisaient à plein les ressources en hommes et en richesses, naturelles ou produites, de leur sphère d'influence.

Mais, surtout en ce qui concerne l'Allemagne, ces ressources sont infiniment plus limitées que celles dont disposent les Alliés, et l'économie de guerre est plus vulnérable. Elle subit l'action de la Résistance et les sabotages innombrables, et celle de plus en plus large, de plus en plus massive et destructrice, de l'aviation de bombardement qui s'attaque à tous les points essentiels (en particulier

Le renversement de la situation militaire.

1. **L'aviation.** Ci-contre une escadrille de chasseurs anglais, les vainqueurs de la « Bataille de l'Angleterre ».
2. **Les Anglais occupent le Mont-Cassin.**
3. **Péniches de débarquement.**

le bombardement de la base expérimentale de Peenmünde par 600 bombardiers de la R. A. F. en 1943). Cependant l'effort de recherche, le perfectionnement des engins de mort ne sont pas moindres que dans le camp adverse : à Peenmünde les Allemands ont mis au point des fusées à turbo-réacteurs, les V1 et les V2 qui, apparus plus tôt, auraient pu atteindre très gravement la capacité de résistance anglaise.

De même, au printemps 1944, les sous-marins allemands sont dotés du Schnorchel (sorte de manche d'aération) qui les rend pratiquement invulnérables; mais à ce moment-là, les Allemands n'ont presque plus de sous-marins et les usines qui les fabriquaient sont en ruines. Dans la guerre du Pacifique aussi, apparurent, du côté nippon, des engins inédits : avions ou torpilles-suicide, mais qui, utilisés trop tard, malgré leur efficacité, furent d'un faible secours.

3. Des deux côtés : Difficultés entre Alliés. Les Alliances elles-mêmes se sont modifiées. Dans le camp des puissances totalitaires, l'éloignement surtout a préservé l'entente avec le Japon. Entre l'Allemagne et l'Italie, au contraire, les relations se sont aigries.

Le poids de la guerre était ressenti douloureusement par les pays danubiens; en Italie, à bout de réserves, le mécontentement grandissait, qui inquiétait les Allemands et les rendaient exigeants et dominateurs. La crise de juillet 1943, en Italie, qui se termine par la chute et l'arrestation de Mussolini (il est libéré, en septembre, par des parachutistes allemands et tente alors de constituer une République fasciste, en Italie du Nord) et l'importance grandissante de la résistance italienne témoignent de la rupture proche de l'Axe Berlin-Rome.

Quant à la *Grande Alliance* elle fut toujours, elle aussi, peu confiante et, jusqu'au bout, les trois Grands ne surent pas dans quelles mesures ils pouvaient compter les uns sur les autres. Si Roosevelt et Chruchill se témoignaient une confiance solide, mais pas toujours exempte de nuages, il n'en était pas de même à l'égard de Staline. Le souvenir du Pacte germano-soviétique (1939) hantait la pensée des Occidentaux, celui de l'abandon de Munich (1938) rendait Staline réticent. D'autre part, l'U. R. S. S. soutenait un effort gigantesque et réclamait, comme aide la plus sûre, la création d'un second front à l'Ouest (en Normandie, avait promis Churchill, dès 1942); mais les Occidentaux n'étaient pas prêts, ne voulaient pas courir des risques trop sérieux et retardaient l'ouverture de ce second front. Bien d'autres problèmes irritants surgissaient tels que les rapports entre les groupes de résistants (en Yougoslavie en particulier), la question polonaise, le partage de l'Europe en sphères d'influence. Churchill était très partisan de contacts directs qui pouvaient, pensait-il, atténuer la violence des oppositions. Il écrivait régulièrement à Roosevelt qu'il vit à plusieurs reprises; il alla, aussi, à Moscou et les trois Grands se rencontrèrent à Téhéran (4-6 décembre 1943), à Yalta (4 février 1945); la dernière conférence des Trois eut lieu à Potsdam, en août 1945; mais Roosevelt, mort en avril, y était remplacé par Truman. Malgré les incertitudes et les méfiances, la Grande Alliance fut, néanmoins, maintenue jusqu'à la victoire militaire, complète.

4. Le tournant des années 1942-1943 : De novembre 1942 à l'hiver 1943-44, les armées allemandes subissent leurs premiers grands échecs et sont partout refoulées.

Une grande offensive russe fut lancée en novembre 1942 pour dégager Stalingrad; le général von Paulus (qui n'était pas nazi, mais devait obéissance passive au Führer, comme tous les autres) souhaitait se retirer de « la marmite de Stalingrad ». Hitler avait déjà annoncé, à la radio, la prise de la ville; il n'y consentit pas. Après une résistance acharnée, l'armée de von Paulus dut capituler (2 février 1943). Sur leur lancée, les Soviétiques libèrent toutes les régions du Caucase et du Donetz (février 1943). Mais au printemps, les Nazis reprennent l'offensive et refoulent les Russes au-delà d'Orel et de la ligne du Donetz (juillet). Leur retour offensif est provisoire; l'Armée Rouge, désormais en possession de moyens défensifs (grenades creuses qui traversent les blindages des chars) et offensifs (troupes motorisées, aviation nombreuse), reprend l'initiative des combats, à l'entrée de l'hiver, comme chaque année : *en avril 1944 tous les territoires soviétiques sont libérés.* La retraite allemande est qualifiée par Gœbbels de « défense élastique »; Hitler n'abandonne pas son rêve de conquêtes orientales.

A l'ouest, au contraire, très vite les Allemands en viennent à une stratégie purement défensive : la menace alliée se précise. Dès novembre 1942, alors que la VIIIe armée britannique refoule vivement Rommel et l'Afrika-Korps, des troupes débarquent en Afrique du Nord (8 novembre 1942) et, après quelques jours de confusion, dominent le Maroc et l'Algérie. En réponse, les Allemands occupent la zone sud de la France (11 novembre) y compris Toulon où la flotte se saborde pour ne pas tomber entre les mains allemandes (27 novembre) et un corps expéditionnaire germano-italien débarque en Tunisie (14 novembre).

Brusquement la Méditerranée Occidentale cesse d'être dominée par les puissances de l'Axe. Conduits par le général Eisenhower, les Alliés, après avoir reconquis la Tunisie (reddition des

troupes germano-italiennes, en mai 1943) profitent de la crise italienne pour débarquer d'abord en Sicile (9-10 juillet), puis au sud de Naples (3 septembre). Le gouvernement royal italien signe l'armistice, mais les Allemands ont eu le temps de venir prendre position sur les hauteurs de l'Apennin (mont Cassin) et barrent la route aux Alliés (jusqu'en février 1944). Pour éviter d'autres atteintes à l' « espace allemand », le travail forcé est imposé dans tous les pays occupés afin de compléter « le mur » qui transforme l'Europe hitlérienne en une immense forteresse. Vainement d'ailleurs, les attaques aériennes incessantes écrasent les usines, immobilisent les transports, ruinent l'économie du Reich, affaiblissent ses possibilités de défense.

5. 1944 : La libération des pays occupés. A la conférence de Téhéran, les Occidentaux avaient promis à Staline l'ouverture du second front en Normandie, pour le printemps suivant. Confiée au général Eisenhower, l'opération « Overlord » se réalise le 6 juin 1944.

Le débarquement s'effectue sur la plage d'Arromanches où est installé, immédiatement, un port artificiel préparé d'avance. Surpris, les Allemands se reprennent vite, résistent farouchement; mais ils sont gênés par l'entrée en scène des maquis français qui désorganisent le réseau ferré et empêchent l'arrivée des renforts et par l'intervention massive de l'aviation. Le 30 juillet, le général américain Patton réalise une « percée » à Avranches par laquelle s'engouffrent les divisions alliées.

Depuis le 6 juin, *les Allemands se sentent perdus*, les uns exterminent avec rage leurs adversaires (combats du Vercors du 13 au 21 juillet), d'autres tentent d'assassiner Hitler (20 juillet); à la suite de cet attentat manqué, plus de 4 000 exécutions sont ordonnées, dont le suicide imposé au général Rommel. A son tour, la Wehrmacht connait la retraite sous le harcèlement de l'aviation, la poursuite des troupes motorisées, au milieu de l'insurrection de tout un peuple qui se libère.

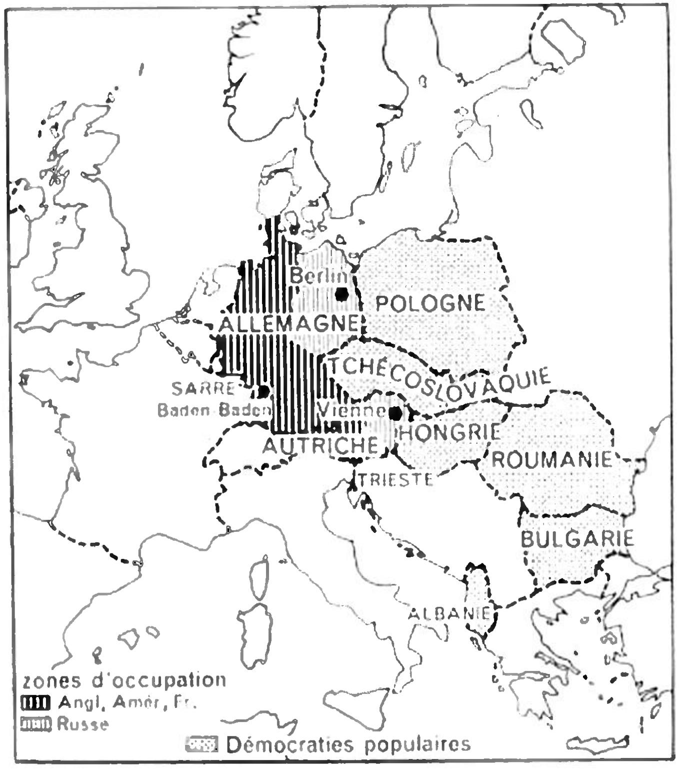
Tandis *qu'au Nord-Ouest* les Alliés progressent rapidement, Paris, insurgé depuis le 22 août, est libéré par la division Leclerc, le 25. Un nouveau débarquement a lieu, le 15 août, sur les *plages provençales* et les colonnes passant par les Alpes (Américains) et la vallée du Rhône (1re armée française avec le général de Lattre de Tassigny) laissent aux maquis locaux le soin de libérer le Sud-Ouest où il ne reste plus, à l'automne, que quelques îlots fortifiés aux mains des Allemands (Royan, la Basse-Loire par exemple). La jonction entre les deux armées se fait aux abords de Dijon, le 13 septembre; déjà les Américains sont en Allemagne (secteur d'Aix-la-Chapelle), les Anglais en Belgique.

De novembre 1944 à février 1945, les Allemands regroupés sous le commandement de von Rundstedt essaient de reprendre l'offensive, ils menacent Strasbourg que défend de Lattre de Tassigny, mais manquant d'essence, et de munitions, ils sont obligés de se replier.

En même temps, en mai 1944, le front allemand en *Italie* a cédé : les Alliés entrent à Rome, à Florence et, avec l'aide des résistants italiens, libèrent la Péninsule; mais ils ne passent pas l'Apennin et laissent se disloquer les maquis qui avaient entrepris la libération de la plaine du Pô.

Sur le *front oriental*, les Soviétiques ont reconquis la Roumanie, la Bulgarie, une partie de la Hongrie; cependant les partisans yougoslaves, sous la conduite de Tito, désorganisent la résistance allemande; les Polonais, eux aussi, tentent de se libérer eux-mêmes : l'héroïque soulèvement de Varsovie (2 août-3 octobre 1944) est écrasé sous un déluge de mitraille.

A l'entrée de l'hiver, l'Armée Rouge a repris sa progression ; Varsovie est prise le 17 janvier 1945 ; en février les Soviétiques sont sur l'Oder, et ils ont conquis la plus grande partie de la Hongrie.



La nouvelle carte politique de l'Europe.

Au-dessous des frontières, les affinités politiques dessinent deux ensembles : l'Europe communiste (U.R.S.S. et « démocraties populaires ») et l'Europe capitaliste.

6. 1945 : La conquête du réduit de l'Axe. Au début du printemps les dernières offensives allemandes repoussées, les Alliés lancent les derniers assauts.

Toute la vie allemande est arrêtée, les bombardements aériens entrepris par de véritables escadres, écrasent les villes, les usines, les voies de communication; aucune région n'est, désormais, à l'abri de ce déluge de feu. Chefs militaires et dirigeants nazis savent que la fin est proche, ils voudraient obtenir d'Hitler la capitulation inévitable, mais la terreur règne autour du Führer qui n'admet pas la défaite : il dégrade (dans le cas de von Rundstedt), ou impose le suicide à ceux qui suggèrent l'arrêt des hostilités. Stupéfaits, les Allemands ne comprennent pas, continuent à faire confiance au Führer, et, surtout, vivent dans la terreur des bombardements; l'armée, ce qui reste de la Wehrmacht, s'emploie à faire front, mais tout, matériel, munitions, carburant, est épuisé et les hommes aussi.

A l'Est, l'Armée Rouge commandée au nord par Rokossovski, au centre par Joukov, au sud par Koniev et Tolboukine, continue sa marche, occupant les rives de la Baltique, la Slovaquie, la Bohême, prenant Prague et Vienne, atteignant Innsbrück, encerclant Berlin où Hitler abandonné de tous, sauf de Gœbbels, disparait (30 avril 1945). Les Soviétiques achèvent la conquête de Berlin, le 2 mai.

En Italie, la fin est rapide : l'offensive alliée recommence les derniers jours de mars, les partisans italiens y contribuent (en particulier, ils prennent Milan et fusillent Mussolini et les derniers fascistes, le 28 avril). Les Yougoslaves de Tito pénètrent à Trieste, tandis que les avant-gardes soviétiques avancent dans le Frioul. Le 2 mai, les troupes allemandes, encore au sud des Alpes, capitulent.

A l'ouest, l'occupation de l'Allemagne se fait en deux temps. En février-mars 1945, les Alliés établissent quelques têtes de pont sur la rive droite du Rhin, à Francfort-sur-le-Main, Cologne, puis, à partir de là, avancent et cherchent à gagner l'Armée Rouge de vitesse : les Anglais, le long de la mer du Nord, libèrent la Hollande et occupent vite toute la façade maritime allemande jusqu'à Lübeck; les Américains lancent leurs colonnes vers l'Elbe où ils rejoignent les Soviétiques (26 avril) et vers la Bohême où ils libèrent Plsen. L'armée Leclerc opère au sud, tourne la ligne Siegfried et s'empare du repaire hitlérien de Berchtesgaden (4 mai 1945).

Depuis la disparition de Hitler, l'amiral Doenitz désigné par lui comme son successeur, cherche à négocier; le 4 mai, les troupes allemandes du nord-ouest capitulent; le 7, à Reims, dans le bureau du général Eisenhower, c'est la capitulation générale pour toutes les troupes de l'ouest; dans la nuit du 8 au 9 mai, à son tour, le maréchal Joukov reçoit, à Berlin, la reddition « sans conditions » des troupes allemandes de l'Est.

La guerre en Europe est terminée; elle a duré 2 087 jours!

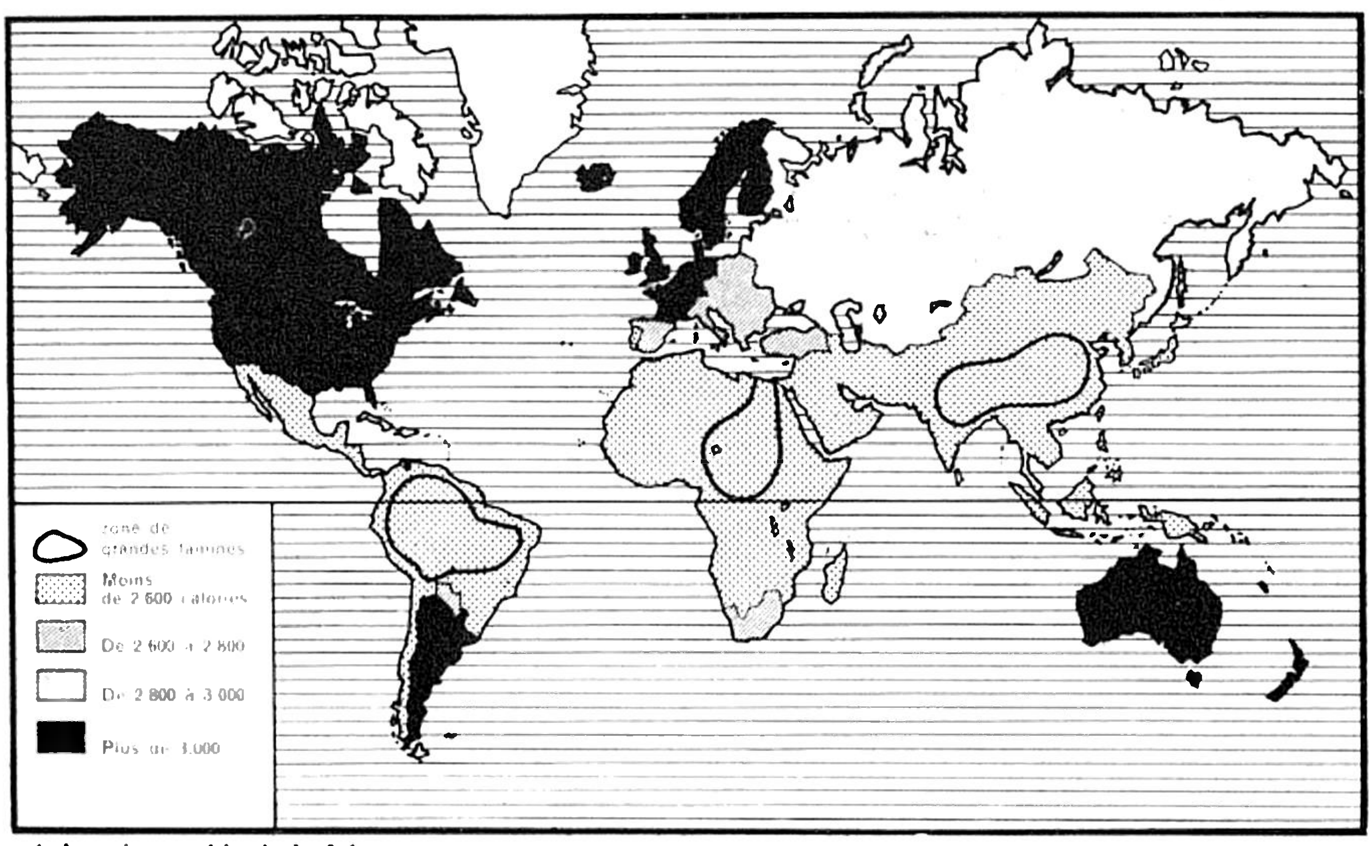
7. La victoire en Extrême-Orient : Les Américains prennent l'offensive en s'appuyant sur les Dominions britanniques proches (Australie, Nouvelle-Zélande et même en Afrique australe), très directement intéressés à la défaite nippone.

Les Japonais sont vaincus, pour la première fois, à la mi-novembre, dans les parages des iles Salomon; les Américains réussissent leur premier débarquement massif à *Guadalcanal* (23 février 1943) qui leur permet de reprendre tout l'archipel. De novembre 1943 à janvier 1944, ils réoccupent les iles Gilbert et Marshall qui marquaient l'extrême avance, à l'est, des Japonais. En mars 1943, une nouvelle bataille aéro-navale dans la mer de Corail permet la reconquête de la Nouvelle-Guinée, tandis qu'en juin une attaque japonaise sur une position extrême des États-Unis, dans les iles Hawaï, Midway, est repoussée. Par bonds, les Américains, sous le commandement de Mac-Arthur, reprennent peu à peu les archipels perdus en novembre-décembre 1941, en particulier la *bataille de l'ile de Leyte* (octobre 1944) permet la réoccupation des Philippines.

Au début de 1945, alors qu'ils sont déchargés, par l'effondrement allemand en Europe, de la surveillance de l'Atlantique, les Alliés peuvent entreprendre une grande offensive contre le Japon. Les Anglo-Indiens attaquent en Birmanie et renouent les communications terrestres avec la Chine de Tchang Kaï-chek, les Américains harcèlent les transports nippons, isolent l'Indonésie et s'attaquent directement au Japon. Ils débarquent, fin février, dans l'ile d'Iwoshima située à 1 200 km des côtes japonaises qu'ils aménagent immédiatement en base de départ pour leurs bombardiers lourds qui vont, désormais, effectuer des raids incessants sur le Japon. Par un nouveau bond, en mai-juin 1945, ils occupent l'ile *d'Okinawa* (dans les Riou-Kiou).

Le Japon, comme l'Allemagne, est à bout de forces, écrasé par les bombardements, privé de ravitaillement, cependant comme Hitler en Allemagne, les militaires au pouvoir ne veulent pas s'avouer vaincus, ils envisagent de continuer la lutte en Chine du Nord. Pour venir à bout de la résistance nippone, peut-être aussi pour éviter que l'U. R. S. S. n'ait à tenir ses engagements (déclaration de guerre au Japon dans la seconde quinzaine d'août, avait dit Staline à la conférence de Potsdam) et ne réalise de gains trop substantiels de territoires en Extrême-Orient, le nouveau président des États-Unis, Truman, donne l'ordre de larguer la première bombe atomique, le 6 août, sur la cité industrielle de Hiroshima (160 000 victimes immédiatement) puis, le Japon résistant toujours, une seconde bombe est lancée sur Nagasaki, le 9 août. Le même jour, les Soviétiques sont entrés en Mandchourie.

L'Empereur passe outre l'opinion de l'État-Major qui considère que le Japon n'a pas été « positivement battu », et demande les conditions d'armistice. Les Alliés acceptant, sous contrôle, le maintien de l'autorité impériale, la capitulation du Japon est signée le 14 août. Le ministre de la guerre et quelques généraux font hara-kiri. La guerre est terminée.



1. **La géographie de la faim.**

2. **L'affrontement des communautés** : solutions.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
IRLANDE DU NORD
EIRE
SUISSE
SICILE
CHYPRE
LIBAN
JORDANIE
ISRAEL
PAKISTAN
P.
RÉPUBLIQUE INDIENNE
CORÉE
VIETNAM
FÉDÉRATION DES RHODÉSIES ET NYASSALAND
REPUBLIQUE SUD AFRICAINE
0°
Cohabitation
Partition
Statut régional
Ségrégation

LE MONDE APRÈS 1945

LES OCCIDENTAUX : ÉTATS-UNIS, EUROPE

« Les conséquences de la Guerre de 1939-1945 » sont de l'Histoire beaucoup trop contemporaine pour qu'il soit possible d'en faire un récit détaillé. Seuls sont retenus les grands traits de l'évolution et les phénomènes historiques qui permettent d'analyser les situations et problèmes du monde actuel.

I. Les tendances nouvelles.

L'été 1945 marque la fin des hostilités. Le monde entier a été bouleversé par cette guerre totale; principal champ de bataille, l'Europe est ruinée, dévastée, hors d'état de jouer, désormais, le rôle qu'elle tenait autrefois; sa place est prise par les deux géants, les États-Unis et l'U. R. S. S., vrais vainqueurs de la guerre et déjà rivaux qui ne tardent pas à s'affronter au sein même des organismes créés pour éviter un nouveau conflit.

En même temps se prépare l'apparition d'une force insoupçonnée encore, cette innombrable foule des sous-alimentés, le peuple des nations dites « sous-développées » du Tiers Monde auquel les conditions matérielles et politiques de l'après-guerre confèrent une place essentielle dans les destinées du monde contemporain.

1. Les ruines de l'Europe : De Brest à la Volga, du Péloponèse ou de la Sicile au Cap Nord (la Suisse et la Suède mises à part) il n'est pas un village d'Europe qui n'ait connu des bombardements ou des combats, pas un être qui n'ait été touché, plus ou moins durement par la guerre. Partout des ruines.

Des villes ont été « rasées », des champs, des installations économiques rendus inutilisables. Quelques pays ont encore plus souffert que d'autres; la Yougoslavie, la Pologne où 32 % du patrimoine industriel, 65 % du patrimoine commercial, 20 % des fermes, 50 % du cheptel ont disparu. D'autres, comme la Tchécoslovaquie, ont été moins atteints, mais leur économie a été utilisée par l'effort démesuré de guerre allemand et tout doit y être repris. D'ailleurs, dans les pays qui avaient fait partie du III[e] Reich, le démontage des usines a été imposé; les Alliés récupèrent des machines souvent hors d'usage, voire monceaux de ferraille tordue par les bombardements.

Un autre aspect de la ruine de l'Europe est l'*épuisement de toutes les réserves financières*. La loi Prêt-Bail américaine avait, sans doute, quelque peu allégé le fardeau de la guerre, mais avant 1941, et même après le vote du Congrès, il avait fallu acheter beaucoup, et pas seulement aux États-Unis. Par exemple, la Grande-Bretagne, pour acquitter les achats de céréales et de bétail faits en Argentine, abandonne la propriété du réseau ferré qu'elle possède; de même, le gouvernement belge, pour financer la reconstruction d'Anvers, renonce à une part considérable des précieuses mines d'uranium, au Katanga. Cet épuisement de la fortune européenne, qui avait tant contribué à transformer les autres continents durant les siècles passés, illustre le recul de l'Europe qui n'est plus le banquier du monde; contre elle se prépare en outre la libération et l'entrée en scène de tous les pays jusqu'alors (au moins économiquement) colonisés qui aspirent à l'indépendance.

Les formes plus dramatiques de dévastation concernent la population européenne mise terriblement à l'épreuve. Le nombre des tués, militaires ou civils, est très élevé, surtout en Europe Centrale et spécialement parmi les groupes ethniques pourchassés par les Nazis : Juifs, Gitans... (la Pologne a perdu 22 % de sa population!).

D'autre part, l'affaiblissement physiologique est généralisé : tous les pays soumis à l'occupation ou à l'exploitation allemandes ont subi de très sévères restrictions alimentaires (et la Grande-Bretagne aussi); des cartes de rationnement imposées partout établissaient de savantes distinctions entre les diverses catégories de consommateurs. Les autorités d'occupation favorisaient le marché noir qui permettait de se procurer, à des prix élevés ou par troc, quelques suppléments indispensables. Mais le marché noir n'était accessible qu'à des privilégiés, les autres devaient se contenter des distributions régulières ou faire des queues interminables devant les boutiques qui vendaient encore quelque chose,

n'importe quoi, « sans tickets ». Avec la sous-alimentation et les carences alimentaires réapparaissent des épidémies et des maladies chroniques qui continuent bien après la libération. La ruine de l'Europe a été si profonde que le ravitaillement normal ne put y être rétabli aussitôt la guerre achevée. Les déportés, voire même les travailleurs, partis en Allemagne pour le S.T.O. étaient encore plus dangereusement atteints.

De tant de ruines, de deuils, les Alliés avaient décidé de demander des comptes aux survivants des dirigeants hitlériens (et Japonais en Extrême-Orient). Un tribunal spécial, réuni à Nuremberg, dès octobre 1945, eut à juger 21 « criminels de guerre »; 12 d'entre eux dont le maréchal Gœring (qui se suicida dans sa prison) furent condamnés à la pendaison, les autres, aux travaux forcés à perpétuité ou à temps; le tribunal prononça trois acquittements, dont celui de Von Papen (octobre 1946). D'autres procès de « dénazification » furent instruits ensuite.

La contagion du nazisme, un certain désordre moral sont d'autres aspects des désastres européens. Par tous les moyens, utilisant toutes les formes de propagande et de pression, cette œuvre de démoralisation fut poursuivie; elle trouva sa forme la plus effroyable dans les camps de concentration. Mais plus insidieusement, le racisme, le mépris des humains, l'exaltation de la force brutale dans lesquels les hommes se mouvaient, les corrodaient.

Les oppositions entre partisans des dictatures, fervents du communisme ou libéraux et démocrates impénitents, prirent après la Libération, à cause de l'importance de la Résistance et de la rigueur de la repression allemande ou du fait de la « collaboration », une violence extrême qui contribua à disloquer la vieille Europe. Les « fascistes » ne se manifestent plus ouvertement au lendemain de la Libération; ils sont, partout, pourchassés, emprisonnés, condamnés; les « forces neuves » semblent prêtes à reconstruire le monde, dans l'enthousiasme d'une victoire si durement achetée. Mais très vite, dès 1946, les difficultés écrasantes surgirent, l'entente fraternelle se rompit et les divisions réapparurent plus irrémédiables que jamais.



Churchill.

Né en 1874, à Blenheim, Sir Winston Churchill est « celui qui a eu raison avant les autres ».

Premier Lord de l'Amirauté au début de la guerre 1914-1918, il lance en 1915 le projet d'expédition contre les Dardanelles.

En 1918, il présente un projet d'expédition à travers la Sibérie pour créer dans le territoire européen de la Russie un nouveau front contre l'Allemagne.

En 1919, il voudrait pousser à fond la guerre contre « la tyrannie bolcheviste ».

En 1924, il est chancelier de l'Échiquier dans le gouvernement conservateur de Baldwin.

Dès 1933, il dénonce le danger du réarmement allemand. Leader du parti conservateur, Premier Ministre de 1940 à 1945, il est l'artisan de la résistance anglaise et contribue largement à la victoire alliée. A nouveau Premier Ministre de 1951 à 1955, il obtient, en 1953, le Prix Nobel.

2. Le besoin de paix : En 1945, on ne croit pas avoir terminé « la dernière des guerres » et cette sorte de désillusion générale est un des phénomènes caractéristiques de l'époque.

Chacun n'en désire que davantage construire à la place de l'inefficace S. D. N. (inefficace parce qu'elle n'avait reçu aucun pouvoir véritable, disait-on) un organisme susceptible de résoudre, voire d'imposer, une solution aux conflits qui ne manqueraient pas de surgir de nouveau.

Dès juin 1941, la Grande-Bretagne et ses Dominions avaient proclamé leur volonté d'*établir « une collaboration spontanée des peuples libres »*; tous les gouvernements exilés à Londres avaient souscrit à cette déclaration. Le 14 août, à bord du Potomac, Roosevelt et Churchill élaborent la « Charte de l'Atlantique » qui s'inspire des mêmes principes; le 1er janvier 1942, à Washington, est publiée une déclaration des 26 « nations unies » qui s'engagent à contribuer aussi complètement que possible à l'effort de guerre, à ne pas signer de paix séparée et enfin souscrivent aux principes de la Charte de l'Atlantique. En 1943, les projets d'Organisation des Nations Unies prennent corps, d'abord à la Conférence des Ambassadeurs à Moscou (octobre-novembre 1943) puis, surtout, à Téhéran (décembre 1943) où les Trois Grands déclarent :

« Nous sommes certains que notre accord nous permettra d'assurer une paix durable. Nous avons pleinement conscience de la responsabilité suprême qui nous incombe, ainsi qu'à toutes les Nations Unies, d'édifier une paix à laquelle soit acquis le bon vouloir de la majorité des peuples et qui bannisse du monde, pour de nombreuses générations, le fléau de la guerre et la terreur que ce fléau inspire. »

Une fois passée la période des grands principes, il fallut en venir aux réalisations pratiques : *d'août à octobre 1944, se tint à Washington (à l'Hôtel particulier, Dumbarton Oaks) une conférence des Quatre, États-Unis, U. R. S. S, Grande-Bretagne, Chine, qui élabora le projet d'Organisation des Nations Unies.* Réunis à Yalta, les Trois Grands complétèrent le projet de Dumbarton Oaks (mode de vote au Conseil de Sécurité) et décidèrent de convoquer à San-Francisco pour y préparer la Charte, toutes les Nations signataires des déclarations précédentes.

Malgré la mort de Roosevelt (12 avril 1945) qui avait été l'un des principaux animateurs de cette période préparatoire, la conférence de San-Francisco s'ouvrit le 25 avril; les projets élaborés à Dumbarton-Oaks y furent discutés, parfois très âprement. Le 26 juin 1945, avait lieu le vote définitif.

Le président de séance, lord Halifax, représentant de la Grande-Bretagne l'annonça en ces termes : « De toute notre vie, nous ne pourrions voter sur une question plus importante que celle sur laquelle nous allons, maintenant, nous prononcer. »

L'unanimité obtenue, en séance, traduisait la volonté d'entente entre les Alliés; ce qu'exprimait assez bien le « Daily Mail » (Journal londonien conservateur) ce même 26 juin : « A la fin, les cinquante hommes d'État, malgré leur désir de revenir sur les vieilles querelles, sont arrivés à s'entendre. Ils ont été unis non pas tant par l'espoir que par la crainte : la crainte des V1 perfectionnés, d'une troisième guerre mondiale et d'avions propulsés à réaction. Mais ce qui est important, c'est qu'ils se soient mis d'accord et qu'ils essaient de rétablir la raison et l'ordre dans le monde. »

La première session de l'O. N. U., à Londres (janvier-février 1946), mit en place les principaux organismes et procéda, en particulier, à l'élection (janvier 1946) au Secrétariat Général, de Trygve-Lie, Ministre des Affaires Étrangères de Norvège.

Très vite, malgré les affirmations répétées et l'évident besoin de paix de l'humanité, « les vielles querelles » renaissaient. Et tout d'abord, à propos de la liquidation de la guerre : seuls, les traités avec l'Italie et les États satellites de l'Allemagne furent élaborés et signés à Paris, lors de la Conférence des 21 (juillet-octobre 1946); rien, par contre, ne put être fixé au sujet de l'Allemagne et du Japon; mais aussi à propos de la dénazification ou de la libération du Tiers-Monde, l'antagonisme des Deux Grands, États-Unis et U. R. S. S., devenait de plus en plus menaçant.

3. L'hostilité des blocs : A Téhéran, Yalta et Potsdam, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S. avaient esquissé un partage du monde et en particulier de l'Europe, découpée en sphères d'influence. Dès le début, l'organisation de ces sphères fut sujet de querelles incessantes.

Très vite il apparut que des termes identiques n'avaient pas du tout la même signification de part et d'autre de la ligne qui délimitait ces sphères d'influence et que Churchill désigna du nom, désormais historique, de « rideau de fer ». Pour les uns, la *liberté des peuples* est le retour aux formes démocratiques et au *libéralisme* traditionnel; pour les autres, l'adoption du socialisme doit *libérer* l'humanité.

Dès 1944-45, dans l'Europe délivrée de l'occupation allemande, les Communistes sont prêts à jouer un rôle important : ils le doivent à leur nombre, à la part prise à l'activité clandestine; après 1941, à leur enthousiasme et aux victoires remportées par l'Armée Rouge. Cependant, assez vite, un vaste reflux tend à les écarter du pouvoir, au moins en Europe occidentale. Ce reflux coïncide avec la réapparition sur la scène politique des classes moyennes qui, après avoir été submergées

par la vague de rénovation des années 1945-46, retrouvent leur influence à partir de 1947. Au contraire, dans les pays d'Europe Orientale où les classes possédantes ont disparu à peu près complètement soit du fait de la résistance, soit à cause de la collaboration avec les Allemands, et partout en raison du délabrement des économies nationales, les partis de gauche et d'extrême-gauche restent seuls au pouvoir.

A ce moment, une option s'impose à la plupart des pays : *les États-Unis lancent l'idée d'une aide massive, non remboursable, aux pays ruinés par la guerre : c'est le Plan Marshall (proposé en juin 1947)* qui comporte la nécessité, pour les États intéressés, de se regrouper (formation de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, l'O. E. C. E., en 1948). Mais l'U. R. S. S. et les partis d'extrême-gauche s'insurgent contre cette forme d'aide où ils voient un danger d'inféodation aux États-Unis. Le risque est accepté à l'ouest, mais rejeté à l'est de la ligne qui délimite les secteurs occupés et les zones d'influence prévues à Yalta. L'Europe se trouva, brutalement, coupée en deux.

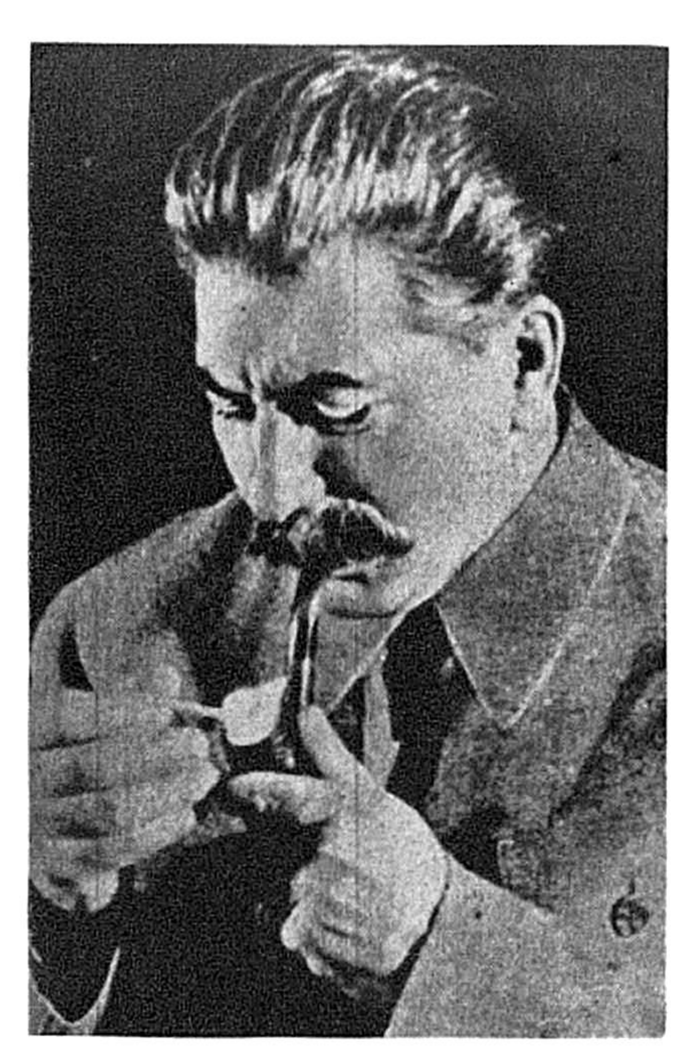
Dans les pays de l'est, en 1948, les gouvernements de coalition disparaissent laissant la place à des gouvernements où les Communistes dominent. En réplique à l'offre américaine, des « plans-perspectives » sont établis sur le modèle soviétique pour permettre le redressement économique et la socialisation. A l'ouest cependant, le reflux vers la droite, amorcé déjà en 1947, se confirme.

Cette division de l'Europe connut presque aussitôt un moment critique lors du *blocus de Berlin* : les lignes de ravitaillement des secteurs d'occupation des Occidentaux furent coupées par ordre des autorités soviétiques, la zone de Berlin-Ouest dut être ravitaillée par un pont aérien, de mars 1948 à mai 1949.

L'hostilité entre ce qui s'appelle désormais le « monde occidental » et le « monde communiste » n'est pas limitée à la seule Europe. En Chine, l'affrontement est aussi violent, bien que par personnes interposées. Depuis 1945, les Communistes dirigés par Mao Tsé-toung avaient établi un État solide dans le Kan-Sou; ils entreprennent alors la conquête de la Chine entière, soutenus vraisemblablement par l'U. R. S. S., tandis que les États-Unis envoient du matériel de guerre à Tchang Kaï-chek; assez inutilement d'ailleurs puisque ce matériel américain est revendu. Les progrès des Communistes chinois sont rapides : tout le Nord est entre leurs mains à la fin de 1948 (entrée à Pékin, le 31 janvier 1949). Les nationalistes de Tchang Kaï-chek se réfugient à Formose tandis que la République Populaire est proclamée à Pékin le 1er octobre 1949.

Le monde, coupé en deux, entre irrémédiablement dans la *guerre froide* : tous les incidents s'enveniment, chaque adversaire étant assuré de son bon droit. Il ne peut rien y avoir de bon dans le camp opposé et tous ceux qui, à l'intérieur d'un camp, semblent n'être pas absolument sûrs de la vérité et de la justesse du point de vue adopté, sont d'horribles traîtres; on les condamne, on les exécute sur les plus infimes soupçons ou dénonciations.

Depuis que cette rupture est consommée, paroxysmes (guerre de Corée, 1950-1953, crises de Berlin) et accalmies, « dégels », se succèdent. La détente est sensible surtout après la mort de Staline, en 1953, au moment de la signature du traité de paix avec l'Autriche, en mai 1955 et lors des voyages de Khroutchev en Occident. Toutefois, jamais les camps opposés ne se rapprochent vraiment; le monde s'installe dans cette hostilité qui commande l'évolution intérieure des pays dans les deux blocs et favorise l'émancipation du Tiers Monde.



Staline (1879-1953).

Joseph Staline (Djougachvili) est né en 1879 en Géorgie. Exilé en Sibérie, il s'évade à trois reprises. En 1917, il est rédacteur en chef de la Pravda. Devenu secrétaire général du parti communiste, il succède à Lénine en 1924, écarte Trotsky (1925), l'exile (1929), puis élimine ses rivaux. Pour lui, la coexistence pacifique avec les pays capitalistes appartenait au passé.
Après la victoire sur l'Allemagne, il dresse les soviétiques (U.R.S.S. et satellites) contre les capitalistes. Il meurt en 1953.

II. Le nouveau visage du monde occidental.

Depuis la guerre froide, l'Europe s'est trouvée considérablement rapprochée des deux grands États d'Amérique du Nord (États-Unis et Canada). Des liens plus étroits se sont noués par dessus l'Atlantique; les États-Unis ont aidé les pays européens ruinés à restaurer leur économie, leur puissance militaire; ils les ont fait bénéficier de leurs ressources incomparables.

1. La richesse des États-Unis : La guerre a favorisé la concentration des moyens de production; les difficultés de la reconversion ont précipité le mouvement. Le capitalisme américain s'en est mieux porté et la fortune américaine s'est manifestée dans le monde entier.

a) *Expansion économique.*

L'effort de guerre des Américains a été énorme. Leur pays, qui ne pouvait être atteint que par des sous-marins avait utilisé, à plein, ses immenses ressources, développé au maximum ses industries (la capacité de production a décuplé, entre 1940 et 1945); il s'était transformé véritablement en arsenal des Nations Unies. Or cette industrie de guerre, en 1945, il fallait la reconvertir c'est-à-dire revenir à une production « civile » et une reconversion s'avère toujours délicate.

« A la fin de la guerre, les économistes de diverses tendances, libéraux, keynésiens, marxistes, s'entendent, pour une fois : une énorme crise de liquidation va, disent-ils, se produire. Les Soviétiques comptent, du reste, sur elle pour parachever leurs progrès dans le monde. Le capitalisme va sombrer... Mais la crise n'est pas présente au rendez-vous. 1946 se passe, puis 1947; la production reste au double de l'avant-guerre. En 1949, une légère dépression est vite suivie d'une reprise qui commence avant la guerre de Corée » (A. Sauvy, *Aux États-Unis, capitalisme flamboyant*).

D'autres *débuts de récession* se sont produits en 1953, en 1957-58, toujours très limités. Incontestablement, depuis 1945, la puissance économique des États-Unis s'accroît et, contrairement à ce qui s'était produit au cours du demi-siècle précédent, les « paliers », les « crises cycliques » sont franchies presque allègrement.

La solidité financière (plus que monétaire) semble l'une des causes de cette stabilité. Depuis le krach de Wall-Street (octobre 1929) la situation a bien changé; au cours de la guerre le revenu national a triplé et le règne du dollar paraît, pour le moment, bien établi. Par ailleurs le *néo-capitalisme* de l'après-guerre (le « capitalisme flamboyant » dont parle Alfred Sauvy) a spontanément fait apparaître les moyens de défense contre la désagrégation dont il aurait dû être victime, selon le schéma marxiste. Le conflit a, en effet, accéléré aux États-Unis la concentration qui déborde largement le cadre du pays lui-même (trusts pétroliers ou automobiles par exemple) et qui a créé de véritables monopoles internationaux plus aptes à réagir en présence des périodes difficiles.

b) *La nouvelle société américaine.*

Deux conséquences de cette *prosperity* apparaissent très vite :

D'une part, *la reprise de la natalité* (le « Baby Boom »), normale à la fin de la guerre, s'est maintenue : en 1938, le taux de la natalité était tombé à 17 pour 1000; depuis 1946, il oscille entre 23 et 25 pour 1000.

D'autre part, *la population et les activités économiques se répartissent moins inégalement sur leur vaste territoire :* l'État de l'Union dont le peuplement a le plus augmenté depuis la fin de la guerre est la Californie; une activité industrielle et financière nouvelle s'est développée largement sur la façade Pacifique des États-Unis (des industries de l'aluminium au Nord, autour du Puget-Sound, à celles des pétroles et des constructions aéronautiques de Los Angelès).

La majorité du pays jouit d'un niveau de vie confortable et conserve l'espoir d'une ascension sociale qui, pour être moins spectaculaire que celle des pionniers de l'industrie américaine au XIX[e] siècle, n'en est pas moins attrayante. La possibilité de cette ascension individuelle, les avantages immédiats, l'incontestable aisance générale éliminent, à peu près, toute « lutte des classes ». Les nombreuses grèves ne revêtent jamais un caractère révolutionnaire; elles sont plus destinées à obtenir un partage des avantages du régime qu'à en amorcer la dislocation. Si, devant l'ampleur de certains conflits locaux ou affectant des secteurs clefs de l'économie, les chefs d'entreprise ont obtenu le vote de la *Loi Taft-Hartley* (juin 1947, qui impose l'arbitrage gouvernemental et ainsi peut « briser » les mouvements revendicatifs), jamais les structures sociales et politiques du pays ne furent mises en cause par les syndicalistes qui ont reconstitué l'unité de l'A. F. L.

Cette aisance, cette satisfaction font apparaître *une forme nouvelle de l'isolationnisme: il faut préserver « le mode de vie » américain* de toute contamination, pourchasser ceux qui pourraient souhaiter autre chose : c'est *la chasse aux sorcières*, l'élimination de tout ce qui, de près ou de loin, pourrait toucher au communisme, qu'illustra le sénateur Mac Carthy; c'est aussi, d'une certaine façon, la recrudescence des conflits raciaux dans le Sud (refus, par les États du Sud, d'accepter les décisions fédérales

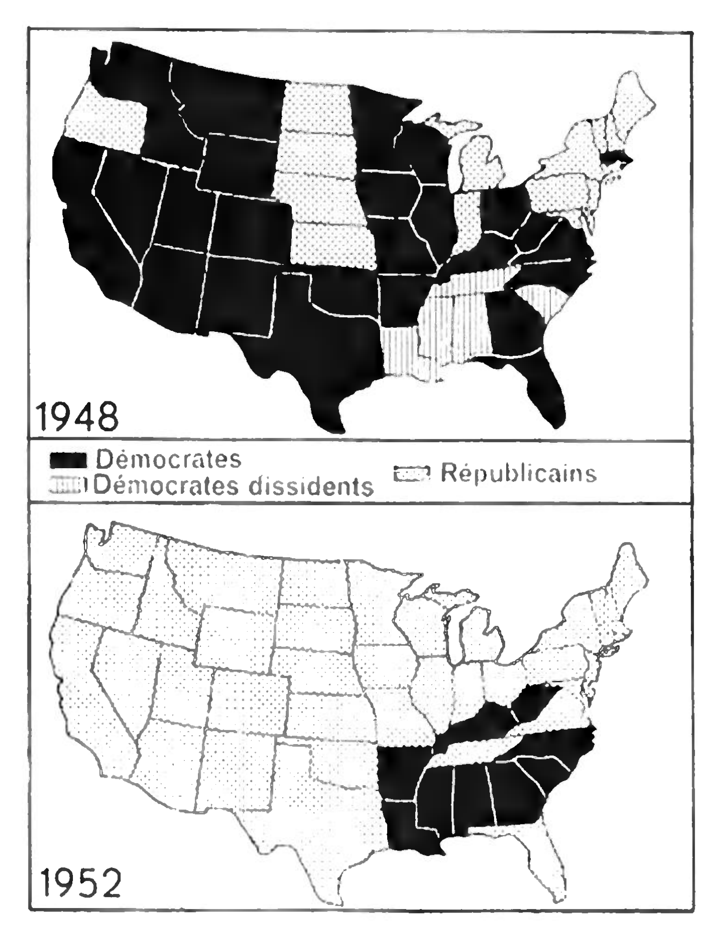
La vie politique aux États-Unis.

En 1948 (première carte ci-dessous) la quasi-totalité des États porte encore les démocrates à la Maison Blanche : c'est la cinquième Présidence démocrate.

En 1952, renversement complet : Eisenhower candidat républicain est élu (on le voit ci-dessous au terme de son second mandat). En 1960, à nouveau, succès des démocrates qui portent l'espoir d'une coexistence pacifique et la promesse d'une politique sociale.



Deux élections présidentielles aux États-Unis.



abolissant toute ségrégation raciale). Enfin, toujours pour préserver leur mode de vie, les Américains limitent et contrôlent très sévèrement l'immigration.

c) *L'adaptation de la politique aux nouvelles données.*

Le fait dominant, depuis 1945, reste cette *prosperity* que rendent plus précieuse encore les souvenirs toujours vivants de la crise de 1929 et qui s'exprime dans « l'American way of life », incomparable aux yeux des Américains.

Pour la préserver, le *libéralisme* apparait essentiel : l'inefficacité du *New Deal* devient évidente et condamne ses promoteurs et l'ingérance du pouvoir dans le domaine économique. Certes, Roosevelt a été réélu une quatrième fois (novembre 1944) mais son successeur *Truman*, n'est réélu, à son tour, en 1948, que grâce à l'apport des voix ouvrières : les Républicains ayant fait voter la loi Taft-Hartley, en 1947; l'opinion est de plus en plus favorable aux thèses républicaines et le choix du candidat présenté aux élections présidentielles en novembre 1952, le *général Eisenhower*, leur permet de rentrer à la Maison Blanche après vingt ans d'absence (les Démocrates y reviennent avec l'élection de Kennedy, en novembre 1960).

Un autre danger menace cette prospérité et le mode de vie qu'elle implique : *l'expansion du communisme* risque d'entraîner des difficultés intérieures (d'ou le succès du Mac-Carthysme et de la chasse aux sorcières), surtout elle oblige les États-Unis à une *politique constante d'intervention* à travers le monde entier. Là encore, les Démocrates sont perdants. Truman et son Secrétaire d'État Dean Acheson avaient pratiqué le *Containement*, sans succès puisque, loin d'être maintenu, le Communisme s'était consolidé en Europe Orientale, avait conquis la Chine et menaçait la Corée et l'Indochine. Toutefois, c'est sous l'administration démocrate que les États-Unis s'engagent dans la voie du réarmement (première expérience atomique de Bikini, en juillet 1946) et des alliances militaires (Pacte Atlantique: O. T. A. N., 4 avril 1949). Les Républicains, Eisenhower et F. Dulles, annoncèrent la nécessité de la politique du *Roll Back*, mais l'expérience coréenne ayant suffi (Eisenhower accepte l'armistice en juillet 1953), il s'agit beaucoup plus de renforcer la puissance militaire des États-Unis et de leurs Alliés du Pacte Atlantique élargi à la Grèce, à la Turquie en 1951, à l'Allemagne Occidentale et à l'Italie en 1954. En Extrême-Orient, après le règlement de la longue crise indochinoise (Genève, juillet 1954) et l'élargissement du Plan de Colombo (avril 1954) en une organisation d'aide aux pays du Sud-Est asiatique, une sorte de réplique de l'O. T. A. N. est créée lors de la Conférence de Manille (O. T. A. S. E., septembre 1954).

2. Le relèvement de l'Europe Occidentale comporte, au-delà de l'immédiate remise en ordre économique et politique, la constitution d'une Communauté européenne.

a) *Les difficultés de la reconstruction.*

Les ruines de l'Europe et son épuisement sont tels qu'il est urgent de reconstruire et de rendre aux populations éprouvées par la guerre, leur niveau de vie antérieur. Mais ces deux tâches sont incompatibles : partout, le désordre financier est tel qu'il est impossible de réaliser, à la fois, la reconstruction et le rétablissement d'une économie « sans restrictions ».

Tous les pays ont largement pratiqué l'*inflation*, au cours de la guerre. Le même phénomène s'était produit lors de la Première Guerre Mondiale, mais entre 1939 et 1945 il a revêtu une ampleur bien plus considérable parce que la guerre moderne, technique, est encore plus onéreuse que jadis et parce que, sur le continent, l'occupation a favorisé l'inflation qui désorganisait et démoralisait davantage encore les pays soumis.

L'Allemagne vaincue est complètement ruinée, elle aussi : il n'est donc pas question, cette fois, de la « faire payer », comme on avait pensé le faire en 1918-1919; tout au plus parle-t-on de démanteler ses usines, mais sans grand profit.

Les gouvernements se trouvent donc placés devant une option essentielle : ou prolonger, en les aménageant un peu, les restrictions et pratiquer une *politique d'austérité* qui en contrôlant le rapport entre salaires, prix, circulation monétaire, doit permettre au pays de rétablir son économie sur des bases saines; ou éviter toute mesure de contrôle financier, refuser d'effectuer de lourds prélèvements soit sur les capitaux, soit sur les bénéfices au-delà d'un certain niveau, et adopter une *politique d'emprunts* pour rétablir les finances et retrouver, le plus rapidement possible, le libéralisme d'antan.

En Angleterre, les travaillistes arrivés au pouvoir après les élections de juillet 1945, optent pour une *politique d'austérité* : la Grande-Bretagne continue à vivre sous le régime des restrictions; en même temps, des *nationalisations*, dans les secteurs de base, sont réalisées et doivent permettre à l'État de contrôler l'expansion économique et, en pesant sur l'évolution, d'éviter le retour des crises comparables à celles qui suivirent la Première Guerre Mondiale.

En France au contraire, le gouvernement provisoire présidé par le général de Gaulle choisit, dès avril 1945, le retour au *libéralisme*, prôné par les financiers (Pleven) mais qui n'allait pas tarder à déclencher « la course infernale » des salaires et des prix et accroître d'autant plus les difficultés financières que la population, lassée d'un très long temps de contrainte et de restrictions sévères, cherchait à retrouver un mode de vie moins austère (le « new-look » des années 1947-1948). Cette option qui pesa très fortement sur l'évolution française, était, en partie, compensée à l'égard des salariés par la mise en ordre ou le rétablissement de certains avantages sociaux (organisation de la Sécurité Sociale en 1945-1946, reprise des conventions collectives) et par la réalisation de quelques nationalisations : houillères, gaz et électricité.

L'œuvre de remise en ordre économique s'accompagne d'un nécessaire *rétablissement politique*. La guerre avait entraîné la disparition de la plupart des régimes continentaux; les tentatives de restauration des formes antérieures furent souvent difficiles (Italie, Belgique, Grèce). Partout, en Grande-Bretagne comme ailleurs, à la fin des hostilités, les partis populaires, plus ou moins socialisants, arrivèrent au pouvoir et tentèrent de donner une place prépondérante, dans la vie politique, à la représentation populaire (réforme de la Chambre des Lords en Grande-Bretagne, limitation des pouvoirs politiques du Sénat dans la IVe République française).

Dans ce contexte furent élaborées, en 1946, les constitutions de la IVe République française et de la nouvelle République italienne (née du référendum de juin 1946) qui essaient, difficilement, de concilier les exigences nouvelles : élargissement de la vie politique et importance croissante des faits économiques, avec les traditions du parlementarisme, restauré puisque le fascisme l'avait condamné.

b) *L'unification européenne.*

Tandis que l'Europe Occidentale cherchait sa voie et essayait de surmonter ses difficultés, l'opposition des deux Grands la réduisait à n'être qu'un simple atout de la défense « du monde libre » que dirigeaient les États-Unis, non plus contre l'Allemagne ou le Japon mais contre l'U. R. S. S... Ce changement d'adversaire, cette sorte de « *renversement des alliances* » explique à la fois la nécessité et les modes *d'unification européenne*, car en face de « la montée du péril communiste » et sous la pression du trop puissant allié américain, les nations, jadis rivales, se sont rapprochées et ont amorcé la réalisation d'un ensemble qui, aux yeux des plus optimistes des « Européens », pourrait devenir l'équivalent de l'un ou l'autre état géant. La tension entre l'Est et l'Ouest permit à l'Allemagne d'échapper, assez vite, à son état de vaincu, et de participer à cette unification de l'Europe.

Il existe plusieurs formes de regroupement européen. Les unes, plus larges, plus souples, sont des associations qui, pour être efficaces, possèdent des organismes communs : Conseils de ministres de chaque état, assemblées consultatives, techniciens, mais respectent totalement la souveraineté des participants. C'est le cas de l'O. E. C. E. créée en avril 1948, dans le cadre du Plan Marshall et destinée à répartir l'aide américaine à la reconstruction euro-

péenne et à faciliter les échanges entre les participants. C'est, aussi, dans une certaine mesure, le cas des alliances militaires beaucoup plus étroites qu'elles ne l'étaient naguère, puisqu'elles comportent des réunions régulières des responsables politiques et militaires de chaque état. Là encore, la guerre froide a modifié profondément les premières orientations. En mars 1948, la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas signaient le *Pacte de Bruxelles* qui était une alliance dirigée autant contre l'Allemagne que contre l'U. R. S. S.; mais la crise du blocus de Berlin fit apparaître plus dangereuse la menace soviétique : les Cinq du Pacte de Bruxelles se lient alors aux États-Unis et au Canada par le Pacte de l'Atlantique-Nord (O. T. A. N., avril 1949).

En même temps, se développait dans certains milieux politiques l'idée d'une *intégration européenne* qui permettrait de rendre au vieux continent (ou plus exactement aux états de l'Europe occidentale) la place dans le monde que les guerres ruineuses lui avaient fait perdre. Il s'agit, là, de la construction d'une « Europe Unie » où les nations renonceraient, sans doute, à une part de leur souveraineté mais devraient trouver de larges compensations, surtout économiques. Ce fut d'abord, dès 1944 (traité de Londres), l'élaboration du *Bénélux* (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, traités de 1948 et de 1958). Cet exemple était encourageant mais plusieurs états européens refusèrent les abandons de souveraineté indispensables : la Grande-Bretagne à cause des Dominions, la Suisse pour maintenir sa neutralité, par exemple.

*
* *

Enfin la politique d'intégration ne fut adoptée, et en partie seulement, que par six pays : les trois pays du Bénélux, l'Allemagne, la France et l'Italie. Ayant commencé par la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C. E. C. A., 18 avril 1951) et devant les résultats satisfaisants acquis, dès 1955, les Six décidèrent de faire progresser leur intégration économique (Euratom, Marché Commun, Traité de Rome en mars 1957). Par contre les projets d'intégration militaire échouèrent à cause de l'opposition de la France (Communauté européenne de Défense, C. E. D., repoussée à l'Assemblée Nationale en août 1954). Malgré ses lacunes et ses limites, le début d'unification européenne a facilité la restauration des pays qui, en 1946, souffraient encore d'une grave pénurie.

c) *La restauration des États.*

Les deux anciens vaincus, l'Allemagne occidentale et l'Italie, ont le plus profité du mouvement d'intégration européenne.

Le redressement allemand rythme, en quelque sorte, la dégradation de la situation internationale et les étapes de l'édification de l'Europe unie. *De 1945 à 1947,* l'Allemagne est divisée en quatre zones d'occupation; beaucoup de prisonniers sont encore retenus; les usines sont démontées, les Alliés procèdent à la décartellisation de l'économie, la dénazification se poursuit (Krupp par exemple est en prison). *De 1947 à 1950,* la tension Est-Ouest s'aggravant (proposition du Plan Marshall en juin 1947, échec de la Conférence de Londres en novembre 1947), les Occidentaux décident d'arrêter le démantèlement des usines, de faire profiter leurs zones d'occupation du Plan Marshall; pour faciliter cette reconstruction, on procède à la réunification des trois zones occidentales : *la naissance de l'État Ouest-Allemand* est marquée par plusieurs étapes : la création d'une monnaie nouvelle, le Deutschmark, en 1948; la constitution de la République fédérale allemande et l'élection du chancelier Adenauer en 1949; néanmoins l'Allemagne occidentale reste soumise à certains contrôles et, en particulier, ne peut reconstituer une armée. La *guerre de Corée* (1950-1953) permet un nouvel élargissement : le réarmement exige un développement de toutes les industries, les Occidentaux ne peuvent se permettre de négliger les possibilités de la Ruhr; d'ailleurs la constitution de la C. E. C. A. témoigne de cette renaissance industrielle de l'Allemagne occidentale.

C'est alors que joue en sa faveur sa position d'ancien vaincu : en effet, dégagée de toute charge militaire, l'Allemagne Occidentale peut se consacrer totalement à un redressement économique spectaculaire auquel préside le ministre fédéral de l'Économie, le Dr. Erhard. Il n'est plus question de restrictions ou de décartellisation; Krupp, sorti de prison en 1950, reconstitue un gigantesque trust de l'acier. Le relèvement de l'économie allemande est illustré par la puissance financière du pays, par la disparition du chômage (la masse des réfugiés, volontaires ou expulsés des régions de l'Est, est absorbée) et par une stabilité politique qui laisse le pouvoir au chancelier Adenauer et à son parti, la Démocratie Chrétienne. Le grand problème de l'Allemagne fédérale demeure, néanmoins, la division du pays

en deux qui déchire les Allemands, les isole les uns des autres et crée, artificiellement, deux états évoluant en sens opposé.

L'Italie est moins défavorisée au départ parce que l'armistice de 1943 lui avait valu de n'être pas occupée; la situation politique est assez vite clarifiée : *la République est proclamée en 1946.* Mais le nouveau gouvernement italien (d'abord tripartisme : démocrates-chrétiens, socialistes, communistes, puis démocratie chrétienne seule conduite par A. de Gasperi jusqu'à sa mort en 1953) se trouve devant des difficultés terribles : l'agitation sociale, ouvrière dans le Nord, agricole dans le Sud; les dévastations considérables de la guerre; le manque de capitaux, habituel mais encore aggravé; enfin, l'insuffisance de bases industrielles. Dans ces conditions, *l'aide Marshall* fut une véritable planche de salut. Entrée à l'O. E. C. E. puis membre de la *C. E. C. A.*, l'Italie put, grâce à une base financière qui lui avait toujours manqué, rétablir son économie. Comme pour beaucoup d'États européens, la mise en œuvre des plans « de reconstruction et modernisation » (plans Vannoni, Fanfani, Cassa per il Mezzogiorno) et les découvertes d'hydro-carbures dans la plaine du Pô contribuèrent au relèvement, très brillant, de l'industrie en Italie du Nord. Par contre malgré des efforts dont l'efficacité est violemment contestée par les intéressés, les régions méridionales demeurent peu actives, très dépendantes des entreprises du Nord : leur exploitation est encore « semi-coloniale ».

En outre *l'expansion démographique* italienne, bien qu'un peu ralentie, est encore importante et oblige les dirigeants de la politique (gouvernements démocrates-chrétiens avec des majorités plus ou moins larges) et de l'économie à prévoir, chaque année, la création de nombreux emplois nouveaux. Là encore, le déséquilibre est défavorable à l'Italie du Sud.

Alors que leurs anciens adversaires effectuaient ce redressement vigoureux, les vieilles démocraties occidentales ont eu du mal à rétablir leur situation.

En France, la *vie politique* est particulièrement instable. De 1945 à 1947, l'orientation est nettement « travailliste » (tripartisme : M. R. P., S. F. I. O., Parti Communiste), mais la tension Ouest-Est se traduit par l'exclusion des communistes du gouvernement (mai 1947); à partir de ce moment et jusqu'en mai 1958, seuls sont constitués des gouvernements de Centre, gauche ou droit, rendus toujours éphémères par la multiplicité des partis, les pressions, très violentes, exercées sur certains d'entre eux, et la gravité des problèmes à résoudre.

Les difficultés que la France doit surmonter sont aussi nombreuses que complexes. Le retour au libéralisme, en 1945, n'a pas permis de rétablir l'équilibre entre prix et salaires et *l'inflation* monétaire est chronique ce qui grève lourdement une *reprise économique* gênée d'un autre côté par un manque réel de capitaux. La lenteur de la reprise jointe à une constante élévation des prix entretient un *malaise social* très sérieux; mais les grèves, sauf en 1947-1948 ou en 1953, sont peu suivies parce que la classe ouvrière est très divisée (scission de la C. G. T. en décembre 1947) et semble redouter de voir les mouvements de revendication sociale transformés en grèves politiques. Comme dans les périodes précédentes, la permanence d'une *importante population rurale* et, malgré les efforts de remembrement des propriétés, la multiplicité et l'exiguïté des parcelles dans bien des régions de France contribuent aussi à ralentir la reprise économique. Les indispensables aménagements ou transformations de l'agriculture sont en outre freinés par la complication des circuits commerciaux qui alourdissent les prix et par le maintien de techniques bien souvent surannées. Enfin, dès 1946, la France eut à faire face à des *guerres coloniales* (Indochine, 1946-1954, Algérie 1954-1962) qui retiennent une bonne part de son énergie.

Mais des *facteurs positifs* font apparaître, surtout après 1950, une nouvelle évolution française. Grâce d'abord à *l'aide Marshall* puis à l'entrée dans la C. E. C. A., la pénurie de capitaux dont souffrait la France est atténuée et, en même temps, le pouvoir économique passe entre les mains des nouvelles générations qui n'ont connu ni la stabilité du franc, ni les traditions de « bas de laine » et adoptent un rythme de développement « à l'américaine » (toutes proportions gardées) : peu à peu certains secteurs-clés de l'économie française perdent l'aspect timoré, conservateur, très fréquent dans les périodes précédentes; des encouragements et des directives sont données dans ce sens par *les plans de modernisation et d'équipement* (plans Monnet). Un des aspects de cette nouvelle expansion française est, comme dans la plupart des vieux pays industriels, le développement des industries de mécanique de précision et de la pétrochimie favorisée par les découvertes d'hydrocarbures faites en France, surtout celles du gise-

ment de Lacq en 1953-1957. En outre l'économie est stimulée par la mise en chantier de grands travaux : barrages, centrales nucléaires, pont de Tancarville.

Un autre signe de l'orientation nouvelle de la France est manifesté par le *renversement de la situation démographique*. En 1938 le taux de natalité s'était abaissé à 14,9 pour 1000, tandis que celui de mortalité était supérieur à 15,8 pour 1000; après la guerre la situation est modifiée en partie grâce à la politique nataliste poursuivie par les gouvernements : la création des allocations familiales par exemple; l'accroissement de la population est très sensible, le taux de natalité reste supérieur à 18 pour 1000 (18,3 pour 1000 en 1959) et celui de mortalité s'abaisse régulièrement (à 11,2 pour 1000 en 1959). Mais ce renversement impose, pendant quelques années, de lourdes charges à l'économie française : ce sont les classes adultes, les moins nombreuses, qui doivent faire vivre une forte proportion de vieillards et d'enfants. Ce phénomène explique, en partie, la pénurie de main-d'œuvre dont souffre la France et le besoin de faire appel à l'immigration soit italienne, dans le cadre de l'intégration européenne, soit en provenance d'Afrique du Nord.

La nouvelle vitalité française est accompagnée d'une véritable « explosion » d'appétit de vivre qui bouleverse bien des traditions, des habitudes, scandalisent les « vieilles générations » mais apporte, comme tout élan de jeunesse et malgré l'angoisse dont elle est très profondément marquée, de grandes possibilités de renouvellement aussi bien dans les techniques que dans les arts.

Mais la vie française est dominée, tout au long de cette période, *par les questions coloniales* et en particulier par le problème algérien que ne parvient à résoudre aucun des gouvernements qui se succèdent rapidement depuis le 1er novembre 1954 (début de l'insurrection dans l'Aurès); cette impuissance des dirigeants politiques parisiens à trouver, ou à imposer, une solution est à l'origine de la crise du 13 mai 1958 qui ramène le général de Gaulle au pouvoir et fait disparaître la IVe République, tant il est vrai que « les régimes français au XXe siècle ont été renversés moins par leurs ennemis que par leurs contradictions et leurs échecs » (R. Aron).

En Grande-Bretagne, la reconstruction de l'immédiat après-guerre est réalisée par les *travaillistes* qui sont au pouvoir de juillet 1945 à octobre 1951. Ils veulent, comme la majorité des électeurs britanniques, que « les sacrifices de la guerre n'aient pas été vains et qu'ils soient l'occasion d'un grand changement dans la société britannique » (L. Chevalier). C'est dans cette perspective que fut choisie la *politique d'austérité* comportant le maintien du rationnement alimentaire, de lourds impôts sur les bénéfices et le contrôle des prix. Mais en même temps, est organisé le *Welfare-State* c'est-à-dire un système de sécurité sociale très généreux; les salaires sont un peu augmentés et la reconstruction matérielle du pays, hâtée.

Dans cette reconstruction entre, d'ailleurs, le souci du plein-emploi de la main-d'œuvre qui ne peut être réalisé que par le lancement de nouvelles industries, dans les régions moins surpeuplées et, par conséquent, toute une politique de construction de logements qui permet à la Grande-Bretagne de retrouver, dès 1950, la situation d'avant-guerre.

La situation de la Grande-Bretagne se rétablit malgré *des difficultés de tous ordres : financières* (liquidation des avoirs à l'étranger, endettement à l'égard des États-Unis et des Dominions), *monétaires* (dévaluation de la livre en 1949), et même proprement *économiques* (crise charbonnière de 1947). A partir de 1950-51 la restauration se confirme à cause du réarmement qui favorise l'expansion industrielle et l'élévation des cours de matières premières produites par les Dominions; la balance des comptes se trouve de nouveau favorable à la livre.

Le rétablissement de l'économie, la stabilité retrouvée ont provoqué, en 1951, un *retournement de la situation politique :* par un très léger déplacement de voix les électeurs britanniques ont rejeté la politique d'austérité et d'intervention pratiquée par les travaillistes, pour retourner au libéralisme traditionnel dont les conservateurs se font les défenseurs. Leur rentrée au gouvernement arrête la grande série des réformes (dénationalisation de la sidérurgie en 1953) et imprime une nouvelle orientation à la politique continentale de la Grande-Bretagne. Les dirigeants se méfient des projets de l'intégration européenne; ils se tiennent à l'écart de la C. E. C. A. et du Marché Commun jusqu'en 1961; ils essaient d'imposer à l'Europe le retour au libéralisme : petite zone de libre-échange; mais surtout, ils maintiennent des liens étroits avec les Dominions, sauf avec l'Afrique du Sud, et s'efforcent de trouver des solutions pacifiques aux problèmes de la décolonisation ce qui leur permet, le plus souvent, de conserver une place prépondérante dans les pays jadis dépendants.

NOTES ET DOCUMENTS

1 La Charte de l'Atlantique (14 août 1941).

1. Les États-Unis et le Royaume-Uni ne recherchent aucun agrandissement territorial ou autre.

2. Ils ne désirent voir aucune modification territoriale qui ne soit conforme aux vœux des peuples intéressés, et s'exprimant en toute liberté.

3. Ils respectent le droit des peuples à choisir la forme de gouvernement qui leur plait; ils souhaitent que soient rétablis les droits souverains des nations qui en ont été privées par la force.

4. Compte tenu des obligations déjà souscrites, ils s'efforceront de permettre à tous les États, grands ou petits, vainqueurs ou vaincus, l'accès aux matières premières indispensables à leur prospérité économique.

5. Ils souhaitent réaliser entre toutes les nations une complète entente économique afin de garantir, à toutes, l'amélioration de la condition ouvrière, le progrès économique et la sécurité sociale.

6. Après la destruction définitive de la tyrannie nazie, ils espèrent voir s'établir une paix qui fournira à toutes les nations les moyens de demeurer en sûreté dans leurs propres frontières et qui donnera l'assurance que tous les hommes, dans tous les pays, pourront vivre libérés de la crainte et du besoin.

7. Une telle paix devrait permettre à tous les hommes de traverser, sans entraves, les mers et les océans.

8. Ils croient que pour des raisons pratiques aussi bien que spirituelles, toutes les nations du monde doivent en arriver à renoncer à l'emploi de la force. Étant donné qu'aucune paix future ne pourra être maintenue si les armements terrestres, navals ou aériens continuent à être utilisés par des nations qui menacent ou peuvent menacer d'agression en dehors de leurs frontières, ils croient que, en attendant l'établissement d'un système de sécurité générale plus large et permanent, le désarmement de ces nations est essentiel. Ils favoriseront et encourageront également toutes les autres mesures praticables qui allégeront, pour les peuples pacifiques, l'écrasant fardeau des armements.

2 La décolonisation. Les aspirations des « Négro-Africains » en 1945.

On nous demande notre coopération pour refaire une France qui soit à la mesure de l'Homme et de l'universel. Nous acceptons, mais il ne faut pas que la métropole se leurre ou essaye de ruser. Le « Bon Nègre » est mort; les paternalistes doivent en faire leur deuil. C'est la poule aux œufs d'or qu'ils ont tuée. Trois siècles de traite, un siècle d'occupation n'ont pu nous avilir, tous les catéchismes enseignés (et les rationalistes ne sont pas les moins impérialistes) n'ont pu nous faire croire à notre infériorité. *Nous voulons une coopération dans la dignité et l'honneur*, sans quoi ce ne serait que « Kollaboration », à la vichyssoise. Nous sommes rassasiés de bonnes paroles (jusqu'à la nausée), de sympathie méprisante; ce qu'il nous faut ce sont des actes de justice. Comme le disait un journal sénégalais : « Nous ne sommes pas des séparatistes, mais nous voulons l'égalité dans la cité. » Nous disons bien : l'ÉGALITÉ.

Pratiquement, nous voulons, entre autres choses :

1° Que la Constituante complète la déclaration des « Droits de l'Homme », en ajoutant à la liberté et à l'égalité des individus celle des peuples et des races;

2° Que la métropole, au lieu de s'appuyer, sans consulter les intéressés, sur des coutumes dont on a brisé les cadres et parfois vidé l'esprit, laisse les autochtones eux-mêmes modifier leurs institutions. Car ce sont eux-mêmes qui doivent assimiler les éléments solubles de la civilisation française;

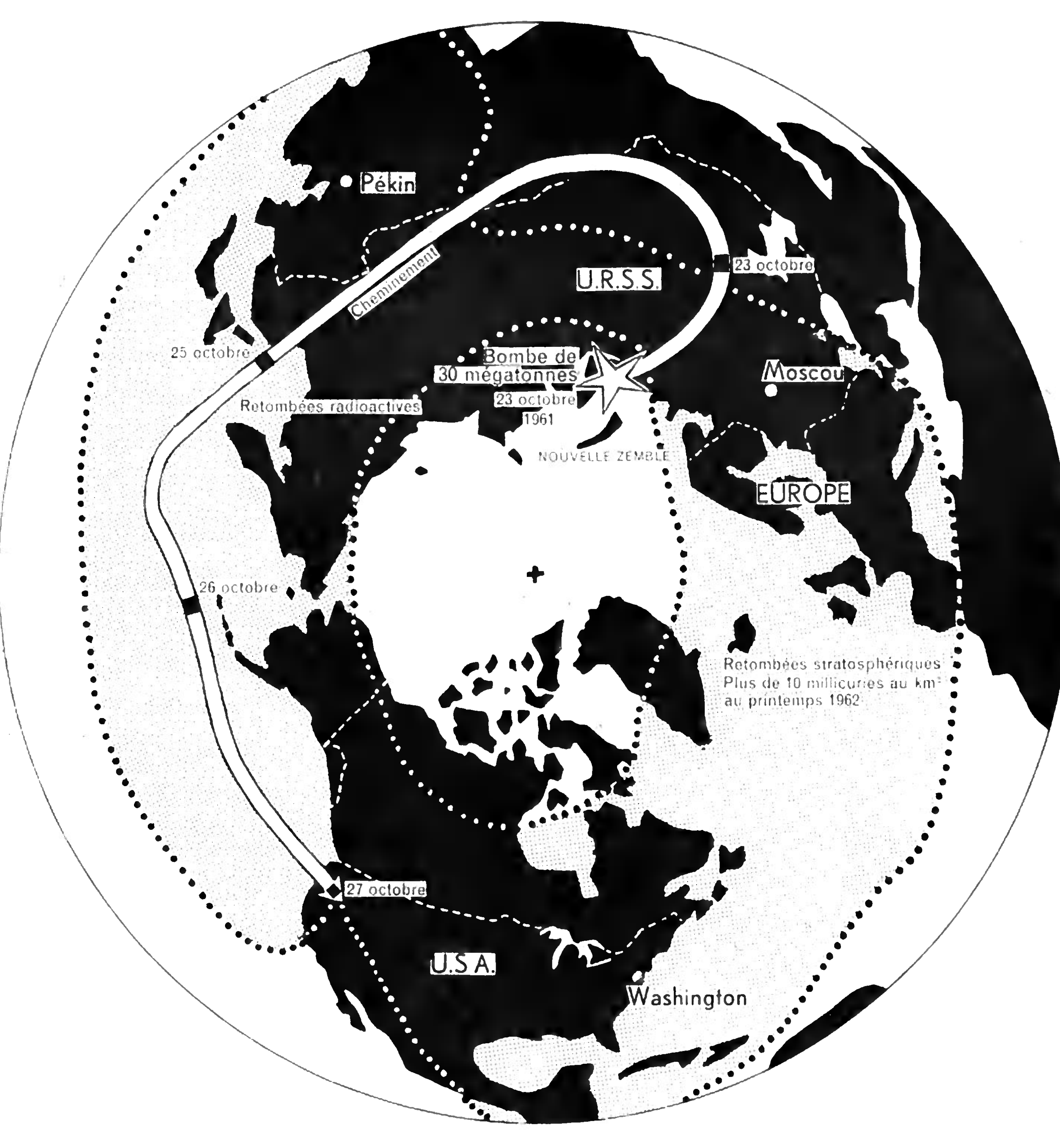
6° Que la justice soit la même pour les autochtones comme pour les Européens et les « non-Africains ». Qu'en particulier... les droits de la défense soient sauvegardés pour tous — ce qui implique la suppression du « code de l'indigénat »;

7° Que le travail forcé, sous quelque nom qu'on le déguise, soit supprimé, étant entendu que l'État ne pourra obliger personne à travailler pour un quelconque particulier.

Nous ne le dissimulons pas, c'est là un programme révolutionnaire. Mais la IVe République sera l'héritière des Ire et IIe Républiques, et elle sera révolutionnaire en libérant tous les « colonisés » quels qu'ils soient; ou bien elle sera comme la IIIe, capitaliste, impérialiste, « occupante », et la révolution risque de se faire contre elle.

Cette guerre n'a aucun sens si elle n'est anti-nazie. L'Allemagne a été vaincue, le nazisme ne l'a été ni en France ni surtout en Afrique. C'est ce que me disait tristement un congénère en ce soir du 8 mai, en ce soir de Victoire, et nous ne parvenions pas à rire, car notre joie était inquiète : nos morts n'étaient pas apaisés.

Léopold Sedar Senghor
Défense de l'Afrique Noire
(Revue ESPRIT, 1er juillet 1945.)



LE DANGER ATOMIQUE

Cette carte représente le cheminement des éléments radioactifs libérés par l'explosion de la superbombe russe (30 mégatones), le 23 octobre 1961. En grisé, la zone dans laquelle se déploient les retombées radioactives.

LE MONDE APRÈS 1945
LE MONDE COMMUNISTE, LE TIERS MONDE

En face des Occidentaux, jadis maîtres du monde, la guerre a fait surgir deux forces nouvelles : le monde communiste, puissamment industrialisé, capable dans bien des domaines de soutenir la comparaison avec le monde occidental ; le « Tiers Monde » dont le poids démographique est considérable s'il n'a encore ni trouvé de véritable cohésion, ni cessé d'être le jouet des rivalités entre les deux blocs.

I. Le monde communiste : l'U.R.S.S. triomphante.

A l'est, jusqu'à présent, les forces sont plus disproportionnées encore qu'à l'ouest. Bien plus que les États-Unis dans le monde occidental, l'U. R. S. S. apparaît, dans le bloc qu'elle conduit, comme la puissance qui domine de très loin les autres, y compris la Chine. Dans les États de l'Europe orientale, l'évolution socialiste précipitée par la coupure du monde en deux s'est alors réalisée. Enfin, depuis les succès soviétiques et l'exemple de la Chine, bien des pays du « Tiers Monde » sont tentés par les modèles socialistes. Une part notable de l'humanité se tourne vers Moscou et Pékin.

1. La « nouvelle construction » soviétique : La Seconde Guerre Mondiale, surtout l'éclatant renversement après les sombres jours de 1941-1942, ont révélé la puissance de l'U.R.S.S. à un monde qui doutait encore, en 1939, de la « solidité du régime ». Menant le pays avec une extrême rigueur, Staline a présidé à l'effort de guerre et à la rapide reconstruction du pays. Depuis sa mort (mars 1953), malgré certaines contraintes, le régime s'est assoupli et le progrès économique a continué à pas de géant.

En 1945, le bilan des désastres qu'a amassés la guerre est effroyable : plus de 17 millions de morts, civils ou militaires, des millions d'invalides, des millions, 25 peut-être, de sans-abri ; toutes les terres fertiles de l'Ukraine et des pays de la Volga ravagées, inutilisables ; les aménagements industriels de l'ouest, ceux du Donetz en particulier, entièrement détruits. Si la cohésion nationale a été maintenue largement pendant la guerre, c'est par horreur de la domination allemande. Il fallut dans certaines régions menacées et où des sentiments « séparatistes » éveillés par les nazis risquaient de compromettre la défense (dans le Caucase par exemple), faire des concessions : relâcher la collectivisation des terres, admettre certaines manifestations de la vie religieuse. Il a fallu ici où là parer au plus pressé, fixer les nouvelles frontières, réimplanter des populations soviétiques et installer des éléments « sûrs » dans les régions nouvellement acquises.

A partir de 1946 commence la *nouvelle construction* de l'U.R.S.S. : plus peut-être qu'une reconstruction c'est une nouvelle naissance d'un pays désormais conscient de sa force, fier de ses victoires.

De 1946 à 1955, deux plans quinquennaux organisent le redressement de l'industrie : le niveau de production de 1940 est retrouvé dès 1948 ; l'accroissement annuel de la production industrielle, de 20 % au cours de la première période, est encore de 12 % par an, entre 1951 et 1955 ; en outre, et c'est là le grand fait de l'après-guerre, les régions de l'est — Oural et Asie soviétique — se développent beaucoup plus vite que celles de l'ouest. L'effort industriel porte encore et surtout sur les secteurs de base dont les progrès sont indispensables lorsque la rupture entre l'est et l'ouest impose un réarmement général.

Par contre, la restauration agricole est plus lente et plus difficile. En 1949-50, sont lancés les grands projets de « modification de la nature » : création de larges bandes forestières dans les steppes du sud, gigantesques travaux d'irrigation en Asie centrale ; travaux d'aménagement du bassin de la Volga où barrages, canaux d'irrigation et de jonction facilitent l'essor économique.

Cependant les récoltes demeurent insuffisantes ; pour les accroître, le cinquième plan quinquennal prévoit le regroupement des *kolkhoz* : 254 000 en 1950, 97 000 seulement en 1952. Toutefois la lenteur des progrès agricoles retarde « le passage du socialisme au communisme ».

Progrès techniques et urbanisation : l'effort de rénovation économique est accompagné d'un développement de l'éducation ;

le nombre des techniciens augmente pour répondre aux besoins énormes de l'expansion. Cette promotion entraîne le renouvellement continu des cadres sociaux.

Des modifications de la structure sociale apparaissent également, fruit de l'industrialisation : la population des villes augmente beaucoup; l'ancienne Russie, pays rural, disparaît; l'U. R. S. S. est désormais fortement urbanisée (en 1952 Khroutchev songe à créer des « agrovilles »).

2. Les rigueurs du stalinisme : Cette renaissance n'apporte cependant pas un allègement à la sévérité de la vie quotidienne.

Biens de consommation et denrées alimentaires demeurent rares bien que le rationnement ait été supprimé officiellement en décembre 1947 et que, depuis lors, une baisse annuelle autoritaire des prix soit réalisée qui permet en principe une notable élévation du niveau de vie.

Le Parti surveille toutes les formes d'activité. La vie intellectuelle et artistique est contrôlée étroitement par *Jdanov* qui impose la stricte observance du « réalisme socialiste ». Les nouvelles tendances artistiques qui fleurissent dans le Monde Occidental sont condamnées comme autant de manifestations de dégénérescence, de même que les « libertés » prises sous la menace hitlérienne et qui apparaissent dans les romans d'Alexis Tolstoï, les films d'Eisenstein ou la musique de Prokofiev ou de Chostakovitch.

Cette surveillance jalouse devient inquisitoriale et lorsque, après 1948, la guerre froide donne à l'U.R.S.S. un sentiment d'isolement, d'encerclement. Suspects, « espions » sont de nouveau pourchassés, interrogés, torturés, déportés, exécutés. La méfiance atteint tout ce qui peut être taxé de « cosmopolitisme » : le sionisme en particulier que Staline condamne véhémentement : le « complot des médecins » dénoncé en janvier 1953 est un des épisodes dramatiques de cette condamnation.

Le titre de généralissime vaut à *Staline* la gloire du triomphe sur l'Allemagne : dès 1947, il n'est plus question de Joukov, lors des fêtes qui célèbrent l'anniversaire de la prise de Berlin. Ce prestige accru et, à partir de 1948, l'atmosphère de guerre froide ressuscitant la psychose d'encerclement renforcent encore son autorité. Dès lors il n'est plus trace de la direction collégiale instaurée par Lénine; les Congrès du Parti ne sont plus convoqués (il y en eut un, en 1939, le suivant, le XIXe, en octobre 1952); même le Soviet Suprême n'a plus guère d'importance et devient le champ clos où s'affrontent de terribles rivalités; mais la « Troïka » des favoris de Staline : Molotov, Malenkov et Beria, semble assurée de l'emporter sans contestation.

L'autorité du généralissime est absolue; aussi bien, lorsque sa maladie fut connue, à l'ouest, on redouta de voir s'ouvrir une « période de tension extrême, de terreur en Russie et peut-être plus encore à travers les pays satellites ». Or Staline mourut le 5 mars 1953. Non seulement il n'y eut pas de « terreur » mais très vite ses derniers actes politiques furent contestés (les médecins compromis dans le « complot » furent « blanchis », dès avril).

3. L'adoucissement du régime après la mort de Staline : Parmi les « favoris » de Staline, Beria, ancien chef du Guépéou, l'homme dur de la Troïka était éliminé, dès juillet 1953. Il sembla que l'U.R.S.S. allait retrouver une direction collégiale sous la présidence de Malenkov (1953-1955) et s'orienter vers une détente intérieure.

C'est le moment où le Patriarche de Moscou comparait Staline à Moïse conduisant le Peuple Élu jusqu'à l'entrée de la Terre Promise et Malenkov à Josué qui, lui, fit entrer le Peuple (soviétique) dans la Terre Promise (du Communisme). Cette détente se traduisit par un accroissement de la production des biens de consommation qui permit aux Soviétiques de vivre mieux. C'est le « Dégel » (ainsi que le nomme Ilya Ehrenbourg); on ose, désormais, parler. L'U. R. S. S. entrouvre ses portes; les Occidentaux peuvent obtenir des « Visas pour Moscou » et découvrir le nouveau visage d'un pays resté si longtemps verrouillé.

Mais l'ère Malenkov ne dure pas; dès 1955, il est remplacé par *Boulganine et Khroutchev*. A la place du despote enfermé dans le Kremlin, peu accessible, « maladivement soupçonneux » (Rapport de Khroutchev au XXe Congrès du Parti Communiste, en février 1956), les nouveaux dirigeants se montrent volontiers, souriants parfois, infatigables voyageurs en U. R. S. S., à l'étranger. La politique de détente extérieure est, sans doute, à éclipses, mais à l'intérieur elle paraît se développer continuement : sur le plan moral il s'agit de bannir « le culte de la personnalité » (XXe Congrès) d'affranchir le Parti et le Peuple de la soumission imposée jadis.

Toutefois, il ne saurait être question de ralentir l'expansion économique. Mais les conditions sont changées : l'U. R. S. S. a atteint un tel niveau de développement que « seuls les plans d'ensemble et de longue durée permettent d'apporter d'importantes modifications à la structure de l'économie nationale ». Ces changements apparaissent rapidement. En juin 1957, on crée des organismes régionaux : les *Sovnarkhoz*, chargés de coordonner la réalisation des Plans; cette décentralisation est

suivie par l'abandon, en septembre 1957, du 6e Plan quinquennal (lancé en 1956) et son remplacement, après une période transitoire, par un Plan de sept ans : 1959-1965. Dès les premières semaines de 1957, est annoncée la suppression des S.M.T. et une nouvelle réorganisation des kolkhoz.

La masse des produits mis à la disposition des soviétiques augmente, la contrainte se relâche et la fierté des réalisations spectaculaires s'impose à tous (remier spoutnik lancé en octobre 1957).

II. Le monde communiste : les "satellites" et la Chine.

Les conférences de Téhéran et de Yalta avaient fixé, pour l'Europe, les zones d'influence que se concédaient réciproquement les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S. Le délabrement économique des pays de l'est européen, la guerre froide, l'autorité de Staline firent glisser ces États vers des régimes socialistes. En réponse même à l'intégration occidentale, une étroite collaboration s'instaura entre eux. Toutefois ces modifications n'allèrent pas sans heurts intérieurs ou extérieurs : la Yougoslavie, tout en demeurant une Démocratie Populaire, fut mise au ban du bloc socialiste.

1. Des Fronts Nationaux au Kominform : A leur libération, les pays de l'Est connurent des gouvernements de coalition axés vers la gauche, dits de « Front National » où se retrouvaient tous ceux qui avaient combattu l'Allemagne. Des réformes agraires furent amorcées d'autant plus aisément que les classes possédantes ruinées avaient à peu près disparu. Enfin l'occupation soviétique renforçait ce mouvement général.

Dès 1945, les Communistes jouent à fond la carte de *l'anti-germanisme et du nationalisme*. Ils s'attachent ainsi les masses populaires que ne réussissent guère à encadrer les partis « bourgeois » affaiblis par leurs divisions et par l'appui qu'ils attendent, trop souvent, de l'étranger. La position de force des partis d'extrême-gauche est encore consolidée par les liens qui les unissent entre eux. Dès octobre 1947, à Varsovie, délégués soviétiques et partis communistes de l'est créent le *Kominform*, qui doit coordonner leur action dans les Démocraties Populaires.

A partir de 1947, de même qu'à l'ouest les communistes sont exclus de tous les gouvernements, à l'est, les partis associés dans les fronts nationaux se retirent. N'ayant que peu d'appuis populaires, ils ne peuvent résister à la manœuvre, sauf en *Finlande* où le parti agrarien de Kekkonen se maintient et résiste au « noyautage » qui a désagrégé les groupes semblables dans les autres Démocraties Populaires.

Cette révolution se fait « à froid » sans que les populations semblent s'émouvoir outre mesure de l'élimination plus ou moins brutale des partis bourgeois (« coup de Prague » en février-mars 1948, marqué par le suicide de Mazaryk et suivi, en juin, de la démission du président Bénès).

En juin 1948 dans tous les États de la zone d'influence soviétique, des gouvernements communistes sont installés; mais, au même moment, la Yougoslavie qui, après la guerre, avait, la première adopté le communisme, est exclue du Kominform (juin 1948) : son chef, le maréchal Tito, a voulu réaliser une socialisation rapide que Staline juge inopportune. Tito et les communistes yougoslaves, honnis par les pays du bloc oriental, mais décidés à tenir tête, adoptent une « voie » originale vers le Communisme. Seulement leur pays, très peu industrialisé encore, a besoin d'aide financière : il va la chercher à l'ouest, ne la trouvant pas en U.R.S.S.

2. Les difficultés matérielles et morales : La rupture de Tito avec le Kominform illustre l'opposition qui apparut, bien des fois, entre les démocraties populaires et l'U.R.S.S. mais qui ne prit jamais jusqu'en 1956 un tour aussi brutal.

Pour éviter de pareilles ruptures, entre 1948 et 1953, les partis communistes des pays du Kominform sont épurés rigoureusement. Des procès retentissants ont lieu contre les anciens dirigeants suspects de « nationalisme » : Rajk, en Hongrie; Kostov, en Bulgarie; Slansky et Clementis, en Tchécoslovaquie. Comme en U.R.S.S., et malgré la mort de Jdanov (1948), la vie intellectuelle et artistique se soumet au « réalisme socialiste »; le russe devient obligatoire dans les écoles où sont formés jeunes ou vieux. Cette bolchévisation s'accompagne d'une lutte contre l'Église catholique : trop riche elle appuie souvent les anciens régimes et, par sa dépendance à l'égard du Vatican, représente un élément occidental à combattre.

L'*intégration économique* des Démocraties Populaires fut poursuivie en même temps que leur alignement. En janvier 1949, un conseil d'aide économique mutuelle : le *Komekon*, réplique de l'O. E. C. E. occidental, est institué et doit per-

mettre de coordonner des plans-perspective dans tous les États. Après les destructions de la guerre (et de l'après-guerre en Allemagne orientale et chez les anciens satellites allemands où eurent lieu des démantèlements d'usines), il faut rétablir un minimum de vie économique : c'est l'œuvre des premiers plans jusqu'en 1949-1950. Dès lors et sous la pression des événements internationaux, pour assurer la stabilisation des régimes par un développement économique rationnel, des industries sont créées là où, jusqu'à la guerre, l'activité était restée essentiellement agricole, sauf en Tchécoslovaquie et en Allemagne Orientale. Des progrès évidents sont réalisés, d'autres, plus remarquables encore, prévus mais les objectifs semblent ambitieux : le niveau de vie baisse partout et dans les campagnes, la collectivisation des terres, imposée, est mal accueillie

Comme en U. R. S. S., la mort de Staline est le signal d'une détente : les dirigeants des Démocraties Populaires confessent leur excessive précipitation et leurs erreurs. Des agitations éclatent dans de nombreuses régions (mouvements ouvriers en Allemagne Orientale, Tchécoslovaquie et Hongrie) qui réveillent les inquiétudes des Soviétiques et les obligent à maintenir un contrôle moral et intellectuel strict, tandis que les sévérités du régime économique sont peu à peu allégées. Cependant, les remous sont trop profonds pour être aussitôt contenus; 1956 est l'année des grandes manifestations : en juillet, en Allemagne Orientale; en octobre, à Varsovie; en novembre, à Budapest. L'ordre est rétabli, plus facilement en Pologne et en Allemagne Orientale qu'en Hongrie où la répression est sanglante. Le calme revenu, l'essor économique reprend, tandis que se poursuit, comme en U. R. S. S., un allégement des contraintes imposées par le Stalinisme.



La grande mutation chinoise.

Mao Tsé-toung, que l'on voit ici de face (à droite coiffé d'une casquette), est le grand artisan et le théoricien des grandes transformations de la Chine ("Nouvelle démocratie de la Chine" 1940). Il a guidé le parti communiste depuis sa lutte contre Tchang Kaï-chek, 1927).

3. La grande mutation chinoise : Tandis que le communisme modifiait la physionomie de l'Europe orientale, en Asie, l'énorme Chine basculait dans le « bloc oriental »; elle allait tenter une nouvelle interprétation du « marxisme-léninisme » pour en proposer l'exemple aux pays du Tiers Monde.

De 1925 à 1949, la Chine fut le théâtre de guerres civiles et étrangères ininterrompues. Indifférente, passive, la multitude paysanne fut progressivement engagée dans cette lutte interminable. Les Communistes qui ont su la passionner, la rendre participante, se la concilier, ont pu ensuite éliminer leurs adversaires. Selon la tradition chinoise, la Révolution a été le résultat d'une immense jacquerie.

a) *Les faiblesses de la République chinoise.*

Malgré les efforts de Sun Yat-sen, la République chinoise n'était guère consolidée à sa mort et dans l'anarchie qui suivit, les vieilles habitudes réapparurent : les « Seigneurs de la guerre » pillant, rançonnant les campagnes, les fonctionnaires concussionnaires et avides à nouveau tout-puissants. Les paysans, de plus en plus misérables, fuyaient quand ils le pouvaient, surtout vers la Mandchourie; dans les villes, l'agitation ouvrière, à la fois nationaliste contre les Européens et communiste contre les gros capitalistes, devenait plus violente : à Changhaï, en 1927, par exemple (cf. Malraux, La Condition Humaine »). La victoire remportée par Tchang Kaï-chek sur ses rivaux ne rétablit pas l'ordre dans les campagnes; mais les nouveaux maîtres de la Chine, aidés des Européens combattirent durement les communistes regroupés au sud de Han-Kéou, sous la direction de Mao Tsé-toung.

Pour échapper à l'extermination, en octobre 1934, plus de cent mille d'entre eux — hommes, femmes, enfants — entreprennent la « Longue Marche » : après d'innombrables péripéties et des marches exténuantes, en moyenne 40 km par jour, à travers des massifs montagneux dépassant parfois 4 000 mètres, les 20 000 rescapés parviennent aux bords du désert, dans le Chen-Si où ils recommencent à vivre leur expérience.

Cependant les Japonais prenaient pied sur les côtes orientales et Tchang Kaï-chek qui les combattit, prend figure, un temps, de chef de la résistance nationale et retrouve l'appui des communistes qu'il avait voulu anéantir la veille.

b) *Les progrès des communistes.*

A partir de 1940, les nationalistes relâchent leur lutte contre les envahisseurs nippons et se retournent contre les réfugiés du Chen-Si. Or, entre temps, le rapport des forces s'est renversé; les communistes ont constitué une armée disciplinée, solide, chose inconnue depuis longtemps. Les troupes de Mao Tsé-toung, au lieu de « vivre sur le pays » en pressurant les paysans, les initient au sens du combat, respectent leurs cultures, même, dans les moments de répit les aident dans leurs travaux.

Le programme du Parti Communiste chinois a été exprimé dans la « Nouvelle Démocratie de la Chine » (1940). Mao Tsé-toung y reconnaît que l'écrasante majorité paysanne impose à la Révolution une « voie » nécessaire : il faut édifier un État sur l'alliance de plusieurs classes révolutionnaires, l'aide de l'U.R.S.S., passer de la société semi-féodale existant alors, à une société démocratique indépendante.

A mesure que s'étendent les territoires contrôlés par l'armée populaire, des assemblées locales y sont élues, les communistes se contentant du tiers des sièges. L'entraide entre villages, entre paysans et soldats est toujours plus fréquente pour les tâches courantes et la lutte, essentielle jusqu'en 1945, contre le Japon. Cette ténacité contraste avec l'abandon des Nationalistes, elle attire vers le Chen-Si des volontaires et de nombreuses sympathies utilisées lors de la dernière phase de la reconquête.

c) *L'effondrement des Nationalistes.*

Après la capitulation du Japon (août 1945), les deux Chines s'opposent. Tchang Kaï-chek, soutenu par les Américains, accepte le rétablissement, au profit des États-Unis, des privilèges que les Occidentaux avaient arrachés à la Chine à la fin du XIXe siècle. En même temps, le régime devient encore plus brutal et corrompu. Peut-être est-ce là une des raisons de la rapide conquête de la Chine continentale par les Communistes qui jouissent de la sympathie, de l'aide de ceux qui veulent la fin de la corruption intérieure et de l'exploitation par l'étranger.

Le premier grand succès de Mao Tsé-toung est remporté à Moukden (8 novembre 1948). Dès lors son avance ne rencontre qu'une opposition fragmentaire, partout balayée par la supériorité militaire et stratégique des Communistes. Souvent, comme à Pékin, des divisions nationalistes passent, entières, à l'armée populaire. Le 15 octobre 1949, la prise de Canton termine, en fait, cette longue période de guerre. La *République populaire chinoise* avait été proclamée à Pékin le 1er octobre; le *Times*, à Londres, annonçant la nouvelle, ajoutait, le 2 octobre : « C'est l'ouverture d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'Asie. »

4. Les difficultés à surmonter : Cette « ère nouvelle » s'ouvre sur une œuvre immense : il s'agit de reconstruire sur un plan absolument nouveau un pays où s'était élaborée l'une des plus vieilles civilisations du monde.

Le problème le plus grave tient à la *structure sociale* du pays : une multitude de paysans (510 millions, en 1953, sur 602 millions de Chinois) cultivant avec un soin méticuleux des champs minuscules généralement affermés. En effet, au cours des dernières années du régime de Tchang Kaï-chek, à cause de l'inflation monétaire, de vastes propriétés avaient été constituées par des spéculateurs qui pres-

suraient les paysans plus encore que ne l'avaient fait les régimes antérieurs. Dès 1946, dans les régions qu'ils dominent, les Communistes procèdent à « la plus grande redistribution agraire de l'histoire », poursuivie en même temps que la conquête elle-même et légalisée, le 28 juin 1950. Les paysans riches conservent, pour le moment, les terres qu'ils cultivaient directement; les autres terres sont partagées entre les cultivateurs pauvres. Ce grand transfert de propriété, nécessaire dans l'immédiat, ne peut suffire à résoudre le problème social : « Des millions de miséreux, de loqueteux, de mendiants, de prostituées » sont à reclasser. Il faut tenir tête à l'accroissement vertigineux de la population : plus de 12 millions par an, prévoir du travail pour les jeunes : environ 280 millions de moins de 18 ans, en 1953!

Il faut au même instant faire face à tout : non seulement les travaux d'équipement réalisés par les Occidentaux ou les Japonais — chemins de fer, routes, ports, mines — sont abandonnés, ruinés, ou sabotés; mais ce qui fut toujours l'œuvre des Chinois eux-mêmes est entièrement à reprendre : les digues des fleuves, par exemple, n'ont pas été entretenues et, en 1949, le Hoang-Ho submerge les régions riches du Nord-Est, noie des millions de paysans. Les réserves alimentaires sont précaires, le pays connaît la disette, dans certaines régions, la famine.

Pour lutter, la Chine ne possède que la multitude de ses habitants. Comme toujours, dans de pareilles circonstances, ceux qui refusent, s'opposent ou représentent le passé qu'il faut faire disparaître à tout prix, sont poursuivis, condamnés, si possible « rééduqués ».

Dans cette construction, la Chine ne peut compter que sur l'aide de *l'U.R.S.S. et des Démocraties Populaires*. En 1949, les États-Unis ont affirmé leur volonté de soutenir Tchang Kaï-chek, réfugié à Formose et qui conserve son rang de « cinquième Grand » à l'O.N.U., tandis que la Chine communiste n'y est pas admise. La Guerre de Corée, à laquelle participent des « volontaires » chinois, entre 1950 et 1953, et la guerre d'Indochine (1946-1954) au cours de laquelle le Viet-Minh reçoit l'aide du gouvernement de Pékin, aggravent l'isolement de la République populaire. Les Occidentaux interdisent l'exportation vers les ports chinois des produits stratégiques. Ce blocus, rigoureux au moins au début, oblige Pékin à réaliser, dans les conditions plus difficiles, l'extraordinaire mutation qui essaie de porter la Chine, en quelques années, au niveau des grandes puissances du monde.

5. Le nouveau visage de la Chine : Tout est en mouvement dans cette immense Chine, depuis 1949, depuis que s'est réalisée « une révolution aussi importante par ses conséquences que la révolution bolchévique de 1917 en Russie ». (Editorial du Times du 3 octobre 1949.)

Le pays est *administré et gouverné* comme il ne l'avait plus été depuis des siècles :

« La concussion, le népotisme, la coercition qui accompagnaient... l'exercice de l'administration et de la justice ont cessé. » Une Constitution provisoire, pour la durée du passage au régime communiste, assez semblable à celle que Staline avait établie en U. R. S. S., en 1936, a été approuvée, en septembre 1954. En fait, tout le pouvoir est entre les mains du *Parti Communiste* qui élimine rapidement les « compagnons de route », ces libéraux, nationalistes et « bourgeois », dont le soutien avait été accepté lors de la guerre civile. La disparition des « réactionnaires », presque toujours des possédants, contribue à niveler la société : s'il n'y a plus de riches, il n'y a plus, semble-t-il, ces millions de misérables mendiant à travers le pays. La rareté des biens de consommation, des tissus en particulier, aidant, ce nivellement entraîne l'uniformisation de l'habillement : une combinaison de cotonnade bleue, que tous, hommes et femmes, portent, fait ressembler la Chine à une immense fourmilière de « fourmis bleues ».

Le lent relèvement du niveau de vie, valable pour quelques 500 millions de Chinois, témoigne d'un *redressement économique* certain, réalisé suivant des plans-perspective comme toujours dans les pays socialistes. Selon les idées de Mao Tsé-toung, le *communisme chinois est un communisme agraire;* c'est sur l'agriculture que repose le présent comme si les paysans chinois avaient pour mission de « fournir avec leurs seules mains nues tout ce dont on a besoin » tandis que « loin, dans la ville, les grosses machines travaillent pour l'avenir » (Tibor Mende).

Par étapes, « par bonds », l'agriculture chinoise est modifiée : tout d'abord des coopératives de production sont constituées; à partir de 1955-56, elles se transforment en kolkhoz (mais « kolkhoz de poupées » à cause de leur exiguïté); en 1958, une violente campagne contre les « paysans nouveaux riches » est lancée et l'expérience des « communes populaires » commence. En même temps, l'espace cultivé s'élargit vers l'Ouest, surtout vers le Nord-Ouest. Partout ou presque partout, les techniques agricoles demeurent cependant les mêmes, ou peu s'en faut, que celles utilisées depuis des siècles, avec cette différence que les travaux sont réalisés par des groupes nombreux, sur de vastes espaces, alors qu'autrefois il s'agissait d'un travail familial, dans des exploitations minuscules. Malgré des efforts inouïs, les catastrophes naturelles fréquentes rendent précaires les résultats acquis.

L'*industrialisation* de la Chine comporte, elle aussi, divers aspects, tout d'abord la nécessité d'avoir des techniciens à tous les degrés. Entre 1949 et 1952, le nombre des accidents du travail est impressionnant. Mais les progrès de l'éducation de la main-d'œuvre, les admirables dons d'imitation et d'invention des Chinois réduisent les risques d'accidents; le nombre des techniciens soviétiques, envoyés en Chine, commence à diminuer sérieuse-

ment après la mise en route du premier Plan quinquennal (1952-1957).

Cette industrie renouvelée a un régime *mixte* : les mines, la production énergétique et tout le secteur de base ont été nationalisés dès 1949; pour les industries alimentaires et textiles demeure un secteur privé, de plus en plus limité et contrôlé jusqu'à sa disparition, en 1958

Enfin en Chine comme en U.R.S.S., de nouveaux centres industriels naissent, progressent vite, dans des régions jusqu'alors désertiques ou semi-désertiques. Au cours du premier quinquennat, les Chinois ont restauré et accru les centres anciens; puis avec le second plan, les grands travaux ont commencé entraînant d'innombrables déplacements de populations.

6. L'intégration au bloc communiste : Ce grand déplacement vers l'ouest illustre une des difficultés de la Chine nouvelle. Isolée des autres pays asiatiques par le blocus des Occidentaux, elle s'est tournée vers les pays commmunistes mais n'y a trouvé ni les produits, ni les clients qui lui convenaient, elle s'efforce alors de rompre le « rideau de bambou » et de reprendre place parmi les pays du Sud-Est asiatique qu'elle attire et effraie à la fois (participation à la Conférence de Bandoeng, du 18 au 24 avril 1955).

Cette ouverture vers le Tiers Monde n'est pas un abandon du bloc communiste où, au contraire, sa croissance lui vaut une place de plus en plus grande. Les délégués chinois participent à la conférence de Varsovie et signent, le 14 avril 1956, un pacte d'assistance militaire, réplique orientale de l'O.T.A.N.; ils sont présents aux grandes assises qui réunissent les divers partis communistes. Depuis la mort de Staline, leur position doctrinale et matérielle leur vaut une place à part dans ces réunions : la fermeté doctrinale de Mao Tsé-toung et la rapidité avec laquelle les dirigeants chinois ont transformé leur pays en font, pour les Soviétiques, des interlocuteurs hors de pair.

III. Entrée en scène du Tiers Monde.

En 1939 encore, l'univers dépendait, en gros, de ce qui constitue maintenant le « Monde Libre »; la puissance de l'U.R.S.S., forgée de 1917 à 1941, se révéla au cours de la Seconde Guerre Mondiale. Déjà cependant « la silhouette d'un troisième personnage... se profile à l'arrière-plan de la scène : celui de la majorité sous-alimentée et rongée de maladies de l'humanité qui se traîne sur le devant de la scène, pour revendiquer cette part du progrès humain qui lui est refusée depuis si longtemps » (T. Mende). L'entrée en scène de cette masse, autrefois plus ou moins directement colonisée, est un des très grands phénomènes humains des années d'après-guerre, peut-être celui qui bouleverse le plus complètement les données habituelles de la vie internationale.

1. Deux exceptions. Dans l'aire géographique de cette majorité de l'humanité, deux pays, le Japon et Israël, font exception.

Ni l'un ni l'autre ne sont, à proprement parler, des pays « sous-développés » bien que leur population ne jouisse pas encore d'un niveau de vie comparable à celui de l'Occident, leurs structures politiques, sociales, économiques les rapprocheraient plus du monde libre que du monde soviétique.

La renaissance du Japon : Après la capitulation d'août 1945 et jusqu'en 1947, comme ce fut le cas pour l'Allemagne, le Japon est soumis à un étroit contrôle allié; des troupes américaines commandées par le général Mac-Arthur l'occupent.

Les usines, ce qui en reste après les bombardements, sont démontées; les trusts, les *Zaibatsu*, sont interdits; le gouvernement est transformé : une constitution est promulguée, le 3 novembre 1946, qui reprend fidèlement certaines formules de droit public américain, établit une démocratie parlementaire, fait de l'Empereur « un symbole de l'État et de l'unité du peuple », mais supprime le « Shintô d'État » (c'est-à-dire le culte impérial qui assurait l'obéissance à l'Empereur). Parmi les règles fondamentales nouvelles figurent l'interdiction de faire la guerre, de reconstituer une armée, le principe d'une réforme agraire et d'une décentralisation administrative (de l'enseignement, sur-

tout) qui s'inspire, elle aussi, de l'organisation des États-Unis.

Imposées par les vainqueurs, ces mesures furent acceptées sans difficultés cependant par les Japonais. « Après l'acharnement de la guerre du Pacifique on a vu les Japonais apprendre la capitulation sinon sans émotion, du moins sans aucun mouvement de masse. Dans les camps de prisonniers d'abord et plus encore sur leur propre sol, les Japonais se mirent courtoisement, diligemment au service des Américains. L'occupation ne provoqua aucun attentat, il n'y eut pas de résistance. La défaite, la loi du vainqueur, les réformes profondes du régime, la condamnation et l'exécution des chefs militaires soulevèrent encore moins de protestations que n'en avait soulevé la révolution du Meiji... Cette docilité n'est pas seulement suspecte, après la ferveur montrée par le peuple dans sa lutte contre la moitié du monde : elle est incompréhensible » (J. Stoetzel, « *Jeunesse sans chrysanthème ni sabre* »).

A partir de 1947, l'attitude américaine se modifie en raison de la conjoncture internationale : la conquête de la Chine par les Communistes, la guerre froide font apparaître le risque de précipiter l'inquiétant, « l'incompréhensible » Japon dans une nouvelle aventure. Il faut l'aider à rétablir son économie et lui permettre de « se subvenir à lui-même avec un niveau de vie raisonnable ».

La guerre de Corée, commencée le 25 juin 1950, accélère l'évolution; les armées américaines luttent contre les Coréens du Nord, aidés des Chinois; le Japon sert de base de ravitaillement.

Le Président du Conseil, Yoshida, au moment le plus défavorable de la guerre affirme sa fidélité aux États-Unis; il obtient des avantages substantiels, mais en même temps refuse, absolument, de réarmer. Après le rappel de Mac-Arthur (11 avril 1951) et le *traité de paix avec les Occidentaux* (San Francisco, 8 août 1951), le Japon retrouve sa pleine souveraineté et, comme l'Allemagne Occidentale, avec une rapidité prodigieuse, son ancienne activité. Le redressement de l'économie est très brillant, les Zaibatsu se sont, en fait, reconstitués et élargis, l'industrie japonaise, de nouveau concentrée, s'oriente vers la production de base jusqu'alors peu développée.

Malgré ces progrès, l'énorme expansion démographique représente un grave danger; la politique de limitation des naissances (loi de 1949) n'endigue que lentement ce flot humain qui risque de « faire éclater le Japon sur lui-même » puisque toutes les « soupapes » possibles sont interdites : armée, émigration, colonies.

Israël, « tête de pont de l'Occident » en Asie : Depuis la fin du XIXe siècle, le sionisme encourageait le retour des Juifs en Palestine et la création d'un État indépendant.

En 1917, plus solennellement en 1920, la Grande-Bretagne, chargée de l'administration de la Palestine, y organisa « un foyer national pour le peuple juif » qui s'accrut avec l'apport d'éléments fortement occidentalisés. Ceux-ci, grâce aux abondants capitaux dont ils disposaient, avaient acquis les meilleures terres, créé dans les villes des industries et constitué une classe privilégiée par rapport à la population musulmane « sous-développée », irritée par l'arrivée de ces « intrus ». La situation était si tendue que les Britanniques refusèrent, jusqu'en 1944, l'aide que voulait leur fournir le foyer national juif, de peur que ce concours ne soulevât trop d'indignation chez les Musulmans.

Après la victoire la même inquiétude fait refuser l'autorisation d'entrer en Palestine à de nombreux immigrants échappés des camps d'extermination ou de « personnes déplacées » (affaire de l'*Exodus* en 1947). Une véritable guérilla oppose alors les groupes terroristes (groupe Stern, Irgoun) aux Anglais, qui soumettent le problème à l'O.N.U. *En novembre 1947* un plan de partage, adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies, est dénoncé aussi bien par le gouvernement israélien que par la Ligue Arabe.

Les Israéliens, moins nombreux et, au début, moins bien armés que leurs adversaires, mais soutenus par toutes les communautés juives d'Occident, combattent victorieusement les troupes de la Ligue Arabe, surtout les Égyptiens. En février 1949, un armistice intervient, imposé par les Occidentaux : il n'a jamais été suivi d'un traité de paix et fut souvent rompu.

Le nouvel État devient vite différent de ce qu'avait été l'ilot de colonisation sioniste. C'est un minuscule territoire de 20 700 km², les deux tiers en sont occupés par le désert du Néguev. En 1954, il compte déjà plus de 1 700 000 habitants dont plus de 1 500 000 Juifs; en 1950, la *loi du Retour* déclare que « tout Juif a le droit de revenir dans le pays comme immigrant » et devient, automatiquement, citoyen israélien. L'hostilité du monde musulman accélère l'immigration de Communautés entières qui arrivent, de tout le Moyen-Orient, démunies de tout, ignorant les méthodes économiques du monde occidental, dans un état sanitaire pitoyable, fanatiquement attachées aux lois religieuses. L'équilibre du nouvel État est rendu fragile par la coexistence de cette masse techniquement peu évoluée, religieusement fidèle à la tradition mosaïque et des anciens immigrants très occidentalisés et beaucoup moins religieux.

Cet isolement, en milieu musulman hostile, renforce les tendances religieuses qui constituent le véritable ciment de l'État d'Israël. En même temps, la nécessité de survivre lui impose un tour de force économique : des travaux d'irrigation doivent permettre de cultiver le Néguev en bordure duquel s'installent

les *Kibboutzim* (fermes collectives); des industries se développent grâce à des « injections constantes de capitaux étrangers ». Mais la croissance d'Israël et les réalisations spectaculaires qu'il obtient ne font que l'opposer davantage aux autres pays afro-asiatiques aux yeux desquels il n'est qu'une « tête de pont du colonialisme anglo-américain en Orient » (Nehru).

2. Du sous-développement au Tiers Monde : De 1939 à 1950, les pays « développés » s'absorbent dans une lutte à mort, puis dans la reconstruction pénible de l'Europe, qui les obligent à relâcher leur domination sur le reste du monde. Ils apprennent vite que les pays, jadis soumis, peuvent devenir l'enjeu de la nouvelle rivalité entre les deux blocs. Une universelle explosion nationaliste complique le difficile problème de la « décolonisation », quelle qu'en soit la forme.

La tutelle occidentale se modifie.

Pendant la guerre, les belligérants ont été bien plus engagés dans la lutte qu'ils ne l'avaient été entre 1914 et 1918; les États non-européens eurent à développer la production à la fois des biens essentiels à leur survie et de tout ce qu'attendaient d'eux les Nations-Unies, ainsi le pétrole des États du Moyen-Orient, les denrées alimentaires, des Pays d'Amérique latine. A eux seuls, ces achats massifs ont permis d'éliminer souvent les dernières traces de la colonisation ou de la domination européenne. Toutefois, les États-Unis, moins absorbés par la guerre, incomparablement plus riches, ont maintenu, voire consolidé et étendu, leurs positions, imposant par leur puissance financière une nouvelle emprise sous la forme d'aides diverses et d'investissements.

En outre, à cause toujours de la guerre, des industries avaient été créées, une certaine rationalisation de la production, introduite; les Occidentaux avaient largement fait appel à tous ces pays; la guerre froide les obligea à manœuvrer avec plus de discrétion encore que par le passé.

Rien n'est possible contre ce mouvement irréversible, aux formes multiples, ni contre le développement industriel que l'Occident a mis en route, ni contre ce jeu plus libre que la guerre froide donne aux économies et aux diplomaties de ces États aux allures chaque jour plus dégagées. En même temps les « nantis », en raison de la solidarité économique croissante entre les peuples, découvrent à la fois l'unité dramatique du monde et la misère effroyable des deux tiers de l'humanité.

La faim dans le Monde.

Comment en douter depuis la création, dans le cadre de l'O.N.U., d'institutions spécialisées comme la F.A.O. (organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et l'O.M.S. (organisation mondiale de la santé). Cette misère est l'aspect immédiat du « sous-développement » en Amérique latine comme en Asie orientale et dans toute l'Afrique. Les deux tiers de l'humanité, soit en 1955, 1 800 millions d'hommes sur 2 700 millions sont sous-alimentés et la situation s'aggrave à mesure que s'améliore la lutte contre les fléaux naturels (lutte anti-paludéenne, par exemple) et les épidémies, puisque les moyens de production ne sont pas développés à un rythme correspondant. Il est non moins urgent de créer des écoles, des hôpitaux; « l'inégalité devant la faim » s'accompagne d'une « inégalité devant la maladie », donc « devant la mort ». Le cinéma, la presse illustrée favorisent, expliquent, à ce sujet, une large prise de conscience. En outre ne cesse d'agir, comme un remords, le désir de désamorcer l'évidente arme de propagande qu'est le contraste entre la misère des « démunis » et l'opulence des « nantis ».

Le nationalisme s'exaspère.

Cette découverte du sous-développement a renforcé le courant nationaliste qui s'exaspère d'autant plus que l'exploitation antérieure ne profitait guère aux habitants de ces régions et que « les générosités tardives et hésitantes des pays développés tendent moins à développer harmonieusement ceux à qui elles s'adressent qu'à en faire leurs obligés ». Partout les peuples dépendants, qu'ils aient acquis ou non leur indépendance politique pleine, font preuve d'une extrême sensibilité et craignent que toute forme d'aide ne cache un retour à l'ancienne exploitation coloniale ou néo-coloniale.

En *Amérique latine* éclatent des campagnes véhémentes (et souvent vaines) contre les *Yankees* qu'ils soient représentés par l'United Fruit Company (révolte du Guatémala, en 1954) ou l'American Sugar Company à Cuba (prise du pouvoir par Fidel Castro, en janvier 1959) ou les grands trusts pétroliers (au Vénézuéla par exemple). En Argentine, la dictature de Peron (1945-1955) et l'action de Vargas au Brésil (1930-1945 et 1950-1954) illustrent des difficultés analogues avec des réponses différentes. Les grandes fortunes, foncières et mobilières, sont respectées mais on tente de relever le niveau de vie des masses et d'accélérer l'industrialisation qui seule permettrait une véritable indépendance.



Fidel Castro

En janvier 1959, Fidel Castro qui dirigeait à Cuba la lutte armée contre le gouvernement de Battista, s'empare du pouvoir. Il applique une politique économique et sociale révolutionnaire (contre les grands propriétaires sucriers et l'emprise économique des États-Unis). Cuba est, dès lors, un enjeu de la politique internationale : U.R.S.S. contre États-Unis.

Mêmes crises nationalistes au Moyen-Orient :

En *Iran*, en 1952-53, Mossadegh tente, vainement, de nationaliser l'exploitation des pétroles aux mains de l'Anglo-Iranian-Petroleum-Company.

En *Égypte*, le Roi Farouk, accusé d'être à la solde des Anglais, est chassé par « l'explosion de colère d'un peuple défié dans sa misère par le luxe de la cour et de l'étranger » (incendies au Caire en juillet 1952); en 1954, le pouvoir passe des mains des « Officiers Libres » à celles du Colonel *Nasser* qui axe sa politique contre les anciennes puissances coloniales : la Grande-Bretagne et la France.

Ce nationalisme chatouilleux qui rompt les ponts avec les anciennes puissances dominantes se heurte à de terribles problèmes. Des *difficultés sociales* tout d'abord : il n'existe pratiquement pas de cadres nationaux susceptibles de prendre la relève. La société est presque toujours divisée en deux classes : les dirigeants, riches, formés par les Occidentaux, dont ils ont adopté mœurs et mentalité, et l'immense masse des miséreux analphabètes, physiologiquement ruinés par des siècles de disette.

Bref, l'aide extérieure est, dans bien des cas, indispensable. Si certaines dépenses d'aménagement peuvent être comprimées, d'autres, en ce qui concerne l'équipement industriel, exigent des capitaux, une technique dont ne disposent pas, par définition, les pays sous-développés (problème du barrage d'Assouan, par exemple). Pour conserver leur indépendance, les jeunes États acceptent les offres d'aide venant à la fois des deux blocs, (exemple de l'Inde) ou préfèrent se tourner vers l'O.N.U. Ils pensent y trouver une plus sûre garantie contre toute prise en tutelle trop marquée, surtout à mesure que les anciennes colonies accédant à l'indépendance participent plus nombreuses aux organismes internationaux : à la fin de 1960 sur 97 nations unies, l'Ukraine et la Biélorussie étant comptées avec l'U.R.S.S., 60 environ appartiennent au Tiers Monde.

3. La décolonisation : L'accès à l'indépendance économique est une aspiration générale de tous les pays du Tiers Monde.

Pour beaucoup d'entre eux ce fut le but final, l'essentiel étant d'obtenir auparavant l'indépendance politique. A partir de 1945, les anciens Empires coloniaux se disloquent sous la poussée de nationalismes virulents : les Occidentaux cèdent alors la place aux plus évolués de leurs anciens sujets qui ont à résoudre des difficultés quasi insurmontables.

En Asie du Sud-Est.

La décolonisation commence en Asie; l'exemple du Japon, son action entre 1941 et 1945 avaient achevé d'ébranler la domination européenne très sérieusement mise en cause par les mouvements nationalistes, anciens dans ces régions de très vieille civilisation. La rapide ascension de la Chine populaire après 1949 a eu sur le mouvement une large influence.

En Inde, la Constitution de 1935 n'avait pas satisfait les dirigeants. Au cours des difficiles campagnes contre le Japon, les Britanniques, inquiets de l'opposition du Parti du Congrès, avaient multiplié les arrestations. La victoire alliée, en 1945, ne détend pas l'atmosphère : l'agitation gagne tous les secteurs, rend impossible l'exercice de l'autorité anglaise. Or la Grande-Bretagne n'a plus autant d'intérêts à défendre dans ce qui fut, autrefois, « la perle de la Couronne » : là, comme partout ailleurs, pour faire face à ses adversaires, le gouvernement de guerre a liquidé à peu près les trois quarts de ses avoirs, le commerce entre l'Inde et les ports britanniques s'est amoindri. L'agitation populaire inquiète aussi bien des dirigeants du Congrès que ceux de la Ligue Musul-

mane ou les Anglais; le Ministère travailliste se résout à accorder son indépendance à l'Inde, en juillet 1947. Mais les Indiens et les Musulmans sont prêts à s'entredéchirer. Le 15 août 1947 a lieu la *partition* : le Pakistan, musulman, et l'Union indienne où la majorité de la population pratique l'hindouïsme, sont érigés en États indépendants. Ce partage est suivi de déplacements de populations (plus de 15 millions d'hommes sont chassés de l'un ou l'autre pays) et de massacres terribles. *Gandhi* fut lui-même victime de cette violence, assassiné par un coreligionnaire qui lui reprochait de se montrer trop conciliant à l'égard des Musulmans (30 janvier 1948).

Dès lors les deux pays tentent une difficile stabilisation : le *Pakistan* est constitué en *État religieux*, « coranique », mais les difficultés sociales, surtout le problème agraire, ne sont pas résolus. *En Inde*, la dégradation de la situation intérieure contraste avec le rôle de premier plan que joue sur la scène internationale, *Nehru* chef du gouvernement depuis la partition. La misère permanente de l'Inde, ses richesses naturelles, son besoin d'équipement en font une terre d'élection pour la rivalité entre les deux blocs.

En *Indonésie*, les Japonais avaient installé un gouvernement national. Au moment de la défaite nippone, le gouvernement Soekarno achève d'armer les troupes indonésiennes et, appuyé sur toute la population, il obtient, grâce à la médiation anglo-américaine, un accord avec les Pays-Bas (Chéribon, novembre 1946). Mais l'État fédéral hollando-indonésien est de très courte durée; les Néerlandais essaient par tous les moyens de dissoudre l'Union indonésienne : attaques directes sur Djakarta, en décembre 1948, agitation séparatiste contre « l'impérialisme javanais » surtout à Sumatra et Célèbes. L'O.N.U., saisie de l'affaire en 1949, condamne la Hollande et, en 1954, l'Union indonésienne, « souveraine et indépendante », rompt les derniers liens qui l'unissent à son ancienne métropole.

En *Indochine*, la décolonisation fut encore plus difficile. Dès 1941, des groupes nationaux de résistance s'étaient constitués en Chine méridionale, sous la direction de *Ho Chi-minh*. Lors de l'effondrement japonais, ces résistants vietnamiens prennent le pouvoir et proclament l'indépendance du pays. La France tente de restaurer son autorité (échec de la conférence franco-vietnamienne de Fontainebleau, en août 1946) et redoutant l'influence de Ho Chi-minh et du Viet-Minh communiste, elle essaie de susciter un autre nationalisme, non communiste, sous l'autorité de Bao-Daï, Empereur au temps de la domination japonaise.

Si l'armée du Viet-Minh « est dans la population comme un poisson dans la mer », soutenue par tout le peuple, « les troupes françaises sont liées aux routes, aux postes, aux villes, aux terrains d'aviation », peu aidées par les non-communistes qui attendent l'issue de la lutte. La guerre devient âpre, surtout après 1951, et s'élargit : les États-Unis apportent à la France une aide accrue; le Viet-Minh reçoit de la Chine un appui plus efficace à mesure que se consolide le pouvoir de Mao Tsé-toung. Le sanglant échec français à Dien-Bien Phu (mai 1954) hâte la fin de cette longue épreuve (Genève, juillet 1954). L'ancienne Indochine française est divisée; au Nord e Viet-Minh assure l'administration; au Sud les Vietnamiens non-communistes évincent Bao-Daï; Ngo Din-diem établit un régime autoritaire où la domination économique américaine remplace celle des Français.

Partout dans ce Sud-Est asiatique, aux Philippines en 1946, en Birmanie dès 1945, en Malaisie en 1956, des États indépendants sont érigés à la place des anciennes colonies. Partout les mêmes difficultés se présentent aux nouveaux gouvernements : absence de cadres, de techniciens, de capitaux, misère populaire. Les anciennes possessions anglaises qui demeurent dans le Commonwealth espèrent jouir de l'entr'aide prévue au *Plan de Colombo* (1950); quant aux autres Nations nouvelles, elles se tournent davantage vers les États-Unis prêts à leur fournir une aide moyennant certaines garanties (point IV du président Truman, en 1949). Mais les États récemment libérés se méfient de cette tutelle économique. Dans cette optique fut réunie à Bandoeng (Java, avril 1955) une *conférence des 29 pays asiatiques et africains :* on y proclama l'égalité raciale, la volonté d'indépendance économique et politique, le refus de tout engagement dans l'un ou l'autre bloc : c'est le *neutralisme*. La conférence de Bandoeng est la première prise de position officielle de pays qui jusque-là avaient été dépendants ou ignorés des puissances occidentales. Elle exprime la montée du Tiers-Monde.

L'éveil de l'Afrique.

Les puissances invitantes à la conférence de Bandoeng étaient : le Pakistan, Ceylan, l'Inde, la Birmanie et l'Indonésie, toutes puissances d'Asie sud-orientale récemment libérées; l'Afrique n'était représentée que par six pays : l'Égypte, le Soudan, l'Éthiopie, la Gold-Coast, le Libéria, la Libye. En 1955, le « continent noir » était encore presque entièrement dépendant de l'Europe; mais le processus de décolonisation s'y est très vite développé. Comme en Asie, mais avec moins de force parce que la situation extérieure et l'évolution des esprits étaient différentes, l'Afrique connut au lendemain de la guerre, une vague d'insurrections nationalistes (Algérie, en 1954). Ces mouvements sont alors isolés et la position des puissances coloniales n'en a pas subi le même ébranlement qu'en Asie; la majorité des populations rurales, beaucoup moins évoluées, n'était pas encore perméable à la propagande de quelques nationalistes, eux-mêmes très fortement occidentalisés et ne souhaitant pas une véritable rupture avec les Blancs (Léopold Senghor, Houphouët Boigny, par exemple).

Alors que le grand mouvement de décolonisation libère l'Asie, de 1945 à 1950, il semble que l'Afrique puisse encore être « tenue »; Belges, Britanniques, Français tentent d'y consolider leurs positions. Les *Belges* essaient de promouvoir quelques réformes économiques, sanitaires, sociales qui







Le général de Gaulle parle.

« L'affaire algérienne » pèse de plus en plus lourd sur la politique nationale. Elle détermine, en mai 1958, la rentrée en scène du général de Gaulle.

devraient, pensent-ils, satisfaire les Congolais maintenus au rang « d'hommes de troisième catégorie »... Quant aux *Britanniques* ils écrasent férocement la révolte des Mau-Mau au Kenya (1948-1954) et imposent l'ordre dans toute l'Afrique orientale, mais favorisent l'évolution libérale de la Gold-Coast devenu Dominion en 1954. L'exemple est suivi par les autres colonies du Golfe de Guinée qui, devenues autonomes, entrent dans le Commonwealth. Par contre, depuis 1926, l'Afrique du Sud avait établi un régime de ségrégation raciale que le Dr Malan applique dans toute sa rigueur à partir de 1949 : c'est l'*apartheid*.

La *France* envisage un élargissement des libertés dans ses colonies (conférence de Brazzaville, en février 1944, puis création de l'Union française). Mais après l'insurrection malgache de 1947, tous les partis nationalistes sont condamnés et dissous (incidents en Côte d'Ivoire, en 1949; dans la région du Tchad et au Cameroun, en 1952). En Afrique du Nord, le régime des protectorats, au Maroc et en Tunisie, est transformé; le contrôle français se fait plus étroit et provoque de violentes réactions en Tunisie, au début de 1952 et une grave crise au Maroc (août 1953, déportation du Sultan Mohammed V, à Madagascar).

A partir du 1er novembre 1954, l'*insurrection algérienne*, commencée dans l'est (Souk-Ahras et Tebessa), gagne rapidement tout le pays opposant, avec une violence toujours accrue, les colons, qui se cramponnent à la région qu'ils considèrent comme leur, et les Musulmans de plus en plus réticents à l'égard de la « politique d'intégration ».

L'affaire algérienne accapare les forces françaises, pèse de plus en plus lourd sur la vie nationale et explique les mesures libérales prises à l'égard des autres régions dépendantes. Dès avril 1955, pendant la conférence de Bandoeng, la *Tunisie* obtient son « autonomie interne », le Sultan *Mohammed V* regagne, triomphalement, Rabat en novembre 1955 après que la France ait reconnu « l'indépendance dans l'interdépendance » du Maroc. En mars 1956 ces deux États retrouvent leur pleine indépendance. L'agitation, l'inquiétude gagnent les deux fédérations d'*Afrique Noire* (A.O.F. et A.E.F.) où les anciennes colonies obtiennent leur indépendance après 1958.

Mais en *Afrique du Sud*, dans les *colonies portugaises*, rien n'est fait pour améliorer le sort des indigènes.

Le brusque retrait des Belges (juillet 1960) laisse le Congo dans un état d'anarchie catastrophique.

En quelques années s'effondre, même en Afrique, moins organisée à l'origine, le régime colonial



En Algérie.

La lutte armée commence le 1er novembre 1954. Les forces françaises sont partout engagées pour le « maintien de l'ordre ». Ici, des unités de parachutistes patrouillent dans un village, à la recherche des « fellaghas ».

établi au cours des siècles précédents. Partout de nouveaux États surgissent qui cherchent à affirmer leur indépendance politique mais ne peuvent que fort difficilement se passer des secours économiques, techniques, culturels des anciennes métropoles ou des États développés. Partout, sauf en Chine, en Corée du Nord et au Viet-Nam nord où les Communistes ont pris le pouvoir, la direction des affaires est entre les mains de ces élites formées à l'occidentale et qui veulent maintenir un régime « libéral », quand ce ne serait que pour ne pas effrayer les capitaux indispensables à la création d'États modernes. Certes, des réformes agraires sont tentées, mais la misère reste immense. A Djakarta, en 1955, un nationaliste indonésien confiait à un journaliste noir américain : « Nous avons chassé les Hollandais afin de construire une bonne société et nous avons maintenant une classe d'Indonésiens qui se comportent plus ou moins comme les Hollandais ».

***

Nous avons commencé l'Histoire de cette période en constatant qu'en 1914 l'Europe dominait encore le Monde. Depuis, malgré des sursauts remarquables, à cause de ses divisions, de ses « querelles de famille », le vieux Continent s'est laissé distancer; il a perdu toutes ses positions, il n'est plus qu'un enjeu dans la lutte entre les deux géants qui ne sont Européens qu'au « second degré ». Surtout la vieille Europe « satellisée », les États-Unis, adultes, en pleine possession de leurs richesses, l'U.R.S.S. dans la ferveur de son ascension vertigineuse, ont désormais à compter avec le Tiers Monde. Il reste actuellement très pauvre, il a besoin des techniques, des méthodes des pays développés, mais par son poids démographique, par son intrusion même sur la scène mondiale et parce qu'il se refuse à être « engagé » dans l'un ou l'autre bloc, il est déjà le personnage principal de notre monde actuel. N'est-il pas symptômatique que, lorsqu'il a fallu remplacer à la tête du Secrétariat Général des Nations Unies, Dag Hammarskjoeld disparu en septembre 1961, l'accord n'ait pu se faire que sur le nom d'un des représentants de ce Tiers Monde, U Thant qui fut sujet britannique et était chef de la délégation birmane à l'O.N.U.

LIVRE SECOND

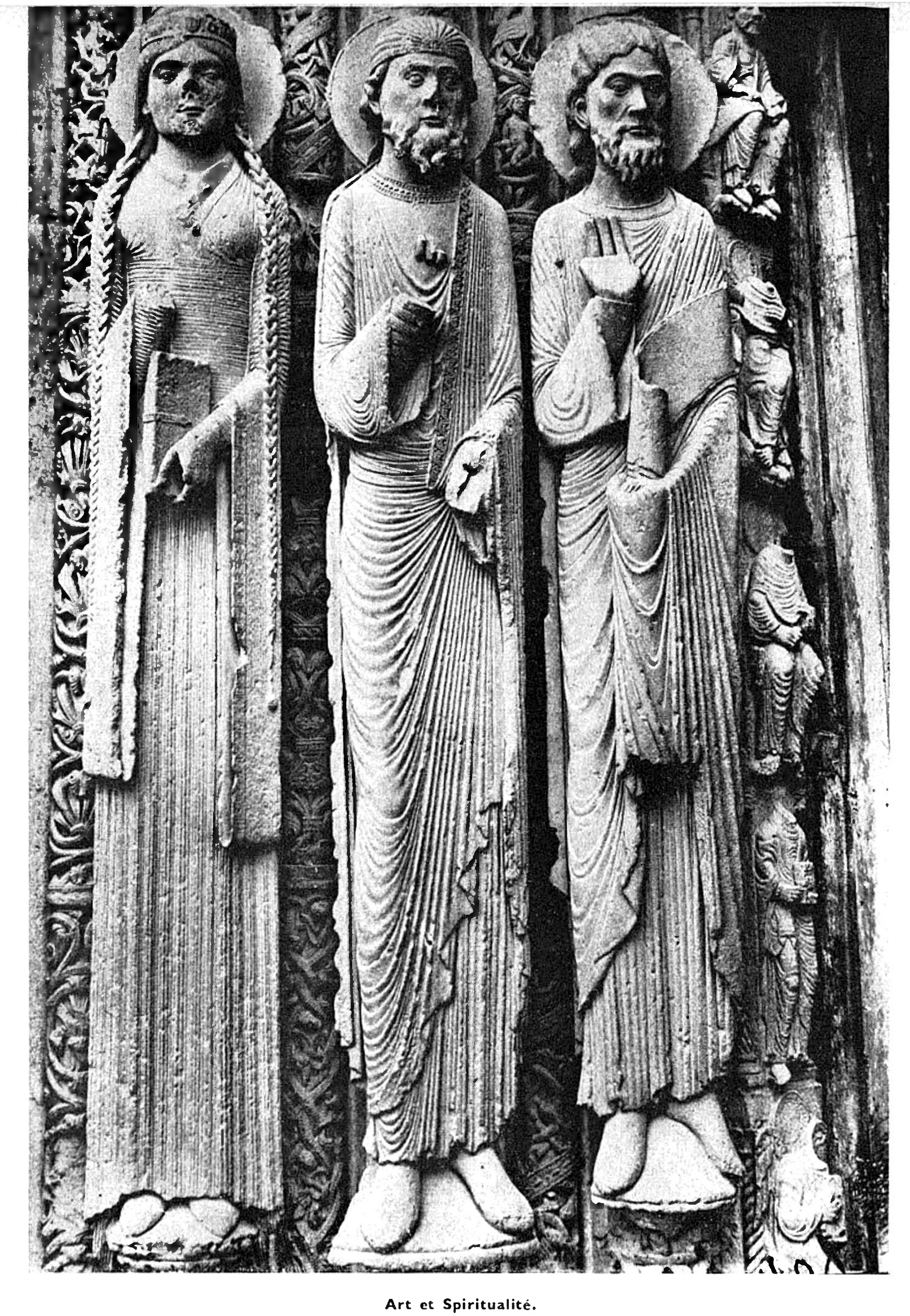
JADIS, HIER ET AUJOURD'HUI : LES GRANDES CIVILISATIONS DU MONDE ACTUEL

Cette seconde tentative pour atteindre et comprendre notre temps, cette fois à travers l'histoire lente des civilisations, se heurte en premier lieu à de difficiles questions de définition et de méthode — celles que s'efforceront de résoudre les chapitres I, II, III, intitulés, dans leur ensemble, *Une Grammaire des civilisations*. C'est, en effet, un langage, une langue plutôt avec laquelle il importe de se familiariser.

Ensuite, seront abordées de façon concrète, (chapitres IV-XIV) les civilisations non-européennes : Islam, Afrique Noire, Chine, Inde, Japon, Corée, Indochine et Indonésie. Il y avait avantage à prendre une certaine distance vis-à-vis de l'Europe; à nous dépayser pour mieux nous persuader que l'Europe n'est pas, n'est plus au centre de l'Univers. Europe et Non-Europe : là se situe encore, cependant, la très grande opposition de toute explication sérieuse du monde.

Troisième étape (chapitres XIV-XXIV) : nous reviendrons à nous-mêmes, à l'Europe, à ses civilisations fines, brillantes, que nous considérerons avec plus de sérénité, ayant étudié les autres. Sous cette vaste étiquette seront placés non seulement l'Occident, la vieille Europe, mais aussi les nouvelles : les Europes d'Amérique qui en dérivent directement et cette multiple expérience européenne qu'est, quoi qu'on en dise et jusque dans son idéologie, l'expérience spectaculaire des Soviétiques.

D'où la division de ce livre en trois sections : une grammaire des civilisations; les civilisations non-européennes; les civilisations européennes.



Art et Spiritualité.
Un exemple de permanence : le christianisme et l'Occident (Chartres, XIIe siècle)

GRAMMAIRE DES CIVILISATIONS
LES VARIATIONS DU VOCABULAIRE

Il serait agréable de définir le mot de civilisation avec netteté et simplicité, si possible comme l'on définit une ligne droite, un triangle, un corps chimique...

Le vocabulaire des sciences de l'homme, hélas, n'autorise guère les définitions péremptoires. Sans que tout y soit incertain ou en devenir, la plupart des termes, loin d'être fixés une fois pour toutes, varient d'un auteur à l'autre et ne cessent d'évoluer sous nos yeux. « Les mots sont des instruments que chacun de nous est libre d'appliquer à l'usage qu'il souhaite, à condition qu'il s'explique sur ses intentions », écrit un sociologue. C'est dire que dans les secteurs des sciences de l'homme (comme dans celui de la philosophie) les mots les plus simples varient souvent et forcément de sens, suivant la pensée qui les anime et les utilise.

1. Le mot de civilisation — un néologisme — apparaît tardivement en France, au XVIIIe siècle, et furtivement. Il a été fabriqué à partir de civilisé, civiliser *qui existent depuis longtemps déjà et sont usuels au XVIe siècle.*

« Civilisation » n'est encore (vers 1732) qu'un terme de jurisprudence et désigne un acte de justice, ou un jugement qui rend *civil* un procès criminel. L'expression moderne, au sens de « passage à l'état civilisé », vient plus tard, en 1752, sous la plume de Turgot qui préparait alors un ouvrage sur l'histoire universelle, mais il ne le publiera pas lui-même. L'entrée officielle du mot, dans un texte imprimé, se marque sans doute avec la publication du *Traité de la Population* (1756) de Mirabeau, le père du tribun révolutionnaire : il y est question des « ressorts de la civilisation » et même « du luxe d'une fausse civilisation ».

Ceci dit, amusons-nous de constater que Voltaire lui-même n'a pas usé du mot commode de civilisation, « alors qu'il est précisément l'homme à en avoir conçu la notion... dans son *Essai sur les Mœurs et sur l'Esprit des Nations* (1756) et à avoir donné une première esquisse d'une histoire générale de la civilisation » (J. Huizinga).

Dans son sens nouveau, *civilisation* s'oppose en gros à *barbarie*. Il y a d'un côté les peuples civilisés, de l'autre les peuples sauvages, primitifs ou barbares. Même les « bons sauvages », chers à un certain XVIIIe siècle, ne sont pas dits *civilisés*. Nul doute que dans ce mot nouveau de civilisation, la société française à la fin du règne de Louis XV ne voie avec satisfaction son propre portrait qui, d'ailleurs, peut aujourd'hui encore nous séduire à distance. En tout cas, le mot a surgi parce qu'on avait besoin de lui. Jusque-là, *poli*, *policé*, *civil*, *civilisé* (s'appliquant à qui possédait bonnes manières et usage du monde) ne correspondaient à aucun substantif. Le mot de *police* avait plutôt le sens d'ordre social, ce qui l'éloignait passablement de l'adjectif *poli* que le *Dictionnaire Universel* de Furetière (1690) définit comme suit : « se dit figurément en morale et signifie civilisé. Civiliser, polir les mœurs, rendre civil et social... Il n'y a rien de plus propre à civiliser et à polir un jeune homme que la conversation des dames ».

2. Civilisation et Culture : Parti de France, le mot de civilisation fait rapidement le tour de l'Europe. Le mot de culture l'accompagne.

Il est en Angleterre dès 1772 et sans doute plus tôt, sous la forme *civilization*, qui l'emporte sur *civility*, installé cependant depuis longtemps. *Zivilisation* se loge sans difficulté en Allemagne, en face du vieux mot de *Bildung*. En Hollande, par contre, il se heurte au substantif *beschaving*, formé sur le verbe *beschaven* : affiner, ennoblir, civiliser. *Beschaving* ayant à peu près le même sens se chargera sans difficulté du concept de civilisation et résistera ainsi au mot nouveau qui apparaît malgré tout : *civilisatie*. Même résistance au-delà des Alpes et pour les mêmes raisons : l'italien possède et emploiera rapidement dans le sens même de civilisation le vieux et beau mot de *civiltà*, dont Dante se servait déjà. Bien en place, *civiltà* empêchera l'intrusion du nouveau mot, mais non les discussions explosives qu'il apporte. En 1835, Romagnosi essaiera en vain de lancer *incivilmento*, qui dans son esprit signifiait le passage à la civilisation, autant que la civilisation elle-même.

Dans ce voyage autour de l'Europe, le mot nouveau, civilisation, est accompagné par un vieux mot, *culture* (Cicéron dit déjà : *cultura animi philosophia est*) qui se rajeunit alors pour prendre le même sens à peu près que civilisation. Longtemps *culture* ne sera que le doublet de civilisation. Ainsi à l'Université de Berlin, en 1830, Hegel emploie indifféremment l'un ou l'autre mot. Mais un jour, la nécessité se fait sentir de distinguer entre eux.

PERMANENCE D'UN THÈME : LA NATIVITÉ



1. Pyxide (boîte à hosties). Musée de Rouen. (V-VIe siècle)

2. Mosaïque de l'église de Daphni, Grèce. (XIe siècle)

La notion de civilisation, en effet, est au moins double. Elle désigne, à la fois, des valeurs morales et des valeurs matérielles. Karl Marx distinguera ainsi les *infrastructures* (matérielles) et les *superstructures* (spirituelles), celles-ci dépendant étroitement de celles-là. Charles Seignobos disait dans une boutade : « la civilisation, ce sont des routes, des ports et des quais », façon de dire : ce n'est pas seulement l'esprit. « C'est tout l'acquis humain », affirmait Marcel Mauss, et l'historien Eugène Cavaignac : « C'est un minimum de science, d'art, d'ordre et de vertus... »

La civilisation, c'est donc au moins deux étages. D'où la tentation qu'ont eue beaucoup d'auteurs de distinguer les deux mots, culture et civilisation, de façon que l'un se charge de la dignité du spirituel, l'autre de la trivialité du matériel.

Le malheur, c'est que personne n'est tombé d'accord sur la distinction à retenir : elle variera selon les pays, ou dans un même pays, selon les époques, et les auteurs...

En Allemagne, après un certain flottement, la distinction aboutira à une sorte de primauté accordée à culture *(Kultur)* et à une dévaluation consciente de civilisation. Pour A. Tönnies (1922) et Alfred Weber (1935), la « civilisation » n'est qu'un ensemble de connaissances techniques et de pratiques, une collection de moyens pour agir sur la nature; la « culture », au contraire, ce sont les principes normatifs, les valeurs, les idéaux, d'un mot : l'esprit.

Ces positions expliquent la réflexion, étrange à première vue pour un Français, de l'historien allemand Wilhelm Mommsen : « Il est aujourd'hui (1951) du devoir de l'homme que la civilisation ne détruise pas la culture, ni la technique l'être humain. » Cette phrase nous étonne parce que, chez nous, le mot de civilisation reste dominant, comme il l'est en Angleterre ou aux États-Unis, tandis qu'en Pologne et en Russie, culture l'emporte comme en Allemagne (et à cause d'elle). En France, le mot de culture ne garde sa force que lorsqu'il s'agit de désigner « toute forme *personnelle* de la vie de l'esprit » (Henri Marrou) : nous parlerons de la culture, non de la civilisation de Paul Valéry; civilisation désignant plus volontiers des valeurs collectives.

Voilà déjà bien des complications, ajoutons-en une dernière, la plus importante. Les anthropologues anglo-saxons, à partir d'E. B. Tylor (*Primitive Culture*, 1874), ont cherché, pour l'appliquer aux sociétés primitives qu'ils étudiaient, un mot différent de celui de civilisation que l'anglais emploie ordinairement à propos des sociétés modernes. Ils diront, et presque tous les anthropologues finiront par dire après eux, les *cultures* primitives, par opposition aux *civilisations* des sociétés évoluées. C'est d'ailleurs à ce double usage que nous aurons fréquemment recours dans le présent ouvrage, chaque fois que nous opposerons *civilisation* et *culture*.

Heureusement que pour l'adjectif *culturel,* inventé en Allemagne vers 1850 et dont l'usage est si commode, aucune de ces complications ne se présente. Il désigne, en effet, l'*ensemble* du contenu que recouvrent à la fois civilisation et culture. Dans ces conditions, on dira d'une civilisation (ou d'une culture) qu'elle est un ensemble de *biens culturels,* que son logement géographique est une *aire culturelle,* son histoire une *histoire culturelle,* que les emprunts de civilisation à civilisation sont des *emprunts* ou des *transferts culturels,* ceux-ci aussi bien matériels que spirituels. Cet adjectif trop commode provoque bien des irritations; on l'accuse d'être barbare, mal formé. Mais tant qu'on ne lui aura pas trouvé de rival, son avenir restera assuré. Il est seul à assurer son service.

3. Vers 1819, le mot de civilisation, jusque-là au singulier (la civilisation), passe au pluriel.

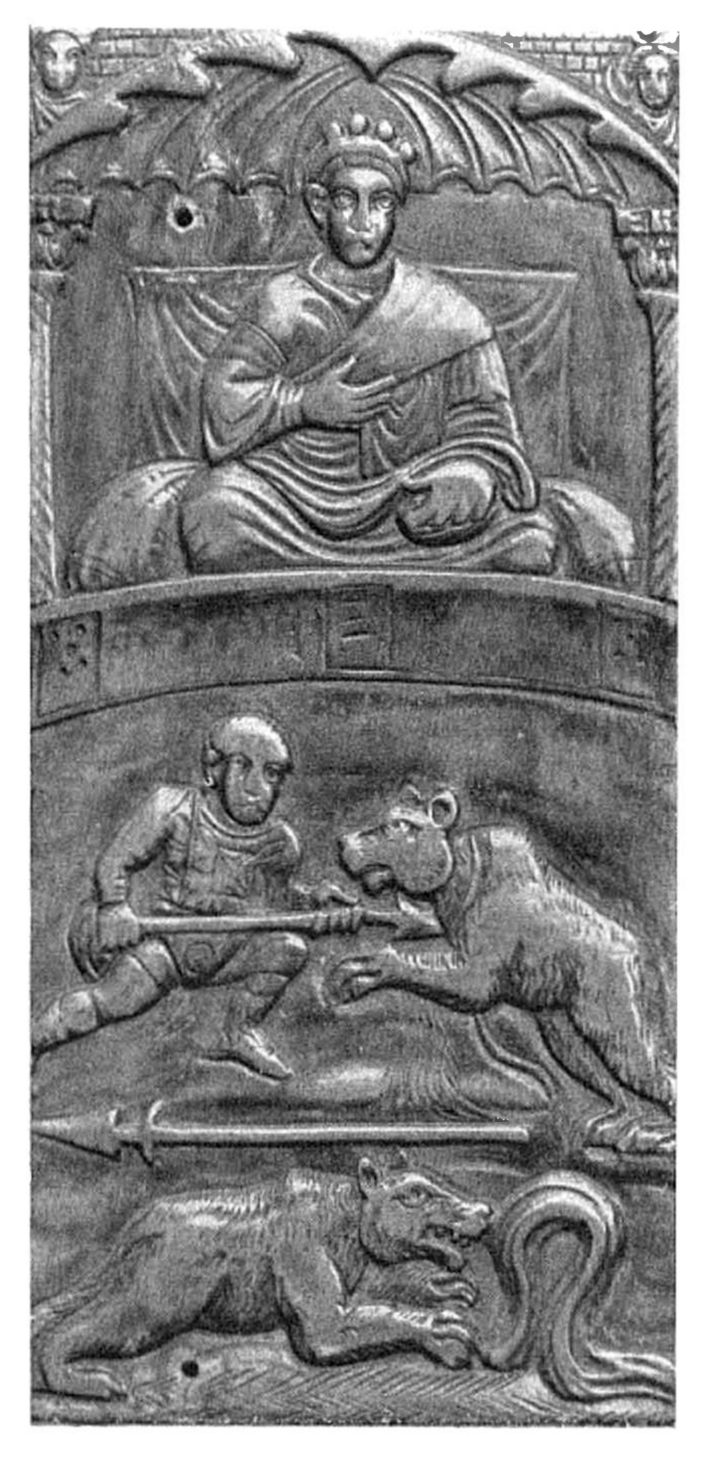
Dès lors, il « tend à prendre un sens nouveau, *tout différent :* l'ensemble des caractères que présente la vie collective d'un groupe ou d'une époque ». On dira la civilisation d'Athènes au ve siècle, ou la civilisation française durant le Siècle de Louis XIV. Poser en clair ce problème de *la* et *des* civilisations, c'est rencontrer une nouvelle complication, non la moindre.

En vérité, c'est le pluriel qui prévaut dans la mentalité d'un homme du xxe siècle et qui, plus que le singulier, est directement accessible à nos expériences personnelles. Les musées nous dépaysent dans le temps, nous replongent plus ou moins complètement dans *des* civilisations révolues. Les dépaysements sont plus nets encore dans l'espace : passer le Rhin, ou la Manche, atteindre la Méditerranée en venant du Nord, autant d'expériences inoubliables et claires qui, toutes, soulignent la réalité du pluriel de notre mot. Il y a indéniablement *des* civilisations.

Si l'on nous demande alors de définir *la* civilisation, nous serons assurément plus hésitants. En fait, l'emploi du pluriel correspond à la disparition d'un certain concept, à l'effacement progressif de l'idée, propre au xviiie siècle, d'*une* civilisation confondue avec le progrès en soi et qui serait réser-

vée à quelques peuples privilégiés, voire à certains groupes humains, à « l'élite ». Le XXe siècle s'est heureusement débarrassé d'un certain nombre de jugements de valeur et ne saurait en vérité définir — au nom de quels critères ? — la meilleure des civilisations.

Dans ces conditions, la civilisation au singulier a perdu de son lustre. Elle n'est plus la haute, la très haute valeur morale et intellectuelle qu'apercevait le XVIIIe siècle. Par exemple, on dira plus volontiers aujourd'hui, dans le sens de la langue, que tel acte abominable est un crime contre l'*humanité,* plutôt que contre la *civilisation,* bien que le sens soit le même. Mais la langue moderne éprouve une certaine réticence à employer le mot civilisation dans sa vieille acception d'excellence, de supériorité humaine.



Une tradition : les jeux du cirque.
Ivoire byzantin (fragment du Triptyque Harbaville).

Au singulier, civilisation ne serait-ce pas aujourd'hui, avant tout, le bien commun que se partagent, inégalement d'ailleurs, toutes les civilisations, « ce que l'homme n'oublie plus ? » Le feu, l'écriture, le calcul, la domestication des plantes et des animaux ne se rattachent plus à aucune origine particulière; ils sont devenus les biens collectifs de *la* civilisation.

Or ce phénomène de *diffusion* de biens culturels communs à l'humanité entière prend dans le monde actuel une ampleur singulière. Une technique industrielle que l'Occident a créée, s'exporte à travers le monde entier qui l'accueille avec frénésie. Va-t-elle, en imposant partout un même visage : buildings de béton, de verre et d'acier, aérodromes, voies ferrées avec leurs gares et leurs haut-parleurs, villes énormes qui, peu à peu, s'emparent de la majeure partie des hommes, va-t-elle unifier le monde ? « Nous sommes à une phase, écrit Raymond Aron, où nous découvrons à la fois la vérité relative du concept de civilisation et le dépassement nécessaire de ce concept... La phase des civilisations s'achève et... l'humanité est en train, pour son bien ou pour son mal, d'accéder à une phase nouvelle », celle, en somme, d'*une* civilisation capable de s'étendre à l'univers entier.

Cependant la « civilisation industrielle » exportée par l'Occident n'est qu'*un des traits* de la civilisation occidentale. En l'accueillant, le monde n'accepte pas, du même coup, l'*ensemble* de cette civilisation, au contraire. Le passé des civilisations n'est d'ailleurs que l'histoire d'emprunts continuels qu'elles se sont faits les unes aux autres, au cours des siècles, sans perdre pour autant leurs particularismes, ni leurs originalités. Admettons pourtant que ce soit la première fois qu'un aspect décisif d'une civilisation particulière paraisse un emprunt désirable à *toutes* les civilisations du monde et que la vitesse des communications modernes en favorise la diffusion rapide et efficace. C'est dire seulement, croyons-nous, que ce que nous appelons *civilisation industrielle* s'apprête à rejoindre cette civilisation collective de l'univers dont il était question, il y a un instant. Chaque civilisation en a été, en est, ou en sera bouleversée dans ses structures.

Bref, en supposant que toutes les civilisations du monde parviennent, dans un délai plus ou moins court, à uniformiser leurs techniques usuelles et, par ces techniques, certaines de leurs façons de vivre, il n'en reste pas moins que, pour longtemps encore, nous nous retrouverons, en fin de compte, devant des civilisations très différenciées. Pour longtemps encore, le mot de civilisation gardera un singulier et un pluriel. Sur ce point, l'historien n'hésitera pas à être catégorique.

NOTES ET DOCUMENTS

1 A travers la littérature.

La querelle du vocabulaire est bien plus large et incertaine que ne le signalent encore nos explications. Tout écrivain la rencontre, s'y arrête volontiers. Ainsi pour ne prendre qu'un très bel exemple, Albert Camus, dans ses *Carnets*, 1962, I, p. 44-45 : « La civilisation ne réside pas dans un degré plus ou moins haut de raffinement. Mais dans une conscience commune à tout un peuple. Et cette conscience n'est jamais raffinée, elle est même toute droite. Faire de la civilisation l'œuvre d'une élite, c'est l'identifier à la culture qui est tout autre chose. Il y a une culture méditerranéenne, mais il y a aussi une civilisation méditerranéenne. A l'opposé, ne pas confondre civilisation et peuple ».

Bien entendu, Camus prend ici le mot de culture dans son sens de haute formation intellectuelle.

2 Le vocabulaire aux prises aves les fallacieuses théories générales de l'histoire des civilisations.

Les discussions au sujet des civilisations ont suscité une série de livres passionnés, pseudo-scientifiques qui ont obtenu un grand succès. Les historiens n'aiment guère ces théories générales, ces abusives « philosophies de l'histoire ». Mais elles existent et leur témoignage trouble les débats.

A. *Avec Oswald Spengler* (1880-1936) se présente une pensée pathétique : elle prophétise, selon le titre même de son ouvrage majeur, *Le déclin de l'Occident* (1re éd. allemande, 1920-22; trad. française, Paris, N.R.F., 1931). Pour cet Allemand romantique, l'Occident, après la Première Guerre Mondiale, est un univers en perdition. A cause de la guerre, sans doute; et surtout parce qu'il s'agit d'une grande civilisation et que le destin d'une civilisation est de naître, de s'épanouir, puis de mourir.

A son départ, toute civilisation est, en effet, une « culture » : elle vit alors sous le signe de la création, elle est élan, imagination créatrice. « Vivants de rang suprême » à qui toute espérance est permise parce que « le destin est toujours jeune », seules les « cultures » sont grandes, « sous le soleil d'été... au temps de Phidias ou de Mozart ». Chacune d'elles s'affirme un être original, exclusif, fermé sur soi, « une île au milieu de l'Océan ».

Ensuite arrive le temps où la culture devient obligatoirement civilisation, cette « fin d'un devenir ». Elle cesse alors d'être un organisme vivant et ne se maintient que par sa vitesse acquise : « le feu de l'âme s'est éteint », l'été est devenu hiver. La civilisation n'invente plus rien, elle n'est qu' « un pas de géant... vers la fin ».

Tel est pour Spengler le destin de toute civilisation et, puisque nous-mêmes, Occidentaux, sommes hélas des « civilisés », Spengler n'a aucune peine à prophétiser la fin prochaine de l'Europe.

B. *Avec Arnold Toynbee*. Quoi qu'il en dise, et sans mettre en doute son originalité, Arnold Toynbee (né en 1889) continue la thèse et les prophéties spenglériennes, mais il les tempère, il les traduit en prose, il les marque au sceau du bon sens anglo-saxon.

Pour lui aussi, les civilisations sont des êtres vivants qui naissent, s'épanouissent, meurent. A l'appui de sa thèse, toutes les civilisations du monde sont mises en cause dans d'innombrables comparaisons, assurément le meilleur enseignement des livres de Toynbee, même lorsqu'elles sont fort discutables. Est discutable aussi son relevé d'ensemble qui se limite à 22 civilisations très exactement, dont cinq seulement encore vivantes (l'occidentale, la musulmane, la chinoise, l'hindoue, l'orthodoxe). C'est ne retenir que les seuls très vastes espaces culturels : nous savons qu'en fait, ceux-ci se fractionnent en multiples unités. C'est aussi rejeter de l'histoire toutes les cultures primitives ou évoluées, celles de l'Afrique Noire par exemple.

Au-delà de ces réductions numériques, les explications d'A. Toynbee se ramènent à un schéma aussi simple que celui de Spengler. Toutes les civilisations subissent, inéluctablement, les mêmes processus, qui les mènent de la naissance, au développement, à la mort.

Pas de naissances, nous l'avons dit, sans *défi* de la nature qui incite l'homme à la *riposte*. Pas de développement culturel sans l'action de minorités créatrices agissantes. Ces élites sont-elles frappées, ou réticentes, alors tout est compromis. L'arrêt et la détérioration finale mettent régulièrement en cause des crises sociales et religieuses, sous l'influence de prolétariats ou « intérieurs » ou « extérieurs » (entendez par prolétariats extérieurs des peuples voisins moins riches et moins développés, ainsi les Germains sur la frontière romaine). D'ordinaire, l'annonce de la fin sera double : *premier signe*, la formation d'un État universel qui regroupe l'espace et la masse humaine de la civilisation en cause; *second signe*, la mise en place victorieuse d'une religion nouvelle qui le pénètre. C'est le cas classique de l'Empire Romain dont le Christianisme saisit le corps.

Tout ce vaste panorama reste sous le signe d'un optimisme de bon aloi : à travers les morts successives des civilisations s'affirme en effet un progrès certain, du sous-homme des temps lointains à l'*homo sapiens*, demain au surhomme. Et un tel progrès de l'humanité serait essentiellement d'essence religieuse, car suivant ce que Toynbee appelle « un renversement des rôles », de plus en plus « les civilisations apparaissent au service des religions supérieures, et non plus les religions au service des civilisations ». Cette tendance spiritualiste s'affirme de plus en plus dans les derniers volumes de sa *Study of Story* (dix tomes parus).

C. *Avec Alfred Weber* (1868-1958), frère du grand Max Weber (1864-1920), nous abordons une œuvre beaucoup moins connue : l'auteur l'a publiée à une mauvaise heure (1935) et elle est peu avenante, obscure. Son titre : *Kulturgeschichte als Kultursoziologie*, peut se traduire en bref : *Sociologie de l'histoire culturelle*.

Dans son genre, le livre n'a pas d'équivalent. Il suppose une chaîne continue des sociétés primitives aux plus hautes formes culturelles. Vers le IVe millénaire avant le Christ, au cours d'accidents grandioses, de mutations climatiques, se mettent en place les premières « cultures » du Vieux Monde, au milieu de peuples de paysans, de bergers, de cavaliers. De ces trois éléments, le cavalier, attentif aux bêtes, aux plantes, au ciel, « l'oreille collée contre terre », serait l'ouvrier responsable de ces civilisations « du premier degré », toutes d'essence magique. En passant au second, peut-être au troisième degré, les civilisations se libèrent de plus en plus de leurs vieux liens magiques. Décantées par plusieurs mutations successives souvent en un seul et même espace du globe, elles évoluent vers un rationalisme croissant.







1. L'Indien Kayapo; 2. La danse guerrière; 3 et 4. La maison.









1, 2 et 3. Le sorcier. 4. La famille.

3 Les indiens Kayapo (Brésil central).

Au sortir de ces discussions, l'important est de revenir au concret et de marquer, sur un exemple précis, ce que peut être une *culture* au sens où l'entendent les anthropologues. La note inédite qui suit, écrite par Alfred Métraux, définit le « plan zéro » d'une culture primitive.

1. *Des sociétés isolées.*

Toute culture primitive ne survit qu'isolée. La vie actuelle les menace donc toutes de disparition prochaine. L'isolement des tribus du Brésil central vient d'être brisé par l'avion, instrument efficace de pénétration et de colonisation. Ce brusque contact avec les Blancs a été fatal d'ordinaire aux petits groupes indigènes qui, à l'abri de la brousse (sertao), avaient réussi à maintenir, avec leur indépendance, l'intégrité de leur « culture ». Parmi ces peuplades durement frappées, figurent en bonne place les Kayapo dont le nombre, estimé à 3 000, il y a dix ans, se réduit aujourd'hui à environ 1 500. Et ce chiffre ne cesse de décroitre. Avec eux disparaitra une des dernières tribus qui a cru possible de résister, avec ses arcs et ses flèches, à l'intrusion des Blancs. Aujourd'hui, les derniers Kayapo sont sans illusions. Un de leurs chefs, amené à Rio-de-Janeiro, déclare à son retour : « Nous sommes perdus, les Blancs sont aussi nombreux que des fourmis. »

Ces Indiens sont dispersés sur un immense territoire (environ 100 000 km^2) du bassin de l'Araguaia à celui du Xingu. Ils se déplacent par petites bandes ne dépassant guère quelques centaines d'individus. En proie à des luttes intestines, ils ont constamment essaimé. Une banale querelle de ménage peut faire éclater un groupe entier. Les dissidents fondent alors un nouvel établissement, à des centaines de kilomètres souvent de l'ancien, et adoptent un autre nom.

2. *De quoi vivent-ils?*

Les Kayapo ont été décrits comme des nomades pratiquant au plus une agriculture rudimentaire. En fait, si les principaux produits de leurs champs — manioc, maïs, ignames, patates douces — venaient à leur manquer, ils souffriraient de la plus cruelle disette. Les clairières qu'ils ouvrent au feu et à la hache dans les forêts-galeries, les obligent d'ailleurs à une relative sédentarité. Ce n'est guère qu'à la saison sèche, quand la soudure alimentaire s'avère difficile, qu'ils abandonnent leurs villages pour noma-

diser pendant plusieurs semaines dans les savanes. Ces expéditions précèdent aussi la préparation des fêtes lorsqu'il leur faut accumuler de grandes quantités de vivres. Le gibier dont ils sont friands n'abonde guère. Il leur faut parfois parcourir de grandes distances avant d'en rencontrer et il ne leur est pas aisé de l'abattre avec l'aide de chiens faméliques, leurs seuls animaux domestiques.

Autre infériorité : alors que leurs voisins connaissent de nombreuses méthodes de pêche, les Kayapo n'en pratiquent qu'une seule : elle consiste à empoisonner les eaux d'une rivière avec la substance toxique d'une liane qui agit à la façon d'un stupéfiant sur les poissons.

En comparaison de l'agriculture, la cueillette n'occupe chez eux qu'une place secondaire. Les fruits, les bourgeons de palmier, les baies, le miel, ramassés en brousse ou aux alentours des plantations, leur fournissent une nourriture d'appoint en saison sèche.

La poterie leur est inconnue. Les aliments, enveloppés de feuilles, sont cuits sous des tas de pierres rougies au feu, recouverts de terre. Après trente ou quarante minutes de cuisson, le four est démoli, les pierres écartées avec des bâtons et les paquets fumants aussitôt distribués. Le plat favori est un pâté de viande mêlée de farine de manioc. Pour chauffer l'eau (dans un tronc de palmier évidé), on y jette des pierres chaudes.

3. *Transports et parures.*

Ignorant l'art de fabriquer les pirogues, les Kayapo traversent les fleuves à gué ou à la nage, poussant devant eux de grossiers radeaux chargés de leurs biens. Des lianes tendues d'une rive à l'autre les aident à résister au courant. Comme la plupart des Indiens amazoniens, les Kayapo des deux sexes ne portent aucun vêtement mais manifestent un goût vif pour les parures dont les plus belles sont des diadèmes en plumes d'ara qu'ils arborent les jours de fête. Hommes, femmes, enfants, dès l'âge de quatre ou cinq ans, ont le dessus du crâne entièrement rasé. Cette tonsure et un énorme disque en bois que les hommes insèrent dans leur lèvre inférieure, sont les signes distinctifs des Kayapo. En outre, ils introduisent de lourds ornements dans le lobe de leurs oreilles. C'est dans les peintures corporelles, en particulier celles des enfants, que l'art Kayapo s'exprime le plus librement. Avec du suc de genipa (noir) et du roucou (rouge), ils dessinent sur la peau des arabesques du plus bel effet.

4. *Villages et habitations.*

Leurs villages, situés sur la savane, à une certaine distance de la forêt-galerie, se présentent comme de larges cercles dont le centre approximatif est occupé par la « maison des hommes », le pourtour par les cases familiales, frêles structures souvent de forme ovale, couvertes de feuilles de palmier.

5. *Les liens sociaux.*

Hommes et femmes relèvent de groupes et d'associations les plus divers en raison de leur âge, de leur filiation, des noms qui leur sont octroyés.

Tout Kayapo voit le jour dans la case maternelle, la coutume exigeant que le mari s'établisse chez sa belle-mère. L'enfant est reçu et présenté à la tribu par sa grand-mère maternelle; ses oncles maternels accomplissent la « cérémonie des perches », la première des innombrables fêtes auxquels il participera sa vie durant. Au cours de ses premières années, les membres de sa famille paternelle ou maternelle (selon son sexe), lui confèrent plusieurs noms — jusqu'à douze — qui déterminent son appartenance à des groupes patronymiques à caractère cérémoniel.

Donc, dès son enfance, le jeune Kayapo se réclame de sa famille maternelle, de sa classe d'âge et d'un groupe patronymique. A douze ans, avec les garçonnets de son âge, il quitte la case maternelle pour s'installer dans la « maison des hommes » où il commence l'apprentissage de son métier d'adulte sous la direction d'un adolescent qui lui sert de mentor. Il ne rentre chez lui que pour chercher les repas qu'il partage avec ses compagnons.

La classe suivante est celle des guerriers. L'adolescent n'y accède qu'après avoir passé par des rites d'initiation. La guerre faisant partie intégrante de la vie sociale, tant qu'il ne sera pas chargé de famille, il participera à des raids et le prestige qu'il en retirera lui permettra d'assumer à l'intérieur de la maison des hommes un rôle prépondérant et il sera donné en exemple à ses cadets.

Après ces années de célibat, il épouse la fillette à laquelle ses parents l'ont fiancé. Son mariage ne l'éloigne pas de la « maison des hommes ». Bien qu'il habite la case de sa femme, il n'en fait pas partie. Il en est l'hôte habituel, non le chef de famille. Cette fonction est dévolue à la mère, l'ascendante de la lignée féminine, remplacée à sa mort par une sœur ou une fille. L'homme reste fortement attaché à la maison de sa mère et ses attaches les plus solides sont celles qui le lient à ses sœurs. La « maison des hommes » reste le centre d'attraction de la population masculine. Une fois marié, notre Kayapo choisit d'appartenir à l'un des deux groupes (« moitié ») entre lesquels se répartissent les hommes adultes. Il passe ainsi au service d'un chef qu'il accompagne à la guerre et dont il cultive les jardins. En contre-partie, il participe aux chasses, aux pêches collectives. Dorénavant, il prend place dans la maison des hommes, à l'Est ou à l'Ouest, selon la « moitié » qu'il aura adoptée, chacune d'elles étant associée à un point cardinal.

La paternité fait accéder le jeune marié à une nouvelle classe d'âge. A la dernière période de sa vie, il entre dans la classe des vieillards. A la « maison des hommes » il lui incombe alors de haranguer les jeunes et les hommes mûrs à l'occasion de tout événement important ou à la veille d'un départ pour la chasse ou la guerre. S'il se sent en verve, il rapportera, avec force gestes, les exploits de sa jeunesse.

6. *Fêtes et religion.*

Les fêtes absorbent l'activité des Kayapo durant une grande partie de l'année. Malgré leur ritualisme, elles ne sont pas de nature religieuse ou magique. Différents sur ce point des autres Indiens amazoniens, les Kayapo s'inquiètent peu du monde surnaturel. Sans doute, ils craignent les mauvais esprits, surtout ceux des morts, mais ne les conjurent pas pour se les concilier ou les apaiser. Leurs guérisseurs jouissent d'un prestige modéré. *Les cérémonies Kayapo se situent sur le plan profane et visent essentiellement à l'intégration sociale de l'individu.* Elles sont des manifestations artistiques, sportives, l'occasion aussi de ripailles, non de beuveries, comme chez leurs voisins, car ces Indiens ignorent les boissons fermentées.

7. *Société d'abord.*

Parmi les cultures archaïques de l'Amérique du Sud, les Kayapo offrent l'image d'une société qui ne correspond guère à celle que l'on se fait généralement des primitifs. Ni les croyances religieuses ou magiques, ni le principe de filiation ne donnent la clé de leurs institutions. Le cadre social des Kayapo est à multiples facettes. De quelque angle que nous l'envisagions, il se présente sous l'aspect de groupements aux fonctions diverses et souvent imprécises. L'énergie que d'autres apportent à se concilier le monde surnaturel, ces hommes encore de l'âge de la pierre l'ont déployée à créer un univers où la vie n'aurait d'autre but que de sanctionner par d'interminables cérémonies les changements de statut social. La société prime tout.



Le milieu n'explique pas tout...

1. La baie de New-York au début du XIXe siècle.
2. La Nouvelle-Orléans à la même époque.

LA CIVILISATION SE DÉFINIT PAR RAPPORT AUX DIVERSES SCIENCES DE L'HOMME

On ne peut définir la notion de civilisation qu'aux lumières jointes de toutes les sciences de l'homme, y compris l'histoire. Mais il ne sera pas encore franchement question de celle-ci au cours du présent chapitre.

C'est par rapport aux autres sciences de l'homme que l'on essaiera cette fois de définir le concept de civilisation, en faisant appel tour à tour à la géographie, à la sociologie, à l'économie, à la psychologie collective. Soit quatre voyages en des terres qui ne se ressemblent guère. Mais plus qu'il n'y paraît tout d'abord, les réponses obtenues se rapprocheront les unes des autres.

I. Les civilisations sont des espaces.

Les civilisations (quelle que soit leur taille, les grandes comme les médiocres) peuvent toujours se localiser sur une carte. Une part essentielle de leur réalité dépend des contraintes ou des avantages de leur logement géographique.

Bien entendu, ce logement a été aménagé par l'homme depuis des siècles, souvent même depuis des millénaires. Pas un paysage qui ne porte la marque de ce travail continu, amélioré à longueur de générations, capitalisé en somme. A ce labeur, l'homme s'est transformé lui-même, par « ce puissant travail de soi sur soi » dont parle Michelet, ou, si l'on veut, cette « production de l'homme par l'homme », comme dit Karl Marx.

1. Parler de civilisation, ce sera parler d'espaces, de terres, de reliefs, de climats, de végétations, d'espèces animales, d'avantages donnés ou acquis.

Et de tout ce qui en découle pour l'homme : agriculture, élevage, nourritures, maisons, vêtements, communications, industrie... La scène où se jouent ces pièces de théâtre interminables commande en partie leur déroulement, explique leurs particularités; les hommes passent, elle demeure assez semblable à elle-même.

Pour l'indianiste Hermann Gœtz, deux Indes s'opposent : l'Inde humide des fortes pluies, des lacs, des marécages, des plantes et des fleurs aquatiques, des forêts et des jungles, l'Inde des hommes à peau brune et, contrastant avec elle, l'Inde relativement sèche qui comprend le moyen Indus et le moyen Gange et se prolonge à travers le Dekkan : celle-ci, domaine d'hommes à peau claire, souvent belliqueux. L'Inde est le dialogue, la lutte de ces deux espaces, de ces deux humanités.

Naturellement le milieu à la fois naturel et fabriqué par l'homme n'emprisonne pas tout à l'avance dans un déterminisme étroit. Le milieu n'explique pas tout, si sa part reste grande, sous forme d'avantages ou donnés ou acquis.

Sous le signe d'avantages donnés, chaque civilisation serait fille de privilèges immédiats, tôt saisis par l'homme. Ainsi, à l'origine des temps, les *civilisations fluviales* du Vieux Monde ont fleuri le long du Fleuve Jaune (civilisation chinoise); de l'Indus (civilisation pré-indienne); de l'Euphrate et du Tigre (Sumer, Babylone, Assyrie); du Nil (civilisation égyptienne). De même, ont fleuri des *civilisations thalassocratiques*, filles de la mer : la Phénicie, la Grèce, Rome (si l'Égypte est un don du Nil, elles sont un don de la Méditerranée); ou cet assemblage des vigoureuses civilisations de l'Europe Nordique, centrées sur la Baltique et la Mer du Nord; sans oublier l'Océan Atlantique lui-même et ses civilisations périphériques : l'essentiel de l'Occident actuel et de ses dépendances n'est-il pas groupé autour de l'Océan, comme le Monde Romain, jadis, autour de la Méditerranée?

En fait, ces cas classiques révèlent surtout la primauté de la circulation. Aucune civilisation ne vit sans mouvement propre, chacune s'enrichit des échanges, des chocs qu'entraînent les fructueux voisinages. Ainsi l'Islam est impensable sans le mouvement de ses caravanes, à travers ses vastes « mers sans eau », les déserts et steppes de son espace; impensable sans ses navigations en Méditerranée et, à travers l'océan Indien jusqu'à Malacca et jusqu'à la Chine.

Mais en énumérant ces succès, nous voilà déjà en dehors de ces avantages naturels, immédiats, soi-disant à l'origine des civilisations. Vaincre l'hostilité des déserts ou les colères brusques de la Méditerranée, utiliser les vents réguliers de l'océan Indien, endiguer un fleuve, autant d'efforts humains, *d'avantages acquis, conquis plutôt.*

Mais alors, ces réussites, pourquoi tels hommes en ont-ils été capables, non tels autres, sur tels territoires, non sur tels autres, et cela pendant des générations?

Arnold Toynbee avance, à ce propos, une théorie séduisante : à la réussite humaine, il faut toujours un *challenge* et une *response* (ce que le français traduit par *défi* et *riposte*); il faut que la nature se propose à l'homme comme une difficulté à vaincre; si l'homme relève le défi, sa riposte crée les bases mêmes de sa civilisation.

Cependant, si l'on allait jusqu'au bout de cette théorie, faudrait-il en conclure que plus le défi de la nature est grand, plus forte sera la riposte de l'homme? On peut en douter. L'homme civilisé du XXe siècle a relevé le défi insolent des déserts, des régions polaires ou équatoriales. Or, malgré des intérêts indiscutables (or, pétrole), il n'a pu jusqu'ici s'y multiplier, y créer de véritables civilisations. Ainsi, défi oui, riposte oui, civilisation pas forcément. Au moins jusqu'au jour où auront été trouvées des techniques et des ripostes meilleures.

Donc, chaque civilisation est liée à un espace aux limites *à peu près* stables; d'où, pour chacune d'elles, *une* géographie particulière, la sienne, qui implique un lot de possibilités, de contraintes données, certaines quasi permanentes, jamais les mêmes d'une civilisation à l'autre. Le résultat? une surface bariolée du monde où les cartes indiquent, à volonté, des zones de maisons de bois, de torchis, de bambou et de papier, de briques ou de pierre; des zones de fibres textiles diverses : laine, coton, soie; des zones de grandes cultures alimentaires de base : riz, maïs, blé... les défis varient, non moins les réponses.

La civilisation occidentale ou européenne n'est-elle pas celle du blé, du pain, voire du pain blanc, avec les contraintes que cela implique? Car le blé est une plante exigeante. Songez à la nécessité pour sa culture d'assurer une rotation annuelle et de laisser, soit tous les deux ans, soit tous les ans, se reposer la terre qui l'a porté! La rizière inondée, progressivement étendue aux basses terres d'Extrême-Orient, impose, elle aussi, bien des contraintes.

Ainsi les ripostes de l'homme ne cessent, à la fois, de le libérer du milieu qui l'entoure et de l'asservir aux solutions qu'il a imaginées. Il quitte un déterminisme pour retomber dans un autre.

2. Une aire culturelle est, dans le langage des anthropologues, un espace à l'intérieur duquel se retrouve dominante l'association de certains traits culturels.

Ainsi quand il s'agit de peuples primitifs, outre leur langage, telles cultures vivrières, telle forme de mariage, telles croyances, tel art du potier ou de la flèche empennée, telle technique du tissage... Définies à partir de détails précis, ces aires distinguées par les anthropologues sont généralement étroites.

Cependant différentes aires culturelles s'associent en de plus vastes ensembles, selon certains traits communs au groupe et qui, alors, les distinguent d'autres larges assemblages. Marcel Mauss prétendait qu'autour de l'immense océan Pacifique, les cultures primitives formaient, malgré de sensibles différences et l'énormité des espaces interposés, un seul et même ensemble humain, ou plutôt *culturel*.

Tout naturellement, à l'imitation des anthropologues, géographes et historiens se sont mis à parler (à propos cette fois de civilisations évoluées et compliquées) d'*aires culturelles*. C'est désigner des espaces chaque fois décomposables en une série de districts particuliers. Cette décomposition possible reste essentielle, nous le verrons, dans le cas des grandes civilisations : elles se dissocient régulièrement en unités restreintes.

La civilisation dite « occidentale », c'est à la fois la « civilisation américaine » des États-Unis et celle de l'Amérique latine, c'est encore la Russie, et bien entendu l'Europe. L'Europe, elle-même, est une série de civilisations, polonaise, allemande, italienne, anglaise, française, etc. Sans parler du fait que ces civilisations nationales se distinguent à leur tour en « civilisations » plus menues encore : Écosse, Irlande, Catalogne, Sicile, Pays Basque, etc...

N'oublions pas que ces divisions, ces mosaïques aux carreaux de couleur différente sont des *traits permanents* ou peu s'en faut.

3. La fixité des espaces solidement occupés et des frontières qui les bornent n'exclut pas la perméabilité de ces mêmes frontières devant les multiples voyages des biens culturels qui ne cessent de les franchir.

Chaque civilisation exporte, reçoit des biens culturels. Il peut s'agir aussi bien d'une technique pour fondre à la cire perdue, de la boussole, de la poudre à canon, d'un tour de main pour tremper l'acier, d'un système philosophique entier ou fragmentaire, d'un culte, d'une religion ou de cette chanson de Malborough qui, à partir du XVIIIe siècle, fera le tour de l'Europe : Gœthe l'entendit dans les rues de Vérone, en 1786.

Un sociologue, Gilberto Freyre, s'est amusé à dresser la liste de ce que son pays, le Brésil, durant les dernières décennies du XVIIIe siècle et les cinq ou six premières du XIXe, a reçu pêle-mêle de l'Europe si lointaine alors : la bière brune de Hambourg, le cottage anglais, la machine à vapeur (un navire à vapeur circule dans la « baie » de San Salvador, dès 1819), le costume d'été de toile blanche, les dents artificielles, le gaz d'éclairage, et, en avance sur tous ces voyageurs, les sociétés secrètes, notamment la franc-maçonnerie dont le

rôle fut grand dans toute l'Amérique hispano-portugaise, lors de son indépendance. Quelques décennies plus tard, arrivera le système philosophique d'Auguste Comte dont l'influence fut considérable au point qu'on en retrouve des traces vivantes encore aujourd'hui.

Tous ces voyageurs établissent, sur un exemple choisi entre mille, qu'aucune frontière culturelle n'est fermée, imperméable.

Vérité d'hier et de jadis : les biens culturels arrivaient alors au compte-gouttes, retardés par les lenteurs des voyages. Si l'on en croit les historiens, des modes chinoises de l'époque des T'ang (VIIe siècle après J.-C.) auraient cheminé si lentement qu'elles abordaient l'île de Chypre et la Cour brillante des Lusignan au XVe siècle, d'où elles se diffusèrent ensuite à la vitesse des vifs trafics méditerranéens jusqu'en France, à la Cour un peu folle de Charles VI : les atours, les hennins et les chaussures dites à la poulaine y firent fureur, héritage d'un monde depuis longtemps disparu. Ainsi nous parvient encore la lumière d'étoiles éteintes depuis des siècles.

Aujourd'hui, la diffusion des biens culturels s'est terriblement accélérée. Il n'y aura bientôt plus un seul point, au monde, que la civilisation industrielle issue d'Europe n'aura « contaminé ». Dans le North Borneo (qui, avec le Sarawak voisin relève de l'autorité britannique), quelques haut-parleurs diffusent les émissions de radios lointaines, Chine communiste, Indonésie. Or, si les auditeurs n'y comprennent rigoureusement rien, les rythmes entendus ont déjà altéré leurs danses et musiques traditionnelles. Que dire de l'influence du cinéma, particulièrement du cinéma américain et européen, sur les goûts et même les mœurs de pays fort lointains ?

Aucun exemple pourtant ne peut rivaliser avec l'histoire que raconte le petit livre d'une anthrolopogue américaine, Margaret Mead. Elle avait fait, au temps de sa jeunesse, une enquête dans une île du Pacifique où elle avait, quelques mois durant, partagé la vie d'une peuplade primitive. La guerre, les contacts aberrants qu'elle a provoqués ont jeté ces hommes dans une existence nouvelle qui les lie pour la première fois à la vie du monde. Margaret Mead a refait le voyage et son petit livre où, côte à côte, se trouvent souvent les photographies des mêmes hommes, à vingt ans d'intervalle, conte avec émotion cette extraordinaire aventure.

Ainsi se perçoit à nouveau le dialogue, que nous entendrons de bout en bout de ce livre, entre *la* et *les* civilisations. Cette *diffusion*, qui s'accélère, va-t-elle faire sauter les frontières des civilisations, ces lignes, à peu près fixes jusque-là, de l'histoire du monde ? Beaucoup le croient, pour s'en réjouir, ou s'en affliger. Mais quelle que soit cette avidité des civilisations à emprunter les biens de la vie « moderne », elles ne sont pas prêtes à tout assimiler indistinctement. Il arrive au contraire (nous y reviendrons) qu'elles s'obstinent dans certains *refus d'emprunter*, qui expliquent, aujourd'hui comme hier, qu'elles puissent sauvegarder des originalités que tout semble menacer.

II. Les civilisations sont des sociétés.

Pas de civilisations sans sociétés qui les portent, les animent de leurs tensions, de leurs progrès.

D'où la première question que l'on ne saurait esquiver : était-il nécessaire de créer ce mot de civilisation, puis de le promouvoir sur le plan scientifique, s'il n'est que le synonyme de société ? Arnold Toynbee n'emploie-t-il pas constamment le mot de *society* au lieu et place de *civilization* ? Et Marcel Mauss estimait que « la notion de civilisation est certainement moins claire que celle de société qu'elle suppose ».

1. La société ne peut jamais être séparée de la civilisation (et réciproquement) : les deux notions concernent une même réalité.

Ou, comme le dit C. Lévi-Strauss, « elles ne correspondent pas à des objets distincts, mais à deux perspectives complémentaires sur un même objet qui se trouve adéquatement décrit, soit par un terme, soit par l'autre, selon le point de vue que l'on adopte ».

La notion de société implique un contenu extrêmement riche, tout comme la notion de civilisation qu'elle rejoint si souvent. La civilisation occidentale dans laquelle nous vivons dépend ainsi de la « société industrielle » qui l'anime. Il serait aisé de la décrire en décrivant cette société elle-même, ses groupes, ses tensions, ses valeurs intellectuelles et morales, ses idéaux, ses régularités, ses goûts, etc... Bref, en décrivant les hommes qui portent cette civilisation et la transmettront.

Que la société sous-jacente remue ou se transforme, la civilisation se transforme, remue à son tour. C'est ce que dit le beau livre de Lucien Goldmann, *Le Dieu Caché* (1955) qui concerne la France

du Grand Siècle. Toute civilisation, explique-t-il en substance, tire ses éclairages essentiels de la « vision du monde » qu'elle adopte. Or, chaque fois, cette vision du monde n'est que la transcription, la conséquence de tensions sociales dominantes. La civilisation, tel un miroir, serait la machine à enregistrer ces tensions et ces efforts.

Au temps du Jansénisme, de Racine, de Pascal, de l'Abbé de Saint Cyran et de l'Abbé Barcos, dont les lettres retrouvées par L. Goldmann ont un si grand intérêt, à cette heure passionnée du destin français que met en cause *Le Dieu Caché*, la vision tragique du monde qui l'emporte alors est à inscrire à l'actif de la haute bourgeoisie parlementaire, aux prises avec la Royauté et déçue par elle. Le tragique de son sort, la conscience qu'elle en prend, son ascendant intellectuel imposent au Grand Siècle une vision dominante, la sienne.

Dans un tout autre esprit, une identification des civilisations et des sociétés préside également aux thèses de C. Lévi-Strauss sur la différenciation entre sociétés primitives et sociétés modernes, si l'on veut, entre cultures et civilisations telles que les distinguent les anthropologues.

Aux cultures correspondent des sociétés « qui produisent peu de désordre, ce que les physiciens appellent « entropie », et qui ont une tendance à se maintenir indéfiniment dans leur état initial, ce qui explique d'ailleurs qu'elles nous apparaissent comme des sociétés sans histoire et sans progrès. Tandis que nos sociétés (celles qui correspondent aux civilisations modernes)... utilisent pour leur fonctionnement une différence de potentiel, laquelle se trouve réalisée par diverses formes de hiérarchie sociale... De telles sociétés sont parvenues à réaliser dans leur sein un déséquilibre social qu'elles utilisent pour produire, à la fois, beaucoup plus d'ordre — nous avons des sociétés à machinisme — et aussi beaucoup plus de désordre, beaucoup moins d'entropie, sur le plan même des relations entre les hommes ».

Bref les cultures primitives seraient le fruit de sociétés égalitaires, dont les rapports entre groupes sont réglés une fois pour toutes et se répètent, tandis que les civilisations se fonderaient sur des sociétés aux rapports hiérarchisés, avec de forts écarts entre les groupes, donc des tensions changeantes, des conflits sociaux, des luttes politiques et une perpétuelle évolution.

2. De ces différences entre « cultures » et « civilisations », le signe extérieur le plus fort est sans doute la présence ou l'absence des villes.

La ville prolifère à l'étage des civilisations, elle est à peine esquissée au niveau des cultures. D'une catégorie à l'autre, sans doute, il y a des échelons intermédiaires. Qu'est-ce que l'Afrique Noire, si ce n'est un groupe de sociétés traditionnelles, de cultures engagées dans le processus difficile, parfois cruel d'une civilisation naissante et d'une urbanisation moderne ? Ses villes, attentives à ce qui vient du dehors, à ce qui débouche sur la vie unitaire du monde, sont des îles au milieu de la stagnation de leur arrière-pays. Elles préfigurent la société et la civilisation à venir.

Cependant, les civilisations, les sociétés les plus brillantes supposent, à l'intérieur même de leurs limites, des cultures, des sociétés élémentaires. Voyez le dialogue toujours important des villes et des campagnes. Dans toute société, le développement n'a pas atteint également toutes les régions, toutes les couches de la population. Des îlots de sous-développement y sont fréquents (zones montagneuses, ou trop pauvres, ou à l'écart des réseaux de communication), vraies sociétés primitives, vraies « cultures » ainsi au milieu d'une civilisation.

La réussite première de l'Occident a été certainement la capture de ses campagnes, de ses « cultures » campagnardes, par les villes. En Islam, la dualité reste plus visible qu'en Occident, les villes y sont plus tôt en place, plus précocement villes (si l'on peut dire) qu'en Europe, tandis que les campagnes y restent plus primitives, avec de vastes zones de nomadisme. En Extrême-Orient, la disjonction reste la règle : les cultures y sont demeurées très à part, isolées, vivant d'elles-mêmes, sur elles-mêmes. Entre les villes les plus brillantes s'intercalent des campagnes vivant en économie à peu près fermée, parfois sauvages.

3. Étant donné la relation étroite entre civilisation et société, il y a intérêt à se comporter en sociologue, chaque fois qu'est abordée l'histoire longue des civilisations.

Mais, historiens, nous ne confondrons pas, sans plus, sociétés et civilisations.

Nous expliquerons, dans le prochain chapitre, en quoi consiste à nos yeux la différence : sur le plan de la durée, la civilisation enjambe, implique des espaces chronologiques bien plus vastes qu'une réalité sociale donnée. Elle change beaucoup moins vite que *les* sociétés qu'elle porte ou qu'elle entraîne. Mais l'heure n'est pas venue de mettre franchement en cause cette perspective d'histoire. Chaque chose en son temps.

III. Les civilisations sont des économies.

Toute société, toute civilisation dépend de données économiques, technologiques, biologiques, démographiques. Les conditions matérielles et biologiques pèsent sans fin sur le destin des civilisations. Montée ou baisse du nombre des hommes, santé ou déchéance physique, essor ou repli économique ou technique, se répercutent à travers l'édifice culturel aussi bien que social. L'économie politique au sens large est l'étude de tous ces immenses problèmes.

1. L'importance du nombre : Longtemps l'homme a été le seul outil, le seul moteur à la disposition de l'homme, le seul artisan par suite de la civilisation matérielle. Il a construit celle-ci à la force de ses bras et de ses mains.

En principe, et en fait, toute montée démographique a donc favorisé l'essor des civilisations. Ainsi en Europe au XIIIe, au XVIe, au XVIIIe, au XIXe, au XXe siècles.

Régulièrement aussi, la surabondance des hommes, bénéfique à ses débuts, devient un jour nocive, quand la montée démographique court plus vite que la croissance économique. Ainsi, sans doute, en Europe dès avant la fin du XVIe siècle. Ainsi, aujourd'hui encore, dans la plupart des pays sous-développés. Dans le monde d'hier en ont résulté des famines, des détériorations du salaire réel, des soulèvements populaires, des époques sinistres de recul. Jusqu'au jour où les épidémies s'ajoutant à la faim éclaircissaient brutalement les rangs trop serrés des hommes. Après ces catastrophes biologiques (celle par exemple de la seconde moitié du XIVe siècle européen, avec la Peste Noire et les épidémies qui la suivirent, ou celle qui se précise avec le XVIIe siècle), les survivants vivent un instant mieux à leur aise et l'expansion reprend, s'accélère jusqu'au prochain freinage.

Seule l'industrialisation semble, à la fin du XVIIIe et au XIXe siècle, avoir rompu ce cercle infernal et redonné à l'homme, même surabondant, sa valeur, la possibilité de travailler et de vivre. L'histoire de l'Europe le montrera : cette valeur croissante de l'homme, la nécessité partant d'économiser sur son emploi, ont permis l'essor des machines et des moteurs. L'Antiquité gréco-romaine, si intelligente cependant, n'a pas eu les machines de son intelligence. Elle n'a pas vraiment cherché à les avoir : elle avait le tort de posséder des esclaves. La Chine classique, formée bien avant le XIIIe siècle, si intelligente elle aussi et particulièrement sur le plan des techniques, a eu, malheureusement aussi, trop d'hommes. L'homme n'y coûte rien; il accomplit toutes les tâches en une économie qui, pratiquement, ignore même l'animal domestique. En conséquence, la Chine longtemps en avance sur le plan scientifique, ne franchira pas le seuil de la science moderne. Elle laissera à l'Europe ce privilège, cet honneur, ce bénéfice.

2. L'incidence des fluctuations économiques : La vie économique ne cesse d'osciller, en des fluctuations courtes les unes, longues les autres.

Ainsi se succèdent, au fil des années, les coups de beau temps et de mauvais temps économiques, et chaque fois, sociétés et civilisations en accusent les conséquences, surtout quand il s'agit de mouvements prolongés. Le pessimisme et l'inquiétude du XVe siècle finissant — cet « automne du Moyen Age » qui a tellement préoccupé J. Huizinga — correspondent à un repli marqué de l'économie d'Occident. De même, plus tard, le Romantisme européen coïncide avec un repli économique de longue durée, entre 1817 et 1852. Les expansions économiques du second XVIIIe siècle (au-delà de 1733) ont connu quelques freinages (ainsi à la veille de la Révolution) mais dans l'ensemble, leur accélération bénéfique replace la montée intellectuelle du « Siècle des Lumières » dans un contexte de bien-être, de commerce actif, d'industrie en essor, d'augmentation du nombre des hommes.

3. Que la fluctuation aille dans un sens ou dans l'autre, la vie économique est presque toujours créatrice de surplus.

Or, la dépense, le gaspillage de ces surplus ont été l'une des conditions indispensables au luxe

des civilisations, à certaines formes d'art. Lorsque nous admirons aujourd'hui telles architectures, telles sculptures, tels portraits, nous contemplons aussi, sans le savoir toujours, l'orgueil tranquille d'une ville, ou la folie vaniteuse d'un prince, ou la richesse trop neuve d'un marchand banquier. En Europe, dès le XVIe siècle (et sans doute plus tôt), la civilisation, en son dernier étage, est sous le signe de l'argent et du capitalisme.

La civilisation est ainsi fonction d'une certaine *redistribution* de l'argent. Les civilisations se colorent différemment en leur sommet puis en leur masse, selon le mode de redistribution qui est le leur, selon les mécanismes sociaux et économiques qui prélèvent sur les circuits de l'argent la part réservée au luxe, à l'art, à la culture. Au XVIIe siècle, durant les temps très durs économiquement du règne de Louis XIV, il n'est des mécènes qu'à la Cour, ou peu s'en faut. Toute la vie littéraire et artistique est rassemblée dans ce cercle étroit. Durant les fastes et les facilités économiques du XVIIIe siècle, l'aristocratie et la bourgeoisie participent largement, à côté de la Royauté, à la diffusion de la culture, de la science, de la philosophie...

Mais le luxe reste encore à cette époque le privilège d'une minorité sociale. La civilisation sous-jacente, celle de la vie quotidienne et pauvre n'y participe guère. Or, le rez-de-chaussée d'une civilisation, c'est souvent son plan de vérité. Qu'est-ce que la liberté? Qu'est-ce que la culture de l'individu, quand le minimum vital est hors d'atteinte? De ce point de vue, le XIXe siècle européen si décrié, le XIXe siècle des nouveaux riches, des « bourgeois conquérants », l'ennuyeux XIXe siècle annonce (s'il ne réalise pas encore) un nouveau destin pour les civilisations et pour la personne humaine. En même temps que croît considérablement le nombre des hommes, les voilà, de plus en plus nombreux, appelés à participer à une certaine *civilisation collective*. Sans doute, le prix d'une telle transformation (inconsciente, cela va sans dire) a été très lourd, socialement. Mais sa contrepartie s'affirme importante. Le développement de l'enseignement, l'accès à la culture, aux Universités, la promotion sociale sont les conquêtes, lourdes de conséquences, du déjà riche XIXe siècle.

Le gros problème, aujourd'hui et demain, c'est la création d'une civilisation qui soit à la fois de qualité et de masse, terriblement coûteuse, impensable sans d'importants surplus mis au service de la société, impensable aussi sans des loisirs que le machinisme sera sans doute capable de nous offrir bientôt. Dans les pays industrialisés, cet avenir est en vue, dans des délais plus ou moins brefs. Mais le problème se complique à l'échelle du monde.

Car les inégalités de l'accès à la civilisation que la vie économique a créées entre les différentes classes sociales, *elle les a créées aussi entre les différents pays du monde*. Une grande partie du monde constitue ce qu'un essayiste a appelé « le prolétariat extérieur », ce que le langage courant appelle le Tiers Monde, énorme masse d'hommes pour qui l'accès au minimum vital se pose avant l'accès même à la civilisation — qui leur est souvent inconnue — de leur propre pays. Ou l'humanité travaillera à combler ces dénivellations gigantesques, ou *la* et *les* civilisations courront le risque de se perdre corps et biens.

IV. Les civilisations sont des mentalités collectives.

Après la géographie, la sociologie et l'économie, la psychologie nous oblige à une dernière confrontation. A cette différence près que la psychologie collective n'est pas une science aussi sûre d'elle, aussi riche de résultats que les sciences de l'homme mises jusqu'ici en cause. Elle s'est rarement aventurée sur les chemins de l'histoire.

1. Psychisme collectif, prises de conscience, mentalité ou outillage mental? On ne saurait choisir entre les termes que propose le long titre de ce paragraphe. Et ces hésitations de langage signalent la jeunesse même de la psychologie collective.

Psychisme a les faveurs d'un historien, grand

spécialiste en ces domaines, Alphonse Dupront. *Prise de conscience* ne signifie qu'un moment de ces évolutions (généralement leur terme). *Mentalité* est évidemment plus commode. Lucien Febvre, dans son admirable *Rabelais* préférait parler *d'outillage mental.*

Mais peu importent les mots! Le problème ne dépend pas d'eux. A chaque époque, une certaine représentation du monde et des choses, une mentalité collective dominante anime, pénètre, la masse entière de la société. Cette mentalité qui dicte les attitudes, oriente les choix, enracine les préjugés, incline les mouvements d'une société, est éminemment un fait de civilisation. Beaucoup plus encore que des accidents ou des circonstances historiques et sociales d'une époque, elle est le fruit d'héritages lointains, de croyances, de peurs, d'inquiétudes anciennes souvent presque inconscientes, au vrai le fruit d'une immense contamination dont les germes sont perdus dans le passé et transmis à travers des générations et des générations d'hommes. Les réactions d'une société, aux événements de l'heure, aux pressions qu'ils exercent sur elle, aux décisions qu'ils exigent d'elle, obéissent moins à la logique, ou même à l'intérêt égoïste qu'à ce commandement informulé, informulable souvent et qui jaillit de l'inconscient collectif.

Ces valeurs fondamentales, ces structures psychologiques sont assurément ce que les civilisations *ont de moins communicable* les unes à l'égard des autres, ce qui les isole et les distingue le mieux. Et ces mentalités sont également peu sensibles aux atteintes du temps. Elles varient lentement, ne se transforment qu'après de longues incubations, peu conscientes elles aussi.

2. Ici la religion est le trait le plus fort, au cœur des civilisations, à la fois leur passé et leur présent.

Et tout d'abord, bien entendu, au cœur des civilisations non européennes. Dans l'Inde par exemple, tous les actes tirent leur forme et leur justification de la vie religieuse, non de raisonnements.

Déjà les Grecs s'en étonnaient, si l'on en croit l'anecdote rapportée par Eusèbe, évêque de Césarée (265-340) : « Aristoxane le musicien conte sur les Indiens l'histoire que voici : l'un d'eux rencontra Socrate à Athènes et lui demanda de définir sa philosophie. « C'est une étude des réalités humaines », répondit Socrate. Sur quoi, l'Indien éclata de rire : « Comment un homme pourrait-il étudier les réalités humaines, s'écria-t-il, quand il ignore les réalités divines! »

De l'impuissance de l'homme à mesurer à la fois l'immense mystère et l'unicité du surnaturel, un philosophe hindou contemporain, Siniti Kunar Chatterji, donne l'image bien connue que voici : « Nous sommes semblables à des aveugles qui, tâtant telle ou telle partie du corps d'un éléphant, sont convaincus qu'ils touchent l'un une colonne, l'autre un serpent, le troisième une substance dure, le quatrième un mur, ou encore une brosse munie d'un manche flexible suivant qu'ils tâtent la patte, la trompe, la défense, le corps ou la queue. »

En face de cette profonde humilité religieuse, l'Occident paraît oublieux de ses sources chrétiennes. Mais plus que d'une rupture que le rationalisme aurait opérée entre le religieux et le culturel, il faut parler, en vérité, d'une coexistence entre laïcité, science et religion, mieux de dialogues, dramatiques ou confiants, jamais interrompus malgré les apparences. Le Christianisme s'affirme une réalité essentielle de la vie occidentale et qui marque, sans qu'ils le sachent ou le reconnaissent toujours, les athées eux-mêmes. Les règles éthiques, les attitudes devant la vie et la mort, la conception du travail, la valeur de l'effort, le rôle de la femme ou de l'enfant, autant de comportements qui ne semblent plus rien avoir à faire avec le sentiment chrétien et cependant en dérivent.

Il n'en reste pas moins que la tendance de la civilisation occidentale, dès que se développe la pensée grecque, c'est sa poussée vers le rationalisme, donc vers un dégagement par rapport à la vie religieuse. Mais c'est sa singularité, sur laquelle nous aurons à revenir. Sauf quelques exemples exceptionnels (certains sophistes chinois, certains philosophes arabes du XII[e] siècle), aucun de ces dégagements ne se marque avec cette netteté dans l'histoire du monde hors de l'Occident. Presque toujours les civilisations sont envahies, submergées par le religieux, le surnaturel, le magique; elles y vivent depuis toujours, y puisent les plus puissantes motivations de leur psychisme particulier. Nous aurons l'occasion de le répéter bien des fois.

LES CIVILISATIONS SONT DES CONTINUITÉS

Dans un débat compliqué et qu'elle compliquera encore, mais auquel elle va *donner un sens*, reste à introduire l'histoire, ses mesures, ses explications évidemment essentielles. En effet, il n'y a pas de civilisation actuelle qui soit vraiment compréhensible sans une connaissance d'itinéraires déjà parcourus, de valeurs anciennes, d'expériences vécues. Une civilisation est toujours un passé, un certain passé vivant.

L'histoire d'une civilisation, par suite, est la recherche, parmi des coordonnées anciennes, de celles qui restent valables aujourd'hui encore. Il ne s'agit pas de nous dire tout ce que l'on peut savoir à propos ou de la civilisation grecque, ou du Moyen Age chinois, mais tout ce qui, de cette vie de jadis, reste efficace aujourd'hui même, dans l'Europe Occidentale ou la Chine de Mao Tsé-toung. Tout ce par quoi passé et présent se court-circuitent, souvent à des siècles et des siècles de distance.

I. Les civilisations vues dans leurs brièvetés au jour le jour.

Mais commençons par le commencement. Toute civilisation, hier comme aujourd'hui, se révèle en premier lieu par une série de manifestations faciles à saisir : une pièce de théâtre, une exposition de peinture, le succès d'un livre, une philosophie, une mode vestimentaire, une découverte scientifique, une mise au point technique..., tous événements en apparence indépendants les uns des autres (il n'y a aucun lien, à première vue, entre la philosophie de Merleau-Ponty et une toute dernière toile de Picasso).

Ces faits de civilisation, notons-le, ont toujours une existence assez brève. Comment nous conduiront-ils vers ces coordonnées à découvrir, à la fois anciennes et actuelles, alors qu'ils semblent se remplacer et se détruire à l'occasion les uns les autres plutôt qu'ils ne se continuent ?

1. Ces spectacles sont en effet sous le signe de changements obstinés. Le programme varie, nul ne désire qu'il tienne longtemps l'affiche.

Cette variabilité se traduit dans la succession même des *époques* littéraires, ou artistiques, ou philosophiques. Autant d'épisodes fermés sur eux-mêmes. Il est loisible de dire, en empruntant le langage des économistes, qu'il y a des *conjonctures* culturelles comme il y a des conjonctures économiques, c'est-à-dire des fluctuations, plus ou moins longues ou précipitées, et qui le plus souvent se succèdent en se contredisant violemment. D'une époque à l'autre tout change, ou paraît changer, comme au théâtre, un projecteur, sans modifier décors ou visages, les colore différemment et les précipite dans un autre univers.

De ces « époques », la Renaissance est le plus bel exemple. Elle a ses thèmes, ses couleurs, ses préférences, ses tics mêmes. Elle est sous le signe de la passion intellectuelle, de l'amour du beau, des discussions libres et tolérantes, où les jeux de l'esprit sont une forme supplémentaire de la joie de vivre. Sous le signe aussi d'une découverte, ou d'une redécouverte des œuvres de l'Antiquité, à laquelle toute l'Europe cultivée participe passionnément.

De même il y a une *conjoncture* romantique (en gros de 1800 à 1850 bien qu'il y ait eu naturellement un Pré-Romantisme et un Romantisme attardé); elle marquera les sensibilités et les intelligences, au long d'une époque troublée, difficile, au lendemain sans joie de la Révolution et de l'Empire, durant une période de reflux économique de l'Europe entière (entre 1817 et 1852). Nous ne dirons certes pas que ce reflux, à lui seul, explique, ou à plus forte raison crée l'inquiétude romantique; rien ne dit qu'il n'y ait pas aussi des cycles particuliers de la sensibilité, des arts de vivre et de penser, indépendants ou semi-indépendants de tout contexte... Chaque génération, en tout cas, a le goût de nier celle qui l'a précédée, celle qui la suit le lui rendra avec usure. Il y aurait ainsi oscillation sans fin entre Romantisme (ou Baroque, disait Eugenio d'Ors) et Classicisme, entre intelligence sèche et cœur inquiet, avec de spectaculaires renversements.

L'image qui s'impose est donc celle d'un constant va-et-vient. Une civilisation, comme une économie, a ses rythmes. Elle se présente comme une histoire à éclipses qu'on n'hésitera pas à découper en

Ci-contre : **Natures mortes** 1. Bougin (peint en 1630)
2. Braque (né en 1882)

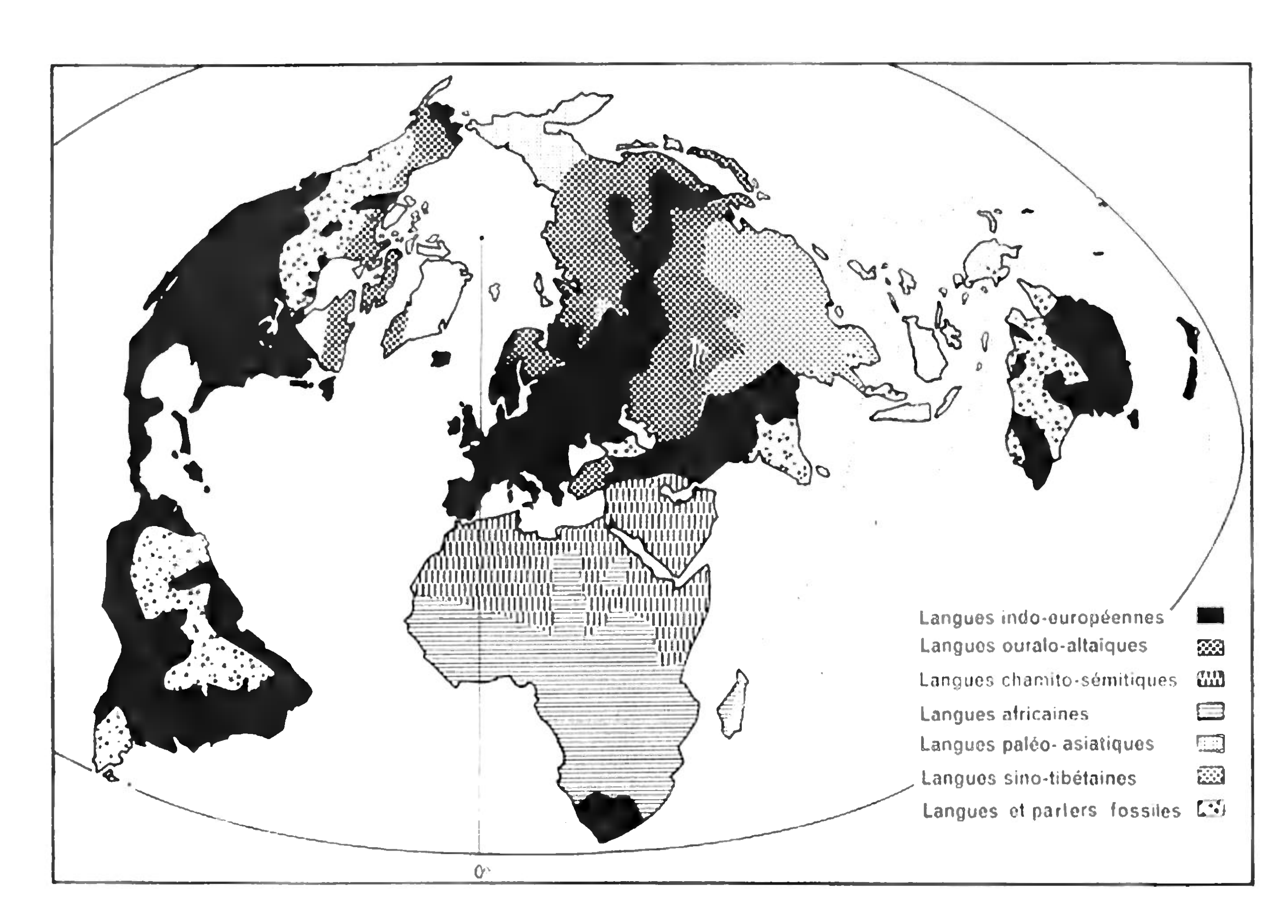
morceaux successifs, en tranches quasi étrangères l'une à l'autre. Ne dit-on pas *Le Siècle de Louis XIV*, *le Siècle des Lumières?* Et même : la « civilisation classique », la « civilisation du XVIIIe siècle ». Ce sont là « civilisations d'époque », « diaboliques inventions », soutient un économiste philosophe, Joseph Chappey. Cette façon de parler lui semble contredire, en fait, l'idée même de civilisation, laquelle, nous le verrons, suppose une *continuité*. Mais, pour l'instant, laissons cette contradiction. D'ailleurs unité et diversité ne cessent de s'affronter, de vivre ensemble. Et nous devons en prendre notre parti.

2. « Tournants », événements, héros : Ces conjonctures, ces successions d'épisodes aident à comprendre la place à part qu'occupent dans l'histoire des civilisations certains événements ou personnages exceptionnels.

Chaque épisode, vu de près, se décompose en une série d'actes, de gestes, de rôles. Les civilisations, après tout, ce sont des hommes, et donc, sans fin, les démarches, les actions, les enthousiasmes, les « engagements » de ces hommes, leurs virevoltes aussi. Cependant, dans cette série d'actes, d'œuvres, de biographies, un choix s'impose : se détachent d'eux-mêmes les événements ou les hommes qui signalent un « tournant », une phase nouvelle. Plus l'annonce est importante, plus le signal s'impose.

C'est un très grand événement (c'est-à-dire gros de conséquences) que la découverte de la gravitation universelle par Newton, en 1687. C'est un événement marquant que la représentation du *Cid* (1636) ou celle d'*Hernani* (1830).

De même les hommes émergent dans la mesure où leur œuvre annonce une saison de l'histoire, ou résume un épisode. C'est aussi bien le Joachim du Bellay (1522-1566) de la *Défense et Illustration de la Langue française* que Leibnitz (1646-1716), le père du calcul infinitésimal, ou Denis Papin (1647-1714), l'inventeur de la machine à vapeur.



Carte linguistique mondiale

Mais les noms qui vraiment dominent l'histoire des civilisations sont ceux qui franchissent une série de conjonctures comme un navire peut traverser plusieurs tempêtes. A la jointure de vastes périodes se dressent souvent des esprits privilégiés, en qui plusieurs générations s'incarnent d'un seul coup : le Dante (1265-1321) à la fin du Moyen Age « latin »; Gœthe (1749-1832) à la fin de la première modernité de l'Europe; ajoutons Newton, au seuil de la physique classique, ou encore, mais agrandi aux dimensions monstrueuses de la science nouvelle d'aujourd'hui, le prestigieux Albert Einstein (1879-1955).

Les fondateurs de grands systèmes de pensée appartiennent à cette classe exceptionnelle : Socrate ou Platon, Confucius, Descartes ou Karl Marx dominent plusieurs siècles à la fois. Ils sont des fondateurs de civilisation, à peine moins importants que ces astres de première grandeur, les fondateurs de religion : Bouddha, le Christ, Mahomet, tous dans une lumière encore vivante, est-il besoin de le dire?

Bref, la mesure d'après laquelle se jugent et se classent, par ordre d'importance, la masse confuse des événements et la masse non moins confuse des hommes, est bien le temps qu'ils mettent à s'effacer de la scène du monde. Ceux à qui appartient *la durée* et qui se confondent avec une réalité longuement vécue comptent seuls dans la grande histoire de la civilisation. Ainsi se retrouvent, au delà d'une histoire familière, comme en transparence, les coordonnées secrètes du temps long vers lequel il faut maintenant nous diriger.

II. Les civilisations dans leurs structures.

Ce langage des époques n'a livré que des images changeantes : sur la scène des civilisations elles apparaissent, puis disparaissent. Si nous essayons de saisir ce qui, pendant que se déroule le spectacle, ne varie guère au fond de la scène, alors émergent d'autres réalités, plus simples, d'un intérêt nouveau. Les unes durent le temps de deux ou trois spectacles, d'autres traversent quelques siècles, d'autres, enfin, durent si longtemps qu'on les croirait immuables. A tort bien entendu, car elles bougent, elles aussi, mais lentement, imperceptiblement.

1. Telles sont les réalités mises en cause au chapitre précédent : Les contraintes exercées sans fin par les espaces, les hiérarchies sociales, les « psychés » collectives, les nécessités économiques, toutes forces profondes, peu reconnaissables cependant à première vue, particulièrement pour ceux qui vivent en même temps qu'elles à qui elles paraissent toujours aller de soi, et ne posent aucun problème. Ce sont ces réalités que le langage d'aujourd'hui désigne sous le nom de « structures ».

L'historien lui-même ne les voit pas apparaître aussitôt dans son récit chronologique habituel trop précipité. Aussi bien, on ne peut ni comprendre ni surtout suivre ces réalités dans leur très lente évolution qu'en parcourant, qu'en gaspillant de vastes espaces de temps. Les mouvements de surface dont nous parlions tout à l'heure, les événements et les hommes eux-mêmes, s'effacent alors devant nos yeux tandis que se dégagent de grandes permanences ou semi-permanences, à la fois conscientes et inconscientes. Ce sont là les « fondements », ou mieux les « structures » des civilisations : les sentiments religieux par exemple, ou les immobilités paysannes, ou les attitudes devant la mort, devant le travail, le plaisir, la vie familiale...

Ces réalités, ces *structures* sont en général *anciennes*, de longue durée, et toujours des *traits distinctifs et originaux*. Elles donnent aux civilisations leur visage particulier, leur être. Et celles-ci ne les échangent guère, chacune les considérant comme des valeurs irremplaçables. Bien entendu, ces permanences, ces choix hérités ou ces refus vis-à-vis des autres civilisations sont généralement inconscients pour la grande masse des hommes. Et il importe, pour les dégager clairement, de s'éloigner, mentalement au moins, de la civilisation où l'on est soi-même plongé.

Soit, exemple simple et qui touche à des structures profondes, le rôle de la femme, au XXe siècle, dans une société donnée, disons la nôtre, la société européenne. Ses particularités ne nous apparaîtront guère (tant nous les trouvons « naturelles ») que grâce à des comparaisons, avec le rôle de la femme musulmane, ou, pour aller à l'autre bout de la chaîne, celui de l'Américaine des États-Unis. Si nous voulions comprendre le *pourquoi* de cette situation sociale, nous devrions remonter loin dans le passé, au moins jusqu'au XIIe siècle, à l'âge de « l'amour courtois », pour ébaucher ce qu'a été la conception de l'amour et du couple en Occident. Ensuite recourir à une série d'explications : au Christianisme, à l'accès des femmes dans les écoles et les universités; à l'idée que se fait l'Européen de l'éducation des enfants; aux conditions économiques : niveaux de vie, travail de la femme au foyer ou hors de la maison, etc...

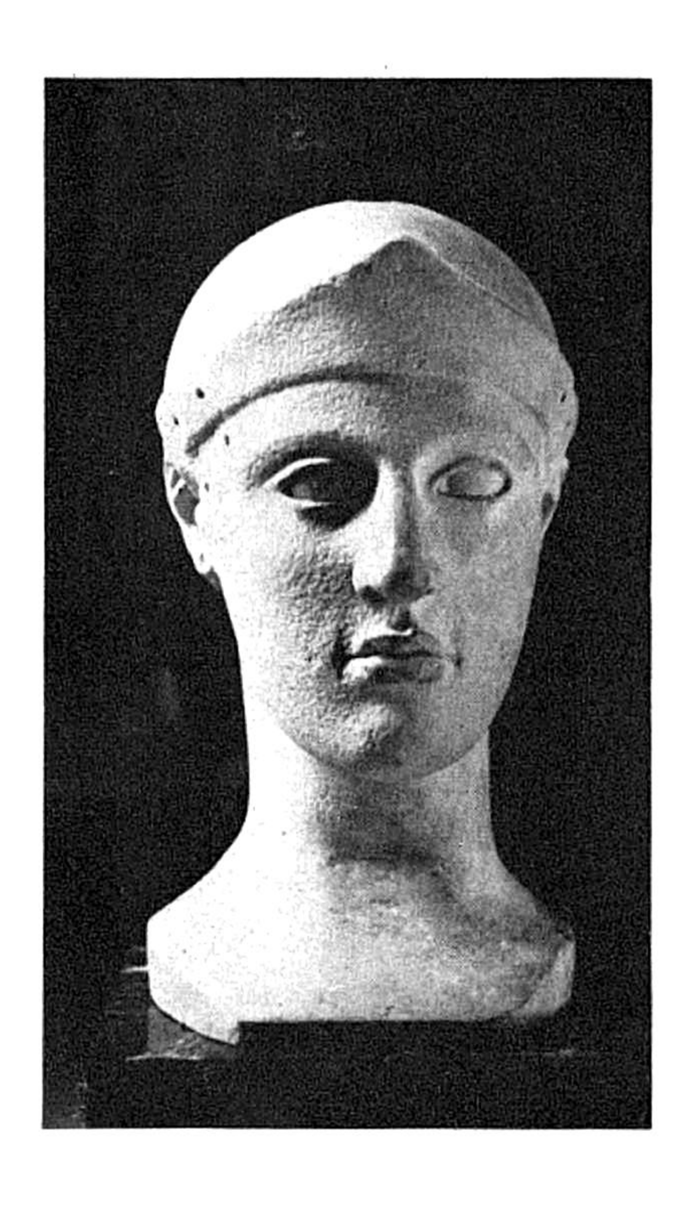
Le rôle de la femme s'affirme toujours une structure de civilisation, un test, parce qu'il est, dans chaque civilisation, réalité de *longue durée*, *résistante* aux chocs extérieurs, *difficilement modifiable*, du jour au lendemain.

2. Une civilisation répugne généralement à adopter un bien culturel qui mette en question une de ses structures profondes. Ces refus d'emprunter, ces hostilités secrètes sont relativement rares, mais conduisent toujours au cœur d'une civilisation.

Tous les jours, une civilisation emprunte à ses voisines, quitte à « réinterpréter », à assimiler ce qu'elle vient de leur prendre. A première vue, chaque civilisation ressemble à une gare de marchandises, qui ne cesserait de recevoir, d'expédier des bagages hétéroclites.

Cependant, sollicitée, une civilisation peut rejeter avec entêtement, tel ou tel apport extérieur. Marcel Mauss l'aura signalé : pas de civilisation digne de ce nom qui n'ait ses répugnances, ses refus. Chaque fois, le refus arrive en conclusion d'une longue suite d'hésitations et d'expériences. Médité, décidé avec lenteur, il revêt toujours une importance extrême.

Le cas classique, n'est-ce pas la prise de Constantinople par les Turcs, en 1453 ? Un historien turc d'aujourd'hui a soutenu que la ville s'était donnée, qu'elle avait été conquise du dedans, avant l'assaut turc. Excessive, la thèse n'est pas inexacte. En fait, l'Église orthodoxe (mais nous pourrions dire la civilisation byzantine) a préféré à l'union avec les Latins, qui seule pouvait la sauver, la soumission aux Turcs. Ne parlons pas d'une « décision », prise vite sur le terrain, face à l'événement. Il s'est agi de l'aboutissement naturel d'un long processus, aussi long que la décadence même de





Ci-contre : **Minerve casquée** (Egine, Ve siècle av. J.-C.).
Ci-dessus : **Portrait d'un jeune bénédictin** (Caroto, XVIe siècle).

Byzance et qui, de jour en jour, a accentué la répugnance des Grecs à se rapprocher des Latins dont les séparaient des divergences théologiques.

L'union était possible. L'empereur Michel Paléologue l'avait acceptée au Concile de Lyon, 1274. L'empereur Jean V, en 1369, avait fait à Rome profession de foi catholique. En 1439, le Concile mixte de Florence montrait, à nouveau, la possibilité de l'Union. Les plus éminents théologiens grecs, Jean Beccos, Démétrios Lydonès, Bessarion avaient écrit en faveur de l'union avec un talent auquel leurs adversaires n'opposèrent rien d'égal. Cependant entre le Turc et le Latin, les Grecs préféreront le Turc. « L'Église byzantine par jalousie d'indépendance appela l'ennemi, lui livra l'Empire et la Chrétienté », parce que, comme l'écrivait déjà en 1385 le patriarche (de Constantinople) au pape Urbain VI, il laissait à l'Église grecque « pleine liberté d'action », et c'est le mot décisif. Fernand Grenard à qui nous empruntons ces explications, ajoute : « l'asservissement de Constantinople par Mahomet II fut le triomphe du patriarche anti-unioniste ». L'Occident connaissait d'ailleurs fort bien cette antipathie de l'Orient à son endroit. « Ces schismatiques, écrivait Pétrarque, nous ont craints et haïs de toutes leurs entrailles. »

Autre refus lent à se formuler (en France où l'hésitation sera la plus grande, il y faudra presque un siècle) celui qui ferme à la Réforme l'Italie et la Péninsule Ibérique, puis la France, champ de bataille longtemps indécis entre les deux manières de croire dans le Christ.

Refus encore, et pas seulement politique, s'il n'est pas unanime, celui qui écarte un Occident évolué et une Amérique anglo-saxonne (y compris le Canada) du marxisme et des solutions totalitaires des Républiques socialistes : le non est catégorique de la part des pays germaniques et anglo-saxons; mitigé et beaucoup plus nuancé de la part de la France et de l'Italie, et même des pays ibériques. Il s'agit là, probablement, d'un refus de civilisation à civilisation.

Nous dirions, dans cette même ligne de réflexion, qu'une Europe Occidentale, adoptant le communisme, l'organiserait probablement à sa manière, l'aménagerait comme elle aménage actuellement le capitalisme, dans une voie assurément différente de celle des États-Unis.

3. Ce travail ou d'accueil, ou de refus qu'une civilisation pratique en face des civilisations extérieures, elle l'exerce aussi en face d'elle-même, avec lenteur. Presque toujours, ce choix est peu conscient, ou inconscient. Mais c'est grâce à lui que, peu à peu, une civilisation se transforme, en se « partageant » d'une partie de son propre passé.

Dans la masse de biens ou d'attitudes que son passé et ses développements poussent vers elle et lui proposent, elle trie peu à peu, écarte ou favorise, et par ses choix recompose un visage jamais entièrement nouveau, jamais le même.

Ces refus internes peuvent être francs, mitigés, durables ou passagers. Seuls les refus durables sont essentiels en ces domaines qu'éclairent progressivement des études d'histoire psychologique, étendues aux dimensions ou d'un pays ou d'une civilisation. Ainsi, d'AlbertoTenenti, deux travaux pionniers sur la vie et la mort aux XVe et XVIe siècles; de R. Mauzi, une mise en cause de *L'idée de bonheur en France au XVIIIe siècle;* de Michel Foucault, un livre passionné, et passionnant, sur *L'histoire de la folie à l'âge classique* (1961).

Dans ces trois cas, il s'agit du travail de soi sur soi d'une civilisation aux prises avec elle-même, travail qui ne se signale que rarement en pleine lumière. Tout tourne à un tel ralenti que les contemporains n'y prennent jamais garde. Chaque fois, les éliminations — et les ajouts complémentaires qui parfois en découlent — s'opèrent à longueur de siècles, avec des interdits, des barricades, des cicatrisations difficiles, imparfaites souvent, fort longues toujours.

C'est ce que Michel Foucault appelle, dans son langage particulier, « se partager », c'est-à-dire pour une civilisation, rejeter au delà de ses frontières et du droit fil de sa vie telle ou telle valeur reniée. « On pourrait, écrit-il, faire une histoire des *limites*, de ces gestes obscurs, nécessairement oubliés dès qu'accomplis, par lesquels une civilisation rejette quelque chose qui sera pour elle l'Extérieur; et tout au long de son histoire, ce vide creusé, cet espace blanc par lequel elle s'isole, la désigne tout autant que ses valeurs. Car ses valeurs, elle les reçoit et les maintient dans la continuité de l'histoire; mais en cette région dont nous voulons parler, elle exerce ses choix essentiels, elle fait le *partage* (c'est nous qui soulignons) qui lui donne le visage de sa positivité; là se trouve l'épaisseur originaire où elle se forme. »

Ce beau texte mérite d'être lu, relu. Une civilisation atteint sa vérité personnelle en rejetant ce qui la gêne dans l'obscurité de terres limitrophes et déjà étrangères. Son histoire, c'est la décantation, à longueur de siècles, d'une personnalité collective, prise, comme toute personnalité individuelle, entre un destin conscient et clair et un destin obscur et inconscient, lequel sert de base et de motivation essentielle à l'autre, mais sans toujours s'en faire connaître. On voit que ces études de psychologie rétrospective ont été marquées au passage par les découvertes de la psychanalyse.

Le livre de Michel Foucault étudie un cas particulier : la séparation entre raison et folie, entre fous et sensés, que n'avait pas connue le Moyen Age européen pour qui le fol, comme tout misérable, était plus ou moins mystérieusement l'envoyé de Dieu. Les déments seront enfermés, durement, brutalement d'abord, par un XVIIe siècle épris d'ordre social pour qui ils sont seulement des épaves à rejeter du monde,

comme on en rejette les délinquants et les paresseux invétérés; puis avec douceur, avec un certain amour par le XIXe siècle qui les reconnaîtra comme des malades. D'une attitude à l'autre, le problème central n'a cependant pas changé : à partir de l'âge classique et jusqu'à nos jours, l'Occident s'est « partagé » de la folie, il a proscrit son langage et refusé sa présence. Ainsi le triomphe de la raison s'accompagne en profondeur d'une tempête longue et silencieuse, d'une démarche quasi inconsciente, quasi ignorée, et qui est pourtant d'une certaine manière la sœur de cette victoire qu'a été en pleine lumière, la conquête du rationalisme et de la science classique.

On pourrait, bien entendu, donner d'autres exemples de ces partages ou semi-partages. Le livre d'Alberto Tenenti suit patiemment le processus par lequel l'Occident s'est « séparé » de la mort chrétienne telle que l'avait conçue le Moyen Age, simple passage de la créature, exilée sur la terre, à la vie véritable de l'au-delà. Au XVe siècle, la mort devient « humaine », épreuve suprême de l'homme, dans l'horreur de la décomposition du corps. Mais dans cette conception nouvelle de la mort, l'homme trouve la conception nouvelle d'une vie qui, à ses yeux, retrouve son prix, sa valeur humaine. Une certaine hantise de la mort disparaît avec le siècle suivant — le XVIe — qui, au moins à ses débuts, est celui de la joie de vivre.

4. Les chocs violents de civilisations : Le raisonnement, jusqu'ici, suppose des civilisations en rapport pacifique les unes avec les autres, libres de leurs choix. Or les rapports violents ont été souvent la règle. Toujours tragiques, ils ont été assez souvent inutiles à long terme.

Des réussites comme la romanisation de la Gaule et d'une large partie de l'Occident européen conquis ne s'expliquent que par la longueur de l'épreuve et aussi, quoi qu'on en ait dit, par le bas niveau, au départ, des peuples romanisés, par l'admiration qu'ils ont eue pour le vainqueur, par une certaine connivence en somme. Mais ces réussites ont été rares; exceptions, elles confirment la règle.

Les échecs ont été, lors de ces contacts violents, plus fréquents que les succès. Le « colonialisme » a pu triompher hier, son fiasco aujourd'hui ne fait plus aucun doute. Or le colonialisme, c'est par excellence la submersion d'une civilisation par une autre. Les vaincus cèdent toujours au plus fort, mais leur soumission reste provisoire, dès qu'il y a conflit de civilisations.

Ces longues périodes de coexistence forcée ne vont pas sans concessions ou sans ententes, sans emprunts culturels importants, parfois fructueux. Jamais, cependant, au delà de certaines limites.

Le plus bel exemple d'interpénétration culturelle, sous le signe de la violence, est fourni par le beau livre de Roger Bastide sur *Les religions africaines au Brésil* (1960). C'est l'histoire tragique des esclaves noirs arrachés des diverses Afriques, puis jetés dans la société patriarcale et chrétienne du Brésil colonial. Ils réagiront contre celle-ci tout en adoptant le Christianisme. Beaucoup de nègres « marrons » formeront des républiques indépendantes, des *quilombos* : celui de Palmeiras, en arrière de Bahia, ne succombera que devant une guerre en règle. Que ces Noirs, dépouillés de tout aient reconstitué les anciennes pratiques religieuses de l'Afrique et les danses de possession, qu'ils aient en outre amalgamé, dans leurs *candomblés* ou *macumbas*, pratiques africaines et pratiques chrétiennes et que ce « syncrétisme » soit aujourd'hui culturellement vivant, conquérant même, n'est-ce pas un exemple étonnant? Le vaincu a cédé ,il s'est en même temps préservé.

III. Histoire et civilisations.

Ces voyages à travers les résistances, les acquiescements, les permanences, les lentes déformations des civilisations permettent de formuler une dernière définition, celle qui restitue aux civilisations leur visage particulier, unique : elles sont des continuités, d'interminables continuités historiques.

La civilisation est ainsi la plus longue des longues histoires. Mais l'historien n'accède pas d'entrée de jeu à cette vérité : elle ne se dégage qu'au terme d'observations successives. Ainsi, dans une ascension, la vue s'élargit-elle progressivement.

1. Les différents temps de l'histoire : L'histoire travaille à des échelles, sur des unités de mesure souvent différentes, ou jour par jour, ou année par année, ou par dizaines d'années à la fois, ou par siècles entiers.

Chaque fois, le paysage variera avec la mesure utilisée. Les contradictions entre ces réalités observées, entre ces temps de longueur différente, nourrissent la *dialectique* propre à l'histoire.

Pour simplifier l'explication, disons que l'historien travaille sur trois plans au moins.

Un plan A, celui de l'histoire traditionnelle, de l'habituel récit qui se hâte d'un événement à l'événement suivant, comme le chroniqueur d'hier ou le reporter d'aujourd'hui. Mille images sont ainsi saisies sur le vif et composent aussitôt une histoire multicolore, aussi riche de péripéties qu'un

roman toujours à suivre. Cependant, effacée aussitôt que lue, cette histoire nous laisse trop souvent sur notre faim, incapables de juger ou de comprendre.

Un plan B reflète les épisodes, pris chacun en bloc : le Romantisme, la Révolution française, la Révolution industrielle, la Seconde Guerre Mondiale. L'unité de mesure, cette fois, est la dizaine, la vingtaine, voire la cinquantaine d'années. Et c'est en raison de ces ensembles — qu'on les dénomme périodes, phases, épisodes ou conjonctures — que les faits sont rapprochés, interprétés, et avancées des explications. Ce sont là, si l'on veut, des événements longs, débarrassés déjà de leurs détails superflus.

Un plan C enfin dépasse encore ces événements longs et ne retient que les mouvements séculaires, ou pluri-séculaires. Il met en cause une histoire où chaque mouvement est lent et enjambe de grands espaces de temps, une histoire que l'on ne peut traverser qu'avec des bottes de sept lieues. La Révolution française n'y est plus qu'un moment, assurément essentiel, de la longue histoire du destin révolutionnaire libéral et violent de l'Occident. Voltaire une simple étape de l'évolution de la libre pensée...

A ce dernier stade — les sociologues qui ont aussi leurs images diraient à cet ultime « palier en profondeur » — les civilisations apparaissent, hors des accidents, des péripéties qui ont coloré et marqué leur destin, dans leur longévité, ou si vous préférez leurs permanences, leurs structures, leurs schémas quasi abstraits et cependant essentiels.

2. Une civilisation, ce n'est donc ni une économie donnée, ni une société donnée, mais ce qui, à travers des séries d'économies, des séries de sociétés persiste à vivre en ne se laissant qu'à peine et peu à peu infléchir.

On n'atteint donc une civilisation que dans le temps long, la longue durée, en saisissant un fil qu'on ne finit plus de dérouler; en fait, ce qu'au cours d'une histoire tumultueuse, souvent orageuse, un groupe d'hommes aura conservé et transmis, de génération en génération, comme son bien le plus précieux.

Dans ces conditions, n'acceptons pas trop vite que l'histoire des civilisations soit « toute l'histoire », comme disait le grand historien espagnol Rafaël Altamira (1951) et, bien avant lui, François Guizot (1855). C'est toute l'histoire, sans doute, mais vue dans une certaine perspective, saisie dans ce maximum d'espace chronologique possible, compatible avec une certaine cohésion historique et humaine. Non pas, pour reprendre l'image si connue de Fontenelle, l'histoire des roses, si belles soient-elles, mais celle du jardinier que les roses croient immortel. Pour les sociétés, les économies et les mille incidents à la vie brève de l'histoire, les civilisations, elles aussi, semblent immortelles.

Cette histoire au long souffle, cette télé-histoire, cette navigation hauturière, conduite à travers la pleine mer du temps, et non plus comme le sage cabotage au long des côtes jamais perdues de vue — cette démarche historique, quel que soit le nom ou l'image dont on l'affuble, a ses avantages et ses inconvénients. Ses avantages : elle oblige à penser, à expliquer en termes inhabituels et à se servir de l'explication historique pour comprendre son propre temps. Ses inconvénients, voire ses dangers : elle peut tomber dans les généralisations faciles d'une philosophie de l'histoire, en somme d'une histoire plus imaginée que reconnue ou prouvée.

Les historiens ont sûrement raison de se méfier de voyageurs trop enthousiastes, comme Spengler ou Toynbee. Toute histoire poussée jusqu'à l'explication générale exige des retours constants à la réalité concrète, aux chiffres, aux cartes, aux chronologies précises, bref aux vérifications.

Plus qu'à la grammaire des civilisations, par suite, c'est à l'étude des cas concrets qu'il convient de s'attacher pour comprendre ce qu'est une civilisation. Toutes les règles d'accord et de désaccord que nous avons définies se trouveront éclairées, simplifiées, par les exemples qui vont suivre.

NOTES ET DOCUMENTS

1 Sur le nouveau langage historique.

Bien des problèmes seront sur le point d'être résolus, si le lecteur s'habitue au langage nouveau de l'histoire issu des mathématiques, de l'économie politique et de la sociologie. Pour une civilisation il y a nécessité à parler par siècle pour atteindre ses longévités majeures. Pour elles, comme aime à le dire A. Toynbee, « un siècle est un clin d'œil ». C'est, dans ce sens, un bon exercice que de lire ces quelques lignes de Jean Fourastié, *La grande métamorphose du XXe siècle*, P.U.F., 1961, p. 210-211.

« On doit penser aujourd'hui... que l'*homo sapiens* existe sur la terre depuis soixante à cent mille ans; que l'état actuel du cosmos lui promet une postérité de plusieurs millions d'années.

En limitant à un million d'années l'ordre de grandeur de la durée du phénomène humain, on peut apprécier que nous en avons vécu le dixième, et qu'il nous en reste à vivre les neuf dixièmes.

Ainsi la durée de l'humanité serait à celle de l'individu dans le rapport de 10 000 à 1. L'humanité d'aujourd'hui serait à l'humanité accomplie comme l'enfant de dix ans devant le vieillard. Mille ans d'humanité correspondent à un mois de vie individuelle.

Nous, humanité, nous avons dix ans. Pendant nos cinq ou six premières années, sans parent et sans maître, nous avons à peine pu nous distinguer d'autres mammifères; puis nous avons trouvé l'art, la morale, le droit, la religion.

Nous savons lire et écrire depuis moins d'un an. Nous avons construit le Parthénon voici moins de trois mois; il y a deux mois, le Christ est né. Il y a moins de quinze jours, nous avons commencé d'identifier clairement la méthode scientifique expérimentale, qui nous permet de connaître quelques réalités de l'univers; il y a deux jours que nous savons utiliser l'électricité et construire des avions.

Nos meilleures expériences politiques, économiques et sociales datent de moins d'une semaine; les premiers vagissements des sciences humaines, de quelques semaines ».

2 Civilisation, art et longue durée.

De Thomas Stearns Eliot (né en 1888), le texte qui suit a été écrit en 1917. D'après John Brown, *Panorama de la littérature contemporaine aux États-Unis*.

« Si la seule forme de tradition, la seule transmission possible, consistait à suivre les procédés de la génération qui nous a immédiatement précédés, la « tradition » devrait, sans aucun doute, être déconseillée. La tradition est quelque chose qui signifie bien davantage. Elle n'est pas donnée par droit d'héritage, et, si vous y tenez, il faut beaucoup de labeur pour l'obtenir. Elle suppose, d'abord, le sens historique... et le sens historique implique la perception, non seulement du caractère passé du passé, mais de son caractère présent; le sens historique oblige un homme à écrire non pas simplement avec sa propre génération dans les fibres de son être, mais avec le sentiment que toute la littérature européenne depuis Homère, et, englobée en elle, toute la littérature de son pays, coexistent en une durée unique et composent un ordre unique. Ce sens historique, qui perçoit aussi bien ce qui échappe au temps que ce qui lui appartient, et perçoit les deux choses à la fois, c'est ce qui rend un écrivain traditionnel. Et c'est en même temps ce qui donne à un écrivain la conscience la plus aiguë de sa place dans le temps, de sa propre contemporanéité... Il doit bien saisir ce fait évident que l'art ne progresse jamais, mais que ses matériaux ne sont jamais tout à fait les mêmes. Il doit se rendre compte que l'esprit européen, que l'esprit de son pays — esprit qu'il a appris peu à peu à considérer comme beaucoup plus important que son propre esprit individuel — est un esprit qui change, et que ce changement est un développement qui ne laisse rien « en route », qui ne rejette comme révolus ni Shakespeare, ni Homère, ni les dessins des cavernes des artistes de la période magdalénienne. Que ce développement, raffinement peut-être, complication certainement, n'est pas, du point de vue de l'artiste, un progrès. Peut-être même pas un progrès du point de vue du psychologue, ou du moins, pas au degré qu'on imagine; peut-être est-ce seulement en fin de compte fondé sur une complication de l'économie politique et du machinisme. Mais la différence entre le présent et le passé vient de ce que le présent conscient est une compréhension du passé d'une manière, et à un degré, que la propre conscience que le passé a de lui-même ne peut pas offrir ».

3 Continuité historique, civilisation traditionnelle et progrès.

Les civilisations, au moins au début de leur destin, ont toutes été des « cultures » au sens des ethnologues, même des cultures primitives. Par la suite, elles sont demeurées prises, plus ou moins longtemps, plus ou moins complètement, dans ce premier réseau qui est toujours un réseau religieux et magique.

Cette première forme de civilisation, transmise oralement pendant des siècles et des siècles, c'est le *folklore* ou mieux la « civilisation traditionnelle », selon la formule excellente d'André Varagnac. Cette civilisation traditionnelle, nous dit-il, dont d'innombrables réalités nous viennent de la préhistoire n'est pas encore morte au XXe siècle. Si vous voulez la reconnaître, alors laissez de côté, dans les civilisations modernes, « tout ce qui est aristocratique, tout ce qui est l'œuvre des spécialistes d'un travail intellectuel, tout ce qui est enseigné par des éducateurs professionnels, tout ce qui est connu par l'écrit ou l'imprimé. Ce qui reste — façons de vivre, de penser, de dire et d'agir — a un caractère prodigieusement vétuste ». Ce « stock de traditions archaïques » s'est plus ou moins conservé selon les civilisations. En France, et sans doute à

travers tout l'Occident, cette civilisation orale « d'avant l'écriture » vient de disparaître à peine avec le dernier siècle, les chemins de fer, la multiplication des moyens de communication et des déplacements, avec l'efficacité de l'enseignement primaire.

Cet effacement progressif est la clef de conflits internes qu'une civilisation porte avec elle, plus ou moins consciemment. Une civilisation aristocratique, bourgeoise, urbaine, technique, rationaliste, lutte sans fin contre une civilisation traditionnelle, survivance de son antique culture, vivace comme le chiendent. Elle en triomphe, peu à peu, jamais complètement. Tout d'abord parce qu'elle n'est jamais, elle-même, parfaitement urbaine, aristocratique, bourgeoise et surtout rationaliste. Et le passé multiforme qui se défend en face d'elle, en dehors d'elle, garde aussi une place secrète à l'intérieur même des esprits soi-disant évolués. Il faut des siècles à ce passé pour se décanter vraiment et libérer les esprits.

Ces perspectives aident à comprendre ce qui se passe dans les civilisations qui se sont attardées dans le bonheur, le paradis et le cauchemar de leur enfance et qui sont brusquement sommées de les quitter pour l'univers de la science moderne. Le conflit prend alors d'énormes proportions, car le passé traditionnel est encore tout puissant.

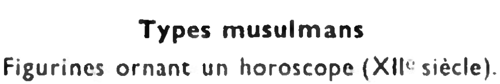
Les ethnologues le savent, le répètent. Près de Dakar (donc près d'une grande ville moderne), l'un d'eux assistait, en 1957, à une « danse de possession » : « La danse s'accélère, les épaules sont secouées d'un mouvement de plus en plus saccadé... Les curieux abandonnant leur rôle de spectateurs, se mêlent à l'agitation. La frappe monotone des tambours se poursuit, depuis des heures déjà. Les odeurs elles-mêmes deviennent plus lourdes, celle des épices mêlées à celle des sueurs... Les excitations s'exaspèrent... Maintenant, les bras sont tenus au-dessus de la tête, mains jointes; ils entraînent le corps entier dans une danse violente et, en apparence seulement, désordonnée. Il faut tourner encore plus vite jusqu'au seuil de la perte de conscience ». « La danse de possession, explique notre guide, Georges Balandier, appartient aux plus profondes couches que nous révèlent aujourd'hui les civilisations africaines. Elle est un phénomène d'une extrême vigueur, permanent, alors que tant de traits culturels ont disparu. Les Noirs transplantés, dépossédés, l'ont introduite dans le Nouveau Monde où elle devint le conservatoire de leurs civilisations perdues : *vodou* de Haïti, *macumba* et *candomblé* du Brésil, *santeria* de Cuba. »

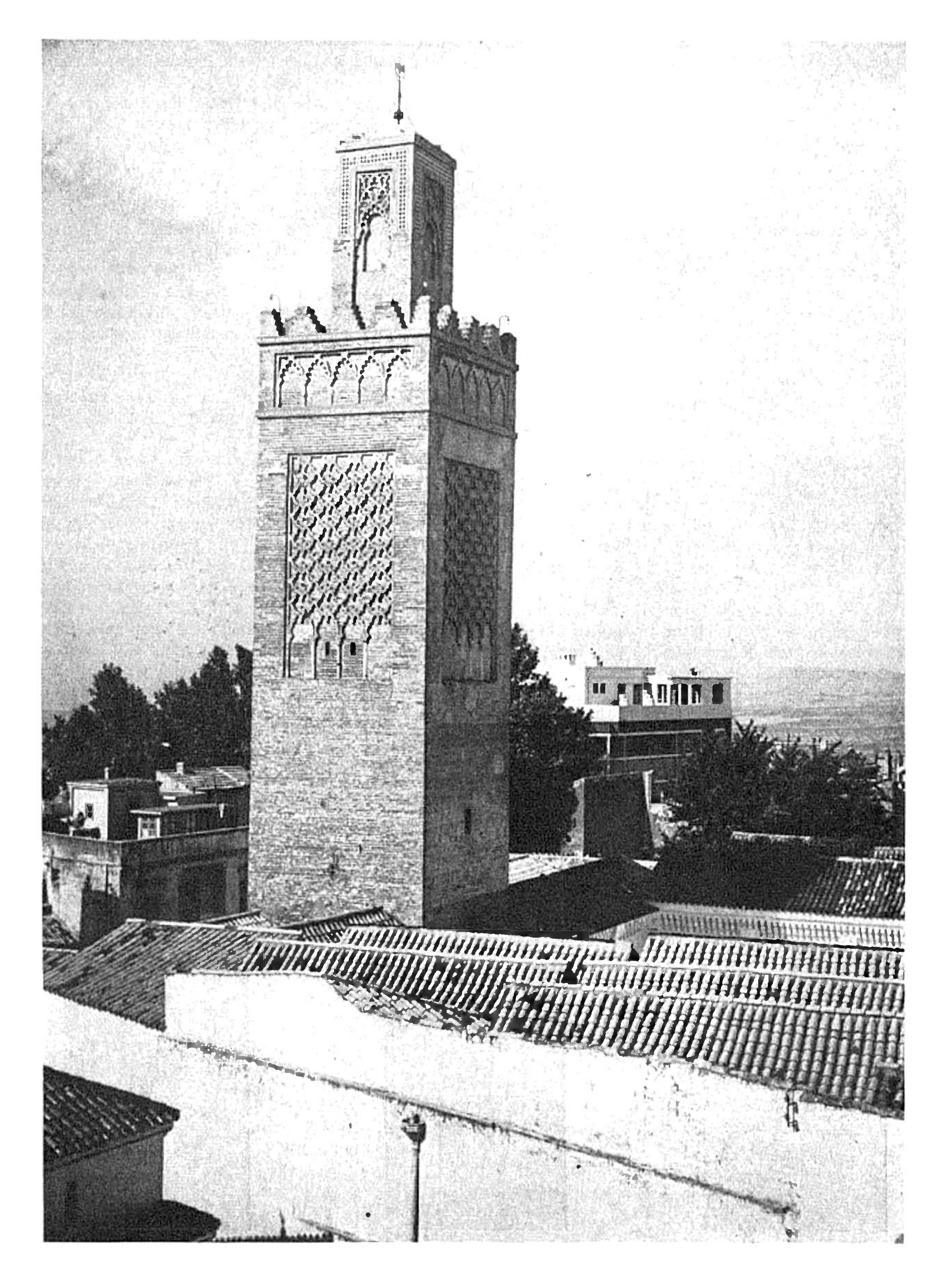
En Afrique Noire, elles voisinent avec les écoles modernes, avec la religion islamique ou chrétienne; elles ont gardé un pouvoir étrange, même pour des hommes qui n'y voient plus de signification religieuse. Elles sont en conflit latent avec les mille nouveautés qui frappent les sociétés noires d'Afrique. Un conflit logique, naturel comme le présent et le passé en offrent à profusion. « Quand j'écoute un air de jazz ou un chant négro-africain, écrit Léopold Sedar Senghor — agrégé de l'Université, Docteur honoris causa de la Sorbonne, poète éminent et Président du Sénégal — il me faut faire un violent effort sur moi-même pour ne pas le chanter et le danser. »

Un tel conflit ne se reconnaît-il pas, malgré la pauvreté de nos informations, à travers le long Moyen Age d'Occident, sous le signe d'une proliférante civilisation orale, pleine, elle aussi, de pratiques miraculaires? Le Christianisme n'y lutte-t-il pas, civilisation d'en haut, avec cette culture primitive d'en bas, magique, démoniaque, d'une « haute ancienneté, généralement plus lointaine que l'antiquité classique »? Lutte longue, mal éclairée et qu'un admirable spécialiste du folklore, Erich Peuckhert, estime achevée, en Allemagne, avec le XVIe siècle. Le jugement est sans doute hâtif : dans les villes peut-être; mais les villes commencent seulement à triompher. Dans toutes les campagnes, un passé pré-chrétien gardera longtemps encore sa densité. Aux XVe, XVIe, XVIIe siècles la sorcellerie qui déferle sur l'Europe, de l'Allemagne à l'Espagne, est l'héritage d'« expériences humaines » très anciennes et « qu'aucune fouille ou prospection d'archives ne saura plus jamais nous restituer » (G. Balandier).






Types musulmans
Figurines ornant un horoscope (XIIe siècle).



Minaret de la grande mosquée de Tlemcen.

L'ISLAM ET LE MONDE MUSULMAN
CE QU'APPREND L'HISTOIRE

Les civilisations mettent un temps infini à naître, à aménager leur logement, à rebondir.

Soutenir que l'Islam naît en quelques années, avec Mahomet, est très exact, en même temps inexact, peu compréhensible. La Chrétienté, elle aussi, est née avec et bien avant le Christ. Sans Mahomet et sans le Christ, il n'y aurait eu ni Chrétienté, ni Islam; cependant ces religions nouvelles ont, chaque fois, saisi le corps de civilisations déjà en place. Chaque fois, elles en furent l'âme : dès le départ, elles eurent l'avantage de prendre en charge un riche héritage, un passé, tout un présent, déjà un avenir.

I. L'Islam, forme nouvelle du Proche-Orient.

1. Une civilisation « seconde » : Comme le Christianisme a hérité de l'Empire romain qu'il prolonge, l'Islam se saisira, à ses débuts, du Proche-Orient, l'un des plus vieux, peut-être le plus vieux carrefour d'hommes et de peuples civilisés qui soit au monde.

C'est un fait d'immense conséquence : la civilisation musulmane aura repris, à son compte, de vieux impératifs de géopolitique, des formes urbaines, des institutions, des habitudes, des rituels, des façons anciennes de croire et de vivre.

De croire : dans sa religion même, l'Islam se rattache au Judaïsme et au Christianisme, à la filiation d'Abraham et de l'Ancien Testament, à son monothéisme rigoureux. Jérusalem est pour lui une ville sainte, Jésus le plus grand prophète avant Mahomet qui, seul, le surpasse.

De vivre : des gestes vieux de plusieurs millénaires se sont perpétués à travers l'Islam jusqu'au temps présent. Dans les *Mille et une Nuits*, saluer le souverain, c'est « baiser la terre entre ses mains ». Or c'est déjà le geste qui se pratiquait à la cour du roi Parthe Chosroès (531-579), et sûrement plus tôt. Aux XVIe, XVIIe siècles, plus tard même, c'est encore le geste que cherchent à éluder les ambassadeurs européens à Istanbul, Ispahan ou Delhi, tant ils le trouvent humiliant pour eux-mêmes et, plus encore, pour le prince qu'ils représentent. Déjà, Hérodote s'indignait des mœurs égyptiennes, répugnantes à ses yeux : « En pleine rue, en guise de salut ils se prosternent à demi l'un devant l'autre; ils font les chiens abaissant les mains jusqu'aux genoux »; ce salut existe encore aujourd'hui. Autres détails : les bains maures ou turcs, les *hammams*, ne sont que les anciens thermes romains, que les conquêtes arabes introduisirent en Perse et ailleurs; la main de Fatma, équivalent musulman de « nos médailles et scapulaires », orne déjà les stèles funéraires carthaginoises; quant au costume traditionnel des Musulmans, E. F. Gautier, à qui nous empruntons ces détails, n'hésite pas à le reconnaître dans celui des vieux Babyloniens, tel que le décrivait, il y a plus de vingt-quatre siècles, Hérodote. D'après ce dernier, « les Babyloniens portent d'abord une tunique de lin qui leur descend jusqu'aux pieds (nous dirions en Algérie une *gandourah*, commente E. F. Gautier); et par-dessus une autre tunique de laine (nous dirions une *djellaba*); ils s'enveloppent ensuite d'un petit manteau blanc (nous pourrions dire un petit *burnous* blanc); ils se couvrent la tête d'une mitre (nous dirions d'un *fez* ou d'un *tarbouch*) ».

Dans cette voie — déterminer ce qui est et ce qui n'est pas musulman en pays d'Islam — où nous arrêterons-nous? N'a-t-on pas soutenu hier que le couscous nord-africain était romain, voire punique! En tout cas, la maison musulmane à *patio*, basse, qui prévaut en Egypte arabe et au Maghreb, est pré-islamique, analogue à la maison grecque à péristyle et « à la maison africaine des premiers siècles de notre ère ».

Ce sont là des détails, leur langage, toutefois, est clair : la civilisation musulmane, comme l'occidentale, est une civilisation *dérivée*, du *second degré*, pour reprendre la terminologie d'Alfred Weber. Elle ne s'est pas édifiée à partir d'une table rase, mais sur le tuf de cette civilisation bigarrée et très vivante, qui l'a précédée dans le Proche-Orient.

Ce n'est donc pas par la prédication de Mahomet, ou au cours de cette dizaine d'années des premières conquêtes fulgurantes (632-642), que débute la biographie de l'Islam. Au vrai, elle s'ouvre par l'interminable histoire du Proche-Orient.

2. L'histoire du Proche-Orient.

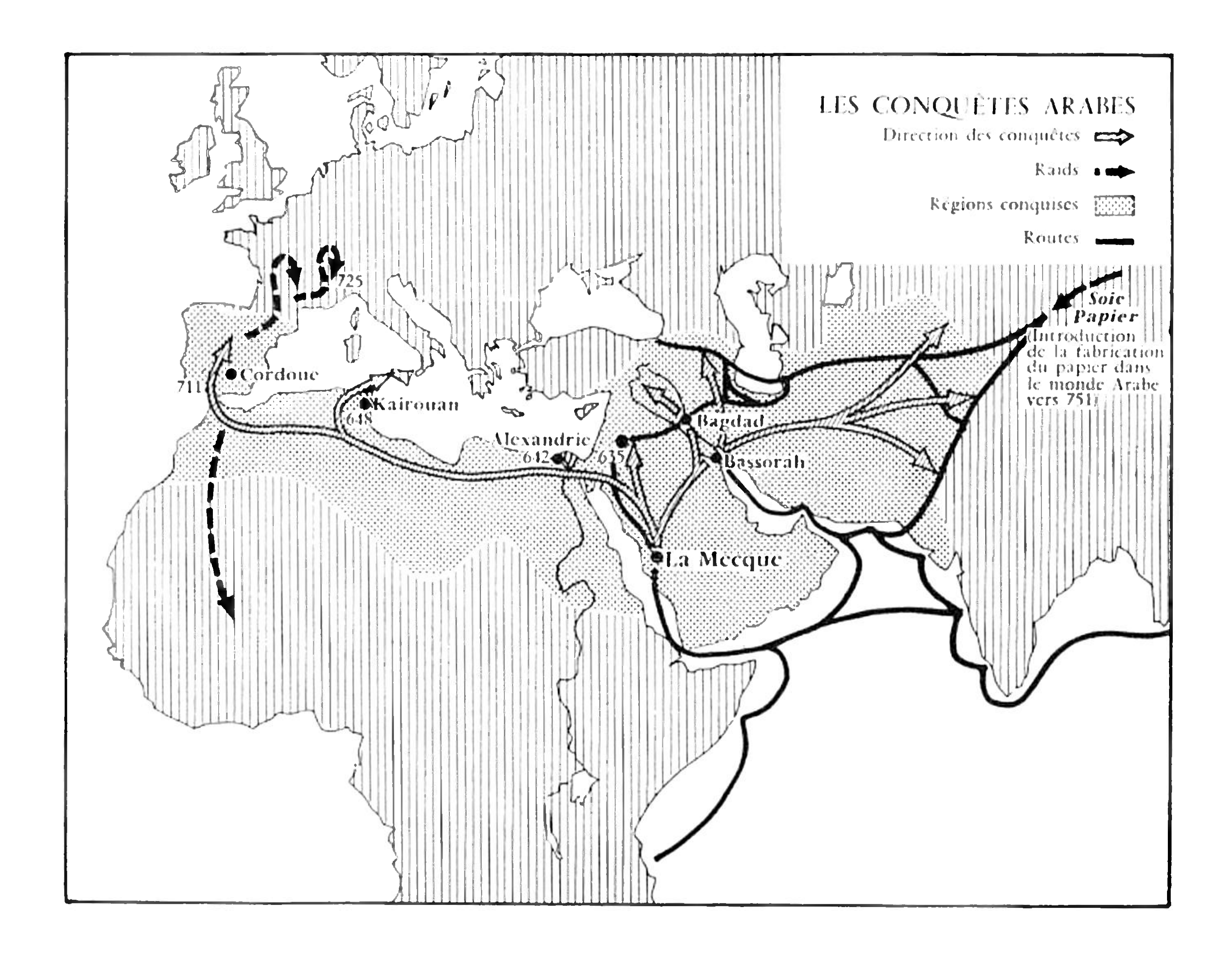
Le Proche-Orient, unifié par les Assyriens, l'a été ensuite, et pour de longues années, par les conquêtes de Cyrus, de

Cambyse et de Darius (546-486). Deux siècles plus tard, l'immense construction des Achéménides tombe sous les coups des Grecs et des Macédoniens d'Alexandre (334-331 av. J.-C.). Cette conquête fut plus rapide encore que ne devait l'être, *dix siècles plus tard*, celle, foudroyante, des conquérants arabes.

En gros, ces dix siècles d'intervalle constituent un extraordinaire épisode « colonial », durant lequel les Grecs dominent l'immense espace indécis, entre Méditerranée et Océan Indien. Colonisateurs, ils fondent des villes, de grands ports (Antioche, Alexandrie) de vastes États (Séleucides, Lagides...). Mélangés à leurs sujets, ils ne se confondent pas avec eux; ils ne vivent jamais, ainsi, dans les campagnes qui leur demeurent étrangères. Bref, le petit peuple gréco-macédonien a colonisé ce vaste morceau d'Asie, comme l'Europe, plus tard colonisera l'Afrique, lui imposant sa langue, son administration, lui communiquant une partie de son dynamisme.

La conquête romaine s'est étendue, elle aussi, à l'Asie Mineure, à la Syrie, à l'Égypte, sans interrompre cette *ère coloniale* : derrière la façade romaine, la civilisation grecque reste en place et redevient dominante à la chute de l'Empire romain, au v[e] siècle, quand Byzance prend la relève — Byzance, soit encore la civilisation grecque. Émile Félix Gautier, vivant en Algérie hier, aura été obsédé par cette immense aventure coloniale que l'histoire, un beau jour, aura balayée, sans presque rien laisser d'elle.

Le Proche-Orient colonisé n'a pas aimé ses maîtres. Dès 256 av. J.-C., le vaste État des Parthes Arsacides, puis des Perses Sassanides (à partir de 224 ap. J.-C.), s'est constitué à travers l'Iran, des confins de l'Indus à la frontière fragile de Syrie. Rome, Byzance menèrent de pénibles combats contre ce voisin puissant, organisé, belliqueux, seigneurial, bureaucratique, disposant d'une cavalerie nombreuse, en relation vers l'est lointain avec l'Inde, les Mongols et la Chine (l'arc des cavaliers parthes, dont la flèche traverse les cuirasses romaines, vient sans doute de Mongolie). Appuyé sur « la religion supérieure de Zoroastre », il lutta vigoureusement « contre l'intrus : l'hellénisme ». Mais cette hostilité politique ne l'empêche pas, à l'occasion, d'accueillir les courants culturels venus de l'Ouest : des philosophes grecs



chassés par Justinien trouvèrent refuge dans la grande capitale de Ctésiphon; par l'Iran, les Nestoriens, chrétiens hérétiques persécutés par Byzance, gagnèrent la Chine, où ils connurent plus tard une fortune singulière.

3. Dans ce Proche-Orient réticent, en lutte contre la présence grecque, converti au Christianisme, agité de troubles religieux continuels, violents, les premières conquêtes arabes (634-642) trouvent des complicités immédiates.

La Syrie (634), l'Égypte (639) accueillent les nouveaux venus. Plus inattendu, le ralliement perse (642) est rapide : le vieil Empire, épuisé par sa lutte séculaire contre Rome et Byzance, se défend mal, malgré ses chevaux et ses éléphants, ou ne se défend pas, contre les raids cruels des chameliers arabes. Le Proche-Orient s'est donné, abandonné aux nouveaux venus. Ceux-ci eurent plus de mal à se saisir de l'Afrique du Nord, du milieu du VIIe au début du VIIIe siècle, mais cette conquête achevée, l'Espagne tomba d'un seul coup entre leurs mains (711).

En somme, très vite, si l'on excepte l'Asie Mineure montueuse, défendue et sauvée par Byzance, les conquérants arabes se saisirent du Proche-Orient en son entier, puis, vers l'Ouest, en dépassèrent largement les limites.

Cette rapidité fut-elle

a) le résultat d'une surprise, au bénéfice de l'assaillant que nul n'attendait;

b) le succès naturel de ses raids menés à vive allure, destructeurs, isolant les villes, les obligeant, l'une après l'autre, à se rendre;

c) l'aboutissement de cette lente détérioration du Proche-Orient, en voie de se décoloniser, comme nous dirions aujourd'hui ?

Les trois causes à la fois, sans doute. Pourtant, dans l'optique de l'histoire des civilisations, ces explications à courte portée ne peuvent suffire. Complaisance ou lassitude ne sauraient expliquer le succès *durable* de l'invasion. Ne faudrait-il pas mettre en cause, en profondeur, une affinité religieuse et morale, très ancienne, fruit d'une longue coexistence? Cette religion nouvelle qu'élabore Mahomet s'est fabriquée en ce carrefour même du Proche-Orient dans le sens de sa vocation profonde, selon son esprit.

L'Islam, durant le printemps de son expansion, ne fait que rendre vie à l'antique civilisation orientale qui a été le grand personnage de l'aventure, pour le moins « la seconde colonne » de la maison à bâtir (la première étant évidemment l'Arabie elle-même). Il s'agit là d'une civilisation solide et édifiée sur des régions fort riches, auprès desquelles l'Arabie fait très pauvre figure.

Le destin de l'Islam sera en quelque sorte de relancer cette vieille civilisation sur une nouvelle orbite, de la porter à un diapason nouveau.

II. Mahomet, le Coran, l'Islam.

Les origines immédiates de l'Islam nous mettent en présence aussitôt d'un homme, d'un livre, d'une religion.

1. Entre 610-612 (dates problématiques, mais vraisemblables) et 632, date de sa mort, se situe l'œuvre décisive de Mahomet.

Sans lui, l'Arabie brisée en tribus et confédérations rivales, ouverte aux influences étrangères, aux efforts coloniaux de la Perse, de l'Éthiopie chrétienne, de la Syrie, de l'Égypte byzantine, n'aurait pas réalisé son unité, et, forte de cette réussite, jeté ses pillards vers les longues frontières du Nord.

Ni Byzance, ni les Parthes, affrontés depuis des siècles, n'avaient eu la moindre crainte de voir surgir un ennemi sérieux, au long de si pauvres pays. Des incursions violentes s'y produisaient, sans doute. Mais le pillard venait, repartait. Qui s'en serait inquiété, surtout en ces zones — *no man's land* souvent — que se disputaient Perses et Grecs, au bord du « croissant fertile »?

Tout change avec le succès de Mahomet. Les recherches érudites ont dégagé sa biographie des dorures qu'on lui avait surajoutées. L'image obtenue, après décapage, n'en est que plus belle, émouvante. Né vers 570, Mahomet durant les quarante premières années de sa vie aura été accablé de malheurs. Cette vie obscure n'atteint la grande histoire que lorsque le Prophète entre dans sa quarantième année, vers 610-612. « Une nuit de la dernière décade du Ramadhan, dans une grotte du mont Hira », non loin de la Mekke, alors qu'il sommeillait, « se produisit l'infusion de la Parole Increée dans le monde relatif, la descente du Livre dans le cœur du Prophète ». L'être mystérieux lui montra en songe « un rouleau d'étoffes couvert de signes, et lui intima l'ordre de lire... — Je ne sais pas lire, dit Mahomet. Lis, répéta deux fois encore l'Ange en serrant l'étoffe autour du cou du dormeur. Que lirai-je? Lis, au nom de ton Seigneur qui a créé l'homme »... » L'élu se *recueille* avec la conscience qu'un

livre est descendu dans son cœur ». (E. Dermenghem). Petit détail, on peut traduire par *lire* ou par *prêcher*, si bien que nous ne saurons pas avec certitude si le Prophète savait, ou non, lire et écrire.

Cette histoire sainte est bien connue. Que Mahomet, après les paroles de l'Archange Gabriel (c'est le mystérieux visiteur), se considère comme l'envoyé de Dieu, le dernier, le plus grand des Prophètes de la tradition biblique; qu'il rencontre, au départ, l'appui unique de son épouse Khadidja et presque aussitôt l'hostilité des riches marchands de la Mekke, ses parents; qu'il soit alors plein d'incertitudes, au bord du désespoir, de la démence, du suicide — à quoi bon suivre, pas à pas, cette « passion », telle qu'elle se reconstitue par éclairs, à travers les témoignages, les « dits » du Prophète *(hadits)* et les versets *(sourates)* du Coran, ce recueil posthume, transmis par la tradition, des révélations de Mahomet? L'essentiel est d'être attentif à la beauté, à la force explosive, à la « musique pure », de ce texte « inimitable » (preuve qu'il est divin), de ces prédications (que précédaient souvent des transes affreuses où Mahomet perdait longuement connaissance), d'être attentif à cette extraordinaire poésie, scandée fortement, que la traduction ne parvient pas à dissimuler entièrement. L'Arabie anté-islamique vit alors des temps homériques : la poésie y ouvre les oreilles et les cœurs.

Des années durant, le Prophète ne prêche qu'à un petit cercle de fidèles, quelques parents, quelques malheureux, souvent très pauvres gens : La Mekke, à côté des marchands qu'enrichit le trafic caravanier entre Syrie, Égypte et Golfe Persique, a ses hommes de peine, ses artisans, ses esclaves. Ainsi Bilâl, l'esclave noir que racheta Abou Bakr (ami et futur beau-père du Prophète), et qui fut le premier *muezzin* de l'Islam.

Les riches, eux, s'effraient bientôt d'une propagande qui d'abord les a fait sourire, puis irrités. Menacés, les fidèles de Mahomet sont obligés de gagner, certains l'Éthiopie chrétienne, d'autres, une soixantaine, l'oasis de Yatrib, au nord de la Mekke. Mahomet s'y réfugie à son tour : Yatrib sera la ville du Prophète (Médine), cette fuite (l'Hégire) le point de départ de l'ère musulmane (20 septembre 622). Notez, mais c'est un minuscule détail, qu'il semble que Médine était déjà le nom de la ville, avant l'Hégire.

C'est une ville alors aux trois quarts paysanne, avec deux tribus arabes, hostiles l'une à l'autre, et d'importantes fractions juives, plus ou moins marchandes. Vis-à-vis de ces dernières, la politique de Mahomet passera de la sympathie à la défiance, puis à l'hostilité. La prière, orientée jusque-là vers Jérusalem, se fera, dès lors, en direction de la Mekke. Tout ceci dans un climat de guerre continuelle : pour vivre, les Musulmans fugitifs razzient leurs voisins, harcèlent les longues lignes caravanières des Mekkois. Cette guerre de dix ans permet finalement au Prophète de rentrer, en maître, à la Mekke, non sans avoir, au cours de difficultés atroces, montré souvent un sens singulier de la décision, et non moins, sa prudence et sa tolérance.

2. Religion révélée, édifiée peu à peu par les versets de ce qui sera le Coran, par les propos et les actes du Prophète, l'Islam (soumission à Dieu) s'affirme d'une simplicité exemplaire.

Les « cinq piliers » en sont : l'affirmation d'un seul Dieu, Allah, dont Mahomet est l'envoyé (c'est la *chahada*); la prière répétée cinq fois par jour; le jeûne des 29 ou 30 jours du Rhamadan; l'aumône aux pauvres; le pèlerinage à la Mekke. Le *jihad*, la guerre sainte, ne fait pas partie des prescriptions fondamentales, s'il est appelé à jouer bientôt un très grand rôle.

La symbolique religieuse de l'Islam n'offre aucun mystère, bien que de nombreux points soient controversés et ouvrent des portes diverses sur les interprétations compliquées de la mystique. La théologie islamique n'a rien à envier, de ce point de vue, à la chrétienne : toutes deux ménagent à l'esprit des chemins difficiles.

Pour la prière, le Prophète s'est inspiré de la pratique chrétienne et juive. Il a été, par contre, fidèle à la tradition arabe et mekkoise en ce qui concerne le pèlerinage. Il a conservé, en effet, les coutumes de vieux pèlerinages liés l'un à l'autre, à la Kaaba de la Mekke et au mont Arafat, dans le voisinage de la ville, peut-être une ancienne fête du printemps et une ancienne fête de l'automne, la première analogue à la fête des Tabernacles de l'Ancien Testament. Ces vieilles pratiques, dont le sens profond s'était en tout cas perdu dans la nuit des temps, sont retranscrites dans un langage nouveau. « Mahomet annexa l'ancienne institution, la justifiant *a posteriori* par une sorte de légende *culturelle :* Abraham, prétendait-il, avait de son temps, avec son fils Ismaël, l'ancêtre des Arabes, organisé le culte de la Sainte Kaaba et les cérémonies du pèlerinage. Ainsi, était fondée la priorité de l'Islam par rapport au Judaïsme, créé par Moïse, et au Christianisme, rattaché à Jésus ». Suffit-il d'expliquer ce rattachement à Abraham par le calcul politique, par ce désir de priorité? Les religions n'ont-elles pas leur logique religieuse? leurs vérités? C'est ce qu'avance, pour son compte, Youakim Moubarac (*Abraham dans le Coran*, 1958). Pour Louis Massignon : « ... L'Islam salue en Abraham le « premier des Musulmans », ce qui est vrai, *théologalement vrai* ».

L'essentiel, c'est aussi de comprendre à quel point croyances et pratiques religieuses pèsent sur la vie du Musulman, lui imposent une discipline stricte. Tout, pour lui (y compris le droit), découle

du Coran. La pratique religieuse reste bien plus vive en Islam aujourd'hui qu'elle ne l'est en pays chrétien. « Depuis mille trois cent soixante ans, écrit Louis Massignon (en 1955), il y a chaque année à Arafat... environ 150 000 pèlerins de tous pays. » Et dans tel village d'Égypte autant de ces pèlerins, relativement, que de « pascalisants » dans un village de France. L'avantage est évidemment à l'Islam. Mais faut-il l'attribuer forcément à une *foi* plus vive ? Le Christianisme a dû faire face à des épreuves internes, celles mêmes de la civilisation qu'il porte, épreuves que l'Islam jusqu'ici aura à peine entrevues. Celui-ci ne reste-t-il pas appuyé sur des sociétés anciennes, archaïques, où les rites religieux se perpétuent comme les autres gestes sociaux, comme le reste de la vie même ?

III. L'Arabie : le problème d'une culture à peine urbanisée.

Dans le succès de Mahomet et l'expansion de l'Islam, quel rôle a joué, au juste, l'immense Péninsule arabique ? La réponse n'est pas simple.

1. Primauté urbaine : Mahomet a vécu, a construit (si l'on peut dire) en milieu urbain, en marge d'une Arabie primitive encore, à la Mekke.

La fortune de cette ville est *récente* alors, fortune caravanière, née de ses liaisons avec d'autres centres urbains, lointains, étrangers et que touchaient seuls le grand commerce et ce capitalisme marchand, alors à peine ébauché, des Mekkois.

C'est dans les villes syriennes sans doute — plus qu'en Arabie même — que Mahomet, convoyeur de caravanes avant sa révélation, aura connu les milieux judaïsants et chrétiens. C'est un cadre urbain, en tout cas, que supposent ses prescriptions, les appels du muezzin, la prière en commun du vendredi, le voile des femmes, la dignité exigée des fidèles et de leurs *imans* (le vrai mot est *imam*, chef de la prière). Tout cela ne va pas sans témoins, sans foule, sans coude à coude urbain.

« Cet idéal rigoriste et prude est celui des austères marchands du Hedjaz. Là encore, l'Islam recherche la tenue des cités plutôt que le débraillé des champs » (X. de Planhol). C'est dans cette optique qu'il faut interpréter certains *hadits* du Prophète : « Ce que je redoute pour mon peuple, c'est le lait, où le diable se tapit entre l'écume et la crème. Ils aimeront en boire et retourneront au désert, *délaissant les centres où l'on prie en commun* ». (C'est nous qui soulignons.) Autre propos prêté au Prophète, à la vue cette fois d'un soc de charrue : « cela n'entre jamais dans la maison des fidèles, sans qu'y entre en même temps l'avilissement ». Bref, comme l'affirme le Koran lui-même : « Les Arabes du désert sont les plus endurcis dans leur impureté et leur hypocrisie. » Les centres de la foi, dans ce premier Islam, sont donc les villes, en une situation qui évoque celle de l'Église chrétienne, à ses débuts en Occident : l'Infidèle n'est-il pas alors le paysan *paganus*, le païen ?

2. Étranges « paysans », il est vrai, que les Bédouins d'Arabie. Encore au début du XXe siècle, il était possible de les retrouver, pareils à eux-mêmes, tels que, sans doute, on en rencontrerait encore quelquefois, au cœur de l'Arabie d'aujourd'hui.

Un islamologue, Robert Montagne (1893-1954), a écrit un très beau livre sur cette *Civilisation du désert*, qu'un ethnographe refuserait d'appeler, sans doute, autrement que *culture*.

Pas de villes, en effet, et quand elles existent, comme elles sont élémentaires ! Yatrib, au moment de l'Hégire, ce n'est même pas Thèbes, en Béotie, au temps d'Epaminondas ! Autour de ces « villes », dans les vallées ayant un minimum d'eau, *quelques paysans sédentaires*, serfs attachés à la glèbe, mais en petit nombre. *La majorité des Arabes est constituée par des nomades*, « pareils à des essaims d'abeilles », formant de très petits groupes sociaux : familles patriarcales, « sous-fractions », « fractions », « tribus », « confédérations de tribus ». Ces étiquettes sont celles des enquêteurs actuels, une simple façon de compter : une fraction, c'est 100 à 300 tentes; une tribu, 3 000 personnes, la plus grosse unité, dans cette échelle, à posséder encore une cohésion. La fiction et la réalité des liens du sang, les seuls que le Bédouin reconnaisse, peuvent s'y maintenir. La tribu est la grande unité des combats : on y vit entre frères, cousins, clients. La confédération, au contraire, n'est qu'une fragile union dispersant ses participants sur d'immenses distances.

La vie très pénible des Bédouins à travers les déserts et semi-déserts d'Arabie n'est possible que grâce à *l'élevage du chameau*. Sobre, capable de résister à la soif, il permet les longs voyages d'un pâturage à l'autre. Pour les *rezzous* (pillages de bétail) et la guerre, il assure le transport du fourrage, des outres d'eau, du grain. Les chevaux, au dernier moment (très ménagés jusque-là), fournissent le galop d'attaque.

La vie quotidienne court après « l'herbe qui fuit ». Avec le chameau de bât et la chamelle blanche de course, les grands nomades oscillent, sur des parcours parfois d'un millier de kilomètres, du Nord au Sud, et vice-versa. Vers le Nord, aux limites des terres du Croissant fertile, entre Syrie et





En haut : **Arabes mozabites.**

En bas : **Berbère des Aurès.**

Mésopotamie, le nomadisme se dégrade, s'alourdit, au contact des sédentaires. A l'élevage du chameau, s'ajoute celui du mouton, à faible rayon de parcours. Éleveur de moutons, le Bédouin n'est plus qu'un *chaouya*, un moutonnier. Au-dessous de lui, l'éleveur de bœufs ou de buffles relève de la dernière catégorie, celle des affreux sédentaires.

Au Sud et au Centre de l'Arabie, le nomadisme chamelier conserve sa pureté, ses prétentions à la noblesse. Ces tribus nobles sont constamment en guerre : les plus fortes chassent les plus faibles. Le désert, surpeuplé, repousse ainsi au dehors ses surplus humains, la sortie s'opérant d'ordinaire par les routes de l'Ouest : le pont du Sinaï, l'étroit ruban du Nil ne sont pas des obstacles vers le Sahara et les pays du Couchant.

De cette prédominance de l'exode vers l'ouest, les raisons sont géographiques et historiques. *Géographiques :* vers le nord, les déserts froids succèdent aux déserts chauds. Les Arabes ne triomphent pas en Asie Mineure au VIIe siècle, parce que leurs chameaux ne peuvent résister aux froids vifs des plateaux de l'actuelle Anatolie, où s'acclimate, par contre, le chameau de Bactriane. Le Sahara, lui, est le prolongement du désert d'Arabie, au-delà du fossé de la Mer Rouge. *Historiques :* ces déserts du Nord, de l'Asie centrale, ont leurs propres nomades, leurs chameaux à deux bosses, leurs chevaux, leurs cavaliers, leurs propres et violents mouvements migratoires. Assurément ils ne sont pas des espaces vacants où l'on pourrait s'installer aisément.

Non sans hésitations, l'Arabie des Bédouins a mis au service de l'Islam sa force combative exceptionnelle. Les Nomades ne se seront pas convertis du jour au lendemain. Sans arrêt, ils resteront batailleurs, instables. Dans l'Espagne conquise, au temps des califes omeyyades, les querelles s'allument de nouveau, entre des partis du Yémen et de Qais, à des milliers de lieues des pays et querelles d'origine.

A la mort du Prophète, d'ailleurs, tous les Nomades apparemment soumis s'étaient soulevés. La répression avait été longue, et le *successeur* de Mahomet, le Calife Omar (634-644), ne trouva pas de meilleure solution à ces querelles infernales que de jeter cavaliers et chameliers dans le *jihad :* façon à la fois de les éloigner d'Arabie et d'éviter les querelles entre tribus.

Les Bédouins réaliseront ainsi les premières conquêtes de l'Islam. Sur d'immenses parcours, il faut imaginer le chemin de ces groupes étroits, de ces peuples en miniature, avec leurs convois, leurs tentes en poil de chameau et de chèvre, transportant avec eux leurs habitudes, leurs mœurs, leur morgue, ce profond désir des pasteurs de rester pasteurs, ce mépris à l'égard de la vie étouffante du sédentaire. Un vrai bombardement s'opère, par ces corpuscules, du vaste espace que va remplir vers l'Ouest, la conquête musulmane. Partout ils s'implantent et avec eux, leur langue, leur folklore, leurs défauts

et leurs vertus; au premier rang de ces dernières, leur goût passionné de l'hospitalité, un trait dont resplendit l'Islam en son entier.

On connait ainsi le long cheminement de la tribu des Beni Hillal : partis du sud du Hedjaz au VIIe siècle, ils sont mal en point dans la Haute-Égypte, vers 978; jetés sur l'Afrique du Nord au milieu du XIe siècle, tel un orage de sauterelles; écrasés par les Berbères au XIIe siècle (bataille de Sétif, 1151) et alors dispersés à travers le Maghreb. Leur épopée revit, aujourd'hui, dans le folklore, « du désert de Transjordanie jusqu'à Biskra et Port-Étienne », en Mauritanie.

3. *« Civilisation » et « cultures » dans le monde islamique : Le rôle des tribus arabes attire l'attention sur la façon dont l'Islam, cette civilisation qui sera bientôt si raffinée, a appuyé successivement presque toutes ses réussites sur les forces vives de « cultures » batailleuses, de peuples primitifs qu'il a chaque fois assimilés et « civilisés » rapidement.*

Les tribus arabes lui ont offert pendant un siècle la première de ces réussites. Ensuite, c'est avec les montagnards frustes d'Afrique du Nord, les Berbères, que l'Islam a conquis l'Espagne, puis construit l'Egypte Fatimite. Enfin, il se servira des Turco-Mongols, nomades qu'il trouvait à ses portes, presque chez lui, en Asie Centrale et qu'il sut convertir. Dès le Xe siècle, les mercenaires turcs forment l'essentiel des armées des Califes de Bagdad, au demeurant merveilleux soldats, archers, cavaliers extraordinaires.

Jahiz, le grand écrivain arabe du IXe siècle, se moque un peu de ces rustres dans le portrait inoubliable qu'il en a tracé. Mais l'histoire, une fois de plus, sera la même. Les pauvres deviendront riches, les nomades citadins, et ils se chargeront de prouver que, de serviteur à maître, le chemin est parfois bref. Mercenaires la veille, maîtres le lendemain, les Turcs Seldjoukides, puis les Turcs Osmanlis seront les nouveaux princes de l'Islam. « Le Grand Seigneur », ou « le Grand Turc », tel est le titre que l'Occident donnera aux Souverains Osmanlis quand la prise de Constantinople (1453), devenue capitale de l'Empire, aura définitivement assis leur puissance.

Peut-être est-ce une loi du destin de l'Islam que d'attirer, d'utiliser les peuples primitifs qui cernent ou coupent ses territoires, mais de succomber aussi sous le poids de leur violence. Puis tout se rétablit et se cicatrise. Le primitif batailleur, efficace, disparaît dans la vie urbaine toute puissante de l'Islam.

Ci-contre : **Lettre d'un marchand arabe** (XIVe siècle).



CE QU'APPREND LA GÉOGRAPHIE

L'Islam met en cause une série d'espaces, liés les uns aux autres, affectés, sur leurs marges, par d'assez vives variations, l'histoire de l'Islam n'ayant pas été, n'étant pas une histoire tranquille.

Cependant, ces variations (rapportées à l'ensemble de cet espace) restent relatives. L'immense scène islamique présente, en gros, une évidente stabilité. Elle s'offre comme une série de réalités et d'explications.

I. Terres et mers d'Islam.

Les cartes (pages 172, 190, 196, 200) disent l'essentiel. Nous avons figuré page 200 les régions tenues, puis abandonnées par l'Islam, chaque fois face à des civilisations étrangères et rivales : Sicile, Péninsule Ibérique, Septimanie, Italie méridionale, Méditerranée occidentale, face à l'Occident; Crête, Péninsule des Balkans, face à l'Europe Orientale, en gros la Chrétienté orthodoxe; plaine centrale indo-gangétique, Dekkan septentrional et central, face au monde hindou.

Les régions de l'Islam d'aujourd'hui, tenues depuis toujours, ou pour le moins depuis longtemps, restent immenses. Pas toujours bien riches, elles s'étendent depuis le Maroc et le Sahara atlantique jusqu'à la Chine et à l'Insulinde, « de Dakar à Djakarta », dit le sous-titre d'un livre récent.

Dans cette énumération, n'oublions pas d'énormes espaces maritimes, jadis plus ou moins utilisés, aujourd'hui presque toujours hors des prises des États musulmans, mis à part d'étroits liserés côtiers. La mer appartient à qui la sillonne et, aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de marine musulmane. Il en fut jadis bien autrement, sur la Méditerranée, la Mer Rouge, le Golfe Persique, la Caspienne, surtout sur l'océan Indien : grâce à l'alternance des moussons, une navigation active y maintint longtemps des échanges importants au bénéfice des voiliers arabes, les *boutres*, ces navires aux planches jointes par des cordes en fibres de palmiers et dans la construction desquels aucun clou n'intervenait. Dès le IXe siècle, ces voiliers gagnaient Canton. Vasco de Gama les prendra en chasse et les pillera, en 1498. Cependant, ni les Portugais, ni plus tard les Hollandais ou les Anglais ne les évinceront des trafics à bon marché de l'océan Indien. Seule la vapeur aura raison d'eux, vers la fin du XIXe siècle.

Ainsi cette geste maritime fut de longue haleine. Les gloires anciennes de l'Islam n'ont pas été seulement celles de ses cavaliers, mais celles aussi de ses hommes de mer. Sindbad le Marin est un symbole.

Ci-contre : 1. **L'eau.** Puisage au moyen d'outres (Mzab).
2. **La terre.** Labour à l'araire (à Djerba).

1. La primauté de la Méditerranée : En Méditerranée s'est joué l'essentiel de cette grande aventure.

Sindbad parle d'odyssées, mais à travers les éblouissements, les merveilles, les catastrophes de l'océan Indien. Or, si l'on ne s'abuse, c'est en Méditerranée que s'est joué le sort maritime, *mondial* de l'Islam. Là, il aura gagné, désespérément combattu et, finalement, perdu.

Parmi les importantes conquêtes de l'Islam, il y a eu, à côté de la Syrie, de l'Égypte, de la Perse, de l'Afrique du Nord et de l'Espagne, la Méditerranée presque entière. Cette conquête eût été scellée, si les Musulmans, installés en Crète en 825 y étaient demeurés, mais Byzance récupérait cet avant-poste essentiel en 961 et se maintenait à Chypre et à Rhodes, gardant en main les clefs des routes qui conduisent à la Mer Egée.

Donc échec, demi-échec à l'est : Byzance conservera cette mer semée d'îles et, autour de la Péninsule des Balkans, à la fois la vaste Mer Noire et l'Adriatique, ce chemin d'Italie que va utiliser la première fortune, modeste, de Venise : celle de transporteurs de bois, de sel, de blé, au service de la richissime Byzance.

Cependant, l'autre Méditerranée, l'Occidentale, tombait au pouvoir des marins d'Egypte, d'Afrique du Nord, d'Espagne, tous passés sous l'étendard vert. Ce sont les Andalous, ainsi, qui avaient conquis la Crète, en 825; ce furent des Tunisiens qui, de 827 à 902, s'installèrent en Sicile. L'île connût alors un prestigieux essor. Elle fut le cœur vivant de la Méditerranée « sarrasine », avec Palerme, sa plus belle réussite urbaine, au milieu de la Conque d'Or que l'irrigation transforme alors en un jardin de Paradis.

Les Musulmans furent aussi en divers points de Corse ou de Sardaigne, un instant en Provence; ils menacent, ils insultent Rome, débarquent à leur gré à l'embouchure du Tibre. Ils sont installés solidement aux Baléares, l'archipel essentiel des liaisons de l'Ouest méditerranéen, cette escale qui permet d'Espagne en Sicile les voyages en

droiture. « En Méditerranée, le Chrétien ne peut faire flotter une planche. »

Du coup, la mer, charrieuse de richesses, passe au service de l'Islam; elle fait grandir et respirer ses villes maritimes : Alexandrie (succursale dès lors de l'énorme métropole intérieure du Caire), Palerme, Tunis (en marge de la mer, comme prudemment en retrait). D'autres cités poussent ou renaissent : Bougie avec les forêts proches, indispensables aux constructions navales, Alger, Oran, l'une et l'autre modestes encore, l'actif port espagnol d'Almeria et, sur le Guadalquivir (le grand fleuve), la métropole vivante, face à l'Atlantique, de Séville.

Cette fortune dure plus d'un siècle. Sans doute, l'Islam se heurte-t-il assez tôt à la piraterie chrétienne : c'est le destin des riches que d'offrir proies et tentations aux pauvres. Vers le Xᵉ siècle, contrairement à la situation plus tard classique, le riche c'est le Musulman, le pirate, le Chrétien. Amalfi, Pise, Gênes sont des nids de guêpes. Tout s'aggrave et se précipite avec la conquête de la Sicile par les Normands (1060-1091). Les rapides navires de ces derniers courent sus, eux aussi, aux voiliers musulmans. L'occupation de la Sicile est la première brèche ouverte dans le monopole maritime des « Infidèles ».

Il s'en suit une asphyxie, une fermeture progressive, une gêne tôt ressentie à travers tout le « lac musulman ». Vers 1080, à l'époque du Cid Campeador, à la veille de l'arrivée des Almoravides (venus du Soudan et d'Afrique du Nord au secours des Musulmans d'Espagne, 1085), un poète arabe de Sicile hésite à accepter l'offre de se rendre en Espagne, malgré les cinquante dinars d'or que lui offre le roi de Tolède, Motamid : « Ne vous étonnez pas de voir comment ma tête a blanchi de chagrin, mais étonnez-vous de ce que le noir de mes yeux n'a pas blanchi! La mer appartient aux Roum, les navires n'y circulent qu'en s'exposant à de grands risques, le continent seul est aux Arabes! » Quelle revanche déjà!

Les Croisades qui s'ouvrent bientôt (1095-1270) permettent la reconquête de la Mer Intérieure — y compris l'espace, le réduit byzantin — par les flottes des villes italiennes. Les grands épisodes classiques (prise de Jérusalem en 1099, fondation des États de Terre Sainte, prise de Constantinople par les Latins en 1204 à la suite de la fabuleuse déviation de la IVᵉ Croisade) ne doivent pas cacher cette autre réalité majeure : *la conquête de l'espace maritime et marchand de la Méditerranée.*

Quand en 1291, avec Saint-Jean-d'Acre, la Chrétienté perd son dernier point d'appui *important* en Asie, elle n'en conserve pas moins la suprématie incontestée sur la Méditerranée entière.

Il n'y aura de réaction de l'Islam que deux à trois siècles plus tard. Les Turcs Osmanlis essaieront alors de ressaisir la suprématie navale. Victorieux à la Prévesa (1538), la Méditerranée fut presque à eux, mais l'immense défaite de Lépante (1571) mit un terme à peu près immédiat à ce retour de fortune qui d'ailleurs visait seulement à la suprématie militaire. Il n'y eut jamais qu'une flotte turque assez médiocre de navires de transport (grecs en majorité et limités aux trafics entre Istanbul, la Mer Noire et l'Égypte) en face des nombreuses flottes de Venise, Gênes, Florence...

Par la suite surgira, sans doute, la longue activité des corsaires musulmans avec les gloires exceptionnelles d'Alger. Jamais cependant les Barbaresques n'eurent de flotte *marchande*.

Ainsi, en Méditerranée, gloires et catastrophes ont alterné. Dans l'océan Indien, les heures furent plus tranquilles jusqu'à l'intrusion des Portugais, en 1498, après le périple du Cap de Bonne-Espérance. Désormais, l'Islam était tourné, pris à revers.

2. L'essayiste Essad Bey a raison de le dire, « l'Islam, c'est le désert », mais ce désert, cet ensemble de déserts plutôt, se place, d'une part entre deux navigations, deux étendues d'eau salée : la Méditerranée, l'Océan Indien; d'autre part, il se situe entre trois masses assez denses d'hommes : l'Extrême-Orient, l'Europe, l'Afrique Noire.

Avant tout, l'Islam est un « continent intermédiaire », il réunit ces vastes régions entre elles.

Évidemment, de l'Atlantique à la forêt sibérienne et à la Chine du Nord, il y a désert et désert : les déserts chauds du Sud se distinguent des déserts froids du Nord, ceux-ci, en gros, zone du chameau à deux bosses — le vrai chameau — ceux-là, domaine du dromadaire. Une ligne tirée de la Caspienne à l'embouchure de l'Indus sépare à peu près leurs régions respectives.

Bien entendu, il n'y a pas de désert qui ne possède ses rivages, ses « sahels » de sédentaires, ses steppes et ses oasis où l'araire et la houe du sédentaire peuvent ménager et ménagent des cultures. Il y a même, dans ces vieux pays civilisés, paradisiaques, les oasis fluviales du Nil, du Tigre, de l'Euphrate, de l'Indus, de l'Amou et du Syr Daria, et d'excellents sols, rares et travaillés depuis fort longtemps, au point, il est vrai, d'être souvent usés par les hommes. Le climat aidant, ils sont fragiles, sensibles à l'excès aux moindres erreurs des hommes, aux moindres accidents naturels. Une invasion, une guerre prolongée, des pluies violentes, une surpopulation dangereuse, et de vastes zones agricoles sont sur le point de se perdre, au sens exact du mot : le désert aura englouti, enseveli des villes, des campagnes...

L'Islam incorpore ainsi à son destin ces multiples fragilités sous-jacentes. Ses villes trop lourdes, peuplées par le commerce, ses campagnes trop

étroites, sa civilisation toujours tendue sont sous le signe de difficultés incessantes. Une carte actuelle de la population le signale avec netteté : l'Islam est formé de quelques zones à peuplement dense, avec entre elles des vides immenses. Ni l'ingéniosité des constructions hydrauliques, ni les réussites du *dry farming* (la culture en sol sec), ni l'acharnement de paysans patients et sobres, ni l'utilisation d'arbres aussi merveilleusement adaptés que l'olivier ou le palmier dattier, ne réussissent à donner à l'Islam une vie sous le signe de la sécurité quotidienne, encore moins de l'abondance. Toute abondance y est momentanée, ou sous le signe exceptionnel d'un luxe social, à moins que ce ne soit le privilège d'une ville particulière.

C'est le cas, paradoxal seulement à première vue, de *la Mekke*, avec les richesses énormes qu'y apporte l'afflux des pèlerins. Là tout est possible, miraculeusement possible. En 1326 Ibn Batouta, le plus grand de tous les voyageurs arabes, chantait son abondance, les « saveurs délicieuses » de « ses viandes grasses », l'excellence de ses fruits, raisins, figues, pêches, dattes « dont on ne trouve pas l'équivalent dans le monde entier », melons incomparables... Et il concluait : « en somme, tous les objets du commerce qu'on trouve éparpillés dans les différentes contrées sont rassemblés dans cette ville ». Ailleurs, le plus souvent, la faim reste l'inévitable compagne. « Je sais refermer ma faim dans les replis de mes entrailles, dit un poète arabe, comme sont tenus fermement dans la main d'une habile fileuse les fils que tordent ses doigts ». Et c'est un compagnon de Mahomet, Abou Horaïra, qui dit du Prophète : « il sortit de ce bas monde sans s'être une fois rassasié de pain d'orge »...

Les conséquences sont aisément perceptibles. Leur résultat ordinaire est la mise en place d'un nomadisme exclusif, pastoral, aux formes diverses et que nous avons signalées à propos de l'Arabie. L'image vaut, *mutatis mutandis*, pour l'espace entier des déserts où l'Islam est condamné à vivre. Ce sont là d'impérieuses injonctions. Le portrait du Bédouin a souvent été tracé, et sans indulgence, comme celui d'un primitif, malgré ses titres de noblesse. S'il ne comprend guère les sédentaires, ceux-ci le lui rendent d'ordinaire. Un islamologue, Jacques Berque, écrit avec raison : « Que ce Bédouin, si souvent décrié, est beau! ». Oui, c'est un magnifique échantillon d'animalité humaine. Pour l'Islam, cependant quel collaborateur difficile à mater, à conduire! Mais collaborateur, outil tout de même, car sans lui...?

Cependant, la vie misérable qui l'enveloppe et l'emprisonne rend difficile ce que nous appellerions aujourd'hui sa « promotion sociale », d'autant que celle-ci ne peut guère s'accomplir que grâce à cette sédentarisation qu'il abhorre et qu'ont entreprise aujourd'hui, sur une vaste échelle, tant d'États musulmans. L'Empire des Osmanlis l'avait réalisée, pour son compte, vaille que vaille, dès le XVI[e] siècle, à la fois dans la Turquie d'Asie et la Turquie d'Europe, plantant, un peu partout, ses colonies de « yourouks », de nomades. Ce nomadisme rigoureux et sa « culture » fermée sur elle-même signalent un déterminisme évident. L'homme est ici prisonnier de sa « réponse », pour revenir au langage d'Arnold Toynbee.

3. Civilisation à court d'hommes, l'Islam a été obligé, hier, d'utiliser les hommes tels qu'il les trouvait à portée de main. Son manque chronique d'hommes était une des formes de sa pauvreté foncière.

Aujourd'hui, paradoxalement, il en a trop, nous le verrons : 365 à 400 millions, soit entre le septième et le huitième des vivants, trop, beaucoup trop, étant donné ses ressources.

Mais hier, au temps de sa splendeur, l'Islam compte peut-être entre 30 et 50 millions d'hommes au plus, pour une population mondiale de 300 à 500 millions. Et c'est peu, car si la proportion reste la même, *très en gros*, il est évident que l'Islam a, alors, des tâches beaucoup plus lourdes qu'aujourd'hui, *relativement*. Il conduit, en fait, l'histoire globale de cette planète en soi (avant la découverte de l'Amérique) qu'est le Vieux Monde (Europe, Afrique, Asie).

D'où tant de tâches écrasantes : gouvernement, commerce, guerre, surveillance militaire. Pour les mener à bien, l'Islam a dû partout accepter les hommes tels qu'il les trouvait, avec une tolérance que l'Occident, trop riche pour sa part, n'aura guère connue. Par surcroît, il les aura recherchés, en dehors de ses frontières, partout, avec une insistance qui fait de l'Islam classique une civilisation esclavagiste par excellence.

Cet immense, ce continuel ravitaillement a soutenu longtemps les entreprises du monde musulman. Tous les pays voisins ont, tour à tour, payé leur tribut : Chrétiens d'Europe pris sur terre ou sur mer par les Musulmans eux-mêmes, ou achetés à l'occasion (tels ces Slaves prisonniers de guerre que revendent les marchands juifs de Verdun au IX[e] siècle); Noirs d'Afrique, Abyssins, Indiens, Turcs et Slaves misérables, Caucasiens. Au XVI[e] siècle, les Russes que saisissent les raids des Tatars de Crimée ravitaillent en esclaves l'Istanbul turc.

Ces esclaves font souvent d'étonnantes fortunes. Tels les Mamlouks d'Égypte qui s'emparent du pouvoir au moment même où échoue la croisade de saint Louis (1250). Esclaves

élevés dans le métier des armes, pour la plupart d'origine turque, puis caucasienne, ils gouverneront l'Égypte avec un certain bonheur jusqu'à la conquête ottomane (1517) qui ne les fit pas disparaître. Bonaparte les rencontra à la bataille des Pyramides. « Les Mamlouks sont des parvenus, écrit un historien d'aujourd'hui, mais ils n'en ont pas les petitesses ». Les Janissaires turcs, célèbres, eux aussi, leur ressemblent par plus d'un trait.

Au vrai, toute ville musulmane a ses quartiers, aux races aux religions, aux langues diverses. En 1651, au cours d'une sédition dans le Palais du Padishah ottoman, « la malédiction de Babel tomba à l'intérieur du Sérail sur les Icoglans (pages et officiers du Sultan) et les réduisit à l'impuissance ». Dans leur émotion, les hommes avaient oublié l'idiome osmanli artificiellement acquis « et les oreilles étonnées des témoins, écrit le P. Ricart (1668), furent frappées par un tumulte de voix et de langues diverses. Les uns vociféraient en géorgien, d'autres en albanais, en bosniaque, en mingrélien, en turc ou en italien ». Bel exemple, entre beaucoup d'autres (que l'on songe à l'Alger des corsaires turcs)!

II. Continent intermédiaire ou espace mouvement : les villes.

Mal loti, l'Islam ne serait rien sans les routes qui, traversant son corps désertique, l'animent, lui apportent la vie. Les routes sont sa richesse, sa raison d'être, sa civilisation. Des siècles durant, il aura occupé, grâce à elles, une position « dominante ».

Jusqu'à la découverte de l'Amérique, il *domine* le Vieux Monde, règle, en fait, ce qui est alors son histoire « mondiale ». Lui seul, répétons-le, met en contact les grandes aires culturelles, entre quoi se divise le Vieux Monde : l'Extrême Orient, l'Europe, l'Afrique Noire. Rien ne passe qu'il n'y consente, ou pour le moins qu'il ne ferme les yeux. Il est *l'intermédiaire.*

1. Navires, caravanes et marchands : Si difficile que semble parfois sa situation politique — et elle le fut assez souvent — l'Islam reste, géographiquement, usufruitier de passages obligés.

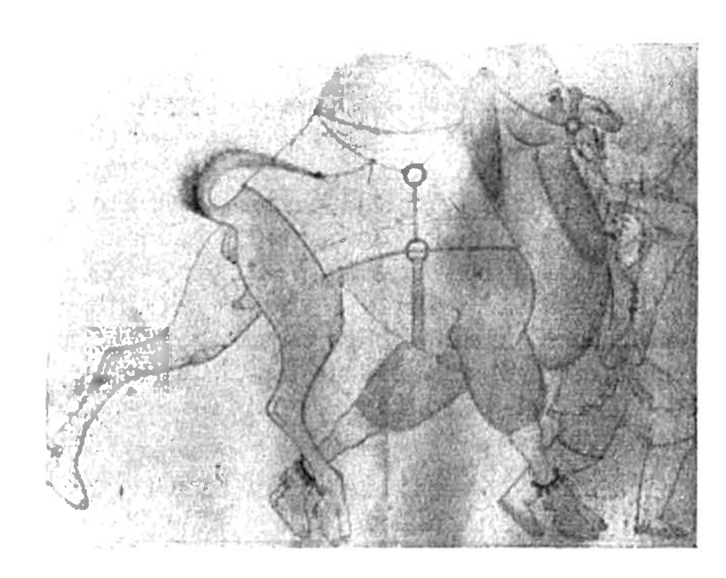
Évidemment, de cette position exceptionnelle, il n'est ni toujours conscient, ni toujours entièrement maître.

Ainsi vis-à-vis des déserts froids d'Asie, l'Islam est victime des fragilités d'une domination mal assise, « marginale » — la sienne — face à une population de nomades très turbulents. Le Turkestan musulman, ligne d'oasis, est une région d'avant-postes, jamais de barrages efficaces. Impossible, en fait, de barrer aux Turcs, Turkmènes ou Mongols le chemin de la Mer d'Aral à la Caspienne et à la Mer Noire. Les plus vigoureux de ces nomades escaladent l'Iran, menacent Bagdad... Voyez sur une carte l'énorme débacle que signifiera, face à l'est, la poussée mongole du XIIIe siècle.

Cependant, des siècles durant, l'Islam est seul à faire circuler l'or du Soudan, les esclaves noirs, en transit vers la Méditerranée; la soie, le poivre, les épices, les perles de l'Extrême-Orient, en transit vers l'Europe. En Asie et en Afrique, le commerce du Levant est sa chose. Il n'aboutit entre les mains des marchands italiens qu'à partir ou d'Alexandrie, ou d'Alep, ou de Beyrouth, ou de Tripoli de Syrie.

L'Islam est donc, par excellence, une civilisation de mouvement, de transit, ce qui implique des navigations au loin, et une multiple circulation caravanière, tendue, avant tout, entre l'Océan Indien et la Méditerranée, lancée également de la Mer Noire à la Chine et à l'Inde, efficace enfin du Pays des Noirs à l'Afrique du Nord.

Ces *caravanes,* malgré la présence vers l'Est d'éléphants et la présence partout de chevaux et d'ânes, sont essentiellement chamelières. Un chameau de bât arrive à transporter jusqu'à trois quintaux de charge utile. Comme une caravane réunit parfois de 5 à 6 000 chameaux, son volume global peut se comparer à celui d'un très gros voilier de charge.



Un chameau et son conducteur.
Dessin du XVIe siècle.

Une caravane se déplace, telle une armée, avec son chef, son état-major, ses règles strictes, ses étapes obligées, ses précautions rituelles contre les nomades pillards, avec lesquels il est sage d'avoir des accords. Au long de sa route, elle rencontre à distance fixe, à chaque journée de marche (sauf en plein désert), les vastes bâtisses des *caravansérails ou khans*, et y loge en partie ses bêtes et ses gens. Ce sont des gares caravanières. Pas un voyageur d'Europe qui n'ait décrit ces halls gigantesques et leurs commodités relatives. Certains subsistent aujourd'hui, comme les admirables khans d'Alep.

Ce système caravanier ne peut se souder aux navigations sans une vaste organisation à demi capitaliste. L'Islam a ses *marchands (Musulmans et non-Musulmans)*. Un hasard a conservé les lettres de marchands juifs du Caire, dès l'époque de la Première Croisade (1095-1099) : elles révèlent la connaissance de tous les instruments de crédit et de paiement, et de toutes les formes d'association marchande (l'Italie par la suite ne les inventera pas, comme on l'a cru trop facilement). Elles signalent aussi des commerces à longue distance : du corail va d'Afrique du Nord en Inde; des esclaves sont achetés en Éthiopie; du fer rapporté des Indes, en même temps que du poivre et des épices. Tout cela implique un énorme mouvement d'argent, de marchandises, d'hommes.

Nul étonnement à constater dès lors l'ampleur, fabuleuse pour l'époque, des *itinéraires des voyageurs arabes*. L'Islam même, qui est mouvement, qui vit de mouvement, les entraîne. Ibn Batouta, un Marocain né à Tanger en 1304, qui avait déjà accompli son voyage « autour du monde » de 1325 à 1349 (Égypte, Arabie, Basse Volga, Afghanistan, Inde, Chine) gagne, en 1352, les pays des Noirs et les bords du Niger, où il se plaindra d'ailleurs du manque d'égard des Soudanais, Musulmans pourtant, vis-à-vis des « Blancs ». A Sidjilmassa, la ville de l'or, il rencontre, avec quelque étonnement il est vrai, un de ses compatriotes de Ceuta, frère d'un certain Al-Buchri, qu'il avait connu en Chine... L'Islam de cette époque abonde en déracinés de ce genre que l'hospitalité musulmane (pareille à l'hospitalité russe) accueille sans défaillance de l'Atlantique au Pacifique.

2. Ces mouvements seraient impensables sans des villes puissantes. Celles-ci, naturellement, « pullulent » en Islam. Elles sont les moteurs qui rendent possible cette immense circulation.

Car tout passe par elles, les marchandises, les bêtes de charge, les hommes, voire les biens culturels les plus précieux. De ces derniers, en voyage vers l'Europe, un immense tableau d'honneur (hétéroclite et qui ne sera jamais complet) pourrait être dressé : les plantes lointaines (canne à sucre, cotonnier), le ver à soie, le papier, la boussole, les chiffres indiens (dits arabes), la poudre à canon (peut-être) et, en même temps qu'une certaine médecine très réputée, les germes des plus terribles maladies épidémiques, à partir de la Chine et de l'Inde, patries du choléra et de la peste...

En gros, toutes ces villes se ressemblent. *Leurs rues* sont étroites, généralement en pente, pour que l'eau des pluies les nettoie, à elle seule. Étroites : souvent deux ânes chargés ne peuvent s'y croiser. A sept coudées, largeur prévue par un *hadit* du Prophète, ce croisement serait encore possible. Mais les maisons empiètent volontiers sur la chaussée — le droit n'y fait obstacle que théoriquement; en outre, elles sont à encorbellement très souvent, comme les maisons occidentales du Moyen Age. Tout s'explique si l'on songe que l'Islam interdit (sauf exceptions comme à la Mekke, à Djedda, son port, au Caire) les maisons à étages, marque d'orgueil en soi haïssable de la part des propriétaires.

Étant donné le désordre, l'absence de toute administration municipale, ces maisons basses, dès qu'une ville est en proie à une progression démographique un peu sérieuse, envahissent son espace, s'y tassent les unes contre les autres, s'y bousculent.

Thévenot, un Français, s'étonnait en 1657 qu'il « n'y ait pas une belle rue au Caire, mais quantité de petites rues qui font tours et détours, ce qui fait bien connaître que toutes les maisons furent bâties sans dessein, chacun prenant tous les lieux qui lui plaisaient pour construire, sans considérer s'il bouchait une voie ou non ».

Un autre Français, Volney, un siècle plus tard (1782), décrit ces mêmes rues : « Comme elles ne sont point pavées, la foule des hommes, des chameaux, des ânes et des chiens qui s'y pressent, élève une poussière incommode; souvent les particuliers arrosent devant leur porte; à la poussière succèdent la boue et les vapeurs malodorantes. Contre l'usage ordinaire de l'Orient, les maisons sont à deux ou trois étages, terminées par une terrasse pavée ou glaisée : la plupart sont en terre et en briques mal cuites; le reste est en pierres molles d'un beau grain que l'on tire du mont Moqattam qui est voisin; toutes ces maisons ont un air de prison parce qu'elles manquent de jour sur la rue... ». Sur Istanbul, même image au milieu du XIXe siècle : « non seulement les voitures, mais les chevaux eux-mêmes passaient difficilement. La rue du Divan, la plus large à cette époque, ne dépassait pas 2,50 à 3 mètres en certains endroits ».

Tout cela vrai, en général. Cependant au XIe siècle le Caire aura eu des maisons de 7 à 12 étages; Samarra (IXe siècle) a une grande avenue droite de 33km500, large de 50 à 100 mètres. Exceptions qui confirment la règle!



Aussi étroite qu'elle soit, la rue en pays musulman est toujours particulièrement animée, lieu de rassemblement, surtout pour un peuple qui aime à s'extérioriser. Elle est « l'artère essentielle... (c'est) là que conteurs, chanteurs, charmeurs de serpents, baladins, guérisseurs, charlatans, barbiers, tous ces corps de métier grandement suspectés par les canonistes et les moralistes de l'Islam se donnent rendez-vous. Et aussi les enfants et leurs jeux, parfois violents... » A la circulation de la rue s'ajoute la commodité, réservée aux femmes, de la circulation par les terrasses.

Désordre donc. Cependant il n'exclut jamais un *plan d'ensemble*, d'autant que celui-ci est lié aux structures mêmes de la ville, à la vie de ses habitants. Au centre, la Grande Mosquée, à prône hebdomadaire, « vers laquelle tout conflue et de laquelle tout reflue, comme si elle était un cœur » (J. Berque). Au voisinage, le *bazar*, c'est-à-dire le quartier des marchands avec ses rues de boutiques *(souq)* et ses caravansérails qui sont des entrepôts de marchandises, les bains publics qui s'implantèrent ou subsistèrent en dépit des nombreuses condamnations qu'ils s'attirèrent. Les artisans sont disposés de façon concentrique à partir de la Grande Mosquée : tout d'abord les fabricants et marchands de parfums et d'encens, puis les boutiques où se vendent étoffes et couvertures, les bijoutiers, les commerces alimentaires, enfin les moins nobles des métiers, corroyeurs, cordonniers, forgerons, potiers, selliers, teinturiers... Quant on les trouve, on a déjà atteint les limites de la ville.

Chacun de ces emplacements corporatifs est en principe fixé une fois pour toutes. En principe aussi, le quartier du Prince (le maghzen) est en bordure de la ville, à l'abri des émeutes et des surprises populaires. A côté de lui, sous sa protection, le quartier juif, le *mellah*. A cette mosaïque s'ajoute la diversité fort grande des quartiers résidentiels, divisés selon les ethnies et les religions (45 quartiers à Antioche). « La ville est un agrégat de cités vivant sous la hantise du massacre. » Ainsi, la colonisation occidentale n'a nulle part créé la ségrégation raciale, si nulle part, en fait, elle ne l'a supprimée.

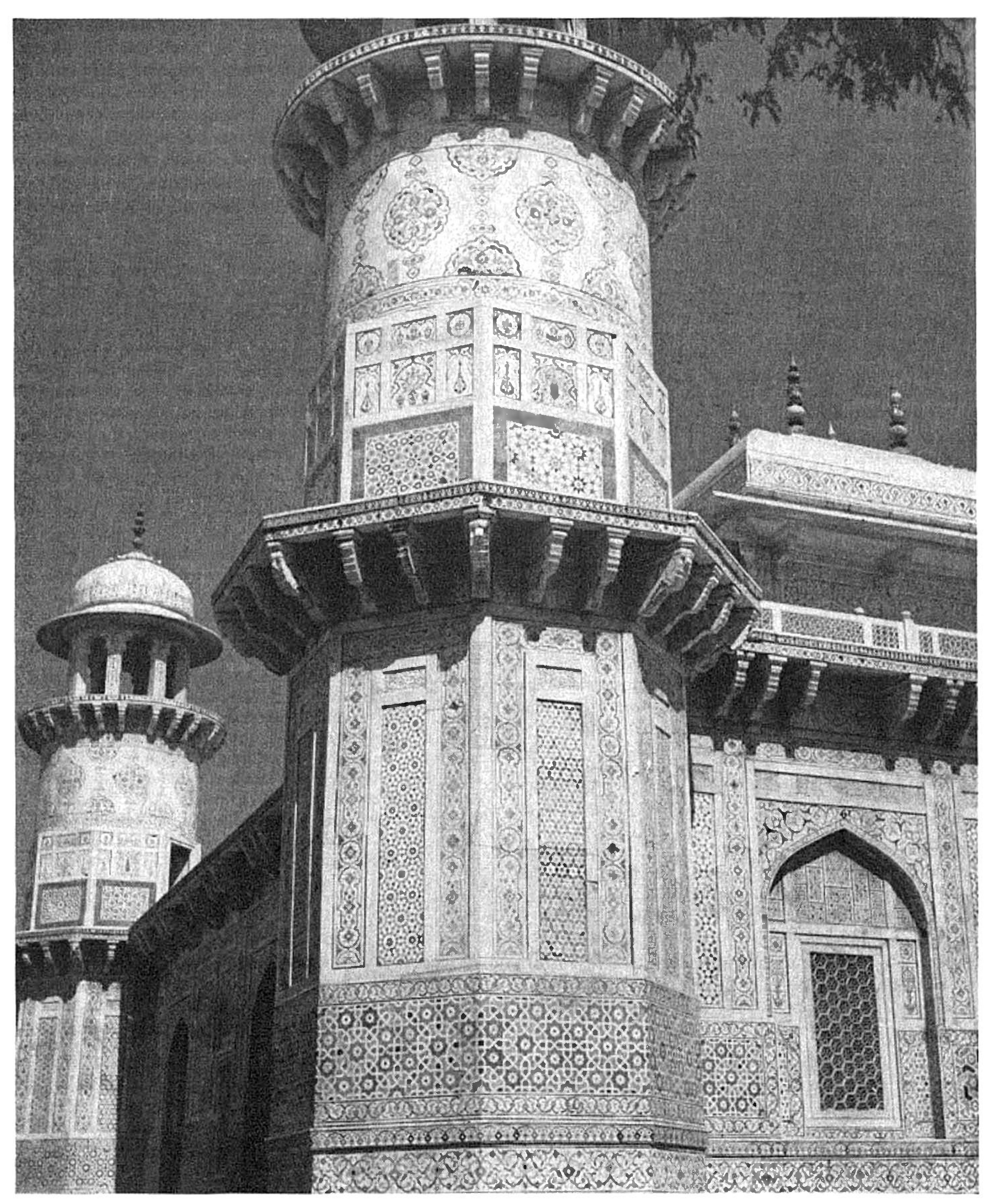
Cette rigidité, sous le désordre apparent, est encore aggravée du fait que les villes sont souvent prises dans des *murailles aux portes somptueuses*, cernées par les vastes cimetières sur lesquels l'urbanisme empiète difficilement. Aujourd'hui la circulation nécessaire des voitures et des automobiles oblige à les transformer, parfois sans mesure. Dans une fièvre d'élargissement des rues, Istanbul s'est transformé, ces dernières années, en un invraisemblable chantier d'aménagements : maisons coupées par moitié dont les portes intérieures s'ouvrent sur le vide, rue principale nouvelle, sur quoi débouchent des rues latérales suspendues « comme des vallées glaciaires », forêts de canalisations devenues aériennes après les déblaiements précipités...

S'il est vrai, en gros, que les villes musulmanes n'avaient ni les libertés politiques, ni le sens de l'ordre architectural que les agglomérations d'Occident cherchèrent à acquérir dès qu'elles se développèrent suffisamment, elles n'en avaient pas moins toutes les fonctions qui font les villes, y compris une bourgeoisie toujours bien pensante, y compris des masses de pauvres gens, d'artisans misérables, de filous, tous vivant plus ou moins des « miettes des riches », y compris une vie raffinée, moins contrainte qu'ailleurs et dont les plaisirs paraissent aux rigoristes d'une insoutenable perversité. Elles sont citadelles de l'esprit, grâce à leurs écoles près des mosquées, leurs médersas et leurs universités. Enfin, elle sont un attrait constant pour les campagnards de leurs alentours qu'elles apprivoisent et domestiquent, selon la vieille règle du jeu, immuable depuis qu'il y a des villes et des campagnes. « Il n'est pas d'individus au monde qui aient davantage besoin d'être corrigés, car ce sont des voleurs, des gaspilleurs, des malfaiteurs », ainsi parle un citadin de Séville, pensant sans doute aux querelles sans fin qui surgissent aux portes, ou sur le marché même, avec les campagnards vendeurs de bêtes, de viandes ou de peaux, de beurre rance, de palmiers nains, « d'herbe verte » ou de pois. Rassurons-nous : la vigilance et la ruse citadine prennent, dix fois pour une, leur revanche. Le voleur est volé à son tour et sans le moindre égard, car le citadin d'Islam, mieux encore que celui d'Occident, tient solidement en mains le monde rural particulièrement fruste qui se trouve à ses portes : ainsi Damas, les paysans proches de la Ghouta et les montagnards du Djebel Druse; ainsi l'Alger des corsaires, les paysans du Fahs, de la Mitidja et des massifs kabyles; ainsi les bourgeois vêtus de soie à Grenade, les pauvres paysans vêtus de coton de la montagne proche.

Encore une fois, ces traits sont de *toutes* les villes. L'originalité des agglomérations musulmanes, par rapport à l'Occident, serait, sans doute, leur précocité d'une part, de l'autre leur taille exceptionnelle.

L'importance des villes de l'Islam ne saurait étonner : elle tient à l'essence de sa civilisation. Villes, routes, navires, caravanes, pèlerinages, c'est tout un : ce sont des faisceaux de *mouvements*, ces « lignes de force » de la vie musulmane, dont parle volontiers Louis Massignon.

Ci-contre : **La ville et la campagne.**
1. Un pâtre abreuve son troupeau (Région de Tahoua)
2. Le marché à Ghardaia.



L'art musulman dans l'Inde mongole.
Tombeau d'Itmad-ud-Damlah (1630-1652).

GRANDEUR ET REPLI DE L'ISLAM (VIIIe-XVIIIe SIÈCLES)

L'apogée, la splendeur de l'Islam se situent entre VIIIe et XIIe siècles. Tout le monde en est d'accord. Par contre, de quand dater sa décadence? Si vous retenez l'explication fréquente, le reflux décisif se serait amorcé dès le XIIIe siècle. C'est confondre deux choses fort différentes : la fin d'une prépondérance et la fin d'une civilisation.

Au XIIIe siècle, l'Islam a perdu de toute évidence sa position de leader. Mais la perte très dangereuse de vitesse n'a guère commencé pour lui qu'avec le XVIIIe siècle, c'est-à-dire, à l'échelle lente des civilisations, il y a fort peu de temps. Son destin est celui de beaucoup de nations, dites aujourd'hui sous-développées parce qu'elles ont raté la Révolution industrielle, la première révolution capable de faire progresser le monde à la vitesse fantastique de la machine.

De cet insuccès évident, l'Islam n'est pas mort en tant que civilisation. Il a pris seulement sur l'Europe deux siècles de retard matériel, mais quels siècles!

I. Pas de civilisation musulmane avant le VIIIe ou IXe siècle.

L'Islam, réalité politique, est né en quelques années, les quelques années qu'il a fallu aux Arabes pour conquérir un Empire. Mais la civilisation islamique est issue du mariage de cet Empire avec d'antiques civilisations. Il y a fallu beaucoup de temps. Bien des générations d'hommes à vrai dire.

1. Peu de conversions, beaucoup de tributaires : le premier cycle des conquêtes, le cycle arabe, a créé un Empire, un État, non pas encore une civilisation.

Au début, le conquérant arabe n'a guère cherché à convertir, au contraire. Il a exploité, sans plus, les riches civilisations tombées à sa merci : Perse, Syrie, Égypte, Africa (c'est-à-dire l'Africa romaine, l'*Ifriqya* des Arabes, correspondant à la Tunisie d'aujourd'hui), Espagne (c'est-à-dire l'Andalousie, *al-Andalous*). Des Chrétiens essayaient-ils de se convertir à l'Islam, ils étaient condamnés au fouet. Le paiement des impôts étant réservé aux non-musulmans, pourquoi les nouveaux maîtres auraient-ils ainsi réduit leurs revenus?

« Les populations des pays occupés ... conservent leur manière de vivre, sans être molestées, mais ... sont traitées comme un bétail supérieur, dont on prend soin parce qu'elles paient la plus grande partie des impôts » (Gaston Wiet).

Ainsi en sera-t-il sous les quatre premiers successeurs de Mahomet les « Califes bien dirigés » (632-660) (Calife = successeur, lieutenant, vice-gérant, au gré des traducteurs), puis sous les Califes Omeyyades (660-750) qui établissent leur capitale à Damas. Durant ces années de guerres continuelles, jamais ou presque jamais le motif religieux n'est porté au premier plan. Ainsi, vis-à-vis de Byzance, la lutte est politique, non de religion à religion.

Bien plus, dans les pays conquis, l'administration reste aux mains des « indigènes », les écritures continuent à se faire soit en grec, soit en pehlvi (ou moyen persan). Enfin, l'art lui-même reste d'inspiration hellénistique, même pour construire les mosquées. Cours centrales, colonnades, arcades, coupoles reproduisent le modèle byzantin. Seul, bien qu'il évoque le clocher chrétien, le minaret est original, conçu pour l'appel à la prière du muezzin.

2. Le tournant des Abbassides : C'est seulement vers le milieu du VIIIe siècle que les changements décisifs se marquent à la faveur d'un vaste bouleversement politique, social et bientôt intellectuel, quand le Califat passe à la dynastie des Abbassides et que leur étendard noir remplace l'étendard blanc des Omeyyades.

Alors le monde musulman se replie vers l'est et s'écarte un peu de la Méditerranée qui l'avait jusque-là fasciné. Avec les nouveaux Califes, la capitale de l'Islam se déplace, en effet, de Damas à Bagdad et ainsi se trouve favorisée la revanche massive des Iraniens et autres « clients » et peuples

soumis. C'en est fini du règne de « l'Arabe pur sang », lequel aura duré un siècle au plus, l'espace de trois ou quatre générations brillantes, le temps que leur « caste supérieure » de guerriers se perde dans les délices de la richesse et du luxe, de la civilisation. Cette civilisation dont Ibn Khaldoun, gentilhomme arabe d'Andalousie, dira, plus tard, que c'est « le mal personnifié ».

Les premiers rôles reviennent alors et naturellement aux vieux pays civilisés, au moment où une grande prospérité matérielle montre partout son visage. Vers 820, les revenus du Calife s'élèvent à cinq fois peut-être le revenu annuel de l'Empire byzantin d'alors. De gigantesques fortunes se constituent grâce à un capitalisme marchand précoce dont les liaisons s'étendent jusqu'à la Chine et l'Inde, le Golfe Persique, l'Éthiopie, la Mer Rouge, l'Ifriqya, l'Andalousie...

Capitalisme, le mot n'est pas tellement anachronique. D'un bout à l'autre du domaine planétaire de l'Islam, la spéculation sur les marchandises n'a pour ainsi dire plus de limites. Un auteur arabe, Hariri, fait dire à un négociant : « Je veux porter du safran persan à la Chine, où j'ai entendu dire qu'il a un grand prix, et ensuite de la porcelaine de Chine dans la Grèce, du brocart grec dans l'Inde, de l'acier indien à Alep, du verre d'Alep dans le Yémen et des étoffes rayées du Yémen en Perse »... A Baçra, les règlements entre marchands se font suivant le principe même de ce qu'on appelle aujourd'hui le *clearing*.

Pas d'échanges sans villes. D'énormes cités s'édifient : elles mènent le jeu, non seulement Bagdad (qui, de 762 à sa destruction brutale par les Mongols, en 1258, sera sans doute la plus grosse, la plus riche capitale du Vieux Monde, assurément une « ville lumière »), mais encore, non loin d'elle sur le Tigre, Samarra la gigantesque (fondée en 836), mais Baçra le grand port, et le Caire, Damas, Tunis (cette nouvelle incarnation de Carthage), Cordoue...

A elles toutes, à partir de la langue du Coran et des poésies traditionnelles, ces villes ont fabriqué ou refabriqué (le mot est à peine trop fort) l'arabe dit « littéral », cette langue savante, sûrement artificielle ou plutôt littéraire, qui sera l'idiome commun à tous les pays islamiques, comme le latin à la Chrétienté. Par rapport à elle, l'arabe d'Arabie lui-même et, ailleurs, les diverses langues parlées auront de plus en plus des allures de patois, de dialectes. Ce n'est pas seulement une langue, c'est une littérature, une pensée, une ferveur oecuméniques, une civilisation qui s'élaborent à Bagdad et de là rayonnent au loin.

Il s'ensuivit, dès avant les Abbassides, un bouleversement sérieux dans le recrutement des fonctionnaires. En 700, le Calife omeyyade Abd-el-Malik faisait appeler le futur moine Jean Damascène (655-749), alors son conseiller; il lui signifiait qu'il avait décidé de supprimer, à partir de ce jour, la langue grecque dans tous les actes de l'administration publique. « Ce qui fit, raconte l'historien arabe Baladhori, un grand déplaisir à Sargoun (entendez Sergius, autre nom de Jean Damascène) qui, très dolent, quitta le Calife; ayant rencontré des fonctionnaires grecs, il leur dit : « Cherchez-vous une autre profession rémunératrice, car celle que vous exercez vient de vous être retirée par Dieu ».

C'était la fin d'un *modus vivendi*, d'une longue phase de tolérance réciproque entre Chrétiens et Musulmans; une ère absolument nouvelle commençait.

Avec l'unité linguistique, était créé le véhicule indispensable aux échanges intellectuels, aux affaires, au gouvernement, à l'administration. Les lettres des marchands juifs, dont nous parlions (*supra*, p. 183), sont ainsi rédigées en arabe, bien qu'avec des caractères hébraïques.

De cet outil linguistique, la culture va tirer d'immenses avantages. Le fils du célèbre Harûn al-Rashid, Ma'mûm (813-833), fera traduire en arabe un nombre considérable d'œuvres étrangères, surtout grecques. La diffusion de ces connaissances fut très rapide, d'autant que l'Islam connut très tôt le papier, tellement moins coûteux que le parchemin. A Cordoue, le Calife El-Hakam II (961-976) possédait, dit-on, une bibliothèque de 400 000 manuscrits (avec 44 volumes de catalogues), et même si ces chiffres sont exagérés, il faut savoir que la bibliothèque de Charles V (le fils de Jean le Bon) n'en contenait que 900.

Toute une transformation interne s'opère au cours de ces siècles importants. La religion de Mahomet se complique d'exégèses à la byzantine, se double d'une mystique où les spécialistes voient volontiers une résurgence du néo-platonisme. Même la formidable poussée du schisme *chiite* semble émerger de profondeurs en partie étrangères au premier Islam arabe. Les Chiites se rattachent au Calife pieux Ali, assassiné par les Omeyyades. Ils s'opposent aux Sunnites qui représentent la majorité et la tradition de l'Islam. Un de leurs pèlerinages, Kerbela, en Iraq, rassemble, aujourd'hui encore, des milliers de fidèles. « Ali fait figure d'un second Christ, Fâtima, sa mère, d'une Sainte Vierge. La mort d'Ali et de ses fils est racontée comme une passion » (E. F. Gautier).

Ainsi l'Islam, jusqu'en son âme religieuse, se refabrique en empruntant aux vieilles civilisations orientales et méditerranéennes rajeunies, prises dès lors dans une tâche temporelle et spirituelle commune, et le réseau d'une langue commune; l'Arabie n'a été qu'un épisode; la civilisation musulmane, d'un certain point de vue, ne commence qu'à partir des conversions massives à l'Islam de peuples non arabes, à partir aussi de la généralisation des écoles à travers l'« Ummâ », la communauté des fidèles, étendue de l'Atlantique au Pamir. Une fois de plus, le vieux vin emplit les outres nouvelles.

II. L'âge d'or de l'Islam : VIIIe-XIIe siècles.

Quatre ou cinq siècles durant, l'Islam fut la civilisation la plus brillante de tout l'Ancien Monde. Cet âge d'or va, en gros, du règne du fils d'Harûn al-Rashid, Ma'mûm (813-833, créateur de la *Maison de la Science* de Bagdad, à la fois bibliothèque, centre de traductions et observatoire astronomique) à la mort d'Averroès, le dernier des grands philosophes musulmans (survenue à Marrakech, en 1198, alors qu'il était âgé d'un peu plus de soixante-douze ans). Mais l'histoire des idées et des arts n'explique pas, à elle seule, ces grandes heures de l'Islam.

1. Et tout d'abord le contexte de l'histoire générale s'avère décisif.

Un historien de la philosophie musulmane, Léon Gautier, dit que les périodes favorables à la pensée de l'Islam ont été « des *époques de paix et de prospérité générale*, où elles eurent l'heur de rencontrer la protection d'un Calife éclairé et tout-puissant : tels en Orient, au VIIIe et au IXe siècle, les Califes abbassides qui, depuis El-Mançur jusqu'à El-Mutawakkil, favorisèrent sans interruption, pendant près d'un siècle, la diffusion dans le monde musulman de la science et de la philosophie grecques, grâce à un énorme mouvement de traductions faites par des Chrétiens nestoriens... tels aussi, en Occident, au XIIe siècle, ces Califes almohades coutumiers de longs entretiens spéculatifs en tête à tête avec leur médecin et philosophe favori. Ou bien, encore, les périodes favorables sont celles, au contraire, où la *décadence de l'Empire* facilite aux hardis penseurs le choix, entre les petits potentats, d'un patron bienveillant, tel dans la première moitié du IXe siècle, l'Emir d'Alep, Sayf al-Dawla, protecteur d'Al-Farabi »...

Léon Gautier, vous le voyez, pose le problème en termes d'histoire politique. La civilisation a dépendu de princes, de « despotes éclairés ». La prompte détérioration du Califat de Bagdad que signalent tant d'accidents, en entraînant un morcellement inouï de l'espace politique, n'a pas nui, au contraire, à la pensée. Elle a favorisé une certaine liberté intellectuelle, ne serait-ce qu'en permettant à tel lettré de fuir d'un État ou d'une protection princière vers un État voisin ou une protection nouvelle. Ce sera une pratique habituelle de l'Italie de la Renaissance, ou de l'Europe des XVIIe et XVIIIe siècles. L'Islam eut souvent le même privilège.

Mais ces privilèges de l'esprit ne suffisent jamais à eux seuls. De puissants privilèges matériels les soutiennent, les expliquent.

Vers 750, l'Islam a atteint ses frontières extérieures essentielles; son expansion se trouve alors bloquée par les ripostes étrangères (Constantinople, assiégée en 718, est sauvée par le courage de Léon l'Isaurien et le feu grégeois; la Gaule et l'Occident sont préservés par la victoire de Poitiers, 732 ou 733, et la révolte concomittante du Maghreb). Ainsi une sorte de calme s'établit vers l'extérieur (relatif, mais réel) et, en contrepartie, à travers tout l'Empire, une vaste économie trouve ses assises, ses rythmes de croissance, sa prospérité.

Cet essor entraîne la mise en place d'une *économie de marché*, d'une *économie monétaire*, d'une « commercialisation » grandissante des produits agricoles : consommés en partie sur place, ils deviennent, pour le surplus, des marchandises, qui vont alimenter les villes, permettent leur poussée. Le commerce des dattes met en mouvement, chaque année, plus de 100 000 chameaux de bât. Les halles marchandes des villes s'appellent *maisons des melons* et les melons de Merv, en Transoxiane, jouissent d'une réputation particulière. Desséchés, ils s'expédient de façon massive, fort loin vers l'ouest; frais, ils gagnent Bagdad par relais spéciaux de poste, dans des gaines de cuir entourées de glace. La culture de la canne à sucre entraîne une industrie.

A signaler, en ce même rayon des produits alimentaires, le développement de la meunerie, grâce aux moulins à eau (ainsi près de Bagdad) ou aux moulins à vent qu'on signale, dès 947, au Seistan, cependant qu'à Baçra on utilise le courant du Tigre pour animer les roues de moulins flottants.

Cette économie alerte explique l'essor de multiples industries, du fer, du bois, des textiles (lin, soie, coton, laine), et un énorme développement, en Orient, des champs de coton. Les tapis de *Boukhara*, d'Arménie, de Perse sont déjà célèbres. Baçra importe par grande quantités le kermès et l'indigo pour la teinture, en rouge ou bleu, des étoffes. L'indigo indien, qui transite par Kaboul, a la réputation d'être plus fin que celui de la Haute-Égypte.

Tous ces mouvements impliquent d'innombrables conséquences. L'économie monétaire bouscule les assises d'une société avant tout seigneuriale et paysanne : les riches deviennent plus riches, insolents; les pauvres misérables. Si l'on ajoute que l'extension des techniques d'irrigation exige, renforce le servage des paysans, que la richesse de l'Islam lui permet d'acheter, à peu près cinq ou six fois plus cher que d'autres, les esclaves dont il a besoin, on devine les tensions sociales qui en résultent.

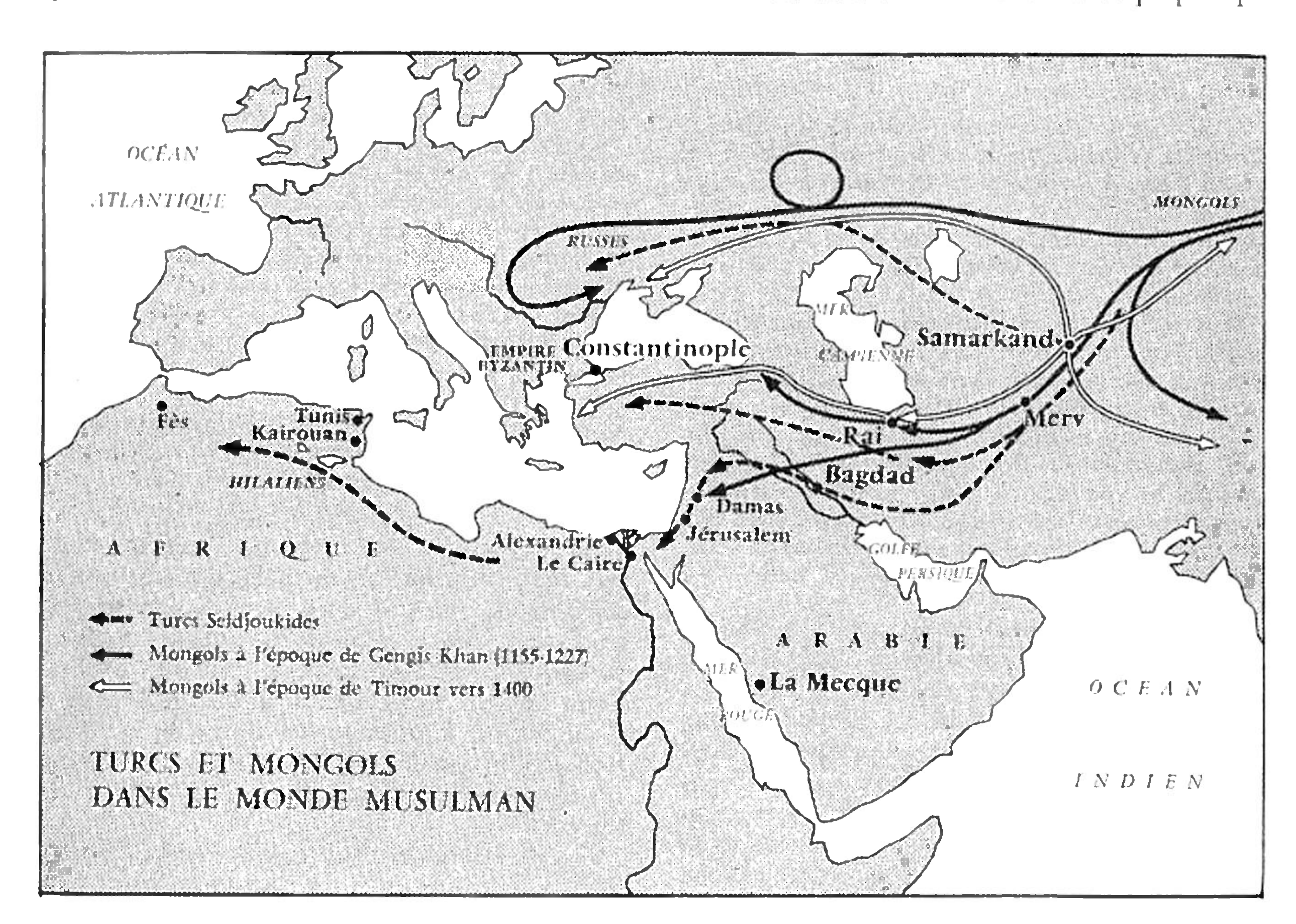
Si cette prospérité n'a pas tout commandé, elle explique beaucoup de choses et, notamment, le climat révolutionnaire, la chaîne ininterrompue des troubles agraires et urbains, liés souvent à des mouvements nationalistes, ceux-ci évidents à travers l'Iran. La littérature de l'époque évoque des mots trop modernes : nationalisme, capitalisme, lutte des classes. Écoutez ce pamphlet d'Al-Ifriki, écrit vers l'an Mille : « Non, assurément, je ne prierai pas Dieu, aussi longtemps que je resterai pauvre. Laissons les prières au Cheik, au commandant d'armées dont les caves sont pleines à craquer. Pourquoi devrais-je prier? Suis-je puissant? Ai-je un palais, des chevaux, de riches habits, une ceinture d'or? Prier, quand je ne possède pas le moindre lopin de terre serait une pure hypocrisie ».

Comme tout se tient, les hérésies islamiques, qui pullulent en ces siècles de grande activité, ont toutes, comme les hérésies de l'Europe médiévale, leurs racines sociales et politiques. Un groupe hétérodoxe naît, se développe, puis se déforme au gré des persécutions ou des connivences. L'histoire de la pensée musulmane est liée sans fin à ces groupes explosifs.

2. L'historien A. Mez a employé, pour caractériser l'âge d'or de l'Islam, le mot ambigu de Renaissance.

C'est suggérer que son éclat ne saurait se comparer qu'à celui de la merveilleuse Renaissance italienne. La comparaison a l'avantage, en tout cas, d'attirer l'attention sur ce mélange de richesse matérielle et de richesse intellectuelle qu'ont été, pour la civilisation de l'Islam comme pour celle de l'Italie du XVe siècle, ces heures de gloire exceptionnelle.

L'une et l'autre s'appuient sur des sociétés urbaines privilégiées par le commerce et la richesse; l'une et l'autre s'élaborent dans des cercles brillants et très étroits d'esprits exceptionnels qui, tout en puisant largement aux sources de la civilisation antique qu'ils révèrent et remettent en honneur, vivent des siècles en avance sur leur propre épo-



Les Mongols ont-ils hâté le déclin de l'Islam!

Gengis-Khan (le « roi universel » — 1155-1227) ploie l'ensemble des tribus mongoles à sa domination (1205-1208). Puis il conquiert la Chine du Nord. Il se tourne ensuite vers l'Occident, gagne le Caucase par les « Portes ouralo-caspiennes ». Après lui les Mongols déferlent sur l'Europe et l'Asie: en 1241 ils atteignent la Pologne et la Hongrie, en 1258 ils prennent Bagdad.

Tamerlan (1336-1406) relance la conquête : en 1398 il prend Delhi, en Inde; en 1401 il anéantit Bagdad.

que. Cependant qu'à l'extérieur, dans l'un et l'autre cas, le Barbare se présente, avec ses menaces à peine déguisées.

Pour l'Italie de la fin du XVe siècle, ce Barbare c'est le montagnard des cantons suisses, ou l'Allemand, au nord du Brenner, ou le Français, ou l'Espagnol, chaussé d'espadrilles, ou le Turc (prise d'Otrante en 1480). Pour l'Islam d'Avicenne ou d'Averroès, c'est le Turc Seldjoukide, le Berbère, ou le Saharien, ou le Croisé d'Occident. Souvent le Barbare est appelé, sollicité, comme il le sera en Italie. Dès les premiers temps du Califat de Bagdad, il est fait appel, nous l'avons dit, aux esclaves et mercenaires turcs. Ces esclaves sont proposés aux acheteurs par leurs parents mêmes, « soucieux de leur avenir ». En Espagne, il suffit longtemps de quelques pièces d'or pour se débarrasser des Chrétiens envahisseurs du Nord et les renvoyer chez eux. Puis un beau jour, la bataille devient sérieuse. Le Roi de Séville, Al-Mutamid, est alors contraint pour se protéger des Barbares chrétiens de demander l'aide d'autres Barbares, les Almoravides d'Afrique du Nord.

3. Vue dans son ensemble, entre les dates que nous avons retenues (813-1198), la civilisation islamique s'affirme, ce qui est contradictoire en apparence seulement, comme universelle et en même temps régionale, soit une et diverse.

Une : nous verrons partout se construire des mosquées, des médersas qui relèvent d'un art uniformément, volontairement « abstrait ». Elles présentent un modèle régulier (cour centrale, arcades, vasque pour les ablutions, *mihrab*, niche, indiquant la direction de la prière et *minbar*, chaire à prêcher dans la nef hypostyle des fidèles, minaret); elles utilisent les mêmes éléments architecturaux : colonnes à chapiteaux, arcs (aux formes diverses : brisé, en fer à cheval, trilobé, multilobé, en carène de navire, en stalactites), coupoles sur nervures, mosaïque, céramique, enfin l'insinuante décoration calligraphique des arabesques.

Une : nous retrouvons, où qu'elle se fasse entendre, une poésie fidèle aux mêmes procédés et aux mêmes lieux communs. Elle célèbre Dieu (« la rose sans défaut, c'est Dieu »), la nature, l'amour, la bravoure, le sang noble, le cheval, le chameau (« aussi massif qu'une montagne... La terre, par l'empreinte de ses pas, a comme une ceinture »), la science, le vin défendu et les fleurs, toutes les fleurs. A travers le monde islamique, courent aussi les mêmes contes populaires, issus de l'Inde, ceux que nous pouvons lire dans le recueil des *Mille et Une Nuits*, rédigé tardivement au XIVe siècle, au terme d'une longue gestation.

Une : la philosophie *(falsafa)* est partout la reprise de la pensée grecque d'Aristote et des *péripatéticiens*, elle est cet immense effort pour situer Dieu dans un *cosmos* qu'à la suite des Grecs, on déclare éternel, échappant par suite à toute création.

Une : ce sont aussi et partout les mêmes techniques, les mêmes industries et comme nous en informent les fouilles (ainsi celles de Madînat al-Sahra, près de Cordoue) les mêmes mobiliers, les mêmes objets industriels. Et partout les mêmes modes, au goût de Bagdad qui donne le ton. A travers l'Espagne, ce pays terminus, on peut suivre l'arrivée de ces biens culturels en voyage, la mode des surnoms pris aux poètes célèbres d'Orient et dont on s'affuble, la généralisation du burnous, à partir de l'arrivée des Almoravides, les thèmes littéraires en vogue ou les recettes médicales...

Pour terminer sur quelques images fugitives, signalons, de Perse jusqu'en Andalousie, les pérégrinations des jongleurs, d'ordinaire égyptiens, ou de ces chanteuses et danseuses, formées à Médine ou à Bagdad, vêtues de jaune en Orient, de rouge en Occident, et dont parlent tous les poètes. Partout aussi, on aperçoit joueurs d'échecs et de kurâg, ce dernier très en vogue, utilisant des figures, taillées dans le bois, de chevaux à jupons. Jeu absorbant : « Le capitaine d'Al Mutamid, Ibn Martin, fut surpris à Cordoue, dans sa demeure, par un détachement de soldats ennemis au moment où il jouait aux *kurâg* ».

Deux images encore : celle de ce Vizir, régent du Khorassan au début du Xe siècle, « envoyant des missions en tout pays, demandant des copies des usages de toutes les Cours et de tous les ministères, dans l'Empire grec, le Turkestan, la Chine, l'Irak, la Syrie, l'Égypte, le pays des Zenj, le pays de Zaboul et de Kaboul... Il les examina sérieusement et retint tous les usages qu'il estimait les meilleurs » pour les imposer à la Cour et dans l'administration de Boukhara — Ou, pour ne pas outrepasser, cette fois, les limites strictes du monde musulman, l'image de ce Calife de Cordoue, Hakam II, qui faisait acheter, dès leur parution, les livres composés en Perse, en Syrie, ou ailleurs et qui « envoya mille dinars de pur or à Abulfaradj al-Isfahani pour avoir le premier exemplaire de sa célèbre anthologie ». (Renan.)

Toutefois, cette unité culturelle n'aura pas détruit des particularismes évidents et vivaces.

Lors du grand fractionnement qui brise l'Empire, au Xe siècle, chaque région recouvre un peu la libre disposition d'elle-même et du coup respire à sa





Un festin royal

Miniatures persanes du XVe siècle (vers 1444).

guise, réaffirmant son génie particulier, lequel, bien qu'ayant beaucoup sacrifié et emprunté à l'ensemble, ne s'en était pas moins sauvegardé jalousement. Une géographie différentielle se dessine alors.

L'*Espagne musulmane*, d'adaptations en élaborations et en contaminations diverses, tend à devenir elle-même, une Espagne dans la succession des multiples Espagnes de l'histoire.

Plus encore, *l'Iran* affirme ses particularités vives et fortes. Avec le Califat de Bagdad, il a retrouvé son élan, sa respiration propre : Bagdad est une ville iranienne. L'âge des Abbasides fait la fortune de la terre cuite émaillée, dont la Perse est la patrie et de la faïence à reflets métalliques, un de ses autres joyaux. Les iwâns, immenses porches, rappellent les palais de Chosroès. L'arabe conserve sa position linguistique dominante, mais le persan, écrit en caractères arabes d'ailleurs, devient une autre grande langue littéraire qui ne cessera de rayonner au loin, notamment vers l'Inde (bien plus tard à travers tout l'Empire ottoman). Elle a l'avantage, langue à moitié populaire, de toucher un assez vaste public; elle profite aussi de l'effacement presque complet de la langue grecque. Le poète Firdawsi écrit à la fin du xe siècle *Le Livre des Rois*, à la gloire des anciens Iraniens. La vulgarisation scientifique en langue persane est vivante dès le xie siècle.

La Perse se présente assurément comme une civilisation nationale, un individu vigoureux, *mais à l'intérieur* désormais de la vaste civilisation islamique. La magnifique exposition de Paris (octobre 1961) sur l'art iranien est, sur ce point, significative : elle dégage nettement deux périodes, avant l'Islam, pendant l'Islam. Avec, entre elles, une coupure nette, une profonde transformation, mais aussi quelques continuités.

Cette opposition — universalité et régionalisme — se retrouverait à travers tout l'Islam : que l'on songe à ces cas extrêmes que furent l'Inde Musulmane, l'Indonésie Musulmane, l'Afrique Noire, pétrie par l'Islam et qui, cependant, reste prodigieusement elle-même.

Dans l'Inde, la contamination des deux civilisations donna lieu à un véritable art indo-islamique, dont les grandes heures ne commenceront guère qu'avec les xiie et surtout xiiie siècles. A Dehli notamment, il en reste d'étonnants vestiges, dont l'étrangeté s'explique si l'on sait, par exemple, que la première mosquée de la ville, construite en 1193, fut dessinée par des Musulmans, puis exécutée par des maçons et des sculpteurs indiens qui mêlèrent des volutes florales, à l'indienne, à des ornements

calligraphiques arabes. Tout un art particulier s'ensuivit, où, selon les siècles et les lieux, l'influence hindoue ou l'influence musulmane dominent à leur tour, contaminées toujours l'une par l'autre au point que finalement, vers le XVIIIe siècle, il devient impossible de les différencier l'une de l'autre.

A ses étages supérieurs, la civilisation musulmane, en ces siècles d'or, est à la fois une immense réussite scientifique et une relance exceptionnelle de la philosophie antique.

Ces réussites ne sont pas les seules (que l'on songe à la littérature), mais elles éclipsent les autres.

III. Science et philosophie.

1. Science d'abord : C'est là que les « Sarrasins » (ainsi appelle-t-on parfois les Musulmans de ces siècles exceptionnels) ont le plus apporté de nouveautés.

Rien moins, pour parler en bref, que la trigonométrie et l'algèbre (au nom caractéristique). En trigonométrie, ils inventent le sinus, la tangente; on sait que les Grecs ne mesuraient l'angle qu'à partir de la corde du cercle inscrit : le sinus, c'est la moitié de cette corde... Le Chosranien (surnom de Muhammad Ibn Musa), en 820, publie un traité d'algèbre qui va jusqu'aux équations du second degré; traduit en latin au XVIe siècle, il sera le livre d'initiation de l'Occident. Par la suite, les algébristes musulmans résoudront les équations bicarrées...

De même pourrait-on faire l'éloge des géographes mathématiciens, des observatoires astronomiques et de leurs instruments (notamment l'astrolabe), des mesures sinon parfaites, du moins excellentes qu'ils obtinrent pour des latitudes et longitudes, corrigeant des erreurs flagrantes de Ptolémée. Donnons-leur, bien qu'ils soient des maîtres, non des élèves, de très bonnes notes en optique, en chimie (distillation de l'alcool, fabrication d'élixirs, de l'acide sulfurique), en pharmacie (les remèdes qu'utilisera l'Occident, pour plus de la moitié viennent de l'Islam : séné, rhubarbe, tamarin, noix vomique, kermès, camphre, sirops, juleps, emplâtres, pommades, onguents, eau distillée...); leur médecine est indéniablement excellente. L'Égyptien Ibn al-Nafis, bien que sa découverte soit restée inutilisée, a mis en lumière la petite circulation sanguine, la circulation pulmonaire, trois siècles avant Michel Servet...

2. Sur le terrain philosophique, c'est de reconquêtes qu'il faudrait parler, d'une reprise pour l'essentiel des thèmes de la philosophie péripatéticienne.

L'élan de cette reconquête cependant ne se limite pas à reprendre et retransmettre — ce qui à soi seul ne serait pas un mince mérite; cette reprise est aussi prolongation, élucidation, création.

La philosophie d'Aristote, transplantée en milieu musulman, se présente forcément comme une explication dangereuse de l'homme et du monde, face à une religion révélée, l'Islam, qui est une explication générale du monde, elle aussi et d'une rigueur extrême. Mais Aristote obsède, subjugue tous les « falasifat » (adeptes de la falsafa, c'est-à-dire de la philosophie *grecque*). Là aussi, la comparaison d'A. Mez avec la Renaissance prend un sens : il y a eu un *humanisme* musulman, sinueux, précieux, dont, faute de place, on ne saurait donner qu'un aperçu sommaire.

Il s'agit d'un long courant de pensée, qu'il faut situer à la fois dans le temps et dans l'espace. Nous le ramènerons à cinq noms essentiels : Al-Kindi, Al-Farabi, Avicenne, Al-Gazali, Averroès. Avicenne et Averroès sont les plus célèbres, celui-ci certes le plus important par les répercussions immenses, à travers l'Europe, de ce qu'on appellera l'*averroïsme*.

Al-Kindi (nous ne connaissons que la date de sa mort, 873) est né en Mésopotamie où son père était gouverneur à Kúfah. En raison de son lieu de naissance, il est appelé « le philosophe des Arabes ». D'origine turque, né en 870, *Al-Farabi* est du siècle suivant, il vécut à Alep et mourut à Damas où il avait accompagné son protecteur, Sayf al-Dawla, lors de la prise de cette ville (en 950). Il est le « second Maître » (entendez

après Aristote). *Avicenne*, de son vrai nom Ibn Sinna, est né à Afshena, près de Boukhara, en 980; il meurt à Hamadan en 1037.

Al-Gazali, né près de Tous, en 1058, meurt, en 1111, à Tous. Il est plutôt, à la fin de sa vie, l'anti-philosophe, l'avocat passionné de la religion traditionnelle. Quant à *Averroès*, de son vrai nom Ibn Rushd, né à Cordoue en 1126, il meurt à Marrakech le 10 novembre 1198.

Ces précisions topographiques et chronologiques établissent qu'il s'agit bien d'une course à travers le temps et l'espace du monde musulman pris en son entier, d'autant qu'autour de chacun des grands acteurs, ont agi et pensé des groupes d'autres philosophes, d'auditeurs, de lecteurs passionnés.

Ce relevé signale enfin que la dernière flamme philosophique musulmane aura brûlé en Espagne, la dernière, pas la plus haute, nous l'avons dit, mais c'est elle qui fera connaître à l'Occident les philosophes arabes et Aristote lui-même.

Dans cette longue perspective, la vraie question est celle que pose avec force (en répondant d'ailleurs par la négative) Louis Gardet : *Y a-t-il eu une philosophie musulmane?* Ce qui veut dire à la fois : 1° y a-t-il, d'Al-Kindi à Averroès, une philosophie continue, *une?* 2° cette philosophie s'explique-t-elle par le climat même de l'Islam? 3° est-elle originale? Comme souvent, la réponse circonspecte et normande (oui et non) s'avère, plus qu'une habileté, une nécessité.

Oui, cette philosophie est *une* : désespérément enfermée entre la pensée grecque d'un côté et la révélation coranique de l'autre, elle se heurte à ces murs et reflue, sans cesse, vers son point de départ. A la Grèce, au goût de l'Islam pour la science, elle doit ses tendances rationalistes évidentes, non pas exclusives. Tous les philosophes sont ce que nous appellerions des savants, préoccupés d'astronomie, de chimie, de mathématiques, toujours de médecine. C'est par la médecine qu'ils ont souvent gagné les faveurs des princes et assuré leur vie. Avicenne a écrit une encyclopédie de la médecine (le Canon). Averroès écrira, lui aussi, la sienne et longtemps la médecine musulmane sera, en Europe, le dernier mot de la science, jusques et y compris aux « médecins de Molière ».

L'influence grecque donne une unité interne à la philosophie musulmane : « L'auteur de ce livre, écrit Averroès dans sa Préface à la *Physique*, est Aristote, fils de Nicomaque, le plus sage des Grecs. Il a fondé et achevé la logique, la physique et la métaphysique. Je dis qu'il les a fondées parce que tous les ouvrages... écrits avant lui sur ces sciences ne valent pas la peine qu'on en parle... Aucun de ceux qui l'ont suivi jusqu'à notre temps, c'est-à-dire pendant près de 1500 ans, n'a pu rien ajouter à ses écrits, ni y trouver une erreur de quelque importance ». Admirateurs d'Aristote, les philosophes arabes sont contraints à un dialogue aux mille rebondissements entre une révélation *prophétique*, celle du Coran, et une explication philosophique humaine, celle des Grecs, explication et révélation exigeant, en une querelle angoissée, des concessions mutuelles entre la Raison et la Foi.

La Foi, révélée par l'intermédiaire de Mahomet, a transmis aux hommes un message divin; le penseur saurait-il, à lui seul, découvrir la vérité sur le monde et faire de sa raison le juge de la valeur des dogmes? Face à ce dilemme, tous nos philosophes se montrent dialecticiens habiles, trop habiles peut-être. Avicenne, dit Maxime Rodinson, « n'était pas en vain un génie, il trouva ». Et voilà à peu près sa solution qui ne lui appartient pas en propre : les prophètes ont révélé les vérités supérieures « sous forme de mythes, de fables, de symboles, d'allégories, de représentations imagées ». C'est là un langage pour la masse, destiné à assurer son bonheur. Le philosophe, quant à lui, a le droit d'aller très au delà de ce langage. Il se réserve ainsi une grande liberté de choix, même quand, d'un langage à l'autre, la contradiction est formelle, irréductible.

Par exemple, comme les Grecs, les philosophes croient d'ordinaire à l'*éternité* du monde. Or, si celui-ci a toujours existé, la création, *fixée dans le temps* par la révélation, est-elle compréhensible? Allant jusqu'au bout de *sa* logique, Al-Farabi affirmera aussi que Dieu ne peut connaître les objets ou les êtres particuliers, mais seulement les concepts, les « universaux », alors que le Dieu du Coran, comme celui de l'Ancien Testament, « sait tout ce qui est sur la terre ferme et dans la mer. Nulle feuille ne tombe qu'Il ne le sache. Il n'existe ni graine dans les ténèbres de la terre, ni brin vert, ni brin desséché qui ne soient consignés dans un écrit explicite » (*Le Coran*, trad. R. Blachère). Autres contradictions : Al-Farabi ne croit sans doute pas à l'immortalité de l'âme. Avicenne s'y rallie, par contre, mais ne croit pas à la résurrection des corps, qu'affirme le Coran. L'âme après la mort rejoint son univers : celui des êtres incorporels. Alors, logiquement, pas de punition, pas de récompense particulières; ni Enfer, ni Paradis... Dieu, les êtres incorporels, les âmes sont le monde idéal; en face de qui la matière est incorruptible, éternelle — éternelle car « le mouvement n'a pas précédé le repos, ni le repos le mouvement... Tout mouvement a sa cause dans un mouvement précédent... Dieu n'a pas de raison d'être nouveau ».

Ces citations, que nous empruntons à Renan, suffisent à éveiller notre curiosité, non à la satisfaire. Il faudrait beaucoup d'attention, de peine pour suivre les enchaînements, toujours discutables, de ces systèmes d'explication.

Les philosophes qui, depuis Renan, se sont intéressés à ces problèmes rétrospectifs, ne les tranchent pas eux-mêmes aisément. De leurs

tendances, rationalistes ou idéalistes, dépendra, en fait, leur propre interprétation; ou ce qui revient au même, leur prédilection secrète pour tel ou tel philosophe : Al-Kindi navigue sur des eaux religieuses que ne soulève encore aucune tempête; Avicenne est indéniablement idéaliste; Averroès est un philosophe de fin du monde. Al-Gazali, le défenseur de la foi, de la tradition, a repris à son compte la scholastique obstinée des premiers théologiens musulmans; il veut ignorer la philosophie péripatéticienne, la détruire même, car sa pensée le pousse vers une voie très différente, celle de la mystique. Il abandonne alors le monde pour prendre le manteau de laine blanche (sûf) que portent les *sûfi*, ces adeptes d'une foi mystique plutôt que raisonnante, ces « fous de Dieu » comme on les a appelés.

Averroès, le docteur de Cordoue s'est fait, pour sa part, le commentateur et l'éditeur fidèle des œuvres d'Aristote. Son mérite sera à la fois de citer *in extenso* la traduction arabe du texte grec et d'y ajouter ses discussions, sous forme de remarques et de digressions. Texte et commentaires seront traduits *de l'arabe* en latin, à Tolède, et gagneront ainsi l'Europe, y déchainant l'immense révolution du XIIIe siècle. Ainsi la philosophie musulmane n'est pas morte aussitôt des coups vigoureux et désespérés d'Al-Gazali, malgré ce que l'on a dit parfois à ce sujet. Elle mourra pourtant, ainsi que la science musulmane, et avant que le XIIe siècle ne s'achève. Alors l'Occident reprendra la flamme.

IV. Arrêt ou décadence : XIIe-XVIIIe siècles.

1. La civilisation « sarrasine », après ces fastes extraordinaires, s'interrompt brusquement avec le XIIe siècle. Même en Espagne, le progrès scientifique et philosophique, la puissance de la vie matérielle ne se poursuivent guère au-delà des dernières décennies du siècle.

Cet arrêt *brusque* se pose comme un problème d'ensemble.

1° *Est-ce la faute, comme on l'a avancé hier, des attaques passionnées (et qui auraient été trop efficaces) d'Al-Gazali contre la philosophie et la libre pensée?* Nul ne le pensera très sérieusement. Al-Gazali a été un produit de son temps : il est conséquence, autant que cause. D'ailleurs la réaction contre la « philosophie » a toujours existé, dès ses premiers pas, comme le prouvent à travers le temps ces innombrables condamnations de livres au bûcher, impensables sans de violentes hostilités populaires; comme le prouvent tant de disgrâces spectaculaires de philosophes condamnés à l'exil, quitte d'ailleurs à en revenir quand les circonstances changent de face; comme le prouvent ces périodes où règne en maîtresse la science coranique du droit, le *fiq* qui réduit le philosophe au silence. Et puis, après Al-Gazali, la *falsafa* a encore brillé, et pas seulement avec Averroès.

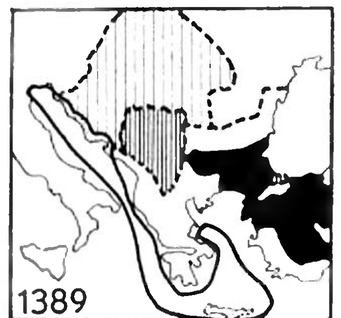
2° *Est-ce la faute des Barbares?* C'est ce qu'a avancé récemment un historien, S. D. Gothein. Les Barbares, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui ont sauvé militairement un Islam partout menacé par l'Occident et par l'Asie et qui l'auraient ainsi tué de l'intérieur.

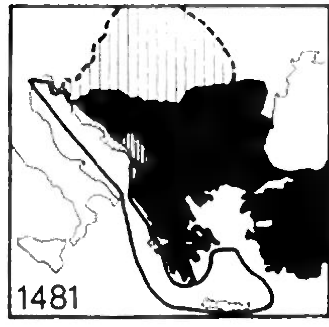
Ces dangereux sauveteurs, ce sont, en Espagne, les Almoravides, puis les Almohades, ceux-ci Berbères d'Afrique du Nord, ceux-là Soudanais, Sahariens, Berbères. Dans le Proche-Orient, ce sont les Turcs Seldjoukides, nomades issus de la « steppe froide » d'Asie centrale, ou anciens esclaves, venus des pays caucasiens.

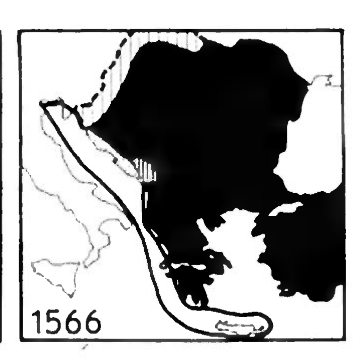
La décadence s'instaurerait dès que ces nouveaux venus se saisiraient du pouvoir, « when power was taken over by barbarian soldiers slaves in almost all of the Muslim States ». Car alors « l'unité du monde méditerranéen se trouve rompue », unité dont s'était nourri l'Islam et qu'ignorent « ces peuples barbares qui n'ont aucune part aux traditions de la Méditerranée ».

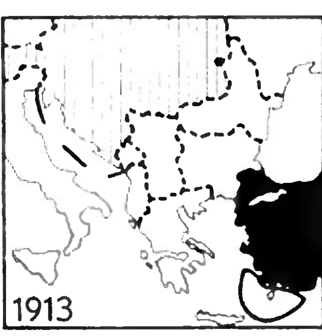
Il est possible de rétorquer que ces Barbares, à l'Ouest comme à l'Est, ne l'étaient pas beaucoup plus que la grande majorité des Arabes, agents des premières conquêtes, et que comme eux, plus ou moins vite, ils se sont civilisés au contact des vieux pays d'Islam. Les Califes almohades sont les protecteurs d'Averroès. Dans l'histoire traditionnelle des Croisades, Saladin, le grand Sultan d'origine kurde, l'adversaire de Richard Cœur de Lion, fait assez belle figure, au moins aux yeux des Barbares chrétiens. Enfin l'Islam, grâce à l'Egypte, a rétabli son autonomie en écrasant les Mongols à Aïn Djalout, en Syrie, le 3 septembre 1260, et en s'emparant de Saint-Jean d'Acre, la dernière forteresse chrétienne en Terre Sainte, en 1291.

3° *Est-ce plutôt la faute de la Méditerranée?* Avec le XIe siècle finissant, l'Europe a commencé sa reconquête de la Mer Intérieure. La mer nourricière échappe alors à l'Islam, la célèbre théorie de l'historien Henri Pirenne va jouer, cette fois, dans l'autre sens. H. Pirenne pensait que, lors des conquêtes musulmanes, l'Occident, privé de la









Le destin de l'Empire ottoman

En noir, les possessions ottomanes. En hachures serrées, la Serbie.
En hachures plus lâches, la Hongrie. Cernées d'un trait noir gras, les possessions vénitiennes, puis (1913) italiennes.

libre circulation en Méditerranée, s'était replié sur lui-même, entre VIIIe et IXe siècle. Or, inversement, au XIe siècle, la Méditerranée se ferme à l'Islam et celui-ci se trouve gêné irrémédiablement dans son essor et sa respiration quotidienne.

Il est curieux qu'E.-F. Gautier qui, le premier, a signalé avec force l'arrêt brusque de la civilisation sarrasine, n'ait pas cherché alors (1930) à utiliser l'explication de Henri Pirenne qui, à la même époque, faisait grand bruit. Dans l'état actuel de nos connaissances, c'est probablement la meilleure explication d'ensemble du brusque recul de l'Islam.

2. La civilisation islamique survit à ce repli. Elle ne connaîtra plus ces floraisons et ces récoltes de jadis, cependant elle subsiste.

Quand Paul Valéry affirmait (1922) : « Civilisations, nous savons que nous sommes mortelles », il dramatisait assurément. Ne sont mortels, au gré des saisons de l'histoire, que les fleurs et les fruits, l'arbre demeure. Du moins, il est beaucoup plus dur à tuer.

Après le XIIe siècle, l'Islam assurément va connaître des heures très sombres : *face à l'Occident*, les longues épreuves des Croisades (1095-1270) dont il sort, avons-nous dit, avec un demi-avantage, après la reconquête de Saint-Jean d'Acre (1291). Mais s'il a ressaisi le continent, il a perdu la mer; *face à l'Asie*, les cruelles, sauvages et longues invasions mongoles (1202-1405), qui le submergent à moitié : le Turkestan, l'Iran, l'Asie Mineure anéanties ne se relèveront jamais complètement. La prise de Bagdad, en 1258, est le symbole de ces désolations. L'Islam se guérira de ces blessures, mais partiellement.

D'autre part, en ces siècles sombres XIIIe, XIVe et XVe, des difficultés économiques, qui, elles, sont *mondiales*, s'ajoutent aux difficultés particulières de l'Islam. Une crise de longue durée s'est alors abattue sur l'ensemble du Vieux Monde, de la Chine à l'Inde et à l'Europe. Tout y périclite, et à longueur de siècles.

En Europe, la crise semble plus tardive (à partir de 1350 ou 1375) et sera plus courte (elle s'achève entre 1450 et 1510), mais elle est évidente : la Guerre dite de Cent ans (1337-1453) en est le signe, longue séquence de guerres étrangères, civiles, sociales, de désolations et de misères.

Il faut donc, dans les désastres de l'Islam, faire le départ de ce qui est « mondial » et de ce qui est purement musulman.

En tout cas, c'est dans ce climat général de malheur, de pessimisme noir que se comprend la pensée hautaine d'Ibn Khaldoun, en qui l'on veut voir, non sans raison, le dernier géant de la pensée musulmane. Historien (et nous dirions aujourd'hui « sociologue ») d'origine andalouse, mais né en Tunisie en 1332, il aura connu une vie mouvementée de diplomate et d'homme d'État, à Grenade, Tlemcen, Bougie, Fez, en Syrie; pour finalement mourir comme *cadi* au Caire, en 1406, une année après Tamerlan, auprès de qui il avait été envoyé comme ambassadeur.

La vaste compilation historique qu'il a laissée, le *Kitab El-Ibar*, traite de façon originale de l'histoire des Berbères. Une introduction le précède qui a été traduite en français au XIXe siècle sous le titre de *Prolégomènes* : c'est, à elle seule, une œuvre maîtresse, un essai de méthodologie et de *sociologie* de l'histoire musulmane, prise en son entier.

3. Avec le retour du beau temps séculaire qui réanime toute l'économie du monde, en gros avec le XVIe siècle, l'Islam tire profit à nouveau de sa situation intermédiaire entre Ouest et Est. La grandeur turque durera jusqu'à « l'époque des tulipes », jusqu'au XVIIIe siècle.

Politiquement, ce retour à la santé est sous le signe des rapides et fulgurantes conquêtes des

Turcs Osmanlis, commencées dès avant la prise de Constantinople, en 1453. Mais cette retentissante victoire annonce symboliquement celles qui vont suivre et qui feront de la Turquie une des grandes puissances méditerranéennes, au XVIe siècle.

L'Islam entier se trouve bientôt regroupé — ou peut s'en faut — par les nouveaux maîtres de Byzance, y compris les Lieux Saints d'Arabie. Après 1517, le Sultan Osmanli, « le Grand Seigneur », devient le *Calife* des croyants. N'échappent aux Turcs que le Turkestan lointain, le Maroc au-delà de la « Régence » d'Alger, et la Perse Chiite, plus nationaliste, si l'on peut dire, que jamais avec l'essor de la dynastie des Séfévides. Cependant des mercenaires musulmans, mongols et turcs, — sous la conduite de Baber — un descendant éloigné de Tamerlan, s'emparent de l'Empire de Delhi et fondent, en 1526, l'Empire du grand Mogol, qui va s'imposer à la majeure partie de l'Inde.

En cette même année 1526, alors que les Turcs, pour leur compte, frappent à mort la Hongrie chrétienne (bataille de Mohacs), il est patent que s'accomplit *une résurrection générale de l'Islam, sous la forme turque et sunnite,* qui entraîne partout la victoire, sans réplique, de la religion traditionnelle et de l'orthodoxie. Il s'agit là d'une immense poussée de puissance, d'une stricte mise au pas des esprits : un régime de fer se met en place.

La domination turque a coïncidé, dans les Balkans et le Proche-Orient, avec une prospérité matérielle évidente et une vive poussée démographique, avec une mise en place de villes industrieuses. Constantinople en 1453 groupe à peine 80 000 habitants, peut-être. Au XVIe siècle, devenue Istanbul, elle compte 700 000 âmes entre la ville proprement dite, le quartier grec de Péra au delà de la Corne d'Or, et Scutari d'Asie au delà du Bosphore. Cette capitale qui réunit, comme toutes les grandes cités, un grand luxe et une misère effroyable, a fourni les modèles enviés d'une civilisation impériale qui rayonne au loin sous les Osmanlis, exportant le plan de ses immenses mosquées dont la Suleymanyé, la mosquée construite pour Soliman le Magnifique.

Peu à peu, cette réelle grandeur turque, déniée après coup, émerge grâce aux recherches des historiens : les richissimes archives turques, enfin classées, commencent à s'ouvrir aux chercheurs et révèlent, un à un, les rouages d'une bureaucratie multiple, précise, progressiste, autoritaire, capable de dresser des recensements détaillés, de concevoir une politique intérieure cohérente, d'amasser d'énormes réserves d'or et d'argent, de coloniser systématiquement (en y établissant des nomades) les Balkans, bouclier de l'Empire, face à l'Europe. Un système de travail forcé, une armée étonnante avec de durs apprentissages... En vérité d'étranges modernités.

Cette machine se détraque, à la longue, mais *pas avant le XVIIe siècle finissant.* Le dernier soubresaut en sera le siège de Vienne en 1687... L'Empire turc meurt-il alors d'asphyxie maritime, faute d'avoir débouché sur les grands espaces maritimes libres, l'Atlantique dont le sépare le Maroc, l'Océan Indien sur lequel il débouche mal par la Mer Rouge, et le Golfe Persique, où il rencontre l'opposition violente des Persans et plus encore des nouveaux venus européens, avec leurs flottes supérieures et leurs solides compagnies commerciales ?

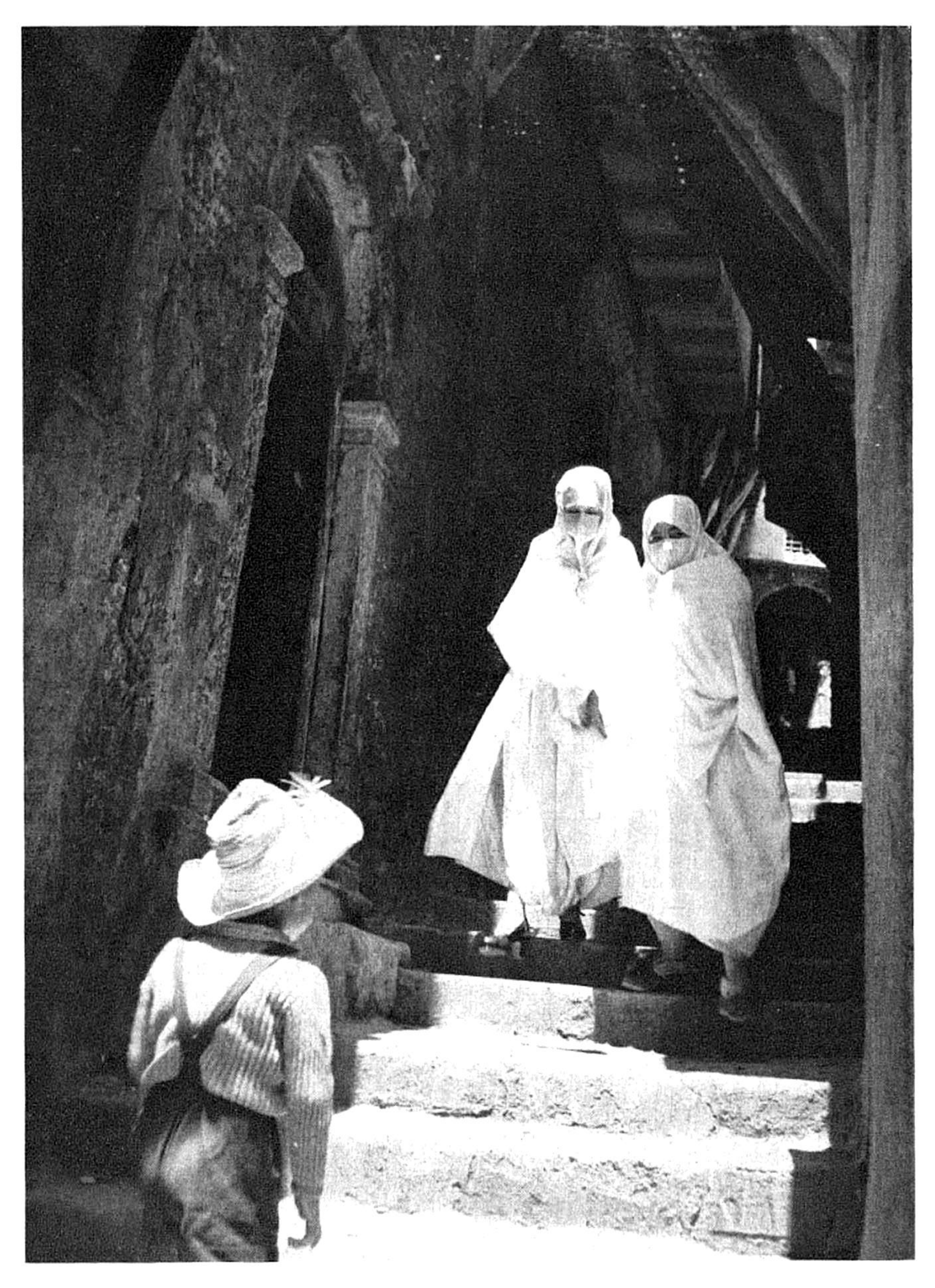
Est-il mort, aussi, faute de s'être adapté vite et bien aux techniques nouvelles ?

Ou bien, ce qui est plus évident encore, parce que s'est dressée contre lui, avec le XVIIIe et surtout le XIXe, la masse puissante de la Russie moderne ? Car les victoires de la cavalerie autrichienne, lors des campagnes du Prince Eugène (surtout de 1716 à 1718), n'avaient mis en danger que les lisières de la Turquie d'Europe. Avec l'intervention russe, un colosse jeune se dresse, face à un colosse moribond, pour le moins fatigué.

Quoi qu'il en soit, l'Empire turc n'est pas, d'entrée de jeu, cet « homme malade » qu'allait, sans vergogne, maltraiter la diplomatie des grandes puissances, au XIXe siècle. L'Islam turc a fait longtemps grande, très brillante, redoutable figure. De même la Perse des Séfévides, qu'admire encore un voyageur français du XVIIe siècle, bon observateur comme Tavernier... De même le Grand Mogol, au début du XVIIIe siècle, alors que l'Anglais et le Français pourtant le surveillent, a presque saisi, au Sud, la totalité du Deccan.

Méfions-nous de tant de jugements rapides sur la décadence très précoce de l'Islam ! Et n'anticipons pas !

A Istanbul, le XVIIIe siècle est « l'époque des tulipes », les véritables et les stylisées, reconnaissable entre mille : sur les faïences, sur les miniatures, sur les broderies, le motif revient inlassablement. L'époque des tulipes, un beau nom pour une époque qui n'a été ni sans grâces, ni sans force.



Femmes musulmanes dans la Casba d'Alger.

L'ISLAM, SA RENAISSANCE ACTUELLE

L'Islam est entré à reculons dans cet Enfer, ou ce Purgatoire des hommes vivants que nous appelons, par pudeur, le Tiers Monde. A reculons, puisqu'il a connu jadis une situation *relativement* meilleure, indéniablement.

Ce reflux, plus ou moins tardif mais net, lui a valu, au XIXe siècle, une série d'humiliations, d'amertumes, de souffrances, puis la généralisation de la domination étrangère. Les faits sont biens connus. Seule la Turquie aura échappé au sort commun, d'où sa réaction brutale et brillante, à la veille du pire, avec Mustapha Kemal Pacha (1920-1938). Réaction exemplaire qui s'est offerte comme un modèle aux victoires nationales qui suivirent. La libération de l'Islam est aujourd'hui complète, ou peu s'en faut.

Mais c'est un problème d'assurer son indépendance ; c'en est un autre, bien plus malaisé, que de marcher ensuite au « pas du monde » et de regarder franchement l'avenir.

I. Fin du colonialisme et jeunesse des nationalismes.

Rien de plus aisé que de marquer aujourd'hui les étapes chronologiques de la colonisation, puis de la « décolonisation » des différentes terres d'Islam, parvenues une à une (sauf les Républiques musulmanes soviétiques) à la pleine indépendance politique.

1. Un colonialisme soviétique? L'habitude, en ce chapitre classique, est de ne voir que les colonialismes anglais, français, belge, allemand ou néerlandais. Certes, leur part a été immense. Mais il y a eu aussi un colonialisme russe, puis soviétique dont on parle moins : apparemment, il n'a pas relâché ses prises sur 30 millions de Musulmans au moins, soit plus que la population entière du Maghreb actuel.

Le mot de colonialisme convient-il, en l'espèce? Il y a eu, depuis la Révolution russe de 1917, un énorme effort d'affranchissement et de décentralisation. Des concessions ont été faites aux autonomies locales, d'immenses progrès matériels accomplis. « Aujourd'hui, toutes les nations musulmanes de l'U. R. S. S., surtout les Turkestanais et les Caucasiens, ont leurs propres cadres scientifiques, administratifs et politiques, leur *intelligentsia*. Ils ont comblé le retard qui les séparait des Tatars et n'ont plus besoin de recourir au service des intellectuels de Kazan », l'ancien centre, exclusif hier, de la culture musulmane en Russie.

A ce jeu cependant se sont affaiblies les solidarités naturelles entre les diverses républiques musulmanes et aura été renvoyé aux vieilles lunes le projet d'un vaste Etat « Touranien ». Dans l'actuel système fédératif soviétique, la culture est « nationale dans sa forme, mais prolétarienne et socialiste dans son contenu ». Il s'en est suivi une laïcisation évidente au détriment des valeurs religieuses de l'Islam et, pratiquement, un nationalisme limité désormais à des horizons provinciaux, sans aucun recours à l'*Umma* des frères en Islam et s'exprimant d'ordinaire par des revendications à court terme, « visant l'aménagement des institutions » ou « les exigences de cadres allogènes ».

D'un mot, les problèmes musulmans de l'U. R. S. S. semblent et sont, pour le moment, hors des revendications ordinaires de l'Islam qui s'expriment à haute voix sur le plan international. Les Républiques musulmanes soviétiques sont indépendantes, mais liées solidement à l'ensemble soviétique (politique extérieure commune, dépendance pour la défense nationale, les finances, l'instruction publique, les chemins de fer).

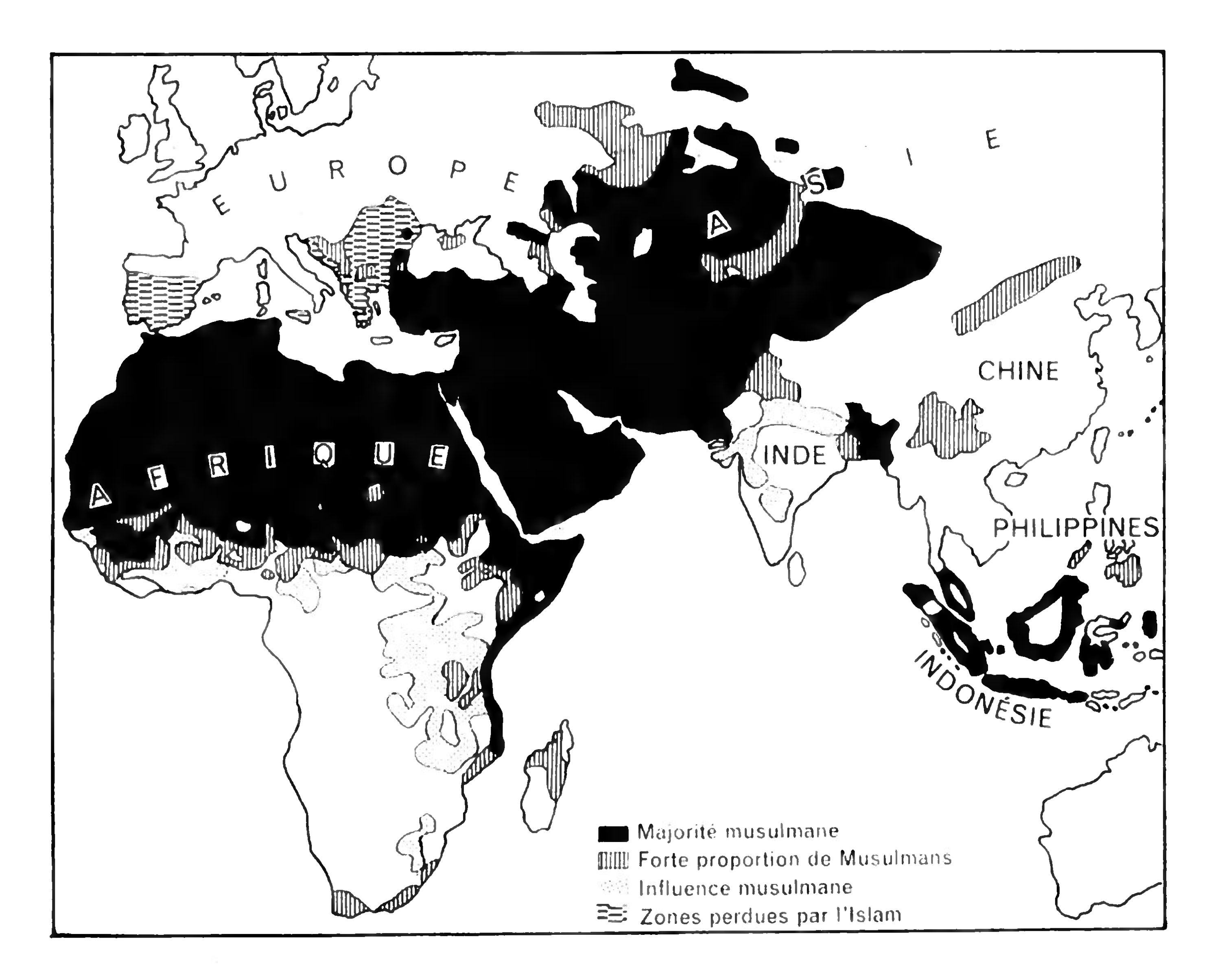
Nous voilà loin, en somme, de l'expérience et des rêves de Sultan Galiev, ce haut dignitaire communiste (1917-1923), puis agitateur antirévolutionnaire jusqu'à sa condamnation à mort (1929). Il avait rêvé, Musulman, de réunir en un seul État tous les Musulmans des pays soviétiques et de transmettre avec force, par leur longue antenne pointée vers l'est, le bouleversement idéologique et révolutionnaire jusqu'au cœur de l'Asie — ce continent promis aux cataclysmes politiques, alors que l'Europe industrielle et ouvrière ne lui paraissait plus qu'un « foyer révolutionnaire éteint ». L'Islam eût-il été capable d'être, vers l'Asie, cette torche allumée?

2. Le panarabisme, vedette politique d'un Islam divisé : Sur le plan des querelles internationales ouvertes, le panarabisme ne se substitue que trop volontiers, aujourd'hui, à l'islamisme tout entier. On ne voit, on n'entend plus que lui.

Le monde purement arabe est le cœur évident, exigeant de l'Islam, son carrefour. De là à confondre le Moyen-Orient (et son prolongement maghrébin) avec l'ensemble de l'Islam, à ne plus voir que cette région et que ce personnage privilégié, il n'y a qu'un pas : l'actualité le franchit allègrement. C'est évidemment prendre la partie pour le tout.

Mais le trait essentiel, insistant de l'Islam actuel, n'est-il pas justement l'insidieuse division, le morcellement de son espace et de son unité? Ici du fait de la politique, toujours à l'œuvre, là du fait de la géographie, qui place certains secteurs d'Islam sous l'influence exclusive d'autres civilisations ou d'économies particulières.

Dans l'Insulinde, les 80 millions de Musulmans qui vivent superposés ou mêlés à des couches profondes d'hindouisme et d'animisme, pris, en outre, dans une structure économique très particulière, sont des enfants à demi perdus. Dans l'Inde, le Pakistan est fait de deux énormes morceaux que séparent l'étendue et la multitude (déjà menaçante par son seul nombre) de l'Inde. En Chine, les dix millions de Musulmans sont une catégorie à part : des enfants irrémédiablement perdus. En Afrique Noire, un Islam conquérant se laisse conquérir et déformer par un animisme vivace et multiforme.



Les Musulmans dans le monde actuel.

(Le croquis ne signale pas l'extension de la domination ancienne de l'Islam à l'Inde presque en entier.)

L'islamisme de ces populations leur sert souvent d'argument nationaliste, de moyen de résistance. Mais, pour l'Islam pris comme un ensemble, sont cependant enfants perdus, ou en voie de se perdre, tous les pays musulmans qui ne regardent plus aussi strictement que jadis vers la Mekke, ne participent plus de façon serrée aux pélerinages unitaires ou à l'idée politique d'un panislamisme effectif et unitaire. L'éloignement, la politique, les progrès de l'athéisme, l'irréligion y contribuent. Depuis 1917, la Mekke aura vu au plus quelques centaines de pélerins soviétiques.

3. « L'époque de Garibaldi », formule actuelle de l'Islam? Au cœur des pays musulmans, au Proche-Orient, le panislamisme se heurte à des nationalismes locaux aigus, exacerbés.

Le récent épisode de la dissolution, en septembre 1961, de la R. A. U. (République Arabe Unie, faite de la fusion hier de l'Égypte et de la Syrie) en est un exemple frappant. Pakistan, Afghanistan, Iran, Turquie, Liban, Syrie, Irak, Jordanie, Arabie séoudite, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie, Yémen sont autant d'unités attachées à leurs prérogatives particulières, souvent en hostilité plus ou moins déguisées les unes avec les autres, si, par ailleurs, elles manifestent parfois une solidarité momentanée face au monde extérieur et à ses périls.

Ces nationalismes exacerbés qui poussent leurs hommes et une jeunesse passionnée — étudiants en tête — à des gestes spectaculaires, dramatiques, ne semblent que trop souvent périmés *aux yeux injustes d'un Occidental*. Nous avons trop de bonnes raisons de regretter nous-mêmes nos nationalismes d'hier que l'Europe a payés si cher, pour ne pas regarder, à l'heure du Marché Commun de l'Europe, cette floraison de mouvements locaux avec un certain manque d'entrain et, répétons-le, une certaine injustice, d'autant que ces nationalismes se dressent avec véhémence contre l'Occident.

Injustice? Voici, en effet, ce que dit, en un langage admirable, un intellectuel afghan, Nadim-Oul-Dine Bammate (1959) : « L'Islam doit vivre aujourd'hui tout à la fois une révolution religieuse comparable à la Réforme, une révolution intellectuelle et morale comparable à celle de l'*Aufklärung* (c'est le mot allemand qui correspond à la fois à ce que nous appelons les *Lumières* et le *Despotisme éclairé* du XVIIIe siècle), une révolution économique et sociale comparable à celle qu'a connue l'Europe au XIXe siècle (la Révolution Industrielle) et, au temps des grands systèmes régionaux (entendez : les deux blocs, l'est et l'ouest), il lui faut vivre ses petites révolutions nationales. Au moment où se concluent des pactes planétaires, les pays musulmans attendent encore et cherchent leurs Garibaldis. »

Il n'est pas question, on le pense bien, de jeter au passage le discrédit sur le souvenir lumineux de Garibaldi. Mais les guerres d'unité nationale, nécessaires hier, ont eu pour l'Europe les suites terribles que nous connaissons.

La division des nationalités est-elle, sera-t-elle plus profitable à l'Islam d'aujourd'hui? Ne risque-t-elle pas de mener les États musulmans à l'impasse, dans un monde économique qui ne permet guère de pareils morcellements? Ensuite, n'est-elle pas génératrice de conflits dangereux? Chaque pays indépendant, pour peu qu'il dispose d'une certaine puissance militaire, interprète à sa façon, et dans le langage strict de ses seuls intérêts et de ses prétentions, ou le *panislamisme*, ou le *panarabisme*. Ainsi agissent, au su de tout le monde, le Pakistan, l'Irak, l'Égypte, et la lice est ouverte aux autres.

*
* *

Ces nationalismes n'en sont pas moins une étape obligatoire, la rançon du rôle évident qu'ils ont joué au cours d'une indépendance difficile. Chaque nationalisme a été, il reste un « contre-colonialisme », un antidote à la domination étrangère. Une libération en puissance.

Que tous les nationalismes arabes se rencontrent dans leur hostilité contre Israël, leur vieil ennemi, n'est pas pour nous surprendre. Créé au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, l'État d'Israël ne semble-t-il pas l'œuvre même de l'Occident et de l'Occident le plus haïssable? Ses réussites techniques admirables — alimentées par des capitaux venus du monde entier — ses démonstrations de force contre l'Égypte, en 1948, et lors de l'affaire de Suez, avec la marche victorieuse de sa petite armée à travers la vaste Péninsule du Mont Sinaï (1955) suscitent envie, crainte et animosité qui s'ajoutent à un très vieil antagonisme. Jacques Berque écrit, avec raison : « Arabes et Juifs sont, les uns et les autres, si j'ose dire, peuples de Dieu. Deux peuples de Dieu à la fois, c'est trop pour les diplomates et les États-majors! L'inexpiable conflit réside justement dans le cousinage des adversaires, issus tous deux d'Abraham, ennoblis par le même monothéisme... Ils ont suivi des voies opposées à l'égard de l'Occident. Les uns dans la *diaspora* ont autant sauvegardé leur idéal communautaire qu'ils ont adapté la personne aux opiniâtres techniques des Gentils. Les autres, demeurés sur leur terre, mais envahis, dissociés, ont connu le privilège, ou l'infortune, de rester, en gros, ce qu'ils étaient. D'où l'inégalité actuelle des moyens en présence, la divergence d'allure et de propos. Les essayistes arabes les plus lucides, ont médité amèrement sur ce qu'ils appellent le « désastre »... de 1948. Tout comme notre Taine ou notre Renan d'après 1870, ils conseillent à leurs compatriotes les rajustements propres à éviter le retour de pareilles aventures ».

4. Le nationalisme a son rôle à jouer dans l'avenir proche : Tous les pays musulmans, quels qu'ils soient, vont se trouver en face de programmes obligatoires de stricte austérité.

Programmes, en fait, de solidarité, de discipline sociale; le nationalisme aidera donc chacun de ces jeunes pays à affronter les graves difficultés économiques qui le pressent. Il les aidera à accepter des novations nécessaires qui heurtent de très anciennes structures sociales, religieuses, familiales — toutes habitudes ancestrales séculaires, perpétuées dans l'archaïsme évident de l'Islam et qui peuvent provoquer des réactions farouches.

Or, coûte que coûte, l'Islam doit se moderniser, adopter une large partie des techniques d'Occident, devenues aujourd'hui les bases de la vie mondiale : l'avenir sera fait de l'accueil ou du refus de cette civilisation mondiale. Pour le refus, joue la tradition puissante; pour l'accueil, cette fierté nationaliste qui peut pousser les peuples à accepter ce qu'instinctivement ils refuseraient.

On a très souvent dénié à l'Islam la flexibilité nécessaire à cette adaptation violente. Au point que de nombreux observateurs affirment que, de par son cœur et son esprit et sa civilisation même, « imperméable », « intransigeante », l'Islam sera bloqué dans tous ses efforts de modernisation. Est-ce si sûr?

En fait, l'Islam a déjà accepté, il peut donc accepter davantage encore ce monde moderne qui l'assiège. Le Christianisme, hier, ne s'en est pas accommodé, lui non plus, sans heurts ni sans réticences. Finalement, il n'a rien perdu de son originalité à ce jeu et à ces concessions nécessaires.

Attribuer à l'Islam une intransigeance religieuse exceptionnelle, un manque absolu de souplesse, c'est oublier ses nombreuses hérésies, qui prouvent, à elles seules, des inquiétudes, des possibilités de torsion. D'ailleurs le Coran lui-même ouvre au réformisme la porte jamais fermée de l'*ijtihad*. « Le Prophète passe pour avoir prévu le cas où le Coran et la Sounna (tradition) seraient muets : il recommande, en l'occurrence, de recourir au raisonnement par analogie, *qiyas*; si celui-ci est inapplicable, on devra exercer sur toutes les bases précédentes son jugement et son coup d'œil, *ray*. Cet effort personnel d'interprétation, l'*ijtihad*, tiendra une place considérable dans l'élaboration future de la pensée musulmane. De nos jours, le réformisme entend expressément en rouvrir la porte. » (Pierre Rondot). Car toute religion a ses portes de secours. L'Islam peut freiner, faire obstacle; il peut aussi être tourné, se laisser tourner.

Les économistes, aux prises avec des réalités quotidiennes, ne cessent d'ailleurs de protester contre ces explications toutes faites et « caricaturales », ces constantes inébranlables de la vie musulmane.

Au vrai, disent-ils, la difficulté vient plutôt, concrètement, de l'énormité du saut à accomplir. L'Islam a pris, sur l'Occident, deux siècles de retard; ces siècles, justement, qui ont transformé l'Europe beaucoup plus qu'elle ne l'avait été, entre l'Antiquité et le XVIIIe siècle. Comment l'Islam pourrait-il, d'un seul coup, franchir à son tour cette énorme étape, secouer, infléchir ses sociétés archaïques, alors qu'il ne dispose que d'une agriculture pauvre, précaire, d'une industrie enkystée, isolée, comme parachutée au milieu de son économie, celle-ci incapable d'atteindre et de soulever dans sa masse entière une population trop prolifique et trop lourde? Puis, comme toute société, la musulmane a ses nantis, peu nombreux, d'autant plus puissants. Croyances ou traditions ne sont souvent que les alibis de ces privilégiés qui trouvent leur intérêt à maintenir debout certaines sociétés vraiment « médiévales » comme celle du Yémen, féodales comme celle de l'Iran, ou archaïques comme celle de l'Arabie séoudite, malgré le pétrole ou à cause de lui.

Face à ces difficultés, l'œuvre des réformateurs offre un test irrécusable : celle brutale et géniale de Mustapha Kemal, en Turquie; celle violente en paroles de Kassem, en Irak; ou bien, sous le signe de l'obstination, celle de Nasser, en Égypte; sous le signe de l'habileté et d'une sagesse certaine, celle de Bourguiba, en Tunisie. Quels que soient leur nature ou leur accent, les obstacles, devant elles, sont souvent les mêmes. Toutes ces réformes ont ainsi largement battu en brèche un bon nombre de prétendus *tabous* de la civilisation musulmane. Ici, le test qui ne trompe pas est, avant tout, l'émancipation de la femme, en voie de s'affirmer, plus lentement de se réaliser. La disparition de la polygamie, les limitations à la répudiation unilatérale par le mari, la suppression du voile, l'accès aux Universités et à la culture, aux emplois, au droit de vote : tous ces détails ont leur immense portée.

Ils prouvent que le réformisme n'est pas une cause perdue d'avance, mais qu'il lui faut des avocats, des combattants décidés. La lutte qui s'engage sera multiple. Le danger le plus grave serait de s'en laisser détourner par les attraits, les facilités ou les nécessités d'une actualité politique dramatisée à tout propos, et hors de propos.

L'idéal? Ne faire qu'une chose à la fois, et, chaque fois, choisir l'essentiel. Mais la politique n'est pas une spéculation cartésienne. Le progrès économique exigerait, pour lui seul, en Islam et ailleurs, une politique préférentielle, voire exclusive.

Mais le monde où il faut vivre oblige souvent à aborder dans l'ordre où elles se présentent d'elles-mêmes, de vieilles et de jeunes difficultés.

Tous ces États, fiers de leur indépendance, ont ainsi des opinions politiques exigeantes, dramatisantes et qu'il faut satisfaire, détourner de certains soucis sans remède; ils ont des orgueils et qu'il faut ménager : l'Islam en est aussi riche que l'Europe, ce qui n'est pas peu dire. L'Islam a ses jeunes, ses étudiants impatients de marquer le pas : ils ressemblent à nos Polytechniciens de 1830; il a ses militaires, capables de coups de tête et de coups d'État, comme les militaires de l'Amérique Latine d'avant 1939; il a ses partis politiques aux dents longues, ses hommes politiques pris au mirage même de leur propre image, à la violence même de leurs discours. Ne faut-il pas élever la voix pour dominer le bruit du monde?

Évidemment l'étranger est là : la France en Afrique du Nord; l'Angleterre à Koweit et dans le Sud à moitié vide de l'Arabie; les États-Unis partout, imperturbables fournisseurs de conseils et de crédits; l'U. R. S. S., selon les cas, prodigue ou réservée, toujours vigilante dans ce vaste champ de lutte. Partout, enfin, la révolution sociale montre son visage et formule ses exigences.

Elle a pour elle le vent de l'histoire : en Turquie, où le coup d'État militaire du 27 mai 1960 a ouvert tant d'espoirs de réformes sociales, mais qui tardent; en Iran, où une révolution par en haut, conservatrice et progressiste, marque des points malgré la jeunesse hostile et les partisans de l'ancien ministre Mossadegh ou le jeu réticent du parti communiste, le Toudeh; en Transjordanie, où un roi courageux fait face à tous les périls qui l'encerclent; au Liban, qui se voudrait, à ses heures de sagesse, comme une Suisse du Proche-Orient; en Irak, où la révolution est plus verbale encore que réelle, mais où le soulèvement kurde est une plaie profonde; en Égypte où, au lendemain de la sécession de la Syrie, le Bikbachir a résolument choisi la voie d'un communisme social à demi réalisé déjà et qui peut faire tache d'huile... La revue serait complète si l'on signalait en plus les inquiétudes du Pakistan qu'alarme l'Inde plus batailleuse qu'on ne le supposait hier et qui veut saisir le Cachemire; l'Indonésie qui, encouragée par le succès indien contre Goa voudrait prendre la Guinée hollandaise — l'Irian — sous son protectorat; l'Afrique du Nord entière qui attend après le dénouement de la tragédie algérienne de savoir dans quelle ligne elle choisira de vivre...

Toutes ces préoccupations pèsent sur la politique des États islamiques, les exposant à des éclats passionnels inattendus qui leur portent, chaque fois, des coups sérieux, non sans contrecoups graves pour les autres. Qui pourrait établir ce que l'affaire passionnelle de Bizerte (1961) a coûté à la France (mais elle est riche) et à la Tunisie (mais elle est pauvre)? De cette crise, le sort de Bizerte était-il vraiment le seul enjeu, ou bien deux orgueils, blessés l'un par l'autre, l'ont-ils compliquée à plaisir? La France est amère parce qu'elle estime avoir beaucoup fait pour l'Islam (ce qui est l'évidence même); l'Islam est amer, parce qu'il estime que l'indépendance qu'on lui a octroyée n'est pas totale, et il est vrai qu'aucun pays n'est vraiment indépendant si son économie le rejette aussitôt dans le Tiers Monde.

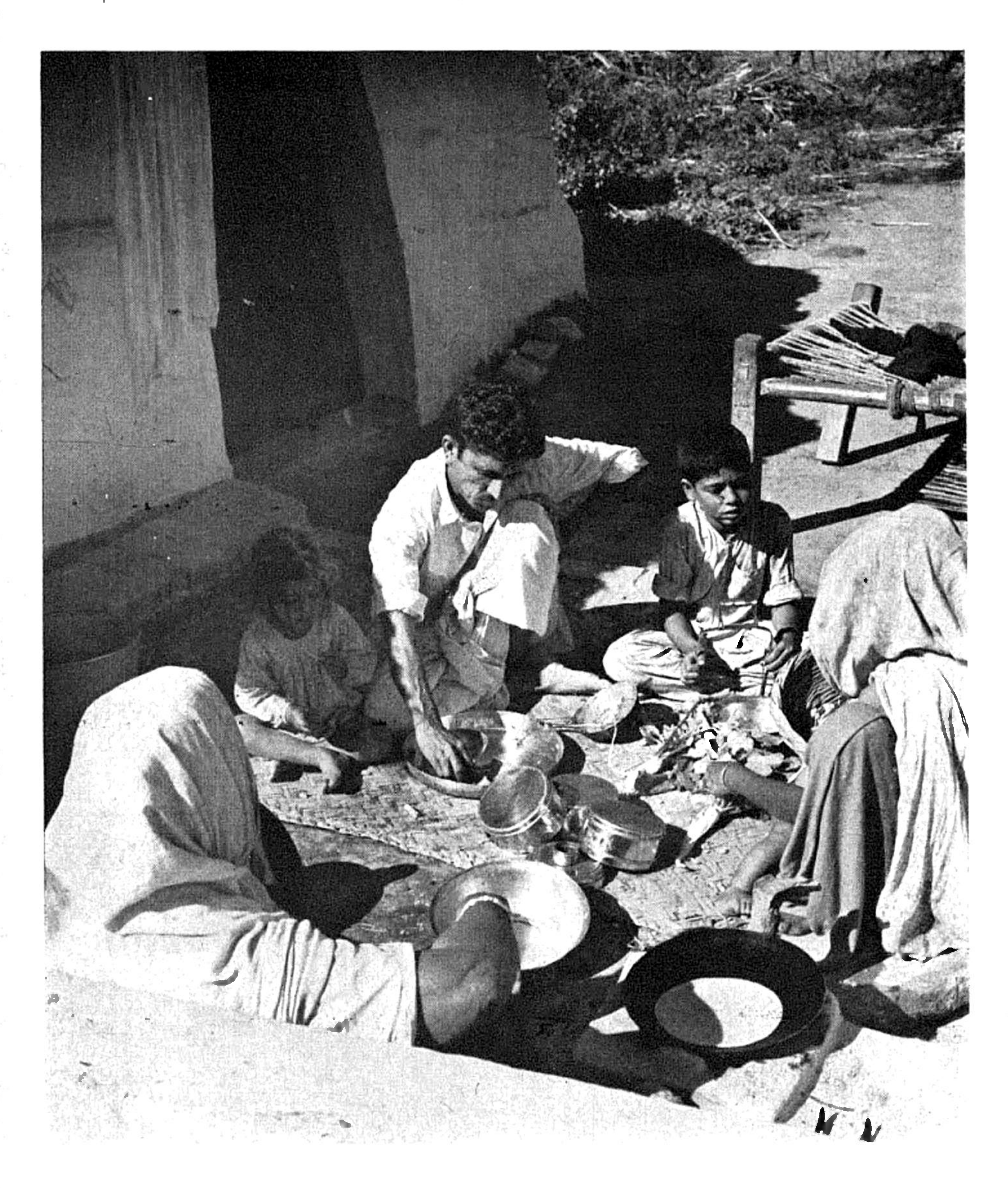
De cette dépendance économique, les anciennes métropoles ne sont qu'en partie responsables. Cette infériorité tient aussi à beaucoup de raisons particulières, au passé de l'Islam, à sa pauvreté naturelle, à sa démographie exubérante. Ce sont là de terribles maladies, même si elles ne sont pas sans remède.

II. Les divers États musulmans face au monde actuel.

1. Une croissance toujours difficile : Le dilemme, pour l'Islam, est celui qui se pose à tout le Tiers Monde. Il lui faut, pour s'intégrer dans la vie économique du monde, réaliser le plus rapidement possible sa révolution industrielle.

Tâche simple à formuler, mais qu'il devra payer fort cher, au prix d'un dur travail dont les fruits ne seront pas tout de suite visibles, et ne se répercuteront pas aussitôt sur les niveaux de vie. A cette tâche, l'intermède de la colonisation ne les a pas préparés, et c'est certainement là que se trouve la plus lourde responsabilité des pays colonisateurs.

Il n'est pas niable, sans doute, en toute bonne foi, que l'apport des colonisateurs aux pays colonisés a été important. Des pays très archaïques, dont la vie n'avait pas changé depuis des siècles, ont été associés brusquement à des civilisations très évoluées. Ils en ont retiré quelque chose. Et d'abord, une médecine et une hygiène modernes, qui ont diminué dans d'énormes proportions la mortalité; un enseignement plus ou moins important suivant les cas (sur ce point, la colonisation française est l'une des moins reprochables); des installations



Le repas d'une famille musulmane algéroise.

matérielles nombreuses : ports, routes, chemins de fer; une organisation agricole moderne, avec souvent des barrages pour l'irrigation; parfois une ébauche intelligente d'industrialisation.

C'est beaucoup, dira-t-on. Oui et non. Car d'une part cet apport a détruit partiellement les anciennes structures, d'autre part elle les a reconstruites très imparfaitement. La reconstruction ne s'est pas faite dans la perspective d'une économie nationale, mais dans celle d'une économie associée, dépendant de la métropole et de la vie du monde. D'où l'irrégularité du développement suivant les secteurs et la nécessité où se trouvent aujourd'hui les jeunes États indépendants de réformer leurs structures pour répondre à l'ensemble de leurs nécessités nationales. Cette difficulté s'ajoute à toutes les autres, nombreuses, qui tiennent à leur propre civilisation, à la pauvreté de la majorité de leurs terroirs.

Pour ces tâches, les pays musulmans ont besoin d'eux-mêmes et, non moins, d'autrui. Il faut donc qu'ils s'adaptent à la politique ondoyante, assez féroce du monde des privilégiés, ce dont ils sont admirablement capables et conscients. Ni l'intelligence, ni la ruse politique ne leur font défaut. Il faut, plus encore, qu'ils s'adaptent à eux-mêmes et s'accrochent à la vie réelle du monde. Là est le plus difficile de leur tâche, leur quadrature du cercle.

2. Économie et pétrole : Il n'y a pas de solution facile, unique. Pas même celle qu'offre le pétrole, en apparence si bon prince.

Le pétrole est une richesse indéniable, et ses effets bénéfiques se font sentir sur le niveau économique de tous les États pétroliers. On sait que cette richesse a été généreusement accordée au Proche-Orient.

Toutefois les grandes compagnies internationales, qui, seules, ont pu assumer les énormes frais de prospection et de mise en exploitation, en restent largement bénéficiaires : elles saisissent le pétrole à sa source contre des *royalties ;* elles le raffinent, elles le distribuent. Le retenir à la source, comme a essayé de le faire l'Iran un instant (1951), comme y songe l'Irak aujourd'hui (1961), peine sans doute perdue d'avance : le pétrole ne vaut que s'il est vendu. Or il n'y a plus pénurie de pétrole dans le monde actuel, bien au contraire, et son règne risque de ne pas durer indéfiniment, à l'âge atomique.

Petit détail supplémentaire : l'exploitation étrangère, haïssable, n'est pas seule en cause. Les *royalties* créent, en pays musulman, des privilèges sociaux. Cet argent ne se distribue pas équitablement, il nourrit trop souvent le luxe factice d'une caste et ce luxe ne sert pas à animer la production locale : il se gaspille à acheter à l'étranger des biens qui, sur place, ne seront jamais productifs. L'Arabie séoudite doit au pétrole ses cités nouvelles, ses routes nouvelles, ses voies ferrées, ses aérodromes, et ce progrès est évident. Elle lui doit aussi le luxe effréné, anachronique de la famille royale et des principaux chefs de tribus. Ce spectacle ne réjouit ni la jeunesse exaltée par la révolution égyptienne, ni une bourgeoisie qui aspire à prendre sa part des affaires publiques.

A tel bon observateur, le pétrole du Proche-Orient semble l'image même de l'argent d'Amérique au XVIe siècle : il aura traversé l'Espagne, alors, sans en animer l'économie, pour aller au dehors rejoindre les économies vivantes de l'Europe.

En tout cas, le pétrole est et sera l'occasion de nombreuses querelles au Proche-Orient. La plus récente est celle qui oppose d'une part l'Irak et son chef, le général Kassem (le Zaïm), et de l'autre, les huit grandes compagnies internationales du pétrole (*the Majors*, comme l'on dit) et dont le représentant essentiel, sur place, est l'I.P.C. (*Irak Petroleum Co*).

Les discussions poursuivies pendant trois ans viennent d'être suspendues à nouveau. Les terrains non exploités des concessions ont été retirés aux compagnies. Sans doute la réconciliation reste-t-elle possible et l'Irak obtiendra-t-il des avantages et un dépassement du partage traditionnel des bénéfices par moitié (le *fifty-fifty*). Sans doute a-t-il déjà eu la possibilité d'introduire dans la prospection du pétrole, et notamment dans des entreprises spectaculaires sous les eaux du Golfe Persique, des « pétroliers » japonais et italiens, plus accommodants, car les derniers venus dans la course. Mais en ces domaines, les pays producteurs de pétrole du Proche-Orient risquent, malgré leurs atouts, quelques mécomptes. Répétons-le : le marché du pétrole est surchargé à la vente, le pétrole soviétique (100 millions de tonnes prévues à l'exportation pour 1970) alourdit encore la situation et renforce la position de l'acheteur : celui-ci tient et tiendra la dragée haute aux producteurs.

3. Tous les États musulmans se sont mis à la tâche, de grandes réalisations sont déjà acquises, le progrès de la production est général. Cependant la poussée de la population remet sans cesse tout en cause. Tout progresse et, néanmoins, demain tout est à refaire.

Un démographe, Alfred Sauvy, l'indiquait à propos du Proche-Orient dans un article du *Monde* (7 août 1956), qui n'a rien perdu de sa force : « Le monde arabe, écrivait-il, (il aurait pu dire le monde musulman en son entier) est en pleine éruption démographique : la natalité y est une des plus hautes de l'univers, environ 50 pour 1 000, soit 6 ou

7 enfants par famille. Loin de diminuer, elle a plutôt bénéficié de la régression de la polygamie et des progrès de l'hygiène elle-même. En face de cette natalité-sommet, la mortalité est en forte baisse, du fait de la régression des épidémies, des famines et des guerres entre tribus. Le taux de la mortalité actuel n'est pas bien connu, mais il baisse, en marche vers les 20 pour 1 000. Un accroissement de la population de 2,5 à 3 % par an n'est plus exceptionnel. C'est celui de l'Algérie, de la Tunisie et, sans doute, de l'Égypte. Ce rythme (doublement d'une population en une génération) est très supérieur à celui qui fit bouillonner l'Europe dans ses plus beaux jours (1 à 1,5 par an) et n'a pas l'exutoire de l'émigration et du colonialisme. Le monde musulman combine la mortalité de l'Europe, en 1880, avec une natalité qui n'a dû être atteinte qu'aux meilleures périodes du Moyen Age. Ce mélange est explosif ».

Alors, « il est assez naïf de penser que ces pays en expansion de nombre et donc de besoins, qui se trouvent avoir chez eux l'un le pétrole, l'autre le pipe, l'autre le canal (de Suez) vont assister résignés à ce flux de richesses hors de, ou à travers leurs territoires sans en réclamer une part importante. »

4. *Les incidences de la montée démographique concernent avant tout la croissance, ou mieux la fréquente stagnation des niveaux de vie en pays musulmans, malgré l'augmentation de la production. Le phénomène est fréquent dans les pays du Tiers Monde.*

Pourtant, des mesures positives ont été prises partout. Le nombre des chômeurs a ainsi décru. En Tunisie, pour ne prendre que cet exemple, et par les seuls moyens du bord, sans investissements trop lourds, 200 ou 300 000 chômeurs ou demi-chômeurs ont été mis au travail, grâce à des constructions de routes, à des terrassements contre l'érosion des sols, à l'ouverture de chantiers urbains, ou à de simples plantations d'arbres. Des calculs récents d'un économiste, on conclura aussi que la production agricole dans le Proche-Orient a progressé, en gros, au rythme du monde, entre 1952 et 1958. Quant à l'industrie, pas une branche, non plus, qui n'ait progressé. Si l'on prend le cas de l'Egypte, l'indice général pour les industries manufacturières donne (1953 = 100) les niveaux suivants : 1951, *95*; 1952, *98*; 1953, *100*; 1954, *107*; 1955, *117*; 1956, *125*; 1957, *132*; 1958, *143*... Au Pakistan, la production industrielle passe de *100*, en 1952; à *128*, en 1954; à *215*, en 1958...

Il y a ainsi progrès, augmentation de la masse globale du revenu national, et donc, semblerait-il, des possibilités accrues de consacrer davantage aux investissements et d'entretenir un mouvement de croissance. Oui, mais il y a le contre-courant de la montée démographique. La masse des hommes augmente plus vite encore que la masse des biens à se partager, le revenu par tête d'habitant baisse alors comme tout quotient dont le dénominateur (la population) croît plus vite que le numérateur. Le nageur qui a la houle contre lui, plus il s'acharne à progresser, plus il peine, moins il avance. L'Islam où tout progresse cependant voit régresser ses niveaux de vie, ou les maintient à peine en place.

Ajoutons, toutefois, que ces calculs de revenu national par tête d'habitant ne sont pas d'une rigueur absolue. Le chiffre des populations lui-même est incertain, assez souvent (avec des aléas parfois de l'ordre de 20 %). La masse des revenus, elle aussi, s'estime, plus encore qu'elle ne se calcule, surtout, comme c'est souvent le cas, en l'absence de toute *comptabilité nationale* rigoureuse. Puis, comment évaluer exactement les revenus d'un artisanat dispersé, souvent archaïque, et ceux d'une agriculture qui comprend de vastes zones primitives d'auto-consommation ?

Il s'agit donc toujours, dans ces calculs, d'évaluations, d'ordres de grandeur, rien de plus. Mais c'est déjà beaucoup.

5. *Étant donné la montée démographique, le seul fait de maintenir au même niveau le revenu par tête d'habitant témoignera donc d'une vitalité économique certaine, capable de faire front ainsi à l'énorme montée biologique.*

Dans l'ensemble, les pays musulmans témoignent de cette vitalité et s'il y a recul, parfois, il reste modéré. Les hommes, en moyenne, y vivent au-dessous des 2 600 calories quotidiennes (le seuil des pays à l'aise), mais ils sont en général au-dessus du minimum vital et partout (sauf telle zone saharienne) hors des impitoyables domaines de la faim : donc au-dessous de la limite entre richesse et pauvreté, au-dessus de la limite pauvreté-misère. Voilà un premier point acquis.

Entre ces deux frontières, la position des divers pays varie. Classés d'après le chiffre de leur revenu national par tête d'habitant (en dollars U. S. A.), leur succession de bas en haut s'organise de la façon suivante : Lybie, 36; Afghanistan, 50; Nigeria, 64; Pakistan, 66; Indonésie, 88; Jordanie, 100; Syrie, 110; Iran, 115; Égypte, 122; Tunisie, 132; Irak, 142;

Maroc, 159; Algérie, 210; Turquie, 219; Liban, 247. Ces chiffres sont modestes. Toute comparaison avec les chiffres européens (au-dessus de 1 000) ou des États-Unis (2 200) les écrase. Ils ne se valorisent que comparés aux chiffres bas du Continent Noir, par exemple.

On remarquera que les pays associés hier ou aujourd'hui à la France (Liban, Syrie, Maroc, Algérie, Tunisie) sont presque aux meilleurs postes. Le mérite n'en revient certes pas à la colonisation française en soi, bien que celle-ci, *hier*, ait eu ses mérites, essentiellement, pensons-nous, dans la formation d'une certaine classe d'intellectuels et de cadres, d'une association plus intime qu'ailleurs des civilisations et des hommes en présence.

Le Liban doit son record relatif à la puissance de son émigration marchande, capitaliste, et *culturelle* à travers l'Islam entier, l'Afrique Noire et l'Amérique latine et à son ambivalence religieuse (chrétienne et musulmane); l'Algérie aux investissements français et internationaux (réussites agricoles importantes, barrages, routes, scolarisation, services médicaux, réalisations pétrolières du Sahara, émigration de travailleurs vers la France) que la longue guerre, instaurée en 1954, n'a pas interrompus.

Dans le combat qui s'impose à elle, chaque économie a ses chances ou ses cartes maîtresses : l'Irak, l'Iran, l'Arabie séoudite, l'Algérie leur pétrole; l'Égypte, l'eau fertilisante du Nil, le canal de Suez, son coton de haute qualité, ses industries textiles; la Turquie et le Maroc, une industrialisation *très souvent* intelligente; l'Indonésie, son caoutchouc, son pétrole, ses mines d'étain; le Pakistan, de vastes ressources en blé, en jute.

Ces cartes maîtresses sont excellentes, mais le jeu reste difficile et aléatoire.

6. Les problèmes à résoudre sont ardus. A la fois économiques et sociaux, ils s'imbriquent si étroitement les uns dans les autres qu'il paraît impossible de les aborder un à un. Et tous ensemble, ils proposent un programme redoutable.

Il faudrait en effet :

a) *Avant tout, améliorer l'agriculture.* Donc toucher, avec violence, au régime archaïque de la propriété; s'attaquer aux multiples problèmes de l'irrigation, à l'érosion dévastatrice des terres arables. Soit technique et politique agraires.

b) *Implanter des entreprises industrielles* (ou lourdes ou légères; ou privées, ou d'État) et, si possible, les lier à l'économie entière de chaque pays. Il faut qu'elles s'appuient sur la structure globale de cette économie et qu'elles l'animent de leur mouvement.

c) *Régler la question des investissements,* brûlante parce qu'elle implique l'aide extérieure (capitaux internationaux privés — par le relais des banques suisses — aides gouvernementales soviétiques, américaines ou françaises, bientôt capitaux européens du Marché Commun).

d) *Créer un marché.* Ici la difficulté est double : il n'y a de marché qu'au prix d'un certain niveau de vie (ce qui ramène au problème qu'on veut justement résoudre) et il n'y a de marché valable que s'il s'étend très au delà du marché national. D'où ces idées lancées avec plus d'insistance que de succès de marché panarabe, de marché maghrébin, de marché africain. Rêves sages, réalisations difficiles.

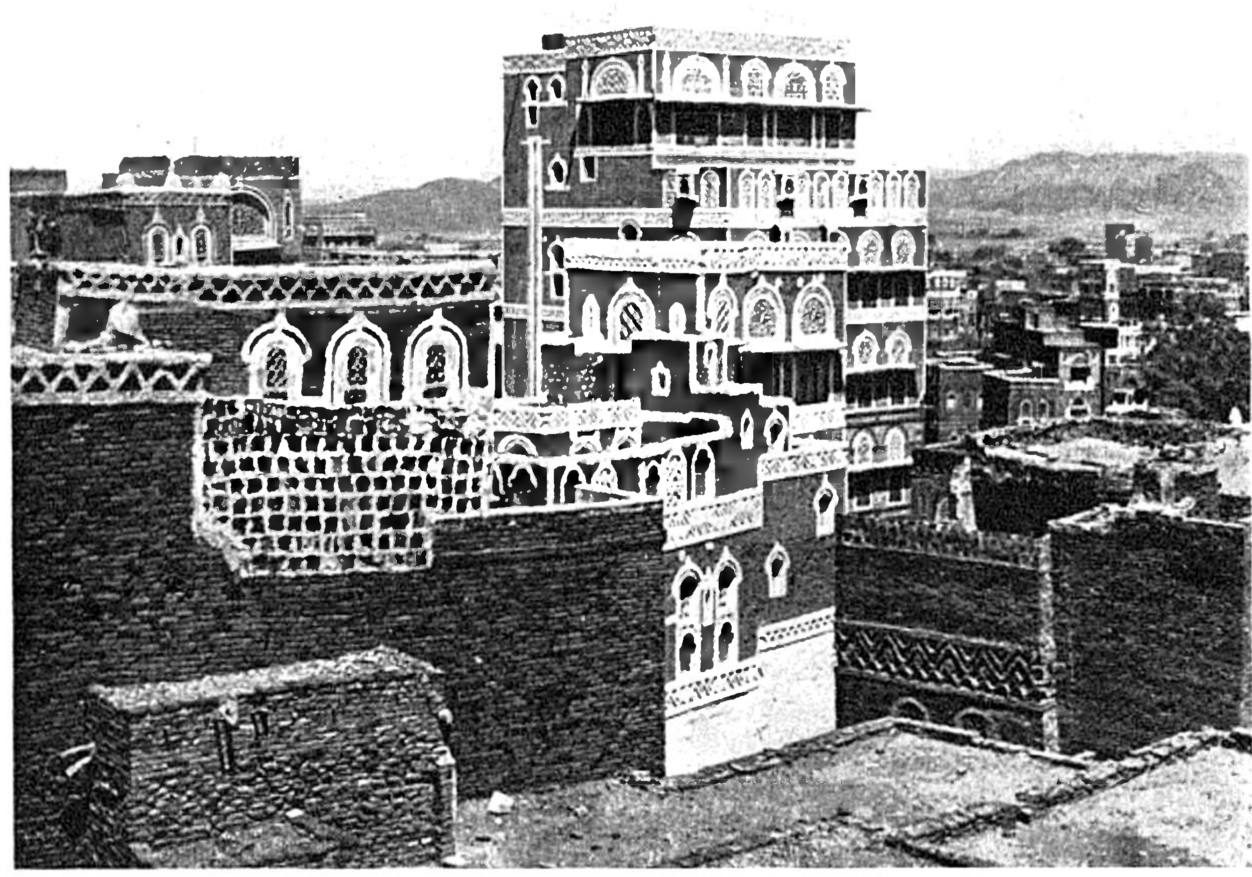
e) *Éduquer, former la main-d'œuvre,* d'autant que l'automation, possible dans le cadre d'une industrie qui part de zéro, négligerait l'actuelle surabondance de main-d'œuvre, problème crucial et qu'il faut résoudre avant tout autre.

f) *Former des cadres :* techniciens, ingénieurs, professeurs, administrateurs... L'enseignement et la formation technique sont à l'ordre du jour. Or c'est là une œuvre de longue haleine. Seul l'enthousiasme populaire puissant qui se manifeste à l'égard de l'enseignement permettra de surmonter, ici, d'immenses difficultés.

Au total, d'énormes investissements sont à faire et qui ne paieront parfois qu'à très long terme. « Des générations d'hommes sont à l'avance sacrifiées. Seuls, quelques-uns le savent, ce qui est un triste privilège. Quelques jeunes poètes syro-libanais allèguent, pour s'expliquer à eux-mêmes pareil phénomène, le mythe de Thammus, le dieu oriental voué à une mort douloureuse, mais aussi à la renaissance. Ainsi rendent-ils compte de la transe permanente et de l'amertume actuelle de leur peuple » (J. Berque).

7. Un choix à faire : Devant la clarté des problèmes, la difficulté et l'urgence des solutions, l'ampleur des sacrifices inévitables, on conçoit que les dirigeants des divers États hésitent sur la stratégie à suivre. Le monde leur en propose deux au moins et le choix à faire commande et transcende le destin entier de l'Islam.

En gros, il s'agit ou de rester dans le cadre d'un capitalisme à l'occidentale, à moitié libéral, à moitié interventionniste, sous le signe d'un certain libéralisme politique; ou bien d'aller dans la ligne d'expériences socialistes qui peuvent être soit soviétiques, soit yougoslaves, soit chinoises. Plus simplement encore, il s'agit de conserver la société



1. Maisons à Sanaa, dans le Yémen.



2. Barrage de Beni Bahadel (Algérie).

et le gouvernement tels qu'ils sont, en les améliorant vaille que vaille; ou de jeter l'édifice à terre d'un seul coup, pour le reconstruire sur une autre base.

Ces choix ne sont malheureusement pas purement intellectuels, ni même empiriques. Ils dépendent de mille facteurs, intérieurs les uns, extérieurs les autres.

Partout, ou presque partout, émerge une bourgeoisie, une petite bourgeoisie, classe montante d'intellectuels, souvent de jeunes intellectuels. Elle se ressent encore des fortes déceptions qu'ont amenées, pour elle, les imitations de l'Occident. Dans le domaine politique par exemple : sauf l'Afghanistan et le Yémen, tous les États musulmans ont leurs Parlements, mais qu'y a-t-elle gagné? Cette bourgeoisie déçue et impatiente de participer aux affaires « se tourne vers le communisme parce qu'elle y voit un moyen d'asseoir un jour son hégémonie; le cadre bureaucratique et l'idéal de planification du monde soviétique lui semblent autant de garanties de stabilité et de moyens de résoudre les problèmes économiques quasi inextricables... La jeune *intelligentsia* musulmane est tentée par l'apparence moderniste de la science et de la pensée marxistes; ce n'est qu'une réaction certes contre les cadres médiévaux qui paralysent encore la pensée islamique, mais elle est d'autant plus dangereuse que ses promoteurs ont déjà cherché — sans succès — dans la pensée libérale et démocratique de l'Occident le moyen d'accéder à une culture rationnelle moderne. Le marxisme leur semble désormais la seule voie possible » (A. Bennigsen).

L'Occident a trop tendance à penser qu'il n'y a, dans les gestes et tractations des États islamiques avec l'U. R. S. S., que des habiletés, pour se procurer à bon compte machines, armes, crédits. Le problème, en fait, va beaucoup plus loin. Les expériences socialistes fascinent la jeunesse des pays d'Islam. L'Occident ne s'appuie souvent que sur des aristocraties rétrogrades, sur un décor social de théâtre en carton pâte. Il lui manque, là comme ailleurs, une vraie « politique planétaire ».

Le problème n'est pas, en effet, de convaincre l'Islam que la solution occidentale est supérieure, en soi, ou préférable à une autre. Il n'est même pas d'ouvrir, plus ou moins largement, le pactole des crédits. Il est, en bref, de fournir aux pays sous-développés un modèle valable de planification *qui leur soit adapté* et leur ouvre le chemin de l'espoir et de l'avenir. Sinon il est probable que ceux-ci se tourneront vers une évolution marxiste que l'on dit « naturelle » pour tous les pays sous-développés.

III. La civilisation musulmane face au XXe siècle.

Cette crise profonde met-elle en péril la civilisation même de l'Islam? La question se pose de plusieurs manières :

1° Y a-t-il encore, dans l'immense fractionnement des nationalités et des rivalités politiques, *une* civilisation musulmane, toujours reconnaissable?

2° Si elle existe encore, cette civilisation n'est-elle pas menacée par « l'acquisition d'un vêtement planétaire de techniques et de comportements », comme le dit Jacques Berque, c'est-à-dire par l'accès à la civilisation industrielle, fabriquée par l'Occident et qui s'étend maintenant à l'univers?

3° Et le risque n'est-il pas plus grand encore si, pour y atteindre, l'Islam choisit la voie d'un marxisme capable de détruire une de ses meilleures sources de cohésion, sa religion?

1. Y a-t-il encore une civilisation musulmane? Les divisions politiques de l'Islam semblent exclure, pour longtemps encore, les rêves des panislamistes. Mais, comme fait, comme réalité de civilisation, le panislamisme existe, aujourd'hui comme hier.

Dans la vie quotidienne, vous retrouverez indéniablement cette civilisation, d'un bout à l'autre de son espace. Dans une similitude des croyances, des mœurs, des habitudes, des rapports familiaux, des goûts, des loisirs, des jeux, des comportements, de la cuisine elle-même... Transporté d'un coup d'une ville à l'autre de l'Islam méditerranéen, vous serez, Européen, plus frappé par les ressemblances que par les dissemblances. Si vous gagnez le Pakistan et l'Insulinde, les dissemblances s'accentueront et, plus encore, si vous gagnez l'Afrique Noire musulmane : c'est que la civilisation musulmane se heurte là à d'autres courants de civilisation, aussi forts souvent ou plus forts qu'elle-même.

En Afrique Noire, le lien n'est guère que religieux — et encore! Les prédications (car



Alger vue de la Bouzaréa.

La côte algéroise est souvent échancrée de baies en faucille : celle d'Alger est cernée, à l'Ouest par le massif de la Bouzaréa, à l'Est par le cap Matifou.
La côte algéroise est inhospitalière, battue de tempêtes subites, imprévisibles. L'abri du port d'Alger est resté longtemps précaire.
Le destin d'Alger est celui de toutes les villes musulmanes d'Afrique du Nord : immigration européenne, bouleversement de l'économie urbaine... « Les anciennes familles bourgeoises du vieil Alger se sont peu à peu retirées au Nord et au Sud, à Saint-Eugène et au Hamma », remplacées par un prolétariat d'ouvriers kabyles.

l'Égypte a entrepris au nom du panarabisme une grande expérience « missionnaire ») se font souvent, dans les pays francophones, en *français*. C'est dire que les liens de culture sont à peu près inexistants, pour le moins fragiles, indirects. Encore n'est-il pas sûr que ce lien religieux s'avère efficace dans la masse africaine, qui, en fait, transforme puissamment, *africanise* la religion de Mahomet avec la même liberté que celle du Christ. Bref, en Afrique Noire l'emprise du panislamisme, quand elle existe, est politique, sociale au plus; elle n'est pas pleinement un fait de civilisation.

Quant au Pakistan, il fait partie d'une civilisation qu'on a appelée à juste titre indo-musulmane. La langue nationale — l'*urdu* — mêle des mots d'origine iranienne ou arabe aux mots venus du sanscrit. Elle s'écrit de droite à gauche, comme l'arabe, mais ne lui ressemble guère.

Or, un des signes les plus sûrs des pays que touche vraiment l'unité de la civilisation musulmane reste la langue. Cette langue qui fut autrefois le ciment de l'Islam, l'arabe « littéral », le XXe siècle l'a préservée; elle est la langue *écrite* commune, celle qu'emploient les journaux, les livres. Les langues nationales ne sont que des langues *parlées*.

Autre lien : les problèmes économiques et sociaux se posent presque partout dans des termes identiques, dans la mesure même où ils naissent, pour l'essentiel, du choc entre une civilisation islamique archaïque, traditionnelle, conservée jusqu'à nos jours, avec une civilisation moderne qui l'investit de toutes parts. Qu'ici le problème soit à peine esquissé, qu'ailleurs il soit déjà fermement attaqué, ne change rien au fait que les solutions qui s'imposent ont de fortes chances de se ressembler, par la logique des choses, à cause de l'identité des points de départ; les pays avancés dans leur réforme préfigurant l'avenir des autres.

Là encore, l'Islam exilé — en Afrique Noire, Inde, Insulinde, Chine — se différencie de l'ensemble car son destin est lié à celui d'autres civilisations.

2. *Seconde question : L'Islam se débarrassera-t-il de son ancienne civilisation traditionnelle comme d'un vieux vêtement, au fur et à mesure qu'il se rapprochera de l'industrialisation et de la technique moderne?*

Cette question n'est pas particulière au destin de l'Islam. Elle revient à dire : la civilisation moderne, celle de la machine et bientôt du cerveau électronique, de l'automation, de l'atome, cette civilisation va-t-elle, pour son bien ou pour son mal, uniformiser le monde, y faire disparaître les civilisations particulières?

Nous avons abordé le problème sous cet aspect général dans le chapitre 1er (p. 148). Le machinisme, avec ses innombrables conséquences, est à coup sûr capable de tordre, détruire et reconstruire mainte structure d'une civilisation. Non pas toutes. Il n'est pas, à lui seul, une *civilisation*. L'affirmer serait prétendre que l'Europe d'aujourd'hui est née tout à neuf, au temps de sa Révolution Industrielle qui n'a pas manqué, pour elle aussi, d'être un choc brutal. Alors qu'elle plonge bien au delà, par toutes ses racines. C'est en songeant aux nations d'Europe, d'ailleurs, que l'on peut se permettre de

Dans les montagnes du Yémen.

Au cœur de l'Arabie Heureuse, le Pays de Saba, royaume d'Himyar dans les premiers siècles de notre ère, Yémen moderne, resta pendant des siècles le grand foyer de la richesse du monde arabe : le commerce entretenait la prospérité, l'irrigation (grande digue de Mareb) garantissait les cultures. Mais les transformations de l'Orient au cours du IVe siècle tuent cette prospérité : le commerce entre l'Inde et la Méditerranée n'emprunte plus les relais du Pays de Saba et la tradition dont s'empare la légende rapporte que la rupture de la digue de Mareb entre 450 et 452 condamne le pays à la famine. On voit, ici, des Yéménites groupés autour de vieux points d'eau aménagés à l'époque himyarite.



douter fortement du pouvoir du machinisme à unifier ou à uniformiser l'univers. Participant déjà à une même civilisation d'ensemble, celle de l'Occident chrétien et humaniste, entraînées presque au même moment, il y a déjà plus d'un siècle, dans la même aventure de l'industrialisation, dotées des mêmes techniques, de la même science, d'institutions analogues, de toutes les formes sociales du machinisme, ces nations auraient dû perdre, il y a belle lurette, ces fortes particularités qui permettent de parler d'une civilisation française, allemande, anglaise, méditerranéenne... Or il suffit à un Français de traverser la Manche, à un Anglais d'aborder le continent, à un Allemand de gagner l'Italie, pour qu'ils se persuadent, sans mal, qu'industrialisation n'est pas uniformisation. Incapable de détruire des particularismes régionaux, comment la technique annihilerait-elle les puissantes personnalités que sont les grandes civilisations, fondées sur des religions, des philosophies, des valeurs humaines et morales foncièrement différentes?

Mais le problème se poserait-il différemment si la technique se proposait à l'Islam avec l'accompagnement du marxisme, c'est-à-dire de valeurs opposées aux valeurs spirituelles traditionnelles de l'Islam? Répondre à cette question plus précise et souvent posée, n'est ni commode, ni pleinement possible. Il n'est pas sûr que ce soit changer vraiment le cœur de notre interrogation.

Oserons-nous dire : le marxisme n'est pas, à lui seul, une civilisation de substitution; il est une orientation sociale, un humanisme volontaire, une rationalisation. S'il s'appliquait, un jour, à l'Islam, il aboutirait sans doute à une coexistence, à un partage, comme en pays soviétique entre civilisation russe et marxisme, comme en Chine entre civilisation chinoise et marxisme. S'il les a fortement infléchies, le marxisme n'a aboli ni l'une ni l'autre de ces civilisations et tel n'est pas son programme.

Bien sûr, Y. Moubarac a raison de dire que, dans une telle épreuve, « l'Islam résisterait moins facilement que le Christianisme à une emprise marxiste, du fait qu'il ne distingue pas encore entre spirituel et temporel. Le spirituel risque de passer plus facilement avec la matérialisation techniciste d'une société musulmane communisée ». Pourquoi a-t-il raison? C'est que le Christianisme, en somme, partout ou presque partout, avait supporté, *avant* l'impact d'une Révolution industrielle, le choc d'une poussée scientifique, rationaliste et laïque, qu'il s'était adapté au cours de cette longue initiation, non sans regimber, mais maintenant son équilibre, abandonnant ce qu'il devait abandonner. Il est armé devant la technique, devant le rationalisme, devant le marxisme lui-même.

Pour l'Islam, dont la vie religieuse commande chaque acte de la vie, la technique (marxisme ou pas marxisme) se présente comme un cercle de feu qu'il lui faut franchir d'un coup, pour cesser d'être une trop vieille civilisation et se rajeunir aux flammes du temps présent. Le chemin qu'il choisira dépendra de lui et du monde, du monde double qui oscille comme une énorme balance, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. L'Islam, comme tout le Tiers Monde, risque d'aller non pas où il voudrait, mais vers le plus lourd des deux blocs.

NOTES ET DOCUMENTS

Sur le passé et le présent de l'Islam, il n'y a pas de livre commode offrant une large vue d'ensemble. Par contre les livres spécialisés surabondent. Le plus agréable à lire, d'Émile-Félix Gautier, *Mœurs et coutumes des Musulmans* garde sa saveur, mais date de plus de trente ans (1928, réédité en 1960 au Club du Meilleur Livre). Le livre le plus élégant sur le passé de l'Islam, des origines au XVIe siècle, donnant une série de textes vivants et significatifs, est celui de Gaston Wiet, *Grandeur de l'Islam*, La Table Ronde, 1961. Jean Sauvaget, *Introduction à l'Histoire de l'Ouest musulman*, Maisonneuve, 1961, 2e édit. s'adresse aux jeunes historiens et arabisants. De Jacques Berque, les livres les plus passionnants sont *Les Arabes d'hier et de demain*, Éd. du Seuil, 1960; *Le Maghreb entre les deux guerres*, *ibid.*, 1962. Sur le cas dramatique de l'Algérie, *L'Évolution politique de l'Afrique du Nord musulmane* (1920-1961), Colin, 1962, de Roger Le Tourneau, est un bon ouvrage de référence. De Germaine Tillion, *L'Afrique bascule vers l'avenir*, 2e éd. 1960, *Les ennemis complémentaires*, 1960, Éd. de Minuit, sont deux livres émouvants, sans partialité.

Pour l'ensemble de l'Islam actuel, le très solide ouvrage de Pierre Rondot *Le monde musulman, de Dakar à Djakarta*, Édit. Orante, 1950; le livre passionné de Malek Bennabi, *Vocation de l'Islam*, Éd. du Seuil, 1954; le très remarquable essai de géographie religieuse de Xavier de Planhol, *Le monde islamique*, Presses Universitaires, 1957; *Les Musulmans dans le monde*, Documentation française, 9 août 1952, no 1642.

1 Quelques textes historiques, anciens.

A) *Le portrait du cavalier turc* de Djahiz, un « prosateur » du IXe siècle, mort en 869, à l'âge de quatre-vingt-seize ans. Né à Basrah, il a longtemps vécu à Bagdad. La traduction est de J. Sauvaget, *Historiens arabes*, 1946, p. 7-10. Le texte se trouve également dans le recueil de G. Wiet, p. 102 et *sq.*

« ...Le Turc, lui, de sa selle, atteindra (de ses flèches), un animal, un oiseau, une cible, un homme, une bête couchée, une borne dressée, un rapace qui fonce sur sa proie. Sa monture sera éreintée d'avoir avancé et reculé, tourné à droite et à gauche, monté et descendu, qu'il tirera encore, lançant dix flèches avant que le Kharidjite en ait encoché une seule... Le Turc a deux paires d'yeux; une devant et une autre derrière la tête... Le Turc... s'il tourne bride est un poison mortel, le trépas infaillible, car il place sa flèche derrière lui aussi exactement qu'il la place en avant... Le cheval du Kharidjite n'a pas l'endurance du bidet du Turc; et le Kharidjite ne sait soigner son cheval que comme un cavalier... Le Turc, lui, est plus expérimenté qu'un maréchal-ferrant vétérinaire, plus habile qu'un dresseur à obtenir ce qu'il veut de son bidet. Car c'est lui qui l'a mis au monde, élevé lorsqu'il n'était encore qu'un poulain. Il vient à lui lorsqu'il l'appelle, court derrière lui lorsqu'il galope... Si tu faisais le compte de la vie d'un Turc, si tu la détaillais jour par jour, tu constaterais qu'il passe sur le dos de sa monture plus de temps qu'il n'en passe à terre... »

B) La prise de Bagdad (1258). Le texte est de l'historien chroniqueur Vaççâf, qui a décrit les événements de 1254 à 1328. Henri Massé, *Anthologie persane*, Payot, 1950, p. 240-241.

(Les massacres, qui ont suivi la « destruction » de Bagdad, ont été tels) « que, du sang des victimes un fleuve se mit à couler comme le Nil et rouge comme brésil... (le brésil est un bois employé jadis pour la teinture rouge. C'est sa présence sur la côte de l'Amérique qui a donné son nom au Brésil). Bagdad fut détruit et les divers pays de l'univers s'enrichirent de ses trésors et de ses objets d'art. Les Mongols vendirent au prix du cuivre et du plomb les ustensiles et les récipients d'or et d'argent qu'ils avaient trouvés dans les cuisines et les caves du Calife; nombre de ces objets arrivèrent par hasard à Chiraz, de sorte que plusieurs personnes parvinrent du fond de l'indigence et du dénuement à l'apogée de l'opulence et du bien-être. En espèces sonnantes, en coupons variés de soie, satin noir, étoffes imprimées et brocart importés de Byzance, d'Égypte et de Chine, en chevaux d'Arabie, mules de Syrie, en jeunes garçons venus de Grèce, du pays des Alains et de Kiptchak, en filles turques, chinoises et berbères, les Mongols firent un tel butin que le total n'en pourrait tenir dans les supputations de l'esprit. »

2 Sur les Mille et une Nuits.

Sur les controverses que soulèvent leurs origines, leurs thèmes, leurs styles, leurs cadres, voir le beau livre de Nikita Elisseeff, *Thèmes et motifs des Mille et une Nuits* (Institut français de Damas, 1949). En français (plus ou moins bien traduit), le premier volume des *Mille et une Nuits* paraissait en 1704.

3 Sur une thèse historique.

Dans son beau livre *Islamismo e la cultura europea*, 1956, p. 33-34, Aldobrandino Malvezzi, islamologue italien, cherche, au début de l'Islam, à marquer une identité des aspirations religieuses entre Chrétiens (surtout Chrétiens dissidents) et conquérants musulmans.

...« En divers passages des textes sacrés, plus explicitement au verset 19 du chapitre XXX du Deutéronome, se trouvent de claires affirmations à propos du libre arbitre, mais accompagnées dans d'autres textes d'affirmations non moins claires relatives, celles-ci, à la prescience divine, ainsi dans le psaume CXXXIX, 4 : « Le mot n'était pas encore sur ma langue, et voilà que, Seigneur, tu sais déjà tout »; 16 « Tes yeux voient la masse informe de mon corps et toutes les choses étaient écrites dans ton livre, au moment où elles se formaient, quand aucune d'elles n'était encore. »

Dans l'Islam aussi, nous retrouvons le « livre » céleste dans lequel sont écrites, avant qu'elles ne soient accomplies, les actions des hommes, d'où le mot caractéristique des Musulmans pour indiquer une chose prédestinée, *mektoub* (c'était écrit). Ce même concept du destin écrit dans le ciel se retrouve à

travers certaines œuvres ésotériques chrétiennes qui reflètent ainsi, fidèlement, les sentiments et les croyances enracinées du peuple, auprès de qui jadis elles étaient plus diffusées que les textes canoniques eux-mêmes.

La plus suggestive description de « l'écriture » céleste se trouve dans l'*Apocalypse de la Vierge Marie*, composition (anonyme, œuvre sans doute d'un moine) d'une grande beauté et d'une vigoureuse puissance dramatique; la Sainte Vierge y raconte le voyage qu'elle a fait, à travers l'Enfer et le Paradis, en compagnie de son divin fils qui lui fournit, au fur et à mesure, les explications comme Virgile à Dante : « (En Enfer), raconte la Sainte Vierge, je vis une grande colonne d'or couverte d'inscriptions de haut en bas. J'interrogeai mon fils : « Que vois-je, inscrit sur cette colonne en caractères aussi minuscules? » Il me répond : « Sur cette colonne sont inscrits les noms des saints. » Je l'interroge encore : « Sont-ils écrits sur cette colonne avant ou après leur naissance? » Il me répond : « Ils étaient écrits dès avant la naissance de leurs père et mère, Adam et Ève. »

4 Sur l'Islam actuel : plaidoyers en faveur de sa modernisation.

A) Les plaidoyers peuvent prendre plusieurs formes : un historien, Maurice Benchetrit (*Cahiers Pédagogiques*, 1er juin 1962), énumère les mouvements réformistes qui, sans arrêt, ont marqué l'Islam, dès le XVIIIe siècle si l'on remonte au wahabisme, et qui ouvrent, au XXe siècle, la voie au positivisme et au rationalisme. Celui-ci s'affirme en Égypte, en 1925, avec la publication de la thèse du chaykh Ali Abderrazak : *L'Islam et les bases du pouvoir*.

« Cette thèse censurée à l'époque par Al Azhar peut se résumer ainsi : Mahomet n'a eu pour mission que d'enseigner une théologie, une morale et un culte; la Loi, fondamentalement, ne concerne que la religion et n'a aucun lien nécessaire avec un pouvoir politique. La religion musulmane ne se préoccupe pas plus que la chrétienne des formes et modalités du gouvernement et le Coran ne prévoit nullement l'institution du califat. La Sunna ne peut être invoquée valablement, car l'exemple de Mahomet et des quatre premiers califes (rashidûn) n'a qu'une signification historique et non théologique : si le Prophète a été amené à constituer un rudiment d'organisation civile, ce fut entièrement en dehors de sa mission prophétique, comme chef de clan et non comme « Envoyé », et, de même, le gouvernement des quatre premiers califes n'avait aucun caractère spécifiquement religieux; ce sont les Ommeyyades qui lui ont donné ce caractère. Il s'agit donc là de précédents purement historiques et contingents qui ne sauraient fonder, sur une base dogmatique, le principe de la confusion du religieux et du politique.

Ainsi, les institutions califales, issues d'une interprétation scolastique, sont-elles arbitraires et sujettes à révision, bien que cette interprétation ait été, en son temps, consacrée par l'*ijma* (consensus unanime des docteurs). L'Islam, conclut Abderrazak, n'est donc pas fondamentalement un État et une religion, mais essentiellement une religion.

Mais, dès l'année suivante (en 1926), ce courant est renforcé par la publication de l'étude du Chaykh Taha Hussein sur *La Poésie antéislamique*, délibérément fondée sur la méthode du doute cartésien. Il démontre, en utilisant les plus rigoureuses méthodes de la critique historique, que l'histoire traditionnelle des origines musulmanes est tributaire de cette poésie antéislamique et donc encombrée de documents apocryphes, ce qui remet en cause certains traits (considérés comme acquis, et consacrés par l'autorité de la Sunna) de la figure du Prophète, ou certains faits généralement admis (comme la présence à la Mekke d'Abraham et d'Ismaël et les relations généalogiques qu'ils auraient eues avec le peuple arabe). »

b) La Modernisation, avons-nous dit, c'est l'émancipation de la femme. Encore faut-il bien connaître le statut de cette dernière. La note inédite de Germaine Tillion fixe un aspect de ce multiple problème, celui de l'*endogamie et du voile*.

« Le voile, symbole en Orient de l'aliénation d'une moitié de l'humanité, n'a jamais été utilisé par les paysannes tant sédentaires que nomades. En fait, une barrière bien plus rigoureuse qu'un morceau de tissu interdit à l'étranger de les apercevoir.

Dans les villes musulmanes, le port du voile fut, pour les femmes, jusqu'à ces toutes dernières années, une règle qui ne comportait guère d'exception; le fait que cet usage soit conseillé dans le Livre sacré parut dès lors suffisant à bien des curiosités étrangères pour le rendre solidaire de la religion. Nous verrons, cependant, que des ordres très sévèrement formulés par le Coran sont violés de façon systématique par des populations entières qui se croient fort dévotes; c'est pourquoi on peut s'interroger sur la nature du sentiment qui fit naître et maintenir la coutume de voiler les femmes dans les villes peuplées en majorité de Musulmans.

Selon notre hypothèse, la femme du Sud de la Méditerranée aurait été la principale victime d'un glissement social inévitable et continu : celui des tribus nomades vers les bourgs et les villes. Ce glissement, ce versement à sens unique, se nomme aujourd'hui « sédentarisation », « urbanisation » et il s'opère encore sous nos yeux. Encore actuel, mais en même temps très antique — car il débuta, à coup sûr, il y a plusieurs millénaires — ce mécanisme s'accompagne d'une dégradation grave de la condition féminine.

Cette lente et irrésistible évolution était très avancée au moment où se répandit la prédication de l'Islam, c'est pourquoi, *dans le Coran*, nous trouvons un si grand nombre de prescriptions visant à protéger les femmes.

Or, ces prescriptions nombreuses protégeant les femmes furent peu observées, les rares prescriptions limitant leur liberté se virent, au contraire, généralisées et aggravées; mais nous comprenons les raisons de cette double déformation du texte sacré, en observant les modifications de la condition féminine qui accompagnent le passage de la tribu vers le grouillement citadin.

A l'origine, on trouve les plus intimes sentiments, les plus essentielles coutumes des tribus de l'Afrique du Nord et de l'Asie occidentale.

Voici comment les exprime un des premiers sociologues modernes, l'historien maghrébin Ibn Khaldoun (XIVe siècle), lorsqu'il parle des nomades les plus pauvres : ... *leur isolement est... un sûr garant contre la corruption du sang qui résulte des alliances contractées avec des étrangers*. Parlant d'un autre groupe plus favorisé : *Les Arabes établis sur les Hauts Plateaux, régions qui offrent de riches pâturages aux troupeaux, et qui fournissent*

tout ce qui peut rendre la vie agréable, ont laissé corrompre la pureté de leur race par des mariages avec des familles étrangères.

Ailleurs, l'auteur réfute Averroès lorsque celui-ci soutient que la noblesse dépend de l'ancienneté d'une famille et du nombre de gens illustres qu'elle compte. *La noblesse, l'honneur, ne peuvent résulter que de l'absence de mélange,* pensent les hommes du Sud de la Méditerranée, dont Ibn Khaldoun se fait l'interprète.

Dans ce système, l'ensemble des règles de la société converge vers un but : maintenir l'intégrité du groupe social, empêcher tout homme qui n'est pas un parent d'épouser ou d'approcher une femme du clan, donc de vivre sur le terroir ancestral. Il est même impossible de traverser ce terroir sans être dûment accompagné (et isolé) par la sûre garantie d'un parent.

Il n'est, dès lors, nullement nécessaire de voiler les femmes pour sauvegarder le patrimoine moral et matériel de la famille, mais il faut les déshériter, sous peine de voir toute la machine se détraquer.

Dans un système de parenté patrilinéaire, si, par hasard, en effet, une fille de la tribu épouse un étranger, ses enfants (qui sont alors des étrangers) n'ont aucun droit sur le patrimoine de leur grand-père maternel — champs cultivés, ou territoires de parcours, peu importe; — la terre, toute la terre possédée par le clan, reste à jamais la propriété exclusive des hommes qui portent le nom de l'ancêtre éponyme et toutes les précautions sont prises pour que cette règle ne comporte pas d'exception.

Les tribus campagnardes ne déshéritent donc pas leurs filles pour pallier l'absence du voile; la vérité semble exactement l'inverse : le voile et le « harem » des villes, bien loin d'être des modèles dont l'homme rustique s'inspirerait ambitieusement, semblent, au contraire, des succédanés édulcorés, des pastiches barbouillés de snobisme, grâce auxquels le bourgeois citadin cherche à plagier les grands déserts vides qui protègent un idéal mythique : la fière solitude du douar bédouin.

Dans les villes, l'idéal endogamique ne peut survivre qu'à l'état de vœu et ce vœu se matérialise dans le voile et la claustration des filles citadines de l'Islam ».

Et l'intransigeance de l'Islam? Germaine Tillion répond à la question dans son livre : *l'Afrique bascule vers l'avenir* (1960) « Lorsqu'on vous parlera de « guerre sainte », de « fanatisme musulman », n'évoquez pas une espèce de sauvagerie intrinsèque et, par essence, incompatible avec ce « cartésianisme », ce « rationalisme » dont nous faisons un si écœurant étalage, mais prenez un livre d'histoire et considérez les contemporains de Montaigne ou même ceux de Descartes et vous verrez que la haine religieuse qui a opposé les chrétiens catholiques et les chrétiens protestants était plus furibonde, plus sanguinaire, plus fanatique, plus « intrinsèquement sauvage » que celle qui peut exister aujourd'hui entre les communautés musulmanes et chrétiennes d'Afrique. Pourquoi? Parce que fanatisme et férocité sont des faits sociaux qui tiennent au niveau culturel d'une population et non à la nature de sa religion. Il peut y avoir des musulmans fanatiques (car parmi eux beaucoup de pauvres gens n'ont guère eu l'occasion d'apprendre la mesure, ou même d'apprendre tout court), mais le fanatisme ne fait pas plus partie intégrante de l'Islam que la croisade contre les Albigeois ou les procès de sorcellerie ne sont, par essence, constitutifs de la chrétienté : les musulmans vivent, en quasi-totalité, dans un des secteurs terrestres les plus mal placés par rapport à l'ébranlement de la civilisation mécanique, et toutes les sornettes qu'on nous raconte sur l'Islam viennent de là ».

5 Un cas concret de croissance, la Tunisie.

L'exemple actuel de la Tunisie, est destiné à éclairer, sur un cas concret, le triple problème production-croissance-démographie, tel qu'il se pose, en termes qui ne sont que superficiellement différents, d'un pays à l'autre d'Islam.

Pour l'observateur, chaque fois, il s'agit de saisir, dans « le mouvement qui porte un pays, son gouvernement, le chef de l'État vers la recherche d'une plus grande prospérité ou plutôt d'une moins grande misère », cette « sorte de logique des choses » qui commande un pareil mouvement. La Tunisie est justement un de ces pays qui se sont résolument jetés dans l'œuvre de réforme, avec, au départ, le handicap de sa pauvreté (mais celle-ci n'est pas une exception dans le monde islamique), elle a, par contre, l'avantage d'être un pays de vieille civilisation urbaine, de bourgeoisie avisée : et celle-ci a su tirer de la période coloniale, aujourd'hui révolue, une vraie culture occidentale. Ce pays, par ailleurs, est doté d'une paysannerie souvent enracinée dans de gros villages ce qui rend plus aisé l'effort de sédentarisation à l'égard de nomades qui viennent du Sud. Un pays toutefois, comme tous les autres pays d'Islam, agricole à plus de 75 % de sa population active. Voilà qui laisse deviner, à l'avance, une inertie fondamentale.

Premier problème, pour le gouvernement, insuffler à cette jeune Nation, indépendante depuis 1956, le sentiment vif de ses devoirs et, au delà, une mystique du progrès. A cet effet, user de moyens simples : mettre ainsi au travail d'office les quelque 150 à 200 000 chômeurs récupérables (sur un effectif probable de 350 000 hommes sans emploi, soit presque 10 % de la population totale). Plantations d'arbres, découpage des terrains en pente par des terrasses capables de freiner l'érosion des sols, mise en service de moniteurs agricoles... Tout cela, relativement aisé, a été mieux réussi qu'ailleurs, la mobilisation de ces forces inemployées ayant été réalisée avec « les moyens du bord ».

Autre mesure efficace : la suppression des biens *habous*, possédés par des fondations pieuses, immense patrimoine de main morte, au total le quart des terres cultivables, toutes fort mal entretenues, parfois louées à l'année seulement.

Enfin, dans de fréquents discours, le Président Bourguiba essaie de faire comprendre le sens de l'effort à accomplir. Le 26 février 1960, il disait : « Si vous voulez que ce peuple progresse et rattrape le cortège, alors... il faut savoir tirer parti de l'intelligence qui est le privilège de l'homme. C'est le secret du progrès. Ma préoccupation constante c'est de vous ouvrir la voie du progrès et de mettre à jour les causes de notre faiblesse et de notre décadence. Ce n'est pas seulement l'insuffisance des armements qui en est responsable, mais le retard intellectuel ». Paroles courageuses de la part d'un homme d'État, car aucun peuple n'aime qu'on lui signale ses insuffisances personnelles, ni qu'on lui conseille, comme remède, de « travailler plus », de « travailler mieux ».

Autre courage : briser les habitudes. Nous avons déjà parlé de l'émancipation

des femmes. Nous pourrions signaler, parmi d'autres détails, l'interdiction faite aux travailleurs tunisiens de porter le burnous qui gêne les mouvements, l'ordre de faire disparaître les trop luxuriantes et quasi inutiles haies de figuiers de Barbarie; surtout cette mesure si importante qui allège les obligations draconiennes du Ramadan pour les enfants et les travailleurs (et qui n'est pas plus attentatoire à la religion islamique que les allègements progressifs du jeûne ne le sont au Catholicisme, mais qui représente, à coup sûr, une révolution morale); insister, enfin, sur un vaste programme de scolarisation, comme une des voies nécessaires de l'industrialisation.

Celle-ci s'annonce difficile, malaisée. Le recul des phosphates tunisiens (à cause de leur faible teneur) sur le marché mondial signale l'amenuisement d'une chance naturelle (le quart de la production mondiale, en 1929; le dixième, dès 1953). Le secteur proprement industriel (cimenteries, conserveries, industries du bâtiment) représente 11 % seulement de la population active, contre 78 % au *secteur primaire* (forêts, agriculture, mines). L'économie dispose ainsi d'un petit secteur moderne, « surgeon », pour l'essentiel, de l'économie française. Or l'union douanière avec la France et l'Algérie reste aléatoire, la Tunisie par la création du *dinar* a d'ailleurs quitté la zone franc; enfin Français, Italiens, Israélites abandonnent leur pays d'adoption (180 000 Français en 1956, moins de 70 000 en 1962). Ce sont là des désavantages, des pertes économiques : or il faudrait à la Tunisie une croissance, d'ici 1970, de 4 à 4,5 %, par an, qui lui permette d'assumer l'emploi des 400 000 travailleurs supplémentaires qui vont progressivement entrer en course.

Tout le courage intelligent des dirigeants se heurte donc finalement à l'implacable logique des choses. Une bourgeoisie même aussi fine que la tunisienne a ses horizons limités, ses intérêts habituels. Investira-t-elle dans l'industrie? En acceptera-t-elle le risque? Dans des pays aussi dénués de réserves et d'organisation capitalistes, il n'y a guère d'industrialisation possible dans le cadre de l'entreprise privée. Il faut des plans d'ensemble, énergiques, et qui combinent une discipline interne stricte à l'aide extérieure de pays industrialisés. Bref, il faudrait sortir de l'étape des « moyens du bord », pour aborder celle de la technique stricte, ainsi pour le vaste système hydraulique prévu de la vallée de la Medjerda.

Malheureusement le problème *humain* ne permet pas de franchir ce pas décisif sans d'immenses efforts. La population tunisienne (natalité 45 pour mille, mortalité 25 pour mille) ne cesse de s'accroître, plus vite encore que la masse du revenu national. Le produit par habitant *diminue*. En choisissant pour coefficient 100, le revenu par tête d'habitant en 1925-1929, on obtient les chiffres de 88, en 1930-1934; 90, en 1935-1939; 74, en 1948-1952 (soit alors 15 000 anciens francs).

La Tunisie ne peut que souffrir des conditions de sa vie, à la base (60 % de son territoire, semi-arides). Répétons-le : un immense effort s'impose à elle. Cf., le livre optimiste et sympathique de Gabriel Ardant, *La Tunisie d'aujourd'hui et de demain*, Calmann-Lévy, 1961.

6 Sauver l'écriture arabe.

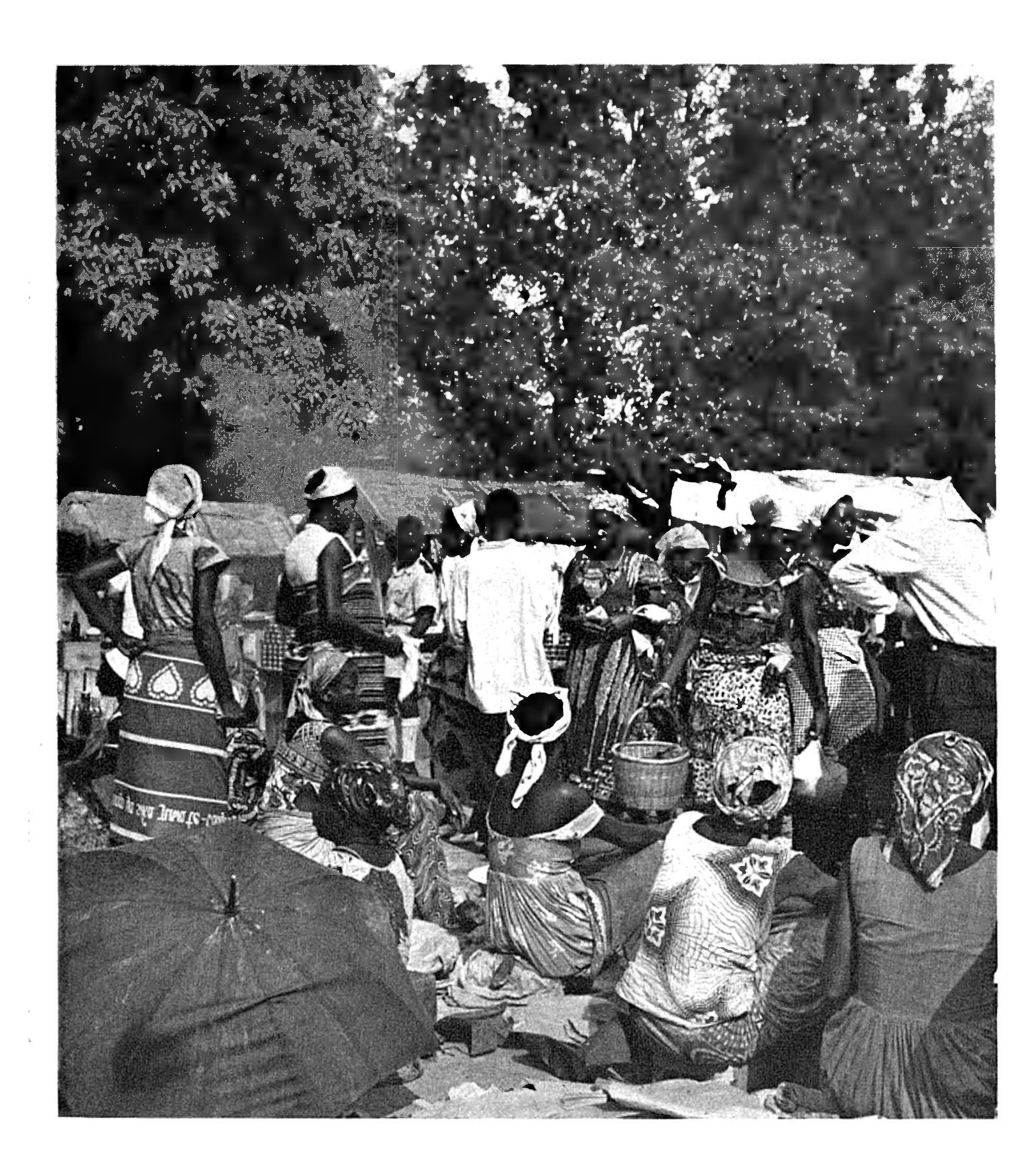
J'avais pensé un instant, de 1928 à 1931, devant le succès de la réforme de Kémal Ataturk latinisant l'alphabet, qu'elle pourrait être généralisée à l'Iran, et peut-être à la Syrie... Mais je me suis rendu compte depuis... que latiniser l'alphabet arabe détruirait la structure originale de la grammaire arabe, l'*i'râb* et ferait perdre son âme à la culture arabe; que cette langue sémitique très pure était une langue de « témoignage » à sauver à tout prix intacte, pour influencer la formation vraiment oecuménique de la future langue internationale. Et que l'abandon de l'alphabet arabe entraînerait la déchéance de la calligraphie qui est l'*art abstrait de l'Islam*, et qui revit en ce moment à Bagdad et à Alep.

Louis MASSIGNON

7 Les villes musulmanes.

Dans les ruines de *Samarra* (fondée en 836), l'archéologue découvre la base carrée d'un palais d'un kilomètre de côté; il reconstitue une gigantesque « zigurat », servant de minaret, une mosquée de 44 000 mètres carrés de superficie alors que la Basilique de Saint-Pierre, à Rome, en mesure 15 160 et Sainte-Sophie à Constantinople 890. Anormalement développées, les villes musulmanes se présentent généralement isolées, entendez sans ce cortège de villes mineures qui accompagne en Occident tout centre urbain de quelque importance. D'où leur taille. Dès le Xe siècle, Bagdad a sûrement plus d'un million d'habitants; Istanbul en compte 700 000 au XVIe siècle et aucune ville d'Europe n'atteint alors, de loin, ce chiffre fabuleux. Énormes villes, énormes malheurs, le cas échéant. Ainsi l'anéantissement de Bagdad par les Mongols en 1258, ou dans l'Inde musulmane, les caprices des princes qui ont condamné plusieurs fois des villes entières à la mort. En Perse, Ispahan, longtemps capitale des Safévides, est frappée au XVIIIe siècle par la grande invasion afghane. Elle est alors abandonnée, tout simplement, au profit de Téhéran; sa population tombe, nous dit-on, d'un million à 60 000 habitants. En 1829, un diplomate français n'y voit que « quelques campagnards... établis dans des demeures abandonnées... (qui) ont renfermé leurs champs dans les murailles jadis couvertes d'émaux et de dorures. Le reste est livré aux chacals et aux perdrix rouges qu'on y voit en grand nombre ».

Les montées sont parfois aussi brusques que les chutes. L'Alger turc (à partir de 1516), l'Alger des corsaires pousse « à l'américaine » : 100 000 habitants se pressent sur l'emplacement de l'actuelle Casbah et de l'ex-quartier de la Marine; les maisons serrées comme des grains de grenade remplissent les vieux remparts, les débordent avec les villas et jardins des collines du Sahel. A la porte Bab Azoun baraquent les caravanes de chameaux venus du Sud. Au port, qu'abrite contre le *norois* le vieil îlot du Peñon, sont les navires de course (galères, galiotes et fustes, tous navires à rames au XVIe siècle, voiliers au XVIIe), plus tous les navires marchands de Chrétienté. Dans les bains publics, les « bagnes », les esclaves chrétiens sont enfermés la nuit. L'un d'eux, Portugais d'origine, s'écriait, vers 1620 : « Il n'y a pas de plus belle ville au monde. »



Le marché à Bangui.

LE CONTINENT NOIR ET SON PASSÉ

L'Afrique Noire, ou mieux les Afriques Noires, sont quasi enfermées entre deux Océans et deux déserts : le très vaste Sahara au nord, l'important Kalahari au sud; l'Océan Atlantique à l'ouest, l'Océan Indien à l'est. Ce sont là des barrières sérieuses, d'autant que l'Afrique tabulaire débouche mal sur les espaces océaniques voisins : elle n'a pas de bons ports, pas de fleuves facilement accessibles à cause des rapides, des chutes, des ensablements des estuaires.

Mais ces barrières ne sont pas infranchissables. L'Océan Indien a été très tôt animé par les voiliers utilisant le va-et-vient des moussons; l'Atlantique a été conquis par les Grandes Découvertes européennes à partir du XV[e] siècle; le Kalahari ne ferme qu'à moitié la porte vers le sud; quant au Sahara, il a été traversé dès la haute Antiquité; et l'arrivée du dromadaire en Afrique du Nord, avec les premiers siècles de notre ère, a décuplé les trafics sahariens : sel, et plus tard tissus venant du Nord; esclaves noirs et poudre d'or venant du Sud.

L'Afrique Noire, en somme, s'est ouverte mal et tardivement sur le monde extérieur. Ce serait tout de même une erreur d'imaginer que ses portes et fenêtres ont été verrouillées à longueur de siècles. La nature qui, ici, commande de façon impérative n'est cependant jamais seule à dicter ses ordres : l'histoire a souvent eu son mot à dire.

I. Les espaces.

1. Que le déterminisme géographique ne commande pas tout à lui seul, c'est ce que montre d'entrée de jeu la simple étude des frontières, des zones marginales du continent noir, qui n'occupe qu'une partie de l'Afrique.

a) *Vers le nord, le nord-est et l'est, le Sahara, cloison étanche ou non, s'impose comme une limite caractéristique du monde noir.*

L'Afrique Noire, comme le dit l'intitulé d'une Commission du Marché Commun, c'est « l'Afrique au sud du Sahara ». De la bordure méditerranéenne jusqu'au Sahel soudanais, la population de l'Afrique est de race blanche. Sans doute à cette Afrique Blanche, faut-il joindre aussi l'Éthiopie. Celle-ci possède des éléments ethniques blancs indéniablement et qui se sont fondus dans une population métissée, fort différente, cependant, de celle des vrais Mélano-Africains. Plus encore, par sa civilisation, sa religion chrétienne (à partir de 350 après J.-C.), par la qualité de son agriculture qui connaît à la fois l'élevage et l'araire, le blé, la vigne, l'Éthiopie est un monde original, à part, et qui a résisté aussi bien, jadis, aux assauts de l'Islam qui avait réussi à l'encercler, qu'hier aux puissances européennes qui ont tenu à l'isoler de la Mer Rouge et de l'Océan Indien.

Les préhistoriens et les ethnographes pensent même que, dans le lointain des âges, l'Éthiopie a été un centre secondaire de diffusion de l'araire et des animaux domestiques, dont le grand centre inventif aura été l'Inde. Sans son intermédiaire, l'élevage, privilège inattendu de tant de paysans noirs travaillant à la houe, ne serait pas pensable.

En fait, n'y a-t-il pas une vaste zone de l'Afrique Orientale dont l'Éthiopie serait le cœur et qui s'étendrait au nord jusqu'aux pays du Nil (jusqu'à la sixième cataracte), vers l'est jusqu'aux diverses Somalies désertiques, et vers le sud jusqu'au Kenya, voire au-delà? Afrique intermédiaire, ni blanche ni noire, mais les deux à la fois, possédant comme l'Afrique Blanche une écriture (et donc une histoire), une civilisation liée aux grands centres de rayonnement du Nord, indéniablement prise dans cette immense aventure entre Asie, Méditerranée et Europe. On remarquera, enfin, que le Sahara se prolonge à l'est de l'Éthiopie par l'Erythrée et les Somalies, soit une longue zone aride et désolée qui, elle aussi, marque une limite du Continent Noir.

b) *Vers le sud, des accidents historiques arrêtent et arrêteront longtemps encore l'expansion naturelle de l'Afrique Noire :* au XVII[e] siècle, des Hollandais désireux d'établir une escale sur la route des Indes, se sont installés à l'extrémité australe du continent, en un pays alors pratiquement vide; les Anglais,

en 1815, ont saisi cette position stratégique : bientôt les colons hollandais, les Boers (= paysans) ont émigré vers le nord et gagné les plateaux herbeux du *Veld,* y installant une économie prospère d'élevage.

Une Afrique blanche s'est ainsi peu à peu constituée au sud, comme au nord du Continent. Elle est prospère, enrichie par ses mines d'or et de diamants, par ses industries. Surtout, elle entend se défendre contre la marée noire (3 millions de Blancs, 10 de Noirs, 1,5 de sang mêlé). L'Union Sud-Africaine s'est raidie dans une politique raciale désespérée *(l'Apartheid,* la ségrégation) qui l'a amenée à rompre ses liens avec le Commonwealth (1960). Ce drame n'est-il qu'un épisode, ou une rupture définitive ? Il n'arrêtera pas, il ne peut arrêter, à lui seul, la roue de l'histoire.

c) *Dernière exception, historique aussi celle-là, la grande île de Madagascar est à placer hors du Continent Noir.* Sa population est formée, on le sait, de deux éléments : des Noirs Bantous, venus du Continent proche, et des tribus malaises venues de l'Est en



La diversité de l'Afrique : la géographie.

plusieurs vagues. Entre ces éléments, les mélanges ont été nombreux, mais la partie occidentale de l'île est plutôt bantoue, l'orientale plutôt malaise. D'après des recherches encore très incomplètes, la majorité des types serait métissée. Dans ce mélange ethnique, Indonésiens et Africains seraient dans la proportion de 1 à 2, l'élément africain l'emportant.

Cependant, à la diversité ethnique s'oppose une forte unité culturelle et qui, elle, donne l'avantage à l'élément indonésien. La langue malgache est indonésienne, les techniques agricoles et artisanales indéniablement indonésiennes : « défrichement par le feu, bêche à long manche, rizières inondées, culture du taro, de l'igname, du bananier, élevage du chien, du porc noir, des volailles... pêche au cachalot, à la tortue, pirogue à balancier, chasse à la lance, à la sarbacane, à la fronde; tressage des corbeilles et des nattes qui constituent l'essentiel du mobilier... » C'est par le Nord, sans doute, que sont venus ces navigateurs, non par des voyages en droiture. La preuve (fragile, mais preuve tout de même) en est que les îles Mascareignes, la Réunion, Maurice, Rodrigue sont désertes jusqu'au XVIIe siècle, alors qu'elles auraient été les étapes naturelles, voire obligées d'un voyage en droiture, par mer, entre Insulinde et Madagascar.

Bref, c'est l'histoire et la civilisation de *l'Océan Indien* qui se sont annexé la grande île et l'ont arrachée au continent africain. Mais la proximité de celui-ci contribue aujourd'hui à joindre son destin et celui de la jeune République Malgache.

2. Pour la compréhension du monde noir, la géographie fait prime sur l'histoire. Les cadres géographiques sont les plus significatifs, s'ils ne sont jamais les seuls à compter.

a) *Les arbres et les herbes.*

Le climat explique la succession de vastes zones d'arbres et d'herbes qui impliquent des genres de vie obligatoirement différents.

Vers l'ouest, l'eau des pluies équatoriales reste sur place et forme l'immense masse des forêts vierges, analogues aux forêts amazonienne ou indonésienne, qui s'étalent aux mêmes latitudes.

C'est « la forêt-éponge, gorgée d'eau, aux massifs drus d'arbres géants, aux sous-bois enchevêtrés, obscurs et silencieux, résistant à tout défrichement, hostile à l'établissement humain et même à la circulation, hors celle qui se fait par les rivières; région de vie précaire, isolée, fondée sur la pêche et la chasse ». C'est par excellence la zone refuge où subsistent les pygmées, survivants de ces Négrilles qui ont, sans doute, été le premier peuplement de l'Afrique.

Cette forêt se développe plus largement au nord qu'au sud de l'Équateur et borde le golfe de Guinée sur sa face septentrionale, du Libéria au Cameroun. L'interruption médiane que signale notre carte, correspond, avec ses savanes arborées et ses plantations de palmiers, au Dahomey méridional. Vers l'est, la forêt équatoriale s'arrête avec la cuvette même du Congo, au rebord des hauts reliefs de l'Afrique Orientale.

Autour de l'immense forêt, s'étendent de façon concentrique des forêts tropicales de plus en plus sèches, des savanes boisées (hautes herbes, bouquets d'arbres), des forêts galeries le long des cours d'eau, des savanes nues; enfin des steppes.

Humainement, se distinguent deux zones : l'une et l'autre avec des périodes alternées de pluie et de sécheresse, la première avec élevage, la seconde sans élevage (à cause de la mouche tsé-tsé).

Dans les zones d'élevage qui sont les plus vivantes de l'Afrique Noire, celui-ci est comme surajouté à une culture à la houe omniprésente. Les animaux ne sont pas, en effet, utilisés comme bêtes de trait. Les cultures sont, selon les cas, le millet, le sorgho, l'igname, le maïs, le riz; et, destinées surtout à l'exportation, le cotonnier, l'arachide, le cacaoyer, sans oublier le palmier à huile, l'une des richesses notamment de la Nigéria.

En tout cas, il est bien évident que la grande division s'établit entre ces deux types de vie rurale, avec et sans animaux domestiques. Et que, *vers le nord et vers l'est, la zone externe, pratiquant l'élevage, est forcément celle qui, étant la plus riche, la mieux équilibrée, la mieux ouverte aussi, et depuis longtemps, sur le monde extérieur, a été la grande scène de l'histoire.*

b) *Les grandes zones ethniques.*

Les Mélano-Africains, dont il est sage de ne pas croire, un seul instant, qu'ils sont une seule et même race, se divisent très en gros entre quatre groupes ethniques : les Pygmées qui sont un reliquat très arriéré, ensauvagé (leur langage est à peine articulé); en bordure du désert de Kalahari les petits groupes archaïques des Khoi-Khoi (Hottentots) et des Saan (Bushmen); les peuples soudanais de Dakar à l'Éthiopie; de l'Éthiopie à l'Afrique Australe, les Bantous.

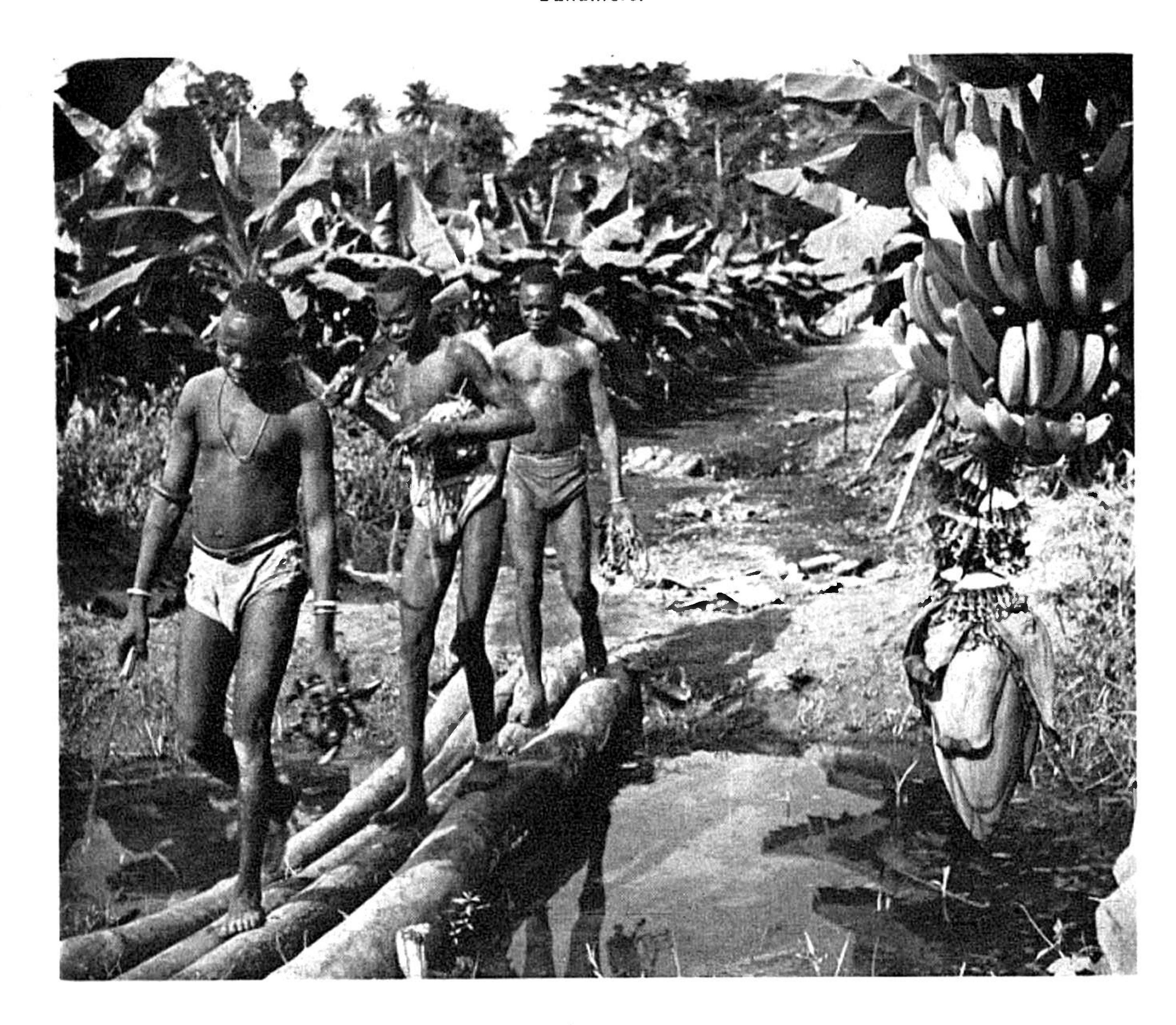
Les deux grands groupes sont les Soudanais et les Bantous, l'un et l'autre unités avant tout linguistiques et culturelles. Les Bantous, sans doute originaires de l'Afrique des Grands Lacs, ont conservé une cohésion plus grande que les Soudanais. Mais les uns et les autres admettent de multiples et profondes différences, dues soit aux avatars de l'histoire, soit aux différences régionales. Pour les Soudanais, il faut mettre aussi en cause les métissages avec les peuples islamico-sémites, étant donné les infiltra-

tions de Maures, de Peuhls Berbères islamisés, pasteurs qui se sédentarisent de plus en plus d'ailleurs.

Une carte ethnique détaillée de l'Afrique Noire défie toute mémoire que ne soutient pas une expérience solide sur le terrain; elle signale sans fin des conflits, des mouvements, des migrations, poussées des uns, refoulements des autres. D'où des mélanges et des tensions que l'on retrouve à travers tout le continent noir, le peuplement s'étant fait, jadis et hier, par vagues successives qui se sont, ou recouvertes, ou repoussées les unes les autres. Rien n'est encore tout à fait stable. On devine l'intérêt qu'il y aurait à connaître tous ces flux migratoires, leurs dates, leur direction, leur vitesse. Or la chose ne serait pas impossible à un enquêteur avisé, car il est rare que « les habitants d'un village n'aient pas connaissance du village d'origine des fondateurs de leur communauté ».

C'est peut-être entre le 12e et le 15e degré de latitude Nord, en zone de peuplement soudanien, que se révèle le maximum de ces tensions. L'exemple le plus typique est celui de ces populations refoulées qu'on appelle paléo-négritiques (en supposant, ce qui est vraisemblable, qu'elles sont les populations les plus anciennes, les Pygmées mis à part). Populations de primitifs, vivant de chasse et de cueillette; ou de paysans acharnés à fertiliser des terres montagneuses souvent très pauvres et réussissant, par un jardinage intensif, à y maintenir des densités de 50 habitants au km² et davantage, elles occupent généralement des positions fortes, facilement défendables. C'est le cas aussi bien des Dogons, les plus

Bananiers.



septentrionaux de ces peuples fortement enracinés, que de tous ces « peuples nus » d'Afrique : « Coniaguis et Bassaris de Guinée, Bobos et Lobis de la Côte d'Ivoire, Nankasas du Ghana moderne, Kabrei et Sombas du Togo Dahomey, Fabis et Angus de Nigéria ». Ce sont là toujours de *petits groupements ethniques*, minuscules taches sur une carte ethnique.

A l'échelle des vastes ensembles entre forêt équatoriale et Sahara, il est bon de citer les noms des Toucouleurs, des Mandingues, des Bambaras, des Haoussas, des Yoroubas et des Ibos, ces deux derniers peuples formant les deux masses denses de la puissante Nigéria, le pays le plus riche et le plus peuplé de l'Afrique Noire.

Ces peuples ont chacun des croyances, des genres de vie, des structures sociales, des cultures qui ne sont jamais exactement les mêmes. *Cette diversité* fait l'intérêt immense de l'Afrique où les expériences, d'un point à l'autre, varient constamment, largement, et où forcément les destins d'ensemble s'esquissent avec difficulté. « Souvent les zones refuges des indigènes qui dans leur résistance ne veulent accepter aucune autorité de l'extérieur, se trouvent au voisinage même des capitales les plus hautement développées ».

Bref, la diversité des couleurs de peau qui va du noir le plus sombre des Soudanais à la peau claire, plutôt jaune des Hottentots et Bushmen n'est que le signe anthropologique, physiologique, d'une diversité beaucoup plus essentielle des hommes, des sociétés et des *cultures*.

3. Ce continent souffre et a souffert de pénuries nombreuses, de graves faiblesses d'ensemble.

On ne saurait les énumérer toutes, ni montrer comment, suivant les époques, elles se sont faites plus lourdes ou plus légères. Nous avons signalé la mauvaise ouverture du monde noir sur l'extérieur, handicap sérieux, car tout progrès de civilisation est facilité par les interférences et relations de civilisation à civilisation. Cette relative clôture explique des lacunes importantes, qui ne se sont guère comblées (et encore!) avant l'arrivée des Européens et l'installation des grandes colonisations. On note par exemple l'absence de la roue, de l'araire, de la bête de somme, de l'écriture (sauf en Éthiopie, mais celle-ci ne fait pas franchement partie de l'Afrique Noire; sauf dans les pays tôt islamisés de la côte orientale et des pays soudanais, mais alors l'écriture relève de l'Islam).

Ces exemples, à eux seuls, prouvent que bien souvent, les influences extérieures n'ont filtré que goutte à goutte vers l'immensité de l'Afrique, au sud du Sahara.

Ainsi le montre le problème tant discuté et nullement élucidé pour autant des influences de l'Égypte pharaonique sur les sociétés noires. On a trouvé des perles de verre au Gabon, une statuette d'Osiris à Malongue, dans le Sud-Est de l'ex-Congo Belge, une autre au Sud du Zambèze : ce sont là des preuves fragiles, elles ouvrent tout de même des perspectives sur la possibilité de certaines relations de faible volume, notamment dans le vaste domaine de l'art et des techniques de l'art (comme la fonte à la cire perdue).

Par contre, il faut admettre que l'arrivée de plantes extérieures, certains riz d'Extrême-Orient, le maïs, la canne à sucre, le manioc sont sans doute des acquisitions tardives. Elles ne concernent pas le continent noir ancien, qui les a probablement ignorées.

Autres faiblesses : la mince épaisseur (qui n'explique pas tout cependant) des terres arables latéritiques rouges (le rouge *vif* signale par contre des sols meubles épais, mais rares); la brièveté, par suite du climat, des jours ouvrables pour le travail agricole; l'insuffisance régulière d'une alimentation carnée dont la majeure partie des populations semble avoir été sevrée.

Dans la plupart des tribus africaines, on ne consomme de viande qu'aux grandes fêtes. Les chèvres et les moutons que les agriculteurs Kikayous du Kenya élèvent dans quelques friches autour de leurs champs sont réservés aux sacrifices et cérémonies publics. Leurs voisins nomades, les pasteurs Masaï vivent des produits de leurs troupeaux, mais les animaux leur sont trop précieux pour qu'ils les tuent. La viande, la viande qui donne force et virilité, est partout rare et objet de convoitises qu'exprime crûment ce chant de chasse des Pygmées :

Dans la forêt où nul ne passe que toi,
Chasseur, relève ton cœur, glisse, cours, bondis,
La viande est devant toi, l'énorme viande joyeuse,
La viande qui marche comme une colline,
La viande qui réjouit le cœur,
La viande qui va rôtir à ton foyer,
La viande où s'enfoncent les dents,
La belle viande rouge, le sang qu'on boit fumant.

Pour autant, ne forçons pas ce bilan négatif. Tout d'abord, le passé de l'Afrique Noire signale des progressions anciennes d'une rapidité qui n'a rien eu à envier aux progrès même de l'ancienne Europe. Des réussites évidentes se signalent aussi dans le domaine de l'art et pas seulement en ce qui concerne les admirables bronzes et ivoires du Bénin (XIe-XVe siècle), ou les non moins admirables étoffes tissées à partir de fibres végétales diverses. Enfin et surtout, l'Afrique a connu très tôt la

métallurgie. Dès 3000 avant J.-C. pour le fer. Il est absurde et surtout inexact de prétendre que les Noirs n'ont connu le fer qu'après l'arrivée des Portugais au Cap Bojador. Les armes de fer ont été connues très tôt. Les procédés métallurgiques des Rhodésiens sont perfectionnés, sûrement dès le Moyen Age. Le travail de l'étain est connu dans la Haute-Nigéria depuis 2000 ans, vraisemblablement. Enfin, détail significatif, on a souvent noté l'organisation à part, dans les sociétés noires, des castes puissantes et redoutées des forgerons, certainement liées à de très anciennes traditions.

II. A travers le passé du continent noir.

Le long passé de l'Afrique Noire est mal connu, comme celui de tous les peuples qui ont ignoré l'écriture et dont l'histoire ne nous parvient qu'à travers une tradition orale, les recherches de l'archéologie, ou les récits de témoins extérieurs et occasionnels.

Trois séries de faits émergent cependant de ce passé confus :

a) l'essor de villes, de royaumes, d'empires tous aux civilisations et aux sangs mêlés;

b) la traite négrière, fort ancienne et qui prend des proportions diaboliques avec le XVIe siècle

Pêche en mer au Dahomey.



et la mise en valeur du continent américain, tâche trop lourde pour que l'Europe puisse, à elle seule, la mener à bien.

c) enfin l'installation brutale de puissances européennes qui, à la Conférence de Berlin (acte final : 1885), achèvent de se partager, sur une carte, ce qui reste encore sans maître théorique dans le vaste continent, à moitié inconnu et désormais entièrement colonisé.

1. En Afrique Noire, l'histoire n'a favorisé l'éclosion de formes politiques et culturelles supérieures que là ou il y avait, d'une part, les ressources associées de l'agriculture et de l'élevage; et là où, d'autre part, était assuré le contact avec l'extérieur, soit au long des franges sahariennes, soit au long de l'Océan Indien. C'est là que se trouvent les anciens Empires, les anciennes villes florissantes.

Ainsi se singularise une Afrique particulière dont le passé est relativement connu, avec ses sociétés et ses cultures organisées en États, face à une Afrique « interstitielle » et qui nous échappe, historiquement parlant. A propos d'indigènes des côtes atlantiques du Sahara, un découvreur portugais disait avec mépris, au XVe siècle : « Ils n'ont même pas de Rois ». Il y a ainsi l'Afrique avec Rois — que l'histoire connaît relativement — et l'autre, sans Rois, dévorée par l'oubli.

L'Afrique Noire s'est donc développée sur deux de ses très longues marges, celles où il lui a été donné d'entrer en contact avec l'Islam. Ce contact n'a pas été toujours pacifique et agréable. Il a souvent été colonisation, mais par cette colonisation même, l'Afrique Noire a pu respirer sur l'extérieur.

a) *Les villes musulmanes d'Afrique orientale et le Monomotapa.*

Les premières lueurs éclairent la côte orientale de l'Afrique. Celle-ci, des siècles avant l'ère chrétienne, aura été en relation avec l'Arabie et l'Inde péninsulaire. Cependant ce n'est qu'avec la première expansion musulmane du VIIe siècle que des relations très suivies se lient entre Arabie et Perse d'une part, Afrique orientale de l'autre. Une série de places marchandes naissent à partir de 648 : Mogadiscio, Sofala, Mélinde, Mombasa, Brava, Zanzibar, cette dernière fondée en 739 par des Arabes du sud de la Péninsule, tandis que Kilva sera fondée au Xe siècle par des gens de Chiraz, en Perse, des « Chirazi ».

Ces villes ont connu une assez grande activité, en raison du commerce des esclaves, de l'ivoire et de l'or, celui-ci abondant dans le vaste arrière-pays de Sofala et sur lequel portent déjà témoignage des géographes arabes comme Masudi (916) et Ibn al Wardi (975). Les champs aurifères et les mines semblent se situer sur le plateau de Matabelé, entre Zambèze et Limpopo, et sans doute, bien qu'on ait soutenu le contraire, dans la région actuelle du Transvaal. Il s'agit d'or en poudre ou en fragments. Tout ce commerce est en liaison, par la mousson, avec l'Inde d'où viennent le fer et les cotonnades.

De substance africaine, ces villes n'ont qu'une faible minorité de colons arabes ou persans; d'ailleurs elles vivent plus encore en liaison avec l'Inde péninsulaire qu'avec l'Arabie. Leur primauté atteindrait son apogée au XVe siècle, mais à cette époque encore leur économie reste pré-monétaire (économie de troc), du moins dans les trafics en direction de l'arrière-pays africain. Celui-ci n'en a pas moins tiré profit. Il a connu dans ses profondeurs certaines constructions politiques dont le Royaume de Monomotapa dans la Rhodésie du Sud (Monene Motapa = seigneur des mines), plus célèbre sans doute que vraiment connu et qui aurait été détruit au XVIIe siècle par le Mambo (souverain) des Rowzi.

L'établissement des Portugais dans l'Océan Indien, après le voyage de Vasco de Gama (1498), a-t-il porté un coup mortel aux villes marchandes de la côte sud-africaine ? Il n'en a rien été, pense-t-on aujourd'hui. Cette civilisation mixte, mi-arabe, mi-africaine, a continué à largement rayonner vers cet intérieur que les villes côtières n'ont pas cherché à subjuguer. Les ruines des côtes du Kenya et du Tanganyka, que l'on faisait remonter hier encore au Moyen Age, semblent dater, en fait, du XVIIe, du XVIIIe siècle, même du XIXe. Rappelons en passant un détail qui caractérise l'ensemble de ces villes : l'usage commun de la porcelaine chinoise, bleue et blanche.

b) *Les Empires de la Boucle du Niger* nous reportent vers une autre frontière culturelle avec l'Islam, agitée et fructueuse.

Le contact avec les rivages et trafics du Sahara a pris plus d'ampleur, avons-nous dit, au début de l'ère chrétienne, avec l'arrivée en Afrique du Nord et sur les pistes désertiques, du dromadaire. La montée des trafics (or et esclaves), la multiplication des caravanes ont amené des empiètements de l'Afrique Blanche (chamito-sémitique) sur le pays des Noirs (le *Bled es Soudan* des Arabes).

Le Premier des Empires, le Ghana, semble avoir été créé vers 800 (c'est un contemporain de Charlemagne). Sa capitale, Ghana, au renom proverbial de richesse, se situait à Kumbi Saleh, à 340 kms au Nord de Bamako, à la frontière du Sahara. A-t-il été une création d'hommes à peau blanche, donc venus du Nord, c'est possible; en tout cas, il devient rapidement la propriété de peuples noirs qui appartiennent aux Soninke, rameau des peuples Mande (ceux-ci relevant du groupe des Mandingues). La capitale attaquée était prise et détruite par les Musulmans, en 1077.

Mais comme *le trafic de l'or* (à partir des champs aurifères du Sénégal, de la Bénoué et du Haut-Niger) se maintint, un autre Empire surgissait bientôt, légèrement déplacé vers l'Est, au bénéfice des Mandingues et sous le signe de la religion islamique : *c'est l'Empire du Mali* (il s'étendra à toute la boucle du Niger). Sous le règne de Kankan Musa (1307-1332) qui fera le pèlerinage de la Mekke, arrivent sur les bords du Niger de nombreux marchands et lettrés. Tombouctou est alors une capitale rayonnante où se rend régulièrement le peuple nomade des Touaregs. Ceux-ci, en s'emparant plus tard de la ville, contribueront à la déchéance de l'Empire.

Une nouvelle poussée vers l'Est provoquera alors la prospérité de l'Empire Songhaï (capitales Gao et Tombouctou). Il est favorisé par ses liaisons avec la Cyrénaïque et les exploits de Sonni Ali (1464-1492), la plus forte personnalité, sans doute, de tous ces fondateurs d'Empire. Lui-même ne fut pas un Musulman très orthodoxe, mais la défaite de son successeur par l'usurpateur Mohammed Askia marquera la victoire décisive de l'Islam, dans ce nouvel Empire.

Toutefois les temps glorieux des Empires nigériens sont alors révolus : la route maritime découverte par les Portugais draine l'or des pays noirs vers l'Atlantique et, sans les supprimer, affaiblit considérablement les trafics sahariens. C'est dans le cadre de cette régression évidente que se situe la conquête de Tombouctou et la ruine de l'Empire Songhaï, en 1591, par une expédition marocaine, conduite par des renégats d'origine espagnole. Le Sultan du Maroc, Moulay Ahmed, devra à leur succès le surnom d'El Mançour (le Victorieux) et d'El Dehbi (le Doré). L'expédition n'en fut pas moins une désillusion complète pour ses auteurs qui avaient cru partir à la conquête fabuleuse des pays de l'or. Le Sultan ne maintiendra qu'une suzeraineté formelle et lointaine sur ces pauvres pays où se succédèrent de 1612 à 1750, non moins de 120 pachas, simples jouets aux mains des garnisons maures qui les élisaient et, le cas échéant, s'en débarrassaient.

Au XVIII[e] siècle, le pouvoir, en pays nigérien, est partagé en fait entre les nomades et les Bambara de Segou et du Kaarta. L'époque des grands Empires est révolue : seul le riche trafic transsaharien avait provoqué et maintenu leur brillante et précoce mise en place. Ils sont morts avec lui.

c) *Le cas du Bénin.*

Ces grands États ne doivent pas faire illusion : ils furent l'exception. L'État ordinaire de l'Afrique Noire n'a que rarement connu pareille ampleur. Ainsi le Bénin, brillant dès le XI[e] siècle et qui atteint, au XV[e], une certaine perfection artistique, est de fort médiocre étendue. Il est, pour l'essentiel, une percée, mal organisée d'ailleurs, à travers la masse dense de la forêt équatoriale que les vents pluvieux accumulent entre l'eau du Golfe de Guinée et les plateaux intérieurs. Il se situe en pays yorouba, du delta du Niger à la ville actuelle de Lagos, dans une région très tôt urbanisée.

Sa réputation dépasse son étendue. Il a eu l'avantage, qui n'allait pas sans revers, d'entrer en contact assez tôt, par les routes du Nord, avec les riches clients du Caire et ses artistes, puis plus tard, avec les Portugais; il a eu l'avantage, en raison aussi de ces liaisons, d'être un centre artistique étonnant de sculpteurs d'ivoire et de fondeurs de bronze. Ce n'est pas la fastidieuse histoire princière du Bénin qui expliquera cette étonnante, cette prodigieuse réussite. Peut-être, si l'on suit l'explication d'un africaniste Paul Mercier, faut-il mettre en cause la forte densité humaine du pays yorouba en général, et du Bénin en particulier, sa structure urbaine, enfin la possibilité que donne le climat, ici, au voisinage du Golfe de Guinée, de compter sur deux périodes de pluie (le double passage du soleil au zénith) et donc sur deux récoltes annuelles, au lieu d'une?

2. La traite négrière : Nul doute que le fait majeur, avec le XV[e] siècle, plus encore avec le XVI[e], ne soit le développement de la traite négrière qui, malgré les interdictions officielles s'est perpétuée dans l'Atlantique Nord jusqu'en 1865 environ, dans l'Atlantique Sud plus tard encore peut-être, qui enfin durera jusqu'au XX[e] siècle par les routes qui conduisent vers l'Est, à la mer Rouge.

La traite négrière n'a pas été une invention diabolique de l'Europe. C'est l'Islam qui, en contact très tôt avec l'Afrique Noire par les pays entre Niger et Darfour et par ses places marchandes de l'Afrique Orientale, a le premier pratiqué *en grand* la traite négrière, d'ailleurs pour les raisons mêmes qui y amèneront plus tard l'Europe elle-même : le manque d'hommes, pour des tâches multiples et trop lourdes, vu les moyens du bord. Mais le commerce des hommes a été un fait général et de toutes les humanités primitives. L'Islam, civilisation esclavagiste par excellence, n'a inventé, lui non

plus, ni l'esclavage, ni le commerce des esclaves.

La traite négrière a laissé derrière elle de très nombreux documents (ainsi dans les archives marchandes d'Europe, dans les archives du Nouveau Monde) d'où peuvent s'extraire des statistiques et des séries de prix. Cette histoire chiffrée, en soi déplaisante, n'est certes pas toute l'histoire de la traite négrière; elle en est quand même une mesure nécessaire.

Au XVIe siècle, les arrivées annuelles vers l'Amérique sont de l'ordre de 1 000 à 2 000; au XVIIIe, de 10 à 20 000; les plus gros effectifs sont atteints au XIXe, dans les dernières années de la traite tolérée, peut-être 50 000 par an. Ces chiffres sont incertains, de même les calculs *globaux* auxquels on peut se livrer pour évaluer le chiffre total des Noirs transportés au Nouveau Monde. Les plus vraisemblables sont ceux du P. Rinchon, autour de 14 millions : c'est plus que ne l'estimait, en 1842 il est vrai, Moreau de Jonnès (12 millions) et moins que le démographe Carl Saunders qui penche, lui, vers le chiffre de 20 millions, sans doute peu raisonnable. Il donnerait en effet, une moyenne de presque 60 000 esclaves par année, pour les trois siècles et demi de 1500 à 1850. Chiffre qui semble peu cadrer avec les possibilités mêmes des transports.

Encore faut-il savoir s'il s'agit, dans ces computs, des départs d'Afrique, ou des arrivées dans le Nouveau Monde. Car des pertes considérables étaient provoquées tant par la capture que par le transfert des hommes, dans des conditions de voyage extrêmement dures. Ainsi les ravages de la *seule traite européenne* dépassent-ils largement, sans doute, la mesure donnée par les chiffres qui précèdent. La traite a signifié une énorme détérioration humaine du Continent Noir.

Cette détérioration est d'autant plus catastrophique que les ponctions en faveur de l'Islam n'ont pas cessé pour autant et ont même connu une ampleur accrue dès la fin du XVIIIe siècle; alors on a vu arriver au Caire des caravanes du Darfour amenant de 18 à 20 000 esclaves, *en une seule fois.* En 1830, le seul Sultan de Zanzibar perçoit des droits sur 37 000 esclaves annuellement; en 1872, de 10 à 20 000 esclaves quittent annuellement Souakim pour l'Arabie. La traite islamique porte donc, à première vue, sur des masses humaines plus considérables encore que la traite européenne, freinée forcément par la longueur des voyages maritimes sur l'Atlantique, les dimensions relativement restreintes des bateaux, puis l'abolition de la traite, proclamée à plusieurs reprises au cours du XIXe siècle, ce qui prouve que le trafic se perpétuait malgré les interdictions, mais avec les difficultés que comporte toute contrebande.

V. L. Cameron (1877) chiffre à 500 000 l'effectif *annuel* de ces pertes vers l'Islam, par le Nord et l'Est, et il conclut : « l'Afrique perd son sang par tous les pores ». Ce chiffre énorme ne peut être accepté que sous bénéfice d'inventaire, mais le mouvement est certainement d'une ampleur extrême, la perte démographique, pour le continent noir, effroyable.

La question se pose alors : dans quelle mesure ce bilan catastrophique a-t-il été, ou non, compensé par le peuple noir, par sa progression démographique?

Vers 1500, la population de l'Afrique est de l'ordre de 25 à 35 millions d'habitants, Afrique Blanche comprise, *à supputation d'historien*; en 1850, elle est de 100 millions au moins. Il y a donc eu malgré les importants prélèvements des traites esclavagistes, une progression démographique. C'est *une humanité en croissance* qui a supporté l'affreux commerce des esclaves. Ce qui en explique la durée, jusqu'à hier. Ceci bien entendu n'est qu'une hypothèse.

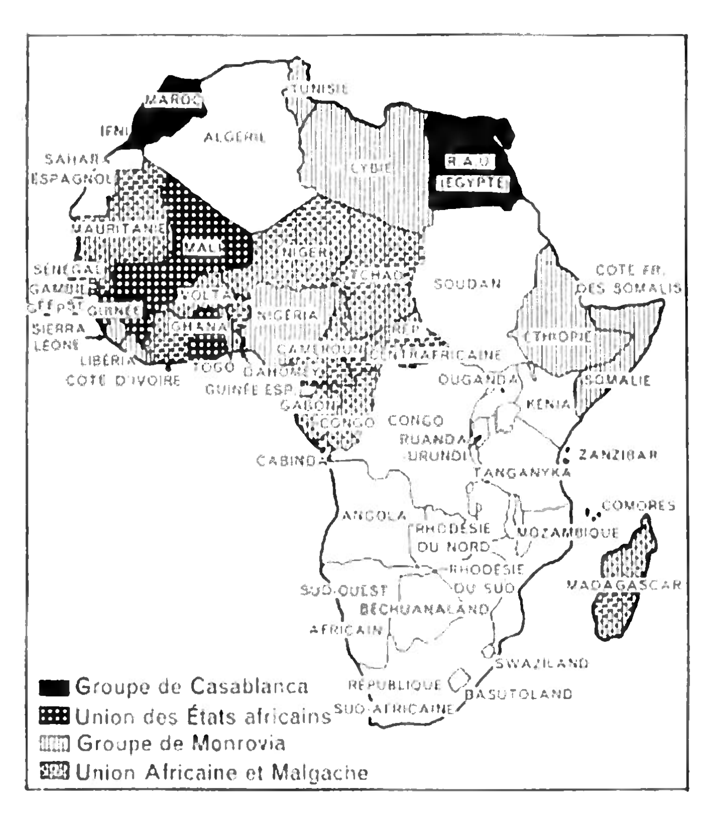
Reconnaissons sans ambages que la traite européenne s'est arrêtée au moment même où l'Amérique n'en avait plus un besoin urgent. Vers le Nouveau Monde, l'émigrant européen, lui aussi misérablement entassé dans des cales de navires, s'est substitué au Noir, avec la première moitié du XIXe siècle vers les États-Unis, avec la seconde moitié vers l'Amérique du Sud.

Il n'en est pas moins vrai qu'il y a toujours eu, à la décharge de l'Europe, des réactions de pitié et d'indignation vis-à-vis de l'esclavage des Noirs. Elles n'étaient pas purement formelles puisqu'elles ont abouti tout de même, un beau jour, au mouvement de Wilberforce, en Angleterre, pour la libération des Noirs, à l'abolition de l'esclavage.

Sans affirmer qu'une des traites négrières (vers l'Amérique) a été plus humaine, ou moins inhumaine que l'autre (vers l'Islam), on notera ce fait, important pour le monde noir actuel, qu'il y a aujourd'hui des Afriques vivantes dans le Nouveau Monde. De fort noyaux ethniques se sont développés et perpétués jusqu'à nos jours, au nord et au sud de l'Amérique, tandis qu'aucune de ces Afriques exilées n'a survécu en Asie ou en terre d'Islam.

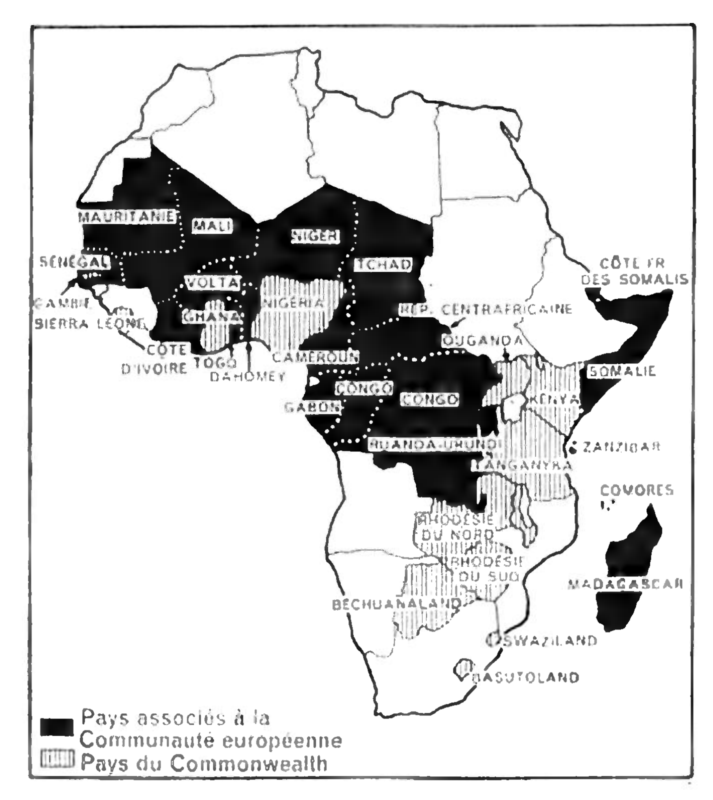
3. Il ne s'agit pas ici de faire le procès, encore moins l'éloge de la colonisation européenne de l'Afrique, mais simplement de marquer que cette colonisation comporte, comme presque tous les phénomènes qui résultent des chocs de civilisation, un actif et un passif culturels.

Ce n'est pas prendre la défense de la colonisation, de ses laideurs, voire de ses atrocités ou de ses indéniables bouffonneries (achats de vastes territoires



1. L'Afrique et ses diversités internes.

Au-dessus des diversités nationales se tendent les liens encore fragiles des groupes d'états.



2. L'Afrique et l'Occident.

A côté d'une Afrique « d'expression française » se dessine, plus éparse, une Afrique d'expression anglaise. Aux liens culturels correspondent des liens économiques.

contre quelques rouleaux d'étoffe ou un peu d'alcool) que d'admettre que le choc en a été souvent décisif et même finalement bénéfique pour les structures sociales, économiques et culturelles des peuples noirs colonisés. En fait, ç'a été, au lendemain de l'acte final du Congrès de Berlin (1885), la dernière très grande aventure de l'expansion européenne. Et si cette mise sous tutelle tardive a été de brève durée (moins d'un siècle), la rencontre s'est faite à vive allure, alors que l'Europe et l'économie mondiale se trouvaient en plein essor.

C'est une société industrielle adulte, exigeante, disposant de moyens modernes d'action et de communication, qui a heurté et investi le monde noir. Et celui-ci est réceptif, plus mobile que les ethnographes ne le supposaient hier encore, capable de se saisir des objets et des formes que l'Occident lui propose et, surtout, de les *réinterpréter,* de les charger de sens nouveau, de les lier, chaque fois que la chose est possible, aux impératifs de sa *culture traditionnelle.*

Même dans l'Afrique du Sud où le monde bantou a été soumis à une *acculturation* d'autant plus accélérée que l'industrialisation et l'urbanisation y ont été plus poussées qu'ailleurs, le Noir évolué, vivant à l'occidentale, reste, entend rester lié à des tabous hérités de son passé, ne serait-ce qu'en ce qui concerne le mariage, la famille, les rôles des frères, du fils aîné ou du fils le plus jeune. Pour ne prendre qu'un exemple, le paiement de la dot au père de la fiancée se fait aujourd'hui en argent, mais l'argent est transformé en têtes de bétail, pour correspondre aux anciennes pratiques.

En parlant d'un certain actif de la colonisation, nous ne pensons pas à ces biens purement matériels, routes, voies ferrées, ports, barrages, à ces mises en marche d'exploitations du sol et du sous-sol que les colonisateurs ont installés dans des buts hautement intéressés. Ce legs, aussi important qu'il paraisse parfois, serait de peu d'utilité et éminemment périssable, si les héritiers n'avaient aussi acquis, au cours de la pénible épreuve de la colonisation, de quoi leur en permettre aujourd'hui l'utilisation rationnelle. L'enseignement, un certain niveau de la technique, de l'hygiène, de la médecine, de l'administration publique, sont les meilleurs biens légués par les colonisateurs, la contrepartie positive aux destructions opérées par le contact européen dans les vieilles habitudes tribales, familiales, sociales, sur lesquels reposaient toute l'organisation et toute la culture. On ne saura jamais dire à quel point ont pu agir ainsi les conséquences et la nouveauté du travail salarié, de l'économie monétaire, de l'écriture, de la propriété foncière

individuelle. Autant de coups portés, sans doute, à un vieux régime social. Mais ces coups ne sont-ils pas nécessaires à l'évolution qui est en cours, aujourd'hui?

4. La colonisation, par contre, a eu le désavantage sérieux de découper l'Afrique en une série de territoires, français, anglais, allemands, belges ou portugais, dont les divisions se perpétuent aujourd'hui dans une floraison d'États indépendants trop nombreux, une « balkanisation » de l'Afrique, a-t-on dit quelquefois.

Faut-il regarder comme un mal sans remède ces découpages, artificiels les uns, géographiques les autres, rarement culturels? On peut se demander s'ils ne gêneront pas sérieusement la réalisation de certains rêves d'unité africaine, ou de Marché commun africain, tout au moins. Mais il n'est pas sûr que l'Afrique soit mûre pour l'unité politique ou même culturelle. Ce ne sont pas seulement les vieilles frontières administratives coloniales qui y dessinent le morcellement. Ce sont aussi les diversités internes des ethnies, des religions et même des langues. Le principal reproche qu'on puisse faire aux divisions nationales d'aujourd'hui, c'est, sans doute, de ne pas avoir été tracées en fonction de ces diversités culturelles. Mais était-ce possible, il y a un siècle et davantage?

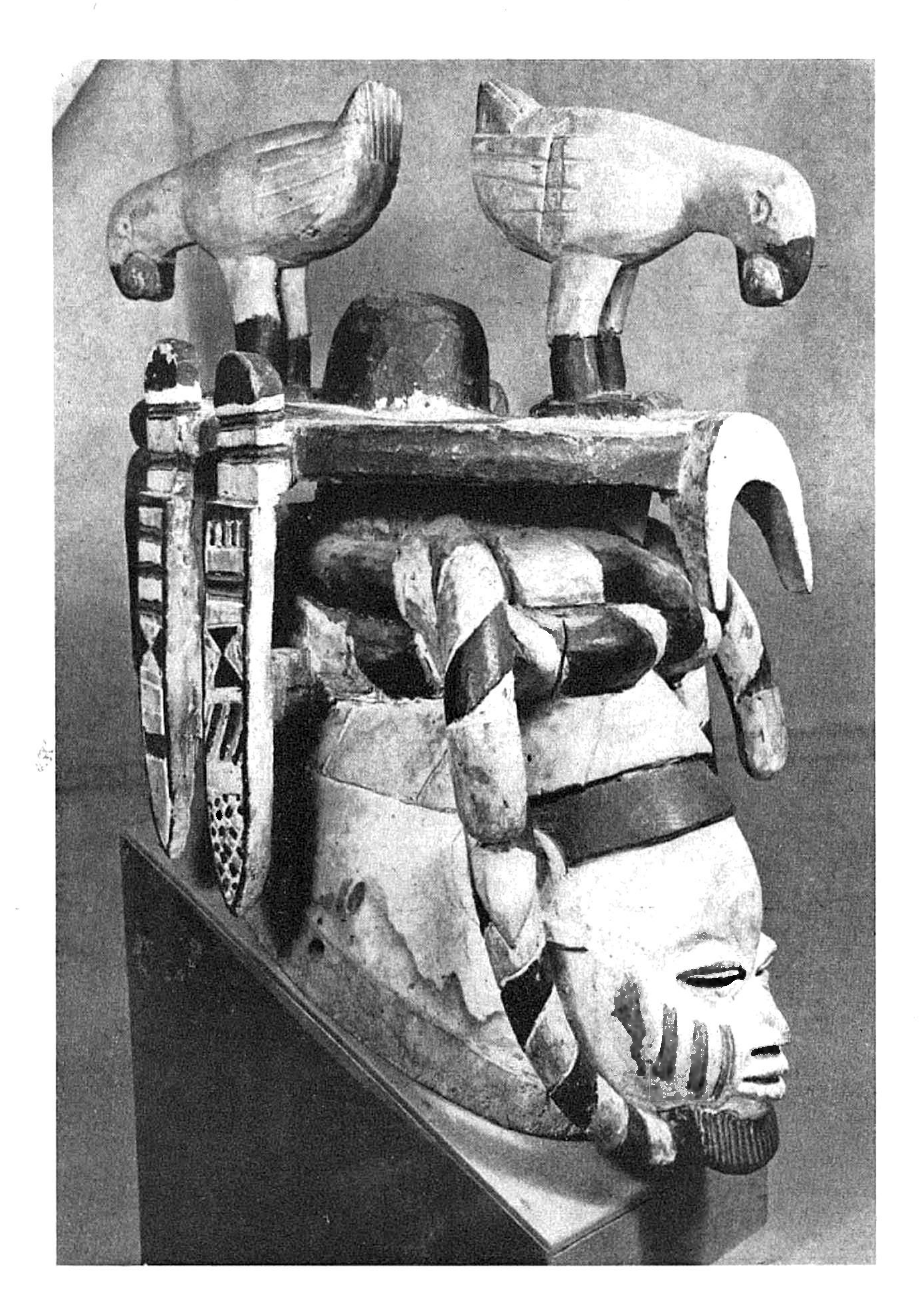
Reproche plus grave encore : en fournissant aux peuples noirs l'outil utile d'une langue commune internationale et moderne, la colonisation a joué ce mauvais tour à l'Afrique de lui en fournir au moins deux : le français et l'anglais. Il est à craindre que tout ce contenu qu'une langue apporte avec elle et déverse dans l'enseignement, les habitudes de pensée, tende à séparer l'Afrique, dans son effort de réunification, en deux masses, la française d'un côté, l'anglaise de l'autre. Il ne semble pas que l'une puisse aisément submerger l'autre, que l'avantage du nombre, par exemple, possédé par l'Afrique anglaise, suffise à réduire une Afrique française culturellement plus forte, dotée depuis beaucoup plus longtemps d'un enseignement valable qui lui a assuré des cadres politiques et administratifs solides, aujourd'hui son meilleur gage de succès.

Il n'en est pas moins regrettable, pour l'avenir de l'*unité africaine,* que cette division importante s'ajoute à toutes celles que son histoire et sa géographie se sont chargées de donner à l'Afrique, avec trop de générosité déjà.



Statuette d'homme.

C'est à propos de l'art, de la culture, qu'on invoque souvent l'isolement de l'Afrique. L'Afrique Noire ne fut pas le continent isolé que l'on a cru : elle fut en relation, à diverses époques, avec d'autres cultures, avec d'autres civilisations, sans échapper pour autant aux diversités internes de l'Afrique. Certaines cultures ont disparu : celle des Sao et celle d'une mystérieuse population, les Tellem, que les Dogon auraient trouvée sur place lorsqu'ils s'installèrent dans la falaise de Bandiagara, et dont témoignent encore des sculptures sur bois. D'autres cultures ont évolué : de notables différences distinguent le style des œuvres anciennes et celui d'œuvres plus récentes chez les Dogon et les Bambara, par exemple.



Masque de bois polychrome (Dahomey).

L'AFRIQUE NOIRE : AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Pour une étude des civilisations, l'Afrique Noire s'offre comme un cas privilégié. Avec les indépendances qui se sont étendues, ces dernières années, à la majeure partie de son espace, avec la valorisation de sa « négritude », cet « humanisme naissant » qui commence à prendre conscience de ses valeurs propres et de ses possibilités, avec la recherche passionnée d'une histoire qu'il lui faut construire, presque inventer, l'Afrique Noire a le très gros avantage de se présenter comme un monde culturel en plein devenir. Elle offre à notre observation toutes les formes, depuis les plus archaïques jusqu'aux formes urbaines les plus progressives, et tous les stades de l'*acculturation*.

I. L'éveil de l'Afrique

Tous les africanistes semblent d'accord sur ce point : qu'il faut faire confiance à l'extrême malléabilité du caractère de l'homme noir, à ses immenses possibilités d'adaptation, d'assimilation, de patience. Ces possibilités vont lui être nécessaires pour faire seul, de plus en plus seul, le chemin énorme qui reste à accomplir d'une économie encore rudimentaire à une économie franchement moderne, d'une vie prise dans un passé et des traditions qui gardent leur attrait aux dures nécessités de la transformation actuelle; d'une société où l'organisation tribale est encore visible aux cadres d'une discipline nationale nécessaire à la modernisation et à l'industrialisation. Tout est à créer, même les mentalités.

N'oublions pas que l'Afrique Noire aborde cette épreuve de longue durée en ordre dispersé, avec de faibles forces et selon des chemins qui varieront selon les régions et les peuples.

1° *Tout d'abord elle reste, souvent, un continent trop peu peuplé*, privé de la surabondance de main-d'œuvre qui accable et anime, tout à la fois, les autres pays sous-développés. Dans la troupe de ceux-ci, elle arrive à cette dernière place qui permet, sans doute, les progrès les plus spectaculaires, mais implique aussi les chemins les plus longs à parcourir.

2° *Elle n'est pas vraiment une dans la pulpe même de ses cultures anciennes*, d'autant que sa civilisation traditionnelle, avec ses multiples croyances et attitudes, à la fois élémentaires et vivaces a accueilli par surcroît les apports religieux étrangers : l'Islam, avant tout, avec son prestige social et intellectuel, ses écoles coraniques cependant médiocres, mais qui a dû faire d'énormes concessions aux religions primitives (il les traverse sans les exclure); le Christianisme qui s'est développé généralement là où les échanges économiques sont les plus vifs, en se surimposant, lui aussi, à tout un lot de croyances et d'usages anciens.

3° *Ajoutez à ces différences celles que crée l'économie*, l'opposition prodigieuse entre régions ouvertes et zones fermées, entre villes et pays ruraux.

C'est cette masse un peu hétéroclite, que l'on voudrait suivre dans son transit accéléré vers des lendemains que les politiques et les intellectuels noirs semblent regarder avec courage et lucidité.

Cette aventure est, à coup sûr, essentielle, plus encore que la politique et les prises de position de ces jeunes pays face au monde ou face aux problèmes que pose le continent africain lui-même, son unité possible ou ses oppositions acharnées, telles qu'ont pu les révéler les Conférences de Casablanca (janvier 1961), Monrovia (mai 1961), Lagos (février 1962).

Certes, la politique n'est pas négligeable, mais elle n'est guère qu'un instrument. Elle varie, peut varier à la moindre saute de vent et surtout elle ne commande pas, à elle seule, ce vaste destin qui en fait l'entraîne.

1. L'obstacle des cultures et religions primitives : Tout un passé traditionnel freine l'élan général et complique, pour le moins retarde les adaptations nécessaires.

La plus grande partie des populations d'Afrique Noire (surtout dans ses campagnes, mais les campagnes sont l'énorme majorité) est encore enfermée dans des cultures et religions primitives, *sur lesquelles repose tout l'ordre social.*

Cette religion traditionnelle prend des formes

variables suivant les régions et groupes ethniques. Animiste, elle repose partout sur la croyance à des esprits qui habitent tous les êtres de la nature et survivent à leur mort, qui habitent aussi des objets (fétichisme). Autre constante : on retrouve à peu près partout le culte des Ancêtres. Les chefs ou héros de légende, vénérés d'abord comme Ancêtres, finissent par se confondre avec des dieux supérieurs, auxquels s'ajoutent souvent le Grand Dieu du Ciel, de la Terre, ou de la Création. Les esprits des Ancêtres ou des Dieux africains non seulement se manifestent aux vivants, mais peuvent revenir prendre possession des mortels : c'est la signification de nombreuses danses sacrées, par exemple, au Dahomey, ces danses rituelles où les Dieux Vodun ou Orishas « descendent sur la tête » de certains exécutants qui entrent en transe au moment où le Dieu les habite.

Dans tous les cultes, il s'agit, devant les autels des Dieux ou des Ancêtres, de « réciter prières et invocations, de procéder à des dons de nourriture et d'huile de palme, de sacrifier des animaux... ». On « nourrit » les ancêtres et les dieux. Par réciprocité, on attend d'eux interventions ou protections diverses.

Cette organisation religieuse est la garantie de l'organisation sociale toujours fondée en Afrique sur la notion de parenté, sur la famille patriarcale, suivant une hiérarchie stricte qui donne au patriarche l'autorité absolue sur toute la communauté du lignage ou du clan (la transmission de cette autorité se fait généralement suivant la filiation patrilinéaire, plus rarement matrilinéaire).

Dans les sociétés qui furent autrefois soumises à l'influence des grands Empires, une hiérarchie sociale donne à certains lignages une supériorité aristocratique sur les autres, avec aussi des « castes » suivant les professions artisanales. A chaque groupe, correspondent des Dieux et des Ancêtres dont la puissance respective reflète étroitement celle des groupes sociaux eux-mêmes.

Le lien est si fort entre religion et société que dans les villes où cet ordre social est bousculé par la vie moderne (surtout par la scolarisation), le Christianisme ou l'Islamisme, selon les cas, tendent à remplacer dans de fortes proportions l'animisme défaillant, qui reste la religion des campagnes.

2. Chaque ville, chaque région touchée par la scolarisation, la modernisation d'une organisation ouvrière ou industrielle, est donc aux prises avec ces durs problèmes de l'acculturation (entrée dans une autre civilisation).

Nous en donnerons un exemple : le sondage fait récemment (1958) à Porto Novo par un sociologue, Claude Tardits. Il ne vaut pas évidemment pour toute l'Afrique. Mais il donne une idée du problème.

Porto Novo, l'actuelle capitale du Dahomey, est une vieille ville, mal liée à la mer, et que Kotonou, d'accès plus facile, a reléguée au second rang. Mais déchue, la ville n'en reste pas moins vivante, en un pays plus scolarisé, plus intellectuel que ses voisins. Le Dahomey, disait Emmanuel Mounier, « c'est le Quartier Latin de l'Afrique Noire ».

Cela ne veut pas dire que *la scolarisation* assure l'avenir, une fois pour toutes, de ceux que le langage dahoméen appelle des « évolués », ceux qui vont à l'école et, selon l'expression courante, « ont vu la lumière » (en 1954, pour tout le Dahomey, 43 419 enfants, soit 15 % de la population scolarisable, mais ce chiffre, qui est un record dans le contexte de l'Afrique, ne doit pas faire illusion). Il y aura les grands et les petits *évolués*. Au sommet de la pyramide sociale, pour une population globale d'environ 1 500 000 personnes (probablement davantage) et une population urbanisée de 100 000 personnes seulement, l'élite réelle, ce sera au grand maximum un millier de personnes appelées à une véritable culture, trois fois l'effectif d'une colonie blanche qui n'était, hier, que de 300 personnes. Et que de difficultés pour former cette fine, cette imperceptible pellicule!

Dans la ville même de Porto Novo, ce qui freine, c'est, on le devine à l'avance, l'inertie d'une société traditionnelle, diverse, triple au moins : les *Gun*, issus de paysans du Dahomey venus à la ville; les *Yorouba*, marchands issus de la Nigéria voisine; les « Brésiliens » enfin (Noirs revenus du Brésil, souvent Chrétiens, parfois convertis à l'Islam à la suite d'aventures étonnantes). Chacun de ces groupes a ses couleurs propres, ses susceptibilités, ses formes de résistance. Tous ont leurs « lignages », Or, songez que c'est par lignages que se groupent les logis, par eux que se faisaient et se font souvent encore les mariages, par eux que se maintiennent les règles et pratiques religieuses. Sur la valeur de ce ciment social qu'est la religion, nous citerons le jugement d'un missionnaire à Porto Novo :

« Je ne dirai qu'un mot du fétichisme et ce mot aura peut-être une certaine valeur venant d'un missionnaire : c'est une belle institution qui s'en va; je ne dis pas, ajoutait-il, que c'est une belle religion ».

La femme s'est révoltée la première contre le lignage pour faire triompher (aujourd'hui, une fois sur deux) le mariage de son choix. Mais cette émancipation reste engluée dans un passé polygamique et conservateur en diable. Jugez-en sur ce début d'une confidence féminine : « Quand mon mari a pris d'autres épouses, il m'a confié l'argent parce que j'étais sa première femme et je le distribuais aux co-épouses. C'est moi qui ai choisi les deux autres épouses de mon mari qu'il a prises, quelques années après notre mariage. Les co-épouses me saluent à genoux et rendent les services que je demande. » Telle autre déclare : « Je salue à genoux mon beau-père, ma belle-mère, les oncles, les tantes, les frères et sœurs aînés de mon mari. Je ne m'agenouille pas devant les frères et sœurs cadets, mais je leur dois le respect. Je rends service à toute ma belle-famille : je fais les courses, les travaux du ménage, je puise de l'eau pour tous, je vais au marché, j'écrase le piment. Quand je prépare un repas, j'offre, de temps en temps, un peu de la nourriture que j'ai cuite à une tante, à un oncle, à un frère de mon mari, à ma belle-mère, à mon beau-père. »

Alors imaginez un « évolué » au milieu d'un tel lignage, resté en ville plus qu'à moitié campagnard. Il sera pris entre ses nouvelles habitudes culturelles, parfois acquises à l'étranger, et ces rituels qui n'ont pas forcément perdu tout sens pour lui, entre l'attachement familial et l'impossible obéissance.

Ce qui bouscule tout, c'est le milieu urbain : le travail, l'école, même le spectacle de la rue, alors que loin de la ville, tout reste obstinément en place. Telle couturière, une « évoluée », a fait son apprentissage chez les sœurs de Kotonou, ensuite elle a épousé un fonctionnaire. La voilà heureuse, avec son atelier, ses clientes. « Après un an de mariage, mon mari qui est commis d'administration a été envoyé dans le Nord où je n'ai plus eu de travail, parce que les femmes s'habillent de feuilles ou vont nues. » Finalement, le mari est muté. « J'habite depuis un an à Porto Novo... Mon mari m'a acheté une autre machine à coudre. »

Dans la ligne de ce test, songeons à ces élégantes des villes, à tel mannequin dakarois enroulé dans un superbe drapé blanc. Image d'avenir, comme les hardiesses modernes de la ville, moins poétiques sans doute que les vieilles demeures coloniales de l'îlot de Gorée, en face, mais plus à la page.

Villes et campagnes ont engagé le dialogue, vieux comme le monde : celui des civilisations d'en haut et des cultures d'en bas. Mais les villes ne sont encore qu'une mince fraction du monde noir. Et la rapidité de son évolution sera finalement fonction de leur poussée ou de leur faiblesse.

3. Vite installés, les gouvernements indépendants se sont révélés à l'usage d'une solidité inattendue.

Comme le phénomène est général, il appelle au-delà des cas particuliers, si intéressants soient-ils, une explication générale. En fait, en face de ces gouvernements, il y a la patience sans bornes des gouvernés. C'est bien plus que la soumission hier des sujets de Louis XIV à l'égard du Roi Soleil. Gouverner, en Afrique Noire, c'est forcément régner. Qui l'eût pensé, la pratique du pouvoir n'y use pas, elle rajeunit, elle revigore. Le Président du Libéria, M. Tubman, en place depuis 1944, gouverne encore en 1962; c'est déjà, à son actif, un assez beau bail. Nul doute que le pouvoir ne soit, ici, d'une essence particulière qui le garantit des instabilités européennes, dira-t-on d'essence quasi royale?

En tout cas, sur le socle de la statue de l'Osagyefo (traduisez « le Victorieux en tout ») du Ghana, le Président N'Krumah, on lit cette maxime assez bien frappée : « cherche d'abord le Royaume politique et le reste te sera donné par surcroît ». C'est, en abrégeant, un « Politique d'abord »!

Donc saisir le pouvoir et le conserver. Le pouvoir ne se divisant pas, ne se contrôlant guère, l'opposition n'a aucune raison d'être. Pour elle, se manifester, c'est courir à sa perte. Le Ghana, la Sierra Leone, la Guinée sont là pour nous le dire crûment. Déjà de jeunes intellectuels en rupture avec les gouvernements dictatoriaux de leurs pays, courent l'Europe ou les Universités américaines, à moins que ce ne soient des ambassadeurs limogés et qui aient jugé bon de ne pas rentrer. Situation qui ne convient guère à nos goûts d'Occident. D'où ce mot du Premier Ministre du Sénégal, dans le sens même de notre sensibilité : « la Ghanocratie ne nous intéresse pas ». Preuve que même sur le plan politique, l'Afrique n'est pas uniforme.

Toutefois reconnaissons qu'il faut beaucoup de sagesse à la plupart des gouvernants pour ne pas céder à ce qui s'impose presque de soi-même. Si nous voulons, Européens, ne pas être trop injustes à l'égard de ces gouvernements qui nous dépaysent, il nous faut être attentifs à l'étroitesse de la classe dirigeante. Autour des maîtres de l'Afrique Noire, ce sont les mêmes rares hommes qui s'agitent, beaucoup moins nombreux qu'autour d'un René d'Anjou ou d'un Philippe le Bon, jadis. La Libéria est administrée, en fait, par 2 % d'Afro-Américains dont on ne jurerait pas qu'ils sont tous employés à plein. La masse de la population reste inerte, hors de ce que nous appellerions le « pays légal ». Cela ne veut pas dire que ces groupes étroits

ne soient pas divisés; ils le sont sans fin, et les gestes énergiques et inattendus du pouvoir ont des excuses.

D'autre part, si gouverner pose peu de problèmes politiques, on n'en peut dire autant des problèmes administratifs. Pour engager les hommes sur une voie de modernisme, il faudrait les convaincre, les enrôler. S'essayant à cette tâche difficile, certains gouvernements ne sont laissé prendre à leur propre jeu, un jeu démagogique.

Pour administrer efficacement, il faudrait des hommes, des cadres, des dévouements sans faille, une discipline; pour construire à neuf, des capitaux, des investissements soigneusement calculés — et aussi que la raison fasse prime, mais c'est la chose la plus rare, dans tous les pays du monde.

En Guinée, la première des anciennes possessions françaises qui ait choisi la liberté et l'indépendance, quand ce choix leur a été offert par le gouvernement du Général de Gaulle (1958), ce n'est pas le plan triennal du gouvernement socialisant de Sekou Touré qui est mauvais ou faux en soi, mais il a été préfabriqué à partir de normes économiques et de séries de chiffres, alors que la société traditionnelle est un élément du problème à prendre toujours en considération. Si « les diverses sociétés d'État chargées de l'importation des produits étrangers ont échoué les unes après les autres : Alimag, spécialisée dans l'alimentation générale; Libraport, dans la librairie-papeterie; Ematec, dans le matériel technique; Pharmaguinée, dans les produits pharmaceutiques, et toutes les sociétés sœurs », ce n'est pas seulement la faute de scandales internes (où externes), c'est que l'organisation n'en était pas calculée d'après l'élément humain guinéen. Elle ne supposait pas seulement des hommes honnêtes et éduqués, mais une hiérarchie administrative, des cadres, des contrôles, etc... Toute socialisation réussie suppose des cadres particulièrement compétents et nombreux. Ici, il faudrait les former.

II. Les enjeux économiques et sociaux.

1. Le destin des États noirs est encore mal dessiné : Sur l'échiquier africain et l'échiquier du monde, des parties se jouent, avec vivacité et quelques illusions.

Parmi ces jeux pas forcément gagnants, plaçons les impérialismes à courte portée à l'égard du voisin immédiat. Les découpages — artificiels nous l'avons dit — les favorisent, sans les justifier pour autant.

Le Maroc réclame la Mauritanie entière, le Rio de Oro, Ifni, une partie du Sahara algérien. La Guinée de Sekou Touré a des vues sur la populeuse Sierra Leone. Le Ghana dont le nom se réfère, non sans intention, au grand Empire disparu, a des prétentions historiques qui lui permettraient de s'adjoindre le Togo et la Côte d'Ivoire; le Mali (au nom également significatif) rêve de « fédérer » la Haute-Volta, le Niger et de s'adjuger un morceau du Sahara algérien. Jeux plus larges, sinon plus solides, le rassemblement des États en deux groupes, esquissés lors des Conférences rivales de 1961. Le groupe de Casablanca : Maroc, Ghana, R. A. U. (Union aujourd'hui dissoute de l'Égypte et de la Syrie), Guinée, G. P. R. A., Mali, ce sont évidemment les extrémistes; le groupe de Monrovia : Tunisie, Libye, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Nigéria, Niger, Tchad, Cameroun, Centrafrique, Gabon, Congo (Brazzaville), Éthiopie, Somalie, Madagascar, ce sont évidemment les modérés, les sages.

Rien ne dit que ces classements se maintiendront. L'indépendance récente de l'Algérie y apportera un élément nouveau dont on ne peut prévoir l'incidence. Le jeu reste ouvert, y compris celui de l'unité, ou de la recherche de l'unité. C'était, en tout cas, l'enjeu d'une troisième conférence, réunie à Lagos au début de février 1962, mal préparée par le gouvernement de la Nigéria et qui a été un échec : les « douze » de Brazzaville se sont heurtés à l'opposition du groupe de Casablanca à qui la non invitation du G. P. R. A. avait fourni un excellent prétexte.

Il s'agit en fait de jeux toujours compliqués. Personne qui ne soit pour le principe d'une Afrique entièrement libre, mais cette liberté peut s'entendre de bien des façons. Le Président N'Krumah voudrait que l'occupation européenne, ou ce qu'il en reste, fût congédiée au plus tard le 31 décembre 1962, mais en même temps, il désire retirer de cette politique éventuelle d'homme fort, une position de *leadership* que les autres États sont peu disposés à lui accorder. C'est même assurément ce qui a maintenu au stade des préliminaires l'union esquissée entre le Ghana et la Guinée...

Pour le moment, on ne voit guère quel territoire ou groupe de territoires, pourrait émerger au-dessus des autres et imposer une unité à l'ensemble. Dominer, c'est autant une question de sagesse que de brutalité, et plus une question de puissance réelle que de force politique.

Pour la richesse en hommes avec ce qu'elle comporte dans l'équilibre d'un continent sous-peuplé, c'est assurément l'Afrique Anglaise qui l'emporte, grâce aux fortes densités et aux villes du Ghana, de la Sierra Leone, de la Nigeria. Le progrès, ce sont les villes : les villes de la Nigéria sont les plus grandes villes de l'Afrique Noire. Lagos compte plus de 300 000 habitants et Ibadan plus de 500 000.

L'Afrique Noire d'expression française, sauf la Guinée (le Mali vient de s'accorder avec le gouvernement de Paris sur un programme économique) s'appuie sur la puissance du Marché Commun. Or ni la Nigéria, ni le Ghana n'accepteront vraisemblablement une telle association, même si l'Angleterre elle-même entre dans la C. E. E.

L'Afrique française dispose aussi, malgré sa

faiblesse démographique relative, de cadres culturels de valeur; l'enseignement y est poussé activement. Enfin, nous parlions villes : les géographes disent et répètent qu'une seule ville est, en puissance et de par sa position géographique, une ville impériale et mondiale : Dakar. Elle commande l'Atlantique Sud et, au-delà, l'axe aérien transversal d'Afrique. Tout cela peut évidemment changer au rythme des communications mondiales, ou s'affirmer.

2. Le vrai jeu n'est-il pas celui d'une évolution qui se pose en termes de puissance, de nombre, de progrès économique?

L'économie du continent, très en retard, livre des produits minéraux ou alimentaires non transformés (si l'on excepte les huileries du Sénégal ou les usines d'aluminium de Guinée); elle achète des produits industriels. Tout dépendra forcément des acheteurs et des fournisseurs. Selon les conditions normales des balances commerciales, les possibilités de développement, d'investissements annuels restent encore extrêmement minces, le progrès lent. Veut-on les dépasser, on tombe dans une politique de crédits qui ouvre la porte à des dépendances immédiates, qu'on le veuille ou non. Si l'U. R. S. S. fournit des rails pour la voie du chemin de fer de Konakry à Kankan, qu'il faut entretenir et refaire, voilà posé le problème des techniciens qui les mettront en place, celui des cheminots et de leurs syndicats. Si le Sénégal ou le Dahomey entreprennent la fondation d'une grande Faculté (qu'ils ne sauraient concevoir autrement que dans les normes françaises qui leur sont habituelles, c'est-à-dire d'une gratuité quasi totale de l'enseignement), ils auront besoin de professeurs et de crédits, venant de France, tout comme les techniciens et enseignants du secondaire qu'ils lui demandent. Tout se tient.

L'Afrique Noire ne pourra donc cesser de solliciter l'aide des deux blocs des pays industriels, sans oublier le troisième, le bloc chinois, qui offre ses services dans un esprit de croisade, mais toujours accompagnés d'une invasion humaine qui s'explique par sa propre surcharge d'hommes.

En tout cas, prendre ou l'une ou l'autre de ces solutions ou toutes à la fois, sinon pas de grands travaux publics, pas de plans économiques en perspective. Même des sacrifices aussi spectaculaires que ceux que vient de consentir le Niger, à l'occasion de sa fête nationale (19 décembre 1961, anniversaire de son indépendance) : salaires réduits pour les membres du Gouvernement, plus de voitures administratives, plus d'heures supplémentaires payées, augmentation des impôts — tous ces sacrifices ne sauraient suffire. Il faut les outillages indispensables. Le Mali, hier, après sa rupture avec le Sénégal, a été sauvé par les camions que lui a livrés la République de Bonn et qui ont assuré la liaison avec Kankan, le chemin de fer de Konakry et, au-delà, l'Océan.

Puis, tout le matériel du monde ne signifiera rien, ne sera rien sans les cadres techniques capables de l'utiliser. Ce problème essentiel dépend d'une évolution interne préalable, d'un effort conscient.

En Guinée, sous le régime communisant de Sékou Touré, un journaliste suisse rapporte une conversation avec des techniciens tchèques : « Voyez-vous, me dit l'un d'eux, les Français avaient un avantage sur nous. Ils pouvaient commander. Hier, ma voiture a eu une banale panne de batterie. On ne m'a pas écouté au garage administratif et l'ouvrier noir a tout de suite touché au carburateur. C'est une manie, chez eux, de s'attaquer à la pièce la plus délicate. Résultat, je marche à pied depuis, et ça risque de durer. Un Français aurait gueulé. Nous n'avons pas le droit de le faire. Et ce serait pourtant excusable et utile, sous ce ciel, dans cette humidité. L'Afrique, vraiment, je ne comprends pas que la France et l'Angleterre se soient accroché ce boulet. J'ai un contrat d'un an et je partirai ravi, sans avoir formé personne, car c'est décidément impossible. » Petit sociodrame, dont la morale est seulement celle-ci : toute éducation n'est utile qu'acceptée dans l'enthousiasme.

Témoin une autre image qu'il faut mettre en face de celle-ci, pour qu'on n'en force pas le sens : un jeune professeur français, arrivé en Côte d'Ivoire, en octobre 1961, découvre avec ravissement l'extraordinaire soif d'apprendre, l'application spontanée et intelligente de ses élèves de quatrième et troisième. Ceux-là savent qu'ils sont l'Afrique de demain.

III. L'art et la littérature.

1. Quels témoignages l'art et la littérature portent-ils sur ce monde en mouvement et son écartèlement entre aujourd'hui et demain?

Pour tout observateur, *l'art autochtone dont l'Occident a fait ses délices — masques, bronzes, ivoires, bois sculptés — se détériore et meurt sous nos yeux.* Il est déjà mort. Est-ce, comme on le dit souvent — et c'est vrai en partie — parce que les cadres sociaux et surtout religieux où l'art est pris depuis toujours se détériorent eux-mêmes sous le choc violent et répété de la civilisation urbaine, industrielle?

En tout cas, il est indiscutable qu'*une certaine Afrique s'éloigne de nous, avec ses chants, ses danses, ses conceptions artistiques, ses religions, ses récits chantés ou psalmodiés,* sa conception du temps perdu, de l'univers, des hommes, des plantes, des animaux et des Dieux, au total une civilisation traditionnelle qui, nous le savons par l'exemple même



Sculpture sur bois.

Statuette d'homme casqué (Art bétéké).

de l'Occident, sera balayée quand s'accéléreront les détériorations en cours.

Cependant de son passé traditionnel, l'Europe a gardé plus d'un vestige reconnaissable qu'elle continue à chérir en son cœur, parfois sans le savoir : qu'est-ce que l'Afrique retiendra de sa civilisation ?

Autant l'art nous renvoie à une civilisation disparue, plus ancienne que celle qui se trouve sous nos yeux, autant la littérature, *la jeune littérature noire fortement occidentalisée* (ne serait-ce que par l'emploi des langues européennes : il n'y a que quelques essais littéraires dans les langues africaines, langues *orales* dont la transcription a été tardive et difficile), cette jeune littérature nous renvoie à l'autre bout de l'évolution noire, à ce qu'elle sera plus ou moins quand la plupart des Africains auront « vu la lumière ». Ces récits drus et vivants sont, en effet, la réalité africaine vue par des « évolués » et ils jettent sur cette réalité, dans ce qu'elle a de plus original et de plus irréductible aux valeurs d'autrui, d'extraordinaires lumières.

Qu'on lise par exemple les *Nouveaux Contes d'Amadou Koumba* de cet écrivain déjà célèbre qu'est Birago Diop. Leur matière bien sûr est d'hier, mais leur forme, la façon linéaire dont ils sont cernés par un récit équilibré suivant les règles de l'art littéraire, ne sont plus, comme l'écrit Jean Duvignaud, « ce paradis perdu » des contes populaires. Leur forme occidentale, à elle seule, est le signe d'une littérature « arrachée à ses communautés si elle continue de rêver à celles-ci ». Autant songer aux premiers écrivains latins de la Gaule. Où que se marque l'heure d'une littérature nouvelle des Noirs (ou d'Afrique ou du Nouveau Monde, en une quelconque des langues d'Occident, du français à l'anglais, à l'espagnol, au portugais) — avec Langston Hughes, Richard Wright, Aimé Césaire, Senghor (le Président de la République du Sénégal), Diop, Fanou, Glissant, Oyono, Diolé, Camara Laye — où que sonne cette heure, ne parlons pas de trahison, au contraire, d'attachement passionné, de distance obligatoire, d'étape franchie.

« Ils ont modifié les structures profondes de leur personnalité, dit fort bien Jean Duvignaud, dans la mesure même où une langue est un être, un mode d'existence particulier. Dans ce transfert quelque chose est mort à jamais : les mythologies immédiates. » Sans doute. Mais la langue n'est pas le seul changement de structure subi par ces hommes. C'est tout un engrenage, comme raconte *l'Enfant Noir* de Camara Laye, cette autobiographie d'un jeune villageois, fils « de la grande famille des forgerons » qui ira faire ses études à Paris. Sa mère assiste impuissante à ses départs successifs : « oui, elle avait dû voir cet engrenage qui, de l'école de Kouroussa (l'école villageoise), conduisait à Conakry et aboutissait à la France; et durant tout le temps qu'elle... avait lutté, elle avait dû regarder tourner l'engrenage : cette roue-ci et cette roue-là d'abord, et puis cette troisième, et puis d'autres roues encore, beaucoup d'autres roues peut-être que personne ne voyait. Et qu'eût-on fait pour empêcher cet engrenage de tourner? On ne pouvait que le regarder tourner, regarder le destin tourner : mon destin était que je parte! »

Oui, *une nouvelle civilisation se dégage*, tant bien que mal, fragile ou assurée de l'avenir, des eaux anciennes d'*une civilisation traditionnelle, vivace, toujours nourricière*. Et c'est là le point important. L'Afrique abandonne une civilisation millénaire, elle ne perdra pas, pour autant, *sa* civilisation. Transformée, déchirée, elle n'en restera pas moins une civilisation particulière, marquée profondément par une psychologie, des goûts, des souvenirs et tout ce qui est propre à un terroir. Senghor dit même par une « physiologie », qui commande une certaine « attitude émotive » en face du monde, qui fait que « le monde magique est pour le Négro-Africain plus réel que le monde visible », un moyen de connaissance à vrai dire. Les écrivains noirs les plus occidentalisés, en apparence, par leur culture, sont aussi ceux qui insistent le plus sur le psychisme particulier de leur race.

Qu'on en juge par quelques autres lignes empruntées à l'*Enfant Noir* qui décrit certains dons extraordinaires et quasi magiques de sa mère : « Ces prodiges — en vérité c'étaient des prodiges — j'y songe aujourd'hui comme aux événements fabuleux d'un lointain passé. Ce passé pourtant est tout proche : il date d'hier. Mais le monde bouge, le monde change, et le mien plus rapidement peut-être que tout autre, et si bien qu'il semble que nous cessons d'être ce que nous étions, qu'au vrai nous ne sommes plus ce que nous étions, et que déjà nous n'étions plus exactement nous-mêmes dans le moment où ces projets s'accomplissaient sous nos yeux. Oui, le monde bouge, le monde change; il bouge et change à telle enseigne que mon propre totem — j'ai mon totem aussi — m'est inconnu ».

Peut-on mieux décrire la rupture? Mais l'auteur dit aussi : « J'hésite un peu à dire quels étaient ces pouvoirs (ceux de ma mère) et je ne veux même pas les décrire tous : je sais qu'on en accueillera le récit avec scepticisme. Moi-même, quand il m'arrive de me les remémorer, je ne sais plus comment je les dois accueillir : ils me paraissent incroyables; ils sont incroyables! Pourtant il suffit de me rappeler ce que j'ai vu, ce que mes yeux ont vu... Ces choses incroyables, je les ai vues; je les revois comme je les voyais. N'y a-t-il pas partout des choses qu'on n'explique pas? Chez nous, il y a une infinité de choses qu'on n'explique pas, et ma mère vivait dans leur familiarité. »

« Ces choses qu'on n'explique pas », c'est peut-être le secret particulier de chaque civilisation.

NOTES ET DOCUMENTS

Sur le passé et le présent de l'Afrique Noire, il manque un livre d'ensemble. Les bons ouvrages ne traitent que de sujets limités : Georges Balandier, *Afrique ambiguë*, Plon 1957; Henri Labouret, *Paysans d'Afrique Occidentale*, Gallimard, 1951. On lira la courte esquisse de Denise Paulme, *Les Civilisations africaines*, Presses Universitaires, « Que sais-je ? », 1959, et son esquisse historique, *L'Afrique Noire jusqu'au XIVe siècle*, *Cahiers d'histoire mondiale* 1956 et 1957. Se tenir au courant grâce aux *Cahiers d'Études africaines*, revue bimestrielle, Mouton, édit, Paris. Voir, sur un ensemble de questions actuelles, le beau numéro de *Diogène* (nº 37-1962) qui débute par un article de L. Senghor sur « La psychologie du Négro-africain ». Le très remarquable article de Gilles Sautter, *Terroirs d'Afrique Occidentale*, *Études rurales*, janvier-mars 1962.

1 Sur la négritude.

Le témoignage d'un poète antillais, Aimé Césaire, in Albert Gérard, *Humanisme et négritude*, Diogène, nº 37, p. 126-127.

Les Noirs sont :

ceux qui n'ont inventé ni la poudre ni la boussole;

ceux qui n'ont jamais su dompter la vapeur ni l'électricité;

ceux qui n'ont exploré ni les mers ni le ciel;

mais ceux sans qui la terre ne serait pas la terre;

gibbosité d'autant plus bienfaisante que la terre déserte davantage la terre;

silo où se préserve et mûrit ce que la terre a de plus terre;

ma négritude n'est pas une pierre, sa surdité rue contre la clameur du jour;

ma négritude n'est pas une taie d'eau morte sur l'œil mort de la terre;

ma négritude n'est ni une tour ni une cathédrale;

elle plonge dans la chair rouge du sol;

elle plonge dans la chair ardente du ciel;

elle troue l'accablement opaque de sa droite patience.

2 L'économie monétaire, en retard, dans le Haut Oubangui (1960).

L'impôt, lui, est un élément de la tradition; jadis payé au Sultan, il l'est maintenant à l'administration. Les « dots » se payent aujourd'hui en argent. Mais les autres usages de l'argent sont encore l'objet de remarques ironiques.

« L'augmentation du rendement ne nous intéresse pas, déclare un paysan. Vous nous dites que le paysannat peut doubler notre revenu, qu'il est possible à un ménage d'atteindre un revenu annuel de 40 à 50 000 francs au minimum. Nous n'avons pas besoin de tant d'argent. Nous ne sommes pas des Blancs. Moi et mes quatre femmes avons reçu au marché du coton, 25 000 francs. Cela nous suffit amplement. Je ne désire pas acheter un camion. Je ne veux pas non plus construire une case en briques et couverte en tôles. Je désire vivre dans une case en pisé comme mon père. L'année dernière, avec les 15 000 francs que moi et mes quatre femmes avons gagnés, je me suis acheté un vélo. Le voici. Cette année, si la campagne est bonne j'achèterai un vélo à une de mes femmes, si elle le désire. Je n'ai pas besoin de gagner plus. »

(D'une femme) : « J'ai reçu 3 000 francs avec lesquels j'ai acheté un pagne et de la nourriture pour mes enfants. Je n'ai pas besoin de machine à coudre. Mes enfants sont quelquefois malades, mais ils guérissent sans que j'aie besoin de leur acheter de la quinine. » D'après Éric de Dampierre, *Coton noir, café blanc*, *Cahiers d'Études africaines*, 1960, p. 146-147.

3 Contes populaires.

Denise Paulme, *Littérature orale et comportements sociaux en Afrique Noire*, *L'Homme*, I (1), p. 38 et sq. (Contes recueillis en Côte d'Ivoire en 1958.)

A. *Conte bété. Les trois noyées.*

Au cours de la traversée d'une rivière, la pirogue chavire. Un homme s'y trouvait en compagnie de sa sœur, de sa femme et de sa belle-mère. Aucune des trois ne sait nager. Qui l'homme sauvera-t-il ?

L'informateur ajoute, en guise de commentaire : si tu sauves ta sœur et que tu laisses ta femme se noyer, il faudra payer une nouvelle dot (pour acquérir une nouvelle femme). Si tu sauves ta femme et que tu abandonnes ta sœur, tes parents t'accableront de reproches. Mais si tu choisis de sauver ta belle-mère, tu es un idiot.

B. *Conte dogon (sans titre).*

Un homme cultivait son champ, aidé de sa sœur et de sa femme. La pluie étant tombée en abondance, il fallut franchir un torrent pour rentrer au village. Les deux femmes perdirent pied et, tandis que l'homme sauvait sa sœur, la femme se noya. L'année suivante, la sœur quitta son frère pour aller habiter chez son mari et le frère demeura seul au logis. Il cultivait un champ tout proche de celui de son beau-frère lorsque des étrangers qui passaient là, le voyant seul, lui proposèrent d'acheter une captive. Le veuf n'avait pas d'argent; il appela sa sœur et demanda aux étrangers s'ils consentiraient à un échange; ils acceptèrent et, laissant la nouvelle femme aux mains du veuf, partirent en emmenant la sœur. Le beau-frère, informé de l'événement, ne put protester, car le veuf avait besoin d'une femme pour tenir son ménage et il n'avait pas outrepassé ses droits en vendant sa sœur. Mais il eût été plus simple de sauver sa femme alors qu'elle se noyait. « Un mari, termine le conteur, doit faire passer sa femme avant sa sœur : mon histoire enseigne pourquoi ».

C. *Conte dogon. Le Hogon trompé.*

Le Hogon surprit un jour sa femme en flagrant délit d'adultère. Il donna l'ordre d'enfermer le coupable dans une outre et d'aller noyer l'outre. On désigna à cet effet un homme robuste, qui prit l'outre sur son dos. En chemin, le porteur est pris d'un besoin pressant. Il pose l'outre à terre et, avant de s'écarter, demande à un Peul, qui se trouvait là gardant son troupeau, de la surveiller. En son absence, le prisonnier se plaint : « J'ai tant mangé de miel, dit-il, que

j'en ai mal au ventre. » Le Peul, alléché, détache l'outre et demande à goûter, lui aussi, du miel. L'autre, sitôt libéré, enferme son gardien à sa place, puis s'enfuit. Le porteur, à son retour, reprit son fardeau et alla noyer le Peul, sans prêter attention aux cris de ce dernier.

Cependant, l'amant s'était emparé du bétail sans maître. Six jours plus tard, il revint au village, à la tête du troupeau. Aux questions qu'on lui posa, il répondit que c'est au fond de la mare qu'on lui avait donné ses bœufs. Lorsque ses dires furent connus du Hogon, celui-ci demanda qu'on le porte, lui aussi, à la mare. Ainsi fut fait; mais le Hogon n'est jamais revenu.

D. *Conte bété. L'Araignée et sa belle-mère.*

L'Araignée, sa femme, son enfant et sa belle-mère se trouvaient dans un campement en forêt, lorsque la famine est arrivée. L'Araignée part en quête de nourriture, mais ses recherches demeurent vaines. Il se désole : « L'homme cherche, il ne trouve que des cailloux. » Une pierre l'entend, lui répond : « Prends-moi, je te nourrirai. — Comment cela? — Mets-moi au fond d'une marmite, verse de l'eau dans la marmite et mets-la sur le feu. » L'Araignée obéit : miracle, la poterie est pleine de riz, tous mangent à leur faim. Cependant la belle-mère, insatiable, gratte le fond de la poterie pour en détacher les grains de riz qui y restent collés; dans sa gloutonnerie, elle avale la pierre. Le gendre s'interroge : « Où est ma pierre? — Je l'ai mangée », avoue la belle-mère. « Il faut me rendre ma pierre. Tu vas te purger. » La belle-mère prend une purge, restitue la pierre. L'Araignée met à nouveau la pierre dans la marmite, la marmite pleine d'eau sur le feu; mais le charme est rompu et la poterie, cette fois, demeure vide de riz. « Demain, dit l'Araignée à sa belle-mère, nous irons chez les pierres leur demander de quoi manger. » Tous deux se mettent en route. Sur le chemin, ils rencontrent un homme, *Mede*, qui leur demande : « Où allez-vous? », et offre au gendre du vin de palme : « Prends ce sentier, tu trouveras un palmier abattu, que j'ai mis en perce. » L'Araignée ne se fait pas prier, laisse sur place son bagage où la belle-mère se trouve dissimulée, part en quête du vin de palme. La belle-mère profite de son absence, se fait délivrer, explique leur quête. *Mede*, curieux du secret des pierres, prend la place de la vieille et se cache dans le bagage. La belle-mère s'éclipse. Cependant le gendre, ayant bu son vin de palme, revient, prend son ballot, poursuit son chemin sans s'apercevoir de la substitution. Parvenu au bord d'une rivière, il s'adresse à sa belle-mère : « Aujourd'hui tes jours sont finis. » Terrifié, *Mede* s'écrie : « C'est moi, *Mede*, que tu portes, et non ta belle-mère. » Le gendre ne veut rien entendre et jette sa charge dans l'eau : *Mede* est mort pour rien.

4 Afrique Noire hors d'Afrique.

Description d'une cérémonie dominicale au temple, dans une secte d'Harlem : « *Diogène*, nº 37, p. 133-134.

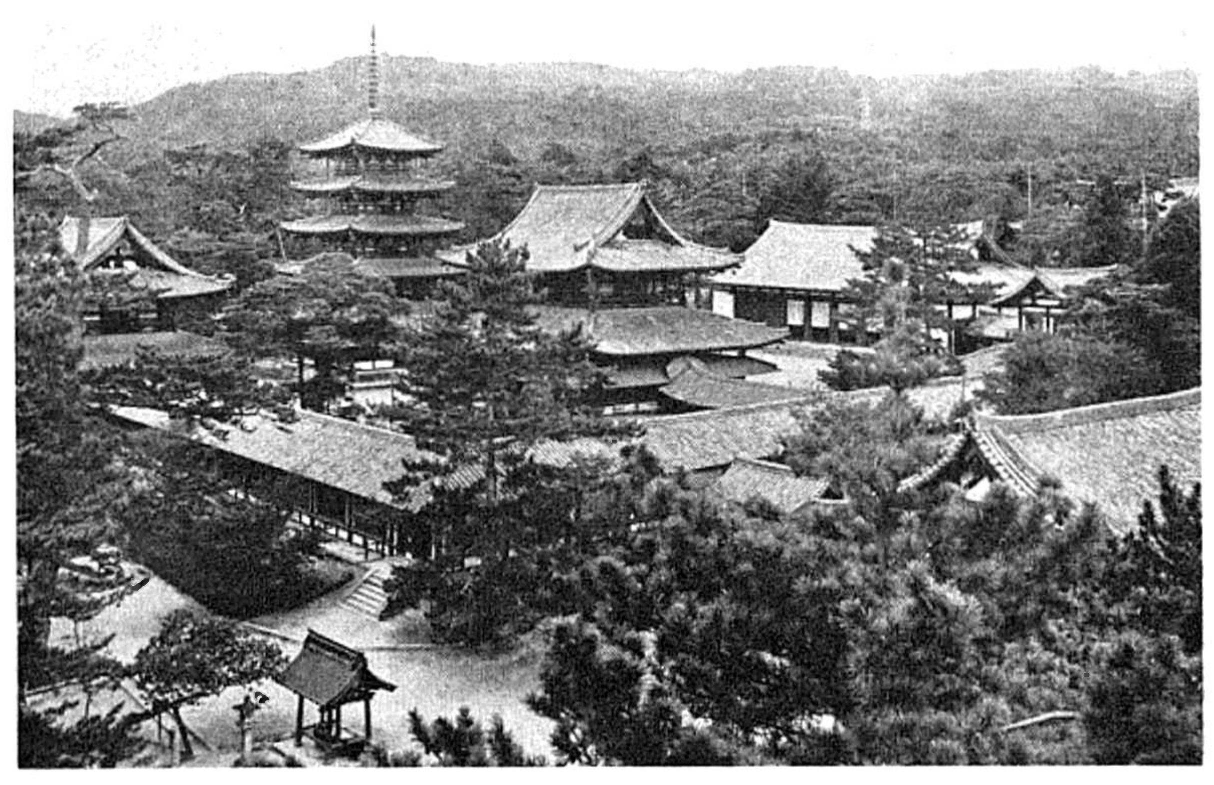
« L'office du dimanche matin commençait quand le Frère Elisha s'asseyait au piano et entamait un cantique... Soudain Elisha frappait les touches, commençait immédiatement à chanter, et tout le monde se joignait à lui, battant des mains, levant et frappant les tambourins... Les fidèles chantaient de toute leur âme et battaient des mains de joie. John ne se souvenait pas d'un temps où il n'ait pas attendu, avec terreur et émerveillement dans son cœur, cette joie déchaînée des croyants. Les chants le forçaient à croire à la présence du Seigneur; à vrai dire, il ne s'agissait même pas de croire, puisqu'ils rendaient cette présence réelle... Quelque chose transfigurait ces visages et ces voix, ces corps et l'air même qu'ils respiraient, comme si l'endroit où ils se trouvaient devenait le Haut Lieu, comme si le Saint-Esprit voguait à travers les airs. Le visage de son père, toujours redoutable, devenait alors plus terrifiant encore et sa colère quotidienne se transformait en courroux prophétique. Sa mère se balançant, les yeux levés vers Dieu, les mains jointes, matérialisait pour John cette patience, cette persévérance, cette longue souffrance dont il est parlé dans la Bible et qu'il avait tant de mal à imaginer. Le dimanche matin, toutes les femmes semblaient patientes, tous les hommes puissants. Sous les yeux de John, la Puissance alors frappait un homme ou une femme; ils poussaient un cri, un long cri inarticulé, et les bras étendus comme des ailes, ils commençaient à pousser le cri de joie. Quelqu'un déplaçait légèrement une chaise pour leur faire place, le rythme marquait un temps de repos, le chant s'arrêtait, on n'entendait plus que le trépignement des pieds et les battements des mains; puis un autre cri s'élevait, une autre danse commençait; les tambourins reprenaient, les voix s'élevaient encore, et la musique s'imposait à nouveau irrésistiblement, pareille au Feu du Ciel, au Déluge, au Jugement Dernier. » (James Baldwin, *Les Elus du Seigneur*, Paris, 1957, pp. 14-16).

5 Les abords du Stanley Pool, au Congo, il y a à peine un siècle (1879-1882).

Les voyages de Savorgnan de Brazza, Neuville et Bréard, Berger Levrault, 1884, p. 122-23.

« Les environs du Stanley Pool sont habités par une population essentiellement guerrière; en outre, les Batékés sont, dit-on, anthropophages et leurs habitudes ne sont pas de nature à rassurer le voyageur sur ce point. Leur visage et leur poitrine bariolés de rouge, de jaune et de blanc, leurs cheveux enduits d'un mélange d'huile et de charbon, tressés en forme de trompes d'éléphants, leur fusil, leur sagaie et leur large coutelas dont ils ne se séparent jamais, tout concourt à leur donner un aspect à la fois repoussant et terrible.

Le pays qu'ils habitent est dévasté par des bandes d'éléphants et d'hippopotames dont on rencontre les traces à chaque pas; aussi les Batékés sont-ils totalement étrangers aux travaux de l'agriculture : leurs seules occupations sont la chasse, la pêche et le commerce de l'ivoire qui acquiert sur ce point une importance considérable; au seul village d'Omfoa, il se vend chaque jour de 80 à 100 défenses. Les indigènes de Stanley Pool achètent l'ivoire aux caravanes qui l'apportent de l'intérieur, principalement par la voie du fleuve, puis ils le revendent sur place à d'autres caravanes. Stanley Pool est donc incontestablement un des marchés les plus importants de l'intérieur et il n'est pas étonnant qu'après le premier passage de Stanley, ce point ait attiré l'attention de tout le commerce européen établi sur la côte ».



1. **La terre** : Un temple au milieu d'une végétation exubérante.

2. **La mer** : Coucher de soleil sur la Mer Intérieure au Japon.

INTRODUCTION A L'EXTRÊME-ORIENT

Notre propos est de considérer *exclusivement* les traits d'ensemble, les convergences de l'Extrême-Orient en faisant appel successivement à la géographie, à l'histoire, puis à la très lointaine origine de civilisations encore vivantes sous nos yeux. Ce dernier trait étant, sans discussion possible, le plus important de tous.

I. Ce que signale la géographie.

Voir l'Extrême-Orient, situer cette immense scène, c'est comprendre, plus qu'à demi, son destin et ses civilisations étranges. Pour cette première prise de contact, les voyageurs, les journalistes, les géographes sont les meilleurs guides. A condition de ne pas tout expliquer de façon autoritaire, à partir d'un déterminisme géographique absolu qui n'existe pas plus en Asie qu'en Europe, ou dans n'importe quel pays longuement travaillé par l'histoire et l'effort patient des hommes.

1. L'Extrême-Orient, en gros, est un monde tropical et subtropical.

C'est la « chaudière » de l'Inde, ses forêts et ses jungles; la Chine méridionale, pluvieuse et chaude; l'Insulinde équatoriale avec ses forêts gigantesques et ses plantes à croissance ultra-rapide (un mètre par jour, pour certaines lianes, au Jardin Botanique de Buitenzorg, à Java).

Cependant, l'Inde, c'est aussi l'Indus, le Gange moyen, le Deccan central sec, à l'abri des Ghâtes occidentales — soit d'évidentes aridités et semi-aridités; la Chine, c'est aussi la Chine du Nord, immense « campagne » de loess ou d'alluvions récentes, avec ses hivers rigoureux, la Mandchourie boisée, les déserts glacés du Nord.

Toute cette Chine septentrionale, avec, à son extrémité, la capitale impériale, Pékin, est sous la flagellation du froid. Le paysan y dort l'hiver sur son fourneau. Le proverbe dit : « Que chacun balaie la neige devant sa porte, sans s'occuper de la gelée blanche sur les tuiles des maisons voisines. » « L'hiver, par temps de gel, écrit un lettré du XVIIIe siècle, lorsque des parents et des amis pauvres viendront à notre porte, nous ferons d'abord gonfler un grand bol de riz que nous leur mettrons dans les mains, et nous ajouterons une petite soucoupe de gingembre mariné. C'est le meilleur moyen de réchauffer les vieillards et de réconforter les indigents... Nous ferons cuire d'épaisses bouillies que nous dégusterons en serrant le bol à deux mains, le cou rentré dans les épaules : les matins de givre ou de neige, quand on prend de ce plat, par tout le corps on a bien chaud. »

Il arrive que ces froids vifs et ces coups de neige glissent vers le Sud tropical. En 1189, il neigeait à Hang-Tchéou, la capitale des Song du sud, non loin du Yang-Tsé-Kiang. « Les branches des bambous cassaient avec un bruit étrange. »

Ainsi la géographie, à première vue, porte témoignage sur la diversité, non sur l'unité de ces pays aux multiples visages. Mais peut-être nous égare-t-elle et le problème est-il ainsi mal posé? Ce n'est pas le milieu géographique, fort divers en soi, qui crée l'unité de l'Asie du Sud-Est, mais bien une civilisation *matérielle* assez monotone, qui s'impose à peu près partout et qui s'ajoute aux éléments géographiques, physiques et humains. Cette civilisation est trop ancienne, trop enracinée dans le lointain des âges, elle est « le produit de trop de processus de psychologie individuelle et collective pour qu'il soit licite de la faire dériver du seul milieu physique local » (P. Gourou). Elle existe en elle-même, force plus qu'à demi indépendante, déterminante à son tour.

2. Cette civilisation s'affirme sans ambages, de façon monotone, où que les sondages soient pratiqués, comme une civilisation exclusive du végétal.

Cette vérité a été enregistrée avec régularité par tous les voyageurs occidentaux, hier comme aujourd'hui, dès qu'ils mettent le pied en Asie.

Les Japonais ne mangent d'autre viande que du gibier, dit l'un d'eux, un Espagnol, en 1609. Un médecin allemand, vers 1690, remarque qu'ils ignorent le lait et le beurre. Ils se nourrisent du « gokost », « les cinq aliments de la terre » (comme en Chine, le chiffre *cinq* est sacré au Japon) : le riz « blanc comme neige »; le saké, eau-de-vie fabriquée à partir

du riz; l'orge, destinée en principe au bétail, mais dont on fait de la farine et des gâteaux (ces épis d'orge, dans les champs, dit ce même médecin, sont d'un « rouge admirable à voir »); des pois blancs enfin pareils à nos fèves. A quoi s'ajoutent du millet, des légumes, du poisson, mais toujours peu, très peu de viande.

Vingt ans plus tôt, aux Indes, un médecin français, observant l'énorme cohue du cortège qui accompagnait le Grand Mogol Aureng Zeb, dans son voyage depuis Delhi vers le le Cachemire, s'étonnait de la sobriété des soldats, « fort simples dans leur manger... De tout ce grand nombre de cavaliers, il n'y a pas la dixième, ni même la vingtième partie qui, dans la marche, mange de la viande. Pourvu qu'ils aient leur *kicheris* ou mélange de riz et d'autres légumes sur lesquels ils versent du beurre roux..., les voilà contents ».

De même, les habitants d'Achem, dans l'île de Sumatra ne sont pas exigeants. « Le riz fait leur seule nourriture, dit un voyageur en 1620; les plus riches y joignent un peu de poisson et quelques herbages. Il faut être grand seigneur à Sumatra pour avoir une poule rôtie ou bouillie... Aussi disent-ils que 2 000 chrétiens dans l'isle l'auraient bientôt épuisée de bœufs et de volailles. »

La Chine vit à la même enseigne. « Si les Chinois mangeaient autant de viande que nous, en Espagne, note le P. de las Cortes (1626), toute sa fertilité et de loin n'y suffirait pas. » Même les riches se contentent de peu : ils « piquent sur leurs tables pour se donner de l'appétit quelques petits morceaux de viande de porc, de poulet ou autres qui y sont disposés »; des amuse-gueule, dirions-nous aujourd'hui. C'est ce qu'explique encore un voyageur anglais du XVIIIe siècle. Même à Pékin, où cependant arrivent des animaux de Tartarie, « le peuple ne mange que très peu de viande qu'il mêle avec les végétaux pour leur donner un peu de goût. Le lait, le beurre, le fromage... sont peu connus des Chinois ». Non qu'ils aient de la répugnance à l'égard de la viande, au contraire. Qu'un animal meure par accident ou maladie, bœuf ou chameau, mouton, âne, il est mangé aussitôt. « Ce peuple ne connait pas de distinction entre la viande propre et la viande malpropre», conclut notre Anglais avec quelque dégoût. On mange en Chine, serpents, grenouilles, rats, chiens, sauterelles...

A ces témoignages s'ajoutent les innombrables indications de la littérature chinoise elle-même, précise à souhait sur ces sujets de la vie quotidienne. Ce personnage de roman, une jeune veuve mijaurée, « un jour veut du canard, le lendemain du poisson, une autre fois des légumes frais, des bouillons aux pousses de bambou; lorsqu'elle n'a rien à faire, il lui faut encore des oranges, des biscuits, des nénuphars. Elle boit beaucoup de vin (de riz); tous les soirs, elle mange des moineaux frits; des écrevisses salées; elle boit trois litres de vin de cent fleurs ». Tout cela, évidemment, débauche, caprice de riche...

Tcheng Pan K'ia, ce lettré poète, peintre et calligraphe (1693-1765), généreux homme s'il en fut, souhaite que tous les gens de sa maison participent aux jours de festin. « Chaque fois, écrit-il dans une de ses *Lettres Familiales*, qu'il y a du poisson, du riz à l'eau, des fruits, des gâteaux, il est bon de faire à la ronde une distribution équitable. » Les nourritures auxquelles ses lettres font allusion sont des galettes de sarrasin, des bouillies épaisses de riz chaud... Telle est la norme. Ce richissime usurier, propriétaire d'un Mont de Piété, que nous décrit un conte du Moyen Age, avare en diable, prompt à se réjouir de toute « sapèque » « qu'il trouve par terre », déjeune d'un « plat de riz froid arrosé d'eau bouillante ».

Rien, en fait, n'a changé aujourd'hui. Faisant allusion à la savante cuisine chinoise, un journaliste écrit, en 1959 : « Je sais bien que la cuisine chinoise a toujours été un art d'accommoder des riens, qu'un peuple trop nombreux à qui l'élevage du bœuf — ce formidable gaspillage de calories — est interdit, s'efforce d'utiliser tout ce que nous autres laisserions échapper. »

Les Chinois restent des végétariens : 98 % des calories qu'ils utilisent proviennent de denrées végétales; ni beurre, ni fromage, ni lait, très peu de viande, très peu de poisson. Les hydrates de carbone sont demandés en partie au blé, au millet, dans le Nord; au riz prédominant dans le Sud; les protéines, au soja, aux graines de moutarde, à des huiles végétales diverses.

Un seul pays se transforme actuellement dans ce domaine, en augmentant énormément sa consommation de poisson et surtout en adoptant la viande, c'est le Japon.



Le tigre mangeur d'hommes.
Voyage en Chine du Père de Las Cortes, XVIIe siècle. Manuscrit conservé au British Museum.

3. L'omniprésence du riz dans le Sud-Est et son exportation vers le Nord sont responsables de la généralisation de ce régime végétarien.

L'Occident, mangeur de blé ou de céréales succédanées du blé, a dû adopter très tôt, en raison de cet usage, le système des jachères et des rotations de cultures, sans lequel la terre s'épuise rapidement et alors le blé cesse tout rapport. Une partie de la terre a donc été donnée automatiquement à la prairie et aux herbages, d'autant que le travail du blé réclame une aide animale considérable.

Au contraire, le riz occupe *tous les ans le même espace, indéfiniment*. La plus grosse partie du travail se fait à la main. Le buffle ne sert qu'aux labours légers dans la boue de la rizière. Partout, un jardinage minutieux, attentif, se fait à la main. Dans ces conditions, se nourrir de viande serait un gaspillage fantastique. Les animaux devraient être nourris de grains. L'homme préfère les manger lui-même.

La première conséquence de ce régime est de permettre un plus fort accroissement démographique que tout autre système faisant place aux aliments d'origine animale. Six ou huit paysans peuvent se nourrir sur un seul hectare, s'ils ont une alimentation uniquement végétarienne. A surface égale, le rendement humain du végétal s'avère indiscutablement supérieur aux autres. Il explique le pullulement « des foules d'Asie ».

Sans doute, comme celle de l'Inde, la formidable population de la Chine est-elle un fait relativement récent : le vrai départ en a été donné dans le sud chinois par la généralisation, à partir des XIe, XIIe siècles, de riz précoces qui permettent la *double récolte annuelle*. La population, au XIIIe siècle, atteint probablement 100 millions. A partir de la fin du XVIIe siècle sa progression devient très vive. Aujourd'hui, leur nombre même empêcherait ces foules, si elles le désiraient, de choisir une autre alimentation. « Elles sont ainsi enchaînées par un véritable *déterminisme de civilisation* à persévérer dans les voies que celle-ci leur a tracées. » Dès le XVIIIe siècle, l'Inde a dépassé, elle aussi, la cote des cent millions d'habitants.

4. La thèse de Wittfogel : La civilisation du riz implique un système d'irrigation « artificielle », lourd de disciplines civiques, sociales et politiques.

Par le riz, les peuples d'Extrême-Orient sont liés à l'eau, aux *tanks* (réservoirs) de l'Inde méridionale; dans la plaine indo-gangétique, aux puits ou aux canaux d'irrigation issus des cours d'eau; de même en Chine, l'irrigation revêt toutes les formes : elle est liée à la fois aux fleuves tranquilles du Sud (ainsi aux régulières inondations des lacs Poyang et Toungting, en bordure du Yang-Tseu), aux puits, aux canaux dont le Canal Impérial est le type achevé (à la fois voie de communication et système d'irrigation), aux fleuves sauvages du Nord, comme le Peï Ho ou le Hoang Ho qu'il a fallu endiguer, dompter, et dont les révoltes brutales restent fréquentes. Partout, aussi bien sur les terrasses des Philippines ou de Java, que dans la Chine cantonaise, et au Japon, l'irrigation, avec, souvent, ses canaux aériens de bambous, ses pompes primitives ou modernes, implique une discipline stricte de travail et d'obéissance à l'image de l'ancienne Égypte, exemple classique des servitudes qu'impose l'irrigation.

Commencée sans doute avec le second millénaire avant le Christ sur les terres basses mises de niveau, la culture du riz s'est étendue, peu à peu, à toutes les terres arrosables, en même temps qu'elle s'améliorait, grâce à des graines sélectionnées qui permirent de créer des espèces hâtives. Dès lors, *la riziculture a entraîné, pour ces populations d'Extrême-Orient, comme le dit K. A. Wittfogel, des régimes autoritaires, bureaucratiques, avec des nuées de représentants de l'Etat.*

Cette explication, discutable sur plus d'un détail, comme l'ont souligné des contradicteurs, se révèle surtout bien trop simple. S'il y a, et il y a évidemment, un déterminisme de l'eau domestiquée, de l'eau nécessaire au riz, du riz lui-même, ces contraintes ne constituent qu'un des éléments d'un édifice bien plus complexe. Vérité à ne pas perdre de vue. Mais les contraintes de la civilisation du riz ne doivent pas l'être non plus : elles ont compté, elles comptent toujours.

5. D'immenses zones restent primitives ou sauvages en Extrême-Orient où, généralement, prospèrent surtout les civilisations de plaine, liées à l'irrigation.

Les rizières inondées de montagnes sont une réalité, il est vrai, mais sur d'étroites terrasses, en des régions surpeuplées, où l'immense travail de ces terrasses, à plan d'eau, a été possible (ainsi à Java). Régulièrement et dans la mesure même où a triomphé une culture intensive, l'homme civilisé, en Extrême-Orient, ne retient qu'une minime partie de l'espace. Le reste, surtout les hauts pays, les régions isolées, certaines îles, sont le refuge de populations et de cultures primitives.

Le livre de Georges Condominas, *Nous avons mangé la forêt* (1957), nous transporte près de Saïgon, en arrière de

Dalat, la station estivale, auprès d'une tribu primitive dont la chronique est contée au jour le jour. Elle vit sur une forêt dont un morceau est mis en culture, chaque année : les arbres sont « ceinturés », abattus ou brûlés. Sur la terre ainsi dégagée, « la plantation se fait au moyen du bâton à fouir; un trou rapidement ouvert, quelques graines, la terre repoussée de l'orteil ». L'essentiel de la récolte sera fourni par le riz en *culture sèche*. Un pan de forêt est mangé, chaque année. Au bout de vingt ans, on revient au point de départ, si tout va bien, c'est-à-dire si la forêt, « laissée en jachère », s'est reconstituée dans l'intervalle.

Cette agriculture itinérante (qu'on appelle *ladang* en langage malais, et qu'on retrouve un peu partout, sous des noms variables) est une agriculture primitive, pratiquement sans animaux domestiques.





En Asie. 1. **La steppe,** domaine des éleveurs nomades.
2. **La vallée,** domaine des cultivateurs et des bateliers.

Elle soutient la vie de mille peuples très arriérés. Le temps présent, évidemment, ne les favorise guère, mais ils survivent dans les régions à l'écart.

L'Occident, au contraire, a su très tôt assimiler ses primitifs. Les zones isolées et arriérées ne lui ont certes pas manqué, reconnaissables aujourd'hui encore, mais il a réussi à les joindre, à les catéchiser, à les amener jusqu'à ses villes, à capter leurs forces vives.

Rien de tel en Extrême-Orient. Cette immense différence explique la présence, en Chine, de tant de peuples « non sinisés »; en Inde, de tant de tribus hors du système des castes et de leurs interdictions (autant dire hors de la civilisation indienne).

Elle nous explique aussi bien des détails du présent et du passé. En 1565, sur le champ de bataille de Talikota, le Royaume « hindou » de Vidschayanagar, dans le Deccan, malgré un million de combattants, est frappé à mort par la cavalerie et, plus encore, l'artillerie des Sultans musulmans. L'énorme, l'admirable ville est alors sans défense, ses habitants sans moyen de fuir, car toutes les voitures, tous les bœufs de trait sont partis avec l'armée. Mais ce ne sont pas les vainqueurs qui la pilleront car tandis qu'au lieu d'y pénétrer, ils s'attardent à poursuivre les vaincus et à les égorger, les peuplades primitives des environs de la ville, hordes de Brindscharis, de Lambadis, de Kurumbas se jettent sur la capitale et la mettent à sac...

Un médecin allemand, sur le chemin du Siam, reçoit les confidences d'un marchand japonais qui, quelques années plus tôt, en 1682, a fait naufrage dans une île déserte, près de la côte de Luçon. Ils étaient une dizaine de naufragés à vivre d'œufs surabondants d'oiseaux sauvages et de coquillages en bancs épais sur les côtes. Après huit ans de cette vie extravagante, ils construisent une barque, mettent à la voile, arrivent enfin, exténués, dans l'île d'Haïnan, sur le Golfe du Tonkin pour apprendre qu'ils ont échappé de peu à une mort certaine. L'île est à moitié chinoise, à moitié primitive. Ils ont eu la chance d'aborder dans la partie chinoise. Les sauvages ne leur auraient pas fait quartier. De même Formose, conquise par les Chinois en 1683, a été et reste divisée, chinoise et non chinoise, comme beaucoup d'îles et « de compartiments quasi étanches du Continent ».

Les chiffres *actuels*, en ce qui concerne la Chine et ses populations non sinisées, ne manquent pas d'être impressionnants. Si ces primitifs ne représentent que 6 % de la population totale (soit à peu près et très approximativement 36 millions d'êtres), 60 % du territoire chinois (y compris, il est vrai, ces régions aberrantes que sont le Gobi, le Turkestan, le Thibet) leur appartiennent. Sur le plan de l'espace, ils sont toujours majoritaires.

Ce sont les Tchouangs du Kouangsi, les Miaos, les Lis, les Thaïs et les Yis (ces quatre peuples largement dispersés du Yunnan au Kan-Sou); les Hoveis du Kan Sou, les Yaos. Vis-à-vis d'eux tous, ou peu s'en faut, la politique de la Chine impériale et, hier, de la Chine de Tchang Kaï-chek a été une stricte ségrégation. « On lisait sur les portes des villes Yis : Défense aux Yis de se réunir ou de marcher par groupes de plus de trois dans les rues »; « défense aux Yis de passer à cheval ». La Chine actuelle a amélioré leur sort, elle leur a reconnu une certaine autonomie, mais non pas cette semi-indépendance que les Soviétiques ont accordée à leurs minorités ethniques. Par contre, toutes ces sociétés retardataires (avec des esclaves, comme chez les Yis du Lianghsan, ou avec le servage, *ula*, chez les Thibétains) ont été bouleversées. Des travaux décisifs ont été entrepris pour doter les plus arriérées de langues écrites. Ainsi aujourd'hui seulement la Chine se préoccupe (pour leur bien et sûrement leur déplaisir) de ses populations arriérées.

6. Entre les zones civilisées, la terre des hommes sauvages est aussi le domaine des animaux sauvages.

Ce dernier trait marque l'Extrême-Orient en son entier, les bêtes sauvages y pullulent : lions de la région du Pendjab, sangliers des côtes de Sumatra, crocodiles des rivières des Philippines et partout, roi des animaux cruels, le tigre, voleur et mangeur d'hommes.

Vérité d'aujourd'hui qu'on retrouve, plus colorée, dans mille récits d'hier. Le P. de las Cortes, un Jésuite espagnol qui fit naufrage en 1626, près de Canton, a parlé de ces tigres qui pullulent dans les campagnes chinoises et souvent viennent jusque dans les villages et les villes se saisir de proies humaines. Le dessin que nous reproduisons de lui, autant que de souvenirs, semble s'inspirer de modèles chinois...

Un médecin français, François Bernier, visite le delta du Gange vers 1660. Le Bengale est certainement, et de loin, la région la plus riche, la plus peuplée de l'Inde, « un don du Gange », comme l'Égypte est un don du Nil, une grande région productrice de riz et de sucre. Au milieu de cette prospérité, des îles sont désertes, entre les bras mêmes du fleuve, et les pirates les fréquentent. « Ces îles, raconte Bernier, n'ont plus d'autres habitants que des tigres, qui quelquefois passent à la nage d'une île à l'autre, ou des gazelles, ou des porcs et de la volaille redevenue sauvage. Et c'est à cause de ces tigres que, quand on voyage entre ces îles avec de petits bateaux à rames, comme c'est l'ordinaire, il est dangereux en beaucoup d'endroits de mettre pied à terre; et l'on doit bien prendre garde que le bateau que l'on attache la nuit à des arbres ne soit pas trop proche du rivage, car il y en a toujours quelques-uns d'attrapés : et l'on dit qu'il s'est trouvé des tigres si hardis qu'ils sont entrés jusque dans les bateaux d'où ils ont emporté des hommes endormis, choisissant même (si l'on peut croire les bateliers du pays) les plus gros et les plus gras ».

II. Barbarie contre civilisation : le témoignage de l'histoire.

Les civilisations massives d'Extrême-Orient — avant tout l'Inde et la Chine — auraient vécu paisiblement s'il n'y avait eu, pour les troubler, que ces zones internes de sauvagerie, avec leurs pauvres agriculteurs mangeurs de forêts. Leur tourment, sous la forme de vrais fléaux bibliques, est venu des vastes déserts et steppes (à l'ouest et au nord de la Chine, au nord et à l'ouest de l'Inde), torrides sous le soleil d'été, l'hiver ensevelis sous d'énormes amoncellements de neige.

Sur ces terres inhumaines, une population de peuples pasteurs : Turcs, Turkmènes, Khirgiz, Mongols... Des nuées de cavaliers. Dès que l'histoire permet de les apercevoir, ils sont déjà tels qu'ils se maintiendront — violents, pillards, cruels, d'une bravoure folle — jusqu'à la fin de leur grandeur historique, c'est-à-dire, en gros, jusqu'au milieu du XVIIe siècle. Alors, mais alors seulement, les peuples sédentaires, grâce à la poudre à canon, auront eu définitivement raison d'eux. Ils les tiendront à distance; et contenus, réduits à peu de chose, ils ne feront que se survivre et vivoter misérablement jusqu'à l'époque actuelle. Ni les deux Mongolies (l'Intérieure et l'Extérieure, la chinoise et la soviétique), ni le Turkestan (le chinois et le soviétique) ne sont aujourd'hui par eux-mêmes des pays essentiels sur l'échiquier du monde. Seuls comptent leurs espaces et leurs aérodromes, qui ne leur appartiennent pas.

1. Mais en quoi ces nomades nous intéressent-ils, sur le plan de l'actualité des civilisations? En ceci que leurs fantastiques déferlements, hier, ont indéniablement retardé le développement des grandes civilisations voisines.

Hermann Goetz, dans son recueil classique — *Les Époques de la civilisation indienne*, 1929 — le dit à propos de l'Inde, mais sa remarque peut s'étendre sans hésitation à la Chine. Car l'Inde n'est vraiment ouverte sur le monde des nomades que par l'étroite passe de Khaïber, à travers les montagnes afghanes, tandis que la Chine a le désavantage d'être bord contre bord avec le vaste Gobi, contre quoi la Muraille de Chine, construite dès le IIIe siècle avant Jésus, est un obstacle militaire important, plus symbolique cependant qu'efficace, et mille fois franchi.

Pour le sinologue Owen Lattimore, ces nomades sont d'anciens paysans. La mise en place d'une agriculture perfectionnée a refoulé les paysans les moins adaptés vers les hauts pays des mangeurs de forêts, surtout vers les bordures steppiques et désertiques. Ces paysans rejetés des régions riches n'ont eu à leur disposition que le refuge de ces immenses et très médiocres pâturages. Ainsi la civilisation a-t-elle été « mère de barbarie », elle a fait d'anciens agriculteurs des bergers nomades. Cependant de ces refuges, le Barbare revient sans fin, à la suite de crises internes, de révolutions sociales, de montées démographiques explosives, vers les pays des sédentaires, et ce retour est rarement paisible. Il y revient, très souvent, en dominateur, en triomphateur, en pillard : le nomade méprise, nargue alors le sédentaire conquis.. Écoutons à ce propos les Mémoires de Baber qui, en 1526, s'empara de l'Inde du Nord :

« ...Quoique l'Hindoustan soit un pays naturellement plein de charme, ses habitants sont dépourvus de grâce, et on ne trouve dans le commerce avec eux ni agréments, ni liant, ni relations suivies. Sans capacité, sans intelligence, sans sociabilité, ils ne connaissent pas la générosité, et les sentiments virils. Dans leurs conceptions, comme dans leurs œuvres, ils manquent de méthode, de tenue, de règles, de principes. Ils ne possèdent ni bons chevaux, ni viandes succulentes, ni raisins, ni melons, ni fruits savoureux. Ici, point de glace, point d'eau fraiche. Dans les marchés on ne peut se procurer ni mets recherchés, ni pain de bonne qualité. Bains, bougies, torches, medreceh, chandeliers, rien de tout cela n'y est connu...

A part les fleuves et les ruisseaux qui coulent dans les ravins et dans les fonds, ils n'ont, soit dans leurs jardins, soit dans leurs palais, aucune espèce d'eau courante. Leurs constructions manquent de charme, d'air, de régularité et d'élégance. Les campagnards et les gens de basse condition vont généralement nus. Pour tout vêtement ils portent ce qu'ils appellent *langota*, et qui n'est autre chose qu'une courte pièce de toile pendant de leur corps à deux empans au-dessous du nombril. Au-dessous de cette courte pièce de toile, il y en a une autre qu'on fixe entre les deux cuisses à l'aide du cordon du *langota*, par lequel on la fait passer, et qui sert à l'attacher par derrière. Les femmes s'attachent autour du corps un *lang* dont elles laissent pendre la moitié sur les reins et l'autre sur la tête.

Le grand avantage que présente l'Hindoustan, c'est, outre la vaste étendue de son territoire, la grande quantité d'or soit en lingots, soit en monnaie qu'on y trouve. »

Ainsi ce musulman du Turkestan juge-t-il, du haut de sa victoire, à partir de son désert et de son orgueil de nomade,

du haut aussi de la grandeur islamique à laquelle il appartient, la vieille civilisation de l'Inde, son art, son architecture. Sa morgue, pour ne pas être « morgue d'Occidental », n'en est pas plus plaisante.

2. Les grands mouvements conquérants des Mongols ne nous intéressent pas ici dans leur détail mais seulement dans la mesure ou ils ont mis en cause Chine et Inde, les frappant chaque fois en plein cœur. Ainsi, lors des deux dernières et immenses vagues d'invasions, aux XIIIe - XIVe siècles et aux XVIe -XVIIe.

Les croquis (pages : 190, 259, 272, 284, 286) montrent les limites chronologiques et l'organisation variable des explosions, soit vers l'Ouest et la lointaine Europe, soit vers l'Est, avec une variante vers le Sud et vers l'Inde, et toujours avec des chocs en retour vers la Chine. Sans doute, parce que, dès le principe du XVe siècle, la Chine est « l'homme malade » qui attire vers lui les convoitises des pillards. Quand il mourut, en 1405, Tamerlan préparait une attaque contre la Chine.

En tout cas, chaque fois qu'explose le monde batailleur des nomades, Chine et Inde sont rudement frappées, jusqu'en leurs capitales. Quatre dates, répétées deux à deux, le disent, à elles seules : 1215, l'année de Bouvines, Gengis Khan prend Pékin; 1644, les Mandchous, renforcés de Mongols, prennent à nouveau Pékin; 1398, Tamerlan prend Delhi; 1526, Baber prend Delhi, une nouvelle fois.

Ces événements sont des catastrophes sans nom. Chaque fois, il s'est agi de millions de vies humaines. L'Occident n'offre pas, et de loin, jusqu'aux guerres techniques du XXe siècle, des tueries aussi généralisées. L'Inde où ces guerres se compliquent de la lutte de deux civilisations (les barbares qui l'envahissent sont convertis à l'Islam) a eu une histoire épouvantable, au cours de ces incursions multiples dont elle ne triomphe finalement, comme la Chine, qu'en raison de son extraordinaire puissance de vie, et aussi parce qu'elle n'a jamais été submergée entièrement, jusqu'à la pointe du cap Cormorin et que le Deccan a toujours vécu sur une économie (et parfois une émigration) liée aux pays de l'Océan Indien.

Pour l'Inde comme pour la Chine, ces raz-de-marée auront signifié des destructions, des freinages répétés. Sans doute ont-elles à la longue absorbé les envahisseurs, mais à quel prix? Alors l'envahisseur barbare est-il responsable, en grande partie, d'un décalage grandissant par rapport à l'Occident? Est-ce la clef essentielle du destin de l'Extrême-Orient?

Pour l'Inde, on le soutiendrait volontiers. Aux origines (IIe millénaire avant J.-C.), les Aryens du Pendjab sont analogues aux ancêtres des Hellènes, des Celtes, des Italiotes, des Germains. A l'Iliade et à l'Odyssée correspond la culture chevaleresque de ces guerres pour la conquête de la plaine supérieure du Gange que raconte le Mahabharata. Au Ve siècle av. J.-C., à l'époque du Bouddha, l'Inde du Nord est couverte de républiques aristocratiques et de petits royaumes analogues à ceux de l'Hellade, avec, comme en Grèce, une esquisse de commerce. Au IIIe siècle, Tshandragputa et Asoka fondent le premier Empire qui va réunir l'Afghanistan et l'Inde entière, sauf la pointe méridionale du Deccan, irréductible comme toujours. C'est l'époque où se construit l'Empire gréco-macédonien d'Alexandre. Avec la naissance du Christ commence, par la porte du Nord-Ouest, l'invasion des peuples scythes qui aboutira au vaste Empire des Gupta, entre IIIe et VIIIe siècles et qui renouvelle la lutte, sans fin pour l'Inde, des hommes à peau claire et des hommes à peau foncée. Bientôt, comme dans le Moyen Age occidental, s'aperçoivent des masses de paysans asservis et, du Xe au XIIIe siècle, de grands États féodaux. Il n'y a certes pas parallélisme rigoureux, surtout quant aux formes des deux sociétés, mais d'un côté à l'autre, pas de différence trop accusée de niveau jusqu'au XIIIe siècle et à la grande tourmente mongole.

Alors, le décalage va se creuser progressivement. Et la question est la même pour la Chine : dans quelle mesure a-t-elle été retardée dans son développement par la conquête (mongole achevée en 1279 et par la conquête des Mandchous 1644-1683)? Techniquement, scientifiquement en avance usqu'au XIIIe siècle au moins, la Chine se laisse distancer ensuite par l'Occident lointain.

Il est évident, toutefois, que l'on ne saurait attribuer aux envahisseurs de la steppe toute la responsabilité du destin mêlé de l'Extrême-Orient. Les destructions des envahisseurs ont été immenses. Cependant tout s'est réparé, cicatrisé avec le temps.

On dirait même volontiers : trop bien cicatrisé. Les invasions qui, en Occident, ont signifié ruptures et naissances de nouvelles civilisations passent sur la Chine et sur l'Inde comme des catastrophes *matérielles*, mais qui ne changent vraiment ni leurs formes de pensée, ni leurs structures sociales. Jamais il n'y eut un bond comparable à celui qui a porté la civilisation antique de la Grèce à Rome, et de Rome à la Chrétienté; ou comparable au passage du Proche-Orient à l'Islam.

Cette extraordinaire fidélité à lui-même de l'Extrême-Orient, son immobilisme tiennent aussi à des raisons internes. Elles expliquent en partie son retard, qui, d'ailleurs, est tout relatif. L'Extrême-Orient n'a pas réellement reculé; il est resté où il était, pendant des siècles et des siècles, cependant que le reste du monde progressait à vue d'œil, le distançant de jour en jour davantage.

III. Origines lointaines : les raisons d'un immobilisme culturel.

C'est sans doute bien avant l'histoire, dès l'aube des premières civilisations, que tout s'est décidé. Les civilisations d'Extrême-Orient se présentent comme des ensembles qui auraient atteint très précocement une maturité remarquable, mais dans un cadre tel qu'il a rendu quasi immuables certaines de leurs structures essentielles. Elles en ont tiré une unité, une cohésion étonnantes. Mais aussi une difficulté extrême à se transformer d'elles-mêmes, à vouloir et à pouvoir évoluer, comme si elles s'étaient systématiquement refusées au changement et au progrès.



Le Shaman aux oiseaux.
Bronze chinois du IIe siècle av. J.-C.

1. Que les deux grandes civilisations d'Extrême-Orient soient des civilisations millénaires, c'est ce qu'il faut essayer de comprendre en oubliant nos expériences d'Occident.

En Extrême-Orient, où les monuments ne se détériorent et ne s'effacent que trop vite, dans la mesure souvent où ils sont, comme en Chine et au Japon, bâtis en matériaux légers, l'homme, le social, le culturel semblent, au contraire, indestructibles. Ils ne sont pas d'hier, mais d'un jadis très éloigné. Imaginez ce que serait une Égypte pharaonique, miraculeusement conservée, adaptée tant bien que mal à la vie moderne, ayant sauvegardé ses croyances et certaines de ses mœurs.

L'hindouïsme, bien vivant encore, est la base quasi inchangée de toute la civilisation indienne depuis plus d'un millénaire : encore a-t-il emprunté et transmis certaines notions religieuses qui, elles, sont vieilles de quelque mille années supplémentaires.

En Chine, le culte des Ancêtres et des Dieux de la nature, qui date au moins du premier millénaire avant le Christ, s'est perpétué également à travers Taoïsme, Confucianisme et Bouddhisme qui ne l'ont certes pas supprimé. Il est encore vivant.

Or à ces formes religieuses anciennes et vivaces s'attachent des structures sociales qui ont eu la vie aussi dure qu'elles : le système indien des castes, la hiérarchie familiale et sociale chinoise. Il semble donc qu'il s'agisse, dans les deux cas, d'une pérennité religieuse, doublée d'une pérennité sociale, étroitement attachées l'une à l'autre. Ce trait est caractéristique des cultures primitives, dont toutes les formes de vie et de pensée sont totalement, *directement* engagées dans le surnaturel. Il est plus déconcertant dans de grandes civilisations aussi développées, et dans tous leurs différents domaines, que la Chine et l'Inde — mais d'autant plus remarquable.

2. Contrairement à l'Occident qui sépare nettement l'humain et le divin, l'Extrême-Orient ignore cette différenciation.

Le religieux se confond avec toutes les formes de la vie humaine : l'État est religion, la philosophie est religion, la morale est religion, les relations sociales sont religion. Toutes ces formes participent pleinement du sacré. Elles en tirent certainement leur tendance à l'immutabilité, à la perpétuité.

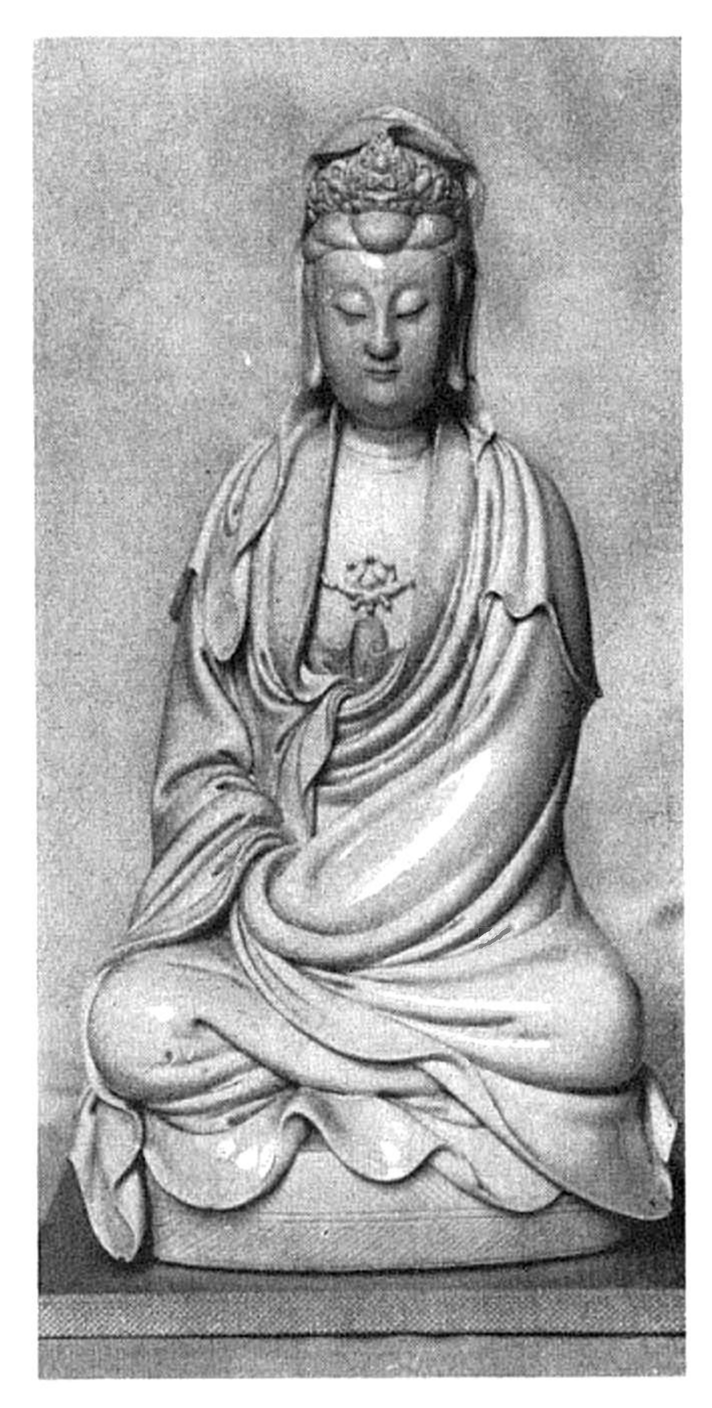
Par une contradiction compréhensible, ce divin mêlé à tous les actes de la vie, et même aux plus triviaux, donne souvent à l'Occidental, habitué à placer la religion sur un sommet spirituel, l'impression d'une absence de sentiment religieux, que remplacerait un formalisme rituel. C'est qu'il est difficile à un Occidental de saisir l'importance, le sens réel de ces rites.

Les observer, c'est se conformer à un ordre divin, qui régit tout l'humain. C'est vivre religieusement. Ainsi l'hindouïsme consiste beaucoup plus, essentiellement, dans la reconnaissance des valeurs que représente la hiérarchie des castes que dans « la croyance à des êtres spirituels et au culte des Dieux qui n'en constituent qu'un fragment ».

De même les Chinois se soucient peu de distinguer entre une infinité de dieux. L'essentiel est d'observer vis-à-vis d'eux toutes les obligations rituelles, de rendre au culte des Ancêtres tous les soins qui lui sont dus, enfin d'observer dans la vie familiale et sociale tous les devoirs que fixe une hiérarchie compliquée.

Il est vrai que le contexte spirituel est très différent, dans l'Inde et dans la Chine, que les formes de la religion et les formes sociales qui s'y rattachent ne se ressemblent guère. Si l'on oppose en bloc Occident et Extrême-Orient, on risquera de ne pas voir les vives oppositions qui divisent ce dernier. L'Inde n'est pas la Chine, est-il besoin de le dire? Et si la Chine, vis-à-vis de l'Europe, semble sous le signe d'une vie religieuse envahissante, elle s'affirme, par contre, face à l'Inde, comme un pays rationaliste, marqué au passage par la puissante crise intellectuelle des Royaumes Combattants (v^{e}-IIIe siècle avant J.-C.), semblable, a-t-on dit, à la crise philosophique essentielle qui a marqué la naissance, en Grèce, de l'esprit scientifique. Le Confucianisme, nous le verrons, a recueilli l'héritage de cette crise agnosticiste et rationaliste, il l'a adapté aux nécessités politiques et lui a permis de traverser l'énorme crise religieuse du IIIe au Xe siècle, pour le remodeler dans ce qui sera le néo-confucianisme, triomphant à partir du XIIIe siècle.

En Chine, donc, deux courants se côtoient et l'immobilisme de la société tient à certaines structures politiques, économiques et sociales autant que religieuses, tandis que dans l'Inde le surnaturel joue le rôle primordial. Comment pourrait-on y réformer, y remettre en question la société des hommes, puisque son organisation s'affirme d'essence divine?



Statuette en blanc de Fou-Kien.
Chine (Kouan-Yin). XVIIIe siècle.



LA CHINE CLASSIQUE

Cette Chine classique dont il nous faut partir, parce qu'elle est loin encore d'avoir entièrement disparu, a mis très longtemps à acquérir et à préciser ses traits originaux. Son image se présente comme celle d'un ensemble compact qui échappe aux essais habituels de périodisation. A travers tant de siècles, à travers une interminable succession de catastrophes et de conquêtes, elle semble présenter un visage immuable.

Pourtant, si lente que soit l'évolution de l'énorme réalité, celle-ci n'est jamais immobile. Comme toutes les civilisations, la chinoise accumule ses expériences, fait un choix sans fin renouvelé entre ses propres richesses et tendances ; enfin, contrairement aux apparences, elle n'est pas fermée sur le monde du dehors. Des souffles extérieurs parviennent jusqu'à elle, et y imposent leur présence.

I. Les dimensions religieuses.

Premières dimensions, les plus importantes, les plus difficiles à bien saisir, celles de sa vie religieuse. Cette vie religieuse n'a pas de contours nets. Elle admet plusieurs systèmes, comme la religion occidentale, mais qui ne s'excluent pas l'un l'autre. La piété d'un fidèle va d'une forme à l'autre, admet à la fois mysticisme et rationalisme. Imaginez un Européen oscillant, sans y trouver le moindre obstacle intellectuel ou religieux, de la Réforme à l'Église catholique et à l'athéisme et prenant partout son bien. « Il y a dans le Chinois le plus agnosticiste, ou le plus conformiste, un anarchiste et un mystique latent... Les Chinois sont superstitieux ou positifs, ou plutôt les deux à la fois. » (Marcel Granet.) C'est cet « à la fois » qui, souvent, est peu compréhensible pour un Occidental.

Ces remarques, qui valent même pour la Chine récente, sont utiles à rappeler au seuil d'un exposé historique. Elles expliquent à l'avance cette vérité fondamentale, à savoir qu'en s'implantant en terre chinoise, le Confucianisme (on dit aussi très rarement le Confucéisme) et le Taoïsme (à peu près au même moment), puis bien plus tard le Bouddhisme, ne se sont pas éliminés malgré leurs querelles et leurs luttes, ni toujours distingués l'un de l'autre. Ils se seront ajoutés, en vérité, à une vie religieuse largement antérieure, primitive, puissante. On dit que les « Trois Grands » ont navigué sur ces eaux religieuses anciennes. En vérité, ils y ont bel et bien fait naufrage.

1. La vie religieuse de la Chine, dans ses fondements, est très antérieure aux trois grands courants de sa vie spirituelle. Un héritage multiforme, vivace, se maintient à la base de toutes les pratiques religieuses.

Il s'agit là d'un vieil héritage en place dès avant le premier millénaire précédant le Christ, à l'aube de la première Chine cohérente, et que rien ne modifiera de fond en comble.

Alors l'apparition de la charrue permet la mise en place de populations beaucoup plus denses, groupées en villages, en Seigneuries. Cette première Chine pratique le double *Culte des Ancêtres* et des *Divinités du Sol* seigneurial, ce qui nous transporte, à notre gré, soit dans la Grèce archaïque, soit aux origines lointaines de Rome, dans le climat même de *La Cité antique*.

Le culte des Ancêtres accorde une importance exceptionnelle aux groupes familiaux *patrilinéaires* (où le nom se transmet de père en fils). Au-dessus de ces familles, le groupe plus vaste de la *gens* (en chinois *sing*) rassemble les hommes issus d'un même ancêtre, portant, de ce fait, le même gentilice. Ainsi pour les Ki, le premier Ancêtre est le Souverain Millet, pour la *gens* Sseu, Yu le Grand, le héros légendaire qui fit s'écouler les eaux du Déluge.

Cette organisation et le culte des Ancêtres concernent, à l'origine, les seules familles patriciennes. Plus tard, les familles plébéiennes imiteront ce modèle ancien et vénéreront, elles aussi, leurs Ancêtres comme autant de dieux.

Ci-contre : **Statue de bois du IXe siècle ap. J.-C.**
Cette statue trouvée à Touen-Houang représente un génie gardien de l'espace (Lokapâla) en costume guerrier Tang (armure de cuir).

A côté des Ancêtres se placent, sur un plan à peine différent, les Dieux locaux de la Seigneurie, depuis les Dieux de chaque maison, des collines, des cours d'eau, des diverses forces naturelles localisées en tel ou tel point du territoire, jusqu'au Dieu du Sol de la Seigneurie, *chö*, qui les domine tous.

« Un prince de Tch'en vaincu en 548 (av. J.-C.) qui se rendait à merci, alla au devant de son vainqueur en habits de deuil, tenant dans ses bras le Dieu du Sol et précédé de son général portant les vases du Temple des Ancêtres : c'était la Seigneurie qu'il offrait ainsi » (H. Maspéro).

Quand l'unité politique soumit les Seigneuries à l'autorité monarchique, un grand Dieu du Sol Royal s'imposa à tous ces dieux locaux : le Souverain Terre. Il fut assez naturellement le Dieu des Morts : il les « gardait jalousement dans ses Geôles Sombres, au sein des Neuf Obscurités, près des Sources Jaunes ». Il y eut aussi le Dieu du Ciel (le Dieu d'En haut), les Dieux des montagnes, des Quatre Mers, des Fleuves (le Comte du Fleuve est le Dieu du terrible Hoang Ho)... En fait, les dieux sont aussi nombreux que les milliers de caractères du chinois classique!

Ce polythéisme proliférant croit à la survie des âmes, soit aux Sources Jaunes, séjour infernal, soit au monde céleste du Dieu d'En Haut, soit sur terre dans le Temple des Ancêtres. Cette hiérarchie des séjours de l'Au-delà est souvent calquée sur les hiérarchies sociales d'ici-bas. Princes, ministres, grands de ce monde connaissaient la vie bienheureuse du Ciel où les plus importants continuaient à être assistés de leurs serviteurs. Le commun des mortels allait aux Sources Jaunes, aux Neuf Obscurités : à eux l'Enfer. Aux demi-fortunés, la vie dans le Tombeau des Ancêtres. Tout cela un peu flou, d'autant que chaque homme a plusieurs âmes et que la vie de l'au-delà n'est possible que grâce aux offrandes et aux sacrifices des vivants, analogues aux sacrifices et aux offrandes réservés aux Dieux. Morts et Dieux mangent : « Nous remplissons d'offrandes les coupes en bois et les coupes en terre, dit le chant rituel lors du sacrifice des victimes. Dès que le parfum en est monté, le Seigneur d'En Haut se met à manger. »

Entre Dieux et vivants, les marchés sont la règle : aux offrandes répondent les protections. Un Dieu dit : « Si vous me faites des sacrifices, je vous donnerai du bonheur. » Un Prince déclare : « Mes offrandes sont abondantes et pures. Sûrement les Esprits me soutiendront. » Cet autre se plaint : « Quel crime ont commis les hommes d'aujourd'hui pour que le Ciel envoie deuils et troubles, disette de grains et de légumes! Il n'y a pas de Dieux que je n'aie honorés; je n'ai pas lésiné sur les victimes! »

2. La crise des « Royaumes Combattants ». Entre V^e et IIIe siècles avant J.-C., la Chine féodale se désagrège, au cours de la période mouvementée, dite des « Royaumes Combattants ».

Les Seigneuries disparaissent alors au profit de principautés plus ou moins importantes, plus ou moins stables, au milieu de guerres continuelles. Ensuite se constituera et s'imposera la paix unificatrice de l'Empire des Han.

Cette crise longue et violente s'accompagne d'une inquiétude morale très vive qui incite les penseurs chinois, au cours de leurs controverses idéologiques, à réagir contre la religion des premiers âges et son formalisme. Le destin intellectuel de la Chine est tout entier dominé par cette période qui évoque, au gré des comparaisons, ou la Grèce des ve et ive siècles avant J.-C., ou l'Italie de la Renaissance avec ses drames politiques et sociaux, durant lesquels le gros problème, pour les tyrans et leurs sujets, fut de vivre, ou de survivre.

Ainsi la Chine des ve-iiie siècles a-t-elle eu ses politiques (ses *légistes*) préoccupés de calculer l'occasion et la chance *(che)* qu'elle peut offrir au Prince ou à l'État. Elle a eu aussi ses rhéteurs, ses « sophistes », préoccupés du bien public. Ces sophistes se rattachent souvent à l'école ancienne de Mo-Ti (ou Mö-Tseu), au *Mohisme*.

Les disciples de Mö-Tseu forment-ils un peu un ordre de chevalerie au service des opprimés, ou une sorte de congrégation de Frères Prêcheurs? Ces comparaisons disent assez bien ce qu'est leur activité, leur « engagement ». Quant au surnom que les historiens leur ont donné, après coup, de « sophistes », il dit aussi leur passion de discourir, de convaincre par la parole, d'argumenter sans fin, chacun selon sa propre ligne. Toute une pensée relativiste, rationaliste aussi, détachée des injonctions strictes de la religion, surgit à l'arrière-plan de ces vives controverses.

De ces novations philosophiques, l'époque des Han ne retiendra qu'une partie, en gros ce qui sera le Confucianisme, c'est-à-dire une tendance nettement rationaliste, en réaction contre l'ancienne religion; mais également en réaction contre les excès rhétoriques des sophistes, la multiplicité de leurs doctrines et les conséquences politiques et sociales qu'elles peuvent impliquer. Le Confucianisme, c'est, tout à la fois, une remise en ordre intellectuelle, politique et sociale.

Il n'en reste pas moins que c'est grâce à lui que se perpétuera en Chine un pseudo-rationalisme, face aux poussées religieuses du Taoïsme et surtout du Bouddhisme, très fortes jusqu'au xe siècle. Au xiiie siècle, il se reconstituera solidement avec le Néo-Confucianisme.

3. Le Confucianisme n'est pas seulement un essai d'explication rationaliste du monde, il est une morale politique et sociale; sinon une vraie religion, comme on l'a avancé, du moins une attitude philosophique qui s'accommode aussi bien d'une certaine religiosité que du scepticisme, ou même de l'agnosticisme le plus franc.

Confucius (551-479 av. J.-C. selon les dates traditionnelles) lui donne son nom. Bien qu'il n'ait laissé aucun écrit et que sa doctrine ait été transmise par ses disciples, il est bien le fondateur de ce système qui allait devenir l'apanage de la classe même qu'il représentait, l'*intelligentsia* chinoise.

a) *Le Confucianisme est en effet, avant tout, l'expression d'une caste, celle des Lettrés, ceux qu'on appelle les Mandarins*, représentants du nouvel ordre social et politique qui s'organise peu à peu, après la désintégration féodale, en somme les administrateurs et « fonctionnaires » de cette Chine nouvelle.

Expression de l'autorité de l'État, les fonctionnaires-lettrés se multiplient avec les premières grandes principautés, et dès que l'écriture est devenue la condition de l'ordre et du commandement. Longtemps, ils auront été confinés dans des postes subalternes, les charges importantes allant aux grandes familles aristocratiques, mais la formation du premier grand Empire, celui des Han (206 av. J.-C., 220 après J.-C.) assurera, leur triomphe.

Le développement du Confucianisme est étroitement lié à celui de *l'enseignement* dispensé aux Lettrés. La Grande École, fondée en 124 av. J.-C. par l'Empereur Wou, enseigne une doctrine compliquée déjà, qui s'appuie sur la lecture et le Commentaire des Cinq livres Classiques *(Mutations, Odes, Documents, Printemps et Automnes, Rites)* dont on faisait remonter la tradition à Confucius, mais qui lui sont à la fois antérieurs et postérieurs et dont le texte a été vraiment reconstitué et commenté de façon intelligible par les lettrés des IVe et IIIe siècles avant J.-C.

Chaque maître n'enseigne qu'un livre, toujours le même, et selon une seule interprétation. Si bien qu'existent à la Grande École, pour chaque livre, autant de chaires qu'il y a d'interprétations possibles (soit quinze, au Ier siècle après J.-C.). Chaque maître ne s'adresse directement qu'à une dizaine d'*assistants* qui, à leur tour, enseignent les élèves. En 130 de notre ère, l'École comptait 1 800 étudiants et 30 000 auditeurs. Des examens sévères sanctionnaient ces études. Les questions étaient inscrites sur des fiches de bois que les candidats, tirant à l'arc, prenaient pour cibles : la flèche indiquait la question à laquelle ils devraient répondre.

Dans son ensemble ce système durera à peu près jusqu'à nos jours, mais naturellement, au cours des siècles, il y eut des remaniements, des commentaires et de véritables « Sommes » furent rédigées, nous dirions de nouveaux manuels. Le plus important de ces remaniements s'est élaboré entre VIIIe et XIIe siècles, avec les Cinq Maîtres, fondateurs de ce qu'on appelle le *Néo-Confucianisme*. Le plus célèbre d'entre eux, Tchou Hi († 1200) en élabora la doctrine qui resta par la suite, jusqu'à la chute de l'Empire chinois (1912), le guide inchangé et la doctrine officielle de la sagesse chinoise.

b) *Doctrine d'esprits raffinés, le Confucianisme est une tentative d'explication du monde, qui vise à éliminer les croyances populaires primitives tout en respectant le sens général de la tradition.*

D'où un détachement assez hautain et même méprisant vis-à-vis de la religion populaire, et un scepticisme évident. Confucius ne parle jamais des Dieux et, tout en respectant les Esprits, les Ancêtres, il préfère les tenir à distance : « Celui qui ne sait pas servir les hommes, dit-il, comment saura-t-il servir les esprits? Celui qui ne connaît pas les vivants, comment connaîtra-t-il les morts? »

Des forces de la nature, des rapports des hommes avec le monde surnaturel, les Confucianistes donnent une explication d'ensemble où l'on peut voir comme l'ébauche d'une théorie scientifique de l'Univers. Ce ne sont pas les caprices des Dieux, ou leurs colères ou leurs bienfaits qui président à la vie du monde, mais le jeu de forces impersonnelles dont l'interaction est responsable de tous les phénomènes et mutations. Aussi bien ne diront-ils pas *le Dieu d'En Haut*, mais *le Ciel*... Cependant, pour ces explications nouvelles, les Confucianistes ont conservé souvent de très vieux mots et de très vieilles notions, d'origine populaire, voire paysanne, qu'ils ont chargés d'un sens philosophique nouveau. Ainsi le *yin*, et le *yang*.

Dans le langage et la littérature populaires, ces deux mots évoquaient concrètement « un ensemble d'images contrastées » : *Yin* qualifiait l'ombre, *yang* le soleil, *yin* le temps froid et pluvieux, l'hiver, *yang* la chaleur sèche, l'été; *yin* ce qui est féminin, ce qui est passif, *yang* ce qui est masculin et actif... Les Confucianistes se sont emparés des deux mots pour en faire le symbole de « deux aspects concrets et complémentaires de l'Univers, qui s'opposent dans l'espace et alternent dans le temps », deux aspects qui suscitent par leur antagonisme même toutes les énergies de l'Univers. Ces deux temps alternent sans fin, « un temps de repos appelé *yin*, un temps d'activité appelé *yang*; ils ne coexistent jamais, ils se succèdent indéfiniment l'un à l'autre et leur alternance régit tout ». Et notamment les saisons : le *yin* automne-hiver succède au *yang* printemps-été : ainsi s'explique encore l'alternance du jour et de la nuit, du froid et du chaud. Dans l'homme, ce « duel » se fait amour et haine, joie et colère...

Le rythme qui organise ces mouvements alternés du *yin* et du *yang*, c'est le *tao*, principe de l'alternance elle-même et donc de l'unité de tout être et de toute évolution. Le proverbe dit : « une fois *yin*; une fois *yang*; et c'est l'unité, le *tao* ».

Malheureusement, si dans la nature toutes choses suivent leur *tao*, leur voie droite; si le *yang* du ciel et le *yin* de la terre alternent sans faille pour régler tous les problèmes de la nature et des hommes, l'homme est, dans l'Univers, un élément

particulier, perturbateur, le seul qui ait la liberté de ne pas suivre son *tao,* de se détourner de sa voie. Alors, par ses mauvaises actions, l'homme détruit l'harmonie préétablie.

Les Confucianistes pensaient que, ce faisant, l'homme provoquait toutes les perturbations, soit physiques (éclipses, tremblements de terre, inondations...) soit humaines (révoltes, calamités publiques, disettes, etc...). Les Néo-Confucianistes par contre réduisirent ce pouvoir perturbateur de l'homme à l'homme lui-même. Par son manque de vertu, l'homme se condamne lui-même à être abaissé. C'est le principe même, nous le verrons, du pouvoir impérial : les souverains sont automatiquement élevés ou déposés, suivant qu'ils suivent ou nom la norme céleste.

c) *Par là le Confucianisme aboutit à une règle de vie, à une morale qui tend à maintenir ordre et hiérarchie dans la société et dans l'État, et qui réagit vivement contre l'anarchie intellectuelle et sociale des sophistes et légistes.*

Partant de pratiques religieuses anciennes, les Confucianistes ont assigné à une série de *rites,* d'attitudes sociales et familiales, un rôle important d'équilibre moral, de maîtrise des sentiments. Les rites règlent la vie de chacun, le rang qui lui convient, ses droits, ses devoirs. Suivre sa voie, son *tao,* c'est avant tout, pour chacun, rester à la place qui lui convient, ou plutôt qui est la sienne, une fois pour toutes, dans la hiérarchie sociale. « Tel est le sens profond de la définition célèbre, par Confucius, du bon gouvernement : « Que le prince soit prince, que le sujet soit sujet, le père, père, le fils, fils! »

Naturellement l'obéissance et le respect qui sont dus au Prince ou au Mandarin viennent de leur supériorité : « La vertu du Prince est comme le vent, celle des petites gens est comme l'herbe. Au souffle du vent, l'herbe se courbe toujours. » La vertu cardinale des sujets sera l'obéissance absolue, condition de l'harmonie de la communauté. D'où l'importance conservée par le Confucianisme « au Culte des Ancêtres, dépouillé de toute religiosité, mais exigé en tant que ciment de la hiérarchie » (E. Balazs), car le Culte des Ancêtres maintient dans la famille elle-même hiérarchie et obéissance absolues.

Il est évident que les « vertus prêchées par les Confucianistes, respect, humilité... soumission et subordination aux supérieurs en rang et en âge » renforcent puissamment l'autorité politique et sociale de la caste des Lettrés, c'est-à-dire leur propre classe. Cette morale formaliste et traditionnelle a beaucoup compté dans la continuité et l'immobilisme social de la Chine.

4. A peu près contemporain du Confucianisme et né à la faveur de la même crise prolongée, le Taoïsme est pour sa part une recherche mystique et une religion individuelle de salut. Dans sa forme populaire, il est lié à la vie, si importante en Chine, des sociétés secrètes.

Son origine se rattache théoriquement à l'enseignement de Lao Tseu (« le Maître »), personnage mythique du VIIe siècle avant notre ère. Mais le livre qu'on lui attribue et qui contient sa doctrine date du IVe ou IIIe siècle avant J.-C. seulement.

1° *Le Taoïsme est une recherche mystique de l'absolu et de l'immortalité.*

Comme les Confucianistes, les taoïstes ont réinterprété à leur usage les notions générales de *yin,* de *yang* et de *tao.* Pour eux, le *tao* est un absolu mystique, il est la puissance première de la vie, « ce par quoi tout devient ».



Peinture sur papier : Des ambassadeurs offrent des présents.

Définir cet absolu n'est guère possible. Écoutons ce qu'en dit un texte ancien attribué à Lao Tseu : « Le *Tao* qu'on tente d'exprimer n'est pas le *Tao* lui-même; le nom qu'on veut lui donner n'est pas son nom adéquat. — Sans nom, il représente l'origine de l'Univers; avec un nom, il constitue la Mère de tous les êtres. — Par le Non-Être, saisissons son secret; par l'Être, abordons son accès, — Non-Être et Être sortant d'un fond unique ne se différencient que par leurs noms. — Ce fond unique s'appelle Obscurité. — Obscurcir cette Obscurité, voilà la porte de toute merveille. »

La perfection, la sainteté recherchée par les taoïstes, c'est l'union mystique avec le Tao éternel; c'est « s'effacer vivant dans cette présence originelle et souveraine qui enveloppe tout sans être jamais enveloppée », dans le « sans forme qui engendre toutes les formes, dans le Tao qui possède une vie éternelle ». Et c'est atteindre, du même coup, l'immortalité.

Il s'agit là d'une expérience mystique, peu saisissable en elle-même, et qui ne s'atteint que par l'ascèse et la méditation. « N'écoutez pas par l'oreille, mais écoutez par le Cœur (le Cœur, c'est-à-dire l'Esprit pour un Chinois); n'écoutez pas par le Cœur, mais écoutez par le Souffle (la respiration)... C'est le Souffle qui lorsqu'il est vide saisit la réalité. L'Union avec le *Tao* ne s'obtient que par le Vide; ce Vide, c'est le jeûne du Cœur. »

Le but, c'est d'atteindre par de longues années de méditation et de purification, par de bonnes actions répétées, ce qu'un privilégié obtint, nous dit-on, en quelques jours : « Au bout de trois jours, il put se détacher du monde extérieur; au bout de sept jours, il put se détacher des choses proches; au bout de neuf jours, il put se détacher de sa propre existence. Puis ... il obtint la pénétration claire, il vit ce qui est l'Unique; après avoir vu ce qui est unique, il put arriver à l'état où il n'y a ni présent ni passé; enfin, il atteignit l'état où il n'y a ni vie, ni mort. »

Par là, le Taoïsme rejoint toutes les grandes expériences mystiques, qu'elles soient chrétiennes, islamiques ou bouddhistes.

2° *Mais l'immortalité recherchée par les taoïstes n'est pas seulement le salut de l'âme, elle est l'immortalité du corps, grâce à une série de recettes de longue vie, de purifications, d'« allégements » du corps.*

Les pratiques sont, en fait, innombrables : gymnastique respiratoire, qui permet la libre circulation du souffle et du sang et évite « les obstructions, coagulations ou nodosités »; diététique attentive, qui rejette les nourritures ordinaires (notamment les céréales) et leur substitue des drogues, ou végétales, ou minérales; pratiques alchimistes enfin. Au chapitre de ces dernières, figure la vaisselle d'or qui purifie toutes les nourritures, l'or dissous (la liqueur d'or) et surtout le cinabre (sulfure de mercure) lorsqu'on l'a neuf fois de suite transformé de cinabre en mercure et de mercure en cinabre, pour en faire « la pilule rouge d'immortalité ». Au terme de ces diverses pratiques, « les os deviennent d'or, la chair de jade et le corps incorruptible »; allégé comme un fétu de paille, il peut s'élever dans une apothéose qui ravit l'adepte, devenu immortel, vers le séjour des Dieux. Pour ne pas troubler le monde des vivants, il feindra de mourir comme les autres, abandonnant derrière lui un bâton ou un sabre, auquel il aura donné toutes les apparences d'un cadavre.

Ces recherches d'alchimie, d'élixir de longue vie donnent son sens à l'histoire de Tchang-Tchouen (*Éternel Printemps*), ce moine taoïste qui avait soixante-treize ans (mais on lui en prêtait deux cents) quand Gengis Khan l'obligea à quitter son monastère pour aller le rejoindre en Mongolie et lui apporter la recette de longue vie. Quand le vieux moine arrive au terme de son voyage, le 9 décembre 1221, l'Empereur lui demande : « Quel remède as-tu apporté pour moi? » Le Chinois lui répond : Aucun. Je n'ai avec moi qu'un Tao pour garantir la vie ». Empereur et moine moururent à quelques jours d'intervalle, en 1227.

3° *Il y a enfin une religion populaire taoïste qui ignore et la sainteté des maîtres, et les pratiques compliquées de la quête de longue vie.* La langue chinoise elle-même oppose le « peuple taoïste », *tao-min*, aux vrais adeptes, *tao-che*.

La masse des *tao-min* se contente de participer aux nombreux offices, de multiplier les offrandes, de faire acte de pénitence. Ces fidèles ne peuvent prétendre à l'immortalité, mais ceux qui mènent une vie pure sont assurés d'une existence meilleure dans l'autre monde. Ils n'échapperont pas aux Sources Jaunes, mais serviront de fonctionnaires au Dieu Terre et régneront sur la foule misérable des morts. Ces derniers détails disent bien que le Taoïsme a dû, pour le peuple, s'accommoder, sur ce point comme sur d'autres, des vieilles croyances.

Ce Taoïsme populaire s'est organisé à plusieurs reprises en églises très hiérarchisées, et aussi en une série de sectes plus ou moins secrètes, aux tendances anarchisantes et mystiques. Le Taoïsme, en effet, en face du Confucianisme traditionnaliste et partisan de l'ordre social, a toujours été le symbole de l'individualisme, de la liberté personnelle, de la rébellion.

5. Le Bouddhisme, dernier venu des « trois grands », est une religion importée par des missionnaires des Indes et de l'Asie Centrale. Mais il n'a pas manqué, lui aussi, d'emprunter au fonds commun de la pensée chinoise et s'est transformé profondément à son contact.



Ci-dessus : **Le portage dans la Chine du XVIIIe siècle.** (Voyage en Chine du Père de Las Cortes).

Ci-contre : **Le costume et la vie des femmes chinoises au XVIIe siècle** *(ibid.).*

1° *Le Bouddhisme s'est formé aux Indes, entre VIe et Ve siècles avant J.-C.;* il y a connu une période de splendeur avec l'Empereur Açoka (273-236 av. notre ère). Rejeté peu à peu, assimilé par l'hindouïsme, il conserve une certaine vogue dans le Nord et le Nord-Ouest de l'Inde, avec les dynastes grecs issus de la conquête d'Alexandre, puis il gagne l'Asie centrale, la Bactriane et le bassin du Tarim.

C'est là que le rencontre la conquête chinoise, vers le IIe siècle avant J.-C. Il lui faudra trois siècles pour commencer à s'introduire dans l'Empire des Han, au Ier siècle de notre ère, par les routes de l'Asie centrale, mais aussi par celles de la mer et les chemins du Yunnan. Ce n'est qu'au IIIe siècle, donc avec un très grand retard, qu'il se répandra vraiment dans l'ensemble de la société chinoise, élites et masses populaires. Il y exercera une influence prépondérante jusqu'au Xe siècle.

Le Bouddhisme enseigne que les hommes après la mort renaissent en un autre corps pour une existence plus ou moins heureuse (suivant les actes accomplis dans les existences antérieures), mais qui est toujours douleur. La seule issue à cette douleur est la voie qu'enseigna Bouddha et qui permet d'atteindre le Nirvana, c'est-à-dire de se confondre dans la vie éternelle inconditionnée, et d'être délivré de la « roue » de la réincarnation. Cette voie est difficile, car ce qui fait renaître les êtres après leur mort, c'est leur soif de vivre. C'est elle qu'il faut éteindre par le détachement et le renoncement. Pour cela, il faut comprendre que ni le Moi, ni ce qui l'entoure n'ont d'existence réelle : ils ne sont qu'illusion. Cette compréhension n'est pas une connaissance raisonnée, mais une intuition, une illumination que le sage ne peut appréhender que par la contemplation et des exercices spirituels répétés en une, souvent en plusieurs existences.

2° *Le succès initial de cette religion très étrangère à l'esprit chinois s'explique par un long malentendu.* Elle ne s'est pas présentée aux Chinois avec son visage véritable. Les premiers adeptes du Bouddhisme sont tous issus de milieux taoïstes : ils ont pris le Bouddhisme pour une variété à peine différente de leur propre religion. Toutes deux, en effet, sont des religions de salut, et extérieurement les pratiques de la contemplation se ressemblent chez l'une et chez l'autre, bien que celles du Bouddhisme, moins pénibles physiquement, aient paru plus attrayantes. Quant aux textes sanscrits qui auraient pu éclairer le débat, ils ne furent connus que très lentement. Très difficiles à traduire en chinois, ils le furent généralement par la collaboration des missionnaires indiens et des premiers adeptes taoïstes, et donc naturellement avec le vocabulaire même du Taoïsme, ce qui favorisa encore la confusion. C'est ainsi que l'illumination bouddhiste

devint l'union avec le Tao, le Nirvana se traduisit par le mot chinois qui désignait le séjour des immortels, etc... Ce Bouddhisme défiguré se propagea rapidement grâce à un vaste réseau de communautés monastiques d'hommes et de femmes.

Comme pour le Taoïsme, une religion populaire réunit des fidèles qui se contentent de participer aux fêtes très simples du culte, de réciter des prières, de multiplier les aumônes, d'éviter les cinq péchés capitaux, de participer à des séances dramatiques où le bonze était chargé de sauver, de rappeler les âmes des Ancêtres des logements infernaux. Grâce à quoi les fidèles pouvaient espérer eux-mêmes gagner le Ciel de l'Ouest, après leur mort, avec les intercessions des Saints, délivreurs des âmes des damnés.

3° *Le malentendu ne se dissipera qu'avec la multiplication des traductions de textes sanscrits, c'est-à-dire très tard, pas avant les VIe-VIIe siècles.*

En fait, Taoïsme et Bouddhisme s'opposent profondément. L'un recherche la « drogue d'immortalité », la non-destruction du corps, l'autre considère le corps comme une chaîne imposée aux hommes par leur imperfection et qui n'a même pas d'existence réelle. Le Moi lui-même n'existe pas pour le Bouddhiste : au Nirvana toute personnalité se dissout, tandis qu'au Paradis des Immortels, le Saint taoïste gardera la sienne à jamais.

Seuls quelques grands penseurs chinois seront troublés par la découverte tardive de ces différences et de l'impossibilité « de se servir du système du Bouddha pour atteindre le sens du Tao », comme l'écrivait l'un d'eux au VIIe siècle. Désormais, le Bouddhisme était devenu « chinois ». Favorisé et persécuté tour à tour, ainsi durement frappé par la répression de 845 qui ferma tous ses monastères, le Bouddhisme n'en perpétua pas moins un certain nombre de « croyances dûment sélectionnées, que la Chine avait admises dans son patrimoine propre, sans les modifier à son usage » (Demiéville). C'est ainsi que la croyance à la transmigration des âmes gagna l'ensemble de la Chine, y compris les cadres du Taoïsme. De même la métaphysique bouddhiste pénétra fortement le Néo-Confucianisme, à partir du XIIIe siècle...





On ne dira donc pas que le Bouddhisme a été détruit par la civilisation chinoise. *Il s'y est ajouté*, il l'a marquée d'un sceau indélébile (songeons à ses multiples œuvres d'art) tout en se laissant lui-même contaminer de façon irrémédiable. Mais tel a été le sort de toutes les religions en Chine.

6. Alors qu'est-ce que la religion pour la majorité des Chinois, au delà des grands remaniements néo-confucianistes du XIIIe siècle — et aujourd'hui encore?

En d'autres termes, que représentent, pour cette majorité, ces temples de briques, peints en couleurs vives, qui dépassent les maisons ordinaires, brunes ou grises, aux murs de bois ou d'argile? Aucune religion particulière et toutes à la fois.

Chaque fidèle s'adresse tantôt aux bonzes bouddhistes, tantôt aux taoïstes. Dans un même temple, les uns et les autres officieront; la statue de Bouddha s'y dressera aussi bien que l'autel du dieu local, ou que la statue de Confucius, presque déifié. Les offrandes seront faites aux uns et aux autres. Pendant la dernière guerre, une prière en commun dans un temple chinois fut adressée à une liste de 687 divinités... dont le Christ. L'intéressant est de noter que cette foule de dieux vient de fort loin et qu'aucune des querelles religieuses anciennes n'a donné l'avantage à telle forme de croyances sur telle autre.

Au temps de Marco Polo, à la Cour du Grand Khan qui tenait alors dans sa main la Chine et l'Empire mongol, une bourrasque religieuse semblait devoir tout emporter. Le Mongol avait écarté les Confucianistes (quitte à les conserver à son service comme fonctionnaires); il avait persécuté à mort les taoïstes, favorisé les chamanistes mongols (animistes) et plus encore les bouddhistes, mais de rite tibétain, accueillant à sa Cour des *lamas* thaumaturges et magiciens. Une secte chrétienne, les Nestoriens, profita aussi de la conjoncture. Et peu après le départ de Marco Polo, un moine d'Occident, Fra Giovanni de Montecorvino, réussissait même à construire la première église catholique à Cambaluc (Pékin), si près du Palais que l'Empereur ne pouvait pas ne pas en entendre les cloches. « Et ce fait extraordinaire s'est divulgué de toutes parts parmi les peuples » écrit Fra Giovanni. Mais ni ses espoirs, ni ceux plus tard des Jésuites ne devaient aboutir. Peut-on convertir les Chinois à une seule religion? Et surtout à une religion étrangère?



1. Le mandarin en voyage.



2. Le mandarin à table.



3. Le mandarin en cortège officiel.



4. Le mandarin recevant des suppliques.

II. Les dimensions politiques.

Sous ce titre, il nous faut suivre une évolution lente, multiple. Et pas seulement donner un aperçu de la masse d'habitudes et de rites que signifie la monumentale institution impériale, mais expliquer aussi comment sa force a reposé sur un corps de hauts fonctionnaires lettrés, les Mandarins, jusqu'à hier l'une des originalités les plus fortes de la société et de la civilisation chinoises; enfin, marquer que ces institutions se justifient par leurs résultats : l'équilibre d'une vaste société, le maintien d'une unité à travers un énorme espace politique. Cette unité a été la raison d'être de la Monarchie Impériale.

1. La Monarchie Impériale illustre « la continuité chinoise ».

On peut, à la suite des chroniqueurs et historiens chinois, lui attribuer quatre mille années d'histoire, avec 22 dynasties successives que la chronologie officielle a mises bout à bout, sans marquer, entre elles, la moindre interruption. Mais cet arrangement ne doit pas faire illusion. Tout d'abord cette chaîne a connu des interruptions, des troubles, des impostures. Ensuite, il n'y a d'institution impériale qu'à partir de l'unité chinoise que créa le « Premier Empereur » des Ts'in, Ts'in Che Houang-ti (221-206), continuée et stabilisée par la dynastie des Han (206 av. J.-C.-220 apr. J.-C.).

Si l'on accepte ce point de départ raisonnable, l'institution impériale va de 221 avant J.-C. jusqu'à l'année 1911-1912 qui voit la chute de la dynastie des Mandchous, appelée aussi dynastie des T'sing (1644-1911). Il s'agit donc d'un trait de *longue durée,* d'un axe autour duquel l'histoire de la Chine a lentement tourné pendant des siècles. Dès lors, la préoccupation des philosophes et historiens chinois se comprend : ils s'efforçaient de souligner la durée, la légitimité de l'institution monarchique au besoin en remettant rétrospectivement de l'ordre, là où l'histoire avait oublié d'en produire en suffisance. D'autant que cet ordre impérial n'était pas seulement en Chine un ordre humain, il était aussi un ordre religieux, fondé sur des valeurs surnaturelles.

Ordre social, ordre surnaturel sont l'endroit et l'envers d'une même étoffe; *ce que fait l'Empereur relève à la fois du temporel et du sacré;* jamais ses actes n'ont un caractère franchement laïque. En fait, l'Empereur surveille à la fois l'ordre surnaturel et l'ordre naturel du monde, il maintient en quiétude ce double monde, son rôle étant aussi bien de nommer des fonctionnaires que de décider de la hiérarchie des temples, ou d'attribuer un nom à « tel ancien sage divinisé », ou de présider à l'ouverture rituelle des travaux agricoles par le premier sillon qu'il trace à la charrue, lors de la Fête du Printemps...

Les sinologues le disent souvent : *cette Monarchie n'est pas de droit divin.* Sans doute, si l'on pense à la Monarchie occidentale du Moyen Age et de la Première Modernité. Mais entre la Monarchie Impériale chinoise et la Monarchie Impériale, telle que Rome l'a conçue, par exemple, nous trouverions plus d'un trait commun. « La philosophie politique chinoise n'a jamais rien enseigné qui ressemblât à la doctrine occidentale du droit divin des Rois », mais est-ce nécessaire, si l'Empereur « est vraiment le Fils du Ciel », s'il gouverne en vertu d'un *Mandat du Ciel,* d'un contrat qui, selon le mot d'un philosophe chinois, « ne récompense que la vertu » ? Ce rôle de la vertu est nécessaire si l'on veut expliquer les catastrophes que le Prince ne peut pas toujours éviter à son Empire ou à lui-même. Inondations, sécheresses calamiteuses, refus de payer les impôts, défaites aux frontières face aux Barbares, révoltes paysannes — et Dieu sait si elles sont nombreuses! — tous ces désordres viennent de la rupture du contrat fondamental, d'un manque de vertu de la part de l'Empereur qui cesse dès lors d'être le mandataire du Ciel. De tels présages ne trompent pas, ils annoncent un changement de dynastie, sans lequel des générations d'hommes risqueraient de disparaître à la suite d'un Empereur indigne dans le gouffre brusquement ouvert. Les révoltes populaires, au moins dans l'ancienne Chine, sont considérées comme le signe avant-coureur d'une déchéance impériale. Un vieux dicton prétend (un peu comme le « Vox populi, vox Dei » d'Occident) : « le Ciel voit comme le Peuple »!

Aussi bien, le Mandat Céleste passera-t-il légitimement d'une famille qui n'a plus de mérites à une dynastie nouvelle qui les possède forcément, puisqu'elle reçoit le Mandat. « L'expression chinoise *Koming* qui traduit notre mot « révolution » et que la Chine républicaine a adoptée, signifie littéralement : retrait de mandat. Il faut, en effet, que le souverain qui a perdu cette indispensable protection cède la place ». Il y a donc nécessité, pour sauver la continuité impériale et l'unité de la Chine, d'ajuster exactement dans leur chronologie les dynasties successives, en écartant soigneusement les « intercalaires » *(jouen),* nous dirions les illégitimes ou les abusives. Quand l'une finit, une autre nécessairement reçoit du Ciel

le Mandat. L'embarras de l'historien commence lorsque, dans une période troublée, le pouvoir est contesté, partagé entre plusieurs mains. Il est alors difficile à l'historien chinois de dire quels furent les vrais dépositaires du mandat, de la « continuité » (le *tcheng-t'ong*) nous dirions en Occident de la légitimité. Faute de mieux, il choisit ceux qui paraissent « les plus dignes » et accorde alors à ces élus, à titre rétrospectif, « toute la considération due au Fils du Ciel ».

Cette légitimité reconnue, de droit, à qui a eu la force de prendre le pouvoir (parce que cette force, il la tient forcément du Ciel) explique la continuité chinoise malgré ses dramatiques avatars politiques.

L'apparat de cette immuable Monarchie chinoise est extraordinaire, avec toutes ses splendeurs — celles de la Cour, des palais peuplés de ministres, de lettrés, d'eunuques, de courtisanes, de concubines — celle des fêtes magnifiquement ordonnées. Quand l'Empereur Song, va, au Sud de sa capitale, Hang-tcheou, sacrifier au Ciel et à ses propres Ancêtres dans le Temple de la Banlieue Sud, la grande avenue qui conduit de la ville au Temple a été, à l'avance, égalisée et sablée. Les soldats font la haie, des éléphants richement caparaçonnés précèdent le char impérial et quand il se met en route s'éteignent, toutes ensemble, les torches allumées à la nuit tombée, au long des bas côtés de la route. Spectacle grandiose et qui se déroule dans une atmosphère d'émotion populaire. Sans doute, il n'est pas un monarque au monde qui n'ait calculé l'effet d'un cérémonial compliqué et précis et les « Entrées » des Rois de France dans leurs bonnes villes, par exemple, ont su, elles aussi, faire recette. L'apparat de la Monarchie chinoise tient à des raisons non moins profondes et son cérémonial a un caractère plus fastueux encore et plus authentiquement religieux. Imaginez, pour en prendre la mesure, ce qu'aurait signifié, en Europe, une série de dynasties impériales qui n'auraient rien perdu de leur pompe, ni de leur signification depuis Auguste jusqu'à la Première Guerre mondiale.

2. Cette Monarchie, primitive dans son essence, coexiste avec la « modernité » d'un corps d' « officiers lettrés », les Mandarins.

L'Occident s'est étonné de leur présence, comprenant mal leur vraie position, cherchant en vain dans la Chine des Ming ou des Mandchous un horizon social qui rappelât de près ou de loin l'Europe, avec, à côté de la Monarchie, un Clergé, une Noblesse, un Tiers-État. L'importance des Mandarins leur donnait plus ou moins, dans l'esprit des Occidentaux, des allures de Nobles.

En fait, il s'agit de *hauts* fonctionnaires, peu nombreux, recrutés à la suite de concours compliqués. Leur culture même, comme leurs fonctions (non pas leur naissance), en font une caste étroite (peut-être dix mille familles, en tout, au XIIIe siècle). Une caste qui n'est pas fermée socialement sans doute, mais où il n'est pas facile de pénétrer non plus, puisqu'elle est réservée aux seuls intellectuels, à des hommes que leurs connaissances, leur langage, leurs préoccupations, leurs idées, leur tournure d'esprit rapprochent dans une espèce de complicité et isolent en même temps du reste des hommes.

Insistons sur le fait qu'ils ne sont nullement définis comme nobles, ou seigneurs, ou riches possédants (ce qu'ils sont aussi). S'il faut chercher une comparaison, c'est dans le monde d'aujourd'hui qu'on la trouvera, dit Etienne Balazs, qui affirme que rien ne ressemble plus aux Mandarins que les « technocrates » de nos sociétés industrielles. Ces technocrates d'aujourd'hui, représentants d'un État fort, sont interventionnistes en diable, préoccupés d'efficacité, de productivité, fidèles à un rationalisme sans faille.

Les Mandarins leur ressemblent :

1° Comme eux, il tirent de leurs titres intellectuels, de leurs concours, des droits sociaux et un prestige exceptionnels.

2° Comme eux, ils sont « une couche infime quant au nombre, omnipotente quant à sa force, son influence, sa position, son prestige ».

3° Comme eux « ils ne connaissent qu'un seul métier, gouverner, diriger ».

Un passage célèbre de Mencius († 314 av. J.-C.) sur la différence entre ceux qui pensent et ceux qui peinent, exprime leur idéal : « Les occupations des hommes de qualité ne sont pas celles des gens de peu. Les uns se livrent aux travaux de l'intelligence, les autres aux travaux du corps. Ceux qui s'appliquent aux travaux de l'intelligence *gouvernent les autres ;* ceux qui travaillent de leur force sont gouvernés par les autres. Ceux qui sont gouvernés entretiennent les autres; ceux qui gouvernent sont entretenus par les autres. » L'horreur du travail manuel est un titre honorifique : la main du lettré, avec les ongles qu'il laisse grandir démesurément, ne peut accomplir qu'un seul travail : le maniement du pinceau qui sert à tracer les caractères.

Mais que signifie gouverner, dans l'ancienne Chine? A peu près, comme dans un État d'aujourd'hui, assumer toutes les tâches d'administration et de justice. Les Mandarins lèvent les impôts, rendent la justice, assurent la police, conduisent éventuellement des opérations militaires, dressent le calendrier des travaux, construisent, entretiennent routes, canaux, barrages, systèmes d'irrigation. Leur rôle? « corriger la nature cruelle », prévenir sécheresses et inondations, constituer des réserves de vivres... Bref, assurer le bon fonctionnement d'une société

agricole complexe et qui exige (nous retrouvons, ici, les explications de K. A. Wittfogel) une discipline stricte, particulièrement pour surveiller le régime des fleuves et le bon fonctionnement de l'irrigation.

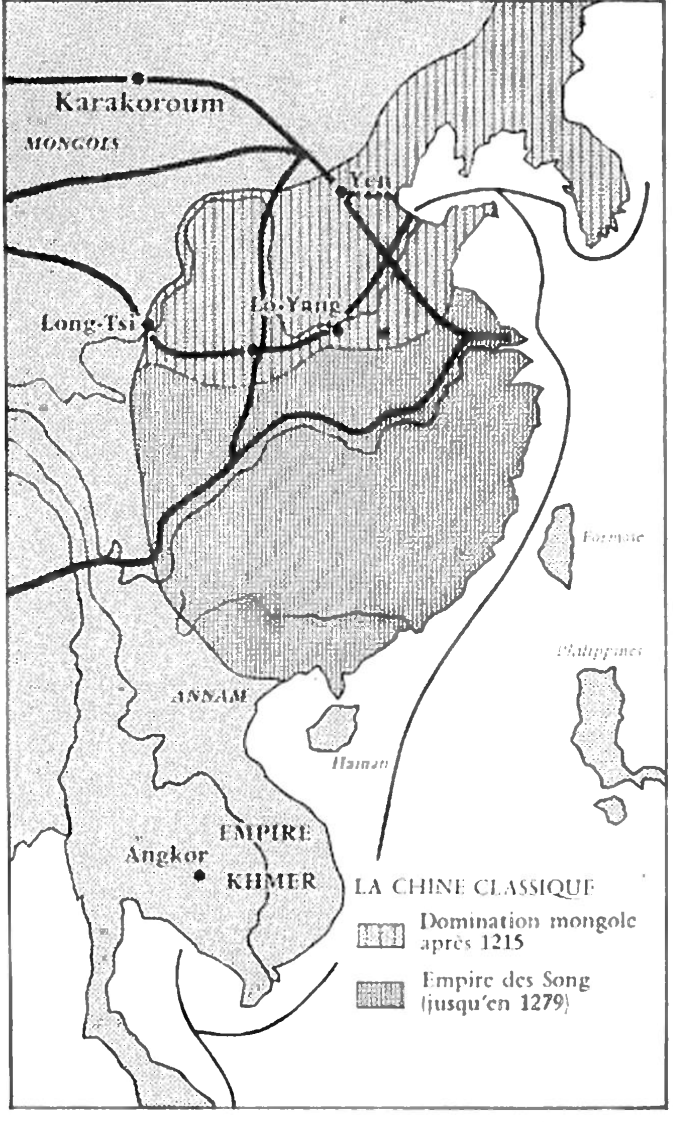
Les Mandarins sont cette discipline, cette stabilité de la société, de l'économie, de l'Etat, de la civilisation. Ils sont l'ordre, face au désordre. Et sans doute cet ordre n'a-t-il pas eu que des conséquences heureuses. Mais « l'homogénéité, la durée, la vitalité de la civilisation chinoise étaient à ce prix. » Seule la main de fer des Mandarins a été capable de maintenir l'unité d'un Empire immense, d'une part face aux féodaux, d'autre part face à une société paysanne qui, toujours (la règle est sans exception), est tombée dans l'anarchie, chaque fois qu'elle a été abandonnée à elle-même. Aussi bien en face du Taoïsme, ennemi de toute contrainte collective, partisan du retour à la nature, les lettrés auront prôné les vertus de la hiérarchie, de l'ordre public, de la morale confucéenne.

En ce sens, ils sont largement responsables de l'immobilisme social de la Chine : ils ont sauvegardé un équilibre entre les grands propriétaires, les landlords, tenus à leur place, et les paysans misérables, mais possédant toutefois leurs misérables terres; ils ont surveillé les éventuels capitalistes, marchands, usuriers, nouveaux riches. Et ceux-ci, autant que par cette surveillance, ont été subjugués par le prestige même des Mandarins : régulièrement, un jour ou l'autre, les descendants des marchands enrichis se laissent tenter par la vie des lettres et l'attrait du pouvoir, par les fameux concours... Ainsi s'explique, en partie du moins, que la société chinoise n'ait pas évolué à l'occidentale, vers un système capitaliste. Elle en est restée au stade du paternalisme et du traditionalisme.

3. L'unité chinoise, ou le Nord plus le Sud. L'espace chinois ne s'unifie vraiment qu'avec le XIIIe siècle, au moment même où des cataclysmes frappent la Chine entière.

La conquête mongole (1211-1279) s'est achevée par la conquête de la Chine des Song du Sud et de leur capitale Hang-tchéou, que Marco Polo visitera peu après, et verra encore dans son épanouissement et sa beauté. Les nouveaux maîtres de la Chine n'ont pas seulement porté aussi loin que possible les limites de la domination chinoise, ils ont donné force et vie à cet ensemble d'espaces différents. Ceux-ci avaient souvent été joints ensemble au temps des Han, des Tang ou des Song mais alors s'achève l'évolution commencée depuis longtemps et qui va consacrer la richesse et la suprématie de la Chine méridionale; cette richesse se diffuse alors dans tout le corps de la Chine impériale.

Des siècles durant, le Sud avait été un « Far West », « un Mezzogiorno semi-barbare », peu peuplé et, quand il l'était, par des tribus autochtones qu'il fallut refouler, non sans peine. Le Sud cependant émerge de son sommeil semi-colonial au moins dès le XIe siècle, quand des espèces hâtives de riz y permettent la merveille des doubles récoltes. Dès lors il est le grenier de la Chine. Si les *deux premiers millénaires* (antérieurs au XIe siècle) ont été dominés par les hommes du Fleuve Jaune, le troisième millénaire (du XIe siècle à nos jours) devient, ou peu s'en faut, la chasse gardée des hommes du Yantseu-kiang et d'au delà, vers le Sud, jusqu'à Canton, bien que Hang-tchéou et Nanking, capitales des pays du Fleuve Bleu, aient été évincées l'une et l'autre au profit de Pékin, la capitale plantée dans le Nord pour d'évidentes raisons de géopolitique : c'est contre le danger des Barbares et Nomades du Nord qu'il a fallu faire face et maintenir le bouclier.



Routes et fleuves de la Chine classique.

Les principales routes sont indiquées d'un trait gras, les fleuves d'un trait fin.

La primauté du Sud devient vite primauté du nombre : il y a au XIIIe siècle dix Chinois méridionaux pour un seul Nordique; primauté aussi de la qualité, de l'efficacité, et jusqu'à nos jours. L'énorme majorité des intellectuels des trois derniers siècles sont originaires des Provinces du Kiang-sou et du Tchökiang, la plupart des leaders de la révolution du XXe siècle viendront du Hounan. Autant de conséquences, à vrai dire, de ce déplacement (vieux bientôt d'une dizaine de siècles) du centre de gravité de la Chine. Entre XIe et XIIIe siècles, l'énorme sablier chinois s'est définitivement renversé au bénéfice de la Chine du riz, au détriment de la Chine du millet et du blé. Mais cette Chine nouvelle reste la Chine ancienne, elle la prolonge, elle l'enrichit. Le Sud, c'est un peu l'Amérique de la Chine (comme le sera à son tour la Mandchourie, bien plus tard, à partir du XXe siècle).

III. Les dimensions sociales et économiques.

Sous la semi-immobilité de la Chine classique s'aperçoit aussi la semi-immobilité de ses structures économiques et sociales. Elles constituent les fondations de l'énorme maison.

1. Comme toute société globale, la chinoise se présente comme un complexe de sociétés, comme un emboîtement de formes vétustes les unes, progressistes les autres et dont le devenir (quand devenir il y a) dépend d'une lente et imperceptible évolution.

A la base, cette société est largement agricole et prolétarienne en raison d'une énorme masse de pauvres paysans et de misérables citadins. Cette société des pauvres aperçoit à peine ses maîtres : elle ne voit que très rarement l'Empereur ou les Princes du sang, richissimes mais peu nombreux, ou les grands propriétaires représentés par des régisseurs que l'on hait, les jugeant de près et à l'œuvre, ou encore les grands fonctionnaires dont on a peur et qui gouvernent le pays de loin, « avec la latte de bambou », comme dit le P. de las Cortes. Avec les petits bureaucrates au contraire, chacun sympathise; chacun souhaite enfin et tous les jours la malemort aux usuriers et aux prêteurs d'argent.

Ainsi parle, en tout cas, dès les Song, la voix des contes populaires.

D'une telle société on pourra dire à la fois qu'elle est patriarcale, esclavagiste, paysanne et moderne, très éloignée assurément du « modèle » des sociétés occidentales.

Elle est *patriarcale* en raison de ses puissants lignages, des fils longs et incassables du culte des Ancêtres. « La solidarité familiale s'étend aux cousins les plus éloignés, et même aux amis d'enfance. Ce n'est plus affaire, ici, de charité mais de justice : le privilégié qui réussit à faire carrière exploite les vertus de la cellule familiale, attire à lui les bénédictions des Ancêtres communs; il est juste que l'homme qui épuise les chances de la famille reverse sur tous ses parents les prospérités qu'il leur doit ».

Cette même société est *esclavagiste*, du moins l'esclavage y est souvent présent, s'il n'en est jamais l'articulation majeure. L'esclavage est la forme spontanée d'une misère sans rémission, et d'une inexorable surpopulation. Les malheureux se vendent eux-mêmes quand les temps sont difficiles. Et comme dans tout l'Extrême-Orient, les parents vendent leurs enfants. La pratique s'est poursuivie en Chine jusqu'à l'ordonnance de 1908 qui, à la fin ou presque de la dynastie mandchoue, a supprimé l'esclavage et interdit la vente des enfants. Cependant elle autorisait les parents, « en temps de disette, à signer des contrats de travail à long terme qui engageaient leurs enfants jusqu'à vingt-cinq ans ».

La société chinoise, paysanne dans sa masse, n'est pas au sens propre *féodale*. Il n'y a pas de *fiefs* avec investiture, pas de *tenures* paysannes, pas de *serfs* paysans. De nombreux paysans sont propriétaires de leurs lopins minuscules de terres. Cependant il y a au-dessus d'eux des « notables ruraux » *(chen che)*, affermant leurs terres, usuriers à l'occasion, exigeant des paysans des corvées, des prestations pour l'utilisation du four ou du moulin, le plus souvent en nature, boisseaux de grains ou pots de graisse... Mais ces notables sont en même temps rattachés aux lettrés (ces derniers, grands propriétaires à l'occasion) qui, nous l'avons dit, représentent avant tout l'intérêt de l'État, et tendent de ce fait à empêcher toute suprématie excessive d'une classe sur une autre et surtout d'une classe de féodaux capables de concurrencer l'autorité centrale.

Cette multiple trame sociale maintient l'ordre

entre les quatre groupes de la hiérarchie ancienne : les lettrés en tête (che); les paysans (nong); les artisans (kong); les marchands (chang). Ces deux dernières catégories qui auraient pu jouer un rôle moteur seront tenues en laisse comme les autres par un gouvernement vigilant. Leur rôle n'aurait pu se développer d'ailleurs qu'au gré des élans économiques et ceux-ci ne furent qu'intermittents.

2. Des économies peu évoluées, nous oserons dire en retard sur l'Occident, quoi qu'en pensent tant de spécialistes et d'historiens amoureux de la Chine.

Bien sûr, il ne s'agit pas, une seconde, de diagnostiquer une infériorité *globale* de la Chine par rapport à l'Europe. L'infériorité concerne les structures, les ouvertures marchandes, les cadres d'un capitalisme marchand, ici bien plus mal dessinés qu'en Islam ou en Occident. Tout d'abord, pas de villes libres et c'est une infériorité cruciale. Pas de classes non plus de marchands dominés par ce goût effréné du gain qui, haïssable ou non, a été en Occident un ferment de progrès. Dès le XIIIe siècle, les commerçants chinois sont prêts à sacrifier à l'orgueil et à la vanité des dépenses d'appara — en quoi ils ressemblent à nos marchands — mais plus que ceux-ci ils ont le goût et la passion des lettres. Un fils de marchand sait composer des poèmes de tout genre. « Toutes les descriptions de la vie des commerçants (d'après les contes populaires du temps des Song) prouvent que le but qu'ils poursuivaient était de gagner assez d'argent pour pouvoir mener une vie confortable, remplir leurs devoirs moraux et sociaux et surtout s'acquitter de ce qu'ils devaient à leurs parents et à toute leur famille. » Puis, pour les très riches, donner à quelques-uns de leurs parents la possibilité d'entrer dans la classe prestigieuse des Mandarins.

Autant dire qu'ils sont à demi engagés seulement dans une mentalité capitaliste à l'occidentale. Plus encore, nous sommes en présence, sans fin, de marchands, d'artisans itinérants, et ce vagabondage, à lui seul, est le signe d'une économie pas encore mûre. Au XIIIe siècle justement, l'Europe se dégage en partie d'un commerce itinérant qui a marqué les premiers siècles de son Moyen Age et les maisons marchandes à siège fixe se multiplient. C'est un pauvre marchand que celui qui accompagne ses propres marchandises, qui n'a pas de succursales ou de commis, et à qui manque la possibilité de tout régler par lettres. C'est un pauvre artisan que celui qui porte tout son matériel sur son dos et part à travers villes et campagnes à la recherche du travail. Au XVIIIe siècle encore, rêvons à ces ouvriers fabricants de sucre qui, en Chine, viennent chez le propriétaire des champs de canne avec leurs outils et qui, à force de bras, écrasent les cannes, fabriquent sirop et cassonnade... Aussi bien, les concentrations industrielles sont-elles rares : quelques mines de charbon (et encore artisanales) dans le Nord; dans le Sud les célèbres fours des fabricants de porcelaine.

Pas de crédit non plus. Il faudra pour cela attendre le XVIIIe siècle et souvent le XIXe. D'où l'importance de l'usurier enfoncé comme une écharde douloureuse dans cette vieille société chinoise, preuve à lui seul d'une économie arriérée et qui respire mal.

Puis, malgré ses fleuves, ses jonques, ses sampans, ses trains de bois flottants, ses franchises entre provinces, ses porteurs, ses caravanes chamelières dans le Nord, la Chine classique est mal liée dans ses différentes parties et plus mal ouverte encore sur le monde extérieur. Enfin et surtout elle est trop peuplée, beaucoup trop peuplée.

3. Mal ouverte sur l'extérieur, la Chine aura vécu surtout sur elle-même. En fait, elle ne débouche sur l'extérieur que par deux seules grandes voies, la mer, le désert. Encore faut-il que les circonstances lui permettent de les utiliser et de trouver, en bout de course, le partenaire apte à commercer avec elle.

A l'époque mongole (1215-1368), pendant un siècle à peu près (1240-1340), les deux portes se sont ouvertes à la fois. Koubilaï (1260-1294), l'Empereur ami et protecteur des Polo, s'est évertué à créer une marine, donc à se libérer des navires musulmans, donc à se protéger contre la concurrence et la piraterie des Japonais. En même temps, il a maintenu libre d'obstacles la grande route mongole qui, au-delà de la Caspienne, gagnait la Mer Noire et les colonies prospères des Génois et des Vénitiens (Caffa, La Tana).

Cette *Chine ouverte* aura été indéniablement prospère, ravitaillée par les marchands d'Occident en monnaie d'argent. Elle connaîtra aussi, merveille des merveilles, le développement d'une monnaie de papier. Mais cela ne durera qu'un temps.

En tout cas, la grande révolution nationale des Ming qui rejette les Mongols vers le désert (1368) et purge l'espace chinois de ces étrangers non assimilés, verra presque en même temps, se fermer les deux portes. Côté désert, il sera impossible à la

Chine nouvelle d'en franchir l'immense obstacle. Côté mer : les Ming vont essayer en vain de s'ouvrir ces chemins essentiels. De 1405 à 1431-32, pas moins de sept expéditions maritimes successives ont été menées sous le commandement de l'Amiral Tcheng Ho. L'une d'elles réunissait 62 grosses jonques, avec, à bord, 17 800 soldats.

Ces flottes quittèrent toutes Nankin pour rétablir le protectorat chinois sur les îles de la Sonde (elles fournissaient à la Chine la poudre d'or, le poivre, les épices); elles poussèrent jusqu'à Ceylan, y laissèrent une garnison, atteignirent le Golfe Persique, la Mer Rouge, la Côte d'Afrique enfin d'où furent rapportées, pour l'étonnement des populations, de merveilleuses girafes.

L'épisode a semblé étrange aux sinologues et d'autant plus digne d'intérêt. Un coup de vent, et les navires chinois doublaient le Cap de Bonne Espérance, un demi-siècle avant les Portugais, découvraient l'Europe, voire l'Amérique. En 1431-32, cependant, l'aventure se clôt, elle n'aura pas de suite. L'énorme Chine a dû rassembler ses forces face au Nord contre ses éternels adversaires. La capitale Nankin était abandonnée pour Pékin, en 1421.

Plus tard, les Empereurs Mandchous allaient, sans doute, ouvrir à nouveau la porte du désert aux XVIIe et XVIIIe siècles. Ils occuperont alors de vastes territoires jusqu'à la Caspienne et au Tibet, se protégeront contre les nomades, les rejetant loin vers l'Ouest. Ces conquêtes assurèrent la paix à la Chine du Nord et lui permirent la saisie, au delà de la Mandchourie, de la Sibérie jusqu'à l'Amour (traité de Nertschinsk, 1689). Autre résultat, l'ouverture au Sud d'Irkoutsk, à partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle, des grandes foires de Kiatka (fourrures du grand Nord contre cotonnades, soieries et thé de Chine). Quant à la porte de la mer, les Européens essaieront de l'entrouvrir au XVIe, au XVIIe siècle, puis au XVIIIe; ils l'enfonceront au XIXe, mais *à leur profit*.

4. Trop peuplée : Dès le XIIIe siècle, il y a probablement 100 millions de Chinois (90 dans le Sud, 10 dans le Nord).

Ce chiffre décroît avec la fin de la domination mongole et la Révolution nationale des Ming (1368) : en 1384, la population est tombée à 60 millions (chiffre sûr), mais la paix revenue, l'ancien niveau semble bientôt retrouvé. Nouveau recul, sans doute, avec la conquête mandchoue (1644-1683), puis reprise, la paix retrouvée, avec l'énorme expansion du XVIIIe siècle. La montée démographique devient alors affolante.

Cette trop grande richesse d'hommes a forcément sa contrepartie. Elle a probablement empêché des progrès techniques possibles. L'homme pullule, rend inutile l'emploi des machines comme l'esclave autrefois dans le monde de la Grèce et de la Rome antiques.

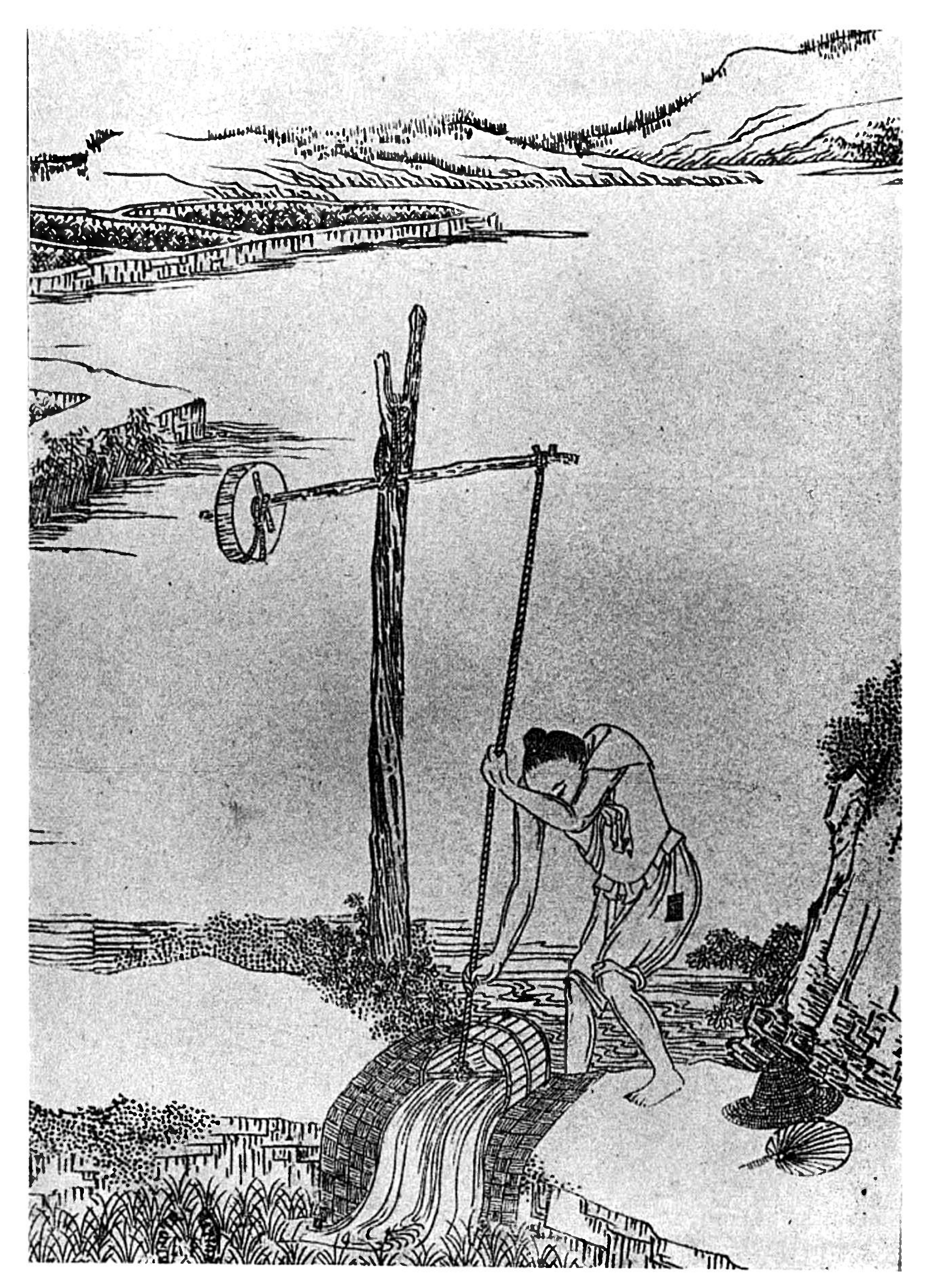
Car l'homme est apte à tout faire. En 1793, un voyageur anglais admire comment, à bras d'hommes, on arrive à faire sauter un navire d'un bief d'eau à un autre, en se passant d'écluse. Le Père de las Cortes (1626) admirait déjà, pour son compte — et il a dessiné la scène — ces porteurs chinois qui soulèvent un énorme tronc d'arbre. Aucune tâche, en somme, dont l'homme ne vienne à bout. Et l'homme vaut si peu en Chine!

Cette surabondance aura gêné la vie chinoise, l'aura immobilisée sous le carcan de fer d'une administration non progressiste et surtout aura bloqué l'essor des techniques. La science chinoise, en effet, existe, une science dont les érudits découvrent chaque jour la richesse, la précocité, l'ingéniosité et même la modernité. Joseph Needham qui s'en est fait l'historien attentif, remarque que sa conception « organique » du monde est celle-même vers quoi tend la science actuelle, en opposition avec la conception mécaniste qui, depuis Newton, et jusqu'à la fin du XIXe siècle a été la base de la science occidentale. Mais curieusement, en Chine, la technique n'a pas suivi la science. Elle a marqué le pas. La raison principale en est, sans doute, cette surabondance de la main-d'œuvre. La Chine n'a pas eu besoin d'imaginer des machines pour épargner la peine des hommes. Elle a été sans fin victime de la misère qu'entraînait cette surpopulation endémique.

La céramique chinoise.

Ci-contre : 1. Vase cornet de l'époque Kang-Hi (1662-1722); 2 et 3. Verseuses du XVIIIe siècle.

L'art chinois n'est pas un « grand art de la pierre ». Les œuvres d'art se rapportent presque toutes aux arts du feu : bronzes, terres cuites, porcelaines... C'est à l'époque des Song (960-1279) que naît *la porcelaine*. Elle atteint sa perfection (parfaitement blanche, mince et sonore) à l'époque des Ming (1368-1644). Au XVIIIe siècle les céramistes, emportés par leur virtuosité technique, imitent la peinture, cherchent des sujets plus narratifs que décoratifs. Les règnes des premiers empereurs Tsing sont ainsi une période brillante et tout à la fois le point de départ d'un affadissement, d'un déclin.



L'irrigation en Chine au XIIe siècle (Keng-Tche-Tou, ouvrage daté de 1210).

LA CHINE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

La Chine classique ne s'est pas évanouie du jour au lendemain. C'est peu à peu qu'elle aura sombré, et pas avant le plein XIXe siècle. Alors les événements se sont précipités. La Chine ancienne a été ouverte de force et une longue humiliation s'en est suivie pour elle. Elle aura mis longtemps à mesurer sa déchéance. Plus longtemps encore à trouver les moyens d'y porter remède. Elle en sort aujourd'hui seulement au prix d'un effort fabuleux, dont aucun précédent historique n'offre une image même approchée.

I. Au temps des traités inégaux : la Chine humiliée et souffrante (1839-1949)

La Chine n'a pas été occupée comme l'Inde, ni comme elle réduite à l'état de pays colonisé. Mais la maison chinoise a été forcée, pillée, mise en coupe réglée. Toutes les grandes puissances en ont eu leur part. La Chine ne sort de cet Enfer qu'avec la constitution de la Chine Populaire, en 1949, sur laquelle la première partie de ce volume a déjà attiré l'attention.

1. Dès le XVIe siècle, la Chine a été touchée par le commerce européen. Mais l'incident, important en soi, n'entraînait pour la Chine que des conséquences très limitées. C'est ensuite seulement que vient l'heure des traités inégaux.

En 1557, les Portugais se sont installés à Macao, en face de Canton, et ont joué un rôle considérable, surtout entre la Chine et le Japon. Au XVIIe siècle, Hollandais et Anglais s'adjugent les premières places. Enfin, avec la seconde moitié du XVIIIe siècle, s'ouvre l'âge d'or d'un commerce « à la Chine », cependant restreint encore au seul port de Canton.

Il s'agit, pour la Chine, d'un trafic important, mais qui ne se répercute guère dans toute sa masse. Les marchands européens, anglais surtout, sont en rapport avec une compagnie privilégiée de marchands chinois qui ont le monopole des achats et des fournitures (ils forment le *Co-hong*). Dans la mesure où ils sont avantageux pour les deux parties, ces échanges ne cessent de grandir. Ils portent sur l'or (qui est en Chine à bon marché en raison de la rareté et du haut prix de l'argent : rapport de 8 à 1, contre 15 à 1 et davantage en Europe), sur le thé dont la demande augmente en Occident de façon vertigineuse, sur le coton et les cotonnades, importées surtout des Indes, sur les jeux du crédit enfin : les marchands européens avancent de l'argent aux marchands chinois qui le répartissent et le prêtent à leur tour, drainant ainsi, en contrepartie, les produits des provinces même lointaines de l'Empire, créant, à cet effet, des réseaux financiers déjà modernes. C'est le procédé habituel de l'Europe pour ses pénétrations commerciales : prêter au marchand local, à chaque voyage, ce qu'il lui faut pour rassembler les cargaisons du voyage suivant, et acheter en priorité sur le marché.

Assurément le commerce à la Chine éblouit l'Europe, lui réservant souvent, sinon toujours, de très gros bénéfices. Pour la Chine, les bénéfices sont réels également; surtout, elle ne ressent pas comme une difficulté cette intrusion de méthodes et de marchandises étrangères : à l'échelle de l'immense pays, ce choc économique, limité à un milieu étroit, reste forcément mesuré.

Mais avec le XIXe siècle, tout change. L'Europe est devenue autrement forte et exigeante. Elle s'appuie, en outre, sur la force conquise de l'immense Inde anglaise qui sert de relais. D'où la brutalité des interventions occidentales et leurs ravages.

La guerre de l'Opium (1840-1842) ouvre aux Occidentaux cinq ports, dont Canton et Changhaï (traité de Nankin). Le soulèvement des Taï Pings permet une nouvelle intrusion des Occidentaux, en 1860, et l'ouverture de sept ports supplémentaires. Puis les Russes obtiennent la cession de la Province Maritime où ils construiront Vladivostok. Les malheurs de la Chine ne font que commencer. La première guerre sino-japonaise (1894-95) la prive de la Corée et les grandes puissances en profitent à nouveau pour « dépecer » la Chine. Les Russes s'installent en Mandchourie. Le mouvement national des Boxers précipite l'évolution (1900). La guerre russo-japonaise de 1904-1905 livre au Japon certains des avantages arrachés à la Chine par les Russes. La Première Guerre Mondiale donne à ce même Japon une partie des avantages acquis par l'Allemagne, notamment au Chantoung.

La Chine de 1919 apparaît donc dépossédée d'importantes portions de son territoire. A l'intérieur même de ses frontières, les Occidentaux et les Japonais disposent de libertés, de privilèges et de « concessions », dont la plus connue est la concession internationale de Changhaï; ils contrôlent une partie des voies ferrées et les douanes : celles-ci servent de garanties au paiement des intérêts d'emprunts internationaux; ils ont établi,

ici ou là, leurs bureaux de poste, leurs juridictions consulaires, implanté leurs banques, leurs entreprises marchandes, industrielles ou minières. Leurs investissements s'élèvent, en 1914, à 1 610 millions de dollars (dont 219 pour les Japonais).

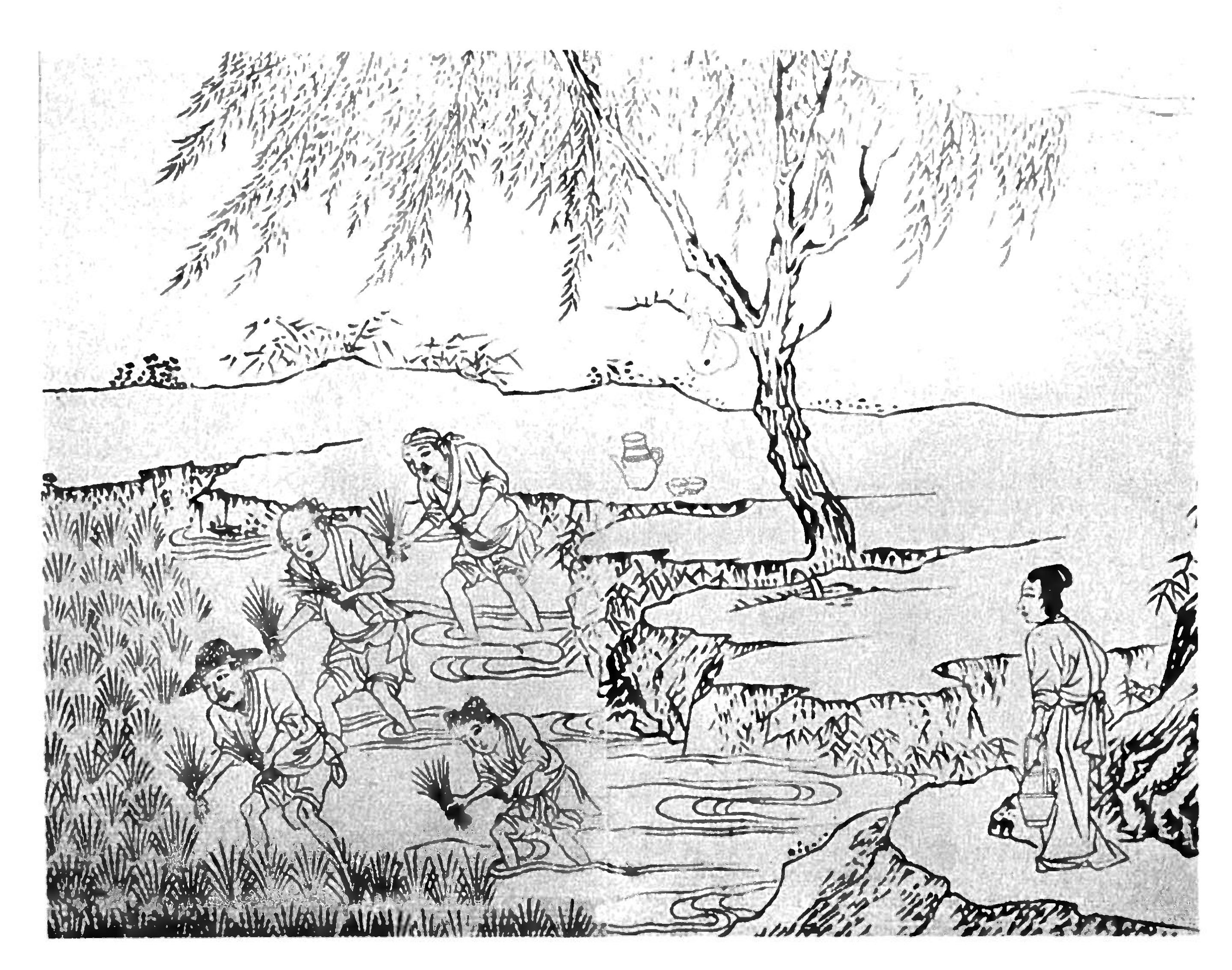
Depuis l'expédition des huit puissances et la prise de la capitale impériale (1901), le quartier des Légations à Pékin est occupé militairement « et entouré d'un glacis, où toute construction est interdite aux Chinois ». « Le corps diplomatique de Pékin exerce en fait, sinon en droit, une stricte tutelle sur les affaires chinoises, ou tout au moins sur ce qu'en contrôle effectivement le gouvernement de Pékin. »

Dans ce pays démantelé économiquement s'opère aussi une vaste invasion culturelle et religieuse. La Chine est submergée, corporellement, spirituellement, au temps des traités qu'elle a appelés, non sans raison, « les traités inégaux ».

2. Secouer le joug des Occidentaux suppose, pour la Chine, une certaine « occidentalisation » préalable, une modernisation. Se réformer et se libérer, les deux tâches sont souvent contradictoires et cependant toutes deux nécessaires.

Elles vont réclamer beaucoup de temps et de peine, imposer épreuves et piétinements avant que ne se dégage avec netteté le sens de la lutte à mener. La Chine, du jour au lendemain, n'a pas été capable d'assimiler la leçon de l'Occident, comme le Japon au moment de la Révolution de Meiji. Son double apprentissage fut difficile.

Ainsi la révolution puissante, complexe — paysanne et de ce fait « classique » — des *Taï Pings (1850-1864)* qui installera, un instant, un gouvernement séparatiste à Nankin, a été nationaliste, xénophobe; en même temps elle a voulu s'attaquer aux vieilles traditions chinoises, sociales et politiques. Pendant leur brève réussite, les Taï Pings ont aboli



Repiquage du riz (Keng-Tche-Tou).

l'esclavage, émancipé la femme, supprimé la polygamie et la coutume des pieds bandés, admis les femmes aux examens et fonctions publiques. Ils ont aussi pensé à une modernisation technique et industrielle, bien que superficiellement. Cependant, pour l'essentiel, il s'est agi d'une révolution agraire comme il y en eut tant dans la Chine ancienne, et régulièrement à la veille des changements de dynasties. Dans ce sens, la révolution taï ping chercha à éliminer les propriétaires terriens en procédant à une collectivisation des terres. Finalement elle échoua, avant tout à cause de l'aide que l'Occident donna à la dynastie mandchoue pour sauvegarder, du même coup, ses avantages commerciaux — et en partie parce que les projets de modernisation étaient imprécis, que rien, en Chine, n'était encore mûr pour les accueillir.

Quant au *mouvement des Boxers*, celui d'une société secrète adonnée à des rites mystérieux et terrifiants, il n'était animé que par la xénophobie, une xénophobie qui était alors celle de toute la Chine, à commencer par la terrible Impératrice Ts'eu-Hi qui, en donnant le signal de l'action contre les étrangers (probablement en accord avec les Boxers), amena aussitôt l'écrasement de ceux-ci et de la Chine, en 1901. D'ailleurs Ts'eu-Hi était, en même temps, une ennemie farouche de tout progrès, elle avait fait échouer avec intelligence et habileté la tentative de réforme éclairée de 1898, connue sous le nom des « Cent Jours », et qui, sur le papier du moins, avait jeté les bases d'une véritable révolution des institutions et de l'économie chinoises.

Bref l'heure des réformateurs n'était pas encore venue, en ce début du XXe siècle. Ils se heurtaient « à la surdité organique des mandarins, dont les oreilles étaient plus difficiles à ouvrir que les ports chinois » (E. Balazs), à l'indifférence populaire que seule tentait « la rue sans issue de la xénophobie ». Au plus, souhaitait-on apprendre des étrangers leurs « ruses », leurs recettes d'efficacité.

Le problème restait difficile à résoudre sous son double aspect : éliminer les Barbares d'Occident, sans doute, mais pour y parvenir, faire d'abord l'apprentissage de la science et des techniques de l'Occident. Cet apprentissage fort lent fut le fait de quelques jeunes intellectuels rattachés à cette bourgeoisie d'affaires en relation avec les Occidentaux et circulant à l'étranger, et, plus encore d'étudiants tout de suite nombreux et pauvres qui fréquentaient Écoles et Universités modernes créées par le gouvernement lors des dernières années de la dynastie mandchoue. Une série de sociétés secrètes se forment alors, les unes franchement républicaines, les autres encore monarchistes, toutes soucieuses du « redressement » de la Chine et de réformes radicales.

3. C'est ainsi que s'est formé le premier mouvement véritablement révolutionnaire de la Chine, lié étroitement au nom de Sun Yat-sen.

Sun Yat-sen (1866-1925), médecin originaire d'un village du Kouang Toung, qui avait beaucoup vécu hors de Chine et s'était mêlé à plusieurs mouvements révolutionnaires, devint en 1905, à Tokio, le président d'une ligue républicaine qui rapidement prit une grande importance dans toute la Chine et prépara un programme réfléchi. Ce mouvement fut directement lié à la révolution qui, en 1911, renversa la dynastie mandchoue et porta Sun Yat-sen à la tête du premier gouvernement républicain. Mais cette révolution avorte aussitôt. Sun Yat-sen abandonne sans tarder ses fonctions présidentielles au bénéfice du général Yuan Che-kai († 1916) qui essaiera de rétablir à son profit l'Ancien Régime.

La constitution libérale de 1912 est alors suspendue et la Chine sombre dans l'anarchie. Les gouverneurs militaires des provinces qu'on va bientôt appeler les *Seigneurs de la guerre* s'allient aux notables ruraux pour tirer de leurs charges le maximum de bénéfices. Ils deviennent les maîtres impitoyables de la Chine. Sun Yat-sen qui a repris le chemin de l'exil fonde un nouveau parti qu'il baptise *Ko Min Tang* (le « parti de la Révolution ») pour signifier par un jeu de mots (Ko-ming = révolution et Kuo-min = nation) que le Kuo-mintang, le grand « parti de la nation » fondé en 1912, dans l'euphorie des premiers mois de la République n'a pas accompli sa mission : la Révolution est à refaire.

La Chine n'y parviendra pas sans avoir traversé encore des accidents et des drames répétés, terribles, dont nous avons déjà parlé et qui ne s'achèveront par une décision nette qu'en 1949, avec la victoire des Communistes et la constitution de la Chine populaire. En l'occurrence les dates sont significatives : de la Guerre de l'Opium (1840-1842) à cette année 1949, il a fallu un siècle d'efforts et de souffrances pour que la Chine recouvre son indépendance et sa fierté. « Dorénavant nous pouvons de nouveau être fiers d'être Chinois », déclare un professeur, en 1951.

Pendant ce siècle d'attente et d'efforts, tout l'Ancien Régime s'est détérioré dans ce qu'il pouvait avoir de traditionnel et de figé. Auront

disparu alors « la hiérarchie des mandarins à bouton de nacre ou de cristal, le rituel des Mémoires au trône impérial apostillés au pinceau vermeil par le Fils du Ciel, les audiences en robe de brocart », et aussi les privilèges exorbitants des Occidentaux et des Japonais...

Bref, au terme d'une longue épreuve, la Chine aborde un de ces moments rares où une civilisation se renouvelle en se brisant, en sacrifiant quelques-unes des structures qui lui étaient jusque-là essentielles. Pour la Chine, la crise est d'autant plus extraordinaire que les structures mises en question étaient millénaires. Il n'en reste pas moins que leur destruction ne sera pas, ne peut être totale, et surtout qu'en reconstruisant, la Chine restera fidèle à des formes de pensée et de sensibilité qui sont les siennes. Il faudra, sans doute, quelques décennies encore pour voir se dégager nettement la nouvelle civilisation chinoise en gestation.

Nous ne pouvons pour le moment qu'essayer de discerner le sens des expériences en cours. Elles viennent à peine de commencer.

II. La Chine nouvelle.

Il ne s'agit pas ici de faire l'éloge — ce qui est possible — ou le procès — ce qui est non moins possible — de la Chine populaire. Mais de marquer ce qu'elle a fait ou voulu faire, et ensuite de voir ou tenter de voir ce que devient dès lors la civilisation chinoise, aux prises avec la plus formidable et violente expérience humaine qu'elle ait connue au cours de sa très longue histoire. Cette expérience est une multiple mise en ordre, sociale, économique, politique, intellectuelle, morale.

Il s'est agi de soumettre les choses, les hommes, les classes et si possible le monde extérieur à une situation nouvelle, créée par la volonté chinoise. L'orgueil y a sa part, un orgueil qui est au moins une façon de renouer avec une très ancienne Chine, sûre d'occuper le centre, le milieu de l'Univers.



Sculpteur d'ivoire.

1. La Chine populaire est une énorme masse d'hommes et de richesses, les unes réelles, les autres virtuelles, à créer. Des unes et des autres dépend sa croissance économique.

Sa population ne cesse de progresser : 1952, 572 millions; 1953, 582; 1954, 594; 1955, 605; 1956, 620; 1957, 635; 1958, 650; 1959, 665; 1960, 680; 1961, 695. Précisons qu'il ne s'agit pas là de recensements exacts (sauf celui de 1953, sur lequel on doit faire des réserves expresses), mais d'évaluations, d'ailleurs probables. Comme dans tous les pays sous-développés (et la Chine en 1949 est le plus grand des pays sous-développés), la progression de la population, du fait d'un taux élevé de natalité, au voisinage de 40 pour 1 000, et d'une mortalité en baisse, pose de terribles problèmes. Cette croissance des hommes limite à l'avance et menace sérieusement la croissance effective du niveau de vie.

Pourtant les taux de croissance économique, de 1949 à 1962, se révèlent prodigieux, sans équivalents historiques ou actuels. Même le premier plan quinquennal russe n'a pas mieux fait que le premier plan de cinq ans chinois (1953-1957). Ce rythme est celui d'une économie qui, en gros, part de zéro. Or c'est le privilège des retardataires de mettre les bouchées doubles. Peu riches au départ, ils doublent leur avoir sans être riches pour autant. Rien ne dit qu'à un certain niveau de développement, la loi des rendements décroissants à laquelle n'échappe pas le monde capitaliste, ne touchera pas également les pays socialistes.

Il faut tenir compte aussi, pour mesurer son développement extraordinaire, qu'il est le prix d'une volonté inexorable, l'effort de la plus grande masse d'hommes groupés qui soit au monde. Et encore que l'économie *planificatrice* est une science déjà rodée par l'expérience ancienne des Soviets, et même par le capitalisme contemporain.

Il n'est pas question d'établir, ici, un bilan serré. Si l'on suit les chiffres *officiels* et que l'on s'en tienne au revenu national global calculé à partir de 1952, sans chercher à passer au crible une documentation difficile à contrôler, la progression serait la suivante : 1952, 100; 1953, 114; 1954, 128; 1955, 128; 1956, 145; 1957, 153; 1958, 206; 1959, 249. Les taux de croissance de 1958 et 1959 s'établiraient respectivement à 34 % et 22 %, ce qui est simplement fabuleux. Toutes réserves faites (notamment sur la difficulté de calculer un revenu global pour un ensemble aussi vaste et aussi différencié), les économistes ne peuvent ménager ni leur étonnement, ni leur admiration. Un prodigieux bond en avant a été réalisé.

Le non-économiste jugera plus aisément encore de ces progrès à partir de chiffres concrets. La production de l'acier en millions de tonnes : 1949, 0,16; 1952, 1,3; 1960, 18,4. Charbon : 1949, 32; 1960, 425. Fonte : 1949, 0,25; 1960, 27,5. Électricité, milliards de kWh : 1949, 4,2; 1960, 58. Coton (millions de mètres) : 1949, 1,9; 1960, 7 600. Céréales, plus patates douces et pommes de terre comptées pour le quart de leur poids frais (en tonnes) : 1957, 185 millions; 1958, 250; 1959, 270. Derniers témoignages : la (triple) carte des chemins de fer, ceux qui existaient en 1949, ceux qui ont été construits avant 1960, ceux qui se trouvent en voie de construction; la triple carte aussi des centrales hydro-électriques (anciennes, nouvelles, à construire) ou des centrales thermiques; ou encore les formidables travaux prévus pour maîtriser le Yang-tseu-kiang, au sortir du bassin du SeuTchouen dans la zone des rapides et des gorges de Hsi Ling. Ces travaux très hardis maitriseraient une énorme réserve d'énergie, permettraient de vastes irrigations en direction du Nord, régulariseraient le cours du Fleuve Bleu, ouvert dès lors sur des milliers de kilomètres aux navires de mer, favoriseraient dans les gorges mêmes l'implantation d'usines ultramodernes.

2. Ces résultats ont été acquis au prix d'un effort surhumain, grâce à la mise au pas de l'énorme société chinoise qu'il ne s'agit pas seulement de contraindre à l'enthousiasme politique et au travail forcené, mais qu'il s'agit de remodeler.

Cette tâche n'est pas seulement un moyen et un moyen d'une exceptionnelle efficacité, elle est aussi un but et un enjeu. Le régime joue, tient à jouer son existence dans cette entreprise poursuivie sans répit. Et s'il n'hésite pas à mener durement cette partie, il est vrai qu'il jouit auprès de la masse chinoise d'un préjugé favorable du seul fait qu'il a aboli l'effroyable corruption du régime antérieur, pendant les dernières années de Tchang Kai-chek.

Toute la société a été prise en mains : les paysans, les ouvriers, les intellectuels, les membres du parti. *Quant à la bourgeoisie*, la plus huppée — la bourgeoisie « compradore », celle des intermédiaires entre marchands chinois et européens, elle s'est éclipsée dès 1949 dans les bagages de Tchang Kaï-chek; la bourgeoisie industrielle a été résorbée lors de la transformation des entreprises privées en entreprises mixtes (privées et publiques), en 1956; il ne subsiste plus qu'une bourgeoisie d'affaires, et dans une partie seulement du secteur commercial, où sa situation est évidemment précaire.

Dans le monde paysan, la réforme a été rapide et progressive. Elle s'amorce par la loi agraire du 30 juin 1950 qui élimine brutalement les propriétaires et les gros paysans. Les moyens paysans maintenus en place perdent une partie de leurs biens; finalement chaque paysan reçoit un lopin de terre minuscule (15 ares) qui indique, à lui seul, la masse énorme des parties prenantes (sur 600 millions de Chinois, plus de 500 millions de ruraux). Ce petit lopin de terre, ce n'est que l'avènement momentané d'une micro-propriété égalitaire.

En octobre 1956, en effet, commence la collectivisation, avec la mise en place de *fermes collectives*. Nouveau pas en avant avec la création, en 1958, des *communes rurales*, qui groupent jusqu'à 20 000 paysans à la fois, alors que la ferme collective en réunissait seulement quelques centaines. Il s'agit là d'une organisation originale, peut-être trop hardie, politique, agricole, industrielle et militaire à la fois. Le paysan est aussi soldat et certains paysans sont armés, ce qui donne au régime la garantie supplémentaire de disposer d'une force armée toujours prête à intervenir. Mais, le 20 novembre 1960, les communes semblent avoir été dépouillées de leurs prérogatives et de leurs tâches au bénéfice de *brigades de production* dont il est trop tôt pour dire le succès ou l'échec. Il est certain seulement que le régime hésite, non pas évidemment sur le but à atteindre, mais sur les solutions, étant donné que la croissance agricole est la seule qui marque vraiment le pas.

Même encadrement des ouvriers dont le nombre ne cesse de s'accroître et que les syndicats tiennent en main, en collaboration avec le parti. Le gouvernement leur a demandé, comme aux paysans, un effort surhumain. Après le second plan quinquennal, une active propagande s'est dépensée pour obtenir

des bonds en avant que le plan ne prévoyait pas. D'où des émulations spectaculaires et des slogans : « Davantage, mieux, plus vite, plus économiquement »; « Un jour vaut vingt ans et un an un millénaire »; « 1958 sera la première des trois années de lutte pénible pour un millénaire »...

Il serait aisé de citer des milliers d'exemples de dévouement héroïque. Tout cela en dépit des mauvaises conditions de travail, des bas salaires, de la nourriture insuffisante, du manque de logements. Pensez à cette ouvrière modèle — et à ce titre ayant des avantages, mais plus encore des devoirs supplémentaires — qui, à l'usine, pour se tenir éveillée, se passe le visage à l'eau froide au cours de sa nuit de travail.

Quant aux intellectuels, aux étudiants, aux membres du parti, l'héroïsme leur est-il moins familier, ou le programme qu'on leur propose beaucoup moins clair? Il est sûr que leur mise au pas paraît plus compliquée, plus louvoyante, plus tragique.

Les membres du Parti ne sont jamais à l'abri des purges ou des auto-critiques. Il y a eu ainsi la campagne des 3, puis des 5 « anti ». La première, en janvier et février 1952, « contre la corruption, le gaspillage et le bureaucratisme » des fonctionnaires, a révélé des scandales amples, grossis ensuite à dessein et qui valurent à des campagnards devenus dans les villes « cadres de parti », la désagréable surprise de perdre une situation à laquelle ils ne s'étaient que trop aisément adaptés. Cette même année, la campagne des cinq anti (corruption, évasion fiscale, fraude, vente des biens de l'État, vol de ses secrets économiques) amène des remous prodigieux, des suicides, des condamnations multiples et sévères. D'autres purges, d'autres autocritiques, d'autres suicides suivront.

Pour les étudiants, dont le nombre ne cesse de croître, pas un instant, ou presque, où la main qui les tient ne les secoue, ne les ramène à l'humilité, à la discipline, ne les astreigne aussi à de durs travaux manuels dans les campagnes ou les usines.

Pour les intellectuels et les professeurs, les brimades n'ont certes pas manqué. Le droit de se



Cortège funèbre dans la Chine d'aujourd'hui.

douloir et de critiquer leur fut concédé, un instant, au lendemain des événements de Hongrie. Ce fut la période dite des « Cent fleurs » : comme les fleurs, la pensée peut s'épanouir sous cent formes différentes. Sommés de s'expliquer sur leur propre pensée, hésitant à le faire, les intellectuels ont alors été dans une étrange situation, d'autant que leurs déclarations étaient reproduites aussitôt dans la presse. « Le marxisme-léninisme, dit l'un, est une vieille théorie démodée, impropre à la Chine. Il a besoin d'une révision. » Un professeur se récusait en ces termes : « J'ai peur de la liberté actuelle. L'essentiel de cette liberté, c'est que l'on doit parler. La pression m'est pénible. Détendons-nous pour le moment. Nous verrons plus tard ce qui s'ensuivra. » Un autre professeur de constater : « Le peuple ne réussit pas à se ravitailler et certains disent que le niveau de vie s'est élevé. » Petit chahut, pourrait-on penser; petite récréation pour de vieux intellectuels qui avaient mal supporté les cours de rééducation marxiste. Tout cela, au contraire, était fort sérieux. Les Cent Fleurs ne durèrent pas même un printemps : elles s'épanouirent « violemment pendant un petit mois », du 8 mai au 8 juin 1957. Elles furent suivies de répressions. Beaucoup d'imprudents, à la suite de leurs déclarations, perdirent bel et bien leur place.

Ceci pour nous rappeler qu'en Chine il ne s'agit pas d'un débat ouvert, mais d'une lutte pour la vie. Le problème est de remodeler une société, une âme collective, de purger la Chine de ses erreurs, de ses héritages, de ses regrets possibles. De la saoûler d'orgueil, de travail, de satisfaction d'elle-même, et surtout d'amener, de réduire les esprits à l'obéissance.

« Si l'on contraint 650 millions de Chinois à penser correctement, ils seront amenés à agir correctement, selon les normes que le Parti Communiste chinois juge essentielles à sa marche vers une Chine socialiste. » A cet effet s'exerce par la radio, par la presse, par les discours, une propagande incessante dont aucune expérience « socialiste » ou « totalitaire » ne fournit l'équivalent. L'arme de cette propagande est la critique, organisée quotidiennement sur tous les lieux de travail au cours de discussions obligatoires. C'est le moyen de déterminer, dans le groupe, ceux dont l'attitude est bonne, ceux que l'on peut gagner et les irréductibles. Contre ces derniers, chacun luttera. « L'attaque orale » (Tou-cheng) est un « mélange humiliant de critiques violentes entremêlées de sarcasmes, d'apostrophes et — très rarement — de violences mineures ».

Cette action idéologique est conçue comme une opération « de longue haleine, complexe et gigantesque » (Mao Tse-toung), plus ou moins serrée suivant les milieux sociaux, assez lâche en ce qui concerne les paysans; très poussée, par contre, dans les groupes définis, usines, bureaux, universités, écoles, unités de l'armée. Cet endoctrinement ne va pas sans résistances et sans sanctions. Celles-ci ne sont plus sanglantes comme au début de la Révolution, mais elles restent sévères.

Ainsi dans le domaine de la littérature et de l'art, il y a un commissaire « culturel » du parti, chargé de la discipline et de la lutte contre les infiltrations bourgeoises et réactionnaires qui peuvent se faire insidieusement par cette voie. Chaque écrivain se doit d'être exemplaire, et pas seulement dans ses paroles. On cite cet écrivain qui, habitant la campagne, écrit tous les matins dans le sens d'une « littérature collective », cultive un champ de patates douces, élève des porcs... Les écrivains convaincus de « déviationnisme de droite » s'exposent à des sanctions, comme la célèbre romancière Ting Ling, envoyée pour une « rééducation par le travail » dans une région désolée du nord de la Mandchourie où elle devra rester deux ans.

Évidemment, ces sanctions sont anodines à côté des terribles exécutions sommaires des premiers mois de la révolution paysanne. Évidemment aussi, ces résistances, ces sabotages que signalent les documents officiels eux-mêmes ne sont pas la majorité. Les ralliements sincères et enthousiastes sont bien plus nombreux et beaucoup d'adhésions nouvelles s'expriment en des termes émouvants. Rejoindre l'idéologie triomphante, c'est rejoindre une patrie, une nation, c'est croire à l'avenir, croire à la Chine.

3. L'expérience agricole est le seul véritable échec de la Chine communiste. Les récoltes records, les forcements naïfs de statistiques, l'optimisme officiel ont pu, jusqu'en 1958, en cacher les données réelles. Des articles et des livres enthousiastes ont aidé, en Occident, à propager ces illusions. Les récoltes catastrophiques de 1959, 1960, 1961 ont porté un coup terrible et partiellement injuste à cet optimisme et à ces illusions.

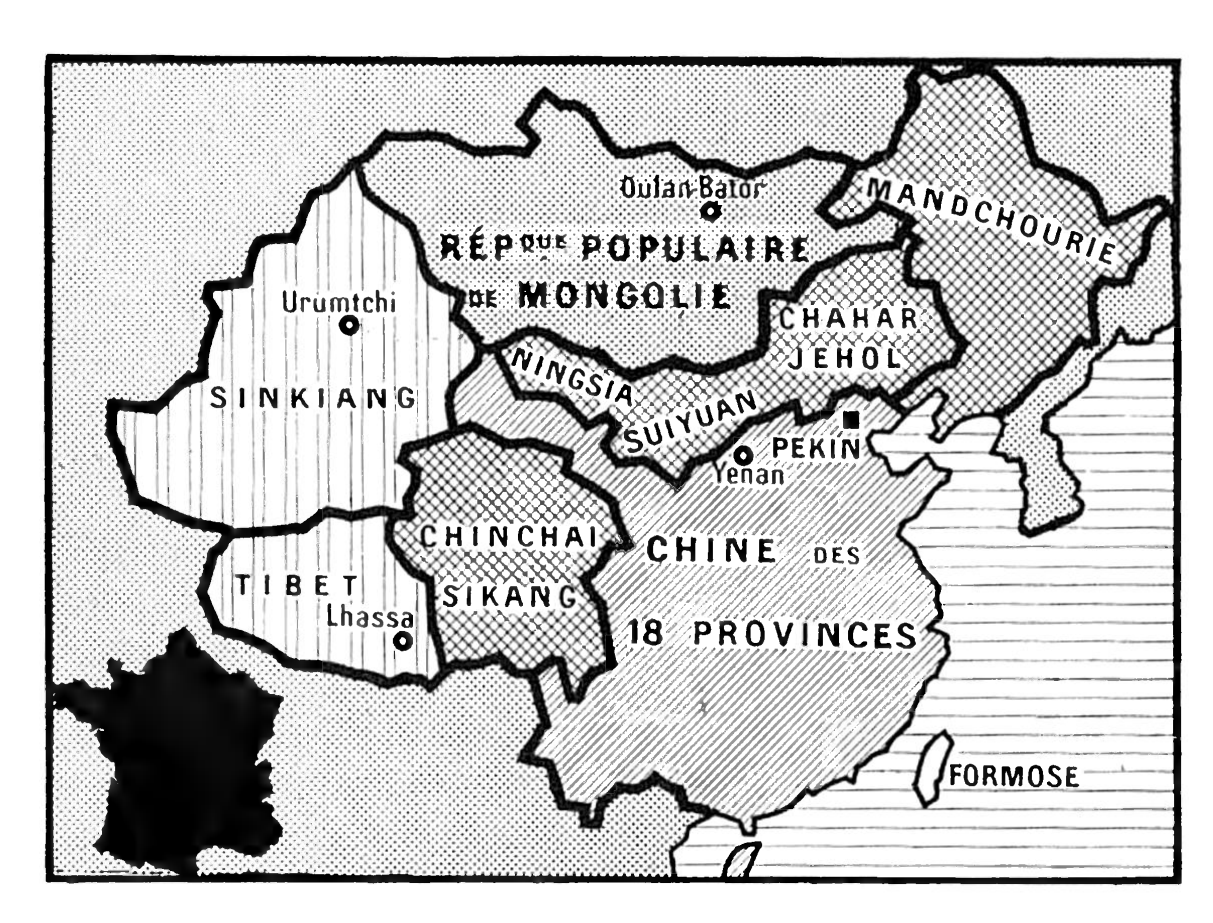
Injuste : ces rendements catastrophiques sont dus, au premier chef, à des causes d'ordre naturel. La Chine est soumise, depuis toujours, à l'alternance ou à la simultanéité de fléaux contradictoires, sécheresses ou inondations, particulièrement dans les grandes provinces du Nord. En 1961, plus de la moitié des récoltes a été ainsi détruite. Tornades et inondations ont fait des millions de victimes, alors que de mars à juin, cette même année, on a pu traverser à pied, en aval de Jouan, le Hoang-Ho lui-même, réduit à un ridicule filet d'eau. Sécheresses, typhons aberrants, inondations, insectes nuisibles, ces vieux ennemis n'ont pas désarmé devant la Chine nouvelle.

Peut-on ajouter aussi que la Chine nouvelle paie, comme toutes les républiques socialistes, ses succès industriels? Elle a trop misé peut-être sur l'industrialisation, et négligé l'agriculture. La presse

officielle, à côté des « calamités naturelles sans pareilles depuis un siècle », accuse aussi les hommes et parle de sabotages. « Une fraction des nombreux cadres et des travailleurs d'appoint qui, en août 1960, ont été envoyés à la campagne pour aider les communes populaires à sauver les récoltes, ont failli à leur devoir et trahi les ordres du gouvernement et du Parti », souvent de connivence avec des « éléments rétrogrades de la population ». Ne croyons pas, outre mesure, à « cette explication par le bouc émissaire ». Il est probable que la collectivisation, ici comme ailleurs, heurte la paysannerie, généralement plus traditionaliste que le reste de la population, et certaines mesures semblent d'ailleurs annoncer des concessions (ainsi l'accent mis sur les *petites* brigades de production et non plus sur les *grandes*).

Pour l'instant, ces rendements catastrophiques entraînent bien des conséquences. Ils ralentissent la croissance, obligent la Chine Populaire à diminuer ses exportations alimentaires vers la Russie qui servaient de contrepartie à des produits et à des services russes. Ils l'obligent même à solliciter les pays capitalistes pour en obtenir des livraisons de céréales : 9 à 10 millions de tonnes demandées au Canada, à l'Australie, aux États-Unis, à la France, à la Birmanie et même à Formose. A Londres, où s'organisent les transports maritimes de cet énorme transfert, on estime que la Chine devra payer 80 millions de £ par an pendant les trois années à venir. Comment? Probablement par des paiements en mercure et en métaux précieux, or et argent.

C'est sans doute un coup très dur pour une économie en voie d'essor. Un point d'interrogation posé pour l'avenir de la Chine. En tout cas, le grand côté d'ombre d'une réussite, par ailleurs indéniable, énergique et spectaculaire.



Les morceaux politiques de la Chine.

Cette carte est extraite du livre de V. PRÉVOT, *Géographie du monde contemporain* (Belin édit.). Elle montre, entre la vieille Chine impériale des 18 provinces et les Provinces extérieures, une « Chine marginale », de la Mandchourie au Sikang. La Mongolie constituée en République populaire est rattachée à l'U.R.S.S. Les Chinois colonisent le Sinkiang et dominent le Tibet. Entre ces régions périphériques et la Chine des 18 Provinces, la terre chinoise garde la marque des influences étrangères (influence de l'Islam au Sinkiang).

III. La civilisation chinoise face au monde actuel.

Rien de cet énorme progrès n'aurait été possible sans l'acquiescement de ce qui joue, dans le vaste monde chinois, le rôle d'un nationalisme très particulier, pour lequel on a proposé le mot barbare et inacceptable de *culturalisme* : en somme un orgueil qui n'est pas national, mais culturel, un nationalisme de civilisation si l'on veut, réalité ancienne et vivante et qu'il faut essayer d'éclairer. Car la Chine actuelle, qui paraît à première vue si aberrante, si neuve, se rattache par là à un long passé de fierté qu'avait blessé le siècle triste (1840-1949) qui précède l'expérience communiste.

1. La Chine se veut une grande puissance et une grande civilisation; elle a toujours cru à sa supériorité sur le reste de l'univers, à la primauté de sa civilisation hors de laquelle il n'y avait, à ses yeux, que barbarie.

Elle eut jadis un orgueil très semblable à celui de l'Occident d'hier.

Le siècle des traités inégaux lui a donc été doublement cruel. Devenir une nation parmi les autres, première humiliation, et une nation dominée par les Barbares, leur science et leurs armes, seconde humiliation. Le nationalisme actuel, virulent, exacerbé, est d'abord une revanche, la ferme décision de devenir une grande nation, *la* grande nation, quel que soit le prix qu'il faudra payer. D'où son acharnement à relancer la Révolution, à ne pas lui laisser un instant de repos, à se précipiter sur les biens nouveaux, le marxisme-léninisme et les manuels russes traduits, comme hier elle se jetait sur les textes sacrés du bouddhisme et manifestait le désir de faire connaissance avec Monsieur De (démocratie) et Mademoiselle Sai (science), comme elle se dirige maintenant vers l'histoire, la sociologie, l'ethnographie...

Nul doute que la Chine de Mao Tse-toung ne se sente la vocation de conduire les peuples prolétaires à l'assaut des pays repus et trop riches, en leur indiquant les moyens de procéder à une révolution rapide dont elle offrirait les recettes avec son aide généreuse. Songeons que la Chine, malgré ses difficultés personnelles, n'a pas renoncé à exporter vivres et capitaux. Pour les capitaux, entre 1953 et 1959, 1 191 millions de dollars ont été répartis entre l'Albanie, la Birmanie, le Cambodge, Ceylan, Cuba, l'Égypte, la Guinée, la Hongrie, l'Indonésie, la Corée du Nord, la Mongolie, le Népal, le Viet Nam du Nord, le Yémen... Ce recensement ne tient pas compte de l'aide apportée à la rébellion algérienne, ni d'un récent accord avec le Ghana (1961). Ces détails et d'autres (le fait que 40 % de ces crédits vont à des pays non communistes) prouvent que la Chine Populaire entend jouer un rôle international, peut-être au-dessus de ses forces actuelles, sûrement au-dessous de ses ambitions.

Occupation du Tibet en 1950 et, depuis lors, conflit latent avec l'Inde; revendication sur l'île de Formose où campe l'armée de Tchang Kaï-chek; désir de reprendre des relations normales avec le Japon, avec l'Occident dont l'économie répondrait beaucoup mieux à ses besoins que l'économie soviétique (passage à demi clandestin de machines outils par Macao et Hong Kong); enfin désir d'entrer à l'ONU où la place de la Chine est occupée paradoxalement par les nationalistes de Formose — tout cela traduit une volonté de puissance, de rayonnement. De même, la semi-rupture entre marxisme chinois et marxisme soviétique au dernier Congrès de Moscou (1961). La Chine se veut, se rêve dominante. En 1945, elle était « incapable de fabriquer une motocyclette », la voilà, en 1962, à la veille de réaliser la bombe atomique. Dans cette surprenante révolution, elle retrouve l'orgueil de ses origines, sa dignité de grande civilisation.

2. C'est ce que souligne un sinologue très connu, Étienne Balazs, dont les lignes qui suivent résument l'opinion, au sujet de la révolution actuelle replacée dans la longue perspective culturelle de la Chine

Que l'expérience chinoise réussisse de façon convaincante et tous les pays sous-développés risquent de suivre ce modèle. C'est ce fait de portée immense qui donne son caractère angoissant (angoissant pour les amis comme pour les ennemis de la Chine) à la question suivante : l'expérience chinoise va-t-elle réussir? N'est-elle pas en train d'échouer?

Disons franchement qu'il ne sert à rien de scruter chiffres et statistiques, un peu parce que les chiffres sont manipulés pour les besoins de la cause, plus encore parce que les statisticiens chinois tâtonnent et nagent eux-mêmes en plein empirisme. Il n'y a pas lieu de s'étonner que leurs statistiques ne

soient pas très sûres, mais plutôt qu'elles le soient assez pour permettre à la planification d'avancer sans trop d'erreurs, de chiffrer les résultats des expériences en cours pour en distinguer le mouvement. Ce mouvement, dans son ensemble, est positif.

On peut assurément ricaner sur certains échecs des plans quinquennaux : hauts-fourneaux de poche, production céréalière, communes populaires... Mais les facteurs fondamentaux et stables de l'expérience chinoise portent à réfléchir plutôt qu'à rire ou à critiquer tant ils paraissent soigneusement calculés :

a) industrialisation on ne peut plus consciente et dont le taux de progression dépasse de loin (et dépassera sans doute encore pendant de longues années) le taux de croissance aussi bien de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires que des pays retardataires (en moyenne 20 % contre 7 à 10 %);

b) volonté lucide de « marcher sur deux jambes » aussi longtemps qu'il faudra, c'est-à-dire réserver les revenus de l'industrie aux investissements pour lui conserver son rythme de croissance et continuer, dans les autres secteurs, à se débrouiller avec les moyens du bord, l'artisanat rural dirigé fournissant à la masse paysanne l'essentiel de ses articles de consommation et de son outillage agricole;

c) austérité générale et non pas limitée à la grande masse, ce qui permet de demander à cette masse de lourds sacrifices;

d) élasticité remarquable des dirigeants qui sont capables de reconnaître leurs fautes et de rectifier immédiatement le tir.

Tout cela repose sur quelques réalités essentielles de la vie, de la civilisation chinoises, sans lesquelles rien ne serait possible.

1° Et d'abord sur le nombre. Les duretés de l'expérience, si par malheur elles sacrifient certains hommes, et même beaucoup d'hommes, ne peuvent compromettre le succès de l'expérience elle-même. Car il y a trop d'hommes, il y a toujours eu trop d'hommes en Chine.

2° Mais surtout sur l'encadrement sans précédent d'une masse de plus de 600 millions par *dix millions* d'organisateurs, membres disciplinés et dévoués du Parti au sommet duquel se trouve (à quelques exceptions près) la vieille garde, les chefs trempés par trente années de persécutions, de guerres civiles, de résistance armée au Japon, d'avances et de reculs patients dans la stratégie militaire et la tactique politique, d'une expérience inégalée dans l'administration des choses et des hommes.

On ne peut s'empêcher de penser qu'ils sont les héritiers de la grande tradition bureaucratique de l'Empire millénaire, des fonctionnaires-lettrés habitués à gouverner un grand État d'une main très ferme. Une nouvelle *intelligentsia*, agissante et hardie, a éliminé l'ancienne, livresque et sclérosée; à son tour elle tient entre ses fortes mains le destin de la Chine. Et la masse chinoise, qui a toujours été soumise à la discipline, suit ces nouveaux maîtres avec obéissance. Cette organisation efficace, sans défaillance et sans solution de continuité, du sommet à la base, qui permet de faire travailler durement tout le monde, c'est peut-être le secret de cette expérience unique : en peu de temps, la plus ancienne civilisation vivante est devenue la force la plus jeune, la plus progressive de tous les pays sous-développés. Mais c'est peut-être qu'elle a pu s'appuyer sur une des plus vieilles et plus solides originalités de sa vieille civilisation : son organisation bureaucratique.

3. Autre question que pose l'avenir de la Chine : le conflit sino-soviétique.

Les démonstrations du XXII[e] Congrès (1961) et les coups feutrés de la *Pravda* ou du *Quotidien du Peuple*, les journaux officiels russe et chinois, expriment-ils un conflit réel? Ou bien des apparences contre lesquelles la solidarité socialiste finira toujours par être la plus forte?

A vrai dire, le divorce est presque impossible : il impliquerait des conséquences mondiales très risquées pour les deux partenaires. Mais l'hostilité semble profonde, et là encore les raisons ne manquent pas qui plongent dans l'histoire des civilisations en présence.

Sans doute y a-t-il au conflit des raisons très actuelles. Les forces en présence sont deux grands peuples ayant tenté l'expérience communiste pour se moderniser. Or, tandis que l'un pousse enfin des soupirs d'aise après quarante ans de pénurie et de souffrances, l'autre s'essouffle dans un effort surhumain et une austérité misérable. Tandis que le nouveau riche s'assied bruyamment à la table des conférences des nations, le parent pauvre n'a pas de voix aux conciliabules, se trouve banni de l'arène internationale comme un pestiféré. L'un est condamné à avancer coûte que coûte, sous peine de reculer, l'autre est devenu assagi, prudent. Il y a là bien des sujets de friction.

Mais le heurt ne tient-il pas plus encore, en profondeur, au nationalisme ombrageux de la Chine, à son désir de prendre sa revanche sur l'Occident : la Russie c'est encore, socialiste ou non, l'Occident, c'est encore le Barbare. La Chine ne prétend à rien moins, pour effacer le passé, qu'à devenir elle-même la capitale du Tiers Monde. Alors elle sera à nouveau dans l'Univers « l'Empire du Milieu ».

NOTES ET DOCUMENTS

Parmi les bons guides, Pierre Gourou, *L'Asie*, Hachette, 1953, remarquable; René Grousset (avec la collaboration de Deniker), *La Face de l'Asie*, Payot, 1955 ; René Grousset, *L'Empire des Steppes, Attila, Gengis-Khan, Tamerlan*, Payot, 1941. De Fernand Grenard, *Grandeur et décadence de l'Asie*, Colin, 1939; d'André Angladette, *Le riz*, « Que Sais-je? », P. U. F., 1959. On ne résiste pas au plaisir de signaler la belle édition de *La description du monde de Marco Polo* par Louis Hambis, première édition en français moderne, Paris, 1955, et le livre érudit de Leonardo Olschki, *L'Asia di Marco Polo*, Venise, 1957.

Toute une série d'excellents livres introduisent à une bonne connaissance de l'ensemble des problèmes chinois. Partir de Georges Maspéro, *La Chine*, 2 vol. Delagrave, 1925; *Les religions de la Chine*. Les livres maîtres de Marcel Granet, *La civilisation chinoise*, Albin Michel, 1929, *La Pensée chinoise*, *ibid.*, 1934, sont d'une lecture difficile. On aura tout avantage et grand plaisir à parcourir les trois volumes collectifs, *Aspects de la Chine*, P. U. F., 1959-1962, qui réunissent des conférences excellentes faites à la radio. Autre beau livre sur la Chine ancienne, Jacques Gernet, *La vie quotidienne à la veille de l'invasion mongole* (1250-1276), Hachette, 1957. Sur des questions particulières se liront avec profit, de Jean Chesneaux, *Le mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927*, Mouton, 1962, ou des articles d'un intérêt exceptionnel, comme ceux de J.-P. Dieny, *Les « lettres familiales » de Tcheng Pan-K'iao...* Bⁿ de l'Institut des Hautes-Études Chinoises, Paris, XIV, 1960, pp. 15-67 et de Jacques Gernet, *L'âge du fer en Chine*, L'Homme, 1961; d'Étienne Balazs, *La pérennité de la société bureaucratique de Chine*, International Symposium on History of Eastern and Western Cultural Contacts, nov. 1959.

1 Sur la monnaie en Chine.

D'après le P. du Halde, *Description géographique, historique, chronologique, politique et physique de l'Empire de Chine*, tome II, 1735, p. 163.

« ... L'or n'y a de cours que comme les pierres précieuses l'ont en Europe : on l'achète de même que les autres marchandises et les Européens qui y trafiquent retirent de ce commerce un gain considérable.

Pour ce qui est de l'argent, il n'est pas monnoyé comme en Europe : on le coupe en divers morceaux, grands ou petits, selon le besoin, et c'est au poids, et non pas à la marque du prince, qu'on en connoit la valeur. Ils ont pour le peser de petites balances portatives, renfermées dans un étuy de vernis fort propre. Cette sorte de balance est assez semblable à la balance romaine : elle est composée d'un petit plat, d'un bras d'yvoire ou d'ébenne, et d'un poids courant. Ce bras qui est divisé en de très petites parties sur trois faces différentes, est suspendu par des fils de soye à l'un des bouts en trois différents points, afin de peser plus aisément toutes sortes de poids. Ces balances sont d'une grande précision. Ils pèsent depuis 15 et 20 taëls jusqu'à un sol et au-delà et avec tant de justesse que la millième partie d'un écu fait pencher la balance d'une manière sensible. »

A noter que ce paiement à partir de lingots d'argent que l'on fractionne est bien antérieur au XVIIIᵉ siècle. Le P. de Las Cortes (1626) en parle déjà comme d'un usage bien établi.

2 Misère chinoise, 1735.

D'après la même source, p. 73-74. « Cependant quelque sobre et quelque industrieux que soit le Peuple de la Chine, le grand nombre de ses habitants y cause beaucoup de misère. On en voit de si pauvres que ne pouvant fournir à leurs enfants les aliments nécessaires, ils les exposent dans les rues, surtout lorsque les mères tombent malades, ou qu'elles manquent de lait pour les nourrir. Ces petits innocens sont condamnez en quelque manière à la mort, presque au même instant qu'ils ont commencé de vivre : cela frappe dans les grandes Villes comme *Péking*, Canton; car dans les autres Villes, à peine s'en aperçoit-on.

C'est ce qui a porté les Missionnaires à entretenir dans ces endroits très peuplez un nombre de Catéchistes, qui en partagent entre eux tous les quartiers, et les parcourent tous les matins, pour procurer la grâce du Baptême à une multitude d'enfans moribonds.

Dans la même vue on a quelquefois gagné des sages femmes infidèles, afin qu'elles permissent à des filles chrétiennes de les suivre dans les différentes maisons où elles sont appelées : car il arrive quelquefois que les chinois, se trouvant hors d'état de nourrir une nombreuse famille, engagent ces sages femmes à étouffer dans un bassin plein d'eau les petites filles aussitôt qu'elles sont nées; ces chrétiennes ont soin de les baptiser, et par ce moyen ces tristes victimes de l'indigence de leurs parents trouvent la vie éternelle dans ces mêmes eaux, qui leur ravissent une vie courte et périssable. »

3 Vers le Tibet

A la veille de quitter la Chine pour le Tibet (1844). C'est le voyage qu'entreprennent et réussissent le P. Huc (1813-1860) et le P. Gabet. Ce voyage extraordinaire écrit par le P. Huc en 1850 est présenté partiellement dans R. P. Huc, *Voyage au Tibet*, Plon, 1926, p. 8-9. Les voyageurs viennent de faire halte à Tang-Keou-Eul, dernière ville chinoise importante.

« Notre grande affaire fut donc de recueillir tous les renseignements possibles sur cette fameuse route du Tibet. On nous en dit des choses affreuses; il fallait, pendant quatre mois, voyager à travers un pays absolument inhabité, et par conséquent faire, avant de partir, toutes les provisions nécessaires. Dans la saison de l'hiver, le froid était horrible et souvent les voyageurs étaient gelés ou ensevelis sous des avalanches de neige. Pendant l'été, il s'en noyait un grand nombre; car il fallait traverser de grands


Soldat (XVIIe siècle).


Haut dignitaire


Gendarme (XVIIe siècle).

fleuves, sans pont, sans barque, n'ayant d'autres secours que des animaux qui souvent ne savaient pas nager. Puis par-dessus tout cela venaient les hordes de brigands, qui à certaines époques de l'année parcouraient le désert, détroussaient les voyageurs, et les abandonnaient, sans habits et sans nourriture, au milieu de ces épouvantables contrées; enfin on nous racontait des choses à faire dresser les cheveux sur la tête. Ces récits, en apparence fabuleux, ou du moins très exagérés, étaient toutefois les mêmes dans toutes les bouches, et toujours d'une effrayante uniformité. On pouvait d'ailleurs voir et interroger, dans les rues de Tang-Keou-Eul, quelques Tartares-Mongols, qui étaient comme les pièces justificatives de ces longues histoires d'aventures tragiques; c'étaient les débris d'une grande caravane assaillie l'année précédente par une troupe de brigands. Ils avaient trouvé moyen de s'échapper, mais leurs nombreux compagnons avaient été abandonnés à la merci des Kolo (brigands). Tous ces renseignements, incapables d'ébranler notre résolution, furent seulement pour nous un motif de ne pas précipiter notre départ, et d'attendre une bonne occasion.

Il y avait six jours que nous étions à Tang-Keou-Eul, lorsqu'une petite caravane de Tartares-Khalkhas vint mettre pied à terre dans notre Maison de repos. Elle arrivait des frontières de la Russie, et s'en allait à Lhassa pour rendre hommage à un tout jeune enfant, qui, disait-on, était le fameux *Guison-Tamba* nouvellement transmigré. Quand ces Tartares surent que nous attendions une occasion favorable pour nous acheminer vers le Tibet, ils furent au comble de la joie; car ils voyaient que leur petite troupe allait inopinément se grossir de trois pèlerins, et en cas de guerre contre les Kolo, de trois combattants. Nos barbes et nos moustaches leur donnèrent une haute idée de notre valeur, et nous fûmes spontanément décorés par eux du titre de *Batourou* (braves). Tout cela était fort honorable et fort engageant. Cependant, avant de nous décider au départ, nous voulûmes préalablement faire quelques paisibles et mûres réflexions. La caravane qui encombrait la grande cour de la Maison de repos, ne comptait que huit hommes; tout le reste n'était que chameaux, chevaux, tentes, bagages et instruments de cuisine; il est vrai que ces huit hommes, à les entendre, étaient tous des foudres de guerre. Au moins étaient-ils armés jusqu'aux dents; ils venaient étaler en notre présence leurs fusils à mèche, leurs lances, leurs flèches, et surtout une pièce d'artillerie, un petit canon de la grosseur du bras; il était sans affût, mais bien ficelé entre les deux bosses d'un chameau; il devait produire un effet merveilleux. Tout cet appareil guerrier était peu fait pour nous rassurer; d'autre part, nous comptions médiocrement sur l'influence morale de nos longues barbes. Il fallait pourtant prendre une détermination; les Tartares-Khalkhas nous pressaient vivement, et nous répondaient d'un succès complet. Parmi les personnes désintéressées en cette affaire, les unes nous disaient que l'occasion était excellente, qu'il fallait en profiter; d'autres assuraient que c'était une imprudence, qu'une si petite troupe serait infailliblement *mangée par les Kolo* : qu'il valait mieux, puisque nous n'étions pas pressés, attendre la grande ambassade tibétaine. »

4 Le testament de Sun Yat-sen.

(11 mars 1925, il mourra le lendemain).

In Jean Chesneaux, *Sun Yat-sen*, Club Français du Livre, 1959, p. 222.

« Pendant quarante ans je me suis consacré à la cause de la révolution de notre peuple, et mon seul objectif a été de relever la Chine à une position de liberté et d'égalité entre les nations. Mes expériences pendant ces quarante années m'ont fermement convaincu que pour atteindre ce but nous devons éveiller notre peuple et nous allier avec les peuples du monde qui nous traitent sur une base d'égalité et lutter de concert avec eux.

L'œuvre de la révolution n'est pas encore réalisée. Que tous nos camarades suivent mes « Plans pour la reconstruction nationale », mes « Fondements de la reconstruction nationale », les « Trois Principes du Peuple », et le Manifeste publié pour le premier Congrès National de notre parti, et se dépensent sans compter pour les mettre en pratique. De plus, nos récentes déclarations en faveur de la convocation d'une Convention nationale doivent également aboutir, et les traités inégaux doivent être abolis dans le plus bref délai possible. Telles sont mes dernières volontés. »

5 Confucius

1. Son costume. Pendant les chaleurs de l'été, sous une tunique de chanvre d'un tissu peu serré, il portait une autre tunique. En hiver il portait une tunique noire sur une tunique doublée de peau d'agneau noir, ou une tunique blanche sur une tunique doublée de peau de cerf blanc, ou une tunique jaune sur une tunique doublée de renard jaune. La tunique doublée de fourrure qu'il portait habituellement était longue, mais la manche droite était plus courte que la gauche...

Quand il n'était pas en deuil il portait toujours divers objets suspendus à la ceinture... Il ne mettait pas sa tunique de peau d'agneau ni son bonnet noir pour aller pleurer les morts. Le premier jour de la lune, il ne manquait pas de revêtir ses habits de cour et d'aller saluer son prince.

Entretiens de Confucius et de ses disciples,
Les Belles Lettres édit.

2. Sa nourriture. Confucius aimait que sa bouillie fût faite d'un riz très pur, et son hachis, composé de viande, haché très fin. Il ne mangeait pas la bouillie qui était moisie et gâtée, ni le poisson ni la viande qui commençaient à se corrompre. Il ne mangeait pas un mets qui avait perdu sa couleur ou son odeur ordinaire. Il ne mangeait pas un mets qui n'était pas cuit convenablement, ni un fruit qui n'était pas assez mûr. Il ne mangeait pas ce qui n'avait pas été coupé d'une manière régulière, ni ce qui n'avait pas été assaisonné avec la sauce convenable.

Lors même que les viandes abondaient, il ne prenait pas plus de viande que de nourriture végétale. La quantité de boisson fermentée dont il usait n'était pas déterminée; mais elle n'allait jamais jusqu'à lui troubler l'esprit... Il avait toujours du gingembre sur sa table, il ne mangeait pas avec excès.

Ibid.

3. Sa politesse. Confucius, dans le village où demeurait sa famille, était très simple; il semblait ne pas savoir parler. Dans le temple des ancêtres et à la cour du prince, il s'exprimait clairement, mais avec une attention respectueuse.

Dans le palais du prince, il parlait aux inférieurs avec fermeté et sans détours, aux supérieurs avec affabilité et franchise. En présence du prince, il montrait une noble gravité, une crainte respectueuse.

En entrant à la porte du palais, il se courbait comme si la porte avait été trop basse pour le laisser passer. Il ne se tenait pas au milieu de l'entrée; en marchant il évitait de mettre le pied sur le seuil. En passant près du siège (inoccupé) du prince, l'air de son visage semblait changé et sa démarche embarrassée; les paroles semblaient lui manquer. Il montait à la salle, tenant sa tunique relevée, ayant le corps incliné et retenant son haleine comme s'il ne pouvait plus respirer. En sortant, dès qu'il avait descendu le premier degré, son visage reprenait son air accoutumé; il paraissait affable et joyeux. Arrivé au bas des degrés, il hâtait le pas, comme un oiseau qui étend les ailes.

Ibid.

4. Sa sagesse. Le sage règle sa conduite d'après la condition dans laquelle il se trouve; il ne désire rien en dehors de sa condition. Dans les richesses et les honneurs, il agit comme il convient à un homme riche et honoré. Dans la pauvreté et l'abjection, il agit comme il convient à un homme pauvre et méprisé. Au milieu des barbares de l'occident et du septentrion, il agit comme il convient au milieu de ces barbares. Dans le malheur et la souffrance, il agit comme il convient dans le malheur et la souffrance. Partout et toujours le sage a ce qui lui suffit.

Dans un rang élevé, il ne vexe pas ses inférieurs; dans un rang inférieur, il ne recherche pas la faveur des grands. Il se rend lui-même parfait, et ne demande rien à personne; aussi ne se plaint-il jamais. Il ne se plaint pas du Ciel, il n'accuse pas les hommes. Le sage ne quitte pas le chemin uni; il attend tranquillement les dispositions de la Providence. Celui qui n'est pas vertueux court chercher la fortune à travers les précipices.

L'invariable milieu,
Les Belles Lettres, édit.

5. La piété filiale. Confucius dit : « Quelle n'était pas l'étendue de la piété filiale de Ou wang et de Tcheou koung! Ils savaient admirablement poursuivre les objets et continuer les œuvres de leurs pères. Au printemps et en automne, ils préparaient et nettoyaient la salle des ancêtres; ils exposaient rangés en ordre les objets et les vêtements dont leurs pères s'étaient servis; ils leur offraient les mets et les fruits de la saison... »

Occuper les mêmes places que les ancêtres, accomplir les mêmes cérémonies, exécuter les mêmes chants, respecter ceux qu'ils avaient honorés, aimer ceux qu'ils avaient aimés, leur rendre les mêmes devoirs après leur mort que pendant leur vie; c'était la perfection de la piété filiale.

Ibid.

6. Les lois du bon gouvernement. Quiconque gouverne l'empire doit observer neuf lois; à savoir : il doit se perfectionner lui-même, respecter les hommes sages, chérir ses proches, honorer les grands officiers, demeurer uni de sentiments avec les officiers inférieurs, aider paternellement ses moindres sujets, attirer toute sorte d'ouvriers, accueillir avec bonté les étrangers, aimer les princes feudataires.

Ibid.

7. Conseils aux princes. Aimer ce que les autres n'aiment pas, ne pas aimer ce qu'ils aiment, c'est être en opposition avec la nature humaine. C'est attirer infailliblement des malheurs sur sa personne. Il existe pour les princes une excellente règle de conduite qui est d'aimer ce qu'aime le peuple, et d'avoir en aversion ce qu'il n'aime pas. Ils la gardent quand ils sont bons et sincères; ils la violent quand ils sont orgueilleux et amis du faste.

Pour procurer des ressources à l'État, il est un excellent moyen. Quand ceux qui les procurent sont nombreux, et ceux qui les consomment en petit nombre, quand ceux qui les obtiennent agissent avec promptitude, et ceux qui les emploient avec lenteur, elles sont toujours plus que suffisantes.

La Grande Étude,
Les Belles Lettres, édit.



Bouddha au Grand Miracle (IIIe siècle ap. J.-C.).

L'INDE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

L'Inde se présente comme une juxtaposition d'espaces et, non moins, de passés hétéroclites qui tous tendent à s'accorder, sans jamais y parvenir. Elle est trop vaste (4 millions de km², avec le Pakistan, soit entre trois et quatre fois la petite Europe des Six), trop peuplée (plus de 438 millions d'êtres aujourd'hui, sans le Pakistan). Diverse, elle n'a jamais connu un passé paisible, entre un Deccan, au Sud, conservatoire de peuples et de civilisations, zone de résistance obstinée — et le Nord-Ouest qui soude les pays arides de l'Indus à l'Iran et au-delà de la passe de Khaïber, au Turkestan et à toute la tumultueuse Asie Centrale : ouverte aux invasions, c'est la région dangereuse, pathétique de l'Inde.

Finalement (sauf hier au temps de la colonisation anglaise) aucune domination politique n'aura étendu son autorité sur l'ensemble du subcontinent, ni jadis ni aujourd'hui, après la partition violente et sanglante entre l'Inde et le Pakistan en 1947.

I. Les Indes classiques (jusqu'à la colonisation anglaise).

Si l'on ne remonte pas jusqu'à la mystérieuse civilisation de l'Indus (3000 à 1400 av. J.-C.), trois Indes classiques se sont formées lentement, puis remplacées sans hâte, se prolongeant l'une dans l'autre :

a) une civilisation indo-aryenne, dite védique, de 1400 av. J.-C. au VII[e] siècle ap. J.-C.;

b) une civilisation *médiévale* hindoue (l'hindouisme) qui développe la précédente jusqu'au XIII[e] siècle;

c) une civilisation islamo-hindoue, imposée par le conquérant musulman comme une camisole de force (XIII[e]-XVIII[e] siècles) et dont la colonisation exubérante et prolongée sera relayée, à partir du XVIII[e] siècle, par le colonialisme anglais.

Aucune de ces civilisations, répétons-le, aucun des grands Empires « universels » qu'elles porteront, tour à tour, sur leur dos, n'ont mis en cause l'ensemble du subcontinent. Jusqu'au XVIII[e] siècle l'espace indien n'a jamais connu ces réductions à un ordre unique qui caractérisent le passé de la Chine et le simplifient grandement.

1. L'Inde védique se constitue en trois ou quatre grandes étapes de 1400 av. J.-C. au VII[e] s. ap. J.-C. Ces deux millénaires sont dominés par l'invasion et l'installation de peuples aryens venus du Turkestan et qui, gagnant l'Inde par le nord-ouest, s'infiltrent lentement à travers les plaines du Moyen Indus, puis du Moyen Gange. Leur civilisation n'affecte qu'une partie de la plaine indo-gangétique, mais il s'agit là, très tôt, du cœur vivant de l'Inde.

Faite, à la fois, des apports des nouveaux venus et d'emprunts multiples, « vivants », aux peuples déjà installés dans l'Inde, cette première civilisation, dite védique (de *Véda, la connaissance sacrée*) se sera développée avec une lenteur extrême. Elle s'est heurtée aux peuples indigènes déjà en place, hommes à peau brune ou noire, d'origines diverses : Pygmées venus très tôt d'Afrique; Proto-Méditerranéens arrivés plus tard, sans doute de Mésopotamie, et dont le type s'est conservé chez les Dravidiens du Sud; populations issues d'Asie Centrale, à caractère mongoloïde (surtout dans le Bengale).

Ces Pré-Aryens sont, pour la plupart, déjà attachés au sol, agriculteurs, éleveurs *sédentaires*, groupés dans des villages et même dans des villes, sur les rives de l'Indus qui est le foyer d'une civilisation déjà ancienne de citadins et de marchands. Ces Pré-Aryens sont nombreux et resteront par la suite, jusqu'à aujourd'hui, l'élément humain majoritaire de l'Inde.

Pasteurs, *nomades*, hommes (souvent, mais pas toujours) à peau claire et aux cheveux blonds, les Indo-Aryens s'apparentent aux nombreux peuples qui ont envahi, au second millénaire, les plateaux d'Iran ou d'Asie Mineure et les lointains pays d'Europe. Ces envahisseurs de l'Inde sont frères des Hellènes, des Italiotes, des Celtes, des Germains, des Slaves.

a) *Première étape avant l'An Mille : l'invasion.*

La première invasion aryenne s'est opérée du Turkestan vers l'Iran et l'Inde. Elle s'engage ainsi, de la Mésopotamie à l'Indus, dans une civilisation homogène déjà, brillante, avec ses villes, ses hautes

maisons, ses paysans enracinés. Cette civilisation ancienne est peut-être en décadence quand l'invasion atteint les pays de l'Indus qui, cependant, défendront longtemps leur indépendance contre les nouveaux venus et retarderont leur progression vers l'Est.

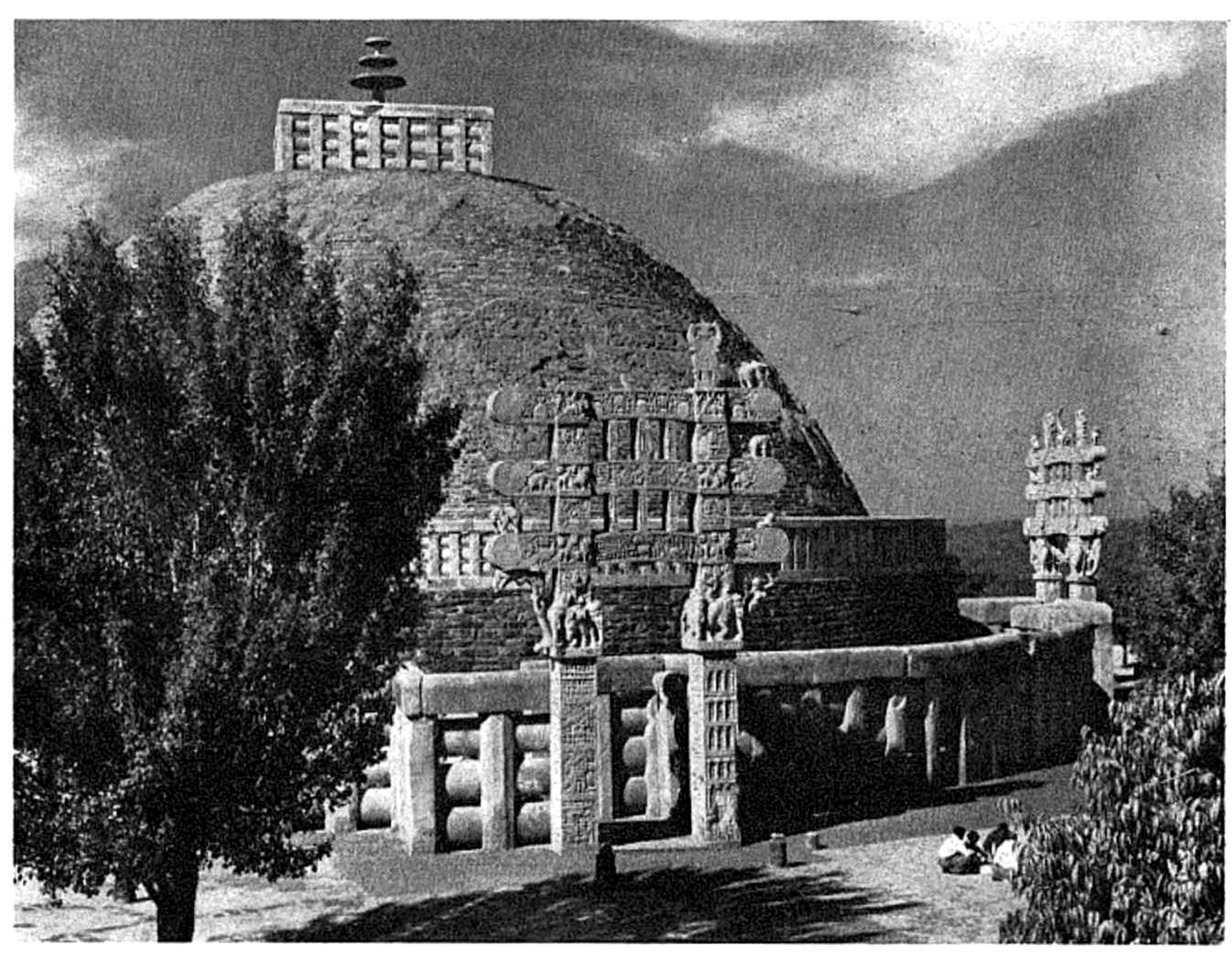
Les textes sacrés des Aryens, écrits en *sanscrit*, racontent ces luttes interminables qui mêlent les hommes, les Dieux et les Anti-Dieux (les *Asoura*, les divinités protectrices des adversaires) et se déroulent avant l'An Mille, dans la région du Pendjab et de la rivière de Kaboul.

Cette longue étape se reflète dans le plus ancien des livres sacrés, le Rig Veda (le Veda des Strophes, on dit aussi les Hymnes), qui révèle mythologie et croyances d'une *première* religion védique. Trente-trois dieux au moins, entre dieux terrestres, de « l'espace intermédiaire » (atmosphère), du ciel. Au milieu de ces dieux « un peu pâles », se détachent Varouna, mainteneur « des lois cosmiques et morales, épieur des coupables qu'il ligote avec des lacets », Indra, plus important encore, héros aux cheveux clairs, heureux dans mille combats : vainqueur du démon Vitra, il a libéré les eaux du ciel qui, depuis lors, inondent la terre et la fertilisent. Tous ces dieux se mêlent aux hommes comme les divinités de l'Olympe aux guerriers qui s'affrontaient sous les murs de Troie. Tous réclament des sacrifices : lait, blé, chair animale et cette forte boisson fermentée (soma) à partir d'une plante mystérieuse.

Bref, une religion pluraliste, formelle, réduite à des rites. Le nomadisme des Aryens n'a pas encore tout à fait cédé le pas à une vie sédentaire, créatrice d'ordre, même dans le domaine religieux.

b) Seconde étape, de 1000 à 600 avant notre ère : conquête et sédentarisation.

La sédentarisation des envahisseurs se réalise peu à peu, entre 1000 et 600 av. J.-C., dans une région légèrement déplacée ou élargie vers l'est et dont l'actuelle Delhi représente le carrefour essentiel. Cette conquête vers l'est poussera jusqu'à l'actuelle Bénarès, au cours de combats



Le grand stupa de Sanchi.

Fait partie d'un des plus grands ensembles de ruines bouddhiques. Le stupa est un monument commémoratif composé d'une calotte de pierre entourée d'une balustrade à 4 portes. Le grand stupa de Sanchi (dans le Malva, au nord de la Nerbudda), primitivement construit par Açoka, a été remanié et agrandi par la suite.

gigantesques, ou du moins rapportés comme tels. Vers 800, le Bengale est atteint et peut-être l'Inde Centrale.

Les transformations géographiques, sociales, économiques, politiques, entraînées par cette évolution expliquent d'énormes novations religieuses que signalent de nouveaux livres sacrés, puis les *Commentaires* (Brahmanas) et les Upanishads — ce « traité des Approches » qui ouvre les portes secrètes des spéculations religieuses. Tout en conservant son fonds premier, la religion se complique peu à peu. Des tendances s'y affirment vers le monothéïsme, cependant que, à l'occasion de mélanges sociaux, de cohabitations des vainqueurs et des vaincus, une masse énorme de croyances non-aryennes se diffuse à travers tous les systèmes religieux, ainsi le yoga (« maîtrise de soi ») dont les pratiques prennent une place considérable dans la religion védique, à côté des sacrifices rituels.

De plus en plus, croyances et attitudes religieuses s'assombrissent. Les âmes, pense-t-on bientôt, ne cessent de se réincarner pour recommencer de nouvelles existences terrestres, sans fin douloureuses. En même temps, se constituent les premières divisions sociales *(varna)*, dans une société à la fois « magique », « pseudo-féodale », « coloniale », composite assurément où tout ne s'explique pas (comme on l'a cru hier) par les seuls rapports de peuple conquérant à peuples vaincus. Au premier rang, les *Brahmanes* sont les prêtres, maîtres du spirituel; viennent ensuite les guerriers, rois, princes, grands seigneurs *(Kshatryas)*; au troisième rang, sont les petits paysans, éleveurs, artisans, marchands *(Vaysyas)*; enfin à la quatrième et dernière place les *Çudras*, qui sont, à l'origine du moins, des indigènes asservis.

Par la suite, cette société se précise, lentement, avec ses tabous, ses exclusives, ses multiples interdictions d'intermariage, ses clivages selon les distinctions strictes du *pur* et de l'*impur*.

Le partage du temporel et du spirituel s'opère entre les deux classes supérieures. La Royauté primitive s'est trouvée vite dépouillée de tout monopole religieux, à la différence de ce qui, ailleurs, a été la règle (aussi bien en Chine que dans l'Égypte ancienne et ailleurs). « Le rapport des deux principes, principe spirituel et principe politique de l'*imperium*, se marque à plein dans une institution singulière... En effet, il ne suffit pas que le Roi, modèle ou essence de la catégorie des *Kshatrya*, emploie des Brahmanes pour le rituel public; il doit avoir une relation personnelle permanente avec *un* Brahmane, son *purohita* (littéralement « placé en avant »). Nous traduisons par « chapelain », mais il faut avoir présente à l'esprit l'idée d'une délégation ou avant-garde spirituelle, d'un *major ego*. Non seulement les Dieux ne mangent pas les offrandes du roi sans *purohita*, mais le roi dépend de celui-ci pour les actes de sa vie, lesquels ne réussiraient pas sans son aide. Il est au roi comme la pensée à la volonté, dans une relation aussi étroite qu'un mariage. Bref, comme le dit déjà le Rig Véda, « il habite, il prospère dans sa demeure, à lui la terre prodigue tous ses dons, à lui le peuple obéit de lui-même, le roi chez qui le Brahmane marche le premier » (Louis Dumont). Ainsi le disent et le répètent, en tout cas, les textes brahmaniques.

Cette primauté religieuse qui s'associe au pouvoir, sans se confondre avec lui, est, pour Louis Dumont, la raison majeure de cette société fractionnée : comme associées l'une à l'autre, les deux premières classes s'opposent à tout le reste de la masse sociale, de même les trois premières, en bloc, à l'ensemble des Çudra.

Les Brahmanes auront fondé leur prééminence à partir des craintes éperdues qu'ils inspirent. Un rituel compliqué en fait les organisateurs indispensables des sacrifices; un seul détail est-il omis, le Dieu sollicité se dérobe aussitôt et le terrible Varouna procède à ses vengeances impitoyables. Dépositaires des secrets du rite, les prêtres peuvent donc agir à leur guise, s'attaquer ainsi à l'anthropomorphisme naïf des anciens Aryens, dévaloriser Indra et tous les dieux héros des vieux hymnes. Ils créent à leur propre usage un Dieu suprême, Brahma, qui préside à leurs sacrifices. Ce Dieu, il est vrai, ne sera jamais très populaire.

Deux autres dieux dominateurs, par contre, vont susciter l'enthousiasme des fidèles : Siva Rudra auprès des populations paysannes, Vishnu, identifié au héros Krishna Vasudeva, auprès des cercles aristocratiques. De plus, « guerriers » et « paysans » (2e et 3e « classes ») se tourneront volontiers vers le *yoga* que les Brahmanes adopteront à leur tour et vers d'autres cultes et pratiques indigènes. Ou même vers une libre spéculation philosophique qui, aux VIe et Ve siècles, donne naissance à deux nouvelles religions : le jaïnisme et le bouddhisme.

c) *Troisième étape : les splendeurs premières du jaïnisme et du bouddhisme, VIe et Ve siècles.*

Peu à peu ont émergé des principautés, de minuscules royautés, puis des villes aristocratiques, liées par le commerce. Ces villes, bientôt populeuses, profitent du luxe de leurs Cours princières et de leurs riches bourgeoisies. Des banquiers, des marchands tirent de gros profits d'un trafic caravanier et maritime; alors apparaît le luxe des fines étoffes de coton, de lin, ou de soie. Dès 600 av. J.-C., l'industrie du fer est attestée par les armes trouvées dans les tombes. Aden, au loin, est la grande place marchande qui réexpédie le fer indien vers la Méditerranée.

Dans ce milieu actif, comparable un peu à la Grèce contemporaine des VIe et Ve siècles, se développent les deux grandes religions salvatrices du *jaïnisme* et du *bouddhisme* — celle-ci plus connue et importante que celle-là, parce qu'elle rebondira vers l'extérieur. Sur le plan purement indien, par contre, jaïnisme et bouddhisme sont à égalité. Ils sont, l'un comme l'autre, des religions hors cadres, « séculières », adoptées par les classes dominantes en dehors des Brahmanes et propagées par les marchands; l'un comme l'autre ils ont fondé des couvents et proposent des règles de salut individuel : le bouddhisme, nous l'avons vu, par une sorte de négation du désir de vivre et du sens de la vie, cherche à rompre le cercle maudit des réincarnations, pour atteindre au Nirvâna; le Jaïnisme, au contraire, voit dans la souffrance personnelle et sa recherche, une voie efficace de salut. Ces deux religions ont été fondées, l'une et l'autre, par de grands seigneurs : Siddharta Gautama, peut-être fils de Roi (563 ?-483 ?), appelé aussi Çakya Mouni (le Sage des Çakyas) ou le Bouddha (l'Illuminé); et Vardhamana Mahavira (540 ?-468), le « Vainqueur » du monde (Jina).

Le Bouddha, originaire du Népal, eut sa « révélation » vers 525, et dès lors prêcha durant le reste de ses jours à travers la vallée du Gange. Sa religion, appelée à se modifier dès sa mort même, est construite sur ses propos, tels que ses disciples les ont recueillis. On n'y trouve aucune affirmation au sujet de Dieu, silence qui n'est pas négation, mais reste un trait fort de sa doctrine, comme le refus de tout « monisme » divin. D'accord avec les idées dominantes de son temps (celle des Upanishads), il rejette la réalité du monde et de l'Etre Universel. Pour lui, rien n'a de réalité en dehors de notre conscience. « Tu es revenu vers moi comme un oiseau-vigie parti d'un navire vers tous les points cardinaux à la rencontre d'une terre et tu n'en as vu nulle part. Car les éléments (Terre, Feu, Eau, Air) ont leur point d'appui dans la conscience. Ils le perdent dans la conscience insensible. Quand la conscience a cessé d'être, tous les éléments de l'univers sont anéantis intégralement. »

Au vrai, le *Bouddha est un « renonçant » (sannyasi)*. Le « renonçant » est l'homme qui quitte la société et erre, dès lors vivant



Fresque peinte à Ajanta au Ve siècle après Jésus-Christ.
Il existe à Ajanta (nord du Deccan) 29 sanctuaires creusés dans le roc et décorés de fresques du IIe siècle avant Jésus-Christ au VIe siècle après Jésus-Christ.

d'aumônes, en quête d'un absolu spirituel capable de le libérer. Il est préoccupé, non de réformer la société dont il se détourne, mais d'assurer son salut personnel. Le Bouddhisme est donc une religion pour un individu, un homme « désocialisé », en quoi il se rattache aux nombreuses hérésies qui surgiront régulièrement en Inde et qui sont autant de façons de se soustraire, par l'ascèse personnelle et l'absolu de la sainteté, à la religion des brahmanes, étroitement liée à toutes les contraintes de la société. Le renonçant bouddhiste contrairement au chrétien (qui veut échapper à la mort) s'efforce d'échapper à la vie, au cycle des renaissances : « Voici, ô moines, la vérité sainte sur la suppression de la douleur : c'est la soif de l'existence qui conduit de renaissance en renaissance, la soif du plaisir... Voici, ô moines, la vérité sainte sur la suppression de la douleur : l'extinction de cette soif par l'anéantissement du désir, en bannissant le désir, en y renonçant, en ne lui laissant pas de place. » C'est à ce prix que sera rompu le cercle des renaissances et atteint le Nirvâna.

Pour y parvenir, le juste devra suivre « le chemin à huit branches » (dont la science qui délivre de toute vanité); observer les cinq interdictions (meurtre, vol, adultère, ivresse, mensonge), l'abstention des Dix Péchés (dont les injures, le bavardage, l'envie, la haine, l'erreur dogmatique...), la pratique des Six Vertus transcendantes : l'amour du prochain, la patience, la pureté morale, l'énergie, l'aumône, la bonté. Mais atteindre la perfection, c'est aller plus loin encore. C'est devenir Bodhisattva (saint, dirions-nous), puis Bouddha (recevoir l'illumination mystique). Seuls les Bouddhas se dissolvent dans le Nirvâna.

d) *Durant l'époque dite des Empires, de 321 avant J.-C. à 535 après J.-C., Jaïnisme et Bouddhisme connaissent une grande diffusion, dominent les arts et la pensée, sans cependant évincer un seul instant les pratiques courantes, issues ou non du Védisme.*

Les Brahmanes, pour défendre leurs positions, s'appuieront de plus en plus sur les cultes populaires qu'ils rassemblent, comme pour s'en faire un rempart. Ce lent processus conduit vers l'hindouisme, syncrétisme d'une ampleur considérable et sur lequel nous reviendrons dans un instant.

Alors la société hiérarchisée s'affirme, se complète, en particulier par ce système des « castes », si particulier à l'Inde et qui se dessine entre 300 avant J.-C., et 700 après J.-C. Il s'agit donc d'une formation relativement tardive, qu'il ne faut pas confondre avec les anciennes *varnas*, celles-ci ressemblant plutôt aux classes sociales de l'Iran pré-islamique. Les castes, vérité encore de l'Inde contemporaine, ont mis ainsi quelque mille ans à se former au hasard de mélanges ethniques et culturels, par suite aussi de la différenciation grandissante des métiers. Il en résulte des milliers de castes (2 400 environ encore à l'époque actuelle). Au plus bas étage, en deçà de tous les interdits, les *parias*, les *intouchables*.

Cette civilisation composite profite de la création d'Empires universels (dynastie des Maurya, 321-181 av. J.-C., et plus encore dynastie des Gupta, 320 à 525 ap. J.C.) pour déborder les limites strictes de l'Inde du Nord, vers le Népal, l'Himalaya, le Tibet, le Siam, l'Indonésie (surtout après la décadence des Gupta); pour s'infiltrer dans l'île de Ceylan qu'elle « colonise » et aussi dans le réduit dravidien du Deccan, y imposant le sanscrit « classique et sophitisqué » qui deviendra, dans l'Inde entière, le véhicule d'une civilisation princière opposée à la culture des masses.

Avec l'Empire maurya et le règne prestigieux d'Açoka (264-226 av. J.-C.), c'est le Bouddhisme qui l'a emporté. Mais quand, des siècles plus tard, une nouvelle Inde classique s'affirme, elle est surtout sous le signe vainqueur de l'hindouisme, on dit de la « renaissance » de l'hindouisme, car c'est sa grande période artistique. Alors l'Inde se rend maîtresse de tout ce qu'elle a pu emprunter à autrui (et notamment à l'art grec venu jusqu'à elle dès la conquête d'Alexandre le Grand dans les pays de l'Indus, 327-325 av. J.-C.), elle s'affirme dans sa pureté et sa force, elle invente, si l'on peut dire, le temple hindou (le *sikhara*, exactement la flèche qui le domine) aussi caractéristique pour les siècles à venir que les cathédrales d'Occident. Dressé sur une vaste plate-forme bordée de larges escaliers d'accès, le temple est entouré de chapelles ou d'un déambulatoire. La masse même du sanctuaire figure le Mont Meru, cet Olympe mythique sur lequel sont censés vivre les Dieux.

Cette époque est aussi une grande période littéraire. C'est à la Cour de Chandragoupta II (386-414) qu'auront vécu les « neuf pierres précieuses », les poètes et les penseurs les plus brillants de ce temps et qu'aura été écrit notamment le Schakintala, ce drame qui traduit en anglais en 1786, en allemand en 1791, devait faire une si vive impression sur Herder et sur Goethe.

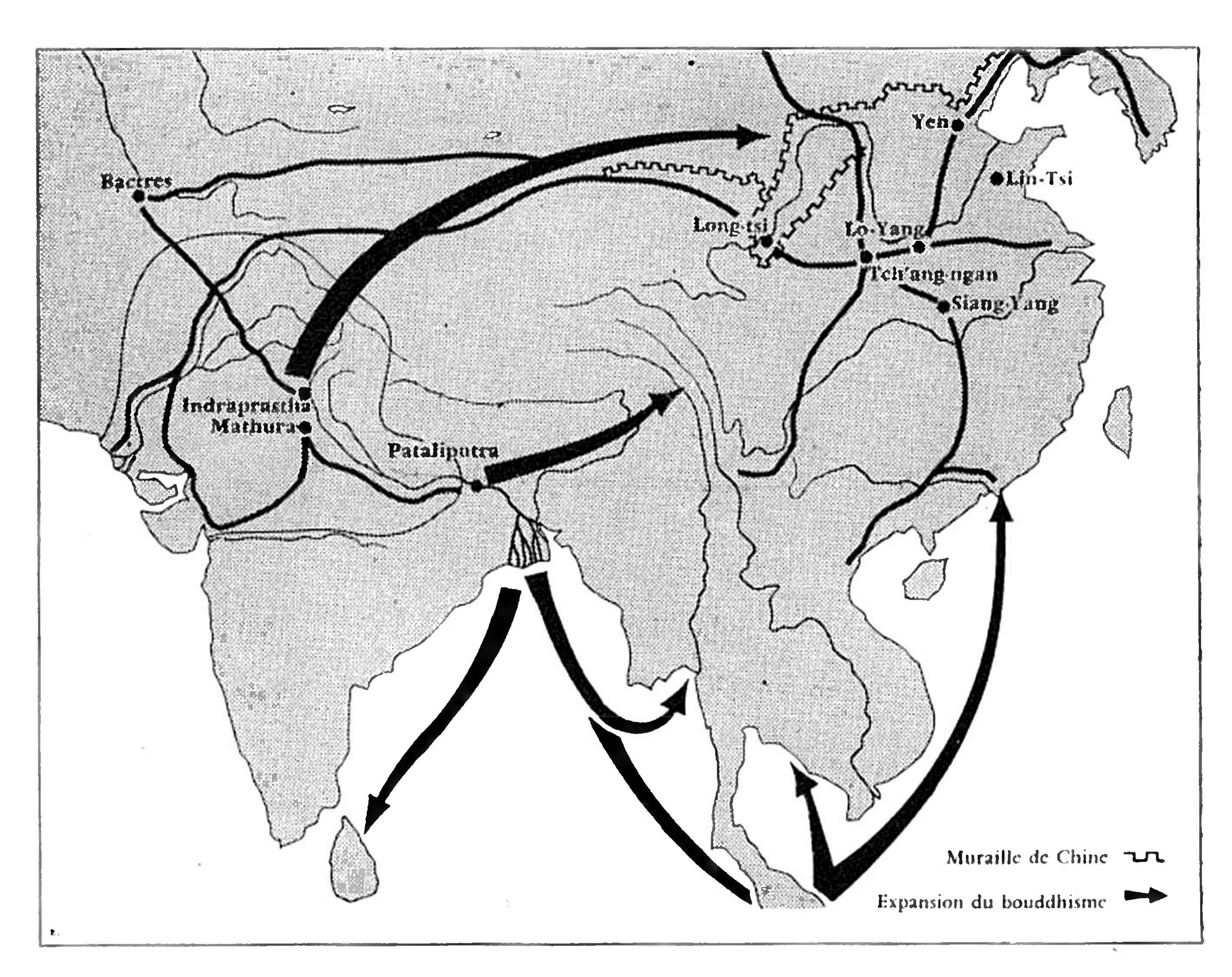
2. L'hindouisme ayant hérité de traditions très anciennes, on ne saurait dater ses débuts exacts de la fin de la dynastie Gupta ou de la dissolution de l'Empire, somme toute éphémère, de Harsha (606-647). Mais il est vrai qu'il s'affirmera solidement comme un ensemble durant ce Moyen Age indien qui va, en gros, de la mort de Harsha à la fondation du Sultanat de Delhi, en 1206. L'hindouisme est plus qu'une religion ou un ordre social, c'est l'essentiel de la civilisation indienne et ses réalités, fort anciennes par leurs racines, restent très vivantes encore dans l'Inde du Pandhit Nehru.

Pour expliquer ce développement, tous nos mots habituels sur le modèle de l'Europe : Moyen Age, morcellement féodal, etc..., jettent des clartés commodes, toutefois dangereuses. Nous en userons, sans les prendre à la lettre. Car si l'Hindouisme, dans l'Inde médiévale, est aussi important que le Christianisme dans notre Moyen Age occidental, l'Inde ne ressemble guère à l'Europe mérovingienne, carolingienne ou même féodale.

a) *Le contexte historique.*

Il y a probablement régression des échanges économiques dès avant la fin de la dynastie des Gupta. Ce ralentissement frappe les marchands, ces « supporters » du Jaïnisme et du Bouddhisme. Ces deux religions vont bientôt connaître les persécutions : fidèles suppliciés, empalés, monastères détruits...

D'autre part chaque fois que dans l'histoire de l'Inde les plus riches régions, du Gange au Goudjerat et à la mer d'Oman, ne sont plus animées, vivifiées par des trafics importants, les grands Empires unificateurs s'effondrent, sans que la masse indienne d'ailleurs s'en inquiète outre mesure : le Roi, ceux qui gouvernent sont toujours d'une autre caste que la quasi-totalité des sujets. C'est donc assez naturellement que l'Inde se morcelle, alors, en États indépendants, que chacun d'eux se fractionne à son tour en une série de principautés et de seigneuries batailleuses. Le « Moyen Age » hindou, triomphe des « Guerriers » et des histoire



La Chine et l'Inde après Bouddha (500 av. J.-C. - 500 ap. J.-C.).

Pendant cette période troublée, le bouddhisme se répand, par la route de mer, en Indochine et en Indonésie, et, par las route de terre, vers le cœur de l'Asie et de la Chine. En Inde, au contraire, il recule. Pataliputra a été la capitale d'Açoka. L'empire grec de Bactriane (cerné d'un trait noir continu, avec les villes de Mathura et Indraprastha) s'est étendu, un instant, jusqu'à Pataliputra. Ces régions hellénisées ont servi de relais au bouddhisme.

régionales, se partage en des centaines de chroniques locales où même les érudits spécialistes risquent de se perdre avec facilité.

L'intéressant n'est pas de suivre l'histoire de ces États, un à un, ni de retenir cette floraison de particularismes vivaces, ainsi au Bengale, ou au Goudjerat, ou dans le Deccan (la « Byzance indienne » comme l'ont appelée certains historiens sensibles à son destin particulier, à ses capacités de résistance, à son rayonnement maritime enfin au temps de l'Empire Chola : 888-1267).

Le plus important c'est encore l'épanouissement de littératures locales en bengali (Bengale), en goujarat dans la région du golfe de Cambaye et de la Péninsule de Kathaviar, en langues dravidiennes (le mot de dravidien, mal forgé en 1856 par Caldwell et dont on ne peut se débarrasser, désigne les langues, non les races du Deccan : parmi ces langues la plus importante est le tamoul).

Bref, le Moyen Age, avec sa vie économique ralentie, a redonné (à supposer qu'elle ait jamais été perdue) force et vigueur à la diversité géographique et humaine de l'Inde. Cette diversité foisonne, pareille à « la végétation tropicale »; elle est un des traits profonds de l'hindouisme qui lèguera à l'Inde moderne cette profusion de langues qui la gêne si fort. Mais aussi, au-delà de ces diversités, se précise une unité religieuse et culturelle évidente.

b) *Le syncrétisme des Brahmanes.*

L'hindouisme, dans les pays du Nord, est cette somme religieuse que les Brahmanes ont réalisée à partir des éléments védiques et post-védiques, des éléments non-aryens assimilés depuis des siècles et enfin de la multitude des cultes locaux particuliers, repris en charge par une religion qui a voulu tout s'annexer.

Lors de cette lente mise en place, qui dira le rôle du Sud? Peu à peu, il relaie le Nord dans la politique, l'art, et aussi dans l'élaboration de la pensée religieuse. Le Deccan offre, entre VIIe et XIIe siècles, les réussites les plus hautes, les plus brillantes de l'art (l'art Pallava de Mamalaparam, classique et subtil; l'art d'Ellora, violent et souverain; l'art de Konarak, lyrique et sensuel). Or notons que le Sud, bien avant ces triomphes artistiques, a produit avec Çankara et Ramanuja, les derniers très grands philosophes de l'Inde.

Ce que l'Hindouisme va populariser, sous des milliers de noms différents, c'est un Dieu de miséricorde accessible, secourable, qui se laisse volontiers adorer. Les imageries varient, le fond reste le même. Contre Bouddhisme et Jaïnisme, la religiosité traditionnelle a pris sa revanche, non sans avoir assimilé d'ailleurs et adopté les préceptes de pureté, l'absence de violence, *et même le végétarisme des deux sectes.* Mais c'est un vieux fonds populaire que va, avant tout, réinterpréter le nouveau langage.

Ainsi l'Hindouisme aboutit à la coexistence de trois grands dieux « au sommet » : Brahma (qui reçoit surtout des « hommages littéraires ») est le créateur du monde; Vishnu en est le conservateur et Çiva le destructeur. Séparables et inséparables, ils sont l'expression, chacun pour son compte, de l'Etre suprême dont c'est le rôle de jouer la providence parmi les hommes. Ainsi s'expliquent les « descentes » sur terre, les *avataras* de Vishnu, entendez ses multiples incarnations au service de la paix du monde. Il s'incarnera sous la forme d'un poisson, d'une tortue, d'un énorme sanglier, d'un homme lion, ou même — c'est le neuvième *avatara* — sous la forme de Bouddha dont l'œuvre est ainsi intégrée à tout un système religieux. Çiva le destructeur s'identifie « à la mort, au temps; il est Hara, celui qui remporte ». Comme Vishnu, il délègue ses pouvoirs, souvent à des déesses. Dans le Sud de l'Inde, il a pour épouse Minashki, la fille d'un roi (« celle aux yeux de poisson »).

Impossible de s'engager dans cette mythologie d'une richesse exubérante et dont un livre intelligent, de lecture agréable, comme celui de H. Zimmer, *Mythes et Symboles dans l'art et la civilisation de l'Inde* (1951) donne une idée. On ne saurait davantage s'attarder au rituel minutieux des prières et des sacrifices, au culte des morts, au rite de l'incinération qui reste celui de la majorité des Hindouistes (seuls les ascètes et les enfants sont enterrés), aux cérémonies longues et compliquées des mariages. L'Inde a été et reste terriblement conservatrice dans le domaine des rites.

Pour le fidèle, le problème essentiel demeure sa délivrance. Si, jugé honorablement, il gagne le Paradis « par les rayons du soleil », ou si, condamné, il va en Enfer — de toute façon l'avenir ne maintiendra pas cette décision, sanction ou récompense. L'âme se réincarnera, selon son malheureux destin. Mais, par la voie des prières, des rites, des pèlerinages, ou encore grâce à des talismans, l'homme peut parfois échapper au *kharman,* à l'acte qui entraîne toujours des conséquences, et notamment les réincarnations. Alors il sera « délivré ». Il s'agit là d'une délivrance négative, très différente de l'acheminement bouddhique vers une libération spirituelle qui exige la purification et l'ascèse individuelle, le renoncement de la sainteté.

Sous les eaux épaisses de l'Hindouisme — les eaux mêmes de la civilisation de l'Inde — le Bouddhisme (comme le Jaïnisme) a été submergé, à la fois assimilé dans certaines de ses formes, rejeté dans son esprit, même au Bengale où il s'était fortement enraciné. Mais il laissera un vide non comblé. Et toujours, en Inde, l'ascète, le saint, le « renonçant » feront recette. Lourde du poids d'une société compacte et inexorable, la religion dominante ne permet de liberté individuelle que dans le dépouillement, le « non-acte ». Alors les « sectes » pullulent d'elles-mêmes. Elles sont des gestes de libération intellectuelle et morale.

C'est *peut-être* ce vide laissé par le Bouddhisme qui explique les conversions massives à l'Islam dans ce même Bengale, après les dernières persécutions contre le Bouddhisme, au XIIe siècle. On a vu de même, dans les Balkans, les Chrétiens hérétiques bogomiles de Bosnie, si souvent persécutés, se convertir à l'Islamisme, lors de l'arrivée des Turcs au XVe siècle.

L'Inde au XIVe siècle.

Ce croquis représente les principales routes (trait noir gras) et les divisions politiques (avec, à l'extrême Sud, l'éphémère sultanat de Madura, créé en 1335).

3. L'Inde musulmane (1206-1757). Esquissée dès le VIIe siècle par la fondation de colonies marchandes sur la côte de Malabar, matérialisée dès 711-12 par une invasion à partir du Sind et l'implantation de diverses colonies continentales, l'Inde musulmane aura grandi très lentement à travers les pays qui conduisent à l'Indus et au Gange. Ensuite, elle aura tendu, en vain, vers la conquête entière du continent.

a) *Le Sultanat de Delhi.*

La possession des terres semi-désertiques du Nord fut longtemps contestée aux Musulmans. Au début du XIe siècle encore, en 1030, seul le Pendjab est dans leurs mains. Il faudra deux siècles encore pour que se fonde le Sultanat de Delhi (1206) et qu'il s'étende à l'Inde du Nord, position-clef qui donne tout, ou presque tout.

Cette conquête, cent fois recommencée, aboutit à une vaste occupation militaire. Les Musulmans peu nombreux, installés seulement dans les villes importantes, ne règnent sur le pays qu'au prix d'une politique systématique de terreur. La cruauté est quotidienne : incendies, exécutions sommaires, condamnations à la crucifixion ou au pal, caprices sanguinaires... Les temples hindous sont détruits pour faire place aux mosquées. A l'occasion, des conversions sont imposées par la force. Enfin qu'un soulèvement se produise, la répression est immédiate, sauvage : maisons incendiées, pays dévastés, hommes abattus, femmes emmenées en esclavage.

D'ordinaire, le plat pays est abandonné à l'administration des princes indigènes ou des communautés villageoises, ces autorités intermédiaires étant responsables du paiement de lourds impôts, contrepartie parfois d'une certaine autonomie : ainsi sur les terres des *rajahs* du Radjpoutana.

L'Inde n'a dû qu'à sa patience, à sa puissance surhumaine, à son immensité, de survivre. Comme les tributs sont écrasants, une récolte catastrophique suffit à déchaîner famines et épidémies qui enlèvent d'un seul coup des millions d'êtres. Une misère effroyable a été la constante contrepartie du luxe des vainqueurs, des splendeurs des palais et des fêtes de Delhi, où les Sultans ont installé leur capitale, sujet d'émerveillement pour les voyageurs musulmans, comme le célèbre Ibn Batouta.

Les Sultans de Delhi ont eu la chance d'échapper à peu près au choc des premières invasions mongoles de Gengis Khan et de ses successeurs immédiats, au XIIIe siècle. Ils ont même profité de ces tourmentes pour agrandir leurs conquêtes vers le Sud qui avait su résister jusque-là à l'installation de Sultanats musulmans. Par contre, Tamerlan submergera leur territoire et poussera un raid victorieux, en 1398, jusqu'à Delhi qui sera saccagée sans pitié. Mais le vainqueur s'en retira aussitôt avec son butin et des files de captifs, si bien que la vieille domination musulmane put se rétablir, vaille que vaille, dans l'Inde, sans toutefois retrouver son ancienne splendeur.

b) *L'Inde du Grand Moghol (ou Mogol).*

Cent trente ans plus tard, c'est un Empire malade, en fait morcelé entre plusieurs mains, que renversera en 1526, sur le champ de bataille de Panipat, l'armée d'aventuriers que conduisait Baber, descendant (il le prétendait du moins) de Gengis Khan. Armée minuscule, mais qui apportait avec elle les arquebuses, les pièces de canon (dont les roues d'affûts étaient liées, sur le champ de bataille, par des chaînes pour résister aux charges éventuelles des cavaliers), et qui se grossit, après sa victoire, de mercenaires venus d'Iran, du Cachemire, des pays d'Islam, bientôt d'Occident.

Baber était musulman (du rite sunnite). La victoire de ces nouveaux venus a donc été celle de l'Islam orthodoxe, des hommes à peau blanche, de la poudre à canon. Avec elle s'est constitué l'Empire du Grand Mogol qui, *en principe*, durera plus de trois siècles, jusqu'en 1857, date de sa suppression tardive par les Anglais, lors de la Révolte des Cipayes. En fait, son éclat s'était achevé dès la mort du dernier de ses grands souverains, Aureng Zeb (1658-1707), bien avant que les Anglais n'occupent le Bengale (1757).

De 1526 jusqu'à la mort d'Aureng Zeb, l'Inde musulmane a connu ainsi une nouvelle splendeur qui rappelle les grandes années des Sultans de Delhi, avec d'ailleurs les mêmes violences, la même coexistence forcée, les mêmes implantations, les mêmes succès.

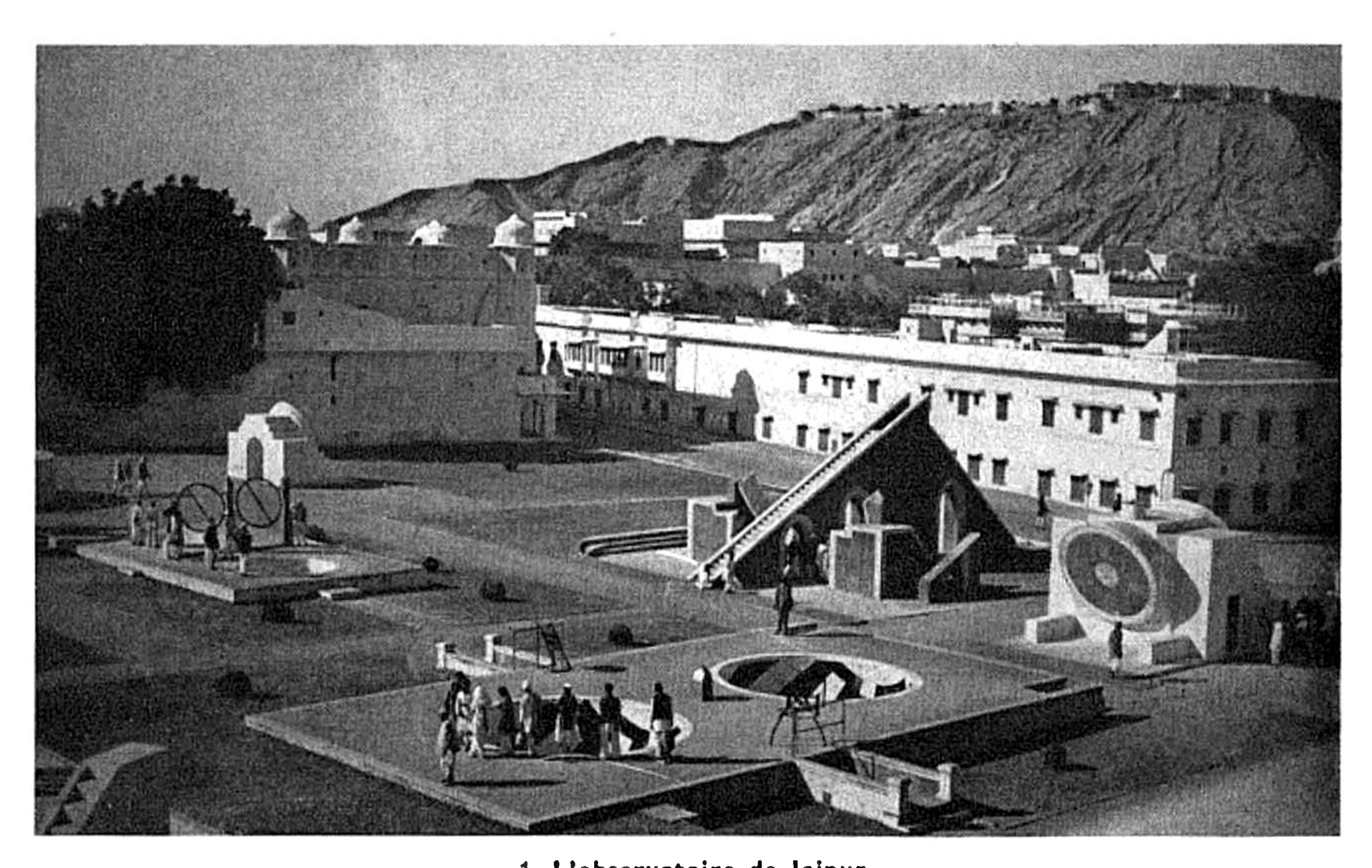
Les mêmes violences : l'Islam règne par la crainte et établit son luxe sur la misère générale de l'Inde (pouvait-il agir autrement ?). D'un côté, de fabuleuses richesses qu'admirent les voyageurs d'Occident; de l'autre, une série de famines ,de mortalités fabuleuses et ces innombrables enfants abandonnés ou vendus par leurs familles.

La même coexistence forcée, issue de liens de plus en plus nombreux au fur et à mesure que le temps passe. Akbar (1555-1606), le plus grand des souverains mogols, essaiera même de créer une administration moins arbitraire et une religion nouvelle qui eût lié en un même système religieux (le Din Ilahi = la religion divine) Islam et Hindouisme. Cette religion n'eut guère d'adeptes, en dehors des cercles étroits qui entouraient l'Empereur et ne survécut pas à la mort de ce dernier. Mais la tentative reste significative.

Au vrai, le conquérant ne pouvait se passer de ses sujets hindous. D'immenses régions de l'Inde restaient semi-indépendantes, payant ou ne payant pas l'impôt. François Bernier, ce médecin français qui servira le Grand Mogol, le note en 1670 : « ... dans cette même étendue de pays, il y a quantité de nations dont le Mogol n'est pas trop le maître, ayant encore la plupart leurs chefs et souverains particuliers qui ne lui obéissent et ne lui payent tribut que par contrainte, plusieurs que fort peu de chose, quelques-uns rien du tout. »

Les nécessités issues de guerres et luttes continuelles contribuaient à limiter une autorité en principe absolue. La Cour du Grand Mogol, c'est une vaste armée (de 50 à 200 000 hommes) rassemblée à Delhi : cavaliers, mousquetaires, canonniers, canons légers (artillerie d'étrier dit-on), grosses pièces, réserves de chevaux et d'éléphants, au total une foule de combattants, de palefreniers, de serviteurs. Les chefs, les « omerahs », jouissent de pensions et de bénéfices (terres qui leur sont concédées à vie); ce sont des aventuriers, souvent de très médiocre origine, ce qui ne les empêche pas, au contraire, de parader dans les rues, « superbement couverts, montés quelquefois sur un éléphant, quelquefois à cheval et quelquefois en paleky (chaise à porteur), suivis ordinairement d'un bon nombre de cavaliers, de ceux qui seront en garde à leur logis, avec quantité de valets de pied qui marchent devant et à côté pour faire place, leur chasser les mouches et la poussière avec des queues de paon, porter le picquedent ou crachoir, de l'eau pour boire »... Or, « pour un Mahométan, il y a des centaines de gentils », explique encore Bernier. Toute l'armée ne pouvant se recruter parmi les soi-disant Mogols à peau claire (et qui, de peur de perdre ce privilège pour leurs enfants se marient de préférence avec des femmes blanches du Cachemire), il fallait bien faire appel aux gentils et aux teints bronzés.

Il y eut toujours à Delhi des soldats *radjpoutes*, (issus du Radjpoutana) et souvent commandés par leurs propres rajahs. Certains de ces derniers pouvaient lever, à la demande, de grosses armées de soldats indigènes. Ne fallait-il pas lutter parfois contre les mercenaires musulmans eux-mêmes, ou



1. L'observatoire de Jaipur

C'est le plus important des cinq observatoires astrologiques construits par Sawai Jai Singh au XVIII[e] siècle.

2. Troupeau de moutons dans le Cachemire.

contre les Perses Chiites, voisins dangereux, ou contre les Patanes, musulmans du Bengale, ou encore contre les princes hindous ou musulmans du Deccan, traditionnellement hostiles?

Tout cela payé par l'immense trésor du Grand Mogol qu'alimente plus encore le commerce de ses vastes États que le revenu de ses terres. Ce trésor, en vérité, est un centre de confluence et de dispersion des richesses. Chaque fois qu'une pièce d'argent entre au trésor, elle est percée d'un trou étroit : il arrive souvent que les pièces soient plusieurs fois poinçonnées.

Une partie notable de l'Inde non musulmane participe ainsi à ces distributions, se trouve dans le circuit, dirions-nous. A la longue la coexistence s'est imposée avec ses mélanges, ses tolérances réciproques et relatives. Nous avons déjà signalé cet art métissé, islamique et hindou, qui s'épanouit à Delhi et dans les autres capitales mogholes. Un fait est certain : cet art est mixte, indien autant que musulman.

Cependant, sur le plan culturel et religieux, l'Inde est restée elle-même. L'Islam, malgré tout, l'a peu marquée. C'est ainsi que Tulsidas, le plus grand poète de langue hindi, d'origine brahmanique, aura vécu de 1532 à 1623.

En vérité, la domination autoritaire de l'Islam, malgré ses innombrables conséquences, a moins atteint les structures de la société et de l'économie hindoues que les contacts avec l'Occident, amorcés dès la fin du XV[e] siècle, multipliés au XVI[e] et au XVII[e] et qui se précipitèrent encore avec l'essor général du XVIII[e]. Mise à part la supériorité de la poudre à canon (qui explique non seulement la victoire musulmane de 1526, mais la chute effroyable de Vidschayanagar, en 1565), l'Islam ne dispose d'aucune supériorité sur l'Inde assujettie.

Dès la mort d'Aureng Zeb (1707), nous l'avons déjà dit, l'Empire vacille face aux périls de l'Ouest et du Sud; en 1738, les Afghans s'emparent de Delhi. Dès 1659, avait commencé la très puissante poussée du peuple hindou des Mahrattes, arrêtée un instant seulement par Aureng Zeb et qui allait connaître ses grandes heures au XVIII[e] siècle.

Ceci dit, gardons-nous de dresser trop vite le procès de l'Islam indien. Il serait injuste de ne pas replacer cette expérience de colonisation particulièrement violente et prolongée au milieu des innombrables expériences du même genre dans le monde d'alors. En tout cas, cette colonisation séculaire a implanté une énorme masse de fidèles musulmans dans la fourmilière de l'Inde, 24 % de la population totale de l'Inde, au recensement de 1931 (77 millions contre 239 d'hindouistes), soit à peu près un musulman pour trois hindouistes. Aujourd'hui la division politique de 1947 étant très imparfaite (on estime à 44 millions sur 438 les musulmans qui vivent dans l'Inde proprement dite, à 85 la population du Pakistan qui comprend elle aussi des non-musulmans), le rapport actuel doit être entre 20 et 25 %, plus près du dernier que du premier chiffre. L'Inde musulmane a donc, elle aussi, merveilleusement survécu, et elle se sépare difficilement de la commune civilisation indo-musulmane.

II. L'Inde anglaise (1757-1947) : Une vieille économie aux prises avec l'Occident moderne.

Au XVI[e] siècle, les Portugais ont occupé en Extrême-Orient une série de comptoirs. Mais l'Inde portugaise (Vasco de Gama arrive à Calicut le 17 mai 1498, Goa est occupée en 1510) aura connu moins d'un siècle de splendeur. Le XVII[e] siècle est déjà sous le signe des factoreries anglaises, hollandaises et françaises.

Dès avant l'élimination des Français (1763), l'Inde anglaise a été fondée par la victoire de Robert Clive à Plassey (Palassi, près de l'actuelle Calcutta), le 23 juin 1757; elle aura duré presque deux siècles, jusqu'à l'indépendance de l'Inde acquise en 1947, à peu de chose près autant que la splendeur de l'Empire du Grand Mogol. Comme lui, elle aura grandi peu à peu, la conquête ne s'achevant qu'au milieu du XIX[e] siècle (conquête du Pendjab, 1849) et, comme lui, elle aura laissé en dehors de ses prises directes une série d'États autonomes, les *Native States and Agencies*. Mais, sous l'autorité anglaise, cette autonomie est de principe beaucoup plus que réelle. En fait, le continent entier a supporté le choc de cette vigoureuse domination appuyée sur une immense supériorité économique. Jusqu'à la Première Guerre Mondiale, la lointaine Angleterre, *en gros*, a été la plus grande puissance industrielle, marchande et bancaire du monde. Sa domi-

nation a atteint profondément toutes les structures de l'Inde.

1. L'Inde devient un marché producteur de matières premières. L'exploitation, progressivement étendue avec la conquête, conduite par la Compagnie des Indes (qui ne sera dissoute qu'en 1858), aura pris, dès les temps très corrompus de lord Clive (celui-ci attaqué aux Communes se suicidait en 1774), la triple forme de l'exploitation des potentats locaux, des marchands, des paysans.

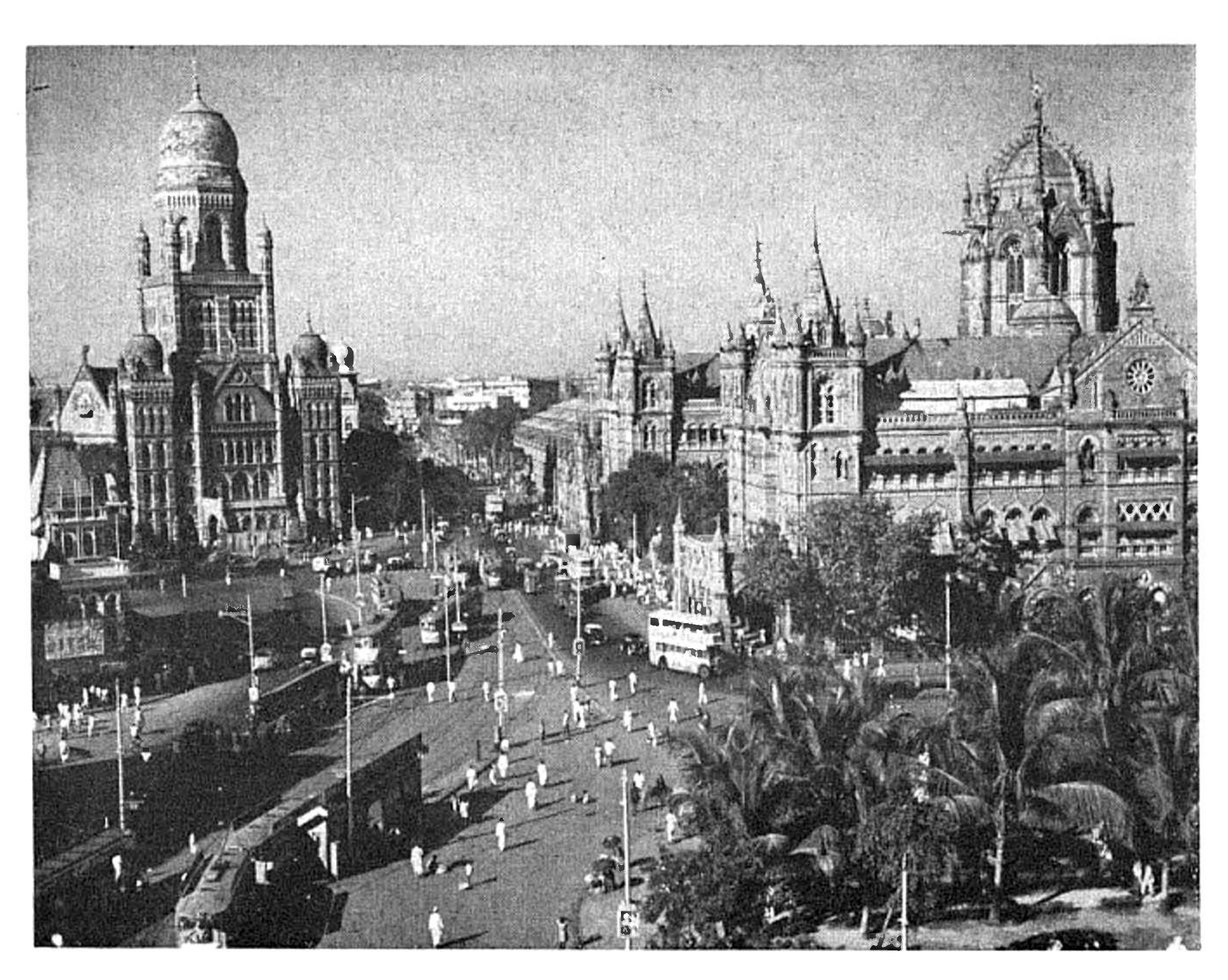
L'exploitation fut conduite sans vergogne dans les riches provinces tôt saisies du Bengale, de Bihar et d'Orissa. Un peu d'ordre et d'équité ne s'instaura, du côté anglais, qu'à partir de 1784, date à laquelle s'organise un régime plus honnête.

En ces années initiales, pillages, malversations avaient entraîné déjà des désastres sans nom. Lord Cornwalis, Gouverneur général de l'Inde, écrivait (18 septembre 1789) : « Je puis affirmer sans hésitation qu'un tiers des territoires de la Compagnie dans l'Hindoustan est maintenant une jungle habitée seulement par les bêtes sauvages. » A peine exagère-t-il.

Assurément les nouveaux maîtres, qui ont leurs responsabilités, sont aussi les jouets et les victimes de processus qu'ils ne contrôlent guère. Bien des ravages furent le seul fait d'une économie monétaire grandissante, dont l'Inde, malgré sa très ancienne ouverture sur les trafics du monde, n'avait pas connu l'équivalent. Le droit anglais, les concepts occidentaux en ce qui concerne la propriété du sol entraînèrent également des catastrophes involontaires.

En tout cas, un vieil équilibre durement acheté, issu du plus profond passé de l'Inde se trouvait mis en péril, bousculé.

En ce XVIIIe siècle finissant, l'Inde est un monde rural avec d'innombrables villages, misérables sou-



Bombay, ville anglaise. A droite, la gare Victoria Terminus.

vent, groupes de huttes pareilles à celles qu'on peut voir aujourd'hui encore (1962) près de Madras ou ailleurs : « des murs de boue séchée, un toit de feuilles de palmiers tressées, pour toute ouverture, une porte basse... La fumée du feu de bouse de vache séchée s'échappe, comme elle le peut, par les interstices du toit ». Mais ces villages formaient des communautés serrées, équilibrées, vivant d'elles-mêmes, gouvernées par un chef ou un conseil des Anciens, avec même en certaines régions redistribution régulière des terres. Des artisans liés au village, forgerons, menuisiers, charpentiers, orfèvres, exerçant ces métiers de père en fils depuis des siècles, recevaient en compensation de leurs services une partie de la récolte villageoise. Certains de ces villages possédaient aussi, attachés à la personne de paysans aisés, des esclaves à qui leurs maîtres assuraient nourriture, logement et habillement. La communauté était responsable collectivement des impôts et des corvées que réclamait l'État ou le Seigneur proche. Une partie de ses récoltes et de son travail était ainsi livrée à autrui, à l'Inde minoritaire des lointaines villes gouvernementales qui ne lui restituaient rien. L'impôt était le seul lien de la ville avec les villages qui étaient incapables de lui acheter quoi que ce soit des marchandises qu'elle importait ou qu'elle fabriquait. Ses industries restaient un luxe réservé aux cercles étroits de citadins, ou à l'exportation.

Mais la pression de ces privilégiés se faisait-elle trop lourde, intolérable ? Le village pouvait changer d'emplacement, chercher d'autres terres, un sort meilleur. Telle fut longtemps cette économie villageoise de subsistance, fort ancienne, à peu près fermée sur elle-même, alliant agriculture et artisanat, par suite libre vis-à-vis de l'extérieur, sauf en ce qui concerne le sel ou le fer... L'organisation sociale des castes y maintenait chacun à sa place, du brahmane instituteur, prêtre et astrologue, jusqu'aux Anciens ou aux paysans aisés qui appartenaient aux castes élevées. Au bas de l'échelle, travaillant la terre, les intouchables formaient la majorité.

Tout ce système se détériore au fur et à mesure qu'avancent le XVIIIe, puis le XIXe siècle. Pour la perception des impôts, les Anglais ont eu recours aux anciens collecteurs d'impôts, mais leur ont reconnu sur les villages un droit de propriété qu'ils ne possédaient nullement jusque-là. Ainsi ont été créés, et tout d'abord au Bengale, ces faux landlords, les *zamindars*. A eux de fournir à l'autorité anglaise le montant de l'impôt, quitte à exiger du paysan davantage. Bientôt ces landlords ne résident plus sur les terres et recourent eux-mêmes à des agents. Et sur l'infortunée paysannerie du Bengale, s'étage une impressionnante « panoplie » d'intermédiaires et de parasites.

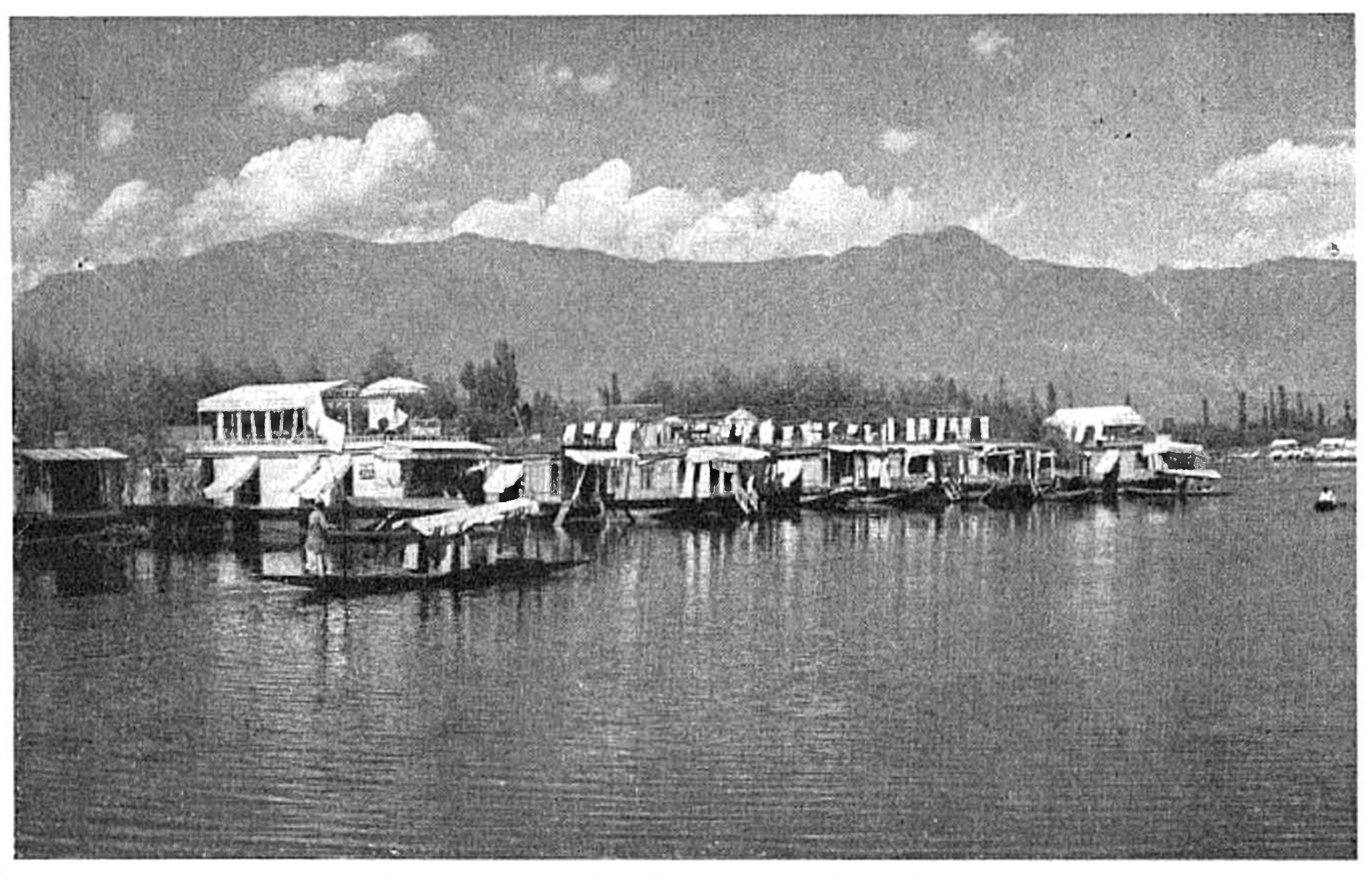
Là où l'Anglais n'a pas mis en place le système des *zamindars*, il collecte directement l'impôt, payable en argent. Cette fois, le paysan à court de numéraire doit recourir au prêteur. Celui-ci connaît à travers l'Inde entière une fortune singulière. Jadis, il devait tenir compte de la résistance, de la colère villageoises; cette fois, il a la loi et les juges pour lui; la dette n'est-elle pas acquittée, il saisira le cheptel, puis la terre du paysan. Pauvre paysan, pauvre *ryot !* Comme le prix des terres ne cesse de monter, l'usurier a beau jeu de devenir propriétaire; d'ailleurs cette spéculation à la hausse attire les placements d'argent que garantit la « rente » du sol. D'où une nuée grandissante de gros propriétaires, d'ordinaire peu soucieux d'amender leurs terres, vivant sans plus de cette « rente » du sol. Sur 100 millions de paysans, il y a peut-être un tiers de petits propriétaires à la fin du XIXe siècle, et la superficie moyenne de cette propriété paysanne est inférieure aux 10 acres qui représentent le minimum nécessaire pour vivre. Au cours de cette évolution, les Conseils d'Anciens, que l'on essaie de recréer aujourd'hui, avaient disparu, neuf fois sur dix.

La situation s'est aggravée aussi du fait :

1° de la ruine des artisans villageois, concurrencés par l'industrie anglaise et même indienne, et rejetés, dès lors, vers l'agriculture où la pression est déjà si grande;

2° de la double politique systématique des capitalistes anglais qui ont considéré l'Inde : *a*) comme un marché où écouler leurs produits industriels (ils se sont empressés de tuer l'industrie cotonnière indienne très ancienne et qui avait pris un grand essor au XVIIIe siècle, en même temps que s'étendait, en Europe, la vogue des « indiennes » peintes ou imprimées); *b*) comme un marché où acheter certains produits bruts, jute du Bengale, coton des sols de *regur* en face de Bombay, destinés à alimenter l'industrie anglaise du Lancashire.

Ces matières premières destinées à l'exportation sont drainées vers les ports par les chemins de fer, tôt construits et qui sont, durant la seconde moitié du XIXe siècle, l'occasion d'une véritable révolution pour l'intérieur des terres. Des villes se créent qui n'ont d'autres fonctions que de rassembler et d'expédier ces marchandises. Le paysan indien cultive donc de plus en plus des produits qui ne sont pas destinés à l'alimentation de sa famille ou de son village. La culture industrielle prend le pas (sauf dans le Pendjab céréalier mais qui exporte son



1. **Maisons-bateau** sur la rivière Jhelum à Srinagar (Cachemire).

2. **Les bords du Gange à Bénarès.**

blé) sur la culture vivrière. Résultat, la montée démographique aidant : des famines catastrophiques au cours des dernières trente années du XIXe siècle et une diminution des rations alimentaires, visible au travers de nos imparfaites statistiques.

La crise mondiale de 1929, l'effondrement des cours des matières premières précipiteront le mouvement de concentration des propriétés entre les mains des landlords ou des usuriers, les dimensions de l'exploitation paysanne libre se réduiront encore, l'endettement des exploitants devient tel qu'il dépasse les possibilités raisonnables. Accablés par leurs dettes, les paysans sont vis-à-vis de leurs créanciers dans une position pire que celle du serf, jadis, vis-à-vis de son maître. Le *ryot* est de moins en moins un être libre économiquement, s'il l'est de plus en plus vis-à-vis de la loi.

2. Les débuts d'une industrie moderne apparaissent tardivement, en même temps que les premiers tarifs protecteurs, au voisinage des années 1920. La naissance d'une industrie locale est alors favorisée par une nombreuse main-d'œuvre à bon marché, l'essor de villes modernes où se constituent de surabondants prolétariats, la présence de matières premières à portée de main, enfin l'intervention de capitalistes hindous.

Ceux-ci sont ou des *Parsis*, descendants d'adeptes de Zoroastre ayant fui la Perse, il y a plus d'un millier d'années et groupés surtout dans la région de Bombay; ou des *Marwaris*, issus d'une haute caste de l'intérieur du Radjpoutana et longtemps à l'abri de la concurrence anglaise en raison du retard de leur région; ou encore des *Jaïns*, issus du Gudjarat.

Trois villes industrielles commandent le mouvement : Calcutta, dont relèvent (à 150 milles à l'est) les industries métallurgiques du groupe Tata (une famille de Parsis) et la fabrication en grand des toiles de jute; Bombay, centre de l'industrie cotonnière et du montage des automobiles; Ahmadabad, à 500 kms au nord, centre cotonnier exclusif. Ces industries et d'autres, surtout alimentaires, ont connu durant la Seconde Guerre Mondiale un développement chaotique, surtout au delà de 1942, avec la pénurie des vivres et des tissus qui provoqua une hausse des prix si fantastique, au marché noir, que l'on put craindre un instant (avec la menace japonaise) à une subversion totale de l'Inde.

En 1944, les industriels se décidaient en faveur du Plan de Bombay (officieux et trop optimiste) qui prévoyait un large investissement avec le remboursement des dettes contractées vis-à-vis de l'Inde par la Grande-Bretagne, durant la Seconde Guerre Mondiale. Le projet favorisa des ententes avec les capitalistes et sociétés anglaises (ainsi accord Birla Nuffield pour l'industrie automobile). D'ailleurs, aujourd'hui encore, malgré l'indépendance, des capitaux anglais restent investis dans les multiples affaires que contrôlent les Banques de la *Cliver Street* à Calcutta...

Cet essor n'a fait que précipiter la poussée campagnarde vers les villes. « Après la ruine, dit un proverbe tamoul, cours à la ville. » L'embauche y est fournie par les ateliers, les usines, la domesticité (dont les gages en argent « sont à peine plus élevés que le néant »). Des liaisons inattendues s'établissent entre certaines castes de la Péninsule de Kathaviar et le recrutement des cuisiniers de bonne maison à Bombay, ou entre les basses classes de la côte Sud-Ouest du Deccan et ces artisans qui roulent les cigarettes à la main dans les usines de Bombay. Toutes ces liaisons ajoutent au remue-ménage général de l'humanité hindoue et augmentent sa mobilité sociale.

Ainsi, dès avant l'indépendance, l'Inde a ses villes modernes, populeuses, avec leurs quartiers sordides de pauvres, les *bustees* de Calcutta, les trop célèbres *chawls* de Bombay ou ces *cheris* de Madras, aux murs de boue semblables à ceux des villages.

3. L'Angleterre a repensé sa politique dans l'Inde au lendemain de la violente révolte des Cipayes, ses soldats indigènes, en 1857-58.

Ce fut pour elle l'occasion de réviser toute son attitude, de mettre fin au règne de l'East India Company (1er septembre 1858), de lui substituer, à Londres, le considérable et puissant Ministère de l'*India Office*, cependant qu'à Calcutta un Vice-Roi remplaçait l'ancien Gouverneur Général de la Compagnie.

N'avait-on pas poussé trop vite, par exemple, à l'annexion des territoires princiers de l'Inde? On se promit, dès lors, de respecter les autonomies et, en 1881, le retour à l'indépendance du Sultanat de Mysore précédemment annexé vaut comme un symbole de la nouvelle orientation. Si l'on renonçait à régner directement, le mieux, dans cet univers bigarré de l'Inde, était de maintenir soigneusement les divisions existantes, de les utiliser, particulièrement à la jointure des deux grandes masses humaines, l'hindoue et la musulmane. Et maintenir d'abord les divisions dans l'armée. A ce propos, Lord Elphinstone, en 1858, usait d'une métaphore significative. La sauvegarde de la puissance anglaise, disait-il, ce sont ses *steamers* dont le sécurité est assurée par le strict compartimentage de la coque, grâce aux cloisons étanches. « Je voudrais assurer la sécurité de notre Empire des Indes

en construisant notre armée des Indes suivant le même principe », celui des compartiments étanches, Hindous, Musulmans, Sikhs de l'Himalaya ne servant jamais plus dans les mêmes unités.

Ces calculs furent vite dépassés par les événements. Dès les années 1870, la longue crise économique, alors mondiale, atteint l'Inde, y provoquant famines, épidémies, soulèvements paysans. De bons esprits pensent alors qu'il importe de libéraliser le régime, de faire participer certains Hindous à l'administration, voire au gouvernement. En tout cas, en 1885, c'est avec « la bénédiction du Vice-Roi » que se forme le Parti du Congrès National qui sera, dirions-nous aujourd'hui, le haut-parleur du nationalisme, bien que celui-ci ne représente encore qu'une très étroite mais agissante minorité.

Cette minorité se recrute, elle se recrutera de plus en plus parmi l'active classe moyenne, qui surgit dans les villes et les Universités. Non pas cette classe aristocratique et princière, ou cette classe de landlords, profondément attachée au passé traditionnel et dont le conservatisme social était bien fait pour plaire aux maîtres de l'Inde, mais la classe moyenne, aux origines diverses, que la vie nouvelle pousse en avant : capitalistes comme les Parsis, les Marwaris, les Jaïns, voire les Musulmans Ismaëlites, ou hommes de castes à vocation politique comme les Pandits du Cachemire, rattachés aux Brahmanes et qui avaient fourni de nombreux hommes politiques au temps des Moghols (et dont est issu Jawarharlal Nehru qui dirige l'Inde aujourd'hui)... De même Gandhi était issu d'une famille qui, pendant des générations, avait fourni des ministres aux petits princes de la Péninsule de Kathaviar, dans le Goudjerat.

Ces hommes, attirés par la civilisation occidentale, en ont ressenti les bienfaits, vu les avantages et les dangers. La pensée de Gandhi, par exemple, dérive à la fois des traditions de non violence de l'Inde et du pacifisme véhément de Tolstoï et du Sermon de Jésus sur la Montagne... Cette *intelligentsia* de l'Inde navigue sur des eaux mêlées, rêve de syncrétisme religieux, d'épuration de l'hindouisme. Conscients ou non, bien des esprits puisent aux sources des innombrables hérésies de l'Inde. Dix, vingt noms seraient à citer, depuis Dayanand Sarasvati (1824-1883), qui fonde une secte nouvelle de l'hindouisme, repousse l'Islam comme le Christianisme, mais avoue son attirance à l'égard de l'Occident et s'efforce de retrouver dans les Védas la modernité scientifique, l'électricité comme la machine à vapeur — jusqu'à ce modèle que fut pour Gandhi Gopal Krishna Gokhale (1866-1915), ou à Rabindranath Tagore (1861-1941) (au nom anglicisé) que le monde entier connaît pour ses poésies (Prix Nobel 1913) et dont le poème Jana Gana Mana est aujourd'hui l'hymne national de l'Inde indépendante.

Une longue agitation, d'interminables procédures aboutiront finalement à l'indépendance et à la partition du 15 août 1947. Avec les exigences des uns, la prudence, les tergiversations et l'hypocrisie des autres, le dialogue de cette décolonisation exemplaire n'a rien eu d'édifiant (et pourtant elle est supérieure à toutes les autres!) : la raison du moment devenant la déraison du jour suivant, les concessions arrivent toujours trop tard. En outre, ce qui satisfait les Musulmans (la séparation du Bengale en deux provinces, celle de l'est étant jointe à l'Assam pour former un ensemble ethnique en 1905) irrite les Hindous et réciproquement, les Musulmans s'irritent, à leur tour, quand la décision est rapportée, en 1911. Une des difficultés sans solution, pour les nationalistes, est d'ailleurs d'unir Hindous et Musulmans (ceux-ci groupés dans la Ligue Musulmane, en 1906).

L'autre difficulté majeure : atteindre les masses, ce que va réussir l'extraordinaire intervention de Gandhi (1869-1948). Etudiant en droit à Bombay et à Londres, Gandhi a été avocat à Natal (1893-1914) pour y défendre ses compatriotes immigrés en Afrique du Sud. De retour dans l'Inde, en 1914, il s'impose vite aux nationalistes, les domine, les pousse en avant. Son action : « une utilisation religieuse des forces politiques ». Il sera le Mahatma (le Noble, le Révérendissime). Les seules forces, enseigne-t-il, dont on puisse se servir pour forcer la volonté d'autrui, sont la vérité, la non-violence à l'égard de tout être vivant, la pureté. L'accent religieux de son action en centuple l'efficacité. Gandhi soulève les masses. On s'en aperçoit lors du premier boycott (20 septembre 1920) de la Constitution de 1919 que l'Angleterre vient de concéder, puis en décembre 1921, lorsqu'il décrète la campagne de désobéissance. Quand, au-delà de puissantes manifestations silencieuses, éclatent des troubles graves, que des meurtres sont commis, Gandhi, fidèle à lui-même, stoppe le mouvement. La seconde campagne se produira huit ans plus tard, le 26 janvier 1930. Elle aboutira au boycott du sel (vendu par le Gouvernement), puis à des accords, à une nouvelle campagne de protestation, fort longue cette fois (1932-1934), enfin à la nouvelle constitution de l'Inde (*India Act*, 1937).

4. L'indépendance de l'Inde est donc mûre avant que n'éclate la Seconde Guerre Mondiale qui la précipite.

Le 8 août 1942, le Congrès se rallie à la notion de Gandhi : « Que les Anglais quittent l'Inde! »

En 1942 et 1943, avec la poussée japonaise en Birmanie et les menaces sur l'Assam et le Bengale, la situation est très grave : des gares, des édifices publics sont détruits.

La paix revenue, la tension augmente. Le 11 juin 1947, le Parlement anglais accorde enfin à l'Inde son indépendance. Les ponts sont rompus. Mais cette Inde libre est déchirée contre elle-même : le 15 août, elle se sépare en deux « dominions », l'Union Indienne d'une part, le Pakistan de l'autre (lui-même coupé en deux morceaux). Le partage est mal fait : il laisse à l'Union Indienne une minorité de 44 millions de musulmans; la frontière politique, à l'Est, laisse les zones productrices de jute au Pakistan et la manufacture de toile au long de l'Oughly à l'Inde... Des fuites d'hommes se produisent dans les deux sens, abominables, accompagnées de tueries innombrables... En vain, Gandhi a-t-il essayé de trouver un terrain d'entente avec l'Islam. Le 30 janvier 1948, un hindou fanatique, considérant qu'agir ainsi c'est trahir la cause de l'hindouisme, assassinait le Mahatma. La séparation se fit donc dans une atmosphère de guerre civile et de violences inouïes. Bilan : deux ou trois millions de morts.

Cette séparation, dit-on d'ordinaire, la politique anglaise en a été responsable. Est-ce juste ? C'est trop prêter d'importance à des gestes politiques et à des roueries cousues de fil blanc. Le passé de l'Inde, une fois de plus, s'est imposé au présent, s'est vengé de lui. Il est le grand responsable. Le 4 février 1948, Ceylan qui avec sa civilisation originale est un monde à part et n'avait jamais été rattaché à l'Inde anglaise, devenait à son tour un Dominion indépendant.

Aussitôt libre, l'Inde s'est donc cassée en deux morceaux. Trois même, si l'on retient l'indépendance et la sécession de la Birmanie (1947).

III. L'Inde fera-t-elle l'economie d'une révolution à la Chinoise?

L'Inde a accompli, depuis cette année 1947, des progrès industriels considérables, plus importants que durant les cent cinquante années précédentes. Elle s'est ainsi accommodée, mieux que le Pakistan, de la partition de 1947. Elle a établi l'ordre chez elle (accord avec la France qui a renoncé à ses comptoirs, occupation et liquidation des États princiers et des Maharadjas et notamment de l'Haïderabad (septembre 1948), prise de Goa enlevée de vive force aux Portugais, (en 1962). Elle a établi et réservé ses droits sur le Cachemire, résisté aux prétentions chinoises au long de l'indécise frontière himalayenne. Sans doute, la brutalité de l'occupation de Goa a-t-elle déçu, à travers le monde, les amis sincères de l'Inde, dans la mesure où celle-ci leur paraissait l'un des rares pays au monde capables de sagesse politique. Cependant le prestige du Pandit Nehru reste grand il est toujours l'avocat le plus éminent du Tiers Monde.

Si l'on ajoute que le régime parlementaire fonctionne avec une certaine régularité, comme le montrent les élections de 1962, au Parlement Central (Lok Sabha) comme aux 14 Assemblées d'État, si l'on inscrit à l'actif du régime la division *raisonnable* de l'Inde en 14 États linguistiques, on aura énuméré une série de succès précieux.

1. Là n'est cependant pas l'originalité de l'Inde vis-à-vis du monde et de l'univers humain qu'elle représente à elle seule. Cette originalité, c'est l'effort patient de son gouvernement, qui redouble avec la mise en train du troisième plan quinquennal de 1961-65 pour sortir de ses difficultés effroyables cette humanité, en marche vers le demi-milliard d'êtres humains, et ceci sans violences, sans déclarations tapageuses, en laissant agir la nature, les choses, les hommes, en ne forçant le cours des événements que là où le jeu est possible, c'est-à-dire le succès probable.

Le Président Nehru l'expliquait fort bien (18 avril 1962) à un journaliste français : « Nous ne sommes pas des doctrinaires socialistes. Nous voulons simplement conduire à long terme ce pays à la prospérité et, dans l'immédiat, élever le niveau de vie et réduire les disparités sociales. Pour cela, nous agissons sur l'économie, mais en laissant beaucoup de place à l'entreprise privée : une partie de la grosse industrie, toute la petite et la moyenne, et toute l'agriculture échappent au secteur public. A la campagne, nous encourageons les coopératives, mais nous n'avons aucune intention d'arriver au collectivisme. Encore une fois, nous ne sommes pas des doctrinaires socialistes. Nous avançons pas à pas, nous nous efforçons de résoudre pacifiquement les problèmes. N'oubliez pas,

par exemple, que si nous avons détrôné les Maharadjas, nous leur avons laissé leurs palais, leurs immunités, leurs privilèges et nous les avons dotés jusqu'à leur mort d'une liste civile souvent considérable. Voyez-vous, nous cherchons en toutes occasions à suivre la voie démocratique. »

C'est plutôt *libérale* qu'il faudrait dire, avec les mérites, aléas et équivoques du mot. En tout cas, le problème est clairement posé : l'univers indien a adopté les méthodes et les points de vue du « monde libre ». Il doit, il veut faire une révolution. Y parviendra-t-il en réalisant l'économie d'une révolution à la chinoise?

2. L'enjeu? Mettre un terme, apporter au moins un soulagement à une évidente et affreuse misère. Celle-ci est le trait fort, déplaisant sans doute, mais réel, le point d'où il convient de partir.

L'Inde, à la différence de tant d'autres États, a le mérite de ne cacher ses plaies ni à elle-même, ni à autrui.

Cette misère existe depuis toujours. Nous la connaissons dès les premiers témoignages qui ont signalé, dès avant l'ère chrétienne, ses famines apocalyptiques. Cette misère s'étale au grand jour, en 1962 encore. Les grandes villes, la monstrueuse Calcutta, l'énorme Bombay, même New Delhi, la capitale, hors de ses très beaux quartiers, offrent des spectacles dignes de la Cour des Miracles : misère des vêtements, des corps, des logis, des nourritures.

Le signe le plus manifeste en est le pullulement affreux de la main-d'œuvre. Au temps du Grand Moghol, il y avait tant d'enfants vendus comme esclaves par leurs parents que les acheter, c'était encore obéir à son bon cœur. « La division du travail est ici poussée à l'infini, notait en 1923 André Chevrillon. Il faut ce cocher pour conduire, ce groom pour ouvrir la porte, ce *peon* pour crier gare. L'Européen doit subir cet appareil. Il serait monstrueux qu'il allât à pied, qu'il portât un paquet : un officier anglais ne peut changer de place sans ébranler à sa suite un attirail d'hommes et de bagages. L'an dernier, à Londres, un simple caporal racontait devant moi que dans l'Inde, il sonnait son domestique pour faire ramasser un mouchoir... De même à Rome le patricien avait son armée de domestiques, de clients et d'affranchis. »



Danseurs hindous, Uday Shankar et sa troupe.

Vérité d'hier, et certains détails datent. Mais aussi vérité d'aujourd'hui. Que penser de ces maisons bourgeoises, modestes, avec 10 ou 12 domestiques? Que penser de ces hommes, femmes et enfants misérables, en bordure du fleuve à Calcutta (1962) « qui croupissent dans la puanteur... harcelés par les mouches et trop indifférents pour les chasser et même tendre la main aux passants »? Que dire, pour suivre notre même informateur, des chantiers de réfection routière qui évoquent l'Enfer : « hommes nus, femmes en saris et enfants en guenilles étalent presque avec leurs mains le goudron qui chauffe sur des feux de bois dans d'énormes marmites. » Les chantiers seraient-ils modernisés que le nombre des chômeurs s'en trouverait aussitôt augmenté. A Bengalore, dans le Deccan, une usine ultra-moderne fabrique des wagons, « mais les fourmis humaines réapparaissent à la fin de la fabrication où la peinture est faite par une multitude d'ouvriers ».

Ces images tristes sont les premiers documents à glisser dans le dossier de l'Inde actuelle, ils lui viennent de l'Inde de toujours. Quelques chiffres les résument : 438 millions d'habitants, une mortalité très élevée, 25 à 30 pour mille, en face d'une natalité « naturelle » de l'ordre de 45 pour mille, d'où une croissance de l'ordre de 20 pour mille : soit tous les ans, 8 millions d'êtres en plus. Ces chiffres sont décourageants. Ils freinent d'avance presque tout progrès du revenu par tête, même si le revenu national, dans sa masse, s'accroît, et il s'accroît visiblement. Or ce revenu, par tête, s'établit aujourd'hui à 280 roupies par an (1 roupie = 1 F), soit moins de cent anciens francs par jour. D'ailleurs sur les chantiers routiers, le salaire est d'une roupie par jour.

Freiner la montée démographique? Seule une hausse du bien-être en aurait raison, mais c'est supposer le problème résolu. La propagation des méthodes anticonceptionnelles, prônée publiquement, la stérilisation (1 500 000 stérilisations volontaires) ne peuvent avoir raison de ce flot humain. L'Inde n'est pas le Japon discipliné où cette lutte, beaucoup plus efficace, n'est d'ailleurs pas aisée.

En outre, ces problèmes ne sont pas les seuls.

3. Il n'est pas besoin d'être économiste pour comprendre les mesures du troisième plan quinquennal (1961-1965).

Elles portent comme les plans précédents sur les points accessibles : les engrais destinés à l'agriculture, les transports, les industries lourdes, les industries mécaniques... — tout ce qui est relativement facile à modifier, et vite, avec l'espoir, jamais déçu, que ces changements se répercuteront. Les interventions s'opèrent par toutes les voies possibles, le gouvernement a donc fait la sourde oreille aux recommandations que lui présentait, en avril 1959, un groupe d'experts de la Fondation Ford, lui proposant de reporter l'effort entier du nouveau plan, alors en préparation, sur la seule agriculture et d'élever à 100 millions de tonnes, voire 110, la production céréalière de l'Inde (estimation pour 1959, 73 millions). A-t-il été sage, comme le pensent d'autres experts et comme l'a décidé le gouvernement, de ne pas renoncer à l'effort industriel et aux investissements qu'il suppose, et de croire que la situation alimentaire ne risque pas de devenir catastrophique en 1965? Elle sera certainement difficile au cours des années à venir, mais l'Inde a connu d'autres épreuves.

A ces efforts, une fois décidés, il y a les habituelles conditions préalables, presque toujours les mêmes : réserver une part notable du revenu national à des investissements nécessaires : 5 % pour le premier plan, 11 % pour le second, 14 % pour l'actuel, le troisième. Cet énorme prélèvement ne va pas sans déséquilibrer la balance des comptes déjà déficitaire, d'autant que des achats massifs à l'extérieur sont nécessaires et d'ordinaire conclus dans de mauvaises conditions. Le recours s'impose par suite aux aides de l'étranger, celles-ci privées et nullement gratuites, celles-là sous le signe du don ou de la semi-gratuité et, une fois de plus, de la lutte spectaculaire entre l'Amérique et l'U.R.S.S. (chacune compte pour 5 % de l'aide extérieure prévue au troisième plan, mais cette dernière a concentré son aide sur des réalisations spectaculaires comme la grande aciérie de Bhilaï). Les États-Unis qui ont, par le passé, donné vingt fois plus que leurs rivaux ont dispersé leurs interventions. Mais peu importe cette lutte monotone des « grands », peu importe aussi le détail des implantations industrielles, course aux aciéries ou création d'une usine pour la fabrication des pellicules cinématographiques assurée par une firme française et qui rappelle utilement que, pour le kilométrage des films, l'Inde est, après les États-Unis, le second producteur du monde.

L'intéressant, c'est que le démarrage de l'Inde soit évident, que celle-ci s'affirme, après le Japon, assez près de la Chine, une des grandes puissances industrielles d'Asie. On ne se trompera pas en pensant qu'elle a eu l'avantage relatif, industriellement parlant, de démarrer tôt, dès 1920 au moins. Elle a donc bénéficié d'une certaine avance. Aujourd'hui, la course entre le flot démographique et la croissance économique risque enfin de se terminer en faveur de cette dernière. Il n'est pas impensable de croire qu'en 1970, le revenu par tête d'habitant pourra doubler, ce qui ne veut pas dire que l'Inde aura alors gagné la Terre promise; elle en aura tout de même pris le chemin.

4. Bien d'autres obstacles se dressent sur cette route laborieuse, politiques les uns, sociaux, culturels les autres.

Difficultés politiques : la dictature morale du Pandit Nehru n'est pas sans poser de redoutables problèmes de succession, puisqu'il s'agit d'un homme de soixante-douze ans déjà. La prééminence du Parti du Congrès ne crée pas, à elle seule, un système institutionnel, elle autorise mal le jeu d'oppositions fécondes, raisonnables, constructives. Une droite réactionnaire ne vient-elle pas d'accuser la gauche communiste et communisante de manger de la viande de bœuf? argument décevant. Cette gauche communisante n'a réuni que 10 % des suffrages aux élections de 1962, mais a fait preuve, dans le gouvernement local du Kerala, avant d'en être dépossédée assez arbitrairement, de qualités rares de probité et d'efficacité. Des socialistes de leur côté accusent le Président Nehru de défendre un « régime pourri ». Mais ces oppositions restent marginales — qui les entend?

Difficultés sociales : il est plus aisé de parler d'une répartition équitable des richesses que de l'imposer. Sur ce chapitre crucial de la propriété foncière, les lois agraires multipliées à l'envi dans le cadre des divers Etats sont pratiquement inefficaces. Évincés en droit, les grands propriétaires ont repris l'avantage, à peu près partout, sur les paysans pauvres, une fois de plus. Ceux-ci sont libres, ce qui est un immense progrès, mais misérables et mal équipés. Une partie du sol arable reste en friches. Même les vastes systèmes d'irrigation favorisent les grands propriétaires qui se réservent l'eau au moment des « soudures » et des « pointes ». Le paysan ne participe guère à ces bénéfices. Pour comble de malheur, le grand propriétaire reste peu progressif, ne recherche pas les améliorations techniques. C'est le cas de dire qu'il y a là, hélas, un « régime pourri », une situation pré-révolutionnaire.

Enfin la civilisation traditionnelle tient toujours la masse indienne dans son multiple et strict réseau.

Il y a pour l'Hindou comme un passage nécessaire à un autre univers que le sien, pour se dégager des castes et accéder à la révolution sociale que constitue la vie moderne. C'est un fait que l'Hindouisme constitue l'obstacle principal, la difficulté essentielle en face de toute évolution et modernisation sérieuses. On en mesurera la puissance aux quantités incroyables d'offrandes en nourriture qu'une population sous-alimentée, sans fin aux frontières de la misère physiologique, peut rassembler devant les temples en certaines circonstances (par exemple, en 1962, quand les conjonctions astrales firent annoncer aux Indes la fin du monde comme imminente). Les troupeaux de vaches errantes dérobant çà et là leur maigre nourriture, les nuées de corbeaux picorant le grain, le pullulement des insectes jamais combattus, même s'ils ruinent les récoltes, autant de conséquences de l'hindouisme : les vaches sont sacrées et tous les êtres vivants doivent être respectés dans leur vie.

Le pire aspect de l'hindouisme reste assurément le système des castes qui emprisonne la population dans ses cases multiples et comme étanches. L'immobilité sociale n'y est pas absolue, certes, et tout indique qu'à très longue échéance, ce régime est condamné. Mais il subsiste. Les intouchables — les Haridjans, 50 millions d'êtres au bas mot — dont Gandhi s'était fait le défenseur, sont devenus, devant la loi, des hommes comme les autres. La constitution de l'Inde a aboli toute différence légale entre les citoyens. Elle est par surcroît laïque. Mais, de la théorie à la pratique, la distance reste grande. L'évolution, sur ce point, souvent imperceptible, ne touche guère que l'élite intellectuelle, et encore : n'est-il pas révélateur que beaucoup de luttes politiques soient, autant que des rivalités personnelles, des affaires de castes? Sans doute se forme-t-il une classe moyenne qui accède à l'aisance par la voie des 46 Universités actuelles (pour une partie du moins des étudiants, non pas tous : il y a un *educated unemployment*) : elle fournit les cadres de l'administration, les avocats, les médecins, les hommes politiques.

Cette classe hétérogène est ouverte apparemment à toutes les castes et, publiquement, elle affiche dans son costume ou son comportement des allures anglaises. Cependant la vie familiale est souvent pour ces mêmes hommes un refuge, où ils retrouvent, avec les costumes et les nourritures de la tradition, une bonne part de son esprit. Or tous les gestes de la vie moderne sont une rupture avec cette tradition religieuse. C'en est une par exemple que de considérer l'eau des canalisations urbaines comme pure, non polluée, bien que touchée au passage par tant de mains « impures »; ou malgré l'interdiction du poisson, d'accepter l'huile de foie de morue prescrite par le médecin; voire de consentir à un intermariage, ou de faire paraître une annonce de mariage dans un journal en indiquant « caste indifférente »; ou bien de loger ingénieurs, cadres et ouvriers dans une même maison, près d'une usine nouvelle, sans se soucier des voisinages interdits que l'on impose aux uns et aux autres.

Ces petits faits signalent que des progrès ont été réalisés dans la voie d'une réforme de l'hindouisme, que son formalisme combattu depuis toujours — au vrai depuis Bouddha — par les plus vifs courants de la pensée religieuse indienne, est en voie de recul. Dès 1800, le fondateur d'une secte nouvelle (le Brahmo Samaj) Ram Mohan Roy

s'efforçait de la pousser dans cette voie, et aussi vers le monothéisme. D'autres réformateurs ont suivi. D'autres viendront.

Car désormais l'Inde est consciente de l'obstacle que sa tradition culturelle lui oppose. Cette prise de conscience s'est opérée du temps de Gandhi qui fut assurément le grand « révélateur » de l'Inde d'aujourd'hui, à la fois par les enthousiasmes et par les résistances qu'il a suscités. Gandhi s'est appuyé, en effet, sur toutes les traditions spirituelles de l'Inde pour la pousser vers le progrès, tel qu'il le concevait, et la fierté nationale et c'est ainsi qu'avec un sûr instinct, il a soulevé les masses indiennes, fabriqué une passion populaire. Mais en même temps cette tradition qu'il tentait de faire revivre signifiait, sur bien des points, l'interdiction pour l'Inde d'atteindre un certain modernisme.

Tel est le sens du conflit significatif qui opposa finalement au sein de leur action commune, Gandhi et le socialiste Nehru. On peut le résumer par ces mots de Nehru : « Un abîme sépare ceux dont la psychologie est tournée vers l'avenir de ceux qui se penchent vers le passé. » Les principes de Gandhi l'éloignaient fatalement de toute révolution sociale. La révolution, pour lui, devait se faire dans les cœurs. Il ne s'agissait pas de toucher à l'ordre existant, mais d'obtenir des hommes, quelle que fut leur richesse ou leur influence, qu'ils se vouent au service de leurs semblables, qu'ils acceptent, selon les propres mots de Gandhi, de « se pénétrer de l'art et de la beauté de l'abnégation et de la pauvreté volontaire..., se vouer à ces activités qui sont le fondement d'une nation... en filant et tissant de leurs mains, ... bannir de leur cœur tout préjugé de caste, sous toutes ses formes, faire campagne pour l'abstinence totale de boissons intoxicantes et de drogues... et, de façon générale, cultiver la pureté de l'être. Ce sont là façons de servir qui permettent de vivre à l'échelle du pauvre », de préférence dans le cadre traditionnel de la vie villageoise.

Bref, conclut Nehru en discutant la position de Gandhi dans son livre, *Ma vie et mes prisons*, « pour lui, ceux qui désiraient servir les masses ne devaient pas tant se soucier de l'élévation du niveau de vie matérielle que s'abaisser eux-mêmes, se niveler, si je puis dire, à hauteur des masses et se mêler à elles sur un plan d'égalité. Telle était pour lui la vraie démocratie ». Quelque admiration que Nehru et ses amis aient éprouvée pour certains aspects de cette morale individuelle et pour Gandhi lui-même, il leur semblait que la transformer en idéal collectif était contraire aux conceptions logiques de « tout démocrate, de tout socialiste, voire de tout capitaliste modernes », que c'était retourner à un esprit suranné de paternalisme, inconsciemment réactionnaire; surtout que c'était éviter de regarder en face la rupture de l'Inde avec certains aspects de son passé, indispensable si elle veut sortir du sous-développement et de la misère des masses.

Que l'Inde d'aujourd'hui penche plus vers Nehru que vers Gandhi, on peut le constater à travers l'échec de ce disciple de Gandhi, Vinoba Bhave, qui fondait en 1947, dès avant la mort du *bapou* (le « père »), le mouvement du Bhoodan. Son but : résoudre, grâce à des dons de terres librement cédées par leurs propriétaires, l'angoissant problème agraire. Les terres données seraient redistribuées aux pauvres, à titre individuel ou collectif.

Pour comprendre le sens de cette croisade, il faut savoir que Vinoba Bhave, de bonne famille, cultivé, excellent mathématicien, avait brûlé en 1916 tous ses diplômes, en présence de sa mère, pour s'engager dans la voie des « renonçants », des ascètes hindous. Il avait participé, et à la première place (c'est-à-dire souvent en prison), à toutes les luttes de Gandhi. En s'engageant dans la campagne du Bhoodan, il avait calculé qu'il faudrait 25 millions d'hectares de terre arable pour résoudre le problème paysan. Il n'en a guère recueilli que deux millions, dix ans plus tard. L'échec est donc évident sur le plan des chiffres.

C'est à pied, allant de village en village, parcourant des milliers de kilomètres, mangeant à peine, filant chaque jour le coton selon les préceptes de Gandhi, que le Saint a mené sa campagne. Mais ce qui était possible au temps de Gandhi, parce que c'était Gandhi et parce que c'était un autre temps, devient anachronique dans l'Inde actuelle. Vinoba Bhave a soulevé certaines ferveurs, mais les huées qui l'accueillirent dans tels villages de petits paysans du Goudjerat sont le signe d'une époque nouvelle, d'une prise de conscience évidente. Cet échec du Saint, malgré ce qu'il peut avoir de déplaisant dans une histoire en images d'Épinal, c'est peut-être l'éveil de l'Inde à la recherche de vraies solutions, raisonnables et modernes, contre un Ancien Régime vermoulu.

« Aujourd'hui, conclut Nehru, l'antique culture de l'Inde se survit à elle-même. Silencieusement, désespérément, elle lutte contre un nouvel et tout-puissant adversaire, la civilisation de l'Occident capitaliste. Elle succombera, car l'Ouest apporte la science; *et la science, c'est le pain pour des millions d'affamés.* Mais l'Ouest apporte aussi un antidote aux poisons d'une civilisation qui tient de la foire d'empoigne et du coupe-gorge, et cet antidote, ce sont les principes du socialisme, l'idée de coopération au service de la communauté et pour le bien de tous. Ce qui n'est pas tellement éloigné du vieil idéal brahmanique de « service »; mais ce qui signifie aussi la « brahmanisation » (au sens laïc bien sûr) de toutes les classes, de tous les groupes, et l'abolition des distinctions de classes. Et peut-être l'Inde, lorsqu'elle changera de costume, comme c'est inévitable, car l'ancien est en loques, fera-t-elle couper le nouveau sur ce patron, en sorte qu'il soit conforme tant aux conditions présentes qu'à sa pensée antique. Les principes auxquels elle se ralliera devront rejoindre les racines de son sol. »

NOTES ET DOCUMENTS

1 Chez le Grand Mogol.

Les explications consacrées à l'Inde tiennent compte des conseils, remarques et informations fournies à l'auteur par deux de ses collègues indianistes, les professeurs Louis Dumont et Daniel Thorner. Lectures recommandées : Henri Zimmer, *Mythes et Symboles dans l'art et la civilisation de l'Inde*, Payot, 1951; Tibor Mende, *L'Inde devant l'orage*, Editions du Seuil, 4[e] édit. 1950; Hermann Goetz, *Inde, cinq millénaires d'art*, Albin Michel, 1960. On lira avec plaisir, Jeannine Auboyer, *La vie quotidienne dans l'Inde ancienne*, Hachette 1962; Jean Filliozat, *Inde : nation et tradition*, Horizons de France, 1961; Louis Renou, *La civilisation de l'Inde ancienne*, Flammarion, 1950.

Il faudrait lire en entier les *Voyages de François Bernier*, ce médecin français (1621-1688) contemporain de Colbert. Ils paraissent pour la première fois en 1699. Leur auteur avait vécu douze ans dans les Indes. Le texte cité, édit. de 1830, p. 291-295.

« Il ne faut pas penser que les omerahs, ou seigneurs de la cour du Mogol, soient des fils de famille comme en France. Toutes les terres du royaume étant en propre à lui, il s'ensuit qu'il n'y a ni duchés, ni marquisats, ni aucune famille riche en fonds de terre, et qui subsiste de ses revenus et patrimoines; ce ne sont pas même assez souvent des fils d'omerahs, parce que le roi étant héritier de tous leurs biens, il s'ensuit que les maisons ne peuvent pas longtemps subsister dans leur grandeur; au contraire elles tombent souvent, et tout d'un coup, jusques-là que les fils, ou du moins, les petits-fils d'un puissant omerah, se trouveront souvent, après la mort de leur père, réduits pour ainsi dire à la mendicité, et obligés de prendre parti sous quelque omerah, comme simples cavaliers. Il est vrai que le Mogol laisse pour l'ordinaire quelque petite pension à la veuve, et souvent même aux enfants, ou que si le père vit assez longtemps, il les pourra par faveur avancer plus promptement, principalement s'ils sont bien faits, blancs de visage, ne tenant point encore trop de l'Indien, et qu'ainsi ils puissent encore passer pour vrais Mogols; quoique néanmoins cet avancement de faveur aille toujours assez lentement, étant une coutume presque générale qu'il faut passer des petites payes et des petites charges aux grandes. Ces omerahs ne sont donc ordinairement qu'aventuriers et étrangers de toutes sortes de nations, tels que j'ai dit, lesquels s'attirent à cette cour les uns les autres, gens de néant, quelques-uns esclaves, la plupart sans instruction, et lesquels le Mogol élève ainsi aux dignités, selon que bon lui semble, comme il les casse de même.

Entre les omerahs, les uns sont hazary, les autres douhazary, les autres penge, hecht et deh-hazary, et même comme était le fils aîné du roi douazdeh-hazarys qui veut dire seigneur à mille chevaux, deux mille, cinq mille, sept et dix ou douze mille, leur paye étant plus ou moins grande à proportion du nombre des chevaux; je dis des chevaux, parce qu'ils ne sont pas payés en égard aux cavaliers, mais aux chevaux; les omerahs pouvant entretenir des cavaliers à deux chevaux pour être mieux en état de servir dans les pays chauds, où l'on dit communément qu'un cavalier qui n'a qu'un cheval, est plus de demi à pied. Il ne faut pas néanmoins penser qu'ils soient obligés d'entretenir, ou que le roi paye effectivement tant de chevaux comme portent ces grands noms de douazdeh ou hecht-hazary, douze mille ou huit mille chevaux; ce sont des noms spéciaux pour donner dans la vue et attirer les étrangers; le roi détermine le nombre des chevaux effectifs qu'ils sont obligés d'entretenir, les paye à raison de ce nombre, et outre cela il leur en paye un certain nombre qu'ils ne sont point obligés d'entretenir; et c'est ce qui fait ordinairement la principale partie de leurs pensions, sans parler de ce qu'ils grivèlent sur la paye de chaque cavalier, et sur le nombre des chevaux, ce qui fait certainement des pensions fort grandes et fort considérables, principalement quand ils peuvent obtenir de bons jah-ghirs, ou bonnes terres affectées pour leurs pensions; car je voyais que ce seigneur sous lequel j'étais, qui était penge-hazary, ou de cinq mille chevaux, et qui n'était obligé qu'à cinq cents effectifs, avait de reste, toute sa cavalerie payée, près de cinq mille écus le mois pour sa pension, quoiqu'il fût nagdy, c'est-à-dire payé en argent tiré du trésor, comme tous ceux qui n'ont point de jah-ghirs; néanmoins, avec toutes ces grandes pensions, je n'en vois que fort peu de riches et beaucoup d'incommodés et endettés; ce n'est pas que la dépense de bouche les ruine, comme elle fait bien souvent ailleurs les grands seigneurs, elle est très-modique et très modérée; mais ce qui les épuise, ce sont les grands présens qu'ils sont obligés de faire au roi, à certaines fêtes de l'année, chacun à proportion de la grandeur de leur paye, et puis cette grande dépense qui s'en va dans l'entretien de leurs femmes, de leurs valets et chameaux, et de plusieurs chevaux de prix qu'ils ont en particulier dans leurs écuries. Le nombre des omerahs, tant de ceux qui sont à la campagne, dans les provinces et dans les armées, que de ceux qui sont à la cour, est fort grand; je ne l'ai jamais su précisément; aussi n'est-il pas déterminé; mais je n'en ai jamais guère moins vu à la cour de vingt-cinq à trente mille, qui sont, ainsi que j'ai dits, à grandes pensions, selon qu'ils ont plus ou moins de chevaux à entretenir, depuis douze mille jusqu'à mille. »

2 Sur les castes.

Note inédite de Louis Dumont, indianiste et sociologue, rédigée à notre intention.

« Il faut se garder de considérer les castes comme autant de petites sociétés qui différeraient en toute chose les unes des autres. Il est vrai qu'on naît dans une caste, qu'on n'en peut sortir pour se marier, qu'on ne peut renoncer à l'occupation traditionnelle de la caste que dans certaines limites, et que, récemment encore, la caste avait souvent une assemblée qui rendait la justice. Mais par son mode de vie et ses coutumes, chaque caste ressemble beaucoup à ses voisines. Il ne peut guère en être autrement si l'on songe que le moindre village de 500 âmes n'a pas moins de dix castes différentes vivant côte à côte, qu'un village de 2 000 âmes peut en avoir trois douzaines, et qu'il y a des villages de 5 000 âmes et davantage. Il en est un peu différemment dans les régions plus écartées et peu peuplées où les castes (excepté les serviteurs) ont tendance à se ségréguer territorialement, et aussi dans les « tribus » des forêts et des

montagnes, plus ou moins isolées et indépendantes du système des castes.

Les castes se distinguent toutefois d'un point de vue hiérarchique : en premier lieu ceux qui ont affaire par leur occupation aux sources primaires d'impuretés sont impurs, à des degrés divers. Tel est le cas de serviteurs spécialisés, indispensables du point de vue religieux, comme le blanchisseur, ou le barbier dans le cas où il est en même temps le prêtre funéraire (dans le sud). En second lieu, la notion d'impureté est élaborée en fonction des croyances : le bétail, et la vache en particulier étant l'objet, non pas d'un culte, mais d'une sorte de vénération, ceux qui équarissent les bêtes mortes, tannent les peaux, frappent la peau des tambours, sont doublement impurs, ce sont des intouchables. Le fait même de manger, si peu que ce soit, de la viande, entraîne une impureté relative par rapport au végétarisme. Les coutumes des prêtres, les Brahmanes, prennent une couleur de pureté, et les coutumes opposées entraînent une certaine infériorité, tel par exemple le remariage des veuves. Bref, les critères qui permettent de distinguer entre supérieurs et inférieurs ne manquent pas, et on s'explique que, si contraignante que soit l'idée de hiérarchie, il soit difficile de ranger en un ordre linéaire les différentes castes d'une région donnée. Ce n'est pas l'essentiel.

Le système enveloppe et exprime toute une division du travail dont il ne rend pas compte dans la mesure où il s'agit de spécialités sans couleur religieuse bien marquée. Il est remarquable par exemple que la plus grande partie de la main d'œuvre agricole soit fournie par les intouchables. Il existe tout un système de prestations faisant un usage minimum de la monnaie et réglant l'interdépendance du barbier, par exemple, et de tous ses patrons dans le village. On voit cela sur l'aire à battre, après la récolte. Transportons-nous, pour avoir une vue plus complète, dans le passé. Le riz battu forme un tas sur l'aire. Le cultivateur remet d'abord au représentant du roi sa part coutumière ou convenue (1/6, peut-être un 1/3). Si quelqu'un d'autre, et non le cultivateur lui-même, jouit du droit supérieur sur la terre, il faut le servir ensuite. Puis viennent les serviteurs ou auxiliaires, qui ont droit chacun à un certain nombre de mesures (brahmane, blanchisseur et barbier aussi bien que forgeron et charron etc.) et les travailleurs proprement dits, soit qu'ils soient attachés en permanence à l'exploitation, comme le laboureur intouchable, soit qu'ils soient employés pour une durée plus brève, ou même aient travaillé seulement à la moisson (dans ce cas ils ont peut-être reçu leur part des gerbes avant battage).

On voit comment l'interdépendance éclate ici, tous rôles et fonctions confondus. En général, il y a dans chaque village une ou plusieurs castes qui disposent du droit supérieur sur la terre et reproduisent en quelque sorte la fonction royale à cet échelon. Nous les appelons castes dominantes. Tout le reste, tenanciers ou métayers, spécialistes et travailleurs non-libres, gravite autour d'elles, à l'exception peut-être des marchands ou d'artisans plus souvent payés en argent, comme les orfèvres. Le brahmane peut être leur serviteur famélique, elles le respectent pourtant sur le plan hiérarchique, et s'honorent de l'entretenir ou de le doter. •

3 Immobilité de l'hindouïsme.

Les indianistes diffèrent beaucoup les uns des autres dans leurs façons de voir, de juger et d'expliquer, vus avec leurs interférences, le long passé et le présent multiples de l'Inde. Ils se reconnaissent aisément au milieu de ces images diverses. Le non-spécialiste hésite à se prononcer. Ainsi osera-t-il répéter que l'hindouïsme est l'immobilité même? Alors qu'il lise cette mise en garde catégorique du Professeur W. N. Brown (notes de cours dactylographiées) : « L'hindouïsme mêle toutes ses croyances et pratiques largement dissemblables en un tout, en admettant, sans le dire explicitement, que les capacités humaines sont strictement relatives. Sa position est que les hommes ne sont pas intellectuellement et spirituellement égaux. Pour cette raison, il n'est pas réaliste d'attendre de tous les êtres humains qu'ils croient de même, poursuivent les mêmes buts, aient une conduite identique. La vérité a tel aspect pour une personne, tel autre pour une deuxième personne, tel autre pour une troisième. La vérité absolue, connaissance de l'ultime réalité, ne peut être atteinte que par de très rares individus. Tous les autres ne voient qu'une partie de la vérité. Ce que chaque homme voit, par contre, à l'intérieur de ses limites, est pour lui la vérité. C'est pourquoi, dans l'ensemble de l'humanité, toutes les conceptions de la divinité changent et aucune n'est entièrement juste. De même, le comportement des hommes est gouverné par des règles qui varient suivant leur capacité spirituelle et intellectuelle. Ce qui est juste pour l'un peut être faux pour l'autre. Pour le laveur qui est de basse caste, l'alcool peut être toléré; pour le brahmane, il est interdit. C'est dans cette vision relative de la vie que se trouve la sanction pour le système social de la caste. Chaque homme est né pour le statut social qui convient au niveau qu'il a atteint du fait de ses actions dans une existence antérieure. Les fonctions attachées à ce statut sont celles qu'il doit remplir; il ne doit pas tenter de remplir celles d'un autre statut, dit impérativement le Bhagavad Gita, même s'il pouvait les remplir mieux que les siennes propres. Et finalement, le code de conduite personnelle sous lequel il vit, qui est celui de sa caste, est celui qui convient à son statut et à lui-même.

Le système hindou est donc marqué d'un haut degré de tolérance et de flexibilité, il est capable d'une adaptation relativement aisée aux changements des conditions de vie. C'est ainsi que les règles des castes peuvent s'altérer avec rapidité. Le mariage très précoce des filles n'est plus obligatoire. De même, la réclusion des femmes, pratiquée pendant des siècles est maintenant désuète. Même le remariage des veuves, autrefois strictement interdit, est un peu mieux toléré à notre époque. Que certains détails de l'hindouïsme se soient altérés au XXe siècle, il ne serait pas juste d'affirmer, en conséquence, que l'hindouïsme, en tant que système, soit en train de disparaître. Il a été assez fort dans le passé pour persister en dépit de nombreux changements provoqués par des pressions intellectuelles ou sociales, soit internes, soit imposées du dehors. En adoptant lentement comme siennes des doctrines répandues par des sectes rivales, et même en acceptant dans son panthéon les maîtres de ces sectes, tel que le Bouddha, que les Hindous orthodoxes considèrent maintenant comme une incarnation (avatara) de Vishnu, — il a conservé sa prééminence. Il n'y a pas eu de période, dans l'histoire connue de l'hindouïsme, qui n'ait vu son altération sous quelque aspect important. Les mouvements de réforme moderne ne sont que l'illustration, au XXe siècle, d'un phénomène ancien et répété. •



Buste de la déesse Parvati, épouse de Civa.
Annam, VII[e] siècle.

UN EXTRÊME-ORIENT MARITIME : INDOCHINE, INDONÉSIE, PHILIPPINES, CORÉE, JAPON

Au premier abord, il semble arbitraire de placer côte à côte l'Indochine, l'Indonésie, les Philippines, la Corée, le Japon. Mais ces régions, distantes les unes des autres, sont toutes à proximité *historiquement, de ces deux océans humains, la Chine et l'Inde*, qui n'ont cessé de rayonner très au delà de leurs propres espaces. Et le voisinage a joué à plein en raison des accès faciles qu'ouvrent les routes maritimes. Les mers de l'Est et du Sud-Est asiatiques — la Mer du Japon, la Mer Jaune, la Mer de Chine orientale, les Mers de Banda et de Jolo — sont, bien souvent, de faibles pellicules d'eau, des *mers bordières*, prisonnières du continent proche. Hors du voisinage des Philippines et du Japon, il faut, pour atteindre les grandes profondeurs marines, dépasser vers l'Est ou le Sud les festons d'îles volcaniques qui séparent ces mers étroites de l'océan Indien et du Pacifique. Ce sont donc des « Méditerranées », des espaces maritimes au milieu des terres, semés d'îles : tout les humanise à l'avance.

Autre trait commun, des vents périodiques les balaient : les *moussons* qui se renversent brutalement, du tout au tout, au début de l'été et au début de l'hiver. Partout surgissent des typhons et leurs monstrueuses tempêtes. Mais ces saisons tragiques n'ont qu'un temps. D'ordinaire, la navigation connaît des voyages paisibles, entre les îles, au long des côtes, par vent sûr. Naviguer, c'est progresser d'île en île, rester à l'abri des coups de vent, ne pas perdre de vue le littoral bordé de mangroves. Si la mer menace, l'ancre est aussitôt descendue et s'accroche au fond souvent très proche. Ainsi rivés au sol marin, le boutre arabe, ou la jonque chinoise, ou le voilier de charge hollandais peuvent, comme le répètent cent récits, supporter aisément ces coups de tabac. Ensuite le voyage reprend.

Tels sont les avantages, les possibilités de ces mers intérieures, familières. Le marin y abonde, il y trouve ses aises, celles du commerce ou celles de la course, ses routines. Il en sort, si nécessaire : on connaît les aventures des navigateurs malais (jusqu'à Madagascar), des Polynésiens montés sur leurs pirogues à balancier (jusqu'aux Hawaï, à l'île de Pâques, à la Nouvelle-Zélande). Il y reste aussi beaucoup plus souvent, retenu par les avantages de cette vie casanière, ainsi les Japonais, ainsi les Chinois. « Les Chinois, disait le P. de las Cortes (1626), ne pratiquent pas la navigation en haute mer », cette navigation hauturière qui amènera jusqu'à ces îles lointaines les Arabes, puis plus tard les Portugais, les Hollandais, les Anglais.

Ces trafics ont très tôt humanisé ces espaces marins, rapproché leurs rivages, mélangé civilisations et histoires. Il faut sans cesse compter, ici, avec les miracles de l'eau marine, pourvoyeuse d'échanges, de ressemblances, bien que chaque maison conserve ses originalités indélébiles.

I. L'Indochine.

L'Indochine n'est pas le meilleur exemple de ces destins sous le signe de la mer. Elle est la massive Asie du Sud-Est à qui le géographe danois, Malte-Brun, a donné hier le nom d'Indochine qui a fait fortune. Cette épaisse péninsule, coupée de hautes montagnes, est cependant traversée de très larges vallées coulant, *grosso modo*, du nord au sud et qui rappellent, si l'on veut, les doigts écartés d'une main; elle s'amenuise vers le sud avec la fragile et longue péninsule malaise; à l'est, à l'ouest, la mer la borde. Même dans son épaisseur continentale, elle a été, dès la préhistoire, le lieu de passages continuels. A telle enseigne que toutes les races distinguées par les préhistoriens y auront

laissé leurs traces : australiennes, mélanaisiennes, mongoloïdes (celles-ci issues de la Chine *proto-historique*). Ces races constituent le fonds de la population actuelle (le type mélanaisien se retrouvant chez les peuples montagnards encore primitifs).

Avec les temps historiques, quatre larges mouvements l'ont atteinte : l'un, venu de Chine, sous le signe de la force; l'autre pacifique qui s'exerce par les chemins maritimes en provenance de l'Inde; enfin deux poussées, maritimes elles aussi : l'islamique qui touche et saisit la péninsule malaise, l'européenne (franco-anglaise), vigoureusement accentuée au XIXe siècle qui submerge tout, puis s'efface aujourd'hui avec les lendemains tumultueux de la décolonisation.



Sculpture représentant une Apsara (Nymphe céleste). Art Khmer, fin du Ier siècle ap. J.-C.).

1. Entre ces deux aires monstrueuses, la Chine et l'Inde, se situe et s'explique, pour l'essentiel, la civilisation ancienne de l'Indochine.

La *civilisation chinoise* s'est présentée au Tonkin et en Annam (le Viet-nam du Nord et du Centre) sous le signe de la force. Il s'est agi là, il y a environ dix siècles, d'une conquête, d'un colonialisme à qui le temps n'aura pas été marchandé par la suite. Cette poussée à la fois militaire, administrative, religieuse (Confucianisme, Taoïsme, Bouddhisme) s'est exercée à la marge méridionale de la vaste occupation de la Chine du Sud, événement majeur de l'histoire chinoise. Les populations autochtones ont été ou refoulées, ou subjuguées. Ainsi s'est créée cette sous-civilisation vivace des populations *annamites* qui débordera ensuite sur sa propre lancée, vers le sud de l'Indochine.

L'influence hindoue a été celle de marchands fondateurs d'escales et de comptoirs à partir desquels ils trafiquèrent en s'alliant souvent aux « chefferies » locales. Ces alliances firent la fortune de certaines de ces chefferies qui, fortes de leurs supériorités techniques et culturelles, réussirent à rayonner, à s'imposer, puis à créer des royaumes dont sont issues des civilisations hindouïsées, fortement métissées, originales cependant. Ainsi se constituera le Royaume de Champa, sur la côte du Viet-nam Central, ou, à l'extrémité occidentale de l'Asie du Sud-Est, le Royaume des Mons, ou encore dans le delta du Mékong, le Royaume de Founan, absorbé plus tard par le Tchel-la, lequel donnera naissance à l'Empire Khmer, puissance dominante de tout le Sud-Est, du IXe au XIVe siècle, et dont les ruines d'Angkor redisent la magnificence.

Bâtis à l'occasion d'invasions et de conquêtes de peuples birmans ou thaï (= les peuples libres), des royaumes, plus indigènes, si l'on peut dire, émergent au détriment des Khmers ou des Mons entre XIe et XIVe siècle; ils donneront naissance au futur état birman du Lan-Xang dont subsistent aujourd'hui la partie orientale sous le nom de Laos et le compact Siam, ou Thaïland (= le pays des hommes libres).

2. Arrivés hier, au XIXe siècle, partis aujourd'hui, avec le milieu du XXe, les Européens n'ont occupé ces pays qu'à titre provisoire.

Cependant le Sud-Est a été profondément marqué par cette conquête coloniale vigoureuse, anglaise à l'ouest, française à l'est, les deux impé-

rialismes laissant subsister entre eux le Siam indépendant, sorte d'état tampon et reconnu comme tel (1896). Les Français ont groupé dans l'Union Indochinoise (1887) le Tonkin, l'Annam, la Cochinchine, le Cambodge, le Laos. Les Anglais ont rattaché la Birmanie à leur Empire des Indes. Ils ont, à l'extrémité de la Péninsule de Malacca, imposé leur domination aux États Malais et fait de Singapour l'un des ports les plus importants d'Extrême-Orient.

La Seconde Guerre Mondiale qui a vu se généraliser, un instant, la domination japonaise à travers tout le Sud-Est, a jeté à bas, d'un seul coup, ces constructions coloniales de la veille. Tandis que les États Malais, Singapour et la Birmanie obtenaient leur indépendance sans lutte, de la sagesse anglaise, une longue guerre opposait Viet-namiens et Français. Les États de l'Indochine orientale n'obtinrent leur indépendance entière que le 21 juillet 1954, par le Traité de Genève.

L'ancienne Indochine française se trouve dès lors divisée en quatre territoires. Le Traité de Genève a partagé l'Annam en deux, de part et d'autre du 17e parallèle Nord, le Nord avec le Tonkin formant la *République Démocratique du Viet-nam*, le Sud avec la Cochinchine, la *République du Viet-nam*. En 1949, le royaume *indépendant* du Laos a été reconnu par la France (19 juillet); puis celui du Cambodge (8 novembre). En gros, Laos et Cambodge sont neutres entre les deux blocs (États-Unis; U.R.S.S.) qui se disputent le monde. Le Viet-nam du Nord est incorporé au monde communiste, lié à la Chine qui pèse lourdement sur lui, à l'U.R.S.S., à l'industrielle et lointaine Tchécoslovaquie. Le Sud Viet-nam est passé sous le contrôle des États-Unis.

Au seuil d'indépendances mitigées, ces États ont à faire face à de redoutables problèmes, ceux qui se présentent à tous les pays sous-développés : il faut se hâter de moderniser l'industrie et l'agriculture, équilibrer les balances des paiements, se presser pour suivre, et si possible précéder, une poussée démographique omniprésente. Les méthodes socialistes pratiquées dans le seul Viet-nam du Nord l'emporteront-elles sur les méthodes libérales pratiquées à peu près partout ailleurs? Nul ne saurait le dire : la politique et les conflits éventuels empêchent un libre choix et des comparaisons honnêtes. On ne saurait rien déduire par exemple du fait que le Viet-nam du Nord dispose d'un armement — le vieil armement classique russe — ou que les usines de montage du Cambodge exportent des 2 HP Citroën...

Pour aucun de ces jeunes Etats la situation n'est simple. Le petit Viet-nam du Nord, seule expérience, d'ailleurs vigoureuse, que le communisme tente dans le Sud-Est, tire certains avantages de cette position exceptionnelle, mais il ne laisse pas d'être inquiété par la puissance d'absorption de la Chine trop proche. Le Viet-nam du Sud tire ses profits de l'alliance avec les États-Unis, mais lui doit aussi la continuité, sur son territoire, d'une guerre larvée avec des troupes communistes qui s'y infiltrent, non sans complicités : le maintien d'un semi-colonialisme occidental à l'américaine ne peut manquer de rencontrer l'opposition d'une partie de la population.

L'équilibre actuel est donc précaire, y compris la neutralité du Laos, même du Cambodge... Les intérêts en présence sont si nombreux, si contradictoires que nul ne saurait prévoir raisonnablement l'évolution des conflits en cours.

3. Au-delà de ces urgences les vieux problèmes culturels restent en place.

Le peuplement surabondant des plaines s'oppose toujours aux zones montagneuses à moitié vides. Deux âges historiques s'affrontent : les plaines, avec la riziculture, ont créé les fortes densités humaines des deltas du Fleuve Rouge, du Mékong, du Ménam, de l'Irraouady... C'est sur ces agricultures et ces masses d'hommes que s'appuient les civilisations dominantes. Les Annamites, fils de la civilisation chinoise, occupent depuis toujours les basses terres deltaïques du Fleuve Rouge; ils ont, au XVIIe siècle, ruiné le royaume hindouïsé de Champa, et au XVIIIe, conquis le delta du Mékong sur les Cambodgiens, succès récents en somme.

Vers l'est, ces civilisations compactes de plaine, Cambodge, Siam, Birmanie, sont fortement hindouïsées et le Bouddhisme y a maintenu son empreinte.

Cependant, à l'étage supérieur de tous ces pays, dans les montagnes, des populations primitives, semi-indépendantes, animistes, peu nombreuses, pratiquent une culture sur brûlis. Elles survivent.

Dans cette Indochine bariolée, les missionnaires chrétiens ont obtenu des succès assez vifs, presque toujours en dehors des pays bouddhiques et islamiques (le carreau de couleur islamique étant, répétons-le, la Péninsule malaise). Les paysans chrétiens du Nord Viet-nam, après 1954, ont reflué en masse vers le sud (300 000 personnes) et les catholiques détiennent aujourd'hui le pouvoir

à Saïgon. C'est assez naturellement auprès des populations animistes que la propagande chrétienne a remporté ses plus grands succès. Ainsi, en Union birmane, la conversion d'une grande partie des Karens au protestantisme a renforcé l'unité de leur groupe et les a dressés contre le pouvoir central, aux mains essentiellement des Birmans bouddhistes.

Ces détails ne dominent pas le destin multiple et obscur du sud-est, mais ils l'éclairent, au même titre que l'implantation, aujourd'hui encore, d'écoles françaises ou anglaises. Le sud-est reste une région de passage; elle accueille toutes les influences, les conserve ou les rejette, mais d'une façon différente suivant les groupes ethniques et culturels qui la composent.

II. L'Indonésie.

Au delà de la Péninsule malaise, « l'Asie se noie dans le Pacifique ». L'Indonésie la prolonge vers l'est de ses milliers d'îles, « le plus vaste archipel du monde ». Depuis toujours elle a été, elle reste un carrefour multicolore. Cette diversité n'empêche pas une certaine unité, aujourd'hui comme hier, sans cesse à sauvegarder, souvent à rétablir.

1. L'archipel indonésien a vécu au centre d'une immense rose des vents; le contrecoup d'événements souvent très lointains ne cesse de l'atteindre.

Il en fut ainsi dès la préhistoire.

Quand, vers les premiers siècles de notre ère, les marins et marchands des Indes viennent y fonder des colonies, comme en Birmanie, au Siam ou au Cambodge, ils y apportent l'Hindouïsme et le Bouddhisme qui vont fleurir ensemble, s'acclimater aux « cultures » insulaires et servir de support aux nouveaux Royaumes.

Les premiers royaumes s'établirent à Sumatra, mais les plus importants et les plus vigoureux prospérèrent à Java. Leur influence est plus ou moins limitée ainsi que celle de la civilisation importée. Java a de hautes montagnes; des forêts vierges immenses, une culture paysanne organisée dans des villages et des traditions vivaces qui se suffisent à elles-mêmes. Par suite la civilisation indo-javanaise reste une surimposition en pointillé, qu'il s'agisse de son écriture, dérivée de l'écriture palhi de l'Inde, de ses poèmes, de ses contes empruntés aux modèles hindous, ou de ses tombeaux et de ses temples, ceux-ci formant ainsi l'ensemble architectural qui couvre la colline du Borobudur (VIIIe siècle), « image du monde selon le Bouddhisme du Mahayana (Grand Véhicule) ».

Entre les « rois » des *Kraton*, des guerres continuelles s'instaurent d'où finalement émerge, avec le XIIIe siècle finissant, un Empire hindouïste « universel », l'Empire du Madja-pahit qui, de Java, se subordonne les autres îles grâce à un vaste réseau de vasselages et de dépendances; dans la mesure où il dispose d'une marine active. Il domine Singapour, « la ville des lions », dans l'île de Malacca, atteint à l'Est la Nouvelle-Guinée, au Nord il touche les Philippines; en 1293, il désarme une expédition maritime lancée contre lui par la Chine Mongole.

Mais cette grandeur n'a qu'un temps. En 1420, les Musulmans prennent Malacca. A partir de 1450, leur irruption victorieuse achève de disloquer l'Empire, ou ce qu'il en subsiste. Politique et guerre sainte s'ajoutent pour démolir irrémédiablement la vaste construction dont il ne reste que des épaves et des souvenirs quand arrivent les Portugais, au début du XVIe siècle. Seule l'île de Bali aura conservé, mêlé à ses propres traditions, l'héritage brahmanique de ces époques anciennes.

Les Portugais occupent Malacca, en 1511; les Moluques où les attire le clou de girofle, en 1512; ils touchent l'énorme Sumatra, en 1521. Cette intrusion est facilitée par les querelles politiques qui déchirent l'Archipel. L'occupation portugaise est d'ailleurs sommaire, plus esquissée que solidement implantée. Elle laisse en place la vie ancienne de l'Archipel et ses multiples courants; aussi bien le commerce des navires arabes à Achem, à la pointe ouest de l'île de Sumatra, où se chargent pour la Mer Rouge les épices et la poudre d'or, que les voyages réguliers des jonques des ports de la Chine méridionale qui, du temps de Marco Polo et sûrement bien avant lui (dès le VIIe siècle en ce qui concerne le nord-est de Bornéo), fréquentent les îles indonésiennes, y apportant leur bimbeloterie, la porcelaine, la soie et leurs lourdes pièces de monnaie (de cuivre et de plomb), les *sapèques* — y enlevant, en contrepartie, les bois précieux, le poivre, les épices et la poudre d'or des orpailleurs de Bornéo et de Célèbes.

L'intrusion portugaise est une exploitation forcée de ces échanges anciens qui se répercutent de Java à Macao près de Canton et, au delà, jusqu'au Japon. Avec le XVIIe siècle, se produit une nouvelle intrusion autrement grave, celle des Hollandais. Ils sont à Amboine, dans les Moluques, en 1605, à Célèbes en 1607; ils fondent Batavia en 1619 et sont maîtres de Java où ils savent, pour régner, opposer entre eux les Sultans de l'île, princes médiévaux dont les *Kraton* subsistent sur les hauteurs, à la fois cours princières et châteaux forts. Les nouveaux venus seront les maîtres de tout

l'archipel quand ils auront délogé les Portugais de Malacca (1641).

Ils commandent dès lors les deux grandes routes marines : celle du détroit de Malacca entre Sumatra et la côte malaise, vers l'ouest, le Siam et l'Inde; celle du détroit de la Sonde entre Java et Sumatra, porte d'entrée pour les puissants voiliers qui viennent en droiture du Cap de Bonne Espérance sans faire escale aux Indes, ou qui, par cette route hauturière, regagnent l'Europe avec leurs riches cargaisons. Une exploitation marchande a remplacé une autre exploitation marchande, tout aboutissant dès lors, malgré une concurrence anglaise précoce, à la Compagnie hollandaise des Indes Orientales, fondée en 1602 et qui sera longtemps le chef-d'œuvre du capitalisme occidental (jusqu'au fiasco tardif de 1798, dû à ses gabegies et à ses erreurs, et aussi, à des circonstances politiques exceptionnelles). Les Indes néerlandaises, occupées, un instant, par les Anglais, firent retour à la Hollande en 1816; elle s'y installa à nouveau méthodiquement, confortablement, jusqu'au débarquement japonais du 28 février 1942.

Alors s'effondra la construction modèle. Après la défaite du Japon, en 1945, les nationalistes indonésiens, qui avaient tout à la fois collaboré avec l'envahisseur et lutté férocement contre lui, proclamaient, avec le Président Soekarno, l'indépendance de l'Indonésie, au milieu d'un enthousiasme populaire délirant, le 17 août 1945. « Quand, un mois plus tard, le 28 septembre, le général Christison, commandant en chef allié, débarqua à Batavia avec des troupes anglaises et indiennes, il trouva les murs de la ville couverts d'inscriptions anti-hollandaises. »

La réaction obstinée du gouvernement hollandais, ses efforts pour rétablir l'ancien ordre des choses, au moins sauver ce qui pouvait l'être, cette réaction allait déchaîner un drame classique de décolonisation dont l'histoire française récente offre des exemples parallèles. Si les « colonialistes » réussirent aisément dans les îles peu peuplées, à Célèbes, à Bornéo, en somme dans l'Indonésie vide, ils se heurtèrent à Sumatra et plus encore à Java à une opposition farouche. L'ancienne armée coloniale avait pris parti pour les insurgés. Une guérilla immobilisa bientôt les troupes hollandaises, annihila leurs succès autour des grandes villes. La vaste opération, dite de police, commencée le 21 juillet 1947, souleva des difficultés insurmontables. Plus efficace fut le blocus des régions insurgées de Java où s'ensuivirent des misères indicibles. L'intervention de l'Inde, de l'Australie, des États-Unis, de l'O.N.U. ménagea enfin un accord imparfait, le 17 février 1948, que suivit une seconde « opération de police », aussi inutile que la première. Le 27 décembre 1949, à la Haye, la Reine de Hollande abandonnait, sauf pour la partie « hollandaise » de la Nouvelle-Guinée, sa souveraineté sur les anciennes Indes hollandaises. Le drapeau rouge et blanc de l'Indonésie remplaça à Batavia, devenue Djakarta, le drapeau hollandais.

Ces détails qui résument mal un long conflit dramatique, compliqué, sont indispensables à la compréhension de l'Indonésie d'aujourd'hui. Dans son cœur, celle-ci n'est pas encore sortie de cette lutte récente, elle y vit toujours, la haine de la Hollande lui servant bien souvent de dérivatif et d'excuse à ses propres difficultés. Cette haine est un ciment dont la nouvelle République a besoin. Le conflit pour « l'Irian » (la Nouvelle-Guinée hollandaise) n'a pas d'autre raison.

Cet ultime morceau de l'Indonésie est-il, ou non, arbitrairement retenu par les anciens maîtres? C'est une île sauvage, avec des ressources, sans doute, mais les mettre en valeur dépasserait les possibilités de la Hollande et de l'Indonésie. Quant à ses habitants, des primitifs — les Papouasiens — ils n'ont rien de commun ni avec les Indonésiens, ni avec les Hollandais. Mais qui s'en soucie?

2. Races, religions, niveaux de vie, aspects géographiques, cultures, se juxtaposent dans une civilisation extrêment mêlée.

Toutes les îles, même Java, ont leurs peuples primitifs vivant encore bien souvent à l'âge de la pierre, et leurs races différentes. A Java, se distinguent les trois groupes malais : les Soundanais, les Madourais, les Javanais proprement dits. A Sumatra, les Malais, les très curieux Minangkabaus, les Bataks, les Achinois... Sans compter, dans toutes les villes, les marchands chinois, détestés et indispensables, collecteurs de marchandises, prêteurs et usuriers, revendeurs parasites dont nul ne peut se passer et qui, depuis 1948, s'appuient sur la puissante Chine communiste...

Autant de peuples, autant de langues ou d'idiomes. Il faut bien, entre ces mondes cloisonnés, un langage commun, une « lingua franca » : c'est le rôle qu'a tenu dès le XVIe siècle (et sans doute plus tôt) le malayo-polynésien, le malais si l'on préfère. Il a donné la langue indonésienne, la *Bahasa Indonesia,* devenue la langue des nationalistes avant même d'être la langue officielle de la nouvelle République. Encore fallait-il adapter cette langue à toutes ses tâches, et notamment les scientifiques. Que penser de cette commission de terminologie qui lui a incorporé, d'un seul coup, 37 795 termes nouveaux!

Autant dire qu'il s'agit d'une langue nouvelle. On ne peut comparer son rôle à celui de l'hindi dans l'Inde. D'autant que l'hindi joue ce rôle de langue commune aux côtés de l'anglais, resté très vivant. Le néerlandais n'a pas eu une place analogue dans l'Indonésie pour bien des raisons, essentiellement parce que les Hollandais, hier, n'ont pas développé (quelques maigres et tardives réalisations mises à part) l'enseignement des techniques modernes, ni celui de leur propre langue. Ils désiraient, affirme un économiste, « établir leur supériorité sur la base de l'ignorance indigène. L'usage du hollandais aurait réduit le fossé entre l'inférieur et le supérieur — et cela devait être évité à tout prix ».

Diversité des langues, diversité aussi et même confusion des biens culturels. Dans l'archipel, les grandes religions auront connu d'étranges aventures. Elles ne triomphent jamais seules : elles coexistent avec les croyances populaires qui les cernent ou les recouvrent, à l'occasion avec telle autre grande religion rivale.

Voici des villageois à quelques 25 km de Djogdjakarta, un instant la capitale de Java quand les Hollandais réoccupèrent Batavia. Ils s'entretiennent avec un voyageur européen. « A Java, nous sommes tous musulmans, déclare Kardjodikromo, un paysan, sans hésitation. — Alors pourquoi parlez-vous de vos Dieux? Les musulmans ne croient qu'en un seul Dieu. Kardjodikromo parut embarrassé et son père vint à son secours. — C'est difficile, dit-il d'une voix calme... Nous ne pouvons pas négliger les autres dieux. Ils peuvent nous aider ou nous nuire. Notre riz dépend de Devi Chri, la femme de Vichnou. » (Tibor Mende.)

Dans le pays, pas une mosquée d'ailleurs. Les villageois musulmans offrent des fruits et des rafraîchissements sur les autels de Devi Chri et pour chasser les mauvais esprits, dressent dans les champs ces flûtes de bambou que fait siffler le vent. De même, il est recommandé de couper sans bruit, avec l'*ani-ani*, « la petite lame que le moissonneur cache dans sa main », les tiges de riz. Vite et silencieusement, pour que ne s'envolent pas les bons esprits.

Mêmes remarques à Bali, l'île merveilleuse, où s'est conservé — mais pour combien de temps encore? — l'héritage du grand Empire indo-javanais et ses croyances hindouïstes. Les morts sont ici incinérés, pour permettre à leurs âmes de gagner la lumière. Mais tout un lot de croyances animistes et de pratiques liées au culte vivace des Ancêtres se maintiennent également.

3. Maintenir ces peuples unis, la tâche n'est pas commode.

La haine des Hollandais ne saurait suffire à tout. Et il n'est pas facile d'unifier quand le problème est de faire progresser une économie primitive, misérable, pour le moins de faire prendre patience à une population composée en majorité de paysans durs à la peine. Le plus grand service que la colonisation hollandaise ait rendu au nouveau gouvernement est d'avoir exploité ce peuple rural avec une telle précision que n'y ont été tolérés hier que de petits, de médiocres propriétaires. La jeune République n'a donc pas à faire face au problème de grands domaines fonciers à redistribuer, ni à craindre une explosion agraire. Toute la paysannerie est à égalité dans la pauvreté.

Pauvres paysans, en vérité, prisonniers, la plupart du temps, d'une économie de subsistance. Le riz l'emporte de fort loin sur toutes les autres cultures vivrières : maïs, taro, sago... Il est le fond de l'alimentation, l'élevage du buffle servant exclusivement au labourage et au transport. La consommation de la viande est inconnue ou presque; celle du poisson très modeste. Bref, cette économie reste en marge du marché. Un peu de riz, un tissu, un jouet fabriqué à la maison, ces quelques ventes à la ville procurent juste l'argent nécessaire à de menus achats, y compris ces cigarettes à bon marché, « parfumées à la girofle et qui ont la forme de petits cônes allongés ».

Quant à l'industrie, elle reste dans l'enfance, en dehors des installations pétrolières et des plantations de caoutchouc et de leurs fabrications de produits bruts, de mines de charbon et d'étain les unes et les autres à Sumatra (ou à Banca et Billiton pour l'étain), sous la dépendance de compagnies anglo-américaines que Soekarno vient, dit-on, de nationaliser. Mais, européennes, chinoises ou nationales, les activités industrielles des îles ne sont guère en mesure d'accélérer la croissance économique de l'Indonésie. En même temps, les grands produits d'exportation, caoutchouc, café, tabac, coprah, sucre, développés par les Hollandais aux dépens des anciennes cultures vivrières, ont vu se restreindre leurs débouchés, depuis la rupture des liens avec la Hollande.

Aujourd'hui cependant, ce sont encore des matières premières, caoutchouc, pétrole, étain qui assument à 75 % les exportations de l'Archipel.

Bien qu'indépendant, celui-ci reste donc dans une situation économique typiquement coloniale, sous la dépendance dangereuse des variations du marché international. Ainsi l'arrêt de la Guerre de Corée et de la montée des matières premières, en 1951, a été catastrophique pour le budget de l'Indonésie.

Une inflation monétaire galopante accompagnant une montée de la population au rythme d'un million d'êtres par an, la situation ne cesse de se

détériorer. Java succomberait sans les importations massives de riz étranger. A quoi s'ajoutent le manque de cadres qualifiés, l'encombrement des administrations, l'insécurité endémique du pays, le développement désordonné de l'armée. Faut-il conclure avec un homme politique de l'opposition indonésienne : l'heure est celle des slogans, des mouvements d'opinion, des campagnes spectaculaires comme celle de l'Irian, non des plans systématiques?...

Or ces plans seraient d'une extrême urgence. Nul doute que la liberté conquise et le bonheur qui en découle ne disposent la population à un très gros effort; encore faut-il l'entreprendre. L'unité de l'Indonésie est elle-même à construire. Que signifie l'unité maritime sans marine nationale, sans aviation nationale?

Le poids humain exceptionnel de Java place l'île comme au centre d'un système solaire : elle comptait 5 millions d'habitants en 1815, 50 en 1945, une soixantaine en 1962, et réunit les deux tiers des habitants et les trois quarts des ressources de l'ensemble. Mais elle a atteint une densité kilométrique (400) à la limite du possible. Il n'est plus question de gagner des terres nouvelles sur une forêt réduite à son minimum. Aller plus loin serait « dépasser la cote d'alerte ». L'île de l'espérance est désormais Sumatra (30 h au km) avec ses ressources minérales, ses terres abondantes. Toutefois, celles-ci, moins riches qu'à Java, nécessiteraient des moyens de culture qu'une expansion paysanne ordinaire ne possède pas.

Le centralisme « javanais » exaspère, nourrit bien des séparatismes vigoureux, bien des mouvements en faveur d'une fédération effective. Ces dernières années, les explosions séparatistes se sont multipliées (République des Moluques à Amboine, Dar ul Islam dans l'ouest de Sumatra, Pansoudan à Java, mouvement du docteur Hatte dans la région de Padang à Sumatra, sécession des « colonels » à Célèbes). Le dernier de ces colonels, M. Simbolon, s'est rendu, le 27 juillet 1961.

Autres difficultés : il a fallu mettre un terme à la liberté des partis communiste, socialiste et musulman libéral. Le « soekarnisme » se présente dès lors comme un parti unique, dont le programme est une « démocratie guidée ».

Ces libertés mises de côté, ces hommes hors jeu, pardonnés il est vrai, mais éliminés, tout oblige « l'homme fort » — « Bang (frère) Karno » — à avoir une politique spectaculaire. Ainsi, hier, à la grande conférence des neutralistes du Tiers Monde réunis par ses soins à Bandoeng (1955). C'est pourquoi il s'acharne, aujourd'hui, à obtenir la Guinée hollandaise, l'Irian. Cette satisfaction nationaliste serait un soutien pour un gouvernement qui n'a, en face de lui, dans tous les domaines, et pour les prochaines années, que de lourdes tâches, en vérité ingrates.

III. Les Philippines.

Le cas des Philippines, qui n'est pas inscrit à votre programme, ne fait pas exception aux règles d'ensemble de l'Asie du Sud-Ouest. Ces îles, elles aussi, ont été un rendez-vous étonnant.

Les hommes y sont présents dès le néolithique; l'industrie du fer y est connue plusieurs siècles avant notre ère. L'archipel, dès le v[e] siècle après Jésus-Christ, est saisi dans le réseau de la civilisation indo-malaise qui rayonne à partir de Java; il y est intégré lors des splendeurs de l'Empire du Madjapahit. D'autre part, le commerce chinois l'atteint très tôt. D'où le développement d'une classe de marchands et de marins qui prend partout l'avantage et soumet à son autorité les paysans insulaires, serfs attachés à la glèbe.

Au xv[e] siècle surgit l'Islam, dans la grande île de Mindanao. Au xvi[e], les Espagnols découvrent l'Archipel avec Magellan, lequel y trouva la mort (1521), puis s'installent à Luçon, la grande île du Nord, en 1565. La Chrétienté va ainsi recommencer en Extrême-Orient sa lutte de toujours contre les Infidèles, contre les *Moros*.

Souvent révoltées, mal tenues en tout cas par les maîtres de Manille, les îles restent sous la dépendance espagnole jusqu'en 1898; alors se produisent à la fois une insurrection intérieure et l'intervention de la flotte des États-Unis. Les îles ne seront cependant pas aussitôt indépendantes, mais placées, à la fin de la guerre hispano-américaine, sous l'autorité des États-Unis (Traité de Paris, 10 décembre 1898), pour la plus grande indignation des nationalistes philippins. Le Président américain Mac Kinley calme sa mauvaise conscience en affirmant que la tâche sera « d'instruire, de civiliser les Philippins comme des hommes pour qui le Christ est mort en croix »...

En 1946 seulement, les îles deviendront indépendantes, théoriquement du moins.

Aujourd'hui, après un passé aussi mouvementé, elles comptent une population très nombreuse (25 millions d'habitants, accroissement annuel 700 000, superficie 300.000 km², soit un peu plus de la moitié de la superficie de la France). Population mêlée : les éléments malais très métissés représentent 95 % de la population; s'y ajoutent 400 à 500 000 primitifs difficiles à classer, 200 000 Chinois immigrés, plus le petit groupe des Négritos (70 000 individus).

Les Philippines comptent en gros 20 millions de catholiques (c'est la seule Chrétienté compacte d'Extrême-Orient), 2 millions de dissidents catholiques (Aglypayens, du nom du fondateur de leur secte, un ancien prêtre Aglypya, artisan de la Révolution de 1898), 500 000 protestants, 2 millions de musulmans, 500 000 païens... De 1898 à nos jours, ajoutons que l'anglais a déplacé brusquement l'espagnol, resté la langue de vieilles familles. En plus le *tagal*, dialecte malais, a été remis en honneur. Enfin de multiples dialectes subsistent dans une population qui comprend au moins 50 % d'analphabètes.

Le pays est pauvre, voire misérable, essentiellement rural. Or la grande propriété ne cesse de grandir au détriment du petit paysan. Une structure « parasito-féodale » (le mot est d'un observateur américain) rend vaines les réformes ou les aides extérieures. Le monnaie ne circule, en fait, qu'à Manille. Le reste du pays ne connait que le troc. La misère paysanne explique la vaste insurrection communiste des *huks*, salvatrice au temps de la domination japonaise, sauvagement réprimée par les autorités philippines après la libération. Mais le feu couve sous la cendre : l'exemple chinois, et la solution cubaine de Fidel Castro hantent les imaginations. Même avec l'aide américaine (et son contrôle) le pays ne progresse guère. D'autant que la montée démographique détruit à l'avance les maigres améliorations obtenues.

IV. La Corée.

La Corée a joué hier, de 1950 à 1953, un rôle dramatique dont elle a été et reste la victime. La Guerre de Corée a surtout été la guerre des grandes puissances, une rencontre, sanglante celle-là, entre l'Est et l'Ouest.

Durant la Seconde Guerre Mondiale, à Yalta en février 1945, puis à Moscou en décembre de cette même année l'indépendance de la Corée semblait aller de soi. Elle avait été libérée au nord par les troupes soviétiques, au sud par les troupes américaines venues du Japon, les deux occupations n'étant séparées que par la ligne conventionnelle du 38e parallèle Nord. Malgré l'intervention des Nations-Unies, la Corée demeura divisée par cette ligne arbitraire; au sud s'organisa une République indépendante de Corée, le 15 août 1948, au nord une République Démocratique d'allégeance communiste. En 1950, les troupes communistes de la Corée du Nord envahissaient la Corée du Sud. Il s'ensuivit une riposte armée des États-Unis et de ses alliés. Du côté des communistes coréens, l'intervention de volontaires chinois équilibra les forces en présence. L'armistice de juillet 1953 rétablissait la ligne de séparation, au long du 38e parallèle. Cette partition n'a pas facilité la vie ni au nord, ni au sud d'une coupure absurde en soi.

1. Géographie d'abord.

La Corée a été victime de sa singulière position stratégique, entre l'archipel japonais, la Mandchourie, la Sibérie et la Chine. Elle est l'exemple des dangers qui menacent les petits États au voisinage des grands qui se croient tout permis à leur endroit, aujourd'hui comme hier.

Vaste péninsule (220 000 km²) orientée en gros du nord au sud, la Corée n'est séparée de la Mandchourie que par les étroites vallées du Yalou et du Toumen qui courent parallèlement à ces hautes Montagnes Blanches dont l'écran, en fait, a protégé, voire créé l'indépendance de la Corée. Du 43e au 34e parallèle, la Corée est une digue de 800 à 900 kilomètres, à première vue assez semblable à la Péninsule italienne.

Elle a comme l'Italie le malheur d'être un chemin naturel. La Chine la considère comme une de ses portes; elle estime qu'il lui faut la surveiller au même titre que le Turkestan ou le Vietnam du Nord; le Japon est perdu dans ses mers s'il ne dispose, de gré ou de force, d'un accès à cette digue auprès de laquelle la géographie a comme amarré ses îles, un peu trop loin d'ailleurs. Aussi bien, que le Japon se sente particulièrement fort, ou qu'il se sente menacé, ou les deux à la fois, la Corée en subit le contrecoup. Elle l'a subi plus d'une fois depuis les expéditions, vaines d'ailleurs, que conduisit Hideyoshi de 1592 à 1598 pour se saisir de la Péninsule, jusqu'au triomphe qui y installe l'occupation japonaise, de 1910 à 1945.

Pour comble de malheur, la Corée est aussi « l'exutoire soviétique quand Vladivostok est encombré de glaces ». Or la Mer du Japon gèle, vers le sud, jusqu'au 38e parallèle. Déjà au début du siècle, la Russie des Tsars s'était intéressée à cette route décisive. Quand les Japonais menaçaient l'Empereur roi de Corée, il cherchait refuge, hier, à l'ambassade russe.

Pays pauvre, déjà froid malgré la présence jusqu'au delà de Séoul des rizières et des bambous, couvert vers le Nord de vastes forêts de conifères, la Corée n'a de côtes animées et de plaines étendues que vers l'ouest et le sud. Ces plaines nourrissent mal une forte population de 31 millions d'habitants (soit plus de 140 au km²). La partie sud de la Péninsule s'insère profondément dans la mer et se prolonge par une série d'îles; la plus célèbre, l'île de Tsoushima, coupe en deux le détroit de Corée : entre la Péninsule et le Japon, la distance en ligne droite est de peu supérieure à 100 km. Elle est de 500 km entre la Corée et l'embouchure du Yan-Tsé-Kiang.

La Corée vit ainsi profondément enfoncée dans

la mer; elle n'est pas seulement un peuple de paysans, vivant de ses cultures, de ses forêts, de ses mines, mais aussi un peuple de pêcheurs, de marins, de commerçants. Elle a très tôt organisé des liaisons fructueuses entre la Chine et le Japon et notamment servi, à partir du Moyen Age, à lier la Chine méridionale que touchait le commerce arabe et persan aux régions du nord. Lieu de passage, elle est un pays d'émigrants et de marchands.

2. La Corée est presque une île, refermée volontiers sur elle-même, mais ouverte aussi, de gré ou de force, sur le monde extérieur, dont elle s'est nourrie culturellement.

L'histoire lointaine des Trois Royaumes (Ier siècle av. J.-C.-VIIe siècle après) est ainsi celle de la conquête de la Péninsule par le rayonnement de la civilisation chinoise. Ces trois royaumes apparaissent coup sur coup, en moins de cinquante ans : le Royaume de Silla en 57 av. J.-C.; le Royaume de Kokuryô en 37; le fragile Royaume de Paekche, qu'appuie le Japon, en 18. Ils sont donc, en gros, contemporains les uns des autres, mais la civilisation chinoise les touchera tour à tour : le Bouddhisme s'établit d'abord au Kokuryô, puis au Paekche en 384, enfin au Silla en 527.

Le Silla, le plus fruste des trois, l'emporte sur les deux autres et de 668 à 935 tient toute la Corée sous son autorité. Ce Royaume agrandi jouira d'une grande prospérité marchande tant que se maintiendra sur la Chine l'éclat vif de l'Empire Chinois des T'ang (618-907); il aura surtout vécu de cette lumière réfléchie.

Après la dislocation du grand Silla, l'unité se reconstitue au bénéfice d'un nouvel État unitaire, le Koryô (913-1392) qui donnera son nom à la Corée. La civilisation coréenne connait alors un admirable essor que soutient le développement de l'imprimerie (don de la Chine qui l'avait inventée au IXe siècle, mais ce sont les Coréens qui, en 1234, découvrent les caractères métalliques). Le Bouddhisme se diffuse à la fois chez les lettrés et dans les masses, sous la forme simplifiée du Segn (chinois *Tch'an;* japonais *Zen*); en même temps et avec plus de force encore le Confucianisme s'installe et prospère; les sculptures en fonte de fer apparaissent, puis les statues en laque sèche et une céramique éclatante « où se retrouve le goût coréen traditionnel de l'orfèvre ».

Cet essor est assurément lié à une montée générale de tout l'Extrême-Orient. En outre la Corée a la chance d'être abritée du tourbillon des Barbares qui dominent la Chine et, longtemps, ne feront que la frôler. Mais finalement la Chine des Mongols qui a essayé d'ouvrir toutes les portes de l'Empire du Milieu et a échoué contre le Japon, réussit contre la Corée qu'elle submerge de 1259 à 1368, plus d'un siècle durant.

La Corée, en recouvrant son indépendance, passe sous le gouvernement de sa dernière dynastie, celle des Yi qui durera jusqu'à l'occupation japonaise de 1910. A part quelques années tumultueuses, ainsi entre 1592 et 1635, où la Corée est prise entre la Chine des Mings et l'agressif Japon, le temps des Yi se déroule sous le double signe fructueux de la paix et de l'indépendance.

La caractéristique majeure de ces siècles, c'est, sans doute, la naissance d'une classe moyenne et, en conséquence, l'essor d'une civilisation qui va puiser une partie de ses inspirations dans l'inépuisable imagination populaire. Le changement de l'écriture favorise cette sorte d'incorporation d'une « culture » populaire. « Jusqu'alors l'écriture chinoise ne permettait qu'aux lettrés de penser et d'écrire la langue parlée. Les romans d'abord rédigés en chinois, le furent dès lors en coréen et toute une nouvelle couche de la société put participer à la culture. Cet enrichissement se traduisit, au XVIIIe siècle, par un bouillonnement comparable à notre Siècle des Lumières » (Vadime Elisseeff).

Cependant se maintenait, au plus haut étage de la société coréenne, une civilisation aristocratique et précieuse. Elle se caractérise par le triomphe d'un Néo-Confucianisme, sous le signe d'un rationalisme évident et d'un certain stoïcisme. C'est alors que s'enracinent définitivement les cultes familiaux et la morale qui forment la base du Néo-Confucianisme et dont, aujourd'hui encore, au milieu de leurs malheurs, les Coréens restent sans doute « les plus fidèles représentants ».

3. Aujourd'hui.

Sur le temps présent, rien ne peut être dit raisonnablement. D'un pays que la nature prédispose à l'unité et que l'histoire a solidement unifié au cours des siècles, l'actualité a fait deux pays, deux frères ennemis. La vieille capitale de Han-Yang, appelée communément Séoul (c'est-à-dire la Capitale), qui revient à la Corée du Sud, ne possède plus la libre disposition de la transversale essentielle, Séoul-Gen-san. Imaginons une Italie coupée en deux et Rome privée de la route qui conduit à Ancône. Le nord a l'industrie, l'acier, la fonte, l'électricité; le sud le riz, les grands domaines fonciers et la mer libre.

Deux marionnettes immobiles, délaissées d'ailleurs, puisque depuis 1953, on a cessé sinon de tenir, du moins de tirer leurs ficelles.

1. **Le Fou-ji-Yama,** thème favori des peintres japonais.



2. **Village de pêcheurs.**

LE JAPON

Le Japon est au bout du pays des hommes. Avec l'île de Yéso, il s'enfonce dans les solitudes froides du Nord. Vers l'est, où se situent ses meilleurs ports, il débouche sur le vide fantastique du Pacifique. Vers l'ouest et le sud, des mers à moitié accueillantes, souvent couvertes de brumes, se rétrécissent, un instant, à la hauteur de la Corée et de l'île méridionale de Kiou Siou.

Archipel, le Japon a été souvent comparé aux Iles britanniques, mais celles-ci sont littéralement soudées au proche continent européen. Le Japon est plus isolé qu'elles, clos en lui-même, abandonné à son sort. Il lui a fallu, pour rompre cet isolement, le vouloir souvent, expressément. Chez lui, le dedans, l'endémisme, l'emporterait naturellement sur l'exotisme. Un historien japonais déclare cependant : « rien de ce qui paraît essentiellement japonais dans notre civilisation qui ne soit venu de l'étranger. »

De fait, il y a eu très tôt un Japon chinois, à partir du VIe siècle. Il y a, depuis 1868, un Japon occidental qui s'affirme une très grande réussite. Mais chacune de ces expériences essentielles s'est dissoute dans un Japon « japonais » dont l'originalité insulaire n'est pas douteuse. Au pays des jardins en miniature, des cérémonies du thé, des cerisiers en fleurs, même la religion bouddhiste, transmise par le relais chinois, a été refabriquée à la japonaise. Et cette version nippone du bouddhisme est assurément beaucoup plus éloignée encore de ses sources que la chinoise.

Apparemment si malléable, le Japon a fait de ses multiples emprunts une civilisation très particularisée. Il est fidèle à toutes ses traditions qui coexistent avec une occidentalisation très poussée, accueillie, il y a presque un siècle déjà, sans réticences, avec empressement, comme un moyen de puissance. Cette dualité étrange explique ce mot d'un journaliste (1961) : « Ce que le Japon a de plus extraordinaire à montrer ? Les Japonais ».

1. Le Japon primitif avant la civilisation chinoise.

De ses très lointaines origines (à partir du ve millénaire avant J.-C.) jusqu'au vi^e^ siècle de notre ère (quand arrive le premier apport notable de la civilisation chinoise), le Japon est pris dans une « culture » fruste mais vigoureuse, qui s'élabore avec lenteur. Ce premier Japon est si mal connu que les spécialistes disent volontiers qu'il n'y a pas d'histoire japonaise, avant l'arrivée du Bouddhisme, en 552 après J.-C.... En fait, il semble que son destin se déroule déjà comme par la suite : sous le choc d'invasions, d'innovations étrangères, le Japon s'est toujours créé ou recréé à l'image d'autrui.

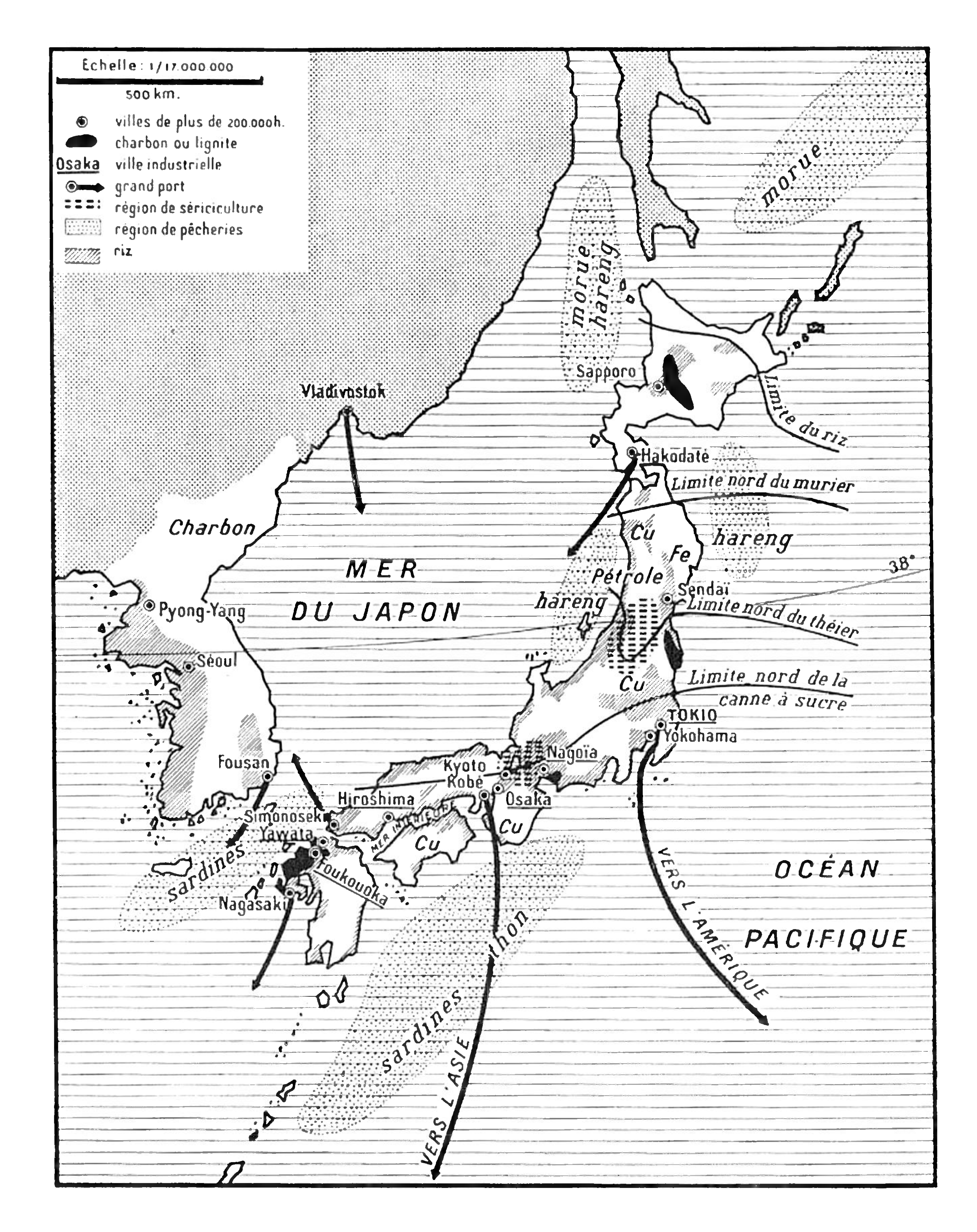
***1. Du style Jômon à la rue Yayoi et au riz:* Du Ve millénaire au début de l'ère chrétienne ne s'aperçoit guère qu'une région privilégiée, la plaine médiane qu'occupe, vers le nord, l'actuelle ville de Kyôto et que les anciens documents appellent la région de Kinki ou, vers le sud-est, le Yamoto.**

C'est le cœur de la grande île de Hondo, non loin de cette étroite et merveilleuse Méditerranée japonaise — le Seto no Ouchi — qui la relie aux îles méridionales de Sikok et de Kiou Siou.

Sur cette scène privilégiée, trois vastes changements se signalent tour à tour :

a) Il est presque certain que les premiers habitants de l'Archipel ont été ces Aïnos primitifs dont se retrouvent les traces dans les îles Riou Kiou, cantonnés aujourd'hui dans Yéso et Sakhaline. Or, la première culture que décèlent les archéologues met en jeu des éléments (notamment une céramique primitive décorée de dessins de cordes, par impression sur la pâte encore molle — d'où son nom de culture du *Jômon,* exactement dessin de corde) venus de Corée, de Mandchourie, du lointain lac Baïkal en Sibérie. On peut en déduire une arrivée très précoce d'hommes du continent et les débuts alors de la lutte qui sévira si longtemps au Japon contre les Aïnos.

b) Vers les iiie et iie siècles avant J.-C., une invasion nouvelle est évidente, à partir de la Chine



Le Japon, pays du soleil et de la mer.

Le Japon est l'Orient de la Chine. C'est de là qu'il tire son nom : « le pays du Soleil Levant », en chinois : « Je-Pen ».

(notamment méridionale) et de la très lointaine Indonésie. Un lot de biens et d'objets nouveaux surgissent : le tour du potier, le bronze, les miroirs de bronze, les cloches, le fer, les monnaies de la Chine des Hans, enfin *le riz* et la maison méridionale, ouverte et aérée... C'est la civilisation dite de la rue Yayoi depuis qu'à Tokio des fouilles ont mis à jour dans cette rue même des objets caractéristiques de l'époque.

De ces biens nouveaux, le riz se substituant à l'ancien millet est, à lui seul, une révolution.

L'idée du roi, Dieu vivant, qui traverse toute l'histoire japonaise, a-t-elle aussi été apportée à ce moment-là par des Proto-Malais venus du sud? A cette question, pas de réponse sûre.

c) Vers les IIe et IIIe siècles après notre ère, à l'époque que caractérisent les tombeaux seigneuriaux conservés jusqu'à nos jours, une série de clans se dessinent, avec des chefs cavaliers, des paysans, des artisans, ceux-ci et ceux-là semi-libres, plus une masse, importante déjà, de serfs. Les seigneurs se prétendent fils de divinités locales. Les corporations d'artisans vont recevoir, sous l'influence coréenne, le nom de *be* (groupe, section) précédé du nom de leur occupation (les scribes : *fuma-be*; les tisseurs : *ori-be*; les selliers : *kuratsukuri-be*; les conteurs : *katari-be*... Ces derniers transmettent le récit des légendes héroïques).

Un système politique et religieux est déjà en place, notamment une religion primitive déifiant les forces multiples de la nature, dont le Japon éperdument conservateur ne va plus se séparer et que l'on appellera bien plus tard, au XIXe siècle, le *Shinto* (la voie des Dieux). Nous disons souvent, en Occident, le *Shintoïsme*.

2. *C'est alors que s'organise, face aux pays des Aïnos, et à partir de la vieille région de Yamoto, la première esquisse de l'Empire du Japon.*

Cet Empire se relie aux origines légendaires de la dynastie impériale japonaise, issue de la divinité solaire Amaterasu suivant une tradition religieuse vivace que célébraient encore les temples shintoïques jusqu'à la défaite de 1945. Sous la pression de l'occupant américain, l'actuel Empereur du Japon a alors reconnu officiellement n'être pas d'origine divine.

Cet Empire s'établira lentement. Au VIIIe siècle encore, quand se rédigent les premières chroniques japonaises, le Japon n'est pas complètement uni. Le processus est, en effet, très lent qui associe à la dynastie impériale les clans *(uji)* du voisinage, chacun ayant son chef, ses terres, ses paysans, ses artisans, comme la dynastie impériale elle-même. D'autant que ces seigneurs sont souvent d'origine étrangère (coréenne et chinoise). Il semble que l'association et une réduction à l'ordre aient été facilitées cependant par les nécessités de la lutte commune contre les Aïnos, les Barbares « au-delà de la barrière de l'Est ».

Cette royauté flanquée d'une féodalité vivace achève de prendre sa physionomie au moment où les Coréens y introduisent à la fois les caractères chinois, le Confucianisme et le Bouddhisme, au VIe siècle. L'influence des idées confucéennes est évidente dès la rédaction des ordonnances du prince Shotoku (604) qui proclament les droits d'une autorité centrale sans partage : « le pays n'a pas deux seigneurs, le peuple n'a pas deux maîtres »...

Le Japon historique commence alors, avec sa hiérarchie, ses scribes, ses chroniques, ses ambassades aux Empereurs de Chine (la première, en 607). Une noblesse de Cour *(kuge)* se forme auprès du Prince, distributeur de terres, de « bénéfices » *(shoen)* que chacun essaie de transformer en « fiefs », dirions-nous en Occident.

Ce Japon impérial va se développer bientôt dans une lumière nouvelle : celle de l'influence grandissante, puis toute-puissante de la civilisation chinoise. La Chine donnera même son nom à l'Archipel en le baptisant : « le Pays du Soleil Levant », en chinois : Je-pen (d'où notre « Japon »); en japonais : Nippon, suivant la prononciation japonaise des mêmes idéogrammes.

II. Le Japon à l'école de la civilisation chinoise.

Des siècles durant, la civilisation chinoise rayonne sur l'Archipel japonais. Elle y fleurira de façon imprévue, tantôt déformant tel apport jusqu'à le rendre méconnaissable (ce sera le cas du bouddhisme qui, sous la forme du *Zen*, par un singulier avatar, deviendra la doctrine des « sanglants samouraïs », à partir du XIIe siècle); tantôt, au contraire, conservant tel autre apport sous des formes archaïques déjà oubliées par la Chine elle-même (ainsi telle musique chinoise, perdue en Chine, se conserve au Japon); mais toujours transformant l'ensemble sous l'influence d'une humanité, d'une société, de

traditions très différentes de celles du modèle chinois. D'autant plus que ce dernier se propose souvent au Japon sous sa forme coréenne qui ne reproduit pas toujours fidèlement l'original.

1. La première civilisation nippo-chinoise est l'âge d'or du Japon ancien. Au cours de cette longue acculturation, tout est objet de transfert : les classiques chinois, la calligraphie, la peinture, l'architecture, les institutions, le droit (celui des T'ang).

Ainsi, comme la Chine, le Japon sera divisé en provinces, qui bien entendu n'auront pas l'étendue des vastes provinces chinoises. Quand, en 710, sera construite la capitale de Nara (« la capitale », en coréen), elle sera disposée suivant le modèle chinois de la ville de Lo Yang, en Corée, en forme d'échiquier, avec le Palais impérial tout au nord. Quand la capitale, en 994, sera transférée à Heïan-kyo (« capitale de la paix ») ou Kyôto (en japonais, la capitale), elle sera bâtie à nouveau sur ce même modèle. A partir de ce moment-là, elle cessera d'ailleurs de se déplacer comme elle le faisait jadis, chaque Empereur construisant sa propre capitale. Dès l'époque de Nara, la Cour et les bureaux étaient devenus trop lourds pour être déplacés aussi souvent, à chaque règne. A partir de Kyôto, la capitale s'immobilisera pour des siècles.

L'influence chinoise se retrouve partout et les chroniques des scribes qui content cette histoire sont écrites suivant le modèle des mandarins (et d'ailleurs en utilisant, pour transcrire le japonais, les idéogrammes chinois). Toutefois, ces innombrables emprunts ne doivent pas faire illusion. C'est un centre étroit, la Cour de Kyôto, qui s'imprègne de culture chinoise, puis la diffuse, assez mal, dans le reste du pays. Il y a là une tache de lumière violente, avec autour d'elle beaucoup d'ombres encore.



Vue aérienne de champs autour d'un village du Sud de la mer Intérieure.

Ces élaborations aboutissent, sur cette scène étroite, à un âge d'or précoce, en gros de la fin du xe au xiie siècle. A l'arrière-plan de ces splendeurs évidentes, y a-t-il eu par surcroît une montée de la vie matérielle, comme il est probable? Il semble que oui et le reflux économique qui suivra explique que cet âge d'or n'ait eu qu'un temps : des siècles sombres lui succèderont.

La belle époque de Kyôto revit dans une littérature poétique, brillante, précieuse, dans les *monogatari,* récits poétiques, mi-contes mi-romans (*l'ochikubo monogatari,* le « Dit de la Cave », est à peu près le conte de Cendrillon); plus encore dans les *nikki,* journaux poétiques que les dames de la Cour écrivaient en *japonais,* les hommes écrivant les leurs en *chinois.* Cette littérature féminine très vivante nous restitue les fêtes de la Cour — concerts, danses, concours de poésie, sorties impériales dans la campagne environnante, « plaisirs soumis à une stricte étiquette qui fait de la vie au Palais une perpétuelle représentation, réglée comme un ballet »; elle éclaire aussi, on le devine à l'avance, une série d'intrigues politiques ou sentimentales, avec « l'inévitable promiscuité qui sévit dans ces résidences aux cloisons trop minces ».

Un monde futile, oisif, « pourri de littérature ». Cette dame de la Cour dont nous ne connaissons qu'un surnom, Sei-Shônagon et qui aura vécu vers l'an 1000, a laissé des « écrits au fil du pinceau », féroces souvent, amusants toujours. Pour en donner le ton, rapportons les distinctions de l'auteur entre choses agréables et choses désagréables, celles-ci, dit-elle, sont bien entendu plus nombreuses que les premières. C'est « un cheveu sur l'écritoire; ou encore un grain de sable dans le bâtonnet d'encre qui crisse quand on le frotte... ; un personnage insignifiant et qui parle beaucoup en riant fort... A l'instant même où vous vouliez écouter quelque chose, un nourrisson qui hurle... Le chien qui, avisant un homme qui vient vous rejoindre la nuit en secret, se met à aboyer... L'homme que vous avez caché tant bien que mal et qui se met à ronfler. Ou encore celui qui, venant vous voir en catimini, met un haut chapeau bien visible, puis au moment de partir, prend bien soin de ne pas se faire voir, mais se cogne dans quelque objet qui s'effondre à grand bruit... » (D'après R. Sieffert).

Cependant que jouent et vivent ainsi les privilégiés, le Bouddhisme conquiert lentement le Japon en achevant de s'y démocratiser. Un clergé d'inspiration nouvelle prend le contact avec les « classes moyennes », les artisans, les petits propriétaires. La dévotion, très simplifiée, tourne exclusivement autour du Bouddha sauveur, Bouddha Amida qui garantit au croyant l'accès du Ciel de l'Ouest. Suivant une évolution semblable à celle de la Chine, la connaissance des idées et croyances du Bouddhisme véritable devient bientôt le privilège de quelques rares théologiens ou hommes d'élite, cependant qu'un Bouddhisme populaire prend tout en charge, y compris les vieilles croyances du Shinto au point de former une véritable religion commune. C'est le *Shingon,* pour qui les dieux locaux deviennent les manifestations particulières et temporaires des divinités bouddhiques.

Les sanctuaires shintoïques passent alors sous le contrôle de cette nouvelle secte, dite *Shintoïsme dualiste.* Une nouvelle iconographie bouddhique prend son essor avec l'apparition d'Amida. Sur les magnifiques « rouleaux » de cette époque, apparaissent également le paysage japonais, les images, les gestes des diverses classes sociales, dans des scènes souvent pleines d'humour.

Autre diffusion : celle de l'écriture qui va se répandre largement sous la forme d'un alphabet simplifié (47 syllabes seulement).

2. Dès le XIIe siècle, cet ordre impérial fait naufrage. Il a depuis longtemps donné des signes de faiblesse. S'il a copié les institutions de la Chine brillante des T'ang, il n'a pas su ou pu créer cette classe de lettrés au service de l'État qui lui aurait permis de briser les forces et les ambitions de la vieille aristocratie. Il va céder la place au régime du Shogunat, pendant tout un interminable Moyen Age (1191-1868).

Dès la fin du viiie siècle et jusqu'à 1186, pendant près de quatre siècles, les clans féodaux cernent le pouvoir impérial. Les empereurs règnent, mais ne gouvernent guère. Ils sont les prisonniers et les jouets du clan tout-puissant des Fujiwara. Ceux-ci sont aux postes de commande, ils fournissent à l'empereur ses femmes, ses concubines, choisies exclusivement dans leur vaste famille; ils déposent les souverains, choisissent les successeurs. Un historien occidental a dit avec raison : « Le pouvoir du Mikado est une boîte vide dont les Fujiwara gardent jalousement la clef. »

C'est la fin de ce long règne des Fujiwara qui ouvre l'interminable période dite du Shogunat. Cette expérience inattendue officialise en quelque sorte, dans la personne du Shogun, la domination de l'empereur par les clans seigneuriaux, par ces vastes familles issues souvent des nombreux enfants des empereurs et qui constituent une sorte de noblesse apanagée. Le Shogunat est leur règne continu, pendant lequel les clans se bousculent, se remplacent, mais s'entendent. Au moins pour écraser le reste de la population divisée en castes : les seigneurs, les paysans, les artisans, les marchands. Seuls les premiers vivent à leur aise. Tout au bas de l'échelle sociale, les plus misérables, notamment

les ouvriers du cuir, sont des *intouchables*, beaucoup moins nombreux, il est vrai, que dans l'Inde.

a) *Un régime militaire.*

La régression de la vie économique aidant, le Shogounat naît avec les allures d'une réaction féodale et militaire, sous le signe d'un recul matériel général. Sous le signe aussi d'une aristocratie batailleuse qui, loin de la Cour, s'est taillée de très vastes domaines dans les pays neufs et « coloniaux », mal pacifiés, du nord et de l'est de Hondo, « au delà de la barrière », y pratiquant en grand l'élevage des chevaux. Vis-à-vis de Kyôto (on dit plutôt Heian), de ses courtisans efféminés, freluquets et haïs, le nouveau régime se veut un gouvernement égalitaire de soldats (le *bakofu :* le gouvernement de la tente). A sa tête un chef militaire, le Shogun. On l'a comparé aux Maires du Palais de la décadence mérovingienne, à cette différence près, toutefois, qu'au Japon, le roi fainéant ne sera jamais supprimé. Le Mikado continuera à régner, sans gouverner, à côté du Shogun à qui il donne l'investiture au nom de son caractère divin, comme le Pape aux empereurs.

Les premiers Shoguns se sont installés à l'extrémité du Tokaido (la route de Kyôto à Yédo), à Kamakura. La capitale effective y restera jusqu'en 1332, puis elle se logera à nouveau dans un quartier de Kyôto, à Muromachi, de 1393 à 1576, pour se situer enfin à Yédo, jusque-là port de pêche (1598) et y demeurer jusqu'en 1868. Les historiens parlent volontiers des époques de Kamakura, de Muromachi, de Yédo : mises bout à bout, elles recouvrent, à peu de chose près, toute l'immense durée du Shogunat (1192-1868).

Quelle que soit la période considérée, le devant de la scène appartient aux guerriers, aux chevaliers, aux *bushi*. Caste dominante, ils imposeront aisément leurs façons de voir, leurs goûts, leur brutalité, et aussi, fort sensible au début surtout, une certaine simplicité dans le gouvernement, comme dans le costume ou la disposition des maisons. Le *suikan, l'hitatara,* vêtements simples, se substituent aux vêtements gonflés et encombrants, le *noshi* ou le *sokutai,* qui convenaient aux exigences de la vieille étiquette. La chasse, les joutes des tournois, les courses de chevaux remplacent les plaisirs guindés de jadis.

Ces mœurs d'ordinaire violentes ne s'apaiseront, et encore, que lors du long séjour des Shoguns à Kyôto (1393-1576), la vieille ville reprenant alors ses droits et son rôle, si bien que l'âge d'or classique ne se perdra pas tout à fait au siècle des soldats et des chevaliers.

b) *Le clan des Tokugawa et la grande coupure de 1639.*

Les dernières années du XVIe siècle et les premières du XVIIe coupent violemment en deux la longue période du Shogunat. La révolution des Tokugawa va en effet, pour plus de deux siècles, isoler le Japon du reste du monde et aggraver institutions et mœurs féodales.

Au lendemain de la dictature de fait d'un fils de paysans, Hideyoshi, qui sut, sans porter le titre de Shogun, rétablir l'ordre dans l'Archipel et entreprit contre la Corée une longue guerre peu raisonnable d'ailleurs (1592-1598) que sa mort seule interrompit, un clan, celui des Tokugawa s'était imposé, avec le génial et très patient Hideyori. Nommé Shogun par l'Empereur, il décida de s'établir à Yédo, jugeant non sans raison que c'était de là, de ces pays turbulents, non de Kyôto que le Japon devait et pouvait être gouverné. Abdiquant en faveur de son fils, Hideyori réussit à rendre le Shogunat héréditaire dans sa famille qui « régna » ainsi jusqu'en 1868.

La grande décision de ce gouvernement de Yédo (l'actuel Tokyo) sera, en 1639, de fermer le Japon aux étrangers. N'y pénétreront plus que les vaisseaux autorisés de Chine et de Hollande, ces derniers n'ayant le droit d'importer que des munitions, des armes, des lunettes, du tabac. Pour le reste, l'Archipel pouvait vivre et vécut de ses propres ressources. L'interdiction s'adressait aussi bien aux vaisseaux japonais qu'aux autres. On avait même commencé par eux (1633). Cet acte aux longues conséquences peut-il s'expliquer ?

Il semble que les maîtres du Japon aient pris peur des Occidentaux. Les Portugais, arrivés les premiers, touchaient Kiou Siou en 1543. Canons, arquebuses, énormes navires impressionnèrent les insulaires, plus encore les nombreuses conversions au Christianisme obtenues presque aussitôt par les nouveaux venus. Cette religion nouvelle allait-elle favoriser les révoltes des grands seigneurs et des paysans, comme ce fut un peu le cas en 1638 ?

D'autre part, il est exact qu'en ce milieu du XVIIe siècle, la Chine donnant le ton mais l'Inde lointaine également, une régression économique d'une extrême ampleur se dessine partout. Le Japon a-t-il été pris dans ce reflux général, donc obligé de se mettre à l'abri et d'arrêter notamment les sorties de métaux précieux ? Depuis les temps héroïques de Hideyoshi, l'agressivité contre la Corée, contre la Chine, les innombrables pirateries maritimes contre cette dernière indiquent un repli du Japon sur lui-même (la brillante Chine des Mings ainsi ne rayonne pas sur l'Archipel).

Le désir a été grand, enfin, d'immobiliser une société prête à remuer et ces paysans trop désireux de liberté, réduits souvent au désespoir. La fermeture a comme « pétrifié » les institutions jusqu'à l'arrivée, en 1853, des « navires noirs » de l'Amiral Perry.

Jusque-là, le Japon va vivre sur soi, sauvegarder ses clans, sa noblesse archaïque et tout subordonner à cette classe essentielle, ce que montre, à sa façon, le succès prolongé du *dhyâna*, du *zen*, cette forme aberrante du bouddhisme.

Pourtant ce Japon fermé sur lui-même, à triple tour, a été peut-être moins malheureux, moins démuni qu'on ne le supposerait d'emblée. Il a été condamné à mettre en valeur ses richesses, les matérielles et les autres. C'est une richesse évidente, un signe de santé que l'affleurement, dès le XVIe siècle, d'une littérature en langue vulgaire, puis son affirmation lors du « siècle d'Osaka », 1650-1750. Ce long Moyen Age créera, à côté du théâtre traditionnel des No, le vivant théâtre, mi-chanté, mi-dansé, des *kabouki*. Avec le Shogunat la nuit n'a pas été complète.

c) *Discipline féodale et police d'État.*

Les Grands seigneurs, chefs de clans et de districts, les *daimyos* (ils sont environ 270) ont à leur dévotion une multitude de « fidèles », les *samouraïs*, qui les servent contre argent ou en échange de prestations en nature, jamais, comme en Occident, en échange de terres concédées une fois pour toutes et qui leur assureraient une certaine indépendance. Le « ronin », le samouraï qui a perdu ou (mais est-ce possible ?) abandonné son seigneur, est condamné ou à mourir de faim ou à se jeter dans le brigandage.



Théâtre Kabouki, représentation de Musume Dojoji.

Qu'il soit dévoué corps et âme, tout le dit, le répète et le proclame, ainsi le veut la religion d'honneur du Samouraï, le code oral du *Bushido*. L'histoire de ces 47 « ronins », dont le maître s'est suicidé en faisant *harakiri* et qui vengent le mort, puis se suicident à leur tour sur sa tombe durant l'hiver 1703, a été souvent racontée. Ce rude code de l'honneur a été modelé par l'école sans pitié de guerres civiles en chaîne.

Car c'est entre eux, contre eux-mêmes, que les Japonais se battent surtout. Des Aïnos, plus un mot La Chine des Mongols a tenté deux fois, en 1274 et en 1281, de jeter une armada sur le Japon, mais un « vent divin » (Kamizé) a déchaîné la tempête et détruit l'envahisseur. Contre la Corée, la guerre japonaise n'a duré que six ans, nous l'avons vu. C'est donc entre eux que les Japonais ont utilisé le sabre ou la lance. Eux par suite que cette guerre continuelle a formés, enfoncés dans le respect d'une hiérarchie fixée une fois pour toutes. A tel point que dans la langue japonaise, encore en 1868, les mots, les verbes « précisent la position du sujet et de l'objet ». Par exemple, l'emploi de l'auxiliaire *ageru* indique « que l'action exprimée par le verbe principal est accomplie par un inférieur au bénéfice d'un supérieur ».

Le résultat? Un Japon extraordinairement discipliné, divisé en castes, étroitement tenu, à la fois fastueux et misérable. Cette double image, splendeur des uns, misère absolue des autres, apparaît à plein dans le voyage de ce médecin westphalien Kämpfer, au service de la Compagnie hollandaise des Indes et dont le livre est une merveille d'observation (1690). On n'oublie plus, après l'avoir lu, ces voyages difficiles, ces rivières qu'il faut passer protégé contre l'eau vive, au long du gué profond, par des files de passeurs qui, se donnant la main, brisent le courant et facilitent la périlleuse traversée; plus encore ces villages aux maisons misérables; ou ces paysans qui s'agenouillent dans leurs champs, sur la route quand passent les fastueux cortèges des grands seigneurs. Ces routes passantes, de Kyôto à Yédo où réside le Shogun, s'animent avec les cortèges des daimyos qui ont l'obligation régulière de visiter le Shogun. Leurs suites sont de véritables armées de hallebardiers, d'arquebusiers, de domestiques qui accompagnent le maître dans son voyage à la capitale.

Ces riches féodaux doivent six mois par an habiter leurs palais de Yédo. Et ces maisons princières avec, sur leurs façades, des armoiries richissimes et qu'admirait déjà Rodrigo Vivero (1609) sont groupées à part, près du palais du prince. Elles ne sont, après tout, que des prisons, si belles soient-elles. Les grands seigneurs y sont surveillés, y laissant leurs familles en otages, à chaque départ. Ils n'échappent guère, nul n'échappe aux nuées de juges, d'observateurs, de contrôleurs, sur les routes, dans les auberges, dans les villes. Ici, chaque rue forme une unité, à la chinoise, fermée à ses deux extrémités par des portes qui se referment aussitôt, dès qu'un incident se produit : vol, larcin ou crime. Une justice immédiate empoigne alors le coupable, ou le coupable présumé, et le châtiment ne tarde pas, généralement la mise à mort.

Le même contrôle sévère et minutieux s'exerce vis-à-vis des seuls trafics acceptés avec des limitations après 1639 : celui des Chinois, celui des Hollandais (ces derniers ont sans vergogne prêté le concours de leurs vaisseaux et de leurs canons pour écraser les soulèvements de Japonais chrétiens en 1638). Chaque fois qu'arrivent les vaisseaux de la Compagnie hollandaise des Indes, ils sont mis en quarantaine à l'île de Deshima, à l'intérieur même du port de Nagasaki : marchandises, marins, marchands, agents, choses et gens de la Compagnie sont soigneusement contrôlés. Les témoignages laissent l'impression d'un régime soupçonneux, aux aguets, d'un pays hérissé de forteresses, embarrassé de soldats. Plus qu'en Occident où cependant la justice est roide, tout voyageur se heurte ici au spectacle des gibets, des corps suppliciés. Près de Kyôto, une des collines proches s'appelle le mont « des oreilles coupées ».

d) *Le Zen et le Japon féodal.*

Le Bouddhisme au Japon, comme en Corée ou en Chine, a connu bien des formes diverses (ainsi celle fanatique du Lotus de la Bonne Foi qui assurait que le Japon était le seul pays du vrai Bouddha, ainsi celle du *Zen*). La fortune du Zen, venu de Chine lui aussi, sera le fait, à partir du XII[e] siècle, des Samouraïs. Alors que le Néo-Confucianisme rationaliste s'affirme la doctrine commode du Shogunat, ce Bouddhisme particulier devient une religion de soldats, fort détournée ainsi de son sens premier de religion d'amour et de non violence. Mais cette transformation est révélatrice d'une époque et d'une société.

Les conseils que donne le Zen s'expriment dans de très courts récits, les *koans*, aux moralités inattendues, volontairement absurdes. Ce que cet enseignement veut libérer à tout prix, c'est l'être inconscient, instinctif, d'ordinaire à demi ensommeillé. « Laisse ton esprit et deviens comme une balle dans un torrent de montagne. » Étrange effort sur soi, que de délier ses instincts, de les éveiller, puis de se fier à leur élan! Ce langage nous semble rétrospectivement celui d'une vraie médication psychanalytique. Pas de « complexes », semble-t-il crier! « Lorsque tu marches, marche donc, lorsque tu es assis, sois assis; surtout n'hésite pas! » N'hésiter devant rien, voilà le conseil le plus fréquent, bon pour un soldat évidemment : « Débarrasse ton chemin de tous les obstacles. Si, sur ton chemin, tu rencontres le Bouddha, tue le Bouddha. Quand tu rencontreras ton ancêtre, tue ton ancêtre. Lorsque tu rencontres ton père et ta mère, tue ton père et ta mère. Quand tu rencontres ton parent, tue ton parent. C'est seulement ainsi que tu arriveras à te délivrer. C'est seulement ainsi que tu échapperas aux fers et que tu seras libre ».

Bien entendu, ce langage n'est pas à prendre à la lettre. Le Bouddha, l'ancêtre, les parents sont le symbole de toutes les contraintes d'une société à l'étiquette obsédante, où dès la plus petite enfance, chaque fille, chaque garçon est pris dans le corset de fer d'une éducation sans faiblesse. Un véritable dressage l'oblige à observer un code qui réglemente sa façon de manger, de parler, de s'asseoir, et même son attitude dans le sommeil où il doit conserver l'immobilité la tête posée sur un petit traversin de bois. Il s'agit de « ne jamais perdre la maîtrise de son esprit ou de son corps » grâce à un conditionnement qui cherche à triompher des réflexes les plus naturels comme le jardin miniature de la poussée naturelle des plantes et des arbres. Il semble que tout l'enseignement du Zen, réservé aux soldats, soit dirigé contre ces inhibitions et les contraintes imposées par ce qu'on appelle le « code de politesse » japonais. Comme il arrive dans toute société, la vie assouplit, accorde les contraires. Le Japon est à la fois rigueur et souplesse, « élasticité ». Le Zen est une revanche nécessaire, vitale.

III. Le Japon moderne.

La rupture du Japon avec le monde extérieur aura duré plus de deux siècles, jusqu'à la Révolution qui ouvre l'ère de Meiji (1868), suivie bientôt de l'industrialisation intense du pays. Cette industrialisation se présente comme un phénomène à part, un miracle; elle jette sur la civilisation japonaise des lumières vives. Car sa brusquerie et surtout sa réussite extraordinaire ne s'expliquent pas seulement par les habituelles considérations des économistes, certes pas inutiles, mais à elles seules insuffisantes.

1. La part des siècles de réclusion : De 1639 à 1868, le Japon a fait, malgré sa fermeture à peu près complète, de très larges progrès.

Ils sont visibles dès le XVIIIe siècle. Il y a alors augmentation de la population, évidente montée de la production du riz, mise en place de nouvelles cultures... Les villes s'agrandissent. Au XVIIIe siècle, Yédo compte au moins un million d'habitants. Cette accélération générale de l'économie ne serait pas possible sans un surplus de production agricole, notamment de riz — à jeter sur le marché citadin, sans la facilité avec laquelle le grain se conserve et se transporte, sans la possibilité de mettre à la disposition des villes un combustible — le charbon de bois, en quantité suffisante.

La société elle-même favorise l'évolution. Ces daimyos que le soupçonneux gouvernement déracine et oblige à vivre à Yédo, sont systématiquement ruinés par ces déplacements continuels et onéreux. Comme une économie monétaire se met alors franchement en place avec le XVIIe siècle, plus intense d'entrée de jeu que dans l'énorme Chine, le luxe urbain réclame, implique des dépenses en argent; il oblige les grands seigneurs à commercialiser une partie de leurs vastes récoltes en riz, à emprunter d'autant plus aisément que les instruments de crédit, connus depuis longtemps, se généralisent (billets de diverses sortes, lettres de change). Il leur est interdit, et de même aux samouraïs, de commercer. Ils ont donc leurs hommes de paille. Une classe de marchands s'installe, prospère, prête de l'argent aux daimyos, se glisse dans leur entourage et, dans un pays où plus qu'ailleurs l'habit fait le moine, s'habille bientôt à leur mode, place fils et filles dans les hautes familles, s'infiltre parmi elles par les mariages et les adoptions. Cependant, instruits par quelques exécutions spectaculaires, prétextes pour le gouvernement à de fructueuses confiscations, ces marchands d'ordinaire vivent dans l'ombre.

Leur importance est particulièrement considérable à Osaka, centre économique du Japon d'alors, et c'est dans cette ville que tous les nantis, seigneurs et hommes d'affaires, se retrouvent dans le « Quartier des fleurs », ville de plaisir à l'intérieur de la ville même où les courtisanes, « éduquées à grands frais », les *geishas*, jouent « le rôle qu'avaient tenu les nobles dames de la Cour d'Eïan (Kyôto) ». La chronique du Quartier des Fleurs, ses scandales, suicides ou assassinats, alimentent une littérature amusée, caustique, pour la plus grande joie du public non cultivé, car les vrais lettrés préfèrent à ces jeux littéraires communs les « délices de la scolastique confucéenne ».

Tout ceci révèle, avant 1868, un mouvement vif de la vie japonaise, une relance économique qui a créé, dès le XVIIIe siècle, un précapitalisme actif, prêt à s'épanouir. Avec le XIXe siècle, le mouvement se précipite encore : l'ère de Meiji serait incompréhensible sans ces transferts et ces mises en place antérieurs, sans cette préalable accumulation de moyens économiques et de capitaux, sans les mille tensions sociales qui en résultent.

Trop de daimyos ont été ruinés par la politique ou le luxe. Le Japon s'emplit peu à peu de samou-

raïs sans maîtres, de *ronins*, de chevaliers sans avoir : c'est un peu l'Allemagne du XVe siècle et le « droit du poing ». Ce seront ces déclassés, en tout cas, qui feront le succès immédiat de la révolution. L'arrivée de la flotte américaine (1853) a été l' « étincelle qui met le feu aux poudres ». Et quand l'empereur Mutsu Hito saisit le pouvoir, en 1868, il renversera sans peine le vieux régime féodal et ses castes traditionnelles. Il ne renversera qu'un décor.





1. **Pêcheries d'algues** destinées à l'alimentation.
2. **Fête folklorique** de Sanno au sanctuaire de Hie.

2. Une industrialisation n'est pas seulement un phénomène économique, elle est toujours une certaine mutation sociale, dont le processus freine ou facilite le processus économique. Dans le cas du Japon, il n'y a pas eu freinage par la société.

La chose est d'autant plus digne de remarque que, généralement, le processus d'industrialisation ébranle toutes les structures sociales. En Occident, selon le processus étudié par Marx, il a produit, avec les masses prolétarisées, la lutte des classes et la révolution ouvrière socialiste.

Le Japon est un cas particulier. Il a de façon incompréhensible au premier abord réalisé sa révolution industrielle et la reconversion des activités qu'elle suppose sans que les structures sociales subissent de ruptures révolutionnaires. « Cette immense transformation... a été incorporée à une culture en marche et a suivi une voie qui pourrait bien, à la réflexion, se révéler entièrement neuve. »

Peut-être pour les raisons suivantes : il s'est agi d'une société disciplinée et qui, dans l'expérience nouvelle qui lui fut imposée après 1868, a conservé sa discipline ancienne. Cette société obéissante, respectueuse de la hiérarchie, avait toujours accepté sans murmurer que le luxe fût réservé à quelques-uns; elle a accepté aussi, sans toujours s'en rendre compte, que le capitalisme moderne s'édifiât au milieu de liens encore féodaux. On pense à ces industriels russes du XVIIIe siècle installés dans l'Oural, au milieu de leurs serfs... C'est un peu, *mutatis mutandis*, la même image qu'offrent les grandes organisations industrielles japonaises, celles qui, au XIXe siècle, ont assuré le succès de l'opération et en ont retiré le bénéfice, sans provoquer la réaction des masses ouvrières.

Quinze familles, au plus, représentent, avant la guerre de 1942, plus de 80 % des capitaux du Japon. L'argot les désigne sous le nom aujourd'hui devenu classique de *Zaibatsu :* ce sont les très célèbres Mitsui, Mitsubishi, Sumitovo, Yasuda, la Maison impériale étant de loin, à dire d'expert, la plus riche de ces très riches familles... Sur le plan de la hiérarchie sociale, ces seigneurs du *big business* sont l'équivalent des daimyos de jadis et de leurs clans, les ouvriers sont leurs serfs, les contremaîtres, les agents de maîtrise ou les ingénieurs les samouraïs des temps nouveaux. Les entreprises restent familiales, mélange de féodalisme et de paternalisme, dans ce milieu où « la libre entre-

prise, le communisme sont ressentis comme des idées étranges et étrangères, destructrices du *Kodo*, la voie impériale du Japon ». De ce peuple docile, adroit, d'une frugalité patiente, acceptant de très bas salaires, les dirigeants ont fait hier et font aujourd'hui ce qu'ils veulent.

Ainsi s'explique le miracle, la volte-face de 1868. Alors le Shogun cède la place à l'Empereur, en principe à la force la plus traditionnelle du pays (à l'échelle de l'Occident, imaginons le Souverain Pontife prenant en mains le gouvernement laïque des hommes et des biens d'Occident). Or cette force traditionnelle décide de choisir la révolution, abolit les cadres féodaux, décrète l'implantation de l'industrie, dégage les investissements nécessaires et crée elle-même les usines. Après quoi, assez souvent, elle concède à des personnes privées, qu'elle choisit à sa guise, les entreprises ainsi créées, un peu comme elle concèderait de vastes fiefs d'un genre inédit. Du même coup, elle impose au nationalisme japonais un immense programme de labeur. Il sera exécuté. Le fils du Soleil, vénéré dans les temples pour son origine divine, a donné l'ordre de l'industrialisation. Le Japon n'a pas eu besoin pour la réaliser d'une idéologie ou d'une mystique quelconques, la mystique n'était pas à créer, elle existait. Elle a permis de manœuvrer le Japon comme un seul homme.

On ne s'étonnera pas dans ces conditions de la dualité d'un Japon très moderne et très traditionnel à la fois. « Le caractère mystique de l'autorité de l'Empereur a servi à la fois le *statu quo* et la révolution », traduisons : l'immobilité sociale et la révolution économique.

Ceci n'est pas une explication abusive, la preuve en est fournie par la remise en honneur *consciente*, au XVIIIe puis surtout au XIXe siècle, des très anciennes croyances nationales qu'on organise en système sous le nom de *Shinto*. Le *Shinto*, c'est la voie de Dieu *(kami)*, mais le sens de *kami* serait plutôt celui de *mana* qui, dans la lointaine Mer du Sud, signale ce pouvoir surnaturel, impersonnel qui s'incorpore aux choses ou aux êtres. Le *kami* suprême appartient à Ameratsu, la déesse du Soleil, et après elle, il s'est transmis à toute la descendance de ses fils.

3. Le Japon après le désastre de 1945 : La reddition du Japon après les bombes atomiques sur Hiroshima (5 août 1945) et Nagasaki (8 août) a été suivie d'un effondrement sans précédent. Le Sud-Est asiatique à peine conquis lui échappait. Pis encore, se trouvait à terre toute l'œuvre de construction entreprise depuis le début de l'ère de Meiji (1868) et qui avait fait du Japon cette extraordinaire anomalie dans l'Extrême-Orient du premier XXe siècle.

Le miracle japonais, depuis 1945, (le second miracle) c'est, à l'instar de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, d'avoir reconstruit les bases de sa prospérité et atteint sur sa lancée un niveau de développement jamais réalisé auparavant. Il s'agit là d'une réussite vertigineuse. Le Japon n'est plus la puissance militaire d'avant 1942. Mais il est une grande puissance économique.

a) *Le miracle des chiffres.*

Le plan perspectif de 1961-1970 prévoit, pour l'année finale, un doublement du revenu national avec des croissances spectaculaires. Si 100 représente la base de 1955, la production industrielle et minière pour « l'année objectif » sera de 648; à cette même échelle, la sidérurgie atteindra 296; l'industrie des machines 448, les industries chimiques 344... Ces perspectives ne sont pas certaines, bien entendu, mais elle ne sont pas abusives : le passé récent en établit haut la main la légitimité.

De la fin du XIXe siècle à la Seconde Guerre Mondiale, le Japon avait connu un taux de croissance moyen de 4 % par an; de 1946 à 1956 ce taux a été de 10,6 % (en France 4,3 %); de 1957 à 1959, de 9,2 %; de 1959 à 1962, le taux encore à calculer reste très élevé. Ce sont là des chiffres records dont s'approchent seules (et encore) l'Allemagne de l'Ouest et l'U.R.S.S. Le plan prospectif 1961-70 table sur une progression moyenne de 8,3 %.

Les raisons de cette progression ne sont pas mystérieuses. La plus efficace, sans doute, c'est l'autorisation donnée par les autorités américaines d'occupation de reconstituer à peu près les trusts, qui paraissaient condamnés au départ. Les anciens *Zaïbatsu* patriarchaux dissous par l'occupant n'ont pas tous reparu, malgré des résurgences notoires, mais de très grosses entreprises se sont constituées, parmi les plus importantes du monde actuel. Le capitalisme japonais qui triomphe et détermine cette progression jamais vue jusqu'à présent, c'est, comme aux États-Unis, le triomphe d'un capitalisme à énormes « unités », celles-ci réussissant à mieux utiliser la main-d'œuvre et les capitaux que les petites entreprises artisanales toujours en place et que sauvent, mal d'ailleurs, ou le travail familial ou la main-d'œuvre à très bas prix.

D'autre part, comme le financement des entreprises n'est plus, comme avant 1941, de l'autofinancement, le succès industriel implique la mise en place, avec la protection de la Banque du Japon, de tout un système de grosses entreprises bancaires et de sociétés d'investissement, douées d'une bien

plus grande liberté de mouvement qu'en France. Celles-ci, en fait, drainent l'argent des petits épargnants par tous les moyens d'une publicité et d'une propagande à l'américaine. D'ailleurs une véritable folie d'achats boursiers en a été le résultat, même dans les milieux paysans, prudents par nature, le tout facilité par les bénéfices fabuleux réalisés à la Bourse de Tokyo, lors des *booms* (400 fois plus d'affaires qu'avant la guerre). A partir de juin 1961, cependant, le reflux boursier a tempéré cette folie de jeu et ramené l'épargne vers les dépôts bancaires et les Caisses d'Épargne.

Un tel système explique le montant très élevé des investissements (plus de 20 % de la dépense nationale en 1962) et l'intérêt que prend aux entreprises japonaises le capitalisme étranger, américain en tête, intérêt assez platonique jusqu'ici car le Japon n'a pas, jusqu'aux dernières nouvelles, « libéralisé » entièrement ses échanges, les bénéfices des capitaux investis ne se rapatrient pas aisément. Un journal suisse (12 avril 1961) envisageant l'éventualité d'une libéralisation complète, écrit cependant : « A tout prendre nous préférons le Japon à l'Afrique du Sud où sommeillent encore de nombreux capitaux européens. Il ne fait aucun doute que ce pays... se trouve en pleine phase ascensionnelle, que sa main-d'œuvre abondante est d'une habileté très au-dessus de la moyenne et que ses dirigeants ont non seulement une foi inébranlable en leur succès, mais aussi et surtout des capacités étonnantes ». Que le capitalisme étranger s'en mêle sérieusement et le rythme de la progression japonaise risque de connaître de beaux jours.

b) *Éléments moteurs.*

Le bilan d'une économie en mouvement se dresse toujours avec difficulté. Les chiffres vieillissent vite et trahissent l'observation. Il est certain cependant que la main-d'œuvre surabondante (jusqu'à ces derniers mois) fut une aide puissante. Le plan estime à 94 millions la population de l'Archipel en 1961; à 104 dans dix ans, en 1970, soit une augmentation d'un million bon an, mal an.

Cette progression ne freine pas la croissance économique puisque l'on envisage, répétons-le, un doublement du revenu national pour 1970 et d'autre part le *birth control* limite dès maintenant la progression de la population. De plus, en 1962, avec l'arrivée sur le marché du travail des classes creuses de la dernière guerre, les offres d'emploi (surtout pour la main-d'œuvre qualifiée) dépassent les demandes, d'où une récente augmentation des salaires des ingénieurs et des professeurs.

Sans doute, salaires et niveaux de vie restent-ils très inférieurs à ceux d'Occident ou des États-Unis. Toutefois, compte tenu des différences d'habitudes et des besoins, la situation est loin d'être catastrophique. Les taudis existent autour d'Osaka et de Tokyo (dans cette dernière ville, la population augmente de 400 000 unités par an, dont 300 000 immigrants). Mais la ration moyenne est en gros de 2 100 calories, le revenu en dollars entre 200 et 300, soit quatre fois celui de l'Inde. L'énorme développement de la pêche qui place le Japon en tête de toutes les nations (jusqu'en Atlantique et aux Caraïbes, 6 millions de tonnes de poisson par an), l'amélioration du rendement de l'agriculture où, sur la décision américaine, toute propriété au-dessus de 2,5 ha a été supprimée et vendue (cependant que la culture sous serre, en hiver, permet de gagner une récolte supplémentaire et d'avancer la poussée du riz sur le calendrier menaçant des typhons d'été), les débuts, lents il est vrai, de la mise en valeur de la grande île froide de Yéso — tout concourt à un équilibre aujourd'hui à peu près assuré.

Aussi bien le marché intérieur soutient-il la poussée industrielle. L'augmentation du niveau de vie se marque par une série d'achats nouveaux, machines à laver, transistors, appareils de télévision, appareils photographiques (les gigantesques usines japonaises inondent d'abord le marché intérieur). De nouveaux goûts se marquent, que signalent les relevés de la consommation, pour la viande, le poisson, les pâtisseries de type occidental; les produits alimentaires de conserve, les remèdes pharmaceutiques (surtout les tranquillisants); l'alcool de riz est évincé par la bière et le thé vert (77.000 tonnes de production annuelle) par le thé type Ceylan. Les costumes, les intérieurs de maison s'inspirent de plus en plus du style de l'Europe. Bien sûr le Japonais, selon le mot d'un journaliste, Robert Guillain, reste un « bi-civilisé », capable de se vêtir à l'Occidentale dans la rue et de retrouver le soir costume et habitudes japonaises. Mais il est évident qu'il est de plus en plus touché, attiré par les modes occidentales, il leur cède.

c) *Les obstacles.*

Certes, tout n'est pas pour le mieux dans l'économie japonaise; elle est un miracle de l'effort, du travail patient, intelligent. Elle a ses limites, ses fragilités, ses dangers. Il ne faut pas oublier aussi que la réforme agraire a créé une nuée de micro-propriétaires, les plus petits asservis aux moins défavorisés, et tous sont incapables de se grouper et surtout de laisser la place libre à une agriculture vraiment moderne et scientifique. « Seul

le socialisme, dit un reporter, y réussirait. » Voire! Les expériences socialistes achoppent justement sur l'agriculture. D'ailleurs tous les essais de réforme agraire, en tout temps et en tous lieux, lorsqu'ils se sont voulus rapides et radicaux, ont ménagé bien des déboires : les structures agricoles sont parmi les plus résistantes des structures.

En outre, le Japon qui vit avec une population à peu près double de celle de la France sur un territoire, en gros, moitié moins étendu (300 000 contre 550 000 km²) et où la terre arable représente 15 % de la surface contre 84 % chez nous, le Japon n'a que de misérables ressources naturelles. L'industrie ne travaille qu'avec la laine, le coton, le charbon, le minerai de fer, le pétrole importés. Or, la progression est telle qu'elle entraîne aussi des achats importants de machines, d'équipements étrangers. D'où, depuis septembre 1961, des signes inquiétants de déséquilibre de la balance commerciale, malgré l'optimisme qu'affiche le gouvernement Ikeda. D'un calcul raisonnable, il ressort même que cette balance ne serait pas équilibrée sans les opportunes dépenses de l'armée américaine d'occupation. Nous retrouvons ainsi toute la fragilité de cette réussite...

Le problème, pour le Japon attaché à sa prospérité industrielle, est de produire, mais plus encore de vendre. De ce dernier point de vue, la situation reste précaire, car il vit, ne peut vivre que sur les échanges du « monde libre », sur la prospérité et la bonne volonté de ce dernier. Or cette bonne volonté fait question. Le souvenir d'un Japon pratiquant, avant 1939, un *dumping* commercial sans ménagement, la réalité d'un Japon industriel puissant favorisé dans la compétition des prix par de bas salaires, tout porte l'Occident (et spécialement une France trop prudente en ces domaines) à une réserve que signale la lenteur d'accords commerciaux imparfaits, sans cesse remis en question.

Tout ceci est assez inquiétant pour que le Japon soit tenté d'être « neutraliste comme Nehru », ce qui lui permettrait de s'engager à fond avec l'économie de la Chine et de l'Asie du Sud-Est. D'un autre côté, socialistes et communistes japonais sont obligés de penser que le jour où la présence américaine cesserait, certaines conquêtes sociales risquent fort d'être remises en question; en particulier la Constitution parlementaire de 1951 et, plus encore, les organisations syndicales, lentes à naître dans ce pays docile et que le gros capitalisme tolère peu volontiers. Ces préoccupations contradictoires expliquent les élections de 1961 qui n'ont donné qu'une « victoire de routine » aux « libéraux modérés », c'est-à-dire au *big business* qui, selon des observateurs avertis, aurait dépensé plus de cinq milliards de yen (100 yen égalent à peu près 1 F) pour « sauver cette dernière chance » et barrer la route aux socialistes.

Mais le problème ne saurait guère être éludé longtemps, d'autant qu'une telle prospérité est une tension continuelle, qu'elle impose des tâches surhumaines. Tokyo (10 millions d'habitants), la première ville du monde par sa population, grandit tellement dans le site trop étroit où elle étouffe déjà qu'elle rêve, pour construire ses quartiers nouveaux, de combler en partie sa baie. Ce qu'Osaka a déjà entrepris, pour sa part, afin de loger les industries lourdes qui viennent s'installer près de son immense réservoir de main-d'œuvre. Ces détails disent assez combien le précaire et le grandiose se côtoient dans l'expérience japonaise.

d) *Les incertitudes.*

C'est sur le plan de la politique et d'un mot plus ample, de la civilisation, que les incertitudes les plus nettes se dessinent. Que le Japon ne soit pas devenu du jour au lendemain, par décret américain, une démocratie parlementaire, de petits détails significatifs l'indiquent et tout le faisait craindre à l'avance. Le paternalisme des industriels est toujours présent, aux aguets. Les agressivités nationalistes d'hier ne sont nullement éteintes. Le Japon a ses partis, ses violences fanatiques de droite, appuyées sur le traditionalisme toujours fervent du pays. Ainsi l'Empereur qui s'est humilié devant le vainqueur reste l'Empereur : quiconque s'élève contre lui ou sa famille risque d'être aussitôt frappé à mort. Le Japon d'hier et de toujours se défend.

Le 12 novembre 1960, le leader socialiste, Inegiro Asanuma, le « Mirabeau Japonais », parle devant la télévision. Il dénonce « la félonie du prétendu pacte de sécurité nippo-américain, instrument d'agression de l'impérialisme yankee ». Des millions d'auditeurs peuvent l'entendre, le voir sur le petit écran. Alors ils verront tous surgir un lycéen de moins de dix-sept ans qui le poignarde, les mains croisées sur sa dague suivant la prise que recommande le *judoka* pour que le coup ne dévie pas. Puis, vingt jours plus tard, il se suicide dans sa cellule. Le crime et le suicide ont soulevé une immense émotion. Le Japon ne peut se défendre d'admirer qui sait mourir pour ses idées, même si le crime l'indigne ou le révolte. Ne voyons pas, dans cette attitude et d'autres, le résultat de croyances religieuses. Le Japon, à l'échelle de nos habituelles mesures, est peu religieux, peu préoccupé de l'au-delà, aux antipodes de l'Inde. Ce qui commande chez lui c'est un certain code de la société, de l'éducation, de l'honneur et pourquoi ne pas le dire : *sa* civilisation.

NOTES ET DOCUMENTS : LE JAPON

Une vaste et riche littérature, en voie d'accroissement rapide, concerne le Japon dans son passé et son actualité. Pour le résumé historique, voir le chapitre consacré au Japon par Marcello Maccioli, dans le premier volume paru sous la direction de Giuseppe Tucci de *La civiltà dell'Oriente,* Rome, 1956. Nombreuses sont les histoires du Japon, celle de La Mazelière, *Le Japon, histoire et civilisation,* Plon, 1938, 8 vol. se lit ou se consulte avec profit. Sur l'actualité, les grands reportages sont irremplaçables au premier rang desquels il faut placer les articles de R. Guillain dans *Le Monde.* Pour une connaissance précise du théâtre, du roman, de la poésie et de la langue japonaise, le petit volume excellent de René Sieffert, *La littérature japonaise,* Colin, 1961. On peut se reporter également à Yéfime, *Japon,* n° 21 de la Collection Petite Planète, Éd. du Seuil, 1959, et à Jean Stoetzel, *Jeunesse sans chrysantème et sans sabre,* Plon, 1954.

1 Cortèges féodaux sur les routes du Japon (1691).

Engelbert Kämpfer, alors médecin de la Compagnie des Indes, a fait, avec les ambassadeurs de la dite Compagnie, chargés de porter le présent au maître du Japon, le voyage de Nagasaki à Tokyo (alors Yedo, ou Jedo). Il est sur le chemin du retour (Engelbert Kämpfer, *Histoire naturelle, civile et ecclésiastique de l'Empire du Japon,* trad. de l'allemand, 1729, tome II, p. 245-46) :

« Le 5e d'avril (1691), nous partîmes après la pointe du jour. Nous trouvâmes le matin l'avant-garde ou les fourriers du prince de Kijnokuni, avec le gros bagage qui portait l'écusson des armes de l'Empereur brodées en or. Nous trouvâmes à midi le Prince lui-même, avec un train magnifique et nombreux, qui marchait dans l'ordre suivant : vingt hommes avec des mousquets couverts marchaient à la file, vingt avec des grands arcs et des flèches, vingt avec des longues perches de bois, tous dans le même ordre; quelques-uns marchaient entre deux avec des piques, quelques autres avec des caisses vernissées pleines d'armes et de sabres. Après quoi suivaient les chevaux : sur le dos du dernier, il y avait un siège noir orné de deux plumes, comme celles qu'ils mettent au haut de leurs piques. Les chevaux, les harnois et le caparasson étaient tout noirs. Avant et après ces chevaux, on voyait quelques gentilshommes à cheval, d'autres hommes marchaient à pied, portant des piques, et trois ou quatre bannières de plumes blanches et noires. Le Norimon [sorte de palanquin] du Prince suivoit avec douze valets de pied qui marchoient devant. Nous nous arrêtâmes à vingt pas de son Norimon et, pour marque de respect, nous descendîmes de cheval et otâmes le chapeau. Comme sa voiture allait au petit pas, nous envoyâmes notre premier interprète pour le complimenter... Son Norimon était suivi par quelques-uns de ses domestiques et de gens de cheval qui portoient des piques. Après cela, venait l'intendant de sa maison et autres premiers officiers de sa Cour, avec leurs lanciers ou porte-piques, domestiques et suivants en grand nombre. Le tout n'alloit pas à moins de mille hommes, tous accompagnant leur prince et leur maître avec un silence et une tranquillité qui ne pouvaient que surprendre dans une si grande multitude. »

2 Du Bouddha au Zen japonais.

On trouvera dans Daisetz T. Susuki, *Zen and japanese culture,* Londres, 1959, une explication de l'étrange déviation du bouddhisme à travers le Zen : « On associe généralement le sabre à l'idée de tuer, et la plupart d'entre nous se demandent comment il peut y avoir un rapport entre le sabre et le Zen, qui est une école bouddhiste enseignant l'évangile d'amour et de pardon. Le fait est que l'art de la lutte au sabre distingue entre l'arme qui tue et l'arme qui donne la vie. Celle qui est utilisée par un technicien ne peut rien faire de plus que tuer, car le technicien ne prend l'arme que s'il a l'intention de tuer Le cas est tout différent s'il s'agit de quelqu'un qui se sent obligé de saisir le sabre. Car en fait, ce n'est pas lui mais le sabre qui tue. Il n'a aucun désir de faire du mal à quiconque; mais l'ennemi apparaît et se transforme lui-même en victime. Tout se passe comme si l'arme remplissait automatiquement une fonction de justice qui est la fonction de pardon. C'est un glaive comme celui que le Christ, dit-on, nous apporta... Lorsque ce sabre doit jouer un tel rôle dans la vie de l'homme, ce n'est plus une arme de défense ni un instrument de meurtre; l'homme au sabre devient un artiste de premier rang qui va produire une œuvre d'une véritable originalité... »

3 La fille du Samouraï et son précepteur.

(Mme Sugimoto, *Une fille de Samouraï,* Londres, 1933) : « Pendant les deux heures que durait la leçon, il ne faisait pas le moindre mouvement sauf pour remuer les lèvres et les mains. Je restais devant lui sur la natte dans une position non moins correcte et immobile. Un jour je fis un geste. C'était au milieu d'une leçon. Pour une raison ou une autre, j'étais agitée et mon corps pencha légèrement, de sorte que l'un de mes genoux pliés cessa d'avoir l'angle exactement convenable. Une expression de surprise aussi atténuée que possible passa sur le visage de mon précepteur qui referma son livre, très doucement, et dit sans élever la voix mais d'un air sévère : « Petite demoiselle, il est évident que votre attitude mentale n'est pas bien adaptée aujourd'hui à l'étude. Vous devez vous retirer dans votre chambre et méditer. » Mon petit cœur faillit mourir de honte. Je ne pouvais rien faire, je m'inclinai humblement devant le portrait de Confucius, puis devant mon professeur, et sortant respectueusement à reculons, j'allai à pas lents voir mon père, pour lui faire un compte rendu comme chaque jour à la fin de ma leçon. Mon père fut surpris, car l'heure n'était pas encore venue, et la remarque qu'il fit spontanément : « Comme vous avez vite fait votre travail! » fut pour moi comme un glas. Le souvenir de ce moment me fait mal aujourd'hui encore, comme la trace d'un coup violent. »

LES CIVILISATIONS EUROPÉENNES

Dans l'étude de la civilisation européenne, trois divisions s'imposent, sans discussion possible : l'Europe proprement dite (l'Occident); les Europes extra-européennes d'au-delà des mers; l'Europe orientale enfin, c'est-à-dire, hier, l'Europe orthodoxe, aujourd'hui l'Europe soviétique, avec ses prolongements.

Au préalable, quelques notions seront rappelées utilement, aussi évidentes qu'elles puissent paraître.

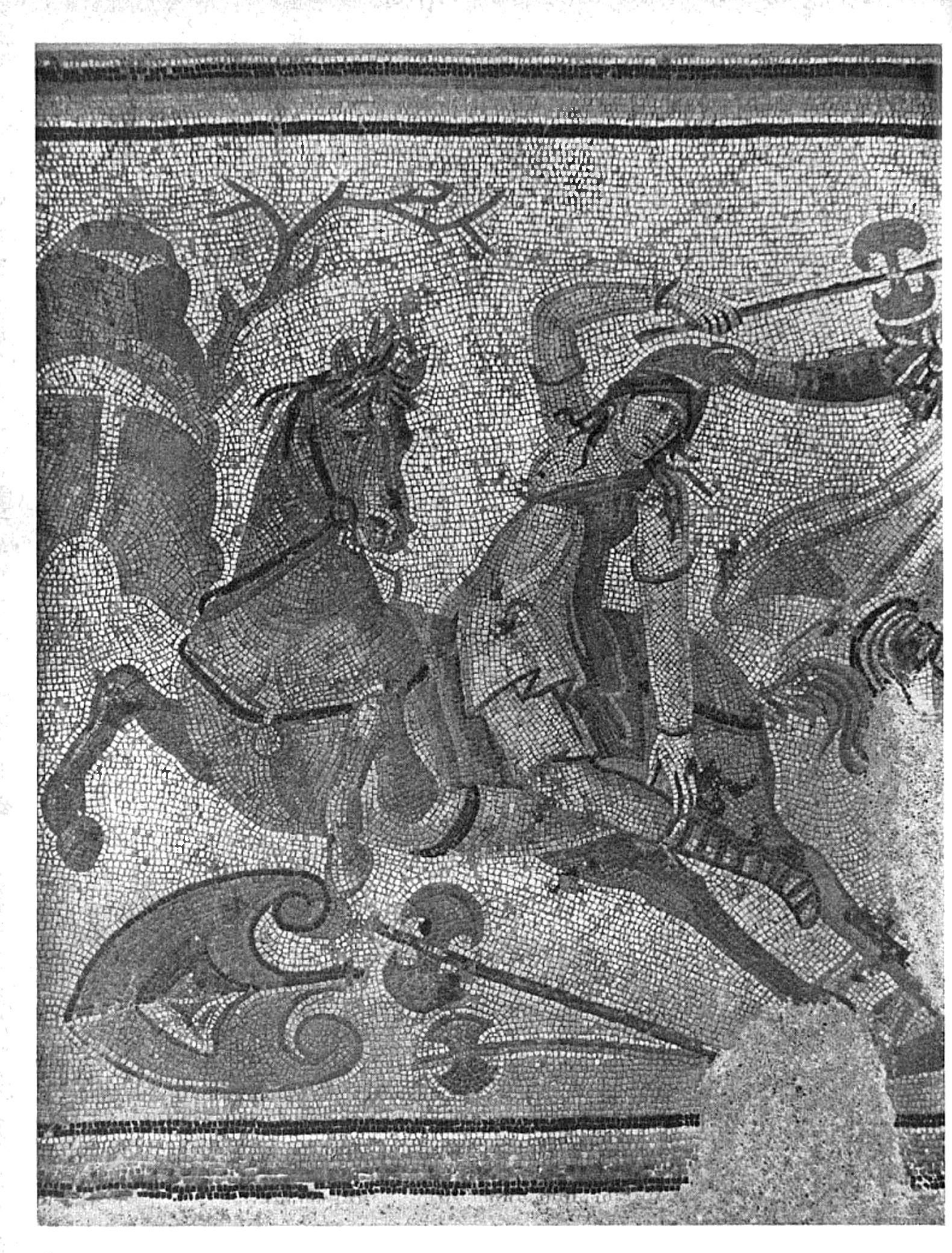
1° *que l'Europe est une péninsule asiatique* « un petit cap d'Asie », d'où sa double vocation : *a*) sa liaison vers l'Est, avec un espace continental de plus en plus abondant, liaison difficile jadis, transformée, hier, par le développement des voies ferrées, aujourd'hui par la circulation aérienne; *b*) sa liaison, dans toutes les directions, avec *les sept mers du monde*. L'Europe, c'est, pour une part essentielle, des navires, des convois, des victoires sur l'immensité des eaux salées. Pierre le Grand ne s'y trompe pas qui, lors de son premier voyage en Europe, en 1697, va travailler sur les chantiers de constructions navales du village miraculeux de Saardam, près d'Amsterdam. Dès le XVe siècle finissant, l'explosion de l'Europe occidentale sur les mers du monde, avec les Grandes Découvertes consacre décisivement cette double vocation.

2° *qu'il y a opposition entre Est et Ouest, entre Nord et Sud*, entre la Méditerranée chaude, le *Mare Internum*, la Mer Intérieure du Sud — et les « Méditerranées » froides du Nord : Manche, Mer du Nord, Baltique. Ces différences, de toutes natures, portent sur les hommes, les nourritures, les appétits, voire sur l'ancienneté variable de la civilisation en place. Des « isthmes » de circulation privilégiée relient le Nord au Sud (isthme russe, isthme allemand, isthme français), de plus en plus étroits à mesure que l'on se rapproche de cette Europe de l'Ouest, tellement amenuisée qu'elle évoquait, pour un géographe, l'extrémité d'un entonnoir, lequel s'ouvrirait largement vers l'Est.

3° *que ces contrastes Est-Ouest ou Nord-Sud, autant qu'à la géographie, tiennent à des causes historiques.*

L'Ouest regarde vers Rome, l'Est vers Constantinople (Tsarigrad). Le geste immense de séparation aura été, au IXe siècle de notre ère, le succès décisif des évangélisations de saint Méthode et de saint Cyrille qui ont, à l'avance, modelé l'avenir oriental, celui du monde orthodoxe.

Plus tard, une séparation se précisera, cette fois entre Nord et Sud, avec la naissance du Protestantisme qui, assez curieusement, « déchirera » la Chrétienté à peu près selon la ligne même de l'ancien *limes* romain.



ESPACE ET LIBERTÉS

Le destin de l'Europe a été commandé, de bout en bout, par le développement obstiné de libertés particulières, de *franchises*, qui sont autant de privilèges réservés à certains *groupes* : les uns étroits, les autres larges. Ces libertés s'opposent souvent, s'excluent même les unes les autres.

Bien entendu, il n'a pu être question de ces libertés que lorsque l'Europe Occidentale a été constituée en tant qu'espace homogène, en tant que maison à l'abri. Pas de maison défendue, alors évidemment pas de libertés possibles. Les deux problèmes n'en font qu'un.

I. L'espace européen se définit : Ve-XIIIe siècle.

Les deux cartes qui accompagnent nos explications permettent de presser le pas et d'éviter la fastidieuse énumération d'accidents et de catastrophes au cours desquels s'est peu à peu construite en un tout cohérent, du moins assez cohérent, l'extrémité occidentale de la Péninsule européenne.

1. L'espace européen s'est délimité au cours d'une série de guerres et d'invasions. Tout commence avec la cassure en deux de l'Empire Romain, cassure que consacre, mais ne crée pas, le partage de Théodose, en 395.

Depuis toujours, ou presque, il y a eu un Orient méditerranéen peuplé, riche d'une très vieille civilisation, animé par de nombreuses industries et, dès le principe même de la conquête romaine, un Occident, si l'on veut un *Far West*, fruste sinon inculte, où Rome, en créant des villes, a parfois mis en place une civilisation, la sienne ou l'image déformée de la sienne.

Le partage accompli (395), la *Pars Occidentis* va connaître une série de cataclysmes sur les trois frontières qui l'enveloppent : 1° au Nord-Est, le long du Rhin et du Danube; 2° au Sud, en Méditerranée; 3° sur ses longues frontières « océaniques », longtemps tranquilles, du Danemark à Gibraltar. Ces dangers, les réactions qu'ils entraînent auront délimité, créé l'espace européen.

1° *Au Nord-Est,* le double *limes* du Rhin et du Danube n'a pas résisté aux pressions des Barbares, en fuite devant les Huns : en 405, la grande poussée dite de Radagaise, atteignait l'Italie et s'achevait en pleine Toscane. Quelques instants plus tard, le 31 décembre 406, une masse de peuples barbares passait le Rhin gelé, près de Mayence, et submergeait les provinces gauloises.

La porte enfoncée ne sera refermée qu'après l'échec des Huns aux Champs Catalauniques, en 451. Ensuite, la remise en place fut relativement rapide. La Gaule mérovingienne reconstitua la frontière du Rhin, bientôt largement déplacée vers l'Est; les Carolingiens la maintinrent loin du fleuve, soumettant à leur autorité la Germanie entière, poussant même jusqu'à la « Hongrie » des Avars.

La conversion au Christianisme, que domine le grand nom de saint Boniface, consolide cette énorme avancée vers l'Est. L'Occident réussit ainsi, là où avait échoué la prudence d'Auguste et de Tibère.

Face à l'Est asiatique, la Germanie, dès lors, protège le monde occidental. Son mérite sera d'arrêter les cavaliers hongrois à Mersebourg (933), puis de les écraser à Augsbourg (955). Le Saint Empire Romain Germanique en tirera sa raison d'être lorsqu'en 962, il se substituera à l'Empire Carolingien (établi par Charlemagne, à la Noël de l'an 800).

La frontière de l'Est qui n'est plus menacée, bourgeonne alors, gagne encore vers l'Est avec la naissance d'États chrétiens (Pologne, Hongrie, Bohême), avec la poussée de la colonisation germanique (XIe-XIIIe siècles). Et de ce côté, tout sera à peu près paisible jusqu'à l'immense poussée mongole (vers 1240), miraculeusement stoppée aux abords de la Pologne et de l'Adriatique. Seule, la Russie kiévienne en aura été la victime.

2° *Vers le Sud,* une dangereuse frontière se précise dès les premiers succès de la conquête musulmane, d'autant qu'il y eut, en Méditerranée, « trahison » successive de l'Afrique du Nord, chrétienne jusque-là, de la compacte Péninsule espagnole, puis de la Sicile. La Méditerranée devient, à l'Ouest, un « lac musulman ». La première réaction efficace sera la création d'une cavalerie lourde, qui triomphera avec Charles Martel, à Poitiers

Ci-contre : **Combat d'amazones** (mosaïque romaine, IVe siècle ap. J.-C.).

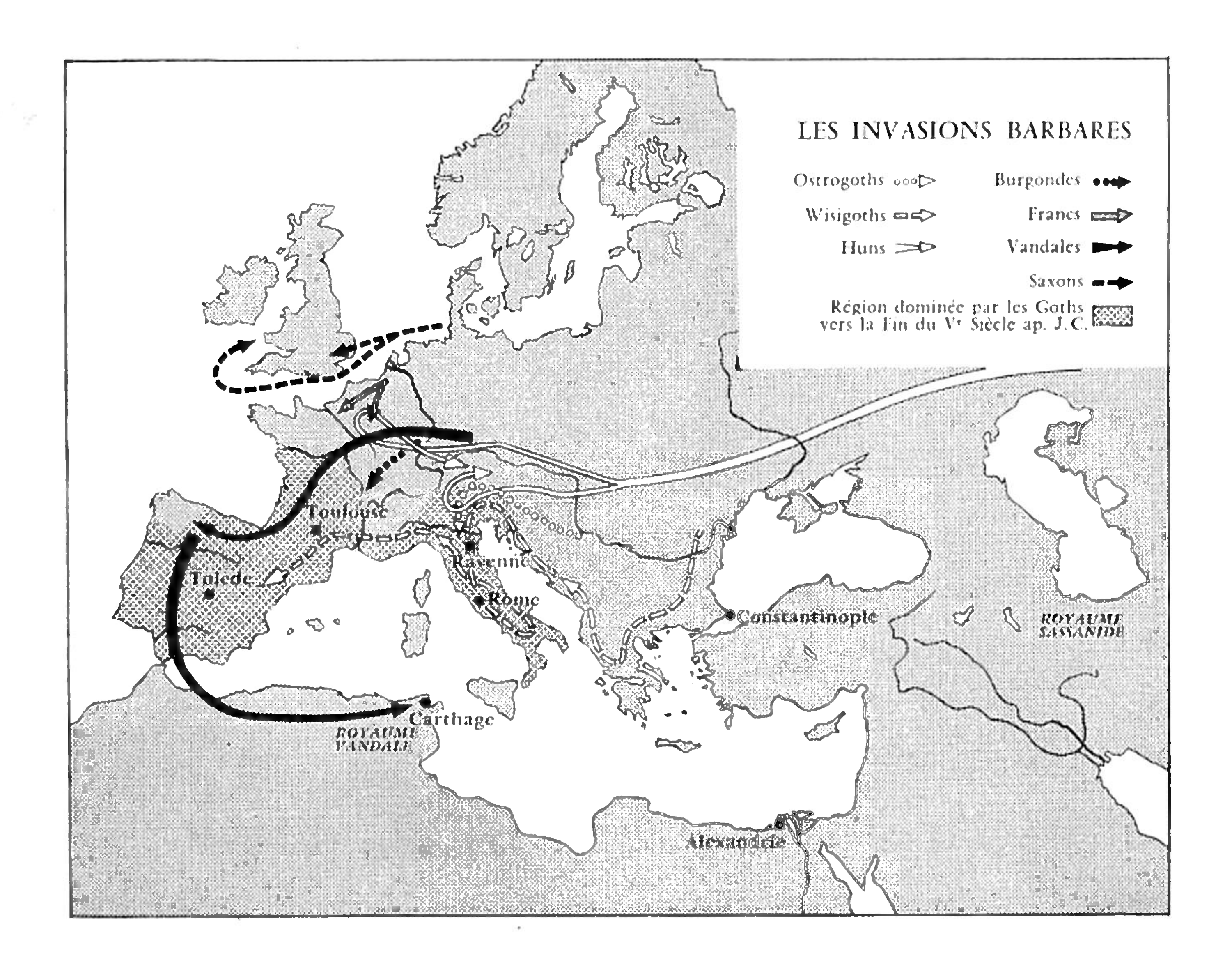
(732). Cette victoire entraînera la fortune immense, mais brève, des Carolingiens, dont les effets se firent sentir au-delà du Rhin, jusqu'en Saxe et en Hongrie.

Mais contre l'Islam, voisin supérieur, la Chrétienté devra engager un combat difficile, dramatique, et inventer son idée-force de Guerre Sainte, la *Croisade*. Ces luttes seront interminables : la première Croisade — évidemment pas le premier combat contre l'Islam, mais le premier qui soit collectif, conscient, éclatant — est de 1095; la dernière, qui ne marque pas davantage la fin de la lutte, est l'expédition de saint Louis en Tunisie, en 1270.

Quand la reprise par les Égyptiens de Saint-Jean-d'Acre, en 1291, aura stoppé ces grandes aventures orientales, l'appel de la Croisade restera, en Occident, le tourment des esprits et des cœurs, avec des résurgences inattendues, au XVe, au XVIe siècles... Au XVIIe encore, il y eut les « solitaires de la croisade », comme les appelle un historien, Alphonse Dupront, qui a suivi jusqu'au XIXe siècle cette mystique obsédante, reconnaissable jusque dans les aventures coloniales d'hier.

Les Croisades, entre 1095 et 1291, ont-elles coûté à l'Occident peu peuplé alors (à peine 50 millions d'êtres) les 4 ou 5 millions d'hommes que supputent des calculs statistiques récents et très hasardeux? Nul ne saurait le dire. En tout cas, elles ont été le drame de l'Europe naissante, son premier triomphe, double au moins : la reconquête précaire et provisoire du Saint-Sépulcre et celle, définitive, de la Méditerranée charrieuse de richesses. Elles ont achevé de fixer l'espace occidental sur ses marges méridionales, longtemps les plus importantes de toutes, jusqu'aux Grandes Découvertes maritimes des XVe et XVIe siècles.

3° *Face à l'Ouest et au Nord-Ouest,* et jusqu'en Méditerranée, l'Europe, dont la vocation maritime fut tardive (sauf dans les Pays-Bas, en Irlande, en Italie), l'Europe sera surprise aux VIIIe, IXe et Xe siècles par les invasions normandes — surprise et impuissante, d'autant plus tourmentée par elles. De ces invasions elle tirera, finalement, à long terme, des avantages.

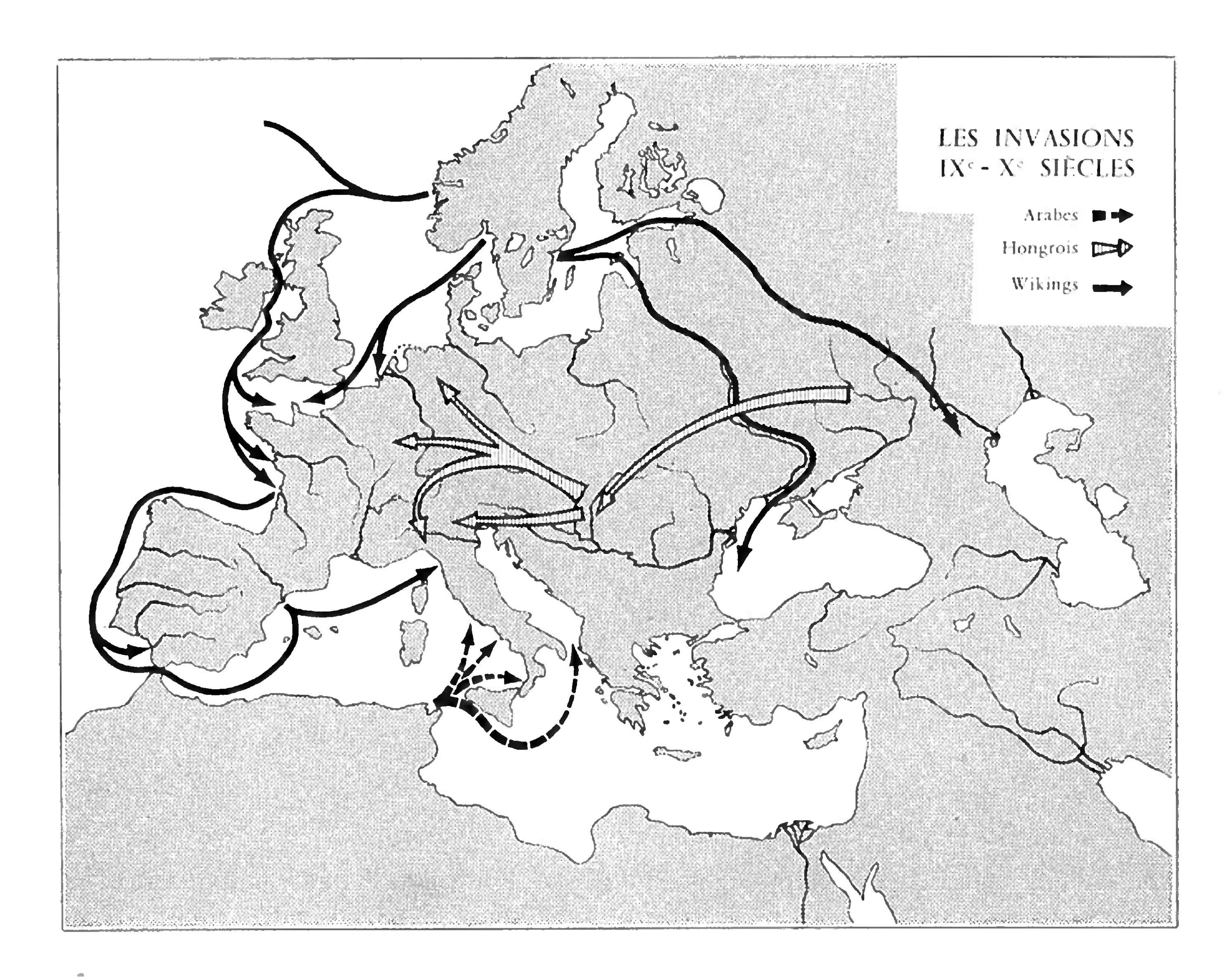


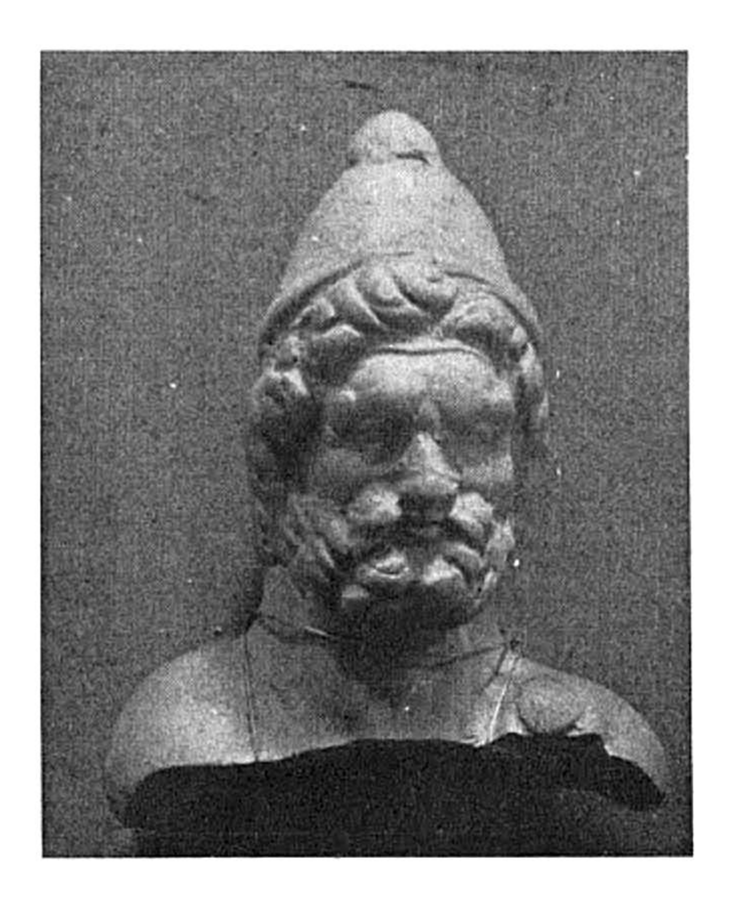
Il ne s'agit pas de plaider en faveur de ces pirates impitoyables. Ils rançonnèrent rudement l'Europe. Cependant, comment ne pas admirer d'admirables exploits : leurs randonnées à travers l'épaisseur entière de la plate-forme russe, leur découverte de l'Amérique aussitôt perdue que saisie parce que, comme l'a écrit Henri Pirenne, « l'Europe n'en avait pas encore besoin »? Les historiens économistes sont plus indulgents encore à l'égard des *Vikings* : ils soutiennent que leurs pillages de trésors (surtout ecclésiastiques) remirent en circulation une partie des métaux précieux immobilisés et comme endormis, lors du repli économique de l'Occident qui suivit la chute de Rome. Les Vikings auraient été, par leurs vols mêmes, des pourvoyeurs de monnaie, cette monnaie qui relança l'économie occidentale.

2. Pour comprendre la première civilisation européenne, il faut récapituler ces catastrophes, imaginer les « nuits » atroces des IXᵉ et Xᵉ siècles et la pauvreté première d'une Europe qui a dû lutter chaque jour pour survivre.

En fait, privée de larges débouchés, réduite à une économie de subsistance, « citadelle assiégée ou pour mieux dire envahie » (Marc Bloch), cette misérable Europe ne peut supporter alors le poids de vastes États. A peine édifiés, ceux-ci s'effondrent, ou se détériorent. L'Empire de Charlemagne vite construit s'écroule peu de temps après la mort du Grand Empereur (814). Le Saint Empire Germanique ne sera assez tôt qu'une vaste maison délabrée. Alors l'Europe occidentale se fractionne en multiples et minuscules seigneuries. Le régime féodal (féodal, de fief = feodum) maintient des unités plus théoriques que réelles à l'intérieur des divers Royaumes d'Occident, les uns se modernisant, mais très lentement, tel le Royaume de France, les autres restant au contraire « très archaïsants », comme le *Reich*.

Cependant, ce monde tourmenté, maltraité du dedans, bousculé du dehors, est déjà une civilisation, d'une homogénéité évidente. Au delà de sa diversité, il faut parler d'une « civilisation féodale » (Lucien Febvre) à laquelle se posent, où que nous la consi-







Nos ancêtres les Gaulois.
(Musée de Langres.)

dérions, les mêmes grands problèmes, dans des conditions, et avec des solutions souvent analogues. Cette civilisation est née de multiples mélanges ethniques, économiques, de luttes répétées, de croyances communes, et surtout « des troubles mêmes » auxquels elle s'est efforcée de porter remède.

3. La féodalité construit l'Europe. Cette Europe arrive, entre XIe et XIIe siècles, à sa première jeunesse, à sa première vigueur, sous le signe d'une féodalité vivace, c'est-à-dire d'un ordre politique, social et économique particulier, puissamment original, d'une civilisation qui en est déjà à sa seconde ou troisième fermentation.

Mais comment définir cette civilisation multicolore?

Pas de féodalité, en Europe ou ailleurs, sans la décomposition préalable d'un vaste corps politique. Dans le cas présent, ce corps politique, c'est le vaste Empire carolingien, cette première « Europe » dont le nom même s'est affirmé alors *(Europa, vel Regnum Caroli)*, pour disparaître presque aussitôt avec le grand Empereur qu'un poète de sa cour saluait comme le *pater Europae.*

De ce désastre, la féodalité fut la conséquence naturelle. Tel officier français, lors de la débâcle de juin 1940, rêvait que chaque unité à la base pût recouvrer par miracle, un instant, son autonomie, le droit d'agir à sa guise, sans respecter les ordres généraux qui la liaient à un commandement de moins en moins efficace et qui, sans le vouloir, poussait chaque groupe vers le reflux de la défaite. Le régime féodal est né d'une réaction analogue si l'on veut, avec, entre autres, cette différence essentielle assurément qu'il n'est pas né d'un désastre rapide comme celui de 1940. Il lui a fallu plusieurs siècles pour s'établir. Sa nature est pourtant bien d'être, à la fois, une réaction de *défense* et une réaction *locale.* Le château-fort sur sa *motte,* avec près de lui, le ou les villages qu'il protège, ce n'est pas un système gratuit, ou un luxe, mais un outil de défense.

Cependant, la féodalité, c'est autre chose encore : une société fondée sur les relations d'homme à homme, sur une chaîne de dépendances; une économie où la terre n'est pas le seul mais le plus fréquent moyen de payer des services. Le seigneur a reçu du Roi, son suzerain, ou d'un seigneur de plus haut rang que lui, un fief *(feodum),* une seigneurie, à charge de lui fournir une série de services dont *l'aide aux quatre cas :* 1. il faut payer pour la rançon du seigneur; 2. lors de l'adoubement (entrée en chevalerie) du fils aîné; 3. lors du mariage de la fille

aînée; 4. quand le seigneur part pour la Croisade. Le seigneur a cédé, à son tour, des morceaux ou éléments de sa seigneurie à d'autres seigneurs plus modestes ou bien à des paysans. Il a remis à ces derniers une terre (tenure, censive, tènement, dit-on encore) que chaque paysan mettra en culture contre paiement d'une redevance en argent (le cens), une quote-part de ses récoltes (dîme ou champart), des prestations en travail (corvée). En revanche, au seigneur de les défendre et de les protéger.

A cette pyramide sociale, avec ses obligations, ses règles, ses fidélités, à cette mobilisation de forces, l'Occident a dû de survivre, de sauvegarder le vieil héritage chrétien et romain auquel il va mêler idées, vertus et idéologies du régime seigneurial (sa civilisation propre).

Pratiquement, l'Europe qui alors a oublié son nom même d'Europe, se constitue comme un monde cloisonné, où seule compte la petite région, l'étroite patrie.

Assurément, il y aura eu de très gros avantages, en ces débuts de la vie européenne, à ce que chaque région ait eu, ainsi, le loisir de pousser à sa guise, comme une plante libre. Du coup, chacune s'est constituée en entité, en *robuste* personne, en unité *consciente,* prête à défendre son territoire, son indépendance.

L'intéressant, c'est que s'établit malgré tout, malgré le cloisonnement politique, une convergence évidente de civilisation, de culture. Le voyageur sur le chemin de tel pélerinage (celui de St-Jacques de Compostelle par exemple) ou en déplacement d'affaires, se sent chez lui, aussi bien à Lübeck qu'à Paris, à Londres qu'à Bruges, à Cologne qu'à Burgos, Milan ou Venise. Les valeurs morales, religieuses, culturelles, les règles de la guerre, de l'amour, de la vie, de la mort sont partout les mêmes, d'un fief à l'autre, quels que soient leurs querelles, leurs révoltes ou leurs conflits. C'est pourquoi il y a vraiment une Chrétienté *une* (Marc Bloch) et ce qu'on peut appeler une *civilisation de la chevalerie,* du troubadour et du trouvère, de l'amour courtois.

Les Croisades disent cette unité, puisqu'elles s'affirment comme des mouvements d'ensemble, des aventures, des passions collectives, communes à ces innombrables petites patries.

II. La liberté ou mieux : les libertés, XIe-XVIIIe siècle.

Supposons que, du ve siècle à l'époque actuelle, ou mieux au XVIIIe siècle, il soit loisible de saisir la masse entière de nos connaissances sur l'histoire européenne, puis, qu'on l'enregistre (si un tel enregistrement peut se concevoir) dans une mémoire électronique et que nous ayons, enfin, la curiosité de demander à cette mémoire polyvalente *le* problème qui surgit le plus fréquemment, à la fois dans le temps et dans l'espace, à travers cette histoire interminable? A coup sûr, ce problème est celui de *la,* ou mieux *des* libertés européennes. *Le mot de liberté est le mot-clef.*

En tout cas, que le monde occidental, dans sa lutte idéologique, aujourd'hui, ait choisi pour lui-même, avec des intentions qu'on ne saurait dire entièrement pures, l'appellation de « monde libre », s'avère de bonne, d'excellente guerre, à la lumière de l'histoire européenne, prise dans son mouvement multi-séculaire.

1. Par liberté, c'est toutes les formes de liberté qu'il faut entendre, y compris les abusives.

Ces libertés, en fait, ne cessent de se menacer les unes les autres. Telle d'entre elles limite, supprime telle autre, qui succombera à son tour devant un nouvel adversaire. Cette succession jamais pacifique a été l'un des secrets des progrès de l'Europe.

Encore faut-il préciser ce que l'on entend par « liberté ». Non pas tellement la liberté individuelle, habituelle mesure du « monde libre » d'aujourd'hui, que la liberté des groupes. Il est significatif que le Moyen Age parle beaucoup plus de *libertates* que de *libertas.* Mis ainsi au pluriel, le mot ne se distingue guère de *privilegia,* ou *jura.* Les libertés, au vrai, ce sont des ensembles de *franchises,* de privilèges, à l'abri desquels telle ou telle collectivité de personnes et d'intérêts se met à l'abri, puis, forte de cette protection, fonce sur les autres et souvent sans vergogne.

Ces libertés collectives, lentes à s'établir dans leur plénitude, sont lentes aussi, plus tard, à être ramenées à de justes limites, ou à être brisées. Elles ont, en général, la vie dure.

2. La libération des paysans sera parmi les premières à s'esquisser, la dernière assurément à s'accomplir — on peut même soutenir qu'elle n'est pas encore achevée aujourd'hui.

Il n'y a de liberté, à nos yeux, que si, entre le paysan et la terre, ne s'interpose plus aucune pro-

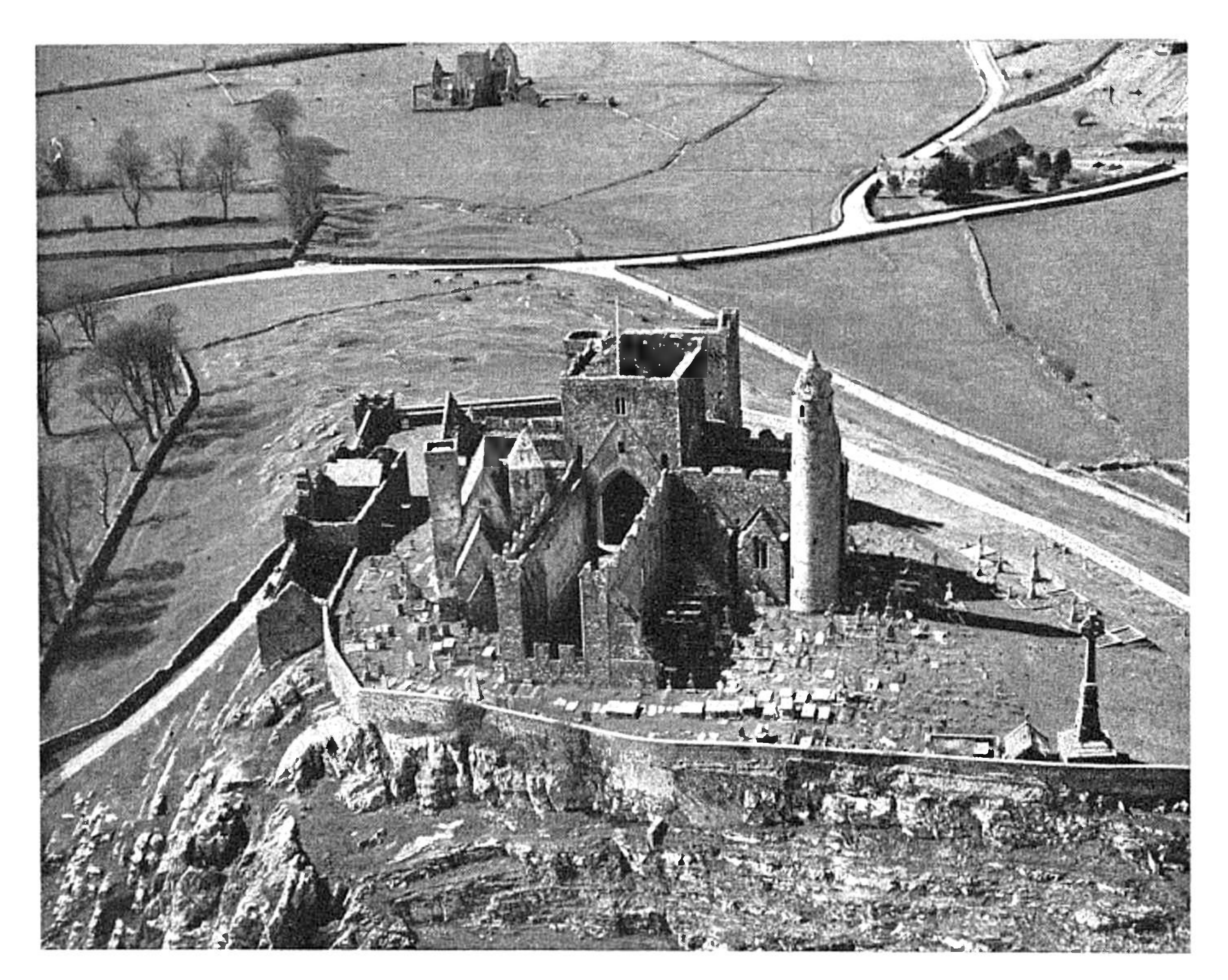
priété étrangère, seigneuriale, citadine ou capitaliste; que si aucune servitude ne pèse sur la personne du paysan; enfin, que si l'activité de ce dernier est assez productive pour assurer sa nourriture, en lui laissant un surplus et que ce surplus, au cas où il gagne le marché voisin, ne fasse pas la seule fortune de l'intermédiaire, qu'il permette au paysan d'acheter, au moins, le nécessaire.

Voilà bien des conditions. Si l'on peut dire que le paysan européen a eu, au cours du passé, des avantages et même certaines libertés, ce n'est que relativement à d'autres paysans, assurément beaucoup plus assujettis que lui. En gros, chaque élan économique lui aura été bénéfique.

Ainsi lors du réveil économique de l'Europe, à partir du Xe siècle au plus tôt. A cette époque, la production agricole s'accroît partout, aussi bien dans les pays « neufs » du Nord où se propage, à partir des terres germaniques et de la Pologne, *l'assolement triennal* que dans les régions du Sud (Italie, France méridionale), où *l'assolement biennal* (céréales, jachère) demeure la règle.

Cette montée de la production est liée à la montée démographique et à la poussée des villes. Cette dernière a été une condition essentielle, mais en a reçu, à son tour, le contrecoup bénéfique.

Dès le XIe siècle, et tant que dure la montée économique, le sort du paysan, jusque-là attaché à la glèbe comme serf, se modifie à vive allure. « Après avoir appartenu à l'homme d'épée, puis, en concurrence avec lui, à l'homme d'église, le guéret tombe aux mains de l'homme de la charrue... (Il



L'Irlande, refuge du christianisme occidental.

Saint Patrick avait fondé au Ve siècle un monastère à Rock of Cashel. On y voit encore les ruines d'une cathédrale gothique dédiée à saint Patrick et celles d'une chapelle saxonne du IXe siècle.

y eut) abandon de la terre à tous les laboureurs qui voulurent en prendre, moyennant un très faible intérêt annuel à payer aux anciens propriétaires. « Cette *prise à cens* s'opérait « en un temps où la terre était abondante et l'homme rare, par conséquent où le travail humain était plus recherché que la terre » (d'Avenel). Nul doute que pour de vastes régions (non pas toutes), une certaine libération paysanne ne se soit alors affirmée. « Nous étions libres — aimait à dire l'historien Henri Pirenne, songeant aux paysans d'Occident, dès le XIIe siècle. »

Cette libération n'est cependant ni complète, ni générale, ni surtout définitive. Qu'un certain équilibre existe — fort répandu, il est vrai — que cet équilibre laisse *en fait* la terre au paysan, que celui-ci soit maître, voire « seigneur en sa maison », qu'il puisse céder ou vendre sa terre, il est vrai encore. Enfin que la redevance *en argent* se soit fixée assez tôt, voilà qui avantagera le paysan à long terme, car la monnaie avec les siècles ne cessera de se dévaluer et les redevances en argent, fixées une fois pour toutes, deviendront parfois, à la longue, dérisoires.

Cependant, il ne s'agit pas là d'avantages bien établis en droit. Le seigneur continue à posséder sur la terre un droit supérieur qui, selon les circonstances et les lieux, est toujours capable de recouvrer sa puissance oppressive. L'histoire des soulèvements paysans en est la preuve : les Jacqueries en France (1358), la révolte des Travailleurs et paysans anglais (1381), l'immense et brusque soulèvement des paysans allemands (1524-5), ou, en France à nouveau, ces troubles paysans en chaîne de la première moitié du XVIIe siècle. Chaque fois, ces soulèvements, ces « grèves générales » ont été maîtrisés. Seule leur menace toujours présente aura aidé les paysans à sauvegarder une partie des libertés et avantages qu'ils avaient acquis.

Ceux-ci leur sont en effet contestés à nouveau à travers toute l'Europe, avec *la poussée économique et capitaliste du monde moderne. Dès le XVIe siècle, plus encore avec le XVIIe, le capitalisme qui, avec la régression économique ne trouve plus facilement à s'employer ailleurs, reflue vers la terre.* Faisant tache d'huile, une vaste réaction « seigneuriale », bourgeoise autant que seigneuriale, se met en place autour des villes, grandes et petites, déborde sur les campagnes proches. Des propriétés de type nouveau (*fermes, granges, métairies,* les mots variant selon les régions et n'ayant pas toujours leur sens actuel) se constituent en domaines, de préférence d'un seul tenant, au détriment, avant tout, de la terre paysanne. Un véritable esprit capitaliste anime généralement ces propriétaires préoccupés de rendement, de profit. Prêteurs, c'est auprès d'eux que s'endettent les paysans, au point qu'un beau jour leur terre est saisie ou que pèse sur elle, au bénéfice du riche, une de ces innombrables *rentes* constituées dont les contrats encombrent les registres notariaux. Tout alors (même les contrats de fermage stipulés souvent en nature, en blé, non pas toujours en argent) défavorise le paysan.

Nette dans toute l'Europe, cette réaction est particulièrement tragique, dans l'Europe centrale et orientale, en Allemagne au delà de l'Elbe (l'Ostelbien), en Pologne, Bohême, Autriche, voire dans les Balkans et en Moscovie. Avec le XVIe siècle finissant, se met partout en place, dans ces régions (certaines « encore sauvages ») ce que les historiens appellent, de plus en plus, le *second servage.* Le paysan est repris dans les mailles d'un régime seigneurial, pire que celui de jadis. Le seigneur est chef d'exploitation, entrepreneur, marchand de blé. Pour répondre à la demande grandissante de céréales, il contraint ses paysans à multiplier les corvées (cinq jours par semaine en Bohême où le paysan ne cultive sa terre que le samedi, tandis qu'en Slovénie, les corvées, limitées à dix *jours* par an au XVe siècle couvrent six *mois* de l'année à la fin du XVIe) pour mettre en culture la terre qu'il possède directement (le domaine proche ou la réserve). Ce régime qui durera dans l'Est *jusqu'au XIXe siècle,* est sans doute largement responsable des retards supplémentaires que prendront ces régions, par rapport à celles de l'Ouest.

En Occident, en effet, sous un régime libéral par comparaison, un reflux favorable aux paysans s'était amorcé dès le XVIIIe siècle; en France, dès le système de Law qui aura tout précipité (même l'ivrognerie rurale). La Révolution française achève cette évolution, en libérant d'un seul coup la terre paysanne des droits féodaux qui pesaient sur elle, exemple qui se propagera au cours des guerres révolutionnaires et napoléoniennes.

3. Les libertés urbaines. Les villes sont des moteurs toujours en mouvement. Du premier essor de l'Europe, elles ont été seules à prendre la charge. Elles en ont retiré le bénéfice de leurs « libertés ».

a) *La Renaissance urbaine (XIe-XIIe siècles).*

La longue régression de l'Occident avait abouti, avec le Xe siècle, à une régression effrayante des villes : à peine existaient-elles encore.

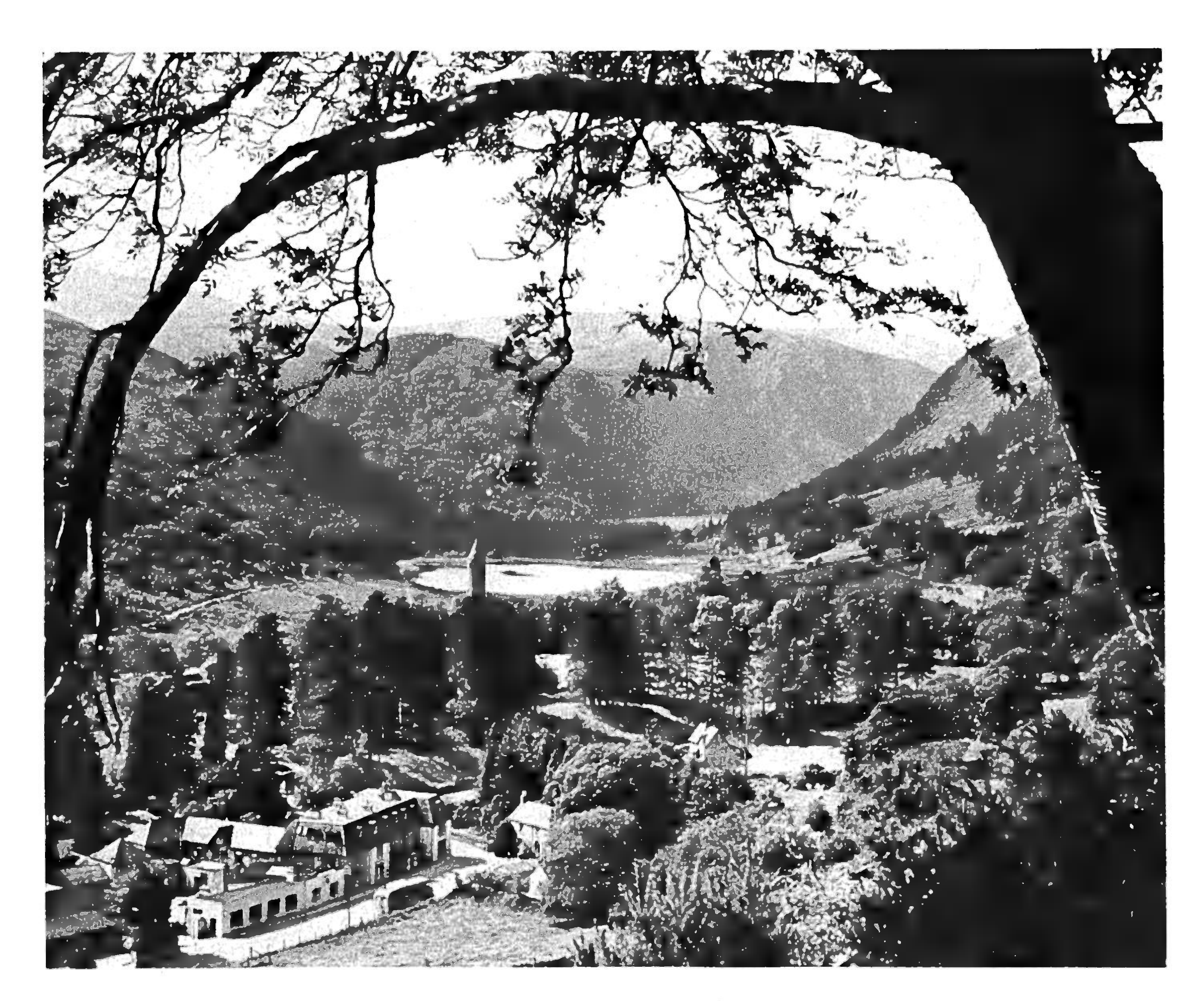
Quand le flux économique change de sens avec la montée matérielle du XIe au XIIIe siècle, tout se passe comme si, à l'occasion de cette remise en marche, les villes prospéraient plus vite que les lourds Etats territoriaux. Ceux-ci ne commenceront guère à émerger avec leurs caractères *modernes*, ou déjà modernes, qu'avec le XVe siècle, au plus tôt. Les villes, elles, font éclater les cadres des États féodaux où elles se mettent à pousser, dès les XIe-XIIe siècles. Modernes, en avance sur leur temps, elles annoncent l'avenir. Elles sont déjà cet avenir.

b) *L'indépendance des villes.*

Evidemment, elles ne sont pas toujours, et d'entrée de jeu, strictement indépendantes. Cependant de grandes cités libres s'affirment tôt en Italie, le pays le plus avancé, alors, de tout l'Occident. De même aux Pays-Bas, « cette seconde Italie ». Venise, Gênes, Florence, Milan, Gand, Bruges, sont déjà des villes « modernes », à l'époque où la royauté de Saint Louis est typiquement « médiévale ».

Derrière ces villes que gouvernent des Ducs, des Doges ou des Consuls, d'innombrables villes de moindre rang obtiennent non sans luttes (en vertu de leurs *chartes*), de s'administrer elles-mêmes, de veiller à leurs finances, à leur justice, aux terres qu'elles possèdent.

En général, la pleine liberté est la récompense d'une prospérité matérielle qui, seule, permet à



A Glendaloch (Irlande).
Une tour de guet parmi les ruines d'une cité très importante dans les premiers siècles du christianisme.

quelques villes le luxe d'assurer, en même temps que leur vie économique, leur défense extérieure. Ce sont les Villes-États. Quelques-unes seulement ont atteint cette hauteur, mais toutes puisent dans le commerce et l'activité des corps de métiers, le principe d'une certaine indépendance, d'un droit à des libertés particulières.

Ces métiers travaillent à la fois pour le marché local et pour le *commerce lointain*. Il est hors de doute que *l'économie urbaine* n'a pu prospérer, comme elle le fit, que parce qu'elle a largement débordé l'économie locale. Au XVe siècle, la ville de Lübeck, la plus importante de la vaste association commerciale que l'on appelle la Hanse, ensemble de villes marchandes disséminées depuis la Baltique jusqu'au Rhin, a des rapports avec l'ensemble du monde alors connu. On peut en dire autant de Venise, ou de Gênes, ou de Florence, ou de Barcelone.

En ces centres privilégiés, *un premier capitalisme triomphe avec « le commerce au loin »*. C'est le début du règne des *marchands entrepreneurs* qui fournissent matières premières et travail et assurent la vente des produits industriels, les maîtres des métiers devenant de plus en plus des salariés, ainsi que leurs « compagnons », dans ce *Verlagsystem* (ce mot intraduisible des historiens allemands qui désigne en gros *le travail à façon*). Les marchands sont les grands personnages du *popolo grasso*. Le menu peuple, le peuple « maigre », se révoltera souvent assez vainement. A Gand, par exemple, ou bien à Florence, où la révolution violente des *Ciompi* éclate en 1381...

En fait, ces luttes internes (ces *taquehans*, dit Beaumanoir parlant des artisans des Flandres qui font véritablement ce que nous appelons aujourd'hui des grèves pour obtenir la hausse de leurs salaires) disent les tensions sociales, déjà luttes de classes, dans ces villes industrieuses. D'autant que, progressivement, l'opposition va aussi se marquer entre maîtres des métiers et compagnons. Ceux-ci tenus à l'écart par la difficulté des coûteux « chefs d'œuvre » qui, seuls, permettraient leur promotion, ont leurs groupements, leurs associations, leurs « loges », d'une ville à l'autre, et leurs vagabondages... Ils ont été le premier prolétariat ouvrier.

Toutefois, ce prolétaire, *s'il est « citoyen »*, et du seul fait qu'il l'est, est encore un privilégié, au moins tant que durera la grande époque des villes indépendantes ou semi-indépendantes.

c) *Une typologie des villes ?*

Y a-t-il eu, comme le pense Max Weber, une *typologie* particulière aux villes du Moyen Age européen, ces « villes fermées », comme il les définit ?

Il est vrai qu'elles sont exclusives et refusent d'avoir quelque considération que ce soit pour qui se trouve au-delà de leurs murs. Rien n'existe au-dessus d'elles qui ressemble au despotisme efficace du mandarin chinois, représentant de l'État. Les campagnes proches qui les entourent leur sont souvent assujetties : le paysan, jamais citoyen, est tenu de vendre exclusivement son grain aux Halles de la ville et, fréquemment, il lui est interdit d'avoir, chez lui, des métiers. A moins qu'au contraire la ville n'ait besoin de ses services en ce domaine. Ce régime est bien différent, assurément, de celui de la cité antique, politiquement *ouverte* sur son « plat pays » : le paysan athénien, à l'époque classique, est citoyen au même titre que l'habitant de la ville elle-même.

Nul étonnement donc : les droits de citoyenneté ne sont accordés que parcimonieusement sauf quand il y a, pour la ville, extrême urgence à augmenter sa population. Ainsi, en 1345, au lendemain de la Peste Noire, Venise accepte à l'avance comme nouveaux citoyens tous ceux qui voudraient bien s'installer chez elle... D'ordinaire la « Seigneurie » est moins généreuse. Elle connaît deux types de citoyenneté, l'une dite *de intus* qui ne crée qu'un *cittadino* de seconde zone; l'autre, la citoyenneté pleine, dite *de intus et de extra*, jalousement surveillée par une aristocratie attentive à sauvegarder ses privilèges. Il faut quinze ans de résidence à Venise pour avoir droit à la citoyenneté *de intus*, vingt ans pour l'autre. Encore distingue-t-on, à l'occasion, entre « vieux » et nouveaux citoyens. Un décret de 1386 précise que seuls les « Vieux » Vénitiens auront le droit de négocier avec les marchands allemands installés à Venise.

La ville égoïste, vigilante, féroce, est, face au monde, prête à défendre ses libertés, souvent avec un très grand courage, le cas échéant sans nul souci des libertés d'autrui. Les luttes urbaines, atroces, préfigurent les luttes nationales des siècles à venir.

d) *Villes et États.*

La liberté des villes, cependant, sera bientôt menacée quand les États modernes, plus lents qu'elles dans leur croissance, grandiront avec le XVe siècle.

Souvent alors les villes seront mises au pas par l'État, distributeur, selon les cas, de sanctions ou de privilèges. D'où certaines crises graves : les *Comunidades* de Castille, en 1521; la réduction de Gand par Charles Quint, en 1540... Et bien des compromis inévitables.

Car la Monarchie moderne n'a été possible que grâce à la collaboration des villes. Il faudra que celles-ci se soumettent, renoncent à certains de leurs privilèges, pour sauvegarder les autres. En compensation de l'abandon de leurs libertés, le champ neuf de l'État moderne leur est ouvert : de plus vastes trafics, des emprunts profitables, et, aussi, en certains pays, en France particulièrement, l'achat de charges publiques (vénalité des charges). Une *économie territoriale* s'affirme, se substitue à l'économie urbaine, stade précédent. Mais l'économie territoriale reste à direction urbaine. Les villes continuent, à côté de l'État, à mener le jeu.

4. L'heure des États dits territoriaux (en fait les États modernes) sonne tard. La Royauté ancienne, fondée sur les liens du sang, sur les relations de suzerain à vassal, a mis longtemps à disparaître, ou du moins à se transformer.

Le tournant est pris au XV[e] siècle, et d'abord presque exclusivement là où la révolution urbaine ne s'était pas produite avec intensité. Ni l'Italie, ni les Pays-Bas, ni même l'Allemagne, qui aura connu tant de villes libres, actives et riches, ne seront le terrain d'élection du nouveau type de gouvernement. La Monarchie moderne se développe, avant tout, en Espagne, en France, en Angleterre, avec des souverains d'un type nouveau, Jean II d'Aragon (le père de Ferdinand le Catholique), Louis XI, Henri VII de Lancastre.

Au service des États territoriaux interviennent des « fonctionnaires », disons, pour ne pas être anachronique, des « officiers », tous serviteurs de l'État, ainsi ces « légistes », formés par l'étude du droit romain, les grands commis, les « ministres »...

En faveur des États joue aussi la vénération des masses populaires qui voient dans le monarque un protecteur naturel contre l'Église et les Nobles. En France, jusqu'au XVIII[e] siècle, la Monarchie a pu compter sur la dévotion populaire, sur « une religion d'amour » (Michelet).

Cet État moderne naît des nécessités nouvelles, et impérieuses de la guerre : l'artillerie, les flottes de combat, les effectifs en hausse en rendent la conduite de plus en plus onéreuse. La guerre, mère de toutes choses, *bellum omnium mater*, a fabriqué aussi la modernité.

a) *La raison d'État.*

Cet État moderne ne reconnaît bientôt plus aucune supériorité, ni celle de l'Empereur du Saint-Empire Germanique, dont les princes de l'Empire eux-mêmes ne tiennent plus grand compte; ni celle de la Papauté, jadis immense autorité morale et politique. Chaque État se veut seul, sans contrôle, *libre :* la *Raison d'État* (l'expression apparaît, la première fois, dans le texte de la harangue du Cardinal della Casa à Charles Quint, à propos de l'ignoble petit fait divers — 1552 — de la prise de Mantoue) devient *l'ultima ratio.* Elle se présente comme un trait révélateur de cette évolution qui fait passer les formes politiques occidentales de la *royauté* traditionnelle, paternaliste et mystique, à la *monarchie* moderne des juristes.

Très tôt quelques esprits auront annoncé cet avènement des États, « superiorem non recognoscentes », selon la formule du juriste Bartolo de Sassoferrato (XIV[e]). Mais ils devançaient l'actualité politique.

En France, la théorie de la souveraineté sans partage de l'État sera défendue par Jean Bodin dans son *Traité de la République,* en 1577 seulement (par République entendez, au sens latin, la chose publique). L'État souverain est au-dessus des lois civiles, soumis aux seules lois naturelles et divines : il n'y a rien, au royaume des hommes, au-dessus de lui. « Et tout aussi que le Pape ne se lie jamais les mains, comme disent les canonistes : aussi le Prince Souverain ne se peut lier les mains, quand ores il voudroit. Aussi, voyons-nous, à la fin des édits et ordonnances ces mots : Car tel est nostre plaisir, pour faire entendre que les loix du prince souverain ores qu'elles fussent fondées en bonnes et vives raisons, néanmoins qu'elles ne dépendent que de sa pure et franche volonté. »

Cette volonté du souverain envahit l'État. « Das Ich wird der Staat », le Moi devient l'État, écrit un historien allemand. C'est la formule célèbre : « L'État, c'est moi », prêtée en général à Louis XIV, attribuée au moins une fois à Élisabeth d'Angleterre. Que les souverains espagnols bien qu'ils s'appellent *Rois Catholiques,* ou les français qui sont les *Rois Très Chrétiens* défendent à l'occasion, contre la Papauté, les libertés de l'Église gallicane, ou les intérêts temporels et spirituels des Royaumes d'Espagne, ce sont là signes des temps nouveaux, car s'il y a eu des précédents à de telles actions celles-ci deviennent dès lors systématiques, naturelles. Elles vont de soi.

b) *Civilisations nationales et libertés.*

Au fur et à mesure que l'État moderne imposera son emprise, la civilisation européenne, jusque-là fruit urbain, mûri dans de multiples et petites cités privilégiées et originales, va devenir « territoriale », nationale. Le *Siècle d'Or* espagnol (ses limites larges : 1492-1660), le *Grand Siècle* français s'étendent chacun à un État entier.

Au cœur de ces civilisations élargies s'affirme le rôle des *capitales,* soutenues par la présence même et les dépenses de l'État, promues ainsi à une catégorie encore inédite, celle de super-villes. Paris, Madrid affirment leur immense réputation. Londres devient l'Angleterre. Le poids et la vie de l'État entier commencent à tourner autour de ces monstres urbains, dès lors sans rivaux, outils de luxe, machines à fabriquer la civilisation et aussi la misère des hommes.

On devine l'immense mouvement d'hommes, de capitaux, de richesses que les grands États ont déterminé et, du coup, le vaste déplacement qui s'opère dans la géographie des libertés, celles-ci brisées, au mieux tolérées, celles-là favorisées ou construites de toutes pièces. Des villes à privilèges sont instaurées, Marseille à qui en fait sera donné le commerce du Levant; Lorient qui, créé en 1666, aura bientôt le monopole du commerce des Indes, petit privilège à côté de celui énorme de Séville qui avait obtenu en 1503 (et perdu en 1685, au bénéfice de Cadix) le commerce exclusif de l'Amérique, « les Indes de Castille ».

Il y a aussi des libertés qu'on arrache à l'État qui ne saurait tout faire, ou tout retenir : ainsi, en France, l'État absolutiste,

de la mort de Colbert (1683) à la Révolution, perd progressivement de son efficacité et la bourgeoisie qui achète des « offices » se saisit d'une part considérable de l'autorité politique. C'est contre le Roi que se dressent les libertés provinciales. Les privilèges sociaux (Clergé, Noblesse et Tiers État) sont comme incrustés dans la structure de l'État français qui n'arrive pas à s'en débarrasser, et ratera à cause d'elles les réformes « éclairées » du XVIIIe siècle.

Même les pays qui, alors, accèdent à la liberté politique ne font que mettre entre les mains d'un groupe puissant de privilégiés les responsabilités de l'État : c'est le cas des Provinces Unies et de leur bourgeoisie d'affaires; le cas de l'Angleterre, au lendemain de la Révolution de 1688. Son Parlement représente une double aristocratie, whig et tory, bourgeoisie et noblesse, certes pas l'ensemble du pays.

5. Au milieu de ces entassements de « libertés » privilégiées, que peut devenir la liberté individuelle?

La question n'a aucun sens si l'on entend *liberté de l'individu* dans son sens actuel : liberté de tout homme en tant qu'homme, du seul fait qu'il est homme. Il faudra longtemps pour que le concept même de cette liberté-là se définisse. Du moins, peut-on se demander si la liberté de l'individu, *en fait*, est, ou non, en progrès. Sur ce point, la réponse ne peut être que contradictoire et pessimiste.

Le mouvement intellectuel de la Renaissance, celui même de la Réforme (dans la mesure où il pose le *principe* d'une liberté d'interprétation individuelle de la révélation) ont dégagé les bases d'une liberté de conscience. La Renaissance et l'humanisme affirment le respect, la grandeur de l'homme en tant qu'individu, ils exaltent son intelligence, son pouvoir personnels. La *virtù*, ce n'est pas, au *Quattrocento*, la vertu, mais la gloire, l'efficacité, la puissance. Intellectuellement, l'idéal, c'est l'*uomo universale* d'Alberti. Au XVIIe siècle, avec Descartes, tout le système philosophique part du *Cogito*, de l'*individu* pensant.

Cette importance philosophique accordée à l'individu coïncide avec un *éclatement des valeurs traditionnelles*. Ainsi le veut, chaque jour davantage, la mise en place, aux XVIe et XVIIe siècles, d'une *économie de marché* efficace qu'accélèrent l'arrivée des métaux précieux d'Amérique et l'extension des instruments de crédit. L'argent bouscule, infléchit les anciennes règlementations des groupes économiques et sociaux (corps de métiers, communautés urbaines, corps de marchands, etc...); elles perdent, en même temps qu'une partie de leur utilité, leur ancienne rigidité. L'individu retrouve ainsi, sur le plan de la vie quotidienne, une certaine liberté de choix. Mais en même temps, avec les structures modernes de l'État, s'établit un nouvel ordre qui met, à ce jeu, des limites strictes : les devoirs de l'individu envers la société, le respect des privilégiés et des privilèges.

Une lettre de Descartes pose bien le problème. Si chacun, théoriquement, est libre et constitue une unité à soi seul, comment la société va-t-elle vivre, quelles règles suivra-t-elle, lui a demandé la princesse Élisabeth? Et le philosophe répond (15 septembre 1645) : « Bien que chacun de nous soit une personne séparée des autres et dont, par conséquent, les intérêts sont en quelque façon distincts de ceux du reste du monde, on doit toujours penser qu'on ne saurait subsister seul et qu'on est, en effet, l'une des parties de l'univers, et plus particulièrement encore, l'une des parties de cette terre, l'une des parties de cet État, de cette Société, de cette famille à laquelle on est joint par sa demeure, par son serment, par sa naissance. Il faut toujours préférer les intérêts du tout dont on est partie, à ceux de sa personne en particulier. »

Au nom de ces « intérêts du tout », le XVIIe siècle entreprend une « mise en condition » sévère non seulement des pauvres, mais de tous les éléments « inutiles » de la société, de tous ceux *qui ne travaillent pas*. Il est vrai que la montée inquiétante du nombre des pauvres (liée à la montée démographique tout au long du XVIe siècle et à la crise économique qui commence à la fin de ce même siècle et s'aggravera au XVIIe), cette montée des pauvres, qui se traduit par la mendicité, le vagabondage, les vols a poussé à une répression nécessaire. Dès 1532, le Parlement de Paris ne fait-il pas arrêter les mendiants de la grande ville « pour les contraindre à travailler dans les égoûts... attachés deux à deux par des chaînes »? Voyez aussi (par le texte donné en fin de chapitre), la façon dont la ville de Troyes traite les misérables, en 1573.

Mais il s'agit alors de mesures passagères. Pendant tout le Moyen Age, le misérable, le vagabond, le fou, avaient été protégés par ce droit à l'hospitalité et à la part du pauvre qu'on leur reconnaît au nom de Dieu, parce que le Christ a sanctifié la misère en prenant un jour l'habit du pauvre et que le pauvre peut toujours être un envoyé de Dieu. Tout le mouvement spirituel que personnifie saint François a exalté la valeur mystique de Dame Pauvreté, la sainte pauvreté. En tout cas, les malheureux, les fous, les épaves de la société vagabondent de ville en ville, chacune s'empressant, le plus souvent, de les remettre en circulation plutôt que de les conserver dans ses murs.

D'où une certaine forme de liberté, *liberté physique au moins*, celle du paysan qui fuit son seigneur pour en trouver un autre qui lui soit moins redou-

table, ou pour gagner la ville; du soldat en quête de recruteur; de l'immigrant qui part vers un meilleur salaire ou vers le Nouveau Monde et l'illusion d'une vie meilleure; mais aussi liberté des chômeurs, vagabonds invétérés, mendiants, simples d'esprit, infirmes, voleurs, que la charité ou leurs rapines maintiennent en vie, hors du travail régulier.

Tout ce monde, protégé jusque-là par l'ombre de Dieu, va devenir, au XVIIe siècle, l'ennemi d'une société urbaine, capitaliste déjà, éprise d'ordre et de rendement et qui construit l'État dans cet esprit et à cet effet. *Dans toute l'Europe* (la protestante comme la catholique), les pauvres, les malades, les chômeurs, les fous, sont impitoyablement enfermés (parfois avec leur famille) aux côtés des délinquants de toute origine. C'est ce que Michel Foucault (qui a étudié le phénomène à propos de la folie à l'époque classique) appelle « le grand renfermement » des pauvres, une séquestration légalisée, organisée par une administration minutieuse, qui permettra d'ailleurs aussi bien d'enfermer, sur la demande des familles, le fils débauché ou prodigue, ou le « père dissipateur », que, sur lettre de cachet du Roi, l'adversaire politique.

Un très grand nombre d'établissements se créent à cet usage : hôpitaux, ateliers de charité, *workhouses*, *Zuchthäuser*. Quels que soient leurs noms, ils sont autant de casernes rigoureuses, ateliers de travail forcé par surcroît. En France, après le décret de 1656 qui crée l'*Hôpital Général* et, en même temps, organise en grand toute cette nouvelle politique sociale, une personne sur cent, ou peu s'en faut, se trouvera enfermée dans la ville de Paris! La dureté de cette répression ne s'atténuera qu'avec le XVIIIe siècle.

Dans un monde où déjà la liberté n'existait que pour des privilégiés, le XVIIe siècle a donc contribué à restreindre sûrement cette liberté élémentaire qui est celle de la fuite, ou de l'errance, la seule qui jusque-là avait été permise aux pauvres. Il y a en même temps, nous l'avons dit, régression des libertés paysannes. Au début des « Lumières », l'Europe touche le fond de sa misère.

A ce pessimisme, un seul correctif : cette liberté qui échappe à la majorité des hommes, elle reste, en Europe, *l'idéal* vers quoi la pensée, mais aussi l'histoire progressent lentement. C'est une des tendances majeures de l'histoire d'Europe dont le sens général est donné par les nombreuses révoltes paysannes du XVIIe siècle, les émeutes populaires non moins fréquentes (Paris 1633, Rouen 1634-1639, Lyon 1623, 1629, 1633, 1642), et les tendances politiques et philosophiques du XVIIIe siècle.

La Révolution Française elle-même ne réussira pas à établir dans sa plénitude cette liberté que nous ne pouvons pas nous flatter de posséder pleinement aujourd'hui. La Révolution supprime les droits féodaux dans la Nuit du 4 août, il est vrai, mais en face du paysan, subsistent le créancier et le propriétaire; elle supprime les corporations (1791, Loi Le Chapelier) et, en même temps, elle laisse l'ouvrier à la merci de l'employeur. Il faudra attendre un siècle en France, pour que les syndicats ouvriers deviennent licites (1884). N'empêche que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 reste une date essentielle de cette histoire de la liberté, fondamentale dans la genèse de la civilisation européenne.

Liberté, ou recherche de l'égalité? Napoléon pensait que le Français désirait non pas la liberté, mais l'égalité, c'est-à-dire l'égalité devant la loi, l'abolition des droits féodaux, en somme la fin des libertés particulières, des privilèges.

Des libertés à la liberté, cette formule éclaire l'histoire d'Europe dans une de ses directions fondamentales.

6. La notion de liberté, encore « abstraite », théorique, qui s'était élaborée de la Renaissance et de la Réforme à la Révolution, a acquis une puissance nouvelle en se formulant dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Elle est devenue doctrine avec le libéralisme.

Dès lors le concept de liberté — au singulier — devient prise de conscience du monde et du mouvement de l'histoire. C'est d'elle que se réclament — légitimement ou abusivement — presque toutes les idéologies et revendications du XIXe siècle, ces mouvements très divers que recouvre le mot artificiel de libéralisme, très équivoque parce que trop riche de sens.

Libéralisme désigne tout à la fois une doctrine politique (augmenter les pouvoirs législatif et judiciaire et limiter le pouvoir exécutif, en ce sens il s'oppose à l'autoritarisme); *une doctrine économique* sous le signe victorieux du « laissez faire, laissez passer » qui exclut l'État de toute intervention dans le jeu économique entre individus, classes et nations; *une doctrine philosophique* qui réclame la liberté de penser et soutient que l'unité religieuse n'est pas la condition *sine qua non*, soit de l'unité sociale, soit de l'unité de la Nation, ce qui implique forcément une idée de tolérance, de respect d'autrui et de la personne humaine, selon la formule antique : *Homo homini res sacra*.

Le libéralisme est ainsi, plus que « la doctrine d'un parti..., un climat d'opinion ». Aux prises avec les circonstances multiples du XIXe siècle, il s'est engagé dans d'innombrables tâches; il a affronté d'innombrables obstacles. En Allemagne et en Italie, le libéralisme se mêle au nationalisme : la liberté à saisir, n'est-ce pas d'abord la liberté

même de la Nation? En Espagne, au Portugal, il se heurte aux forces encore monstrueuses d'un Ancien Régime solide, appuyé sur l'Église. En Angleterre et en France, il ira par contre jusqu'au bout, ou presque, de ses revendications politiques. Lentement, imparfaitement, l'État libéral, constitutionnel, s'organise avec ses libertés fondamentales (liberté d'opinion, de la presse, parlementaire; liberté individuelle; extension du droit de vote).

7. *Toutefois, le libéralisme, durant toute la première moitié du XIXe siècle, sert de paravent à l'avènement politique d'une bourgeoisie et d'une aristocratie d'affaires, d'une classe possédante.*

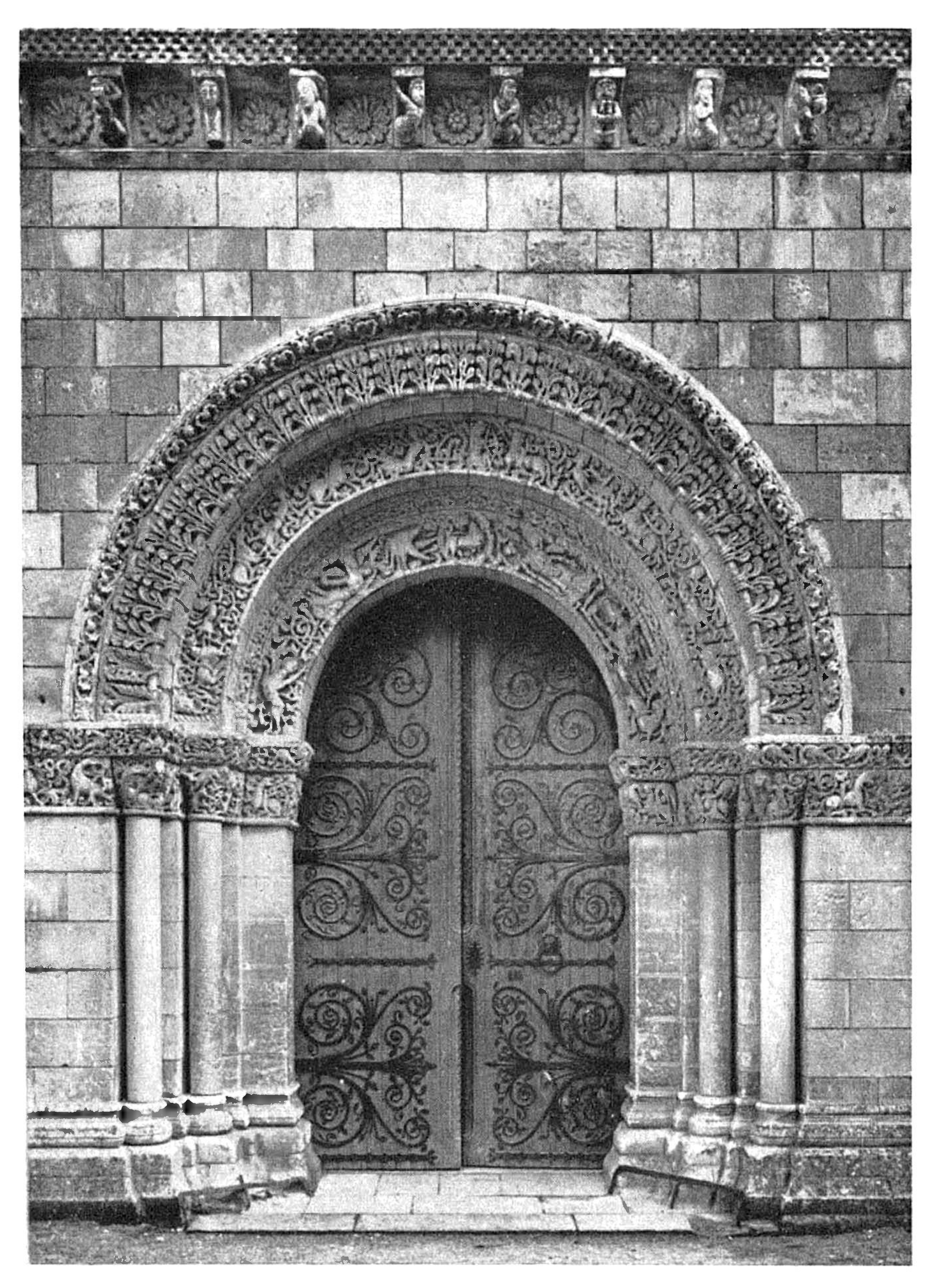
« Hors de ce cercle étroit, l'individu dont le libéralisme défend les droits avec tant de zèle n'a toujours été qu'une abstraction, à qui il était impossible de bénéficier pleinement de ces avantages ». C'est aussi vrai dans l'Angleterre des conservateurs et des libéraux, des anciens et des nouveaux riches, que dans la France de la Restauration et de la Monarchie de juillet. Cette classe possédante qui se dit libérale est aussitôt contre le suffrage universel, contre la masse. Or, comment soutenir pareille politique d'égoïsme face à la société industrielle, dont se précisent bientôt les affreuses réalités? Le libéralisme économique qui suppose au départ une lutte égale entre les individus n'est qu'un pieux mensonge. Plus le temps va s'écouler, plus l'énormité de ce mensonge apparaîtra.

En fait, *ce premier libéralisme « bourgeois » aura été surtout une lutte d'arrière-garde et pas désintéressée, contre l'Ancien Régime aristocratique,* « un défi aux droits acquis que des traditions vieilles d'un demi-millénaire avaient rendus sacrés ». De la sorte il s'insère entre l'Ancien Régime et sa société aristocratique qu'il aura démolis, et la société industrielle où le prolétariat ouvrier réclame ses droits. Bref, cette prétendue recherche de la liberté semble rejoindre malgré les apparences, les vieux combats de groupes pour *des libertés* qui sont autant de privilèges.

Les Révolutions de 1848 (en France s'établit alors le suffrage universel) vont marquer une date cruciale pour le libéralisme (La date importante, en Angleterre, est la Réforme électorale de 1832). Dès lors, il ne pourra survivre, avec ou sans franchise, que sous la forme d'un libéralisme démocratique, étendu en principe à toutes les classes. Chacun à sa façon, Alexis de Tocqueville et Herbert Spencer annoncent son avènement nécessaire et le triomphe des masses qu'ils redoutent. Mais ainsi relancé, le libéralisme se heurte bientôt au courant puissant et franc du socialisme à qui l'avenir est promis, en même temps qu'à ces annonciateurs de l'autoritarisme, d'aucuns disent déjà du « fascisme », que sont ou Carlyle ou Napoléon III.

C'est entre une nouvelle révolution qui s'annonce — le socialisme dont les mutations seront nombreuses — et une Contre-Révolution qui ne sait pas encore son nom, ni jusqu'où elle peut aller, que le libéralisme a continué sa vie, multiplié ses gouvernements, ses actes de sagesse et d'égoïsme bourgeois, ne retrouvant un peu de flamme, en France, que dans son combat contre l'Église. Les libéraux ont désormais conscience de leurs insuffisances, voire de leur combat douteux. En 1902, 1903 paraissent, dans la raisonnable *Revue de Métaphysique et de Morale,* une série d'articles sur *La crise du libéralisme,* à propos particulièrement du monopole de l'enseignement. Mais la crise véritable, ultime se situe un peu plus tard, entre les deux guerres mondiales.

Qui cependant oserait dire que le libéralisme, presque chassé de la politique et de l'action, intellectuellement démonétisé, soit aujourd'hui bel et bien mort? Il a été plus qu'un âge politique, plus que l'habileté ou le paravent d'une classe. Il a été l'idéal de la civilisation occidentale, et aussi trahi qu'il ait été, il reste dans nos héritages, nos langages, nos réflexes. Toute atteinte aux libertés individuelles nous frappe, nous émeut. Et politiquement même, face à l'État autoritaire et technocrate, face à la société éternellement asservissante, un certain libéralisme, anarchique et libertaire, continue, au nom de l'individu et de ses droits, sa carrière occidentale et mondiale.



Portail roman de l'église Saint-Pierre à Châteauneuf-sur-Charente.

CHRISTIANISME, HUMANISME, PENSÉE SCIENTIFIQUE

La vie spirituelle et intellectuelle de l'Europe est sous le signe violent du changement. Elle aime, elle crée les ruptures, les discontinuités, les orages, à la recherche sans fin d'un monde meilleur.

Toutefois, ces coups de théâtre ne doivent pas faire perdre de vue les continuités tenaces de sa pensée et de sa civilisation, visibles à travers toutes les expériences successives de la pensée européenne, de la *Somme* de St-Thomas d'Aquin au *Discours de la Méthode* de Descartes, à travers la Renaissance, la Réforme, la Révolution Française elle-même. Et la Révolution industrielle, coupure essentielle, n'a pas atteint tous les secteurs de sa vie, ni de sa pensée.

I. Le Christianisme.

Toutes les religions évoluent. Elles constituent cependant, chacune à sa façon, des univers particuliers, avec leurs fidélités, leurs permanences, leurs coordonnées originales.

Le Christianisme occidental a été, il reste la composante majeure de la pensée européenne, même de la pensée rationaliste qui s'est constituée contre lui, et aussi à partir de lui. De bout en bout de l'histoire d'Occident, il reste au cœur d'une civilisation qu'il anime, même quand il se laisse emporter ou déformer par elle, et qu'il englobe, même lorsqu'elle s'efforce de lui échapper. Car penser contre quelqu'un, c'est rester dans son orbite. Athée, un Européen est encore prisonnier d'une éthique, de comportements psychiques, puissamment enracinés dans une tradition chrétienne.

Il est « de sang chrétien », pourrait-on dire, comme Montherlant affirmait être, quant à lui, de « sang catholique », sans avoir cependant conservé la foi.

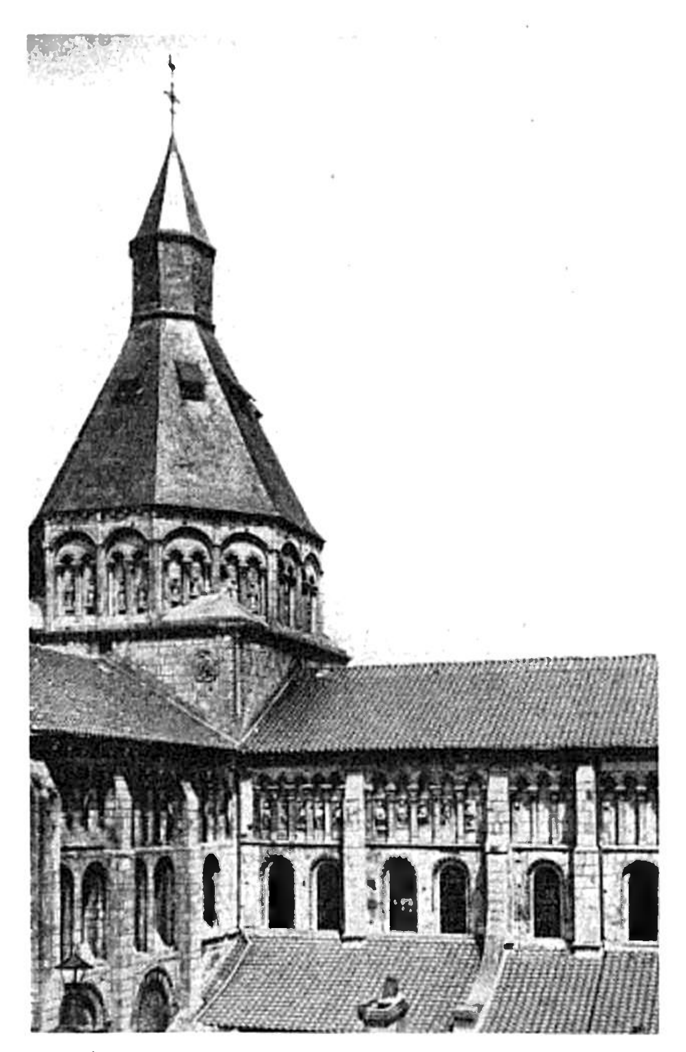
1. Largement diffusé dans l'Empire Romain, le Christianisme en est devenu la religion officielle, par l'Édit de Constantin de 313, trois siècles après la naissance du Christ.

L'Empire Romain (c'est-à-dire tous les pays méditerranéens et, du côté de l'Europe, quelques pays en marge de l'olivier et de la vigne) a été l'espace dévolu, au début, à la jeune religion triomphante, « l'aire chrétienne », a dit Paul Valéry en voulant, par ce jeu de mots, marquer les liens du Christianisme avec la terre, le pain, le vin, le blé et la vigne, et même l'huile sainte; avec les bases géographiques méditerranéennes que la confession chrétienne devait, par la suite, largement dépasser.

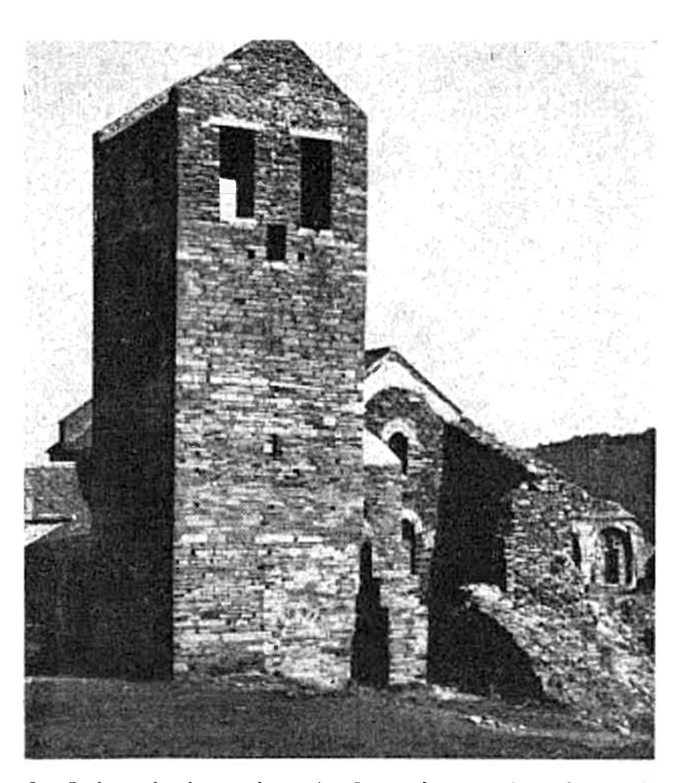
Ainsi, avant la tourmente des invasions du v[e] siècle et des catastrophes qu'entraînent les victoires de l'Islam du VII[e] au IX[e] siècle, le Christianisme a eu le temps, en quelque sorte, de s'adapter au monde romain, d'y constituer sa hiérarchie d'apprendre à distinguer avec netteté le temporel — « ce qui est à César » — du spirituel, de triompher des luttes dogmatiques très vives dues, avant tout, aux arguties, à l'agilité de la langue et de l'esprit grecs, mais aussi à la nécessité de préciser les fondements théologiques du Christianisme, d'en fixer les aspects, d'en dégager les conséquences.

A ce lent, à ce difficile travail auront collaboré les premiers Conciles (Nicée, 325; Constantinople, 381; Éphèse, 431; Chalcédoine, 451, etc...) et les Pères de l'Église, les *Apologistes* qui, avant Constantin, ont lutté contre le Paganisme puis les *Dogmatiques* qui ont défini la doctrine chrétienne en face des sectes dissidentes. Saint Augustin n'est pas le dernier de cette lignée (dont certains exégètes pensent qu'elle se prolonge jusqu'au VIII[e], voire au XII[e] siècle), mais il est de loin le plus important pour l'Occident. Berbère, né en 354 à Tagaste (aujourd'hui Souk-Ahras), en *Africa,* il mourra évêque d'Hippone (Bône, aujourd'hui) en 430, alors que les Vandales assiègent la ville. L'éclat exceptionnel de son œuvre (*La Cité de Dieu, Les Confessions*), ses contradictions mêmes, son désir d'associer la foi et l'intelligence, c'est-à-dire, en gros, la civilisation antique et la civilisation chrétienne, le vieux vin et le nouveau, ces tentatives conscientes font de lui, sous un certain angle, un rationaliste. La foi domine tout chez lui. Il dit cependant : *credo ut intelligam,* je crois pour comprendre. Il dit encore : *Si fallor, sum* — si je me trompe, j'existe, — *Si dubitat, vivit* — s'il doute, il vit. Il serait abusif de voir dans ces affirmations, longtemps à l'avance, le *Cogito ergo sum* de Descartes; il est évident toutefois qu'il l'évoque. Sans doute, l'avenir a-t-il réservé sa plus grande attention à saint Augustin théologien, et à ses affirmations sur la prédestination. N'empêche que l'augustinisme a donné sa couleur, ses possibilités de mouvement et de discussion au Christianisme occidental, ne serait-ce qu'en insistant sur la forte nécessité de ne s'engager dans la foi qu'en connaissance de cause, après une profonde réflexion personnelle, avec la volonté d'agir en conséquence.

Ce n'est pas une Église dans l'enfance, incertaine de ses voies, que surprennent les catastrophes



1. Église Sainte-Croix à la Charité-sur-Loire.



2. Prieuré cistercien de Serrabone (Pyr.-Orient.).

apocalyptiques des invasions. Au moment de ces désastres du Ve siècle, elle s'affirme comme l'Empire même, comme la civilisation même du Monde Antique qu'elle a assumée et qu'elle sauvera d'une certaine manière, en se sauvant elle-même.

2. L'Église se sauve dans un monde en péril, mais au prix de mille prouesses.

Convertir les nouveaux venus; convertir des paysans mal christianisés encore, ou qui se déprennent trop facilement de l'enseignement de l'Église; convertir les habitants des régions nouvelles où s'installe l'Occident; maintenir une hiérarchie liée à Rome et à l'évêque de Rome, le Pape, alors que la féodalité brise l'espace occidental en minuscules districts et en multiples évêchés; mener à bien des combats difficiles, dont le plus célèbre, qui oppose le Sacerdoce à l'Empire, se terminera — sans s'achever — par le Concordat de Worms sur les Investitures (1122)... Au total, un immense labeur, un enseignement répété, fastidieux, marqué de défaites, de recommencements, tout, sans fin, étant remis en cause. Le développement de la vie monastique (Bénédictins, Cisterciens) aboutit à une colonisation matérielle et spirituelle des campagnes (XI-XIIe siècles) puis, avec les Dominicains et les Franciscains, à une évangélisation véhémente des villes (XIIIe siècle).

Chaque siècle aura eu ses tâches, ses combats : le XIIIe, la lutte contre les Cathares; le violent XVe, le grand débat entre Conciles et Papauté (Conciles de Constance et de Bâle); le XVIe, l'éclatement de la Réforme, la mise en place, à la fois, de la Contre-Réforme (conduite par les Jésuites), de l'évangélisation du Nouveau Monde, des définitions autoritaires du Concile de Trente (1545-1563); au XVIIe siècle, surgit l'alerte janséniste; au XVIIIe, la lutte s'aggrave contre les tenants d'un certain athéisme, moins discrets que les « libertins » du siècle précédent : cette lutte n'est pas encore achevée avec le siècle; à peine est-elle engagée, qu'éclate la Révolution française.

Enfin, en dehors de cette hostilité d'adversaires appuyés sur des idéologies réfléchies, l'Église a dû faire face constamment à cette déchristianisation régulière, monotone qui n'est souvent que vulgaire décivilisation. Dans toutes les régions de circulation difficile, hors des grands axes (ainsi dans les Alpes ou sur les marges de l'Europe, au Mecklembourg au XIIIe siècle encore, en Lithuanie, en Corse, cette fois en plein XVe et XVIe siècles), de vieux cultes païens surgissent à toute occasion : ici le culte du serpent, ailleurs celui des morts et des astres, et tant

de superstitions, accrochées à un olfklore tenace que l'Église souvent, faute de mieux, s'est contentée de couvrir « d'un vêtement léger ».

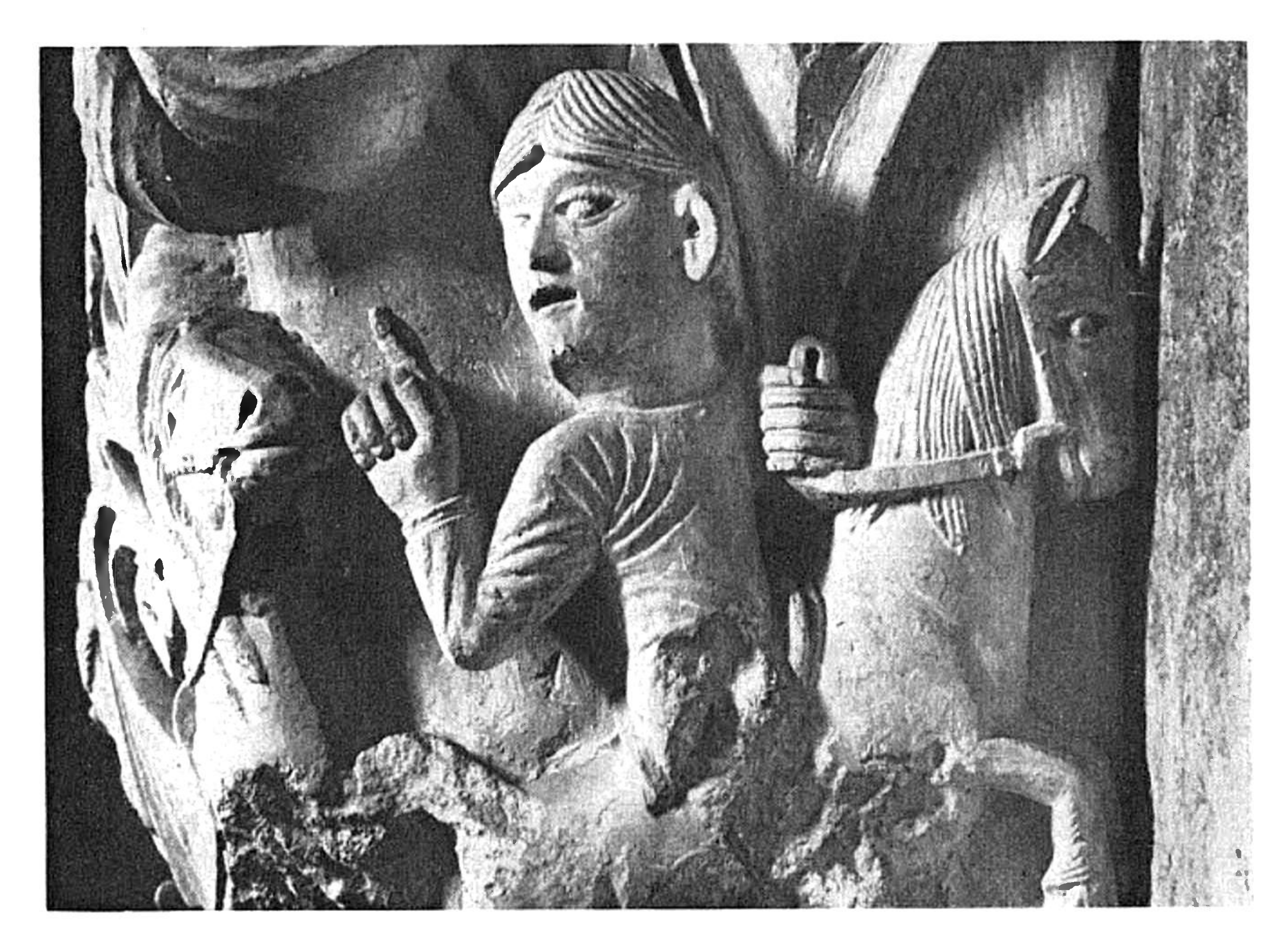
Dans sa lutte, le Christianisme s'est servi de toutes ses armes, de son enseignement, de sa prédication, de sa force temporelle, de son art, de son théâtre religieux, des miracles, du culte populaire des Saints, si envahissant parfois que les serviteurs de l'Église eux-mêmes s'en alarment et réagissent.

En 1633, à Lisbonne, deux Capucins ne peuvent s'empêcher de dire que « saint Antoine de Padoue parait le Dieu de Lisbonne... Les pauvres ne demandent l'aumône qu'en son nom et... n'en invoquent pas un autre quand ils sont en péril. Pour eux, leur saint Antoine est tout, il est leur Nord, et, comme dit le Prédicateur, le saint des aiguilles : à peine une femme aura-t-elle demandé son aiguille qu'elle la retrouvera par saint Antoine ». Cette vogue de saint Antoine a passé la mer car un voyageur français note à son tour, au Brésil, un siècle plus tard, cette « prodigieuse dévotion ».

En fait, la superstition populaire est toujours capable de miner, de compromettre la vie religieuse par le dedans, déformant jusqu'aux bases mêmes de la foi. Tout alors est à refaire.

Lorsque saint Jean de la Croix s'installe avec deux compagnons à Durvelo, en Castille, où sainte Thérèse a placé le premier monastère des moines du Carmel Réformé, c'est pour y mener, dans les neiges de l'hiver, la plus frugale des vies monastiques, mais non une vie cloitrée : « souvent ils s'en allaient, pieds nus, par des chemins affreux, prêcher comme à des sauvages l'Évangile aux paysans »... Preuve, s'il en était besoin, qu'en plein pays chrétien, l'évangélisation est souvent à reprendre.

L'œuvre du christianisme s'est ainsi poursuivie à deux niveaux différents : celui d'une vie intellectuelle où il défend ses positions en face d'adversaires parfois bien intentionnés, mais qui, certes, ne lui ont jamais manqué; celui d'une action sur les masses que leur vie difficile et leur isolement éloignent trop facilement du sentiment religieux et de l'orthodoxie élémentaire.



Chapiteau roman dit d'Absalon dans l'église Sainte-Madeleine à Vézelay.

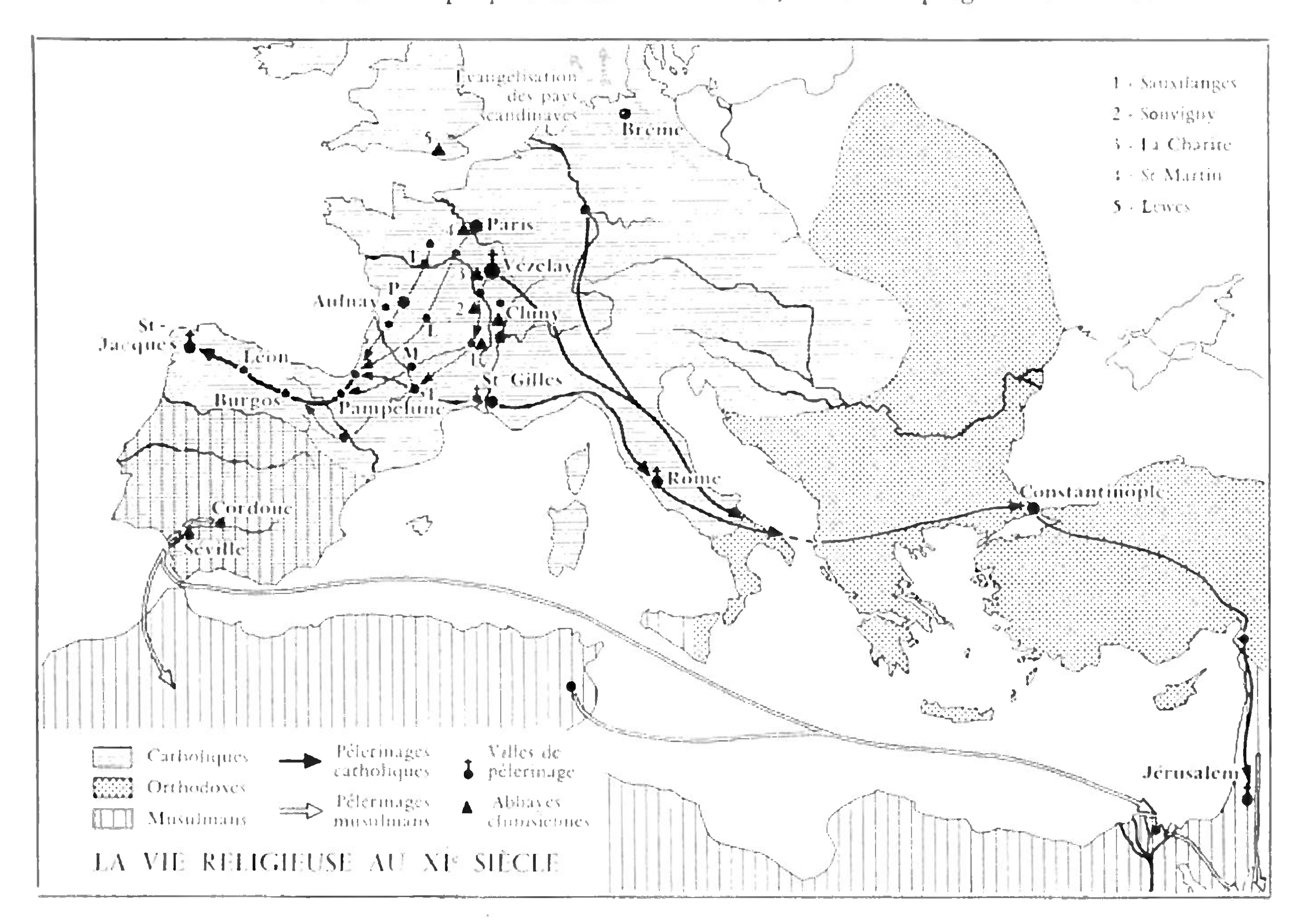
3. Cette œuvre double a connu de larges fluctuations, des succès, des reculs, de longues stagnations, qu'on n'aperçoit que grossièrement, du dehors, dans la mesure où la vie religieuse quotidienne, sa réalité moyenne nous échappent trop souvent. Cependant, en gros, on ne peut se tromper sur le mouvement général.

Du xe au xiiie siècle, une montée du Christianisme affirme partout sa vigueur. Les Églises, les monastères sont encore souvent là pour porter témoignage : l'Église entière est entraînée par un mouvement puissant qui est aussi celui de la poussée économique, de la montée sociale d'une Europe active, pleine de vie et en voie d'expansion rapide. Puis, c'est la Peste Noire et avec elle, un repli catastrophique et brutal. Tout aura reculé alors, même les progrès du Christianisme, pendant cette longue série de troubles et de luttes que les historiens appellent la *Guerre de Cent Ans* (1337-1453), et dont les secousses se sont étendues bien au delà des grands belligérants, France et Angleterre, en fait à tout l'Occident.

Avec la seconde moitié du xve siècle, une nouvelle montée d'eaux religieuses est visible qui affecte l'étendue entière d'une Europe qui retourne à la paix, mais, en même temps, à de vives inquiétudes. De 1450 à 1500, dates approximatives, se déroulent ces *temps inquiets* (Lucien Febvre) que les historiens ont eu le tort d'appeler, sans plus, la Pré-Réforme, car le trouble des esprits, alors général, ne débouche pas obligatoirement sur l'attitude « protestante » et protestataire de la Réforme. Dans les pays qui resteront fidèles à Rome, cette inquiétude religieuse débouche, en fait, sur une autre « Réforme », catholique celle-là, que, les historiens appellent d'ordinaire la Contre-Réforme. Une fois de plus, le mot n'est pas tout à fait bien choisi.

En tout cas, le xvie siècle, le xviie vont vivre sous le signe de passions religieuses attentives, de querelles spirituelles extrêmes dont la chaleur ne doit pas surprendre : ainsi la querelle aiguë entre le rigorisme des Jansénistes et la morale plus simple, laxiste, mais humaine, des Jésuites, au temps de Saint-Cyran, de ces Messieurs de Port-Royal, de Mme de Sévigné, de Racine, de Pascal.

Avec le xviiie siècle, s'amorce un reflux important. Cette fois l'élan matériel ne sert pas la cause de l'Église. Il accompagne un mouvement scientifique et philosophique qui se dresse contre elle, au contraire, au nom du progrès et de la raison.



LA VIE RELIGIEUSE AU XIe SIÈCLE

II. L'humanisme et les humanistes.

La pensée européenne ne se conçoit que dans le cadre d'un dialogue avec le Christianisme, même quand le dialogue est vif ou violente la discussion. Cette perspective est essentielle pour la compréhension de l'*humanisme*, aspect fondamental de la pensée d'Occident.

1. Au préalable : une question de mot. Humanisme, le mot est ambigu, il serait dangereux si nous ne précisions aussitôt ses usages et son état civil.

C'est un mot savant, forgé au XIXe siècle par les historiens allemands (son point de départ exact, 1808). Pierre de Nolhac, auteur de *Pétrarque et l'Humanisme*, « a revendiqué l'honneur de l'avoir introduit dans la langue officielle de l'Université française, en 1886, par son cours à l'École des Hautes-Études ». Donc un mot *tardif* et qui, de ce simple fait, s'offre avec facilité aux interprétations personnelles, licites ou abusives. Jusque-là, on connaissait les *humanistes* et le mot s'appliquait à un groupe d'hommes précis qui, aux XVe et XVIe siècles, s'étaient eux-mêmes donné ce nom.

Mais le mot d'humanisme n'est pas resté lié aux seuls « humanistes » et au seul « esprit de la Renaissance italienne et européenne ». Il a été cela et bien autre chose encore, au point qu'il débouche sur le langage *actuel* avec une telle richesse de sens qu'une enquête, menée en 1930, a relevé les expressions d'humanisme *nouveau*, humanisme *chrétien*, humanisme *pur*, et même *technique*, et *scientifique*... Un sondage, aujourd'hui, donnerait les mêmes résultats, preuve que le mot, savant hier, tend à devenir populaire, qu'il se charge de sens, donc qu'il répond à des questions, à des orientations vivantes.

Sur le plan de l'histoire, on parlera tout aussi bien de l'humanisme du XIIe siècle (que sous-tend la scholastique) que de celui de la Renaissance ou de la Réforme, de l'humanisme de la Révolution française dont nous expliquerons la richesse et l'originalité, ou pour reprendre le mot d'un historien d'aujourd'hui, de « l'humanisme de Karl Marx ou de Maxime Gorki »... On se demandera seulement ce qui rapproche cette série d' « humanismes », sinon la nécessité et l'intérêt évident qu'il y a à les saisir comme une famille de problèmes.

Peut-être est-il raisonnable d'emprunter à Augustin Renaudet, historien de l'humanisme toscan et européen, une définition large et qui semble convenir à ce sens général ? « On peut définir sous le nom d'humanisme une éthique de la noblesse humaine. Orientée à la fois vers l'étude et l'action, elle reconnaît, elle exalte la grandeur du génie humain, la puissance de ses créations, oppose sa force à la force brute de la nature inanimée. L'essentiel demeure l'effort de l'individu pour développer en lui-même, au moyen d'une discipline stricte et méthodique, toutes les puissances humaines, pour ne rien laisser perdre de ce qui grandit l'humain et le magnifie. « Tendre d'un effort ininterrompu, dit Gœthe au début du *Second Faust*, vers la plus haute forme de l'existence. » Pareillement Stendhal disait à Eugène Delacroix (31 janvier 1850) : « Ne négligez rien de ce qui peut vous rendre grand. » Une telle éthique de noblesse humaine impose à la société un effort constant pour réaliser, en elle, la plus haute perfection des rapports humains ; une immense conquête, un immense travail de culture, une science toujours plus élargie de l'homme et du monde. Il fonde une morale individuelle et collective ; il fonde un droit et une économie ; il aboutit à une politique ; il nourrit un art et une littérature. »

Cette merveilleuse définition devrait suffire. Mais elle ne signale pas assez fortement le sens même du mouvement, qui est exagéré au contraire par la brutale affirmation d'Etienne Gilson : l'humanisme de la Renaissance, dit-il en substance, c'est le Moyen Age « non pas : *plus* l'homme, mais : *moins* Dieu ». La formule est injuste, excessive, cependant elle indique la pente naturelle, consciente ou inconsciente, de tout humanisme : il grandit l'homme, il l'affranchit, il diminue la part de Dieu, même s'il ne l'oublie pas entièrement.

D'une certaine façon, aussi, l'humanisme est toujours *contre* : *contre* la soumission exclusive à Dieu ; *contre* toute conception uniquement matérialiste du monde ; *contre* toute doctrine qui négligerait ou semblerait négliger l'homme ; *contre* tout système qui réduirait la responsabilité de l'homme... Il est revendication perpétuelle. Un fruit de l'orgueil.

Calvin ne s'y trompe pas : « Qu'est-ce autre chose, quand on nous enseigne de cheminer en nostre force et vertu, que de nous eslever au bout d'un roseau, lequel ne nous peut soustenir qu'il ne rompe incontinent et que nous tresbuchions ? » Calvin n'est pas de ceux qui croient d'abord en l'homme.

Pour l'humaniste, c'est l'inverse. Sa foi, s'il a une foi, doit s'accommoder de cette confiance en l'homme. Et c'est dans le sens de cette tradition invétérée d'humanisme européen qu'on peut comprendre le mot du sociologue Edgar Morin, quittant le parti communiste, hier : « Le marxisme, mon vieux, il a étudié l'économie, les classes sociales ; c'est merveilleux, mon vieux, mais il a oublié d'étudier l'homme. »

2. L'humanisme est élan, démarche batailleuse vers une émancipation progressive de l'homme, attention constante aux possibilités, pour l'homme, d'améliorer ou de modifier son destin.

Son histoire est multiple, saccadée, coupée d'arrêts, de reculs, de contradictions évidentes dont est pavé le passé entier de l'Europe.

Celle-ci semble toujours avoir vécu dans la recherche inquiète d'une solution *autre* que celles de l'heure présente, à ses problèmes et à ses difficultés. D'où un désir presque maladif d'aller vers le nouveau, le difficile, l'interdit aussi, et bien souvent le scandale au sujet duquel l'Occident offrirait un matériel richissime d'information.

Faute de place, nous réduirons notre étude à trois cas exceptionnels, significatifs : *l'humanisme de la Renaissance*, *l'humanisme de la Réforme* qui est son contemporain ou presque, puis, fort loin d'eux, au XVIIIe siècle, *l'humanisme véhément de la Révolution française*.

3. L'humanisme de la Renaissance se présente comme le dialogue de Rome avec Rome, de la Rome païenne avec la Rome du Christ, de la civilisation antique avec la civilisation chrétienne.

Assurément, l'un des plus riches dialogues — jamais interrompu — qu'ait connu l'Occident.

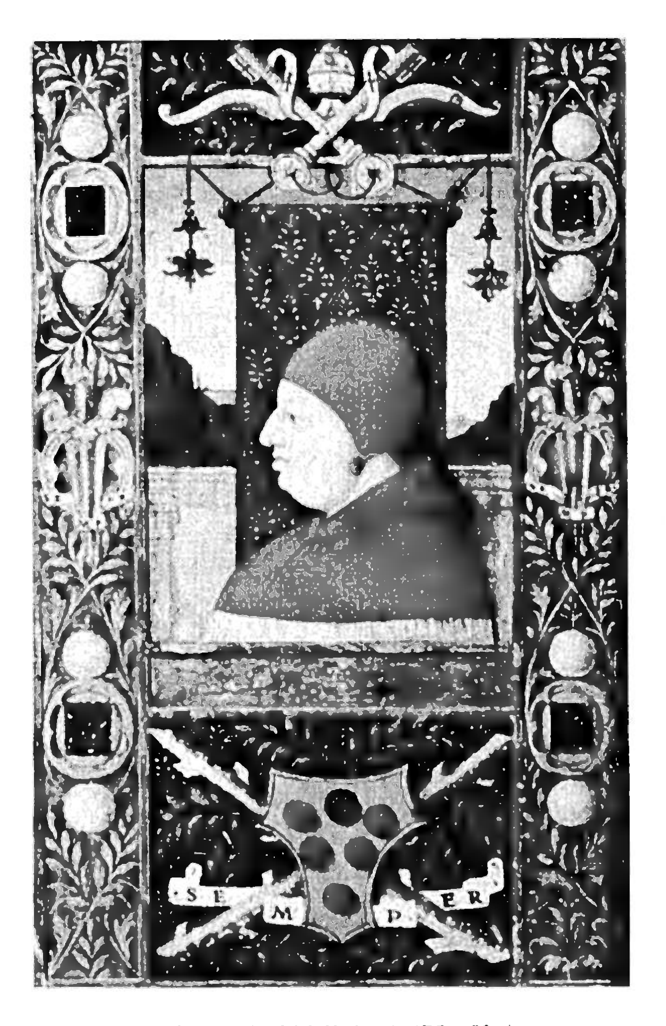
1. *Vivre, revivre avec les Anciens.*

On a souvent cité la petite phrase décisive qui termine Dell'arte della Guerra, *de Machiavel , « ce pays, (il s'agit évidemment de l'Italie) semble né pour ressusciter les choses mortes ».* Mais ces *cose morte*, si on les rappelle, alors, et si ardemment à la vie, c'est la preuve que la vie a besoin d'elles et qu'elles sont à portée de main, pas mortes du tout.

Au vrai, jamais la Rome païenne n'est morte en Occident. Dans un livre d'une extrême précision technique, Ernst Cur-



1. **Laurent de Médicis** (1448-1492).
Sa générosité de mécène lui valut le surnom de Laurent le Magnifique.



2. **Jean de Médicis** (1475-1521).
Fils de Laurent le Magnifique, fut élu Pape en 1513 sous le nom de Léon X. Il poursuivit à Rome la tradition du mécénat florentin.

tius a montré cette étonnante survie de la civilisation du Bas Empire dont l'Occident a vécu à un point inimaginable, y puisant ses thèmes littéraires, ses modes de pensée, même ses lieux communs, ses métaphores.

Que l'Europe chrétienne se soit accommodée de ce voisinage journalier de la Rome antique est d'autant plus naturel qu'il n'y a pas eu de solution de rechange, pas d'autre civilisation concurrente; et que le Christianisme avait accepté de bon cœur la *coexistence*, dès avant la chute du monde romain. Saint Justin disait, dès le IIe siècle : toute pensée noble, « d'où qu'elle vienne, est le bien propre des Chrétiens ». Saint Ambroise affirmait : « Toute vérité, quel qu'en soit l'interprète, vient de l'Esprit Saint. » Seul Tertullien s'écriait : « Qu'y a-t-il de commun entre Athènes et Jérusalem! » Mais sa voix resta presque sans écho.

Toutefois, si l'héritage antique était passé dans la vie, les habitudes de pensée et de langage du Moyen Age occidental, la littérature de l'Antiquité, ses poètes, philosophes ou historiens avaient souvent cessé d'éveiller les passions ou l'intérêt des intellectuels. Si le latin restait une langue vivante, le grec était à peu près inconnu. Dans les bibliothèques les plus riches, les manuscrits d'ouvrages antiques étaient oubliés dans la poussière. Ce sont ces vieux textes que pourchassent partout les humanistes, pour les relire, les éditer, les commenter avec passion; pour remettre en honneur les œuvres et la langue des Anciens — Grecs et Latins — avec lesquels ils vont littéralement vivre.

Nul ne l'a peut-être mieux dit que Machiavel, lors de son second exil (1513), au soir de sa vie. Il est alors au milieu de paysans, de bûcherons... « Le soir tombe, je retourne au logis Je pénètre dans ma bibliothèque et, dès le seuil, je me dépouille de la défroque de tous les jours, couverte de fange et de boue, pour revêtir des habits de cour royale... Ainsi honorablement accoutré, j'entre dans la cour antique des Anciens : là ils m'accueillent avec affabilité et, je me repais de l'aliment qui par excellence est le mien et pour lequel je suis né; là nulle honte à parler avec eux, à les interroger sur les mobiles de leurs actions. Et eux, en vertu de leur humanité, ils me répondent. »

L'humanisme de la Renaissance est sous le signe de ces lectures, de ces conversations ininterrompues; Rabelais, Montaigne sont des humanistes à ce titre; leurs livres le disent, encombrés de souvenirs de lectures... A côté de chaque humaniste, on peut reconnaître avec un sourire de complicité ou de malveillance, l'Ancien qui le conduit par la main, et ainsi l'explique ou le démasque. Érasme de Rotterdam, celui qu'on appellera le Prince des humanistes, c'est Lucien disent ses ennemis. « Lucianiques » aussi, Rabelais, Bonaventure des Périers, tandis que Machiavel, c'est Polybe...

2. *Limites dans le temps et l'espace.*

Notre mot artificiel d'Humanisme et celui de Renaissance (presque aussi artificiellement créé par Jules Michelet et Jacob Burckhardt) font double emploi. Les deux mouvements se confondent, à la fois dans le temps et dans l'espace.

Avignon aura sans doute lancé l'humanisme et, avec lui, déjà la Renaissance. Avignon qui s'anime avec le retour de Pétrarque (1337), qui sera longtemps, grâce au séjour des Papes, la ville la plus « européenne », la plus luxueuse d'Occident (même après le retour de la Papauté à Rome, en 1376, elle conservera ses Anti-Papes, son luxe, son rayonnement). Cependant, c'est à Florence que la Renaissance, en sa plénitude, installera plus tard son « hégémonie culturelle », jusqu'à la mort de Laurent le Magnifique (1492) et même jusqu'à la prise de Florence par les Impériaux et Cosme de Médicis, en 1530.

Ces limites chronologiques, 1337 et 1530, sont certainement valables pour l'ensemble du mouvement qui n'a pas mis en cause la seule Italie, mais *l'Occident entier* : le dernier prince de l'humanisme Erasme, né à Rotterdam (1467), meurt à Bâle (1536).

Mais ces deux longs siècles d'histoire n'ont leur sens plein que si on les ouvre largement vers le passé, avant 1337 (date fragile) et vers l'avenir, au-delà de 1530 (date évidemment conventionnelle).

Vers le passé parce qu'il n'y a pas eu de rupture aussi totale qu'on l'imaginait hier, entre Moyen Age et Renaissance. Celle-ci n'est pas le contre-pied de la philosophie médiévale, quels qu'aient été les brocards des humanistes à l'égard de la scholastique. « Il y a cinquante ans, écrit un historien (en 1942), on voyait entre Moyen Age et Renaissance la même différence qu'entre noir et blanc, jour et nuit, une différence éblouissante. Puis, une raison poussant l'autre, les confins entre les deux âges sont à tel point devenus confus que, pour les distinguer, on a commencé à avoir besoin d'une boussole. »

Vers l'avenir, parce qu'il n'est pas évident qu'au plus tard avec la mort d'Erasme (1536), l'homme qu'aiment rétrospectivement tous les esprits libéraux d'aujourd'hui, une civilisation, celle de la libre Renaissance, soit morte sous le souffle glacé des guerres religieuses à qui un siècle entier, et même davantage, va dès lors appartenir.

Sans doute le mouvement triomphal de la Renaissance s'interrompt-il alors. Mais quand il s'agit de réalités de civilisation, ce qui a duré plus de deux siècles ne saurait se perdre en un instant. Les humanistes ont gagné une certaine partie à long terme. Ils l'ont gagnée dans l'enseignement dont l'Antiquité est restée, jusqu'à nos jours, le pain quotidien. A peine commençons-nous à nous en détacher. Et surtout, après eux, l'Europe n'oubliera plus cette confiance dans la grandeur et l'intelligence humaines dont ils s'étaient exaltés et qui restera la plus grande incitation à penser et à vivre de l'Occident.



Charles-Quint, portrait par Clouet.

L'humanisme, s'il a été l'œuvre de cercles étroits (latinistes passionnés, hellénistes moins nombreux mais non moins passionnés, hébraïsants comme Thomas Platter, l'ouvrier cordier, Pic de la Mirandole ou Postel), l'œuvre de « quelques esprits d'élite », ne s'est nullement limité à quelques villes ou cours princières, telle la cour éclatante de François Ier. Ces quelques esprits sont épars à travers l'Europe et des relations épistolaires serrées les unissent (la correspondance merveilleuse d'Erasme, en latin naturellement, comporte 12 volumes in-8° dans la publication d'Allen). L'Europe entière a été touchée par ce mouvement des esprits : l'Italie en première ligne, mais aussi la France, l'Allemagne (sans oublier le rôle particulier de la Bohême), la Hongrie, la Pologne, les Pays-Bas, l'Angleterre... Des listes de noms pourraient être citées à l'appui, et, pour la France, cette création de « lecteurs royaux », au vrai professeurs hors cadres, chargés par François Ier d'enseigner les matières proscrites par l'Université et dont le corps devait plus tard, devenir le Collège de France.

3. *L'humanisme de la Renaissance est il ou non, une lutte contre le Christianisme? Faut-il voir le mouvement comme tendant d'un seul élan vers l'athéisme et l'irréligion? Ou, pour le moins, saluer en Machiavel, en Rabelais ou en Montaigne, d'authentiques précurseurs de la libre pensée?*

Peut-être est-ce juger par trop la Renaissance avec nos yeux d'aujourd'hui. Qu'elle se détourne de l'enseignement traditionnel de la scolastique et de la théologie, c'est certain. Qu'elle fasse ses délices d'une littérature antique toute païenne et que le sens du mouvement de sa pensée soit l'exaltation de l'homme, ce n'est pas douteux — mais il ne s'ensuit pas forcément que ce soit contre Dieu ou l'Église qu'il se dresse.

La conclusion qui se dégage de l'étude minutieuse et serrée de l'œuvre de Rabelais que Lucien Febvre a menée, c'est qu'il était *impossible* pour le moins terriblement difficile encore, au temps de Rabelais, d'acédere à un athéïsme *philosophique* sûr de lui-même : l'outillage mental de l'époque ne le permet guère; il n'offre ni les mots-clefs, ni les raisonnements percutants, ni l'indispensable appui scientifique. La Renaissance qui n'a certes pas négligé la recherche scientifique, ne l'a tout de même pas placée au centre de ses préoccupations.

Pas de conclusion valable, en vérité, si l'on n'a pas pesé et repesé les cœurs, les esprits, retrouvé l'atmosphère de cette vie lointaine, instruit, un à un et à nouveau, les procès en athéïsme dressés un peu trop vite par les polémiques des contemporains ou la passion des historiens. Chaque fois, ou peu s'en faut, le juge devra reconnaître des erreurs et des ambiguïtés insolubles.

Le dialogue de Lorenzo Valla *De Voluptate,* 1431, qui fit scandale à l'époque est, en latin cicéronien, une dispute entre *épicuriens* et *stoïciens.* Ces derniers avaient eu la vogue jusque-là (chez Pétrarque, Salutato, Poggio), le jeu est donc, à l'inverse, de donner un coup de pouce en faveur de ceux-là. Pur débat littéraire à la fin duquel, d'ailleurs, l'auteur réapparaît pour affirmer l'ordre surnaturel du Christianisme.

Hypocrisie, dira-t-on. Mais c'est refaire l'histoire trop à son aise, refuser de considérer que c'est sur l'appui d'une science matérialiste solide qu'a pu finalement se forger, plus tard, l'athéïsme. Au XVIe siècle, *en règle générale,* la négation de Dieu ne fait guère partie des préoccupations, des désirs, voire des besoins des hommes.

Que l'on n'accuse pas trop vite non plus Machiavel d'être un païen parce qu'il a critiqué les prêtres et l'Église « qui nous ont faits irréligieux et mauvais », ou reproché au Christianisme « d'avoir sanctifié les humbles et les contemplatifs, d'avoir placé le bien suprême dans l'humilité... alors que la religion antique le plaçait dans la grandeur d'âme ». On lui reprochera, avec plus de raison, d'avoir cédé à la leçon de choses de son terrible temps et placé la politique hors de la morale — où elle est depuis lors restée...

De même, situons exactement l'Académie que fonde Laurent de Médicis. Néo-platonicienne, elle mise sur la philosophie idéaliste de Platon et prend position ainsi contre l'aristotélisme, et peut-être cherche-t-elle une espèce de *compromis* entre Antiquité et Christianisme. Mais que Pic de la Mirandole qui la fréquente fasse un discours sur la dignité de l'homme — *De dignitate hominis* — ne l'empêche nullement de rêver à la fin de sa vie trop brève, d'aller prêcher l'Évangile, « le crucifix à la main, pieds nus, par les villes, les campagnes et les bourgs » et de se faire ensevelir sous l'habit du Tiers Ordre dominicain. Exemple, entre cent autres, de ce que l'on a appelé : *l'humanisme religieux.* Même le cas du Padouan Pomponazzi, athée jusqu'à l'évidence pour les uns, reste douteux pour les autres. Le cas de Bonaventure des Périers, singulier personnage et auteur d'un étrange *Cymbalum Mundi* (1537-8), a été examiné dans un livre merveilleux de Lucien Febvre (1942). Conclusion : si le Mercure de ces dialogues est le Christ, comme il est certain, voilà cette fois une attaque contre le Christ, une marque d'athéisme. Ne taisons, ni n'exagérons la portée de ce livre qui reste très à part dans la littérature de l'époque.

Philippe Monnier, historien passionné du *Quattrocento* florentin, prétend que l'humaniste, fasciné par le prestige des Antiques, « les copie, les imite, les répète, adopte leurs modèles, leurs exemples et leurs dieux, leur esprit et leur langue » et que « pareil mouvement poussé à ses extrémités logiques ne *tendrait* à rien moins qu'à supprimer le phénomène chrétien ». Suivant *notre* logique, peut-être. Peut-être pas suivant celle des XVe et XVIe siècles. « Il serait... insensé, écrit avec passion le sociologue Alexander Rüstow, de recher-



Luther, portrait peint par Holbein.

cher un tel antagonisme, alors que la victoire de l'Antiquité sur l'Église...se trouve en plein achèvement et à l'intérieur même de l'Église. Rome ne s'est-elle pas développée comme un centre rayonnant de la Renaissance, et de ce mouvement, les Papes ne sont-ils pas les initiateurs? C'est Alexandre VI qui abat l'ennemi des humanistes à Florence, Savonarole, brûlé le 20 mai 1498. Plus encore, l'Antiquité qui revit dans les esprits est tolérante. Les philosophes grecs assistaient, y croyant ou n'y croyant pas, aux fêtes et aux cultes des Dieux. Pourquoi leurs disciples fonceraient-ils contre une Église qui leur est si peu hostile? Le mot est d'Érasme : « saint Socrate, priez pour nous! »

4. *La Renaissance s'écarte du Christianisme du Moyen Age, beaucoup moins sur le terrain des idées que sur celui de la vie elle-même.*

Elle est si l'on veut une trahison culturelle, non philosophique. Son atmosphère a été celle d'une joie vive, multiple, celle des yeux, celle de l'esprit, celle du corps, comme si l'Occident sortait d'un carême multi-séculaire.

La Renaissance relève d'une sociologie, d'une psychologie de la joie. Il est rare dans l'histoire, que des hommes aient eu à un tel point le sentiment aussi vif de vivre une époque heureuse. « Au *Memento mori* du Moyen Age, voilà que succède le *Memento vivere.* » La contemplation de la mort, les danses macabres caractéristiques du XVe siècle finissant, ont disparu par enchantement, comme si l'Occident s'était *partagé* (au sens où Michel Foucault emploie ce mot), c'est-à-dire séparé en esprit de la méditation sur la mort. Le changement peut être suivi dans les nombreux et successifs *Artes moriendi*, (ces traités de la bonne mort) : la mort cesse peu à peu d'être la mort céleste, ce passage calme à une vie meilleure, à la vraie vie; elle devient une mort *terrestre*, avec tous les affreux stigmates des corps qui se corrompent, une mort humaine, l'épreuve suprême que l'homme doit affronter. Nul ne dit plus volontiers, comme saint Augustin : « Nous sommes ici-bas des voyageurs soupirant après la mort », mais du même coup, nul ne pense plus que « cette vie est plutôt une mort qu'une vie; (que) c'est une sorte d'Enfer ». La vie retrouve sa valeur, sa portée.

C'est sur la terre que l'homme doit organiser son royaume et cette conviction nouvelle préside à la mise en place de toutes « les forces positives de la culture moderne : libération de la pensée, mépris des autorités, victoire de la formation intellectuelle sur le privilège de la naissance (soit, en termes du *Quattrocento*, victoire du concept *d'humanitas* sur celui de *nobilitas*), enthousiasme pour la science, délivrance de l'individu... » (Nietzsche.)

De cette fermentation nouvelle, les humanistes sont très conscients. « Sans aucun doute, voilà l'âge d'or », affirme Marsilio Ficin (1433-1499). En 1517, Erasme dit à peu près la même chose : « Il faut souhaiter bonne chance au siècle : il sera l'âge d'or. » Dans sa célèbre lettre du 28 octobre 1518 à l'humaniste nurembourgeois Willibad Pirkheimer, Ulrich von Hütten s'écrie : « Quel siècle! Quelles lettres! Qu'il est agréable de vivre! » On n'ose, tellement l'exemple est connu, archi connu, parler, ici, de l'Abbaye de Thélème qu'imagine Rabelais... Et pourtant!

Que cette prise de conscience aiguë des possibilités multiples de l'homme ait préparé, longtemps à l'avance, toutes les révolutions de la modernité, et aussi l'athéïsme, nul ne le contestera. Mais les humanistes étaient beaucoup trop occupés à organiser leur propre royaume pour penser à contester celui de Dieu.

Dès le premier tiers du XVIe siècle, le mouvement et la joie de la Renaissance vont être freinés. Les « hommes tristes » vont peu à peu remplir la scène de l'Occident. Comme toute époque de joie, de grand soleil, comme toutes les grandes périodes heureuses ou qui se crurent heureuses : le Siècle où brilla la ville d'Alexandrie, le Siècle d'Auguste, le Siècle des Lumières — la Renaissance aura peu duré dans sa perfection.

4. L'humanisme protestant : L'immense fleuve de la Réforme prend sa source entre XVe et XVIe siècle. Il s'affirme avec l'affichage, sur les portes de la Schlosskirche, à Wittenberg, le 31 octobre 1517, des 95 propositions de Luther.

Ce fleuve court à travers les affreux excès des guerres de religion. Elles commencent vraiment en Allemagne, en 1546, l'année même de la mort de Luther, et ne s'y achèveront qu'un siècle plus tard, en 1648. Dans l'intervalle, elles auront gagné d'autres pays et, partout, laissé derrière elles des ruines immenses. Des compromis, tardifs et *plus ou moins durables*, ont été signés : Paix d'Augsbourg (1555), Édit de Nantes (1598), Lettre de Majesté (en Bohême, 1609). Cependant, des milliers d'hommes (car la Réforme, à la différence de l'humanisme de la Renaissance, atteint tout de suite les masses), des milliers d'hommes et de femmes, pour défendre leur foi, ont dû affronter la guerre civile, la répression violente (comme aux Pays-Bas, au temps de Philippe II; ou en France, lors de la Révocation de l'Édit de Nantes (1685) et de l'insurrection des

Cévennes); ou l'exil, soit vers le Nouveau Monde soit vers un pays favorable à leur foi, selon les hasards du *Cujus regio, ejus religio.*

Toutes ces fureurs s'apaisent avec le XVIIIe siècle, parfois plus tôt. Le Protestantisme leur a survécu et, parvenu jusqu'à nous, il colore aujourd'hui de son humanisme particulier une large portion du monde occidental, particulièrement les pays anglo-saxons et germaniques. Cependant, il n'est pas facile de préciser la couleur exacte de cet humanisme-là, car il n'y a pas *une* Église protestante, mais *des* Églises, qui correspondent à une pluralité d'humanismes protestants, à plusieurs types d'hommes. Ceux-ci n'en appartiennent pas moins à une même famille, surtout quand on les oppose à leur voisin, l'Occident catholique.

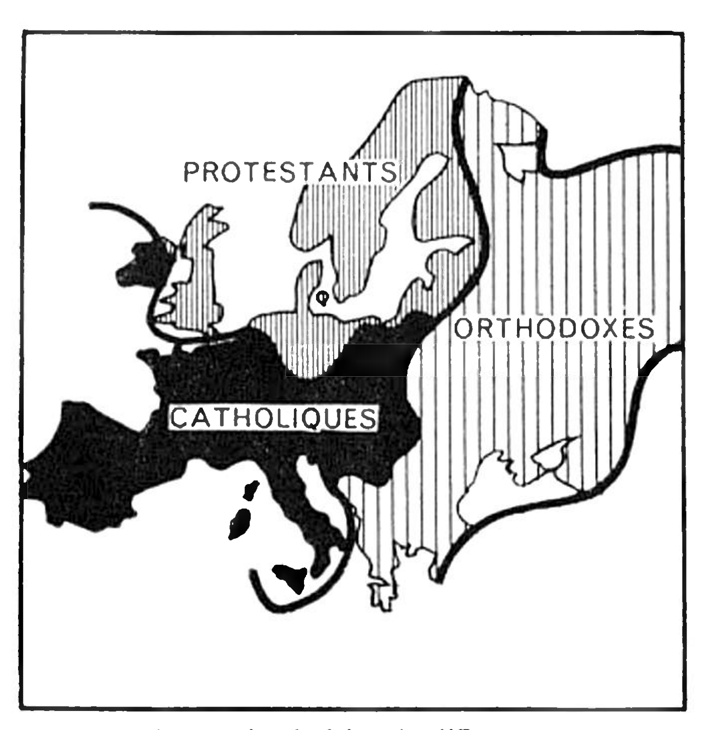
1. *Au départ, deux Protestantismes.*

Cet héritage légué à l'Europe moderne nous intéresse, non la *Réforme en soi.* Nous ne nous attarderons donc pas à l'histoire classique de la Réforme et du Protestantisme. On se reportera aux dates et croquis, en marge de notre texte, le cas échéant, au bon résumé d'Émile Léonard.

A une vingtaine d'années de distance, deux longues « vagues » se sont succédé, l'une que domine l'action véhémente de Martin Luther (1483-1546), l'autre que conduit l'action réfléchie et autoritaire de Calvin (1509-1564). Les deux hommes ne se ressemblent guère. Luther est un paysan des marches frontières de l'Est germanique. Il y a quelque chose de direct, de fort, de naturel dans cette révolte spirituelle de campagnard, dans cette paysannerie de l'esprit, ce *Bauerstand des Geistes*, comme dit Nietzsche. Dénoncer les abus, les absurdités, les complications de l'Église; sortir de ces incertitudes en misant tout sur la rédemption par la foi (« le juste est sauvé par sa foi »), se contenter de prises de positions émotionnelles, instantanées, sans souci de les ordonner ensuite méticuleusement, telle est la position nette, simple du jeune Luther, une position romantique et révolutionnaire. « Dieu ne le supportera pas plus longtemps, s'écrie-t-il. Ce n'est plus un monde comme hier où les gens étaient chassés et conduits comme du gibier! » Il est vrai que cette attitude qui l'oppose aux puissants, aux riches, Luther ne pourra la maintenir. En 1525, le Réformateur devra se séparer des paysans allemands soulevés, en partie à cause de lui, entre l'Elbe, le Rhin et les Alpes. Les nécessités de l'action lui imposeront bien des compromis.

Il n'en restera pas moins à l'opposé de Calvin, le citadin, le lettré à tête froide, l'organisateur patient, énergique, le juriste qui éprouve toujours le besoin d'aller jusqu'au bout de ses déductions. La Prédestination, Luther la rencontre comme une révélation; Calvin la met en équation, en déduit les conséquences. De tout temps les Élus ont été choisis : alors n'est-ce pas à eux de gouverner les autres? Ce que Calvin fait à Genève, d'une main ferme, tout en se référant à l'esprit d'humilité (1536-1538; 1541-1564); ce que Cromwell fera dans l'Angleterre dure des Puritains.

Tels sont les deux protestantismes majeurs. Leurs aires sont différentes, leurs points communs nombreux malgré tout : rupture avec Rome, avec le culte des saints; suppression du clergé régulier; sacrements réduits de sept à deux : l'Eucharistie et le Baptême. Encore y a-t-il parfois désaccord au sujet de l'Eucharistie.



Les trois chrétientés d'Europe.

Il est important d'être attentif par surcroît à ce qu'on peut appeler, en simplifiant (car la liste exacte serait longue), les protestantismes aberrants ou marginaux : ainsi dès le départ ou presque, un protestantisme humaniste (Zwingli à Zürich, Oecolampade à Bâle, Henri VIII en Angleterre) et un protestantisme « piétiste » celui des Anabaptistes qui sera vigoureusement persécuté.

2. *L'aire protestante et l'aire catholique.*

La frontière entre le monde catholique et le monde protestant — qui constitue de nos jours encore une articulation certaine de la civilisation européenne — est-elle seulement due au hasard des luttes?

L'Europe, comme le bois des arbres, s'est faite par couches successives, d'âge différent. Le plus vieux bois de l'Occident, le cœur de l'arbre, c'est ce qu'en avait conquis autrefois — et civilisé — l'Empire Romain, lorsqu'il s'étendit vers l'Ouest et vers le Nord jusqu'à la double charnière du Rhin et du Danube d'un côté, de l'autre jusqu'aux Iles

Britanniques, dont il n'a tenu, et mal tenu, qu'une partie (en gros le Bassin de Londres).

Au delà de ces frontières, la civilisation européenne s'est propagée tardivement, *après la chute de l'Empire Romain*, ce sont les couches nouvelles et superficielles de l'aubier. L'Occident médiéval a *colonisé,* au sens noble du mot, ce monde proche de lui, y installant ses églises, ses missionnaires. Les abbayes, les évêchés et archevêchés de la lointaine Rome y sont autant de puissantes assises.

Est-ce un hasard si cette ancienne frontière de l'Empire Romain, cette frontière entre vieille Europe et Europe nouvellement « colonisée », est en grande partie la frontière qui a divisé le monde catholique et le monde protestant? Sans doute la Réforme a-t-elle eu ses raisons purement religieuses : la montée de ces eaux spirituelles visibles dans toute l'Europe et qui a rendu le fidèle attentif aux abus et aux désordres de l'Église, aux insuffisances d'une dévotion trop terre à terre, faite de gestes plus que de vraies ferveurs. Ce sentiment, toute la Chrétienté l'a éprouvé. Cependant, la vieille Europe, plus attachée, sans doute, à ses traditions religieuses anciennes et qui la liaient étroitement à Rome, a maintenu le lien, tandis que la nouvelle Europe, plus mêlée, plus jeune, moins bien attachée à sa hiérarchie religieuse, a consommé la rupture. Une réaction nationale, déjà, se devine à cet arrière-plan.

Le destin ultérieur des deux mondes a souvent alimenté ce qu'on pourrait appeler un orgueil sectaire. On a attribué aux vertus du Protestantisme l'essor du capitalisme et celui de la pensée scientifique, autant dire du monde moderne. Les positions respectives du Protestantisme et du Catholicisme s'expliquent plus raisonnablement dans un contexte d'histoire économique et générale (voir note p. 394).

En fait, on ne voit guère dans le Protestantisme ce qui lui assurerait une supériorité — ou une infériorité — intellectuelle, par rapport au monde catholique.

Il est certain, par contre, qu'il a créé une différence, et donc un apport particulier, original dans la culture européenne.

Pour définir cet apport, il faut distinguer entre le premier protestantisme militant du XVIe siècle et le protestantisme victorieux, installé avec le XVIIIe siècle.

3. *De la Réforme au Protestantisme moderne.*

Commencée sous le signe de la liberté et de la révolte, la Réforme s'enfonce bientôt dans la même intransigeance qu'elle reprochait à son adversaire.

Elle crée un édifice aussi rigide que le catholicisme médiéval, « où tout est subordonné à l'échelle des valeurs surnaturelles de la révélation : l'État, la Société, l'enseignement, la science, l'économie, le Droit ». Au sommet de l'édifice, le « Livre », la Bible et, comme interprètes du Livre, l'État et l'Église protestante. A l'État (Prince ou ville), le vieux *jus episcopale.*

Inutile de dire que ce régime ne crée pas la liberté religieuse pour laquelle à l'origine on avait pris les armes. Ordre, sévérité, main de fer, telles sont les églises protestantes primitives, aussi bien à Bâle qu'à Zurich où, tout érasmiens qu'ils soient, les Réformateurs n'hésitent pas à noyer les affreux anabaptistes. Aux Pays-Bas, massacres identiques. Que ces malheureux qui nient la Sainte Trinité, la divinité du Fils et se dressent contre l'Église, l'État et les riches à la fois — aient été pourchassés, pendus, égorgés, noyés par les « Papistes », voilà qui s'accorde avec la logique, sinon avec la charité. Mais en quel nom la Réforme a-t-elle pu leur infliger le même traitement? On connait aussi la *tragædia serveta :* Michel Servet, médecin espagnol protestant, est arrêté un jour à Genève au sortir du sermon, accusé en raison de son antitrinitarisme et de son panthéisme, condamné au supplice et brûlé, selon les vœux de Calvin qui le guettait depuis longtemps. Sébastien Castellion (1515-1563), l'humaniste « savoyard », apôtre de la Réforme libérale, s'en indigne dans son pamphlet émouvant de 1554 contre le maître de Genève qu'il avait servi et aimé autrefois; il s'en indigne car nul plus que lui n'a alors le sens des erreurs et des crimes de la Réforme triomphante. « Il n'y a presque aucune secte... écrit-il, laquelle n'ait les autres pour hérétiques, en sorte que si, en cette cité ou région, tu es estimé vrai, en la prochaine tu seras estimé hérétique. Tellement que si quelqu'un aujourd'hui veut *vivre,* il lui est nécessaire d'avoir autant de *fois* et *religions* qu'il est de cités ou de *sectes :* tout ainsi que celui qui va par pays a besoin de changer sa monnaie de jour en jour, car celle qui est ici bonne, autre part n'aura aucun cours. » Il entend, pour sa part, rester fidèle à la liberté d'interprétation. « Quant aux Anabaptistes, dit-il, à leur esprit, à ce qu'ils pensent ou écrivent de la parole de Dieu, c'est à eux de voir ce qu'ils font. »

Cette voix reste celle d'un isolé qui mourut misérable, au milieu de quelques fidèles passionnés. Mais au XVIIe siècle, au temps des querelles entre Calvinistes de stricte obédience et dissidents arminiens ou sociniens, ses ouvrages devaient être republiés à Amsterdam, l'un d'eux avec le titre significatif de la *Chandelle de Savoie.* C'est qu'en effet le Savoyard Castellion sera désormais une des lumières annonçant la voie nouvelle où finalement s'engagera le Protestantisme.

4. *Le nouveau Protestantisme a favorisé la liberté de conscience. La rigueur dogmatique va progressivement s'apaiser, surtout au XVIIIe siècle, peut-être dans la mesure où se relâche la pression active du catholicisme et de la vigoureuse Contre-Réforme.*

Mais aussi grâce à une évolution interne du Protestantisme vers une certaine liberté de conscience,

selon la voie même où s'engage le Siècle des Lumières, sous l'influence de l'évolution scientifique principalement. Comme toujours il est bien difficile de discerner causes et effets et de dire si le Protestantisme, en revenant à ses sources spirituelles et au libre examen des Écritures, a poussé l'Europe sur le chemin d'une indépendance spirituelle, ou si, au contraire, l'évolution du Protestantisme lui-même ne tient pas à cette évolution générale de la pensée philosophique et scientifique de l'Europe. L'une et l'autre choses ont des chances d'être vraies, dans un jeu d'influences réciproques.

On ne peut nier que, contrairement à son adversaire catholique, le Protestantisme s'insère dans le mouvement du grand siècle libéral. Mais on ne niera pas davantage que des pays de formation et de tradition catholiques, ainsi la France, se trouvent en tête de ce même mouvement.

En tout cas, *le Protestantisme s'oriente alors vers le droit au libre examen, à la critique historique des textes sacrés, à un rationalisme déiste.* Du coup, il se réconcilie avec lui-même, et c'est l'important : toutes les sectes marginales, jusque-là tenues à l'écart somme suspectes, les Puritains d'Angleterre, les Anabaptistes de l'Allemagne et des Pays-Bas, prospèrent, essaiment même. Les Anabaptistes, sous le nom de Mennonistes, font fortune en Angleterre, passent en Amérique, fondent une colonie à Providence et vont devenir, par la suite, une vigoureuse confession protestante des États-Unis. A la fin du XVIIe siècle réapparaissent — descendants des « inspirés » du XVIe siècle — ceux qui s'appellent les Amis et que le monde va connaître sous le nom de *Quakers* (les Trembleurs). Avec eux William Pen, en 1681, jette les bases de la colonie de Pensylvanie. Même renouveau en Allemagne au bénéfice du *piétisme* que fonde un pasteur, Philippe Jacques Spener, protégé de l'Électeur de Brandebourg qui deviendra plus tard, en 1701, le premier Roi de Prusse, Frédéric Ier. Spener participe aussi à la fondation de la puissante Université de Halle (1681). Toute l'Allemagne luthérienne sera soulevée par ses disciples vers le milieu du XVIIIe siècle. Aucun mouvement cependant ne sera aussi fort que le méthodisme anglais de Wesley et Whitefield.

L'énumération de ces sectes victorieuses n'a aucun intérêt ici, sinon pour marquer le libre épanouissement de la pensée protestante dans un sentiment religieux *que ne commande plus aucune théologie stricte.* « La théologie ne s'identifie plus avec la religion, écrivait un universitaire protestant, Ferdinand Buisson, en 1914; il faut que l'une passe pour que l'autre dure. »

C'est ce qui, en profondeur, marque la différence actuelle entre sociétés catholiques et sociétés protestantes. Le protestant est toujours seul à seul avec Dieu. Il peut, pour ainsi dire, élaborer sa propre religion, la vivre, et rester en règle avec le monde religieux, demeurer *conforme.* Mieux : il peut trouver, dans une des nombreuses sectes, celle qui résout, sans douleur, son problème personnel. On pourrait presque dire qu'aux différentes dissidences, correspondent aussi, très souvent, des étages sociaux différents.

Du coup, la société protestante ignore cette scission du laïque et du religieux qui marque les sociétés catholiques modernes, où tout homme doit choisir entre une certaine soumission de l'esprit et une rupture avec l'Église qui est une *communauté :* on en est, ou l'on n'en est pas. Tous les conflits spirituels sont *ouverts*, la prise de position obligatoire. La société protestante est *fermée* au contraire sur ses conflits spirituels internes, sans qu'ils cessent pour autant d'exister. D'où cette série de différences dans les comportements et les attitudes qui dessinent, entre les Anglo-Saxons et l'Europe catholique, une imperceptible et irréductible frontière.

5. L'humanisme d'inspiration révolutionnaire: L'Europe a été, elle reste révolutionnaire. Toute son histoire le répète. Elle a été, elle reste aussi, sans fin, contre-révolutionnaire.

Cette fois encore, ce qui importera, ce ne sont pas tant les mouvements révolutionnaires en eux-mêmes que leur prolongement vers l'avenir, ce que nous appellerons *l'humanisme d'inspiration révolutionnaire,* formule inhabituelle, par laquelle nous désignons le contenu humain et le « legs » idéal de la Révolution. D'autres disent, dans le même sens, la « mystique révolutionnaire » ou « l'esprit révolutionnaire ».

Bien entendu, il s'agira ici de la Révolution française, la seule à avoir eu un sens *européen et mondial,* avant la Révolution russe de 1917.

1. *Les mouvements révolutionnaires et la Révolution.*

Jusqu'à la Révolution russe, référence est toujours faite à la Révolution française de 1789 comme à « la Révolution », sans plus, autant dire la première, la seule.

Pourtant, de nombreux mouvements révolutionnaires l'avaient précédée, dans cette Europe tendue, protestataire, jamais résignée au pire. Mais l'histoire leur accorde peu volontiers le titre de « révolutions ».

Elle ne l'accorde guère, par exemple, aux *nombreux soulèvements paysans* que nous avons déjà signalés, à travers l'Europe, entre XIVe et XVIIe siècles. Et c'est souvent dans un sens particulier qu'on peut parler de Révolutions, à propos de certaines libérations nationales : celle des Cantons Suisses (libération définitive, 1412), des Provinces Unies (victoire définitive, 1648), des Colonies anglaises d'Amérique, des

futurs États Unis (1774-1782), de l'Amérique hispanique entre 1810 et 1824 ou encore des séparations, brutales ou à l'amiable, des Pays Scandinaves, Suède, Norvège, Danemark... Autant de mouvements qui se présentent, sans doute, comme des réactions contre l'État moderne, mais plus encore contre *l'étranger*, et le détail a son importance.

Une « vraie » révolution se fait toujours contre un État moderne (détail essentiel) et du dedans, dans un but d'auto-réforme. Avant 1789, en Europe (si l'on excepte les échecs de la Ligue et de la Fronde), seules ont été dignes de cette appellation les deux révolutions anglaises, la première violente et sanglante (1640-1658), la seconde tranquille, de bonne compagnie, celle de 1688. Mais la Révolution française, qui a bouleversé du dedans l'un des plus solides États d'Occident, a eu une tout autre résonance dans la mesure où elle s'est étendue à toute la scène européenne, de 1789 à 1815, et où son souvenir a pris, pour le monde entier, la valeur d'un immense symbole, capable, à chaque génération, de se rajeunir, de se nourrir de passions nouvelles.

La puissance d'actualité de ce symbole s'affirme encore aujourd'hui. Voyageant en U. R. S. S. en 1958, un historien français s'étonne que, lorsque ses collègues soviétiques disent « la Révolution », ce soit à la Révolution française qu'ils se réfèrent. Ce même historien, enseignant en 1935 à l'Université de São-Paulo, Brésil, expliquait, à la suite d'Albert Mathiez, que la plupart des « géants de la Convention » pouvaient être ramenés à une mesure très humaine, parfois assez ordinaire. Ses étudiants brésiliens s'en émurent aussitôt comme d'un sacrilège et l'un d'eux déclarait : « Quant à nous, nous attendons la Révolution Française »...

La Révolution de 1789 se survit ainsi à travers le monde, même quand le mythe de la Révolution russe en a pris le relais. En France, ce dernier tend aujourd'hui à dominer entièrement la pensée syndicale et révolutionnaire, dans la mesure où il se réfère à des réalités pratiques de l'heure. Mais la puissance de ferveur qui entourait, hier encore, 89, seul en jugera celui qui a connu à la Sorbonne les chahuts monstres ou les enthousiasmes soulevés par les cours d'Alphonse Aulard († 1928) et l'empressement des auditoires d'Albert Mathiez († 1932) ou de Georges Lefebvre († 1960). Cette présence de la Révolution dans la pensée politique et l'éthique des Européens infléchit leurs raisonnements et leurs attitudes, *même quand l'attitude est d'hostilité.*

2. *Il y a eu deux, ou trois, ou quatre Révolutions françaises. La Révolution française, comme les actuelles fusées à étages, aura connu plusieurs explosions, plusieurs lancements successifs.*

Elle se présente, à ses débuts, comme une « révolution libérale », modérée, avec quelques épisodes dramatiques (Prise de la Bastille, Grande Peur). Cette Révolution I se développe à vive allure, en quatre temps successifs : une révolte nobiliaire (Assemblée des Notables, 1788), une révolte bourgeoise, « de juristes » a-t-on dit (réunion des États Généraux), puis une Révolution urbaine et une Révolution paysanne, toutes deux décisives.

Une Révolution II, brutale, lui succède au delà de la déclaration de guerre du 20 avril 1792 à l'Autriche. « Ce fut la guerre de 1792 qui amena la déviation de la Révolution française », a écrit Alphonse Aulard. Il est vrai; et l'occupation des Pays-Bas après Jemmapes a rendu le conflit inévitable. Reconnaissons aussi que la Révolution en constituant la France en nation moderne (dès avant la farandole des Fédérations qui en est la spectaculaire mise en scène) a affirmé, révélé sa force et préparé l'explosion. Violente au-dedans comme au-dehors, cette seconde phase se clôt avec la chute de Robespierre, 27-28 juillet 1794 (9-10 Thermidor An II).

La Révolution III (mais est-ce révolution qu'il faut dire encore?) se situerait de Thermidor à Brumaire (28 juillet 1794 au 18-19 novembre 1799), rassemblant ainsi, avec les derniers mois de la Convention, toute la durée du Directoire. La Révolution IV engloberait le Consulat, l'Empire et les Cent-Jours (1799-1815).

Il est sûr que Napoléon a continué, en la stabilisant et en la maîtrisant, la Révolution, ajoutant aux incertitudes de son destin global l'incertitude dramatique de sa propre destinée, la fragilité d'un régime *illégitime* et qui doit se justifier, vaille que vaille, par des succès ininterrompus.

Après Austerlitz, l'Empereur François II, applaudi par ses bons sujets, à son retour à Vienne, disait à l'ambassadeur français : « Croyez-vous, Monsieur, que votre Maître pourrait ainsi retourner à Paris, ayant perdu une bataille comme celle que j'ai perdue? »

Cette impertinence a le même sens que cette exclamation d'un royaliste français que fascine la gloire de Napoléon : « Quel malheur qu'il n'ait pas été un Bourbon! »

3. *La Révolution française aurait dû être, selon ses premières intentions, une solution dans le goût du « Despotisme éclairé ».*

Dans cette histoire mouvementée, la phase II qui seule a connu une violence dramatique, se présente par rapport à l'ensemble comme une aberration, une déviation inattendue.

On a souvent soutenu que si la Révolution, au printemps de 1792, n'avait pas sombré dans le sang, une révolution presque paisible aurait pu obtenir ce succès à l'anglaise, dans la modération, dont avaient rêvé tant d'esprits français. Tel Montesquieu, qui écrivait dans les *Lettres Persanes,* en 1721 : « Il ne faut toucher aux lois existantes que d'une main tremblante »; ou Rousseau qui pensait qu'un vieux peuple ne peut survivre à des commotions révolutionnaires : « sitôt que ses fers sont brisés, il tombe épars et n'existe plus ».

Les débuts de la Révolution s'accordent avec

cet esprit, plus de réforme que de révolution. Un roi ferme aurait pu l'y maintenir, ou l'y ramener. Mais, ni les conseils de Mirabeau, ni ceux de Barnave ne détachèrent Louis XVI des privilégiés qui l'entouraient et faisaient de lui un prisonnier de sa propre Cour. Faut-il rouvrir ce vieux procès?

Ce n'était pas la première fois que les solutions de bon sens politique étaient ainsi écartées. Le programme des réformateurs « éclairés » avait toujours été stoppé, en France, depuis le début du règne de Louis XVI; d'où le renvoi de Turgot, en 1776. Et partout, la même réaction avait montré son visage et sa force, dans cette Europe du *Despotisme Éclairé*, où tant de bons esprits avaient cru qu'il suffisait de gagner le Prince ou le Roi, que, dès que ce dernier était « philosophe » tout était assuré. Or les souverains du *Siècle des Lumières* ont préféré les demi-mesures. Même quand Frédéric II met sa noblesse au pas, c'est avec tant de modération qu'à sa mort, en 1787, l'État prussien sera le théâtre d'une vaste réaction seigneuriale.

Ce qu'un Frédéric II n'avait su faire, comment l'attendre d'un Louis XVI? Quand, finalement, celui-ci fit appel à l'aide étrangère, il déchaîna les forces agiles de la Contre-Révolution et de la réaction européennes. Prise de vitesse, la Révolution se jeta dans une voie inattendue de ses promoteurs eux-mêmes.

Ils l'avoueront : « on n'est pas révolutionnaire, on le devient » (Carnot); « la force des choses nous conduit peut-être à des résultats auxquels nous n'avions pas pensé » (Saint-Just). Dans cette voie inédite, cruelle pour elle et pour les autres, la Révolution va se maintenir quelques mois seulement, jusqu'à la chute de Robespierre qui ouvre la porte à la réaction et à la douceur de revivre. « Paris redevint très gai, raconte Michelet. Peu de jours après Thermidor, un homme, qui vit encore et qui avait alors dix ans, fut mené par ses parents au théâtre et, à la sortie, il admira la longue file des voitures brillantes qui, pour la première fois, frappaient ses yeux. Des gens en veste, chapeau bas, disaient aux spectateurs sortants : « Faut-il une voiture, *mon maître?* L'enfant ne comprit pas trop ces termes nouveaux. Il se les fit expliquer et on lui dit seulement qu'il y avait eu un grand changement par la mort de Robespierre. »

Toutefois, Michelet a-t-il eu raison d'arrêter au 10 thermidor son *Histoire de la Révolution française* (1853)? En toute logique, non : la réaction thermidorienne achevée, la France va revenir à la Révolution sage de la phase I dont le Directoire déjà, puis le Consulat maintiendront les conquêtes essentielles. Ce qui sera rejeté, c'est l'apport de la Convention terroriste.

A l'étranger, en tout cas, nul ne juge la Révolution terminée. Le 12 septembre 1797 encore, l'ambassadeur russe en Angleterre écrivait (en français) à son gouvernement : « Ce qui était probable... est arrivé à Paris : le triumvirat dictatorial a arrêté deux Directeurs et soixante-quatre membres des deux Conseils, sans aucune forme de procès. On va les envoyer à Madagascar. Voilà la belle Constitution et la belle liberté française! J'aimerais mieux vivre au Maroc que dans ce pays de prétendue égalité et liberté. » Cette hargne? parce qu'à l'étranger, on ne parle pas toujours avec ironie de la « belle liberté française ». C'est au nom de la Révolution que Napoléon ira de conquête en conquête et partout où le régime napoléonien se sera installé, les lois, les coutumes, les cœurs en garderont la trace, malgré les rancunes ou les haines soulevées par l'occupation. Gœthe, Hegel seront en faveur de Napoléon, qu'ils verront, en face d'une Europe réactionnaire très en retard sur l'évolution politique et sociale de la France, comme « l'âme du monde à cheval » ; le mot est de Hegel.

Les guerres de l'Empire ont projeté aux dimensions de l'Europe « la guerre civile » française. Pendant un quart de siècle, pour chaque pays européen menacé par la conquête napoléonienne, la Révolution a été une réalité en puissance. Vécu ainsi en esprit comme une possibilité immédiate, le message de la Révolution, admiré ou honni, s'est puissamment propagé à travers l'Occident, il y a partagé les cœurs, orienté les passions.

4. *Le message de la Révolution française.*

Drame aux couleurs violentes, avec ses saints, ses martyrs, ses leçons, ses espérances déçues, éternellement reprises, la Révolution s'offre au XIXe siècle, comme un évangile.

Certes, en apparence, après 1815, la Révolution semble réduite au silence. Elle se maintient pourtant dans les cœurs et les consciences, elle subsiste dans ses acquisitions essentielles.

La Restauration n'est pas revenue sur les privilèges sociaux abolis (droits féodaux en particulier). Les biens nationaux n'ont pas été restitués aux anciens propriétaires, et même si la distribution n'en a pas été équitable (ils sont très souvent allés aux riches), l'acquis révolutionnaire a été sauvegardé sur ce point, comme l'avait été le principe des droits de l'individu garantis par la Charte de 1814. Quand le gouvernement de Charles X semblera prêt à une nouvelle réaction, ce sera le soulèvement immédiat, et la Monarchie de Juillet et le retour au drapeau tricolore. Alors resurgissent largement l'idéologie et le langage révolutionnaires.

Déjà, en 1828, un compagnon de Gracchus Babeuf, Buonarotti, avait raconté dans son *Histoire de la conspiration pour l'Égalité, dite de Babeuf*, la Conspiration des « Égaux », leurs projets d'une sorte de « Vendée plébéienne », leur échec et leur exécution (Babeuf s'est poignardé pour y échapper, le 26 mars 1797). Il s'était agi d'un mouvement « communiste », communautaire sans aucun doute, fidèle à ce mot de Rousseau : « Vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous

et la terre à personne. » Le succès du livre et de l'exemple fut immense. Auguste Blanqui, le révolutionnaire impénitent que nul ne peut rétrospectivement se défendre d'aimer, l'aura lu passionnément.

Cet exemple nous permet de comprendre la façon dont la Révolution a pu continuer, jusqu'à nos jours, à parler à peu près le langage que désirait lui prêter chaque génération. Après l'éclipse apparente du Second Empire, à partir de 1875, ses symboles ne cesseront plus d'être la base idéologique de la IIIe République et de tout le mouvement socialiste, le support de la révolution en marche.

Ce qu'évoque alors l'humanisme révolutionnaire, c'est essentiellement la légitimité de la violence au service du droit, de l'égalité, de la justice sociale, de la Patrie jalousement aimée, une violence dont le révolutionnaire est ou l'acteur, ou la victime, car « descendre dans la rue », c'est aussi bien pour y tomber, y crier sa dernière protestation que pour vaincre. Mais le courage de la violence — courage de mourir, ou de frapper — ne s'accepte que s'il est le seul moyen de fléchir le destin, de le rendre plus humain, plus fraternel. Bref, la Révolution, c'est la violence au service d'un idéal. La Contre-Révolution jaillit d'un pari analogue. Son tort, vis-à-vis de l'histoire, c'est de regarder en arrière, de tenter de revenir en arrière. Or revenir vers le passé n'est possible que par accroc, pour un instant. *A long terme*, une action ne peut avoir de poids historique et durer que si elle va dans le sens de l'histoire, que si elle ajoute sa propre vitesse à la sienne, au lieu de tenter vainement de la freiner.

En tout cas, on pourrait à bon droit s'étonner que 89 ait servi de flambeau aux grands mouvements des masses ouvrières jusqu'au XXe siècle. Tout d'abord, parce que dans ses intentions premières comme dans ses résultats, la Révolution de 89 est restée une révolution prudente. Puis, sa légende héroïque, pleine de miracles de demi-dieux, de « géants », s'est en partie effacée, ternie par la démystification d'une histoire objective. Nul ne s'y est mieux employé que les historiens de gauche, désireux d'appuyer leur ferveur révolutionnaire sur le témoignage des documents. Ce faisant, la Révolution a perdu beaucoup de ses saints. Mais en même temps, son message s'est dégagé avec plus de netteté.

Cette révision, en effet, a réhabilité la période rouge de la Terreur, dégagé le sens de ses souffrances (celles qu'elle a subies comme celles qu'elle a infligées), excipé, pour la justifier, du tragique des situations. Désormais, c'est l'Incorruptible, puis Gracchus Babeuf (héros tardif) qui passent avant Carnot, « l'organisateur de la victoire », ou Danton. Et c'est leur langage qui nous parvient, un langage fort, parce qu'il fut « celui des anticipations ». Le suffrage universel, la Séparation de l'Église et de l'État, le décret de Ventôse qui prévoyait même une certaine redistribution des biens, toutes ces conquêtes éphémères de la Révolution II, reniées après Thermidor, ce sont bien des anticipations, puisqu'il a fallu si longtemps parfois pour qu'elles rebondissent jusqu'à nous et deviennent notre bien.

En tout cas, c'est grâce à elles que l'humanisme révolutionnaire de 89 vit encore parmi nous. Les hésitations, certaines réserves du socialisme européen, hier surtout, face au communisme (qui a créé un autre idéal, une autre forme de la révolution), par exemple, les critiques opposées par Jaurès aux idées marxistes après la signature (1905) du pacte avec Jules Guesde, qui créa l'unité socialiste « sous les auspices du Manifeste communiste », autant de signes qu'une certaine idéologie de gauche, nourrie de souvenirs, de mots aussi, a refusé d'identifier *sa* révolution à la révolution de Marx et plus tard des Soviets. Au seuil de son *Histoire Socialiste de la Révolution française*, Jaurès n'indique-t-il pas qu'elle sera « à la fois matérialiste avec Marx et mystique avec Michelet », c'est-à-dire fidèle à la « mystique révolutionnaire » selon Michelet, à l'héritage vivant de la Révolution française. C'est tardivement, incomplètement, que la civilisation occidentale, en France et hors de France, se « partage », se déleste de l'héritage et de l'idéal de 89.

III. La pensée scientifique avant le XIXe siècle.

L'essor de la pensée scientifique en Europe jusqu'au XVIIIe siècle met en cause l'enfance de la science moderne : au vrai, une pré-science, comme on peut parler avant la Révolution industrielle d'une pré-industrie.

Il ne s'agit ni de résumer cette évolution, ni même de reconnaître le seuil qui sépare pré-science et science moderne. Le problème est de savoir non le comment, mais *le pourquoi de ce développement scientifique dans les cadres exclusifs de la civilisation occidentale*. Selon le mot, sans ambiguïté, de Joseph Needham, chimiste et sinologue, « l'Europe n'a pas créé n'importe quelle science, mais la science mondiale ». Et elle l'a créée presque à elle seule.

Alors, pourquoi cette création ne s'est-elle pas accomplie dans le cadre de civilisations beaucoup plus précoces, en Chine par exemple, ou à partir de l'Islam?

1. Toute démarche scientifique s'encadre régulièrement dans une explication générale du monde. Pas de progrès, pas de raisonnement ou d'hypothèse fructueuse s'il n'existe un système général de références par rapport auquel se situer, puis s'orienter. La succession des systèmes d'explication du monde fournit la meilleure trame de l'évolution scientifique.

L'histoire des sciences (et de la science), vue d'une certaine hauteur, se présente comme le passage très lent d'une explication générale rationnelle à une *autre* explication générale, chacune s'affirmant successivement comme une *théorie* qui rend compte de l'ensemble des explications scientifiques du moment, jusqu'au jour où cette enveloppe se déchire, parce qu'elle est contredite, violemment, par de nouvelles connaissances. Il faut alors en construire une autre, vaille que vaille, et qui sera un nouveau point de départ.

ΔΙΟΝΥΣΙΟΥ
ΑΛΙΚΑΡΝΑΣΕΩΣ ΤΑ ΕΥΡΙ-
ΣΚΟΜΕΝΑ, ΙΣΤΟΡΙΚΑ ΤΕ ΚΑΙ ΡΗΤΟΡΙΚΑ,
ΣΥΓΓΡΑΜΜΑΤΑ.
DIONYSII HALICARNAS-
SEI SCRIPTA, QVÆ EXTANT,
OMNIA, ET HISTORICA, ET
RHETORICA.
E veterum librorum auctoritate, doctorumque hominum animad-
versionibus, quamplurimis in locis emendata & interpolata, cum Latina versione ad Græci
exemplaris fidem denuo sic collata & conformata, ut pleraque in locis
sit plane nova.
Addita fragmenta quædam, cum Glareani Chronologia, & duplici appendice.
Additæ etiam Notæ, quibus de utriusque textus vel emendatione vel explanatione agitur.
Adjecti præterea duo locupletissimi rerum & verborum INDICES; alter, Græcus: alter, Latinus.
Opera & studio Friderici Sylburgii Veterensis.



LIPSIÆ,
Impensis MAURITII GEORGII WEIDMANNI,
Typis CHRISTOPHORI GUNTHERI.
M DC XCI.

Page de titre d'une édition bilingue (grec-latin) de Denys d'Halicarnasse.

Du XIII[e] siècle à nos jours, la science occidentale n'a connu que trois explications générales, *trois systèmes du monde :* celui d'Aristote qui s'introduit dans les interprétations et spéculations d'Occident avec le XIII[e] siècle, et qui est un lointain héritage; celui de Descartes et de Newton, qui fonde la science classique et se présente (mis à part les emprunts décisifs à la pensée d'Archimède) comme une construction originale de l'Occident; enfin la théorie relativiste d'Einstein, annoncée dès 1905, qui inaugure la science contemporaine.

Ces vastes créations dominent la démarche scientifique, évidemment elles ne la résument jamais en son entier. Leur mise en place pose des problèmes complexes et non moins leur détérioration. Le moment où elles ne cadrent plus avec les faits signale d'ordinaire les vrais progrès, les moments décisifs de l'histoire générale des sciences.

1. *Le système d'Aristote est un héritage.*

C'est un héritage très ancien, celui de l'École péripatéticienne (IV[e] siècle avant J.-C.). Son message, pour l'essentiel, est arrivé à l'Occident par le relais tardif des traductions, à Tolède, des commentaires d'Averroès.

A Paris ce fut une véritable révolution; en 1215, les programmes de l'Université sont modifiés de fond en comble : à l'étude de la littérature latine, des poètes surtout, est substituée la logique formelle. « La philosophie pénètre tout, abolit tout », les traductions d'Aristote se multiplient, soulèvent une masse énorme de commentaires. Il s'en suit une très vive querelle des Anciens et des Modernes. Dans un poème de l'époque, vers 1250, le philosophe dit au poète : « Je me suis dédié au savoir, alors que tu préfères les choses puériles, des proses, des rythmes, des mètres. A quoi te servent-elles ?... Tu sais la grammaire, mais tu ignores la Science et la Logique. Pourquoi te gonfles-tu, si tu n'es qu'un ignorant ? »

Le système du monde, développé par Aristote, régnera sur l'Europe jusqu'au XVII[e], voire au XVIII[e] siècle, car il ne succombera pas immédiatement aux attaques de Copernic, de Képler, de Galilée.

« La cosmophysique d'Aristote est bien entendu complètement périmée. C'est néanmoins une physique, c'est-à-dire une théorie hautement, bien que non mathématiquement, élaborée. Ce n'est ni un prolongement brut et verbal du sens commun, ni une fantaisie enfantine, mais une théorie, c'est-à-dire une doctrine qui, partant bien entendu des données du sens commun, les soumet à une élaboration systématique, extrêmement cohérente et sévère » (Alexandre Koyré). Sans doute, Aristote pose-t-il *comme un axiome* qu'il existe une unité du

monde, un « cosmos ». Mais Einstein agit-il autrement? Quand Paul Valéry lui demande : « Mais qu'est-ce qui me prouve qu'il y a de l'unité dans la nature? », il répond : « C'est un acte de foi. » (Paul Valéry, *l'Idée fixe*, p. 141). Il dit ailleurs : « Je ne puis penser que Dieu joue aux dés avec le Cosmos. »

Cette unité aristotélicienne du monde est un « ordre » : chaque corps y a son *lieu naturel* et devrait donc rester dans un repos perpétuel. Tel est le repos de la Terre au centre du Cosmos et de ses sphères successives. Cependant des séries de mouvements agitent le Cosmos : mouvements *naturels* (tel celui du corps qui tombe à terre, du corps léger, flamme ou fumée, qui gagne le ciel, tel le mouvement circulaire des astres ou mieux des sphères célestes); mouvements *violents*, anormaux par contre, ceux que l'on imprime à un corps, soit en le poussant, soit en le tirant, et qui s'interrompent dès que s'arrête l'effort du moteur. A cela, une seule exception, de taille il est vrai : le corps lancé, le projectile, dont le mouvement n'est pas *naturel* et n'est pas non plus lié à un moteur (il n'est ni poussé, ni tracté). Ce projectile serait propulsé par le milieu tourbillonnant de l'air qu'il traverse. Cette réponse sauve, assure le système, mais toutes les attaques vont viser ce point faible.

Elles porteront immanquablement sur l'éternelle question disputée : *a quo moveantur projecta?* Question qui soulève, à vrai dire, une série de problèmes (l'inertie ou l'accélération de la chute des *graves*) dont se saisissent déjà les « nominalistes » parisiens du XIVe siècle, Occam, Buridan, Oresme. Ce dernier, génie mathématique, reconnait le principe de la loi d'inertie, la proportionnalité de la vitesse au temps de la chute des corps... Mais sa pensée ne sera pas immédiatement suivie.

2. *Le système newtonien.*

Ce serait une très longue, une admirable histoire que celle des luttes, des tâtonnements à la suite desquels la physique et la science classiques auront détrôné le système d'Aristote.

Ce « bond en avant » est le fait d'esprits exceptionnels, en rapport les uns avec les autres : la science est dès lors internationale, elle dépasse les divisions ou politiques ou linguistiques et emplit *tout* l'espace de l'Occident. Sans doute, les progrès ont-ils été favorisés par l'essor économique du XVIe siècle et non moins par la diffusion à cette époque des œuvres de la science grecque, grâce à l'imprimerie. Les travaux d'Archimède sont ainsi connus très tardivement, durant les dernières années du XVIe siècle. Or cette pensée est merveilleuse; sur la voie du calcul infinitésimal, elle propose (que l'on songe au calcul de π) la notion féconde de *limite*.

Ces progrès auront été lents. Pour les mathématiques, les cinq progrès majeurs, tels que les énumère un historien des sciences, se succèdent à longs intervalles : géométrie analytique de Fermat (1629) et de Descartes (1637); arithmétique supérieure de Fermat (vers 1630-1665); analyse combinatoire (1654); dynamique de Galilée (1591-1612) et de Newton (1666-1684); gravitation universelle de Newton (1666 et 1684-1687).

Or les mathématiques ne sont pas seules en cause. Voyez ainsi dans le vaste champ de l'astronomie, la façon dont résistera le système géocentrique hérité de Ptolémée (et les Grecs cependant avaient eu un instant l'idée d'un système héliocentrique) et le lent triomphe de Copernic (1473-1543) et Képler (1571-1630).

Le grand événement, au delà de ces tâtonnements est la constitution d'un système nouveau du monde : *l'univers abstrait, géométrisé* de Descartes et, plus encore, de Newton, où tout se résume et tient en une ligne, celle de la gravitation universelle : les corps s'attirent en raison directe de leur masse, en raison inverse du carré de leurs distances (1687).

Ce monde imaginé aura, lui aussi, la vie dure, il traversera toutes les révolutions scientifiques du XIXe siècle, jusqu'à l'avènement récent de la relativité d'Einstein, nouvelle explication magique du monde. Qui aura fait ses études, avant 1939, aura encore vécu, en esprit, dans les cadres clairs de l'univers newtonien.

2. Descartes, « un homme libre».

Cet univers géométrisé, ou mécanisé, n'appartient en propre à aucun des savants que nous avons cités ou aurions pu citer. Sans céder à un nationalisme hors de saison, faisons pourtant à René Descartes (1596-1650) la place qui lui revient.

Ouvrons, pour lui, une parenthèse. L'homme échappe aux biographes par sa discrétion, sa timidité voulue, sa sensibilité contenue. Au-delà de 1628, quelques voyages mis à part, il vit loin de France, surtout en Hollande. Il mourra à Stockholm, hôte de la reine Christine de Suède. A Amsterdam, où il a longuement séjourné, il se sera réjoui d'être perdu dans la foule, « jamais reconnu de personne ».

Reconstruire sa pensée, la reprendre dans son mouvement, est aussi difficile que de reconstruire cette vie secrète.

Le *Discours de la Méthode* en effet (1637) a tout simplifié à nos yeux. On n'a voulu voir ensuite que ses règles péremptoires, alors que le Discours est la préface de trois œuvres : *La Dioptrique, Les Météores* et la très célèbre *Géométrie :* il importe de ne pas les en séparer. De plus, le *Discours* est en quelque sorte une version simplifiée, contractée de ces *Regulae* qui n'ont été publiées qu'après la mort de l'auteur. Les *Regulae* ont-elles été composées comme il semble vers 1629 et reprises en 1637, pour une mise au clair, dans le *Discours de la Méthode?* Ou, au contraire, les quatre préceptes de la Méthode datent-ils, comme le dit à la lettre le *Discours,* du fameux hiver 1619-1620, auquel cas les *Regulae* en seraient une version ultérieure, plus étendue, plus compliquée? Le fait est que de l'un à l'autre livre, le style de pensée diffère. Comme diffèrent la

sévère et stricte *Géométrie*, et cette mathématique plus riche, plus inventive que nous offrent les *Lettres* de Descartes, où il est comme stimulé, échauffé par « les défis de ses adversaires ».

D'où bien des hésitations qui ne changent évidemment pas la signification de l'ensemble. Nous sommes en présence de la première critique systématique et moderne de la connaissance, d'une lutte héroïque contre toute tromperie intellectuelle ou métaphysique, toute erreur « d'une intuition poétique ».

Sur le plan scientifique, quelques mots ne sauraient suffire, même si l'on se borne dans son œuvre, à ce qui regarde l'avenir et parvient jusqu'à nous, si l'on oublie sa physique et son optique qui de toute évidence ne furent pas révolutionnaires, pour ne mettre en cause que sa géométrie, l'œuvre dans laquelle, selon lui-même, il a le mieux appliqué sa méthode.

Descartes se débarrasse, non sans peine, du « réalisme géométrique » des Grecs. Sa mathématique instaure la pure abstraction. « L'étendue alors, au lieu d'être imposée à la pensée d'une façon réaliste, est constituée par un tissu de relations. » Du coup, dépassant ses prédécesseurs, et notamment Viète qu'il connaît et Cavalieri qu'il a le tort d'ignorer, il fait progresser « à pas de géants la théorie des équations. Il faudra attendre ensuite Galois ».

Que la mathématique cartésienne ne dépasse pas la compréhension actuelle d'un étudiant en mathématiques à ses débuts ne doit pas dissimuler l'énormité du bond que Descartes a réalisé. Ainsi quand il évoque, à côté des racines « vraies » (les positives)



Le médecin empirique, gravure de Jacques-Nicolas Tardieu (1716-1791), d'après un tableau de David Téniers le Jeune.

d'une équation et des « fausses » (les négatives), les racines « seulement imaginaires », ou que sa démonstration implique, bien que sans les fixer avec netteté, les axes de coordonnées (orthogonaux ou non), ou qu'il décompose, ou plutôt compose à l'avance une fonction en un certain nombre de binômes sous la forme d'équations du premier degré se multipliant les unes les autres : soit $(x - 1)$ $(x + 4)$ $(x - 7)$, etc...

Un historien, Lucien Febvre, a raison de le voir vivant sa raison comme il vit sa foi, faisant barrage contre tout ce que le XVIe siècle avait entraîné avec lui, dans son mouvement naturaliste, de fables, d'à peu près, de pensée pré-logique, de physique qualitative, faisant barrage contre tous ces « rationalistes » de la Renaissance qui n'avaient vu « dans la nature qu'une boîte à miracles ou qu'une provocation à la rêverie ».

3. Les années tournantes, 1780-1820, posent un dernier problème : le franchissement du seuil qui conduit à la science vraiment moderne.

Si splendide que soit le XVIIIe siècle, il n'est pas de plein pied encore avec la science moderne, maîtresse de ses attitudes, de son langage, de ses méthodes.

C'est ce que montre un des plus beaux livres de Gaston Bachelard, *La Formation de l'esprit scientifique*, 1935, où il s'est efforcé de répertorier les gênes, les maladresses d'une science en train de se dégager, non sans difficulté, de la connaissance commune et d'une certaine mentalité pré-logique dont la lourdeur étonne. Cette psychanalyse de l'esprit scientifique, au *Siècle des Lumières*, ne retient évidemment que les côtés d'ombre, les erreurs, les aberrances, les balourdises. Mais ces balourdises accompagnent peut-être éternellement l'esprit scientifique en marche? Peut-être n'en sommes-nous pas dépourvus vis-à-vis de la science de demain?

En tout cas, les textes que nous donnons à la suite de ces chapitres, sur l'électricité et la médication purgative, et cette page tardive et délirante de Michel Chevalier sur la pile de Volta, ne sont pas seulement de trop bonnes histoires. Ils portent témoignage sur les difficultés de la première science moderne.

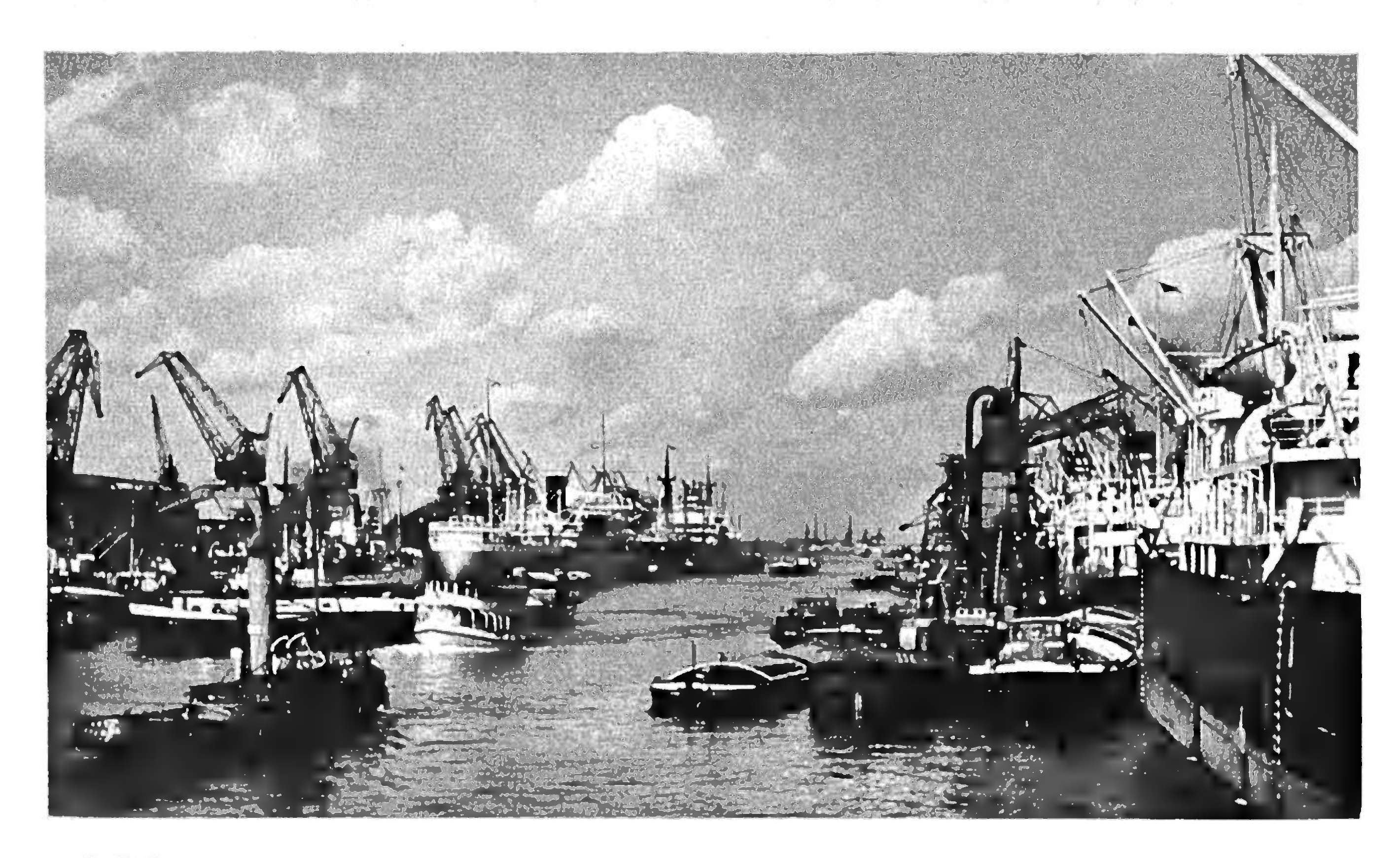
Le plus gros obstacle au XVIIIe siècle? Peut-être le compartimentage de la science en secteurs indépendants les uns des autres, ceux-ci en vive progression : mathématiques, chimie, thermodynamique, géologie, économie (mais s'agit-il d'une science?); ceux-là à la traîne, parfois stagnants : médecine, sciences biologiques... Les différentes sciences manquent, alors, de liaisons entre elles; le langage mathématique les pénètre mal; lacune non moins grave, la liaison avec la technique se fait de façon épisodique.

Ces difficultés vont se résoudre lentement. En France, la terre nouvelle n'est atteinte franchement que vers 1820-1826, à l'heure où l'Académie des Sciences est « la plus brillante réunion de savants qui fut jamais : Ampère, Laplace, Legendre, Biot, Poinsot, Cauchy... » (Louis de Broglie). Cette heure vaut pour toute l'Europe.

Justement, pour quelles raisons le seuil est-il franchi et assuré, ainsi, le destin scientifique d'une civilisation qui alors, *mais alors seulement*, est définitivement emportée par son élan?

Une explication matérialiste est évidente. L'essor économique sans précédent du XVIIIe siècle a soulevé le monde entier et l'Europe en est devenue le cœur impérieux. Vie matérielle et technique multiplient leurs demandes, leurs contraintes. Peu à peu, une réponse, une collaboration se précisent. L'industrialisation, dont parle notre prochain chapitre, serait ainsi l'élément décisif, le *moteur*. Ce qui revient à expliquer une évidente spécifité occidentale — la science — par une non moins évidente spécifité occidentale — l'industrialisation. Ces deux originalités se feraient écho; en tout cas, elles s'accompagnent. C'est ce qu'aime à dire Joseph Needham dont nous citions le témoignage. La Chine a possédé très tôt, beaucoup plus tôt que l'Occident, une science, une ébauche de science, assez fine et poussée. Mais pour franchir l'étape décisive, elle n'a pas connu cet élan économique qui a soulevé l'Europe, cette tension « capitaliste » qui, en fin de course ou à mi-course, lui a permis de franchir l'obstacle et dont longtemps à l'avance l'incitation s'est fait sentir, dès la montée des grandes villes marchandes du Moyen Age et surtout à partir du XVIe siècle.

Toutes les forces de l'Europe, les matérielles et les spirituelles, ont travaillé à cette naissance, fruit d'une civilisation prise dans sa pleine épaisseur et sa totale responsabilité.



1. Brême.

2. Karlsruhe.

L'INDUSTRIALISATION DE L'EUROPE

Une des responsabilités essentielles de l'Europe: celle d'avoir réalisé la Révolution industrielle qui a couru et court l'univers. Ce formidable lancement technique est son œuvre, une œuvre récente à l'échelle de l'histoire des civilisations puisqu'elle date de deux siècles à peine.

Jusque-là, la brillante Europe ne fait figure, *sur le plan matériel*, que de pays sous-développé, non par rapport au monde qui l'entoure, mais par rapport à ce qu'elle allait devenir elle-même.

Alors, comment a-t-elle réussi à franchir ce seuil industriel? Comment sa civilisation a-t-elle réagi aux conséquences de sa propre création?

Telles sont les questions qui se posent d'entrée de jeu.

Leur intérêt est actuel :

a) Elles exigent des explications préalables sur l'état de l'Europe avant son industrialisation. Or cet Ancien Régime économique est encore celui de bien des régions du monde qui tentent de le dépasser.

b) La Révolution industrielle est un phénomène compliqué; nulle part elle ne s'est produite en une seule fois. Des secteurs sont restés longtemps à la traîne, ainsi l'industrie lainière du Yorkshire ou la quincaillerie autour de Birmingham jusqu'au milieu du XIX[e] siècle, pour ne prendre des exemples que dans le pays pionnier que fut l'Angleterre. Ces discordances visibles aujourd'hui, en Amérique du Sud par exemple, sont normales dans chaque pays en voie d'industrialisation.

c) L'exemple de l'Europe prouve que l'industrialisation pose, dès les prémisses de sa réussite, de graves problèmes sociaux. Le pays qui entreprend de s'industrialiser doit envisager, en même temps, la révision de ses structures sociales, s'il veut s'éviter la longue gestation idéologique et révolutionnaire qui a travaillé et fait souffrir l'Europe.

I. Aux origines de la première révolution industrielle.

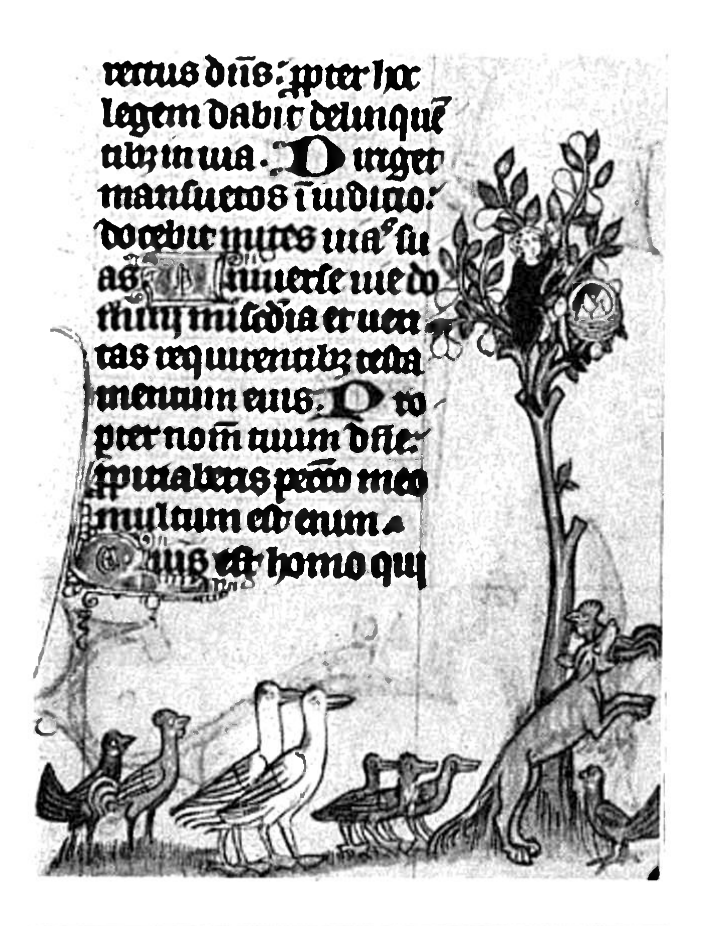
Quatre révolutions industrielles classiques, celle de la vapeur, celle de l'électricité, celle du moteur à explosion, celle de l'énergie nucléaire, se succèdent et s'ajoutent les unes aux autres.

Le problème, pour nous, c'est de voir et si possible d'assez près, comment ce convoi de révolutions s'est mis en route : ce qui revient à mettre en question le cas privilégié de l'Angleterre, entre 1780 et 1890. Pourquoi l'Angleterre fut-elle la première à s'industrialiser? Et dans quelles conditions? Quelle était, avant 1780, la situation générale de l'Europe sur le plan industriel?

1. Le mot d'industrie, avant le XVIII[e] siècle, ou mieux avant le XIX[e], risque de suggérer de fausses images. Tout au plus parlera-t-on de pré-industrie.

En fait, depuis le XII[e] siècle qui a vu « la première révolution industrielle », entendez la généralisation à l'espace européen des moulins à eau et des moulins à vent, aucune innovation technique majeure n'a surgi. La pré-industrie ne dispose, au XVIII[e] siècle encore, que de ces sources et moyens énergétiques d'autrefois : la puissance d'un moulin à eau se situe d'ordinaire au voisinage de 5 HP; celle d'un moulin à vent, dans les régions largement ventilées comme la Hollande, dépasse parfois 10 HP, mais son travail est intermittent. Faute de ressources énergétiques abondantes et de machines puissantes, la vie industrielle, malgré la multitude des petits et souvent très ingénieux progrès techniques, est condamnée à une semi-immobilité. Autour d'elle, une vie économique archaïque se perpétue et l'emprisonne (rendements agricoles dérisoires, transports imparfaits et coûteux, marchés insuffisants; par contre, la main d'œuvre est surabondante).

L'industrie, au sens où nous l'entendons, n'existe pour ainsi dire pas. L'artisanat local, à court rayon d'action, suffit souvent aux besoins essentiels de la population. En certains secteurs, cependant, des entreprises se distinguent qui travaillent pour de vastes marchés ou se spécialisent dans la fabrication de produits de luxe. Ainsi en France, certaines manufactures « royales » dès le XVII[e] siècle. Ces prouesses sont assez nombreuses dans le





La tradition rurale.

domaine progressif des industries textiles d'où partira, nous le verrons, la révolution industrielle anglaise.

En effet, l'industrie textile permet mieux qu'une autre de relatives concentrations au sein d'un artisanat encore traditionnel. Aux XVIe et XVIIe siècles, et même dès le XIIIe dans les villes textiles d'Italie, des Flandres, sous l'impulsion de riches marchands « qui faciunt laborare », d'assez vastes organisations se dessinent dans la ville même, quelques gros ateliers, des boutiques, des « maîtres » travaillant à domicile (ces maîtres, souvent de simples salariés, sont aidés de deux ou trois compagnons); puis très fréquemment, hors de la ville et liés à la même production, des paysans et paysannes travaillant eux aussi à domicile.

Un document du XVIe siècle décrit ainsi les marchands de Ségovie (Castille) qu'a enrichis la fabrication des draps comme « de vrais pères de famille qui, dans leurs maisons et hors de celles-ci, entretiennent un grand nombre de gens, beaucoup d'entre eux jusqu'à 200, 300 personnes, fabriquant ainsi, par les mains d'autrui, une grande diversité des draps les plus fins ».

A Laval, vers 1700, l'industrie active des toiles, c'est, dans la ville et autour d'elle, 5 000 ouvriers (soit 20 000 personnes, avec leurs familles), « dont le plus riche n'a pas pour 100 livres de tout bien »; en face d'eux, 500 maîtres tisserands qui achètent le fil à des marchands filassiers « qu'on appelle *cancers* parce qu'ils mangent et sucent les maîtres tissiers malaisés »; au-dessus de ce peuple, 30 marchands en gros, vrais organisateurs de cette industrie, qui blanchissent les pièces écrues et les expédient au loin.

Ces marchands-entrepreneurs représentent ce qu'une histoire *typologique* appelle le *capitalisme commercial, ou marchand :* ils fournissent la matière première, règlent les salaires, emmagasinent la production, la vendent, souvent l'exportent au loin et généralement achètent, en échange, d'autres produits avantageux.

Étant donné la lenteur des voyages, chacun de ces circuits marchands est long à boucler. Au XVe siècle, la laine, prise aux lavoirs d'Espagne, expédiée et travaillée à Florence, vendue ensuite sous forme de beaux draps à Alexandrie d'Égypte contre des produits d'Orient qui seront revendus à Florence ou ailleurs en Europe, parcourait un cycle marchand d'au moins trois ans, souvent davantage. L'opération, généralement profitable, est ainsi de longue haleine. Elle immobilise longtemps, et non sans risques, un capital important. Le marchand entrepreneur, seul à pouvoir la porter à bout de bras grâce à son capital (généralement d'ailleurs en association avec d'autres marchands pour diviser les risques), domine la situation. Il s'en réserve les risques et les profits.

2. La manufacture : Le mot, incertain pendant longtemps, désigne assez bien rétrospectivement cette concentration des ouvriers dans un même bâtiment (ou des bâtiments proches les uns des autres), sous la surveillance de contremaîtres.

Le mouvement s'étend au XVIIIe siècle. Du coup, une certaine division du travail s'opère dans ces ateliers. Un article de l'*Encyclopédie* (1761) attribue la supériorité des soieries lyonnaises au fait que les manufactures y emploient un nombreux personnel (au total, 30 000 ouvriers soyeux dans la ville), de sorte que « tel ouvrier ne fait et ne fera de sa vie qu'une seule et unique chose, tel autre une autre chose; d'où il arrive que chacune s'exécute bien et promptement ».

Toutefois cette organisation est présentée comme exceptionnelle. La dispersion artisanale demeure ainsi la règle à la veille encore des premiers signes de la Révolution industrielle.

3. L'Europe pré-industrielle ne manque donc ni d'entrepreneurs, ni de capitaux; elle n'ignore pas les appels du marché, même du marché international; elle dispose parfois d'une main-d'œuvre à demi concentrée déjà, à portée des entrepreneurs.

Elle souffre par contre, comme tous les pays sous-développés d'aujourd'hui, d'une économie mal articulée. Le secteur agricole, en particulier, ne permet à aucune montée économique de tenir jusqu'au bout de son élan et d'arriver à sa plénitude. Le marché est insuffisant, la concurrence sévère, meurtrière; la moindre crise jette tout à bas. Les faillites « industrielles » et marchandes sont fréquentes. Un guide marchand du milieu du XVIIIe siècle attire l'attention sur les dangers de « la mode » des manufactures : « Nous trouvons dans nos provinces des vestiges de manufactures détruites, et tous les ans, on en voit quelqu'une s'écrouler, tandis que d'autres s'élèvent pour retomber aussi bientôt. »

En fait, la pré-industrie ne vit que grâce aux très bas salaires. La condition ouvrière s'améliore-t-elle dans quelque région où la prospérité a permis enfin la montée des salaires? La conséquence ne se fait guère attendre : l'industrie s'y éteint, ou pour le moins périclite, tuée par la concurrence étrangère : c'est le cas de Venise au XVIIe siècle; de la Hollande au XVIIIe...

En 1777, l'Intendant de Picardie constate : il faut aujourd'hui aux manouvriers le double d'argent pour leur subsistance, et cependant ils ne gagnent pas plus qu'il y a cinquante ans, où les vivres étaient moitié meilleur marché; ils n'ont donc que la moitié de leur nécessaire.

4. Tout ne peut changer et ne changera qu'avec des innovations techniques. Cependant, à l'avance, acceptons que ces innovations ne puissent tout décider, à elles seules. Le cas privilégié de l'Angleterre va le prouver.

En Angleterre, les innovations techniques se produisent dans deux industries-clefs, les textiles (avant tout) et les mines. Répercutées, plus ou moins vite mais fort loin, elles atteignent les autres secteurs de l'économie.

a) *Les mines anglaises*, notamment les mines d'étain de Cornouailles exploitées depuis longtemps et de plus en plus profondes, sont exposées au fléau constant des infiltrations d'eau. C'est le vieux problème que posait déjà le *De Re metallica*, de Georg Agricola, au XVIe siècle. Mais les grandes roues hydrauliques utilisées à cet effet peuvent-elles animer des pompes assez puissantes, au vrai des relais de pompes? Chacune, faisant le vide, utilise la pression de l'air et ne peut excéder les forces de celle-ci (chaque fois, elle soulèvera au plus une colonne d'eau théorique de dix mètres de hauteur à peu près).

La recherche de pompes puissantes a suscité finalement les grosses, lourdes et très coûteuses machines à vapeur de Newcomen à partir de 1712-1718. En réparant l'une de ces dernières, l'Écossais John Watt, « préparateur » dirions-nous, à l'Université d'Édimbourg, se trouva mis sur le chemin de sa propre machine à vapeur, plus simple et plus efficace (conçue en 1776)... Ainsi, la vapeur n'a pas attendu Watt; dès le début du XVIIIe siècle, elle animait des machines qui ont servi beaucoup plus qu'on ne le pensait (de récentes études le prouvent). Certaines ont même fonctionné en France vers 1750, dans les mines de charbon d'Anzin. Les réussites spectaculaires (la première voiture automobile, le premier bateau à vapeur de Beugnot et de Jouffroy) se situent en 1770.

b) *L'Industrie textile* était, elle restera jusqu'au milieu du XIXe siècle (jusqu'aux chemins de fer) l'industrie motrice : elle entraîne les autres, à la fois industrie de première nécessité et industrie de luxe.

Selon Max Weber, ses rythmes dominent tout le passé matériel de l'Occident : celui-ci a connu successivement un âge du lin (Charlemagne est vêtu de toile); un âge de la laine; puis un âge du coton — mieux une folie du coton au XVIIIe siècle.

Or c'est le coton qui voit se développer les premières *fabriques,* au sens strict du mot. Lié au commerce des Indes, de l'Afrique, de l'Amérique, par suite au trafic des esclaves noirs, le coton s'est installé dans les grands ports coloniaux, ou autour d'eux (Liverpool, Glasgow). Il profite de leur élan, de leurs capitaux accumulés. Rien d'étonnant si ces industries fortement sollicitées appellent à elles, provoquent même les perfectionnements techniques.

Des machines nouvelles surgissent, chacune avec son surnom : la *navette volante* de John Kay (1733); la *spinning Jenny* d'Hargreaves, la *waterframe* d'Harkwright (1769), la *mule-jenny* de Campton (1799), le sommet de cette évolution étant sans doute, mais en France, le métier à tisser de Jacquard (1801).

Ainsi s'esquisse une première explication : l'élan économique a soulevé tel ou tel secteur industriel, privilégié; la technique répond à cette demande. Tout s'organise de façon empirique, spontanée.

5. *Sollicitée à son tour par la technique, la science se présente non moins naturellement au rendez-vous.* L'homo sapiens *rejoint* l'homo faber; *dès lors, ils feront route ensemble.*

La science avait accompli d'évidents progrès au XVIIIe siècle. Cependant, dans l'ensemble, il s'agissait d'une science volontiers généralisante, théorique, peu habituée à collaborer avec une technique artisanale qui ne lui posait guère de problèmes.

Tout change avec la fin du XVIIIe siècle. Désormais, certaines requêtes industrielles s'adressent d'elles-mêmes, au delà de la technique, cette science du tour de main et du métier, à la science elle-même.

Ainsi l'admirable John Watt (1736-1819) n'est pas un simple artisan, pas seulement un autodidacte : esprit scientifiquement orienté, il a des connaissances d'ingénieur, de chimiste. Un vrai scientifique, John Black (né à Bordeaux en 1728, de parents écossais, mort à Edimbourg en 1799), professeur d'Université à Édimbourg (chimiste, il a fait des travaux notables sur les alcalis), aura fourni à Watt ce principe de la *chaleur latente* sur lequel celui-ci construit sa machine : la vapeur ne se détendra pas, grâce au « tiroir », dans le cylindre où elle agit et qu'elle refroidirait.

Des appuis de ce genre, la science va, par centaines, les apporter à *l'industrie naissante.* C'est le cas important du *blanchiment des toiles.* Le procédé ancien (étendage et arrosage sur les prés des pièces d'étoffe, passage dans plusieurs solutions, alcalines, puis légèrement acides) demande de larges espaces et beaucoup de temps, parfois jusqu'à six mois. Pour une industrie en vive expansion, il y a là un « goulot d'étranglement », d'autant que l'acide faible employé, le *petit lait* (l'opération se dénomme *souring*), ne se produit pas industriellement. On utilise alors l'acide sulfurique dilué. Il a fallu le produire en grande quantité : occasion pour qu'intervienne un vrai savant, John White, médecin, ancien élève de l'Université de Leyde. La découverte du chlore en 1774, par le Suédois Carl Scheele, son emploi par le Français Berthollet pour le blanchiment des étoffes, la mise au point en Angleterre d'un procédé pratique, mèneront le procédé à sa perfection, grâce, on le voit, au jeu *international* de la science.

Rien n'illustre mieux peut-être cette collaboration entre science et technique que le personnage de *Matthew Boulton (1728-1809).* D'origine modeste (un homme nouveau), cet industriel, esprit pratique et créateur qui finança les travaux de John Watt, était en même temps un savant, passionné de chimie. Autour de lui, se retrouvent aussi bien John Watt qu'un mathématicien et médecin, comme William Small, un poète et médecin comme Erasmus Darwin, l'aïeul du grand Darwin, et bien d'autres. L'Angleterre industrielle devient l'Angleterre scientifique, avec pour capitales, notez-le, Birmingham et Manchester. Londres, la reine du capitalisme marchand, restera longtemps à l'écart de ces nouveautés et ne reprendra sa place dans la vie scientifique anglaise que vers 1820. Le fait à lui seul, est significatif. C'est l'essor industriel qui a mis la science en demeure d'agir.

Mais l'explication est-elle suffisante? Comment comprendre alors qu'en France où la science *appliquée* (pensons à des chimistes d'envergure comme P. J. Macquer (1718-1784), ou Louis Berthollet (1748-1822) est, sans doute, en avance même sur l'Angleterre, le progrès de l'industrie ait été tellement moins rapide? C'est que la Révolution industrielle, évidemment, a eu d'autres causes aussi, *économiques* les unes (les plus fortes), *sociales* les autres.

6. *L'explication générale — économique et sociale — s'avère la meilleure.*

a) Avant le départ, *par sa révolution « bourgeoise » de 1688, l'Angleterre a atteint son équilibre politique;* elle dispose d'une société ouverte sur le capitalisme (fondation de la Banque d'Angleterre, 1694), son économie a bénéficié d'investissements multiples d'intérêt général (routes, canaux; elle a connu, au XVIIIe siècle « la folie des canaux »).

b) La Révolution anglaise démarre à la faveur d'un *essor économique général,* celui du XVIIIe siècle, qui, alors, soulève le monde entier.

c) Aurait-elle été possible sans la *forte montée démographique anglaise du XVIIIe siècle* (de l'ordre de 64 %)? Cette montée, mondiale elle aussi, se présente en Chine comme en Europe, mais, selon les pays, elle a plus ou moins de force, plus faible ainsi en France (de l'ordre de 35 %) qu'en Angleterre. Cette dernière a disposé, par suite,

d'une main-d'œuvre surabondante, à bon marché.

d) *Le rôle immense des transformations de l'agriculture anglaise* (enclosures, méthodes scientifiques) a desserré le vieil étau de l'insuffisance traditionnelle de la production alimentaire.

e) La Révolution anglaise s'est faite en deux temps, *d'abord le coton, entre 1780 et 1830; ensuite la métallurgie*. Le second temps, celui de l'industrie lourde, a été déterminé par la construction des chemins de fer. Mis en place grâce à l'argent des épargnants de la première révolution cotonnière, il sera d'une puissance inédite. Mais c'est le premier temps qui lui a donné vie et ouvert la voie. *C'est au coton qu'il faut revenir si l'on veut juger du premier essor.*

La vogue du coton touche alors l'Europe entière, y compris l'Angleterre. Celle-ci a longtemps importé, pour elle et pour les marchés européens et extra-européens, les cotonnades de ses comptoirs des Indes, *les indiennes*. Le succès de ces dernières provoquera leur imitation par les manufacturiers anglais. Stimulée par ses perfectionnements techniques, l'industrie cotonnière ne va cesser de grandir, à cause d'abord de l'énorme demande sur les côtes d'Afrique (un esclave y est dit une « pièce », « uma peça d'India », suivant l'ancien mot portugais, soit la pièce de cotonnade contre laquelle on l'échange); à cause des demandes, bientôt, du marché brésilien que les Anglais s'ouvrent et monopolisent (1808), répétant la même opération, deux ans plus tard, dans toute l'Amérique espagnole. Par la suite, elle ira jusqu'à concurrencer, sur leurs propres territoires, les tissages indiens qu'elle finira par détruire totalement. Elle envahira aussi la Méditerranée. Et la vente des tissus britanniques dans le monde, de 1820 à 1860, est continuellement croissante. La consommation de coton brut par les fabriques anglaises passera de 2 millions de livres, en 1760, à 366 millions en 1850!

Cet immense succès a des rebondissements multiples. A l'abri de l'essor prodigieux du coton, l'Angleterre submerge le marché mondial des marchandises les plus diverses. De ce marché mondial, elle exclut les autres. Un gouvernement agressif, belliqueux, chaque fois qu'il le faut, réserve à l'industrie anglaise ce vaste domaine où l'expansion semble n'avoir plus de bornes.

f) *Ce marché mondial n'a pu être disputé à l'Angleterre*, dans la mesure où cette montée de la production s'accompagne, comme ce sera toujours la règle par la suite, d'une chute des prix de revient *fabuleuse* (entre 1800 et 1850, le prix des cotonnades passe de 550 à 100, tandis que le blé par exemple et la plupart des autres denrées diminuera à peine d'un tiers).

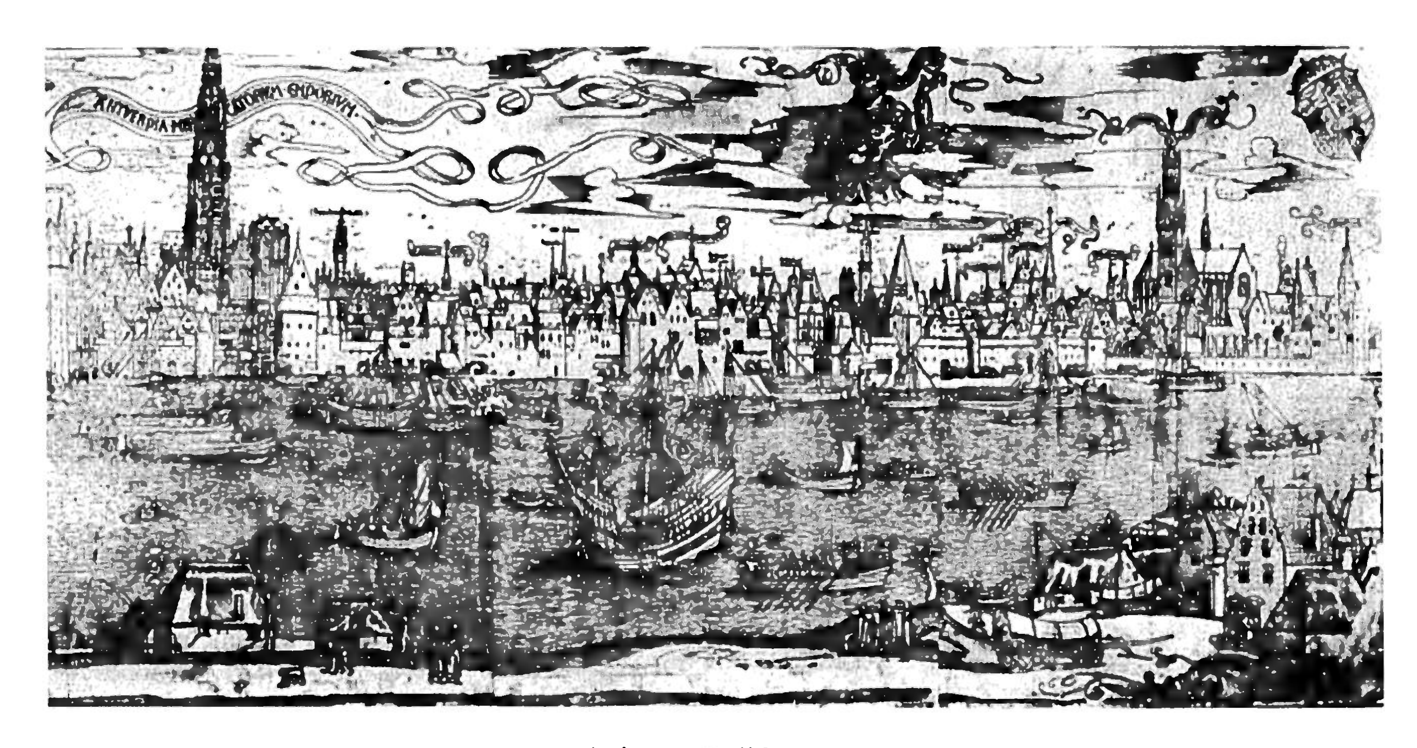
Les salaires restent à peu près stables, mais l'incidence qu'ils avaient jadis sur le prix de revient est beaucoup plus faible, la technique ayant considérablement réduit la part du travail de l'homme. S'étonnera-t-on des heureuses conséquences de cette production de masse — la première — sur la vie populaire? Voyez ce qu'en dit Michelet pour la France, à propos de la crise cotonnière de 1842 (cf. p. 396).

g) *L'expansion de l'industrie métallurgique se produit beaucoup plus tard.* En ce domaine, la production avait, jusqu'au XIXe siècle, dépendu exclusivement de la guerre. « Les fontes de fer au XVIIIe siècle s'identifient avec la fonte des canons », écrivait un Anglais en 1831, mais des canons, les Anglais n'en avaient guère que sur leurs navires, la guerre terrestre étant peu leur affaire. Au XVIIIe siècle, ils produisent moins de fer que la France ou la Russie et souvent l'importent de Suède ou de Russie. La décisive découverte technique de la fonte au coke, acquise dès le XVIIe siècle, n'est pas vraiment utilisée. La fonte au bois se maintient longtemps.

La mise en place (1830-1840) des chemins de fer, gros consommateurs de fer, de fonte, d'acier, change tout. L'Angleterre s'engage chez elle et outre-mer, dans la construction des voies ferrées. En outre, la révolution des navires à coques métalliques, mus à la vapeur, transformera la construction navale anglaise en une énorme industrie lourde. Le coton cesse, alors, d'être le secteur-clef de la vie économique de la Grande-Bretagne.

II. La diffusion du phénomène industriel en Europe (et hors d'Europe).

Dans les autres pays européens et non européens, le phénomène industriel ne se présente ni à la même heure, ni tout à fait dans le même contexte. Toutefois en gros, l'histoire chaque fois, semble bien se répéter, si elle ne met en cause ni les mêmes sociétés, ni les mêmes économies, ni les mêmes civilisations. Mais réduite à sa réalité économique, chaque révolution industrielle, reproduit à peu près un même « modèle », comme disent les économistes, uniforme, assez simple.



1. Le port d'Anvers.
Illustre la réussite des ports de l'Océan. Au XVI[e] siècle la ville est l'une des plus belles, riches et magnifiques du monde.

2. **Navigateurs dans l'Océan Indien,** avec une boussole.
Illustration des voyages de Jean de Mandeville à la fin du XIV[e] siècle.

1. Trois étapes : C'est l'opinion (formulée en 1952) d'un économiste américain, Walt W. Rostow. Discutable, sans doute, elle clarifie sûrement le débat.

a) *Le take off.*

Au point de départ, moment essentiel, se situe le take off, littéralement le « décollage ». Comme l'avion roule, puis quitte sa piste, une économie en essor se détache assez brusquement de cet Ancien Régime industriel qui la collait au sol. Ce décollage se fait d'ordinaire dans un seul secteur, deux au plus : ainsi le coton pour la Grande-Bretagne et la Nouvelle Angleterre (cas particulier de l'essor « américain »); les chemins de fer pour la France, l'Allemagne, le Canada, la Russie, les États-Unis; le bois de construction et les mines de fer pour la Suède... Toujours ce secteur *part* en flèche et se modernise vite, sa croissance et la modernité de sa technique le différenciant justement des essors industriels antérieurs qui n'ont jamais connu cette force explosive ni ce mouvement de longue haleine. L'industrie ainsi soulevée augmente sa production, améliore sa technique, organise son marché, puis anime le reste de l'économie.

Après quoi, l'industrie-clef, moteur initial, se stabilise : elle a atteint son plafond. Les réserves qu'elle a permis d'accumuler se reportent alors sur un secteur voisin, lequel, à son tour, part, se modernise, atteint sa perfection.

b) *Ce processus s'étendant de secteur à secteur, l'économie dans son ensemble atteint sa maturité industrielle.*

En Europe occidentale, après le *take off* des chemins de fer (c'est-à-dire du fer, du charbon, de l'industrie lourde) — c'est l'acier, les constructions navales modernes, la chimie, l'électricité, les machines-outils qui prennent la relève. La Russie a connu, beaucoup plus tard, cette même évolution. En Suède, la pâte à papier, le bois, le fer ont joué les rôles essentiels. En gros, c'est dans les premières années du XX[e] siècle que ce seuil de la maturité est atteint pour l'ensemble du monde occidental. L'Angleterre qui l'avait franchi dès 1850 se retrouve alors plus ou moins à égalité avec ses partenaires.

Du coup, à ces économies bien rodées, relativement équilibrées, qui ont assuré leurs revenus, acquis une certaine abondance, l'expansion industrielle ne s'impose plus comme le but primordial. Dans quelle direction vont-elles porter leur puissance et leurs investissements possibles ? Confrontées à ce choix, car désormais il y a possibilité de choisir, les sociétés industrielles n'y ont pas répondu toutes de la même façon. Leur réponse dessine le sens de leur histoire présente et celui de leur devenir. Or, on le devine, c'est dans leur civilisation même qu'elles ont puisé, consciemment ou non, les motivations de leur choix.

c) *L'heure du choix. Il s'agit, en fait, de choisir un style de vie, valable pour une société entière.*

Ou sacrifier à la sécurité, au bien-être, aux loisirs de tous et porter l'effort sur une législation sociale attentive; ou considérer que ce bien-être ne peut se réaliser qu'au travers d'une large consommation de masse (les biens, les services de luxe étant produits de façon à atteindre la très grande majorité de la Nation); ou utiliser, enfin, le pouvoir agrandi de la société ou de la Nation sur le plan souvent vain, et toujours dangereux de la politique mondiale, de la puissance.

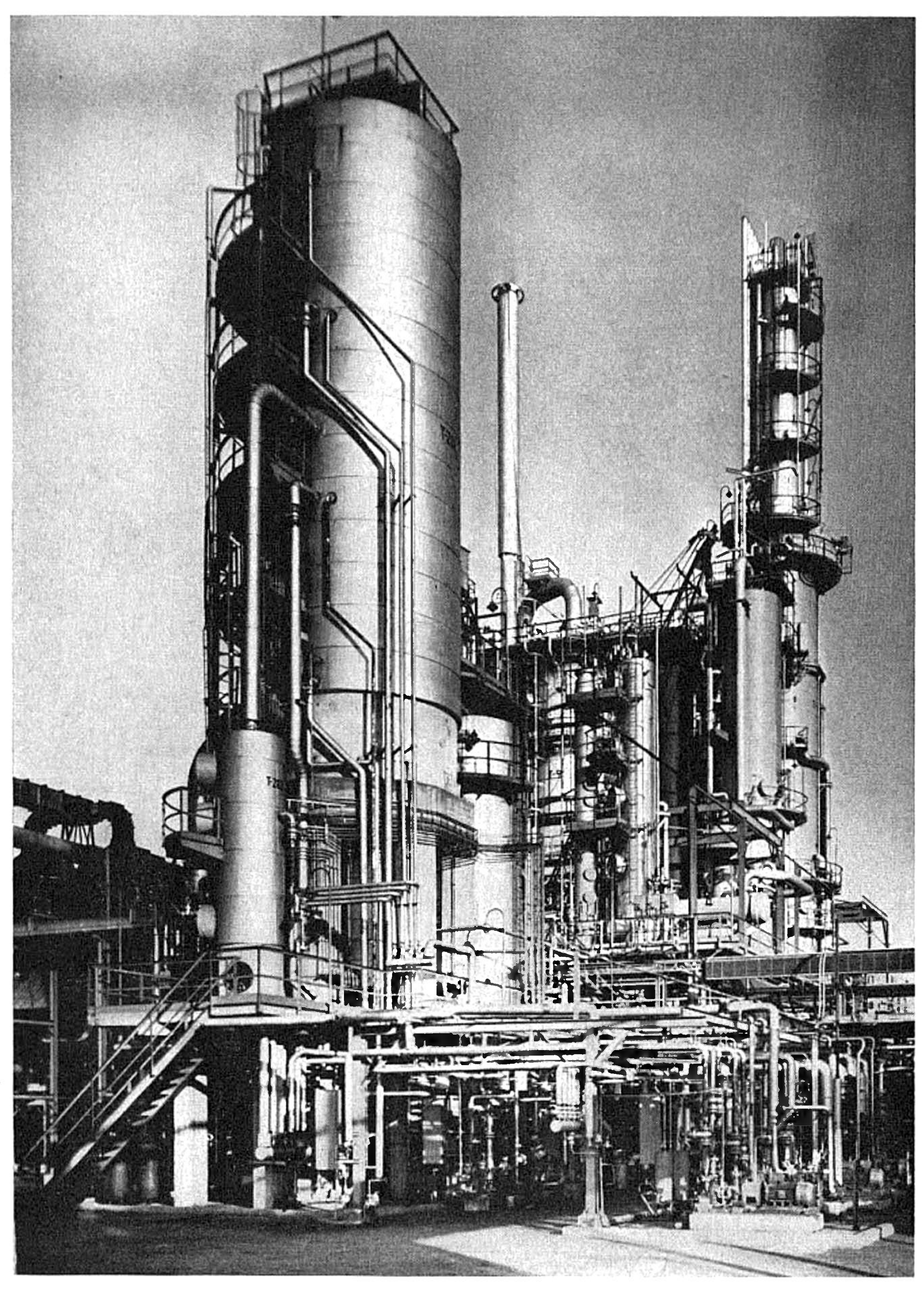
Vers 1900, maturité des États-Unis : ceux-ci se sont essayés alors à un geste bref, mais significatif de puissance (guerre contre l'Espagne de 1898, pour Cuba et les Philippines), geste conscient si l'on songe que Théodore Roosevelt écrivait alors que les États-Unis « avaient besoin d'une guerre », ou qu'il fallait leur donner « quelque chose à penser qui ne fût pas le gain matériel ». Quelques années plus tard, ce sont les timides et éphémères tentatives d'une politique sociale progressive. Mais après la rupture de la Première Guerre Mondiale, les États-Unis s'engagent complètement dans la solution de la consommation de masse, c'est le *boom* des automobiles, de la construction, des *gadgets* pour le confort des maisons...

En Europe Occidentale, l'heure du choix a été retardée par les deux guerres mondiales et les reconstructions qu'elles ont imposées. En gros, la consommation de masse y fait son apparition depuis 1950, mais avec les restrictions et les amendements qu'y apportent les politiques gouvernementales, et la pression d'une puissante tradition socialiste; en France par exemple les séries de lois sociales qui vont de la gratuité de l'enseignement à l'organisation médicale de la « sécurité sociale ». Avec aussi *le retard de secteurs entiers,* fruit de circonstances, ou de réticences à abandonner les habitudes traditionnelles. Par exemple, la révolution de l'agriculture, à l'américaine, s'est heurtée sur le continent européen à des freinages multiples. On connaît, à ce sujet, les difficultés répétées de l'Union Soviétique; la situation est compliquée aussi pour l'Italie et pour la France, à mi-chemin seulement de leur modernisation agricole.

Enfin, *toutes les régions ne sont pas également engagées dans le mouvement.* De même que le sud des États-Unis était resté bien après 1900 « à la traîne », toute une partie de l'Europe s'attarde : le Sud-Ouest et l'Ouest français, l'Italie du Mezzogiorno, la Péninsule ibérique en son entier, hors les centres industriels de Barcelone et Bilbao, l'ensemble des Républiques socialistes (sauf l'Union Soviétique elle-même, la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande), le reste de la Péninsule des Balkans, la Turquie...

Bref, *il y a toujours ces deux Europes* qu'en 1929, un journaliste distinguait l'une comme celle de la carriole, l'autre comme celle du cheval vapeur.

Si l'on en veut un symbole entre mille, allons près de



Tour de cracking à Hambourg.

Cracovie, sur une route où les étroits chariots à quatre roues, avec leurs chargements de bois, les troupeaux d'oies avec leurs gardiennes, comme au XVe siècle, sont plus nombreux que les automobiles. Mais tout d'un coup se dressent les formidables installations de Nova Huta, la ville métallurgique créée de toutes pièces par la Pologne socialiste. Ce contraste fait encore partie intégrante de la vie européenne d'aujourd'hui.

2. Crédit, capitalisme financier et capitalisme d'État : Une révolution du crédit aura accompagné la Révolution industrielle et profité à plein de l'élan de cette dernière.

Le capitalisme, un certain capitalisme, existe depuis toujours, voire dès l'antique Babylone, qui a connu des banquiers, des marchands engagés dans des affaires lointaines, et tous les instruments de crédit : lettre de change, billet à ordre, chèque... En ce sens, l'histoire du capitalisme va « d'Hammourabi à Rockefeller ».

Mais le crédit en Europe est encore très modeste aux XVIe et XVIIe siècles. Le XVIIIe l'a largement développé, avec déjà, ne serait-ce qu'à propos du commerce des Indes (et de ses Compagnies), ou du commerce « à la Chine » (qui entraîne le développement de Canton) un capitalisme international, largement étendu aux diverses places marchandes d'Europe. Pourtant, à cette époque encore, les vrais *financiers* ne s'occupent guère de commerce ou d'industrie : ils manient les deniers publics, agissent au service de l'État.

Avec le succès de l'industrialisation, la banque et la vie financière connaissent un immense essor. A tel point qu'en même temps que le capitalisme industriel, un *capitalisme financier* prend le dessus et, un peu plus tôt, un peu plus tard, met la main sur tous les leviers de la vie économique.

En France et en Angleterre, cette primauté se dessine avec les années 1860. Les banques anciennes et nouvelles multiplient leurs réseaux, elles se spécialisent (banques de dépôts, de crédit, d'affaires). Il serait utile, pour suivre cette modernisation bancaire, de suivre en France par exemple l'histoire du Crédit Lyonnais, fondé en 1863 ; aux États-Unis la Banque Pierpont Morgan dont nous reparlerons, ou le réseau international des banques Rotschild. Partout, la banque réussit à se constituer une vaste clientèle, à saisir « tout le public épargnant », à prendre en chasse et à atteindre « tous les dépôts dormants », « stériles », si minimes soient-ils. Et la folie des « actions » commence. Industries, chemins de fer compagnies de navigation sont peu à peu prises dans ce multiple réseau bancaire. Le jeu du capitalisme financier devient aussitôt international. Les banques françaises se laisseront, de plus en plus, tenter par les facilités des emprunts étrangers. C'est ainsi que l'épargne française a pu prendre hier le chemin, qui s'est révélé dangereux pour elle, des emprunts russes... Ces emprunts étrangers n'en ont pas moins été, hier, une importante source de revenus pour l'économie française, une *balance des comptes* favorable équilibrant une *balance commerciale* déficitaire. Ils ont aussi contribué à l'équipement d'une grande partie de l'Europe, au-delà de 1850, et du monde d'Outre-Mer.

Aujourd'hui, l'heure du capitalisme financier semble révolue en Europe, malgré les exceptions qui confirment la règle et les discussions théoriques toujours possibles à ce sujet. Certes, une banque d'affaires comme la *Banque de Paris et des Pays-Bas* représente une puissance actuelle de premier ordre et Londres, Paris, Francfort, Amsterdam, Bruxelles, Zurich, Milan restent des places d'argent essentielles. Mais l'heure d'un *capitalisme d'État* se précise.

Avec les secteurs « nationalisés » d'une économie de plus en plus « dirigée », l'État est devenu industriel, et non moins banquier. Une fiscalité proliférante et aussi les chèques postaux, les caisses d'épargne, les bons du trésor (pour employer la terminologie française) mettent à sa disposition d'énormes sommes d'argent. Il est le grand maître des *investissements en biens de production.* Or, de ceux-ci dépend toute politique de croissance, toute politique sociale efficace, tout avenir.

Il faut, chaque année, pour assurer une progression même aussi mesurée en apparence que la nôtre, investir une tranche importante du revenu national. L'investissement, en animant une série de transactions économiques, multiplie sa masse initiale. On conçoit que, de plus en plus, s'impose aux États une *économie planifiée* par laquelle ils peuvent à l'avance définir un développement et prévoir les conséquences d'une action concertée. Les fameux plans quinquennaux de la Russie soviétique ont des émules dans le monde entier. En janvier 1962, le Président Kennedy lui-même annonçait un plan de cinq ans pour la politique commerciale américaine! Le plan français de quatre ans (1961) a donné lieu hier à des controverses vives. Il est à sa façon un examen de conscience nationale, en même temps qu'un bilan économique. Son but est de faire démarrer les régions françaises insuffisamment développées par ce qu'il appelle « une politique d'entraînement ».

3. Dans tout cela, rétrospectivement, on ne saurait ni omettre, ni exagérer le rôle moteur du colonialisme. Il n'a pas placé, mais il a peut-être maintenu l'Europe au centre, au premier rang du monde.

On entendra par colonialisme — un mot qui lui aussi aurait besoin d'être suivi de près — toute l'expansion européenne, au moins depuis 1492.

Indéniablement, cette expansion a été favorable à l'Europe. Elle a mis à sa disposition des espaces nouveaux où envoyer ses surplus d'hommes et, à portée de main, des civilisations riches, exploitables, et elle ne s'est pas privée de les exploiter. Les événements majeurs de cette exploitation auront été, dans l'ordre chronologique, au XVIe siècle l'arrivée des « trésors » d'Amérique (les lingots d'or et d'argent); l'ouverture brutale de l'Inde après la victoire de Plassey (23 juin 1757) qui livre aux Anglais le Bengale; le forcement du marché chinois après la Guerre de l'Opium (1840-1842); le partage de l'Afrique à Berlin en 1885.

Il en est résulté, en Europe, de vastes concentrations marchandes au bénéfice des Ibériques, des Hollandais, puis des Anglais, et, au total, un renforcement certain de ces réseaux capitalistes qui ont aidé la mise en marche de l'industrialisation. L'Europe a tiré un surplus important de ces terres lointaines.

Ce surplus a joué son rôle. L'Angleterre victorieuse outre-Mer n'a pas été sans raison la bénéficiaire du premier *take off*. Resterait à savoir si, ensuite, comme nous le pensons, la Révolution Industrielle n'a pas, en renforçant la primauté européenne et son prestige, consolidé l'ampleur du fait colonial au bénéfice de l'Europe. En tout cas, l'essor industriel de la France par exemple n'a pu dépendre de sa présence au Sénégal, de son établissement en Algérie (1830), en Cochinchine (1858-1867) ou au Tonkin et en Annam (1883).

Une autre question serait de plaider le dossier du colonialisme en soi, sur le plan humain ou moral. On s'apercevrait qu'il met en cause une complexité d'éléments où les responsabilités, les culpabilités sont partagées. Le colonialisme d'hier a eu ses aspects positifs et négatifs, et des deux côtés. Une seule chose est sûre : l'histoire d'un certain colonialisme est d'hier, la page est tournée.

III. Le Socialisme face à la Société Industrielle.

Le mérite de l'Occident est d'avoir cherché avec véhémence une riposte sociale, humaine, assez efficace et valable, aux duretés multiples de l'industrialisation. Il a fabriqué un humanisme social, dirions-nous, si nous n'avions abusé déjà de ce mot commode.

Cette élaboration s'est faite au cours du triste, dramatique et génial XIXe siècle — *triste*, si l'on songe à la laideur de sa vie quotidienne; *dramatique*, si l'on considère sa séquence de troubles et de guerres; *génial*, si l'on veut récapituler ses progrès scientifiques et techniques, et même, à un moindre degré, sociaux.

En tout cas, le point d'aboutissement est clair : aujourd'hui, bien au-delà du XIXe siècle, une législation sociale tranquille, perfectible, essaie d'assurer un sort meilleur à des masses d'hommes de plus en plus considérables et de désamorcer la revendication révolutionnaire.

Cette multiple et imparfaite conquête ne s'est pas accomplie avec facilité, comme l'opération nécessaire qu'exige une morale ou une science impartiale. Elle se présente au contraire comme un combat très dur, où trois phases au moins se distinguent, en Occident (nous reviendrons sur l'évolution russe et soviétique, qui reste à part) :

a) *La phase révolutionnaire et idéologique*, celle des Réformateurs sociaux, des Prophètes (pour reprendre un mot de leurs nombreux ennemis). Elle va de 1815 à 1871, de la chute de Napoléon Ier à la Commune. La vraie coupure est peut-être 1848, l'année des révolutions en chaîne.

b) *La phase des luttes ouvrières organisées* (syndicats et partis ouvriers). Commencée, dès avant le drame parisien du printemps 1871, elle se situe, pour l'essentiel, entre cette date et 1914.

c) *La phase politique ou mieux étatique*. L'État prend en mains la réalisation des programmes sociaux, au-delà de 1919, ou mieux de 1929, et plus encore, la prospérité matérielle aidant, de 1945-50 à nos jours.

Ce schéma suggère que la revendication sociale face à l'industrialisation a changé souvent de ton et de sens, selon les oscillations mêmes de la vie matérielle : en gros, véhémente lors des époques de reflux économiques (1817-1851; 1873-1896; 1929-1939); apaisée au contraire par les montées économiques (1851-1873; et de 1945 à nos jours). Un historien, à propos de l'Allemagne, dit de ce va-et-vient de la revendication sociale : « En 1830, en Allemagne, le mot de *prolétariat* n'est pas encore connu, en 1955, il ne l'est plus qu'à peine ».

De ces trois phases, la première qui se situe seulement sur le plan des *idées* sociales, est la plus importante peut-être, parce qu'elle marque le tournant d'une civilisation entière.

1. De 1815 à 1848 et 1871, ce vaste mouvement d'idées, d'analyses aiguës, de prophéties, c'est, vu en gros, le déplacement de l'intérêt idéologique du politique vers le social.

L'État n'est plus la cible des revendications, mais la Société, qu'il s'agit de comprendre, de guérir, d'améliorer.

Programme nouveau, langage nouveau. Avec les mots *industriel, société industrielle, prolétariat, masse, socialisme, socialiste, capitaliste, capitalisme, communiste, communisme,* se met en place une formulation nouvelle de l'idéologie révolutionnaire.

C'est le comte de Saint-Simon qui a fabriqué le substantif et l'adjectif *industriel* (à partir du vieux mot d'industrie) et sans doute la formule : *société industrielle*, dont s'emparent Auguste Comte, Herbert Spencer et bien d'autres. Pour A. Comte, il s'agit là de la société qui a remplacé la *société militaire*, jusqu'alors maîtresse de la scène. Celle-ci était belliqueuse, celle-là sera forcément pacifique, ce qu'Herbert Spencer, pour sa part, n'ose affirmer, et il a raison. Le mot de *prolétariat* entre en 1828 dans le Dictionnaire de l'Académie. *Masse*, au singulier et surtout au pluriel devient le mot clef, « le symptôme terminologique de cette évolution dont le plein éclatera sous le règne de Louis-Philippe ». « J'ai l'instinct des masses, voilà ma seule supériorité politique », déclare Lamartine, en 1828. Et Louis-Napoléon Bonaparte, dans son *Extinction du Paupérisme* (1844) : « Aujourd'hui, le règne des castes est fini, on ne peut gouverner qu'avec les masses ».

Ces masses, ce sont surtout les masses urbaines ouvrières, pauvres, exploitées. D'où l'idée que le temps présent est dominé par l'opposition des classes, ce que Marx appelle la « lutte des classes ». La lutte des classes est un phénomène ancien, présent dans toutes les sociétés matériellement évoluées du passé. Mais il n'est pas niable que le XIXe siècle va l'amplifier, qu'il se produit alors une violente prise de conscience.

Socialiste et *socialisme* commencent leur carrière avec les années 30. *Communisme* aussi, avec le sens assez vague d'égalité économique et sociale. Auguste Blanqui, « général des masses révolutionnaires », peut ainsi écrire que « le communisme est la sauvegarde de *l'individu* ». *Capitalisme* apparaît chez Louis Blanc, *Organisation du travail* 1848-1850, chez Proudhon 1857, dans le Larousse de 1867, mais sa grande vogue attendra le début du XXe siècle. *Capitaliste* est plus vivant. En 1843, Lamartine s'écrie : « Qui reconnaîtrait la Révolution dans nos mains?... Au lieu du travail et de l'industrie libre, la France vendue aux capitalistes!... » A signaler parmi les mots qui réussissent mal : *bourgeoisisme* et *collectisme*.

Pourtant les souvenirs de 89 n'ont pas perdu leur pouvoir. Les Jacobins, la Terreur, le Salut Public, autant de mots et de souvenirs qui continuent à hanter les esprits, comme des exemples ou des épouvantails. Pour la plupart des réformateurs, « la Révolution » reste le mot magique, la force créatrice. Lors de la Commune, en 1871, Raoul Rigault, déclare :

« Nous ne faisons pas de la légalité, nous faisons la Révolution. »

2. Du comte de Saint-Simon à Marx, la mise en place des « philosophies massives », comme dit Maxime Leroy (entendez les idéologies inspirées par les problèmes de masses) est achevée pour l'essentiel en 1848.

En février de cette année-là, paraît le *Manifeste Communiste*, de Karl Marx et Engels, qui reste, aujourd'hui encore, la bible de l'avenir communiste.

Nous pourrions, en suivant dans son détail la longue liste des Réformateurs de ce premier XIXe siècle, dresser le tableau qui les situe dans le temps et l'espace. Il met assez bien en lumière le rôle primordial des trois grandes régions aux prises avec l'industrialisation : l'Angleterre, la France, l'Allemagne...

Il montre aussi la primauté de l'élaboration française (et celle-ci en soi est un problème sur lequel nous reviendrons dans un instant). Enfin, il souligne la priorité du comte de Saint-Simon. Cet homme singulier, un peu fou, génial aussi, a été à l'origine de toutes les idéologies sociales, socialistes et non-socialistes, et par surcroît de la sociologie française (Georges Gurvitch). Son influence a été nette sur l'autre géant, qui d'ailleurs le surpasse de loin, Karl Marx : celui-ci, tout jeune, aura déjà lu les œuvres de Saint-Simon à Trèves et puisé dans cette lecture beaucoup de ses idées et de ses arguments.

Si l'on excepte l'ancêtre, Saint-Simon, les Réformateurs sociaux se groupent en trois classes d'âge : ceux qui sont nés durant les trois dernières décennies du XVIIIe siècle (Owen 1771, Fourier 1772, Cabet 1788, Comte 1798); ceux qui sont nés avec les dix premières années du siècle (Proudhon, Considérant, Louis Blanc); la génération plus homogène de Marx (1818), Engels (1820) et Lassalle (1825). Le groupe allemand ferme la marche. On a dit que la mort de Lassalle (1864), tué en duel, avait fait disparaître le seul partenaire de taille en face de Marx et assuré le succès de ce dernier. Mieux vaudrait attribuer ce succès à la puissance du *Capital* (1867).

Il ne saurait être question d'examiner ces « philosophies massives », une à une. Toutes se présentent comme des analyses de la « société en devenir »; cette belle formule est de Saint-Simon. Elles sont autant de médications, de thérapeutiques. Pour Saint-Simon et ses disciples, (Enfantin, Chevalier, qui feront fortune dans les affaires au temps du Second Empire), l'effort doit porter sur l'organisation de la production. La Révolution française, qu'ils n'aiment pas, est morte, à leur avis, de ne pas avoir organisé son économie. Fourier, qui lui aussi déteste la Révolution, pense qu'il faut surtout organiser la consommation.

Barbès et Blanqui, Louis Blanc et Proudhon restent fidèles aux principes de 89, les deux premiers comme des hommes de main et d'action, les deux autres « pour (en) compléter et parfaire » les principes. V. Considérant, pour sa part, les rejette, bien que moins violemment que son maître Fourier.

En dehors de Marx dont nous parlerons par la suite, le plus original de ces penseurs est Proudhon épris de liberté jusqu'à l'anarchie, face à l'État comme face au Christianisme, à la recherche d'une *dialectique* sociale qui saisirait scientifiquement la société vivante, nouant sous nos yeux ses contradictions. Ce sont ces contradictions même qu'il faut résoudre pour saisir les mécanismes sociaux qu'elles impliquent. C'est là une *spéculation* scientifique, éloignée des passions d'ordre religieux, voire de l'action. Elle s'oppose à l'esprit des fondateurs de phalanstères (Owen, Cabet, Fourier), à l'esprit des révolutionnaires et de Marx, quant à eux ouvriers décidés d'un monde meilleur qu'ils annoncent, en attendant de le fabriquer de leurs mains.

3. La primauté de la pensée française en ces domaines, évidente en ce premier XIXe siècle, constitue un problème.

Sans doute est-elle le pays de la Révolution, de la grande Révolution. Sans doute, est-elle fidèle aux rendez-vous révolutionnaires des années 1830 et 1848, et en 1871, seule et vaincue par l'étranger, elle aura nourri cette haute flamme révolutionnaire qu'a été la Commune parisienne.

Mais, ces originalités dûment mises en place, la France socialisante est, bien sûr, une conséquence entre quelques autres, de sa propre industrialisation. Comme ailleurs la pensée réformiste ou révolutionnaire y est l'œuvre des intellectuels, privilégiés sociaux dans leur très grande majorité. Et comme ailleurs, ces idées ne prendront force et vie que lorsqu'elles gagneront les milieux ouvriers et leur action. Mais plus qu'ailleurs les réactions intellectuelles y ont été précoces et violentes, alors que l'industrialisation est, au contraire, plus tardive qu'en Angleterre. (Le *take off* français se situerait vers 1830-1860).

Sans doute, mais la théorie du *take off* simplifie trop les vrais processus. Elle indique l'heure H où la grande poussée industrielle partirait d'un seul jet. Or, y a-t-il une heure H si nettement marquée? Le croire c'est négliger toute la période d'incubation préalable. En France, de 1815 à 1851, un taux annuel de croissance industrielle assez élevé (2,5 %) a été décelé par de récentes études. Cet élan aura suffi à amplifier une montée urbaine nette dès le XVIIIe siècle, à altérer l'ancienne société et à donner au pays déjà secoué par la Révolution et ses guerres, cet aspect de chantier de démolition qui a frappé les contemporains.

La poussée des villes entraînait, à elle seule, la brusque détérioration de leur paysage humain et matériel. Tous les observateurs s'en inquiètent de Balzac à Victor Hugo. Misère, mendicité, brigandage, délinquence, enfants errants, épidémies, criminalité, tout est aggravé par cet entassement rapide de travailleurs dans l'indicible promiscuité de murs étroits. Car les provinciaux ne cessent d'arriver. En 1847, Michelet note encore que le paysan « admire tout à la ville, il désire tout, il y restera s'il le peut... La campagne une fois quittée, on n'y retourne guère. » Pourtant, à Orléans, en 1830, année trouble, il faut secourir 12 500 indigents sur 40 000 habitants soit 1 sur 3. A Lille, la proportion est de 1 sur 2,21, cette même année.

Il semble bien que *la société urbaine* ait été, alors, particulièrement bouleversée par une industrie qui la touche, l'attire, sans être capable de la soulever, ni même de la faire vivre. Peut-être cette misère citadine n'était-elle pas pire au demeurant que celle des campagnes d'alors. Mais dans les villes, aux yeux de tous, s'étale le spectacle alarmant d'une population de travailleurs victimes de l'industrie qui, lorsqu'elle leur fournit du travail, se soucie peu de leurs conditions de vie.

Ainsi les premiers « idéologues » ont eu sous les yeux une société pareille à celle des pays sous-développés d'aujourd'hui, dès que les premiers essais d'industrialisation s'implantent et réussissent dans les villes.

Au contraire, à partir de 1851, puis avec la montée économique et l'essor du Second Empire (1852-1870), la situation ouvrière s'améliorera.

4. De l'organisation ouvrière à la Sécurité Sociale.

Il ne saurait être question de traiter à fond cette multiple, cette immense question.

Est-ce possible d'ailleurs? Il s'agirait de faire marcher de pair les idées socialistes (famille d'idées en mouvement, se contredisant les unes les autres, s'ajoutant aussi les unes aux autres) et l'activité, la revendication ouvrières qu'il faudrait replacer dans le cadre réel du travail et de la vie quotidienne. Comment les idées socialistes sont-elles prises en charge par ce corps vigoureux et tumultueux de la masse ouvrière?

Il est difficile de répondre à cette question, d'autant que souvent, et l'exemple anglais le prouve, le monde ouvrier se sera organisé pour lui-même, de façon réaliste, prudente, étroite, loin des idéologies et de la politique active et violente.

Puis, si la première heure a été celle des théoriciens sociaux, la seconde celle des groupements

syndicaux, la troisième celle des partis politiques ouvriers, la dernière a été assurément celle des États, soit qu'ils disent non aux revendications (ou qu'ils leur cèdent de mauvais gré, au nom de la sagesse, ce qui revient à peu près au même) soit qu'ils suivent ou même précèdent les revendications, les désamorçant à l'avance.

Dans cette course, voilà donc au moins quatre troupes qu'il faudrait suivre : théoriciens de tout horizon, syndicalistes de tout poil, politiques issus du monde ouvrier, représentants de l'État, tous fort différents les uns des autres.

Une évolution se dessine cependant à travers l'Europe, avec à peu près les mêmes phases, au moins dans les trois pays essentiels, Angleterre, Allemagne, France, et dans les pays proches, Pays-Bas, Belgique, Pays scandinaves, Suisse. Hors de ces États privilégiés, les retards, visibles, ne sont pas tous comblés aujourd'hui.

C'est la marche des pays progressistes qui nous importe ici. Marquons-en quelques étapes :

a) Avant 1871.

1] *En Angleterre,* les syndicats, *Trade Unions,* se sont constitués en grand nombre à partir de 1858-1867 et, dès leur fondation, ils s'emploient à lutter pour l'abolition de la loi « Maître et Serviteur ». Le premier congrès des *Trade Unions* est de 1866. Ces syndicats groupent seulement les *ouvriers qualifiés.*

2] *En France,* rien encore de positif, sauf, en 1864, cette loi sur les coalitions qui permet les grèves non abusives; en 1865, l'ouverture à Paris d'un bureau de la Section française de l'Internationale (la Première créée à Londres, en 1864), d'un autre bureau, à Lyon, en 1868. Le Second Empire a été à la fois « progressif et compressif », il a amélioré la condition ouvrière, mais a surveillé de près les libertés de ce même monde ouvrier.

3] *En Allemagne,* même situation lente à se dessiner. Lassalle a fondé, en 1862, à Londres, l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiter-Verein.* Sept ans plus tard, le Congrès d'Eisenbach voit la fondation du Parti Ouvrier Social Démocrate, d'inspiration marxiste.

b) Avant 1914.

Les progrès accomplis à cette date sont immenses.

1] *En Angleterre,* la fondation par Hyndmann, en 1881, de la *Fédération Démocratique* a marqué les débuts de la propagande « socialiste » dans les milieux ouvriers, réfractaires jusque-là à la politique. En même temps que commence la politisation, le mouvement syndicaliste touche, à partir de 1884, les ouvriers les plus pauvres, les *non qualifiés.* Ce n'est pourtant que dix ans plus tard que se produira la grande grève historique des dockers de Londres. En 1893, se constitue l'*Independant Labour Party;* cinq ans plus tard la Fédération générale des Syndicats *Trade's Union.* Les succès électoraux du Labour Party sont suivis de la formation quasi révolutionnaire du Gouvernement « radical » de 1907. Une série de lois sociales sont alors votées. Une nouvelle Angleterre se dessine.

2] *En France* même processus : en 1877, Jules Guesde fonde le premier journal socialiste, l'*Égalité,* et deux ans plus tard le Parti Ouvrier Français (P.O.F.) Les syndicats sont reconnus par la loi de 1884, les Bourses du Travail créées à partir de 1887. L'année 1890 voit la première célébration du 1er mai, Fête du Travail; l'année 1893 la première élection de Jean Jaurès, député de Carmaux. En 1895 était créée la C.G.T. En 1901, création de deux partis socialistes, celui de Jules Guesde (Parti Socialiste de France) et celui de Jaurès (Parti socialiste Français); en 1904, fondation *de l'Humanité;* en 1906, fusion des deux partis et formation du *Parti Socialiste Unifié.*

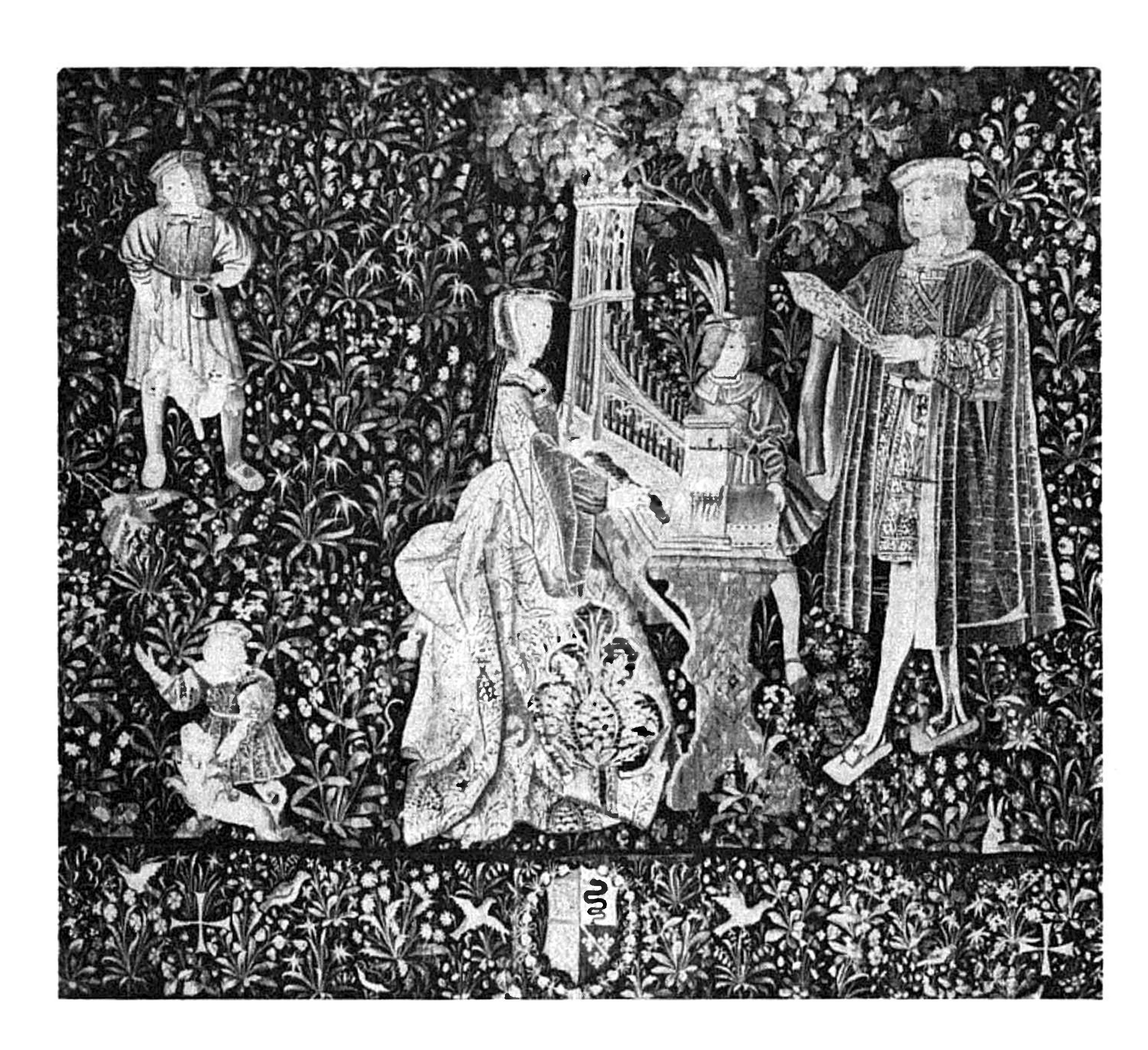
3] *En Allemagne,* les socialistes sont pourchassés par Bismarck (lois d'exception de 1878). A partir de 1883, un socialisme d'État multiplie les mesures sociales. Après la retraite de Bismarck, les syndicats se reconstituent, groupent bientôt plus d'un million d'adhérents. Leur succès politique est grand (3 millions de voix aux élections de 1907; 4 245 000, en 1912).

Dans ces conditions, sans s'exagérer la puissance de la Seconde Internationale à partir de 1901, on a le droit d'affirmer que l'Occident, en 1914, *autant qu'au bord de la guerre, se trouve au bord du socialisme.* Celui-ci est sur le point de se saisir du pouvoir, de fabriquer une Europe aussi moderne, et plus peut-être qu'elle ne l'est actuellement. En quelques jours, en quelques heures, la guerre aura ruiné ces espoirs.

C'est une faute immense pour le socialisme européen de cette époque que de n'avoir pas su bloquer le conflit. C'est ce que sentent bien les historiens les plus favorables au socialisme et qui voudraient savoir qui porte au juste la responsabilité de ce « retournement » de la politique ouvrière. Le 27 juillet 1914, à Bruxelles, se rencontrent Jouhaux et Dumoulin d'une part, secrétaires de la C.G.T. française, et K. Legien, de l'autre, secrétaire de la Centrale Syndicale d'Allemagne. Se sont-ils rencontrés par hasard, dans un café, ou sans autre but que d'échanger leur désespoir? Nous ne le savons pas et nous ne savons pas non plus le sens qu'il faut attribuer aux dernières démarches de Jean Jaurès, le jour même où il va être assassiné (31 juillet 1914).

L'Europe d'aujourd'hui, dans ce qu'elle a de socialiste, s'est bâtie lentement, incomplètement, par le jeu des votes politiques, des lois, par l'établissement, en France (1945-1946) et en Angleterre, un peu plus tard, de la Sécurité Sociale.

Déjà le Marché Commun, en posant le principe de l'égalité des États devant les charges sociales, en a décidé dans un plus ou moins bref délai l'extension à l'Europe des Six.



La Dame à l'orgue.

L'orgue représenté ici est un orgue portatif utilisé dans les orchestres au Moyen Age. « La Dame à l'orgue » accompagne un chant vocal, un enfant actionne la soufflerie de l'orgue.
Tapisserie « mille-fleurs » du début du XVI[e] siècle. Musée des tapisseries d'Angers.

LES UNITÉS DE L'EUROPE

Un historien de l'humanisme, Franco Simone, vient de nous mettre en garde contre la prétendue unité de l'Europe : ce serait une illusion du Romantisme. Lui répondre qu'il a raison et tort à la fois, c'est dire en un mot que l'Europe est, au même instant, unité et diversité ; ce qui semble, à la réflexion, aller de soi.

Les chapitres précédents ont montré une Europe engagée dans un même destin d'ensemble par sa religion, sa pensée rationaliste, l'évolution de la science et de la technique, son goût de la révolution et de l'équité sociale, ses réussites impériales. Toutefois, à chaque instant, il est aisé de dépasser cette « harmonie » et de retrouver, à volonté, les diversités nationales sous-jacentes. Celles-ci foisonnent, vigoureuses, nécessaires. Mais elles existent aussi entre Bretagne et Alsace, Midi et Nord français ; Mezzogiorno et Piémont ; Bavière et Prusse ; Écosse et Angleterre ; Flamands et Wallons ; Catalogne, Castille et Andalousie. Et l'on n'en tire point argument, cependant, pour nier les unités nationales.

Ces unités nationales ne sont pas, elles non plus, la négation de la réalité de l'Europe. Chaque État a toujours tendu à former un monde culturel en soi et la « psychologie des peuples » s'est plu à analyser ces diverses civilisations limitées. Les livres trop brillants d'un Élie Faure, ou d'un Comte de Keyserling n'offrent certes pas, à ce sujet, que des vues erronées. Disons seulement qu'ils ont regardé de trop près les carreaux d'une mosaïque qui, vue de haut, révèle de nets dessins d'ensemble. Pourquoi faudrait-il choisir, une fois pour toutes, entre l'ensemble et le détail? Les deux vérités ne s'excluent pas.

I. Les unités brillantes : l'art et l'esprit.

Nous entendrons par unités brillantes, les rencontres, les unissons qui donnent à la civilisation européenne, sur le plan le plus élevé de la culture, du goût et de l'esprit, une allure fraternelle, presque uniforme, comme si elle était envahie par une seule et même lumière.

Est-ce à dire que toutes les nations d'Europe aient exactement la même culture? Assurément non. Mais tout mouvement, surgi en un point quelconque de son espace, a tendance à le saisir en son entier. Nous disons : *tendance* seulement. Tel bien culturel peut se heurter à des réticences, à des refus de l'une ou l'autre partie de l'Europe, ou, à l'inverse, son succès peut déborder, comme si souvent, ses frontières, au point qu'il cesse d'être « européen », pour devenir mondial. Cependant, pris dans son ensemble, l'espace européen forme une aire culturelle assez cohérente et depuis longtemps affirmée, face au reste du monde.

1. L'art et ses multiples accords : Toute forme artistique, en Europe, dépasse les limites de sa patrie originelle, que celle-ci soit la Catalogne (peut-être centre de dispersion d'un premier art roman), l'Ile-de-France, la Lombardie, la Florence du Quattrocento, la Venise du Titien ou le Paris de l'impressionnisme.

Régulièrement, chaque centre où se construisent maisons princières, palais, églises, voit affluer vers lui des artistes issus des quatre coins de l'Europe. Ainsi le montre, au xve siècle, exemple entre mille, le Dijon des ducs de Bourgogne et de Claus Sluter. L'itinérance des artistes italiens de la Renaissance explique, à elle seule, les contaminations d'une École urbaine à l'École voisine. Telle fresque, commencée par un artiste, sera achevée par un autre; telle église a réclamé une succession d'architectes. Santa Maria del Fiore, à Florence, ne devra sa coupole, sur le tard, qu'à la hardiesse de Brunelleschi.

Le luxe, le caprice du prince, du riche marchand jouent leur rôle : sans eux, on comprendrait mal des diffusions rapides à une époque où les communications étaient lentes, moins nombreuses qu'aujourd'hui. Aux xve, xvie siècles, les Italiens, ces Italiens que François Ier appellera à sa Cour, sont les professeurs de l'Europe entière. Au xviiie siècle, ce sont des Français que l'on trouve jusqu'en Russie, colporteurs de l'art classique... Que de Versailles en Europe, que de jardins à la française!

L'Europe a ainsi connu de larges vagues, voire d'immenses marées, lentes à recouvrir sa totalité, à l'abandonner ensuite. Qui ne connaît ces

réussites, ces vastes mises au pas : l'art roman, l'art gothique, l'art baroque, l'art classique...!

Chaque fois, l'épaisseur chronologique du phénomène s'avère impressionnante. L'art gothique dure, en gros, trois siècles. Vers le sud, il n'a guère dépassé Burgos et Milan. La vraie Méditerranée n'en a pas voulu. Par contre, Venise, au début du xvie siècle, est gothique, entièrement gothique à sa façon très originale. Paris est encore gothique vers 1550. L'architecture Renaissance n'y occupe que quelques points : au Louvre qui se construit; au Palais de Madrid aujourd'hui disparu, à Fontainebleau où a travaillé le Primatice, où est venu mourir Léonard de Vinci. Dès le xvie siècle s'affirme le succès large et puissant du Baroque, issu à la fois de Rome et de l'Espagne, œuvre de la Contre Réforme (si bien qu'on l'appelait, hier, l'art Jésuite). Or, il recouvre aussi, notons-le, l'Europe protestante. Il a poussé largement vers l'Est (à Vienne, à Prague, en Pologne).

Au xviiie siècle l'architecture française prendra beaucoup moins de temps encore pour se mettre en place. Pour comprendre l'urbanisation qui a alors remodelé tant de nos villes (Tours, Bordeaux), le spectacle le plus saisissant, aujourd'hui, est encore celui de Leningrad. Saint-Pétersbourg, construite sur un espace nu, sans aucune construction capable de gêner la liberté de l'architecte, est assurément la plus belle ville du xviiie siècle, celle qui exprime le mieux son sens des perspectives et des ensembles.



Tapisserie du Cerf ailé, XVe siècle.
(Musée des Antiquités de Rouen.)
Deux des cerfs portent en collier la couronne et l'écu royal de France.

Mêmes réflexions à propos de la peinture ou de la musique; les techniques de celle-ci ou les partis pris de celle-là entrent sans difficulté dans la multiple circulation européenne.

On ne saurait en quelques lignes raconter utilement la merveilleuse histoire des révolutions techniques et instrumentales de la musique, dont les étapes signalent, en Europe, des âges successifs, chaque fois imposés avec rapidité. Les instruments venus de l'Antiquité, des flûtes à la harpe, ont cheminé de main en main, puis ce fut la généralisation de l'orgue, l'apparition du clavecin, le lancement du violon par les virtuoses italiens surtout (mais l'invention de l'archet actuel, due à un Français, date du XVIIIe siècle seulement) l'apparition du piano, etc...

La succession des formes musicales est évidemment liée à ces progrès des instruments. Au Moyen Age, le chant accompagné ou non par l'instrument domine toute la musique. La *polyphonie* qui se dessine avec le IXe siècle utilise l'orgue dans la partie accompagnatrice basse du chant liturgique. Aux XIVe et XVe siècles, l'*Ars Nova* des Florentins est un chant à plusieurs voix, une polyphonie dans laquelle interviennent des instruments, comme autant de voix. Cet « art nouveau » atteindra sa perfection dans la musique *a cappella* de Palestrina (1525-1594).

Mais la musique vocale va céder la place à la musique instrumentale, particulièrement après les progrès des instruments à archet. C'est *l'apparition du concert*, de la musique dite « de chambre, écrite pour un petit nombre d'instruments (par exemple le quatuor). A l'origine, cette musique de chambre est synonyme de musique profane, de musique de Cour, par opposition à la musique d'Église. En 1605, Enrico Radesca est « musico di camera » d'Amédée de Savoie; en 1627, Carlo Farina « suonatore di violino di camera ». La musique de chambre est avant tout dialogue : c'est l'art de la conversation. L'Italie est son berceau avec le *concerto* : des groupes d'instruments dialoguent entre eux, puis un instrument seul donne la réponse à tout l'orchestre (Corelli, 1653-1713, fut le premier à jouer en soliste; Vivaldi, 1678-1743, fut le maître). L'Allemagne préféra la *sonate* (deux nstruments et parfois un instrument seul). En France, la *suite* associe de façon très souple plusieurs mouvements de danse.

Avec *la symphonie*, apparaitra enfin la grande musique d'orchestre, une musique de masse par le nombre des instruments et des moyens, par le nombre des auditeurs aussi. Au XVIIIe siècle, avec Stamitz la forme sonate est déjà traitée en symphonie. Au siècle suivant, à l'époque romantique, la musique évolue dans le sens du renforcement de la masse de l'orchestre, dans le sens aussi d'une exaltation du soliste, de la virtuosité technique (Paganini, Listz).

Il faudrait faire une place particulière à l'opéra italien, né sans doute à Florence avec la fin du XVIe siècle; à sa progression victorieuse en Italie, en Allemagne, en Europe (Mozart, Haendel, Glück écrivent d'abord des opéras « italiens »); puis à l'apparition de l'opéra allemand.

Pour la peinture, ses révolutions — car on peut presque parler de révolutions à son sujet — se sont étendues à l'Europe entière, et même quand ses conceptions apparaissent contradictoires, il est remarquable que les dites contradictions soient communes à toute l'Europe. Peut-être y a-t-il eu deux révolutions majeures de la peinture : celle, italienne, de la Renaissance, où l'espace pictural devient espace géométrique, longtemps avant que la science de Galilée et de Descartes n'ait « géométrisé » le monde; la seconde, française, qui date du XIXe siècle finissant et remet en cause jusqu'à la substance même de la peinture. Elle aboutit au cubisme, à la peinture abstraite. Nous avons dit : italienne, française, pour situer les foyers initiaux; en fait, qu'on considère les grands noms ou les grands révolutionnaires, il s'agit, dans les deux cas, d'une peinture *européenne*. Aujourd'hui il faudrait dire : d'une peinture occidentale, car elle déborde largement sur les Europes d'Outre-Mer.

En vérité, toute grande ville, en Europe, vue dans son aspect architectural, ou dans ses musées, offre la même rassurante stratification, la même géologie artistique. Les mêmes couleurs y sont reconnaissables. Et si l'une est ville surtout baroque, l'autre ville de la Renaissance, la troisième ville classique, même si Venise a fabriqué un gothique particulier, Pavie un roman lombard qui ne l'est pas moins, tout citoyen d'Europe y retrouve les formes qu'il a toujours connues, qu'il comprend aussitôt, les siennes.

2. Les philosophies sont, elles aussi, des messages unitaires. L'Europe a une philosophie, ou peu s'en faut, à chaque moment de son destin.

Pour le moins, elle a, comme aime à le dire Jean-Paul Sartre, *une philosophie dominante* au gré des exigences de la conjoncture sociale (sans doute, parce qu'il y a, à travers l'Occident, à chaque instant, *une* architecture économique et sociale dominante). Que la philosophie de Descartes soit, ou non, la philosophie d'une bourgeoisie montante, d'un monde capitaliste en élaboration lente, elle domine, elle emplit l'Europe classique. Que la philosophie marxiste soit, ou non (mais comment dire non?), la philosophie des classes ouvrières montantes et de la société socialiste, ou industrielle, il est évident qu'elle domine l'Occident, puis le monde, où tout se situe, aujourd'hui encore, soit pour elle, soit contre elle.

Cette unité des philosophies suppose une infinité de liaisons, de pays à pays.

Prenons deux moments importants de la philosophie allemande : 1° Depuis la *Critique de la Raison pure* de Kant (1781) jusqu'à la mort de Hegel (1831); 2° De Husserl (1859-1938) à Heidegger (né en 1889). On ne saurait comprendre leur importance sans tenir compte des nombreuses traductions françaises, anglaises, italiennes, espagnoles, russes, qui accompagnent chaque œuvre. Elles mesurent le rayonnement qui intègre à la vie de l'Europe

deux mouvements majeurs de la pensée philosophique allemande.

Il est à remarquer, dans le cas de l'existentialisme, que ce sont ses réinterprétations françaises, celles de Sartre et de Merleau-Ponty, qui l'ont à nouveau relancé en direction du monde, particulièrement de l'Amérique Latine.

3. Pour la science objective, aucune question : elle est strictement une, en Europe, et dès ses premières réussites.

Il est difficile d'attribuer à une nation d'Europe le bénéfice ou le mérite de telle ou telle invention, tant chacune d'elle s'est élaborée partout à la fois, par étapes qui intéressent, tour à tour, tous les savants d'Europe.

N'importe quel exemple serait bon. Celui de la révolution keplérienne sur laquelle vient de paraître le beau livre d'Alexandre Koyré (1962) est parfait. Képler (1571-1630) est lié à une famille d'esprits, ses prédécesseurs (avant tout Copernic), ses contemporains (avant tout Galilée), ses disciples. Si nous reportions sur une carte leurs lieux de naissance, leurs lieux d'activité, l'Europe entière serait semée de points noirs.

La médecine, la biologie, la chimie n'échappent pas à la règle. D'aucune science, on ne saurait dire, même pour un espace de temps très limité, qu'elle fut allemande, anglaise, française, italienne, polonaise... Elle fut toujours européenne.

4. Pour les sciences spécifiques de l'homme, leurs mouvements se présentent plutôt, tels ceux de la philosophie, comme des mouvements nationaux à rapide diffusion européenne.



Art et technique : la tapisserie.

Ci-dessus : Tapisserie flamande du XVIe siècle provenant des ateliers d'Audenarde. L'art de la tapisserie est une des riches traditions de l'Occident. On distingue la *tapisserie de haute lisse* dans laquelle la chaîne se tend sur un métier vertical et la *tapisserie de basse lisse* dans laquelle la chaîne se tend sur un métier horizontal.

La sociologie est surtout d'origine française, l'économie politique de ces cinquante dernières années une réussite surtout anglaise ou anglo-saxonne, la géographie à la fois allemande et française (Ratzel et Vidal de la Blache). L'histoire, surtout allemande au XIXe siècle, dominée par le grand nom de Léopold de Ranke (1795-1886), a tenu l'historiographie européenne sous l'empreinte de son érudition et de ses reconstructions méticuleuses. Aujourd'hui, la situation est moins simple, mais l'historiographie européenne — devenue au vrai l'historiographie mondiale — marche d'un seul et même mouvement. Une École Française y domine, constituée à partir de Henri Berr, de Henri Pirenne, de Lucien Febvre, de Marc Bloch, de Henri Hauser, de Georges Lefebvre, appuyée sur des économistes comme François Simiand, ou des sociologues comme Maurice Halbwachs. Elle se veut synthèse de toutes les sciences de l'homme et a renouvelé les méthodes et les perspectives historiques.

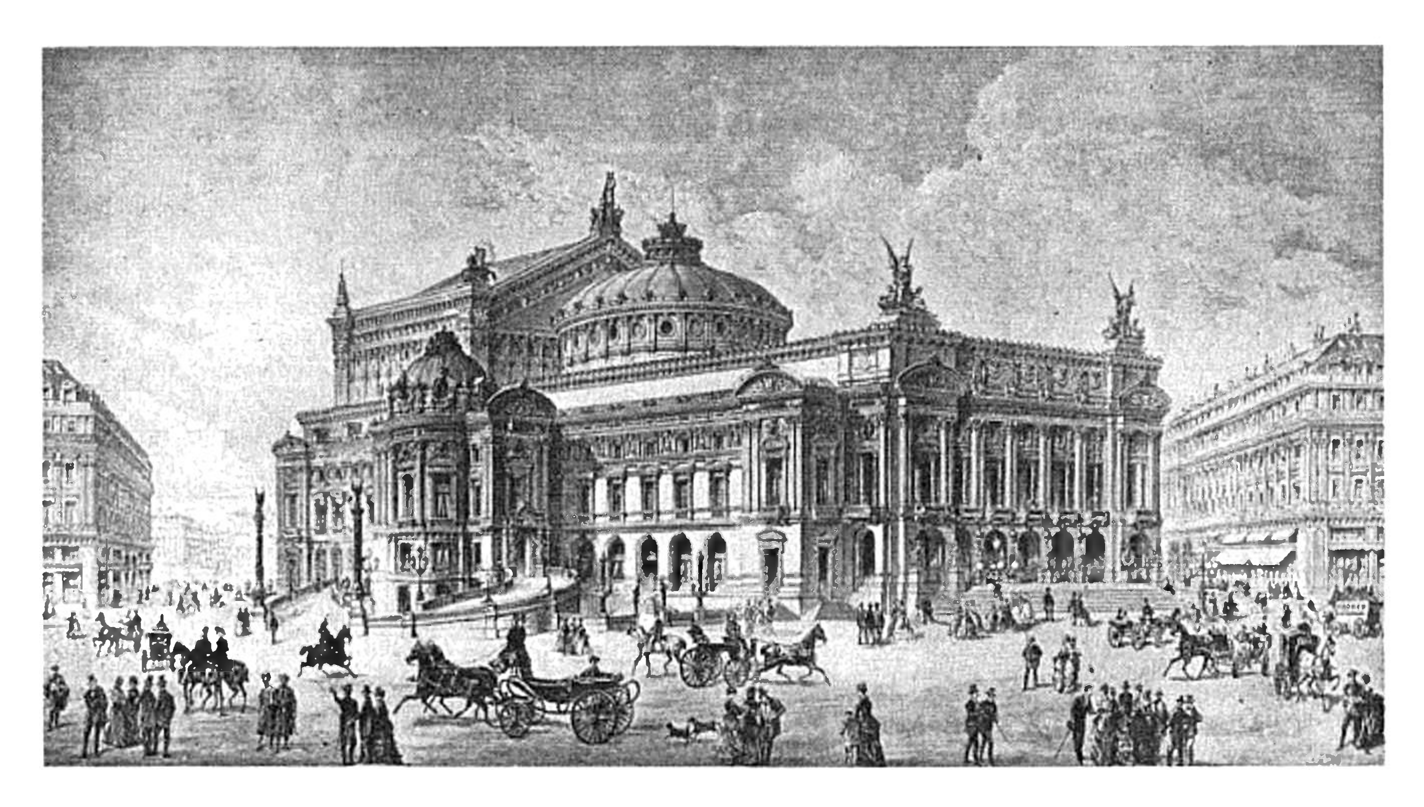
5. La littérature représente l'unité la plus imparfaite. Plus qu'une littérature européenne, il y a des littératures nationales, entre lesquelles existent de nombreux rapports, de vives oppositions aussi.

En ce domaine, l'unité est la plus imparfaite (heureusement, sans doute) dans la mesure où la littérature — essai, roman, théâtre — s'appuie sur ce qui différencie au plus les civilisations nationales : leur langage, leur vie quotidienne, leur façon de réagir à la douleur, au plaisir, à l'idée de l'amour, de la mort, de la guerre; leur façon de se distraire, de manger, de boire, de travailler, de croire...



Art et spiritualité : Assise.

A l'échelle de la communauté de village comme à celle de l'Occident tout entier, le christianisme a souvent scellé l'unité. Les grands foyers du christianisme, grands foyers d'art et lieux de pèlerinage, restent, souvent encore, les pôles de l'Occident.



1. **Le nouvel Opéra de Paris,** terminé en 1875.

2. **Le château de Chambord,** construit pour François Ier.

A travers leur littérature, les nations redeviennent des personnages, des individus qu'on peut chercher à analyser, même à psychanalyser, grâce à ce témoignage essentiel.

Il y a, bien sûr, entre ces littératures, des convergences évidentes et durables, elles admettent des modes : c'est à travers toute l'Europe par exemple, qu'au XIXe siècle, une vague de romantisme a succédé à l'Europe rationaliste des « Lumières »; puis le réalisme social au Romantisme... Un jeu incessant d' « influences » — influences d'écoles, influences individuelles — ne cesse de se répercuter d'une œuvre à l'autre. Mais il reste évident aussi que chaque œuvre littéraire s'enfonce dans un milieu social et spirituel particulier, par surcroît dans une expérience personnelle originale. On ne peut guère parler de l'unité d'une littérature nationale. Alors comment parler *a fortiori* d'unité européenne à ce propos?

D'ailleurs un obstacle majeur ne se dresse-t-il pas : celui de la langue? Aucune traduction ne saurait rendre pleinement compte d'une expérience littéraire. Chacune des grandes langues européennes dérobe aux autres une partie de ses trésors. Encore si l'une d'elles l'emportait et constituait une certaine communication, comme le latin jadis, le français au XVIIIe siècle...! La royauté de Voltaire de Saint-Pétersbourg à Paris, c'est la royauté de la langue française qui, seule, l'explique. Aujourd'hui le repli sur une langue unique est possible pour la science (en fait elle a presque créé une langue artificielle *une* avec ses termes internationaux), non pour la littérature. D'autant moins que celle-ci devient, chaque jour davantage, un langage de masse. Le français « international » du XVIIIe siècle n'existait, lui, que pour une élite étroite.

6. Une Europe culturelle à sauvegarder ou à parachever?

Cette unité culturelle, avec ses réussites et ses imperfections, est-elle suffisante dans la perspective d'une Europe qui déciderait d'abolir ses frontières? Non sans doute, puisque les promoteurs de l'Europe politique se préoccupent vivement de l'action que pourrait exercer, dans le sens de l'unification, une réforme réfléchie de l'enseignement. Les équivalences de diplômes permettraient la poursuite des études d'une Université à une autre et pourraient créer, mieux encore qu'une ou des Universités européennes (principe déjà admis), une vie d'études européennes.

Pratiquement, ne serait-ce pas mettre l'accent, forcément, sur un humanisme moderne, largement ouvert sur les langues vivantes, celles précisément de l'Europe?

II. Les unités solides : l'économie.

L'Europe est depuis longtemps saisie dans les mailles d'une économie unitaire; à chaque époque, sa vie matérielle tourne autour de centres autoritaires, privilégiés.

Durant les derniers siècles du Moyen Age, tout conflue à Venise, tout en repart. Avec les débuts de l'âge moderne, le centre de gravité se situe un instant à Lisbonne, puis à Séville, ou mieux oscille entre cette dernière ville et Anvers, jusqu'au dernier quart du XVIe siècle. Ensuite, avec les débuts du XVIIe, s'instaurent les suprématies marchandes d'Amsterdam, jusqu'aux premières années du XVIIIe, puis celles de Londres qui dureront jusqu'en 1914, même jusqu'en 1939. Il y a toujours eu un orchestre et un chef d'orchestre.

Chaque fois, ces centres de gravité sont d'autant plus effectifs, au temps de leur essor, que la vie européenne n'est pas seule à y affluer, mais, avec elle, la vie puissante du monde. Pour l'Europe, à la veille de la guerre de 1914, Londres, c'est non seulement le grand marché du crédit, les assurances maritimes et les réassurances, mais aussi le blé d'Amérique, le coton d'Égypte, le caoutchouc de la Malaisie, l'étain de Bangka et Billiton, l'or de l'Afrique australe, la laine d'Australie, le pétrole d'Amérique ou du Proche-Orient...

1. L'Europe a formé très tôt un espace matériel cohérent, pénétré par une économie monétaire agile, animé par une circulation active au long des mers qui l'entourent, des fleuves qui la traversent, puis des routes à roulage ou pour bêtes de somme qui parachèvent son équipement.

Très tôt les bêtes de somme ont été ainsi victorieuses de la grande barrière des Alpes par les routes du Brenner (vers Venise), du Gothard, du Simplon (vers Milan), du Mont Cenis. Le langage courant désigne sous le nom curieux de « grandes voitures » ces mulets qui animent les trafics de part et d'autre de la chaîne et ont permis à l'économie italienne de rayonner vers le Nord et le Nord-Ouest européen, y portant ses étoffes de luxe et les produits du

Levant. A Lyon, au XVIe siècle, pour la plus grande prospérité de son commerce et de ses foires, se joignent le roulage, la navigation fluviale, les « grandes voitures » des Alpes...

Avec les chemins de fer, à partir du milieu du XIXe siècle, se brisent définitivement les ankyloses et inerties de l'Europe continentale, où s'étend peu à peu une civilisation matérielle aux échanges rapides, avec les relais survoltés des villes industrielles et marchandes.

Sur cette longue histoire, deux exemples, non pour expliquer mais pour suggérer seulement. D'abord les *mude*, les caravanes des galères marchandes de Venise. Au XVe siècle, leur réseau est surtout méditerranéen, mais certaines poussent jusqu'à Londres et à Bruges, et de vivantes routes terrestres, notamment celles du Brenner, aboutissent à Venise où les marchands allemands possèdent leur vaste magasin commun, le Fondego dei Todeschi, près du Pont de Rialto.

Autre exemple, au XVIe siècle, celui des circuits de l'argent et des lettres de change courant de place en place, à partir de Séville. En fait, ce sont toujours les mêmes sommes, ou peu s'en faut, qui tournent de place en place dans le circuit des échanges et des paiements.

On comprend, dans ces conditions, pourquoi les mêmes rythmes cycliques soulèvent, presque au même instant, les différentes régions de l'Europe. Au XVIe siècle, une énorme montée des prix commence en Espagne, comme conséquence de l'afflux brutal d'une grande quantité de métaux monnayables d'Amérique. Cette montée se répercutera sur toute l'Europe occidentale, jusqu'à Moscou, au centre d'une économie encore primitive.

2. Cela ne veut pas dire que toute la vie européenne marche au même pas, ou s'aligne au même niveau. Une ligne qui commencerait soit à Lübeck, soit à Hambourg, pour passer par Prague et Vienne et gagner l'Adriatique distingue une Europe économiquement avancée à l'Ouest, d'une Europe en retard, à l'Est, ce que la réalité des situations paysannes nous a déjà signalé. Cette différence n'est pas loin de s'effacer. Mais ce n'est pas chose faite.

Plus encore, à l'intérieur même de l'Europe évoluée, il y a des régions en avance, des « pôles de croissance », que séparent des zones moins évoluées, certaines arriérées, « sous-développées ». Aujourd'hui encore, dans presque chaque pays d'Europe, certaines régions restent attardées par rapport à l'ensemble, d'autant que les nouvelles créations sont naturellement attirées par les centres les plus vivants.

En réalité, il ne peut jamais y avoir de circulation, d'économie commune, sans des différences de voltage ou de niveau, des régions qui mènent, d'autres qui soient menées. Développement et sous-développement ne cessent de se commander, de dépendre l'un de l'autre. C'est ce que suggère en raccourci l'histoire des banques en France : dès la seconde moitié du XIXe siècle, leur essor vient de la mobilisation tardive, au bénéfice d'organismes appelés à grandir, comme le *Crédit Lyonnais*, créé en 1863, des épargnes et capitaux dormants, ou à moitié endormis de certaines régions et campagnes françaises. Ces dernières en subiront le choc en retour, un premier éveil et un rattachement à la vie générale.

3. Les prémisses du Marché Commun : Ce lien économique qui unit depuis longtemps l'Europe, malgré les économies régionales ou nationales diversifiées, peut-on l'organiser dans une unité cohérente où toutes les parties dépendraient du tout?

C'est le problème que pose la série de tentatives lancées depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale et dont le Marché Commun est la plus réussie, non la seule ni la première.

Tout est venu, sans aucun doute, de la situation misérable de l'Europe d'après 1945 : cet effondrement absolu était inquiétant pour l'équilibre du monde. D'où ces premières mesures constructives : la mise sur pied, à Londres, du Comité pour l'Europe-Unie (mai 1947), le Plan Marshall (3 juillet 1947), conçu pour des motifs divers, politiques, militaires les uns, économiques, culturels, sociaux les autres. L'Europe — *une certaine* Europe — essaie ainsi de se construire.

Pour l'instant, notre intention est de nous limiter aux seuls problèmes économiques. De ce point de vue, l'échec de l'A.E.L.E., de l'Europe des Sept (« les naufragés », dit un journaliste) ouvre la route et l'avenir à « l'Europe des Six », ce que le langage courant désigne sous le nom clair de Marché Commun et qui met en cause toutes les communautés à Six, la CECA créée en 1951 ; la CEE, l'Euratom, toutes deux issues du traité de Rome, 25 mars 1957. Il s'agit là encore d'une solution partielle mais qui, si l'Europe se crée vraiment, va s'étendre en profondeur et en surface, avec les demandes d'association de la Turquie, de la Grèce, du Danemark, de l'Irlande, de la Suisse, de l'Autriche, de l'Angleterre.

Toutes ces demandes d'entrée en sont encore au stade de l'instance (ces lignes sont écrites en février 1962). Le Marché Commun a donc une chance évidente de grandir s'il lui est interdit de pousser

« jusqu'à l'Oural », pour saisir tout l'espace classique de l'Europe. De ces instances, celle de l'Angleterre est la plus importante.

C'est donc à travers le Marché Commun qu'on peut étudier les chances d'une union économique européenne.

4. La formation de la CEE, en d'autres termes du Marché Commun, date des laborieuses négociations du Traité de Rome (25 mars 1957) dont les multiples stipulations ont joué à partir du 1er janvier 1958.

Il s'agit là d'une expérience brève encore et sur laquelle il importe de se prononcer avec prudence.

L'indéniable, la vigoureuse croissance des Six, pendant ces quatre années, est à la fois le fait d'une conjoncture mondiale favorable et des répercussions favorables elles aussi des premières mesures d'association. L'ouverture progressive a été un accélérateur évident comme le prouve la montée des échanges entre les pays intéressés.

Toutefois l'essentiel de l'expérience concerne l'avenir. Le programme progressif du traité de Rome prévoit une série d'étapes. La question se pose donc : les premières réalisations qui ont marqué un pas vers l'unité, sont-elles de bon augure pour un avenir qui, sur le papier, prévoit une totale intégration économique?

Contrairement aux prévisions pessimistes, les industries des Six (y compris les industries françaises que l'on pouvait juger à l'avance plus fragiles que les industries allemandes) se sont adaptées au Marché Commun. Il s'en est suivi, pour elles, des changements de structure, une évidente tendance à la concentration qui a favorisé les vastes entreprises, en France, par exemple, la Régie Renault, ou les groupes Péchiney, St-Gobain... Il a fallu aussi procéder à des reconversions : par exemple, dans le secteur du charbon, certaines mines peu rentables doivent être fermées, ces regroupements étant dans la ligne d'une évolution nécessaire, sinon plaisante.

Assurément, si les industries étaient seules en présence, accords et compromis seraient aisés. En l'état actuel des techniques, l'industrie présente une plasticité évidente à l'égard des interventions et des plans. De même, pas de difficultés avec les problèmes de crédit, liés à la solidité des monnaies et à leur soutien réciproque. Les monnaies européennes viennent de connaître une assez longue période de stabilité et de solidité, au point que le dollar a provisoirement cessé d'être la seule monnaie *standard,* égalée à l'or, pour les réserves nationales.

Tel est si l'on veut, le côté rose, rassurant du Marché Commun. Mais les ombres existent : politiques (nous en parlerons dans un instant); économiques aussi.

Ces ombres économiques concernent : *a*) les limites européennes du Marché Commun; *b*) ses limites extra-européennes; *c*) les problèmes internes que posent les difficiles adaptations agricoles.

a) *L'Europe des Six est évidemment incomplète.* Il y a des vides importants à l'Ouest. Il y a la barrière, vers l'Est, du « rideau de fer » derrière quoi s'est développé, en fait, un autre Marché Commun, le COMECON. Le gros problème est évidemment l'entrée éventuelle de l'Angleterre, posée en principe, dès 1961, mais qui soulève encore des difficultés. Ce ne sera pas simple. Pour se joindre à la jeunesse de l'Europe, il faudrait à l'Angleterre détendre fortement les liaisons qui la rattachent encore au Commonwealth, renoncer au régime économique *préférentiel* qui est le sien, avec son ancien Empire. Économiquement, cela pose des problèmes, en particulier celui de l'accord des pays du Commonwealth; psychologiquement, ce serait en quelque sorte tourner la dernière page de la plus glorieuse des entreprises impériales connues de l'histoire.

b) Il y a, non moins, *le problème des rapports du Marché Commun et du reste du monde, notamment de l'Afrique au sud du Sahara,* la France se chargeant, jusqu'à nouvel ordre, de l'Afrique du Nord (au sens étroit, sans l'Égypte et la Libye); le problème des rapports avec le *Commonwealth* demain; le problème posé, dès 1962, des rapports avec le marché des *États-Unis :* un marché « colossal » atlantique pourrait dévorer le petit marché commun. On pourrait dire : l'Europe, première étape; l'Atlantique seconde; le Monde troisième, mais ce serait céder à une perspective éperdument optimiste. Ces problèmes sont aussi politiques. La politique n'y intervient pas pour les simplifier.

c) Économiques au premier chef, par contre, et de valeur capitale pour l'avenir du Marché Commun, *les problèmes agricoles internes.* Ils sont terriblement compliqués.

Une évolution irréversible entraîne le monde paysan d'Europe, ce monde admirable, fortement enraciné, mais dont la productivité est, comme l'indiquent nos chiffres, assez médiocre.

Les Six comptent 25 millions de paysans (familles comprises) pour 160 millions d'habitants. M. Mansholt, ancien Ministre de l'Agriculture des Pays-Bas, Vice-Président de la CEE, déclarait dernièrement que 8 millions de ces paysans devraient être transférés dans des emplois non agricoles, durant les années à venir.

Moderniser l'agriculture revient en effet à augmenter le rendement unitaire des travailleurs, à réduire leur nombre dans la mesure où cette productivité accrue exige une méca-

nisation poussée, dans la mesure aussi où les revenus agricoles, pris en gros, ne sont pas appelés à grandir au rythme général de l'économie européenne.

Ce qui augmente dans une économie en expansion, ce sont forcément les produits industriels et les *services*. Toute augmentation de revenus n'entraîne plus, *dans nos pays développés*, une demande proportionnelle de biens alimentaires. Mon revenu augmente, j'achète une automobile, un poste de T. S. F., des livres, des vêtements, je fais un voyage, je vais au théâtre, mais je n'augmente pas ma consommation de pain, de viande et, souhaitons-le au moins, de vin ou d'alcool

En somme, pour que les revenus agricoles augmentent au rythme des autres secteurs de la nation, un paysan sur trois doit, avant 1975, quitter la campagne, qui devrait ensuite produire davantage pour un nombre moindre de producteurs. La vitesse annuelle de dégagement devrait être de 4 %, alors qu'elle est actuellement de 2 % pour la Grande-Bretagne, 1,5 % pour la France. A ce rythme, la Grande-Bretagne mettrait vingt-deux ans, la France vingt-sept à accomplir la conversion souhaitée. Sans compter quelques surprises possibles : en Italie où se trouve la plus grosse masse paysanne (4 500 000), les réductions portent, en fait, sur des ouvriers agricoles en chômage : les structures agricoles restent à peu près inchangées malgré le mouvement enregistré.

Dans ces conditions, les prix agricoles européens ne sont pas compétitifs sur le marché international, où les surplus américains et canadiens s'écoulent à des prix très bas, plus bas même que sur leurs propres marchés intérieurs grâce à des subventions gouvernementales. Les hauts prix des agricultures européennes ne sont donc possibles que grâce aux protections douanières qui les isolent du marché mondial.

L'autre très grave problème, pour le Marché Commun, est dans la grande différence des productions et des prix agricoles suivant les pays.

La France, pays excédentaire, ne peut écouler ses surplus (céréales surtout) qu'au prix mondial ce qui oblige le gouvernement à les acheter au prix du marché intérieur et à les revendre à perte au dehors. Ainsi en 1961, du blé et de l'orge français ont été vendus à la Chine communiste, de la viande frigorifiée à la Russie...L'Italie pour les fruits et légumes, la Hollande pour les produits laitiers se trouvent dans la même position excédentaire que la France. L'Allemagne est au contraire importatrice dans de nombreux secteurs agricoles, mais elle achète hors du Marché Commun et ne tient pas à renoncer à la contrepartie d'exportations qu'elle en tire.

Les prix agricoles sont différents d'un pays à l'autre, suivant les productivités et le degré de protection que les gouvernements ont voulu ou dû accorder à leurs agriculteurs. Ainsi le prix des céréales le plus bas est celui de la France, le plus haut celui de l'Allemagne, le prix du lait le plus bas celui de la Hollande, etc. A quel niveau égaliser les prix ?

Enfin, puisqu'il faut que les agricultures soient modernisées et que l'opération sera coûteuse, qui en supportera les charges considérables ? La solution adoptée à Bruxelles (14 janvier 1962) consiste à mettre ces charges au compte de la communauté entière. Cette solution défavorise l'Allemagne, pays avant tout industriel. Mais les pays largement agricoles — France, Italie, Hollande — refusaient de passer à la seconde étape industrielle si la première étape de la politique agricole n'était pas au moins définie. L'accord fut si laborieux (200 heures de discussion) qu'on crut un moment, à Bruxelles, que le sort du Marché Commun lui-même serait remis en question. Ce qui fit dire en souriant à un journaliste que « l'Europe qui avait avalé allègrement l'acier, le charbon et l'atome reculait devant le légume et le fruit ».

L'accord prévoit des délais : les premières mesures ne devaient être appliquées qu'en juillet 1962. Gouvernements et syndicats agricoles savent toutefois que le temps leur est mesuré désormais pour une adaptation inéluctable.

La circulation prévue des produits agricoles sera libre, avec paiement de taxes compensatrices égales aux différences entre niveaux de prix. Le principe va nécessiter la mise au point d'institutions, de contrôles, de règles. Tout un contentieux est à prévoir. En même temps, il faut établir aux frontières communes des Six un système douanier unique, calculé sur la moyenne des tarifs particuliers à chaque membre de l'association, sinon l'équilibre interne serait bouleversé par les irrégularités de la clôture...

Ainsi se parachève une unité douanière, un *Zollverein*, garantie d'une économie commune. S'arrêtera-t-on à ce stade ? Non. Le problème d'une unité politique se pose.

III. Les unités aléatoires : la politique.

A l'unité, la culture dit oui, l'économie dit à peu près oui, la politique, par contre, est réticente. Elle a ses raisons, bonnes, moins bonnes, fausses aussi, et qui répondent à des soucis ou désuets (du XIXe siècle), ou très actuels, même franchement « prospectifs ».

La vérité est que l'Europe entière est depuis longtemps prise dans un même jeu politique, auquel aucun État n'aura jamais échappé sans risquer de se perdre. Mais ce jeu ne tend pas à l'unifier politiquement; il la divise au contraire en groupes dont les composantes ont souvent varié, la règle dominante étant d'empêcher qu'une hégémonie n'impose sa loi à toute la famille des États.

Non certes par respect vertueux de la liberté d'autrui : chaque État, en fait, joue égoïstement pour lui. Seulement s'il joue trop bien, il trouve les autres, un beau jour, ligués contre lui.

Tel fut le principe, en gros, de l' « équilibre européen ». L'Europe de 1962 a-t-elle vraiment renoncé à ce jeu séculaire?

1. Le XIXᵉ siècle qui le pratiqua sans arrêt, n'a inventé ni « l'équilibre européen », ni le « concert européen », ni la « Balance of Power ».

En réalité, ce système contraignant remonte à des siècles en arrière. Ce ne sont pas les calculs savants des ambassadeurs, ni même ceux de leurs maîtres qui l'ont créé, c'est plutôt à l'inverse, le jeu d'un équilibre spontané, à demi conscient et qui s'est imposé aux hommes politiques.

La règle se révèle toujours la même. Qu'un État paraisse trop fort, même à tort (ainsi la France de François Iᵉʳ, en 1519-1522) et ses voisins se portent vers l'autre plateau de la balance pour faire contrepoids et le ramener à plus de sagesse et de mesure. La défaite de Pavie (1525), la captivité du Roi de France prouvent qu'il y a eu erreur : l'homme trop fort, c'est Charles Quint. On se porte alors vers l'autre plateau en invitant même le Turc à ce jeu de contrepoids.

La puissance croissante des États rendra de plus en plus dangereux ces calculs aléatoires. Seule, l'Angleterre pourra impunément pratiquer, de son île, la Balance of Power : placée hors de ce continuel jeu de bascule, elle se contente de l'entretenir de ses deniers et de ses troupes, surtout de ses deniers. Longtemps elle a joué contre la France, s'alliant automatiquement à ses adversaires mais quand l'Allemagne (victorieuse de la France, en 1871, parce que l'Angleterre et derrière elle l'Europe, d'ailleurs divisée, n'y a pas mis le holà) devient beaucoup trop forte, surtout au-delà de 1890 par suite *de son essor économique et de sa montée démographique*, alors c'est l'Entente Cordiale, puis l'Alliance franco-russe. Située au milieu de ses adversaires, l'Allemagne est trop forte pour ne pas enrager d'être ainsi tenue en lisière, pas assez forte cependant pour convaincre les autres de son inéluctable supériorité. La guerre en sortira.

Le monde actuel est lui aussi, pris au maléfice d'un « équilibre » qui, de l'Europe, s'est étendu à la planète. A travers le monde, voici les deux camps, « Est et » « Ouest », entre lesquels les neutres essaient la troisième voie qui n'est la bonne que si l'on a la force de son côté. Un vieux système, assurément, un engrenage, où le corps du monde pourrait passer en entier, comme tant de fois le corps de l'Europe.

2. Échec des unités violentes : La seule leçon de cette histoire monotone est que la violence n'a jamais suffi à quiconque pour se saisir de la maison européenne en son entier.

Sans remonter à Charlemagne, arrêtons-nous, un instant, à *Charles Quint (1500-1558)*, le moins haïssable, le plus sympathique peut-être de ces candidats malheureux à l'hégémonie. Ce dont il rêve : conquérir la Chrétienté et, sous son autorité, la défendre contre l'Infidèle musulman et le Réformé. L'« idée impériale » se nourrit, chez Charles Quint, aux vieilles sources de la croisade espagnole.

Rien n'a manqué à l'Empereur, ni les troupes, ni les chefs admirables, ni les dévouements passionnés; il a eu l'appui de grands banquiers comme les Fugger; il a eu une diplomatie hors de pair, la maîtrise de la mer et, pour finir, les « trésors » d'Amérique : l'Espagne devient sous son règne ce château d'eau qui répartit la production en or et argent des mines américaines, au gré des balances marchandes, mais aussi au gré des urgences politiques. A-t-il échoué devant la France comme on l'a soutenu? Oui et non. Oui, parce qu'aucun de ses succès ne lui a permis de maîtriser cette France énorme (à la vitesse, ou plutôt à la lenteur des communications d'alors) et qui est placée au « cœur » de ses États. Il signe avec elle, en 1529, une paix blanche. Plus tard, c'est contre l'Allemagne protestante qu'il échoue (1546, 1552-1555), contre l'Islam turc qu'il use ses forces : l'Islam menace Vienne et harcèle en même temps les côtes d'Espagne jusqu'à Gibraltar et au delà.

C'est le concert européen qui a eu raison de Charles Quint, par tous les moyens, y compris l'alliance alors scandaleuse, malgré tout, du Sultan.

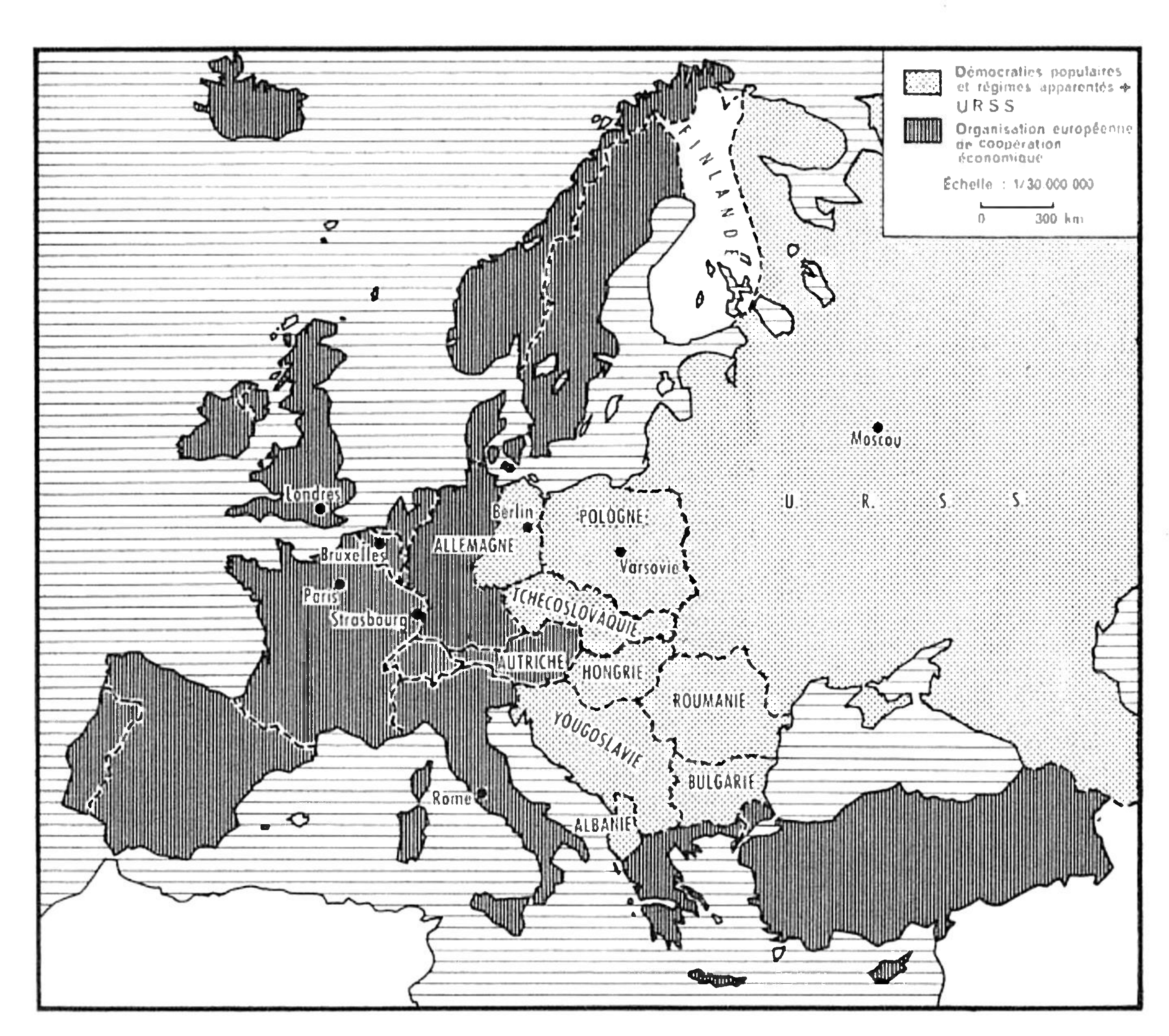
Louis XIV, lui, ne s'est imposé à l'Europe que durant les mauvaises années économiques du XVIIᵉ siècle. Il y a eu alors comme un repli sur les forces traditionnelles, repli dont profite la France paysanne et peu capitaliste que son régime fort (jusqu'à la mort de Colbert, 1683) met au pas. Quand l'économie du monde se réanime, peut-être à partir de 1680, la partie est vite jouée : déjà en 1672, les inondations de Hollande avaient interdit à l'armée française l'accès d'Amsterdam; en 1688, Guillaume d'Orange est maître, d'une certaine façon, de l'Angleterre; en 1692, la flotte de Tourville est pratiquement mise hors de cause à la bataille de la Hougue. Dans la vaste Guerre de Succession d'Espagne, la France ne peut faire face à tous ses ennemis, ni se saisir de la Péninsule Ibérique et, au delà, des richesses de l'Amérique espagnole.

L'aventure de Napoléon ne rentre-t-elle pas dans le même schéma ? Tant de victoires d'un côté, mais de l'autre l'irréparable défaite de Trafalgar (1805) ! Tandis que la conquête française est prisonnière de la vaste Europe, l'Angleterre peut se déployer sur l'immensité liquide. Il suffira de 100 ou 150 coques de bois pour interdire le passage de ce Pas-de-Calais que l'on croyait pouvoir « enjamber » en 1805, et même celui du détroit de Messine : alors que Naples est aux Français ou à Murat, la Sicile est restée le refuge des Bourbons.

Même schéma pour l'Allemagne hitlérienne, qui a réuni contre elle une coalition à la mesure de sa menace : en fait, la plus grande partie du monde.

3. Marché Commun et unité politique : L'unité politique de l'Europe peut-elle se faire aujourd'hui, non par la violence, mais par la volonté commune des partenaires ? Le programme se dessine, il soulève des enthousiasmes évidents ; il soulève aussi de sérieuses difficultés.

Nous avons déjà signalé quelques-unes de ces difficultés : notamment que seule l'Europe occidentale est en jeu (il a fallu constituer l'Europe « avec ce qu'il en reste ») ; ensuite que son union pose des problèmes extra-européens, dans la mesure où elle affecte, sur le plan de l'économie et de la politique, l'équilibre du monde. Un banquier déclare (14 nov. 1958) : « Dans certaines parties



Les deux Europes.

du monde, on craint que l'Union européenne, du fait de sa cohésion, n'adopte une politique discrimanatoire vis-à-vis de pays tiers », bref, qu'elle procède à des options : ainsi préférer les produits tropicaux de *l'Afrique au sud du Sahara*, à ceux de l'Amérique Latine...

1. *Difficultés internes, institutionnelles.*

Les premières difficultés sont institutionnelles, certes pas de celles que résoud facilement un traité, ou un compromis.

Est-il possible que les gouvernements de « l'Europe des États », selon le mot du Général de Gaulle, fassent des concessions, sacrifient une partie de leurs droits souverains?

Dès le 8 août 1950, au Conseil de l'Europe, André Philip déclarait : « Depuis un an, notre Assemblée, pour éviter des désaccords, a accepté tous les compromis. Le résultat? Rien n'a été fait. L'opinion se désintéressera de nous si, demain, nous ne prouvons pas que nous sommes venus ici pour créer vraiment l'Europe ». Le 17 août, le même homme politique menace « d'aller faire l'Europe ailleurs. »

Onze années ont passé et à Bruxelles, Paul-Henri Spaak, Ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 10 janvier 1962, à la veille de l'accord agricole qui sera conclu le 14 (mais il l'ignore encore), déclare : « Tout me conduit à croire qu'il ne peut y avoir d'Europe unie et efficace sans supranationalité. L'Europe des patries est une notion étriquée et insuffisante... Plus je vivrai, plus je combattrai la règle de l'unanimité et le veto. J'ai vécu l'expérience de l'O. N. U., il y a quelques semaines, et celle du veto soviétique. J'ai vécu une expérience analogue à l'O.T.A.N. plus récemment; sur la question allemande et la question de Berlin, la position d'un seul a empêché l'O. T. A. N. de prendre une attitude ferme et constructive. Ce que l'on voit actuellement au Palais des Congrès sur les problèmes agricoles n'est pas fait pour me faire changer d'avis. Dans ces discussions, je cherche en vain l'esprit communautaire. Chacun défend les intérêts de ses agriculteurs... Si la maudite règle de l'unanimité n'existait pas, les pourparlers du Conseil des Six iraient beaucoup plus rapidement... On nous offre une Europe des patries dans le domaine de la politique étrangère. Que ferait-on d'autre que de créer le chaos? Par exemple cinq pays pourraient s'entendre sur la question de la Chine Communiste et le sixième bloquer toutes les décisions... Je me demande donc si c'est une bonne chose de renoncer à l'esprit de supranationalité dans ce domaine. »

Tous ces arguments sont bons. Mais dans une assemblée *très divisée*, la règle de la majorité n'est pas forcément une panacée, pour résoudre les problèmes. Une majorité peut se former avec des marchandages, des compromis de groupes, ce qu'on appelle dans les assemblées des « conversations de couloirs », qui ne représentent pas forcément une politique plus cohérente, ou plus désintéressée que les marchandages du veto. La question essentielle reste de savoir jusqu'à quel point les tendances politiques des États actuels de l'Europe sont susceptibles de s'accorder, au moins sur quelques lignes essentielles, profondes. Autrement voilà les périlleuses aventures de « l'équilibre européen » retrouvées à l'intérieur de la maison nouvelle!

2. *Unités et intentions politiques.*

Que l'unité envisagée soit sous le signe des libres décisions, c'est ce que disent et redisent ses partisans.

Pas de prépondérance, déclare un homme d'affaires allemand (1958), ni Europe napoléonienne, ni Europe hitlérienne. « Une unité ainsi fondée sur la force ne peut que provoquer une explosion, dès que l'emprise de la nation dominatrice se relâche. Nous avons aujourd'hui, soit dit en passant, un modèle identique sous les yeux : les États groupés par le Pacte de Varsovie autour de la puissance *russe* (sic) exclusivement dirigés, économiquement aussi bien que politiquement, en vue de l'intérêt *russe* (sic) ».

Cette citation, prise parmi des centaines d'autres, éclaire le problème. Pour beaucoup, il s'agit de grouper l'Europe, ou « ce qu'il en reste », contre le danger soviétique. C'est l'évidente politique américaine, celle du « bouclier » contre l'U.R.S.S. Lors de la discussion du plan Schumann (CECA), le 15 décembre 1951, le Président du Conseil français, Paul Reynaud est catégorique : « Rappelons-nous que l'abandon de la politique du Pentagone, qui consistait à défendre l'Europe sur les Pyrénées, est due au Général Eisenhower qui n'a cessé de répéter que les pays européens, la France en tête, voulaient l'Europe. Tirez vous-mêmes les conclusions d'un refus du plan ».

En face de cet esprit de calcul évidemment politique et même militaire, on peut en imaginer un autre, plus raisonnable parce que plus réaliste. Voyez comment le Sénateur André Armengaud, membre de l'Assemblée Parlementaire Européenne, situe le problème, dans une remarquable conférence prononcée en février 1960. L'Europe, à ses yeux, est prise entre l'essor d'une économie socialiste, née en octobre 1917 à « Pétrograd » et « dont tous les économistes classiques avaient dit qu'elle serait sans lendemain », et l'immense libération, à l'échelle du monde, des peuples colonisés par l'Europe.

Obligation est faite à l'Europe de s'organiser de façon révolutionnaire, elle aussi, non sous l'impulsion du seul profit capitaliste qui crée des régimes dont les avantages sont « réservés à des minorités », mais en fonction de l'emploi optimum de la main-d'œuvre. Donc, renverser complètement la vapeur. Sinon? « En partant de l'hypothèse que les taux de

croissance seront d'ici 1980, maintenus aux mêmes chiffres et en se fondant sur les niveaux de vie actuels (1960), estimés à 1 pour l'Europe occidentale; 2,5 pour les États-Unis; 0,7 pour l'U.R.S.S.; les niveaux de vie prévisibles, en 1980, seraient les suivants : Europe, 3,5; U.R.S.S., 4,4; États-Unis, 5. Ne parlons plus alors de puissance économique pour l'Europe; posons-nous seulement la question de savoir vers qui, vers quelles philosophies se tourneront les générations montantes dans quelques années ».

Cette sagesse qui consisterait à placer les problèmes non par rapport au profit en soi, mais au bénéfice qu'en peut tirer l'homme, et à porter la compétition entre Ouest et Est sur la meilleure solution à trouver aux problèmes humains de la société du XXe siècle, cette sagesse a-t-elle des chances d'être écoutée?

Il ne s'agit pas seulement de savoir si l'union européenne sera réalisée, si elle est viable, mais si elle sera acceptée par les deux blocs qui se partagent la suprématie du monde. L'un et l'autre peuvent s'inquiéter soit des prétentions économiques, soit de l'orientation politique éventuelle de l'Union. Donnera-t-elle le jour à une Europe tranquille, avec, prise dans sa prospérité, une Allemagne résignée aux modifications portées à ses anciennes frontières; ou à une Europe agressive? A une Europe qui acceptera de jeter son poids dans la solution du sous-développement mondial (dont dépend la vie de tous, dans le monde d'aujourd'hui au destin indissolublement lié), ou qui croira, incapable de se placer d'un coup dans l'avenir, que le temps est encore aux calculs étroits des nations, la « nation Europe » prenant dans ces calculs la suite d'ambitions désuètes? Bref, à une Europe inventive, facteur d'apaisement, ou à une Europe routinière, facteur de tensions que nous ne connaissons que trop?

4. C'est presque poser la question de base : de quoi est encore capable, pour le monde de demain, la civilisation européenne?

Faut-il dire que cela paraît une des minimes préoccupations des constructeurs de l'Europe? Leurs discussions raisonnables sur les douanes, les niveaux de prix et la production, comme les plus généreuses de leurs concessions réciproques, ne parlent qu'à l'esprit de calcul. Elles ne semblent jamais s'écarter du niveau purement technique, hautement technique, de spécialistes rompus aux remarquables spéculations de l'économie dirigée et du *planning*. Et nul ne niera qu'elles ne soient indispensables.

Mais c'est mal connaître les hommes que de leur donner, pour seule pâture, ces sages additions qui font si pâle figure à côté des enthousiasmes, des folies non dénuées de sagesse qui ont soulevé l'Europe de jadis ou d'hier. Une conscience européenne collective peut-elle se construire seulement sur des chiffres? ne peut-elle pas, au contraire, leur échapper, les déborder de façon imprévisible?

Il est inquiétant de constater que l'Europe, idéal culturel à promouvoir, vient en dernier lieu sur la liste des programmes en chantier. On ne se préoccupe ni d'une mystique, ni d'une idéologie, ni des eaux faussement calmées de la Révolution ou du socialisme, ni des eaux vives de la foi religieuse. Or l'Europe ne sera pas si elle ne s'appuie sur ces vieilles forces qui l'ont faite, qui la travaillent encore profondément, d'un mot si l'on néglige tous ses humanismes vivants.

Elle n'a pas le choix : ou elle s'appuiera sur eux, ou fatalement, un jour ou l'autre, ils la bousculeront et l'emporteront. L'Europe des peuples, un beau programme, mais qui reste à formuler.

Nombre de personnes que nourrirait un travailleur agricole en cas de demande maxima.

	1949-1952	1957-1958
	—	—
Nouvelle-Zélande	54	62
Etats-Unis	20	33
Australie	27	32
Canada	20	26
Grande-Bretagne	14	20
France	7	10

D'après Colin Clark, Bulletin Se, n° 803, 2, 20 Novembre 1961, p. 8.

ABRÉVIATIONS
DES PRINCIPALES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES EUROPÉENNES

en anglais	*en français*	
E.F.T.A.	A.E.L.E.	(European Free Trade Association) Association Européenne de Libre Échange : zone de libre-échange (les Sept). Traité de Stockholm (4 janvier 1960), ratifié à Copenhague, 3 mai 1960.
Benelux	Benelux	*Be*lgique-*Ne*derland-*Lux*embourg.
I.B.R.D.	B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.
	C.C.T.A.	Commission de Coopération Technique en Afrique au Sud du Sahara.
	C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (Pool Charbon-Acier), création 18 avril 1951, mise en vigueur 25 juillet 1952,
E.C.E.	C.E.E.	Commission Économique pour l'Europe (Commission des Nations Unies).
	C.E.E.	Communauté Économique Européenne (Marché Commun) créée par le Traité de Rome, 15 mars 1957. Sa mise en place, 1er janvier 1958.
	C.E.R.N.	Commission Européenne pour la Recherche Nucléaire.
	Euratom	Communauté *Eur*opéenne pour l'énergie *atom*ique. Traité de Rome, 25 mars 1957.
O.E.C.D.	O.C.D.E.	Organisation pour la coopération et le développement de l'équipement, remplace l'O.E.C.E. à partir du 30 septembre 1961.
	O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Économique (remplacée depuis 1962 par O.C.D.E.) suite du Plan Marshall, 3 juillet 1947, convention du 16 avril 1948 (16 signataires).
N.A.T.O.	O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (alliance militaire).
W.E.U.	U.E.O.	Union de l'Europe Occidentale (Traité de Bruxelles 17 mars 1948). Les Six, plus la Grande Bretagne.

N. B. A ajouter deux expressions, celles-ci sans abréviations : a) le Conseil de l'Europe ; b) les Communautés à Six, qui correspondent à l'ensemble de la *C.E.C.A.* et de l'*Euratom*.

NOTES ET DOCUMENTS

Pour la civilisation occidentale, il nous a semblé inutile de multiplier les références bibliographiques ou les textes, tous d'accès facile. Une seule histoire d'ensemble à signaler, Henri Pirenne, *H. d'Europe,* mais elle date bientôt de cinquante ans ayant été composée par H. Pirenne lors de sa captivité en Allemagne pendant la Première Guerre Mondiale. De même a vieilli la brillante *Histoire d'Europe au XIXe s.* de Benedetto Croce; Denis de Rougemont, *Vingt-huit siècles d'Europe. La conscience européenne à travers les textes,* Payot, 1961, utile, promet plus qu'il n'apporte; Claude Delmas, *Histoire de la Civilisation européenne,* Presses Universitaires, « Que Sais-je? », 1961, fixe quelques grandes lignes. Arnold A. Toynbee, *Le monde et l'Occident,* Desclée de Brouwer, 1953; Charles Morazé, *Essai sur la civilisation d'Occident,* Colin, 1950, offrent des aperçus brillants. J. Touchard (avec la collaboration de G. Lavau), *Histoire des idées politiques,* 2 vol. Presses Universitaires, 1959 et 1962, est un outil de travail indispensable. *L'histoire du Protestantisme,* d'Émile G. Léonard a paru dans la Collection *Que sais-je?* P.U.F. 1960. W. W. Rostow, *Les étapes de la croissance économique,* Éd. du Seuil, 1962, vient d'être traduit en français.

1 Sur l'unité de l'Europe.

L'écrivain Arthur Koestler (auteur à qui l'on doit notamment *Le Zéro et l'Infini,* revient en 1961 d'un voyage aux Indes et au Japon (*Le Lotus et le robot,* Calmann-Lévy, 1961, p. 341 et 344).

« En conclusion, je suis revenu d'Asie appauvri plutôt qu'enrichi. J'eus l'impression d'avoir été remis à ma place, et cette place était en Europe. Mais en même temps, regardant ce petit continent depuis les vastes étendues asiatiques, je vis mieux combien il était compact et cohérent, et j'eus plus intensément conscience de son histoire-unique-dans-l'espace, son unité-dans-la-variété et, temporellement, sa continuité-dans-le-changement.

En ce qui concerne le premier aspect, je ne pouvais m'empêcher de me considérer comme un exemple typique. Né en Hongrie, élevé en Autriche, ayant passé des années décisives en France, Britannique par naturalisation, pour transposer cela en termes asiatiques, il faudrait imaginer un homme né à Ankara, qui aurait fait ses études à Bénarès et fini comme écrivain japonais. Ce parallèle peut paraître assez inepte, mais il fait mieux comprendre, outre les petites dimensions de l'Europe, l'homogénéité de sa culture.

. . . .

J'étais parti pour mon pèlerinage dans l'habit du pénitent; je suis revenu assez fier d'être Européen. Orgueil de clocher peut-être, mais sans complaisance : un écrivain anglais, d'origine hongroise et francophile, ayant quelque expérience de la prison et des camps de concentration, ne peut manquer de reconnaître les fautes passées de l'Europe, et les terribles dangers qu'elle court aujourd'hui.

Mais si l'on considère sans parti pris, par comparaison aux autres continents, la manière dont l'Europe a supporté ses épreuves et sa contribution à l'histoire de l'humanité, on éprouve un renouveau de confiance et d'affection pour cette petite presqu'île au flanc de l'Asie : la jeune fille Europe montée sur le Taureau. »

2 Contre les pauvres.

La bonne ville de Troyes se débarrasse de pauvres inopportuns (1573). D'après les Mémoires de Claude Haton in : *Doc. Inédits de l'Histoire de France,* tome II (1857), p. 726-728.

« ...qui fut cause d'une si cruelle cherté et d'une si grande difficulté d'avoir du grain et du pain à son ayse dedans la ville et bailliage de Provins, fut la multitude des personnes des villes et villages de Bray, de Sens, d'Auxerre..., de Bourgongne, de Champagne, de Bourbonnais..., lesquelz à grands trouppes se jettèrent sur le pays provinois, les ungs pour achepter grain et pain, et les aultres pour trouver à besongner, sans demander aultre sallaire que leur vie de pain et potage...

« ...Il n'est possible d'escrire la pitié et pauvreté de ce miserable temps, et croy que ceux qui liront ceste et les aultres histoires rédigées par escript de ceste cherté et famine ne le vouldront croire.

Il se trouva dedans la ville de Troye en Champaigne si grand nombre de pauvres estrangers qui n'estoient de leur ville, ains des pays susditz, qu'ils en furent tout estonnez. Pour desquelz se desfaire firent faire le tour par les rues que lesditz estrangers n'eussent à s'arrester en ladite ville que vingt-quatre heures pour le plus, ains qu'ilz passassent oultre à leur meilleure fortune, ce que firent lesditz pauvres estrangers.

Oultre lesquelz se trouva un aultre plus grand nombre de pauvres qui estoient de leur ville et des villages d'alentour audit Troye que les plus riches commencèrent à vivre en crainte d'une émotion et sédition populaire desditz pauvres sur eux, pour lesquelz faire sortir, firent assemblée de ville les riches et gouverneurs dudit Troye, pour trouver l'expédient d'y remédier. La résolution de ce conseil fut qu'il les fallait mettre hors de la ville et ne les y plus souffrir. Pour quoy faire, firent cuyre du pain bien largement pour distribuer ausditz pauvres, lesquelz on feroit assembler à une des portes de leur ville, sans leur dire le secret, et en leur distribuant chacun leur pain et une pièce d'argent, on les feroit sortir hors la ville par la ditte porte, laquelle on fermeroit au dernier et leur signifieroit-on par dessus les murailles qu'ilz allassent à Dieu chercher leur vie aultre part, et qu'ilz ne retournassent audit Troye avant les grains noveaux de la moisson prochaine. Ce qui fut faict. Qui furent bien espoventez après la donnée furent les pauvres déchassez de la ville de Troye, lesquelz, les aulcunz en plorant, regardèrent quel chemin ilz prendroient pour gagner leur vie, les aultres, en maudissant la ville et les habitans d'icelle qui les déchassoient, regardoient leur pain de la dernière donnée, souhaitoient leur mort et eussent esté contens que la terre se feust ouverte pour les englotir.

Peu de jours après qu'ilz de Troye eurent trouvé ceste ruse pour se destrapper des pauvres de leur ville, la maladie et mortalité se meirent sur eux si rudement qu'ilz ne sçavoient où se tenir en sûreté, et... dist-on que telle mortalité leur estoit envoyée de Dieu en punition du déchassement de leurs pauvres. »

3 Protestantisme, Catholicisme face à la Science et au Capitalisme.

On voudrait essayer d'établir, dans cette note, que sinon en son entier au moins dans une large partie, le destin de l'Europe s'explique entre Moyen Age et

XVIIIe siècle, dans un contexte d'histoire générale à condition d'être attentif de bout en bout aux positions géographiques et économiques des pays du Nord et du Sud.

Au XIIIe siècle, le centre de l'Europe est situé au voisinage de Paris, de son Roi, de son Université, et des célèbres Foires de Champagne. Celles-ci sont le plus grand des rendez-vous marchands d'Europe : s'y rencontrent Flamands et Français vendeurs, Italiens acheteurs de draps et banquiers prêteurs d'argent. Le centre des échanges est situé ainsi au cœur même de l'Europe, entre Nord et Sud, dans la mesure où les relations entre Nord et Sud se faisant essentiellement *par voie de terre*, la France se trouve être le carrefour de ces routes actives. Ce XIIIe siècle scientifique, averroïste et aristotélicien est parisien. Un historien italien l'a baptisé, sans amour : *il secolo senza Roma*.

Mais ce rendez-vous se rompt au XIVe siècle. Les Gênois, dès 1295, les Vénitiens dix ans plus tard, suivis bientôt par tous les Méditerranéens, réussissent à organiser une liaison maritime directe et régulière entre la Méditerranée et la Mer du Nord où prospèrent Bruges et, à un moindre degré, Londres. Les grandes villes italiennes « capturent » alors, au profit de la mer méridionale, les meilleurs et plus riches trafics d'Europe. Durant « l'automne du Moyen Age », quand la régression économique se fait partout sentir durement, la Méditerranée en général et surtout l'Italie sont les seules économies « à l'abri ». La richesse, la bonne santé des patriciens italiens sont des exceptions. La Renaissance — leur luxe — est fille des cités du Sud, Avignon, Rome, Florence.

Puis, avec la découverte du Nouveau Monde, s'amorce la montée des trafics atlantiques au cours du XVIe siècle. Le centre du monde glisse alors vers Lisbonne, puis Séville. Le Sud gagne donc encore, malgré la prospérité grandissante d'Anvers. Mais au-delà de 1590 commence pour le Sud, pour la Méditerranée, l'Italie, les pays Ibériques, une régression vive, de longue durée. Au contraire le pauvre Nord qui alors s'est lancé dans le commerce direct avec les Indes, se trouve favorisé, surtout dans ses rivages maritimes. Le centre de l'Occident passe à Amsterdam où il se stabilise. La ville gonfle vite, crée sa Banque, puis sa Bourse. En 1610, elle est modeste encore, comme provinciale. Mais avant que le siècle ne s'achève, c'est une très grande ville où la spéculation boursière, telle que nous la présente un Juif ibérique, José de Vega, dans son livre dialogué *Confusion de confusiones* (1688), n'a rien à envier à la spéculation d'aujourd'hui. Quand Amsterdam déclinera, Londres commencera, au XVIIIe siècle, le règne qu'elle devait poursuivre jusqu'en 1914.

Ceci dit notre problème va se poser avec une certaine clarté.

On a souvent soutenu que le protestantisme avait favorisé le capitalisme et ce dernier, selon la théorie célèbre de Max Weber, serait le fils de l'esprit « puritain ». N'est-il pas aussi et plutôt le fils d'une conjoncture économique qui a puissamment favorisé les pays protestants? Le Nord n'a rien inventé : il n'a fait que reprendre les pratiques marchandes et surtout bancaires des grands affairistes d'Italie, les Gênois en particulier. La conjoncture les a mis au cœur de l'aventure qui avait, dès le XVe siècle, jeté l'Europe sur toutes les mers du monde et fondé et renforcé les bases du premier capitalisme marchand.

C'est dans la même optique qu'il faut considérer les statistiques qu'on a dressées et qui prouvent que le monde protestant a joué un rôle dominant dans l'élaboration de la science moderne. La science et la technique vont toujours vers les pays en essor. L'Islam, réputé aujourd'hui pour ses difficultés à former des hommes efficients dans ce domaine, a été le grand inventeur du Xe au XIIe siècle. Galilée qui fonde, en 1590, l'explication mécanique du monde est catholique, quelles qu'aient été ses difficultés avec l'Inquisition. Autant qu'à l'esprit du protestantisme, la science ne s'est-elle pas donnée aux peuples qui se trouvaient, au temps de la grande révolution scientifique moderne, à la pointe de l'économie du monde?

La thèse sur la prépondérance protestante dans l'élaboration de la science moderne a été soutenue dernièrement encore par Jean Pelseneer, *La Réforme du XVIe siècle à l'origine de la science moderne*, in *La Science au XVIe siècle*, Hermann, 1960.

4 Sur le langage préscientifique.

A. La préface du *Monologium* de saint Anselme, archevêque de Cantorbéry (1033-1109), frappe par sa modernité. C'est un beau texte, mais d'explication difficile.

« Quelques frères m'ont prié souvent et avec ardeur de présenter, en forme de méditation, l'ensemble des idées que je leur avais communiquées dans la conversation sur la méthode à suivre pour scruter, par la pensée, l'essence divine et plusieurs autres sujets qui s'y rattachent. Consultant plutôt leur désir que la facilité de l'exécution ou la mesure de mes propres forces, ils m'ont demandé de n'emprunter aucune preuve importante aux Saintes Écritures, mais de n'user, dans toutes mes conclusions comme dans les raisonnements qui les amènent, que du style le plus ordinaire et des arguments qui sont à la portée de tous; de rester fidèle, enfin, aux règles d'une discussion simple, et de ne chercher d'autre preuve que celle qui sort naturellement de l'enchainement nécessaire des procédés de la raison et de l'évidence de la vérité. Ils ont aussi désiré que je ne négligeasse point de répondre aux objections des simples et presque à celles des insensés. J'ai longtemps refusé, et, comparant cette entreprise à mes forces, je n'ai pas manqué de nombreuses raisons pour m'excuser; car, plus ils exigeaient que je rendisse cette matière facile à aborder, plus leurs vœux augmentaient pour moi la difficulté. Vaincu enfin par la modeste importunité de leurs prières et par leur pieux et respectable zèle, plus encore que détourné par la difficulté du sujet et la faiblesse de mon esprit, j'ai consenti, à cause de l'amour que je leur porte, à exécuter aussi exactement qu'il me serait possible le plan qu'ils m'avaient tracé. Je me suis surtout décidé par l'espoir que cet écrit ne serait connu que de ceux qui me l'avaient demandé, et que bientôt, las de le lire, ils ne tarderaient pas à ensevelir dans le mépris et l'oubli un ouvrage beaucoup plus fait pour mettre un terme à leurs prières que capable de satisfaire leur juste curiosité. Cependant il est arrivé, je ne sais comment, contre mon attente, que non seulement les frères, mais d'autres personnes encore en assez grand nombre, ont fait des copies du manuscrit pour en confier le contenu à leur mémoire et l'y conserver longtemps. En l'examinant de nouveau scrupuleusement, je n'y ai rien trouvé qui ne s'accorde rigoureusement avec les écrits des Pères catholiques, et principalement de saint Augustin. Si donc quel-

qu'un trouvait dans cet opuscule quelque opinion d'une nouveauté suspecte ou contraire à la vérité, qu'il ne me regarde pas d'abord comme un novateur ou un apôtre du mensonge; qu'il lise attentivement le traité de saint Augustin sur *la Trinité*, et qu'il juge mon écrit d'après celui de ce Père. Lorsque j'ai dit que l'on pouvait considérer la Trinité comme trois substances, j'ai suivi l'opinion des Grecs, qui confessent trois substances dans une essence, partageant la même foi que nous, qui confessons trois personnes dans une substance; car ils entendent par substance, en Dieu, ce que nous entendons par personne. Quant à tout ce que j'ai dit, je l'ai présenté en supposant un homme qui examine et recherche dans la solitude de sa pensée ce qui lui avait échappé d'abord; tel était le vœu des frères et le désir auquel je voulais donner satisfaction. Au reste, je prie avec instance celui qui transcrirait cet ouvrage d'avoir soin de placer cette préface en tête du livre et des chapitres qui le composent; car il est utile, pour l'intelligence de ce qui suit, de savoir dans quelle intention et de quelle manière cette dissertation a été écrite. Je pense même que celui qui aura lu cette Préface ne se laissera pas aller à un jugement peu réfléchi, s'il y rencontre quelque principe contraire à ses opinions. »

B. Projets de statuts de la « Royal Society » (1663) rédigés par son « curateur », Robert Hooke.

« La tâche et le but de la Société Royale est de faire progresser la connaissance des choses de la nature, et d'améliorer par l'expérience les arts utiles, la manufacture, la pratique mécanique, les machines et les inventions — sans se mêler de théologie, de métaphysique, de morale, de politique, de grammaire, de rhétorique ni de logique.

...Construire un système complet et solide de philosophie, capable d'expliquer tous les phénomènes produits par la nature ou par l'art, et de rendre compte rationnellement des causes de toutes choses. »

C. *Une anecdote retenue par Gaston Bachelard*, in G. Bachelard *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Vrin, 1938.

« Joseph Veratti (Professeur à Bologne, ses *Observations physico-médicales sur l'électricité*, publiées à La Haye, 1750) qui rapporte les théories de Pivatti et de Zanotti... purge son domestique en lui mettant de la scammonée dans le creux de la main pendant qu'il l'électrise. Comme une seconde expérience sur une dame a donné un résultat moins rapide et moins net, il se demande si la vertu de la scammonée n'a pas été diminuée par la première électrisation. Il recommande donc de remplacer chaque fois le morceau de scammonée éventé par l'électrisation. Des purgations aussi indirectes réussissent, aux dires de Veratti, avec l'aloès, avec la gomme-gutte. Veratti voit dans ces expériences la confirmation d'une opinion de Hoffmann qui attribue l'effet des purgatifs « aux particules les plus subtiles et les plus volatiles », la *subtilité* étant presque toujours, pour l'esprit préscientifique, un signe de puissance. Pivatti prône les expériences dont il est l'auteur comme une médication « tout à fait douce ».

D. *Rêveries sur l'électricité voltaïque*, Michel Chevalier, *Lettres sur l'Amérique du Nord*, 2e édit. 1837, tome I, p. 2-3.

« Parmi toutes les acquisitions qui, depuis la fin du siècle dernier, ont agrandi le domaine des sciences d'observation, nulle n'a ouvert un champ plus vaste que la conception de Volta sur le développement de l'électricité par contact et sur son mouvement. Les phénomènes résultant de la communication des deux pôles de la pile voltaïque offrent aux savants une mine inépuisable à exploiter. Il n'y a pas dans la science de fait plus général, puisqu'il suffit que deux corps quelconques se touchent pour que, aussitôt réagissant l'un sur l'autre, ils forment une pile plus ou moins active. Les conséquences de cette inspiration du génie sont incalculables, même après les brillantes découvertes de Davy, les admirables travaux de M. Ampère et les ingénieuses expériences de M. Becquerel. Ce fait physique matériel a un analogue évident dans l'ordre moral. Lorsque vous rapprochez deux hommes qui jusque-là avaient vécu éloignés l'un de l'autre, pour peu que ces hommes aient quelque qualité éminente, leur frottement produit inévitablement quelque étincelle. Si au lieu de deux hommes, les deux pôles de votre pile sont deux peuples, le résultat s'élargit dans la proportion d'un peuple à un homme. Si les deux peuples sont l'Angleterre et la France, c'est-à-dire les deux nations de l'univers les plus riches encore en lumières et en puissance, cette espèce de phénomène voltaïque prend une intensité prodigieuse. Il n'implique alors rien moins peut-être que le salut d'une civilisation ancienne ou l'enfantement d'une nouvelle civilisation. »

5 La crise de 1842 et la consommation du coton.

Jules Michelet, *Le Peuple*, 1847, édit. de 1886, Calmann-Lévy, pp. 72-74.

« Cette malheureuse population asservie aux machines comprend quatre cent mille âmes, ou un peu plus. C'est environ la quinzième partie de nos ouvriers. Tout ce qui ne sait rien faire vient s'offrir aux manufactures pour servir les machines. Plus il en vient, plus le salaire baisse, plus ils sont misérables. D'autre part, la marchandise, fabriquée ainsi à vil prix, descend à la portée des pauvres, en sorte que la misère de l'ouvrier-machine diminue quelque peu la misère des ouvriers et paysans, qui, très probablement, sont soixante-dix fois plus nombreux.

C'est ce que nous avons vu en 1842. La filature était aux abois. Elle étouffait; les magasins crevaient, nul écoulement. Le fabricant terrifié n'osait ni travailler, ni chômer avec ces dévorantes machines; l'usure ne chôme pas; il faisait des demi-journées, et il encombrait l'encombrement. Les prix baissaient, en vain; nouvelles baisses, jusqu'à ce que le coton fût tombé à six sols... Là, il y eut une chose inattendue. Ce mot *six sols* fut un réveil. Des millions d'acheteurs, de pauvres gens qui n'achetaient jamais, se mirent en mouvement. On vit alors quel immense et puissant consommateur est le peuple, quand il s'en mêle. Les magasins furent vidés d'un coup. Les machines se remirent à travailler avec furie; les cheminées fumèrent... Ce fut une révolution en France, peu remarquée, mais, grande; révolution dans la propreté, embellissement subit dans le ménage pauvre; linge de corps, linge de lit, de table, de fenêtres : des classes entières en eurent, qui n'en avaient pas eu depuis l'origine du monde. »

6 La Grèce après la Grèce, Rome après Rome.

Le lecteur s'en est aperçu : au seuil

des chapitres consacrés à l'Occident, nous n'avons pas placé l'énorme, la classique question des origines gréco-romaines. Mieux valait, nous semble-t-il, plaider le dossier après coup, et situer nos explications par rapport à des cadres déjà tracés. L'argumentation y gagnera en clarté.

1° *Nous sommes évidemment en présence d'une continuité de civilisation.* En fait, d'une double ou triple continuité. Il y a eu échange, osmose entre le Proche-Orient et la Grèce, il y a eu transfert de la Grèce à Rome. Enfin de l'Occident romanisé à l'Occident médiéval, il n'y a pas eu de rupture catastrophique. Les grandes invasions du Ve siècle se sont développées sur un espace de temps assez long, une ou deux générations, parfois davantage. Les Vandales franchissent le Rhin, en 406, ils parviennent en Afrique du Nord, en 429. Il s'est agi, en outre, de peuples très peu nombreux. Comme l'a écrit, et souvent dit, Henri Pirenne : « Les Barbares ont barbarisé l'Empire », ils n'ont pas interrompu sa continuité culturelle; d'autant que, très souvent, ils se sont perdus corps et biens dans ces « pays du vin » et leurs sociétés solidement en place.

La civilisation romaine, amoindrie, se maintient. Le latin populaire continue à vivre et peu à peu à évoluer selon des règles faciles à reconstituer après coup, si bien que surgissent ces langues *romanes,* voisines les unes des autres (portugais et galicien, catalan et provençal, castillan, français, italien, rhéto-roman, roumain). Les littératures « nationales » ne s'affirmeront pas avant le XIe siècle, en France, et s'épanouiront à partir des XIIe et XIIIe siècles, parfois plus tard. Le latin savant, lui aussi déformé, continue à être la langue des chancelleries et de l'Église, des intellectuels aussi. Le « Moyen Age latin » a ainsi duré une dizaine de siècles, au bas mot, siècles décisifs pour la formation de la pensée et de la civilisation occidentales; nul livre ne l'a montré avec plus de force convaincante que le dernier ouvrage d'Ernst Robert Curtius : *La littérature européenne et le Moyen Age latin* (traduction française, Presses Universitaires, 1956). Que montre-t-il à l'étage supérieur de la civilisation? La persistance de leçons, de styles, de procédés, d'images, de lieux communs de très vieille formation. Rien n'est plus révélateur, au gré de nos curiosités, qu'un catalogue de ces réminiscences, qu'elles mettent en cause la Nature, le paysage idéal, l'allégorie, la philosophie ou les Muses..., soit un immense cortège. Le plus étonnant est d'ailleurs la durée du spectacle, car ce lot d'images se poursuivra à travers les langues et les littératures nationales longtemps encore, jusqu'au XVIIIe siècle sans doute, voire jusqu'à nous-mêmes. Ernst Curtius en fait la démonstration dans l'étude *in fine* sur *Diderot et Horace* (*op. cit.*, p. 649 sq.). Diderot, dont Gœthe, mieux qu'un autre, a compris la grandeur, a été le « caissier », dirions-nous, le ravitailleur en idées d'une génération d'intellectuels, le novateur par excellence. Or des passages entiers de son œuvre ne prennent leur accent véritable que dans cette immense rétrospective.

Toute cette démonstration est essentielle. Cependant, la civilisation déborde, en fait, le domaine brillant de la littérature : la continuité latine, c'est aussi la langue commune, prompte à se déformer, nous l'avons dit, les noms de lieux, les noms de famille. C'est aussi, et plus encore, le Christianisme, nous l'avons dit également. C'est non moins des implantations de routes, de villes, de frontières, entre quoi l'Occident a trouvé un logement tout aménagé. Le *limes* Rhin-Danube, c'est une de ces blessures très vieilles, mal cicatrisée, qui est, en quelque sorte, restée vivante.

Peut-être faut-il ajouter que cette survie s'est poursuivie dans un monde qui n'a guère le sens du temps, de la relativité du temps. « Le Moyen Age n'a pas de temps : quand les Primitifs peignent une crucifixion, les personnages du Calvaire sont habillés comme les contemporains du peintre! Si vous voulez savoir ce que c'est que le temps du Moyen Age, justement, représentez-vous une crucifixion avec Saint Jean en chapeau melon et la Vierge sous un parapluie. Le Moyen Age est un éternel printemps » (André Malraux). C'est au cours de cet éternel printemps que l'Antiquité a végété et fleuri, des siècles durant, dans le sol d'Occident. Car il faudra longtemps encore pour que les représentations et les costumes prêtés à l'Antiquité réclament une certaine couleur, une certaine véracité historiques. Il y a alors prise de distance vis-à-vis du modèle, dont l'Occident commence ainsi, mais très lentement, à « se partager ».

2° *Au lieu de Rome et la Grèce, vaut-il mieux dire : la Méditerranée?*

Peut-être, mais cela ne simplifie guère les problèmes. En effet, qu'est-ce que la Méditerranée? Une succession de mers particulières, d'espaces liquides avec leurs liaisons, commodes ou difficiles, leurs peuples de marins et une vie d'ensemble qui s'essaie à grouper espaces et circulations. Et cette vie unitaire se soude aux pays que baigne la Mer Intérieure, aux routes terrestres qui y aboutissent ou en partent; d'un mot cette vie se répercute dans l'épaisseur continentale du Vieux Monde et reçoit, en échange, de violents chocs en retour.

La vocation singulière de la *Mer Intérieure* est issue de ces liaisons quotidiennes, banales; leur importance vient de ce que la Mer Intérieure a été longtemps la route de mondes civilisés extrêmement dissemblables. Son rôle? Affronter, user ces différences, mélanger les couleurs, organiser les transferts.

Mais quelles sont les civilisations opposées, les unes purement maritimes, certaines continentales, d'autres franchement mixtes? En fait, ces dernières l'emportent : il n'y a pas une puissance continentale qui ne s'adjoigne, un jour ou l'autre, une marine trop heureuse d'entrer à son service : les Phéniciens furent au service des Perses. Il n'y a pas de puissance marine non plus qui ne se saisisse, si elle le peut, d'un espace continental. Même Venise, au début du XVe siècle, se saisit de la *Terre Ferme.*

Toutefois ces civilisations sont à définir au-delà de leurs logements et de leurs moyens politiques de puissance. L'habitude est bonne, malgré bien des imprécisions, de les classer en deux familles, l'Orient d'un côté, l'Occident de l'autre; ce qui nous rappelle opportunément que l'histoire culturelle, comme l'histoire politique qui la soutient et qu'elle soutient, obéit souvent à cette loi de *bipolarité* dont parle Raymond Aron.

Mais ici, la bi-polarité est-elle si nette? L'existence de ces deux blocs et leurs affrontements au cours des siècles ont-ils été aussi tranchés qu'on le dit souvent? Orient et Occident se sont mélangés, confondus, recouverts, déplacés. L'un et l'autre, ils auront changé de noms et de formes. L'Orient, ce sont les Phéniciens, les Perses, les Carthaginois, les Arabes, les Musulmans; l'Occident les Grecs, les Romains, les Chrétiens d'Occident, l'Europe... Pour les cas mixtes, songeons aux Étrusques, aux Juifs, aux Byzantins, aux États Latins

de Terre Sainte, aux Turcs Osmanlis (successeurs après tout des empereurs grecs). Ces civilisations de l'un et de l'autre bord l'ont emporté tour à tour, celle-ci rayonnante, celle-là condamnée à recevoir; puis les rôles se renversent. Et ainsi de suite. Aux origines du « miracle grec », n'y a-t-il pas les lumières réfléchies des miracles du Proche-Orient, d'Égypte, de Chaldée, d'Iran? Elles sont aussi aux sources de la splendeur de l'Islam, avec toute la lumière issue de la Grèce ancienne.

Nous parlions de « bipolarité » à la suite de Raymond Aron. Ne doit-on pas prendre à un économiste, François Perroux, ses notions de pôle de développement, d'économie dominante? Il y a eu toujours des civilisations dominantes, d'autres dominées. J. Huizinga a-t-il raison (ou tort, comme nous le pensons), d'affirmer qu'il n'y a pas eu d'opposition Occident-Orient tant que l'Empire romain a subsisté, maître à lui seul de tout l'espace méditerranéen, surtout après qu'il se fût libéralisé en accordant, en 212 (Édit de Caracalla), la citoyenneté à tous les hommes libres de l'Empire? « Dès ce moment, l'idée de *civilitas romana* sous-tend toute perfection terrestre. » Mais n'est-ce pas confondre Empire et Civilisation, ce qui d'ailleurs semble naturel à Huizinga? En fait, culture et contenant politique se distinguent assez souvent. Les civilisations diverses qu'a jointes la conquête romaine ont continué à vivre, à fermenter : elles éclatent au ve siècle à la faveur de hasards extérieurs, qui les libèrent.

Dans tout cela, quel est le rôle de la Méditerranée? Elle a été au service du plus fort puis, la roue tournant, de celui qui était le plus faible, la veille. Encore faut-il que la mer, pour jouer son rôle, brasse des richesses abondantes. Or la Méditerranée a connu des éclipses, des pauses prolongées. Ainsi, en gros, du ve, ou mieux du VIIe au Xe siècle; ainsi au-delà du XVIe siècle. Dans son jeu, la Mer Intérieure ne fait donc que refléter les rythmes économiques du monde qui l'enveloppe. Après le XVIe siècle, elle cessera d'être le centre des échanges du monde, victime d'une révolution silencieuse survenue très au-delà de ses espaces familiers. Ses civilisations en ont subi le contre-coup.

Si l'Occident « se partage » de l'Orient, comme le suggère Michel Foucault, c'est non seulement au terme d'un long processus qui aboutit à une prise de conscience, c'est aussi à l'occasion de cette pause prolongée des trafics méditerranéens. Même l'Europe méditerranéenne en souffre, dont le Baroque aura été la dernière création, victorieuse aux dimensions même de l'Europe, entre XVIe et XVIIIe siècle, dates larges.

3° *Le monde antique s'est fractionné au Ve siècle entre un Empire d'Orient et un très fragile Empire d'Occident, celui-ci appelé à disparaître, celui-là à durer contre vents et marées jusqu'en 1204 et même jusqu'en 1453. Ces deux mondes, ces deux moitiés de la Méditerranée subissent le choc de l'Islam aux VIIe et VIIIe siècles; les conquêtes musulmanes se faisant équitablement au détriment des deux maisons anciennes et de la mer commune qui les relie. Finalement, ce sont des mondes antiques dissociés, qui, par leur rayonnement, ont éclairé et facilité la double et longue enfance de l'Europe. A l'Ouest a triomphé le rayonnement latin, à l'Est, surtout à partir du IXe siècle, le rayonnement que l'on peut qualifier tout à la fois de grec, de byzantin et d'orthodoxe.*

Ce clivage, acquis avec le IXe siècle et qui s'affirme par la suite, est une des grandes cassures internes de l'Europe.

Nous avons dès lors tous les éléments, sinon pour résoudre, du moins pour poser le problème, plus compliqué que ne disent encore les habituels résumés, car ceux-ci oublient trop volontiers la survivance et le rayonnement de Byzance et ils croient, nous y revenons dans un instant, que les jeux sont faits dès le ve siècle. Or il y a, au-delà des invasions germaniques, bien des rebondissements, bien des « avatars » de la civilisation antique.

a) Donc *n'oublions pas Byzance*, ce qui reviendrait à continuer une tradition de dénigrement fort longue à l'égard de cette patrie ancienne de l'Europe de l'Est. Sans doute Byzance ne s'est-elle pas perpétuée telle quelle. Elle a vécu, et donc changé. « S'il fallait résumer d'un mot l'impression que laisse l'Empire d'Orient à qui... en considère l'histoire ou la civilisation, c'est peut-être le mot d'*effort* qui conviendrait le mieux. Effort pour résister à d'innombrables ennemis; pour assimiler et fondre les races si diverses qu'attiraient sa grandeur et sa prospérité; effort pour adapter l'administration, la législation, tout le régime politique à des circonstances si changeantes... » (Paul Lemerle.)

Byzance a été le conservatoire, la bibliothèque du monde antique, le cadre aussi d'une multiple expérience personnelle. Elle a ajouté à ce dont elle avait hérité « les fruits de son long commerce avec l'Orient et l'Islam ». Et elle a transmis le tout aux « peuples avec lesquels elle fut en contact, et enfin à l'Occident lui-même où tant de Grecs instruits, lors de la conquête turque, vinrent chercher asile avec les débris de leurs bibliothèques ». Il y a ainsi Byzance à Byzance, puis hors d'elle-même, puis après elle-même.

b) *Les rebondissements vers l'Ouest*. La civilisation antique n'a cessé de rebondir vers l'Occident. La fuite des humanistes grecs après la chute de Constantinople, en 1453, est l'un de ces rebondissements et dont on voit les tenants et aboutissants. L'arrivée de la pensée d'Aristote au XIIIe siècle en est un autre. De même au milieu de ce vaste retour de l'antique que fut la Renaissance, la diffusion tardive, par les soins de l'imprimerie, de tant d'œuvres grecques. Nous avons dit l'importance de la « découverte » de la pensée d'Archimède dans la genèse de la révolution scientifique du XVIIe siècle. Si l'on ne se trompe pas, à certaines époques décisives, les communications entre l'Occident et la lointaine Rome et la lointaine Grèce, jamais interrompues, se rétablissent, se multiplient. Pensée grecque et pensée romaine se font brusquement plus proches de leurs lointains rejetons. Il serait facile de signaler ces reprises de contact, ces dialogues à nouveau poussés au premier plan en suivant patiemment la fortune variable ou de Platon, ou de Cicéron, ou de Sénèque, ou d'Horace.

Un bon exemple, pour conclure, c'est l'histoire, en Occident, du Droit Romain. Compilation tardive, le Code Justinien va longtemps servir de leçon, de modèle. Il a été étudié, transmis, pour aboutir à la première édition (1529-1531) du Hollandais Grégoire Haloander. Au-delà de 1583, l'habitude se prend de désigner cette compilation justinienne sous le nom de *Corpus juris*, et même, pour la distinguer de la collection analogue de droit canon, sous le nom de *Corpus juris civilis*.

En gros, deux périodes relancent le droit romain, établissent sa vogue en Occident : au XIIIe siècle à partir de la puissante Université de Bologne; au XVIe siècle à partir d'Universités comme

celle de Toulouse en France. Cette remise en honneur inspire alors nombre de légistes et opère un transfert, au bénéfice du prince, de toutes les prérogatives qui avaient été reconnues jadis à l'Empereur. Rien n'a plus contribué à substituer aux royautés anciennes, fondées sur les droits du sang, les monarchies soutenues par leurs armées de juristes. Ainsi l'ombre vivante de Rome agit au seuil même de la modernité politique de l'Europe. Mais qui en doute?

c) Pour conclure un débat à peine esquissé, formulons deux questions qui seront laissées sans réponse : elles appelleraient aussitôt la discussion :

1° Un historien, André Piganiol (*L'Empire chrétien*, P.U.F., 1947, p. 422) a-t-il, ou non, raison d'écrire : « Il est faux de dire (à la veille des invasions germaniques) que Rome était en décadence... La civilisation romaine n'est pas morte de sa belle mort. Elle a été assassinée »?

2° Des générations d'intellectuels pensent obstinément que notre Occident ne peut vivre sans un retour constant aux sources antiques. Or, malgré ces affirmations passionnées et qui émeuvent toujours un Occidental, ne peut-on soutenir que l'Occident, à l'heure actuelle soit en train de se « partager », et à vive allure, de l'héritage antique dont il a fait sa nourriture de prédilection?



Une tradition française : L'art culinaire.

Ci-dessus, gravure du XVIII[e] siècle et *ci-dessous* : Extrait d'une préface écrite en 1926 par Charles Monselet pour une édition du traité de Brillat-Savarin, *La Physiologie du goût* (Flammarion édit.).

« Depuis Brillat-Savarin, je cherche en vain les tables que l'on cite, les amphytrions qu'on renomme. Où sont les grands cuisiniers? Quels noms avons-nous à présent à opposer à ceux de Carême et de Robert?

On mange beaucoup cependant; les restaurants se sont multipliés à l'infini. Qu'est-ce que la cuisine y a gagné? Je pourrais plutôt vous dire ce qu'elle y a perdu. Presque tous les rôtis se font aujourd'hui au four. Abomination!

La sollicitude des praticiens d'aujourd'hui s'est toute reportée sur la cuisine d'ornementation, sur le service de table. On soigne les aspics, les chartreuses, tout ce qui est pièce montée; on travaille pour l'œil... A tous les étages de la société, dans tous les mondes je retrouve cette manie envahissante de paraitre. Parlerai-je de la cuisine officielle, des diners de ministère? Ce ne sont pas des diners où l'on vient pour manger. Là surtout, le chef est plus fier d'un kiosque chinois sur rocher en sucre que d'une carpe à la Chambord. La cuisine officielle a cessé d'exister depuis Cambacérès...



Fabrication du « papier » d'agave : terre cuite (Amérique Centrale), 300-950 ap. J.-C.

L'AUTRE NOUVEAU MONDE : L'AMÉRIQUE LATINE

L'Amérique offre deux grands ensembles culturels. « L'Amérique », sans plus, c'est-à-dire les États-Unis (auxquels il faut joindre le Canada, entraîné dans leur sillage) : c'est le Nouveau Monde par excellence, celui des merveilleuses réalisations, celui de la « vie future ».

L'autre Amérique, la plus vaste moitié du continent, semble s'accommoder de l'épithète récente de « latine » qui lui a été appliquée (vers 1865, et non sans arrière-pensées, alors) par la France, puis par l'Europe. C'est une Amérique une et multiple, haute en couleurs, dramatique, déchirée, divisée contre elle-même.

Commencer par elle, ce sera éviter la comparaison immédiate, ne pas l'écraser, à l'avance, sous le poids habituel des immenses progrès de l'Amérique du Nord, et ainsi mieux la voir en elle-même, comme elle mérite d'être observée : dans son humanisme de haute qualité, dans ses problèmes particuliers, dans ses progrès évidents. Elle a été, hier, très en avance sur l'autre, elle a été la première Amérique riche, et de ce fait, convoitée. Hier. Puis la chance a tourné. Le sort présent de l'Amérique Latine est loin d'être très heureux : il est surchargé d'ombres Pour elle, le jour ne s'est pas encore vraiment levé.

I. Espace, nature et société : le témoignage d'une littérature.

Plus que toute autre région au monde, l'Amérique Latine ne cesse de changer et vite : les images d'hier risquent, demain, de ne plus rien valoir ou de sonner faux.

Si l'on ne peut la voir de ses yeux, il faut lire au moins son admirable littérature, directe, peu sophistiquée, naïvement, franchement engagée : elle offre mille voyages en esprit, et son témoignage est d'une netteté qui dépasse ce que les reportages, les études sociologiques, économiques, géographiques et historiques (ces dernières, cependant très souvent excellentes) peuvent nous offrir.

Elle révèle aussi, ce qui est sans prix, le parfum de pays et de sociétés toujours à part, souvent secrets, malgré la jovialité et la franchise de l'accueil.

1. L'Amérique Latine est un immense espace. Son humanité clairsemée encore flotte dans un vêtement démesurément large. L'espace surabonde, cette surabondance saoûle les hommes.

Assurément depuis que l'aviation efface, humanise, escamote ces dimensions colossales, le voyageur étranger, de plus en plus, risque de perdre de vue cette coordonnée de base.

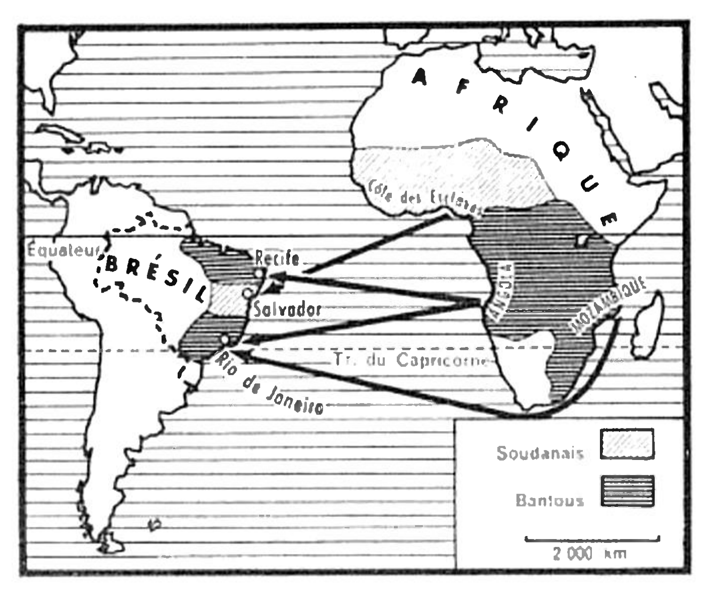
Hier, déjà, il ne fallait plus que six heures pour traverser le bassin amazonien, c'est-à-dire le survoler, car le bassin amazonien ne se traverse qu'avec les pires difficultés (*isto é matto*, ça c'est de la forêt, comme dit le Brésilien). La traversée des Andes, entre Argentine et Chili, se faisait avec des bimoteurs et ces avions légers s'engageaient dans la vallée même de la Cumbra, juste à l'aplomb du petit train à crémaillère, poussés par le vent tantôt d'un côté, tantôt de l'autre de la large vallée, mais *entre* les chaînes, au-dessous d'elles, en somme. Aujourd'hui, les quadrimoteurs passent tous les jours par dessus l'obstacle. Les Andes ne sont plus qu'un quart d'heure, dix minutes de glaciers étincelants dans le soleil, avant de plonger vers la plaine argentine vide, ou la côte chilienne. Et surtout l'aviation s'est généralisée : sa chanson allègre est maintenant la même, partout, en Amérique Latine.

Mais, en fait, seuls les voyageurs privilégiés connaissent ces sauts prodigieux, ces excursions de luxe qui vous arrachent à Mexico où les *Nortes* (les vents du Nord) ont gelé la veille les plantes vertes des jardins pour, quelques instants après, vous jeter dans les chaleurs du Yucatan, de la Vera Cruz ou vous déposer près des eaux paradisiaques et des fleurs de la côte du Pacifique, à Acapulco. De même, seules les marchandises précieuses ou rentables sont enlevées par les cargos aériens : les fruits de mer du Chili, que l'avion porte à Buenos Aires, les bêtes sur pied ou la viande de choix que les avions, à partir de Mendoza, font

LE PEUPLEMENT DE L'AMÉRIQUE LATINE



1. **Amérique espagnole et Amérique portugaise :** En noir les régions de langue espagnole, en hachures les régions de langue portugaise. Les deux graphiques rapportent l'une à l'autre la superficie (en haut) et la population (en bas) de chacune de ces deux Amériques latines. L'Amérique espagnole représente, en hommes, une part plus forte encore qu'en terres : l'Amérique espagnole est relativement plus peuplée que l'Amérique portugaise.



2. **L'origine des noirs d'Amérique.**

basculer au-dessus de la Cordillière, vers Santiago ou vers les mineurs du Nord désertique du Chili.

Cette arithmérique nouvelle des distances reste donc une exception, malgré les apparences. Sur les aérodromes de Rio de Janeiro, un avion décolle ou atterrit, chaque minute. Mais les voyageurs transportés ne représentent qu'une faible partie de la population, sa bourgeoisie, si l'on veut. Et l'avion, en Amérique Latine, ne joue pas le rôle de ces *transports populaires* (trains, autobus, voitures particulières) qui donnent à l'Europe ses réseaux serrés de circulation.

L'Amérique Latine vit encore, elle a vécu, elle s'est formée dans un espace mesuré au pas des hommes et des bêtes. Ne disons pas à la vitesse des chemins de fer : ceux-ci sont rares; ou des routes : celles-ci parfois superbes (les *carreteras* du Mexique) sont peu nombreuses, en voie de construction ou de réfection continuelle. De ces multiples lenteurs, l'Amérique Latine porte encore la marque.

C'est au travers de cette soumission à la distance qu'il faut chevaucher ou cheminer en imagination, avec *Martin Fiero*, le gaucho de l'époque héroïque que José Hernández a inventé en 1872, ou *Segundo Sombra* le dernier gaucho libre et errant de la Pampa argentine, qu'a créé (1939) le génie de Ricardo Guiraldes — qu'il faut voir *Les Brousses* du nord-est brésilien, dans le « quadrilatère » de la sécheresse et de la faim, *Os Sertoès,* d'Euclydes da Cunha (1902); ou lire les plus beaux récits sur l'espace sans fin de l'Argentine intérieure, peuplée encore d'Indiens, et que rédigea, au jour le jour, pour le journal : *La Tribuna* de Buenos Aires, (1870) Lucio Mansilla *(Una excursión a los Indios Ranqueles)*, ou, mieux encore, ceux de cet Anglais, au vrai naturalisé argentin, Enrique Hudson (1841-1922) sur la Patagonie, alors absolument vide.

Voici encore, dans toute leur beauté, les voyages de l'Allemand Alexandre de Humboldt (1769-1859), ceux du Français Auguste de Saint-Hilaire (1799-1835), l'un et l'autre étrangers, mais à ce point pris par les pays qu'ils ont décrits, que la littérature sud-américaine les a aussitôt annexés à bon droit.

Une des images les plus vives de ces voyages classiques : celle, sans doute, des troupes muletières, avec leurs routes fixes, leurs horaires presque, et leurs « gares », ces *ranchos* où bêtes, marchandises et gens font halte, le soir, pour reprendre la course, le lendemain. Ces caravanes muletières, premier camionnage, premiers chemins de fer, a-t-on dit... Premiers moyens de maîtriser l'espace, sauvage et proliférant aujourd'hui encore. Car, sous nos yeux, si l'homme ne s'enracine pas franchement comme en Occident, s'il quitte sa terre avec trop de facilité, c'est que l'espace surabonde un peu plus loin. Aujourd'hui encore, des fleuves de troupeaux continuent à parcourir le cœur du continent, comme au XVI[e] ou au XVII[e] siècle, pour surgir, à bout de course, sur les foires traditionnelles de bestiaux, ainsi à l'intérieur de l'État bahianais. C'est là une forme primitive, peu coûteuse d'exploitation, un capitalisme à bon marché, tant que l'espace est donné *gratis*, ou peu s'en faut.

Rien de plus naturel si les hommes, perdus, noyés dans l'espace, si les villes, elles surtout, situées à des mois et des mois de distance des métropoles européennes, ou des capitales coloniales, si les provinces, certaines plus vastes que l'Italie ou que la France, finalement se gouvernent un peu à leur guise, hier surtout, faute de mieux et parce que, d'abord, il faut vivre. Dans les deux Amériques, la « démocratie américaine », avec son *self government*, est fille, en partie, de l'espace. Cet espace qui amortit tout, qui conserve tout aussi, du moins tant qu'il n'est pas vaincu.

2. Arracher les paysans à la nature barbare: le grand rêve d'hier. La nature sud-américaine a fabriqué, elle fabrique encore des hommes admirables, pauvres, durs à la peine : le gaucho de la Pampa, le caboclo brésilien, le paysan mexicain, le peon. Ce dernier prompt à se révolter pourvu qu'il ait un vrai chef, tel l'admirable Emiliano Zapata qui tint campagne autour de Mexico, de 1911 à 1919.

Or, le problème n'est-il pas de les arracher à la misère qui constitue l'essentiel de leur « barbarie »? Tous les intellectuels fervents du XIXe siècle, et encore du XXe, en ont rêvé. Non pas dresser ces hommes (sauf si c'est nécessaire) comme on maîtrise des chevaux sauvages, mais leur enseigner à vivre, à se soigner, à lire. Tâche urgente, loin d'être accomplie : l'actualité connait encore de ces croisades, dites d'alphabétisation, menées conjointement, avec passion, par des instituteurs, des médecins et des hygiénistes qui vont par groupes.

Ces paysans, ces héros barbares ont naturellement leur place dans nombre de romans du XIXe et du XXe siècle, romans d'hier qui nous les montrent aux prises avec la civilisation, dans un vrai duel d'amour. Cette sentimentalité symbolique en fait souvent des romans roses qui n'en sont pas moins un témoignage : un léger coup de pouce d'ailleurs et ce seraient des romans noirs.

Martin Fierro (1872), dans la Pampa argentine, est un rustre, mais il est chrétien, et le voilà tiré de sa rude vie par une première douceur qui s'ajoute à la douceur de la poésie — car il chante et il versifie — qui s'ajoute aussi à son *pundonor*. Il est vrai que ce point d'honneur, c'est souvent le coup de couteau à donner à la *Pulperia*, ce cabaret fortifié d'hier où, en plein bled, le bistroquet vend de l'alcool... Avec *Doña Barbara*, c'est une femme que Romulo Gallegos (qui fut un Président progressiste du Vénézuela, chassé par le coup d'État de 1948) met en scène. Le nom de l'héroïne est choisi pour que nul ne s'y trompe : belle, éblouissante, sauvage, canaille aussi et sans scrupules, elle a les qualités et les défauts qui lui permettent de saisir sans vergogne ce qu'elle désire. Elle ne l'emportera pourtant pas, rassurez-vous, contre le naïf, tendre et sympathique « docteur en droit » qu'un hasard de succession ramène vers les *llanos*, au cœur de la vie pastorale, au bout des fleuves que l'on doit remonter par des bacs d'une lenteur désespérante, ce qui donne des loisirs, au moins, pour tirer sur la cible dormante des caïmans. Et notre docteur tire tel Buffalo Bill... *La Negra Angustias*, qui a valu à son auteur, Francisco Rojas Gonzales, le prix national de littérature mexicaine (1944), est, elle aussi, belle, naïve et, il faut bien l'accepter sinon le roman ne tiendrait pas debout, c'est en même temps un chef de bande cruel, impitoyable. Que cette tigresse innocente s'apprivoise brusquement, un beau matin, devant un modeste instituteur, qui lui apprend à lire : le miracle est là. Angustias a épousé la civilisation et son instituteur.

Tous les romans de cette veine n'ont pas cette couleur sentimentale : la *Voragine* (1925) du colombien José E. Rivera est l'épopée triste de héros que l'Amazonie dévorera. Mais, roses ou noirs, c'est à la *nature* qu'ils s'en prennent, la nature qui ensauvage l'homme et qu'il suffirait de maîtriser pour civiliser ou libérer l'homme, du même coup. Si l'on en croyait Benjamin Subercaseaux, le malheur du Chili ne serait que sa « géographie folle », (*Una geografía loca*, 1940).

Cette littérature, cette vision sont d'hier. Elles s'effacent aujourd'hui de l'horizon vivant, peu à peu, parfois à regret.

3. Une littérature sociale et paysanne de combat commence à vivre : Aujourd'hui, le misérable, isolé du monde par la nature, l'espace, ou sa seule misère, reste toujours le héros littéraire par excellence, mais il est pris en charge par une littérature nouvelle de combat, violente, directe, haute en couleurs, et qui le présente, cette fois, comme la victime avant tout de la société, de la civilisation même, à vrai dire aussi indifférente à l'horreur de sa vie que la nature sauvage elle-même.

Cette littérature marque un tournant, une heure nouvelle : révolutionnaire assurément, elle témoigne d'une prise de conscience aiguë de problèmes proprement sud-américains et d'une confiance amoindrie dans les bienfaits à attendre, sans plus, de la « civilisation ». D'où son réalisme sombre, et son désespoir.

Le roman de Mariano Azuela (1873-1952), *Los de abajo* (Ceux d'en bas) (1942) n'est qu'un long cri. Il nous jette dans cette révolution multiple et anonyme qui a fait, *sans l'achever*, le Mexique moderne, depuis 1910 au moins, et lui a coûté peut-être un million de morts, de pauvres morts. L'histoire de cette poignée de soldats révolutionnaires qui vont mourir (et que l'auteur a vu mourir, car il était lui-même médecin d'un groupe de révolutionnaires) est l'histoire désenchantée de pauvres diables désarmés devant l'impla-

LA MISÈRE PAYSANNE



1. « **Flagellados** » **abandonnant leur terre** (Bahia).



2. **Des techniques agricoles primitives** (Pérou).



3. **Troupeau de lamas** (Pérou).

cable société, avec ses riches trop riches, féroces, et ses pauvres trop pauvres, trop nombreux et trop naïfs.

Les romans fleuves du très grand écrivain Jorge Amado, qui tous concernent le nord-est brésilien, pays de la faim, de l'émigration, de l'éternelle misère, sont d'une beauté, d'une violence inouïes. Quel que soit leur caractère *engagé*, leur ton de plaidoirie, ils sont un témoignage extraordinaire, véridique, sur une paysannerie incroyablement primitive et sur les drames de la faim, dans une campagne quasi féodale où l'homme n'a même pas, de son côté, la douceur de la terre.

Partout, nous retrouverions, au gré des lectures, ce même témoignage lancinant. Avec l'écrivain George Icaza, nous voilà en Équateur. Sur une carte, un tout petit pays (en fait, avec ses 450 000 km , il est plus vaste que l'Italie et s'offrait, il y a quelques années, à recevoir un million d'immigrants, qu'il absorberait aisément, ne comptant encore que deux millions d'habitants). Alfonso Pereira (le héros de *Huasipungo*, 1934, trad. fr. 1946) gagne avec sa famille son domaine, dans la haute montagne, loin de Quito, par un rude chemin muletier. Évidemment, il ne peut attendre en ville la naissance illégitime de l'enfant de sa fille, assez sotte pour avoir écouté un Indien. Dans la montagne, cette naissance malencontreuse ne fera aucun bruit. Étrange montée. Arrivés au bord des hauts marécages, les mules s'embourbent. Chacun met pied à terre : alors, « les trois Indiens, après avoir essuyé du revers de leurs manches leur visage givré par le brouillard se préparent à prendre sur leur dos la toute beauté de leurs patrons; ils retirent leurs *ponchos*, roulent leurs amples pantalons de pauvre toile jusqu'au haut des cuisses, enlèvent leurs chapeaux de laine, plient leur poncho autour du cou comme un foulard de bandit et s'exposent à la morsure du froid qui se glisse à travers les trous et les déchirures de leur cotonnade... Ils offrent leurs épaules pour que la famille (le père, la mère et la fille) puisse, du dos des mules, passer au dos des hommes ». Et la troupe s'enfonce dans la boue glacée...

Littérature forcée, émouvante toujours. Peut-être, en raison même de la dure réalité sociale, s'attarde-t-elle à ce qui est, pour l'essentiel, une violente question agraire et ainsi se complait-elle à voir la seule misère des campagnes. Celle des ouvriers, dans les faubourgs industriels ou dans de lointaines régions minières, lui échappe. Elle ne l'a pas encore vécue. Un des rares et bouleversants témoignages qui ait été publié sur la misère citadine (en dehors des études de sociologues qui ne valent que pour de petits groupes de spécialistes) est celui d'une quasi-illettrée, une noire brésilienne, Carolina Maria de Jésus, qui, vivant dans un bidonville de São Paulo, écrivait son journal quotidien. Il ne s'agit pas d'une œuvre littéraire, encore moins d'une étude sociologique, mais d'un document à l'état pur (traduction française, *Le Dépotoir*, 1962, Stock édit.)

A ces rares exceptions près, c'est la misère paysanne qui envahit une littérature entière, une

misère qui paraît coupée de tout espoir, quel qu'il soit, qui semble n'appeler, pour unique remède, que la révolte, la violence, la révolution. C'est sans doute pourquoi entre autres raisons, la révolution cubaine de Fidel Castro, si profondément paysanne, a eu et a, dans toute l'Amérique Latine un tel retentissement. Quoi qu'il en advienne, elle signale une heure historique. A tout le moins, la nécessité absolue, dont sont conscients tous les intellectuels d'Amérique Latine, quelles que soient leurs opinions personnelles, d'un sérieux examen des problèmes politiques et sociaux et des solutions qu'ils exigent.

II. Face au problème des races : la quasi-fraternité.

Toutefois l'Amérique Latine a su résoudre, ou, pour le moins (et quels que soient les réticences, les retards ou les restrictions mentales), elle est en train de résoudre l'une des plus graves difficultés qui se posaient à elle : le problème des races.

La première différence, non la seule, entre l'Amérique du Nord et celle du Sud, c'est sûrement le libéralisme spontané, souvent affirmé, que celle-ci manifeste, et de plus en plus, à l'égard des préjugés ethniques. Tout n'est pas parfait, sans doute, en ce domaine des couleurs de peau. Mais dans quelle partie du monde a-t-on fait mieux, ou aussi bien? Il y a là déjà un immense succès.

L'histoire cependant ne l'avait pas préparé, puisqu'elle a mis là, côte à côte, les trois grandes races du monde, jaune, (les Indiens faussement baptisés « rouges »), noire, blanche — toutes les trois vigoureuses et dont aucune n'est prête à s'effacer devant les deux autres.

Ces problèmes ethniques ne se poseraient pas, évidemment, si l'Amérique précolombienne était restée seule en place, avec ses civilisations cohérentes : l'aztèque (plus les Mayas), c'est-à-dire, en gros, la mexicaine; l'andine, c'est-à-dire cette série de civilisations brillantes de la haute montagne qu'avait à peu près réunies, sous son autorité pseudo-« socialiste », l'Empire des Incas, sans compter les immenses zones des cultures primitives, à qui appartenait le reste du Nouveau Monde.

Aucun des problèmes ne se poserait, non plus, si l'Europe avait été, à la fin du XVe siècle, un pays surpeuplé, capable de tout soumettre à sa loi et à sa présence réelle, et non ce petit monde qu'elle était alors de quelque 50 millions d'habitants, acharnés (et condamnés) à produire leur pain quotidien, un monde qui n'abandonna qu'au compte-gouttes quelques-uns de ses hommes pour l'aventure américaine. Durant *tout* le XVIe siècle, c'est 100 000 hommes peut-être, au total, qui quittent Séville pour le Nouveau Monde. S'ils purent tout dominer, que purent-ils vraiment saisir du monde américain?

Le troisième problème ne se poserait pas non plus si les côtes du golfe de Guinée tout d'abord, puis toute l'Afrique littorale n'avaient fourni les hommes qui manquaient, ces esclaves noirs sans lesquels il n'y aurait eu ni sucre, ni café, ni poudre d'or.

Ainsi les trois races se retrouvent-elles aujourd'hui au rendez-vous : aucune n'a été assez forte pour éliminer, ou même tenter d'éliminer les autres. Condamnées à vivre ensemble, elles ont su, malgré quelques heurts inévitables, s'en accommoder, se mêler, et atteindre un certain degré de tolérance et d'estime réciproques.

1. Les espaces ethniques: Rien de plus clair, en tout cas, que les survivances et les localisations géographiques des diverses races, à l'heure actuelle. Le passé les explique.

C'est aux civilisations indiennes que se sont heurtés les premiers conquérants blancs, ils les ont assurément sauvagement traitées et tout aurait pu être emporté. Aux ravages de la conquête s'ajoutèrent, en effet, les catastrophes plus grandes encore de l'exploitation et du travail forcé. La population indigène diminua dans des proportions inouïes. Partout, où l'Indien était resté primitif (itinérant, souvent mangeur de manioc), vivant à l'état tribal, il aura été balayé, et presque dès ses premiers contacts avec la présence européenne; seules l'auront protégé quelques régions d'accès très difficile où le Blanc pénétra parcimonieusement et tard, comme l'Amazonie.

Mais les vraies civilisations indiennes, les civilisations denses ont toutes réussi finalement à survivre. Désarmées, mal outillées (elles ne connaissaient ni la roue, ni le fer, ni la poudre à canon, ni les animaux domestiques, le lama excepté), touchées immédiatement, et en plein cœur (Mexico — alors Tenochtitlan — le Cuzco), elles ont été assurément une proie facile. Toutefois, leurs hommes ont été sauvés par leur coude à coude. Aujourd'hui, le Mexique s'affirme une « terre indienne », fière de l'être, et sur les plateaux andins, l'ancienne vie indigène reste en place, misérable, cependant vivace, fortement enracinée, irremplaçable là où elle est.

Quant au Noir, il est demeuré là où le climat, les plantations, les sables ou filons aurifères, le luxe des villes, les hasards l'avaient amené, à partir du XVIe siè-

cle, et retenu après la fin de l'esclavage. Plus tard, il s'est déplacé assez souvent vers les centres industriels actifs. On le trouve donc logiquement sur la côte Atlantique et là où manquait la main-d'œuvre indienne. Il domine ainsi dans le Nord du Brésil — le cœur du Brésil colonial — et est largement représenté dans toutes les grandes villes modernes brésiliennes. Dans les Antilles, il est partout chez lui.

Quant au Blanc, sa prise de possession du Continent américain s'est faite au moins en deux larges étapes, et chaque fois, avec un apport ethnique différent.

a) *Avec la première conquête,* il s'est installé partout où il a pu subsister, de préférence dans le cadre des grandes civilisations indiennes en place, où il a trouvé tout naturellement des « sujets » et une table toute garnie. C'est le cas de l'Espagnol dont les grandes villes coloniales ont été Mexico, Lima (une création des conquérants) et, dans les hautes Andes de la Bolivie actuelle, Potosi (autre création), à cause de ses mines d'argent (150 000 habitants en 1600 y vivent à 4 000 mètres d'altitude). L'art colonial espagnol, surtout baroque, est là, aujourd'hui encore, pour dire les splendeurs de nouveaux riches de ces villes coloniales. Mais leur substance humaine, il ne faut pas l'oublier, est surtout indienne.

Par contre le Portugais, au Brésil, n'a rencontré qu'une population indienne clairsemée, fragile. D'où l'importance décisive de l'apport noir. Les grandes villes brésiliennes de l'époque coloniale sont à substance africaine : Bahia la capitale, avec ses 365 églises (une pour chaque jour de l'année); Recife, le grand centre sucrier du Nord que les Hollandais ont lancé pendant leur brève occupation (1630-1653); Ouro Preto (Or Noir) plantée à l'intérieur des terres par la fièvre de l'or; Rio de Janeiro qui devient la capitale, en 1763. São Paulo, par contre, qui n'est alors qu'une ville minuscule, peuplée d'aventuriers, est un peu blanche et beaucoup indienne, avec ses métis qu'on appelle alors « bois brûlés », les « mamelucos », dit-on en portugais.

Tous ces détails de l'époque coloniale évoquent les réussites d'une Amérique créole dont les images antillaises, Saint-Domingue et la Jamaïque, les îles du sucre, puis du café, parlent plus que toutes les autres aux imaginations françaises ou anglaises. Cependant, le spectacle est partout le même. Partout s'observe un étrange mélange de vie primitive, médiévale, esclavagiste et capitaliste. Seul, le maître des champs ou des moulins de canne à sucre, ou des mines fabuleuses d'argent, ou des sables aurifères est lié à l'économie monétaire, non ses esclaves ou ses serviteurs. Cela donne d'étranges familles à l'antique (le *paterfamilias* a longtemps, en fait, le droit de vie et de mort sur tous les membres de sa famille et de sa domesticité) avec la grande maison de maître dominant les rangées de cases des esclaves. Ensuite, les villes poussent avec leurs maisons de riches (les *sobrados*, maisons à étages du Brésil colonial), leurs boutiques de marchands, leurs taudis de misérables (ce qu'on appelait, hier au Brésil, les *mucambos*, aujourd'hui les *favellas :* sous un autre nom et avec d'autres matériaux, les *bidonvilles* de tant d'agglomérations d'aujourd'hui).

b) *Libérée des métropoles espagnole et portugaise* — et du même coup des marchands de Cadix et des marchands de Lisbonne — l'Amérique Latine, après 1822 et 1823, sera exploitée systématiquement et sans vergogne par les capitalistes de toute l'Europe, et avant tout ceux de Londres.

Les nouveaux États indépendants étaient des clients bien trop naïfs pour les industriels ou les banquiers européens. C'est ainsi que Londres aura vendu au Mexique, en 1821, le matériel de guerre un peu démodé qui lui avait permis de triompher à Waterloo.

Mais, en même temps, l'Amérique du Sud va s'ouvrir, plus que par le passé, à une immigration *européenne* (non plus seulement espagnole, ou portugaise) peu importante tout d'abord — artistes, intellectuels, ingénieurs, hommes d'affaires — puis rapidement grandissante quand, à partir de 1880, s'établit sur l'Atlantique Sud la navigation à vapeur. Celle-ci a permis l'arrivée massive d'Italiens, de Portugais, d'Espagnols, sans compter des milliers et milliers d'autres Européens.

Tout le sud Amérique ne les a pas également accueillis : ils ont fait la fortune nouvelle du Brésil méridional, au sud du parallèle de São Paulo (l'ancien Brésil était centré sur le nord), de l'Argentine et du Chili. Sur de vastes espaces, cette immigration, cette sorte de bombardement humain, a détruit les ordres sociaux anciens, non pas du jour au lendemain, assez rapidement pourtant. Il a commencé à peupler les campagnes. Ce que le « docteur en droit » ne pouvait accomplir, l'immigrant va le rendre possible. Il a fait le Brésil moderne, l'Argentine moderne, le Chili moderne. Avant 1939, un voyageur européen pouvait, au gré de ses voyages, retrouver ici l'Italie, elle surtout, laborieuse, admirable; là brusquement, dans le Rio Grande do Sul ou Santa Catalina, ou au Chili, une Allemagne restée fidèle à sa civilisation, à la lointaine mère patrie, à son histoire dramatique.

Ce sont ces immigrants qui ont fait la gloire des zones pionnières, des industries pionnières. C'est eux encore que l'on retrouve à la marge des zones de peuplement, face à la « frontière » chilienne tout au sud du Bio-Bio, face à la Patagonie hier déserte, ou dans le fin fond de l'État de São Paulo avec les nouveaux *cafezais*, les nouvelles plantations de caféiers : ceux-ci épuisant la terre, il faut, en effet, que les *fazendas* se déplacent à la recherche de terres neuves, de forêts

dont on brûlera aussitôt les arbres pour gagner la terre aux cultures. Tout cela admirablement connu, que l'on pourrait raconter longuement, à notre tour. Mais est-ce l'essentiel, de notre point de vue?

2. L'essentiel, c'est la fraternité des races : toutes ont collaboré, à leurs places différentes, à l'édification de l'Amérique Latine.

Elles se sont heurtées aussi, bien des fois, et pour des raisons sociales. La *ligne de couleur,* en effet, a été et reste une ligne *sociale.* Qui s'enrichit, qui gouverne, quelle que soit la couleur exacte de sa peau, franchit ou franchira la ligne. Dans la bouche des mulâtres ou des Indiens surtout, au Pérou, ceux qui commandent sont qualifiés de « blancos ». C'est que la richesse et le pouvoir ont été, sont encore le plus souvent dans les mains des vrais Blancs.

Dans la mesure toutefois où les « vrais » Blancs existent. La plupart du temps, et c'est important, les races se sont très largement mêlées. « Nous avons tous, écrit en s'amusant Gilberto Freyre, le sociologue de Recife (et il parle évidemment pour son Nord-Est brésilien, *O Nordeste,* mais ce Nordeste a largement essaimé dans le Brésil tout entier), nous avons tous notre pinte de sang noir. » Là où le mélange a été le plus important, au Mexique — Blancs et Indiens, au Brésil du Nord-Est — Noirs et Blancs, la tolérance, la fraternité ethniques sont plus évidentes qu'ailleurs.

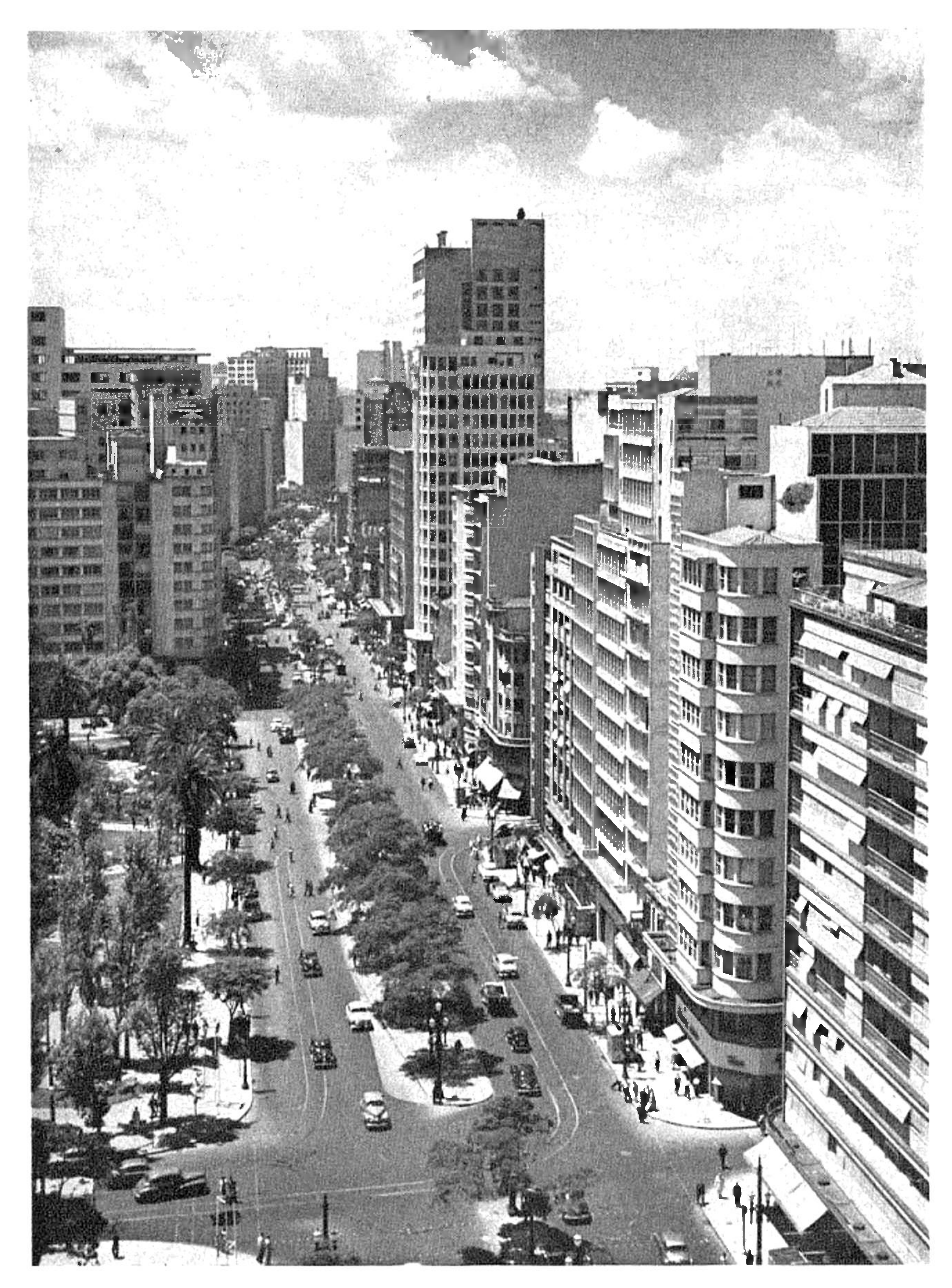
Pourtant, même en ces régions privilégiées, tout n'a pas été sans accroc. L'Amérique métissée a eu longtemps un complexe d'infériorité vis-à-vis de la lointaine Europe et celle-ci ne l'y a longtemps que trop encouragé. L'Amérique du Nord lui donnait aussi le mauvais exemple que l'on sait. Toutefois, le voyage aux États-Unis a été, pour beaucoup d'intellectuels sud-américains, à peau pas absolument claire bien que blanche, une leçon à rebours, une leçon de tolérance nécessaire, une satisfaction précieuse d'avoir à se préférer, en préférant son pays.

Tout le complexe et les préjugés qui l'expriment n'ont pas disparu par enchantement. Cependant, un grand coup de vent aura soufflé après 1919, ou au delà de 1930, plus encore après 1945. Pouvait-on aimer (oui, mais estimer) autant l'Europe après les folies de la Première Guerre Mondiale, après ses catastrophes économiques (au delà de 1929), et aussi après les horreurs de la Seconde Guerre Mondiale? Pays de liberté, d'accueil, les Amériques méridionales se sont peu à peu prises d'estime pour elles-mêmes. Lente transformation et certes pas accomplie entièrement, mais franchement en route. La publication, au Brésil, des premières œuvres de Gilberto Freyre, ce sociologue qui ne parle plus, selon une vigoureuse tradition littéraire, le langage poétique du roman ou de l'essai, mais le langage percutant des jeunes sciences de l'homme (1933), cette publication a marqué un tournant décisif dans ce pays à la fois le plus vaste et le plus humain, le plus humaniste peut-être de tout le Nouveau Monde. De même la révolution pro-indienne au Mexique, à partir de 1910, a ouvert bien autre chose qu'un cycle de révolutions politiques en chaîne, ou un cycle de révolutions agraires. Elle a ouvert les portes de l'espoir.

Toutefois, cette conquête de l'égalité et de la fraternité des races est plus ou moins acquise, selon les lieux. Elle se heurte trop souvent encore à l'obstacle des dénivellations sociales, au passé. D'autant qu'il y a aussi, en Amérique Latine, des pays entièrement blancs, comme l'Argentine (où existent seulement quelques reliquats de population indienne loin vers le nord ou vers l'extrême sud), à l'inverse de ces autres pays où, selon les anthropologues, du mélange des races sont déjà nés de nouveaux types ethniques, uniformes, stables : ainsi, au Costa Rica, ailleurs sans doute.

∴

Cependant, même si parfois elle ne joue pas à plein, ou n'a pas à jouer, cette fraternité existe dans l'ensemble, elle est un des traits originaux de l'autre Amérique. Son trait essentiel, le plus sympathique assurément, qui à lui seul la singularise, la ferait reconnaître. A l'escale de Panama, revenant vers sa patrie, ce voyageur sud-américain s'enchante : cette diversité des couleurs de peau, ces voix claires, ces cris, ces chansons, nul doute, il est déjà chez lui.



São-Paulo, l'urbanisme ultra-moderne.

III. L'économie, les civilisations à l'épreuve.

L'Amérique Latine, malgré sa nonchalance, son goût de la joie, ses pétulances, ses fêtes populaires bruyantes, ne cesse de souffrir profondément face au monde actuel, de même que face au monde d'hier. Elle est aussi « le continent de la tristesse » (Keyserling).

Comme tous les pays qui commencent à s'industrialiser vraiment, elle doit affronter une révision totale de ses structures, de ses comportements et ce choc lui est particulièrement dur.

Il frappe, en effet, un monde instable, mouvant, incertain; économiquement et socialement peu ou mal structuré, parce que son passé n'a cessé, depuis des siècles, de le détruire et de le reconstruire sommairement; un monde heurté, contradictoire, où une vie primitive élémentaire côtoie, sans transition, des enclaves de vie ultra-moderne; au total, un monde plein de vitalité, d'autant plus difficile à définir, à diriger, à orienter.

1. Les fluctuations économiques sont des raz de marée imprévisibles. L'Amérique court après son destin matériel. A cette course elle est contrainte depuis des siècles, bon gré mal gré, victime plus souvent que bénéficiaire.

Sans doute n'a-t-elle fait ainsi que suivre la conjoncture internationale. Mais quand on est beaucoup à courir dans une chaîne, en se donnant la main, c'est une chose d'être parmi les premiers qui conduisent le mouvement, ou d'être le dernier, faisant les bonds prodigieux que l'on sait. Le Sud-Amérique est bien ce dernier en course, celui qui fait les sauts de carpe, dont il est seul à ne pouvoir rire. Il doit se précipiter et, s'il veut vendre, produire coûte que coûte ou du sucre ou du café, ou du caoutchouc, ou du *charque* ou des nitrates, ou du cacao, et toujours à bon marché. Et le voilà pris, chaque fois, dans des « cycles » successifs, avec leurs décrochages brusques, inopinés.

Ce processus est la clef aussi bien du passé que du présent économique de l'Amérique du Sud. Celle-ci s'est pliée à toutes les exigences de la demande mondiale en matières premières, dans une économie qui fut d'abord de *type colonialiste* strict, et qui, au delà de l'époque coloniale, s'est perpétuée sous la forme d'une *économie de dépendance.*

Les capitalistes étrangers (ou mieux les grandes entreprises internationales), alliés aux grands propriétaires et aux politiques locaux, ont dirigé la production vers les matières premières *exportables,* obligeant ainsi les régions productrices à porter tous leurs efforts, leurs hommes, leurs ressources sur une seule activité, exclusive, au détriment de toutes les autres. L'essor qui en résultait aurait pu, à la longue, porter ses fruits pour l'ensemble du pays, si le changement fréquent de la demande n'avait régulièrement annihilé ces investissements. Il fallait alors brusquement reporter les efforts sur un autre secteur de la production, et, du coup, très souvent, sur une autre région.

La variété des climats, la surabondance de l'espace ont permis à l'Amérique du Sud de supporter ces extraordinaires sautes de direction qui furent, en fait, sur un plan national, un gaspillage inouï d'espace et d'hommes : *ils ont empêché, partout, l'établissement de structures économiques durables, stables, saines et l'enracinement d'une classe paysanne.*

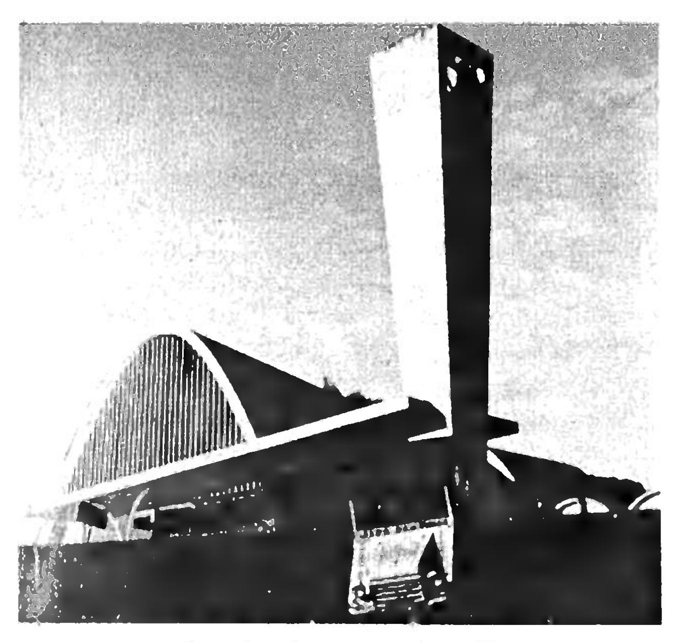
Le premier de ces cycles a été jadis celui des *métaux précieux,* qui débute avec la conquête même : cycle de l'or qui ne dépasse guère le milieu du XVIe siècle, cycle de l'argent (surtout mines du Mexique et du Potosi) jusque vers 1630-1640. Il est le prix de durs sacrifices : sans une impitoyable conscription des Indiens, qui eût accepté, au Potosi, les tâches de la mine et de la fonte des métaux, épuisantes à 4 000 mètres d'altitude, dans une montagne froide où manquent le bois et les vivres, l'eau parfois? Les barres d'argent sont transportées jusqu'au Pacifique, puis au Callao, le port de Lima, enfin à Panama, d'où par caravanes muletières, puis en barques sur la rivière Chagres, elles gagnent le versant de la Mer des Antilles. Ensuite, les flottes espagnoles les convoieront jusqu'en Espagne.

Or qui profite de ce vaste système? Des marchands, des « fonctionnaires » espagnols, des hommes d'affaires, internationaux déjà, ainsi les marchands génois, *hombres de negocios,* prêteurs attitrés du roi d'Espagne... Certainement pas l'Amérique elle-même, constamment privée de lingots, de pièces d'argent, vidée de son numéraire et qui se damnerait pour quelques étoffes, de la farine de blé, des jarres d'huile, des tonneaux de vin, des esclaves noirs...

L'argent du Potosi est en décrue au XVIIe siècle, et du coup la malheureuse Amérique hispanique est presque abandonnée à son sort.

En 1680, l'Amérique portugaise connaît à son tour la fièvre de l'or, collecté grâce au travail, cette fois, des esclaves noirs. Elle se ralentit vers 1730 en même temps d'ailleurs que se réaniment les mines d'argent de la Nouvelle Espagne (l'actuel Mexique). Alors la province brésilienne de Minas Gerais (les Mines Générales) se vide en grande partie et se convertit, tant bien que mal, à la production cotonnière.

On pourrait suivre de la même façon le cycle de l'élevage, avec ses multiples variantes jusqu'à l'élevage argentin d'aujourd'hui; le cycle du sucre commencé en grand au Brésil et glissant, avec la fin du XVIIe siècle, vers les Antilles (Jamaï-


1. Aérodrome de Brasilia.


2 La misère urbaine.


3. La fuite devant la famine.

que, Saint-Domingue, Martinique); le cycle du café particulièrement brillant au Brésil avec le XIXe siècle, qui consommera beaucoup d'espaces, gagnant de plus en plus vers l'intérieur. Le Chaco argentin, hier zone du *quebracho*, arbuste à tanin, connaît, après 1945, une poussée vive de la culture cotonnière...

Un livre entier n'épuiserait pas cet immense sujet des « cycles » de monoproductions, ou monocultures. Sous nos yeux, ce système, justement dénoncé comme catastrophique, vit probablement ses derniers jours, tandis que de vrais secteurs industriels et des économies nationales s'amorcent. Mais toutes les structures économiques d'Amérique du Sud ont été marquées par ce développement ancien, saccadé, irrationnel, avec ses brusques éveils, ses brusques ruptures, ses incessants déplacements : chaque fois, une province, des villes ont été animées, puis désertées, ou au mieux condamnées à des reconversions redoutables, coûteuses.

2. Des crises violentes suivent les changements de cycle. Leur pouvoir destructeur peut entraîner d'un seul coup le recul de toute l'économie d'un pays vigoureux.

Nous n'en donnerons qu'un exemple, il a l'avantage d'être de la pire actualité : l'exemple de l'Argentine d'aujourd'hui.

Vers 1880 commence, pour l'Argentine, une franche prospérité. En quelques années, elle devient un formidable exportateur de céréales et de viande pour le marché européen, grâce à une complète transformation de ses anciennes structures. La Pampa argentine, énorme plaine autour de Buenos Aires, n'était jusque-là qu'un désert avec des troupeaux sauvages, que les *gauchos* capturaient presque pour la seule exportation du cuir.

Cette plaine, un peu comme la Prairie des États-Unis, va devenir terre à blé et prairie d'élevage pour un bétail sélectionné, soigneusement nourri et engraissé.

Jusqu'en 1930 (si l'on met à part la difficile décennie de 1890 à 1900), tout monte, en Argentine, avec une incroyable rapidité : la population d'abord, grâce à une forte immigration italienne; la production grâce à l'exportation régulière; l'équipement suit bientôt (silos, moulins, frigorifiques...). D'où le développement normal bientôt d'une industrie légère. Le pouvoir d'achat des salariés, les bénéfices du capital et jusqu'au nombre d'automobiles par habitant atteignent alors leur maximum.

A partir de 1930, la crise est commencée, imperceptible tant est grande l'euphorie générale. Puis la guerre, favorable à tous les vendeurs de matières

premières, retarde l'échéance. Mais à partir de 1945, avec la baisse énorme des prix agricoles sur le marché mondial, toute l'économie argentine se détériore, et cette fois rapidement. Les chiffres *officiels* admettent une diminution du revenu national par habitant de l'ordre de 0,4 % *par an* en moyenne depuis 1948, mais les économistes des États-Unis estiment ce taux de diminution à 2 % au moins, recul d'autant plus grave que le taux moyen d'investissement par habitant diminue lui-même plus vite encore, à raison de 3 % par an, en moyenne. La balance commerciale est déficitaire; les salaires, le niveau de vie de la masse ont fortement baissé, et, par conséquent, sa possibilité de soutenir une industrie nationale relativement bien développée (industries textiles, alimentaires, du cuir, etc...); le chômage augmente; la campagne se vide au profit des villes qui se gonflent prodigieusement, même quand elles n'ont aucun travail à offrir (5 % de la population totale du pays, soit un million de personnes, occupe des bidonvilles qu'on appelle, en Argentine, des *villas miseria*); l'industrialisation salvatrice est stoppée. Surtout, on ne voit guère d'issue : le budget de l'État est lui-même au bord de la faillite.

Bref l'Argentine qui, avant la dernière guerre mondiale, était le pays le plus riche de toute l'Amérique du Sud, d'ailleurs favorisé par son climat, la qualité de ses terres et de ses hommes, n'en est certes pas aujourd'hui le plus pauvre — elle avait une trop large avance — mais elle est *celui qui régresse le plus vite*. La confiance euphorique a fait place au désarroi. C'est dans ce climat que s'expliquent les crises politiques qui se succèdent à Buenos Aires depuis quelques années.

Or les économistes argentins estiment, non sans raison, que les structures agraires fabriquées de toutes pièces par le *boom* de la viande et du blé s'avèrent aujourd'hui nocives. A côté d'une poussière de très nombreuses et minuscules exploitations « anti-économiques », qui représentent 34 % du total des terres cultivées, une poignée de gros exploitants possèdent 42 % des terres et 64 % du bétail. Tel est, sans doute, le principal empêchement à un relèvement national qui exigerait une réorganisation agraire, capable d'assurer une production rationnelle et de reconstituer un marché national, sans quoi l'industrie ne peut évidemment pas vivre.

3. L'incohérence économique est un obstacle à l'industrialisation moderne : Le développement de l'Amérique du Sud aboutit généralement à des économies peu cohérentes, déséquilibrées.

Partout, saute aux yeux le caractère irrationnel, insuffisant des voies de communication : elles n'ont pas été construites pour une économie nationale, mais pour relier les points de production aux ports d'embarquement, laissant entre elles d'énormes zones dénuées de la moindre route. L'aviation, omniprésente, ne peut y porter qu'un remède imparfait. En voyageant sur le dos de son Indien, notre héros Alfonso Pereira n'apprécie pas à sa valeur le privilège d'être au sec. « Ah, soupire-t-il, si mon père avait été plus malin, il aurait forcé tous ses *peones* à construire des routes. Nous n'en serions pas là aujourd'hui! »

Autre discordance : des contrastes violents se marquent entre zones non développées, ou abandonnées après une période de développement (on connaît encore quelques petites villes poétiques de l'intérieur brésilien, telle Minas Velhas, vivant aussi primitivement qu'une cité très médiocre du Moyen Age, à l'écart de tout, quelques maisons patriciennes y attestant seules d'anciens beaux jours) — et zones relativement surdéveloppées : la zone « civilisée », trop souvent limitée à une bande côtière, celle qui, touchant à la mer, se relie aux grands itinéraires de l'exportation.

Enfin, une absence : nulle part n'existe cette forte paysannerie de l'Europe, base solide, expérimentée d'une culture millénaire.

Jetée dans le travail forcené et mercenaire de la monoculture, prise dans de vastes domaines hâtivement constitués par le capital des importateurs étrangers, puis brusquement abandonnée en même temps que les domaines eux-mêmes, lors de tel ou tel changement de la demande, une grande partie de la population paysanne est faite d'ouvriers agricoles errants, que l'absence de travail, un jour, mène à la ville proche pour une embauche problématique, ou pour l'émigration vers une autre province. D'où cet apparent paradoxe que, dans tel ou tel pays où l'espace surabonde, où la population agricole atteint 60 et 70 % des habitants, les cultures vivrières manquent, ou pour le moins sont insuffisantes. Parce que d'une part, font défaut une race de paysans *enracinés*, qui sachent vraiment cultiver la terre, et que d'autre part la répartition de la terre est si défectueuse qu'à elle seule elle interdirait leur enracinement et une production normale. Trop souvent, on pense à la Russie des *barines*.

A côté de ce monde agricole archaïque, l'industrie se développe dans les régions — généralement côtières — qu'avait favorisées un passé récent et où une accumulation de capitaux autochtones ou étrangers, des hommes avertis par leur contact



1. Un marché indien.



2. Une rue à Caracas.



3. Une rue à Ouro-Preto.

avec l'Europe ou les États-Unis, quelques cadres scientifiques et techniques, grossis par l'immigration, ont permis la reconversion des activités du secteur des exportations agricoles au secteur industriel. Le résultat est parfois surprenant : des villes ultra-modernes, aux très nombreux gratte-ciel, ont poussé comme des champignons. São Paulo au Brésil, en est l'exemple hallucinant.

Résultat : l'économie de l'Amérique du Sud est ainsi double : un secteur développé et même, relativement, surdéveloppé de vie moderne, industrialisé à l'excès, étroit, coexiste avec des secteurs immenses, absolument archaïques, de vie agricole encore très primitive. *Cette scission s'aggrave dans la mesure où tout le développement nouveau va au secteur déjà développé.*

Soit l'exemple du Brésil dont le développement, contrairement à celui de l'Argentine, commencé tard, net vers 1930, s'accentue vigoureusement après la guerre. Pendant ces quinze dernières années, sa production réelle a doublé: même par tête d'habitant, le produit national brut aura augmenté entre 1948 et 1958, de presque 3 % par an en moyenne. Pendant ce temps São Paulo, Rio de Janeiro se sont construits à un rythme qui dépasse celui des plus célèbres villes champignons des États-Unis. Les industries textiles et légères d'abord, depuis peu l'industrie lourde se mettent en place. Ces chiffres parlent d'une croissance économique excellente.

Sans doute. Mais cette croissance est surtout industrielle. Pendant ce temps la production agricole n'a guère augmenté qu'au rythme même de l'augmentation de la population (soit 1,5 % environ par an). Les terres cultivées représentent 2 % du territoire national! Presque 70 % de la population vit — ou plutôt végète dans ce secteur agricole étroit (20 millions d'hectares utilisés) dont par surcroît les rendements sont *extrêmement bas.* Le Nordeste, qui représente un tiers de la population et *qui n'est qu'agricole,* reste ainsi exposé à la faim, au sens strict du mot, et à toutes les maladies de carences alimentaires.

Cette situation ne saurait changer vite, puisque tout va vers la partie déjà développée du pays : investissements privés, aide de l'État, crédit et même les rentrées de devises obtenues grâce aux exportations du Nord (cacao, sucre, coton, oléagineux).

Plusieurs observateurs, à propos du Brésil ou du Mexique, font observer que les deux secteurs (le secteur développé et le secteur qui reste marginal à ce développement) se trouvent, en fait, dans la position où était jadis la métropole par rapport à la colonie. Une vaste partie du pays ne peut accéder ainsi ni à la production, ni au revenu, ni à une consommation correspondant au minimum vital, elle est sacrifiée à l'autre.

Sans doute, aux prises avec le problème urgent de l'industrialisation, le gouvernement brésilien a été au plus rentable, à ce qui paraissait promettre les fruits les plus rapides. Mais les plus durables?

Déjà depuis quelques années le rythme de l'expansion industrielle brésilienne diminue d'intensité, celle-ci est arrivée à la surproduction, faute d'un marché intérieur assez large

Le chômage, l'inflation, une hausse inconsidérée du prix de la vie qui rétrécit encore les dimensions du marché national, autant de signes que désormais le développement industriel ne pourra se poursuivre sans une politique qui se retourne franchement vers le secteur agricole et cherche à l'améliorer, pour obtenir cette croissance de la consommation, cette accession de la masse à un niveau de vie décent sans quoi une industrie moderne ne saurait se construire solidement.

4. Le problème social : Cette nécessité de révision se pose à peu près dans les mêmes termes à tous les pays d'Amérique Latine, en voie d'industrialisation; elle est d'autant plus pressante qu'elle se double d'un problème social aigu.

La distance ne cesse de s'accroître entre la société qui coopère au développement et en profite, et celle qui reste hors du jeu. Il y a là un facteur explosif.

Autre facteur explosif : le rythme d'accroissement de la population, le plus élevé du monde : 2,5 % par an environ (2 environ en Afrique, 1,3 à 2 en Asie). Une masse de prolétaires campagnards se transforme en prolétaires citadins, souvent chômeurs, d'autant plus malheureux qu'ils côtoient le luxe d'une société industrialisée vers lequel presque toutes les voies d'accès leur sont interdites.

Tous les témoignages des sociologues, depuis quelques années, pour fixer le bilan de l'immense effort accompli par l'Amérique Latine d'aujourd'hui, concordent : les établissements industriels ne peuvent être que merveilleux, ils ont profité des derniers progrès de la technique moderne. Architectes, ingénieurs du Sud-Amérique, autochtones ou étrangers, n'ont rien à envier à leurs confrères. Seul l'aspect humain de l'expérience est effrayant; la misère, le chaos se dressent aux frontières immédiates de l'ordre, du luxe.

Voici, à titre d'exemple, les hauts fourneaux de Huachipato, très au sud de Santiago de Chile... Les 6 000 salariés qui y travaillent « sont techniquement remarquables et bien tenus. Quel contraste avec la condition d'une partie des familles ouvrières qui, en lisière des ateliers, s'entassent, souvent par dix personnes, dans de petites baraques que la Compagnie, dévoilant franchement (aux enquêteurs) ses difficultés, nous fait visiter. La situation y est au reste, et de loin, meilleure encore que dans la proche ville minière de Lota. J'ai rarement vu spectacle plus triste que ces mineurs passant les heures de ce qui pourrait être du loisir sur le seuil de leur maison, effondrés dans la poudre de charbon, les enfants ici, là, partout, grouillant dans la saleté des ruelles et autour des étals du marché de Lota Baja, où une viande malodorante s'offre aux mouches et à la poussière, comme ils grouillent encore dans les taudis et sur les mornes quais voisins de Talcahuano... Pauvres enfants de Lota dont, m'a-t-on dit sur place, à peine un quart parviendra à s'évader de cette triste communauté, dont trois quarts y vivront et y mourront » (Georges Friedmann).

Tel reportage sur les charbonnages de San Geronimo, au Rio Grande do Sul (Brésil), ou dans les mines d'étain de Bolivie ne serait guère plus optimiste. A la périphérie des villes les plus somptueuses du Continent, cette réalité ouvrière étale ses misères, même autour de São Paulo et jusqu'au cœur de Buenos Aires où, sur six millions d'habitants, on compte 55 % d'ouvriers, dont 60 % d'ex-ruraux, arrachés aux campagnes. Comme dans l'Europe d'hier, ces ruraux sont de mauvais ouvriers, allant un jour à l'usine, n'y paraissant pas le lendemain. Mainte entreprise renouvelle son personnel à 75 %, chaque année. Leur ignorance aggrave leur misère (partout on note que l'inobservation des règles diététiques les plus élémentaires rend plus sévères les conséquences de la sous-alimentation). Peu d'ouvriers spécialisés, au sens où nous l'entendons, et ceux qui existent, surpayés, forment dans les villes une espèce de classe bourgeoise, à l'écart du monde ouvrier ordinaire, rarement encline à se solidariser avec lui.

Ainsi tout contribue à l'abandon de ce monde misérable à lui-même. La législation ouvrière est souvent officiellement la plus libérale que l'on puisse imaginer, mais du texte de la loi à la pratique, quel abîme! Les syndicats existent, mais n'ont de commun avec les syndicats des pays industrialisés que le nom; ils ne forment pas de groupements nationaux. Bref, une classe ouvrière malheureuse, inéduquée, inorganisée, souvent analphabète, et souvent mise en contact avec une vie politique émotionnelle, romantique (dont le péronisme offrirait l'exemple, si nécessaire) ne dispose d'aucun appui solide, matériel ou intellectuel. Ces images annoncent un avenir difficile, pour longtemps encore.

5. La fragilité des classes dirigeantes et de l'élite : De ces problèmes nouveaux, une élite intellectuelle, des écrivains, d'admirables professeurs, quelques rares hommes politiques, quelques médecins cultivés, des avocats ont pris courageusement conscience.

Malheureusement, la fragilité des classes dirigeantes, politiquement et économiquement responsables, est une autre des faiblesses graves et permanentes de l'Amérique du Sud. La crise de croissance industrielle a détruit impitoyablement une vieille société cultivée, raffinée, peu capable, il est vrai, de s'insérer dans ce monde nouveau. Mais si sympathique! Le malheur est que rien ne s'est offert encore pour la remplacer vraiment.

Hier, c'est-à-dire avant 1939, dans une Amérique semi-coloniale encore, quelques acteurs seulement occupaient l'étroite scène de la vie politique et de la culture, en même temps qu'ils dominaient des affaires tranquilles. Des acteurs charmants, séduisants, cultivés, propriétaires de centaines, de milliers d'hectares, possédant de richissimes bibliothèques,

certains vrais princes fastueux de la Renaissance, faits pour séduire le journaliste, le voyageur ou l'intellectuel d'Europe. A la veille de la dernière guerre, pourtant, on avait déjà l'impression qu'ils étaient socialement condamnés; que ces hommes, avec souvent d'immenses responsabilités — celui-là presque tous les capitaux anglais du Brésil, cet autre le prête-nom de quelque *Dearborn Chemical Society*, cet autre maître des finances publiques, ou Gouverneur d'un État et aspirant à devenir Président de la République, celui-là général de souche populaire — que tous gouvernaient trop volontiers du haut de leur bibliothèque, du haut de leur pensée comme dans un univers irréel. Ils croyaient aux vertus de la culture, de la civilisation, de la raison. Des hommes un peu à la mode libérale et aristocratique de notre XIXe siècle, dans une atmosphère de despotisme, ou mieux de paternalisme éclairé.

A côté d'eux, loin de leurs cercles jalousement fermés, des hommes nouveaux, immigrants enrichis, industriels, dont les fils seulement parviendraient à une certaine culture, commençaient déjà une ascension économique foudroyante.

Aujourd'hui, l'évolution sociale s'est accomplie, la roue a tourné. En gros, le passage s'est fait des *landlords* aux industriels et aux banquiers, des belles et vastes propriétés familiales aux somptueuses maisons de plaisance, au Brésil sur les plages de Rio, ou en arrière à Petropolis, ou bien, au Mexique, à la Vera Cruz, à Acapulco, dans les faubourgs riches de Mexico, ou au-dessous de la capitale, à Cuernavaca. En même temps, les villes ont pris leur visage de très grandes villes, hôtels somptueux, restaurants perchés au sommet de leurs trente étages à l'américaine, gratte-ciel imposants, sans parler d'une dernière merveille qui éclipse toutes les autres, Brasilia, la capitale artificielle au cœur continental du Brésil... Ce nouvel univers prend largement sa revanche sur l'ancien.

Ce qui continue à manquer à l'Amérique du Sud, ce sont des partis politiques consistants, plus encore des élites, des bourgeoisies stables, le *medio pelo*, le demi-poil, comme l'on dit au Chili pour désigner ce moyen terme social (au sens ordinaire, l'expression s'applique au bétail croisé de seconde catégorie). Quelques intellectuels n'y suffisent point. Il faudrait du temps, des situations calmes, une économie moins strictement partagée entre très pauvres et très riches, pour que se mette en place cette classe indispensable à l'équilibre social d'un monde qui reste foncièrement capitaliste, jusqu'ici.

La fragilité de la classe moyenne sur laquelle pourraient s'appuyer des partis politiques sérieux explique l'instabilité traditionnelle des gouvernements du Sud-Amérique. Plus que de luttes entre partis, il s'agit de luttes entre hommes. L'armée y joue un très grand rôle, selon la tradition toujours vivante des *libertadores*, des généraux romantiques qui firent le succès de l'Indépendance, au début du siècle dernier.

Cependant la prise de conscience rapide que dessine, parmi les masses même très frustes, le phénomène de l'urbanisation, peut forcer l'Amérique à s'engager sur la voie très difficile d'une révision sévère de toutes ses structures actuelles, sans laquelle, disait récemment un auteur mexicain, elle resterait à l'entrée — sans pouvoir y pénétrer — d'un vrai capitalisme moderne, créateur de richesses et de bien être, et serait alors jetée, sans le vouloir toujours, dans d'inévitables violences (qui ne lui ouvriraient pas forcément d'ailleurs, les portes d'un vrai socialisme).

Un Brésilien, Josué de Castro, écrit avec raison (1962) : « Il est indubitable que le Brésil (mais il pourrait dire : l'Amérique Latine) doit réussir un grand saut de son histoire sociale. Ce qu'il nous faut, c'est éviter que le saut finisse dans l'abîme, en l'orientant pour que nos forces nous permettent d'atteindre l'autre côté du précipice. »

6. Le sentiment d'insécurité, d'instabilité, d'incertitude qu'éprouvent les Américains du Sud est assurément justifié. Ce qui l'est peut-être moins, c'est leur pessimisme. Cette instabilité est, avant tout, celle d'une civilisation en train de se chercher, de se définir, sous la contrainte de réalités pénibles mais puissantes.

La seule civilisation qu'ait connue longtemps l'Amérique du Sud lui était extérieure : ce n'était que la copie fidèle, par un groupe très étroit d'hommes très privilégiés, de la civilisation de l'Europe, dans tous ses raffinements. Là aussi, la littérature est un test. Que de livres d'écrivains sud-américains du XIXe siècle, dont *rien* ne pourrait faire soupçonner qu'ils aient été écrits hors du continent européen! La culture, pour beaucoup d'hommes de cette époque, est un îlot où ils s'enferment, de temps à autre, à l'écart de la vie qui les entoure et qui ne participe pas aux jeux supérieurs de l'esprit.

Cette *intelligentsia* a suivi avec attention la pensée européenne, y a trouvé sa satisfaction, sa passion. C'est grâce à elle qu'on peut retrouver, à travers l'Amérique du Sud, un humanisme révolutionnaire très vivant et ces filiations du positivisme d'Auguste Comte, à première vue si étranges (on sait que la formule « Ordem e Progresso », qui s'inscrit sur le drapeau brésilien est un hommage au Comtisme).

Ces temps sont révolus. En atteignant les masses d'une population qui s'urbanise, la civilisation sud-américaine s'ouvre obligatoirement, aujourd'hui, à une vie autochtone puissante qui ne saurait accepter l'héritage européen sans lui faire au moins subir de très fortes transformations. L'Amérique Latine est en train de fabriquer une civilisation originale, *sa* civilisation.

L'avènement, dans le monde entier, d'une culture de masse diffusée, imposée par la presse, la radio, la télévision et le cinéma, aurait, plus ou moins tôt, rendu inévitable cette évolution. L'important, pour l'Amérique Latine, est que ses intellectuels aient devancé l'inévitable et lui aient donné déjà une forme. L'éclipse du prestige de l'Europe, à partir de la Première Guerre Mondiale et surtout de la Seconde, une certaine défiance vis-à-vis de l'hégémonie des États-Unis, a coïncidé, pour eux, avec la découverte de leurs propres richesses et de leurs vraies tâches. La mauvaise conscience sociale, dont nous parlions au début de ce chapitre, a fait le reste : le peuple, le *caboclo*, le *péon*, l'Indien, le Noir ont tout d'un coup pris place à la table commune. Ils ont cessé d'être les sauvages à qui on ne saurait s'intéresser que pour leur porter le viatique de la civilisation. On s'intéresse à leur vie propre, à leur pensée, à leurs proverbes, à leur religion; ils deviennent sujet d'études et de sympathie pour le sociologue, en même temps que partie intégrante de la culture nationale en voie de construction.

C'est ce qui explique la publication d'une part, impensable il y a cinquante ans, le succès d'autre part (le livre s'est vendu à 120 000 exemplaires au Brésil, tirage jamais atteint si ce n'est par certains romans de Jorge Amado) du journal dont nous parlions p. 404. Comme le dit un critique brésilien commentant ce succès, le livre de Carolina Maria de Jésús est tout sauf une œuvre d'art. « C'est un document écrit par une femme du peuple, un message sans équivoque de fraternité, de compréhension et de justice sociale. » Il n'a pas seulement apporté à son auteur une relative fortune : les quartiers décrits dans le livre (et qu'on aperçoit dans le film Orfeu Negro) viennent d'être rasés en partie pour une reconstruction prochaine.

C'est dans le même esprit qu'on s'intéresse au folklore populaire en Amérique du Sud, un folklore qui est partout, dru, pittoresque, pourvu qu'on veuille l'entendre. Parfois déjà un peu frelaté, comme la musique charmante et bruyante des *mariachis* mexicains, ces violoneux qui jouent par troupes mêlées dans les cabarets de Mexico et d'ailleurs, et que l'attention des touristes a gâchés. Leur nom viendrait, dit-on, des fêtes de « mariage », du temps de l'occupation française. Si l'étymologie est peu sûre, elle nous dit au passage — qui l'eût cru? — que la mémoire populaire ne garde pas trop mauvais souvenir de l'expédition française...

Bien sûr, il faut s'éloigner des routes touristiques pour approcher du vrai folklore, entendre ainsi les vieilles chansons brésiliennes, sentimentales ou lugubres, où la triste lune a droit à son habituelle évocation ou, plus encore, sur des instruments de musique primitifs, les improvisations chantées et dansées. Ainsi sur un marché perdu de l'intérieur bahianais, où, à côté de la foire aux bestiaux, des éventaires misérables offrent, au choix, une portion de riz fumante, un porcelet vivant, un quartier de volaille étique et, contre quelques *tostoés*, tous les fruits tropicaux, un mendiant aveugle improvise tour à tour supplication, remerciement, et même chanson... L'étranger supposé plus généreux — et qu'il s'est fait décrire — a droit à une large improvisation où les compliments réalistes se mêlent aux bénédictions traditionnelles...

En fait, tous les événements de la vie quotidienne servent de thèmes à ces chanteurs populaires. Ubatuba, petit port abandonné sur la côte « pauliste » de l'Atlantique, n'était relié au monde, en 1947, que par une vieille automobile qui, deux fois la semaine, descendait de la Serra do Mar, par un extravagant chemin muletier... Mais on avait décidé de lui construire, au moins, une ligne électrique dont les poteaux, un à un, s'avançaient vers la ville à travers la forêt. Cette « chegada da luz », cette arrivée de la lumière, tel fut, un soir, le motif de la chanson qu'improvisait un joueur de « violão » (instrument de musique primitif) dans un interminable bavardage chanté, après tout, à la gloire de la civilisation.

Chaque pays a son folklore particulier, sa musique, ses contes, de tradition indienne, espagnole ou noire... Ce folklore marque fortement aussi la vie religieuse, son catholicisme puissant (malgré les infiltrations plus spectaculaires qu'importantes des missions protestantes) mais primitif, encore miraculaire, médiéval, où la légende du Christ rejoint les mythes indiens, où les rites magiques de la vieille Afrique se mêlent au rituel romain ou se l'incorporent *(candomblés)*. Le petit nombre des prêtres aggrave cette liberté d'interprétation qui ne nuit pas seulement à la ferveur. Il faudra aussi, un jour, que l'Amérique Latine mette en ordre sa maison religieuse. Pour un historien, Émile G. Léonard, historien du protestantisme et protestant lui-même, la situation spirituelle évoque celle de la Réforme, ou de la Pré-Réforme en Europe, autant dire que les besoins spirituels sont vifs d'une part, mal satisfaits de l'autre. Mais les signes de changement abondent.

La littérature moderne, toute la vie, toute la culture de l'Amérique du Sud se trouvent entraînées dans un retour aux sources nationales.

De ce point de vue, le plus bel exemple est le Mexique. D'un large mouvement, il glisse vers son *indianité,* vers ses sources vivantes. Il s'y reconstitue. Il y a fallu bien des épreuves, des révolutions, des catastrophes. Mais il en jaillit cette littérature populiste, mieux encore cet art révolutionnaire dont José Orozco aura été le prophète aux voûtes de la cathédrale de Guadalajarra et qui a engendré toute une école de peinture. Ou encore ce cinéma autochtone, affirmé hier avec l'admirable *Maria Candelaria.*

NOTES ET DOCUMENTS

L'Amérique Latine change trop vite et trop profondément pour qu'un livre en offre une image valable pour de longues années. L'intelligente esquisse d'André Siegfried, *L'Amérique Latine*, Colin, 1934, et la très inégale *Encyclopédie de l'Amérique Latine*, P.U.F., 1954, ne correspondent plus à la réalité actuelle. Si le numéro spécial des *Annales*, *A travers les Amériques Latines*, Colin, 1949, est encore valable, c'est qu'il s'est borné, pour l'essentiel, à résumer des travaux relatifs au passé.

C'est aux Collections d'actualité (« Que Sais-je? », aux P.U.F., « Petite Planète », aux Éditions du Seuil) qu'il faudra, ainsi qu'aux reportages des grands journaux, demander les derniers renseignements.

Bien entendu les ouvrages américains, en espagnol ou en portugais, sont les plus importants et bien souvent les seuls valables. Notre exposé s'appuie ainsi sur un récent numéro des *Cuadernos Americanos*, 1962, publiés à Mexico, à notre avis la plus belle revue d'information qui paraisse sur l'Amérique Latine.

La littérature « sud-américaine » n'est qu'imparfaitement représentée chez nous par des traductions. D'où la valeur exceptionnelle des trente volumes de la collection « Croix du Sud » (Gallimard), dirigée par Roger Caillois. On y trouvera notamment la traduction du grand ouvrage du Brésilien Gilberto Freyre, *Casa Grande e Senzala*, sous le titre transposé de *Maîtres et esclaves*... Ce n'est pas, malgré sa très juste renommée, le meilleur livre du sociologue de Recife, à notre avis *Sobrados e Mucambos (Maisons à étages des riches et taudis des pauvres)* lui est encore supérieur. Depuis une trentaines d'années un immense effort sociologique d'explication est à l'œuvre. Dans ce sillage se situent les travaux pionniers de sociologie industrielle de Georges Friedmann, *Problèmes d'Amérique Latine*, 1959, et *Signal d'une troisième voie*, Gallimard, 1961; d'Alain Touraine, *Ouvriers et Syndicats d'Amérique Latine*, nº spécial de la revue *Sociologie du Travail*, IV, 1961 avec de nombreux collaborateurs.

A Minas Velhas, dans l'État de Bahia : un voyage actuel vers le XVIIIe siècle.

L'Amérique Latine est le pays des contrastes violents : le passé le plus archaïque s'y maintient au voisinage, souvent, d'un présent progressiste. Le livre de Marvin Harris, *Town and Country in Brazil*, Columbia University Press, 1956, relate un séjour dans une petite ville — les Vieilles Mines (Minas Velhas) — de l'intérieur bahianais. Du compte rendu de F. Braudel, qui résume cet excellent livre, sont extraites les lignes qui suivent (Dans le pays bahianais : le témoignage de Minas Velhas, *Annales, E. S. C.*, 1959, nº 2).

« Au milieu d'un pays ingrat, montagneux, plus qu'à demi désert, Minas Velhas — les Anciennes Mines — a été plantée par l'aventure minière exigeante du XVIIIe siècle : elle a été l'une des importantes villes de l'or de l'immense intérieur brésilien, celles-ci, précoces, nées dès la fin du XVIIe siècle, celles-là, les plus nombreuses, avec les premières décennies du XVIIIe. A Minas Velhas, l'exploitation remonte à 1722, peut-être un peu plus tôt. Le statut urbain de la ville date en tout cas de 1725 au moins et, dès 1726, elle avait son Hôtel où l'or était fondu et prélevé le quint qui revenait au roi de Portugal. En 1746-1747, le quint s'éleva ainsi à 13 livres d'or, soit 65 livres de production. A quoi s'ajoutaient évidemment la fraude et l'or en transit. Tant que l'or des filons et des sables a été abondant, aucun problème, à vrai dire, ne s'est posé à la ville active : les vivres affluaient vers elle de partout, parfois de fort loin. Mais avec la fin du XVIIIe siècle, la prospérité aurifère s'en va, à Minas Velhas comme dans l'ensemble du Brésil.

A ce désastre, la ville aura cependant survécu, tant bien que mal, malgré sa situation anormale, précaire par nature. Elle a continué sur sa lancée, puis elle a su acquérir et retenir la médiocre fortune d'un centre administratif de dernier ordre; cahin-caha, elle est ainsi arrivée jusqu'au temps présent, après bien des déboires, car sa primauté administrative — sa seconde richesse — a été assez vite contestée et son « district » dès lors remanié, démantelé, retaillé... En 1921, dernier coup, presque mortel : Vila Nova, sa voisine assez prospère, s'est détachée d'elle, avec un district constitué à son intention et, bien entendu, une fois de plus, au détriment de la vieille ville et de sa circonscription. Ajoutez à ces avatars que, dans le tracé des routes carrossables, puis des chemins de fer, Minas Velhas n'a pas eu de chance : la géographie a joué contre elle. La voie ferrée s'arrête très loin de ses portes, à Bromado, et le trafic l'atteint depuis peu et de façon malaisée : un camion par jour, avec sa grappe de voyageurs et ses marchandises hétéroclites...

Aussi bien, qui aurait intérêt à aller jusqu'en cette ville perdue? Le voyageur hésite, parvenu face à la dernière montagne, à Vila Nova, ville bourdonnante, que touchent, en même temps que la route, le progrès, l'électricité, la T. S. F., la Coca Cola... Ce voyageur, s'il s'informe, ne sera guère encouragé à gagner, à dos de mule, par la « cluse » du Rio das Pedras (que coupe, entre autres, une gigantesque chute d'eau) la haute vallée et les plateaux... de Minas Velhas, battus par les vents, peuplés d'arbustes rabougris, d'herbes rares. » Restez avec nous, conseille-t-on à l'auteur. Nous avons l'électricité et des noix de coco, une abondance de fruits frais et de viande de porc... Minas Velhas est la place la plus morte du monde. Rien n'y a progressé depuis deux cents ans. Si vous voulez de la bière fraiche, vous feriez mieux de rester avec nous. Il n'y a qu'un bar à Minas Velhas et il fait trop peu d'affaires pour que ça vaille la peine d'un réfrigérateur. Ils sont effroyablement arriérés. Les affaires y sont exécrables. C'est un triste endroit, très morne, froid sans aucune activité. »

La surprise est d'autant plus grande, pour le voyageur qui sait qu'il a quitté la « civilisation », d'arriver à Minas dans une ville typiquement ville, — impression que ne donnent guère les villes brésiliennes en train de se faire, aujourd'hui, — une ville, ô miracle, avec ses rues pavées, ses maisons alignées au long des trottoirs, fraîchement repeintes en blanc et bleu, sa propreté générale, ses habitants décemment vêtus, ses enfants sortant de l'école en blouse blanche et culotte bleue... Un pont de pierre, des portes mobiles, des barrières, de pseudo-remparts, la grande place avec sa haute église de pierre, elle aussi peinte à neuf, or, blanc, azur, le jardin public et ses plates-bandes à entrelacs, orgueil de la ville, rendez-vous des promeneurs du soir... Le voyageur aurait-il atteint la ville merveilleuse?

Ensuite? Le mieux est de s'intéresser aux spectacles, aux réalités de la ville, selon le hasard des rencontres. Peu à peu, les problèmes se découvrent. Non Minas Velhas ne vit pas, sans plus, des villages assez pauvres et frustes de ses

alentours : Serra do Ouro, Baixa do Gamba, Gravatão, Gilão, Bananal, Brumadinho, villages de paysans blancs, comme le premier, ou de paysans noirs comme le second, tous misérables d'ailleurs, car la terre, trop morcelée, est d'une fertilité médiocre. Au total, ces villages renferment 1 250 paysans. En face d'eux, Minas Velhas, à vrai dire minuscule, n'en groupe pas moins presque 1 500 citadins. Un paysan, à lui seul, peut-il supporter sur ses épaules le poids d'un citadin? Non, bien sûr. C'est trop lui demander, d'autant que le surplus de la récolte — légumes, fruits, sucre, riz, haricots, manioc, un peu de maïs, ignames, patates douces, café — ne va pas seulement sur le marché de la ville : les vendeurs poussent jusqu'à Vila Nova, Gruta, ou Formiga... Il y a ainsi concurrence, mais la vieille ville, mieux située, tient tout de même le bon bout. Elle défend aussi ses droits par les propriétés même de ses « bourgeois »; les plus grandes sont des *fazendas*, de faible étendue il est vrai, mais souvent au long du Rio das Pedras, sur les meilleures terres. Ces propriétés, petites ou médiocres, sont un lien de plus entre ville et campagne.

En tout cas, c'est par rapport à ces paysans que l'homme de Minas Velhas se sent citadin, et jusqu'à la moelle des os, d'un sentiment bien plus fort que celui qui attache le Londonien ou le New Yorkais à sa grande ville. Etre citadin, c'est être supérieur, pouvoir se le dire, y penser, vis-à-vis de plus malheureux, ou de moins heureux que soi. La campagne, quelle différence! C'est la solitude. La ville, c'est le bruit, le mouvement, la conversation, une gamme de plaisirs, de distractions. Une tout autre forme d'existence. N'enviez pas cet homme de Minas Velhas, qui habite une maison isolée, à l'écart; car une *vraie* maison touche à ses voisines, se colle à elles pour s'aligner d'ensemble, d'un même mouvement, sur la rue. Eux-mêmes, ces campagnards, savent que la ville leur est très supérieure. Pensez donc, ici, chacun achète sa nourriture contre argent. La ville, pour eux, sans plus c'est le *comercio*. Comme l'explique José, de Baixa do Gamba, « la vie du *comercio*, c'est seulement pour ceux qui ont de l'argent plein les poches. » Sa femme trouve que « le *comercio*, ça va pour quelques heures. J'aime le *movimento*, dit-elle, mais après un instant, ça me fatigue et je ne puis plus attendre l'heure du retour ». Pauvre paysan, ou, comme l'on dit à Minas, pauvre *tabareu*, pauvre *gente da roca*... « Leur ombre leur fait peur », dit Périclès, un citadin celui-là, bien que simple et pauvre briquetier de Minas. A plusieurs reprises, il a été le compagnon de Marvin Harris dans ses excursions hors de la ville. S'agit-il d'aller à Vila Nova, Périclès ira pieds nus, dans ses vêtements dépenaillés de tous les jours. Mais pour Baixo do Gamba, non, il fait toilette, va jusqu'à emprunter des chaussures. « A Vila Nova, personne ne fait attention à ces choses-là, mais à Baixo do Gamba, je ne puis tout de même pas avoir l'allure de ces *tabareus*. »

Mieux que de longs discours, ces petits traits, — ils foisonnent dans le livre ,— disent la fierté de la ville, son quant à soi, son goût de la dignité, son amour du bruit et de la fête, ce superlatif du bruit, son goût aussi de la culture, voire de la grammaire latine, ce qui, en 1820, faisait déjà l'admiration de deux voyageurs allemands, les naturalistes von Spix et von Martius. Eux aussi avaient été frappés par la dignité de la petite ville (alors 900 habitants) et... l'excellence de son professeur de latin.

Mais on ne vit pas seulement de bruit, ou de complaisance à l'égard de soi. Puisque les villages satellites ne nourrissent la ville qu'à moitié, — et pas gratuitement, — force lui sera de gagner sa vie pour payer ce qu'elle consomme : ce qu'elle achète aux paysans, mais aussi la farine ou le kérosène, le combustible indispensable, qui lui parviennent de Vila Nova... A ce problème, deux solutions : l'émigration d'une part, avec ce qu'elle peut signifier de retour d'argent; l'industrie artisanale de l'autre.

En dehors de ses émigrants, Minas ne peut compter, pour vivre, que sur le travail de ses artisans : ouvriers du cuir, forgerons, fabricants de selles, de harnais, de bagages, de dentelles et de fleurs artificielles, briquetiers, ferblantiers, couturières, tailleurs, charpentiers. Imaginez une ville médiévale, de très petite taille, qui travaille pour son propre marché et, quand elle le peut, pour des marchés lointains. Le marché proche, ce sont les paysans dont nous parlions il y a un instant, acheteurs de selles, de harnais, de couteaux, de fouets... Aussi bien, sur 95 artisans comptons-nous 39 métallurgistes (si l'on peut dire) et 28 artisans du cuir. La forge, c'est à peu de chose près celle des villages de France qu'a connue notre enfance, avec son soufflet rudimentaire. Dans la boutique, deux ou trois ouvriers aident la patron, généralement un fils ou un jeune parent, ou la femme du patron. L'acheteur achètera ainsi les produits fabriqués sous ses yeux ou peu s'en faut. Nous voilà à notre gré, un instant, au XVIIIe siècle, au XVIIe, plus loin peut-être, n'importe où en Occident...

A côté du marché proche, le marché lointain (l'intérieur du Brésil), par excellence la zone de la circulation muletière, encore en marge des voies ferrées, si peu nombreuses, et de la circulation des camions, celle-ci envahissante. Ce marché va vers l'Ouest jusqu'à Chique Chique, jusqu'au pélerinage du Bom Jesus de Lapa, sur le São Francisco, pélerinage et foire tout à la fois. C'est là qu'affluent en juillet, en même temps que les pélerins, les marchands ambulants de Minas Velhas, avec leurs mulets chargés de marchandises les plus diverses. Ils vendent, revendent, troquent, vendent à nouveau. Le patron, qui leur confie couteaux ou souliers, a bien convenu d'un prix avec eux, mais l'opération se déroule à ses risques et périls : le revendeur, quand il rentrera, lui rendra avec ses comptes la marchandise non écoulée. Nous voilà, fort loin dans le temps, peut-être en exagérant un peu, au début de la *commenda* et du capitalisme marchand. Le maître du jeu n'est pas celui qui produit, mais celui qui transporte et qui vend. Comme on l'imagine aisément, la zone touchée par ce trafic primitif est menacée, sans cesse réduite par la mise en place de nouveaux moyens de transport et l'arrivée de nouvelles marchandises, les uns amenant les autres. A Vila Nova parviennent déjà des souliers fabriqués dans l'État voisin de Pernambouc. Hier, il y a vingt-cinq ans, ces routes de l'intérieur, à partir de Minas Velhas, touchaient Goyaz et même São Paulo : il n'en est plus question aujourd'hui. Cependant cette zone nourricière réduite permet encore à Minas Velhas de maintenir tous ses échanges, trocs ou achats anciens. Ainsi elle se procure ses métaux par une brocante attentive : ferraille, vieux rails, zinc des moteurs d'autos au rebut, cuivre des vieux chaudrons... Ses marchands lui apportent même le métal nécessaire à ses nickelages primitifs et qui tiennent mal. Il vaudrait mieux, bien sûr, faire venir de Bahia du nickel en feuilles. Mais comment le paierait-on? Les marchands, eux, ramassent les vieilles pièces de nickel de 400 reis, qu'on ne fabrique plus aujourd'hui, mais qui, bien que démonétisées, courent sur ces circuits primitifs et continuent à affluer parmi les aumônes du Bon Jesus de Lapa. Un troc réussi et les voilà, après juillet, sur le chemin de Minas. »

L'AMÉRIQUE PAR EXCELLENCE : LES ÉTATS-UNIS

Obstinément, cette Amérique s'est voulue hors série. Elle aura été longtemps une civilisation, un voyageur sans bagages, dans la mesure même où elle était sûre que s'ouvrait, devant elle, un avenir sans cesse meilleur et ne dépendant que de sa volonté de le saisir. Thomas Jefferson, un des fondateurs de la Constitution de 1787, affirmait : *America is new in its forms and principles*, l'Amérique est nouvelle dans ses formes et ses principes. Depuis, elle n'a jamais cessé de se croire neuve, chaque matin, et de penser, comme Jefferson, que la « terre appartient aux vivants ». En tout cas, elle aura traversé d'un pas confiant ses crises économiques, sociales ou politiques : jamais ses réserves, son stock d'optimisme ne semblèrent sur le point de s'épuiser.

Ainsi jusqu'à des temps relativement récents, jusqu'à la violence inattendue de la crise de 1929 qui commence à Wall Street, d'autant plus durement ressentie qu'elle frappe en plein cœur une économie heureuse, en forte expansion, pour ainsi dire sans méfiance. L'Amérique s'est trouvée alors en face de sa première catastrophe matérielle. Il ne lui a pas suffi, pour s'en guérir, de retrouver une prospérité plus grande que jamais. Pour la première fois, elle s'est retournée longuement vers son passé, moins d'ailleurs pour se comprendre elle-même (l'Américain moyen, spontanément, ne croit pas à la valeur explicative de l'histoire), que pour y puiser un réconfort. « Le développement d'un penchant à la nostalgie rétrospective est allé de pair avec le lent déclin d'une foi traditionnelle. Au temps où la compétition et l'entreprise étaient en plein essor, les Américains pensaient à l'avenir ; au temps où elles étaient florissantes, ils pensaient au présent ; maintenant à l'âge de la concentration, du colossal, des monopoles, qui a réduit le champ de la compétition et des chances à saisir, ils se retournent avec regret vers l'âge d'or, derrière eux. » Ainsi parle un excellent observateur, Richard Hofstadter (1955).

L'Amérique, si jeune, vient de vieillir un peu. Elle parvient à l'histoire, se rapproche de son heure de vérité. Elle perçoit qu'il y a eu hier, dans son refus même de s'intéresser au passé, dans son farouche individualisme, ou son isolationnisme, dans le rejet de tout lien qui aliène la liberté de l'individu ou de la nation, « une unité de *tradition culturelle et politique* sur laquelle reposait la civilisation américaine ».

Justement, cette tradition implicite n'est-elle pas condamnée par les conditions de la vie moderne des États-Unis? Le passé commence à peser sur leurs épaules.

UN PASSÉ RÉCONFORTANT : LE BILAN DES CHANCES

Longtemps, l'Amérique a cru vivre un destin neuf, sans l'ombre des jours qui précèdent, le passé s'effaçant aussitôt comme de lui-même. La règle était de fuir ce qui attache ou enracine, de miser sur l'inattendu. Le mot *opportunity*, l'occasion, la chance qui s'offre est le mot- clef : tout homme digne de ce nom doit se saisir de l' « opportunité » qui passe et aller jusqu'à l'extrême limite de ce qu'elle lui permet. C'est dans cette « compétition » qu'il s'affirme, qu'il fera ses preuves.

Ainsi les Etats-Unis se sont-ils comportés en tant que collectivité : leur passé est une série de chances offertes, presque aussitôt et pleinement saisies, de « coups à faire » et généralement réussis. Ne dressons tout d'abord que le bilan de ces chances, anciennes et récentes.

I. Colonisation et indépendance.

1. La première chance a été la conquête, tardive après tout, et l'occupation solide d'un secteur du littoral américain. Etre logé, c'est commencer d'être.

La course a été ouverte pour l'Amérique entière par le voyage révolutionnaire de Christophe Colomb (1492). L'Espagne (la Castille) est gagnante. Huit ans plus tard, en 1500, les Portugais, avec Alvarez Cabral, se saisissent de la Terre de Santa Cruz, celle à laquelle le bois de teinture rouge (le *pao brasil*) va donner son nom de Brésil. Puis, les Français dont les navires, marchands ou pirates, ou les deux à la fois, fréquentent toutes les côtes atlantiques du Nouveau Monde, de Terre Neuve (connue dès le début du siècle) jusqu'aux Antilles, à la Floride et aux côtes du Brésil (alors plus théoriquement que pratiquement tenues par les Portugais), les Français reconnaissent le Canada (1534-1535), s'y installent enfin (1603). Les Anglais, dans ces conditions, arrivent bons derniers : Walter Raleigh a relâché sur le littoral de ce qui fut aussitôt la Virginie, avec les dernières années du XVIe siècle, mais y a fondé un établissement éphémère; les pélerins du *May Flower* arrivent, en 1620, au Cap Cod, sur la côte de ce qui sera le Massachussetts.

C'est là, à première vue, un lot géographique peu plaisant : une côte maussade, coupée d'estuaires, de golfes, de vraies mers intérieures comme la très vaste baie de Chesapeake, par surcroît une côte marécageuse, forestière, coincée vers l'ouest par les dures montagnes des Alleghanies. En somme, une vaste région, mal soudée dans ses différentes parties et exclusivement grâce aux lentes navigations côtières. En outre, il a fallu en éliminer des concurrents tardifs, Hollandais, Suédois, enfin survivre aux attaques insidieuses des Indiens. Cependant les Français, partis du Saint-Laurent, avaient saisi, du moins reconnu, puis occupé les Grands Lacs et l'énorme vallée du Mississipi jusqu'à son delta, où poussera la Nouvelle-Orléans. Ils ont réussi un vaste mouvement enveloppant. La première manche leur revient.

La tête de pont anglaise est dès lors coincée entre la Floride où l'Espagnol a poussé ses avant-postes et le vaste, trop vaste Empire français, avec ses coureurs des bois en quête de fourrures et ses actifs missionnaires jésuites. Vers l'ouest, l'expansion anglaise, quand elle s'amorce vraiment au XVIIIe siècle, se heurte aux forts des garnisons françaises.

Dans tout cela, où est la chance « américaine »? En ceci probablement, que peu étendues, relativement s'entend, les colonies anglaises ont été solidement occupées, surtout dans le Nord, notamment dans le Massachussetts, où grandit Boston, et dans le Centre où s'enracinent New York (l'ancienne New Amsterdam) et Philadelphie, la ville des *quakers*.

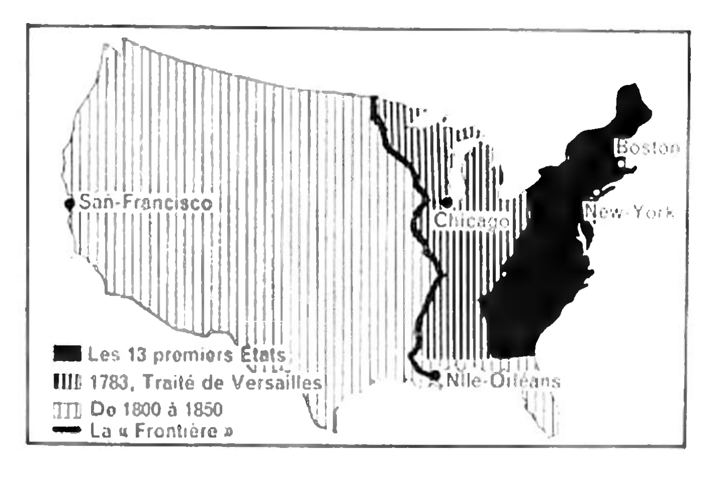
Rattachées à la métropole et à sa vie marchande, ces villes poussées « in the wilderness », en pays sauvage, ont l'avantage de se gérer elles-mêmes, elles vivent dans une quasi-liberté qui rappelle les villes typiques de l'Europe du Moyen Age. L'agitation anglaise les aura largement servies : elle jette de l'autre côté de la « mare aux harengs » ces turbulents sectateurs protestants, ces « cavaliers » que décourage l'Angleterre de Cromwell, et tous ces nouveaux venus sont en nombre tel que, lorsque la vraie lutte s'achève, il y a d'un côté un million d'Anglais, de l'autre 63 000 Français, en 1762. La chance anglaise, ou « américaine », c'est d'avoir, entre Espagnols et Français, réalisé cette accumulation explosive de forces.

« Dès l'instant qu'il y avait sur ce continent un million d'Anglais, contre à peu près 70 000 Français, la cause était entendue, même si la fortune des armes avait, à Québec, souri à Montcalm (1759). Bien avant Voltaire, la colonisation et surtout le peuplement n'étaient pas le souci essentiel du pouvoir. A la crainte de la dépopulation de la France, mal fondée (d'ailleurs)... s'ajoutaient les difficultés et soucis internes. Si bien que, compte tenu de l'importance respective des deux pays, il est parti d'Europe environ 30 Anglais pour 1 Français. Étrange disproportion des causes et des effets : si la langue anglaise et la culture qui l'accompagne dominent le monde aujourd'hui, c'est parce que quelques bateaux ont, tous les ans, transporté d'infimes contingents de personnes, au reste en majorité illettrées » (Alfred Sauvy).

Refaire l'histoire, c'est succomber à une maladie qui d'ailleurs a un nom : l'uchronie. Un Américain, ami passionné et exclusif de la France, s'amusait un jour, non sans regrets avoués, à imaginer ce qu'eût été le Continent nord doté en son entier, de la clarté, des charmes de la vie et de la gastronomie françaises. En fait, ce rêve sort largement de ce que l'histoire aurait permis.

2. Le premier essor américain s'insère dans une économie surtout agricole. Mais sa réussite (si évidente à côté de l'essor mesuré du Canada) tient aussi à une chance supplémentaire : sa vocation maritime.

Du Sud au Nord, l'eau, tous les chemins d'eau, les barques, les voiliers de pêche et de charge, plus tard les fins *clippers* de course eux-mêmes, jouent un rôle essentiel. Ils courent les mers, gagnent l'Europe, la Méditerranée, les Antilles, l'Amérique du Sud, le Pacifique... Ils expliquent le danger qu'ont représenté pour le commerce et les flottes anglaises, les voiliers de course des « Insurgents », jusque dans la Manche, entre 1776 et 1782, et les coups très durs qu'ils portèrent encore, de 1812 à 1815, dans leur guerre victorieuse contre l'Angleterre, dont la grande histoire, préoccupée de Napoléon, parle peu.



La formation territoriale des États-Unis.

Ils expliquent surtout la fortune de certaines villes américaines dès le XVIIe siècle. Sans doute, les réglementations mercantilistes anglaises exigent-elles d'une part que les colonies américaines achètent dans la métropole tous les produits manufacturés dont elles ont besoin, même ceux en provenance d'autres pays d'Europe, et d'autre part qu'elles vendent à l'Angleterre ou à ses colonies à peu près toute leur production agricole (sauf quelques produits libres parce que l'entrée en est interdite en Angleterre : céréales, poisson). Cela n'empêche pas qu'en 1766, la Pennsylvanie ne vende à la Grande Bretagne pour 40 000 livres de marchandises, alors qu'elle lui en achète pour 500 000. Paradoxe évident souvent signalé.

« Et alors, comment réglez-vous la différence? », demande-t-on à Benjamin Franklin convoqué devant un Comité de la Chambre des Communes pour s'expliquer sur cette situation anormale. « La différence, explique-t-il, est payée par les produits que nous transportons aux Antilles et qui sont vendus dans nos propres îles, ou aux Français, Espagnols, Danois et Hollandais; ou par ceux que nous envoyons aux autres colonies d'Amérique du Nord, Nouvelle-Angleterre, Nouvelle-Écosse, Caroline et Géorgie; ou encore par ceux que nous envoyons dans les divers pays d'Europe... Partout, nous recevons soit de l'argent, ou des lettres de change, soit des denrées qui nous permettent de payer la Grande Bretagne. Le tout, ajouté aux profits de l'activité de nos marchands et de nos marins au cours de ces voyages circulaires, et aux transports effectués par leurs navires, se concentre finalement en Grande-Bretagne pour équilibrer la balance. »

Ces larges commerces *triangulaires* ajoutaient les profits du frêt et du commerce de pays étranger à pays étranger aux trafics légaux permis par l'Angleterre, sans préjudice d'une contrebande très active et d'une course parfois fructueuse. N'oublions pas la pêche : les marins d'Amérique n'ont négligé aucune des possibilités de la mer.

Vers la fin du XVIIIe siècle, aucun doute d'ailleurs : le tonnage de la flotte des États-Unis dépasse celui de toutes les autres nations, Angleterre exceptée, et, proportionnellement à la population, ils sont la première nation navigante du monde. Voilà qui les mêle à l'économie mondiale, les obligeant à s'y soumettre, à jouer son jeu, mais aussi leur permettant de profiter de ses élans. Toutes les ruses précoces d'une société bâtie comme aucune autre sur le crédit, viennent de ce qu'elle est obligée de pallier ses infériorités, de courir à la recherche des métaux précieux qui lui manquent et dont, à peine acquis, elle doit se dessaisir au plus vite.

Pas de fortune maritime sans lointaines et surprenantes aventures entre lesquelles il n'y a que l'embarras du choix : l'arrivée des convois de blé « américain » en Méditerranée ou dans les ports de la France révolutionnaire; leur succès à la même époque dans le commerce « interlope » en direction de l'Amérique hispano-portugaise; la façon dont ils s'aventureront bientôt dans le Pacifique, par le Cap Horn, puis beaucoup plus tard à partir de San Francisco. A peine affranchies de l'Angleterre (1782), les anciennes colonies cherchèrent à atteindre la Chine. Après tout, c'est le désir d'avoir une escale pour ses navires allant en Chine et pour ses baleiniers du Pacifique qui pousse l'Amérique à envoyer, en 1853, les « navires noirs » de l'amiral Perry dans la baie de Tokyo, événement qui aura eu les grandes conséquences que l'on sait.

Rien de plus révélateur que ces rencontres au temps jadis de navires américains à travers les sept mers du monde. Le Trois Mâts qui transporte vers la Chine lord Macartney, ambassadeur du roi d'Angleterre — *Le Lion* — relâche, en février 1793 à l'île de Saint-Paul, dans le sud-atlantique, et y découvre cinq chasseurs de phoques (trois Français et deux Anglais) qui préparent l'expédition de 25 000 peaux de veaux marins pour aller les vendre à Canton, à bord d'un navire de Boston, mi-français, mi-américain, qui leur apportera en outre, toujours pour la Chine, une cargaison de fourrures de castors canadiens. L'ambassadeur aura le plaisir, en face de Canton, quelques mois plus tard, de saisir l'imprudent vaisseau comme prise de guerre, puisqu'il est vaguement français, que la guerre a été déclarée entre l'Angleterre et la France en janvier 1793 et qu'il vient de l'apprendre.

Autre minuscule exemple : lors de son voyage autour du monde, au service du Tsar, Kotzebue, le fils du poète allemand, rencontre dans un port de l'Alaska méridional (26 avril 1825) un Deux-Mâts américain venu de Boston en droite ligne, par le Cap Horn, chargé de vivres qu'il échange dans le petit poste russe contre 21 000 peaux de « chats marins », inférieures aux précieuses fourrures de loutres marines, mais que l'acheteur espère, prenant sa route par les îles Sandwich, aller vendre à Canton. « A l'arrivée du bateau dans le port de l'Alaska, tout l'équipage, capitaine compris, était ivre; seul un heureux hasard leur permit d'éviter écueils et bas-fonds, mais les Américains sont si adroits que, même pris de boisson, ils savent partout se tirer d'affaire. »

C'est aussi le grand moment de la pêche à la baleine, spécialité de l'État de New-York et de la Nouvelle-Angleterre. L'écrivain Herman Melville (1819-1891) a décrit ce monde fruste où il vécut lui-même, son existence rude et dangereuse et les petites villes prospères, grâce à cette activité unique, New Bedford ou Nantucket. La pêche à la baleine déclinera après 1850, les huiles minérales et le gaz détrônant le blanc de baleine comme moyen d'éclairage.

Au même moment, la flotte des États-Unis est frappée par la concurrence, grave celle-là, du bateau *à vapeur* anglais, en fer, le *steamer*. De ce coup, elle se relèvera d'autant moins que les États Unis basculent alors vers l'intérieur du continent, qu'ils plongent dans leur histoire continentale. Conquérir cet espace, le leur, pousser de plus en plus vers l'Ouest, construire des chemins de fer, des lignes de navigation *côtières* et *intérieures* nécessaires à ses liaisons : cette tâche énorme les arrache à l'Océan. C'est leur nouvelle chance.

Comme le veut la vie américaine, une affaire cesse d'être essentielle, une autre affaire se présente : on court vers celle-ci; on délaisse celle-là. L'Amérique échange, peut-on dire, l'Océan, il est vrai plus qu'à moitié partagé, pour une vaste portion de terre américaine qu'elle va saisir en son entier et pour elle seule.

3. Pas d'événement plus et mieux connu que l'Indépendance des Colonies anglaises d'Amérique (1773-1782). Encore faut-il le situer exactement.

La fin de l'Empire français d'Amérique (1762) a, du jour au lendemain, rendu moins précieuse l'aide anglaise et plus lourdes les exigences de la métropole. Pourtant, ni les colonies, ni l'Angleterre ne désirent, à l'avance, une rupture : celle-ci s'organise d'elle-même, à la suite de malentendus, de concessions insuffisantes, de violences inefficaces. Toutes les décolonisations qui suivront dans l'avenir, jusqu'aujourd'hui, déroulent une pareille succession d'événements peu raisonnables.

L'Angleterre a-t-elle eu tort de ne pas faire de concessions plus rapides et plus larges, d'exiger la levée de taxes que justifiait amplement le lourd passif de la guerre contre la France, puis de les supprimer, mais en maintenant l'unique taxe sur le thé, si bien que les caisses de thé à bord de deux navires de la Compagnie des Indes sont jetées à l'eau dans le port de Boston, le 16 décembre 1773? Pas d'impôts sans consentement des contribuables, dit la tradition politique anglaise, et les Anglais d'Amérique ne sont pas représentés au Parlement de Londres. Quelle faute en vérité!

De plus cet historien anglais se trompe-t-il (1933) qui voit, dès le milieu du XVIII[e] siècle, s'esquisser un large déplacement de l'Empire anglais qui, centré jusque-là sur l'Amérique, et l'Atlantique, penche dès lors vers l'océan Indien et les Indes? L'occupation du Bengale est de 1757. En outre, la poussée « du commerce à la Chine » commence alors. Y a-t-il eu, entraînant l'Angleterre vers le Far East et la détachant du Nouveau Monde, une de ces hâtes du capitalisme à la recherche de taux de bénéfices exorbitants?

Toutes ces raisons et d'autres ont conduit à un conflit spectaculaire, finalement à une humiliation évidente de l'Angleterre. L'intervention de la France et de l'Espagne a hâté le succès des Insurgents. Ceux-ci ont cependant, en 1782, signé leur paix secrètement avec l'Angleterre, en abandonnant leurs alliés... Si bien que l'Angleterre perdra moins qu'elle n'avait pu le craindre, au traité de Versailles

(1783). Elle s'apercevra aussi, très vite, que la prospérité économique allait compenser, et au-delà, son échec politique. L'historien se demandera toutefois, sans pouvoir y répondre, ce qui serait advenu sans cette révolution industrielle proche qui rendit à l'Angleterre les éléments d'une prépondérance durable.

D'ailleurs, si l'on s'intéresse au sort des États-Unis, ce n'est pas à cet important aspect international de l'aventure qu'il faut s'arrêter, ni à Lafayette, ni aux exploits lointains du Bailli de Suffren, ni aux habiletés bonhommes et réalistes de Benjamin Franklin, mais à cette indépendance elle-même, à la Déclaration de l'Indépendance du 4 juillet 1776 et à la Constitution de 1787, si lente à s'élaborer. En ces années cruciales, la jeune Amérique a pris conscience d'elle-même.

Une jeune Amérique, entendez une certaine Amérique, la première à avoir pris forme : géographiquement, elle est réduite à son versant atlantique; économiquement, elle est avant tout un pays agricole; socialement, elle est dominée par la classe des propriétaires terriens, celle des *Founding Fathers* eux-mêmes, ces Pères Fondateurs de la « démocratie américaine » dont une histoire en images d'Épinal nous présente le portrait idéalisé.

Il n'est pas irrévérencieux, il n'est peut-être pas inutile de voir un instant tels qu'ils furent, de Georges Washington à Thomas Jefferson, ces hommes qui eurent la volonté et la certitude de construire la meilleure des constitutions du monde. On l'a dit il y a longtemps : les *Fathers* ont construit une constitution fondée « sur la philosophie de Hobbes et la religion de Calvin ». Pour eux aussi, l'homme est « un loup pour l'homme » et son « esprit charnel » est à l'opposé même de Dieu. Le général Knox l'écrit à Washington (au lendemain de la rébellion de Shays) : « les Américains après tout sont des hommes — des hommes avec les passions turbulentes qui appartiennent à cet animal » (1787).

La Déclaration a proclamé et le droit à l'Insurrection, et l'égalité de tous les hommes devant la loi. Mais la grande idée qui tourmente et anime ces propriétaires, ces hommes d'affaires, ces hommes de loi, ces planteurs, ces spéculateurs et manieurs d'argent, — ces « aristocrates » — c'est de mettre la propriété, la fortune, le privilège social à l'abri. L'Amérique naît, elle a déjà ses riches que leur richesse, même mesurée, désigne pour conduire les autres. Il suffit d'écouter les *Founding Fathers* réunis à la Convention de Philadelphie pour rédiger la Constitution, ou de lire leurs lettres et celles de leurs pairs pour que ce courant de pensée devienne clair. Tel jeune planteur, Charles Pinckney, propose que seul qui possèdera au moins cent mille dollars puisse être Président de la République; Hamilton demande que l'on fasse échec « à l'impudence de la démocratie ». Pour eux tous, comme pour cette Peggy Hutchinson, fille de gouverneur, la foule est « la foule sale et malpropre », *the dirty mob*. Écoutez même le jeune Gouverneur Morris : « La foule commence à penser et à raisonner. Pauvres reptiles! Ils se chauffent au soleil, un instant après, ils mordront... La *gentry* commence à les redouter. » Et Mason le reconnaissait : « Nous avons été trop démocratiques... Craignons d'aller trop loin dans l'autre extrême. » Pas d'homme plus convaincu des sacro-saints principes démocratiques que ce clergyman de Nouvelle-Angleterre, Jeremy Belknap, qui écrit cependant à l'un de ses amis : « Qu'on laisse debout comme un principe le fait que le gouvernement tire son origine du peuple, mais obligez le peuple à bien penser qu'il n'est pas apte à se gouverner lui-même. »

Voilà qui définit un esprit. L'ordre qu'on impose sous le nom de *liberty* et *d'equality*, c'est l'ordre déjà du capitalisme, aussi modeste encore que soit ce dernier. Aux riches le pouvoir, les responsabilités. Pour les autres, cette grande concession d'être protégés par la loi contre les riches, comme les riches le sont contre eux. Peu importe, ensuite, que la Constitution américaine se juge révolutionnaire, neuve, égalitaire, équitable, dans la mesure où elle tend à équilibrer l'une par l'autre les impulsions de l'animal humain, toujours égoïste et féroce.

La Constitution de 1787 est effectivement un mécanisme aux contrepoids savants. Il faut que « les pouvoirs y soient si divisés et équilibrés entre les différents corps... qu'aucun ne puisse dépasser les bornes légales sans être efficacement mis en échec par les autres » (Jefferson). Quant à la société, on n'y supprimera certes pas les privilèges, et surtout celui de la sacro-sainte propriété, mais on veillera à ce que le chemin des privilèges — c'est-à-dire de l'argent — soit ouvert à tous. N'est-ce pas facile dans cet immense pays « neuf » encore qu'est l'Amérique?

Richard Hofstadter résume cet idéal avec une ironie amusée : « les Pères croyaient, dit-il, qu'un État bien conçu ferait échec à l'intérêt par l'intérêt, à la classe par la classe, à la faction par la faction et à une branche du gouvernement par une autre, dans un harmonieux système de frustration mutuelle ».

En fait, il faut reconnaître que si l'histoire américaine du XIXe siècle se présente, sous le signe de la « saine compétition », comme une vaste et féroce lutte d'intérêts particuliers, c'est que la lutte y est plus « payante », plus juste, par suite, que dans les pays capitalistes d'Europe, que les bénéfices n'en sont pas réservés à une classe étroitement fermée, qu'il est permis à chacun de courir sa chance dans une société plus ouverte, plus avantagée qu'ailleurs et de franchir un jour ou l'autre la barrière. Le *self made man* est l'image classique de cette Amérique-là, peut-être en voie de disparition aujourd'hui.

II. La conquête de l'Ouest.

1. Dès le départ, les États-Unis se définissent comme une nation pionnière, ce que l'on peut dire également de toutes les nations américaines, de toutes les nations aux prises avec un vaste espace qu'il s'agit de saisir et d'humaniser, de réduire aux dimensions de l'homme, que ce soit la Russie, le Brésil ou l'Argentine par exemple. L'expansion géographique est la première forme (et qui commande les autres) de toute croissance, qu'il s'agisse d'une économie, d'une Nation, d'un État, non moins d'une civilisation.

L'histoire a bien fait les choses : elle a permis aux États-Unis, presque sans coup férir, d'aller de l'Atlantique au Pacifique. Imaginons la France s'installant, dans une quasi-tranquillité, de l'Atlantique à l'Oural! Les États-Unis ont acheté la Louisiane (1803); obtenu les Florides espagnoles, en 1821; reçu de l'Angleterre (au détriment éventuel du Canada) l'Oregon en 1846, et puis, au cours d'une guerre trop facile, ils ont pris au Mexique le Texas, le Nouveau Mexique, la Californie, en 1846, améliorant encore leur part, en 1853. Si l'on songe aux terribles catastrophes et invasions qui ont contrarié l'installation de la Russie, par exemple, ou de l'Europe, cette histoire pionnière apparaît sous le signe béni de la facilité... Mais la tâche a été immense. *Toute seule la jeune Amérique n'y aurait pas suffi.*

Dès le début, l'ordonnance de 1787 avait sagement réservé les territoires encore inoccupés de l'Ouest à la propriété commune de l'Union. Par la suite, au fur et à mesure de leur peuplement, des États nouveaux s'y formèrent, jusqu'au nombre de 48 (le 49e sera l'Alaska, le 50e les Hawaï). Commencée dès 1776 au moins, achevée peut-être avec la distribution des derniers lotissements de l'Oklohama en 1907, la colonisation a pris mille formes qu'ont popularisées les récits historiques, les romans et les films, depuis les voitures bâchées des premiers émigrants et leurs luttes contre les Indiens lanceurs de flèches, jusqu'aux voyages des derniers colons véhiculés par les lents chemins de fer construits d'un Océan à l'autre. Mais est-il utile de revenir sur ces images trop connues du Far West héroïque?

Ce qu'il importe de souligner, c'est à quel point la « frontière », espace conquis par les Blancs, a été une vaste aventure, *matérielle et spirituelle. Matérielle,* c'est mettre en lumière le rôle moteur, dès le début, du crédit, en somme du capitalisme. *Spirituelle,* c'est voir les dimensions nouvelles du protestantisme et, au-delà, de la civilisation américaine à sa seconde et décisive étape.

2. Le capitalisme a été l'organisateur de cette marche en avant.

Imaginez le colon qui vient de recevoir son lot, son *homestead* de 160 acres (64 ha), qui monte sa maison de bois préfabriquée, en emboitant les éléments, cultivant tout d'abord le sol léger des collines, puis peu à peu poussant son travail sur les terres plus basses au sol lourd, voire jusqu'aux vallées qu'il faudra parfois débroussailler et, à l'occasion, déboiser. Ce paysan, au vrai, n'a rien d'un paysan. Peut-être la veille encore pratiquait-il un tout autre métier. La seule condition pour tenir le coup est de savoir conduire un attelage de chevaux; la culture, généralement celle du blé, se fera sans préparation compliquée, les terres ne seront pas fumées... Surtout si ce fermier est le premier arrivé, soyez sûr qu'il n'a qu'une idée : revendre son lot. Il aura vécu là quelques années; à peine aura-t-il eu quelques débours, car tout lui aura été avancé dans son coin perdu. Il aura vécu de boites de conserves (déjà), se sera chauffé au charbon, si le chemin de fer arrive au voisinage. Si deux ou trois bonnes récoltes lui ont donné un capital, alors il n'hésite pas : il revend son lot, profitant de la plus-value que lui a donnée dans l'intervalle l'arrivée de nouveaux immigrants, et il va plus loin. Plus loin vers l'ouest, bien entendu, pour recommencer. Retourner vers l'est, ce serait s'avouer vaincu. (D'après Louis Girard.)

Donc, ce n'est pas un paysan, enraciné sur sa terre, c'est un spéculateur. « Il a fait un coup », comme dit justement un historien. Il a joué et ne gagnera pas toujours, bien entendu. Mais il continuera de jouer.

Autre spectacle très analogue, celui d'une ville qui se crée dans le Middle West, vers les années 1860. Imaginez-la réduite à ses éléments essentiels, la gare rudimentaire, l'hôtel, rudimentaire lui aussi, le magasin d'approvisionnement, le *store*, l'église, l'école, la banque...

Cette ville vient de naitre, mais chacun spécule déjà sur sa croissance, achète en conséquence les bons terrains, recrute de nouveaux venus. Bien entendu, l'éclairage électrique est là, et le tramway. Bientôt le téléphone « découvert » en 1871. « Très souvent les voyageurs remarqueront que l'on éclaire et que l'on fait passer des tramways dans des rues qui n'ont pas encore de maisons. Mais justement, déclare-t-on, c'est pour que les maisons se construisent, pour que les terrains se vendent plus vite. » A Bismarck, capitale du Dakota fondée en 1878, où dominent les colons allemands, est inauguré,

cinq ans plus tard, le Capitole. « Les gens de Bismarck avaient donc fait une cérémonie d'inauguration grandiose. Ils avaient invité non seulement James Bryce (il devait écrire, en 1888, *La République américaine*) qui était une certaine personnalité, mais aussi le général Grant, ancien Président de la République et guerrier illustre; puis il y avait Sitting-Bull, un grand chef sioux qui s'était illustré dans un soulèvement contre les Blancs et qui, venu pour rehausser l'éclat de la cérémonie, dit dans sa langue quelques mots gracieux. Or ce qui a étonné Bryce, Écossais positif, c'est que le futur Capitole était à 1 500 mètres de la ville. Son étonnement a surpris les habitants de Bismarck. On lui a dit : mais puisque la ville grandira, il faut bien que le Capitole soit très loin de l'agglomération actuelle » (Louis Girard).

Vous le voyez : cette ville, comme toutes les autres, déborde du temps présent. Elle vit en avance, selon le secret de toute vie économique. Elle ne compte pas sur l'argent qu'elle a, mais sur l'argent à venir, qui viendra ou ne viendra pas. L'admirable, c'est que, compte non tenu des contretemps, du renversement de la tendance en 1873 par exemple, l'argent soit toujours venu. Les paris ont été souvent récompensés.

3. L'Amérique qui a conquis l'Ouest et le Far West est essentiellement protestante. Le protestantisme a été seul à faire face à cette situation humaine difficile, brusquement mise en place, à cet éparpillement d'hommes à travers l'espace.

Les voilà sans pasteur, réduits (et encore) à la seule lecture de la Bible. Sans doute, ces immigrés vivent-ils dans une sorte de Moyen Age et leur vie religieuse spontanée est-elle d'ordinaire assez vive, fertile parfois en inventions aberrantes, comme la secte des Mormons, fondateurs de l'Utah. Le mérite du protestantisme américain a été d'entretenir, d'aviver cette flamme. C'est l'une des plus belles pages de son histoire.

Pour y réussir, il devait s'adapter à sa tâche, se simplifier, se détacher pour ainsi dire des sectes en place (Congrégationalistes, Episcopaliens), réduire son enseignement théologique ou sa liturgie, miser sur l'émotion, sur le choc de réunions spectaculaires. Les pasteurs itinérants des *Baptistes*, des *Méthodistes*, des *Disciples du Christ* le firent à merveille. Ils n'inventèrent pas cette religion du cœur dont *réveils* et *revivals* protestants fournissaient à l'avance le modèle. Du moins surent-ils l'adapter, la simplifier (les Baptistes se débarrassant de leur sectarisme, les Méthodistes de leur héritage anglican), en l'appuyant toujours sur un « théologisme individuel », sur « la souveraineté de l'individu », enfin « sur des actes, non sur des croyances ». Le langage du Christ se réduisit dès lors à une communion directe, simple.

Au-delà du but strict qu'ils poursuivent, ces évangélisateurs de l'Ouest façonnent, sans le vouloir, l'*american way of life*, le « modèle » de la vie américaine, le patron de sa civilisation auquel, bon gré mal gré, les nouveaux venus, à partir des années 1860 et 1880, même non protestants, seront obligés de s'adapter.

Ces mouvements spontanés, du côté des fidèles comme du côté des pasteurs, furent le fait de petites gens, « les seuls qui soient créateurs d'Églises ». Ils se sont géographiquement partagé le vaste domaine de la « frontière », comme des conquérants qu'ils étaient d'ailleurs : les *Disciples* fondèrent leurs petites églises dans l'Ouest et le Middle West, les *Méthodistes* allant en direction du nord-ouest, les *Baptistes* vers le sud-ouest. Leur action, en gros, se compare à l'œuvre des missionnaires espagnols qui durent en fait, à partir du XVIe siècle, reconvertir les immigrants espagnols arrivés au Nouveau Monde, en même temps qu'ils attiraient à la religion du Christ la masse de leurs Indiens et fondaient ainsi les bases de ce qui est aujourd'hui l'Amérique Latine.

III. Industrialisation et urbanisation.

A. Valeurs des produits agricoles et industriels (en milliards de dollars)

	1880	1899	1909	1919
Agricoles	2,4	4,7	8,5	23,7
Industriels	9,3	11,4	20,6	60,4

B. Population rurale en millions d'individus et en pourcentage

	1880	1899	1909	1919	1950
Population rurale	32,9	39,3	41,6	44,6	
Pourcentage	65	51,7	45,3	36,4	15,6

1. A lui seul, le mot d'industrialisation ne suffit pas à désigner toute cette mutation de la vie matérielle des États-Unis, de 1880 à nos jours. Durant ce siècle, ou quasi-siècle, un État surtout agricole devient surtout industriel comme l'indiquent les chiffres ci-contre. La mutation n'aurait pas été possible sans une énorme poussée des villes.

Il n'est pas question, ici, de suivre en détail cette formidable mutation, en multipliant chiffres et mesures. Les livres d'économie et de géographie fournissent, à ce sujet, les indispensables données. Historiquement, il est curieux d'indiquer que,

comme en Angleterre, le premier départ industriel a été, en Nouvelle Angleterre, l'essor de l'industrie textile et que, comme dans de nombreux pays européens, la mise en place définitive coïncide avec le *boom* des chemins de fer, de 1865 à la crise de 1873.

L'important serait de montrer : *a*) l'énormité de la réussite américaine qui ne cesse d'affecter la géographie de son propre espace (cf. le récent essor du « Sud Profond », le *Deep South*, en bordure du Golfe du Mexique); *b*) la nouveauté de certaines performances qui annoncent « la vie future »; *c*) les adaptations d'un capitalisme en rupture constante avec lui-même (question que reprend notre prochain chapitre); *d*) l'arrivée de la main-d'œuvre européenne : pas plus que la construction de l'Ouest, celle de l'industrie et des villes gigantesques n'a été le fait de la seule Amérique; *e*) cette prodigieuse poussée humaine et matérielle s'est coulée tant bien que mal dans cette civilisation ancienne qu'un langage inadéquat dénomme : *the american way of life*.

Mais nous n'aborderons, pour l'instant, que les deux dernières de ces vastes questions.

a) *Le raz de marée slavo-latin.*

Jusque vers 1880, les États-Unis avaient reçu des émigrants anglais et écossais — le premier fonds de leur population européenne; puis ce fut un afflux allemand et irlandais : ces derniers avaient un peu désanglicisé et même déprotestantisé la population américaine. Cependant l'Amérique est toujours sous la stricte domination de la culture anglaise et du Protestantisme quand elle reçoit, entre 1880 et 1914, à peu près 25 millions de Slaves et de Méditerranéens, le plus souvent catholiques.

Ce n'est pas tant l'Ouest agricole qui va les absorber que l'Est urbain et industriel : ce dernier s'en trouve transformé, non pas bouleversé, moins bouleversé, par exemple, que l'Argentine aux prises avec une immigration italienne qui a tout submergé, villes et campagnes, au delà de ce même seuil, ou peu s'en faut, des années 1880. Cette différence n'a rien d'étonnant. Les États-Unis qui accueillent les nouveaux venus ont des villes, des industries en plein essor, une étonnante puissance de dressage et de persuasion à la fois. L'assimilation a été rapide, étonnamment efficace.

« Considérez un groupe d'Américains (1956) pris au hasard : les types nordiques sont loin de dominer parmi eux et l'on pourrait aussi bien les croire issus de Naples ou de Vienne que de Londres ou de Hambourg, et cependant ce sont bien des Américains, se comportant et réagissant en Américains. De ce point de vue, le mécanisme de l'assimilation a joué » (André Siegfried).

Ce qui a triomphé, c'est à la fois la langue, l'*american way of life*, la puissance énorme d'attraction du Nouveau Monde sur l'immigrant. Celui-ci joue seul, ou presque seul, sa partie contre tous les autres. En outre, par les lois dites des *quota* (1921-1924), par la loi Mac Carran de 1952, les États-Unis ont fermé pratiquement leur porte d'entrée. Depuis lors, les arrivées de personnes déplacées n'ont rien représenté dans cet océan humain, malgré des réussites sensationnelles dans le domaine scientifique de certains de ces adoptés.

Aujourd'hui, il n'y a de pénétration notable dans le Sud qu'à partir du Mexique et de Porto Rico; dans le Nord, qu'à partir du Canada français dont les enfants perdus se retrouvent à Détroit, à Boston et même à New York. Mais ces émigrations sont des filets d'eau. New York est la plus grande ville « porto-ricaine » sans doute, mais Paris est aussi une grande ville nord-africaine en ce sens, et pour des raisons analogues : toute grande ville a besoin d'une main-d'œuvre non qualifiée, misérable, en son rez-de-chaussée. Si elle ne peut la recruter chez elle, elle la cherche ailleurs.

b) *L'acculturation triomphante.*

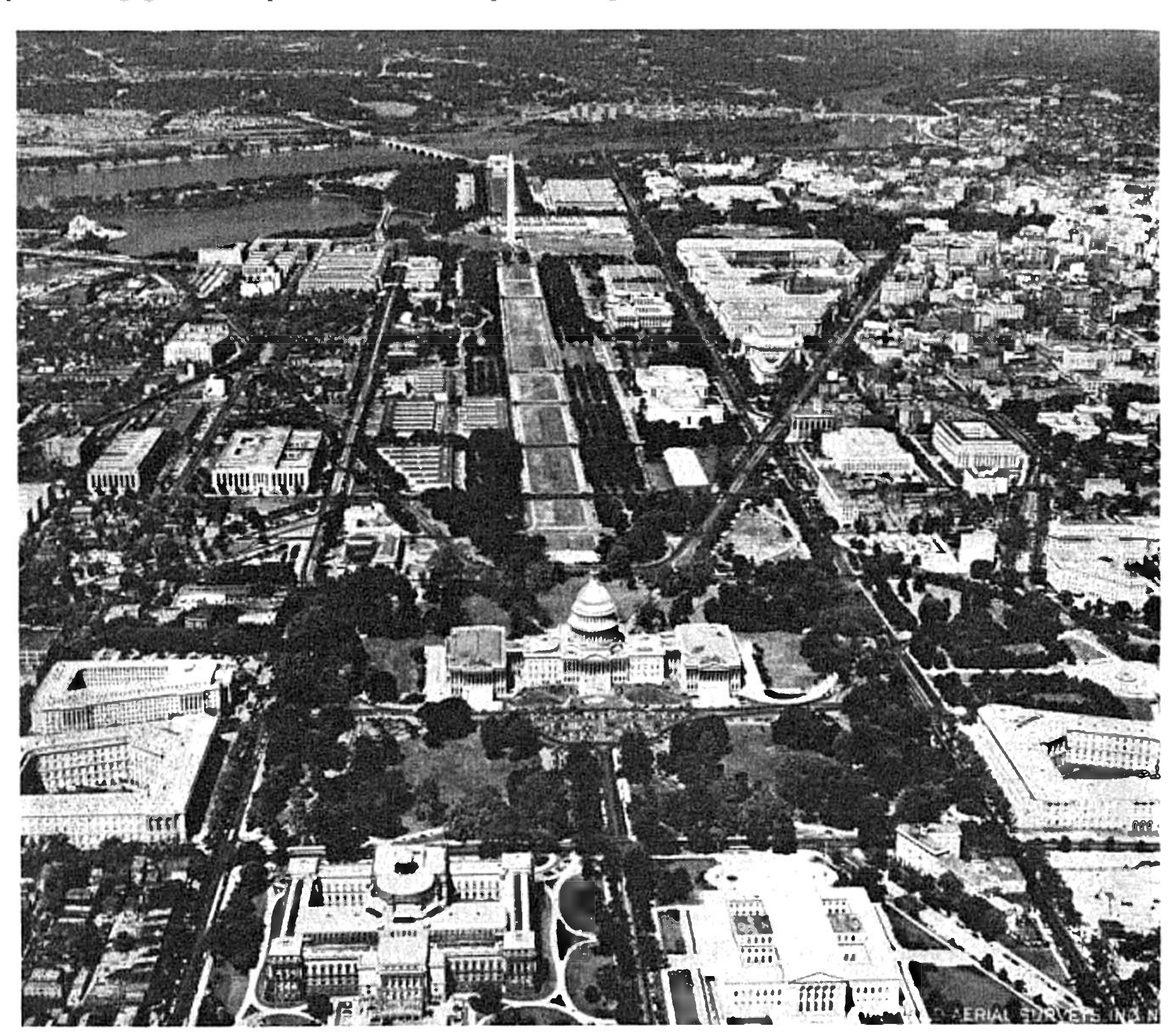
Les nouveaux venus ont fourni à l'industrie américaine sa main-d'œuvre à bon marché qui a favorisé son démarrage, puis son essor. Ils ont fourni aussi leurs pauvres et leurs prolétaires aux énormes villes dont New York est le prototype, inégalé d'ailleurs. Une urbanisation d'une ampleur exceptionnelle ne cesse de s'implanter : en fait toute la façade atlantique, de Boston à la hauteur de Washington, est devenue aujourd'hui une seule et même ville — *Mégalopolis*, dit un géographe — laissant dans ses rares intervalles un peu de place aux arbres, à quelques champs cultivés, à des banlieues qui se joignent et se confondent. L'Université de Princeton s'élève ainsi au centre d'une de ces réserves d'herbes et d'arbres entre l'agglomération new-yorkaise et Philadelphie : un moment d'inattention, et elle serait submergée par ces monstres voisins et familiers.

Cependant, malgré ces prodigieuses transformations et ces arrivées massives d'hommes nouveaux, la civilisation américaine a tenu le coup. Elle a tout assimilé, les machines, les ateliers, le développement prodigieux du « secteur tertiaire », le pullulement des automobiles dont la vie européenne donne aujourd'hui seulement une image approchée, l'arrivée, enfin, des immigrants non protestants.

2. La civilisation américaine s'est formée en trois étapes : sur le bord de l'Atlantique; de l'Atlantique au Pacifique; enfin « à la verticale », par l'industrialisation. C'est la seconde étape, Far West et nouveau Protestantisme, qui a peut-être fixé les éléments essentiels de l'american way of life : respect de l'individu, foi religieuse simplifiée à l'extrême et violemment rejetée vers les œuvres (l'entraide, le chant en commun, le devoir social...), primauté de l'anglais devant lequel les autres langues s'effacent.

Peut-on dire d'une telle société qu'elle soit religieuse? Oui, presque à 100 %, répètent les sondages. Benjamin Franklin le disait déjà, en 1782 (donc dans les tout premiers temps de l'Amérique) : « Aux États-Unis, l'athéisme est inconnu; l'incroyance rare et secrète ». Aujourd'hui encore, pas de langage officiel qui ne soit sous le signe de Dieu. Toute démarche américaine vers l'extérieur est volontiers vue comme une « croisade », que ce soit par Woodrow Wilson ou par le général Eisenhower. De même, pas de différence sociale qui n'aît, ou peu s'en faut, son expression religieuse. Au bas de l'échelle, les communautés baptistes, populaires et hier fort pauvres; « plus chic » assurément le monde des Méthodistes; très distinguée, enfin, avec ses pompes liturgiques issues de l'Église anglicane, la secte des Episcopaliens (c'est-à-dire qui ont des évêques). Comme l'a écrit un historien, c'est aussi l'Église des nouveaux riches, « une savonnette à vilains ».

Au vrai, à ses propres yeux, peu importe cependant de quelle façon l'Américain conçoive sa croyance! Car la société religieuse est *tolérante*, *pluraliste*, divisée en sectes, en « dénominations »



Vue aérienne de Washington.

disparates, avec une seule église véritable, au sens habituel du mot : la catholique. Rien d'étonnant, par exemple, qu'une même famille se partage entre plusieurs « sectes », car chacun est libre de croire à sa façon, pourvu qu'il croie : là est la seule obligation. On peut voir, à Boston, une petite « église » à l'architecture ultra-moderne. A l'entrée une plaque précise qu'aucun culte particulier n'est célébré dans ces lieux consacrés à la prière pour tous les croyants du monde, quelle que soit leur foi. Seule tache claire dans la pénombre, une grande dalle qui évoque un autel reçoit, d'une ouverture pratiquée dans la toiture, une nappe de lumière que guide jusqu'à elle un grand rideau de fragments de miroirs qui, lui, fait songer à des « mobiles » de Calder...

Merveilleuse tolérance, penserait un Européen, s'il ne savait que la laïcité et l'athéisme à la mode occidentale, et particulièrement la laïcité gouvernementale et éducationnelle selon le modèle français, sont peu pratiqués, voire inconcevables en Amérique. Par contre, une certaine forme d'areligion, de rationalisme a une certaine vogue, celle même qui avait fait son chemin en Europe depuis *L'origine des espèces* de Darwin (1859) ou la *Vie de Jésus* de Renan (1865). Cette rationalisation se marque dans la montée d'un déïsme de plus en plus vague.

L'important, pour la cohésion culturelle de l'Amérique, c'est que l'obstacle *a priori* difficile — celui que représentait le catholicisme des immigrants, les Irlandais en tête, puis les Allemands, les Italiens, les Slaves, les Mexicains — que ce catholicisme se soit finalement adapté et bien adapté à la vie américaine, accommodé de tous ses cadres. Le rôle de la première masse des catholiques — les Irlandais — a été sur ce point décisif.

En tout cas, si l'Église catholique a sauvé son unité mondiale et sa hiérarchie, elle a accepté sans réticence la séparation entre elle et l'État, à la différence de son attitude en d'autres pays où elle est majoritaire; elle s'est pleinement engagée aussi dans les cadres du nationalisme américain; enfin elle accepte de mettre l'accent délibérément sur les œuvres, suivant en cela l'impulsion même de la vie américaine. Une déclaration, entre dix autres, le dira clairement (elle est d'un archevêque américain) : « Un vote honnête et la correction dans les relations sociales feront plus pour la gloire de Dieu et le salut des âmes que des flagellations au milieu de la nuit ou des pélerinages à Compostelle. »

Comme les sectes protestantes, l'Église catholique qui compte aujourd'hui 30 millions de fidèles, a su s'organiser, avoir ses associations, ses écoles, ses Universités et, alors que les Églises protestantes ont assez peu réussi dans l'évangélisation des prolétariats urbains, elle a marqué en ce domaine des succès évidents.

Peut-être cette relative inefficacité de l'Église protestante vis-à-vis des villes tient-elle à son succès rural, au XIXe siècle, et à l'enrichissement qui l'a embourgeoisée et a attiédi souvent son zèle (malgré un renouveau actuel). Car l'Amérique religieuse, et plus généralement toute l'Amérique culturelle ne cessent d'être menacées par le passage régulier de ses fidèles à la richesse et à la bourgeoisie.

Cet aspect religieux n'est qu'une des explications des succès de cohérence de la civilisation américaine. Il en est d'autres, qui tiennent, sans doute, à la puissance de sa montée vitale, à l'attrait d'une société où les limites de classes ne sont marquées que par l'argent et où, jusqu'à des temps très récents au moins, les voies de la richesse semblaient ouvertes largement. Pour l'immigrant européen, accepter ces règles sociales, c'est se séparer des vieilles catégories européennes, s'ouvrir sur l'espoir.

Tel est l'aspect libéral d'une civilisation par ailleurs contraignante, qui ne permet guère à l'individu d'échapper aux règles tacites de *l'american way of life*. Si l'immigrant lui-même a quelque peine à s'y accoutumer, s'il éprouve à l'occasion quelques nostalgies, ses enfants seront, pour leur compte, anxieux de se fondre dans la masse américaine. Tous les sociologues ont noté ce désir des enfants d'immigrants de faire disparaître les traces de leur origine.

Finalement, dans ce processus, ce qui a joué le plus, c'est l'abondance des « chances » américaines : la frontière, puis l'industrialisation, la poussée des grandes villes, soit autant d'opérations à créer de la richesse, et l'enrichissement facilite l'assimilation. Le chemin est grand de l'Irlandais querelleur de la première génération des années 1830, qui habite quelque taudis ou « bicoque », et l'Irlandais « aux rideaux de dentelle » de la seconde ou troisième génération. Ainsi le flot montant de la richesse américaine a assuré l'ascendant de sa première civilisation sur ces nouvelles vagues humaines qui ont abordé le continent.

Si cette première civilisation, précocement et fortement, s'est différenciée de ses sources anglaises, elle n'en est pas moins restée plus anglo-saxonne encore que véritablement européenne. L'Europe continentale a toujours mêlé traditions méditerranéennes et traditions nordiques. « Cette interpénétration des deux civilisations manque aux États-Unis, l'attraction anglo-saxonne ayant tout absorbé » (André Siegfried). Et sans doute, est-ce regrettable dans la mesure où le hasard de l'histoire a fait du reste du continent américain (sauf le Canada anglais) un monde strictement latin, surtout hispano-portugais, puis fortement marqué par l'immigration italienne. C'est un fait que les deux Amériques se comprennent mal l'une l'autre, sont mal faites pour se comprendre. Et c'est un drame de l'heure présente.



Chicago, port des Grands Lacs.

LES OMBRES ET LES DIFFICULTÉS : D'HIER A AUJOURD'HUI

Nous avons jusqu'ici signalé des chances, des réussites. En vérité, les difficultés et les malchances n'ont pas manqué. Elles semblent s'amonceler dans le temps présent, se multiplier même à mesure que l'on franchit ces « lignes de partage des eaux » successives : 1880, 1929, peut-être 1953. Mais l'illusion risque d'être double. Vue de près, quelle réalité collective ne révèle-t-elle pas des difficultés inhérentes à sa vie même? Ensuite, la distinction entre chances et malchances aux dimensions d'une civilisation immense ne peut être ni claire, ni décisive. Toute difficulté appelle l'effort, suscite la riposte, change de signe. La malchance est une mise en garde, une épreuve. Elle ne scelle que rarement un destin d'ensemble. Le vers trop connu de Henri Heine — *un nouveau printemps te rendra ce que l'hiver t'a pris* — vrai souvent pour les individus, vaut plus encore pour les nations. Les États-Unis ont des difficultés, des crises s'annoncent pour eux, mais leur santé reste exubérante, meilleure peut-être qu'ils ne le pensent eux-mêmes.

I. Un cauchemar ancien : la question noire ou une colonie indéracinable.

Au milieu des chances de l'Amérique, une difficuté de taille s'est glissée, dès le départ ou peu s'en faut, impossible à conjurer : la présence de Noirs africains, implantés sur son sol dès le XVIIe siècle par l'essor des plantations du Sud (le tabac en Virginie, à partir de 1615; le riz en Caroline à partir de 1695, puis en Géorgie; le coton à partir du XIXe siècle dans tout le pays au sud-ouest de la Virginie).

1. L'histoire et la géographie en portent la responsabilité.

La façade atlantique où se construisirent les États-Unis présente une succession de zones climatiques rapprochées les unes des autres. New York qui, malgré sa latitude (celle de Naples) et à cause du courant froid du Labrador, a le climat de Moscou — New York est à une nuit de chemin de fer seulement des pays tropicaux et de leurs produits exotiques. Dans ce Sud, l'esclavagisme s'est installé presque naturellement, comme une sorte d'extension de l'économie antillaise, si prospère au XVIIIe siècle. Les Espagnols en Floride, les Français à la Nouvelle-Orléans (dès 1795 pour la canne à sucre) le pratiquent autant que Georges Washington ou Thomas Jefferson dans leurs propriétés de Virginie.

Ainsi s'est introduite, en cette Amérique anglo-saxonne, une Afrique vivace, aberrante, contre laquelle rien ne fera plus barrage, ni la force, ni les préjugés, ni les concessions. La Constitution de 1787, notons-le, si libérale de ton, n'a pas aboli l'esclavage. Elle prévoyait seulement la suppression de la traite, après un délai de vingt ans, et elle sera effectivement abolie, en 1807.

Mais si, dès lors, le Noir ne s'importe plus, légalement au moins (car la contrebande continuera longtemps encore), il s'élève en grand, tel un animal quelconque; l'essor du coton pousse même à une aggravation de la condition des Noirs au XIXe siècle. Jadis, les esclaves vivaient dans la maison du maître; les voilà réunis en vastes troupeaux, comme sur les domaines de l'ancienne Rome. Au-dessus de ces misérables travailleurs de couleur, une société blanche, accueillante, cultivée, forme une puissante aristocratie coloniale. *La case de l'Oncle Tom*, un roman de Harriet Beecher Stove qui dit les misères des Noirs, déchainera dans le Nord, en 1852, une révolution des cœurs. Un autre roman, presque récent, *Autant en emporte le vent*, (1936), de Margaret Mitchell, dit pour sa part les douceurs et les charmes de la vie dans le Sud, mais il s'agit là, surtout, de la libre vie des propriétaires blancs. C'est dans ce même cadre extérieur que se situent les récits compliqués et tendus de Faulkner, cette vie du Sud, avec ses nostalgies du temps civilisé de jadis, les parties de chasse, les conversations arrosées d'alcool de maïs, le « moonshine ». Double vérité, noire et blanche, double mensonge, sans doute.

Bref, alors que l'Indien, le premier colonisé, a disparu dans sa lutte avec l'Européen, au point qu'on ne le retrouve plus que dans ces réserves indiennes où il survit comme le représentant d'une race disparue, le Noir s'est révélé, sans le vouloir, un adversaire coriace. Les États-Unis ont ainsi chez eux une colonie qui, elle, n'a pas été vraiment émancipée, malgré toutes les mesures officielles, une minorité ethnique dont le poids et la présence se maintiennent envers et contre tout.

2. Au milieu du XIXe siècle, la question de la suppression ou du maintien de l'esclavage provoque la tornade de la Guerre de Sécession (1861-1865), mais elle n'est qu'un des aspects de la querelle multiple et fratricide qui sépare et oppose les États du Sud et ceux du Nord.

1° Le Nord est industriel, il est pour les hauts tarifs douaniers; le Sud, vendeur de coton, préfère acheter les produits manufacturés d'Europe, dont la qualité est supérieure. Il revendique le régime de la porte ouverte.

2° Aspect politique de la querelle : les deux partis, républicain et démocrate, se disputent le pouvoir : les Démocrates surtout sudistes, les Républicains surtout nordistes.

3° Cette rivalité est d'autant plus âpre qu'elle comporte un enjeu : les nouveaux États qui se créent à l'ouest pencheront-ils vers l'un ou l'autre bloc?

4° Pratiquement, la crise pose un problème grave : les États particuliers intégrés dans l'Union peuvent-ils, ou non, s'opposer à telles ou telles mesures décidées par le gouvernement central de l'Union? Ont-ils le droit d'en sortir, de faire *sécession?*

Tous ces motifs de rivalité se cristallisent dans le désaccord violent des deux adversaires à propos de la suppression de l'esclavage. Le Sud déclanche la guerre (attaque du Fort Sumter, le 12 avril 1861); elle se terminera par sa capitulation, le 9 avril 1865, après une guerre civile affreuse. Le 13e amendement à la Constitution du 18 décembre 1865 supprime l'esclavage. La mesure concernait un peu moins de 5 millions de Noirs (4 800 000 en 1870, face à 33 millions de Blancs) soit 12,7 % de la population totale. Cette proportion grandira par la suite : 13,1 % en 1880, puis déclinera régulièrement avec l'immigration européenne, jusqu'à atteindre 10 % en 1920; c'est à ce taux qu'elle semble stabilisée.

Mille détails de la vie quotidienne montreraient aisément comment les avantages politiques concédés aux Noirs se sont révélés vains. Les droits politiques ont été tournés, le Noir maintenu à « sa place inférieure ». D'autant qu'il n'a pas quitté le Sud (où cette infériorité se maintenait spontanément à la faveur d'habitudes, de traditions) avant 1914 et n'y a trouvé qu'une place médiocre dans l'industrialisation qui commence vers 1880, celle d'homme de peine, de manœuvre, les postes les plus avantageux étant réservés aux « Petits Blancs ». C'est seulement avec la Première Guerre Mondiale que l'émigration noire est devenue importante vers le nord, à Harlem, le quartier noir de New York, à Chicago où ils occupent la « ceinture noire », à Détroit...

3. La minorité noire a suivi l'essor économique de l'Amérique, s'y est incorporée. Elle a aujourd'hui ses riches, même ses nouveaux riches, ses universités, ses musiciens, ses poètes, ses écrivains, ses églises. Mais l'égalité vraie fuit devant elle.

« Comme il arrive, écrivait André Siegfried en 1956, une volonté systématique d'optimisme pourrait faire croire que le problème est désormais résolu et plusieurs visiteurs européens s'y sont trompés. La vérité est que les exclusions sociales traditionnelles continuent, soit dans le Nord, avec quelques atténuations, soit dans le Sud pratiquement sans aucune atténuation. On verra, sans doute, de plus en plus, dans l'Est et le Centre-Ouest, des Noirs mêlés effectivement à la vie des Blancs; il se pourra que tel homme de couleur distingué soit admis, à l'occasion, dans un dîner ou à une réunion sociale; de plus en plus nombreux seront les représentants de la race hier persécutée qui seront admis dans des postes administratifs électifs sans discrimination. De là à penser que la barrière doive prochainement tomber ou s'abaisser sérieusement, il y a loin. Le Noir aux États-Unis se sent Américain et se veut simplement tel, sans mention de race, mais pour les Blancs, il reste un « Noir américain », ce qui marque une forte nuance. La couleur en l'espèce semble devoir être un obstacle insurmontable pour une complète assimilation. »

Au vrai, la question noire est prise dans les lenteurs désespérantes avec lesquelles s'opèrent, quand ils s'opèrent, les changements culturels. Les préjugés, les antipathies, les prises de position (voyez les romans de Faulkner) sont ici beaucoup plus encore ceux d'hier que ceux d'aujourd'hui. Ségrégation, lynchages (fort rares), hostilités larvées ou patentes, sont en retard sur les mouvements qui les exorcisent. Mais enfin ces mouvements sont déclanchés. Les incidents scolaires de Little Rock, où le Gouvernement fédéral a eu finalement le dessus (les écoles de Blancs, soutenues par le gouverneur de l'État d'Arkansas, refusaient d'accepter des Noirs, comme les y obligeait la loi fédérale récente), indiquent où va l'avenir, aussi redoutables que soient le problème et les passions ségrégationistes. Toutefois cet avenir s'approche lentement et seule l'étonnante patience, le loyalisme politique de la race noire promettent que la solution restera pacifique.

Pour conclure, peut-on parler du problème noir comme d'une malchance, à la fois de l'Amérique en général et de cette Amérique Noire, sympathique et patiente? Non sans doute, puisque l'humanisme

américain se trouve en présence d'une difficulté à surmonter par laquelle il se jugera et se haussera. Non sans doute puisque cette Afrique a offert aux États-Unis un apport culturel particulier, original, qui s'est incorporé à la civilisation américaine (particulièrement à sa musique). D'autre part, cette Afrique est matériellement, intellectuellement la plus évoluée des communautés noires du monde entier, elle est travailleuse et prise dans les mailles de la communauté et de la civilisation américaines. Le temps jouera en sa faveur et s'il ne supprime pas cette grave contradiction interne de la vie américaine, la source d'un malaise intellectuel et moral permanent demeurera. Ce que nul ne souhaite au fond de son cœur. Il faut que l'Amérique invente et adopte une solution heureuse.

II. Le capitalisme : des trusts à l'intervention de l'État et aux oligopoles.

Chance ou malchance, on hésitera aussi à situer nos jugements en mettant en cause, cette fois, l'histoire du capitalisme aux États-Unis. Lui aussi, il a servi, autant que desservi la civilisation qui lui doit (et réciproquement) sa marque indélébile.

L'argent a été, il reste roi dans cette libre démocratie que veut être l'Amérique. L'empire des affaires est évident, il s'étale ouvertement, ne serait-ce que dans les *buildings* géants de Manhattan. Mais ce capitalisme, ce jeu libre, parfois trop libre de l'offre et de la demande a animé une poussée matérielle sans exemple dans le monde et que chaque pays, quel que soit son régime politique, essaie de copier, d'atteindre à son tour. Enfin l'idéalisme américain lui-même, dont on ne saurait nier la vigueur et souvent le désintéressement total, est en partie une réponse à ce matérialisme envahissant des affaires, une évasion et une riposte. Le capitalisme, ici, a eu souvent mauvaise conscience.

Plus encore, n'y a-t-il pas humanisation progressive de ce capitalisme, sous le poids d'une société pragmatique, non révolutionnaire, trop riche, sans doute, pour être subversive comme l'Europe d'avant 1914 ou d'avant 1848 ?

Un pays agricole, nous l'avons vu, jusqu'au voisinage de 1880, a été saisi d'un seul coup dans la plus prodigieuse des transformations, et comme surpris par cette brusque promotion à l'industrie, à la richesse et à la puissance. L'Europe des Six, depuis le Marché Commun, apprend ce que peut être une vive progression de la vie matérielle. Rien n'échappe, chez nous, à une telle marée montante. Et justement, dans cette Europe d'aujourd'hui, voyez la poussée d'un socialisme pragmatique. De même en Amérique, le capitalisme n'a poursuivi sa carrière qu'en s'adaptant, en multipliant les concessions, si l'on peut dire, en partageant le progrès. Il a beaucoup évolué, des *trusts* du XIX[e] siècle finissant aux grosses entreprises dominant à deux ou trois le vaste marché intérieur *(oligopoles)*.

Il est évident que ce capitalisme développé, freiné ou dévié, en voie d'évolution, reste l'animateur de la vie matérielle et, au delà, de la politique et de la civilisation d'Amérique. En se transformant, il les a transformées. Là est, en partie, l'origine de la crise actuelle et permanente de la civilisation américaine.

1. Pour saisir cette évolution, il faut revenir, un instant, à l'époque des trusts (trust = confiance; trustee = fondé de pouvoir).

Il faut entendre par *trust*, juridiquement parlant, une union d'actionnaires ayant des titres de différentes sociétés, les actionnaires déléguant à des *trustees* le soin de les représenter. En conséquence, un groupement de *trustees* réunit, en fait, des sociétés qui, d'après leur charte, n'auraient pas le droit de fusionner. C'est donc là une façon de tourner la loi. Certains de ces *trusts* rassemblent des activités voisines, complémentaires et, quand il s'agit de puissants groupements, ils visent naturellement à constituer un monopole, bien que l'immensité des États-Unis rende l'opération toujours difficile. C'est une opération de ce genre, et réussie, que mène à bien John Rockefeller (1839-1937), de 1870 date de la création de la *Standard Oil* (de l'Ohio) à la constitution effective, en 1879, du *trust* de la Standard : celui-ci déborde les limites strictes de l'affaire, car il englobe une série d'entreprises s'occupant aussi bien de l'extraction du pétrole, de son transport, de son raffinage que de ses ventes (avant tout à l'étranger), celles-ci liées bientôt à l'énorme essor de l'automobile.

C'est un trust, sûrement, et plus sûrement encore une très grande entreprise que l'*United States Steel Corporation*, fondée en 1897. John Rockefeller, retiré des affaires de la *Standard* mais non pas des spéculations et qui, profitant de ce qu'il n'y a guère alors de contrôle fiscal, accumule une énorme fortune — qui animera plus tard d'immenses œuvres de bienfaisance, — John Rockefeller a acheté des gisements de fer près du

Lac Supérieur. En fait, il les a reçus en paiement de clients insolvables. Peu après, de façon secrète, il a fait construire une flotte de cargos pour transporter le minerai par les Grands Lacs. Ensuite, plutôt de force que de gré, il s'entend avec le roi de l'acier, Andrew Carnegie (1835-1919), maître des grandes aciéries de Pittsburgh. L'intervention du banquier Pierpont Morgan conduit à la constitution de ce géant, *U. S. Steel Corporation* qui « truste », dirions-nous, 60 % de la production américaine. Dernier acte, au moment d'introduire les actions du groupe en bourse, Pierpont Morgan en double le capital, donc la valeur. C'est spéculer, avec raison, sur la montée en flèche de l'affaire.

Ces opérations, d'autres que l'on pourrait citer (et que l'on cite souvent à propos des luttes des compagnies de chemins de fer), définissent une technique et un climat, un capitalisme féroce et sans remords, comme la politique au temps de Machiavel. D'ailleurs un Rockefeller, un Carnegie, un Pierpont Morgan ne sont pas tellement éloignés, d'une certaine manière, des Princes décidés de la Renaissance.

Ce bondissement des affaires, il faudrait le situer, du rush sur l'or en Californie (1849), ou mieux de 1865 (au lendemain de la Capitulation du sud à Appomatox) au début du XXe siècle. Ces princes, au visage dur ou débonnaire selon les cas, ont voulu violemment « leur » Amérique. Ils ont brisé, tourné les obstacles, payé, presque sans s'en cacher, les pots de vin nécessaires. L'un d'eux écrivait : « Si vous devez payer pour obtenir la *juste* solution, il est simplement licite et équitable de le faire. Qu'un homme ait le pouvoir de faire un grand mal et ne marche droit qu'après avoir été acheté, puisque le temps gagné sera ainsi épargné, alors c'est un devoir d'aller de l'avant et d'acheter le juge. » La fin justifie les moyens; est juste ce qui nous convient...

C'est l'époque des grandes réalisations économiques, des chemins de fer, du rush vers l'or californien, du peuplement de l'ouest, des hommes nouveaux, des parvenus qui justifient le mythe rassurant, sinon toujours exact, du *self made man*... Ce sont les années d'un capitalisme inconsciemment cynique. Ces hommes d'affaires, au milieu de leurs luttes et de leurs compromissions, ne se voient pas évidemment avec nos yeux. Ce sont des lutteurs qui ne s'attardent guère aux moyens qu'ils emploient et ne considèrent que le but qu'ils poursuivent, de grandeur, de rationalisation, voire de bien public, réalisé, il est vrai, à travers la montée et la grandeur de leur propre personne, mais puisqu'ils sont les « meilleurs combattants », n'y ont-ils pas droit, en toute justice?

2. Il serait cependant inexact de penser que ces agissements, ou cette propagande qui s'efforcera, au soir de cette période, de présenter comme des self made men tous les hommes d'affaires qui réussissent (ainsi, ce qui est archifaux, un Pierpont Morgan) n'aient rencontré qu'approbation et crédulité.

Une crainte vive se fait jour, au contraire, dans le public et même chez les hommes d'affaires, contre les monopoles ou les mesures qui semblent y conduire. La concentration souvent spontanée, « organique » des affaires, la reprise à long souffle au delà de 1900, tout a contribué à multiplier *trusts* et monopoles. Ils poussent comme des champignons (86, de 1887 à 1897; 149, de 1898 à 1900; 127, de 1901 à 1903). Mais la lutte commence aussitôt contre eux : la campagne présidentielle de 1896 s'est faite en partie pour (Mac Kinley) et contre (Bryan) les *trusts*. Puis certains de ces *trusts*, trop ambitieux, échouent d'eux-mêmes, comme celui de la marine marchande dont avait rêvé Pierpont Morgan.

Avec les crises brusques et courtes de 1903 et de 1907, l'opinion s'est trouvée fortement sensibilisée. Et, en 1904, le Président Roosevelt dissout, aux applaudissements de l'opinion publique, un véritable *trust* des chemins de fer. Ces mesures, ces campagnes aboutissent à la *loi anti-trust*, dite lo Clayton (1914) du nom d'un Démocrate ami du président Wilson.

Bien des observateurs ont dit qu'il s'agissait là d'un coup d'épée dans l'eau, qu'il était utopique d'arrêter par une loi la vaste concentration économique en mouvement. Un chef socialiste américain, Daniel de Leon, le reconnaissait lui-même : « L'échelle le long de laquelle l'humanité a monté vers la civilisation est le progrès des méthodes de travail, l'instrument de production de plus en plus puissant. Le *trust* occupe le sommet de l'échelle : c'est autour de lui que la tempête sociale moderne fait rage. La classe moyenne cherche à le briser, faisant ainsi reculer la marche de la civilisation. Le prolétariat cherche à le conserver, à l'améliorer et à l'ouvrir à tous. »

Une telle attitude est claire : ne pas toucher à ce qui est progrès technique, succès et orgueil de l'Amérique, mais humaniser le processus et, si possible, prendre sa part du progrès. Pour une telle politique, un seul arbitre a la taille et la puissance voulues : l'État fédéral, car les *trusts*, en fait, débordent tout Etat particulier de l'Union, leur activité relève de plusieurs États à la fois. Seul, l'État fédéral se trouve à leur vraie dimension. Encore a-t-il fallu que celui-ci grandisse, se fortifie, s'impose comme l'interlocuteur valable; que les *trusts*, ou si l'on veut le grand capitalisme, trouvent leur avantage à n'avoir affaire qu'à une seule autorité dont on obtient l'appui, ou dont on respecte l'opposition, dont on supportera aussi, avec plaisir

ou non, les décisions. Voyez, en 1962, l'opposition du président Kennedy à l'augmentation du prix de l'acier.

3. Aujourd'hui, avec les oligopoles, les syndicats, le « pouvoir compensateur » de l'État, « il est en train de se constituer en Amérique quelque chose comme un néo-capitalisme, adaptable dans sa forme évoluée aux conditions du XXᵉ siècle et déjà fort différent du capitalisme traditionnel ».

Ce néo-capitalisme est difficile à saisir; il se présente sous de multiples aspects; et, toute la civilisation américaine s'exprime à travers son ordre, ses réseaux sociaux. Ainsi comment énumérer tous ses éléments? la rationalisation qui va, dès maintenant, jusqu'aux prodiges de l'automation, la fabrication en série pour un énorme marché homogène, aux goûts standardisés, sous l'impact d'une publicité envahissante, toute puissante. Ajoutons la mise en place obsédante, dans les vastes entreprises, des *human relations,* et des *public relations,* sortes de ministères de l'extérieur et de l'intérieur qu'entretiennent les dites entreprises pour se justifier vis-à-vis de l'opinion publique, de leurs consommateurs, enfin et surtout de leurs ouvriers. Ainsi mille détails qui ont leur valeur, l'important étant le jeu économique qui commande l'ensemble. Il importe par suite de dégager ses règles, ses limites, ses succès, le mouvement qui emporte le tout. A cet effet, mettons successivement en cause : *a*) le rôle, hier, du marché dans l'économie libérale du XIXᵉ s.; *b*) les oligopoles; *c*) les syndicats; *d*) le gouvernement fédéral.

a) Le marché (supposé libre, bien entendu) était pour les économistes libéraux le régulateur, le justicier de toute vie économique. Par la voie sacro-sainte de la concurrence, il remettait chacun et chaque chose à sa place. L'économie idéale, selon la tradition capitaliste, était celle où la concurrence joue à plein (et donc sans monopole), où l'État n'intervient pas, où l'équilibre s'établit de lui-même, grâce au jeu de l'offre et de la demande, où les crises, le chômage, l'inflation sont des phénomènes *anormaux,* et qu'il faut combattre. Du chômage qu'il faut bien *expliquer* car il ne date pas du XXᵉ s., on ira jusqu'à accuser les anormales pressions des syndicats.

Pour compléter l'image ancienne, répétons que produire est *toujours* un bienfait. Tout *bien* créé accélère, en effet, les échanges, selon *la loi des débouchés* que Jean-Baptiste Say a formulée, dès 1803 : « les produits s'échangent contre des produits »; alors en fabriquer un, c'est mettre à sa propre disposition une monnaie supplémentaire d'échange. Ainsi l'avaient enseigné les économistes libéraux d'Adam Smith à Bentham et à Ricardo, à Jean-Baptiste Say et au grand Arthur Marshall. Bref, dans ce « modèle » concurrentiel de la vie économique, tout se réglait de soi-même, y compris la propension à épargner ou à investir. D'ailleurs pour réglementer celle-ci, au cas où elle se déréglait, il suffisait de jouer sur le taux d'intérêt, le hausser ou le diminuer à bon escient.

Or, à partir d'un certain stade du développement capitaliste, toutes ces règles anciennes, enseignées, répétées à satiété, ont été démenties par les faits : les monopoles, les crypto-monopoles, les oligopoles sont devenus au XXᵉ siècle la règle dominante pour de vastes secteurs, les plus progressifs d'ailleurs; ils faussent la sacro-sainte concurrence; l'État intervient (que l'on songe au New Deal et hors des États-Unis à tant de plans quinquennaux); enfin, les crises longues ont montré leur visage à partir de 1929; le chômage et l'inflation ont eu aussi la partie belle et s'annoncent, après tout, comme des phénomènes regrettables, assurément, mais normaux de la vie économique et sociale. D'où l'importance de la révolutionnaire *Théorie Générale* (1936) de l'économiste anglais John Keynes (1883-1946) : elle marque la rupture avec l'économie libérale et son modèle concurrentiel traditionnel. L'Amérique l'aura acceptée comme la loi et les prophètes de la nouvelle économie du XXᵉ siècle et en aura déduit souvent ses actions politiques.

b) *Les oligopoles.* Il y a oligopole, ou concurrence imparfaite, ou monopole incomplet, quand quelques gros vendeurs « s'efforcent de satisfaire aux besoins d'une multitude d'acheteurs ». En fait, la lutte anti-trusts n'aura pas mis fin, nous l'avons dit, à la concentration organique, biologique des entreprises. Dans un nombre considérable de branches, et pas seulement aux États-Unis d'ailleurs, la concentration s'est accomplie au bénéfice d'entreprises géantes. Ainsi avant 1939, dans l'aluminium, une seule énorme compagnie subsistait, *l'Aluminium Company of America.* D'ordinaire, quelques entreprises géantes se partagent telle ou telle branche : trois ou quatre ainsi pour la fabrication du tabac et des cigarettes.

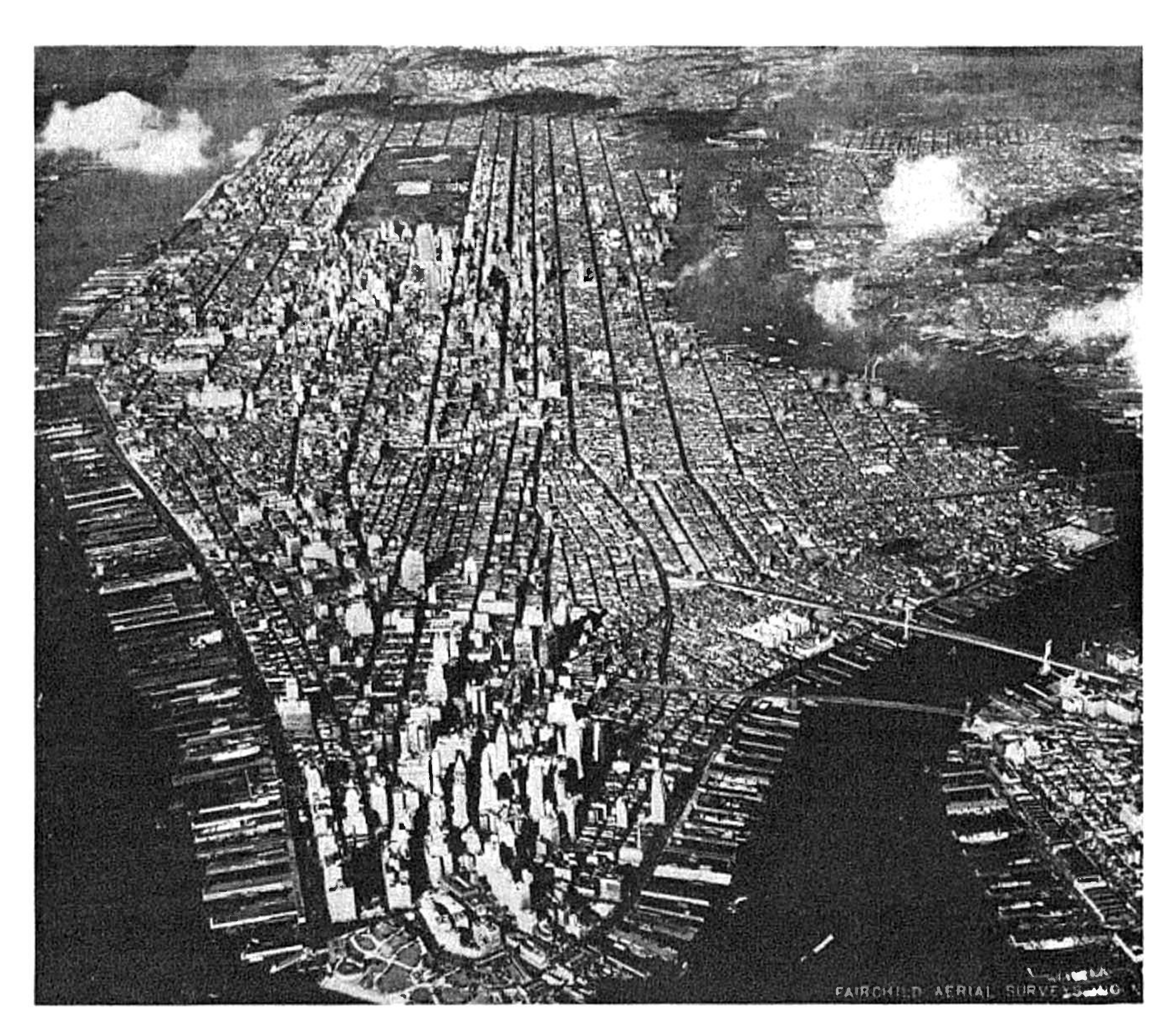
Cependant, auprès des géants, de petites entreprises subsistent, vivotant dans leur ombre, appelées un jour ou l'autre d'ailleurs à disparaître. Elles ne sont qu'une survivance, qu'un héritage du passé. Autant il est facile de s'insérer dans une industrie à ses débuts et qui attire les capitaux et les risqueurs (le pétrole au temps de la jeunesse de Rockefeller, ou l'automobile au temps des débuts de Ford), autant l'opération est difficile dans un secteur d'occupation ancienne où l'expérience, les dimensions de l'entreprise, le progrès technique

et l'autofinancement sont des questions vitales; seules les entreprises privilégiées peuvent les résoudre.

Enquêtes et statistiques soulignent d'ailleurs le fait : 200 entreprises de larges dimensions contrôlent à peu près la moitié de la fabuleuse richesse matérielle des États-Unis. Ce sont des entreprises souvent dépersonnalisées, sociétés anonymes ou mêmes possédées par le personnel qui s'y emploie. Dans ces Empires, la rémunération des responsables comme celle des employés est énorme, à l'échelle de l'Europe, mais il s'agit en somme de salaires fixes. « Le bénéfice proprement dit comme l'expliquait Ford, appartient à l'affaire elle-même dont il est la sauvegarde et dont il permet l'accroissement. »

Ainsi se sont établis ce capitalisme à part et le règne des « géants » contre lesquels les lois anti-trusts ne peuvent plus rien (on l'a vu, en 1948, dans l'action gouvernementale contre les fabriques de Chesterfield, Lucky Strike et Camel). A la rigueur, s'il y avait un seul monopoleur, mais 200! Il y faudrait une réforme radicale, une révolution, nul n'y songe. Les *oligopoles* ne seront pas fractionnés en entreprises de petites dimensions.

Les grandes places sont donc prises et bien prises. « Dans la noblesse des affaires, la dignité ducale appartient aux présidents de la *General Motors*, de la *Standard Oil de New Jersey*, à la *Dupont de Nemours Chemical Society* et à l'*United States Steel Corporation*. Les comtes, barons, chevaliers et écuyers suivent, selon la stricte proportion de l'actif de leurs diffé-



Manhattan.

L'île qu'un Hollandais acheta dix ducats et un tonneau de rhum en 1614 pour y fonder New-Amsterdam est aujourd'hui centre des affaires de New-York.

rentes firmes. » Situations acquises et qui seront gardées : « La génération présente d'Américains, si elle survit, achètera son acier, son cuivre, son laiton, ses automobiles, ses pneus, son savon, ses interrupteurs, ses petits déjeuners, son lard fumé, ses cigarettes, son whisky, ses caisses enregistreuses et ses cercueils dans l'une ou l'autre des quelques firmes qui fournissent actuellement ces objets » (J. K. Galbraith).

Certes, et on l'a souvent dit, ces entreprises géantes ont leurs avantages; elles suivent, elles organisent admirablement le progrès technique, fournissent à bas prix des produits de qualité... La constatation est évidente quand on compare les branches qui, modernisées, se sont, du coup, concentrées comme l'indique notre esquisse, et celles qui restent hors de ce mouvement, encore dans la ligne du XIXe siècle. Car les États-Unis sont construits à la fois sur un vieux et sur un nouveau capitalisme, sur une structure au moins double. Ainsi l'agriculture dans son ensemble, la confection, les mines relèvent du vieux capitalisme. C'est-à-dire que les entreprises sont, ici, de très médiocres dimensions, dérisoires en ce qui concerne l'agriculture : un producteur important livrera dans le Missouri 9 000 balles de coton sur le marché; cette masse est énorme en soi, mais ridicule à l'échelle de la production; autant dire qu'il ne peut avoir aucune influence sur les prix. En fait, ceux-ci le dominent, lui et tous les autres producteurs de coton. De même, il y a une énorme différence entre l'organisation du « pétropole » des compagnies pétrolières américaines, dont les progrès sont sensationnels, et l'archaïsme des 6 000 entreprises charbonnières des États-Unis qui restent fidèles au travail de mineurs misérables et dont les progrès techniques n'ont été possibles (et encore) que grâce à l'intervention récente de l'État.

c) Le marché recouvre son rôle. Les prix, évidemment, ne surprennent jamais les grosses entreprises : elles les contrôlent à l'avance et fidèles à « la plus pure et la plus honnête » des concurrences, elles n'interviennent, en ce domaine, qu'après avoir supputé l'incidence de la décision, hausse ou baisse, sur les organisations rivales capables de leur rendre coup pour coup. Il s'ensuit que le prix est fixé à bonne hauteur pour assurer la sécurité et les bénéfices des géants et c'est pourquoi des firmes de petite ampleur arrivent encore à vivre, à se glisser, à survivre autour des grands, grâce à cette hauteur relative des prix à la vente. Dans ces conditions, la guerre des prix étant écartée, il ne reste plus guère à pratiquer que celle de la publicité qui, de toute évidence, est le luxe d'une « économie d'opulence ». On ne peut imaginer une publicité quelconque dans une économie de pénurie.

Cependant, les deux cents géants (que ne contrôle plus, semble-t-il, le pouvoir des banques ébranlé par la crise de 1929) ne règnent pas sans conteste, ou, qui plus est, sans partage. Le mouvement organique qui a concentré les ventes entre quelques mains, du moins pour certains secteurs modernisés, a également *concentré les achats* en quelques autres mains.

Le « pouvoir économique » des producteurs se heurte ainsi au « pouvoir compensateur » des acheteurs et, à ce double jeu, le bénéfice des monopoles peut aller ou d'un côté ou de l'autre, un gros vendeur face à beaucoup d'acheteurs, ou un acheteur important face à beaucoup de vendeurs, ou, dernier cas assez fréquent, un géant de chaque côté. Alors il faut composer. Supposez que les marchands d'acier aient la fantaisie de fixer, à Détroit, des « prix arbitraires » : il sera difficile de les imposer à une clientèle aussi importante et aussi puissante que celle des fabricants d'automobiles de Détroit.

Évidemment, un oligopole peut jouer les deux rôles, vendeur et acheteur, utiliser tour à tour, ou tout à la fois, le pouvoir économique, puis le pouvoir compensateur. Mais il y aura le plus souvent conflit et tension entre ces deux activités d'ordinaire séparées.

d) Les syndicats.

C'est sur le marché du travail que la compensation s'est accentuée le plus visiblement. Les géants industriels ont vu se dresser devant eux, dans leur propre secteur, le syndicat géant. Et le syndicat essaie de profiter lui aussi du monopole, du droit d'intervention des entreprises géantes sur le marché des prix. Puisque ces dernières peuvent faire monter les prix, il suffira de peser sur elles pour relever les salaires et permettre aux ouvriers de partager avec elles leurs privilèges. Ce mot de privilèges n'est pas excessif, si l'on songe que certains syndicats américains sont en réalité de riches sociétés, avec d'énormes buildings, des capitaux considérables et savamment gérés, un président et un personnel royalement rétribués...

Au contraire, là où le capitalisme dernier cri ne s'est pas installé, l'action syndicale ne peut guère exercer de pressions aussi efficaces. Est-ce la raison pour laquelle le réseau syndicaliste actif laisse en dehors de ses organisations à peu près toute l'activité agricole?

En tout cas, l'antagonisme classique des producteurs et des syndicats tend à prendre, dans les États-Unis d'aujourd'hui, une forme très particulière, celle souvent d'une association, dont le consommateur risque de faire les frais. Les géants

d'industrie ont rendu possible la création de géants sociaux et leur pouvoir opposé joue comme régulateur des salaires et des prix.

Cependant, comme ce régulateur est sujet à bien des erreurs, qu'il peut se coincer ou se gripper et que chacune de ses défaillances, au pays du gigantisme, risque d'avoir des conséquences elles aussi gigantesques, le rôle de l'État s'affirme de plus en plus comme celui du régulateur suprême, chargé de veiller au bon fonctionnement de la machine. Depuis 1929, nul ne conteste cette nécessité qui est la négation par excellence de la tradition du libéralisme économique.

e) Le « pouvoir compensateur » de l'État.

De toute évidence, l'évolution économique des États-Unis contraint l'État fédéral à une intervention attentive. Il ne s'agit plus, pour lui, d'intervenir à l'aveugle selon les mesures anti-trusts qui ont suivi le Clayton Act de 1914, mais d'analyser avec attention les éléments de la situation économique, d'en prévoir le développement grâce à toutes les possibilités que donne, sur ce point, la science économique moderne et être prêt, en toute occasion, à agir sur tel ou tel secteur, suivant qu'il s'agit de résorber le chômage, ou de stimuler la production, ou d'empêcher l'inflation, etc...

On comprend pourquoi l'importance de l'État fédéral n'a cessé de grandir depuis le New Deal. Alors que Hoover n'avait que 37 auxiliaires, Truman disposait de 325 fonctionnaires directs et de 1500 employés. Jadis, la Maison Blanche suffisait au travail présidentiel. En face d'elle se dresse, aujourd'hui, un *Executive Office Building* où les nouveaux bureaux sont déjà à l'étroit. Peu à peu, les pouvoirs se concentrent à la Maison Blanche et pèsent sur le pays tout entier. Une bureaucratie importante met en place une armée de techniciens compétents, qui échappent aux vicissitudes anciennes du vieux *Spoils System* qui provoquait souvent, au gré du résultat des élections, le remplacement des fonctionnaires. Cette fixité nouvelle de la bureaucratie est, à elle seule, une révolution. Le Président désormais commande à un personnel qualifié d'exécution.

Tout le système énorme de l'État fédéral, organisé en fonction des problèmes décisifs par lesquels *doit* ou *peut* s'orienter l'économie, se trouve forcément confronté, du même coup, aux problèmes sociaux. Un dirigisme économique, même limité, peut-il se concevoir sans un certain dirigisme social?

A partir du moment où l'État prend une certaine responsabilité dans l'organisation économique, il devient responsable de l'injustice sociale. Il ne peut ignorer ces Américains qui ne sont pas organisés, à la frange des syndicats ou carrément en dehors, comme ces valets de culture absolument sans droits et qui constituent un prolétariat de deux millions de parias. Faut-il fixer un salaire minimum? Faut-il s'orienter vers un système de sécurité sociale à l'européenne?

Ainsi s'introduirait une politique sociale orientée dans une économie d'opulence qui, à elle seule, a réglé beaucoup de problèmes anciens, mais en a posé beaucoup de nouveaux, certains très urgents. Toutefois il s'agirait d'une nouvelle entorse aux traditions de la civilisation américaine, férocement individualiste et qui respecte, avant tout, la capacité d'un homme à « arriver », par ses propres moyens. L'intrusion de l'État dans l'organisation de la société répugne spontanément à tout citoyen des États-Unis. Mais est-il possible d'y échapper aujourd'hui?

Pour illustrer cette difficulté et la nécessité du choix, citons ces réflexions de sujets soviétiques réfugiés, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, aux États-Unis et qu'un sociologue interroge sur leurs impressions de nouveaux venus. S'ils reconnaissent, dans l'ensemble, la supériorité de leur vie matérielle nouvelle, ils sont unanimes à regretter vivement l'assistance médicale gratuite et plus encore l'égalité de tous devant la maladie qu'ils avaient connue la veille, dans le régime soviétique. Même un Français découvre, de l'autre côté de l'Atlantique, la valeur de son propre système de Sécurité Sociale dont, si riche qu'elle soit, l'Amérique n'offre pas l'équivalent. Un jeune professeur d'une grande Université américaine est brusquement frappé d'une maladie incurable. Il ne pourra plus exercer. Que deviendra-t-il, vous dit-on? Il a négligé de s'assurer. Le voilà à la rue avec femme et enfants...

Beaucoup de responsables croient inévitable et souhaitable une politique sociale américaine. En même temps, l'évolution de l'opinion publique favorise une prise de conscience du problème. Malgré ce que disent des presses intéressées, l'argent prélevé par l'État ne lui apparaît plus comme une punition injuste qui frappe les forts, les habiles, producteurs de richesse, au profit des incapables, ou des paresseux. Depuis le New Deal, le gouvernement fédéral apparaît « comme essentiellement bienfaisant », en tout cas nécessaire.

Cet immense changement modifie, de plus en plus, et amoindrit le rôle des États particuliers, ces républiques autonomes d'hier. Il risque aussi de modifier profondément les structures de la société et de la civilisation américaines. D'autant plus que, comme nation également, les États-Unis viennent de réviser la conscience qu'ils avaient de leurs tâches, de leur rôle, de leurs responsabilités dans le monde.

III. Les États-Unis face au monde.

Les États-Unis viennent, au sortir d'une longue tradition largement isolationniste, de rencontrer le monde. Celui-ci s'impose à eux comme une série de problèmes neufs, pour la plupart déplaisants. Spontanément, ils s'en retrancheraient volontiers. Mais la puissance même des États-Unis les lie inéluctablement au reste de la terre; là encore, ils ne sont plus libres de leur choix, dans un univers devenu trop petit et où chacun de leurs gestes, qu'ils le veuillent ou non, a des conséquences mondiales.

1. On ne dira jamais jusqu'à quel point l'isolationnisme a été l'un des traits fondamentaux des États-Unis. Il a jailli en partie de ce sentiment, net dès les premières heures de l'Indépendance, d'avoir fondé un monde nouveau, entièrement différent de l'ancienne Europe et meilleur qu'elle.

« La révolte contre les parents », diagnostiquent les psychanalystes. Il a jailli aussi, spontanément, d'un passé autonome, indépendant, construit dans l'immensité neuve du continent et avec la sécurité qui en a découlé.

L'Amérique, en fait, a été *libre* de s'occuper uniquement de ce qui se passait chez elle, d'y maintenir la prospérité, d'élever, comme une muraille de Chine, des barrières douanières protectrices, isolantes, et, sans craindre la menace d'un voisin, d'agrandir sa maison sans vergogne, ni remords; ses conquêtes *territoriales* ont été une expansion; les conquêtes *maritimes* des autres d'affreuses entreprises coloniales. Au XIXe siècle, elle ne se sent quelques liens obligés qu'avec le reste du continent américain : cette solidarité s'exprimera, en 1823, dans la doctrine de Monroe, l'Amérique aux Américains. Le message — car il s'agit d'un message du président des États-Unis — affirme aussi le désintérêt des États-Unis vis-à-vis des affaires européennes. Côté négatif et côté positif de la doctrine de Monroe seront souvent repris et réaffirmés par la suite.

Mais le monde des autres ne saurait être oublié : il y a le commerce, les importations, les exportations, les relations diplomatiques; une poussée belliqueuse conduit même, en 1898, les Américains à Porto Rico où ils sont encore aujourd'hui, à Cuba où ils ne sont plus, aux lointaines Philippines d'où, en fait, ils ne sont pas partis, malgré l'indépendance octroyée à l'Archipel. Le monde est venu aussi vers eux, avec ses cortèges d'immigrants européens, japonais, chinois. Réaction naturelle et dangereuse, on l'a vu à l'expérience, les États-Unis se sont fermés, en 1921-1924, au flot étranger. Il n'y a peut-être pas eu d'événement plus catastrophique pour le monde et l'Europe survoltée et malheureuse des années qui suivirent la Première Guerre Mondiale : une soupape de sûreté a été en somme supprimée.

En même temps, les États-Unis qui avaient, en 1918, décidé du sort de la Première Guerre Mondiale, se retiraient de la politique internationale active, dès après le Traité de Versailles, dont ils avaient été les instigateurs, n'adhéraient pas à la Société des Nations. Ils abandonnaient le monde à la fausse et fragile domination anglaise, chef-d'œuvre ancien bâti sur de longues liaisons maritimes et que la guerre avait laissé en place, nous l'avons vu. D'ailleurs, parmi les motifs de l'intervention américaine, en 1918, le plus important avait été, sans doute, de sauver cette suprématie mondiale de l'Angleterre dont eux-mêmes s'accommodaient et qui sauvegardait l'avenir de la civilisation anglo-saxonne, *leur* civilisation.

En face du sympathique Woodrow Wilson qui n'avait pas voulu ce repli, en face de son échec, faut-il parler, en revanche, d'un franc succès de Franklin Delano Roosevelt à Yalta, à Téhéran, à Rabat, dans ces réunions au sommet qui précédèrent sa mort et la fin de la Seconde Guerre Mondiale? Alors, par une série d'engagements, il a lié et délié un monde dont, reconnaissons-le, il était malaisé de deviner l'avenir. N'a-t-il pas trop cédé aux nécessités instantanées et à des principes moins valables encore que ceux de Wilson et souvent moralement discutables? Favoriser l'émancipation des Empires coloniaux, soit, c'est obéir aux règles de la tradition américaine, mais c'est compromettre la force de l'Occident, c'est mettre un jour ou l'autre en cause l'Amérique Latine dont la vie économique fait une dépendance « coloniale » des États-Unis. Puis, en même temps, faire don de la moitié de l'Europe aux Soviétiques, voilà qui s'éloigne fortement du sacro-saint principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais Roosevelt pensait que la paix du monde exigeait la suppression des turbulences des petits

d'Harvard appelés au secours de la politique. En réalité, au cours des années dramatiques et tendues qui vont du Plan Marshall à la Guerre de Corée et aux tensions actuelles pour Berlin, Cuba ou le Laos, les États-Unis, jusqu'au tréfonds de leur opinion publique, ont pris conscience de leur rôle mondial et de leurs responsabilités. Les temps de l'isolationnisme sont révolus.

2. *Puissance oblige! En fait, le jaillissement des États-Unis au premier rang du monde où il leur faut vivre sous peine de rétrograder dangereusement, est la conséquence du prodigieux développement de leur puissance qui, pour se définir, mobilise tous les adjectifs : économique, politique, scientifique, militaire, mondiale.*

En effet, cette puissance, évidente après la victoire de 1945, après l'éclatement de la bombe d'Hiroshima, a posé immédiatement le problème du *leadership* européen (et mondial) en termes de duel. Dans le passé, l'Europe avait toujours été partagée entre deux camps ennemis, dont la composition variait suivant que le danger, la puissance menaçante, venait de telle ou telle nation prééminente. Le monde vit aujourd'hui selon ce vieux schéma *bipolaire*, suivant le mot de Raymond Aron. Ce n'est pas seulement l'idéologie qui sépare le monde libre et le monde socialiste, lesquels, à mesure que les années passent, voient se multiplier, entre eux, les analogies : le monde socialiste organise, lui aussi, son industrie par unités géantes; le monde libre, de son côté, est en proie à une socialisation évidente, nécessaire...

Le *leadership*, aujourd'hui plus qu'hier encore, pose, en termes de puissance, une alternative : ou Washington, ou Moscou. Les neutres du Tiers Monde, les satellites des colosses, ne sont que les spectateurs de cette histoire qu'ils subissent; ils n'ont de rôle que celui du poids très mesuré qu'ils peuvent ajouter à chacune des balances. Il s'agit donc de les séduire, de les attirer, de les conserver, autant que de les dominer.

En 1945, les États-Unis sont gagnants et s'assoupissent dans leur supériorité, affirmée de façon lugubre et décisive par les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki. Le 12 juillet 1953, avec les explosions qui conduisent les Soviets à la mise en place de leur bombe H, l'équilibre est rétabli. En 1957, avec le lancement du premier Spoutnik, les Soviets marquent un point décisif, d'autant que la conquête de l'espace est aussi la mise au point de missiles à très longue portée, jusqu'à 10 000 kms. Depuis, les succès alternent dans un équilibre incertain. Les armements, de part et d'autre, sont de plus en plus terrifiants et la guerre froide s'alimente de la peur réciproque qu'ils suscitent, pour le plus grand effroi et la colère profonde des autres peuples du monde qui suivent ce spectacle, les yeux ouverts et les mains vides. C'est que si le jeu dangereux des deux colosses du monde n'est ni pire ni meilleur que celui de l'Europe d'hier, il a une toute autre portée mondiale du fait des moyens terrifiants des deux partenaires. L'humanité risque de s'anéantir.

En tout cas, il est évident que cette lutte obsède les États-Unis, n'infléchit pas seulement leur politique, mais leur vie toute entière, leur pensée même. Et c'est pourquoi l'année de la bombe H russe est une des années tournantes de la vie américaine, comme l'année 1929, pour des raisons différentes, mais non moins péremptoires. Cette tension qui s'alimente de chaque occasion, travaille les esprits, les imaginations et les cœurs. Elle déforme tout, fait vivre le pays qui fut celui de la liberté dans cette contrainte méfiante qui, d'ordinaire, est le climat de la guerre. L'accès du Mac Carthysme hier est là pour nous le signaler, mais la fièvre depuis lors n'a pas vraiment disparu. Tout l'univers risque d'être entraîné dans cette psychose hostile à l'esprit comme au bonheur des hommes. La règle d'or d'une vie mondiale solidaire serait de penser obstinément *avec*, non de penser *contre;* or les États-Unis et l'URSS pensent obstinément *contre*.

Ce besoin de dénigrement, de défense inutile, quel passif de la guerre froide, dans l'un et l'autre camp!

3. *On s'attardera, pour finir, au témoignage admirable et multiple du roman américain : il offre une conclusion valable sur la civilisation qu'il interprète.*

Sans doute, pour être complet, faudrait-il mettre en cause non seulement le domaine littéraire en son entier, de la poésie au théâtre et au cinéma, mais aussi l'art, avec une place spéciale réservée à l'architecture, et encore les sciences, des sciences de l'homme à celles de la nature. L'épanouissement de l'intelligence américaine met en cause aussi bien ses économistes d'Harvard ou de Chicago University que ses artistes, que la beauté des outils, de la technique et des formes fonctionnelles de l'industrie américaine.

Si nous choisissons — puisqu'il faut choisir dans ce trop bref résumé — le témoignage du roman, c'est, d'une part, qu'il a eu, depuis une vingtaine d'années, une grande influence sur la littérature européenne et mondiale, et d'autre part, que son évolution, depuis le début du siècle, éclaire cette crise dont nous venons de parler.



1. Le Président Kennedy.



2. Après l'élection présidentielle.



3. Slogan anti-U.S. en Amérique du Sud.

peuples. Désarmons tous les pays du monde, hormis les quatre grands d'alors : Chine, URSS, Angleterre, États-Unis, tel était son vœu. Peut-être n'était-il pas exempt d'une nostalgie d'isolationnisme : s'il faut par force s'occuper du monde, au moins faisons en sorte qu'il se tienne tranquille...

Cette façon de voir et d'expliquer Franklin D. Roosevelt se trouve sous une plume américaine. Elle est sûrement discutable. Mais elle exprime une certaine optique assez courante parmi les non Américains, surtout les Occidentaux. Ces témoins, hors du Nouveau Monde, pensent que les États-Unis arrivent, sans l'avoir voulu sciemment, sans en avoir pris conscience à l'avance, au *leadership* du monde. Qu'ils ont cru souvent le problème simple — question de bon sens et de bonne volonté — et les difficultés liées aux préjugés ou à l'égoïsme du Vieux Monde. Or bon nombre de leurs initiatives ont été fâcheuses et ont échappé vite à leur contrôle, prouvant, sans ambiguïté, que les crédits et les bons principes ne suffisent pas à mener le monde, que la domination par le commerce et l'argent, légitime suivant l'optique traditionnelle des États-Unis, éveille aujourd'hui presque autant de méfiances que l'ancienne domination coloniale à laquelle elle ressemble. Les Américains de leur côté ont pensé que ces échecs étaient la preuve de l'ingratitude, de l'envie des peuples qu'ils avaient secourus, ou voulu secourir.

En fait, les États-Unis ont eu, comme quiconque, à faire leur apprentissage, à prendre la mesure exacte du monde qu'ils avaient si longtemps ignoré, ou voulu ignorer, ce monde qu'il leur faut maintenant, pour leur propre sécurité, surveiller, diriger si possible. Ils ont pris cette tâche au sérieux, reconnu eux-mêmes certaines de leurs erreurs, car c'est aussi une tradition américaine, féconde et sympathique, que de croire à ce que l'on fait et de reconnaître volontiers ses fautes, sans vanité, et par souci d'efficacité : plus vite on rectifiera le tir, plus vite on aura des chances d'atteindre la cible.

Le Président Kennedy a ainsi tenté de rassembler autour de lui les meilleurs intellectuels et spécialistes de l'économie ou de la politique, pour une étude sérieuse des problèmes de l'heure. Un journaliste le souligne et ajoute (21 mai 1962) : « Après avoir beaucoup fait travailler les « talents », les « cerveaux » qu'il a rassemblés autour de lui, il a, de la somme de leurs conclusions, tiré une synthèse qui commande son action. Des zones d'ombre subsistent, ici et là. Des options restent ouvertes. Mais, pour l'essentiel, la ligne qu'il a choisie est claire. Pour la première fois depuis bien longtemps, on sait à quoi s'en tenir sur les intentions du Président des États-Unis. » N'y voyons pas seulement le résultat atteint par la réflexion personnelle du président, ou celui issu d'une clarification à mettre à l'actif des intellectuels et professeurs



1. **Cleveland** : la banlieue.



2. **Cleveland** : le pont.



3. **Akron** : la rue principale.

La littérature américaine a été « découverte » par l'Europe à partir de 1920-25, mais sa vogue est surtout grande depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Les traductions, très nombreuses, présentées et commentées par des écrivains tels que Sartre, Malraux, Pavese, ont été accueillies avec faveur et leur influence est si évidente en France, en Angleterre, en Italie, en Allemagne, qu'un critique parle, à propos de la période qui vient de s'écouler, de « l'âge du roman américain ». Il faudrait même dire un âge de « l'américanisme » dont on peut suivre la trace dans la musique de jazz, la danse, l'habillement même de la jeunesse et dans cet art du « cartoon », ces dessins humoristiques dont l'hebdomadaire, *The New Yorker*, offre les exemples les plus savoureux.

En ce qui concerne le roman, cet âge, c'est essentiellement la découverte d'une « écriture », d'une technique narrative très éloignée de la tradition européenne du roman psychologique. « Art du reportage objectif et dépouillé », a-t-on dit, « art photographique » dont l'ambition est de montrer, non de commenter. Pour introduire le lecteur dans l'univers mental d'un personnage, on lui fera éprouver directement, brutalement, les sensations, les émotions de ce personnage, sans jamais tenter d'en traduire le sens; c'est le procédé même du cinéma dont l'influence ici est manifeste.

Pour l'Européen, le roman américain se définit par cette technique, par un certain climat de violence, de brutalité. « Littérature façonnée par et pour le cinéma, écrit un critique français, par l'habitude des « hot news » et du roman policier..., littérature brutale, ardente, fiévreuse et frénétique, sans une once de raffinement, littérature en coup de poing, elle plaît malgré cela ou à cause de cela, selon les tempéraments. Elle est rapide et dure : on y goûte quelque chose de sain, de vif, et de fort qui ne se trouve actuellement nulle part ailleurs. » En réalité, il s'agit là d'un certain *moment* du roman américain, celui que les Américains disent « naturaliste », qui s'est essentiellement développé entre les deux guerres et dont les grands noms sont Hemingway, Faulkner, Steinbeck, Dos Passos...

Or ces hommes, qu'ils soient ou non encore vivants, sont nés entre 1890 et 1905. Par leur âge et leur œuvre, ils sont « d'une autre génération » pour les États-Unis d'aujourd'hui qui se sont éloignés de plus en plus, depuis la dernière guerre, du roman « naturaliste » et reviennent à une tradition plus ancienne de la littérature américaine, non moins brillante et originale, bien que moins

connue du public européen, celle du XIXe siècle (ses grands noms : Melville, 1819-1891; Hawthorne, 1804-1864; Henry James, 1843-1916).

Pour notre part, c'est le mouvement général qui nous intéresse et ce qu'il peut révéler de la civilisation américaine. Une constante est peut-être à signaler d'un bout à l'autre : l'écrivain n'a pas de place naturelle et respectable dans la société des États-Unis où « l'homme de lettres » au sens européen n'existe pas en vérité; l'écrivain américain est toujours un individu, un isolé : il vit en marge, et, très souvent, se perd dans un destin tragique, après un succès plus ou moins bref (« il n'y a pas de second acte dans les vies américaines », disait l'un d'eux Scott Fitzgerald (1896-1940) : le mot s'applique à lui-même et à ses pairs qui ont rarement vécu la « réussite »). Par excellence donc, l'écrivain américain est un être asocial qui ne se contente pas d'exprimer sa révolte ou son malaise devant le monde qui l'entoure, mais qui fait l'*expérience* de cette révolte et la paie chaque jour par l'angoisse et l'extrême solitude. L'évolution du roman américain reflète ainsi fortement celle des tensions sociales internes.

Au XIXe siècle, le grand fantôme, à l'arrière-plan des sombres œuvres de Melville, de Hawthorne, c'est le puritanisme calviniste américain. Il s'impose à eux avec le thème obsédant de la lutte tragique entre le bien et le mal, même s'ils répudient, en même temps, le poids de cette obsession. L'un et l'autre dénoncent d'une certaine manière la société qui les entoure et qui le leur rendra avec usure.

Avec les débuts du XXe siècle, un mouvement général s'élève contre les intransigeances du puritanisme. Sans doute, ce dernier se marque-t-il aujourd'hui encore dans la force des interdits sociaux — qui ont, en quelque sorte, pris la relève des interdits moraux aux États-Unis. Mais dès la fin du XIXe siècle, le puritanisme a cessé d'être le symbole des méfaits de la société. Ce sont alors les débuts d'un roman naturaliste à la Zola, à tendances socialisantes. Ils coïncident avec la gigantesque expansion de puissance d'après 1880.

Désormais, et jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, c'est la société industrielle et capitaliste, la vie « futuriste » américaine qui sera la cible favorite de l'anti-conformisme; pour Sinclair Lewis dont le célèbre *Babitt* (1922) est l'image caricaturale et vengeresse de l'homme d'affaires américain, mais tout autant pour les exilés volontaires qui vécurent à Paris entre les deux guerres, Hemingway, Fitzgerald, Dos Passos, Farell, Miller, Katherine Ann Porter..., la « génération perdue » comme l'a baptisée Gertrude Stein, leur chef de file, dont le salon parisien fut le point de ralliement de l'*American abroad*. Et encore pour Faulkner, Steinbeck, Caldwell, Wright, bref pour toute cette génération des « intellectuels de gauche » qu'ont passionnés et scandalisés le procès et l'exécution, en 1927, de Sacco et Vanzetti (Dos Passos sera même emprisonné à cette occasion), la guerre d'Espagne (on connaît le livre d'Hemingway, *Pour qui sonne le glas*), les agressions de Mussolini, les controverses du New Deal; pour ces hommes qui voient dans le socialisme un espoir de salut pour la société contemporaine.

La guerre de 1940 et ses suites, les débuts de la guerre froide ont jeté à bas cet espoir. Les romanciers américains ont retrouvé le sens de la solidarité vis-à-vis de leur pays d'abord, puis constaté l'inutilité pour eux du rêve marxiste.

La jeune génération américaine s'est éloignée du réalisme social. Ses préférences vont à un roman où le symbole, la poésie, l'art pour l'art reprennent leurs droits. Elle se réfère à Henry James, à Melville et aussi à Fitzgerald, cet écrivain si particulier de la « génération perdue », mort tout jeune d'ailleurs. Est-ce à dire que la révolte a cessé d'être au cœur de l'expression littéraire américaine? On a pu le croire un instant, avec le vif retour au nationalisme qui a suivi la guerre et l'apparition d'une génération d'écrivains universitaires, donc installés dans la sécurité et qui s'identifient volontiers avec leur propre civilisation. Mais l'après-guerre a vu naître aussi la génération des *beatniks*, des jeunes intellectuels en complète rupture avec les impératifs de la société qui les entoure, tels leurs aînés de la « génération perdue », mais avec une tout autre résonance. Aux hommes des années 25 ou 30 qui croyaient en l'avenir du socialisme ont succédé ceux qui ne croient plus, contre l'angoisse, qu'au refuge de l'art, de l'alcool ou de la drogue, le thème principal étant celui de la solitude et de « l'incommunicabilité », dans un monde dépourvu de toute signification.

Mais c'est aussi que l'Amérique vit en avance sur la modernité. Elle est le pays du futur et ceci, au moins, est pour elle un gage d'espoir, une preuve de sa vitalité, des ressources nombreuses qui lui permettront probablement de retrouver son ancien optimisme, sa confiance en elle-même. Claude Roy écrit, dans ses *Clefs pour l'Amérique* : « L'Amérique est une des terres du monde où — malgré tout — continuent de s'affirmer les *possibles* de l'homme... On est parfaitement assuré, au retour des États-Unis, qu'un nouvel homme peut naître, mieux assuré de ses pouvoirs, mieux pénétré d'un terrestre, sage et concret bonheur. On peut railler les frigidaires et les vitamines, la gangue des machines... Je ne crois pas qu'on puisse railler un certain type d'Américain en qui s'accomplit déjà un art de vivre et d'assujettir aux pouvoirs de l'homme ce qu'il avait cru être ses inéluctables fatalités. »

NOTES ET DOCUMENTS

Pour les États-Unis l'immense littérature à notre disposition ne cesse de vieillir, et vite. C'est le cas du livre classique d'André Siegfried *Les États-Unis d'aujourd'hui*, Colin, 1927, que son auteur a dû reprendre de fond en comble dans son *Tableau des États-Unis*, Colin, 1954, qui reste, de loin, le meilleur ouvrage d'ensemble, en langue française, sur la question. Sur le passé, René Rémond, *Histoire des États-Unis*, P. U. F., *Que sais-je?* 1961, est un résumé d'une clarté parfaite. On le complétera par le bon manuel de Faulkner, *Histoire économique des États-Unis*, P. U. F., 1958, 2 vol. Les ouvrages les plus importants, à l'heure actuelle, sont : Richard Hofstater, *The American Political Tradition*, Vintage Books, 1955; Claude Julien, *Le Nouveau Monde*, 2 vol., Julliard, 1960; Max Lerner, *La civilisation américaine*, Éd. du Seuil, 1961; de J. K. Galbraith, *L'ère de l'opulence*, Calmann-Lévy, 1961, et surtout *Le capitalisme américain*, 1956.

A signaler le numéro spécial de la *Table Ronde*, septembre 1956, consacré au *Tableau de la civilisation américaine*, le livre de Claude-Edmonde Magny, *L'âge du roman américain*, Éd. du Seuil, 1948, et le substantiel *Panorama de la littérature contemporaine des États-Unis*, de John Brown, Gallimard, 17[e] édition, 1954. Nous recommandons le beau cours de Louis Girard, *Histoire sociale des États-Unis de 1865 à 1940*, Centre de documentation universitaire.

Une Amérique prolétaire au temps de la pêche à la baleine.

D'après Herman Melville, *Moby Dick*, 1851 (Traduction française, Gallimard, 112[e] édit. 1941, pp. 52-54).

« Dans tout port de mer important, les rues qui avoisinent les quais offrent ainsi à la vue des êtres étranges, venus de loin et qu'on ne peut identifier. A Broadway même et dans la rue Chestnut des marins de la Méditerranée coudoient parfois les dames effrayées. Régent-Street n'est pas inconnue des Lascars et des Malais. Et à Bombay, dans l'Apollo Green, de vrais yankees ont souvent fait peur aux indigènes. Mais New-Bedford bat tous les records, y compris ceux de Water Street et de Waping. Dans ces derniers endroits, vous ne voyez que des marins, tandis qu'à New-Bedford, de vrais cannibales bavardent au coin des rues. L'étranger y regarde avec ébahissement d'authentiques sauvages dont beaucoup portent encore sur leurs os de la chair impie.

Mais en plus des Fidjiens, Tongatoboors, Erramangoans, Pannanghiens et Brighans, en plus des spécimens spécialisés dans la pêche à la baleine, vous voyez rouler dans les rues, sans qu'on y fasse autrement attention, des choses encore plus curieuses et à coup sûr plus comiques. Chaque semaine arrivent dans cette ville des « bleus » du New-Hampshire, tout assoiffés des gloires et profits de la pêcherie. En général, ils sont jeunes, bien bâtis; ce sont des gars qui ont abattu des forêts entières et qui maintenant veulent lâcher la hache pour le harpon. Beaucoup sont aussi « bleus » que les Montagnes Bleues d'où ils arrivent. Parfois, vous pourriez croire qu'il n'y a que quelques heures qu'ils viennent de naître. Voyez, là-bas, ce gars tout fier, qui passe le tournant. Il porte un chapeau de feutre et un habit à queue serré d'une ceinture de marin, avec le couteau passé dedans. En voilà un autre avec un chapeau de pilote et une cape de basin.

Aucun dandy de la ville ne peut se mesurer avec un de la campagne; un dandy tout à fait rustre, je veux dire, un de ces gars qui, en pleine canicule vous fauchera ses deux arpents, des gants de peau aux mains, de peur qu'elles ne tannent. Or, quand un de ces dandys de campagne s'est mis dans la tête de se faire une réputation distinguée en se joignant à la grande pêcherie de baleine, il faut voir toutes les choses roulantes qu'il fait en arrivant au port. D'abord, il commence par se commander un habit de marin avec des boutons-cloches au gilet et des lanières à son pantalon de toile. Ah! pauvre poussière de foin que tu es! Comme tout ça va sauter au premier hurlement de l'orage! Boutons, lanières, toi-même volant dans la gueule de la tempête.

Ne croyez pas cependant que cette ville célèbre n'ait que des harponneurs, des cannibales et des lourdauds à montrer à ses visiteurs, oh que non! En plus de tout ça, New-Bedford est un drôle d'endroit. Sauf peut-être pour nous autres baleiniers, ce coin de terre est toujours resté quelque chose d'aussi effrayant que la côte du Labrador. Certaines parties de sa campagne suffisent à effrayer, tant elles sont osseuses. La ville est peut-être le coin le plus cher à vivre de tout New-England. Une terre d'huile, c'est entendu, mais pas à la manière de Chanaan; un pays de blé et de vin; mais le lait ne coule pas dans ses rues et, au printemps, on ne voit pas celles-ci pavées avec des œufs frais. Malgré tout ça, nulle part ailleurs en Amérique vous ne trouverez de maisons plus patriciennes, de jardins et de parcs plus opulents qu'à New-Bedford. D'où sortent-ils? Comment ont-ils été plantés sur cette terre qui n'était autrefois qu'une scorie rocheuse?

Allez voir là-bas, piqués autour de ces demeures altières, les harpons emblématiques en fer; ils vous renseigneront. Oui, toutes ces fières maisons, tous ces jardins fleuris sortent de l'océan soit Atlantique, soit Pacifique, soit Indien. Chacun a été harponné et drainé du fond des mers jusqu'ici. Le grand Alexandre lui-même n'aurait pu entreprendre ça.

On prétend aussi qu'à New-Bedford, les pères donnent une baleine en dot à leurs filles et qu'ils rapportent quelques marsouins en cadeau pour chacune de leurs nièces. C'est à New-Bedford qu'ils faut aller pour voir un mariage brillant; il s'y trouve de telles réserves d'huile dans les maisons que, chaque nuit, on y brûle sans scrupule des quantités énormes de chandelles en blanc de baleine.

En été, la ville est belle à voir. Les longues avenues sont pleines d'érables magnifiques, vert et or, et, en août, haut dans l'air, des marronniers beaux et généreux offrent aux passants leurs cônes effilés de fleurs serrées, comme des candélabres. Ainsi, l'art est omnipotent qui, en bien des quartiers de New-Bedford, ajoute des terrasses égayées de fleurs aux rochers de rebut qui furent jetés à la côte, le dernier jour de la création.

Quant aux femmes de New-Bedford elles fleurissent comme leurs propres roses rouges; mais les roses, elles ne fleurissent que l'été, tandis que la fine carnation des joues des femmes de New-Bedford est aussi permanente que la lumière du soleil au septième ciel. Cet éclat est inégalé partout, sauf à Salem où, paraît-il, les jeunes filles exhalent un tel musc que leurs amoureux marins les sentent à des kilomètres de la terre, tout comme s'ils approchaient des Moluques odorantes et non des sables puritains. »

2 A propos du mythe de la « frontière ».

Lancé ou mieux relancé (1932) par l'historien F. J. Turner; or tout ne peut s'expliquer par cette frontière en marche, la rapprocher en tout cas d'autres frontières analogues à travers la vaste histoire du monde. Dans la littérature du sujet, distinguer au moins le large article de Dietrich Gerhard, *The frontier in comparative view*, *Comparative studies in Society and History*, n° 3, mars 1959.

3 Les partis politiques.

Notes sur les deux partis politiques américains (républicain et démocrate) d'après un article de Roy C. Macridis, *Informations et Documents* (Revue bimensuelle publiée par le Centre culturel américain) 1er juin 1962.

« Pour l'observateur étranger de la vie politique américaine, rien de plus déconcertant que nos partis politiques. Comme les Anglais, nous avons deux partis, mais dans l'un et l'autre s'agitent librement une multitude de forces et de groupes régionaux, économiques et idéologiques. Nous avons aussi des chefs de partis. Il leur arrive d'être élus présidents des États-Unis, mais ils ne peuvent toujours compter sur le soutien de leur parti au Congrès. Nous avons des programmes où chaque parti expose ses objectifs, mais personne, y compris les électeurs, ne parait les prendre au sérieux. Et ce qui est encore plus déroutant, les programmes des deux partis diffèrent aussi peu, aux yeux des Européens, que Coca-Cola et Pepsi-Cola.

Chaque année, pourtant, les deux partis jouent le jeu politique avec une habileté consommée : ils choisissent des centaines de milliers de candidats qui seront élus aux différentes fonctions publiques dans les communes, les comtés, les villes, les États, et la Fédération (soit environ 750 000 postes au total); ils présentent des milliers de résolutions et de lois, veillent à ce que les fonctionnaires chargés des différents services provinciaux, municipaux, nationaux s'acquittent de leur tâche, passent d'innombrables heures à enquêter sur la gestion de ces mêmes fonctionnaires qu'ils ont fait élire, ouvrent des débats et souvent prennent des décisions sur les problèmes dont dépend la vie même de la nation : défense nationale, politique étrangère, lois économiques et sociales.

Tous les quatre ans, les délégués du Parti se réunissent en vue de choisir leur candidat à ce qu'on a appelé « le poste le plus redoutable et le plus solitaire qui soit au monde » : la présidence des États-Unis. Si c'est là un jeu, c'est un jeu terriblement sérieux, car le bien-être de notre nation, sa sécurité, son avenir, tout comme le destin de notre monde occidental, lui sont inextricablement liés.

L'homme de la rue, en Europe, n'est pas seul embarrassé par le comportement de nos partis politiques! Certains spécialistes éminents, tant américains qu'étrangers, désespèrent d'y jamais rien comprendre : « des flacons vides avec des étiquettes différentes », disait James Bryce, l'un des observateurs britanniques les plus avertis de la politique des États-Unis. Un ancien président de l'Association américaine des Sciences politiques a même comparé nos partis à l'une de ces armées dites mexicaines où l'on ne trouve que des généraux.

Dans une étude que cette Association leur a consacrée, nos partis sont durement critiqués pour leur manque de discipline et de sens des responsabilités; certains observateurs de la politique américaine ont été jusqu'à recommander une révision de notre Constitution, à seule fin de conférer au Président le droit de dissoudre le Congrès et de faire appel à l'électorat tout entier, au cas où un conflit l'opposerait aux Chambres; quelque chose comme la « dissolution automatique » préconisée en France par M. Paul Reynaud.

Quoi qu'il en soit de ces observations, ces partis existent, et comme toute société produit les institutions qui lui conviennent le mieux, ils continuent de jouer un rôle adapté à tous les besoins du corps politique.

Les partis politiques américains paraissent décentralisés à l'extrême : les cinquante comités exécutifs des États et les milliers de comités locaux sont beaucoup plus puissants que le comité national du Parti démocrate ou que celui du Parti républicain. Ce sont eux qui prennent la plupart des décisions. Ce sont eux qui désignent les candidats du parti aux élections présidentielles, sans en référer au comité national; ils alimentent leur propre caisse et, souvent, mettent en avant leurs intérêts politiques particuliers. Ils sont « indépendants » et, comme tels, ne sauraient être contrôlés par le comité national.

Aucun des deux partis n'est soumis à la direction d'un comité central organisé. Actuellement, le président Kennedy est sans conteste le chef du Parti démocrate, mais un chef dont les amis, au Congrès, regardent de cinq ou six côtés différents pour y chercher inspiration et directives : au nord, au sud, vers le Far West et le Middle West, vers les villes et les campagnes, du côté des travailleurs et du côté des hommes d'affaires.

Surtout, leur regard est fixé dans une direction bien déterminée — rarement celle que souhaiterait le Président : c'est vers leur État ou leur circonscription dont ils s'estiment les obligés, que se porte leur attention. Peut-être le président Eisenhower n'exagérait-il guère lorsqu'il résumait cet état de choses en termes savoureux : « Souvenons-nous, disait-il, qu'il n'y a pas aux États-Unis de partis nationaux; il y a quarante-huit partis pour les quarante-huit États; je serais incapable, quant à moi, d'affirmer qu'un tel est républicain et qu'un tel ne l'est pas. »

L'emprise du Président sur son parti et sur le Congrès a été affaiblie par la disparition de fait (sauf aux yeux et dans l'esprit de nombreux Européens) de ce qu'on appelait le « Spoils system » (littéralement : le système des dépouilles). Jusqu'au début du siècle, le Président disposait de centaines de milliers d'emplois publics et autres, qu'il promettait à ses partisans et à ses amis. Il les mettait à la disposition des membres du Congrès que, de la sorte, il pouvait garder en main.

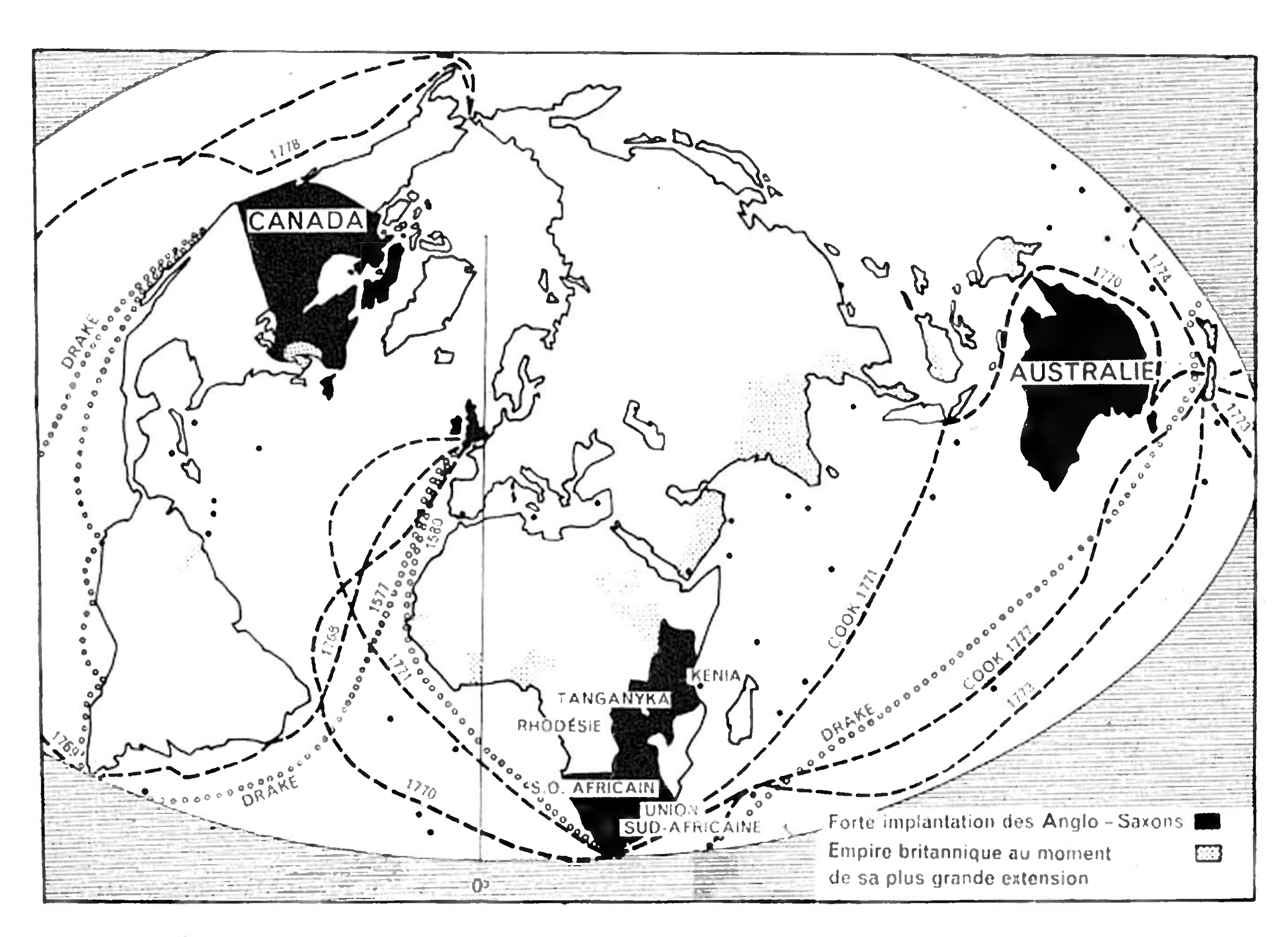
Il n'en est plus ainsi, la Fonction publique fédérale ayant dans son ressort tous les emplois publics et offrant à tous les fonctionnaires les mêmes garanties.

Telle apparaît en bref, aux observateurs étrangers, la structure de nos partis politiques : manquant de cohésion et de chefs, décentralisés à l'extrême, issus de coalitions d'intérêts locaux, souvent incapables d'une action efficace pour tenir leurs promesses, ils semblent pourtant partager les mêmes idéaux et les mêmes vues politiques générales. »

A TRAVERS L'UNIVERS ANGLAIS

Dès le XVIIIe siècle et jusqu'en 1914 au moins, Londres a été le centre du monde. Une visite de la ville, même rapide, évoque aujourd'hui ces grandeurs : Buckingham Palace, St-James Palace, Down Street, le Stock Exchange, les vastes docks dans les méandres de la Tamise, tous ces spectacles demeurent vivants. Plus qu'une autre région d'Occident, l'île anglaise a essaimé au-delà des mers lointaines. Qui n'aura admiré cette immense réussite? Rudyard Kipling aura partagé sa vie entre l'Inde, une maison en Afrique australe, un ranch canadien et l'Egypte... Il avait raison de penser que l'Angleterre ne se comprenait bien que de loin, sur ses marges impériales et guerrières, et surtout vue de l'Inde. Est-ce la raison pour laquelle un de ses amis français, arrivant à Alger un jour de l'année 1930, lui télégraphiait : « Arrivé à Alger, je vais enfin comprendre la France. »

De l'Angleterre impériale et de la France impériale, il reste peu de chose. Mais l'idée d'Empire garde pour les Anglais une force particulière. Elle explique beaucoup plus que chez nous, une série de structures et de réflexes politiques. D'où le caractère tragique du choix qui va s'imposer à la Grande-Bretagne : Commonwealth ou Marché Commun? Choisir ce dernier, c'est rallier l'Europe dont elle s'est toujours « splendidement » isolée ; c'est renoncer à ses anciennes et propres dimensions mondiales qui furent son orgueil, à l'une de ses traditions les plus fortes.



L'univers anglais.

(Par suite d'une erreur matérielle, la Nouvelle-Zélande n'a pas reçu la teinte noire à laquelle elle a évidemment droit.)

I. Au Canada : France et Angleterre.

L'Angleterre a perdu « l'Amérique », mais elle a conservé le Canada, elle l'a même parachevé de l'Atlantique au Pacifique *(a mari usque ad mare)*.

Les dates essentielles de cette installation et de ce développement sont : 1759, la défaite et la mort de Montcalm sous les murs de Québec; 1782, l'arrivée dans l'Ontario et les Provinces Maritimes des Anglais et des « loyalistes » américains, fidèles au roi d'Angleterre, après l'indépendance des colonies révoltées; entre 1855 et 1885, la prospérité grandissante des Provinces Maritimes peuplées d'Anglais, quand leurs voiliers et marins prennent la relève des marins des États-Unis sur l'Atlantique; en 1867, la fondation, après bien des avatars, du Dominion du Canada (Ontario, Québec, Nouvelle Écosse, Nouveau Brunswick). S'ajoutèrent au Dominion : en 1870 le Manitoba, en 1871 la Colombie britannique, puis en 1873 l'île du Prince Édouard (7e province). Construit de 1882 à 1886 « au ras de la frontière des États-Unis », le Canadian Pacific Railway, va permettre la colonisation de la Prairie dont seront éliminés les « métis » de Canadiens français et d'Indiennes. La colonisation, faite à partir d'une population assez hétéroclite, se déroulera là comme dans l'Ouest américain et constituera deux provinces encore — Alberta, Saskatchewan (1907) — jusqu'à ce que Terre-Neuve, après le plébiscite de 1948, devienne enfin la dixième associée.

1. Le Canada français représente aujourd'hui le tiers de la population du pays, soit en gros 6 millions d'êtres. Restreint (si l'on peut dire) à l'immense province de Québec, il tient en somme les abords orientaux du Canada, l'estuaire, la basse et moyenne vallée du Saint-Laurent. Encerclé, il n'en est pas moins fortement enraciné.

Ces Français sont issus de 60 000 paysans de l'ouest de chez nous, éparpillés entre le Saint-Laurent et le Mississipi et abandonnés au traité de Paris, en 1763. Ils ont réussi à tenir la Province de Québec, à s'y enraciner fortement. Le Canadien français est un paysan, non pas un fermier comme son compatriote de souche anglaise. Il ne s'est pas laissé tenter par l'appel de l'Ouest, il a émigré avec une relative lenteur vers les villes et s'est tardivement laissé séduire par l'appel des usines de New-York ou Detroit. C'est une race vivace, simple, joyeuse.

Le Canada Britannique qui s'est constitué vers l'ouest a *coupé les Canadiens français* des vastes aventures vers le cœur du Continent et les a comme encerclés : les Provinces maritimes, les États-Unis, l'Ontario enfin entourent la province de Québec et la transforment en une sorte de territoire insulaire. Le Canada français y a consenti : il s'est agrippé à ses terres, il est resté d'une fidélité stricte à son clergé qui, au vrai, après 1763, l'a sauvé, enfin à sa langue qui est pour l'essentiel le français du XVIIIe siècle. Il se présente aujourd'hui comme une société et une civilisation fermées sur elles-mêmes, paysannes tout d'abord, conservatrices ensuite, avec un clergé vigoureux qui a défendu et maintenu la tradition, diffusé la culture de tradition classique.

La rupture avec la France, en 1763, a été ressentie comme une blessure toujours vivante, comme un abandon sans excuses. Le Canada a, par la suite, perdu le contact avec le « vieux pays », avec la France d'hier et d'aujourd'hui. Les rencontres ne sont pas toujours heureuses. Car la France a évolué, depuis le XVIIIe siècle : elle a connu la Révolution, la République, la laïcité, elle anime aussi, comme une flamme, un catholicisme social d'avant-garde, révolutionnaire à sa façon.

Le Canada français, on le dit peut-être trop souvent, comprend mal ces novations, il s'en étonne et s'en détourne. Et cependant lui aussi, il évolue. *Sa civilisation catholique et paysanne* ne reste pas semblable à elle-même, sans plus; elle s'ouvre au progrès nécessaire, ses Universités font actuellement un effort énorme de modernisation, d'ouverture aussi sur les diverses sciences de l'homme. Et ce mouvement, à coup sûr, est animé par un esprit de résistance têtue à l'autre Canada, l'anglais, en fait à « l'américanisation ».

2. Les Canadiens anglais représentent en gros la moitié de la population (48 %). Ils ont entièrement adopté l'american way of life (qui d'ailleurs touche aussi le Canada français). Ils sont une autre Amérique.

A Toronto, leur ville essentielle, puissamment tournée vers le sud, l'américanisation est évidente, envahissante, dans les maisons, les appartements, l'ameublement, la cuisine, l'éducation des enfants tôt laissés à leurs initiatives et dont les libertés, les jeux de boy-friends et de girl-friends prolongent et répètent les mœurs de l'Amérique voisine. Plus encore, le monde des affaires est organisé à l'américaine, puissant, actif. Bref, ce Canada anglo-saxon n'aurait aucun mal à glisser vers son puissant voisin, après s'être séparé de la lointaine Angleterre; venus de pays divers, extérieurs au monde anglo-saxon, les immigrants de la dernière vague, que l'on retrouve surtout au delà de l'Ontario, subissent eux aussi la même attraction. Finalement, ce qui préserve l'indépendance du Canada

ce sont ses antinomies internes, avant tout les tensions sous-jacentes entre Anglo-Saxons et Canadiens français, que n'effacent nullement la montée générale de l'économie et le bien-être qu'elle diffuse.

Le Canada en effet, « puissance internationale » (18 millions d'h., accroissement annuel 28 $^0/_{00}$, presque 9 millions de km², soit seize fois la France), est une économie en pleine extension, appuyée sur de multiples ressources naturelles et d'énormes réserves d'énergie hydraulique. Aussi bien, partout s'installe une industrie à l'américaine, avec cependant la survivance d'anciennes formes économiques vivaces : ainsi l'exploitation forestière, avec des fleuves immenses encombrés de troncs d'arbres.

Ajoutons que le Canada est une nation indépendante : l'allégeance à la Couronne britannique n'est qu'un lien théorique et le Gouverneur qui la représente, avec des pouvoirs illusoires, est par surcroît, un Canadien.

Ces vérités politiques et économiques ne suppriment pas les tensions, voulues ou non, qui isolent le Canada français. Que celui-ci soit exploité par les chaînes des banques, des hôtels et des magasins « anglais » est un fait visible à Montréal, la plus grande ville française du monde après Paris, mais où l'anglais est la langue des affaires.

Toutefois, ces griefs économiques d'un Canada pauvre, français, vis-à-vis d'un Canada riche, anglais, ne sont pas essentiels dans une opposition qui est avant tout le refus d'une civilisation par une autre. On peut s'étonner à bon droit de constater que le Canada, à côté des États-Unis, exemple prodigieux d'assimilation rapide et totale, ne soit pas venu à bout, après deux siècles, des 60 000 Français qui se sont depuis lors, il est vrai, multipliés par cent. Peut-être en les éliminant, sans toujours le vouloir, de la conquête de l'Ouest, les Anglais ont-ils contribué à resserrer en une communauté fermée cette population paysanne et donc, *a priori*, traditionaliste, peu perméable aux influences du dehors? En tout cas, aujourd'hui comme hier, la fissure entre les deux groupes reste visible et profonde.

Peut-elle, à la faveur d'une époque qui favorise toutes les revendications « nationales », prendre avec les années qui viennent une forme politique? C'est une autre affaire. Certains, sans doute, parlent d'indépendance, avancent même des dates : 1964, 1967... Il existe une « Alliance Laurentienne » manifestement nationaliste, mais elle se présente aussi et surtout comme « un mouvement d'éducation nationale » et l'un de ses tenants déclarait hier (1962) : « Nous ne sommes pas un mouvement de masse. » En fait, une France canadienne existe, obstinée à vivre et à survivre, mais dans le monde gigantesque de l'Amérique, six millions d'hommes ont-ils une possibilité de s'organiser raisonnablement en unité politique et économique, vraiment indépendante? Tout le problème est là, essentiellement.

II. L'Afrique australe : Hollandais, Anglais et Noirs.

En Afrique du Sud, vieux relais maritime sur la route des Indes, essentiel, hier, pour les voiliers, les Anglais se sont, en 1815, substitués et imposés aux Hollandais, établis depuis plus d'un siècle (1652), comme, en 1763, ils s'étaient imposés aux Canadiens français. Il en est résulté des remous, des tensions vives, un destin dramatique qui culmine, mais ne s'achève pas avec la *Guerre des Boers* (1899-1902).

L'Afrique Blanche, exposée à ces violentes querelles internes et aussi à l'arrivée sur sa côte orientale d'immigrants indiens (dont avant 1914 l'avocat Gandhi), se trouve en face surtout de la puissante intrusion des Noirs. Le drame, posé en termes clairs, violents, n'en est hélas qu'à ses débuts. L'orage est pour demain.

1. Le développement de la « frontière », au sens américain du mot, est le fait dominant du destin de l'Afrique du Sud. Cette frontière ne se comprend pas si elle n'est pas rapprochée de tant de frontières en mouvement aux États-Unis, au Brésil, en Argentine, au Chili, en Australie, en Nouvelle-Zélande. L'histoire mondiale a commandé ici, non pas tant l'histoire africaine et locale.

En Afrique du Sud, la frontière existe dès les premiers pas d'une colonisation mesurée et prudente, dès que le contact s'est établi entre le Blanc (presque aussitôt accompagné d'esclaves de couleur) et les tribus soit de Boshimen vers le désertique Kalahari, soit vers le nord et l'est de Bantous aux noms divers, éleveurs de troupeaux et prompts

à échanger leurs bêtes contre du fer, du cuivre, du tabac et de la pacotille. Cette frontière, peu à peu déplacée au delà du Cap, ne cesse de s'éloigner de la ville naissante à travers un pays sec et pratiquement vide : car jamais les Cafres ne furent, malgré des vols de bétail et des incursions dangereuses, des adversaires capables de mettre en péril la petite colonie blanche.

Celle-ci ne fit un bond décisif, vers le Natal, le Transvaal et l'Orange qu'à partir du « Grand Trek » de 1836. En analyser les raisons, c'est saisir les aspects et problèmes de ce premier élan.

L'élément moteur a été, plus que la ville même du Cap, longtemps insignifiante, la relâche des navires soit dans son port, soit plus au nord, dans la baie de Saldanah, tous navires acheteurs de vivres et surtout de vivres frais, débarquant à terre leurs équipages, laissant à l'hôpital leurs malades travaillés par le scorbut... L'intérêt médiocre de la production du blé (on le trouvait à meilleur compte aux Indes, à Surate ou au Bengale) ou du vin (le vin du Cap avait une très mauvaise réputation, et méritée) stimula chez les paysans la production autrement rémunératrice de la viande. Ils se mirent à vendre du bétail abattu et, malgré les défenses, des bêtes sur pied, bœufs ou moutons... L'élevage demandait moins de frais à l'établissement et réservait de plus gros rapports. Puis les distances ne jouaient pas contre lui, comme pour le blé ou le vin. Le bétail venait tout seul jusqu'au port.

Aussi bien, dès le XVIIIe siècle, les éleveurs repoussent-ils la frontière, pénètrent-ils à l'intérieur et le mouvement continue au XIXe siècle, s'accélérant ou se calmant tour à tour, au gré des relâches des navires. Les guerres franco-anglaises du XVIIIe siècle furent une magnifique occasion de prospérité et de bonnes affaires.

Mais cette expansion eut aussi des raisons politiques. En 1815, l'Angleterre a mis la main sur l'Afrique du Sud. En 1828, le gouvernement anglais du Cap, par la célèbre 15e Ordonnance, plaçait sur le même pied d'égalité, devant la loi, Blancs et hommes de couleur. Plus encore, en 1834, l'esclavage était supprimé dans l'Empire anglais contre des indemnités, qui furent jugées insuffisantes (en 1828, on comptait pour 55 000 Blancs, 32 000 esclaves et 32 000 Noirs libres). Ces mesures, une invasion de Cafres sur la frontière est, cette même année 1834, déterminèrent deux ans plus tard le grand mouvement, le grand *Trek* qui allait conduire les *Boers* (= les paysans) ou les *Voortrekkers* jusqu'aux vastes plateaux herbeux de l'Orange et du Transvaal qui se constituèrent en États indépendants. Ceux-ci furent reconnus par l'Angleterre en 1852 et 1854; par contre, dix ans plus tôt, elle avait annexé purement et simplement le Natal.

La vaste expansion dont le *Grand Trek* marque les débuts a été l'événement majeur de l'histoire des *Afrikaaners*, comme la conquête de l'Ouest dans le destin des États-Unis. Cette expansion a entraîné une immense dispersion de la population blanche et multiplié d'autant les occasions de rapport et de conflit avec les populations noires, et particulièrement les tribus fédérées des Zoulous qui, de leur côté, étaient en expansion vers le Sud et ne seront pas stoppées, dans ce mouvement, avant 1879.

2. L'Angleterre n'avait pas franchement accepté l'indépendance des Républiques boers, bien qu'elle l'ait encore reconnue formellement, en 1884. Il en résultera la célèbre guerre des Boers.

La découverte de mines d'or et de diamants dans la Wiwatesrand avait entraîné un nouveau conflit. Cecil Rhodes, le gouverneur du Cap, représentant à la fois de l'impérialisme britannique et des intérêts des sociétés minières (il fut le fondateur de la De Beers), précipita la rupture en encerclant les deux républiques par l'installation de sociétés à chartes dans le Béchouanaland et en Rhodésie, en provoquant des incidents à propos des étrangers qu'attirait le travail des mines, en organisant le raid du Dr. Jameson, simple acte de piraterie, en 1895.

La guerre ouverte n'éclata cependant qu'en octobre 1899, aussitôt désastreuse pour les forces anglaises. Elle ne tourna à leur avantage tardif que grâce à la mise en place des camps de concentration, au prix d'une lutte prolongée contre une guérilla implacable. Huit ans après la reddition et l'annexion des deux provinces (31 mai 1902), le gouvernement anglais rendait aux vaincus leurs libertés et constituait le Dominion de l'Union Sud-Africaine (1910).

3. Le drame de l'Apartheid est aujourd'hui le problème essentiel.

Depuis la Seconde Guerre Mondiale surtout, l'Afrique australe est en plein essor industriel et urbain. Mais cet essor ne fait qu'aggraver les conflits humains qui la menacent.

Aujourd'hui les colons hollandais et les autres calvinistes issus des réfugiés français, arrivés au Cap dès le XVIIe siècle, sont avant tout des paysans, possesseurs de très vastes fermes (en moyenne, 750 ha) où les rendements sont généralement faibles en raison des conditions climatiques et de la pauvreté du sol. D'ailleurs 4 % de la surface du pays sont seulement cultivés. Il faudrait aujourd'hui

passer d'une culture extensive à une agriculture intensive et, pour diminuer la part d'une énorme main-d'œuvre saisonnière entassée dans des baraquements *(compounds)* analogues à ceux des mines d'or et des industries, mécaniser au maximum. En outre, utiliser les engrais, rompre avec la monoculture du maïs encore si puissante sur de vastes espaces, établir la rotation des cultures, associer élevage et agriculture, mettre un terme à des élevages par trop primitifs. Tout cela demandera du temps, des emprunts, des investissements et finalement le maintien des grosses exploitations, seules capables de soutenir d'aussi larges frais.

Ces gros propriétaires rudes, parfois violents, se souviennent avec nostalgie du temps lointain, avant l'arrivée des Anglais, où tout se déroulait dans un « climat biblique », avec, autour de soi, des esclaves dociles, nés pour servir.

Tous sont descendants de Boers, parlent l'*afrikaan*, dérivé du hollandais, et s'opposent aux Anglais, presque aussi nombreux qu'eux, mais qui habitent les villes et ont animé l'industrialisation dont ils tirent tous les avantages.

Jusqu'en 1939, Anglais et Afrikanders ont essayé de vivre en bons termes, de faire face ensemble aux redoutables problèmes que leur posaient les hommes de couleur. Mais l'entente politique s'est brisée avec le succès récent du Dr. Malan et d'un nationalisme intolérant qui se propose à la fois « l'afrikaanérisation » des éléments anglais et une politique de ségrégation raciale absolue à l'égard des Noirs, l'*Apartheid*.

En 1961, l'Union Sud Africaine est sortie du Commonwealth, l'Angleterre n'ayant pas voulu s'associer à la dangereuse politique raciale de l'Union, qui a soulevé dans le monde une réprobation violente. Cette politique est sans doute désespérée. L'essor même de la population et de l'économie vient d'en dramatiser encore davantage les données. Les chiffres sont là : en 1962, sur 15 millions d'habitants, il faut compter dix millions de Noirs, 3 d'Européens, 1,5 de métis — les « bastards » — 0,5 % d'asiates. Les Blancs représentent donc 20 % de l'ensemble et la masse humaine dans sa progression, respecte cette proportion avec un très, très léger désavantage pour les Blancs.

La politique de ces derniers vis-à-vis des Noirs et vis-à-vis des Jaunes (ceux-ci présents dans le seul Natal) a été toujours d'un égoïsme attentif et efficace. La suite des mesures législatives prises à ce propos semble constituer une digue réparée sans fin avec soin et ajustée à la contre-poussée qu'elle veut équilibrer. Le but? éloigner les Noirs (et même les Jaunes) de certaines régions, leur interdire le droit de propriété, les maintenir sur des territoires indigènes *(Native Reserves)*, les y contenir tout en les protégeant. Or, d'une part, pour les Noirs, il n'est guère possible de vivre sur les terres pauvres que leur agriculture primitive dégrade aussitôt et où l'espace manque; d'autre part, l'agriculture des Blancs a besoin de main-d'œuvre, plus encore l'industrie en pleine expansion qui a d'ailleurs été conçue pour une production de masse et une main-d'œuvre primitive inexpérimentée. Le résultat, contre quoi se dresse la politique passionnée de l'Apartheid, c'est « l'invasion du territoire de l'homme blanc ». Les Noirs sont plus nombreux que les Blancs à Durban ou Johannesburg et leur salaire y est de 17 à 40 % inférieur.

Pour endiguer le flot qui sort des *Native Reserves*, l'Afrique du Sud tente : *a)* d'améliorer le rendement de l'agriculture indigène, en organisant un enseignement spécialisé; *b)* ensuite d'industrialiser ces réserves ou leurs frontières immédiates, mais la question se pose déjà des conséquences économiques qu'entrainerait une telle politique : elle reviendrait à priver les industries des Blancs d'une main-d'œuvre à bon marché, tout en organisant contre elle une concurrence redoutable.

La question des *Native Reserves* est liée aussi au sort des protectorats *anglais* du Swaziland, Bechouanaland, du Basutoland. Leur transfert à l'Union, prévu en 1910, n'a jamais été opéré. Et les positions respectives de l'Afrique du Sud et de l'Angleterre ne rendent pas plus simple que les autres le règlement du litige.

Bref, « à bien des points de vue, l'Union est à une croisée des chemins : au milieu d'une révolution agraire et industrielle, elle doit faire face bel et bien à une autre révolution, sociale celle-là », et raciale. En somme, elle n'est pas arrivée à lier ensemble ses civilisations diverses, européennes ou locales. Et aucune solution viable ne semble en vue.

III. Australie et Nouvelle-Zélande, ou l'Angleterre enfin seule.

L'Angleterre a réussi trois fois à être seule : aux États-Unis, à leur début du moins et, de bout en bout, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Cette solitude a été fructueuse. En Australie comme en Nouvelle-Zélande, nous avons à faire à des Angleterres vivaces, homogènes; ce n'est ni le Canada avec ses deux peuples, ni l'Afrique Australe avec ses drames. Ces dominions « les plus éloignés

de la mère-patrie, ce sont les plus anglais de tous ».

N'oublions pas enfin que la Nouvelle-Zélande aussi bien que l'Australie sont des créations relativement récentes. Elles viennent de naître à leur vie européenne et mondiale, l'Australie à partir de 1788 (il y a moins de deux siècles, et ses débuts furent longtemps modestes, 12 000 Européens en 1819, 37 000 en 1821); la Nouvelle-Zélande à partir de 1840, si l'on néglige les établissements de missionnaires protestants (1814) ou catholiques (1837). Il y a à peine plus d'un siècle qu'en 1840, les Anglais se sont installés dans l'ile du Nord, précédant de peu l'installation des baleiniers (1843). Vers cette époque, la Nouvelle-Zélande ne comptait qu'un millier de colons.

1. Australie et Nouvelle-Zélande doivent leur homogénéité à la quasi-disparition des populations indigènes devant les Blancs, disparition peut-on dire pour l'Australie, effacement avec un très léger rebondissement pour la Nouvelle-Zélande.

De même que les deux géographies s'opposent (d'un côté la massive Australie qui est un continent, de l'autre ces îles néo-zélandaises animées de vifs reliefs, bordées de mers tempétueuses au long d'une côte découpée), les passés indigènes sont fort dissemblables.

En Australie, de très vieilles migrations humaines — les Australoïdes — arrivées en place dès le VIe millénaire avant le Christ, donnent l'impression de populations aventurées, puis prises au piège, dans une prison où sol, flore, faune sont d'une extrême pauvreté. Les tribus australasiennes y ont végété, régressé, sans cesse au bord de la famine. Elles sont un musée vivant d'archaïsmes où sociologues et ethnographes ont puisé une ample moisson de renseignements sur les sociétés primitives. Toutes les discussions et interprétations sur le *totémisme* se fondent sur ces vies misérables.

C'est un fait que ces populations, encore à l'âge de la pierre, n'ont pu supporter le contact avec les Blancs. Il y a eu effondrement de leurs groupes fragiles. Le dernier indigène de Tasmanie a disparu, en 1876. En Australie, les indigènes ont été refoulés à peu près tous dans le Queensland et le Territoire du Nord (au total une vingtaine de mille d'individus).

En *Nouvelle-Zélande,* le contact a été plus dramatique, mais finalement moins désastreux pour les Maoris, des Polynésiens installés surtout dans l'Ile Nord. Ceux-ci appartenaient à la vivace civilisation des marins polynésiens; ils sont arrivés en Nouvelle Zélande sans doute entre IXe et XIVe siècle à la limite méridionale de leurs aventures, hors des pays tropicaux dont ils étaient issus, c'est-à-dire des pays des bananeraies, du taro et de l'igname. La Nouvelle-Zélande est à l'écart de ce monde tropical; elle est, ce qui enchantera les colons venus d'Europe, un pays tempéré (exactement aux antipodes de l'Espagne, dont elle n'a pas cependant le climat).

Les Maoris ont donc dû s'adapter tant bien que mal à l'île du Nord, à la chasse des oiseaux multiples — les seuls animaux sauvages; à la médiocrité de l'élevage du seul animal domestique qu'ils avaient amené avec eux, le chien; à la pêche, non pas dans la mer trop agitée, mais dans les lacs et les fleuves; à la cueillette de racines... Ils s'étaient adaptés au climat froid en bâtissant des maisons de bois, en filant des vêtements de lin. Habitués à des guerres incessantes de tribus à tribus, ils offrirent une résistance acharnée aux Européens.

Les guerres qu'ils soutinrent furent meurtrières pour les assaillants et plus encore pour eux-mêmes, jusqu'à leur écrasement en 1868. En outre, des maladies nouvelles importées par les Blancs les décimèrent. Cependant, avec le début du XXe siècle, le groupe maori commence à surmonter cette crise quasi mortelle (1896 : 42 000; 1952 : 120 000; 1962 : 142 000). Une forte natalité, des allocations familiales, l'embauche dans les grandes villes, comme Auckland, ont déterminé cette reprise et ce mouvement en avant. Sur les 2 230 000 Néo-Zélandais, ils représentent un peu plus de 6 % et actuellement ne semblent pas constituer un danger pour l'unité de la civilisation néo-zélandaise.

2. La courte histoire de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est marquée par une série de chances économiques liées régulièrement aux avatars de la conjoncture ou de l'histoire mondiale, des chances brusques à saisir aussitôt comme un train que l'on peut prendre en marche ou rater.

C'est une chance pour l'Australie, que la nécessité où se trouve l'Angleterre, après la guerre de l'Indépendance américaine, de transférer hors de Virginie le lieu de relégation de ses forçats, de ses *convicts*. La première colonie naît ainsi, en Australie, comme une colonie pénitentiaire. Le premier convoi de forçats arrive, le 18 janvier 1788, dans la rade de Port Jackson où va grandir Sydney. Ce statut de colonie pénitentiaire ne sera aboli qu'en 1840.

Cependant, presque d'entrée de jeu, à côté de petits propriétaires *(settlers)* ont commencé les exploits des éleveurs *(squatters)* de moutons à laine *mérinos*. Les tâches peu rudes de l'élevage convenaient à la demi-paresse des *convicts;* en même temps, l'argent des grands propriétaires, la

demande anglaise et mondiale ont lancé la laine australienne, aujourd'hui encore reine du monde.

Il y aura, un peu plus tard, de 1851 à 1861, une ruée vers l'or, deux ans après le *rush* de Californie (1849). La folie de l'or a dispersé à travers la colonie de la Nouvelle Galles des bandes ingouvernables de *diggers*. Mais le rush a aidé la mise en place du peuplement et aidé l'essor économique. Il a fallu nourir ces nouveaux venus.

La Nouvelle-Zélande a connu, elle aussi, des bonds successifs pour la laine, pour le blé et aussi pour l'or que l'on découvre tout d'abord dans l'île Sud, en 1861. Si l'île du Nord est un instant désorganisée et défavorisée par ce *rush* (la capitale de la Nouvelle-Zélande est même déplacée d'Auckland à Wellington, en 1865), l'économie néo-zélandaise tire de gros bénéfices de cet élan vif, car, là aussi, il faut ravitailler, nourrir les chercheurs d'or. De 1869 à 1879, les îles connaissent une grande prospérité.

Mais le tableau de ces prospérités, de ces bonds en avant, suivis souvent de stagnations et reculs (ainsi la situation est cruelle pour les deux pays de 1929 à 1939) n'est pas à dresser ici en détail. Le seul fait considérable serait de situer la puissante industrialisation de l'Australie. Jusqu'ici, malgré d'énormes ressources hydro-électriques, la même réussite n'a pas encore franchement soulevé la Nouvelle-Zélande.

Le témoignage d'ensemble est clair : la prospérité de ces Europes lointaines est liée à celle du monde, beaucoup plus qu'elles n'ont tendance à le penser elles-mêmes, trompées peut-être par la facilité et le confort de leur vie, par un bien-être particulièrement remarquable et cela à quelques heures d'avion des pays sous-développés d'Extrême-Orient où règnent la misère et le surpeuplement. « Europes » et non pas colonies, Australie et Nouvelle-Zélande, malgré leur allégeance et leur attachement à l'Empire britannique (qui est leur plus gros fournisseur et un client essentiel) sont en fait des États indépendants (depuis 1901 pour l'Australie, 1907 pour la Nouvelle-Zélande).

3. La politique constante de ces nations australes a été de se réserver à elles-mêmes les chances formidables que leur offraient d'immenses espaces et de fermer solidement la porte à l'immigration, de maintenir, coûte que coûte, un standard de vie élevé et un socialisme pragmatique, efficace, car fondé sur l'abondance.

Dès le début du XXe siècle, la Nouvelle-Zélande est une vraie démocratie (journée de huit heures en 1856, séparation de l'Église et de l'État en 1877, vote des femmes en 1893, expropriation des grands domaines cette même année, conciliation obligatoire des conflits entre syndicats et patrons, en 1894-95; retraites aux vieillards en 1898). Même évolution en Australie, où la porte de l'immigration, fermée en 1891, ne s'ouvrira que pour cette nouvelle et dernière course à l'or qui aboutit, en 1893, à la fondation de Coolgardie, dans l'Australie occidentale, en plein désert. Le régime à la néo-zélandaise s'établit alors sans difficultés et, sous le gouvernement du Labour Party australien, le continent devient « le paradis des ouvriers ».

Tout ce bien-être, les énormes dépenses de la sécurité sociale dont les conséquences bénéfiques se marquent sur les salaires, les niveaux de vie, la très faible mortalité infantile, la longueur de l'espérance de vie, ne vont pas sans gaspillage des finances publiques et du revenu national. Ainsi en Australie, avec la poussée de l'industrie et des villes monstrueuses qui s'approchent des deux millions d'habitants, Sydney et Melbourne, les grèves fréquentes s'avèrent terriblement coûteuses. « D'après le *Chamber of Commerce Journal* d'octobre 1949, les grèves ont coûté à l'Australie 20 800 000 tonnes de charbon de janvier 1942 à juin 1949. » Ces difficultés et ces exigences expliquent la chute des travaillistes en Australie et en Nouvelle-Zélande. Mais elle ne s'est pas accompagnée de querelles trop vives, ni de grands changements de la politique d'ensemble. Seuls ont changé les meneurs de jeux, les jeux sont restés les mêmes.

Or cette politique est-elle raisonnable? Elle consiste, en gros, à réserver les richesses d'un quasi-continent à 10 millions d'Australiens (densité kilométrique 1,2) et celles des îles néo-zélandaises, plus étendues que l'Angleterre, à 2 300 000 habitants (densité 8,7). Mais, dans le monde actuel, grandissent à vive allure des « prolétariats extérieurs » menaçants. La dernière guerre mondiale a amené les Japonais aux frontières mêmes de l'Australie qui n'a été sauvée que par la victoire navale des Américains dans la Mer de Corail (mai 1942). La leçon a porté pour l'Australie qui a essayé, sans trop y réussir, d'accueillir des immigrants pour augmenter sa puissance et soutenir son industrie. Mais elle n'a pas touché la lointaine et insouciante Nouvelle-Zélande. Cependant le bien-être y produit ses habituels effets : ralentissement des naissances (29 pour mille), vieillissement de la population (taux de mortalité 9,3 pour mille). Vieillissement tel que la Nouvelle-Zélande, pays récent et démocratie précoce, n'est plus un « pays jeune ».

NOTES ET DOCUMENTS

1. En Australie, l'Angleterre enfin seule.

Nous voilà donc en Australie en face d'Europes ou plutôt d'Amériques que le hasard de l'histoire aurait abritées du monde — des Amériques qui n'auraient pas connu l'afflux d'Européens extérieurs à l'Angleterre, qui seraient restées anglaises à 100 % et le montrent par leur attachement passionné à la Couronne britannique.

On y retrouve naturellement la prédominance du protestantisme et de sa société pluraliste (Nouvelle-Zélande : 41 % d'Anglicans, 23 % de Presbytériens, 11 % de Méthodistes et 15 % de Catholiques, Irlandais surtout; en Australie, 25 % de Catholiques pour 75 % de Protestants). Quant à la vie quotidienne, on peut dire que ce qui est vrai dans le Canada britannique, à Toronto, est vrai à Auckland ou à Melbourne, que ce soit l'ordre et la nature des repas, le goût de la bière ou du Cherry, le comportement de la jeunesse, les habitudes de la vie sociale. Pas de domestiques, d'où le luxe mécanique, électrique des intérieurs. Sans doute, la Nouvelle-Zélande, demeurée plus agricole, avec ses villes moins développées, rappelle-t-elle davantage encore la vieille et adorable Angleterre que l'Australie urbaine survoltée, et parfois désinvolte. Mais nul doute que le tout fasse un monde homogène, étroitement mêlé. Pour le dire avec une image, rappelons le nom de l'écrivain connu, Kathleen Mansfield (1888-1923). Née en Nouvelle-Zélande, elle a su en évoquer les souvenirs et les paysages, mais pour chacun d'entre nous elle appartient à la civilisation et à la littérature anglaise. Dans ces antipodes, l'Angleterre triomphe.

2. Portrait de l'Australien.

L'Australien est un homme simple. Sa vie est à son image. Sa maison est généralement peu confortable; il l'entoure d'un petit jardin qu'il sait, avec quelques arbres et un morceau de pelouse, rendre plaisant.

Il n'y a pas de domestiques. Ce manque total d'aide au foyer, détail apparemment bénin, marque la vie de la famille australienne. Il constitue un des éléments de ce qui est appelé, parfois avec fierté, « the australian way of life ». Il nivelle les conditions sociales et, par l'accent qu'il met sur les préoccupations matérielles de l'existence quotidienne, pousse à la simplification et à la standardisation de la vie domestique.

L'Australien nettoie sa vaisselle, lave son linge, entretient sa maison, fait son jardin, répare sa voiture. Il préfère entreprendre lui-même des travaux qu'il ne pourrait confier qu'à de rarissimes et coûteux artisans.

S'il veut se donner la peine de vous connaître et que vous lui deveniez sympathique, il vous accorde alors une hospitalité généreuse, directe et sans atours. Admis dans son home, cela veut dire admis à partager sa vie domestique, il ne vous entretiendra pas de sa conversation et ne cherchera que peu à connaître vos idées, et vos penchants. Son amitié, c'est sa vie qu'il vous fait partager simplement et cordialement.

L'Australien est un insulaire. Éloigné de l'Europe et de l'Amérique, n'ayant que des contacts exceptionnels avec le monde extérieur, il le connait mal et ne s'y intéresse guère.

Il regarde l'étranger avec curiosité, mais aussi avec indifférence. Dans son travail, il ne l'admet qu'autant qu'il ne le gène pas.

Seuls les souvenirs des bombes sur Darwin et des sous-marins japonais dans le port de Sydney lui font accepter le programme d'immigration du gouvernement avec résignation. L'accueil est sans enthousiasme.

L'Australien est joueur et sa passion pour les courses de chevaux est sans limite.

Le dernier Derby d'Epsom, quoique couru à l'autre bout du monde, suscita un intérêt considérable. Des émissions spéciales étaient organisées et nombreux furent ceux qui attendirent, debout, 2 heures du matin pour en connaître le résultat.

Cette mobilisation des esprits et des moyens provoque chez le nouveau venu, tout intéressé qu'il puisse être aux jeux du stade, une impression de manque de modération et de déséquilibre. Le sport n'est plus seulement un complément utile et agréable; il devient l'essentiel des aspirations et des préoccupations quotidiennes. Même pour un Anglais, cette conception paraît souvent exagérée.

L'Australien aime boire. La boisson nationale est la bière. Il a également de très bons vins, mais n'y porte que peu d'intérêt.

La consommation de boissons alcoolisées n'est possible que dans les « pubs » et dans quelques restaurants qui possèdent une licence. Le « pub » australien n'a rien de comparable avec son pittoresque homologue anglais. Il est généralement constitué d'une grande pièce, fermée aux regards extérieurs, soit que les fenêtres portent des verres opaques, soit que le local soit choisi sans fenêtre. A l'exception de quelques chaises, la pièce est vide. Au milieu se trouve une enceinte, entourée de comptoirs, à l'intérieur de laquelle s'agitent trois ou quatre serveurs qui pompent le précieux liquide. Le « pub » n'est ouvert qu'à certaines heures de la journée. Dans l'État de Victoria, l'accès n'en est permis que de 10 à 13 heures et de 16 à 18 heures. Ces restrictions ont pour conséquence de les remplir à l'extrême pendant les quelques heures d'ouverture et de contraindre les consommateurs à ingurgiter des quantités importantes en des temps records.

Seuls, les hommes vont au « pub »; ils y passent, debout, dans le brouhaha des conversations et la bousculade, une des heures les plus agréables de leur journée.

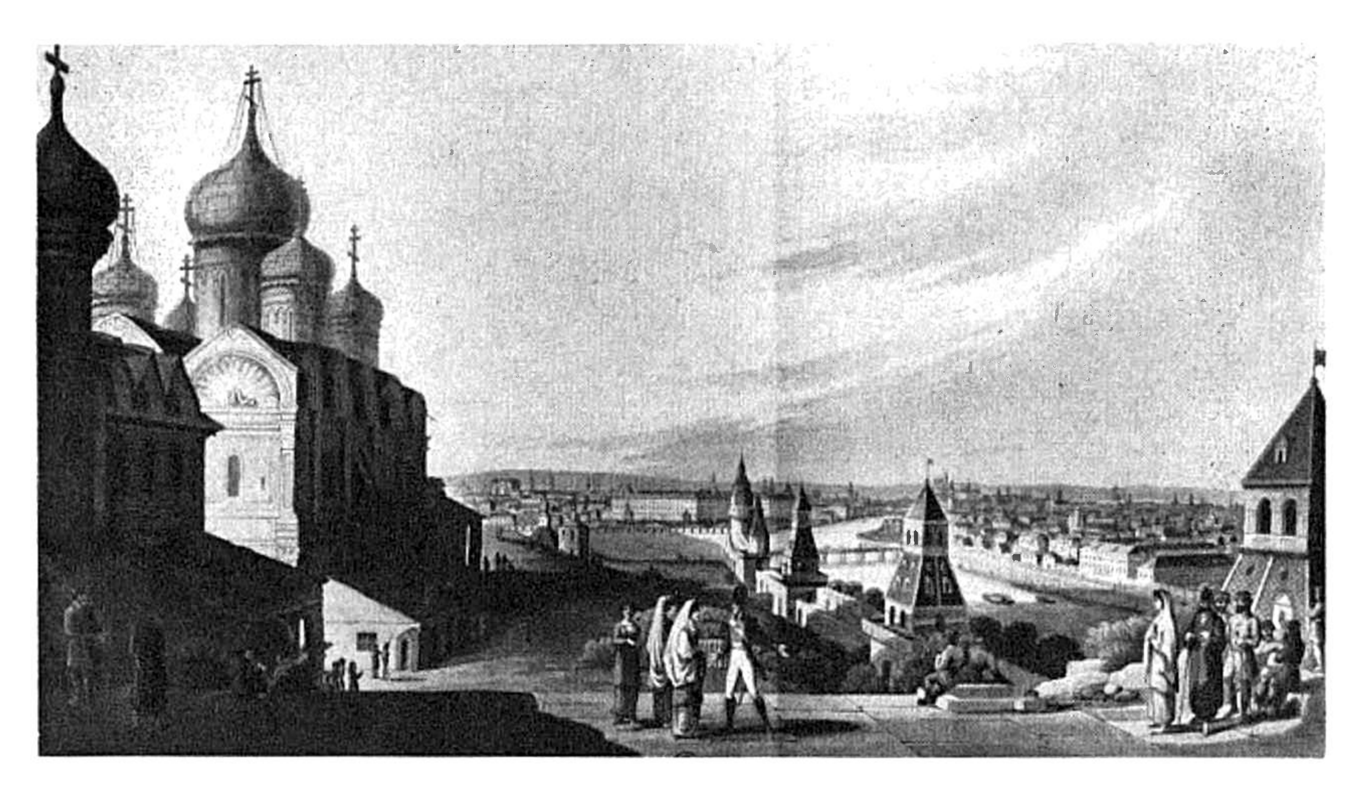
A 18 heures, tout ce monde est cavalièrement mis sur le pavé. L'œil luisant, le regard trouble, on termine sur le trottoir la discussion entamée, puis l'on s'en va, d'un pas parfois incertain, vers le dîner familial.

Dans les restaurants patentés, vous pourrez boire avec votre repas du soir.

L'AUTRE EUROPE : MOSCOVIE, RUSSIE, U.R.S.S

L'autre Europe, développée tardivement elle aussi, presque aussi tardivement que l'Amérique, mais sur le continent européen lui-même, donc soudée à l'Occident, c'est la Russie, l'antique Moscovie devenue aujourd'hui l'U.R.S.S. Nous aurons à saisir : 1° ses origines et son interminable passé ; 2° son adoption du marxisme, au lendemain de la Révolution de 1917 ; 3° son achèvement actuel, son *entéléchie*, diraient les philosophes.

Et toujours, bien entendu, c'est du même personnage qu'il s'agira. Un personnage dont le prestige tient sans doute à ce qu'il est le pays de la grande expérience révolutionnaire, mais aussi, et de plus en plus, au fait qu'il a indubitablement réalisé en un temps record sa révolution industrielle. A peine industrialisé en 1917, il est, dans le monde de 1962, le contrepoids des puissants États-Unis. Cette réussite spectaculaire est l'espoir des pays sous-développés d'aujourd'hui. Pourront-ils eux aussi, franchir d'un bond l'étape? Le socialisme a-t-il été, ou non, la condition de ce succès rapide?



Moscou
Les bords de la Moskova vus du Kremlin.

DES ORIGINES A LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917

Il n'est guère aisé de résumer en quelques pages, de façon raisonnable, un passé aussi long, coupé de catastrophes violentes dont l'Europe Occidentale, malgré tant d'accidents, n'offre guère l'équivalent.

Première difficulté : l'immensité de la scène géographique où s'introduit, d'où rebondit cette histoire multiple et compliquée. De dimensions « planétaires », cette scène est très diverse.

Seconde difficulté : les peuples slaves s'introduisent tardivement dans cet espace où d'ailleurs ils ne seront pas absolument seuls. Le berceau des Slaves, ancêtres des Russes, est constitué par les Carpathes et la Petite Pologne actuelle (la Pologne est le seul pays de peuplement slave particulièrement pur). Ainsi l'acteur tarde à entrer sur la scène, puis à l'occuper en son entier.

I. La Russie kiévienne.

1. Cet espace, surabondant, longtemps vide d'hommes, ou peu s'en faut, évoque l'immensité nue du continent américain.

L'homme y est perdu. De vastes plaines, d'énormes fleuves, des distances inhumaines, d'interminables portages de rivière à rivière, de colossales régions : c'est déjà la démesure de l'Asie.

Au nord d'une ligne qui irait de Kiev à Perm, de vastes forêts continuent les forêts de l'Europe du Nord et les soudent à l'interminable *taïga* sibérienne, de l'autre côté de l'Oural, cette montagne ancienne dirigée du Nord au Sud, faible obstacle analogue aux Vosges, mais qui est la limite conventionnelle de l'Europe, la limite entre Russie d'Europe et Russie d'Asie.

Au Sud, court l'étendue découverte des steppes (le mot vient du russe) : la steppe noire au sol fertile de *tchernoziom*, la steppe grise de hautes herbes où, à la saison sèche, le cavalier sur son cheval disparaît presque en entier; la steppe blanche avec ses efflorescences salines en bordure de la Caspienne.

L'espace russe est cet ensemble de vastes et bas pays entre la Mer Blanche, l'océan Arctique et la Baltique d'une part, la Caspienne et la Mer Noire de l'autre. Baltique et Mer Noire sont les espaces essentiels, animés, attractifs. La Russie a comme vocation d'aller de l'une à l'autre, de les joindre, d'ouvrir sur l'une et l'autre les fenêtres et les portes qui la relient à l'Occident et à la Méditerranée, c'est-à-dire à la civilisation européenne.

Mais c'est sa vocation aussi de déboucher sur l'Asie inquiète des steppes, l'Asie des nomades dont nous avons dit les querelles, les courses, les dangers d'invasion jusqu'au XVIe siècle. Si ces nomades, venus de l'Est, escaladent victorieusement l'Iran et s'acheminent vers Bagdad, passe encore! l'orage s'est détourné et c'est tout bénéfice pour l'espace russe. Mais, comme il n'y a pas de place pour tout le monde sous le soleil du Proche-Orient, beaucoup de visiteurs asiatiques, faute de mieux, auront poussé jusqu'aux steppes russes, de la Volga au Don, au Dniepr, au Dniestr et même au-delà. Ces invasions ont frappé la Moscovie à maintes reprises.

Le territoire russe subit ainsi son destin, celui d'une énorme zone frontière entre l'Europe, qu'il protège, et l'Asie dont il amortira, à ses dépens, les coups toujours violents.

2. Il n'y a de Russie véritable que barrant l'isthme en son entier, de la Baltique aux mers du Sud, en contrôlant les liaisons. Pour cette raison et d'autres, il n'y a de Russie qu'à partir de la Principauté kiévienne (IXe-XIIIe siècles).

Les Slaves orientaux, peuples d'origine aryenne (comme tous les Slaves) ont, à la suite d'avatars multiples, poussé leurs tribus et leurs clans jusqu'aux villes, campagnes et plaines du Dniepr. Le mouvement, amorcé dès l'ère chrétienne, s'achève vers le VIIe siècle. Ces Slaves ont rejoint, vers l'est, des peuples depuis longtemps en place : Finnois descendus du lointain Oural; peuples divers issus d'Asie Centrale et dont les survivants sont légion (Scythes, Sarmates, Bulgares de la Kama); Goths de la Vistule et du Niémen, Alains et Khazars *(ceux-ci par la suite convertis au judaïsme)*, issus les uns et les autres des bords de la Caspienne et du Don.

Cette première Russie, mélange de peuples venus d'Europe et d'Asie, est celle des *Petits Russiens*. Ce mélange, la prospérité des villes, toute cette poussée de vie entre Novgorod la Grande au nord et Kiev au sud, ne s'expliqueraient pas sans le rôle décisif d'une voie de commerce prospère de la Baltique à la Mer Noire et, au-delà, allant soit jusqu'à Byzance, la ville richissime dont les lumières éblouissent les Kiéviens et leur inspirent de folles expéditions, soit jusqu'à Bagdad, dont les grandes heures commencent. Par ces routes circulent, du nord vers le sud, l'ambre, les fourrures, la cire, les esclaves; du sud au nord, les étoffes, les soies précieuses, les pièces d'or. Celles-ci ont été retrouvées par les archéologues tout au long de ces itinéraires; ce pointillé d'or en signale rétrospectivement la prospérité. Tout, en fait, aura dépendu de cette dernière. Elle soutient les villes trop lourdes pour les campagnes, encore « inexistantes », qui les entourent, ces villes qui se donnent la main et, de Novgorod à Kiev, échangent leurs marchandises, leurs querelles et leurs princes.

La Russie kiévienne a eu à se défendre sans fin, surtout du côté du Sud. Mais le haut Nord scandinave lui fournit à volonté les mercenaires utiles, serviteurs un jour, maîtres le lendemain, batailleurs toujours. Ces « Normands », ou mieux ces « Varègues », issus d'une Suède paysanne et primitive encore, parfois du Danemark, se laissent attirer volontiers par la route du Dniepr qui lie les villes russes et mène « vers les Grecs », par tout ce pays brillant auquel ils ont donné le nom caractéristique de *Gardarikki*, le « royaume des villes ». Une famille de ces soldats aventuriers fonde la dynastie des Rurik, dont les débuts sont mal connus, mais qui s'impose au Xe siècle, à Kiev et à tout l'ensemble urbain. On parlera au gré des auteurs, de la Principauté, de la Russie kiévienne, de la dynastie des Rurikides (Rurikovitchi).

La splendeur de cette première Russie s'explique dans un contexte d'histoire générale. La Méditerranée Occidentale a été longtemps fermée par la conquête islamique des VIIe et VIIIe siècles; la route continentale de Novgorod à Kiev fut alors un chemin de remplacement entre pays du Nord et riches contrées du Sud. Le jour où la Méditerranée Occidentale s'ouvrira de nouveau, avec les XIe et XIIe siècles et la fin de la suprématie musulmane sur mer, l'intérêt de ce chemin interminable de routes fluviales et de portages diminuera. Il se rompt définitivement avec l'occupation de Constantinople, en 1204, par les Latins : le chemin maritime a tué la route continentale.

Dès avant cette date, les Princes de Kiev auront eu de plus en plus de mal à défendre leurs frontières, à joindre les Balkans et la Mer Noire. Un vieux dicton prétend : « Quand il s'agit de manger et de boire, on va à Kiev, mais lorsqu'il s'agit de défendre Kiev, il n'y a plus personne. » Rien de plus juste. L'éternelle poussée des nomades du Sud jette sans répit ses cavaliers contre les terres et villes de la Principauté : après les Petchénègues, surgissent les Torques, plus tard les Kiptchaks ou Koumanes, que les chroniques russes appellent les Polovtzy.

Dès le XIe siècle, une partie des populations kiéviennes s'est déplacée, on pourrait presque dire a fui vers le nord-est, colonisant des clairières que les paysans ouvrent dans des immenses forêts en direction de Rostov (exactement Rostov-Iaroslavski, petite ville du Nord, aujourd'hui à ne pas confondre avec Rostov-sur-le-Don). C'est là que commencent une nouvelle Russie et un nouveau mélange entre Slaves et Finnois, ceux-ci, de race mongoloïde, formant le premier fonds du peuplement : telle est l'origine du groupe dit des *Grands Russiens*. Cette nouvelle Russie, barbare mais robuste, est en place avant que ne s'éteignent les lumières kiéviennes. En fait, la formidable poussée mongole qui emporte Kiev, le 6 décembre 1241, renverse un État depuis longtemps en perte de vitesse. Cinq ans plus tard, un voyageur ne trouvera sur l'emplacement de la ville que deux cents misérables maisons.

3. Villes russes, villes d'Occident. La Russie kiévienne, des siècles durant, aura compté, par sa réussite matérielle, par l'éclat de ses villes : alors nulle trace d'un retard, ni d'un décalage entre l'Est et l'Ouest de l'Europe.

Des historiens comparatistes notent cependant que ces grosses villes kiéviennes ne ressemblent pas, en tous points, aux villes qui surgissent alors en Occident. Elles n'ont pas, comme ces dernières, leurs auréoles de petites villes associées, souvent mi-villes, mi-villages, mais qui partagent les tâches de la métropole voisine. Surtout, ces premières villes russes ne sont pas, comme en Occident, séparées nettement du plat pays. Les seigneurs des campagnes voisines de Novgorod la Grande participent ainsi à son assemblée, le *Vétché*, dont les décisions sont souveraines à l'intérieur de la ville et dans le vaste hinterland qu'elle domine. Ils en sont les maîtres à côté du Conseil *(Soviet)* de l'aristocratie marchande. A Kiev, la première place ne revient-elle pas aussi aux seigneurs qui forment la troupe du Prince : les *boiars* de sa *droujina?*

Il s'agit donc de villes « ouvertes », comme celles de l'Antiquité, comme Athènes ouverte aux Eupatrides de l'Attique. Et non d'unités fermées sur elles-mêmes et sur les privilèges de leurs citoyens, comme dans l'Occident médiéval.

II. La religion orthodoxe.

1. Par sa conversion au Christianisme orthodoxe, la Russie kiévienne a engagé l'avenir russe pour des siècles.

En effet, par les routes kiéviennes n'auront pas seulement circulé des marchandises, mais aussi la bonne parole des évangélisateurs.

La généralisation du Christianisme dans la Principauté est due à la politique du Prince Vladimir le Saint, ou comme on l'appelle encore, Vladimir Beau Soleil. Il avait songé, un instant, à se convertir, lui et ses sujets, au judaïsme, puis s'était laissé éblouir par la beauté des rituels byzantins. Il procéda, vers 988, à la conversion officielle de tous ses sujets (le peuple de Kiev fut baptisé en bloc dans les eaux du Dniepr). Mais il y avait plus d'un siècle déjà que la nouvelle religion se répandait, particulièrement dans le Sud et à Kiev même, à la faveur du mouvement général qui avait suivi la mission décisive de saint Basile en Khazarie en 861, la conversion des Moraves en 862, des Bulgares en 864, des Serbes en 879... La conversion russe n'est donc qu'un événement entre quelques autres, une preuve de plus de ce rayonnement exceptionnel de la vieille Église de Byzance, au lendemain de la longue crise iconoclaste (celle des briseurs d'images) apaisée enfin au Concile de Nicée (787), un signe du retour à la santé de la vieille Église dont la propagande se répercutera alors jusqu'au cœur de l'Asie lointaine.

Il faudra toutefois un certain temps pour que la Petite Russie, puis la Grande soient pénétrées par le Christianisme. Les succès éclatants tardent un peu : la cathédrale Sainte-Sophie de Kiev sera construite entre 1025 et 1037; Sainte-Sophie de Novgorod, de 1045 à 1052; un des premiers monastères, celui des Cryptes, fondé à Kiev, en 1051.

C'est que villes et campagnes de Russie étaient attachées à leurs cultes païens et ceux-ci furent plus ou moins vite, plus ou moins bien déracinés. Croyances et mentalités pré-chrétiennes survécurent plus d'une fois jusqu'aujourd'hui, notamment au sujet du mariage, de la mort, des guérisseurs. Elles colorèrent pour toujours le Christianisme russe, dont l'apport particulier dans la liturgie orthodoxe, dans le culte des icônes et l'importance particulière donnée aux fêtes pascales a été souvent souligné.

2. Que la civilisation et le monde russes, dans leur ensemble, aient été pris, à partir du Xe siècle, dans l'orbite de Byzance, voilà qui a contribué à distinguer une Europe de l'Est d'une Europe de l'Ouest.

Les différences entre Catholiques et Orthodoxes, souvent expliquées dans un sens ou dans l'autre, soulèvent un grand problème qu'il s'agit beaucoup plus encore de formuler (si possible) que de résoudre. Pour nous, ce sont surtout des différences nées de l'histoire.

Le Christianisme occidental a été soumis à des épreuves particulières. Il est le legs d'un certain Empire Romain. Le Christianisme avait conquis cet Empire, mais sa victoire coïncida « avec une impérialisation du Christianisme » et celle-ci porta ses fruits du jour où, en Occident, au lendemain de la disparition de l'Empire, au ve siècle, le Christianisme en assuma les tâches, en reprit à son compte les « structures mondiales ». L'Église d'Occident, œcuménique, dépasse les sociétés, les États; elle utilise sa langue, le latin, commune à l'ensemble, comme un instrument d'unité. Enfin, elle gardera de l'Empire ses hiérarchies, sa centralisation, sa vieille et prestigieuse capitale, Rome. Plus encore, l'Église d'Occident s'engagera face à tous les problèmes politiques, sociaux, si nombreux durant la première nuit de la civilisation d'Occident. Elle sera la grande communauté capable de répondre à tous les besoins, ceux de l'âme, ceux du corps, à l'évangélisation, à l'enseignement, même au défrichement des terres nouvelles...

3. L'Église de Byzance, au Xe siècle, se situe dans les cadres d'un Empire solide qui se survit et ne lui laisse ni les besognes, ni les périls d'une expansion temporelle. Il la domine, l'assujettit, la limite à ses seules tâches spirituelles. L'Église orthodoxe qui s'enracine en Russie, moins distinguée du peuple des fidèles que l'Église d'Occident, est à demi indifférente en matière politique.

Elle est prête à accepter les cadres nationaux qui s'offrent à elle, assez peu préoccupée d'organiser, de hiérarchiser, soucieuse seulement d'implanter la tradition spirituelle telle qu'elle lui est transmise par la pensée grecque du xe siècle.

Quant à la langue liturgique, l'Église grecque garde jalousement la sienne pour elle-même, « la considérant comme une langue des élites dont n'étaient pas dignes les Barbares ». La langue liturgique ainsi, en pays slave, sera le slavon, c'est-à-

dire la langue dans laquelle saint Cyrille et saint Méthode (entre 858 et 862) traduisent les livres saints, à l'usage des différents peuples slaves qu'ils avaient entrepris d'évangéliser. Il leur fallut transcrire le parler slave des environs de Thessalonique et, pour cela, inventer même un alphabet. D'où l'importance du slavon liturgique, cette première langue écrite, dans l'histoire culturelle des peuples slaves.

La différence de tradition spirituelle entre les deux Églises se marque de plus d'une manière. Ainsi le mot *vérité*, en grec et plus nettement encore en slavon, désigne ce « qui est éternel, constant, qui existe véritablement, en dehors du monde créé », tel que le saisit notre raison. Le mot *pravda* signifie donc, à la fois, *vérité et justice* par opposition à *istina*, la *vérité terrestre*. « La forme indo-européenne *var* a donné dans les langues slaves le mot *vera*, la foi », non la vérité. Pour le latin au contraire, vérité, dans son sens juridique, philosophique ou scientifique, désigne toujours « une certitude, une réalité pour notre raison ». De même le mot *sacrement*, en Occident, met en cause la hiérarchie religieuse capable seule de lui conférer son caractère sacré; en Orient, il est, avant tout, « mystère », « ce qui dépasse nos sens et vient d'en haut », directement de Dieu.

Certains détails liturgiques éclairent aussi des différences profondes. La Semaine Sainte qui précède Pâques est, en Occident, sous le signe du deuil, de la passion, des souffrances, de la mort du Christ *homme*. En Orient, elle est sous le signe de l'allégresse, des chants qui glorifient la résurrection du Christ *Dieu*. Les crucifix russes représentent un Christ paisible dans la mort, non le Sauveur souffrant d'Occident.

C'est peut-être qu'à l'Ouest le Christianisme a été confronté, dès ses origines, avec des problèmes humains, collectifs, communautaires, juridiques même, alors que la pensée religieuse, à l'Est, est restée plus circonscrite, plus individuelle, aisément mystique, uniquement spirituelle. Certains y voient l'origine de cette différence, essentielle sur le plan des civilisations, qu'Alexis Khomiakov reconnaissait entre « orthodoxes mystiques et occidentaux rationalistes ». Le Christianisme occidental serait-il ainsi, en partie, responsable de cet esprit rationaliste, si proprement européen, qui a dressé rapidement contre lui la pensée libre, contre lequel il s'est défendu, mais auquel il semble finalement s'être adapté?

L'orthodoxie russe, au contraire, n'a pas affronté de combats aussi périlleux, jusqu'à des temps récents. Elle a cependant eu à choisir, au XVIIe siècle, entre une religion officielle, épurée (débarrassée ainsi de cette habitude, contraire à celle de l'Église grecque, de faire le signe de croix avec deux doigts de la main droite) et une religion populaire, formaliste, moralisante, bientôt sourdement révolutionnaire. Ces réformateurs populaires furent excommuniés et ce fut le Schisme, le *Raskol*. Dès lors, la lutte fut continuelle contre les Raskolniki. Encore s'agissait-il là de luttes internes. Les luttes externes contre la pensée libre ne commencèrent guère qu'avec le dernier siècle du tsarisme. Au lendemain de la Révolution de 1917, l'Église Orthodoxe luttera, en vérité, pour son existence même, pour sa survie, par l'action souterraine et l'acceptation de compromis. Et elle ne semble pas avoir tiré de ce dur combat une possibilité quelconque de renouvellement, ni la volonté de s'engager dans ces nouvelles voies, sœurs du socialisme, que depuis une cinquantaine d'années, le catholicisme du XXe siècle a choisies délibérément.



Le Christ parmi les Apôtres et les Saints.
Evangéliaire du XIe siècle.

III. La Grande Russie.

1. La seconde Russie, celle des forêts, n'atteint sa majorité que le jour où, à son tour, elle barre l'isthme russe, quand Ivan le Terrible (ou plutôt Grozny = le Redoutable, 1530-1584) réussit à s'emparer de Kazan (1551), puis d'Astrakan (1556) et contrôle désormais l'énorme Volga, de ses sources à la Caspienne.

Ce double succès aura été obtenu par l'emploi de canons et d'arquebuses. L'envahisseur asiatique qui, avec ses chevaux, avait « pénétré dans le flanc de l'Occident », recula finalement devant la poudre à canon. La Caspienne, atteinte au sud par Ivan le Terrible, à défaut de la Mer Noire, était sur la route de la Perse et des Indes. Quant à la Mer Noire, depuis le xv[e] siècle, elle était devenue le domaine du Turc. Il n'était pas encore loisible d'atteindre cette mer jalousement, fortement gardée.

Ainsi s'affirmait, triomphait une nouvelle Russie, lentement formée sous une autre latitude et dans des conditions difficiles, bien différentes de celles qui avaient présidé à la naissance, heureuse somme toute, de la Russie kiévienne. Son premier lot fut l'indigence, la servitude, le morcellement féodal.

Tout le Sud de l'espace russe — les steppes — avait été occupé dès avant la chute de Kiev en 1241, par les Mongols — les Tatars comme les appellent les Russes. Un grand État mongol indépendant se forma ensuite, qui ajouta à ces vastes régions steppiques les États et villes russes du Nord qui reconnurent sa suzeraineté : cet État, le Khanat de la Horde d'Or, eut sa capitale à Saraï, sur la basse Volga.

Une prospérité assez longue facilita sa mise en place tant que resta ouverte et sûre la longue *route mongole* qu'empruntaient pour gagner l'Inde et la Chine, les marchands italiens, surtout Gênois et Vénitiens, jusque vers 1340. Ensuite, la route se rompit et la Horde d'Or, si elle survécut au Sud, perdit peu à peu son emprise sur le Nord forestier.

C'est là qu'avait grandi, au milieu d'un morcellement féodal très poussé et de luttes obscures, la Principauté de Moscou, fondée au XIII[e] siècle et qui va peu à peu « ramasser » la terre russe (comme les Rois Capétiens la terre française à partir de l'Ile-de-France), puis s'affranchir de la tutelle Tatare (1480). Au terme de cette émancipation, le « Tsar » de Moscou se substituera au Khan de la Horde d'Or. Les restes de celle-ci, avant tout les Tatars de Crimée, entre Volga et Mer Noire, subsisteront jusqu'au XVIII[e] siècle, grâce à l'appui des Turcs Osmanlis dont ils furent les vassaux plus ou moins dociles.

Il a tout de même fallu trois siècles pour que la situation se renversât. Et, pendant ce temps, plus encore que de luttes et d'oppositions — qui toutefois n'ont pas manqué — il s'est agi entre Russes et Tatars d'échanges, de rapports pacifiques, parfois de services réciproques. Les souverains de la Horde d'Or ont, en général, appuyé et favorisé la montée de Moscou. Convertis tard et mal à l'Islam, ils ont été, en gros, tolérants, laissant aux peuples soumis leur statut et leurs croyances. A Saraï, il y avait une église orthodoxe.

Entre maîtres et tributaires, il y eut d'ailleurs de nombreux mariages, au point que l'on a pu parler, en Moscovie, d'une aristocratie « semi-orientale ». Au xv[e] siècle en tout cas, quand le reflux de la force tatare est déjà patent, de nombreux musulmans gagnent les États russes, s'y convertissent au Christianisme et entrent au service des Princes, pour la plus grande jalousie des sujets autochtones. Ainsi de grandes familles, les Godounov, les Sabourov sont d'origine tatare.

Longtemps, les Mongols auront imposé leur prestige aux Princes moscovites. Ils représentaient une civilisation plus raffinée que la leur, un État mieux organisé et qui leur servira de modèle, une économie monétaire sans équivalent vers le Nord. La langue russe d'aujourd'hui conserve encore un certain nombre de mots d'origine mongole, caractéristiques : *kazna*, le fisc; *tamojnia*, la douane; *iam*, la station de poste; *dengui*, l'argent; *kaznatchei*, le trésorier... Cette civilisation supérieure a installé une certaine Asie dans les mœurs et coutumes de Moscovie. En fait, celle-ci s'est comportée comme un monde barbare éclairé et subjugué par une civilisation supérieure. Cette cohabitation évoque assez bien, avec des heurts moins tumultueux, les rapports de l'Espagne chrétienne et de la brillante Espagne musulmane. Le Tsar de Moscou commence à l'emporter sur le Khan musulman vers 1480, au moment même où la Reconquista espagnole approche de son dernier acte, la prise de Grenade (1492).

La victoire de Moscou s'est préparée au cours de luttes innombrables et obscures avec les principautés voisines. Elle ne se dessine vraiment qu'avec le règne d'Ivan III (1462-1505), que certains historiens russes ont hier comparé et même préféré à celui de Pierre le Grand. Peu après son avènement, il avait épousé, en 1469, Sophie, l'héritière des Paléologues, les derniers Empereurs grecs de Constantinople. Ainsi Moscou, au lendemain de la chute de Constantinople (Tsarigrad) enlevée par les Turcs en 1453, pouvait-elle devenir la Troisième Rome, « dominer et sauver le monde ». Mais ce succès de prestige à long terme (le titre de Tsar, déformation peut-être du nom de César,

n'est pris par le prince héritier de Moscou qu'en 1492) compta moins que les victoires remportées sur les Lithuaniens, sur la Horde d'Or (rupture du vasselage, en 1480) et sur la grande ville marchande de Novgorod.

Cette dernière lutte fut difficile, longue, dramatique. En 1475, guerre froide et entrée pacifique dans la ville; en 1477-78, Ivan fait enlever la Cloche du *Vétché ;* en 1480, il exile une centaine de familles nobles; en 1487, 7 000 Novgorodiens doivent quitter la ville. Ce fut la fin de cette cité qu'on appelait *Gospodine Velikyi Novgorod : Monseigneur Novgorod le Grand.*

Autant que l'idée de la Troisième Rome ou que le titre nouveau de Tsar, le signe de l'essor de Moscou, c'est l'arrivée dans la capitale d'artistes italiens, le Bolonais Ridolfo Fioravanti, dit Aristote; Marco Ruffio, Pietro Solario, constructeurs de palais et d'églises : « le Kremlin prend alors sa ligne actuelle ». Le fondeur de canons qui dota l'armée d'Ivan III d'une artillerie puissante était aussi un italien, Paolo Debossis. Ainsi presque un siècle avant Ivan IV le Terrible et les victoires décisives de Kazan et d'Astrakan, se marquent avec force les premiers pas de la puissance moscovite et ces premiers pas s'accompagnent déjà, sans aucun doute, d'une reprise de contact avec l'Occident.



1. La messe selon le rite orthodoxe.



2. Scène de la vie de la Vierge
tirée d'un évangéliaire du XIe siècle.

Tous ces succès, toutes ces novations exigent un effort démesuré de l'État. Un idéologue du temps d'Ivan IV le Terrible, Ivan Peresvetov, élabore la théorie politique de la terreur. On sait aussi que l'*opritchina*, ce système policier qu'instaure Ivan le Terrible, lui a permis « d'écraser l'opposition des princes et des boïars et de renforcer la centralisation de l'État russe ».

2. La Russie se tourne de plus en plus vers l'Europe. C'est là, pendant les siècles de sa modernité et jusqu'en 1917 et même au-delà, le fait crucial de son histoire.

A ce jeu voulu, poursuivi avec ténacité, la Russie acquiert des techniques modernes en voie de perfectionnement rapide. L'ère industrielle lui donnera tôt sa revanche vis-à-vis de l'Asie qui l'avait menacée des siècles durant — et même, plus tard, vis-à-vis de l'Europe elle-même.

Dans cet essor, l'Asie aurait-elle eu sa responsabilité? Des historiens, les frères Kulischer, l'ont soutenu : pour eux, les peuples de l'Asie Centrale connaissent, selon les siècles, de longs balancements les poussant tantôt vers l'Europe et la méditerranée, tantôt vers l'Extrême-Orient et particulièrement vers la Chine. Dans ces conditions le destin de la Russie aurait été déterminé en partie par ce large mouvement qui rejette les nomades vers l'Asie et la Chine, à partir du XVe siècle. Il s'ensuivrait dans la Russie méridionale un relâchement de la pression asiatique. L'Islam des Tatars se serait vidé d'une partie de ses forces au bénéfice de l'aventure vers l'Extrême-Orient et quand la situation se renverse à nouveau, avec le XVIIIe siècle, contre l'Europe cette fois, il est trop tard : les avancées des nomades Kirghiz, Bakchirs, provoquées par la poussée chinoise des XVIIe et XVIIIe siècles, se heurtent à un barrage solidement construit. Même la révolte mi-asiatique de Pougatchef (1773-74) ne le fera pas sauter.

Cette explication, sans doute trop simple, appelle des correctifs. Il est évident que si la pression de l'Asie s'atténue, la supériorité technique empruntée à l'Occident et qui commence à se répercuter, en porte aussi la responsabilité. Il y a essor de l'économie russe, ne serait-ce qu'au contact d'un commerce européen de plus en plus actif aux portes de la Baltique. Rien de plus caractéristique, en tout cas, que l'occupation temporaire de Narva par les Russes sur la Baltique au XVIe siècle : la porte ouverte s'est refermée presque aussitôt, mais la Russie aura bientôt sa revanche.

Le dialogue entre Moscovie et Occident, commencé, nous l'avons vu, au moins dès Ivan III, va se poursuivre et s'intensifier. Un voyageur allemand, le Baron d'Herberstein est censé avoir « découvert » la Moscovie (1517) comme Christophe Colomb l'Amérique. En tout cas, marchands, aventuriers de tout poil, vendeurs de conseils ou de projets, architectes, peintres gagnent de plus en plus nombreux cet autre Nouveau Monde, bien avant que Pierre le Grand, enfant, n'ait eu l'occasion de se lier d'amitié à Moscou, dans le faubourg de la Sloboda, avec les étrangers dont il fera ses conseillers. Dès 1571, le duc d'Albe, Gouverneur alors des Pays-Bas espagnols, ne signalait-il pas au Reichstag allemand les dangers pour la Chrétienté entière d'une active contrebande d'armes en direction de la Moscovie, son ennemie éventuelle? Une vingtaine d'années plus tôt, en 1553, l'Anglais Chancellor avait touché avec un de ses navires (le seul qui ait survécu au voyage) Saint-Nicolas d'Arkangel, par où la *Moscovie Companie*, fondée par les marchands de Londres, allait pendant quelques années pousser ses trafics à travers l'immense Moscovie jusqu'à la Perse.

Le rapprochement, esquissé longtemps à l'avance, se précipite et, comme dans un gros plan de cinéma, *se précise avec les hardiesses et les hâtes brutales de Pierre le Grand (1689-1725)*, avec les gloires extérieures du long règne de Catherine II, Catherine la Grande (1762-1796). En conséquence, de vastes modifications affectent alors les frontières et la forme extérieure de la Russie moderne, face à l'Europe. Elle n'a cessé, en effet, au XVIIIe siècle, de maîtriser, d'étendre son propre espace et de déborder sur celui d'autrui. La grande liaison s'organise à partir de Saint-Pétersbourg (aujourd'hui Leningrad), la nouvelle capitale construite à neuf sur la Néva, à partir de 1703, et dont le commerce ne cessera de grandir avec les vaisseaux des Anglais et des Hollandais. La Russie de plus en plus devient Europe. A cette transformation tous collaborent, mais surtout les Baltes et les Allemands. Les voisins sont aux premières loges.

La conquête définitive du Sud (esquissée puis ratée par Pierre le Grand) et l'installation en Crimée, en 1792, se font dans un vide relatif. On connait ces villages, simples décors démontables, que Potemkine déplace devant Catherine II, lors de son célèbre voyage. De ce côté, la vraie liaison avec la mer Noire va tarder encore; elle ne s'établit guère avant le début du XIXe siècle et le lancement d'Odessa par le Duc de Richelieu. C'est en 1803 que, pour la première fois, le blé d'Ukraine arrive dans les ports de la Méditerranée occidentale, éveillant les craintes des propriétaires fonciers en Italie, plus tard en France.

En somme, dans le détail et l'ensemble de ses multiples entreprises, *l'histoire russe des XVIIIe et XIXe siècles est celle d'une « acculturation » gigantesque avec ses illusions, ses erreurs, ses cocasseries, ses snobismes, et aussi ses résultats positifs.* « Grattez le Russe, vous retrouverez le Moscovite » : ce proverbe, peut-être venu de Russie, fit en tout cas fortune en Occident. Et pourquoi le Moscovite ne resterait-il pas Moscovite, avec ses goûts, son originalité, ses réticences? A côté de Moscou, on peut visiter aujourd'hui, conservée et entretenue comme un musée, la résidence que le prince Chérémétiev se fit construire au XVIIIe siècle, à Ostankino, par ses artisans serfs, dans le plus pur style classique. Au visiteur qui s'étonne de la fraîcheur des peintures intérieures, des dorures, de la décoration, des plafonds en trompe-l'œil, souvent à peine retouchés, on révèle que toute la construction, dont les murs épais semblent de maçonnerie, est en bois, matériau réfractaire à l'humidité : le Prince disait, non sans raison, que rien ne vaut l'agrément, qu'il avait toujours connu, des maisons de bois russes. Il conserva le bois et l'habilla à la française.

C'est un peu l'histoire de tout ce XVIIIe siècle russe qui fit appel à d'innombrables Occidentaux pour tout construire, y compris l'industrie russe — à la mesure du temps bien sûr. Une nuée d'ingénieurs, d'architectes, de peintres, d'artisans, de musiciens, de maîtres à chanter, de gouvernantes s'abattent sur un pays avide d'apprendre, décidé à tout tolérer pour y parvenir. La masse des constructions, dans une ville comme Saint-Pétersbourg où, petit détail symbolique, la bibliothèque de Voltaire, encore intacte, se trouve conservée, plus encore la masse inouïe des correspondances et des papiers en français entassés dans les archives publiques, disent cette épreuve immense à laquelle l'intelligentsia russe s'est livrée, d'assez bonne grâce d'ailleurs.

Dans cette culture russe en mouvement une place privilégiée revient à la France. Il y a d'ailleurs chez celle-ci, en contrecoup, un « mirage russe ». Catherine l'autocrate y passe pour libérale parce qu'elle a fait représenter le *Mariage de Figaro* en Russie avant que cette pièce ne fût autorisée par Louis XVI. Ce mirage ne doit pas cependant nous égarer aujourd'hui encore. En fait, le gouvernement de Catherine II a été *socialement* rétrograde : elle a consolidé le pouvoir de la noblesse et aggravé le servage.

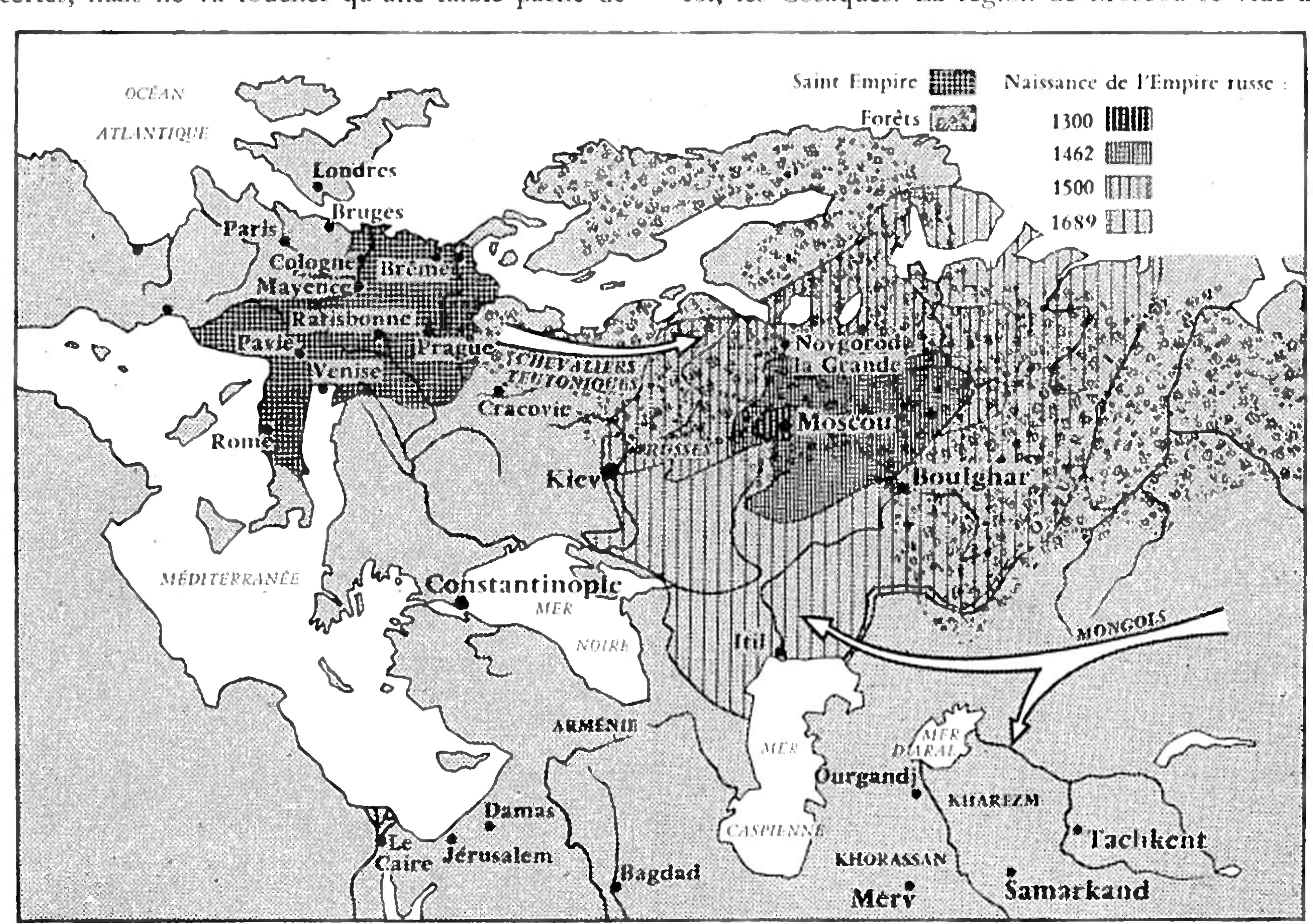
Seule une culture aristocratique regarde volontiers vers Versailles et Paris. Révolutionnaire bientôt dans une partie restreinte d'elle-même, elle s'étendra aux intellectuels et aux étudiants.

Comment ceux-ci n'auraient-ils pas suivi alors avec envie les événements appelés à bouleverser, pour le moins à secouer toute la vieille Europe? Mais c'est contre le colosse russe que la Révolution française (du moins l'Empire napoléonien qui la prolonge) échouera. Vérité à ne pas perdre de vue.

3. A l'arrière-plan, en profondeur, mais aussi s'étalant en surface, la Révolution chemine à travers toute l'histoire de la modernité russe, du XVIe siècle à l'explosion d'octobre 1917.

Après l'éclat de la Russie kiévienne où se devinent cependant tant de troubles et tensions sociales, l'immense pays russe a connu un Moyen Age à retardement. La féodalité s'y enracine au moment où elle se dissipe en Occident. *L'européanisation, à partir du XVe siècle jusqu'au XXe siècle, s'intensifie*, certes, mais ne va toucher qu'une faible partie de la population, quelques très grands seigneurs, des propriétaires, des intellectuels, des politiques. Bien plus, le développement du commerce avec l'Occident, en Russie comme dans l'Europe centrale, a transformé les seigneurs en producteurs de blé et en marchands. Le « second servage » en est la conséquence évidente, de l'Elbe à la Volga. Les libertés paysannes se vident alors de leur contenu. Les serfs qui, jusque-là, avaient eu le droit, sauf en cas d'endettement, de changer de seigneur, chaque année à la saint Georges, perdent ce droit. Un oukase d'Ivan IV (1581) leur interdit tout nouveau déplacement. En même temps, le poids des corvées et des redevances s'alourdit sur leurs épaules.

Sans doute, il leur reste la possibilité dont ils usent de *fuir vers la Sibérie ou vers les grands fleuves du sud*, même de rejoindre aux frontières les hors-la-loi, les Cosaques. La région de Moscou se vide à



La formation territoriale de la Russie.

Au début du XIe siècle, Kiev, sur le Dniepr, domine le sud de l'actuelle Russie (une soixantaine de principautés). Ses princes se convertissent à l'orthodoxie. Kiev est un relais important du commerce entre les pays slaves et Byzance, entre l'Occident et l'Extrême-Orient. A la fin du XIIe siècle, Kiev perd son importance puis est ravagée par les Mongols. *Au XIVe siècle, Moscou*, à l'abri des forêts échappe pendant un temps à l'invasion. Daniel, un fils d'Alexandre Newski (lequel était prince de Novgorod la Grande) guide les premiers pas de l'état moscovite. *Ivan le Grand* (1462-1505) est le grand rassembleur de la terre russe. Avec lui, les guerriers moscovites passent l'Oural et prennent pied en Sibérie. *Pierre le Grand* (1672-1725) est le légendaire fondateur de la puissance russe, vainqueur des Suédois, vainqueur des Turcs, grand réformateur et fondateur, en 1703, de Saint-Pétersbourg.) Les villes de Boulghar et d'Itil ont été détruites par les Mongols au XIIIe siècle.)

moitié de ses paysans qu'a saisis le goût de l'aventure et de la liberté. Mais dès que le gouvernement établit dans ces lointaines régions, ou son contrôle direct, ou celui d'un donataire, la liberté acquise de fait se trouve contestée en droit. C'est l'éternelle histoire des libertés russes sans fin conquises, sans fin reperdues. Le seigneur n'a-t-il pas toujours le droit de se saisir d'un fugitif? Le Code de 1649 a même aboli, à ce propos, toute prescription.

Sans doute y a-t-il eu de vastes, d'immenses, de redoutables révoltes : ainsi en 1669, 200 000 rebelles, Cosaques, paysans, indigènes d'Asie, enlèvent Astrakan, Saratov, Samara; ils sont maîtres de la Basse Volga, tuent propriétaires et bourgeois. Stenka Razine qui les conduit ne sera pris qu'en 1671, supplicié, écartelé sur la place Rouge, à Moscou. Un siècle plus tard, et dans ces mêmes régions, le soulèvement de Pougatchev connaît un succès initial aussi massif : Cosaques du Don et de l'Oural, Bakchirs, Khirgiz, serfs des domaines seigneuriaux, ouvriers serfs des grandes fonderies de fer et de cuivre du massif ouralien se joignent à la révolte, à la *Pougatchevina*. Celle-ci pousse jusqu'à Nijni-Novgorod, au passage, elle pend les propriétaires et promet à tous terre et liberté. Kazan est enlevé, mais le rebelle ne marche pas aussitôt sur Moscou. Il sera pris, décapité en 1775. Tout semble rentrer dans l'ordre.

Ces faits sont archi-connus. L'historiographie soviétique s'est plu à les mettre en vive lumière, non sans raison. Plus le temps passe, plus la situation des paysans en Russie se détériore. C'est qu'en même temps que le second servage s'installe une seconde aristocratie. Le *boïar* du temps d'Ivan le Terrible n'était plus le boïar de la Russie kiévienne, pareil au seigneur d'Occident, maître de sa terre. Ivan avait su briser systématiquement les nobles indépendants, il les avait exécutés par milliers, confisquant leurs terres et les conférant à des hommes à lui, les *opritchniki :* ce sont des nobles de service, qui ne tiennent leurs terres, leurs « bénéfices », dirions-nous, qu'à titre viager. Dans ces conditions, la très grosse réforme *rétrograde* de Pierre le Grand est la Loi de majorat de 1714 qui reconnait à ces nobles de service la possession pure et simple, pour eux et leurs héritiers, des bénéfices qu'ils détiennent. Voilà la seconde aristocratie confirmée, enracinée dans ses avantages, avec ses rangs fixés une fois pour toutes par l'étiquette. Mentchikoff, le favori de Pierre le Grand reçoit ainsi de lui 100 000 serfs... Le double visage de la Russie s'éclaire dans sa puissante contradiction : modernité face à l'Europe, Moyen Age rétrograde face à elle-même.

Dès lors une sorte de pacte effectif lie le Tsarisme à la noblesse qui l'entoure et le sert, toujours craintive et soumise devant les caprices du maître. La situation paysanne s'en ressent; elle est prise dans des difficultés insolubles. Même les libérations massives de serfs en 1858, 1861 et 1864 ne les ont pas supprimées. Les contraintes collectives du *mir*, du village, subsistent à moitié. Les terres prises aux seigneurs sont *rachetables*. Plus encore, les seigneurs vont conserver une partie de leurs domaines. La question ne sera tranchée, un instant, qu'en 1917, par la plus grande explosion agraire qu'ait connue l'histoire russe, cause profonde et efficace de la Révolution russe. Un instant seulement, puisque commençait bientôt la collectivisation. Le paysan n'aura pas connu longtemps, en Russie, le statut de propriétaire à part entière.

Cette situation rurale explosive a créé, à travers toute la vie russe, une tension révolutionnaire. Elle explique l'immense et immédiat retentissement de la Révolution de 1789, commentée jour après jour dans toutes les gazettes, à Saint-Pétersbourg, à Moscou, mais aussi bien à Tobolsk, en Sibérie; suivie avec passion dès ses débuts dans les milieux de la noblesse libérale, mais aussi de la bourgeoisie marchande ou des intellectuels et publicistes, souvent d'origine roturière. On peut lire, à ce sujet, le petit livre de Michel Strange, *La Révolution Française et la société russe*, paru dans une traduction française à Moscou, en 1960. La Déclaration des Droits de l'homme, les nouvelles des émeutes françaises, de la Grande Peur « touchaient de façon immédiate aux questions les plus brûlantes du régime de l'autocratie et du servage »; elles étaient la réalisation de ces sentiments que l'on pouvait lire en Russie « sur le front de chaque paysan », suivant l'expression d'un contemporain.

D'autres tensions s'ajouteront à cette essentielle question paysanne avec l'industrialisation qui s'esquisse dès le milieu du XIX[e] siècle. C'est le moment où, avec le règne de Nicolas I[er] (1825-1855) (lequel n'en porte certes pas la responsabilité), la grande littérature russe s'affirme avec Pouchkine (1799-1837), Lermontov (1814-1841), Gogol (1809-1852), Tourguéniev (1818-1883), Dostoïewski (1821-1881), Tolstoï (1828-1910)... En vérité, c'est une immense prise de conscience de la Russie par elle-même.

De nouvelles formes de révolution, d'agitation révolutionnaire s'inaugurent bientôt et prolifèrent, du mouvement restreint des « décabristes » (on dit aussi « décembristes ») en 1825, jusqu'à la fusillade devant le Palais d'Hiver (1905); des nihilistes des années 60 à la formation, en 1898, du Parti Social Démocrate russe à Minsk, le premier parti marxiste; des slavophiles (parfois révolutionnaires chauvins) aux Occidentaux enragés. Les intellectuels, la jeunesse, les étudiants, eux surtout, et les exilés portent la torche de la révolution à venir. A cette flamme aboutit toute l'histoire russe.

L'U.R.S.S. DE 1917 A NOS JOURS

La Révolution de 1917 a été étudiée au cours de la première partie de ce livre, à la fois dans ses prémisses et ses suites (politiques, économiques, sociales). Seuls relèvent de ce chapitre les vastes problèmes qui touchent à l'histoire de la civilisation soviétique :

1° Comment le marxisme a-t-il rencontré, puis guidé la Révolution russe?

2° Comment se perpétue-t-il dans l'actualité soviétique, humainement parlant, hors des plans et des chiffres qui ont évidemment leur énorme importance?

3° Sous ces chocs et ces contraintes, le présent et l'avenir d'une civilisation soviétique peuvent-ils s'appréhender?

I. De Karl Marx à Lénine.

La pensée de Marx a gagné assez vite les attentifs milieux intellectuels et révolutionnaires russes, favorables à l'Occident et d'autant plus opposés aux traditionalistes slavophiles. Le marxisme ne trouve-t-il pas très vite à l'Université de Saint-Pétersbourg des adeptes parmi les économistes et les historiens, dans la mesure, dit-on, où cette Université s'oppose à celle, conservatrice, de Moscou?

1. Le marxisme est le fruit d'une collaboration, pour l'essentiel l'œuvre de Marx (1818-1883) et, pour le secondaire, l'œuvre de Frédéric Engels (1820-1895) qui travailla quarante ans à ses côtés et lui survivra douze ans.

Cette immense doctrine marque un tournant essentiel de la pensée, de l'action et de l'explication révolutionnaires des XIXe et XXe siècles dans la mesure où elle lie la révolution à la société capitaliste moderne, industrialisée, dont elle découlerait comme un fruit naturel, inévitable. Dans la mesure où elle offre une conception d'ensemble du monde, qui associe fortement l'explication sociale à l'explication économique.

La *dialectique* de Marx (entendez par dialectique la recherche d'une vérité au travers de contradictions) s'inspire de Hegel, tout en s'opposant à sa philosophie. Pour Hegel, l'esprit domine le monde matériel, l'homme est surtout conscience. Pour Marx, il y a, au contraire, prédominance du monde matériel sur l'esprit. « Le système hégélien reposait sur la tête, écrira-t-il, on l'a mis sur ses pieds ». N'empêche que la dialectique de Marx reprend les *temps*, les expériences successives de la dialectique de Hegel : 1° l'affirmation; 2° la négation; 3° la négation de la négation, c'est-à-dire l'affirmation d'une vérité en devenir qui tienne compte des deux premiers temps à la fois et les réconcilie.

Cette façon de raisonner est toujours à l'arrière-plan de l'argumentation de Marx. Comme le dira le révolutionnaire russe Herzen, « la dialectique est l'algèbre de la révolution » C'est, en tout cas, le langage de Marx, un art de dégager, de préciser les contradictions, après les avoir reconnues *scientifiquement* comme telles, puis de les surmonter. Le marxisme a été défini comme une *dialectique matérialiste* : la formule n'est pas inexacte, bien que Marx ne l'ait pas employée et qu'il ait, selon la remarque de Lénine, beaucoup plus insisté sur la dialectique que sur le matérialisme. On ferait à la suite de Lénine la même remarque au sujet du *matérialisme historique*, formule plutôt malheureuse d'Engels : Marx a beaucoup plus insisté sur l'histoire que sur le matérialisme. C'est un fait qu'il a puisé les arguments dialectiques de sa doctrine révolutionnaire dans une analyse historique de la société qui est une des grandes nouveautés de son œuvre.

La société occidentale du milieu du XIXe siècle lui paraît souffrir d'une contradiction majeure dont l'analyse dialectique est la base même du marxisme. Résumons brièvement cette analyse. Le travail est, pour l'homme, un moyen de se libérer de la nature, de s'imposer à elle. C'est en travaillant qu'il prend conscience de son essence qui est, travailleur parmi tant d'autres, de faire partie d'une société. Dans la société, qui est travail et libération, il y a à la fois « naturalisme de l'homme » et « humanisme de la nature ». « La société est la consubstantialité de l'homme avec la nature ». Telle est l'affirmation, sur la valeur et le sens du travail humain.

Suit la négation : dans la société que Marx a sous les yeux, par un paradoxe extravagant, le travail ne libère pas l'homme, il l'asservit. L'homme est exclu de la propriété des moyens de production (la terre ou l'usine) et des bénéfices de cette production même. Il est obligé de *vendre* son travail, de l'*aliéner* au profit d'autrui. La société moderne a fait du travail un moyen d'asservissement.

Alors, quelle est la négation de la négation, la porte de sortie de cette contradiction? La société capitaliste qui crée *l'aliénation* aboutit, quand elle parvient au stade de l'industrialisation, au travail et à la production de masse, donc à la formation d'une classe de plus en plus étendue d'asservis, conscients de leur asservissement, le *prolétariat*. Celui-ci aggrave automatiquement la lutte des classes, la guerre des classes et introduit ainsi la révolution à brève échéance.

Le capitalisme industriel étant le dernier stade d'un vaste processus historique qui a successivement fait passer la société des hommes de *l'esclavagisme* au *féodalisme*, puis au *capitalisme* (marchand, ensuite industriel), le monde du XIXe siècle est arrivé, en même temps qu'à l'industrialisation, au stade de la révolution, de l'abolition de la propriété privée; demain, du communisme.

Ce n'est cependant pas du jour au lendemain que le communisme va se substituer à la société capitaliste (on sait que Marx, s'il connait au moins dès 1846, le mot de capitaliste, n'utilise pas encore le mot commode de *capitalisme*). Il y aura, comme il l'explique lui-même (1875), une « phase inférieure du communisme », quand la société nouvelle se dégagera, tant bien que mal, de l'ancienne. La terminologie la désigne, aujourd'hui encore, sous le nom de *socialisme*, « à chacun selon son travail ». La phase supérieure de cette évolution, seule, s'intitule *communisme*. Elle est un peu la terre promise. « La société pourra (alors) inscrire sur ses drapeaux : « de chacun selon ses capacités (au stade de la production) à chacun selon ses besoins (au stade de la consommation »). On le voit : la dialectique de Marx est optimiste, elle est « ascendante », comme l'écrit Georges Gurvitch.

2. Cependant, à ces révolutionnaires russes, le message de Marx ne peut-il pas paraître décevant dans la mesure où Marx, après tout, constate l'impossibilité théorique, pour le moment, d'une action révolutionnaire en Russie, quelles que soient, à ce sujet, ses hésitations vers 1880, aux nouvelles de l'agitation révolutionnaire russe?

En Russie, le prolétariat industriel est par trop médiocre, il faut que se poursuive encore, des années durant, le processus qui le crée, que les conditions nouvelles issues des forces productives du capitalisme développent à plein leurs conséquences. Alors s'annoncera « une époque de révolution sociale ». Les conditions n'en sont pas encore réunies.

C'est que Marx et Engels ont pensé, discuté, agi à partir de l'exemple de l'Angleterre qui, lorsque paraît le tome premier du *Capital* (1867) est déjà arrivée au cœur de sa Révolution Industrielle ou, plus exactement, des difficultés que celle-ci a entraînées sans avoir encore offert le moyen de les surmonter. Ils ont raisonné aussi à partir des exemples de la France et de l'Allemagne, celle-ci à peine en retard (et encore!) sur celle-là. Bref, en fonction de situations fort éloignées de celles où se trouve engagée la Russie des Tsars.

Dès lors, comment imaginer une révolution sociale au nom de ces mêmes principes, dans cette Russie de la fin du XIXe siècle, à peine industrialisée, où les paysans à eux seuls représentent 80 % de la population, contre 5 % d'ouvriers?

Lénine aura vu, dix fois pour une, cette contradiction, dès l'époque où paraissait (1899) *Le développement du Capitalisme en Russie*, plus encore à la veille et au lendemain de la Révolution de 1905. Certes Lénine, disciple de Marx, est prisonnier d'une pensée qu'il admire, à l'intérieur de laquelle il se meut avec agilité. Pas une idée chez lui dont, d'ordinaire, l'exposé ne se trouve déjà chez Marx. Cependant et bien que son génie soit surtout évident dans le domaine de la doctrine d'action révolutionnaire, son originalité, sur le plan même de la théorie, est beaucoup plus grande qu'on ne le dit d'ordinaire.

Il n'est pas, lui qui appartient à la petite noblesse russe et qui a, en parlant, cet accent caractéristique des aristocrates de son pays — il n'est pas, sans plus, un « représentant du peuple russe », de sa simplicité, de son « intelligence pratique ». Il n'est pas, non plus, un esprit uniquement dévoré par l'action. En fait, il a multiplié les analyses concrètes, originales, les critiques percutantes qui lui valurent « l'honneur de nettoyer les écuries d'Augias de la Seconde Internationale ». Engagé dans l'action, il l'a pensée à l'avance, avec passion et lucidité. Par suite, ses oppositions avec Marx se produisent là où elle devaient se produire *a priori*, sur le plan d'une procédure révolutionnaire qu'il conçoit évidemment dans le cadre de la Russie et qui, concrètement, se définit par les rapports entre le « prolétariat » et le « parti révolutionnaire ».

Disons, en bref, que Lénine aura accordé un primat systématique à la politique sur le social ou l'économique, *au « parti » sur la masse prolétarienne*. Il est en faveur, en forçant les termes, d'un « politique d'abord ».

Pour Marx, la révolution est le résultat d'explosions sociales quasi naturelles, surgissant à leur

heure, sous le poids de l'industrialisation et de la lutte des classes. Le prolétariat, que l'industrialisation entasse dans les villes, est révolutionnaire, explosif par nature. A côté de lui, une certaine bourgeoisie, qui fut le milieu même où se formèrent les idéologies nouvelles, est déjà au terme de sa vocation révolutionnaire. Peut-être est-il encore temps, dans certaines occasions, de profiter du jeu et de l'appui de cette bourgeoisie démocratique et libérale. Mais à propos de cette stratégie, Marx et Engels ont longuement hésité. Après 1848 et non sans raison, ils se sont surtout méfiés des possibilités réactionnaires de la paysannerie française, de ce faux prolétariat attaché à sa parcelle de terre.

La discussion sur les formes de l'action révolutionnaire reste ouverte bien après la disparition de Marx (1883). L'Allemande Rosa Luxembourg (1870-1919) continue la leçon même de Marx : pour elle le prolétariat ouvrier est seul digne de confiance; il doit être le moteur unique de la Révolution; toutes les autres classes sont des ennemies, en conséquence le « parti » doit être sa chose; il sera surveillé de près, du dedans, et contrôlé à la base; c'est le seul moyen d'obvier à sa bureaucratisation.

La direction de Lénine est différente : d'accord avec certains réformistes, il met en doute (« à l'époque de l'impérialisme ») le caractère naturellement, spontanément révolutionnaire du prolétariat (il a d'ailleurs horreur de la « spontanéité »). L'heure est venue, pense-t-il, de mettre l'accent sur le parti et les alliances que peuvent apporter au prolétariat d'autres couches sociales opprimées, quelles qu'elles soient. En 1902, dans *Que faire ?* il soutient que, sans l'action d'un parti *centralisé*, de révolutionnaires professionnels, le prolétariat s'orienterait non pas vers la Révolution, mais vers le réformisme et un certain trade-unionisme, qu'il s'abandonnerait même à l'utopie d'une aristocratie ouvrière. N'est-il pas vrai qu'en Angleterre alors, le Labour Party naissant va s'opposer au conservatisme réticent des Trade Unions, comme en France, plus qu'on ne le reconnaît d'ordinaire, le syndicalisme fait obstacle au socialisme en marche? Contre Rosa Luxembourg et quelques autres, Lénine affirme, en outre, que l'ère des guerres nationales n'est pas close, que des alliances avec les bourgeoisies libérales s'imposent. Plus encore, et toujours contre Rosa Luxembourg et le « luxembourgisme », il se rallie à un programme de réformes agraires, se refuse, en tout cas, à considérer la paysannerie comme un élément réactionnaire. Sur ce point décisif, il est sûrement influencé par les socialistes révolutionnaires russes; il voit comme eux dans la paysannerie asservie le moteur essentiel de la Révolution; il entend ne pas laisser inemployée cette immense force explosive. Elle assurera, on le sait, le succès de 1917 : en ce qui concerne la Russie, en tout cas, Lénine avait raison.

On ne saurait entrer ici dans le détail de ces discussions et positions idéologiques dont certaines joueront un rôle dans l'évolution de l'U.R.S.S., après 1917. Elles suffisent à montrer qu'un transfert culturel s'est opéré, du marxisme initial au léninisme. Ce dernier est un marxisme repensé, « réinterprété » diraient les anthropologues, adapté à ce pays encore sous-industrialisé, à prédominance agraire, qu'est la Russie des Tsars en ce début, si proche et si lointain, du XXe siècle. « Le prolétariat y avait une importance numérique trop faible, par suite une importance économique, sociale et politique insuffisante pour provoquer par ses seules forces la révolution qui l'aurait opposé aussitôt à l'ensemble de la société » (Lucien Goldmann).

3. Le Parti Social Démocrate de Russie, plus tard Parti Communiste, a été créé (1898) par la seconde génération des marxistes russes (Lénine, Martov, Dan), avec l'accord de la première génération (Georges Plekhanov, Paul Axelrode, Vera Zassoulitch, Lev Deutsch) qui avait formé, à l'étranger, le Groupe de la Libération du Travail (Grouppa Osvobojdenija Trouda).

Or, lors du second Congrès du Parti Social Démocrate, à Londres (1903), une scission se produit : d'un côté les Bolcheviks (soit, en russe, les « majoritaires », majoritaires à une seule voix d'avantage d'ailleurs), de l'autre les Mencheviks (« minoritaires ») dont Plekhanov lui-même. (En fait, les « minoritaires » redeviendront les « majoritaires » dans le Parti Social Démocrate russe.) La raison de cette scission? L'article I des statuts, dans lequel Lénine avait introduit des dispositions connues sous le nom de « centralisme démocratique ». Elles prévoyaient : 1° le rôle prépondérant des « révolutionnaires professionnels » (en somme des techniciens); 2° une discipline stricte (de fer) du Parti; 3° les pouvoirs étendus et dictatoriaux du *Comité Central* sur l'ensemble du Parti, en particulier sur les organisations à la base; 4° en cas de nécessité, le transfert de tous les pouvoirs du Comité à un Bureau restreint. Est-ce clair? Le Parti devient une machine de guerre autonome, contre laquelle les Minoritaires crient à la dictature, à l'abandon des principes démocratiques. (Trotzky prévoit alors que la conception léninienne aboutira à la dictature d'un homme, le chef du Comité Central).

Cependant, que les conditions particulières de la Russie, du point de vue de son développement social et industriel, aient imposé cette attitude tactique, il y a de cela bien des preuves. En 1905, Lénine, catégorique, combat ainsi la thèse de certains socialistes, peu nombreux d'ailleurs, qui jugeaient possible « la révolution socialiste (entendez, par le prolétariat) comme si les forces productives de ce pays avaient déjà été suffisamment développées pour une telle révolution ». Plus éclairante encore est la polémique *in extremis*, en 1917, à la veille de la prise du pouvoir par les révolutionnaires, entre Lénine et le fondateur de l'École marxiste russe : Georges Plekhanov. Lénine se défendait de vouloir prendre le pouvoir; s'il le prenait, ce ne serait que dans l'espoir d'être secouru par une révolution socialiste proche de son explosion dans les pays du capitalisme avancé (rêve, notons-le, auquel la Révolution russe, condamnée d'entrée de jeu ou presque à se faire par elle-même, devra renoncer vite). Plekhanov, revenant aux arguments marxistes de base — faiblesse du prolétariat ouvrier, médiocrité du capitalisme, majorité écrasante de la population paysanne — avertissait Lénine qu'il serait obligé de recourir, s'il saisissait le pouvoir, le voulut-il ou non, à la dictature, aux méthodes terroristes de gouvernement. Lénine ripostait que parler de la sorte, c'était l'injurier. Et cependant il prendra le pouvoir et déchaînera la révolution agraire, comme Mao Tse-toung une trentaine d'années plus tard...

Ces problèmes pourtant continueront de le préoccuper. Quand, avec la NEP, en 1921, il fit un instant machine en arrière, ses déclarations se relient, d'une manière caractéristique, à cette ligne de pensée et à ces discussions anciennes : « Nous nous sommes trompés, déclarait-il en substance. Nous avons agi comme si l'on pouvait construire le socialisme dans un pays où le capitalisme n'existait presque pas. Avant de vouloir réaliser la société socialiste, il faut reconstruire le capitalisme ». La NEP ne devait guère survivre à Lénine. A partir de 1928-29, Staline se ralliait à l'industrialisation qui fut dès lors entreprise par les moyens du bord, avec les difficultés et, finalement, les succès grandioses que l'on sait.

Mais revenons en arrière, en 1883 (l'année même où Marx mourait) pour illustrer ces explications. Georges Plekhanov, imaginant le cas où des révolutionnaires « par accident » ou « par complot » s'empareraient du pouvoir, écrivait qu' « ils ne pourraient créer alors qu'un socialisme de l'Empire des Incas », entendez un socialisme autoritaire. Plekhanov reprenait ainsi un mot de Marx lui-même qui, se référant à une éventualité du même genre, avait parlé, pour sa part, de « socialisme de couvent », ou de « socialisme de caserne ».

Il ne s'agit pas, utilisant ces mots et ces débats comme on l'a fait souvent, de revenir sur les événements d'octobre 1917 et leurs suites, pour en *condamner* le déroulement au nom d'un « marxisme pur » que l'histoire aurait alors débordé, ou bafoué. Le fait à souligner, c'est que, par accident, la révolution socialiste a commencé dans le grand pays le moins industrialisé de l'Europe d'alors. Du coup, il était *impossible* que la révolution s'y déroulât suivant le schéma marxiste de la prise du pouvoir par le *prolétariat*. Le pouvoir a été saisi par le *Parti Communiste* (c'est le nom que prend le Parti Social Démocrate), soit une minorité infime à l'échelle de la vaste Russie, peut-être 100 000 personnes. Cette minorité admirablement organisée a profité de l'affreuse débandade de dix à douze millions de paysans, s'échappant des cadres de l'armée et qui, s'entretuant au besoin, ont reflué vers leurs villages et commencé à s'y emparer des terres des aristocrates, des riches bourgeois, de l'Église, des couvents, de la Couronne et de l'État...

On prête à Lénine cette boutade : « Si le tsarisme a pu se maintenir durant des siècles grâce à 130 000 aristocrates, propriétaires féodaux qui exerçaient le pouvoir de police, chacun dans sa région, pourquoi ne pourrais-je pas tenir quelques dizaines d'années, avec un parti de 130 000 militants dévoués? » On lui prête aussi cette boutade napoléonienne : « On fonce et ensuite on verra ».

« Tenir quelques dizaines d'années », jusqu'à ce que, en fait, la Russie ait atteint le degré de développement et d'industrialisation dont aurait dû partir une révolution « raisonnable », tel sera, en effet, désormais le problème crucial de la Russie. Le motif aussi d'une dictature implacable qui n'a pas été la « dictature du prolétariat », mais la dictature, au nom d'un prolétariat en voie de création, des chefs communistes. « Sous Staline, cette dictature des chefs est même devenue celle d'un seul homme. » L'exemple qu'évoque obstinément ces sombres et dramatiques années de la vie russe est celui du Comité de Salut Public de 1793-94, mais qui n'aurait pas échoué. La raison de cette différence étant sans doute l'organisation de fer du parti unique qui a interdit toute « fraction » durable, à l'inverse de ce qui s'était passé à Paris, en 1794.

II. Marxisme et civilisation soviétique, aujourd'hui

Voilà quarante-cinq ans, un demi-siècle bientôt que l'U.R.S.S. vit sous le régime d'une dictature politique, sans liberté de presse, de parole, d'opinion, d'association, de grève, avec un parti unique, discipliné, « monolithique », où les conflits sous-jacents n'affleurent qu'en oppositions dramatiques de personnes. Voilà quelques années seulement qu'au lendemain de la mort de Staline, 1953, une libéralisation — disons plutôt une humanisation, car libéralisation reste un terme péjoratif pour les Communistes — donc une humanisation se fait jour, lente, mesurée, mais semble-t-il irréversible. La raison de ce qu'on a appelé la « déstalinisation » ne serait-elle pas que les heures dramatiques de l'urgence, les temps du Comité de Salut Public sont révolus ? L'U.R.S.S. n'est pas sans doute sortie de toutes ses difficultés internes, mais elle est désormais entrée dans la famille des très grands pays industrialisés, des peuples privilégiés : elle a gagné cette place à la sueur de son front, mais elle l'occupe. En même temps, elle a construit, le voulant ou non, les nouvelles structures nécessaires à une civilisation de masse. C'est maintenant peut-être que, pour la première fois, elle est libre de choisir *sa* révolution, ou *sa* route, sur le plan intérieur tout au moins, car son importance exceptionnelle dans la politique mondiale, son rôle de *leader* des nations socialistes lui imposent désormais des contraintes d'un autre ordre, externes.

1. Le marxisme a évolué. Cinquante années d'efforts et de guerre sur tous les fronts, c'est un long espace de temps. S'étonnera-t-on que, durant ces années, le marxisme-léninisme, doctrine d'État, tout en sauvegardant ses grands thèmes et ses explications habituelles, ait beaucoup évolué? Le contraire étonnerait.

Si les discours officiels répètent les formules sacro-saintes sur la lutte des classes, la *praxis*, l'esclavagisme, le féodalisme, le capitalisme, sur la paupérisation relative, ou la dialectique matérialiste, ou la base matérielle, ou l'avènement d'une société sans classes et merveilleusement heureuse, cela ne veut pas dire, un seul instant, que la vaste idéologie n'ait pas été entraînée, comme toutes les idéologies et toutes les religions, du fait de leur triomphe, dans une évolution qui est *la vie même*. D'ailleurs n'est-ce pas une opinion déjà de toute l'*intelligentsia* russe au début de ce siècle et reprise par les révolutionnaires, qu'une idée n'a de valeur que si elle se concrétise dans la vie pratique, dans la *praxis* ? Système d'idées fortement liées les unes aux autres, le marxisme n'a eu de valeur que jeté dans l'expérience vécue de millions d'hommes. Il s' « actualise » dans ces réalisations, il en subit aussi le contrecoup. D'ailleurs, d'après ses adeptes, « le marxisme est la conception du monde qui se dépasse d'elle-même ». C'est ce que disent aussi des observateurs bienveillants : « le communisme du XX[e] siècle a connu des transformations analogues à celles du Christianisme du I[er] au IV[e] siècle. »

Peut-être faudrait-il être casuiste pour dénombrer *ces changements, les infidélités, les hérésies* dont le marxisme vivant s'est rendu coupable à son propre endroit. En dresser le catalogue ne serait pas sans intérêt, à la condition de ne jamais en isoler tel ou tel détail, aussi significatif qu'il puisse paraître. Un pareil catalogue n'a de sens que par rapport à une expérience globale qui l'explique et qu'il explique. Disons, ici, que ce n'est pas le test le plus important ou le plus clair qu'offre l'expérience soviétique.

Au vrai, si cinquante années sont un long bail quand il s'agit, pour les hommes qui l'ont vécue, d'une succession de révolutions et d'épreuves, l'espace chronologique reste très insuffisant pour que l'*évolution idéologique, sociale et culturelle* à la suite d'une rupture aussi brutale de structures, se dégage dans toute sa portée. Il faudrait pouvoir distinguer ce qui, dans l'expérience, est aberrant, particulièrement pendant les années de transition (au moins jusqu'à 1930 et même au-delà) et ce qui fut et restera efficace, pour établir les rapports définitifs entre une idéologie violemment imposée et une société prise dans une expérience qu'elle n'a pas choisi de vivre et dont elle n'est pas toujours pleinement consciente.

Ainsi, dans quelle mesure *le rétablissement d'un éventail très largement ouvert des salaires préconisé déjà par Lénine, a-t-il été un accident, le fait de la volonté toute puissante de Staline ou bien une nécessité sociale, ou encore un processus économique inévitable ?* Par ce chemin, une hiérarchie sociale s'est établie, avec ses privilèges évidents. Un universitaire soviétique déclarait en riant : « Nous sommes la bourgeoisie soviétique »... Mais cette hiérarchie ne peut rétablir les classes sociales que si ses privilèges, qui ne tiennent qu'aux fonctions, se transmettent, c'est-à-dire si les fils de ces privilégiés tirent, à leur tour, des avantages (d'éducation, d'argent, de fonctions) de la position sociale de leurs parents. Cette tendance est naturelle à toute société où se perpétue la vie de famille, et le communisme n'a nullement détruit celle-ci en U.R.S.S., Staline l'a même consolidée.

Autre problème de base : les tentatives soviétiques pour réorganiser la production agricole de façon collective et qui tournent à l'échec, semblent se heurter aux résistances d'une paysannerie que

le régime stalinien, hier, a malmenée. Mais ce malaise paysan dont les romans russes apportent comme un écho assourdi, n'est-il pas la réaction normale, quasi inévitable, d'une « culture traditionnelle » brusquement tirée de cadres séculaires par le mouvement économique d'une modernisation rapide ? Il semble que le problème se présente à tous les pays qui ont accéléré leur industrialisation, et quelles que soient les solutions adoptées.

Par ailleurs, le dernier mot a-t-il été dit — et y a-t-il un dernier mot ? — dans le dialogue plus ou moins tendu entre l'idéologie soviétique et l'Église orthodoxe ? Vis-à-vis de « l'aliénation religieuse », le régime a favorisé un matérialisme militant, un rationalisme de choc — non pas la négation de Dieu, mais l'affirmation véhémente de l'homme. Or la guerre n'a-t-elle pas revalorisé la croyance orthodoxe ? Elle a abouti à un compromis entre l'Église et Staline. Celui-ci n'a-t-il pas rétabli le Patriarcat de Moscou que Pierre le Grand avait supprimé ? Le 7 novembre 1951, il invoquait, dans un discours, Alexandre Nevsky, Prince et Saint de l'Église. Sans doute, les fidèles qui vont, viennent et prient à leur guise sont-ils en majorité de vieilles gens. Cependant pour les baptêmes, les mariages, les morts, quelles sont, en vérité, les attitudes majoritaires ? Le décorum que l'Etat essaie d'organiser autour des cérémonies civiles du mariage prouve peut-être qu'il faut lutter, combler un vide.

Enfin n'y a-t-il pas, avec les générations nouvelles, oubli progressif d'un passé dramatique, et comme un repli en profondeur de l'enseignement marxiste-léniniste lui-même, un peu comme le cartésianisme occidental toujours valable s'estompe cependant dans les consciences d'Occident ? Ce qui n'implique pas la renonciation à un idéal communiste. Ce sont vérités qui vont de soi, dont on n'éprouve plus le besoin de discuter à chaque instant. Sur 220 millions de Soviétiques, il y a 9 millions de membres du Parti. Le marxisme-léninisme est leur apanage, leur mot d'ordre, leur langage quotidien. Mais les autres ?

2. *Toutefois ce qui transforme le plus profondément la vie soviétique, c'est la puissante industrialisation à laquelle elle est soumise et la perspective proche de l'achever victorieusement, c'est-à-dire de développer les succès, de surmonter les difficultés, de réparer les échecs.*

Sans doute, a-t-elle été payée très cher, humainement parlant. La Russie n'ayant pas, en 1917, trouvé ses bases toutes faites, « fournies à l'avance par le capitalisme », il lui a fallu les construire et c'est pourquoi la dictature stalinienne a pris cette allure singulière. Elle a assumé la tâche primordiale, « historique, remplie ailleurs par le capitalisme de l'âge de fer ». Les *duretés du régime stalinien* ne s'expliquent, entièrement, ni par les caprices d'un homme grisé par sa puissance, ni par les nécessités du *socialisme*, ni par celles du *communisme*. Elles sont aussi *un drame du sous-développement*, la formule étatique impitoyable, inventée pour *franchir rapidement par l'investissement humain les étapes de l'industrialisation dans un pays agraire arriéré*. Et ce drame recommence sous nos yeux en Chine, au moment où l'U.R.S.S. s'en délivre.

Que le but économique ait été atteint, les spécialistes en discuteront longtemps encore. D'autant que les chiffres offrent un admirable terrain pour la controverse. Leur langage est international. Les peuples se comparent entre eux comme des enfants qui mesureraient leur taille. Encore faut-il que la toise soit la même. La production industrielle s'est accrue en moyenne chaque année de 7,7 % en France entre 1953 et 1959 (1959, indice 156, par rapport à 1953 = 100); de 8,3 % en Allemagne Fédérale (1959 = 169, 1953 = 100), de 11,3 % en U.R.S.S. (1959 = 190, 1953 = 100). C'est là le langage des statistiques *officielles*. Toutefois ces statistiques ne sont pas directement comparables. Les Occidentaux calculent les indices en valeur *nette*, les Soviétiques en valeur *brute*. L'économiste soviétique Strouniline a montré que l'accroissement officiel de la production industrielle, calculé en valeur brute donne, pour 1956, 22,9 fois la production de 1928, mais tombe à 14,7 fois si l'on calcule en valeur nette. On imagine, dans ces conditions, combien les adversaires de l'U.R.S.S. ont pu discuter sur ces chiffres.

Mais à supposer que le but économique n'ait pas été entièrement atteint, il est sûrement en vue. Une énorme progression est en route, avec de magnifiques et prodigieuses réussites en Sibérie (voir ci-dessous p. 468) et ailleurs.

3. *D'énormes mutations sociales se sont accomplies. Toutes les sociétés soviétiques ont été bouleversées par la montée en flèche de l'industrialisation; à leur tour, elles bouleversent la vie soviétique en son entier. De nouvelles structures sont en train de se construire.*

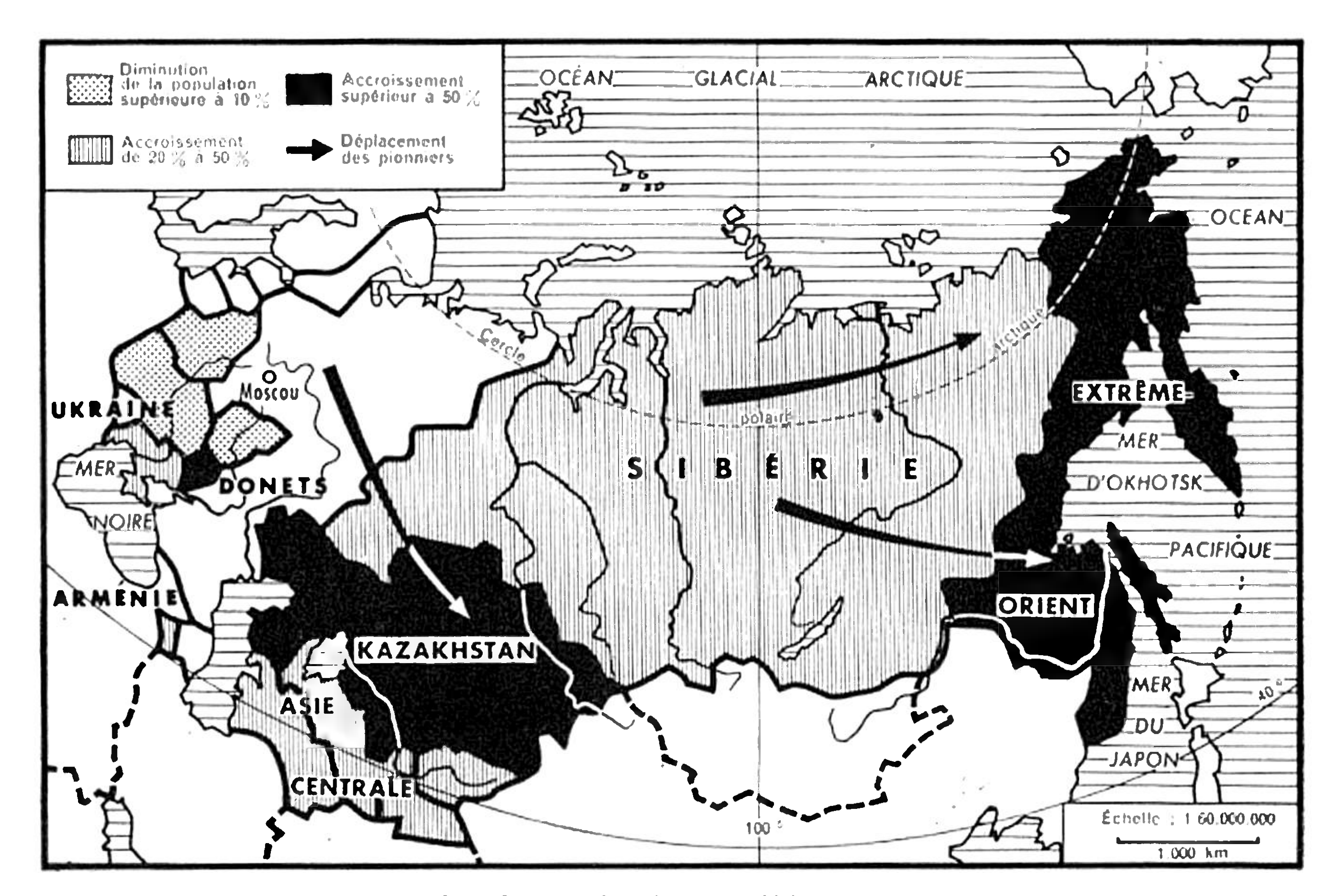
a) *L'afflux paysan vers les villes.*

L'U.R.S.S. a imposé un rythme de développement américain (américain du temps du *boom*) à un peuple traditionnellement nonchalant, essentiellement paysan encore en 1917. Partout, éclate la contradiction entre cette nonchalance qui reprend souvent ses droits et ce rythme auquel rien n'échappe. Dans les républiques fédérées de l'Asie Centrale, ce mélange d'*américanisme* et d'orientalisme est encore plus extraordinaire.

Les chiffres disent l'importance du changement. En 1917, les paysans russes représentaient 80 % de la masse, les ouvriers d'industrie 5 %; en 1962, les paysans sont à peine plus de la moitié (52 %), contre 35 % pour les ouvriers et leurs cadres. Dans le même laps de temps, les bureaucrates ont décuplé, les intellectuels centuplé au moins. Il en est résulté un énorme appel vers les villes, celles-ci se sont peuplées au détriment des campagnes.

Le mouvement vient de s'accomplir. A l'exception de Leningrad, l'ancienne capitale qui a gardé ses airs de citadine de toujours, les villes nouvelles et anciennes, y compris Moscou (devenu une sorte d'énorme Chicago), ont pris des aspects paysans. Leur vie s'est ruralisée. Intellectuels, étudiants n'échappent pas à la règle. « Une nouvelle race s'est créée en Russie », qui a tout envahi, des fonctions les plus modestes à celles de la recherche scientifique (sommet de l'échelle sociale en Russie). Au moment même où Staline industrialisait l'U.R.S.S. à un rythme inconnu jusque-là, il soumettait la paysannerie à une collectivisation intégrale, libérant du coup un nombre considérable de bras, jetant les paysans bien malgré eux à la conquête des villes. Tout cela en quelques années à peine.

En 1947, les paysans se reconnaissaient encore dans les villes envahies et conquises à leur habillement primitif, à leurs manières de se mouvoir lentement, puis de se jeter en criant sur les trams et les autobus. Dès 1956, un changement à vue s'est opéré. Le paysan s'est déjà urbanisé et, le niveau de vie s'améliorant en même temps, il a acquis une tenue meilleure. En 1958, on ne rencontre plus d'enfants ou de femmes marchant pieds nus; au théâtre et dans les cinémas la tenue est devenue exemplaire, la gaucherie paysanne s'efface. Pourtant les origines campagnardes si proches affleurent dans mille détails du comportement. C'est ainsi qu'à Léningrad, par contraste, tout paraît plus raffiné, les femmes plus élégantes, la langue parlée plus pure. Le cadre aidant, admirablement restauré après 1945, l'impression est celle d'une vieille ville européenne, aimable et fine, de grande allure, vivant toujours, par delà son port actif, sur le vaste monde. La campagne ne l'a pas submergée. Mais peut-être reste-t-elle, malgré sa banlieue industrielle, un peu à l'écart de cet extraordinaire brassage qui semble l'image de la Russie de demain. C'est ce mouvement qui donne incontestablement à Moscou son allure de capitale.



Les fronts pionniers en U.R.S.S.

b) *Conquêtes paysannes : l'usine, l'école.*

Cet afflux de main-d'œuvre a submergé les ouvriers qualifiés de jadis. Le paysan a occupé les usines, avec ses ignorances, ses maladresses à l'égard des machines, suspectes à tous les paysans du monde. Ouvrier du jour au lendemain, ce terrien maladroit n'a atteint, au début, qu'un mauvais rendement. Alors, pour pallier les déficiences de la production, on a multiplié la main-d'œuvre.

Même afflux de paysans, de leurs enfants au moins, vers l'École et, au-delà, l'Université. Alors que la Russie de 1917 comptait au moins 75 % d'illettrés, sinon davantage, aujourd'hui l'analphabétisme a disparu totalement. Ce qui explique la multiplication des bibliothèques, des salles de lecture, des éditions populaires de classiques russes (sauf exceptions, par exemple Dostoïewsky et Essenine jusqu'en 1955) ou étrangers, à des tirages fantastiques (10 millions d'exemplaires, à l'occasion). Le prix des livres, sur papier médiocre, il est vrai, est dérisoire. A ce succès des classiques faut-il trouver d'autres raisons ? La faiblesse des auteurs contemporains, le manque d'une presse distrayante et facile ? En tout cas l'effort d'éducation a été énorme également dans le domaine de la T.S.F., de la télévision, des disques.

« Cette révolution culturelle » (O. Rosenfeld) a entraîné, à elle seule, une vraie révolution sociale, un désir immense de s'émanciper, de s'instruire, de gravir au plus vite les degrés de l'échelle sociale. « Arrivisme forcené », diagnostiquent des juges sans indulgence. Avidité pour la culture, dirons-nous plutôt, qui vaut à la fois prestige et argent. En tout cas, les étudiants des Universités, écoles techniques, enseignements par correspondance ou cours du soir sont de plus en plus nombreux. Les fils de paysans se saisissent souvent des premières places. L'U.R.S.S. fabrique ainsi les intellectuels dont elle a besoin, ingénieurs, chercheurs, officiers, professeurs, à partir de cet inépuisable réservoir d'hommes. Ce qui, au vrai, s'est passé en France avec les réformes scolaires de Jules Ferry, puis la gratuité de l'enseignement secondaire et des Universités, mais lentement, à petite échelle, s'organise dans la Russie soviétique en grand, à une vitesse inouïe, souvent d'un seul bond, avec évidemment quelques accrocs. C'est ainsi qu'on apprend avec étonnement que, de 1947 à 1956, l'enseignement secondaire n'était pas gratuit en U. R. S. S.

c) *Le niveau de l'enseignement a baissé, dit-on généralement.*

Mais cette affirmation formulée, on la regrette aussitôt. Sans doute, le russe qui se parle n'est-il plus le russe raffiné d'hier. L'enseignement prodigué est utilitaire, il fabrique à la chaîne les intellectuels dont a besoin la vie moderne, une série de spécialistes depuis l'instituteur jusqu'à l'ingénieur et même au professeur d'Université. Des demi-intellectuels, dit un observateur d'ordinaire indulgent.

Est-ce tout à fait juste ? Cette demi-culture de la majorité est-elle seulement le fait d'un pays neuf, comme on nous le suggère, ou plus simplement celui d'une civilisation de masse qui s'élabore ? Dans tous les pays fortement industrialisés du monde, en Europe ou en Amérique, l'enseignement en se généralisant a tendance à se spécialiser et, sur le plan de la culture générale, à baisser de niveau. Le nombre des représentants de la véritable élite intellectuelle n'a peut-être pas diminué pour autant. Au pis aller, il est stationnaire (et encore !). Au lieu de l'étroite élite intellectuelle et de la grande masse d'analphabètes des civilisations traditionnelles, les civilisations modernes proposent, à côté de la même élite et d'une faible quantité d'illettrés, une masse de gens pour qui l'instruction n'a que l'intérêt d'un outil de travail, non celui d'une formation intellectuelle supérieure.

En tout cas, lorsqu'on arrive à ce niveau supérieur, les intellectuels, les savants ou les professeurs soviétiques se présentent, à notre avis, et compte tenu des différences idéologiques, comme les égaux de ceux d'Europe ou des États-Unis. Comme les héritiers aussi de la même culture. Pour un intellectuel parisien par exemple, passer des Universités françaises à l'Académie des Sciences de Moscou, c'est se retrouver chez soi, être à propos de n'importe quelle discussion ou plaisanterie, immédiatement compris, comprendre soi-même immédiatement la réponse. L'impression première est que l'isolement total de la Russie pendant quarante ans, cet isolement physique qui a coupé toutes relations suivies entre les Soviétiques et l'Europe n'a pas compté sur ce plan-là. Impression assez étonnante à première vue, mais à la seconde ? Europe et Russie, au début du XXe siècle, étaient immergées dans une même civilisation. Alors que valent quarante ans pour des réalités de civilisation ? Malgré le fantastique ébranlement de nombreuses structures sociales, l'U.R.S.S. de 1962 appartient largement à la même civilisation que la Russie de 1917, c'est-à-dire à la nôtre.

d) *La littérature et les arts semblent, à vrai dire, contredire cette affirmation.*

S'il fallait y chercher, comme à l'ordinaire, le meilleur témoignage sur la société qui les porte,

en l'occurrence la soviétique, celle-ci ferait assurément pâle figure. Mais justement ces œuvres édifiantes, qui frappent avant tout par une irréalité allant jusqu'à l'absurde, portent-elles témoignage sur les écrivains et artistes soviétiques, et même sur la société, la vie quotidienne? Elles sont le fruit de circonstances exceptionnelles.

Ce langage particulier de l'art et de la littérature soviétiques, absent des œuvres de Marx, d'Engels et même de Lénine, n'apparaît qu'avec les débuts de la puissance de Staline, vers 1930. Il s'agit d'attaquer les intellectuels qui ne se plient pas alors à la discipline de fer exigée par Staline, à cette mobilisation du « front littéraire et artistique » pour l'exécution du plan quinquennal. La première victime fut l'association des Ecrivains Prolétariens (la R.A.P.P.) dissoute en même temps que les organisations similaires dans le domaine des arts plastiques et de la musique (1932). A leur place, une organisation unique, contrôlée directement par le parti.

En même temps, artistes et écrivains étaient invités à devenir les « ingénieurs des âmes humaines ». En 1934, Jdanov, secrétaire du parti, définit leur dogme, « la méthode du réalisme socialiste ». Il s'agit de décrire avec « véracité » le « caractère historiquement concret » de la réalité socialiste, des conditions de production en particulier, et ainsi de contribuer à la « transformation idéologique et à l'éducation des travailleurs dans l'esprit du socialisme ». Le devoir est d'être « tendancieux » selon les propres termes de Jdanov, d'écrire des œuvres « édifiantes » où les personnages apparaissent nettement partagés en « héros positifs », les vrais communistes, et « négatifs », tous les autres. Les mouvements d'avant-garde, qui avaient fleuri dans tous les domaines au début de la Révolution, et que d'ailleurs on continue d'appeler, en Russie, « l'art de gauche », seront dès lors condamnés, pourchassés comme « formalistes ». De nombreux écrivains ou directeurs de théâtre sont alors arrêtés, et périssent mystérieusement. La plupart des écrivains de valeur se réfugient dans le silence ou le demi-silence. Cholokhov, l'auteur du *Don paisible*, (trois premiers volumes publiés entre 1925 et 1933, le quatrième en 1940) n'écrira plus rien jusqu'à la mort de Staline.

Après la guerre, pour réagir contre les influences de l' « Occident pourri », le « jdanovisme » accentue sa pression. La littérature, le théâtre, le cinéma sont étroitement surveillés, la moindre déviation dénoncée, châtiée. En 1948, les grands compositeurs Prokofieff, Chostakovitch, Khatchatourian sont violemment attaqués, pour leur hermétisme et leur abus des dissonances...

Bref, pendant toute la dictature de Staline, les artistes ont été mis au pas comme le reste de la population soviétique. Conformisme et médiocrité marquent la production entière de cette époque.

La mort de Staline a-t-elle tout changé? Oui et non. La réaction, sans doute, fut immédiate, la détente brutale, mais cette explosion libérale a paru dangereuse. Elle a été récemment freinée.

La fin de l'année 1953, l'année 1954 sont marquées par une profusion de pièces satiriques sur les tares de la société soviétique; l'article d'un jeune critique, publié dans la revue *Novy Mir* sur la « sincérité en littérature », tourne en ridicule le partage traditionnel entre personnages positifs et négatifs. Malgré les sanctions que ces hardiesses valurent à leurs auteurs, la critique du culte de la personnalité, la déstalinisation provoquèrent d'autres libertés de langage. Le retour de centaines de milliers de déportés, l'assurance que les sanctions violentes étaient désormais abolies entraînèrent une si vive effervescence intellectuelle, un tel changement d'équipes (c'était désormais aux écrivains qui s'étaient distingués sous Staline de se taire et aux anciennes victimes, quand elles étaient vivantes, de parler haut) que les dirigeants s'en émurent. En 1957, les hommes de lettres et les artistes furent admonestés et priés de s'abstenir de tout « revisionnisme », et, sous prétexte de se refuser à « embellir et vernir » la réalité soviétique, de ne pas la noircir systématiquement. Cette position est l'expression même de la politique de N. Kroutchev.

La condamnation des méthodes de Staline est certaine ; même les adversaires politiques abattus ne sont plus exécutés, ni l'objet de violences physiques; une certaine libéralisation est intervenue dans les rapports culturels et les relations avec l'étranger.

Mais ouvrir les portes à une violente campagne de critique, au moment même où la révélation des crimes de Staline a profondément bouleversé une jeunesse qui l'avait aveuglément admiré, c'était mettre en péril le régime et du coup la position de l'U. R. S. S. comme leader des pays socialistes du monde, mettre en jeu, peut-être, une partie de sa puissance internationale. Le gouvernement a donc réagi, sans faiblesse.

Le public suit-il cette lutte? Le goût des vastes auditoires populaires va aux pièces classiques du répertoire russe ou étranger, au folklore, « pur, stylisé ou adapté », à l'opéra classique que ces paysans de la veille viennent de découvrir. D'où le succès des opéras, de *Faust* à *la Traviata* ou à *Carmen* qui font concurrence aux danses de l'Armée Soviétique, ou au ballet de Tchaikowsky, *Le Lac des Cygnes.* Cependant, gardons-nous de croire qu'il y a, en ces domaines, deux « paliers », le gros public et l'élite intellectuelle. La liberté d'expression que réclament et souhaitent écrivains et artistes, c'est le problème crucial du présent et de l'avenir soviétiques.

c) *La gloire des mathématiques et des sciences.*

Ces problèmes ne se posent guère en ce qui concerne les sciences exactes. Elles sont dans un état souvent voisin de la splendeur.

A cela mille raisons. Les sciences ont été un secteur intellectuel d'ordinaire peu contrôlé. Sou-

vent le scientifique n'a rien à voir avec les discussions politiques ou idéologiques, il peut les fuir. D'autre part, les Russes ont toujours été des mathématiciens hors ligne. Le gouvernement, en outre, n'a ménagé ni les crédits, ni les injonctions, et c'est une tâche exaltante que de fabriquer un monde, d'en imaginer même de nouveaux, inédits. Enfin, il faut dire que sur le plan de la recherche, l'autoritarisme a du bon. La recherche, dans les pays capitalistes, a tendance à se disperser suivant les différentes branches de l'industrie, elle est attirée par les exigences de cette industrie. En U.R.S.S., elle s'est concentrée sur les options gouvernementales. L'industrie y a perdu, et plus encore le confort de la vie soviétique, assez dédaigné jusqu'à des temps récents. Mais la recherche en a indubitablement profité, ainsi que l'organisation des équipes scientifiques. Or, aujourd'hui, la recherche n'est pas l'affaire du meilleur savant, mais de la meilleure équipe. Faut-il en rendre grâces à l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. ?

f) *Que conclure ?* Que l'U.R.S.S. sort de difficultés inouïes, qu'elle est au bord de réussites fantastiques dans le domaine matériel. Ces réussites sont déjà là. Mais la mise en place de ses structures nouvelles n'est pas encore terminée. Elle est gênée par des souvenirs tragiques, et par le retentissement même de l'expérience soviétique à travers le monde. Au moment où l'U.R.S.S. serait presque libre de choisir son destin intérieur, il lui faut tenir compte du retentissement de ses actes sur la scène internationale.

Elle le paie d'une certaine limitation de sa liberté, limitation qui subsiste au-delà de la déstalinisation. Elle le paie aussi dans ses « superstrustures » de l'art, des lettres (domaine de cette évasion sans laquelle nulle civilisation ne peut ni aller jusqu'au bout d'elle-même, ni s'exprimer totalement). Espérons que ces superstructures fleuriront brusquement, d'un seul coup, comme les pommiers à Moscou sur la place du Bolchoï, au premier soleil un peu chaud du printemps.

III. Le Congrès d'octobre 1961.

Le dramatique XXIIe Congrès du Parti Communiste, en octobre 1961, jette sur la situation présente de l'U.R.S.S. un éclairage fantastique. Bien sûr, il ne s'agit pas, présentement, de saisir, dans ses couleurs d'encre, le jeu dramatique des personnes, de dresser la liste des condamnations, des excommunications, des « morts vivants » ou des « vivants morts », ou d'analyser à loisir une agitation qui fait songer si souvent à un roman de Dostoïewski, aux personnages tourmentés et tourmenteurs des *Frères Karamazof*.

Ce qui importe, c'est la civilisation soviétique elle-même, confrontée à des choix et à des tâches difficiles, sur les plans intérieur et extérieur. De leur succès dépendra son avenir. Tâches difficiles : la *première* concerne les nationalités allogènes, les races et civilisations non russes assez nombreuses dans l'ensemble des Républiques fédérées; la *seconde*, l'avenir matériel (mais est-il seulement matériel ?) de la civilisation soviétique, prise dans son ensemble; la *troisième*, le destin du communisme international qui perd, lui aussi, son monolithisme d'hier pour devenir « polycentrique » et céder le pas aux « communismes des patries ».

1. En ce qui concerne le premier problème, l'enjeu est le suivant : l'U.R.S.S., comme son nom l'indique, est, veut être une fédération de Républiques, d'États en principe indépendants, mais liés ensemble. Cette coexistence peut-elle s'améliorer et conduire à une puissante civilisation unifiée?

Cette union réalisée par l'Empire des Tsars a connu, dès avant 1917, bien des avatars. Déchirée, reprise, consolidée, remise en cause, elle reste un problème difficile, sans solution parfaite. Si son autonomie est plus qu'évidente, aucune des Républiques n'est vraiment indépendante, puisque sa défense, sa police, ses communications relèvent du pouvoir central, représenté par des délégués qui siègent au Comité Central de chaque République. Des nationalismes, des « chauvinismes » locaux existent, et ils sont dénoncés. Des heurts se sont produits. La Géorgie a été ainsi ramenée à l'Union, en 1921; aujourd'hui, la déstalinisation y heurte sa fidélité à l'égard du plus illustre des Géorgiens. Les États baltes, libérés en 1918, annexés en 1940, réoccupés en 1945, avaient eu, sous les Tsars, un statut privilégié : il n'a pas été question de le leur accorder à nouveau. Crise en Kirghizie en 1949-51 à propos de l'épopée nationale, *Ma as*, frappée d'interdit par les autorités. En Azerbeïdjan, le Soviet Suprême, en 1958, affiche son propos de ne voir reconnaître comme seule langue de la République que l'*azei*.

Intérêts locaux, cultures, langues originales, souvenirs historiques, fidélité ou non au communisme, intrusion, immigration dans toutes ces Républiques, ou de Russes, ou d'Ukrainiens — autant de problèmes et, le cas échéant, de tensions de type colonial. A la suite de la mise en valeur des terres vierges, les Russes sont devenus plus nombreux que les Kazakhs au Kazakhstan.

Une seule politique soviétique est possible et se devine à l'avance : maintenir, sauvegarder la cohésion, la vie commune, « l'harmonie » de l'ensemble, en faisant aux Etats nationaux des concessions raisonnables, voire très généreuses, d'autant qu'ils représentent, à eux tous, une très faible partie de la puissance de l'U.R.S.S. C'est la politique qui émerge au XX[e] Congrès (1956). Il en est résulté des concessions, des autonomies accrues, un retour franc à la politique léninienne des nationalités. Pour un Occidental, elles évoquent les problèmes classiques des flux et reflux entre colonisation et décolonisation. Avec ce côté dramatique supplémentaire que, dans le cas de l'U.R.S.S., colonies et métropoles se touchent géographiquement, physiquement parlant. A l'ordre du jour du XXI[e] Congrès figure bel et bien l'*assimilation*, mot bien évocateur en soi. Or est-elle possible, et l'U.R.S.S. réussira-t-elle, sur ce point, ce que l'Occident vient bel et bien de rater?

Le secrétaire du Parti Communiste du Kazakhstan affirme, en 1959, « que la thèse léninienne de la fusion des nations en raison de leur essor et de la multiplication des pratiques communes est dès à présent confirmée par l'expérience ». Ceci fort possible : il y a des exemples dans le passé, nous l'avons vu, d'assimilations réussies et la politique commune, les concessions réciproques, la nécessité de vivre ensemble sont des arguments de poids auxquels s'ajoute la formation, par la pratique du communisme acceptée en même temps pendant quarante ans, de structures nouvelles et communes aux deux parties. Toutefois, les civilisations sont tenaces. La seule question des langues nationales défendue avec entêtement et succès le prouve : les républiques d'U.R.S.S. n'ont pas renoncé à leurs civilisations locales. Le débat donc reste ouvert. On peut même se demander si la lutte contre l'analphabétisme et le développement de l'enseignement, général en U. R. S. S., n'ont pas développé la conscience nationale des populations d'Asie Centrale.

2. Prospérité ou civilisation « bourgeoise ». L'annonce d'un plan de vingt ans qui conduira l'U. R. S. S. aux félicités de la société communiste n'est pas un vain projet.

A telle ou telle condition, disent les experts jamais d'accord entre eux, l'U. R. S. S. a les moyens de réaliser ce bond en avant vers le bien-être. C'est même dans la mesure où l'opinion générale est désireuse à la fois de paix (passionnément), de progrès matériel et qu'elle croit désormais ce progrès possible que de jeunes générations affluent avec enthousiasme dans les cadres de la vie active du pays. Une immense mutation se prépare, se produira, quelle que soit la forme qu'elle prendra ou l'étiquette dont, ensuite, on la désignera.

La vie soviétique, en 1962, est dominée par cette avance rapide vers les dernières étapes de la Révolution industrielle. La révolution kroutchévienne a ouvert les portes à cet avenir proche depuis que le plan septennal de 1958 a mis l'accent sur ces industries nouvelles qui commandent un certain type de consommation « sophistiquée » : électronique, électro-mécanique, énergie nucléaire, matières plastiques, chimie de synthèse, toutes industries qui, en attendant de fabriquer une nouvelle couche de consommateurs exigent et forment « un nouveau type de classe ouvrière » : techniciens en blouse blanche, technologues, chercheurs de bureaux d'études, savants de laboratoire... *C'est la pression de ces forces sociales nouvelles qui rend irréversible la démocratisation de l'U.R.S.S.*, conclut le sociologue à qui nous empruntons ces détails.

Encore faut-il que cette poussée, cette pression s'ouvre une voie à travers les forces vives et les inerties de la société et du Parti communistes. Et il est logique que ce dernier essaie de maintenir dans la ligne de ses mérites, cette arrivée au confort et au bien-être, après tant d'épreuves, qu'il essaie de faire de cette réussite *sa* réussite.

Il n'y parviendra en réalité que si l'U. R. S. S. prouve qu'en vivant 40 ans de socialisme elle est devenue autre et que, si la Russie de 1917 vivait dans le cadre de la civilisation occidentale, l'U. R. S. S. de 1962 ne concevra pas *l'arrivée au bien-être* selon les normes adoptées par l'Occident « bourgeois ». Bref, si elle prouve que la prospérité n'aura pas été pour elle, comme pour l'Occident et l'Amérique, le meilleur moyen de se « partager » de la révolution.

Sur ce point, il est impossible de prévoir quoi que ce soit. Les jeux ne sont pas faits. Il est toutefois probable que l'U.R.S.S. inventera sa propre solution qui ne sera ni l'américaine, ni l'européenne.

3. Le communisme international. Sur ce plan non plus, les jeux ne sont pas faits, ni dégagés avec netteté.

Les commentateurs occidentaux du Congrès d'octobre 1961 y voient volontiers la fin du monolithisme du parti communiste international, comme si l'U.R.S.S. en abandonnait sciemment la direction exclusive et les sacrifices qu'elle implique, pour se consacrer à son seul bond en avant, se

préparant à être la seule à s'engager, grâce à la prospérité matérielle, dans les perfections du communisme. En somme, l'U.R.S.S. accepterait désormais le bicentrisme (Chine, U.R.S.S.), ou même le polycentrisme, le « communisme des patries », chacune étant abandonnée à son sort, à ses problèmes particuliers.

Il est téméraire d'être aussi catégorique; la politique, même à l'intérieur de la vaste famille communiste, obéit à ses règles ordinaires : se fâcher, se quereller, se menacer même, puis se réconcilier, se résigner aux compromis que les Anglo-Saxons ne sont pas les seuls à préconiser. La méfiance de l'U.R.S.S. vis-à-vis de la Chine ne date pas d'aujourd'hui : elle est enracinée dans des siècles d'histoire et aussi dans les conflits qui, au XIXe siècle, mit la Russie au nombre des grandes puissances qui se partagèrent les richesses et les dépouilles de la Chine. Mais sa méfiance vis-à-vis des États-Unis n'est pas moins grande et les réalités de la guerre froide sont là. Qu'elle le veuille ou non, et pour les raisons qui ont obligé les États-Unis à renoncer à l'isolationisme, l'U.R.S.S. ne peut se réfugier dans sa nouvelle prospérité. Elle est contrainte de penser sa politique intérieure en fonction des réalités extérieures du monde.

Cependant une classification se dessine à travers le monde des partis communistes qui entoure l'U.R.S.S. comme un système planétaire gravitant autour d'un soleil, les planètes étant souvent dissemblables les unes des autres.

Au loin, les partis communistes nationaux, les uns pris dans l'hostilité des pays occidentaux prospères (Italie, France) quand ils ne sont pas efficacement supprimés (pays anglo-saxons, Allemagne de l'Ouest); les autres installés dans la clandestinité des pays occidentaux politiquement hostiles, mais économiquement faibles (c'est le cas de l'Espagne, du Portugal, de l'Amérique latine); d'autres encore agissant dans l'arène, où tous les espoirs sont licites, des pays sous-développés et que l'expérience soviétique ou chinoise fascine.

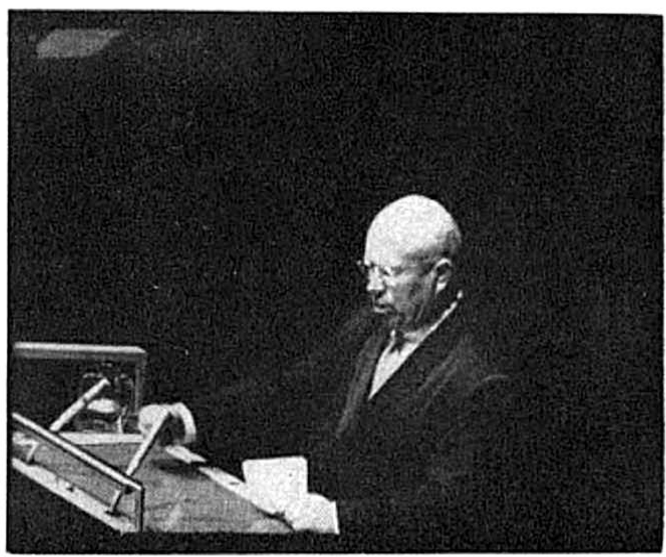
Proches et lointains aussi, *une auréole de pays communistes*. Ceux du « glacis », face à l'Occident, protègent depuis la dernière guerre la masse continentale de l'U. R. S. S. : *Allemagne de l'Est, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie,* où d'énormes transformations économiques et sociales sont en cours. Ce sont tous, sauf la Bulgarie (et encore), des pays en voie rapide d'industrialisation, Allemagne de l'Est et Tchécoslovaquie ayant hérité d'ailleurs d'une forte industrie, déjà organisée avant leur entrée dans le communisme. En marge du glacis, le cas aberrant du communisme albanais et du très progressiste socialisme de Yougoslavie.

La position de ces pays est complexe : d'une part, ils n'ont pas la possibilité de s'éloigner de l'U.R.S.S.; d'autre part, certaines des réformes de structure, gages de leur avenir (réformes agraires, disparition des énormes domaines polonais ou hongrois, industrialisation) n'auraient, sans doute, pas été possibles ou aussi faciles sans l'intrusion brutale du communisme. En fait, dans chaque pays, et suivant les économies et les civilisations mises en cause, les relations avec l'U.R.S.S. et le communisme lui-même sont plus ou moins confiantes, plus ou moins libres, plus ou moins fructueuses.

Enfin, très au loin, accablée sous le poids de ses difficultés et soulevée par son orgueil, *la Chine communiste*, le plus vaste des pays sous-développés du monde actuel. Le moins docile assurément et le plus dangereux des partenaires communistes de l'U.R.S.S.

Cette carte rapidement dessinée ne correspond pas seulement aux positions politiques; elle est aussi celle des positions économiques. Celles-ci ne commandent pas le jeu, mais l'infléchissent à l'avance. L'U.R.S.S., que son effort mené depuis si longtemps a placée en tête, risque pour l'instant de connaître la solitude des vainqueurs.





Khrouchtchev parle.

NOTES ET DOCUMENTS

Cette fois, le lecteur risque de se perdre au milieu de lectures plus recommandables les unes que les autres. Il faut donc choisir entre elles.

En ce qui concerne le passé kiévien, moscovite, russe, aucune difficulté. Historiens soviétiques et historiens occidentaux sont d'accord sur le tracé et, en gros, l'appréciation des événements. On pourra ou lire le bref résumé de P. Pascal, *Histoire de Russie*, P. U. F., *Que sais-je?* ou le volumineux ouvrage d'A. Pankratowa, *Histoire de l'U. R. S. S.*, trois volumes (en français), Moscou... Il n'y a pas désaccord entre les historiens au sujet de la Révolution de 1917, ni de ses suites depuis que la « déstalinisation » a permis de replacer événements et hommes dans un climat d'apaisement et déjà de vérité.

La discussion reste ouverte, par contre, en ce qui concerne les bases idéologiques de la Révolution russe, dans la mesure où celle-ci reste toujours vivante en U. R. S. S. et hors de l'U. R. S. S. Le premier soin sera, par suite, de se familiariser avec son langage, évidemment, pour l'essentiel, celui du marxisme. Sur Marx, le mieux est de lire ses œuvres complètes, mais c'est là une besogne difficile et de très longue haleine. Le recours aux extraits, *Morceaux choisis*, Gallimard, 2e édit. 1956, nous semble une mauvaise solution. Mieux vaut parcourir les œuvres elles-mêmes, à sa guise, même « en diagonale ». Pour une vue préalable du marxisme partir ou de Henri Arvon, *Le marxisme*, Colin, 1955, ou de Henri Lefebvre, P. U. F., *Que sais-je?*, 1948, ou du livre autoritaire de Georges Gurvitch, *Sociologie et Dialectique*, Flammarion 1962. Le point de vue catholique dans J. Y. Calvez, *La pensée de Karl Marx*, Éd. du Seuil, 1956.

La discussion reste ouverte, bien sûr, en ce qui concerne l'état actuel du monde soviétique, à la dernière heure, et vu de façon prospective. Notre conseil : 1° considérer ce monde avec sympathie, en n'oubliant jamais que pour l'historien le problème est de comprendre, non de juger; 2° se défier des jugements péremptoires du type : tout est haïssable, ou tout est parfait; 3° ne pas oublier, que la pensée française rayonne toujours en pays soviétique, qu'elle est suivie (ainsi que notre vie politique) avec attention et sympathie. Pour d'innombrables Soviétiques la France reste le pays de la douceur et de l'art de vivre, quels que soient les remous de la vie politique ou les impératifs de l'idéologie.

I Une mesure de la grandeur soviétique : la Sibérie nouvelle.

Il importe d'en prendre une mesure si l'on peut dire visuelle. On y réussira en lisant le livre vivant de Pierre Rondière, *Démesurée et fabuleuse Sibérie*, Hachette, 1962.

a) *La cité des savants dans la région de Novosibirsk.*

« Le professeur Sobolev se glisse dans cette pause de la conversation : « La science n'est pas un apanage européen... » Il sourit : « Et tout était concentré dans la partie européenne de l'U. R. S. S. ... eh bien, nous éclatons. Vous connaissez notre objectif : en 1965 produire entre l'Oural et Vladivostok 40 p. 100 de la totalité des richesses soviétiques. »

J'opine silencieusement de la tête : « Eh bien, la cité des savants sera d'un poids décisif dans la réalisation de ce projet. »

J'ai compris. « Mais pourquoi ici? »

Le professeur Laurentiev reprend l'initiative : « Une commission gouvernementale a circulé deux années durant en Sibérie, a examiné huit emplacements possibles et finalement retenu celui-ci. » Je n'ai pas pensé un seul instant que le président de l'Académie des sciences avait fermé les yeux, promené son doigt aveugle sur la carte de la Sibérie et décidé au jugé de l'emplacement de la cité des savants. Mais le professeur Lavrentiev qui doit lire sur les visages aussi bien que dans les courants souterrains de l'Iénisséï enchaîne avant que j'aie pu ouvrir la bouche.

« Les huit centres prévus, industriellement parlant, présentaient les mêmes avantages. Si finalement nous plantons nos tentes ici, le climat en est la raison essentielle. Beaucoup moins rigoureux qu'ailleurs, plus supportable, il correspond de plus près à ce que nos savants et chercheurs, à Moscou et Léningrad, étaient habitués à subir. »

Après avoir apprécié les mordillements ambiants j'ai vraisemblablement l'air sceptique.

« Si, si, je vous assure. » Le professeur Sobolev insiste, convaincant : « Le froid est sec. Bien couverts, il ne pénètre pas comme le froid humide. Croyez-moi, on supporte plus facilement — 40° ici, — 40° secs, que — 20° à Moscou teintés d'humidité... J'en ai fait l'expérience. » Mme Kotchina, le professeur Laurentiev, l'interprète, tous l'approuvent.

S'ils le disent!

« Nous avons bien choisi, insiste le professeur Laurentiev. La forêt devant nous, le calme des bois, la neige, le ski... L'été, les longues promenades, les champignons, l'odeur des sapins et des sous-bois. Derrière nous la mer artificielle de l'Ob, les plages, le bateau, le canotage, les baignades, les délassements nautiques... et la pêche. Novosibirsk à une demi-heure d'ici, et Moscou à quatre heures d'avion de Novosibirsk, Leningrad, à cinq. » Il dit soudain : « Nous sommes au centre du monde, ici... alors nous construisons. »

Effectivement, ils construisent. De ma place, sans bouger, je vois à travers les vitres un bâtiment ganté de blanc, et les silhouettes minuscules, aux gestes d'ici indistincts, découpées en noir sur sa crête.

980 bâtiments, 53 000 pièces, 21 instituts... »

b) *Dans le Bassin houiller du Kouzbass.*

« La terre sibérienne est généreuse, le charbon ici cinq fois moins onéreux qu'en Europe.

Mais la terre? Cette gangue de terre dormant sur le filon de charbon, cette couche de plusieurs dizaines de mètres, ce matelas protecteur, il faut bien l'enlever! Comment? A la pioche, à la pelle, à l'excavateur?

Ni à la pioche, ni à la pelle, ni à l'excavateur, mais à l'eau, au jet d'eau.

Et quel jet d'eau! Un tuyau gros comme une tête de mammouth s'ouvrant sur une embouchure crachant un jet d'une puissance de douze atmosphères. A deux cents mètres, placez sous cette douche un homme normalement constitué et vous n'en retrouverez qu'une bouillie sanglante de chair et d'os. Peut-être même n'en retrouverez-vous rien du tout, tant il aura été fragmenté, déchiqueté, haché menu. Comment savoir exactement, personne n'a jamais essayé!

Mais j'ai vu ce jet irrésistible, manié à distance par une longue barre-levier, et par un seul homme, labourer la terre, gicler jusqu'à cinquante mètres de hauteur, chargé de terre, de pierres, de rocailles, nettoyer, déblayer, tailler

comme à la hache dans la masse de terre réduite en bouillie liquide.

Bouillie liquide aspirée par des tuyaux de la taille d'un homme, transportée trois kilomètres plus loin jusqu'à un lac servant de filtre, conservant ces limons et restituant l'eau de nouveau pure, de nouveau projetée pour recommencer son travail de démolition.

Car un tel jet, avec un seul conducteur, rempace 20 000 terrassiers. »

2 Les controverses ouvertes.

a) Il nous semble que la discussion risque de ne pas être claire (ainsi à propos du Marché Commun et du Comecom) si l'on ne tranche pas la question préalable de savoir si oui ou nom, l'U. R. S. S. fait partie de l'Europe. Nous disons oui, sans réticence. En reconnaissant toutefois que c'est une « autre » Europe, grecque, orthodoxe, asiatique, issue de mélanges particuliers. Mais le marxisme, qui l'a isolée de l'Occident, est typiquement un produit de l'Europe. L'industrialisation, c'est aussi l'Europe. Tout voyage en U. R. S. S. impose cette vérité : l'Européen est là chez lui, que le régime politique et social lui plaise ou non. C'est une autre question.

b) Il faut s'efforcer de comprendre le communisme « de l'intérieur ». Cette formule de Jean Bruhat est essentielle, insister « sur la socialisation des moyens de production » qui est à la base du régime. Celle-ci n'implique pas la disparition de la propriété individuelle. Mais voyez si, ayant lu nos chapitres, vous pouvez sans erreur et sans difficulté lire ce texte de Jean Bruhat, *Cahiers Pédagogiques*, (1er juin 1962).

« Le terme communiste peut faire équivoque. Il est exact dans la mesure où on veut dire que dans l'U. R. S. S. et les démocraties populaires, les partis communistes sont les partis dirigeants.

De ce point de vue, il est nécessaire de faire l'historique des partis communistes : filiation avec le *Manifeste du Parti Communiste* de 1848, la Première Internationale, la Seconde Internationale, sa crise, la naissance des partis communistes, la fondation de l'Internationale communiste, en mars 1919. Mais le mot communiste est inexact si, par son emploi, on entend que nous sommes en présence d'une société communiste. Se reporter au texte de Karl Marx : *Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand.* Il distingue la phase *inférieure* du communisme : elle est caractérisée par la répartition des biens matériels selon le travail de chacun dans une société aux moyens de production collectivisés (ce qui comporte encore une distribution inégale). Dans la phase *supérieure,* « la société pourra écrire sur ses drapeaux : de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Dans le vocabulaire, qui est celui du marxisme à l'époque plus récente, la première phase porte le nom de *socialisme*, et on réserve le nom de *communisme* à ce que Marx appelait la phase supérieure du communisme. A l'heure présente, il s'agit donc non pas d'un monde communiste européen, mais d'un monde *socialiste.* Le programme adopté par le XXIIe Congrès du Parti Communiste de l'U. R. S. S. étudie précisément les conditions du passage du socialisme au communisme. Il serait donc erroné de laisser croire aux élèves que nous sommes en présence d'un monde communiste. »

c) Sur ce passage du socialisme au communisme et le XXIIe Congrès du Parti Communiste (Moscou, octobre 1961) se reporter au numéro spécial de *La Nef*, 1962.

d) Autre problème : y a-t-il une « civilisation communiste », ou soviétique? Ne répondons pas trop vite, conseille une lettre de René Portal, professeur à la Sorbonne, spécialiste d'histoire russe et qui a, vis-à-vis de son sujet, cette sympathie sans quoi il n'y a pas d'historien. (Sa lettre a été publiée par les *Cahiers Pédagogiques*, 1er juin 1962.)

« J'ai déjà exprimé mon embarras, écrit R. Portal. Je pense qu'il est prématuré de parler de civilisation soviétique, alors que les fondements posés datent de cinquante ans à peine. Et si l'on insiste déjà sur les faits de « masse », sur les transformations *matérielles*, je ne vois pas bien la différence qu'on pourrait établir entre une civilisation « soviétique » et une civilisation « américaine », dans un monde rapproché par les techniques et l'identité de la vie quotidienne. Mais il y a la conception marxiste du monde, qui n'est pas seulement dans les formes d'encadrement de la vie économique, l'esprit de collectivisation de justice distributive, d'égalisation des catégories sociales, mais surtout dans la foi, dans le génie humain indifférent à un possible au-delà. Chèque sur l'avenir, dont je pense qu'il sera honoré, mais qui ne permet pas, dans le présent, de parler de « civilisation soviétique ».

C'est pourquoi nous avons, pour notre part, évité l'expression et parlé tout à la fois de Moscovie, de Russie, d'U. R. S. S. Le communisme est une coloration, une déformation, ou mieux une mise en ordre d'une civilisation qui lui est antérieure, qui en subit le choc, mais en déforme les cadres. Demain, le communisme s'instaurerait-il en France, qu'une civilisation française n'en subsisterait pas moins.

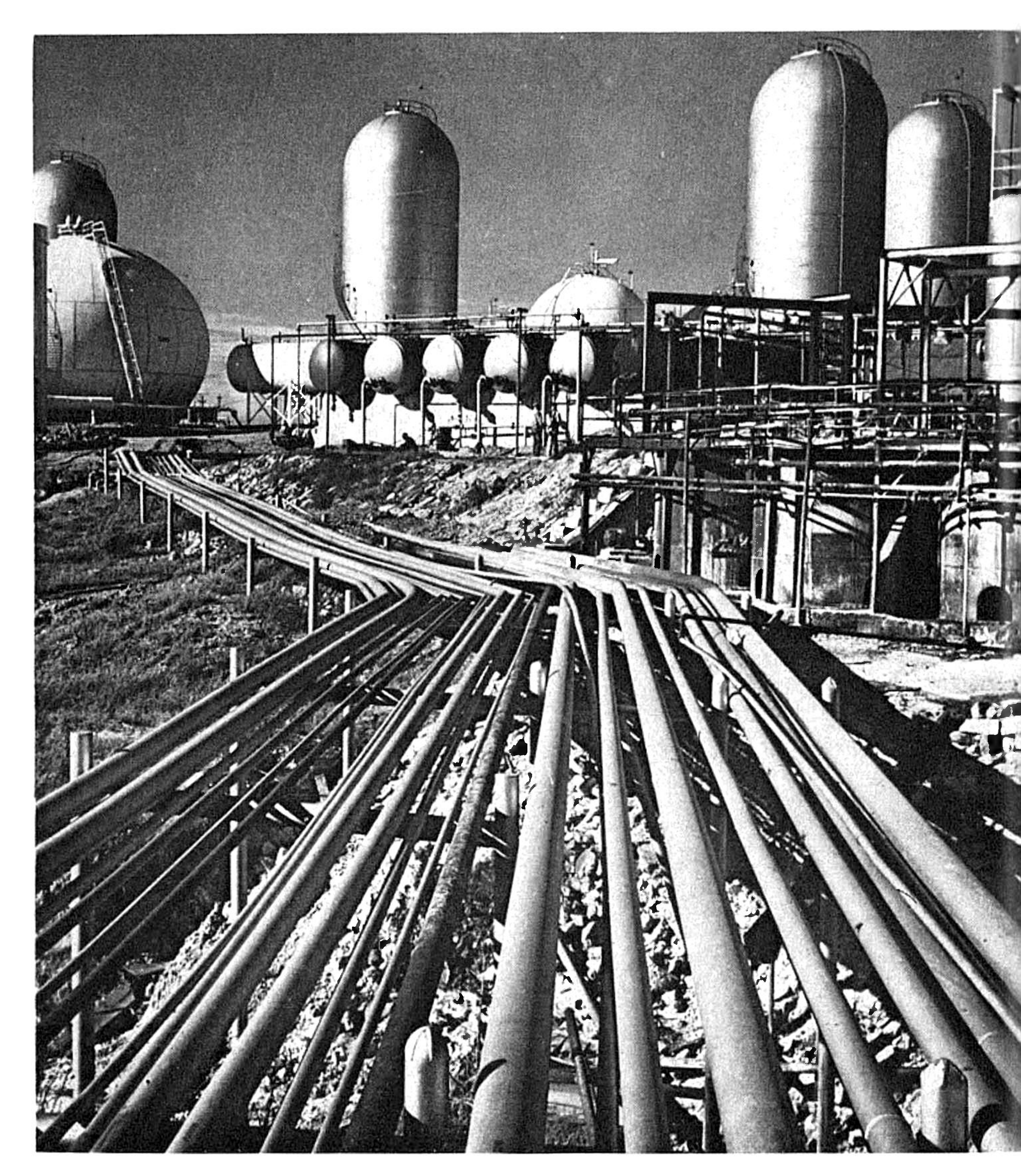
Cette discussion nous ramène à nos définitions : la civilisation c'est le plus long des longs mouvements de l'histoire. Elle n'est à confondre ni avec les institutions politiques, ni avec les idéologies, ni avec les religions ou les ordres sociaux, toutes réalités qu'elle implique d'ailleurs. Opposer une « civilisation soviétique » à « une civilisation occidentale » par exemple, est peu raisonnable. C'est se méprendre sur le concept même de civilisation.

3 La littérature russe.

Une civilisation c'est aussi une littérature. La littérature russe et soviétique est accessible dans de nombreuses traductions. Pour un panorama ancien, Jules Legras, *La littérature russe*, Colin, 1929, reste utile. Impossible évidemment de choisir. Signalons au moins les œuvres complètes de Maxime Gorki, en traduction française, *Éditeurs Français Réunis*, 1949-1962, 18 vol. parus, et, à ce propos, l'article d'Hubert Juin, Maxime Gorki, *Critique*, 1962, no 181, qui en montre le panorama d'ensemble.

4 Le Domostroï.

Sur le *Domostroï* (Ménagier russe du XVIe s.) qui reprend dans son texte des préceptes anciens, sans doute en partie rédigés au XVe s., et qui offre des lumières précieuses sur la civilisation moscovite au seuil de la modernité, le mieux est de se reporter à la thèse complémentaire de M. E. Duchesne, Picard, 1910, qui offre une traduction et un commentaire de ce très beau texte.



Monde d'aujourd'hui et monde de demain.
Voici, aux États-Unis, la géométrie fantastique des installations pétrolières.

LIVRE TROISIÈME

DEMAIN. LE MONDE EN DEVENIR

Le rythme hallucinant des progrès techniques laisse à peine le temps de la méditation. L'homme approche du secret de la toute puissance mais redécouvre sa propre fragilité. La médecine garantit une belle « espérance de vie » mais le danger atomique plane.

Tout le mal de notre siècle serait donc dans le progrès ? Grand nombre d'esprits aux aguets, au moment où la science approche d'une explication intégrale du monde, cherchent le refuge des conduites magiques. Le dialogue hermétique des savants et de l'univers échappe à l'humanité commune et, secrètement, l'effraie. Peu de nos contemporains gardent le courage de la lucidité; d'un sursaut, au moment des catastrophes, ils réagissent selon de vieux instincts et condamnent les formidables réalisations techniques, solidairement coupables d'un péché d'orgueil.

En tout cas notre génération vient « d'apprendre comment les plus belles choses et les plus antiques et les plus formidables et les mieux ordonnées sont périssables par accident... Nous avons vu, de nos yeux vu, le travail consciencieux, l'instruction la plus solide, la discipline et l'application les plus sérieuses, adaptés à d'épouvantables desseins. Tant d'horreurs n'auraient sans doute pas été possibles sans tant de vertus. Il a fallu beaucoup de science pour tuer tant d'hommes, dissiper tant de biens... mais il a fallu non moins de qualités morales. Savoir et Devoir vous êtes donc suspects. » (Paul Valéry). De cette mise en cause des « valeurs » sur lesquelles vit l'Occident depuis trois siècles, procèdent le malaise, le désespoir et les recherches destructives ou novatrices de notre temps.

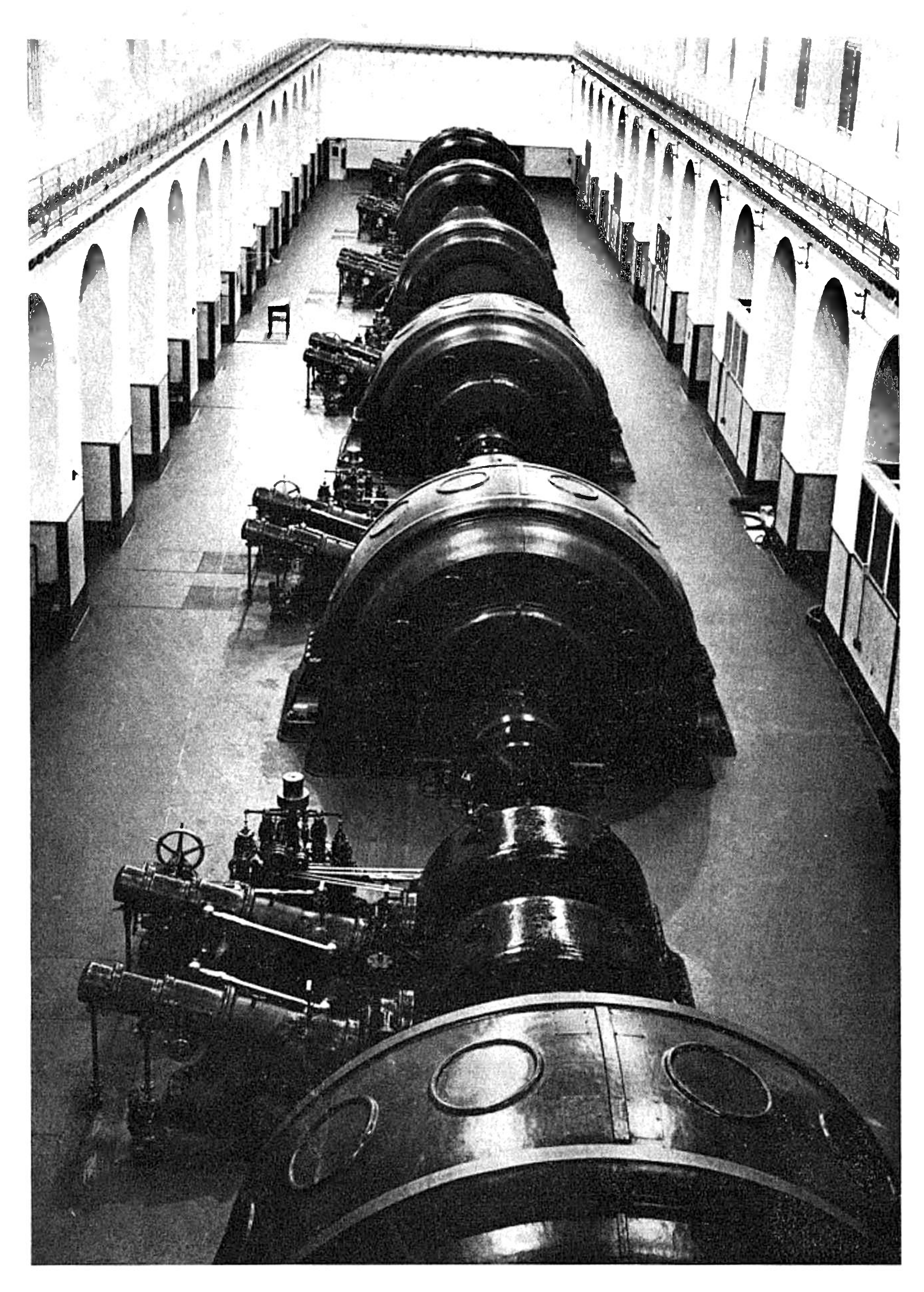
Pour ce qui est de l'ordre économique et politique, le monde de ces dix dernières années vient de vivre des transformations de très grande importance.

1. En accédant à l'égalité atomique avec les États-Unis, la Russie a mis fin à la suprématie stratégique des Américains.

2. En s'unifiant, en redressant son économie puis ses finances, l'Europe est sortie de l'abîme où la guerre l'avait plongée, elle a ainsi conquis l'égalité économique avec les États-Unis.

3. Le Tiers Monde a réussi, en dix ans, en abolissant les statuts coloniaux, à mettre fin aux inégalités juridiques dont il était victime.

4. L'économie capitaliste s'est montrée, à certains égards, plus souplement révolutionnaire que l'économie socialiste en se prêtant, pendant ces dix années, à deux mutations fondamentales : elle est devenue, en mettant fin aux crises cycliques, une économie sans frontières dans le temps; elle est devenue, grâce à l'onde de choc du Marché commun, une économie dépourvue de frontières dans l'espace.



Salle des machines dans une centrale hydroélectrique.

LES SCIENCES

Le rationalisme sur lequel se fondait notre optimisme est malade. Non seulement la connaissance mais aussi la morale est en cause : « Savoir et Devoir » sont suspects et, au delà, toutes les valeurs sur lesquelles reposait l'ordre politique, social, intellectuel, moral et religieux.

Est-ce dans « un développement de la science et de la technique que notre monde puisera les moyens de vivre heureux et fort » comme l'affirmait, avec foi, Joliot-Curie? En tout cas c'est de cet élan de la science et de la technique qu'il attend une explication totale de l'univers, de la matière et de la vie. Au XIII[e] siècle, la philosophie scolastique, au temps de la Renaissance, l'animisme, au XVIII[e] siècle, le mécanisme géométrique répondirent à ce besoin. Aujourd'hui l'Occident cherche encore comment associer la science et la philosophie dans une nouvelle explication globale de l'univers.

I. Une nouvelle théorie de l'univers : la relativité.

I. Le modèle traditionnel de l'univers. Jusqu'au XIX[e] siècle le concept d'univers est dominé par l'idée d'espace : tout s'explique par l'étendue, tout procède de l'immutabilité et de la finitude de l'univers. C'est la vieille tradition biblique exprimée dans l'Ecclésiaste I, 4 :

« Un âge va, un âge vient, et la terre tient toujours. Le soleil se lève et le soleil s'en va; il se hâte vers son lieu, et là il se lève. Le vent part du Midi et tourne au Nord; il tourne et il tourne; et le vent reprend son parcours. Tous les fleuves marchent vers la mer, et la mer ne se remplit pas; et les fleuves continuent à marcher vers leur terme. Tout est ennuyeux. Personne ne peut dire que les yeux n'ont pas assez vu, ou les oreilles entendu leur comptant. Ce qui fut, cela sera; ce qui s'est fait se refera; il n'y a rien de nouveau sous le soleil. »

1. *Le principe de l'immutabilité.*

Pour rendre compte des phénomènes, les théologiens du Moyen Age rapportent les changements à des accidents qui n'altèrent ni l'équilibre, ni la permanence de l'univers : au-dessus de tout est Dieu qui est hors de l'espace, donc insensible à ce qui touche au monde dans son étendue.

« De tous les accidents, certains sont des changements de grandeur : tels sont certains rapports. On ne peut douter par exemple, que je ne sois ni plus grand, ni plus petit, ni égal, ni semblable à l'homme quel qu'il soit qui naîtra l'année prochaine. Cependant lorsqu'il sera né, sans qu'il s'opère aucun changement dans mon être, je pourrai être avec lui selon tous ces rapports ». Dans ces rapports qui changent, l'un des termes est donc invariable. Il est de la sorte démontré « qu'on ne peut rien affirmer de la Nature souverainement immuable qui puisse la faire regarder comme susceptible de changement. »

SAINT-ANSELME, *Monologion 25.*

2. *Le système héliocentrique : Copernic et Galilée.*

Copernic (1473-1553), Kepler (1571-1630) et Galilée (1564-1632) cherchent dans l'étendue les lois de cette permanence, de cette immutabilité d'un univers en mouvement.

Dès ses premières leçons, à Pise, Galilée enseigne les lois de la pesanteur (elle est la même pour tous les corps) et du mouvement uniformément varié. Ses « Quatre dialogues sur les systèmes du monde de Ptolémée à Copernic » déchaînent l'Inquisition : « En la 69[e] année de son âge, Galilée abjure... l'erreur et l'hérésie du mouvement de la terre.»

Les réflexions puis les recherches sur le *mouvement des corps* s'épanouissent au XIV[e] siècle, en liaison avec l'usage de la poudre et des canons : la balistique est le domaine d'expérience. L'arme nouvelle ne bouleverse pas seulement l'ordre des batailles mais aussi, dans les esprits, l'ordre du monde.

Dans le système de Copernic la terre tourne autour du soleil comme les autres planètes (système héliocentrique). Elle possède les mêmes mouvements uniformes et circulaires que les autres corps célestes, mouvements qui, dans les anciens systèmes ne pouvaient appartenir qu'aux choses parfaites et incorruptibles. En abandonnant la distinction qualitative entre le ciel et la terre, Copernic obtenait un système simple, qui rendait compte des mouvements des astres et s'accordait avec les observations.

3. *La quantité de mouvement : Descartes et Newton.*

Descartes (1596-1650) accepte ce système du monde et s'accorde finalement avec l'idée que l'univers est Étendue et Mouvement, saturé de Matière. Tout s'y explique par la théorie des tourbillons.

Matière et mouvement sont des quantités constantes et, comme les lois déterminées par Dieu dès l'origine, éternellement invariables.

Pour Newton (1642-1727), le mouvement naturel des corps est la ligne droite. Pourquoi la ligne droite naturelle des corps célestes s'infléchit-elle en orbites elliptiques? Parce que le soleil exerce sur chaque planète une attraction, parce que la force de gravité de la terre maintient la lune dans son orbite... C'est la loi de *l'attraction universelle.*

Pour rendre compte des phénomènes de gravitation, Newton « invente » *l'éther :* l'éther emplit l'espace et se compose de petites particules, les corps matériels repoussent les particules qui se repoussent entre elles. Les frictions gaspillent de l'énergie. L'univers s'appauvrirait donc en mouvement : contrairement à ce que pensait Descartes la quantité de mouvement dans l'univers ne saurait être constante. Alors Dieu intervient, rétablit le mouvement perdu, corrige les perturbations, efface les accidents. Newton rejoignait ainsi l'idée que *le temps, l'espace et le mouvement sont des quantités absolues.*

2. Un nouveau « modèle » du monde : Einstein. L'acte de foi du XIXe siècle, c'est le progrès. Ce qui implique le développement historique du monde. Cette évolution installe le mouvement de l'univers dans le temps et oblige à rompre avec l'idée de l'immutabilité de l'univers.

« Le monde ne doit pas être considéré comme un complexe de choses achevées, mais comme un complexe de processus où les choses en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, passent par un changement ininterrompu de devenir et de dépérissement, où finalement, malgré tous les hasards apparents et tous les retours momentanés en arrière, un développement progressif finit par se faire jour...

La nature tout entière, depuis les particules les plus infimes jusqu'aux corps les plus grands, depuis le grain de sable jusqu'au soleil, depuis la cellule vivante primitive jusqu'à l'homme, est engagée dans un processus éternel d'apparition et de disparition, dans un flux incessant, dans un mouvement et un changement perpétuels. »

ENGELS, *Anti-Dühring*, t. I, p. 11-12 (Costes édit., 1931).

1. *Le relativité restreinte.*

Les progrès de l'électro-statique, de l'électrodynamique et de l'optique permettent d'observer des phénomènes dont la mécanique classique ne peut rendre compte. Elle reste valable pour de petites vitesses, des temps courts et des espaces restreints : elle donne une figuration morcelée de l'univers.

D'autre part les théories de Newton se trouvent mises en échec lorsque Michelson cherche expérimentalement à prouver l'existence de « l'éther ». Il utilise des disques tournant à très grande vitesse : si l'éther existe il y aura frottement, d'où « vent d'éther ». Ce vent d'éther doit dévier les rayons lumineux. Or il n'en est rien; donc il n'y a pas d'éther.

C'est une nécessité vitale pour la physique de trouver un système cohérent de l'univers et une loi universelle, valable pour tous les mouvements, toutes les vitesses, toutes les distances et toutes les durées. L'œuvre d'Einstein sera l'aboutissement de tous les efforts concordant dans ce sens.

• *Relativité du mouvement :* « De la fenêtre d'un wagon d'un train animé d'un mouvement uniforme, je laisse tomber une pierre sans lui imprimer de vitesse initiale. Je vois alors la pierre tomber en ligne droite. Un piéton, qui de la chaussée, observe le même événement constate que la pierre tombe en décrivant une courbe. Les diverses « positions » successives de la pierre se trouvent-elles, « en réalité », sur une droite ou sur une parabole?... Nous pouvons dire : « La pierre décrit une droite relativement à des axes de coordonnées invariablement liés au train et une parabole relativement à des axes invariablement liés au sol. »

EINSTEIN, *La théorie de la relativité.*

Comment écrire qu'il y a identité du mouvement exprimé par deux courbes différentes dans deux systèmes de coordonnées différentes? C'est ce que réalise Lorentz (1853-1928) dans un système de transformations : le temps et les distances ne sont pas des valeurs absolues, mais doivent être rapportées à la vitesse de la lumière qui, elle, est constante quel que soit le mouvement de la source lumineuse et la position de l'observateur. Ce qui implique une modification des longueurs et du temps en fonction du mouvement.

• *Relativité des longueurs :* le groupe des transformations de Lorentz permet de calculer qu'un solide qui se déplace subit une contraction dans le sens du mouvement; ce qui revient à dire qu'un train en marche est moins long qu'au repos.

• *Relativité du temps :* de même on peut calculer le ralentissement qu'une horloge subit lorsqu'elle se déplace; ce qui revient à dire que l'horloge qui se déplace mesure un temps qui se déroule plus lentement que le temps mesuré par l'horloge au repos.

La relativité restreinte a renouvelé les conceptions des physiciens sur l'espace et le temps. Elle installe les phénomènes dans un cadre spatiotemporel à quatre dimensions : un événement est défini par trois coordonnées de position et une coordonnée de temps.

Dans cet univers, seule la représentation mathématique, indépendante de l'observateur, a un sens objectif.

« La relativité est la première théorie de physique moderne qui réinstalle pleinement le physicien devant les choses, qui le rétablisse comme sujet devant l'objet : le chercheur ne

peut se satisfaire d'enregistrer les conclusions de ses expériences dans un langage mathématique convenable, pour atteindre à la fois l'essence et l'apparence. Depuis la relativité, l'objectivité profonde des lois de la nature n'est plus une donnée immédiate de la conscience, car l'expérience ne décèle que le relatif. Seul le concept permet la révélation d'une objectivité mieux fondée en dépassant, à partir de l'expérience et en accord avec elle, l'expérience elle-même. »

G. CASANOVA, *Relativité restreinte* (Belin édit.).

2. *La relativité généralisée.*

En 1915, *Albert Einstein* (1870-1955) publie la théorie de la « Relativité généralisée » qui apporte une solution aux lacunes de la relativité restreinte (en particulier aux problèmes des champs de gravitation).

Einstein pose l'identité entre la masse pesante et la masse d'inertie, puis la relation entre la masse et l'énergie : $E = mc^2$ (c^2 étant le carré de la vitesse de la lumière). Aux très grandes vitesses la force appliquée à un corps en mouvement lui confère une énergie supplémentaire qui accroît sa masse. De plus, lorsqu'il y a émission d'énergie il y a perte de masse. Einstein prouve aussi que la lumière possède une masse.

Le physicien français *Paul Langevin* (1872-1946) découvre simultanément le principe d'identité de la matière et de l'énergie. Il aboutit à une explication des écarts entre les masses des différents corps simples et les multiples entiers de la masse d'hydrogène.

Le résultat mathématique de la théorie de la relativité généralisée est une loi constante dans des systèmes de coordonnées de Gauss. Ce système, mis au point par le mathématicien allemand Charles Gauss (1777-1855) est géométriquement valable pour des espaces courbes à multiples dimensions.

3. *La possibilité d'un univers fini et non limité.*

La théorie de la relativité généralisée est le premier des modèles cosmologiques de notre siècle. C'est un univers mathématiquement cohérent mais difficilement imaginable.

Il montre que les propriétés géométriques de l'espace ne sont pas indépendantes de la répartition de la matière mais conditionnées par celle-ci. On peut formuler une relation entre l'étendue du monde et la densité de la matière. Dans une infinitude de matière chaque objet serait doté d'une masse infinie. Einstein en vient à formuler l'hypothèse d'un univers de volume fini mais non limité.

II. Une nouvelle théorie de la matière : atome et radio-activité.

1. Les quanta : Max Planck. Les observations spectroscopiques, puis les études atomiques mettent en cause l'idée de continuité, fondamentale pour toutes les théories classiques de la lumière, de l'énergie et de la matière.

Le physicien allemand *Max Planck* (1858-1947) étudie expérimentalement le rayonnement des corps noirs (corps qui absorbent complètement toutes les radiations qu'ils reçoivent). Un corps noir chauffé émet de la lumière : rouge d'abord, puis orangée, jaune et finalement bleue. Pour expliquer la distribution de l'énergie dans ce spectre Planck introduisit dans la physique la notion de quantum d'énergie rayonnante. Le rayonnement des corps noirs est émis de façon discontinue sous forme de quanta, qui sont des quantités d'énergie très petites mais finies. L'énergie d'un quantum est proportionnelle à la fréquence de la radiation : l'émission des ondes longues du côté rouge du spectre est favorisée aux basses températures, l'énergie des quanta étant faible, tandis qu'à une température plus élevée, il y a plus d'énergie disponible, ce qui favorise l'émission de quanta plus forts, donc de longueur d'onde plus courte.

Cette théorie permit par la suite de rendre compte des spectres discontinus et de l'émission de bandes caractérisant les éléments simples. On arriva à admettre que toute forme d'énergie est « quantifiée » c'est-à-dire émise sous forme discontinue.

2. La mécanique ondulatoire : Louis de Broglie chercha le moyen de concilier les théories classiques (continuité) et la nouvelle théorie quantique (discontinuité).

Il admet que la lumière a une masse, qu'elle est émise par quanta (l'unité lumineuse en mouvement est le photon).

En 1923, Louis de Broglie étendit à toute la physique le double caractère corpusculaire et ondulatoire de la lumière. Il créa ainsi la mécanique ondulatoire.

« Le postulat fondamental de la mécanique ondulatoire est qu'à toute particule indépendante de matière ou de rayonnement doit être associée la propagation d'une onde; l'intensité de l'onde représente en chaque point et à chaque instant la probabilité pour que la particule associée révèle sa présence en ce point à cet instant. Pour bien comprendre

la signification de tout ceci il semble bien qu'il faille regarder l'onde associée aux mouvements des particules comme une sorte d'artifice de calcul qui permet de prévoir leurs mouvements comme le faisaient les principes classiques de la mécanique qu'elle remplace, mais avec la différence profonde que la prévision est ici essentiellement statistique. »

Louis de Broglie,
Théorie de la quantification dans la nouvelle mécanique.
(Hermann, édit., 1932.)

Cette théorie consacrait l'aboutissement des travaux de Heisenberg en Allemagne et de Schrödinger en Autriche.

3. Radiations et radioactivité : les Curie. Le point de départ des recherches atomiques est une série d'études sur la fluorescence et les rayons X.

En 1895, un physicien allemand, Roentgen, constate que les plaques photographiques sont impressionnées au voisinage des tubes cathodiques : Roentgen appelle rayons X ces rayons émis au niveau des parois fluorescentes du tube. En 1896, Henri Poincaré chercha si la fluorescence n'est pas toujours accompagnée de rayons X.

Travaillant sur la même hypothèse, Henri Becquerel expérimente sur des sels fluorescents d'uranium : il découvrit que des sels non fluorescents d'uranium émettaient un rayonnement encore inconnu (1896). Ce rayonnement avait le pouvoir d'impressionner les plaques photographiques et aussi celui de décharger les corps électrisés : c'est la découverte de la radio-activité qui est le point de départ de tous les travaux qui ont abouti à la libération de l'énergie atomique.

Marie Curie reprit l'étude de ce rayonnement et chercha si d'autres corps étaient susceptibles d'en produire. Elle découvrit deux nouveaux corps radioactifs qui furent appelés Polonium et Radium (1898). Ceci portait à quatre les corps radioactifs : Uranium, Thorium, Polonium et Radium, ce dernier émettant le rayonnement le plus intense.

De multiples recherches sur ces quatre corps montrèrent que les corps radioactifs émettaient trois sortes de rayons; l'action d'un champ électrique permettait de distinguer : rayons α chargés positivement, rayons β chargés négativement et rayons γ indifférents à l'électricité. On précisa leur nature : en 1909, Rutherford montra que les particules alpha étaient des atomes d'Hélium privés de leurs électrons. Simultanément on observa que le rayonnement du radium s'accompagne de la formation d'un gaz : le radon.

L'atome que l'on croyait insécable, se scinde spontanément en deux fragments pour donner un corps nouveau (c'est une transmutation) et cette scission s'accompagne de dégagement d'énergie.

4. Le vide et la mutabilité de la matière.

• *Description de l'atome.*

Poursuivant ses études des corps radioactifs, Rutherford constata que les rayons alpha traversaient des lames métalliques minces sans être déviés : ils ne rencontraient pas d'obstacle, il y a donc du vide dans la matière; certains sont déviés ou repoussés, puisqu'ils sont chargés positivement, c'est qu'ils rencontrent de l'électricité positive. En 1915, Rutherford propose un modèle d'atome qui fut précisé par le savant danois Niels Bohr. Chaque atome est formé d'un noyau chargé positivement autour duquel gravitent des électrons. L'ensemble est neutre; autant il y a d'électrons, autant le noyau porte de charges positives. Le nombre d'électrons est égal au numéro d'ordre dans la classification périodique de Mendeleev, il caractérise les propriétés chimiques de l'atome et les propriétés spécifiques de son spectre,

Le chimiste anglais Soddy avait constaté l'existence de corps ayant les mêmes propriétés chimiques, le même spectre, mais de poids atomiques différents. Il les avait appelés « isotopes », parce qu'ils avaient la même place dans la classification.

Ces éléments ont le même nombre d'électrons c'est donc dans le noyau que résident la masse et l'énergie.

• *Les transmutations artificielles.*

En 1919, Rutherford, en irradiant l'azote avec les rayons alpha du polonium, obtient de l'oxygène et de l'hydrogène. Il réalise ainsi la première transmutation artificielle : le noyau de l'azote est scindé par le « bombardement » des particules alpha. *Les recherches* se poursuivirent dans ce sens. On chercha à accélérer les projectiles et le physicien américain Lawrence fabriqua le premier Cyclotron en 1932.

En 1931, Irène et Frédéric Joliot-Curie bombardent du glucinium avec des rayons alpha, ils observent un rayonnement indifférent aux champs magnétiques. En 1932, le physicien anglais Sir James Chadwick montre qu'il s'agit de particules neutres ayant la même masse que l'atome d'hydrogène. Ces neutrons sont ralentis par la paraffine et deviennent des « neutrons lents » susceptibles de rencontrer et de désintégrer une forte proportion de noyaux.

• *La radioactivité artificielle.*

En 1934, en bombardant une lame d'aluminium avec de l'hélium, Frédéric et Irène Joliot-Curie obtinrent du phosphore radioactif. Il y avait là un nouveau phénomène de transmutation radioactive artificielle. Une série d'expériences aboutissait en 1940 à quatre cents transmutations radioactives. On construisait ainsi des radioéléments, utilisables en thérapeutique (Cancer...) et en chimie biologique. Le danois Niels Bohr avait peu avant publié une théorie de la rupture des noyaux d'uranium.

• *L'explosion du noyau d'uranium.*

La scission du noyau d'uranium s'accompagnait de l'émission de neutrons qui provoquaient la rupture d'autres noyaux émettant à leur tour des neutrons : c'est une réaction en chaîne. D'autre part ces ruptures s'accompagnent d'émission d'énergie intense. L'ensemble de ces recherches, bousculées par la guerre, contraintes à s'appliquer à des réalisations militaires, aboutit à la fabrication de la bombe atomique. Le 6 août 1945, à 9 h 15, une forteresse volante américaine survolant la ville japonaise de Hiroshima lançait une bombe de 200 kg qui suffit pour anéantir cette ville de 300 000 habitants.

III. Un nouvel âge de la matière : la synthèse.

L'ensemble des industries de synthèse connaît une expansion étonnante. Les industries chimiques envahissent tous les secteurs de la production et de la consommation : textiles, combustibles, engrais, métaux, etc... Les grands secteurs actuels : pétrochimie, carbochimie, électrochimie, apportent, sur le marché industriel, des matières premières nouvelles. Les industries chimiques, jeunes, exigent des investissements considérables. C'est une activité fortement concentrée entre les mains de firmes puissantes : Du Pont de Nemours, Rhône-Poulenc, Péchiney, Électrochimie d'Ugine. Les tendances boursières reflètent l'élan de ces industries. Leur problème est de soutenir le rythme d'expansion pour inclure dans leur domaine un nombre sans cesse plus considérable de matières premières. Les industries chimiques nouvelles régénèrent de vieilles matières premières minérales ou animales.

1. Pour répondre à la montée considérable de la consommation et livrer en masse ce qu'elle demandait, des industriels novateurs ont cherché des procédés de fabrication nouveaux, inspirés des découvertes de la chimie de synthèse des éléments organiques.

L'expansion industrielle était, dans bien des cas, limitée par les lenteurs de l'exploitation des matières premières végétales ou minérales (Ex. : teintures, engrais...) ou bien elle était prisonnière de procédés traditionnels, vieillis.

La préparation industrielle des engrais, des explosifs, du verre, des métaux... se heurte à des « goulots d'étranglement » : manque d'acide sulfurique, manque d'ammoniaque, manque de soude... De nouveaux procédés permettent de fabriquer ces produits de base en quantités énormes. Ce sont, par exemple, les procédés de contact : azote et hydrogène, en présence d'un catalyseur, donnent l'ammoniaque qu'utilisent l'industrie des engrais et celle des explosifs.

L'industrie textile a déterminé la fabrication de toute une série de produits artificiels : couleurs d'aniline et textiles artificiels à base de cellulose. En premier lieu vient la rayonne connue dès la fin du XIX[e] siècle, puis les nouvelles fibres de synthèse : la laine de cellulose, produit étroitement apparenté à la rayonne par ses origines et ses procédés de fabrication, mais qui a connu dans l'Allemagne hitlérienne une diversité considérable de production. Le prix de revient de ce textile était inférieur à celui de la rayonne, généralement très supérieur au prix du coton et de la laine naturelle, mais il permettait à l'Allemagne de développer sa politique d'autarcie économique. Le gouvernement avait encouragé la production et créé de grandes usines à Bettenheim près de Kassel, à Kaelheim sur le Danube et en Silésie.

Avec les matières plastiques la chimie a ouvert un nouveau champ à l'activité industrielle. Les matières plastiques sont plus qu'octogénaires déjà. La première naquit en 1870 : c'est le celluloïd, inventé par l'Américain J. W. Hyatt. Le celluloïd est issu d'un mélange à chaud de deux parties de nitro-cellulose et d'une partie de camphre. En 1900, on obtint une nouvelle substance, à partir du formol et de la caséine du lait : la galalithe. En 1907, c'était le tour de la bakélite composée de formol, mais traitée avec le phénol en présence d'un catalyseur alcalin. Depuis, la recherche a diversifié la gamme des matières premières. Pendant la seconde guerre mondiale la pénurie de matières premières a provoqué l'avènement des *erzatz*. La cellulose qui constitue l'essentiel des produits végétaux (extraits du bois et du coton) est à la base de la première industrie du plastique. La mollécule de cellulose est un enchevêtrement de motifs moléculaires à base de glucose. Sa texture macro-moléculaire se retrouve dans les plastiques modernes, à quelque origine qu'ils appartiennent (caséine du lait, houille, pétrole, graisses diverses).

2. Carburants synthétiques et pétrochimie. Pour compenser la faiblesse de ses ressources naturelles en pétrole, l'Allemagne hitlérienne avait cherché à fabriquer du pétrole synthétique en utilisant ou le lignite ou la houille. Deux matières premières, deux modes de fabrication : la carbonisation (procédé Bergius) et l'hydrogénation (procédé Fisher).

Convaincu par les expériences des usines de Leuna, le gouvernement nazi, en octobre 1934, réunit tous les producteurs de lignite en un cartel, *Braunkohlenbenzin*. La nouvelle société construisit des usines à Bohlen, près de Leipzig, à Magdebourg... pour y appliquer le procédé Bergius (carbonisation du lignite).

L'I. G. Farbenindustrie chercha une exploitation pratique du procédé Fisher. En 1936, la firme consacra son usine de Ludwigshafen-Oppau à la fabrication d'une gamme d'hydrocarbures synthétiques par hydrogénation à partir de la houille.

Le coût de fabrication du pétrole synthétique dépasse de très loin le coût de production de l'essence ordinaire; des préoccupations militaires surtout commandent le développement de ces fabrications.

La pétrochimie occupe une position économique et technique inverse. Née du et sur le pétrole, elle utilise les sous-produits de la distillation du pétrole. Elle s'établit vers 1925 sur les gisements pétroliers du Texas et de la Louisiane.

Aujourd'hui, dans 150 usines représentant plus de 1 000 milliards d'investissements elle assure le quart de la production chimique globale des États-Unis.

L'éthylène et le propylène obtenus par cracking à haute température fournissent des produits de synthèse (oxyde d'éthylène et isopropanol destiné à la préparation de l'acétone et de l'acétate d'isopropyle), matières premières pour l'industrie chimique organique. Les détergents de synthèse dérivent en grande partie de l'oxyde d'éthylène; l'isopropanol est utilisé comme solvant dans l'industrie des peintures et des vernis; l'acétone intervient dans la fabrication des textiles artificiels. De telles industries reposent sur d'énormes investissements : La création du groupe Naphtachimie (société anonyme au capital de 4 100 milliards d'anciens francs) à Lavéra (étang de Berre) est la fondation commune de la *Société française des Pétroles B. P.*, des *Établissements Kühlmann* et de *Péchiney*.

3. Les textiles synthétiques. Charbon et pétrole sont aujourd'hui les matières premières des fibres textiles synthétiques (Exemple : le nylon).

Le nylon, fabriqué, en 1939, par la Société américaine Du Pont de Nemours, est issu des recherches du chimiste Carothers qui découvrit en 1929, les « superpolyamides », « famille » de fibres synthétiques à laquelle appartient le nylon. Les recherches ont coûté 27 millions de dollars.

D'autres familles de fibres synthétiques, découvertes ensuite, ont diversifié étonnamment la gamme : fibres acryliques (orlon), vinyliques (rhovyl), polyesters (dacron). Les emplois se sont multipliés à l'infini : usages vestimentaires, domestiques, industriels.

IV. Un nouveau monde de l'énergie : l'énergie nucléaire.

La croissance énorme de la consommation d'énergie est la rançon du progrès technique et c'est aussi sa condition nécessaire. La quantité d'énergie disponible par individu est un critère de développement économique. Cette « ration énergétique » est la mesure des rapports économiques, sociaux, politiques : un État qui consomme peu d'énergie est un État d'économie arriérée et, du même fait, subordonné. Pendant une longue antiquité (jusque vers 1 000 ap. J.-C.) la seule énergie animale a suffi : l'homme et l'outil, la bête de somme et les animaux de trait. Pendant un Moyen Age tout récent (jusque vers 1800-1850), l'énergie naturelle de l'eau et du vent animait les « moteurs immobiles », fixes, des premiers équipements industriels. Puis s'est ouvert l'âge du « moteur mobile », avec lequel, pour la première fois, se sont complètement transformées les conditions de transport : machine à vapeur, moteur à explosion, moteur électrique, turbo-propulseur et, finalement, réacteur nucléaire. Les nouvelles formes d'énergie : énergie nucléaire, énergie solaire, énergie cosmique, à peine asservies, appartiennent seulement encore au domaine de la recherche scientifique. Mais, déjà, les nouveaux vaisseaux cosmiques partent à la conquête de l'espace.

1. Toute l'activité du monde contemporain repose encore sur les « sources classiques » d'énergie : énergie hydraulique, charbon, pétrole, électricité.

La révolution industrielle du XIX[e] siècle s'est épanouie grâce à la mobilisation de toutes les sources

d'énergie, par le moyen des moteurs nouveaux. *La turbine* a considérablement valorisé l'énergie hydraulique; la dynamo, génératrice d'électricité transforme puis (le transport du « courant électrique » résolu en 1882 par Deprez) réemploie cette énergie en des points dispersés, indépendants de la géographie des gisements, des points de production.

Le moteur à explosion (moteur à essence mis au point par Forest en 1888) et *le moteur à combustion interne* (mis au point par Diesel en 1893) ont déterminé la grande révolution des transports : par route, par bateau et finalement par air (premier vol de Wilbur Wright en 1904; traversée de la Manche par Blériot en 1909; traversée de l'Atlantique en 1919; traversée du Pacifique en 1927).

Les nouveaux moteurs équipés de turbines (turbines à vapeur sur les bateaux, turbo-propulseurs sur les avions à réaction) emploient des combustibles de même nature que les anciens moteurs à piston. Leur consommation s'ajoute donc à la consommation globale d'énergie. Enfin, le confort domestique (appareils ménagers, divers moyens de chauffage...), l'énorme développement industriel participent à cette montée en flèche de la consommation d'énergie.

L'épuisement des réserves « classiques » d'énergie est prévisible et l'échéance inéluctable. Ainsi en 1975, la France aura achevé l'équipement des chutes d'eau rentables et les centrales hydroélectriques qui fourniront 70 milliards de kilowattheures; ailleurs les réserves de pétrole seront épuisées; en d'autres points on aura abandonné l'extraction du charbon. Or, à cette même date de 1975, la consommation d'énergie de la France atteindra 212 milliards de tonnes d'équivalent charbon. L'avenir est donc aux nouvelles sources d'énergie.

2. L'énergie nucléaire prendra la relève. Dans le monde actuel le développement des centrales nucléaires se heurte au coût énorme des installations et à la pénurie de techniciens, problèmes que tente de résoudre l'EURATOM.

Les grandes puissances réalisent des programmes atomiques nationaux. L'importance tactique et stratégique, plus qu'économique, des premières découvertes atomiques et de leurs premières applications asservit l'équipement initial aux exigences militaires. Mais il s'en est ensuite dégagé une floraison d'applications pratiques : emplois divers des isotopes radio-actifs, piles atomiques.

Les isotopes sont des formes différentes d'un même corps simple : même apparence, mêmes propriétés chimiques; seul diffère le poids atomique. Les atomes d'isotopes se désintègrent en émettant des radiations dont l'application est ou thérapeutique ou technique : « Les appareils employés pour l'enregistrement des radiations sont si sensibles qu'il est possible de détecter la présence de certains isotopes radioactifs et donc de suivre leur cheminement expérimental dans un organisme avec une précision plusieurs centaines de millions de fois supérieure à celle d'aucune méthode physique ou chimique connue... Au cours d'une expérience biologique faite avec des indicateurs radio-actifs on peut détecter la présence de trois dix-millioniémes de gramme de matière radio-active introduite dans l'organisme d'un animal allant jusqu'à la taille d'une vache. »

Les centrales thermo-nucléaires, centrales thermiques dans lesquelles la source d'énergie est une pile atomique, appartiennent encore au domaine de la recherche scientifique. Le premier stade, simple production d'énergie atomique, maintenant dépassé, commence l'âge des « complexes atomiques ».

Marcoule (dans le Gard) est engagée sur ce chemin. Le premier objectif est de fabriquer du plutonium : c'est un combustible nucléaire plus concentré que l'uranium et qui ne se forme qu'au sein des barres d'uranium d'une pile en fonctionnement. Le plutonium « valorise » l'uranium employé dans les moteurs atomiques (sous-marins et bateaux). Adjoint à l'uranium dans les piles atomiques, le plutonium transforme ces réacteurs primaires en réacteurs secondaires : les premiers produisent de l'énergie; à l'intérieur des seconds il se forme plus de plutonium qu'il ne se détruit d'uranium.

En 1975, les centrales atomiques françaises fourniront 50 milliards de kilowattheures. En l'an 2 000, aux Etats-Unis, les centrales atomiques assureront le quart de la production d'énergie électrique.

3. L'énergie solaire est la source-même des énergies dont dispose la vie à la surface de la terre.

« *Le rayonnement solaire* est à l'origine de la synthèse chlorophylienne, donc de la vie des plantes, de l'élaboration de nos aliments végétaux; le bois, le charbon, le pétrole représentent un résidu d'énergie solaire accumulée par les êtres vivants; dans la haute atmosphère, la décomposition de la vapeur d'eau par l'ultra-violet dégage l'oxygène et l'hydrogène. » Les recherches actuelles tendent à établir que des réactions nucléaires spontanées (dues à la température du soleil : 20 millions de degrés) sont à l'origine de l'énergie solaire.

Les fours solaires sont une première tentative d'utilisation pratique de l'énergie solaire. La France possède à Montlouis, dans les Pyrénées Orientales, le four solaire le plus puissant du monde. On y construit un nouveau four au moyen

duquel on espère obtenir des températures de 3 500 degrés pour fondre n'importe quel élément, y compris le plus rebelle : le zirconium.

Les rayons cosmiques sont des particules de substances différentes, grains de lumière, d'électricité, de matière même. Ils opèrent un bombardement incessant et régulier, d'une grande égalité, dont les projectiles sont animés d'une très grande vitesse que les accélérateurs de particules (cyclotron) sont impuissants à communiquer. « On fait grand bruit au sujet des rayons cosmiques. En réalité les corpuscules, qui sont nombreux, ne représentent au total qu'une énergie très faible. Le total de l'énergie qui nous arrive par les rayons cosmiques, très constant au cours du temps, est inférieur à celui de la lumière, non pas même de la lumière solaire, mais celle du ciel nocturne. Cet apport ne représente pas beaucoup de lumière ni beaucoup de chaleur et il serait vain par conséquent d'espérer la moindre utilisation, à supposer même que nous sachions recueillir de si infimes quantités d'énergie. »

Francis PERRIN, *Énergie solaire et énergie cosmique.*

V. De nouvelles espérances de vie.

« Descartes, Leibniz, Lavoisier nous ont appris que la matière et ses lois ne diffèrent pas dans les corps vivants et dans les corps bruts ; ils nous ont montré qu'il n'y a au monde qu'une seule mécanique, une seule physique, communes à tous les êtres de la nature...

« C'est une erreur profonde de croire que dans les corps vivants nous ayons à nous préoccuper de l'essence-même et du principe de la vie. Nous ne pouvons remonter au principe de rien, et le physiologiste n'a pas plus affaire avec le principe de la vie que le chimiste avec le principe de l'affinité des corps. Les causes premières nous échappent partout, et partout nous ne pouvons atteindre que les causes immédiates des phénomènes. Or ces causes immédiates, qui ne sont que les conditions-mêmes des phénomènes, sont susceptibles d'un déterminisme aussi rigoureux dans les sciences des corps vivants que dans les sciences des corps bruts... Les sciences des corps vivants et celles des corps bruts ont pour base les mêmes principes et, pour moyens d'études, les mêmes méthodes d'investigation. »

Claude BERNARD.

Définition de la vie (Revue des Deux Mondes, 1875).

I. La biologie approche, comme les autres sciences, d'une explication intégrale des phénomènes mais il reste un seuil infranchi entre la vie des cellules et des tissus d'une part et la vie d'un organisme d'autre part.

1. *Une explication : La vie est un ensemble de processus chimiques.*

Tout semble s'expliquer à partir des *macromolécules constitutives du protoplasme* : leurs affinités chimiques, richement diversifiées par le nombre considérable de leurs atomes associés en groupements réactifs doués d'une indépendance relative, leur permettent des associations temporaires ou permanentes d'où résulte une architecture qui augmente les surfaces de réaction et crée un état d'équilibre instable, sans cesse menacé mais toujours restitué qui est l'essence-même de la vie... « *La vie est un ensemble de processus chimiques* harmonisés par une structure à la fois simple et permanente. »

« *La vie est un changement perpétuel*, une chose vit tant qu'elle se renouvelle, se métamorphose... » La mort est, au contraire, le symbole de l'inertie, de l'immobilité.

Pour le biologiste c'est presque le contraire : La vie c'est la conservation, le maintien des structures complexes envers et contre toutes les forces de destruction du monde... « La mort est un mouvement vers le désordre ; *la vie, c'est le maintien d'un ordre.*

Par opposition au vitalisme ou à l'animisme qui voient dans l'élan vital l'explication de la vie, le mécanisme en cherche une explication matérielle. Les biologistes s'efforcent de créer en laboratoire une vie élémentaire ; ils n'ont guère réussi, jusqu'à présent, qu'à maintenir en vie des tissus ou des organes. Ils n'ont pas trouvé le lien entre ces opérations « élémentaires » de survie des organes et la vie d'un organisme.

2. *La vie et la mort.*

Les biologistes s'accordent donc à reconnaître la vie à certaines manifestations chimiques, ils portent ainsi très loin les frontières de la vie.

Traditionnellement, le signe de la vie était le *souffle*. Vivre, c'était respirer. L'arrêt respiratoire marquait la mort.

Puis, bien avant que ne soit connu le principe de la circulation, l'imagination vitaliste voit dans le *cœur* le siège du principe de la vie. L'arrêt cardiaque est donc le signe de la mort.

Pourtant, l'arrêt respiratoire et l'arrêt cardiaque peuvent n'être que les signes d'une mort *apparente* qui, si elle est brève, permet le retour à la vie (à condition que l'intégrité du *système nerveux* soit maintenue). Inversement, chez un sujet dont le système nerveux est lésé, on peut maintenir fort longtemps une *vie artificielle* : respiration, nutrition et même circulation. Les processus chimiques de la vie cellulaire se poursuivent isolément tandis que le cerveau se détériore progressivement.

3. *La génétique.*

Végétale ou animale, la vie a un passé historique énorme. Elle est, dans ses formes actuelles, un stade d'une évolution dont *l'hominisation* est l'un des faits marquants.

Au XVIIIe siècle, prévalait encore le *fixisme*, selon lequel « aucun être humain n'avait connu de développement historique ». Avec Darwin, s'impose l'*évolutionnisme* : *De l'origine des espèces* (1859). Des changements de climat, de milieu, de nourriture influent sur les organismes; les phénomènes de reproduction enregistrent et transmettent des modifications légères et nuancées qui donnent à l'évolution un caractère progressif et continu; ils promettent par conséquent un développement indéfini des espèces : « L'homme est excusable de concevoir quelque fierté pour s'être élevé jusqu'au sommet de l'échelle organique, puisqu'il ne le doit qu'à ses propres efforts; et le fait de s'y être élevé plutôt que d'y avoir été placé dès son origine peut lui faire espérer une destinée encore plus élevée dans l'avenir lointain. » DARWIN, *De la descendance de l'homme*, 1871.

La génétique prend, avec l'évolutionnisme, un rôle de premier plan : il importe en effet de déterminer quels caractères, normaux ou pathologiques, transmis à un individu par ses ascendants peuvent, ensuite, être transmis par ce même individu à ses descendants et comment surgissent les transformations. Les recherches conduisirent Carl Nägeli (1817-1891; professeur de botanique à Fribourg, à Zurich, puis à Munich) et le botaniste hollandais Hugo de Vries (1848-1935) à l'idée d'une évolution discontinue, procédant par bonds, par mutations. Les travaux du moine Grégor Mendel (1822-1884) confirmèrent certaines de ces théories.

Restait à expliquer le mécanisme de l'hérédité. Auguste Weissmann (1834-1914), professeur de zoologie à Fribourg-en-Brisgau, désigna du nom de germen le support des caractères transmissibles d'une génération à l'autre, en l'opposant au soma (*Essai sur l'hérédité et la sélection naturelle*, 1892).

Mais seules les recherches expérimentales saisirent peu à peu le mécanisme : les gènes chargés des caractères héréditaires, portés par les chromosomes, passent des chromosomes des parents à ceux des descendants, et c'est de leurs associations que se dégagent les caractères de l'individu. Les mutations à l'intérieur de l'espèce résultent : 1° de l'apparition d'un nouveau gène par mutation; 2° d'une nouvelle combinaison de gènes existants; 3° de changements internes des chromosomes.

2. La pathologie. Le déploiement de la vie ne va pas sans accidents, sans catastrophes. L'histoire commence à démêler les raisons de ces grandes sanctions biologiques : famines, épidémies, « grandes mortalités ».

On découvre peu à peu les rapports qui lient le comportement biologique, mental et même spirituel, aux conditions matérielles de l'existence, à l'alimentation en particulier. C'est au seuil de notre XXe siècle seulement que l'humanité entière desserre la menace de l'épidémie, mais notre siècle se découvre d'autres maux.

Les maux du siècle. Les épidémies vaincues, d'autres maladies surgissent, plus étroitement liées, en apparence au moins, à notre « nouvel art de vivre ».

• *La tuberculose* assiège les villes au moment de la grande poussée industrielle du XIXe siècle. Elle mine les populations ouvrières, dévore les citadins de fraîche date (ruraux déracinés), tue chaque année encore en France 130 000 individus; le nombre des sujets atteints peut être évalué à 500 000. *Le cancer* menace profondément notre humanité contemporaine. Il est multiple : si certaines formes peuvent être rattachées à des causes favorisantes comme les cancers du poumon et du larynx des fumeurs ou les tumeurs vésicales des ouvriers des industries des couleurs d'aniline, bien d'autres demeurent dénuées de causes apparentes.

• *Les leucémies*, sous des formes aiguës ou insidieuses, sont caractérisées par la prolifération des globules blancs du sang et l'atteinte des organes ayant part à leur génèse : rate, ganglions ou moelle osseuse.

• *Les angoisses.* Bouleverser son univers, renoncer à ses oasis de paix, entrer dans le rythme haletant de la vie des villes, se couler dans le moule si mesuré de notre temps quotidien, sont, à cette heure, nos obligations. Beaucoup échouent, refusent de s'adapter, guettent dans l'angoisse l'incertain devenir de notre destin heurté. *Les névroses, les psychoses*, les maladies nerveuses ou mentales sont vraiment le lot de notre XXe siècle. Les tranquillisants sont ainsi devenus la médication à la mode. Pour d'autres qui s'engagent dans cette vie accélérée au-delà de leurs possibilités physiologiques la sanction est l'*infarctus du myocarde*.

3. Les techniques médicales. La vie des hommes, dans ses réalités biologiques quotidiennes, résulte d'une constante dialectique entre pathologie et thérapeutique. Elle se complique, incidemment, par les adaptations des micro-organismes aux nouveaux traitements médicaux (Ex. : microbes devenus pénicillo-résistants).

1. *Les thérapeutiques médicales.*

Acquérir l'*immunité* est de très longue date le souci des grands personnages, qu'il s'agisse pour eux de défier le poison ou la peste, c'est tout un; ce que l'on cherche, c'est le moyen d'échapper. Au XVIIIe siècle, cette préoccupation se généralise devant les ravages de la variole : « La peste avait été infiniment plus subite, mais de mémoire d'homme elle n'atteignit nos rivages qu'une ou deux fois, tandis que la variole est toujours présente ». Quelque soixante millions de personnes succombèrent à la variole pendant le seul XVIIIe siècle. Depuis longtemps, selon toute vraisemblance, on pratiquait en Turquie l'inoculation de la « matière variolique ». Ce procédé rudimentaire

conférait l'immunité (à ceux qui survivaient car il n'était pas sans danger).

Le médecin Edward Jenner (1749-1823) découvrit un moyen inoffensif : conférer l'immunité en inoculant une maladie bénigne, la vaccine (cow-pox).

La vaccination s'est multipliée, institutionalisée (obligatoire pour certaines maladies et dans certains pays; ironie, la vaccination contre la variole n'est pas obligatoire en Angleterre). Pasteur (1822-1895) et Robert Koch (1843-1910) sont à l'origine de l'étude des maladies microbiennes, des recherches sur l'immunité et du développement de la vaccinothérapie (inoculation préventive créant l'immunité) et de la sérothérapie (inoculation curative de sérum immunisé).

La chimiothérapie est le traitement des maladies par des agents chimiques. La nouvelle pharmacologie s'est constituée comme une branche de la chimie industrielle des matières organiques et des produits de synthèse. *Ehrlich* (1854-1915) appliqua des produits de synthèse à la lutte contre les maladies infectieuses. Il soigna ainsi, par le Salvarsan, la syphilis.

En 1935, l'industrie allemande créa le *Prontosil*, premier médicament de la série des sulfamides.

L'arsenal thérapeutique ne cesse de s'enrichir en produits de synthèse : depuis l'aspirine jusqu'aux vitamines et aux hormones. Ce qui ne diminue en rien la part des produits naturels dont la gamme la plus importante est celle des alcaloïdes : digitaline, strychnine...

Les antibiotiques reposent sur un principe simple : l'utilisation de micro-organismes contre d'autres micro-organismes. C'est l'étude du bactériophage, mystérieux virus qui s'attaque aux microbes, par le canadien d'origine française Félix d'Hérelle (1873-1949) qui a conduit *Sir Alexander Fleming* (1881-1955) à la découverte de la pénicilline (1929). Les procédés industriels de fabrication élaborés pendant la dernière guerre par les Américains aboutirent à une production massive de pénicilline et à l'épanouissement de la gamme des antibiotiques : streptomycine, auréomycine, terramycine...

2. *Les nouvelles techniques opératoires.*

La chirurgie se dégage, au seuil de notre siècle seulement, des tâches brutales auxquelles l'attachait un art rudimentaire : traumatologie, amputation... L'asepsie d'abord, l'anesthésie ensuite ont conduit la chirurgie à ses grandes hardiesses. A la fin du XIXe siècle, on admettait que 50 % des malades hospitalisés mourussent d'infection : « Aucun pansement n'a jamais pu arrêter un ulcère; aucune écorce, aucune liqueur n'a jamais retardé le progrès de la gangrène; ceci est un mal d'hôpital. » L'usage des antiseptiques, qui empêchent la prolifération des microbes, a seulement amélioré la guérison des plaies accidentelles ou opératoires. Ce n'est que l'introduction d'une *asepsie* très rigoureuse (destruction par la chaleur en général de tous les germes pouvant entrer en contact avec la région opérée) qui a permis à la chirurgie de se libérer de l'infection. Les instruments, le matériel de suture, les gants, les vêtements des chirurgiens sont « stériles ».

L'anesthésie a permis au malade de supporter sans douleur les interventions et au chirurgien d'opérer calmement. Jusqu'au XIXe siècle on aidait le malade à supporter la douleur avec la mandragore, le hashish, l'opium et l'alcool. Des raisons surtout religieuses interdisaient souvent ce soulagement infime. Les découvertes, au milieu du XIXe siècle, d'agents anesthésiques tels que l'éther et le chloroforme permirent d'opérer sous anesthésie générale. Mais le « risque anesthésique » s'ajoutait au risque opératoire, le choc était la rançon de toute intervention de quelque importance. De nouvelles drogues : anesthésiques intra-veineux, curare, fluothane... permettent de diminuer la toxicité de l'anesthésie. L'inhalation d'oxygène, l'élimination du gaz carbonique maintiennent des échanges respiratoires normaux.

Ainsi l'anesthésie ne se dissocie plus d'un ensemble de méthodes dont le but est de garantir l'intégrité physiologique du malade. L'ensemble de ces précautions constitue la *réanimation.*

La transfusion sanguine permet de conserver le volume sanguin du malade. La découverte par Landsteiner des groupes sanguins (1910) permit d'éviter les accidents qui avaient jusque-là limité la transfusion. Un examen simple permet de choisir un donneur dont le sang est compatible avec celui du receveur. L'organisation de banques de sang conservé permet d'avoir toujours disponible le sang d'un groupe donné en quantité suffisante.

La réanimation ne se borne plus à compenser les pertes sanguines. Des méthodes nouvelles permettent de conserver à l'organisme une vie normale pendant et après l'intervention. Les opérés compensent leur jeûne ou leurs pertes anormales par l'injection de sérums, d'électrolytes. L'hibernation empêche les réactions anarchiques de l'organisme et lui permet de mieux supporter certaines interventions.

Les respirateurs artificiels (qui ont remplacé le « poumon d'acier »), d'abord utilisés dans le traitement de la poliomyélite, sont maintenant d'un usage fréquent pour remédier à une insuffisance respiratoire. En cas de lésion rénale, les procédés d'épuration sanguine assurent la survie jusqu'à la reprise de l'activité du rein. De même le « cœur artificiel » peut suppléer le cœur au cours d'une intervention cardiaque.

3. *Les limites.*

La chirurgie libérée de l'infection, de la douleur, du choc, peut enfin devenir réparatrice. Aucun organe ne lui est inaccessible, le seul obstacle est actuellement la réaction d'élimination vis-à-vis de tissus vivants provenant d'un autre organisme. Ce problème lui-même a déjà été résolu pour certains tissus : cornée, vaisseaux, os...

La vie elle-même impose ses limites au secours que lui apportent la médecine et la chirurgie : les intolérances, les refus de notre organisme excluent

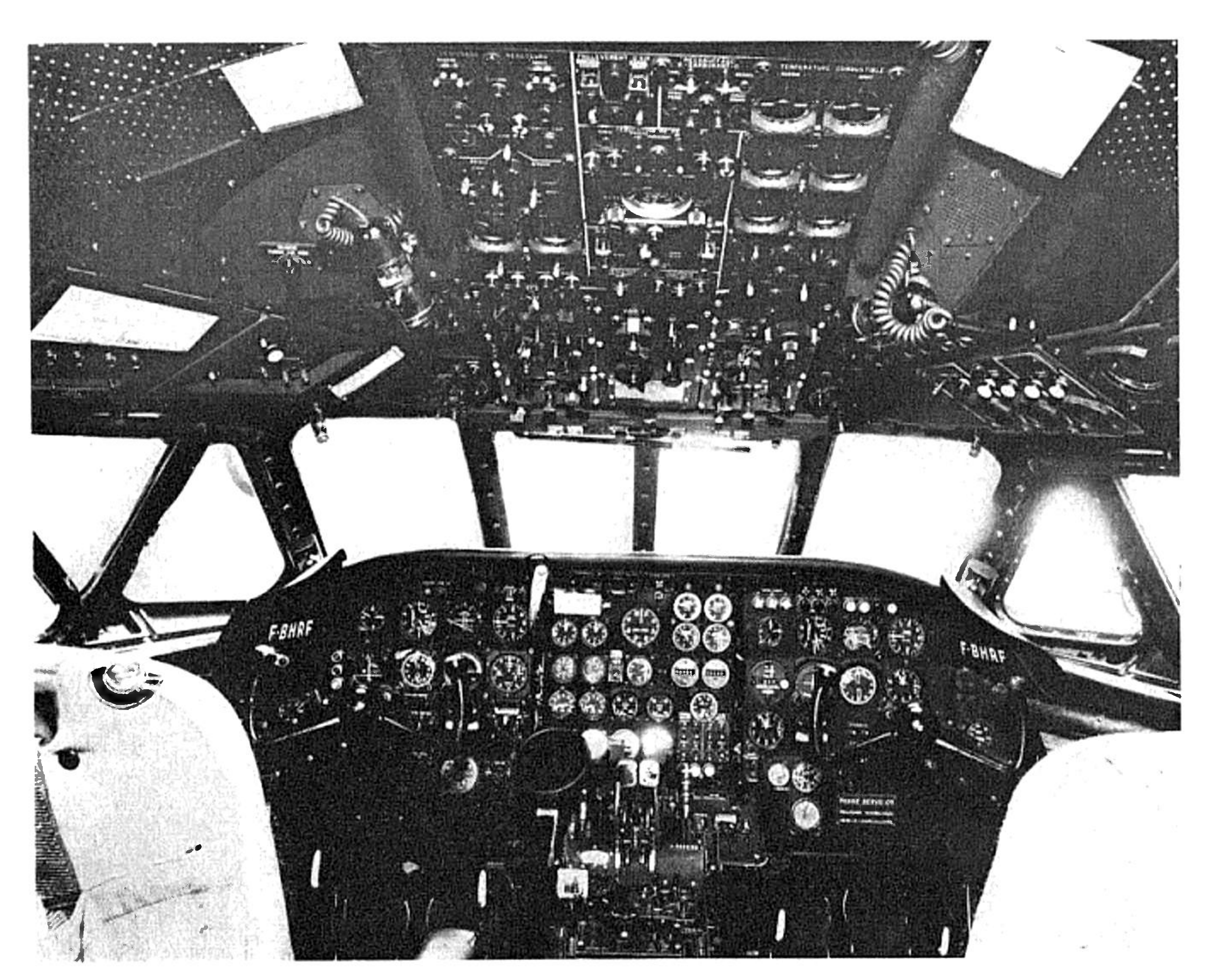
parfois l'aide. La vie a ses moyens de défense qu'elle mobilise contre toute « agression ». L'intervention chirurgicale est une agression et la première tâche est de discipliner les réactions anarchiques de défense.

*
* *

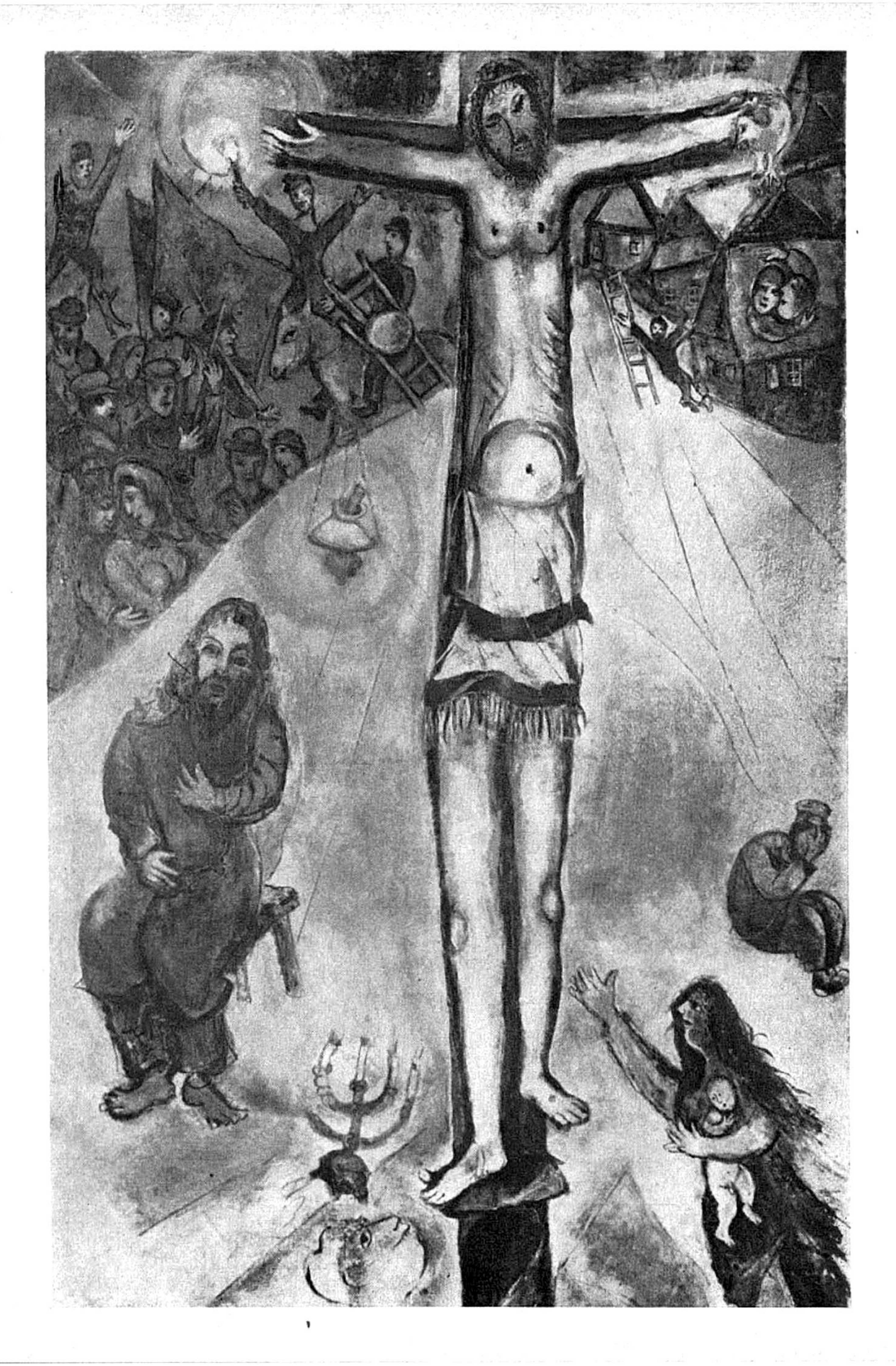
Le propre des sciences actuelles est d'être ouvertes, de ne rien refuser de « ce qui est » pour sauver des hypothèses; c'est pourquoi, sans doute, elles progressent si vite. Pasteur l'avait bien senti et l'a magnifiquement exprimé :

« Le propre des théories erronées est de ne pouvoir jamais pressentir des faits nouveaux; et toutes les fois qu'un fait nouveau est découvert, ces théories, pour en rendre compte, sont obligées de greffer une hypothèse nouvelle sur des hypothèses anciennes. Le propre des théories vraies, au contraire, c'est d'être l'expression-même des faits, d'être commandées et dominées par eux, de pouvoir prévoir sûrement des faits nouveaux, parce que ceux-ci sont, par la nature, enchaînés aux premiers; en un mot, le propre de ces théories est la fécondité... Le véritable savant n'a pas à s'inquiéter de ce qui peut être dans telle ou telle hypothèse : son hypothèse et son but est de chercher ce qui est. »

PASTEUR,
Discours à l'Académie de Médecine.



Science et technique : Le poste de pilotage de la « Caravelle ».
Les applications industrielles des sciences bâtissent un monde technique d'une extrême complexité à l'intérieur duquel on ne peut se mouvoir qu'au prix d'une étroite spécialisation.



LES CONSCIENCES

La science n'est pas responsable, à elle seule, de toutes les crises en chaîne dont nous allons sommairement parler. Mais elle a joué un très grand rôle. En tout cas nous voudrions bien mettre en lumière qu'elle n'est pas capable, à elle seule (disons que c'est regrettable mais il en est ainsi) de résoudre ces crises, de les apaiser, de les mettre sans douleur sur le bon chemin. Hier un rationalisme positiviste justifiait à la fois le progrès sous toutes ses formes et les acteurs de cette progression, voire les détenteurs bourgeois de cette nouvelle puissance technique. Il fondait sa confiance sur un essor ininterrompu de la connaissance logique et par surcroît de l'emprise européenne sur le monde. Nous n'en sommes plus là.

Les bouleversements vécus au XXe siècle ont rejeté assez brutalement cet optimisme intellectuel d'hier. Les guerres mondiales qui ont atteint les populations civiles plus encore que les armées, les défaillances économiques qui ont permis à des partis politiques actifs de mettre en mouvement les masses, tout contribue à rouvrir les portes de l'irrationnel et du fanatisme.

Une angoisse multiple appelle beaucoup d'esprits à un renouveau de la sensibilité et des mentalités religieuses, qui n'exclut pas l'appel aux forces obscures de la magie et de l' « autre monde ». Dans les sociétés les plus évoluées, menacées par l'éveil des classes opprimées ou des peuples colonisés, comme chez ces derniers en réaction à l'intrusion européenne, les conduites antirationnelles tentent de jeter un pont entre le monde des techniques et les hommes qu'il écrase.

I. Les mentalités religieuses.

La révolution scientifique accélérée et triomphante d'une part, de l'autre les cataclysmes politiques et sociaux ont contribué à renouveler les données du vieux problème religieux dans ses aspects ou modernes ou anciens, positifs ou négatifs.

1. Il existe désormais des sociétés soucieuses d'éteindre un jour complètement les aspirations humaines à un au-delà ou à un Dieu, en instaurant sur terre un régime qui comble les désirs et les besoins de l'homme et de l'humanité.

De l'angoisse désespérée devant l'absurdité du monde s'est dégagée peu à peu l'idée que l'homme doit se prendre pour le seul maître ou mieux la seule mesure de son destin. C'est la vieille et orgueilleuse formule des humanistes du XVIe siècle (l'homme « tout en soi recueilli » de Bonaventure des Périers) ou d'un historien de l'humanisme (Lucien Febvre : « l'homme tout enclos dans l'homme »).

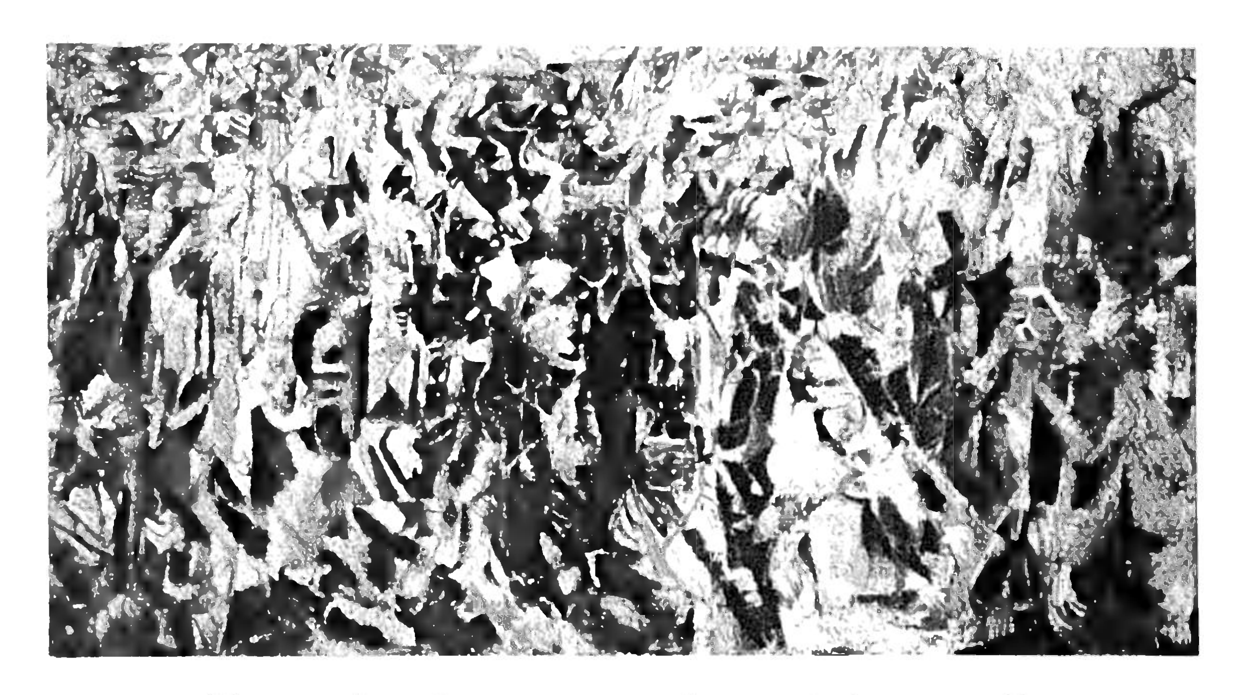
Les penseurs que tente encore la fuite vertigineuse dans l'au-delà n'en voient la possibilité que dans un acte de foi presque impossible, radicalement étranger, en tout cas, à la raison. (Karl Barth, Heidegger, Camus.) L'échec de la conciliation entre la foi et la raison entreprise dès le Moyen Age est souvent proclamé par la pensée métaphysique contemporaine (à tort, croyons-nous, mais les points de vue peuvent différer).

Maître de sa vie et de sa mort — les progrès de la médecine contrebalançant ceux des engins de destruction totale — l'homme est voué à une solitude, à une liberté désespérée, à une responsabilité envers lui-même et les autres presque absolues. Telle est à peu près la leçon de la philosophie existentialiste (Heidegger, et surtout Jean-Paul Sartre...) qui a puissamment rayonné. Sociologie, psychanalyse, histoire des sciences sont imbues de cette idée obsédante de relativité des choses humaines.

L'effacement de la métaphysique, l'échec du positivisme (et de son optimisme) convient les classes aisées, inadaptées au monde actuel, à des expériences spirituelles les unes religieuses, les autres ambiguës, sinon troubles.

Ci-contre : **La crucifixion bleue,** tableau peint en 1948 par Marc Chagall (né en 1887).

LES RÉALITÉS SOCIALES DANS LA PEINTURE



Multitudes, tableau peint en 1949 par André Lanskoy (né à Moscou en 1902).

Le Pont-Neuf, la nuit, tableau peint en 1935 par Marquet (1875, † 1947).

2. La crise religieuse des consciences est visible au premier chef dans la vie des pays occidentaux.

Elle se traduit par un très fort recul numérique des *pratiquants* (10 à 20 % seulement des catholiques dans les paroisses parisiennes) et des croyants. La déchristianisation est presque totale, dit-on, dans certaines couches de la population rurale ou citadine. (L'historien n'y souscrit pas volontiers, nous avons eu l'occasion de le dire.)

Cette régression a personnellement touché les pays hier colonisés, où les Missions catholiques ou protestantes avaient cru convertir des populations entières. La résistance à l'intrusion du colonisateur et de sa civilisation a partout suscité des sectes, des religions nouvelles; leur départ laisse à celles-ci le champ merveilleusement libre. Même quand elles s'inspirent du Christianisme, ou en assimilent certains éléments, ces religions autochtones ramènent les indigènes aux valeurs de leur propre culture. Ainsi en va-t-il, en Afrique Noire, où l'Islam de son côté progresse rapidement avec, lui aussi, les vieilles déformations que l'on sait, au détriment du Christianisme ou des anciennes religions animistes ou fétichistes.

Devant ces reculs et ces menaces, les Églises ont réagi : elles ont approfondi leurs dogmes, rajeuni la liturgie, reconsidéré avec franchise le rôle des laïcs, membres, au même titre que le clergé, de l'Église.

Certaines de ces tentatives ont été à demi désavouées : les prêtres-ouvriers, issus de la Mission de France qui s'est proposée pour tâche de rechristianiser le pays, doivent reprendre les modes de vie du clergé traditionnel. Ou bien elles sont conclues (réforme de la liturgie), tandis que les penseurs chrétiens originaux, désireux de confronter à la science et à la réalité moderne les enseignements de l'Église restent longtemps méconnus. La valeur exceptionnelle du P. Teilhard de Chardin ne se dégage qu'après sa mort.

Un vaste effort œcuménique avait été tenté dès avant la guerre par les églises protestantes pour unir les différentes sectes et rites chrétiens contre le matérialisme ou l'indifférence grandissante à travers le monde. Jusqu'à hier (1960), l'Église catholique avait refusé de s'y associer, mais l'idée d'un front religieux contre la moitié matérialiste du monde progresse. Elle fait de tels progrès que le Concile œcuménique, réuni par Jean XXIII, a choisi pour objet ce vaste projet de réconciliation.

Partout se pose le vieux et toujours neuf problème des rapports de l'Église et de la société (ou de l'État). Doutant parfois de la religion traditionnelle, de ses capacités de rajeunissement, beaucoup cherchent en Occident un remède à leur désarroi dans un syncrétisme religieux artificiel, voire dans le spiritualisme d'Extrême-Orient.

Nul doute, cependant, que la vie religieuse bousculée, combattue, ne réagisse pourtant, ne s'affirme dans sa volonté de survivre. Le XXe siècle, qui n'en est pas à une contradiction près, est aussi sous le signe, comme tant d'autres siècles révolus, d'une montée de la religiosité, d'un vaste combat religieux.

Les conduites magiques et les superstitions se sont ranimées dans toutes les couches de la population, notamment celles à qui leur situation sociale ne saurait garantir la stabilité. On dénombrait, en 1960, 300 sorciers et conjureurs de sorts dans la grande ville de Hambourg où la vente des amulettes connaît un large succès. Ici et là, apparaissent dans nos campagnes civilisées des résurgences de sorcellerie; des guérisseurs au pouvoir magique pratiquent à côté des tenants de la « science officielle ».

Ces phénomènes restent limités, alors que la grande presse exploite quotidiennement l'angoisse et la crédulité, en publiant horoscopes et prophéties. Fakirs, voyantes, mages pullulent dans les grandes cités; parfois, ils rejoignent le Christianisme en des sectes prophétiques, dont les chefs se parent de pouvoirs thaumaturgiques (Christ de Montfavet); plus souvent, ils ne sont que des charlatans ou des exaltés.

Ces conduites ont pu, dans notre XXe siècle, exprimer les mouvements politiques fondés sur des théories anti-rationnelles. L'exclusion de la société et l'extermination des Juifs, hier, par les Nazis a pris une allure de cérémonie magique et a pu mobiliser des foules fanatisées. Le Ku Klux Klan s'entourait bien, hier aussi, aux États-Unis, de rites et de symboles magiques.

II. Les consciences sociales.

1. Les réalités économiques compartimentent la société, aux différents niveaux de laquelle se regroupent les hommes conscients d'avoir en commun des intérêts semblables.

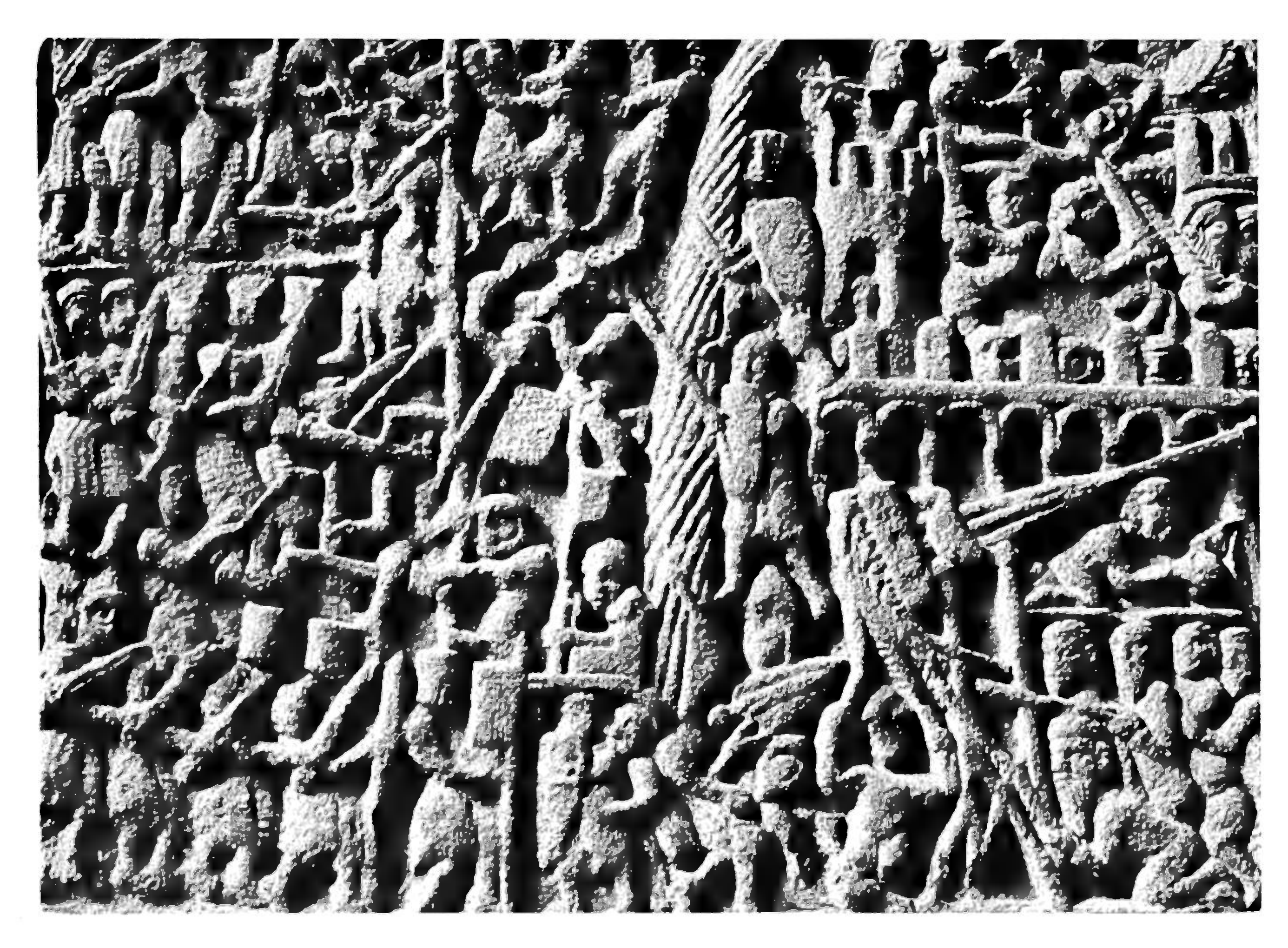
La dépersonnalisation du travail et l'irruption de la technique à tous les stades de la vie quotidienne sont les faits majeurs de la société industrielle en Europe. De même dans les pays soumis à son influence, ou en voie d'industrialisation, l'adaptation des vieilles structures pré-coloniales aux nécessités de la modernisation bouleverse les sociétés malheureuses.

Dès le monde capitaliste du XIXe siècle, les différences de niveau de vie entre les couches supérieures de la société et le prolétariat ouvrier amenèrent celui-ci à s'unir pour défendre ses intérêts professionnels, ou à adhérer au programme des partis socialistes les défendant politiquement.

Quoique moins homogène en apparence, mais fortement organisée, cette « conscience de classe » se retrouve parmi les dirigeants bourgeois. Cependant, pour réelles qu'elles fussent, les hiérarchies sociales ne dressaient pas entre leurs différents compartiments des barrières étanches : il y eut longtemps place pour le « self made man », l'homme sorti de rien et qui gravissait les échelons, pour l'individu qui, en raison du hasard et de ses mérites, franchit « l'étape » d'une classe à l'autre. C'est sur cet espoir de promotion sociale que se fondait l'équilibre de la société bourgeoise. C'est de lui, aussi, que procédait « la bonne conscience » des classes dirigeantes : dans le combat social, où les chances n'étaient pas égales, tout, pourtant, paraissait loyal puisque le mérite avait ses chances et recevait parfois exemplairement sa récompense. « Grandeur et décadence », dans la société bourgeoise idéale, paraissaient ainsi directement récompenser la vertu ou punir le vice.

Puis les classes se sont progressivement durcies. Aujourd'hui où les moyens de production sont partout envisagés à l'échelle de la société entière, le gigantisme des entreprises exclut le salarié d'une participation individuelle (sinon collective) à la direction et lui interdit souvent la promotion personnelle. A cet hermétisme des classes, correspond un certain raidissement de la conscience qu'en ont leurs membres.

Cependant la notion de groupe social s'est nuancée par la diffusion des mêmes objets ou des mêmes idées à travers les diverses couches de la société. L'artisanat ayant pratiquement disparu dans les pays évolués, c'est une production de masse des objets de consommation courante qui alimente des familles très différentes. De là, le



Le siège de Carcassonne en 1240.
Relief de l'église Saint-Nazaire, à Carcassonne.

succès croissant des coopératives d'achat, des grands magasins de confection, etc...

Dans le domaine des idées, la grande presse, le cinéma, la radio, la télévision, diffusent chaque jour dans tous les milieux les mêmes informations et s'efforcent de répondre au goût de leur public par-delà toutes les oppositions sociales. Ainsi naissent des mentalités et réactions communes chez des gens aux intérêts divergents; elles trouvent leur expression dans la formation de groupes éprouvant le même intérêt pour le même sujet limité : associations sportives, clubs de fanatiques de telle ou telle vedette, cercles de spectateurs...

Dans ces conditions, un certain nivellement s'effectue peu à peu au niveau du goût et de la consommation *qualitative*, plutôt que dans la disparition réelle des différences de niveaux de vie. Mais (plus vigoureuses que jamais) les tensions sociales renaissent lorsque ce vernis cède aux poussées économiques souvent brutales.

2. La conscience professionnelle connaît, à l'échelle de l'individu, une crise plus grave encore.

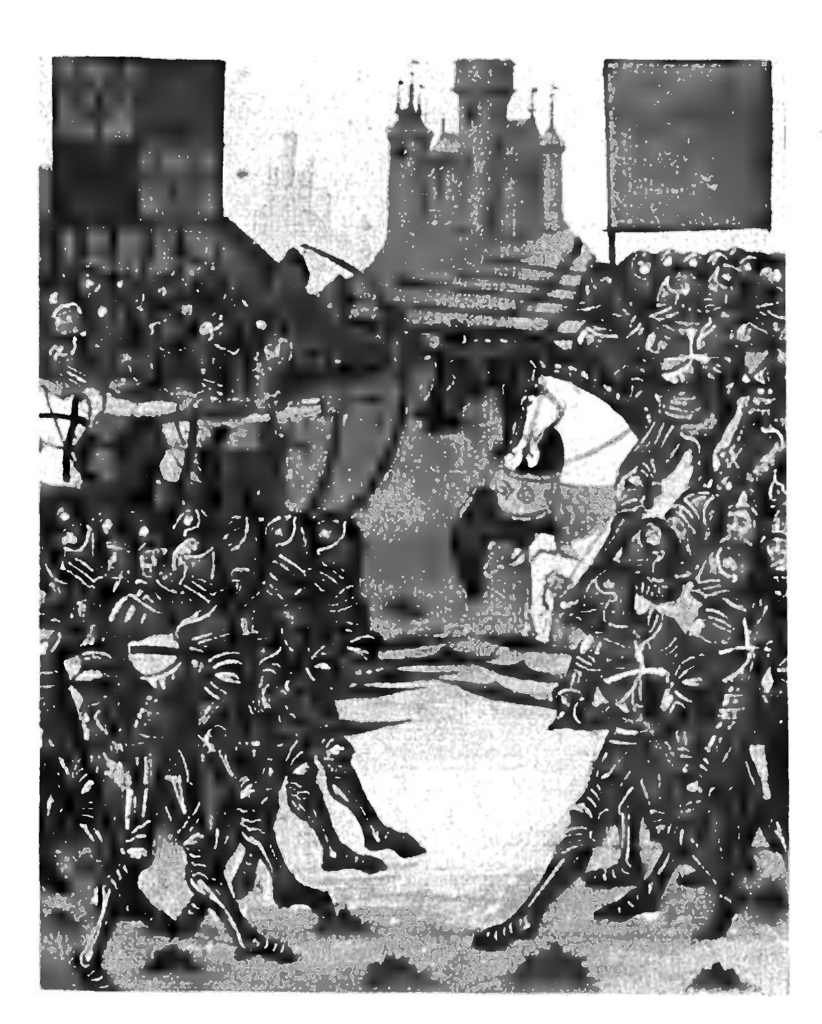
L'artisan d'autrefois, l'ouvrier professionnel que leur travail qualifié attachait à l'objet façonné, ont à peu près disparu. Aujourd'hui il suffit de quelques heures d'initiation pour adapter un ouvrier à son nouveau travail : dépersonnalisé, celui-ci n'offre plus d'intérêt intellectuel ou technique à l'exécutant; la morale professionnelle décroît en même temps que l'attachement au résultat d'un travail « parcellaire » et d'un geste spécialisé, indéfiniment recommencé.

Le machinisme a lié l'ouvrier industriel ou agricole à sa machine et a fait baisser la qualification qu'on pouvait auparavant requérir de lui. Plus encore, l'automatisation croissante des opérations industrielles l'exclut aujourd'hui de l'univers du travail. Elle fait peser sur lui la menace du chômage ou des bas salaires, après l'avoir soumis à

La Guerre

Les « dimensions » des consciences sont à la mesure des solidarités. L'individu fut longtemps — et souvent encore — dominé par sa conscience d'appartenir à un groupe, à une communauté de fidèles, à un parti politique, à un ensemble national. Il accepte facilement, de ce fait, que la cause de son groupe soit juste. Quand il entre en guerre, c'est pour défendre une bonne cause.

La guerre médiévale est une activité permanente, presque un art de vivre. La monarchie crée, pour ses guerres de conquêtes, une armée de métier. La Révolution française a inventé la guerre totale. Les solidarités du monde contemporain ont transformé chacune des deux dernières guerres en guerre mondiale.



La Guerre de Cent Ans
Miniature des Chroniques de Froissart.

un « surmenage organisé », au rythme des cadences de la machine.

Du reste, le travail parcellaire n'est pas le propre du monde ouvrier; il caractérise tous les domaines marqués par la spécialisation technicienne. A la limite, il affecte la recherche scientifique elle-même où chacun des chercheurs doit limiter sa curiosité à un secteur étroit auquel, seul, le travail collectif donnera un sens. En outre, le savant risque de voir détourner en des applications destructrices le résultat de ses travaux (Einstein, Joliot-Curie et les bombes atomiques).

Du coup, la vocation professionnelle risque de perdre de son importance, au regard des besoins de la collectivité; celle-ci peut s'arroger le droit d'orienter, comme elle l'entend, les intérêts, de dispenser l'enseignement en fonction de ses désirs autant que de ses besoins. Malgré la diffusion plus grande de l'enseignement, la baisse de la qualification réduit la part de la « vocation » personnelle. Aussi bien l'émulation ne peut-elle être suscitée que par l'octroi de primes, en régime capitaliste, sanctionnant les performances individuelles, et dans les pays d'idéologie socialiste ou nationaliste, par l'estime accordée aux « héros du travail » (stakhanovisme soviétique).

Les impératifs professionnels sont également bouleversés par l'immixtion de l'État dans la marche des entreprises. Productivité et rendement éclipsent désormais la notion de qualité et de soin individuel apporté à la tâche. Mais un public élargi réclame une production de masse.

A tous ces désordres, dangers, risques et nécessités, il faut poser des limites sous peine de provoquer chez le travailleur non seulement une fatigue physique, mais surtout l'épuisement nerveux, les troubles mentaux graves que les médecins du travail constatent de plus en plus. Réhumaniser le travail, en réduire assez la durée pour qu'il ne provoque plus de tels déséquilibres, tel est l'un des premiers et immenses impératifs de toute société technicienne, soucieuse de progresser.

3. La conscience familiale enfin a été atteinte par les conséquences du travail de la femme et la difficulté du logement.

C'est un fait que la femme travaille comme l'homme et envahit un nombre croissant de professions. Alors, pour qu'elle puisse consacrer plus de temps à sa vie extérieure, la femme doit se dégager des entraves ménagères. En même temps, elle gagne une autorité nouvelle devant son mari, puisqu'elle contribue comme lui à la marche financière du foyer. Quand les principes religieux ou moraux n'interdisent pas cette évolution, les dernières traces des structures traditionnelles disparaissent peu à peu.

Les traditions familiales cèdent aussi devant la nécessité de respecter un niveau de vie équilibré. La baisse de la natalité en Europe, au cours du XIXe siècle et du XXe, est due à une restriction des naissances spontanée qui allait de pair avec l'élévation du niveau de vie. Aujourd'hui, le travail féminin, l'étroitesse du logement engagent à se préoccuper du nombre des enfants et à limiter les naissances. Dans les pays sous-développés qui ne savent comment nourrir des bouches innombrables, l'État applique fréquemment une politique néo-malthusianiste pendant le temps qui lui paraît nécessaire à la remise en ordre de son économie (Chine) et justifie juridiquement la restriction des naissances (Japon, Inde...). L'État se réserve ainsi le droit d'intervenir dans la vie des couples.

Son intervention se fait sentir aussi dans l'éducation des enfants. Les tâches familiales autrefois délimitées sont remises en question, dès lors que l'intérêt de la collectivité prime celui de l'individu, l'Etat se réservant la formation de ses futurs citoyens. Les États fascistes ont abusé de ce droit en enrôlant militairement les enfants dès l'âge de huit ans. Bien compris, ce droit de pourvoir à l'éducation de sa jeunesse s'avère surtout un devoir.

Mais cette interférence des besoins collectifs actuels avec la vie familiale ne va pas sans soulever des oppositions, et des incompréhensions. Il se forme des milieux familiaux plus ou moins ouverts, et aux problèmes certes fort différents, mais qui déchaînent chez les enfants, des réactions identiques : les groupes de jeunes dévoyés, qu'ils appartiennent à des familles aisées ou pauvres, répondent par la violence à la dissolution des cadres familiaux, dans une société d'ordinaire peu accueillante.

III. La conscience civique.

L'emprise croissante de l'Etat s'est manifestée de façon presque universelle durant les dernières décennies. Les pays d'ancien capitalisme ont dû abandonner le libéralisme économique de jadis.

La pesée de l'État est plus forte encore dans les pays socialistes, où le dirigisme est nécessaire aussi longtemps que dure la dictature transitoire du prolétariat. Dans ces pays, néanmoins, l'État est promis *théoriquement* à la disparition au profit d'une démocratie totale, mais l'application des principes révolutionnaires, l'enfantement d'une nouvelle société exigent dans l'immédiat, son renforcement. Il faudra attendre des temps meilleurs.

Pour leur compte, les pays colonisés revendiquent au premier chef l'indépendance, c'est-à-dire la création d'un État représentant la Nation. Parvenu à faire reconnaitre sa légitimité, le jeune État pratique aussitôt un autoritarisme total destiné à contrebalancer le manque d'instruction et d'expérience politique de populations encore peu évoluées, comme pour lutter contre des retours « néo-colonialistes » éventuels.

Dans tous les cas, l'appareil de l'État s'alourdit et réduit la participation des individus aux décisions générales.

1. Les tâches de l'État se sont donc multipliées au détriment des organismes privés ou des initiatives individuelles.

a) *La monnaie*, presque partout, est désormais entre ses mains. Après l'abandon de l'étalon-or, le taux forcé du papier monnaie est garanti par la seule autorité de l'État.

b) *L'équipement économique* se place sous sa direction, soit qu'il représente des groupes d'intérêts privés, soit qu'il se veuille le représentant de larges couches sociales. L'établissement de « plans » économiques pour élever la production est un phénomène généralisé.

c) *La prise en charge par l'État des œuvres sociales* (Sécurité Sociale; soins médicaux en Angleterre ou en U.R.S.S., vacances, loisirs, etc...) dont des personnes privées, ou l'Église, se chargeaient autrefois, augmente encore son rôle.

d) *Enfin, l'enseignement* suscite dans beaucoup de pays l'intervention de l'État, soit qu'il en garantisse ou en contrôle le niveau, l'esprit et l'orientation, soit qu'il assure la liberté de la profession à n'importe quel individu ou groupe. A cette question délicate des limites que l'État doit observer dans l'administration de l'enseignement, s'ajoute, de plus en plus, dans les sociétés évoluées, celle de son rôle dans l'organisation des loisirs. Que faire du temps que le raccourcissement du travail laisse libre? Loisirs individuels ou loisirs dirigés? Loisirs spontanés ou loisirs éducatifs.?

2. Ces tâches très nombreuses ont sensiblement modifié les structures traditionnelles de l'État.

Un État moderne voit se multiplier les organismes parallèles où entrent les techniciens sous son autorité. Partout l'appareil bureaucratique s'alourdit, et l'administration des affaires communes devient si technique que les simples citoyens en sont exclus. Le règne des *technocrates* va-t-il s'imposer?

Le renforcement et l'autoritarisme de l'État témoignent d'un recul de la démocratie libérale traditionnelle. Dans les sociétés hautement techniciennes, une nouvelle définition de la notion de démocratie, s'avère nécessaire.

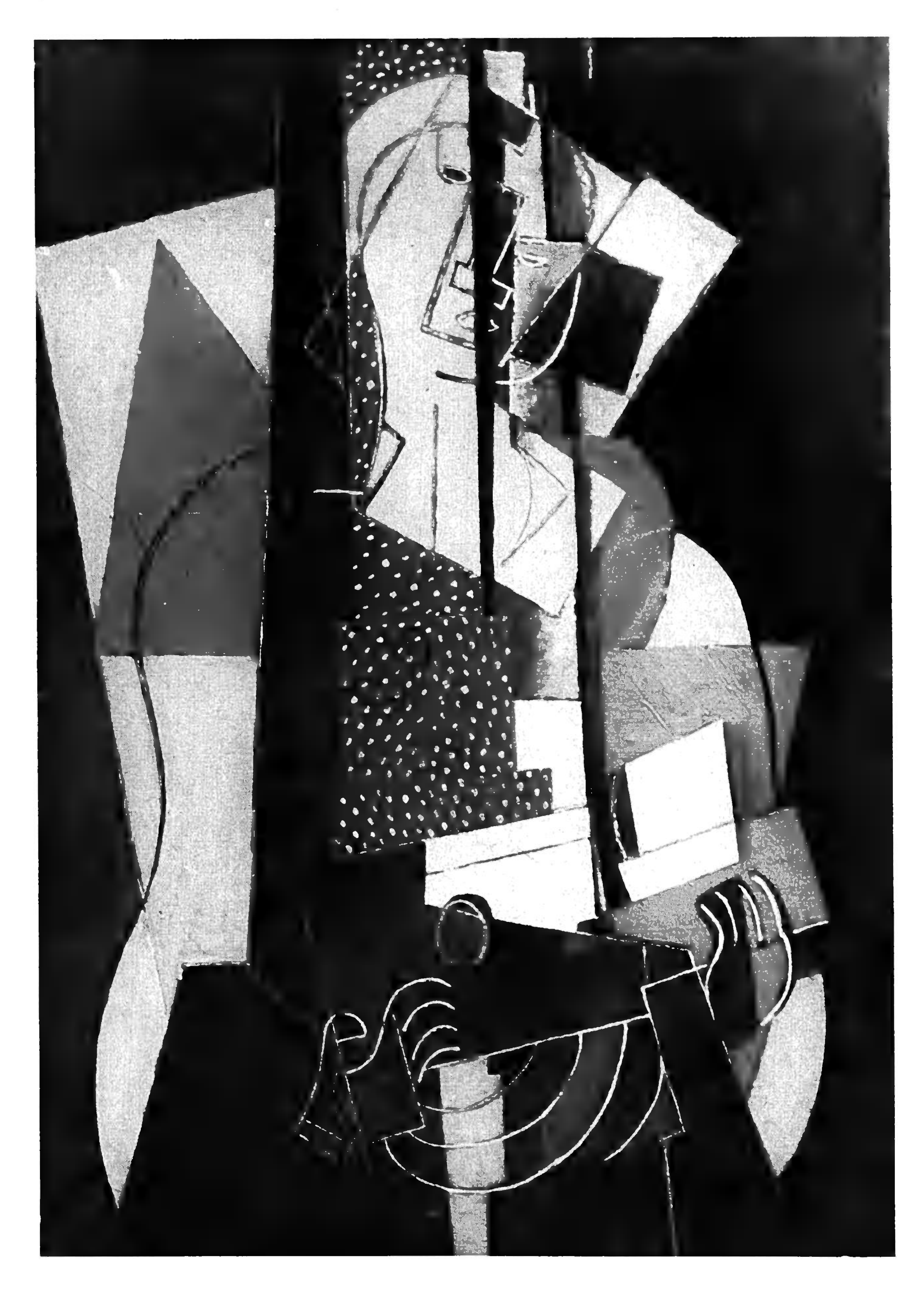
L'affrontement, à l'échelle mondiale, d'États convertis bon gré mal gré à l'essor technique suscite des regroupements internationaux nouveaux. La compétition économique qui traduit actuellement les oppositions économiques et la nécessité urgente de sortir de la faim et de la stagnation un tiers du monde en voie de rapide progression, obligent les pays à se resserrer en groupes immenses, aux intérêts ou aux idéologies semblables. Mais ces rivalités ou ces besoins se durcissent aussi en ligues militaires (OTAN, CENTO, OTASE...) auxquelles les « neutres » du Tiers Monde s'efforcent d'échapper, dès qu'ils le peuvent.

Peu à peu, les hommes s'habituent à penser leurs problèmes dans un contexte beaucoup plus vaste, à les élargir aux dimensions du monde.

3. La souveraineté nationale peut être formellement assise sans que, pour autant, une véritable autonomie politique et économique lui corresponde.

A l'extérieur les regroupements nécessités par les tensions mondiales font abandonner au profit d'une communauté d'États certains droits souverains. A l'intérieur, la liberté et l'égalité des citoyens que presque tous les régimes revendiquent comme notions fondamentales, sont aisément battues en brèche par les oppositions sociales.

Ainsi le suffrage universel qui devait être le mode d'expression de citoyens tous libres et égaux en droits, se voit dévaloriser par l'exclusion des femmes (France jusqu'en 1945, Suisse) ou par le truquage ou par des lois électorales ne permettant pas une représentation équitable des diverses tendances (France 1959). Même s'il est honnêtement appliqué et interprété, la démocratie parlementaire qu'il alimente, n'instaure pas automatiquement l'égalité réelle, l'égalité des niveaux de vie.



Georges Braque (né en 1862) : Joueuse de guitare.

LES LANGAGES

Les langages — et par là nour désignons outre le vocabulaire de la vie courante, ces langages essentiels que sont la littérature et l'art — reflètent forcément les difficultés présentes, anciennes et plus encore nouvelles. Il y a une crise des langages. Plus qu'aucune autre, elle est révélatrice du temps présent.

I. L'abandon des vieilles syntaxes.

Tout s'explique-t-il par les bouleversements sociaux? Qu'une élite sociale déclinât, hier une autre la remplaçait. Aujourd'hui une élite s'en va, des élites nouvelles mais dix fois, vingt fois plus nombreuses les remplacent. Un « multiplicateur » social entre en jeu.

1. Un ancien public bourgeois limité disparaît, relayé par des souches de population de plus en plus larges qui accèdent à la culture, et y apportent une avidité jeune et des goûts neufs.

La littérature et l'art s'ouvrent à de vastes interrogations sociales, naturellement ils se définissent l'un et l'autre par réaction aux conventions bourgeoises, comme des langages révolutionnaires et qui se veulent tels.

La quête d'un nouvel humanisme à la mesure du temps présent et qui échappe aux prises du vieil optimisme rationaliste du monde bourgeois d'hier, ne va pas sans réhabiliter des expériences ou des émotions honnies hier. Seules des recherches neuves peuvent faire participer l'homme nouveau du XXe siècle à l'actuel bouleversement des idées et des sentiments. Une civilisation doit s'inventer et elle s'invente.

2. La rupture avec le rationalisme positiviste, l'omniprésence de la relativité dans la pensée, l'abandon de la notion de connaissance absolue ont engagé écrivains et artistes à délaisser les formes traditionnelles, à reconstruire aussi bien la phrase musicale ou littéraire que le dessin et les volumes, chaque fois par des procédés laissant place à l'irrationnel, à l'inconscient, à la spontanéité.

a) *En musique,* la réaction anti-wagnérienne se poursuit chez les continuateurs de Debussy et trouve sa meilleure expression chez Ravel. A cet « impressionnisme musical », à la musique de jazz, issue du folklore des Noirs américains, s'ajoutent les recherches révolutionnaires sur l'atonalisme, qui abandonne décidément les cadres traditionnels de l'écriture musicale.

La Musique sérielle dodécaphonique, inventée par Schönberg, propose un langage radicalement nouveau, elle refuse toutes les lois classiques, se référant, plus ou moins, à l'idée d'une musique « naturelle » sous l'injonction d'impératifs extérieurs.

Pure convention, sans doute, le langage musical sériel n'en offre pas moins des possibilités infinies et inédites d'expression en marge de l'ancien système chromatique. En outre, il exige une nouvelle sensibilité, dont l'absence, dans le grand public, le condamne à être encore un art hermétique. Les œuvres des disciples directs de Schönberg (Alban Berg et Webern), ou de la génération actuelle (Pierre Boulez, Stockhausen) heurtent un public rebelle à un pareil bouleversement de la « syntaxe » musicale traditionnelle.

b) *En littérature,* une révolution semblable affranchit la *phrase écrite* des règles et des conventions d'hier.

Après la Première Grande Guerre, de 1914-1918, le nihilisme d'une génération déçue par la chute de toutes les valeurs, révoltée contre le pharisaïsme officiel, avait inspiré un néo-classicisme purement formel, se refusant à tout contenu, dont témoigne la poésie de Paul Valéry. Elle avait inspiré aussi un mouvement comme le Dadaïsme.

Celui-ci s'efforçait, ni plus, ni moins, de détruire ce qui restait des valeurs traditionnelles, par des associations de formes, de mots, d'images dont l'exhibition scandaleuse heurtait aussi bien, et avec allégresse, la morale officielle que les tabous esthétiques (M. Duchamp, F. Picabia †).

Puis naissait le surréalisme (1924 : *Manifeste Surréaliste* d'André Breton) dont la doctrine s'acharne à démolir les critères et impératifs de la raison; l'écrivain doit exploiter les ressources de



La Mère et l'Enfant.

Croquis exécuté par Pablo Picasso en 1922. (Picasso est né à Malaga en 1881.)



La Mère et l'Enfant.

Tableau peint par Picasso en 1943.

l'inconscient, laisser couler de source libre le langage, que n'altèrent ni la conscience ni la raison.

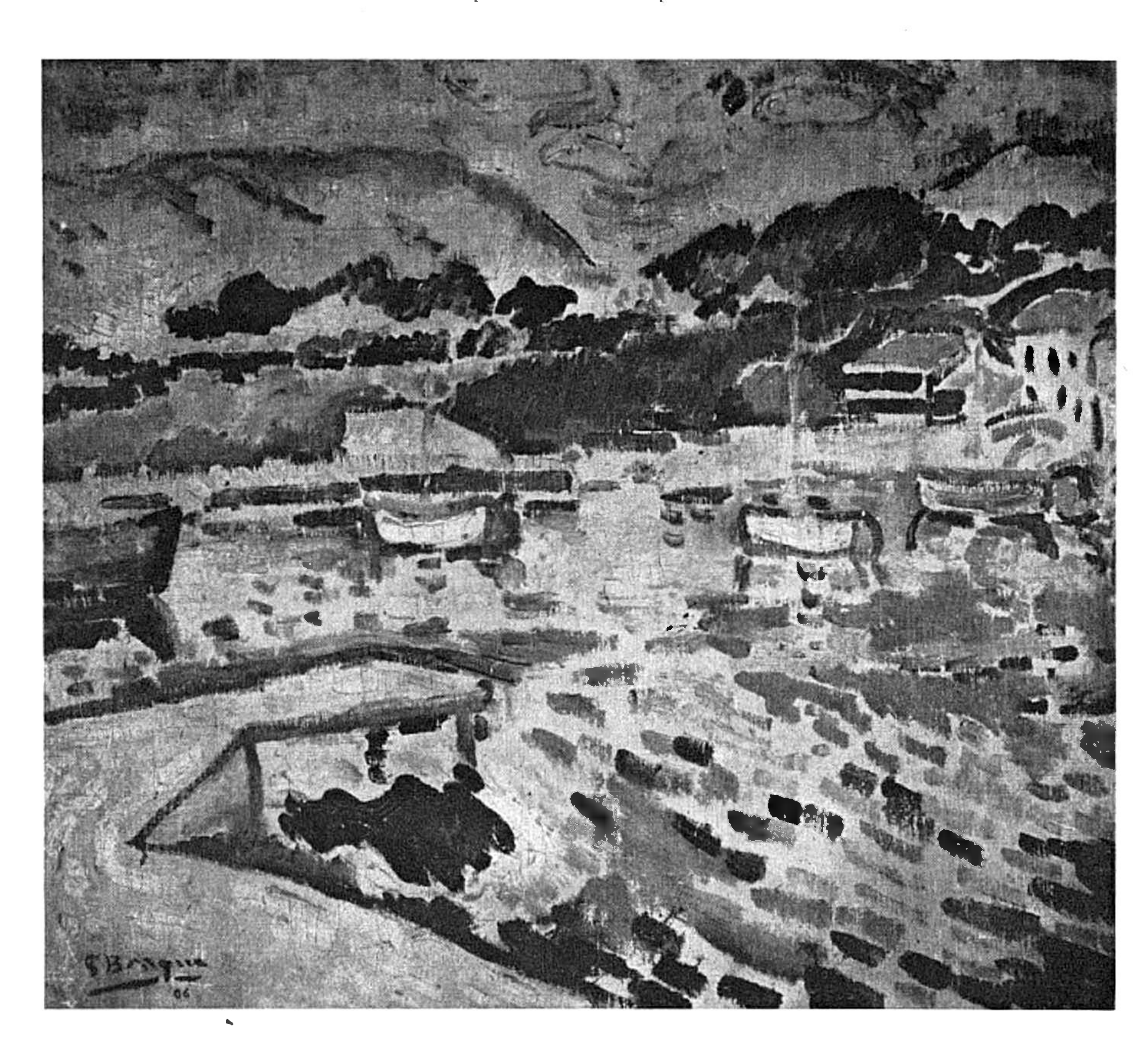
Les procédés des Surréalistes ont, en tout cas, renouvelé l'écriture poétique, en faisant appel à l'association d'images automatiques que permet le rêve éveillé. Du heurt incontrôlé des mots dictés par l'inconscient, naît l'émotion poétique, irrationnelle, étrangère totalement à la logique grammaticale et à la leçon des intellectuels.

Une pléiade de grands poètes a illustré la doctrine surréaliste.

Eluard, Desnos, Aragon, René Char ont ensuite divergé, les uns optant pour une révolution qui ne resterait pas du seul domaine des idées, les autres se voulant exclusivement fidèles à leurs premiers objectifs. Quoi qu'il en soit, leur influence n'a pas cessé de se manifester jusqu'aujourd'hui et a provoqué la naissance d'une langue plus souple, plus colorée, mille fois plus libre dans ses effets et dans ses moyens.

c) *Les arts visuels et plastiques* ont emboîté le pas.

Déjà, l'Impressionnisme qui se voulait et se présentait comme un art foncièrement réaliste, se proposait d'appliquer à la peinture les découvertes du moment sur la lumière et les couleurs. Les courants picturaux du XXe siècle s'approprient les idées scientifiques maîtresses de la relativité et de la quatrième dimension : le temps. Le cubisme avait profité de sa découverte émerveillée de l'art



« primitif » (art d'Afrique Noire et d'Océanie) pour reconstruire les objets selon l'impression ressentie, détruisant, dès lors, les lois sacro-saintes de la perspective et du « rendu » des formes. Le surréalisme, de son côté, prétendit éveiller l'émotion esthétique par l'association hétéroclite de formes minutieusement réalistes (Max Ernst, Chirico, Salvador Dali...).

Toute référence réaliste à la nature et à l'objet est dûment bannie. Le tournant est déblayé aussi pour la peinture et la sculpture abstraites dont les grandes heures commencent après 1930. L'école abstraite va conduire plus loin encore la révolution picturale. Les peintres non figuratifs ont pour ambition de créer des formes sans aucun rapport imitatif ou suggestif avec le monde réel, susceptibles toutefois de provoquer une émotion aussi profonde et universelle.

Cette « forme donnée à l'informe » connait, après la Seconde Guerre Mondiale, un succès immense, universel, bien que son formalisme irritant ait entraîné des réactions réalistes. La plupart des peintres en tout cas ont assimilé ses leçons : géométrisants comme Kandinsky, Delaunay ou Mondrian; inspirés des arts graphiques d'Extrême-Orient (Hartung, Soulages, Mathieu) ou du surréalisme (Poliakoff, Brauner). Tous affirment, prêchent finalement que l'artiste n'a plus rien à attendre que de lui-même. C'est une fois de plus, « l'homme tout en soi recueilli », pris dans son seul orgueil.

Braque

Braque, né à Argenteuil en 1882, élevé au Havre, est un grand peintre de notre premier demi-siècle. Il vient à Paris en 1904. D'abord attiré par le fauvisme, il participe à l'élaboration du cubisme dès 1908.

Braque rencontre Picasso en 1907. Les deux peintres se lient alors intimement, conduisent ensemble leurs recherches, échangent leurs trouvailles. Ils se rencontrent dans leurs séjours pyrénéens (Céret), provençaux ou parisiens.

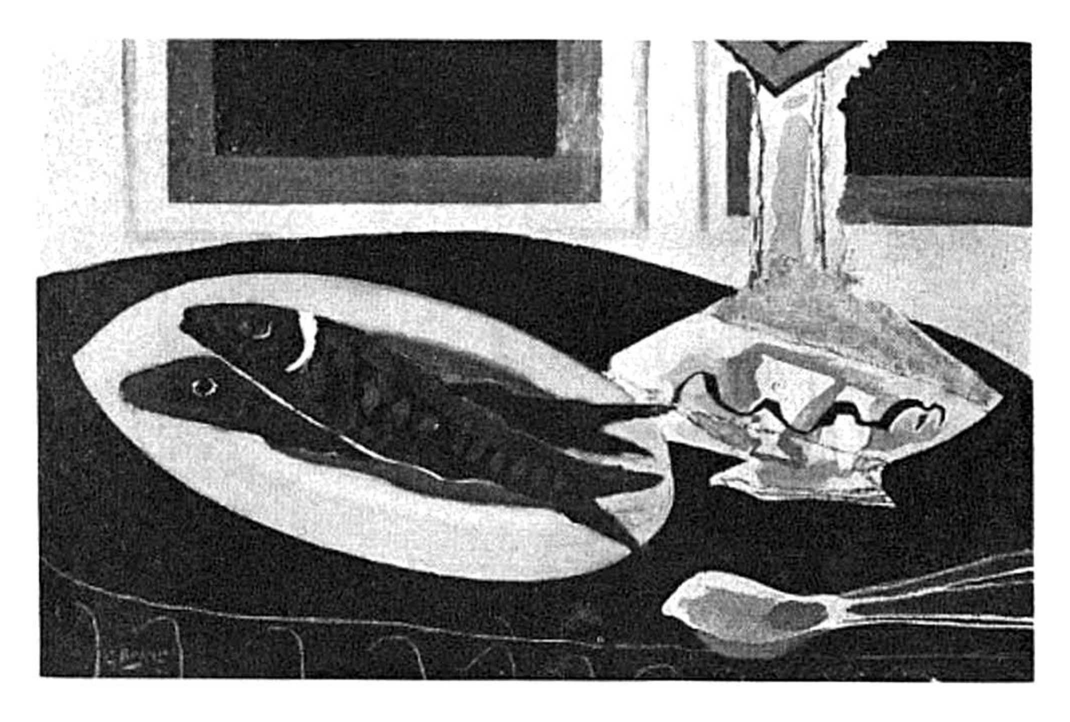
A la différence de Picasso qui découvre soudain de nouvelles manières et change par « mutations brusques », Braque cherche calmement, raisonnablement et subtilement un nouveau langage. « Très vite, Braque est revenu des tentations de l'abstraction pour redonner à l'objet son importance et lui rendre le rôle primordial dans le réseau de ses constructions magiques ».

Page 502 : L'Estaque, l'Embarcadère. Tableau peint en 1906.
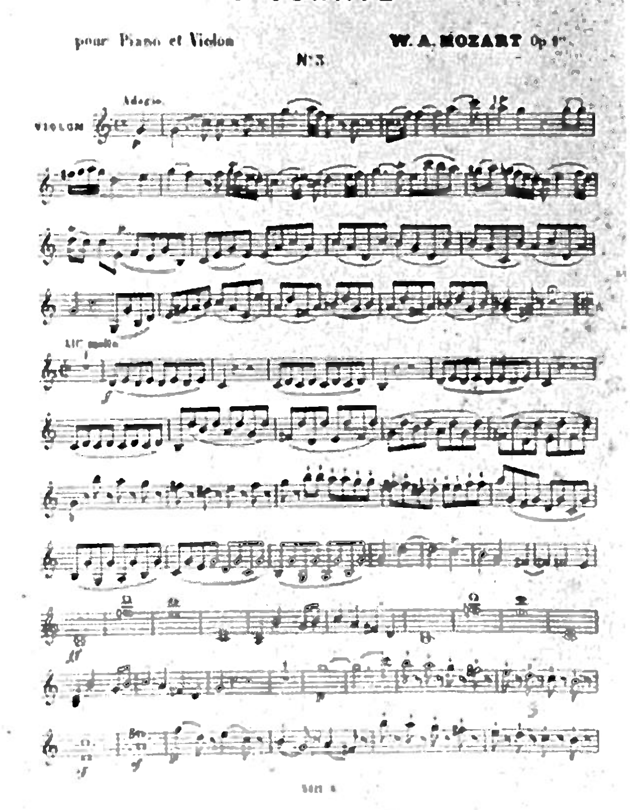
Page 503.
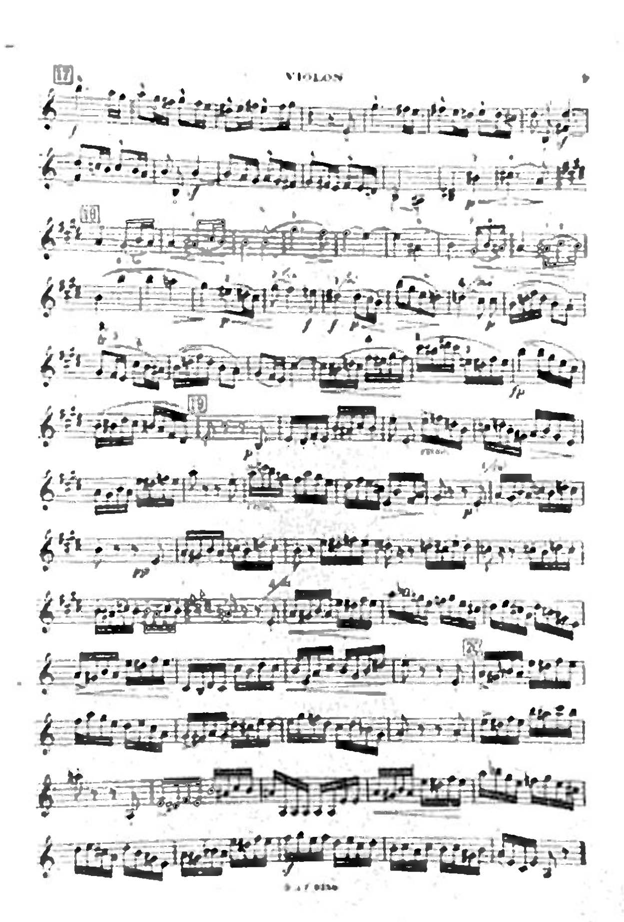
En haut : La Carafe.
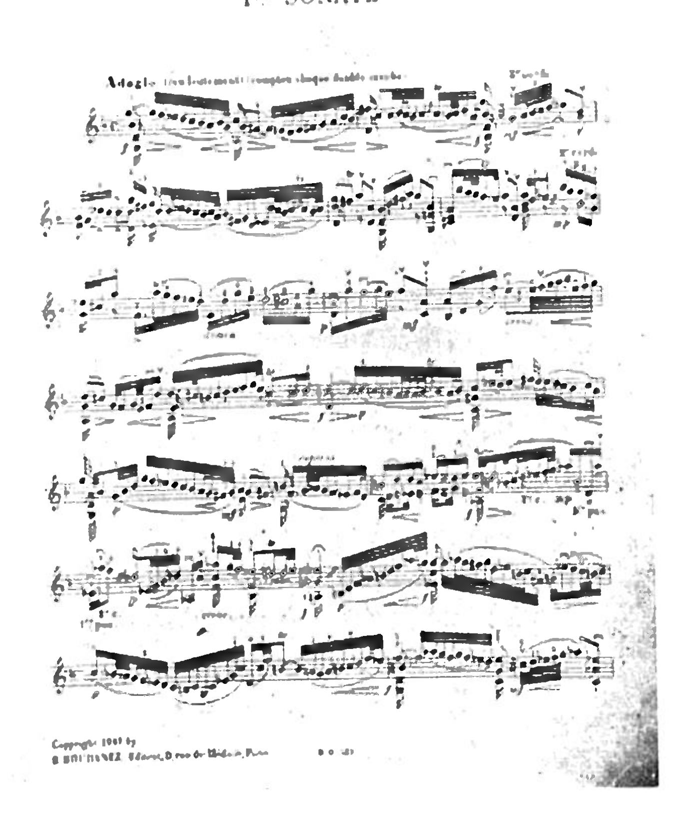
En bas : Nature morte à la sonate.
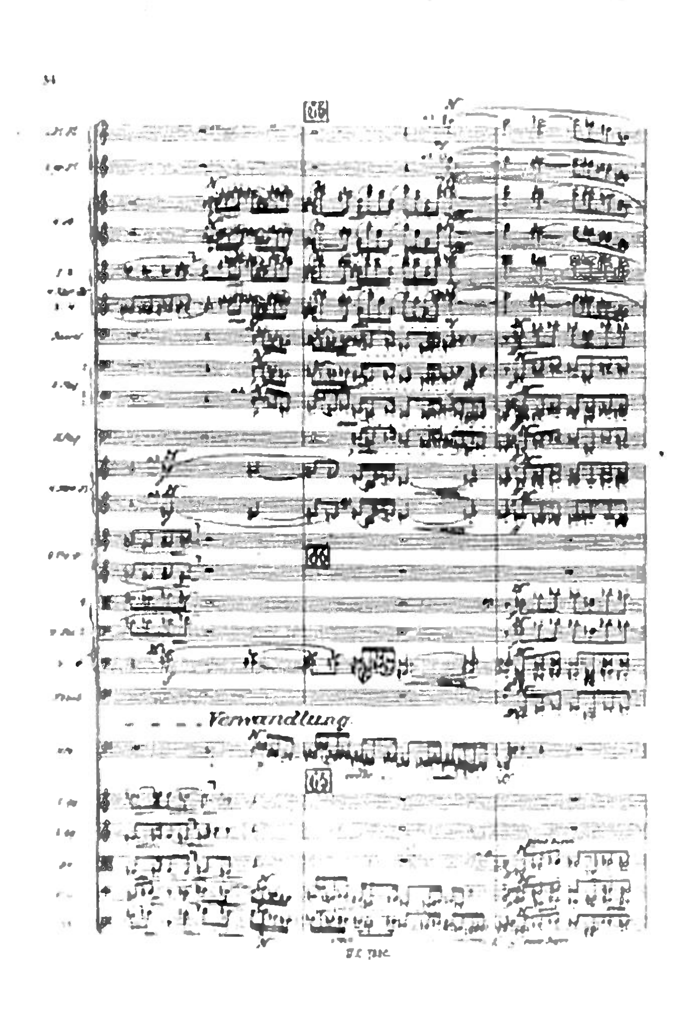





3e SONATE
pour Piano et Violon
W. A. MOZART
N° 3
Adagio
VIOLON


VIOLON


1re SONATE
Adagio


Verwandlung

II. Permanence des formes.

Mais un art, s'il est fonction de ce qu'il porte, du message qu'il délivre est aussi terriblement prisonnier des formes créées par lui, pour lui, bien antérieurement. Qu'on le veuille ou non, il y a une « dialectique interne » de l'art : ainsi, un Alban Berg coule ses nouveautés d'écriture dans les moules classiques de la fugue, de la passacaille, de la gigue, de la gavotte puis, finalement, du concerto.

C'est en cherchant appui sur ces formes établies du langage, que les « réactionnaires » nient les nouveautés. Ils s'enferment, ce faisant, dans un néo-classicisme stérile.

1. En musique, des compositeurs s'accrochent aux formes traditionnelles; certains, même, cherchent à réhabiliter le langage tonal.

L'ambiguité même de la nouveauté suscite ces réticences, ces retours. Les nouveaux langages ne sont en effet communicables qu'à l'intérieur des anciens genres (l'opéra, la musique symphonique, la musique de chambre) et par le biais des anciennes formes (symphonie, concerto, sonate...)

1. *Le néo-classicisme.*

Voici par Antoine Goléa, une dénonciation sympathiquement véhémente et avisée des mystifications néo-classiques :

« Les destins de la musique, au XXe siècle, paraissent essentiellement déterminés par les personnalités dominantes de Claude Debussy et Arnold Schönberg et par les tentatives de synthèse de leurs tendances qui s'opèrent en partie sous nos yeux. Mais un danger menace, depuis plus de trente ans aujourd'hui, les apports des deux maîtres et l'évolution harmonique de leur héritage dans un sens créateur : le *néo-classicisme* agissant, prophétique, frénétique, qui a pris une place telle dans la vie musicale de notre temps, qu'il donne par moment l'impression de vouloir tout submerger. La réussite passagère de cette offensive effarante est due avant tout à l'activité inlassable d'une personnalité qui, par son mélange proprement diabolique de talent, de métier, d'opportunisme et de lâcheté, a failli détourner la musique de ses voies véritables, et l'a effectivement conduite, à plusieurs reprises, au voisinage du dépérissement et de la mort. Dans cette besogne, *Igor Stravinsky*, car c'est de lui qu'il s'agit, a été utilement relayé, dans les pays de langue allemande, par le personnage bien plus fallot de *Paul Hindemith*, qui a su adapter les manœuvres néo-classiques au tempérament plus didactique, plus pédant et plus scrupuleux de ses congénères. »

Contre les nouveaux langages musicaux, Hindemith réhabilite la tonalité « force aussi puissante que la force attractive de la terre ».

2. *La réponse de Schönberg.*

Schönberg répond au néo-classicisme, en 1925, par une œuvre de combat, *Les Trois Satires*, ce sont trois chœurs purement dodécaphoniques, suivis d'un appendice sous forme d'une série de canons composés, au contraire, selon les strictes lois de la tonalité « pour démontrer » — dira Schönberg — « à ceux qui s'imaginent que le contrepoint dodécaphonique est utilisé par moi parce que plus facile que le contrepoint tonal, que je sais également composer selon la technique qui leur est chère...

J'ai voulu atteindre tous ceux qui cherchent leur salut personnel dans la voie du juste milieu. Car elle est le seul chemin qui ne mène pas à Rome. Or, ceux-là s'y engagent qui, gourmands, grapillent des dissonances, voulant ainsi passer pour modernes, mais n'ont pas l'audace d'en tirer les conséquences, conséquences qui résultent non seulement des dissonances elles-mêmes, mais aussi, et bien plus encore, des consonances qui les ont précédées. »

Ci-contre : **L'évolution du langage musical,**

1. *En haut à gauche :* Mozart (1756-1791). Sonate en ut majeur pour violon et piano. Dans la partie de violon d'une sonate dont il cherche la formule Mozart use des « trucs » de l'écriture tonale (arpèges sur l'accord parfait) mais s'en évade d'une façon très souple par de courtes modulations.

2. *En haut à droite :* Schumann (1810-1856). Sonate en la mineur pour violon et piano. Dans cet extrait du troisième mouvement de la première sonate pour violon et piano où une note sur deux est altérée, Schumann accomplit un énorme chemin hors des sentiers de la tonalité. Son rôle dans l'élaboration du nouveau langage musical est méconnu.

3. *En bas,* à gauche : Bach (1685-1750). Premier mouvement (adagio) de la première sonate en sol mineur pour violon seul. Schumann, de son propre aveu, puisait dans la musique de Bach « la joie et la force de travailler et de vivre ». Il y a dans l'écriture de Bach, de multiples virtualités.

4. *En bas à droite :* Alban Berg (1885-1935). Extrait de *Wozzek*, opéra en trois actes terminé en 1922. Le livret raconte l'histoire d'un soldat bafoué qui tue la mère de son enfant puis s'enlise dans la vase où il a jeté le couteau du meurtre. Dans l'ensemble, le langage de Wozzek est celui de la libre atonalité; par moments, réminiscences tonales ou, au contraire, promesses d'une écriture sérielle.

2. Dans le domaine de la littérature, genres et formes hérités du siècle dernier ont été aussi plus d'une fois préservés au prix, il est vrai, de quelques transformations.

Le genre romanesque tend à absorber des formes d'expression auxquelles, sous sa forme classique, il restait étranger. S'ouvrant aux problèmes sociaux, avec le désir de reconstituer l'image ou d'une société ou d'une totalité d'âme, il a assimilé les techniques journalistiques voire cinématographiques (Dos Passos, l'École italienne d'après-guerre...) les leçons de la psychanalyse (Faulkner), celles mêmes du surréalisme et du flux verbal révélateur des profondeurs de l'inconscient (James Joyce, Faulkner, le « nouveau roman » français).

Son ambition? Transmettre l'image épique du monde des hommes autant qu'apporter une illustration à un message philosophique et à l'appréciation personnelle de l'existence (André Malraux, Jean-Paul Sartre).

Même quand il affecte une forme très classique (Roger Martin du Gard, François Mauriac) ou quand il se borne à un sujet limité (l'amour, thème traditionnel du roman depuis sa naissance), il livre de notre univers une image riche d'interrogations, lourde d'angoisses, soucieuse toujours de se référer à l'homme et à l'humain.

Le théâtre survit malgré la forte concurrence du cinéma et, récemment, de la télévision du petit écran. Un théâtre de l'absurde est même né après la Seconde Guerre Mondiale, utilisant à plein les procédés surréalistes. Il exprime une vision désespérée de l'univers (Beckett, Ionesco); mais son audience reste limitée, tandis que les doctrines du « théâtre épique » de Bertolt Brecht éveillent un écho d'une toute autre puissance.

Elles cherchent à créer un théâtre « total », soumettant à la discussion et à la participation du spectateur le tableau d'un monde où valsent des valeurs toutes relatives.

3. Jusque dans ce qu'ils ont de plus traditionnel, les arts plastiques se sont annexé les enseignements de la technique et du mouvement. Du coup ils se sont ouverts les uns aux autres.



Vlaminck (1876-1958) : Chatou.

L'architecture est devenue résolument « fonctionnelle », entendez qu'elle s'efforce d'adapter au mieux la construction à sa destination. « Machine à habiter », la maison doit résoudre le problème de l'exiguïté, de la cherté de l'espace à bâtir, de l'harmonie d'un cadre où l'habitant s'épanouira. L'emploi de matériaux nouveaux : béton, aluminium, plaques préfabriquées, permet de construire vite des édifices légers, aux hautes formes géométriques.

Le Corbusier a converti à ses théories un nombre toujours croissant d'architectes qui s'efforcent d'alléger la vie matérielle des occupants en intégrant au bloc d'habitation toutes les commodités (garderies, drugstores...). Peintres et décorateurs ne se contentent pas de plaquer sur cet édifice les éléments décoratifs, ils collaborent étroitement avec l'architecte.

Le béton autorise toutes les hardiesses : l'architecte peut défier les lois de la pensateur, créer un art monumental délivré des contraintes anciennes.

Une telle liberté prête aux véhicules leur ligne aéro-dynamique. Elle intéresse le dessin des moindres objets de la vie quotidienne reproduits par l'industrie à des millions d'exemplaires.

La *sculpture* entraînée dans ce courant, s'associe à l'architecture, elle définit ses formes nouvelles en fonction du cadre, plein air ou habitation. Associant des formes géométriques ou se référant, de façon dépouillée, au corps humain, abstraite ou figurative (Pevsner, G. Richier...), elle pose partout le problème d'une définition de formes nouvelles correspondant à la sensibilité anxieuse de notre temps.

4. Hostiles au dogmatisme de l'art abstrait, certains peintres ont réhabilité l'objet et la nature, que l'art ne se propose du reste jamais de reproduire photographiquement, mais qui peuvent être le point de départ de l'émotion esthétique au même titre que les lignes ou les taches de l'art abstrait.

Tous les thèmes sont donc utilisables par l'artiste qui s'autorise les déformations nécessaires à l'expression de son émotion. Aussi bien le réalisme de notre époque (Bazaine, Pignon, etc...) ne peut-il répudier l'abstraction intégralement.



Vlaminck : Les chaumières (peint en 1933).

RAOUL DUFY (1877-1953).



Le paddock à Deauville.

Au bord de la Marne (peint en 1923).

III. Nouveauté des moyens d'expression.

1. Afin de porter témoignage de volontés, de tensions nouvelles, certains renoncent aux vocabulaires, aux syntaxes, aux langages vieillis.

Il n'est paradoxe qu'en apparence de dire que la volonté d'expression, mieux l'expressivité, est du côté des novateurs : du côté des nouveaux poètes, du côté des peintres abstraits, du côté des compositeurs d'une musique atonale, et ces derniers rejoignent, dans leur démarche, la tradition profondément humaine de la musique populaire. « Un Debussy, un Ravel, un Manuel de Falla, un Georges Enesco, un Darius Milhaud, un Bartok se sont aperçus que la musique populaire correspondait, par son essence harmonique, à leurs recherches de renouvellement du langage dans le sens d'un abandon du système tonal classique. » C'est par le secours de moyens d'expression nouveaux que d'autres langages apparemment plus hermétiques rejoignent aussi le public.

Entre les piliers de béton, l'architecte place des assemblages de métal léger, des vitraux, des parois entières de verre transparent (Palais de l'O.N.U. à New York). Les matières plastiques dégagent les formes des entraves coutumières, le bois lui-même se plie, industriellement, aux moules les plus divers.

Les artistes ont utilisé tous ces moyens, même les moyens absurdes : les Cubistes s'amusent à introduire des papiers collés dans leurs toiles, les Dadaïstes ou les Surréalistes des matériaux plus étranges encore. Les sculptures « mobiles » d'un Calder utilisent toutes sortes de matières : laiton, fer découpé, bois...

2. L'électricité permet la transmission à grande distance d'auditions, de spectacles, elle a créé de nouveaux langages artistiques.

Le poème radiophonique pratique toutes les tricheries expressives (bruitage) et se livre aux suggestions verbales que l'enregistrement en studio permet de mettre au point. L'électronique met de nouveaux instruments à la disposition des musiciens (ondes Martenot), etc...

La télévision n'a pas encore fait naître de formes originales, mais elle a contribué par sa concurrence à transformer le cinéma ou à le spécialiser. Comme lui pourtant, elle unit l'image en mouvement au son, et son pouvoir d'évocation, voire de propagande, en fait un instrument très souple, dangereux aussi.

Lumière et son encombrent le cadre de la vie quotidienne; la publicité lumineuse envahit les villes nocturnes. Accompagnée de paroles, l'illumination des édifices mobilise attentions et sensibilités en des spectacles audio-visuels entièrement neufs.

3. Le cinéma reste la forme la plus achevée d'un art de masse sous le seul empire de la technique.

Passé tour à tour du muet au parlant, puis de la couleur au relief, il a, pour se transformer, bénéficié de sa popularité, de son audience immense, de sa force. Art technique, avant tout, il est tombé en de nombreux pays sous la dépendance de groupes capitalistes qui orientent sa production à leur gré : ainsi aux États-Unis.

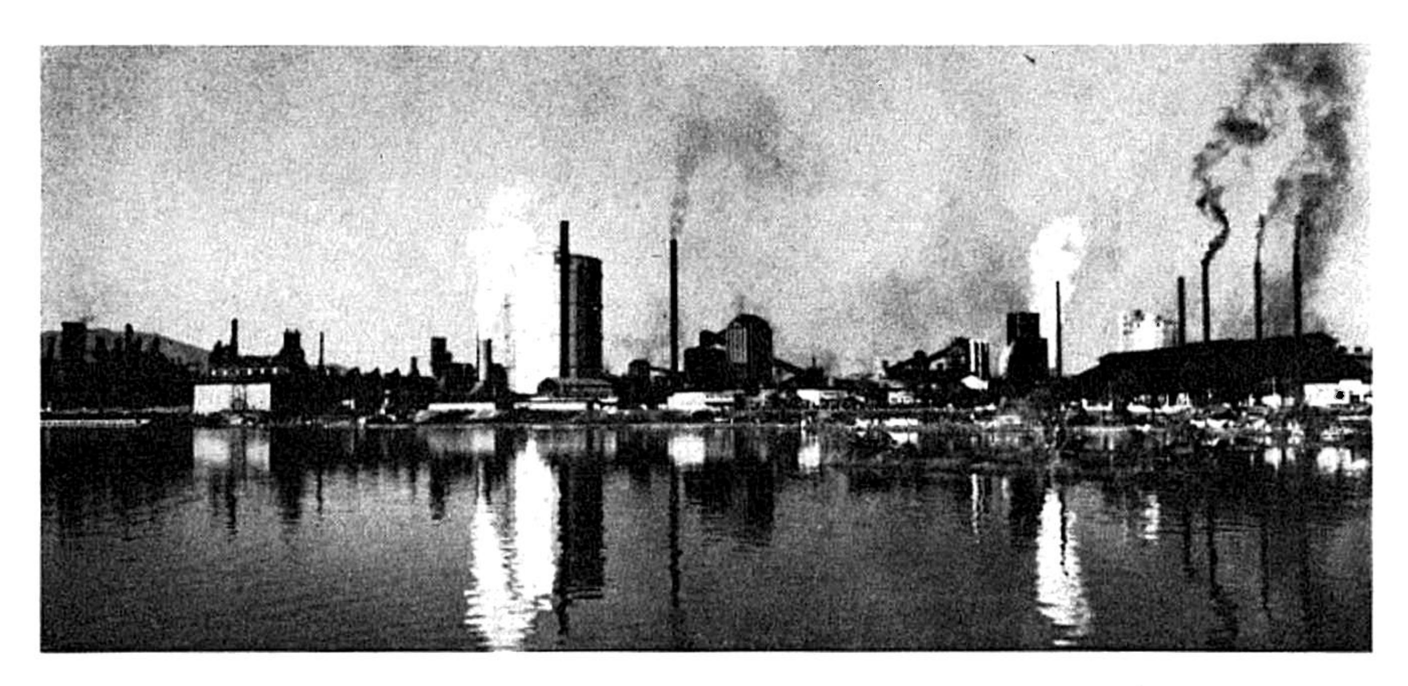
Sa force de suggestion éveille l'intérêt des milieux dirigeants, tentés souvent de l'annexer aux fins de propagande. Sous les régimes fascistes, le cinéma perdit presque aussitôt toute originalité...

Quand il échappe au double danger de la commercialité et de l'asservissement idéologique, cet art exprime mieux que tout autre les angoisses et interrogations fondamentales de notre temps. Qu'il soit tourné en studio ou qu'il descende dans la rue, qu'il peigne des fresques ou se fasse intimiste, qu'il interroge les visages, ou les paysages, le film a toujours des résonances sociales et peut évoquer de façon saisissante les drames humains, ou la vie de tous les jours (Eisenstein).

A son récent perfectionnement technique, s'ajoute la diversité grandissante des inspirations et des écoles. Le monopole américain d'avant-guerre a disparu, laissant à tous les pays le soin de pourvoir à leur propre consommation. Des cinémas nationaux se sont constitués, et les festivals internationaux font connaître d'un pays à l'autre le visage de peuples qui autrefois ou s'ignoraient ou se connaissaient mal.

Scientifique, documentaire ou romancé, le cinéma a de toute manière, exercé une immense influence sur les autres formes artistiques qui lui ont emprunté certains procédés (Flash-back, scènes fragmentées et suggestives, superpositions de différents plans dans le récit...). Ses interférences engagent de nombreux écrivains à écrire pour lui scénarios et dialogues, à élaborer un art unissant dans un langage esthétique homogène l'incantation de l'image et de la lumière à celle du mot (Resnais...).

Enfin plus que tout autre, le cinéma pose le problème des rapports de l'art et d'un public élargi sans cesse (V. la filmographie p. 536 et suivantes).



1. **Inde** : Les usines de la " Tata Iron and Steel " à Jamshedpour.

2. **Japon** : Osaka, foyer de métallurgie lourde.

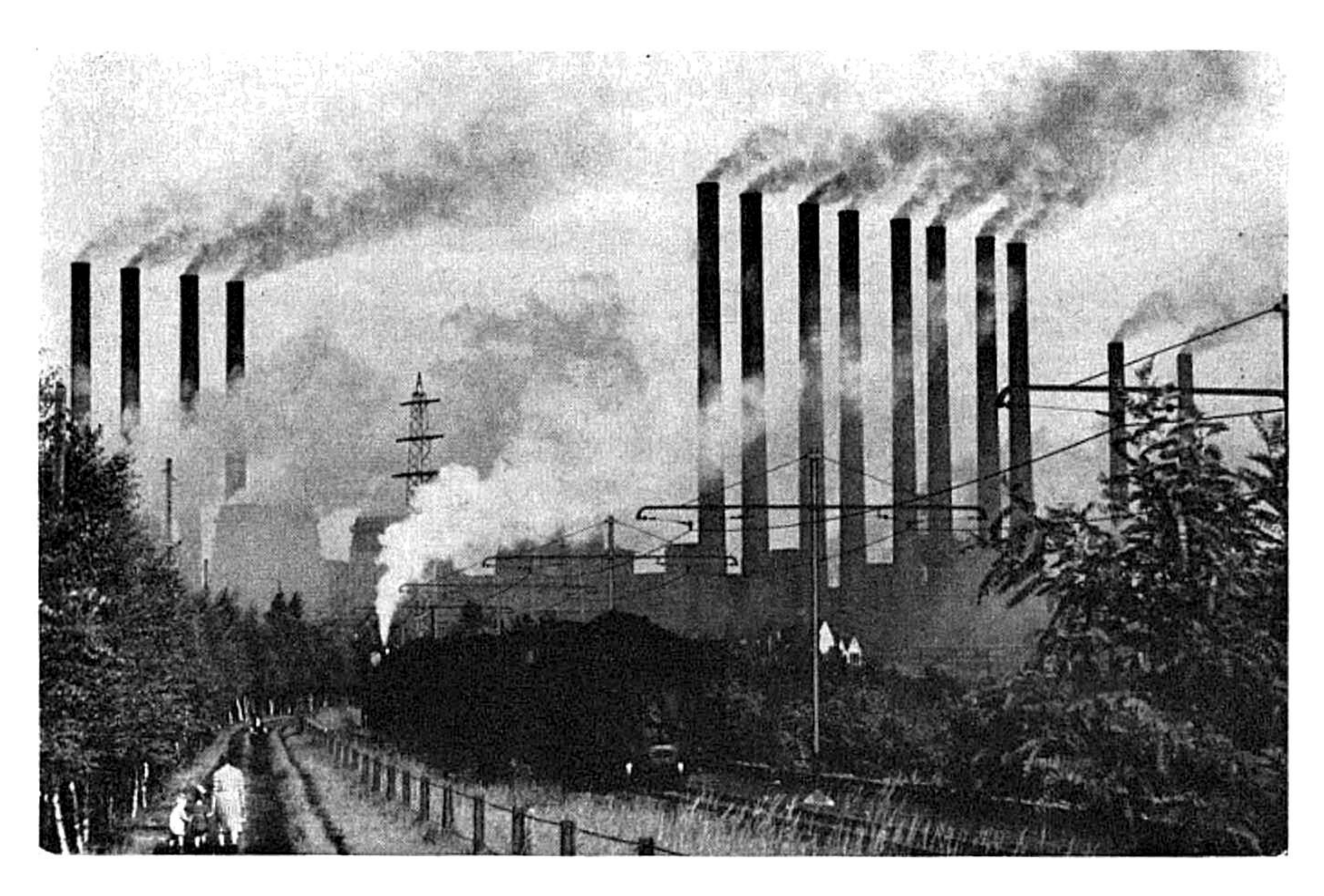
UN NOUVEL UNIVERS

Le monde actuel tend vers l'uniformité : les maisons, les costumes, les nourritures et bientôt les types humains se rejoignent. Le développement économique et social se mesure à cette marche vers un terme commun et souvent sans joie du « progrès » de l'art de vivre : degré du confort domestique et technique. En ce monde qu'ouvrent en tous sens la technique et la science, les nostalgiques cherchent des refuges où loger une vie benoite, ou méditative, ou finissante.

En réalité notre univers garde ses inégalités. Les peuples ne se partagent pas également les richesses, le confort, les nourritures, les biens culturels. Dans un monde où la production et la consommation s'emballent, un sous-développement chronique réduit les pays du Tiers Monde à la portion congrue. Corriger ces inégalités est l'objet de plans d'aménagement : des régions enlisées dans les archaïsmes prennent ainsi brusquement des allures de régions pionnières.

LE MONDE UNIFORME

Inde, Japon, Allemagne! Où est maintenant la couleur locale!
La diversité du monde n'est-elle plus qu'un souvenir?



3. **Allemagne** : Les « 12 apôtres » d'Opladen, près de Francfort.

I. Le monde uniforme.

1. Le monde est, par nature, divers. Mais les hommes en cultivent les dissemblances que creusent encore des destins heurtés.

La vie quotidienne est prisonnière d'une microgéographie, d'un microclimat, d'une microtopographie, d'une microsociété, d'un microcosme; le détail de ces mêmes diversités dont se tisse l'enchevêtrement multiple des grands ensembles l'enserre et la modèle.

La terre est (nous le savons par l'usage que nous faisons de *la géographie*) divisée, morcelée, compartimentée. Tout cela conformément à une hiérarchie : les « grandes parties du monde », les « grandes puissances », les « régions naturelles ». On acquiert une connaissance scolaire du monde puis on le découvre; alors, souvent, on n'épouse pas la réalité, on la plie aux règles établies de sa diversité : ici « la forêt fait place à la steppe », là le toit de tuiles succède au toit d'ardoises et la langue d'oc à la langue d'oil; autre part le bocage à larges mailles, qui est une construction aristocratique, prolonge le bocage originel à petites parcelles. Il y a dans la géographie, un parti pris de diversité, de description animée. Il y a, de fait, dans les paysages, dans les ciels, dans les luminosités, d'infinies nuances à quoi l'on reconnait *son* pays.

Les hommes ont ainsi leurs racines : on se plaît toujours à opposer l'homme du Nord à l'homme du Midi, le premier blond, laborieux et consciencieux, le second brun, palabreur et léger. Il existe une géographie psychologique moins schématique, plus fine, plus exacte et dont on se préoccupe depuis *la Géographie politique de la France de l'Ouest* tracée par Siegfried. Il subsiste, dans notre humanité contemporaine, des discriminations sociales fondées sur des critères de race, de coloration de la peau : c'est ainsi que se maintient la ségrégation.

2. Le monde comme le faisaient les hommes, hier encore, était divers. Les gens et les choses y avaient leur personnalité, chaque usage sa particularité et, le goût, beaucoup d'originalité.

La variété du monde, Montaigne la vantait au XVIe siècle. Dans « la diversité des façons d'une nation à une autre, chaque usage a sa raison : soient des assiettes de bois, de terre; bouilli ou rôti; beurre ou huile, de noix ou d'olive... » (*Essais*, 3, 9).

La misère appartenait au pittoresque des lieux. Le voyageur qui emportait dans ses bagages les guides de Baedeker recevait cette leçon :

Un voyage dans le Sud de l'Italie est bien différent d'un voyage dans le Nord... A Naples et aux environs, les cochers, les bateliers, les commissionnaires et autres gens avec lesquels on a journellement affaire, sont souvent d'une impudence incroyable... La mendicité est encore un des fléaux de l'Italie; il faut que l'étranger s'y habitue. On refusera par un signe de la main, en levant l'index, ou de la tête et en disant « *niente* », ou bien l'on donnera une pièce de monnaie aussi petite que possible... Une générosité mal placée de la part des étrangers, surtout envers les enfants, est cause que les voyageurs sont de plus en plus importunés par les mendiants aux environs de Naples et dans certaines parties de la Sicile et se voient par là gâter la jouissance des beautés du pays. Et quand, au lieu d'une pièce, les voyageurs en jettent follement, comme cela se voit, des poignées dans la rue, comment veut-on que les enfants des rues ne deviennent pas impudents et effrontés?

BAEDEKER, *Italie Méridionale*, 12e édition, 1900.

Le monde était donc là, apparemment immobile, dans ses laideurs, dans ses richesses, dans ses petitesses et surtout dans ses divisions. La beauté et la générosité y logeaient où elles pouvaient sans qu'elles fussent un devoir ou une tâche commune. Ce monde était venu presque jusqu'à nous avec ses grandes inégalités, ses « microcivilisations », ses langages, ses États, ses hommes qui se nomment du nom de leur patrie et d'autres du nom de la métropole. Puis, soudainement, la géographie volontaire a effacé cette géographie naturelle.

3. Le monde tel qu'il se fait aujourd'hui est uniforme. Partout la ville gagne, avec ses hommes, ses usines, ses magasins, ses véhicules. Au-dessus de la planète se tend le réseau ténu des lignes internationales.

L'urbanisation commande : les énormes concentrations d'hommes, de richesses, d'outils créent des enfers de bruit et de mouvement que les fumées et la poussière enveloppent d'une taie opaque et suffocante comme un éteignoir. C'est le sort de toutes les villes, c'est le cas de Los Angeles :

Los Angeles, décembre...

Deux mille accidents de voitures en 72 heures, 200 blessés, des dizaines de morts, le port et les aérodromes de Los Angeles complètement paralysés pendant la fête du Thanksgiving (25 novembre), une visibilité comparable à celle de la fameuse purée de pois londonienne, des millions de gorges et d'yeux irrités... Le « smog » a régné en maître pendant plus de six jours sur la région de Los Angeles. De plus en plus il menace la prospérité de la capitale de l'Ouest des États-Unis, ville qui n'a pourtant pas cessé de s'accroître à un rythme foudroyant depuis vingt ans.

Le « smog » de Los Angeles, première syllabe de « smoke (fumée) et dernière lettre de « fog » (brouillard) est un mélange intime de la fumée provenant des usines, des gaz d'échappement de deux millions d'autos, des fumées des incinérateurs et du brouillard, fréquent sur les côtes du Pacifique.

Au départ ou à l'aboutissement de la poussée urbaine se situe *l'industrialisation* : on bâtit une usine géante dans une région vide puis toute une ville autour de l'usine. Les plans d'équipement surimposent à la géographie naturelle une géographie « volontaire » qu'il s'agisse des machines ou des hommes qui n'ont plus le souvenir d'avoir été de tel ou tel pays. L'univers technique a ses exigences, ses rigueurs, ses merveilles aussi : c'est un monde à apprendre. L'humanité n'observe pas sans angoisse se lever la toute puissance des techniciens; le fantastique de la technique quitte le domaine de l'imagination, il s'installe dans la réalité et réalise le miracle de l'*automation*.

Ford inaugure à Cleveland une usine-robot à cerveau électrique qui monte sans intervention humaine des moteurs d'autos.

• *La première usine-robot* fonctionne depuis peu à Cleveland. Les tours, les fraiseuses et les presses de cette usine spécialisée dans la construction et le montage des moteurs d'automobile Ford et Mercury ont la particularité d'être actionnés, non pas par des ouvriers mais par des bras d'acier commandés par un cerveau électrique.

Devant les résultats déjà obtenus, la compagnie Ford a décidé d'investir 200 millions de dollars (70 milliards d'anciens francs) dans la construction de six nouvelles usines utilisant ce système de production.

Le cerveau électrique, appareil extrêmement complexe, composé de plus de 100 kilomètres de fils électriques, de myriades d'interrupteurs et de coupe-circuit, dirige sans fatigue, plus vite qu'un être humain et sans erreur, une chaîne qui aurait 500 mètres de long si tous ses éléments étaient placés bout à bout, sur une même ligne.

Avant de déclencher les 600 opérations nécessaires à la construction d'un moteur, le cerveau vérifie l'état et le bon fonctionnement des machines qui opèrent sous ses ordres. Mettant ensuite la chaîne en mouvement, il donne des ordres, faisant ainsi transporter, creuser, couper, façonner les blocs qui viennent de la fonderie, l'ouvrier n'intervenant que pour ajuster cylindres, soupapes, bougies et pour relier l'appareillage électrique. *Prix de revient diminué !*

• *L'« automation » permet une augmentation sensible de la production* et diminue les prix de revient. Là où il fallait 30 ouvriers et 29 machines pour percer, par exemple, 18 trous dans l'arbre à cames, 10 ouvriers suffisent aujourd'hui. Cette usine qui montait 2 000 moteurs par jour, en sort maintenant le double en utilisant un espace réduit au tiers, grâce au nouvel équipement.

Mais ce système a un grand inconvénient : la moindre erreur du cerveau directeur provoquerait un désordre extraordinaire et une catastrophe financière pour Ford. Afin de parer à ce danger, des centaines d'ouvriers inspectent l'automation pendant les heures d'arrêt, et tous les éléments sont surveillés par des tableaux de contrôle détectant l'usure de l'outillage et signalant les réparations nécessaires.

• *A la crainte du chômage*, la direction de Ford répond : « Depuis l'ouverture de l'usine-robot, aucun ouvrier n'a perdu son travail, il change simplement de spécialité. Certes l'emploi d'une main-d'œuvre non spécialisée est réduit, mais un nombre toujours plus grand d'électriciens, de mécaniciens et de vérificateurs est nécessaire pour maintenir la chaîne en état. » Les leaders syndicalistes, qui considèrent que l'automation ouvre une ère nouvelle à l'industrie automobile, sont cependant inquiets. Déjà ils demandent une réduction des heures de travail et une augmentation des salaires, motivée par la productivité qui a doublé.

« *France-Soir* » et « *Scoop Agency* » (8 décembre 1954).

L'internationalisme naît. La nouvelle géographie du monde rompt les attaches régionales. Les nouveaux moyens de transport tendent le réseau de leurs liaisons à l'échelle de la planète, bien au-dessus de frontières historiques ou « naturelles » dans lesquelles s'enfermaient les nations. Chacun se découvre solidaire du monde, au moins du monde à son image : les 82 morts et les 22 blessés de l'accident de chemin de fer survenu à 96 kilomètres d'Hyderabad, en Inde, lui sont plus sensibles que les quelques centaines de victimes des inondations catastrophiques du Brahmapoutre parce que la menace de l'accident plane sur notre univers mécanisé, non le cataclysme naturel.

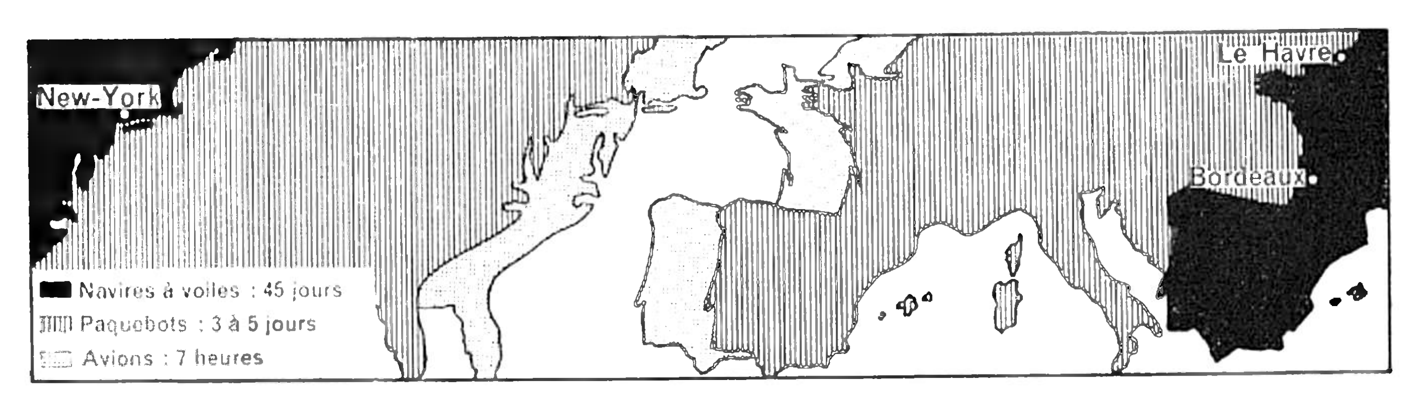
La vie culturelle est aujourd'hui mondiale. Le violoniste soviétique David Oïstrak reçoit à Carnegie Hall ou au Palais de Chaillot le même accueil délirant qu'en URSS. Tel succès littéraire, tel ouvrage scientifique important est immédiatement traduit dans toutes les langues. Le cinéma a ses vedettes internationales. Chaque jour lie davantage la vie de chacun à celle de l'univers entier.

LA VITESSE RAPPROCHE LES CONTINENTS

OCÉAN PACIFIQUE
Tropique du Cancer
Tokio
JAPON
Manille
Aléoutiennes
Los Angeles
Changhai
Anchorage
ALASKA
Cercle polaire
U.R.S.S
Pékin
CHINE
ETATS UNIS
CANADA
Bangkok
Irkoutsk
Winnipeg
Pôle Nord
Calcutta
Thulé
Grœnland
Spitzberg
New-York
Narvik
INDE
Terre-Neuve
Gander
Keflavik
Islande
Moscou
Karachi
Prestwick
Copenhague
OCEAN
Irlande
Londres
OCEAN
Abadan
Paris
ATLANTIQUE
Rome
Athènes
INDIEN
0 2.000 km

1. Les liaisons transpolaires.

Cette carte des liaisons transpolaires est extraite de V. PRÉVOT, *Géographie du monde contemporain* (Belin, édit.).



2. Le Havre New-York à l'échelle du temps.

Cette carte représente l'Europe du Sud-Ouest et l'Est des États-Unis à l'échelle normale des distances (en noir plein), puis, en grisés successifs, une échelle corrigée par le coefficient temps : la vitesse rapproche les continents.

II. Le monde inégal.

Les changements portent le monde vers l'uniformité. Cependant le progrès ne partage pas également ses bienfaits. Tel pays à qui sa richesse permet de financer des recherches et de construire des machines et des usines en reçoit largement le privilège tandis que tel autre, pour le recevoir, abandonne, en rançon, ses richesses naturelles : en confiant l'exploitation de son pétrole aux capitaux étrangers, le Vénézuela s'assure un revenu national global à peu près égal à celui de la France, mais il entre dans les liens d'une dépendance économique. Enfin, d'autres pays, à l'écart des préoccupations du commerce ou de l'économie, n'ont rien reçu; aujourd'hui dans un monde où la production et la consommation s'emballent, ils souffrent de leur sous-développement chronique. Si bien que dans notre univers en marche vers l'uniformité, tout reste relatif : les distances, le peuplement, la richesse.

1. Un kilomètre carré de sol africain ne vaut pas un kilomètre carré de Vieille Europe; pas de commune mesure entre les 180 kilomètres qui séparent Kaolack de Dakar et les 180 kilomètres que l'on parcourt de Paris à Blois. L'espace et les distances ne valent que relativement à la densité de l'équipement.

La vitesse rapproche les continents. On bondit de Paris à New-York, de Paris à Tokyo, de Paris à Lyon, à Marseille... Bien d'autres lieux cependant restent enfermés dans leurs lenteurs.

L'efficacité, l'emprise des pôles de développement croît selon les lois de l'univers einsteinien : l'intensité des échanges qu'ils animent, la masse des richesses qu'ils mobilisent, les mouvements d'hommes et de marchandises qu'ils commandent sont dans un rapport constant, sinon avec le carré de la vitesse, au moins avec la vitesse des échanges. Dès lors, tout joue en leur faveur : c'est ainsi que Paris creuse autour de lui « le désert français », que les deux tiers de la puissance américaine se sont concentrés dans le Nord-Est et que, dans la région des Grands Lacs, tout a poussé de façon gigantesque.

La vitesse ouvre la conquête de l'espace. Les satellites portent l'horizon de notre planète à l'infini. Les réussites s'apprécient encore comme des exploits mais déjà les imaginations s'habituent au vol spatial et des hommes ont fait leur chemin parmi les astres.

Le 4 octobre 1957, les Russes lancent *un « satellite artificiel »*, Spoutnik 1, d'un poids de 83 kilogrammes et dont l'orbite a un périgée de 228 kilomètres et un apogée de 947 kilomètres; la nouvelle jette le monde dans l'étonnement et une admiration tempérée de crainte. Suivent, le 3 novembre 1957, Spoutnik 2 (508 kg) et, le 15 mai 1958, Spoutnik 3 (1327 kg). L'année 1959 est l'année des tentatives *vers la lune :* lancé le 3 janvier Lunik 1 (361 kg) passe à 6 000 km de la lune; Lunik 2 (390 kg), lancé le 13 septembre, « allunit » (il frappe la lune); Lunik 3, lancé le 4 octobre 1959, photographie la face cachée de la lune. En 1960, les Soviétiques lancent trois satellites lourds (plus de 4 500 kg) et tentent leur récupération.

En 1961, les cosmonautes soviétiques réalisent les premiers vols spatiaux.

Après deux préliminaires (4 février et 9 mars : récupération de la chienne Noirette lancée à bord d'un Spoutnik de 4 700 kg), les Russes envoient le premier homme dans le cosmos, le 12 avril 1961 : Youri Gagarine fait le tour de la terre en 108 minutes à bord du vaisseau spatial « Vostok ». Le 6 août, le deuxième cosmonaute soviétique, German Titov, accomplit dix-sept fois le tour de la terre et se pose sain et sauf.

En 1962, les États-Unis entrent dans la course à l'espace : le 3 février 1962, le colonel Glenn lancé de Cap Canaveral, à bord de la capsule « Mercury Amitié 7 », accomplit trois révolutions autour de la terre. Puis nouveaux exploits soviétiques, nouveaux exploits américains... c'est seulement le tout début de la conquête de l'espace!

Pendant ce temps, d'autres hommes continuent de vivre au ras du sol, de quêter leur nourriture et, même, de mourir de faim.

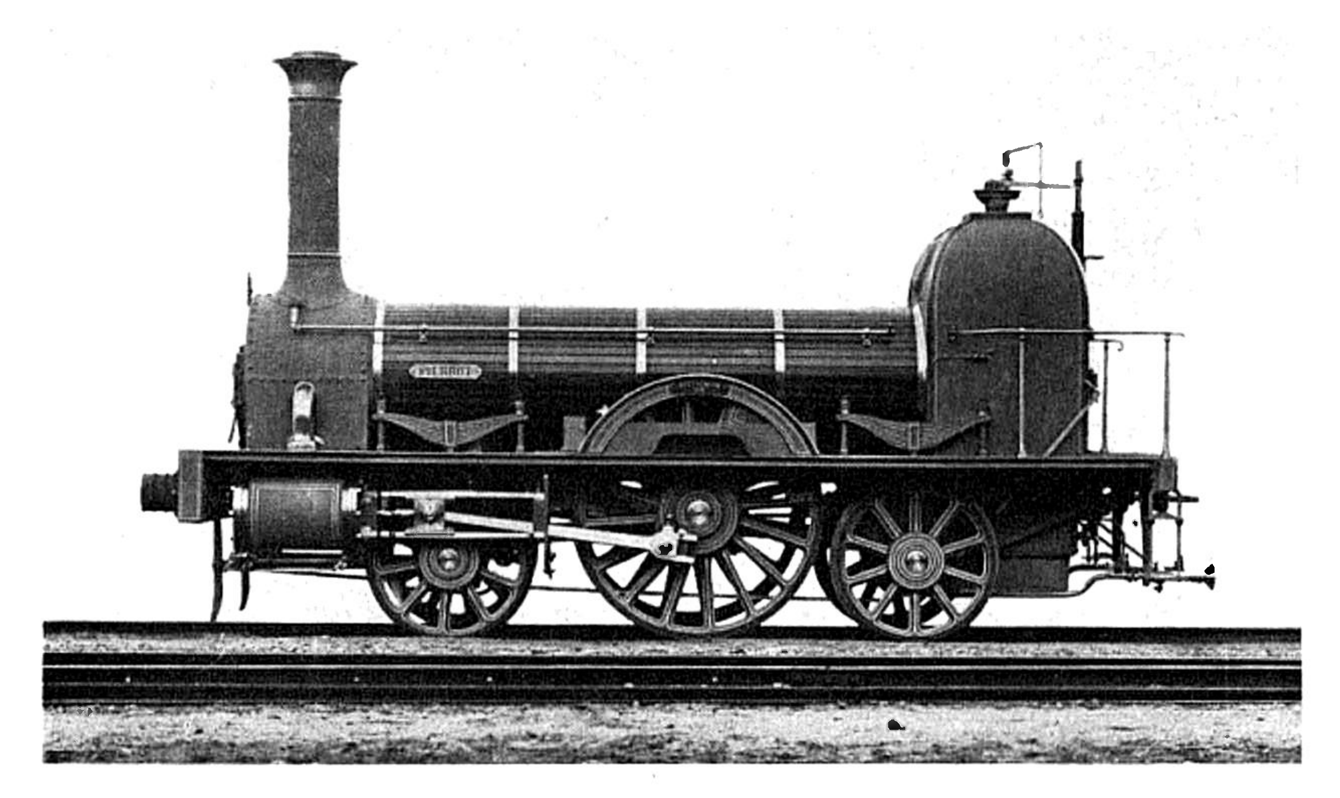
2. L'homme est aussi l'une des mesures de l'espace : la terre ne compte guère que par le poids d'hommes qu'elle porte et par la façon dont elle les porte.

Les pays du Tiers Monde, demeurés à l'écart des révolutions industrielles, portent une charge trop lourde d'hommes : sous-développement et surpeuplement se lient ainsi l'un à l'autre.

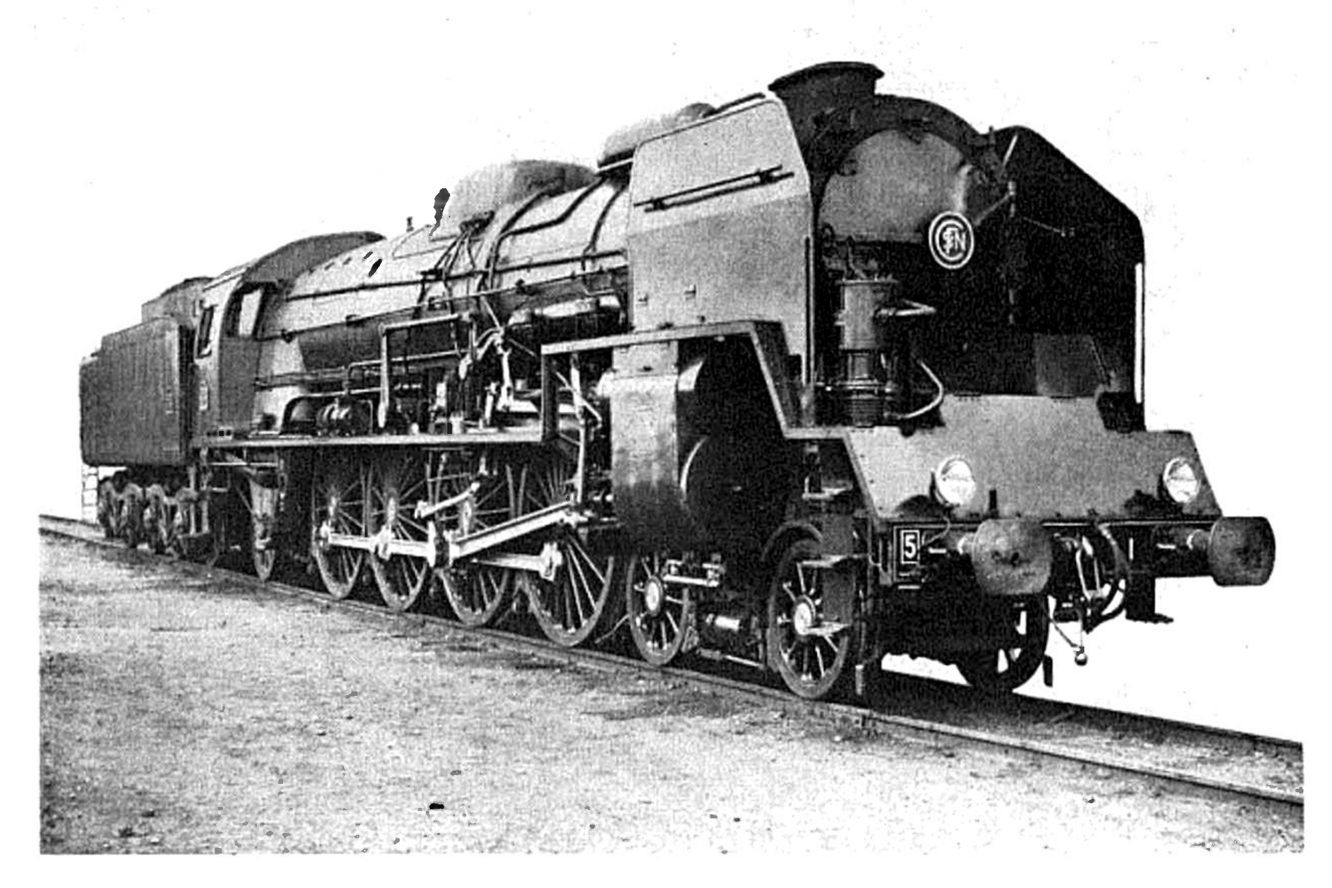
« A le situer dans l'histoire générale de la population, le fait est banal et permanent; de vastes zones d'archaïsme ont toujours existé, dont le régime démographique était défini par une mortalité plus forte, une vie plus brève, en raison des conditions défavorables, et parfois une natalité plus élevée que dans les zones dont les progrès économiques s'affirmaient. »

M. Reinhard et A. Armengaud, *Histoire générale de la population mondiale.*

LE CHEMIN DE FER : UNE RÉVOLUTION DÉJÀ OUBLIÉE!



1846 : Locomotive Pierrot, 300 CV, 22 tonnes, 60 kilomètres à l'heure.



1948 : Locomotive Mountain 541 P, 3.400 CV, 131,8 tonnes, 120 km/heure.

Notre monde porte ainsi, bien plus profondément que les oppositions raciales ou professionnelles ou confessionnelles..., ces dures inégalités dont pâtit la vie des hommes. Aujourd'hui tout éclate. La poussée brillante des villes masque parfois l'énormité du mal et, dans des cas très rares, l'ensevelit sous l'immensité des espaces en rejetant vers le cœur des terres vierges les hommes dépossédés : c'est de cette manière que certaines colonisations ont complètement rejeté les indigènes.

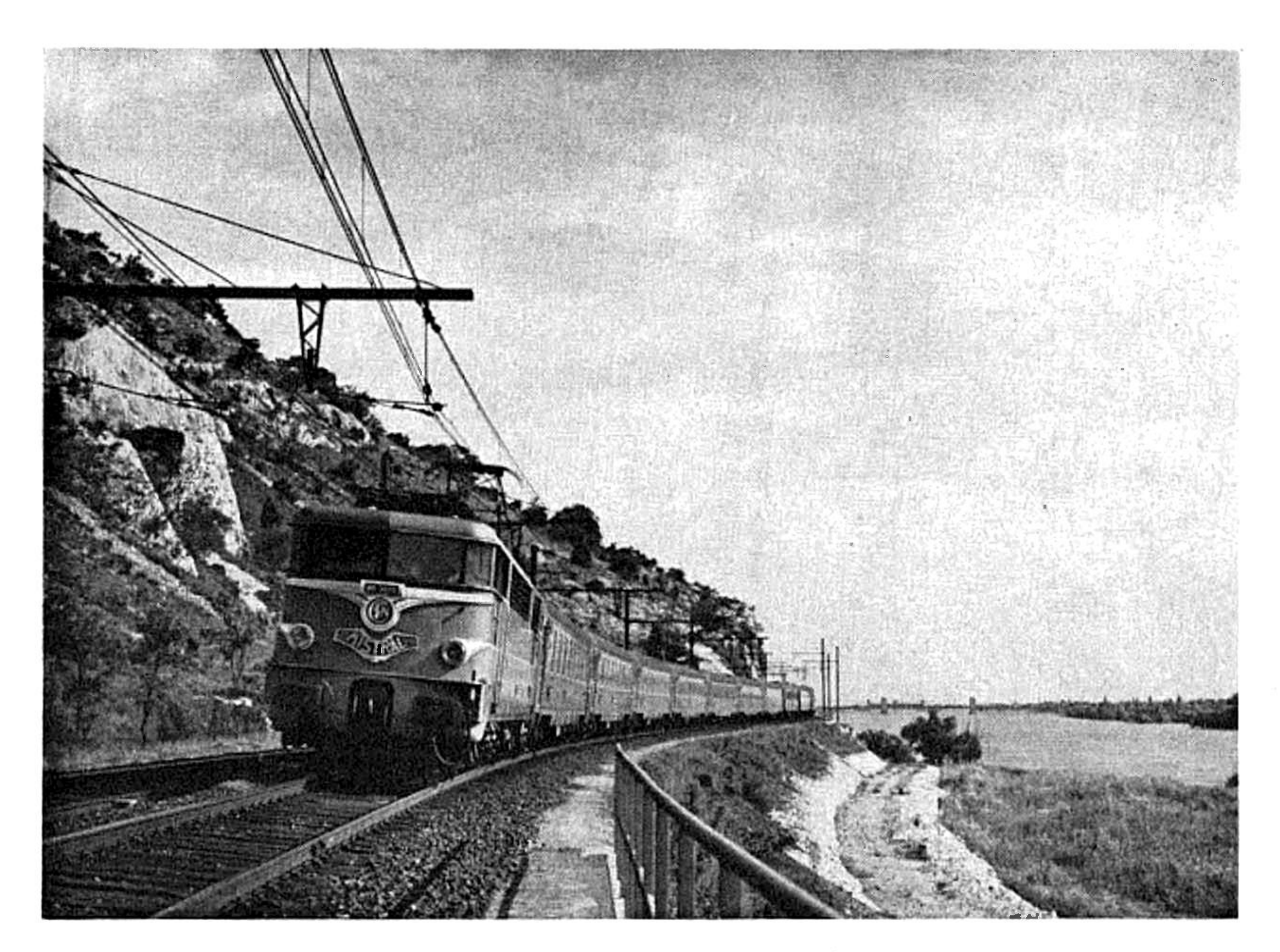
A l'échelle des nations, notre monde a ses fourmilières et ses « déserts » presque vides d'hommes. Les plans d'équipement inaugurent des recolonisations intérieures pour guérir ces « pelades » démographiques.

3. Le remède est là où est aujourd'hui le mal : dans la répartition géographique des richesses, de l'équipement, des biens culturels.

Là encore, les inégalités sont portées jusqu'à nous par une histoire brillante; des régions, des pays entiers, rançonnés à longueur de siècles, ont porté la joie de vivre des villes-lumières : à Rome, au XVIe siècle, en un an, il se dépensait autant d'argent que l'Espagne en tirait d'Amérique.

Tout ne s'en est pas allé en fumée; les métropoles ont thésaurisé les biens culturels : les œuvres d'art, les livres. Elles se retrouvent, fortune faite — à moins qu'elles ne se soient enlisées — à l'avant-garde de tous les progrès matériels : les capitales nourrissent et habillent mieux leurs hommes, offrent à leur consommation courante plus de biens, proposent à leurs loisirs plus de distractions, acceptent de les entourer de plus de soins. De la sorte, un Parisien coûte à l'État cinq fois plus cher qu'un habitant d'une petite ville de province. Voilà qui attire les hommes et l'argent. La grande ville vend son luxe.

Les décisions des États ont bousculé l'ordre privilégié que les villes tournaient à leur faveur; *la décentralisation* réalise une distribution plus harmonieuse des investissements et prépare une répartition nouvelle des richesses. La décentralisation est aussi la revanche de la ville qui expédie vers la campagne, vers les lieux de vacances, tout son monde de travail.



1957 : Locomotive BB 9200, 5.570 CV, 160 km/heure.

1. La récolte du foin dans l'Oberland bernois.

2. La campagne irlandaise

III. Les refuges.

Pris dans le réseau des changements, beaucoup de nos contemporains cherchent les oasis de paix, les îlots de stagnation, les régions de sous-développement où règnent l'arbre et l'eau vive et où s'aperçoit encore le relief du ciel. La fuite vers les terres vierges, hors de la civilisation, est, disent certains, un mythe que caressent les réactionnaires. Tout regard en arrière est évidemment suspect dans un monde où l'on ne conteste ni la validité, ni la continuité, ni la nécessité du progrès. Pourtant, quiconque, à ses moments de loisir, cherche le refuge de la campagne est loin de se sentir, comme au seuil d'une trahison, mauvaise conscience.

1. Au-delà de leurs dures contraintes, c'est le privilège des régions oubliées par l'histoire et le progrès technique, de ne rien offrir qui ne soit à la mesure de l'homme.

Ces « îlots résiduels » sont des musées vivants des façons de vivre d'un autre âge. Telle petite île des Cyclades vit encore à l'époque homérique : pas de routes; on se hisse vers le village par des sentiers qui finissent en escalier; les mules piétinent les épis sur les aires dallées; la vie quotidienne refuse d'un coup deux millénaires d'histoire. Tout ce qui vit, vit de sa vie animale toute simple; les pêcheurs qui ont tout juste accepté quelques « mécaniques » continuent de naviguer à vue sans jamais perdre de leur horizon quelqu'une des îles coiffées du blanc des villages.

Dans « ces pays perdus, ces pays si fertiles en légendes », l'imagination populaire loge les paradis de la longévité : telle vallée enfermée dans l'Himalaya nourrit ses hommes jusqu'à cent vingt ans! Le mythe supplée la réalité et l'on a tôt fait de ne voir que le côté idyllique d'une vie pourtant cernée par les dures contraintes des réalités quotidiennes. Sans doute beaucoup d'hommes de notre temps aiment retrouver l'inconfort du quotidien dans lequel des générations et des générations ont puisé l'appétit de vivre.

Mais on ne revient vers ces oasis d'archaïsme qu'aux moments où le printemps offre des jonchées de fleurs et des profusions de soleil. On fuit dès les premières rigueurs. L'homme aime à réapprendre qu'il habitait un monde à sa mesure mais il choisit de se bâtir un autre monde pour y conformer sa vie à une autre mesure, à une autre « raison », comme disent le philosophe et le mathématicien. Et le déraisonnable est alors de refuser cette nouvelle mesure du monde, ce niveau de notre civilisation.

2. A ce niveau de notre civilisation, les régions d'archaïsmes abrités sont les horizons de nos vacances.

Par le biais des « congés », les pays oubliés, attardés, déshérités, sauvages se relient à la vie de notre présent. Ils sont là pour les vides de notre temps utile, de notre temps de travail; ils s'habituent à vivre du souffle court des vacances et l'année, pour eux, n'a plus qu'une saison qui est *la saison* : c'est le temps où l'on moissonne les touristes.

La nouvelle activité se plie au vocabulaire de notre temps : c'est *l'industrie hôtelière*. Et voici qui oblitère quelque peu la poésie du séjour : « La ville de Locarno, au bord du Lac Majeur, dans le sud de la Suisse, ne jouit pas seulement d'un climat exceptionnellement doux, qui favorise une végétation sub-tropicale, mais se vante aussi d'être une station de sports d'hiver offrant mille possibilités. En effet, Locarno possède à la fois de belles promenades bordées de palmiers et des pistes de ski sous un soleil méditerranéen. La région de Cardata-Cimetta, récemment aménagée grâce à un système de téléphériques et de télécabines, a complété son équipement d'un remonte-pente qui permet d'atteindre l'altitude de 1 700 mètres. Le nouveau remonte-pente a 660 mètres de long et peut transporter environ 600 personnes par heure... »

3. Les pays oubliés par l'histoire sont aussi les refuges des bas niveaux de vie et, souvent encore, de la misère. Des plans d'aménagement envisagent, avec le secours d'une montée considérable du nombre des hommes, de les effacer.

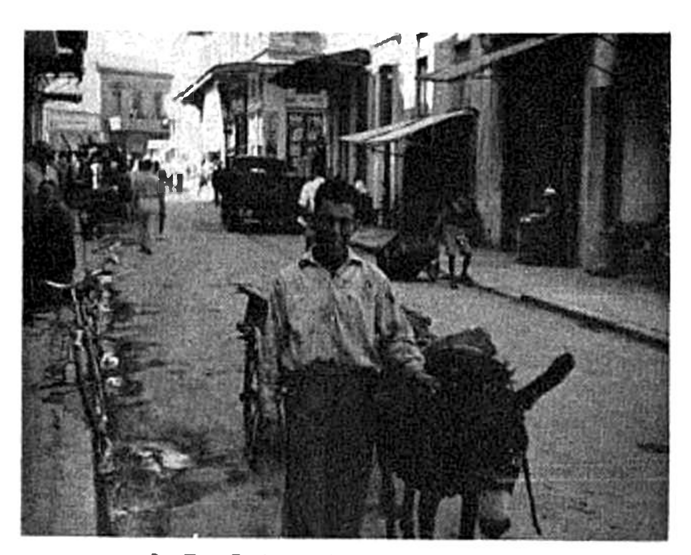
Les régions attardées, comme les terres vierges, deviennent ainsi des régions pionnières : tout y prend brusquement une autre allure, le temps, l'espace, la façon de vivre.

LES ARCHAISMES



1. **En France** : Moyenne d'âge des habitants de Verneuil-sur-Allier.


2. **En Afrique du nord** : Une rue de Biskra.


3. **En Grèce** : Une rue du Pirée.

Voici l'exemple soviétique vu par Ilya Ehrenbourg :

« Il était une fois une petite ville nommée Novonikolaïevsk. Les hommes y vivaient en silence, sans joie. Le commissaire de police Glachkov buvait de la chartreuse et le directeur du lycée sirotait de la vodka de sa propre fabrication. Des cochons erraient dans la rue principale. Les maisons étaient basses, en bois. Les jours de fête, les cordonniers faisaient du tapage. Les fonctionnaires jouaient à la « préférence ». C'était une ville semblable à des milliers d'autres. Ensuite vint la révolution. La ville fut prise par les blancs et par les rouges. Puis la révolution l'emporta. La ville prit le nom de Novosibirsk. Elle n'a pas seulement changé de nom, elle a commencé une vie nouvelle. »

(Dès 1925 des travaux de construction très importants y furent entrepris.)

Dans les pays capitalistes, des plans d'équipement se proposent de résoudre les problèmes humains liés aux distorsions de la vie économique et technique. Les mesures (aménagements énergétiques, prime d'équipement aux entreprises qui créent de nouveaux centres industriels, avantages fiscaux...) s'appliquent à des zones critiques où, sur place, le nombre des hommes dépasse l'emploi : le but est de résorber le chômage et la misère.

Avouons que la nostalgie d'un passé révolu ne pèse guère devant le spectacle quotidien de la peine des hommes. Cela coûte au petit nombre des privilégiés qui ne renoncent pas volontiers « à s'asseoir à la table de la grande civilisation; voir le pape, les rois, les évêques, assister à la cérémonie de la création des nouveaux chevaliers, aux messes pontificales, à l'entrée du Lord Maire dans Londres! Et toucher les colonnes du Parthénon, les ruines romaines de Nîmes et de Pola, les piliers des cathédrales gothiques, le treillis de plomb des vitraux dans la maison des Tudor... » Quiconque cherche, en Europe, « des pays où la richesse soit une force respectable et respectée reçoit le grand choc : cet ordre social n'existe plus ».

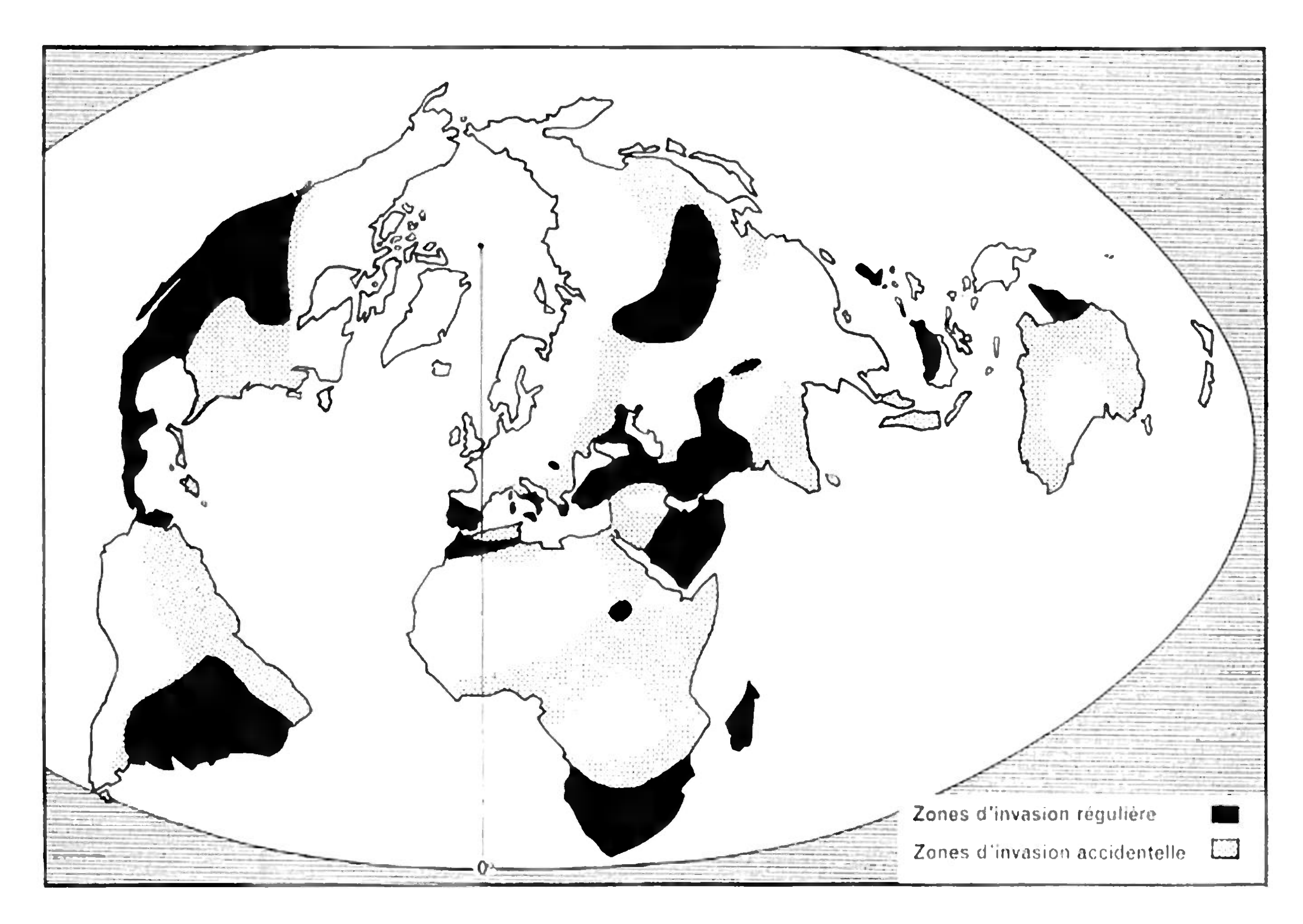
VALÉRY LARBAUD,
A. O. Barnabouth, son journal intime.

L'homme, ainsi, réduit à merci l'univers qui l'entoure. On entrevoit, au terme de son effort, une occupation presque absolue de la planète. Alors comment loger et nourrir tous les êtres? Comment organiser leurs travaux et leurs loisirs? En réalité, ce ne sont pas là les vrais problèmes : des techniques plus modernes permettent à la production de garder, d'accroître même, son avance sur la consommation.

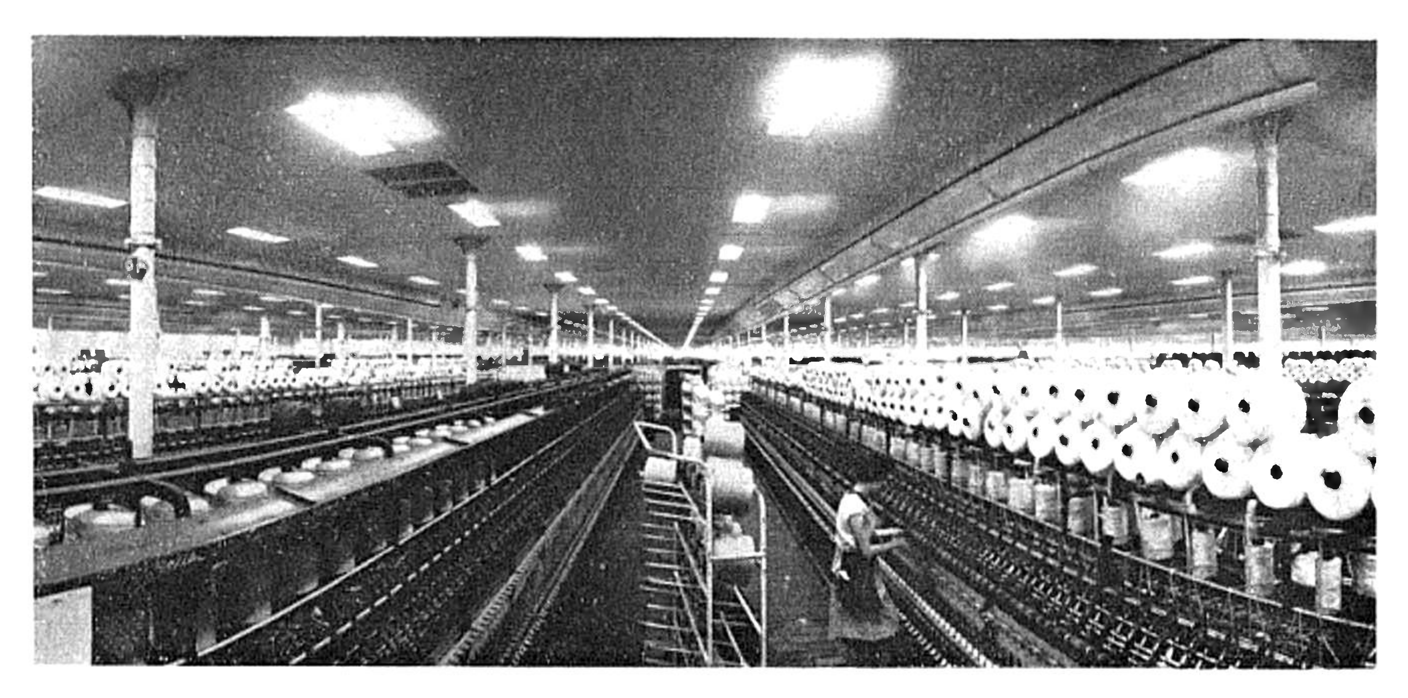
Mais, au regard de cette entreprise résolue de l'homme, l'univers reste-t-il parfaitement immobile? De même que telle domination brutale peut détruire telle société portée jusqu'à notre époque dans son immutabilité par l'isolement, de même, telle agression de l'homme contre le milieu naturel peut bouleverser la géographie. Une question de bon sens est de savoir si l'ampleur des expériences atomiques ne modifie rien à l'univers et aux phénomènes naturels, au-delà du seul danger des radiations atomiques.

On répond assez résolument non par raison et par désir d'ignorance. Par désir d'ignorance parce que reconnaître un danger c'est avoir le courage de vivre avec la peur. Par raison d'ignorance parce qu'on attache peu d'intérêt à l'histoire de la géographie : la géographie rend compte de structures tellement durables qu'on accepte facilement de les reconnaître pour immuables ce qui, une fois de plus, assoit notre confiance dans la solidité de notre univers. Pourtant, tout change lentement dans le monde qui nous entoure. Sans replonger l'observation dans les dimensions profondes d'une histoire géologique, nous pouvons identifier des changements d'un rythme beaucoup plus court. Le climat, le « temps », pour ne prendre que l'une de nos préoccupations quotidiennes, évolue lentement dans ses structures, dans ses facteurs et dans ses éléments. Les historiens identifient maintenant ces grandes fluctuations climatiques qui font, dans l'Occident du XIIIe siècle, les hivers plus rigoureux, les étés moins ensoleillés, les récoltes plus tardives, qui modifient, dans notre Europe du XVIe siècle, la trajectoire des dépressions cycloniques...

Bien sûr, il ne s'agit pas de voir notre monde d'aujourd'hui et de demain guetté, assiégé par les cataclysmes naturels. Simplement, il existe une vie cosmique avec ses mouvements très lents et de très longue durée, avec ses structures, avec ses conjonctures saisonnières. La carte des invasions de sauterelles que nous publions ci-dessous montre avec quel entêtement ce qui vit contre l'homme s'acharne à vivre auprès de lui dans un univers que les progrès de la technique assujettissent peu à peu à une « géographie volontaire ».



Les invasions de sauterelles.



1. **Le travail** : Filature R. Prouvost à Roubaix.

2. **Les loisirs** : Le grand stade de Tokyo

UN NOUVEL ART DE VIVRE

Il manque encore à notre temps une sagesse qui vienne suppléer l'ancienne; il ne s'est donné un art que de lassitude et d'angoisse, ou bien un art épique (Fernand Léger, Brecht) qui s'accordait pour tâche de célébrer le monde à venir plutôt que d'en détailler les humbles vertus journalières.

Le bouleversement des techniques et des modes de vie rend chaque jour plus instables les valeurs traditionnelles; il rompt les contraintes de l'espace et du temps. Pourtant, le voyageur éclairé qui, il y a peu, nourrissait son humanisme distingué au spectacle du monde, et jouissait des avantages matériels du « confort bourgeois », disparaît, tandis que grandit l'angoisse de la claustration et de la solitude : contradiction qui est au cœur de l'adaptation hésitante à cet univers neuf, à la fois technifié et ouvert.

Comment réconcilier l'homme d'aujourd'hui avec le cadre de sa vie privée, avec les objets qui l'entourent, avec ses outils, avec son travail; au fond, comment le réconcilier avec ce qu'il est lui-même devenu?

I. Vivre vite.

Ce qui change tout, c'est, d'abord, la nécessité de vivre vite. Les rapports de l'homme avec les choses se modifient sans cesse, pressés par les perfectionnements techniques ou par les renouvellements sociaux. La mesure du monde, les distances, le temps, le bien-être, collectif ou individuel, sont tous les jours remis en cause. A ces constantes mutations, comment s'adapter? Tout est si rapide que les changements ne peuvent être ressentis sans heurts. Notre sensibilité, nos goûts, notre style de vie, sont, dès demain d'un autre âge; alors nous guette la tentation de nous attarder à la nostalgie de « la belle époque ».

1. Tout, dans notre vie, prend un pas précipité pour nous conduire vers un devenir hâtif. Les événements, les mécaniques quotidiennes de notre existence, les cadences de travail asservissent au rythme étourdissant nos plus petits instants. Il ne reste plus le temps de la méditation.

Après 1945, et pendant quinze courtes années, les chroniques de la presse furent tous les jours occupées par les luttes que suscitait l'éveil des peuples coloniaux. L'irruption, sur la scène internationale, de tant d'exigences nouvelles, bouleverse les concepts traditionnels et les habitudes de pensée de l'Européen : En 1931, la France fêtait, dans une somptueuse exposition coloniale, la puissance d'un empire jugé invulnérable; qu'en reste-t-il, et de l'euphorie qu'il entretenait, trente ans après? La méconnaissance des cultures étrangères et des aspirations indigènes n'a certes pas préparé l'Europe à son repli et à son brutal isolement. Surpris, bouleversé par tant de révolutions successives, l'Européen a l'impression d'être entraîné dans un flot incohérent et toujours plus rapide d'événements incompréhensibles.

Autres lendemains désenchantés, ceux de la victoire. Aux nationalismes que, pour la circonstance, on avait réveillés, aiguillonnés, justifiés, on offre des réconciliations inattendues et des regroupements à l'échelle d'un demi-continent. Tout cela d'un moment à l'autre parce que le temps qui court ne ménage pas le loisir de préparer les esprits. Comment comprendre le vaste monde, les jeux qui s'y font et s'y défont?

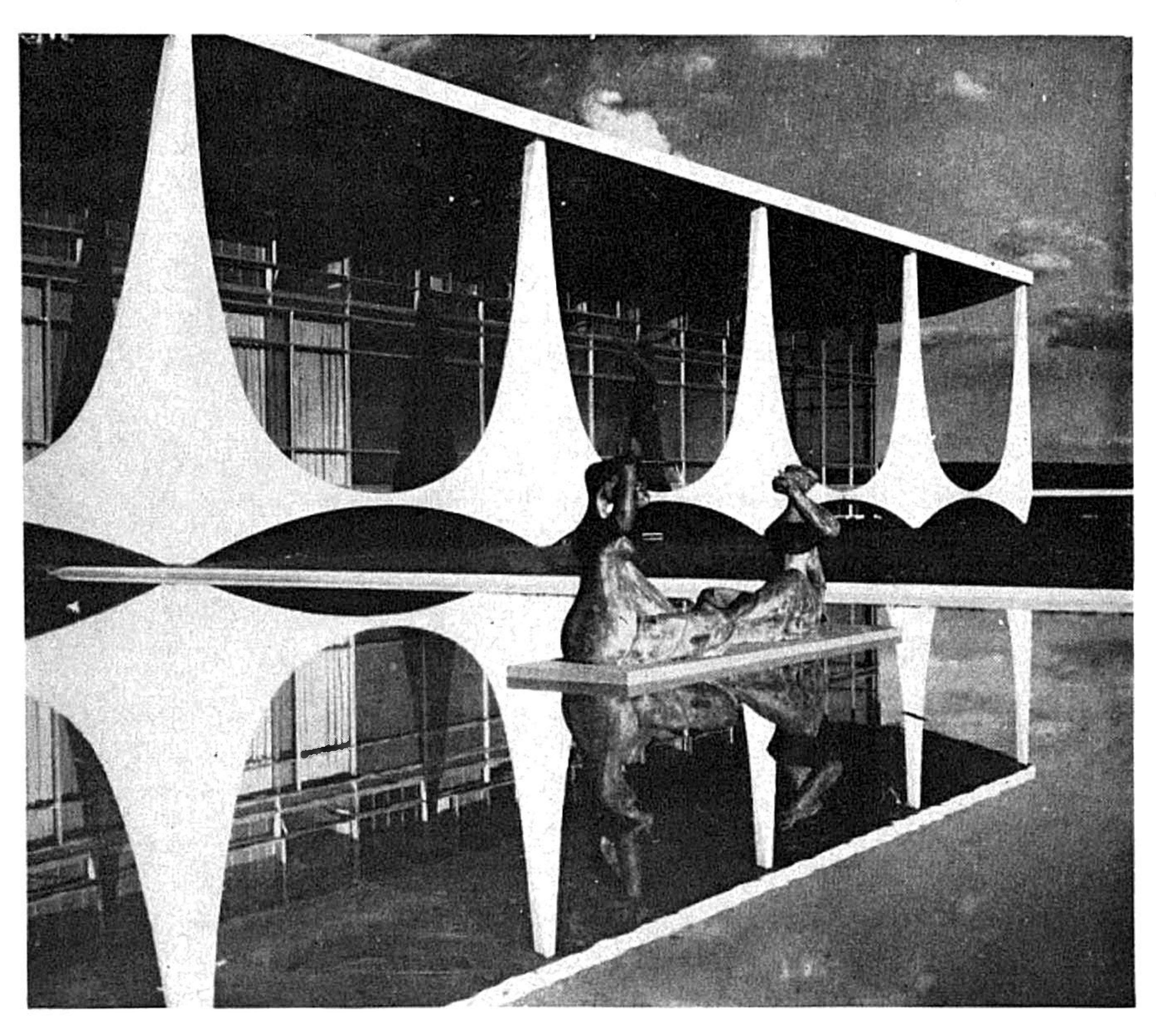
Pour beaucoup *le quotidien* était resté une oasis de paix. Que la terre tremblât en Iran, que les Chinois mourussent de faim, que l'on se battît quelque part en Asie ne changeait rien à la façon de vivre chaque jour. Aujourd'hui, la radio et la télévision jettent dans la vie quotidienne les inquiétudes d'autre part. Le malheur du monde entier vous rejoint « à la maison ».

A l'ouvrier, l'éloignement de l'usine interdit de gagner son travail à pas lents, d'étirer, comme un écolier, le dernier quart d'heure de liberté : courir vers la gare de banlieue, courir dans le métro, se ruer vers l'autobus. Démarrages, coups de freins

qui vous étreignent le ventre, fuite accélérée puis l'usine; inévitablement, bien souvent, le havre de tiédeur d'un « bistrot ». L'usine est un univers fascinant de mouvements circulaires envahi par un ronflement qui monte. Le bruit et le rythme de la vie n'y reconnaissent pas leur mesure et Taylor a trouvé le premier les moyens de conduire la mécanique humaine au rythme des mécaniques industrielles. Le moyen est la *chaîne*, un beau vocable plein d'ambiguïté qui exprime tout à la fois la solidarité et l'asservissement : à chacun une des opérations de montage d'un élément, d'une pièce, d'un écrou et cela à une *cadence* déterminée chronométrée, accélérée par la rationalisation de l'outillage, la simplification du geste. Une telle civilisation aboutit « à dégoûter l'homme des machines, c'est-à-dire d'une vie orientée tout entière par la notion de rendement, d'efficience et finalement de profit ».

Donc, *condamnons le machinisme!* « Les machines jetaient les hommes au chômage. Elles éloignaient le patron du compagnon, remplaçaient une structure paternaliste, mais humaine, de l'entreprise par une discipline impersonnelle et inhumaine. Elles introduisaient la rationalisation avec ses rythmes excessifs, la mécanisation du travail, l'uniformité : l'ouvrier se sentait plus esclave que jamais ».

En réalité le procès à faire n'est pas celui de la machine, mais celui de son exploitation. Et le chemin se fait vers un machinisme plus humain qui ne condamne pas l'homme au chômage mais lui réserve de plus abondants loisirs. Mais, habitué à



Brasilia : Pavillon de l'Aurore.

vivre dans un monde de travail, l'ouvrier d'aujourd'hui est un peu désorienté au seuil du temps vide et non mesuré des loisirs.

Le rythme du travail est, en réalité devenu le rythme du monde. Tout bat d'un même cœur : la rue, la cité moderne, les grands magasins, les bureaux. La vie actuelle est un tourbillon. Faire mieux, c'est faire plus vite. Travaux et plaisirs se déroulent sous le signe du chronomètre.

2. Que sont, alors, les progrès dans l'organisation de la vie quotidienne? Dérisoires, s'ils sont au prix de cette vie d'un style nouveau où tout, le cœur et l'esprit et l'estomac, se plie à la nécessité de faire vite.

La vie domestique a changé avec le travail de la femme. L'appartement moderne lui donne un autre cadre, étroit, sans secret, en compensation de quoi la cuisine ne fume plus parce que l'antique fourneau n'y a plus sa place. La préparation des repas n'a plus le caractère rituel, sacré, qu'elle avait à l'office; comme le temps presse, on mange à la cantine ou bien l'on réchauffe des conserves, des plats cuisinés. La ménagère — ainsi, par tradition, nomme-t-on encore la maîtresse de maison — place ailleurs ses élégances, dans l'équipement électro-ménager surtout : aspirateur, cireuse, machine à laver, réfrigérateur...

Dans son costume, l'homme moderne a également renoncé aux laborieuses élégances. De façon générale, une plus grande simplicité du vêtement a répondu aux exigences de l'activité et de la production massives. Les couturiers et les confectionneurs encouragent les changements de mode afin de stimuler la vente. Les lainiers du Nord de la France, menacés par les fibres artificielles, sollicitent, plus encore qu'ils ne les exploitent, les mille nuances d'une mode changeante.

L'habitation elle aussi a dû répondre aux urgences de la vie moderne. La guerre avait détruit des villes; l'expansion économique qui l'a suivie a bouleversé la vie des campagnes : la grosse ferme a « mangé » les petites exploitations et le remembrement lui a donné raison. Le paysan définitivement prolétarisé a reflué vers la ville. Une soudaine poussée de natalité a gonflé la population et c'est la ville qui, une fois encore, a porté le poids de l'accroissement démographique. Il fallait — il faut encore — construire vite, à bas prix. Le résultat? Les grands « ensembles » : des blocs d'appartements, en grande partie composés d'éléments préfabriqués; des logements identiques désespérément monotones auxquels, s'il en était besoin, le mobilier de série ajoute sa note de tristesse et de platitude.

Ainsi les progrès n'améliorent pas également la vie matérielle de chacun, ne se répartissent pas de façon égale. Dans les taudis, sans eau et sans électricité, des familles entières s'entassent dans la même pièce. Le confort reste l'apanage des classes aisées; dans les familles ouvrières, la simplification des tâches journalières a simplement permis à la femme de suivre son mari à l'usine.

Pour créer une industrie lourde, soutenir le rythme de production des biens d'équipement, les pays socialistes ont délibérément sacrifié la production des biens de consommation courante; au moins ont-ils effacé le spectre de la famine qui étreint encore certaines couches sociales des pays méditerranéens.

Le « progrès », dont le rythme étourdissant s'assortit d'une monotonie lassante, glisse fréquemment à la vulgarité : produits ou spectacles offerts au public ne sont pas toujours du meilleur goût. Savourer la lenteur du geste, travailler comme un artisan, ne connaître que son horizon familier et borné, vivre au rythme des fêtes traditionnelles... tout cela est révolu. Il n'y aurait pas lieu de le regretter si les hommes du XXe siècle ne s'attachaient à approfondir, en l'exprimant, le vide d'une époque de transition.

3. Notre vie précipitée est elle-même, dans ses ordres, dans ses structures, perpétuellement mise en cause par les changements. Vivre c'est s'adapter, se glisser à l'intérieur de nouvelles contraintes, assimiler de nouvelles techniques. Se hisser dans notre univers est à ce prix!

Cette cascade de changements est le signe de notre temps. Dans des périodes de plus en plus courtes s'accumulent des inventions de plus en plus nombreuses. L'histoire gagne en rapidité, elle s'accélère. Elle gagne aussi en unité. L'événement y prend des dimensions énormes, concerne des multitudes : les guerres sont mondiales, la révolution, qu'elle soit russe ou chinoise, est l'affaire de centaines de millions d'hommes. L'accélération de l'histoire est un phénomène nouveau, non la conscience d'une « mutation » du monde dont nous avons des témoignages anciens comme celui du frère Guillaume Le Gros, du prieuré de la Bloutière (à la date de 1369) :

« Et combien que le monde soit merveilleusement appeticey et détruit par guerres, par les loups, par les trois mortalités, tout en mon temps, et est devenu le monde tout nouvel,

et gens étranges (dans le sens d'étrangers) qui ont amené malverses manières, tous péchiez, ordes(?) accoutumances de vêtir, de dancer, de chanter, de subtilité en mal... Tout est deshonté. »

La diffusion en masse des progrès, après leur jaillissement précipité dans le temps, est l'autre biais par lequel l'univers contemporain nous cerne, nous assiège. La production de masse abaisse sans doute les prix mais il n'est guère d'exemple que la fabrication de série ne dégrade l'objet qu'elle produit; finalement, la qualité se réfugie dans l'objet cher, si bien qu'une certaine qualité de beau et de bon demeure inaccessible à la masse et que la production de masse ne résout pas la distribution équitable des richesses et des biens culturels.

Une civilisation plus largement populaire, en revanche, est née. Elle se préoccupe des réjouissances et des loisirs de tous (stades, théâtres populaires...); elle engendre un univers culturel nouveau (le film, la littérature radiophonique...). Par un souci commercial, souvent bien mal compris, elle s'accommode de complaisances d'un goût douteux et se contente, pour les exploiter, de flatter des travers ou des défauts qu'elle pourrait guérir. En cela, la civilisation de masse des pays capitalistes contraste avec la civilisation de masse des pays soviétiques qu'une constante austérité guide en permanence vers un but éducatif. On peut à loisir contester cette orientation, mais elle est un fait.

De toute façon, l'idéal moral d'homme seul, vers quoi se sont tendues nos civilisations aînées — qu'il s'agit du sage, du saint, de l'honnête homme — s'est effacé devant l'idéal d'homme attaché à une collectivité, à un état : c'est le citoyen.



La foule : Affluence à la gare Saint-Lazare un jour de match à Colombes

II. Vivre tout de suite.

Le poids des solidarités immenses et nouvelles anéantit les espoirs de salut individuel et, du même coup, déprécie les moyens de l'atteindre, c'est-à-dire les vertus. Le chemin creux de l'immortalité ne mène désormais qu'à la finitude.

« L'individu se meurt. Il se noie dans le nombre. Le vice et la vertu ne sont plus que des distinctions imperceptibles qui se fondent dans la masse de ce qu'ils appellent « le matériel humain ». La mort n'est plus qu'une des propriétés statistiques de cette affreuse matière vivante. Elle perd sa dignité et sa signification classique. Mais l'immortalité des âmes suit nécessairement le sort même de la mort, qui la définissait et lui donnait son sens et son prix indéfini. »

Paul Valéry, *Mon Faust.*

1. Pour échapper à cet inconfort de la vie spirituelle : Vivre dans l'instant au prix de toutes les hardiesses et de tous les abandons!

Il s'est trouvé de nombreux conseillers de ce choix de l'immédiateté qui est un des aspects de *l'existentialisme.* Jean-Paul Sartre en fut le guide éminent (*Les chemins de la liberté :* 1. L'âge de raison, 2. Le sursis, 3. La mort dans l'âme) suivi par Simone de Beauvoir (*Le sang des autres, Les Mandarins*). Tout cela procédait d'un sentiment d'écrasement, en partie lié à la guerre :

« On ne pouvait même pas prévoir quand finirait de peser le poids de la défaite. Il ne finirait peut-être pas dans le cours de la vie d'un homme, et alors tous les hommes qui vivaient et qui pensaient ne pourraient jamais plus être heureux pendant leur vie, ni avoir une nourriture suffisante, des vêtements et un abri contre le froid, ni un espoir suffisant d'être encore en vie le lendemain. »

Giuseppe Berto, *Le ciel est rouge.*

Le témoin est ici le romancier italien Giuseppe Berto; son roman est écrit parmi les décombres de la dernière guerre. L'Allemagne aussi a eu ses témoins, parmi lesquels Henrich Böll dont le roman *Les Enfants des morts* est également la plainte d'une génération mutilée et marquée par la guerre.

La fureur de vivre anime les héritiers de ceux qu'habitait la désespérance. Cette nouvelle génération, sa jeunesse l'a préservée du souvenir et les améliorations matérielles l'ont arrachée aux préoccupations de l'après-guerre. Elle a soudain connu la vie plus facile, plus confortable; elle a été choyée comme un gosse de riche : « les bons desserts », les soirées au cinéma ou au théâtre, les promenades, la musique, la danse. Elle renie les aînés qui portent dans leur souvenir un poids trop lourd de tristesse et d'angoisse. Le poids du passé a, pendant un temps, fourni ses thèmes à la littérature contemporaine (André Chamson : *La neige et la fleur, La Galère, L'homme qui marchait devant moi*); il fut exploité par le cinéma (*Le fil du rasoir*, d'après le texte de Somerset Maughan) et par le théâtre (Anouilh : *Le voyageur sans bagages*).

Le refus du passé est ainsi le premier geste d' « affranchissement » de la jeunesse hâtivement poussée vers son destin. Le passé enferme en lui les traditions familiales, les contraintes de notre morale, les règles de notre pensée, les mesures de nos appétits. Tout cela est rejeté en bloc. A la manière de l'Antigone d'Anouilh, on veut « tout et et tout de suite ». Alors que beaucoup d'hypocrisie tenait lieu, aux aînés, d'un peu de sagesse, une totale franchise porte la jeunesse, toujours « folle » par définition, à outrepasser ses propres hardiesses pour choquer, mais aussi pour aller jusqu'au bout, au-delà de ce que la commune expérience enseigne.

2. Afin de résoudre l'incohérence du monde : dénoncer l'absurde.

Les rapports des individus avec la communauté humaine ou nationale ont été assez bouleversés et avilis, en cinquante ans, pour que le sentiment de la solitude désespérée et sans issue parmi la foule des hommes soit une dominante de l'art du XXe siècle. Non seulement son expression est le fait d'artistes ayant subi, comme une partie de la bourgeoisie dont ils sont issus, un déclassement économique et social — mais encore l'État, dans ses efforts pour diriger l'ensemble des activités humaines, s'éloigne des administrés et se réfugie dans une bureaucratie peu compréhensive. Il en résulte un sentiment d'oppression et de claustration absurde dans un monde où l'individu a perdu la place et l'importance qui lui étaient traditionnellement dévolues par le libéralisme d'antan.

L'angoisse de l'individu, seul dans un monde clos et régi par une volonté supérieure minutieuse autant qu'incompréhensible a été l'un des thèmes majeurs de la littérature européenne des cinquante dernières années. Kafka en fut le meilleur interprète (*Le château, Le procès...*) dès avant

la seconde guerre mondiale. L'amplification littéraire qu'il a prêtée à un sentiment courant a trouvé ensuite une sorte de vérification réelle, celle des camps de concentration : un survivant les décrivait comme « un monde cauchemaresque, à la Kafka, où tout semble ordonné suivant une pensée implacable, rigide, raisonnable; mais laquelle? Puisqu'ici tout est dénaturé, inhumain, fou, délirant... » (D. Rousset).

3. Pour redécouvrir, sinon un absolu, au moins un devenir, renoncer aux refuges de la médiocrité.

Comment s'attacher à une vie de travail où les cadences et l'automation rejettent pour nulle la conscience professionnelle, ce souci de bien faire qui est le gage de la satisfaction d'avoir bien fait. Comment goûter une vie de loisirs quand la distraction n'y a plus que le goût fade de l'amusement frelaté? Comment accepter la vie sans horizon, sans espoir d'un quotidien définitif, chaque jour recommencé, sans percevoir au fond de soi l'amer pincement d'un sentiment d'échec?

Tout une part de l'humanité contemporaine poursuit sa recherche du confort matériel. C'est dans cette humanité-là que se creuse l'ennui des jours vidés des minuscules servitudes du simple fait de vivre et c'est chez les « ennuyés » que se dessine, au-delà de l'anéantissement (le suicide par exemple), un nouvel effort d'émancipation spirituelle. Dans le roman contemporain, le luxe de la méditation, la « recherche de l'absolu » est le fait de l'homme riche et oisif (Ex. : *Aurélien* d'Aragon). Les solutions qu'il invente ne concernent pas la commune humanité. Qui, déjà, a le privilège des nobles inquiétudes reçoit aussi le privilège du salut individuel.

A lire les romans contemporains on se découvre soudain fatigué de mourir : en Chine ou en Espagne, en Italie ou sur la Côte d'Azur, c'est tout un. Le désir et la force de vivre nous font des lendemains précieux. C'est ce que découvre Raymond Queneau à la fin de son roman *Odile* : « Je retournais en France, non pour y subir une existence vidée de toute réalité par mon désir d'infortune mais bien pour y lutter et vaincre... Malheurs voulus, puériles naïvetés, l'orgueil me ligotait, mon enfance prolongée me formait une vieillesse et c'est cela que je prenais pour ma liberté. Liens rompus, illusions dissipées... je ne redoutais plus d'être « normal » : je savais que de là je pouvais atteindre plus haut. »

III. Choisir la liberté.

La paresse de vivre, les cortèges de jours tristes, le gris ou le noir de la mémoire, tout cela se lie au passé, à l'héritage. Refuser ce legs de lenteur et d'incertidude est le prix dont on paie la révélation d'une vie nouvelle dans laquelle loge, au-delà du bel aujourd'hui, un avenir doré, de joie et de bonheur. En littérature, en peinture, en musique, toutes les nouveautés, toutes les « créations » procèdent de ce choix, voulu ou instinctif, « Rompre, éternellement rompre... ».

1. La joie de vivre ne se gagnerait donc que par la révolte : révolte contre les autorités politiques, spirituelles et intellectuelles d'un autre âge; révolte contre les valeurs traditionnelles de la morale, de l'âme, du cœur et de l'esprit.

Alors se goûte « ce plaisir, cette délivrance d'avoir sauté le pas... d'être de l'autre côté, non plus seulement avec des rancunes cachées et des velléités idéalistes, mais avec mon corps, ma bouche qui gueulait, mes poings qui cognaient. Et puis l'amusement d'un beau chahut, le frisson d'un certain danger, et la joie de me perdre, comme une goutte noire dans la fureur fluviale de la foule. "

Pierre-Henri Simon, *Les raisins verts* (Seuil, édit.)

Dans la révolte se mêlent en effet le défi, le goût de la provocation et le choix courageux. Rompre avec ce à quoi l'on refuse de s'unir c'est aussi se réconcilier avec ce vers quoi vous rejette la rupture. « L'homme révolté » n'est pas un négataire universel; au contraire, il cherche une faille dans l'hermétisme et l'incompréhension du monde : ainsi, *l'Étranger* d'Albert Camus, ainsi le Daniel de Giuseppe Berto dans son roman, *Le ciel est rouge*.

« Il pensa aux autres êtres humains qui étaient plus près de lui... S'ils l'avaient vu, ils l'auraient mis en prison sans se préoccuper de savoir ce qu'il éprouvait au dedans de lui, vide et seul et désolé comme il était. Il n'y avait pas de remède pour ces choses-là... Le monde n'avait pas de remède pour la souffrance des hommes, pour l'incompréhension, la solitude et l'indifférence. »

Chez d'autres, comme André Malraux, cette démarche de l'homme révolté est une quête passionnée de la communion. Tous ses héros vivent dans les enfers : la guerre civile ou la guerre tout court. En telles circonstances tout est plus fruste, plus schématique, plus net : l'humain comme les choses ou comme les événements mais, au même temps, tout y gagne en intensité, l'amour comme la haine.

2. Mais pourquoi conduire hors des « ordres » de notre société cette quête de l'humain, cet humanisme à refaire? C'est que tout ce qui se fait dans notre monde actuel sonne le glas des traditionnelles vertus bourgeoises.

La bourgeoisie portée à son assomption par le XIXe siècle, s'est appliquée, ses conquêtes faites, à immobiliser l'ordre social, politique et intellectuel qui garantissait son pouvoir. Son idéal était l'ordre, la paix et la stabilité. Le monde au contraire s'engageait dans le changement.

Chaque jour qui passe écartèle davantage la bourgeoisie dans ses croyances, dans ses richesses, dans sa vie quotidienne. Elle s'est longtemps entêtée à ne donner aux problèmes sociaux que la seule dimension de la morale. Son libéralisme s'accommodait ainsi d'une justice sociale simpliste : demeuraient dans la misère ceux dont l'inconduite méritait telle sanction; au contraire, la ténacité dans la vertu, les bons et loyaux services, le mérite conduisaient au haut de l'échelle sociale. De cet ordre de la société, la pression sociale a tout emporté. Il reste à la bourgeoisie le capital dont le jeu se fait plus ample, plus souple, plus subtil. Mais « l'intelligenzia » ne défend plus, comme au XIXe siècle, les valeurs bourgeoises; à l'extrême, la création des nouveaux langages est une révolte contre le pharisaïsme bourgeois, conduite bien souvent par les héritiers-mêmes de la bourgeoisie : pour eux c'est le premier pas d'une évasion, d'une redécouverte du rêve et du merveilleux.

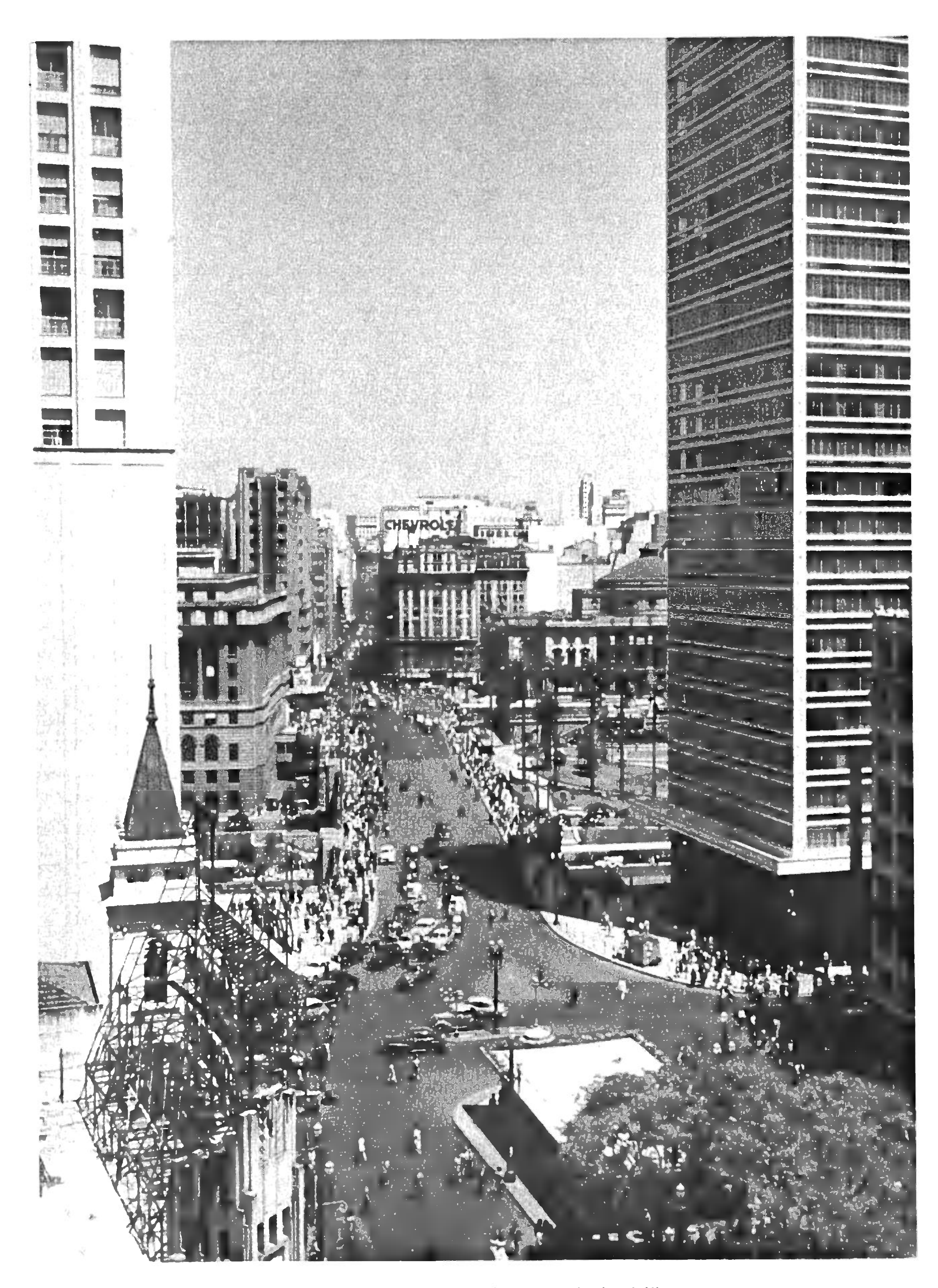
3. Réconcilier le rêve avec la réalité est souvent au terme de ces recherches.

Cette recherche postule qu'au-delà de toutes chose on découvre le signe d'une autre réalité. Saisir, exprimer cette « sur-réalité » c'est appréhender l'objet jusque dans son essence.

Le surréalisme est issu de ce principe : il rejette l'apparente réalité des choses pour atteindre leur vérité profonde. Une telle démarche de la connaissance ou de la création artistique cesse de s'appuyer sur la raison pour cheminer à travers l'inconscient. Par ce biais le surréalisme réconcilie le rêve et la réalité. Mais, s'il ruine les bases solides de notre vision du monde, le surréalisme ne leur substitue que l'incertain et le vague; en fait il nous propose l'envers de ce qu'il condamne : le rêve au lieu de la veille, la folie au lieu de la raison, l'automatisme au lieu de la réflexion.

Il est un domaine où joue aisément cette superposition du rêve et de la réalité, cette permanente confrontation de l'irréel et du quotidien : c'est le cinéma. René Clair en a délicieusement tiré parti dans « Fantôme à vendre » et « Belles de nuit ». Dans leur ensemble les « moyens audio-visuels » ressuscitent, sollicitent en permanence l'imagination. La télévision habitue chacun aux voyages imaginaires. Les limites entre l'imaginaire et le réel perdent la rigueur que leur avaient conférée près de trois siècles de rationalisme.

Il est une façon plus élémentaire et plus directe de souder le rêve à la réalité : le voyage. Le rêve d'un monde lointain, d'un monde d'hier vient à nous par le secours de l'espace; il ne nous appartient pas encore d'échapper au temps mais à l'espace, oui : dès demain Athènes ou, dans quelques heures, New-York. L'univers entier est à portée de notre main. Il reste aussi le loisir de s'y perdre longuement.



L'urbanisme moderne à São Paulo (Brésil).

NOUVEAUX DESTINS, NOUVEAUX PROBLÈMES

Le monde tend vers l'unité, vers une seule économie, une seule civilisation, une seule histoire. Les solidarités entre pays, entre hommes, voilà la règle d'un temps actuel et l'avenir travaille en sa faveur. Mais il n'y a ni solidarités sans tensions, ni unité sans divergences.

L'unité du monde c'est la « coexistence » des forces antagonistes. Souvent celles-ci s'appuient sur celles-là et du coup s'immobilisent en face d'elles. En fait chaque déséquilibre en puissance se compense souvent de lui-même. Colonisés et colonisateurs se séparent, puis s'affrontent, c'est qu'il leur faut se supporter à nouveau, se heurter, parvenir à un nouvel équilibre.

Comme tout ne peut se régler de soi-même dans cet équilibre unitaire du monde, la vigilance de l'Organisation des Nations Unies a son large rôle : apaiser, apprivoiser les rivalités, limiter conflits et incendies... Éviter le pire.

I. Développement et sous-développement.

Deux humanités se partagent le monde, nous l'avons souvent expliqué, de part et d'autre de la longue frontière qui se creuse entre pays nantis et pays pauvres (entre industrialisés et non-industrialisés, développés et sous-développés). Les nantis ne s'entendent pas entre eux, mais c'est là une autre question. Si l'on considère seulement les pauvres, à quels critères les reconnaîtra-t-on? Avant tout à la présence chez eux ou de la faim, ou de la sous-alimentation chronique. Pas de signe plus révélateur, ni plus affligeant.

Et ne tenant pas compte des grandes famines accidentelles qui font mourir d'un seul coup d'énormes masses de population, aujourd'hui encore *en permanence* les trois quarts de la population totale du globe ne mangent pas à leur faim. Reprenons ce problème si souvent abordé déjà dans cet ouvrage, pour le voir encore une fois dans son ensemble, quitte à répéter ce que nous en avons déjà dit.

1. Une ration alimentaire minima se chiffre à 2 600 calories; encore cette définition devrait-elle être nuancée en fonction des données climatiques et des genres de vie.

La carte mondiale de la faim chronique montre que tous les pays tropicaux et quelques pays méditerranéens (Italie, Espagne, Portugal) disposent de rations alimentaires moyennes inférieures à ces 2 600 calories. A l'intérieur des pays en moyenne mangeant à leur faim, existent encore de fortes disparités de région à région : au Chili, par exemple, où la ration moyenne est de 2 360 calories, 25 % de la population jouissent de rations de plus de 3 000 calories, 11 % de moins de 1 500.

La faim chronique entraîne des maladies de carence, elle rend les individus vulnérables aux attaques microbiennes. Dans ces pays la mortalité est forcément la plus forte; « l'espérance de vie » d'un Hindou est de vingt-sept ans; en France, de soixante-sept ans.

Ce contraste oppose de plus en plus une infra-humanité, enfermée dans sa quête désespérée de la nourriture quotidienne, aux nations disposant de surplus alimentaires, ou consommant largement leur production.

2. Second critère : celui des ressources énergétiques. Leur niveau indique la capacité de production d'un pays. On saura aussitôt si le pays en cause est capable — ou non — de développer ses autres ressources industrielles.

Encore ne suffit-il pas de disposer d'une source d'énergie puissante, pour bâtir aussitôt une économie équilibrée; il faut que les détenteurs de cette richesse puissent l'utiliser sur place, ou en répartir justement les bénéfices entre toutes les catégories de la population, ou exporter les ressources énergétiques de leur sol avec, en retour, un profit légitime.

Tel n'est pas toujours le cas, et les pays grands producteurs de pétrole (Moyen-Orient par exemple) ont pendant longtemps vu exploiter leurs gisements par des sociétés étrangères qui ne leur reversaient qu'une partie de leurs bénéfices.

Bref, le niveau de l'énergie s'il est important n'est pas à lui seul un critère décisif du sous-développement. Il faut savoir dans quelle mesure cette énergie échappe (ou totalement ou en partie) au

pays qui la possède, soit qu'une puissance étrangère l'exploite pour son propre compte (pays de colonisation), soit que le propriétaire reste incapable d'en tirer profit par ses seuls moyens. Exploitation étrangère ou sous-exploitation nuancent la carte brute de la répartition des sources énergétiques à travers le monde et en précisent le langage.

3. Un troisième groupe de critères permet d'estimer le degré de développement d'un pays : le revenu moyen par habitant, ou mieux encore, le pourcentage du revenu national réinvesti par tête d'habitant.

Le chiffre global du revenu national est intéressant par lui-même; il permet de fixer quelle place la nation occupe dans le monde, mais, à lui seul, il n'autorise pas à qualifier, sans plus, l'économie ou de sous-développée ou d'avancée. Ces termes sont, par excellence, relatifs. N'oublions pas, comme nous l'avons dit, que ces estimations et calculs sont officiels, et plus d'une fois aléatoires.

Menacés par des crises, par la faim, soucieux d'éviter l'accumulation de biens inutilisés ou, au contraire, d'accroître autant que possible leur production pour répondre à une consommation galopante, les pays élaborent des plans d'équipement. Leur but? Améliorer, ou bouleverser les anciennes structures?

Planification et développement semblent liés aujourd'hui dans les pays socialistes, capitalistes ou décolonisés. La règle vaut pour tous, alors que pendant les premières décennies de ce siècle, le libéralisme européen et nord-américain répugnait à l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine de l'économie. Les crises qui ont affecté le monde occidental autour de 1930, la compétition aujourd'hui entre puissances économiques d'idéologies différentes, l'exemple de la réussite socialiste en quelques décennies, engagent les États à



Soins aux enfants atteints du trachome dans une école égyptienne.

orienter, à diriger la production nationale. D'ailleurs comment serait-il possible d'agir autrement?

Les pays socialistes pratiquent un dirigisme intégral. L'élaboration des buts assignés à la production est faite au niveau supérieur par un organisme spécialisé qui règle l'une sur l'autre production et consommation. Entre 1928 et 1955, cinq plans quinquennaux ont ainsi été promulgués en U.R.S.S. En Chine, les plans quinquennaux de 1953 et de 1958 ont fixé les buts ambitieux de l'industrialisation de ce pays de très ancienne paysannerie. L'agriculture n'échappe pas à ces objectifs impérativement fixés.

Il arrive évidemment que les objectifs du plan ne soient pas atteints; néanmoins, le pays qui pratique un tel dirigisme, échappe souvent à la dispersion des efforts et des capitaux ainsi qu'aux crises d'une production déréglée. Encore faut-il que le planning soit juste, que les investissements ne négligent pas par trop, aussi, l'agriculteur.

Hésitant à confisquer (à nationaliser) les moyens de production, les États capitalistes adoptent, volontiers, des procédés différents, moins autoritaires que dans les pays socialistes. C'est par le contingentement des importations et des exportations, par la manipulation de la monnaie, par la fixation du taux d'escompte (cette vieille arme un peu émoussée), par les crédits accordés ou non à telle ou telle branche d'activités qu'ils s'efforcent de régler la bonne marche d'une économie restée, dans son principe, libérale. L'État, même aux États-Unis, est obligé d'intervenir puissamment. Le « libéralisme » est mort.

Enfin, les pays qui viennent d'accéder à l'indépendance politique après une période de colonisation, ou les pays dont le retard technique n'a jamais été comblé, se voient obligés pour compenser leur essor démographique, de sérier les problèmes et de fixer des urgences, de favoriser autoritairement certains secteurs. Aussi, dans la plupart des cas, les cultures vivrières sont encouragées alors que les cultures de type « colonial » régressent. L'exploitation, la transformation sur place des produits du sol et du sous-sol doivent fournir les capitaux nécessaires à la construction d'une nouvelle économie. Toutes ces exigences ne peuvent être remplies que si l'État se charge de distribuer les moyens dont il dispose — en général, main-d'œuvre, « capital humain », à l'instar de la Chine. Ayant choisi l'indépendance, la Guinée élabore un plan, elle mobilise ses populations rurales pour atteindre ses buts. L'Inde, « respectueuse de la liberté économique » et semblable par là aux pays « capitalistes dirigistes », s'efforce de résoudre le problème de la misère sans forcer l'allure. Ses plans quinquennaux, après 1951, tentent de créer des emplois industriels, d'instruire les masses rurales pour améliorer leurs rendements. Mais, jusqu'à maintenant, elle se refuse à mobiliser les travailleurs pour des programmes d'équipement collectif, sans trop grandes dépenses. A-t-elle raison?

Mais peu importe ces différentes formes de planification qui se ressemblent de plus en plus. Toutes reflètent le désir de dompter la misère, la faim, la stagnation. Il est évident qu'aucun pays ne peut s'assurer désormais le bien-être minimum sans faire route avec ses voisins ou ses camarades de misère, ou ses adversaires, sans nouer des rapports avec les pays riches.

La colonisation (dont nous n'avons jamais discuté à fond le lourd dossier) a-t-elle été souvent une cause de stagnation économique? Elle alimente, alors qu'elle est partout en voie de disparition, des polémiques faciles. Elle nourrit les ressentiments des pays colonisés qui accusent volontiers les colonisateurs d'avoir bâti leur prospérité à leurs dépens, ce qui n'est pas toujours très exact, ce qui n'est pas toujours erroné.

Le Tiers Monde, cette partie famélique de l'humanité, réclame que les anciens maîtres participent de façon désintéressée à l'élévation de son niveau de vie, par un juste retour des choses. Colonisation et sous-développement étant liés, il semble logique à ces peuples que la décolonisation s'accompagne d'une aide sans contrepartie. Ainsi naissent et croissent de nouveaux groupes d'intérêts qui échappent, vaille que vaille, par l'internationalisation, aux blocs ou aux liens ordinaires qu'ils impliquent.

Mais ces deux blocs existent, cette « bipolarité » existe. Le Tiers Monde est pris dans cette tenaille. Il se veut libre. Il se veut « neutraliste ». Mais est-il à même vraiment de choisir?

II. Liens et solidarités.

Problème crucial des quinze dernières années, la décolonisation a bouleversé les rapports issus d'un siècle d'impérialisme européen. Cependant pays dominants et pays dépendants ne se détachent pas les uns des autres sans que leur situation antérieure ne laisse des traces dans leurs économies et leurs relations : indépendants, les colonisés continuent d'appartenir aux groupes monétaires (zone franc, zone sterling), ou à certaines traditions culturelles que la communauté de langue « officielle » entretient.

Ces États neufs sont d'ailleurs invités à entrer dans des organismes d'États libres, à accepter certains liens, contre des avantages, tenant compte

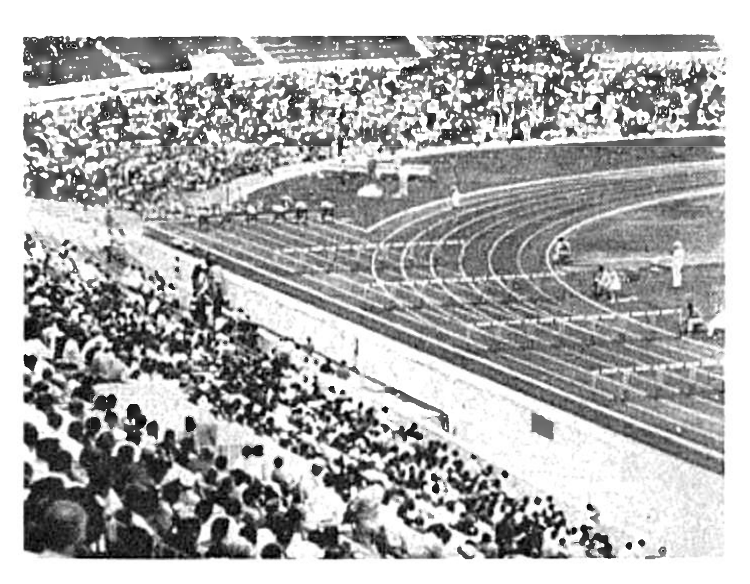
de l'acquit de la colonisation. Le Commonwealth, la « Communauté française », essaient de garder une certaine cohérence à des ensembles en voie de désagrégation.

1. Ces ordres sont fragiles. Surtout ils ne sont pas exclusifs. Ces États jeunes sont aussitôt sollicités d'adhérer aux blocs économiques ou aux pactes militaires qui se partagent le monde ou encore de rejoindre le vaste groupe de nations « neutralistes », groupe qui se défend de participer à certaines formes d'aide en cédant partie de sa souveraineté.

Les blocs économiques, socialistes et capitalistes, qu'ils pratiquent la libre concurrence totale ou contrôlée, ou la planification absolue et la surveillance d'un marché intérieur ou extérieur nationalisé, concèdent à leurs membres des avantages exclusifs. Le bloc communiste essaie d'instaurer un régime d'échanges qui réponde aux aptitudes de chacun de ses participants, et à ses besoins essentiels. Cependant le volume des échanges demeure petit, car la longue période d'isolement de l'U. R. S. S. entre les deux guerres l'a contrainte à développer son économie de façon presque autarcique. L'aide économique qu'elle fournit se traduit plutôt en don de capitaux, de machines, de techniciens qu'en échanges commerciaux traditionnels.



1. **Les Jeux Olympiques** : la solidarité internationale.



2. **Les Jeux Olympiques** : la compétition.

Dans le monde capitaliste, la nécessité pour les pays d'ancienne économie, de garder leur place entre les grandes puissances — U. S. A. et U. R. S. S. — les a regroupés en ce qui est aujourd'hui le Marché commun, dont la production globale est à peu près équivalente à celles des deux puissances dominantes, sur un territoire beaucoup plus restreint. L'effacement progressif des droits de douane doit égaliser les conditions de concurrence, amener certains à se moderniser pour survivre et rester rentables; l'intégration des économies européennes s'est d'abord faite dans le domaine industriel; elle doit maintenant aborder les problèmes agricoles.

2. Ces blocs économiques se doublent de pactes militaires, qui englobent aussi des nations ne participant pas aux alliances économiques.

Le pacte de l'Atlantique Nord (OTAN) unit d'un côté à l'autre de l'océan Atlantique des États soucieux de mettre en commun leurs forces contre le monde communiste.

Celui-ci de son côté s'est uni par des alliances militaires qui recouvrent l'Europe orientale. Ces pactes, et tous ceux qui dans les différentes parties du monde, traduisent les affrontements idéologiques et les intérêts stratégiques (CENTO, OTASE dans le Moyen et l'Extrême-Orient), ces pactes supposent une unité de commandement et la transmission de l'un à l'autre pays des secrets militaires ou scientifiques. Cependant l'intégration des armées comme des économies ou des recherches scientifiques n'est pas encore chose faite.

Conscients de leur caractère particulier, de leurs civilisations hantées par l'assimilation de la technique, de leur intérêt à progresser rapidement sans s'assimiler à un groupe ou à l'autre, les pays sous-développés, ceux de la faim endémique et de l'analphabétisme, tinrent leurs assises à Bandœng en 1953, et prirent conscience de leur nombre et de leur force.

3. De même que l'Europe, menacée de vieillissement et d'absorption, cherche son salut dans une nouvelle cohésion, le groupe « afro-asiatique » de l'O. N. U., auquel il faut ajouter quelques États d'Amérique du Sud, défend aujourd'hui la thèse du neutralisme, susceptible de bien des variantes, mais dont l'essentiel consiste à demeurer libre de choisir l'aide nécessaire, sans aucune contrepartie politique.

Les États neutralistes, que leurs préférences portent vers des systèmes différents, n'ont pu encore élaborer de charte véritable du neutralisme, ni conclure d'alliance politique ou militaire entre eux. Leur puissance, néanmoins, vient de ce qu'ils réussissent à se poser comme arbitres entre les deux blocs et que leur solidarité contraint les pays évolués à les aider toujours davantage. Mais cette politique raisonnable risque de devenir un beau jour difficile.

III. La paix.

Ces liens anciens, ces solidarités récentes rendent difficile le problème du maintien de la paix. Précaire tant que les « blocs » s'affrontaient ouvertement, elle a vécu sous une menace d'extermination totale de l'humanité; cette menace subsiste.

Cependant l'apparition des pays non engagés sur la scène politique, leur admission à l'O. N. U. aussitôt qu'ils ont acquis leur indépendance, rendent plus improbable une guerre générale qui serait « nucléaire ». Sur tous les points de la terre des conflits et des tensions n'en demeurent pas moins, très vifs.

1. L'horizon politique n'est plus européen, ni même « blanc »; chacun a maintenant droit de parole et de vote dans l'assemblée internationale. La Société des Nations, limitée à quelques pays avant guerre, s'est muée en un parlement mondial de plus de cent États.

Il est vrai qu'un immense pays comme la Chine Populaire en était encore exclu en 1962! Pourtant l'idée d'un droit de regard de chacun sur les activités qui mettraient en danger le maintien de la paix mondiale, se dégage lentement. Des commissions nommées, au sein de l'ONU, examinent les questions intéressant l'ensemble du monde.

La FAO étudie les problèmes de l'alimentation et les moyens de pallier la faim, en même temps que l'Organisation Mondiale de la Santé cherche à améliorer le niveau sanitaire et que l'UNESCO, attachée aux aspects culturels, met en contact des civilisations qui jusqu'alors s'ignoraient; un code des droits universels de l'homme a été rédigé.

2. Encore faudrait-il que l'ONU ait les moyens de faire respecter ses décisions.

Or le principe suivant lequel elle ne peut s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays, et dont forcément se réclament les pays soucieux d'éviter ses interventions, entrave souvent son action.

C'est ainsi que le problème de la ségrégation raciale ou religieuse n'est pas de sa compétence, bien qu'elle ait élaboré la *Charte des droits de l'homme* et que beaucoup de ses membres, qui en ont souffert récemment, se sentent profondément solidaires des groupes opprimés encore à travers le monde.

L'aide aux pays sous-développés se voit bloquée par les difficultés, pour les blocs adverses, d'admettre une coopération régulière et un droit de regard de l'ONU sur la manière dont ils répartissent leurs dons ou leurs prêts. Pourtant, la coexistence de pénuries et de surplus de produits alimentaires ou industriels inutilisés rend urgente une répartition meilleure des biens.

Un jour, donc, l'économie mondiale sera « intégrée » comme elle parvient à l'être entre pays d'un niveau de vie semblable.

De même, l'ONU sera peut-être amenée à jouer le rôle d'un exécutif mondial; pour l'instant, ses résolutions touchant aux relations entre États antagonistes sont rarement appuyées militairement par une force d'ordre internationale et impartiale; les essais qui en ont été faits (Israël, Congo) n'ont pas été concluants : ils soulèvent trop de résistances particulières et ne sont pas appuyés par des moyens financiers ou logistiques suffisants.

3. Cependant, parce qu'elle donne l'occasion à tous de faire entendre leur avis sur les problèmes de l'heure, l'ONU désarme souvent des adversaires qui eussent préféré vider leur querelle sans témoins et désamorce des situations explosives...

Elle arrive pourtant à l'heure où il lui faudra choisir, coûte que coûte, de nouvelles méthodes et une organisation plus efficace.

Georges Henri RAKOTONOELY
INSTITUTEUR

FILMOGRAPHIE

I. Grandeur et faiblesse de l'Europe.

Paris 1900. Nicole VÉDRÈS (France), 1949.
La « belle époque » d'après des documents cinématographiques originaux.

Scipion l'Africain. Film fasciste italien.
L'épopée de la conquête romaine est prétexte à la glorification de la colonisation italienne selon les méthodes du gouvernement mussolinien.

L'appel du silence. Léon POIRIER (France), 1934.
Le rôle des missionnaires vu à travers la vie du Père de Foucauld.

II. La première guerre mondiale (1914-1918).

Verdun, visions d'histoire. Léon POIRIER (France), 1928.
Montage d'actualités sur Verdun.

Troupe d'assaut 1917. ZÖBERLEIN (Allemagne), 1934.
La première guerre mondiale revue au moment de la poussée nazie.

Pour le droit de l'homme. ZÖBERLEIN (Allemagne), 1934.
La première guerre mondiale également revue et corrigée au moment de la poussée nazie.

La grande guerre. Film italien.
Essai de démystification : la guerre au niveau du simple soldat.

III. Une paix difficile et incertaine.

La grande illusion. Jean RENOIR (France), 1937.
La vie dans un camp de prisonniers en Allemagne. Problème des solidarités de classe.

IV. La révolution russe.

Le cuirassé Potemkine. EISENSTEIN (URSS), 1925.

Révolte à Saint-Pétersbourg. E. DZIGANE (URSS), 1958.
Le soulèvement de 1905.

La grève. EISENSTEIN (URSS), 1925.
Une grève en Russie peu avant la Révolution.

Dix jours qui ébranlèrent le monde. EISENSTEIN (URSS).
La révolution.

Le train mongol. Ilya TREMBERG (URSS), 1928.
La révolution.

La mère, d'après le roman de Gorki. V. POUDOVKINE (U.R.S.S.), 1926.
La révolution.

La fin de Saint-Pétersbourg. V. POUDOVKINE (URSS), 1927.
Les derniers jours de la cité tsariste.

Octobre. EISENSTEIN (URSS), 1928.
Actualité reconstituée des événements de 1917.

Au loin, une voile. LEGOTCHINE (U.R.S.S.), 1938.
La révolution.

V. Les années folles.

Les années folles.
Montage d'actualités, 1920-1930.

Friesennot. Peter HAGEN (Allemagne), 1935.
Premier grand film antisoviétique.

La mal mariée. G. HIDALGO (Espagne), 1927.
Personnages importants en Espagne : politiciens, généraux, écrivains, Franco.

VI. La crise économique mondiale.

A nous la liberté. René CLAIR (France), 1932.

Ventres glacés. DUDOW (Allemagne), 1932.
Les chômeurs berlinois pendant la crise.

Scarface. H. HAMLOS (États-Unis), 1932.
La montée du gangstérisme.

Borinage. Joris IVENS (Belgique), 1933.
Court-métrage — Une grève de mineurs.

A propos de Nice. Jean VIGO (France), 1930.
Documentaire anti-capitaliste, l'inconscience des aristocrates.

VII. Les démocraties satisfaites.

Ménilmontant. KIRSANOV (France), 1926.
Documentaire sur la vie d'un quartier de Paris.

VIII. Les nations insatisfaites.

La rue sans joie. E. W. PABST (Allemagne), 1925.
Le chômage et la misère à Berlin.

La symphonie d'une grande ville. Walter RUTTMANN (Allemagne), 1937.
Berlin au crépuscule.

Le jeune hitlérien Quex. Hans STEINHOFF (Allemagne), 1933.
Exaltation de la jeunesse hitlérienne.

Rotation. Wolfgang STAUDTE (Allemagne), 1949.
Vie d'un ouvrier sous le régime hitlérien.

Chronique des pauvres amants. Carlo LIZZANI (Italie), 1953.
Chronique d'un quartier populaire de Florence à la naissance du fascisme.

Le Dictateur. Charlie CHAPLIN (États-Unis), 1940.
Dénonciation de l'anti-sémitisme et satire d'Hitler.

Berliner Ballade. R. A. STEMMLE (Allemagne), 1948.
Montage d'actualités : l'instinct guerrier allemand.

Ces jours-là. H. KÄUTNER (Allemagne), 1947.
Analyse de la vie sous le régime nazi.

IX. La situation internationale se dégrade.

Le temps des assassins. A. KYROU, 1959.
La montée du fascisme en Europe.

La bandera. J. DUVIVIER (France), 1934.
La légion étrangère espagnole dans le Rif.

L'espoir. A. MALRAUX (France), 1944.
La guerre d'Espagne.

Guernica. A. RESNAIS (France).
Montage associant des éléments de l'œuvre de Picasso et des morceaux d'actualité sur la destruction de Guernica par les bombardements.

Quatre cent millions. Joris IVENS (Hollande), 1939.
La lutte du peuple chinois contre les Japonais.

Les fusiliers marins de Shangaï. K. YATAKA (Japon), 1939.
Exaltation des victoires japonaises en Chine.

Les cinq de la patrouille. T. TEMOTAKA (Japon), 1938.
La guerre sino-japonaise.

X. La seconde guerre mondiale.

Stukas. Karl RITTER (Allemagne), 1942.
La seconde guerre mondiale, 1939 et 1940.

Mrs Minniver. William WYLER (Grande Bretagne).
Après Dunkerque, la vie d'une famille anglaise pendant la guerre.

Jeux interdits. René CLÉMENT (France), 1951.
Le drame des enfants orphelins pendant l'exode de 1940.

La bataille navale de Hawaï et de Malaisie. Yamamoto KAJIRO.
Pearl Harbour et le début de la guerre dans le Pacifique.

La chute de Singapour. Shima KOHJI (Japon), 1943.
La victoire des Japonais à Singapour.

Nuit et brouillard. Alain RESNAIS (France), 1953.
Un camp de concentration, montage comportant des bandes d'actualités.

Trahison à Athènes. R. ALDRICH (États-Unis), 1958.
La résistance en Grèce.

Le jour le plus long. Darryl F. ZANUK (États-Unis), 1962.
Le débarquement allié du 6 juin 1944.

Les bateaux de l'enfer. Satoru YAMAMURA (Japon), 1953.
Révolte à bord d'un bateau de guerre japonais.

La fin d'Hitler. G. W. PABST (Allemagne), 1955.
Les dernières heures de Hitler.

Pourquoi nous combattons. Franko CEYRA (États-Unis), 1940.
Documentaire sur les deux guerres mondiales, dénonciation des atrocités germaniques.

La fête stupide. Hideo SETIGAWA (Japon), 1954.
Un camp américain près d'un village.

Attaque. Robert ALDRICH (États-Unis), 1956.

Vivre. Carlos VILLARDEBO, 1958.
Montage d'actualités de guerre.

XI. Le monde après 1945. Les Occidentaux : États-Unis, Europe.

Le voleur de bicyclette. V. de SICA (Italie), 1948.
L'Italie misérable d'après-guerre.

Sciuscia. V. de SICA (Italie), 1948.
Le drame des enfants italiens après-guerre.

Le troisième homme. Orson WELLES (États-Unis).
Vienne au lendemain de la guerre.

Une fille a parlé. A. WADJA (Pologne), 1954.
Lutte de la jeunesse communiste de Varsovie contre l'occupant allemand.

Kanal. A. WAJDA (Pologne), 1955.
La résistance polonaise en 1944 dans les égouts de Varsovie.

Le temps du Ghetto. Frédéric ROSSIF, 1961.
La résistance des Juifs dans le Ghetto de Varsovie, montage à l'aide d'actualités et de témoignages de quelques survivants.

La bataille du rail. René CLÉMENT (France), 1946.
La résistance et les « sabotages » de la S.N.C.F.

Chasse tragique. G. de SANTIS (Italie), 1947.
La résistance dans un village.

Plus fort que la nuit. Slatan DUDOW, 1954.
La lutte des communistes allemands contre le nazisme.

Rome, ville ouverte. ROSSELLINI (Italie), 1945.
La résistance italienne à la fin de la guerre.

L'arc-en-ciel. DENSKOI (U.R.S.S.), 1947.
La résistance dans la Russie occupée.

La bataille de l'eau lourde. T. V. MULLER et J. DREVILLE, 1947.

Paisa. R. ROSSELLINI (Italie), 1946.
Le débarquement allié dans l'Italie occupée.

Quelque part à Berlin. Gerhard LAMPRECHT (Allemagne), 1946.
Les enfants dans les ruines de la ville.

Les assassins sont parmi nous. Wolfgang STAUDTE (Allemagne), 1946.
État d'esprit de l'Allemagne après sa défaite.

Hiroshima, mon amour. A. RESNAIS (France), 1959.
Les séquelles du bombardement atomique.

Le chant éternel de Nagasaki, Tasaka TOMATAKA (Japon), 1959.
Après le bombardement atomique, pardon et réconciliation individuels.

L'ange ivre. A. KUROSAWA (Japon), 1948.
Le désespoir du Japon d'après-guerre.

Comme un torrent. V. MINELLI (États-Unis), 1959.
Retour de guerre d'un écrivain dans une petite ville américaine, heurts de deux mentalités.

Description d'un combat. Chris MARKER (États-Unis), 1960.
Court métrage sur Israël.

Exodus. Otto PREMINGER (États-Unis), 1960.
L'arrivée d'émigrants juifs en Israël, les oppositions anglaises.

La colline 24 ne répond plus. Film israélien, 1954.
Lutte des Israéliens contre les Anglais.

XII. Le monde après 1945 : le monde communiste et le "Tiers Monde"

La ligne générale. Einsenstein (URSS), 1929.
Les plans quinquennaux.

Mort en fraude. Marcel Camus (France), 1957.
La guerre en Indochine.

Patrouille de choc. Claude Bernard-Aubert (France), 1956.
Patrouille en Indochine.

Les statues meurent aussi. A. Resnais (France), 1948.
La colonisation et la destruction des civilisations noires.

Ciel pur. Grigori Tchoukhrai, 1960.
La guerre et ses suites vues à travers la déstalinisation.

Peuple en armes. Joris Ivens (Hollande), 1961.
La révolution cubaine.

Carnet de voyage à Cuba. Joris Ivens (Hollande) 1961.
Court-métrage, Cuba sous Fidel Castro.

Cuba si. Chris Marker (États-Unis), 1961.
Court-métrage, Cuba sous Fidel Castro.

XIII. Les variations du vocabulaire.

Le pain amer. Grigoriou (Grèce), 1948.
La réalité quotidienne à Athènes.

Le réveil du dimanche. M. Cacoyanis (Grèce), 1953.
La vie populaire à Athènes.

La cité magique. Nikos Koundouros (Grèce), 1954.
La vie populaire à Athènes.

L'ogre d'Athènes. N. Koundouros (Grèce), 1955.
Dans les cabarets du Pirée.

XIV. La civilisation se définit par rapport aux autres sciences de l'homme.

Spartacus. Stanley Kubrick (États-Unis), 1961.
Le progressisme américain.

XV. Les civilisations sont des continuités.

Astéro la bergère. D. Gasiadis (Grèce), 1932.
Mœurs des bergers grecs.

Le miracle de San Gennuaro. E. Gras-L. Emmer (Italie), 1946.
Une coutume religieuse populaire à Naples.

Racines. Benito Alazraki (Mexique), 1954.
Les Indiens au Mexique.

XVI. L'Islam, ce qu'apprend l'histoire.

L'aube de l'Islam. Scénario de Taha Hussein, 1954.
Lutte de Mahomet contre les Koraïchites, l'Égire.

XVII. L'Islam, ce qu'apprend la géographie.

Le désert blanc, 1928.
Expédition du Prince Sixte de Bourbon-Parme dans le Sahara oriental et en Libye.

Le désert vaincu, 1928.
Expédition Tranin-Duverne dans l'Atlas et en Mer Rouge.

XVIII. Grandeur et repli de l'Islam.

Le courrier d'Angora. Moushin Bey Ertogroul, 1929.
La Turquie.

Les contrebandiers. Moushin Bey Ertogroul, 1929.
La Turquie.

XIX. L'Islam, sa renaissance actuelle.

Marouf, savetier du Caire. J. Mauran (Maroc), 1946.

Ali, fils du Sud. Y. Akrensi (Tunisie), 1948.
La Tunisie.

Noces de sable. A. Swobada (Maroc), 1948.
Le Maroc.

L'épervier. Salah Abou Seif (Égypte).
En Égypte : protection des nomades, travaux d'irrigation.

Ciel d'enfer. Youssef Chahine (Égypte), 1954.
Réforme agraire en Haute-Égypte.

XX. Le continent noir et son passé.

La croisière noire. Poirier (France), 1926.
Documentaire sur l'expédition Citroën-Centre Afrique.

Pirogues sur l'Ogooué. J. Dupont et J. Rouch (France), 1947.
Descente de l'Ogooué en pirogue.

XXI. L'Afrique noire aujourd'hui et demain.

Pleure, ô mon pays bien aimé. Z. Korda, 1952.
Les problèmes de l'Afrique Australe.

Come back Africa. Rogosin (Amérique), 1960.
La ségrégation en Afrique Australe.

Les racines du ciel. Huston (États-Unis), 1960.

Les maîtres-fous. Jean Rouch (France), 1955.
Accra, permanence des vieux rites religieux avec intégration des problèmes contemporains.

Moi, un Noir. Jean Rouch (France), 1957.
Conditions de vie et de travail de trois jeunes noirs en Côte d'Ivoire.

XXII. Introduction à l'Extrême-Orient.

Tempête sur l'Asie. Poudovkine (URSS), 1925.
Un jeune Mongol nationaliste et révolutionnaire poursuit les Anglais.

XXIII. La Chine classique.

L'impératrice Yang-Kwei-Fei. Kenji Mizoguchi (Japon), 1955.
La condition d'une impératrice de la dynastie Tang.

XXIV. La Chine d'hier et d'aujourd'hui.

Dimanche à Pékin. Chris Marker (États-Unis), 1956.
Court-métrage documentaire sur Pékin.

La fille aux cheveux blancs. Wang Pin et Shuri Huen (Chine).
La révolution chinoise.

XXV. L'Inde d'hier et d'aujourd'hui.

Elephant's boy. Z. Korda (États-Unis), 1937.
D'après le roman de Kipling.

Inde fabuleuse. Giulio Macchi (Italie), 1954.
Documentaire, richesse et misère.

Song of Ceylan. Basil Wright (Grande-Bretagne) 1934.

La croisée des chemins. Georges CUKOR (États-Unis) 1955.
Les problèmes des enfants métis anglo-hindous.

Pather Panchali, Satajit RAY (Inde), 1956.
Une famille misérable émigre à Calcutta.

Aparajito. Satajit RAY (Inde), 1957.
La vie à Calcutta.

XXVI. Un Extrême-Orient maritime.

Maona. R. FLAHERTY (États-Unis), 1926.
Dans les îles du Sud polynésien.

Continent perdu. L. BENZI (Italie), 1955.
Documentaire : Bornéo...

XXVII. Le Japon.

L'intendant Sansho. Kenji MIZOGUCHI (Japon), 1954.

La porte de l'enfer. Teinosuke KINUGURA (Japon), 1953.
Pendant une révolte en 1159.

Rashomon. Akira KUROSAWA (Japon), 1950.
Le Moyen Age du Japon.

Les 7 Samourais. Akira KUROSAWA (Japon), 1954.
Au XVI[e] siècle, sept samourais défendent un village attaqué chaque année après les récoltes.

La terre. Uchida TAMU (Japon), 1938.
Paysans japonais.

L'île nue. SHINDO (Japon), 1962.
Vie primitive des paysans.

Les pêcheurs de crabes. YAMAMURA (Japon), 1953.
Documentaire.

La mère. Naruse MIKIO (Japon), 1951.

XXVIII. L'Europe, espaces et libertés.

La kermesse héroïque. Jacques FEYDER (France).
Résistance des Pays-Bas à l'occupation espagnole au début du XVII[e] siècle.

La Marseillaise. J. RENOIR (France), 1937.
La révolution française de 1789.

Napoléon. Abel GANCE (France).
L'épopée napoléonienne avant l'Empire.

XXIX. L'Europe, christianisme, humanisme, pensée scientifique.

Le drame du Christ. L. EMMER et E. GRAS (Italie), 1948.
D'après les fresques de Giotto à Padoue.

Chartres. GRÉMILLON (France), 1923.
Documentaire.

XXX. L'industrialisation de l'Europe.

La tragédie de la mine. G. W. PABST (États-Unis), 1931.
Solidarité des mineurs.

Le cri. ANTONIONI (Italie), 1957.
L'industrialisation de la plaine du Pô.

Qu'elle était verte ma vallée. J. FORD (Grande-Bretagne), 1942.
La vie d'une vallée minière au pays de Galles à la fin du XIX[e] siècle.

En passant par la Lorraine. FRANJU (France), 1950.
Court métrage : la Lorraine agricole et industrielle.

XXXI. Les unités de l'Europe

Cantique de la créature. L. EMMER et E. GRAS (Italie), 1940.
D'après les fresques de Giotto à Assise.

Piero della Francesca. EMMER (Italie), 1949.
L'œuvre picturale de Piero della Francesca.

La légende de Sainte-Ursule. L. EMMER et E. GRAS (Italie), 1946.
D'après les peintures de Carpaccio.

Le Paradis terrestre. L. EMMER et E. GRAS (Italie), 1939 et 1948 (remake).
D'après Jérôme BOSCH.

Allégorie du Printemps. L. EMMER (Italie), 1949.
D'après Boticelli.

Van Gogh. A. RESNAIS (France). 1948.
Van Gogh à travers son œuvre.

La vie passionnée de Vincent Van Gogh. V. MINELLI (États-Unis), 1956.

Gauguin. A. RESNAIS (France), 1950.

Aristide Maillol, Sculpteur. Jean GODS (France), 1943.

XXXII. L'Amérique Latine.

L'appel de la mer.
Documentaire brésilien, 1954.

Horizons de pierre. R. VIGNOLY-BARRETO (Argentine), 1956.
Le Nord de l'Argentine et les derniers Indiens.

La guerre des gauchos. DEMARE (Argentine), 1938.
Gauchos et Espagnols pendant la guerre pour l'indépendance.

Tonnerre sur le Mexique. EISENSTEIN (U.R.S.S.), 1932.
La révolution mexicaine (1911-1919).

Viva Zapata. Elia KAZAN (États-Unis), 1949.
La révolution mexicaine (1911-1919).

Vera-Cruz. R. ALDRICH (États-Unis), 1954.
La guerre d'indépendance du Mexique.

Sao Polo, symphonie de la métropole. SUNTIG et KEMENI (Brésil), 1928.
Une journée de travail à Sao Paulo.

Sertao. VARCENCELOS (Brésil), 1930.
La vie à l'intérieur du Brésil.

Riachucho. Moglia BARTH (Argentine), 1934.
Ambiance de la banlieue de Buenos-Aires.

Rues de Buenos-Aires. J. FERREYRA (Argentine), 1934.

Los Muchachos de antes no usaban gemina. ROMERO (Argentine), 1937.
Le pittoresque de Buneos-Aires au début du siècle.

Los Olvidados. BUNUEL (Mexique), 1950.
Enfance misérable à Mexico.

Le salaire de la peur. H. G. CLOUZOT (France), 1952.
Transport dramatique de nitro-glycérine par deux « pauvres blancs ».

Kilomètre III. SOFFICI (Argentine), 1938.
L'exploitation des agriculteurs par le capitalisme.

Pampa barbara. DEMARE (Argentine), 1944.
La vie dure dans la pampa argentine.

Étoile du matin. JENALD (Brésil), 1948.

XXXIII. Les États-Unis, un passé réconfortant.

La ruée vers l'or. CHARLIE CHAPLIN (États-Unis), 1925.
Pénibles aventures d'un pauvre chercheur d'or.

L'homme du Sud. Jean RENOIR (France), 1945.
Difficultés d'une famille de planteurs de coton dans le Tenessee.

La vallée de la poudre.
Excellente parodie de « western » selon la meilleure tradition.

Le train sifflera trois fois. F. ZINNEMAN (États-Unis).

XXXIV. Les États-Unis d'hier à aujourd'hui.

On the Bowery. ROGOSIN (États-Unis), 1956.
La misère atroce du quartier de Bowery à New-York.

Ombres. John CASSAVETES (États-Unis), 1956.
Le problème racial à New-York.

Les nuits de Chicago. STERNBERG (États-Unis), 1927.
Le gangstérisme.

Les raisins de la colère. John FORD (États-Unis), 1943.

Les bas-fonds de Frisco. Jules DASSIN (France), 1949.
Le commerce et les halles de San Francisco.

Sur les quais. Elia KAZAN (États-Unis), 1954.
Le syndicalisme aux États-Unis.

Citizen Kane. Orson WELLES (États-Unis), 1941.
Grandeur et décadence d'un magnat de la Presse.

Derrière le miroir. Nicholas RAY (États-Unis), 1956.
Critique de la société américaine à travers un accident de la thérapeutique moderne.

XXXV. A travers l'univers anglais.

Le fleuve. Jean RENOIR (France), 1950.
Une famille anglaise aux environs de Calcutta.

XXXVI. La Russie, des origines à la révolution.

Lettre de Sibérie. Chris MARKER (États-Unis), 1957.
Court-métrage sur la Sibérie.

XXXVII. L'URSS de 1917 à nos jours.

Le chemin de la vie. Nicolas EKK (URSS), 1931.
Enfants abandonnés après la révolution.

Quand passent les cigognes. M. KALATAZER (URSS), 1958.
Une famille de Moscou pendant la guerre.

XXXVIII. Les sciences.

En quatrième vitesse. R. ALDRICH (États-Unis), 1955.
Les dangers de la bombe atomique.

Le chant du styrène. Alain RESNAIS (France), 1958.
Documentaire sur les matières plastiques.

Vivre dans la peur. Akira KUROSAWA (Japon), 1955.
La peur des bombes thermo-nucléaires.

Le vieux docteur. SOFFICI, 1949.
Transformations des Sanatoriums.

XXXIX. Les consciences.

Nazarin. BUNUEL (Mexique), 1959.
Le prêtre dans le monde.

Lourdes. G. ROUQUIER (France), 1955.
Le pèlerinage.

La mort en ce jardin. BUNUEL (France-Mexique), 1956.
Christianisme et athlétisme.

Pâques sanglantes. De SANTIS (Italie), 1949.
Prise de conscience de bergers en Ligurie.

Je veux vivre. Robert WISE (États-Unis), 1958.
Système judiciaire aux États-Unis.

Maria Pendayiottissa. MADRAS (Grèce), 1930.
Le nationalisme grec face aux Turcs en 1821.

Naissance d'une nation. D. W. GRIFFITH (États-Unis), 1915.
Glorification du Ku-Klux-Klan.

J'accuse. LIEBENEINER (Allemagne), 1941.
Plaidoyer nazi en faveur de l'euthanasie.

Les Rotschild. WARCHNEK (Allemagne), 1940.
L'anti-sémitisme nazi.

Le Juif Süss. Veit HARLAN (Allemagne), 1940.
Film nazi anti-sémite.

Les marines. François REICHENBACH (États-Unis), 1957.
Le mythe du héros.

XL. Les langages.

Jazz à New-Port. Bert STERN (États-Unis), 1958.
Reportage sur le festival annuel de Jazz.

L'Atlantide. E. W. PABST (États-Unis), 1932.
Ouargla, l'Aurès et le Hoggar.

Michel Ange. Curt OERTEL (Allemagne), 1940.
L'œuvre de Michel Ange.

Matisse. François CAMPAUX (France), 1945.
Biographie et critique de l'œuvre.

De Renoir à Picasso. P. HÆSÆRTS (Belgique), 1950.
Étude critique de Renoir, Seurat et Picasso.

Visite à Picasso. P. HÆSÆRTS (Belgique), 1950.
L'art et la personnalité de Picasso.

Le mystère Picasso. H. G. CLOUZOT (France), 1958.
Étude de la création artistique.

Goya. L. EMMER (Italie), 1950.
Ballet de figures de Goya sur une composition du guitariste A. Segovia.

Limite. Mario PEIXOTO (Brésil), 1938.
Grand film muet surréaliste.

Symphonie diagonale. Viking EGGELING (Suède), 1920.
Film de dessins abstraits.

Fantasia. Walt DISNEY (États-Unis).
Essai de figuration graphique de la musique.

Variétés. E. A. DUPONT (France), 1925.
Le milieu du cirque.

Les ensorcelés. V. MINELLI (États-Unis), 1952.
Le milieu du cinéma contemporain à Hollywood.

Le grand couteau. R. ALDRICH (États-Unis), 1954.
Un acteur d'Hollywood.

XLI. Un nouvel univers.

Night mail. WATT (Grande-Bretagne), 1930.
Courriers ferroviaires de nuit en Angleterre.

Les ailes de ma patrie. Carlos BORCOSQUE (Argentine) 1939.
L'aviation argentine.

Seuls les anges ont des ailes. HAWKS (Grande-Bretagne), 1939.
Aviation.

Air Force. HAWKS (Grande Bretagne), 1943.
Aviation.

Les temps modernes. Charlie CHAPLIN (États-Unis), 1936.
Le travail à la chaîne.

La ligne générale. EISENSTEIN (URSS), 1929.
La conquête des campagnes par le machinisme.

Le sang des bêtes. FRANJU (France), 1948.
Documentaire sur les abattoirs de la Villette.

Surcos Sillem. J. A. NIEVES CENDE (Brésil), 1951.
L'exode paysan vers la ville, difficultés d'adaptation.

XLII. Un nouvel art de vivre.

I Vitelloni. F. FELLINI (Italie), 1953.
Vie inutile et désœuvrée de jeunes gens dans une petite ville.

Prisonniers de la terre. SOFFICI, 1939.
Un homme étouffé par son milieu tente de s'en arracher.

Un homme dans la foule. Élia KAZAN (États-Unis), 1957.
La télévision et les Américains.

L'équipée sauvage. S. BENEDECK (États-Unis), 1953.
Une jeunesse non intégrée à la société.

La fureur de vivre. N. RAY (États-Unis), 1955.
Conflit de deux générations.

El. BUNUEL (Mexique), 1952.
La folie et l'inadaptation à la vie.

Graine de violence. R. BROOKS (États-Unis), 1955.
Démêlés d'une classe avec son professeur.

La toile d'araignée. V. MINELLI (États-Unis), 1954.
Une clinique psychiatrique aux États-Unis : les désadaptés.

The connection. Shirley CLARKE (États-Unis), 1960.
Étude d'un cercle de drogués à New York.

La vie criminelle d'Archibaldo de la Cruz. BUNUEL (Mexique), 1955.
L'inadaptation à la vie moderne.

Fantôme à vendre. René CLAIR (France).
Le rêve et la réalité.

Les belles de nuit. René CLAIR (France), 1954.
La remontée du temps dans les rêves.

Les visiteurs du soir. Marcel CARNÉ (France), 1943.

La belle et la bête. Jean COCTEAU (France), 1946.

L'éternel retour. Jean COCTEAU (France), 1942.
La légende de Tristan et Iseult dans le monde moderne.

Riz amer. G. de SANTIS (Italie), 1948.
Le riz dans la plaine du Pô.

L'homme tranquille. John FORD, 1951.
Un village irlandais.

Louisiana story. R. FLAHERTY (États-Unis), 1948.
Documentaire sur le contraste entre la beauté des bayous en vieille Louisiane et l'industrialisation (le pétrole).

Farrebique. G. ROUQUIER (France), 1945.
Une famille paysanne dans le Rouergue.

Mañana es Domingo. José FERRERA, 1934.
Un jour de fête dans une grande ville.

XLIII. Nouveaux destins, nouveaux problèmes.

Heureux mortels (Grande-Bretagne).
La vie d'une petite bourgade anglaise.

Terre sans pain. L. BUNUEL (Mexique), 1936.
Famine et dénuement à la lisière de l'Espagne et du Portugal.

La terre tremble. L. VISCONTI (Italie).
La condition misérable des paysans et des pêcheurs en Sicile.

Le sel de la terre. H. G. BIBERMAN (Amérique), 1953.
Grève de mineurs au Nouveau-Mexique.

Terre d'Espagne. Joris IVENS, 1937.
Mise en valeur de terres improductives par des collectivités paysannes.

Les Olympiades. L. RIEFENSTHAL, 1936.
Reportage sur les Jeux Olympiques.

Metropolis. Fritz LANG (Allemagne), 1927.
Anticipation symbolique sur le thème de la mécanisation.

Erratum — Page 357, colonne de droite, dix-septième ligne, lire : 9 et 10 novembre, et non : 18 et 19 novembre

PROGRAMME DES CLASSES TERMINALES (Juin 1959)

I. LA NAISSANCE DU MONDE CONTEMPORAIN (DE 1914 A NOS JOURS). *1er trimestre.*

1. La première guerre mondiale (1914-1918) et les traités de paix.
   La Société des Nations.
2. Les nouveaux aspects du monde depuis 1918 (les dictatures, les démocraties).
   Évolution intérieure des principaux états.
3. Les problèmes internationaux (politiques et économiques) de 1918 à 1939.
4. La seconde guerre mondiale (1939-1945) et ses conséquences.

II. LES CIVILISATIONS DU MONDE CONTEMPORAIN. *2e et 3e trimestres.*

1. Définition de la notion de civilisation (envisagée sous toutes ses formes : humaine, politique, technique, économique, sociale, intellectuelle et spirituelle).
2. Le monde occidental :
   Fondements et évolution de sa civilisation (la tradition gréco-romaine; la tradition chrétienne et médiévale; la tradition révolutionnaire et libérale; la révolution industrielle).
   Aspects particuliers actuels de sa civilisation : Europe occidentale. Amérique anglo-saxonne, Amérique latine.
3. Le monde communiste européen :
   Fondements et évolution de sa civilisation (la tradition chrétienne et byzantine; les influences asiatiques; les influences occidentales jusqu'au XXe siècle; l'influence marxiste).
   Aspects particuliers de sa civilisation : U.R.S.S.; Républiques populaires.
4. Le monde musulman : Fondements et évolution de sa civilisation (Islam; les influences iranienne, égyptienne, turque, espagnole).
   Aspects particuliers actuels de sa civilisation : les pays du Moyen-Orient; le Pakistan; l'Islam indonésien; les pays d'Afrique du Nord.
5. Le monde de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique :
   Fondements et évolution de sa civilisation (les coutumes et les religions traditionnelles; les influences européennes).
   Aspects particuliers actuels de sa civilisation : Madagascar, Chine, Japon, Indochine, Union Indienne.
6. Le monde africain noir :
   Fondements et évolution de sa civilisation :
   (Les traditions et les coutumes: les influences extérieures).
   Aspects particuliers actuels de sa civilisation.

III. LES GRANDS PROBLÈMES MONDIAUX DU MOMENT (1).

Les grands problèmes mondiaux du moment.

Les antagonismes et les éléments d'unité.

La diffusion des techniques modernes; les grands courants d'idées; les institutions et la coopération internationales.

(1) Pour être fidèle à la lettre du programme signalons que cette rubrique n'a pas la dignité typographique que nous lui donnons ici. Elle n'est que le paragraphe 7 de la deuxième partie *(Les civilisations du monde contemporain)*.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES CARTES

LIVRE I

LIVRE II

LIVRE III

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

Imprimé en France
TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. – MESNIL (EURE). – 104
Dépôt légal : 1er trimestre 1963.

